ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 26 mai 2014

à 14 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 22 mai 2014

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 26 mai 2014, à 14 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Direction du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 26 mai 2014

à 14 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 26 mai 2014 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 15 mai 2014.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04 à 4.07, 5.04, 5.05, 7.03 à 7.06, 8.03, 20.13 à 20.18, 41.03 ainsi que les articles 80.01 (20.14) à 80.01 (20.19) et 80.01 (51.01). Une nouvelle version de l'article 15.01 est transmise.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI et que la version papier des notes explicatives vous sera livrée ultérieurement.

Montréal

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 26 mai 2014

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02);*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 28 avril 2014

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1132714014

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports portant sur le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal

04.05 *Service du greffe* - 1143430007

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération

04.06 *Service du greffe -* 1143430009

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant procédé à l'étude des prévisions budgétaires 2014, des budgets des sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

04.07 *Service du greffe -* 1143430001

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue : Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA14 22 0167 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Appui aux 6 centres d'éducation populaire de Montréal

05.02 *Service du greffe*

Résolution CA14 22 0168 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Appui à la réalisation du Carrefour de la création

05.03 *Service du greffe*

Résolution CA14 22 0169 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Appui au CPE technoflos pour l'ajout de 80 places dans Griffintown

05.04 *Service du greffe*

Résolution CA14 29 0169 du conseil d'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Motion de déclaration - Agrile du frêne

05.05 *Service du greffe*

Résolution CA14 30 05 0130 du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Demande visant l'ajout de nouvelles voies d'accès sur l'Autoroute 25

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 1er mai 2014

07.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport annuel 2013 de l'Ombudsman de Montréal

07.03 *Service du greffe*

Dépôt des états financiers consolidés de la Société d'habitation et de développement de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

07.04 *Service du greffe*

Dépôt du rapport annuel 2013, incluant les états financiers et le rapport des vérificateurs de la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière

07.05 *Service du greffe*

Dépôt des états financiers de la Corporation Anjou 80 pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013

07.06 *Service du greffe*

Dépôt des règlements adoptés par la 27e édition du Jeune Conseil de Montréal :

- Règlement 2014-01 : Règlement sur les comités de citoyens jurés
- Règlement 2014-02 : Règlement sur le développement des toits verts et l'agriculture urbaine
- Règlement 2014-03 : Règlement sur l'utilisation des technologies dans une perspective de Ville intelligente

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Transparence et suivi des motions des conseillers adoptées par le conseil municipal »

08.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Gestion d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés »

08.03 *Service du greffe*

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur le Plan d'action canopée 2012-2021 et l'agrile du frêne

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration honorant la mémoire de Madame Liliane Stewart, illustre Montréalaise et philanthrope

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing communications* - 1146744001

Octroyer un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de Transport de Montréal pour les besoins du Service de l'Espace pour la vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

20.02 *Service de l'approvisionnement* - 1146135003

Conclure avec Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents aux fins du réseau des bibliothèques de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 14-13482 (1 soum.)

20.03 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1144822017

Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano) pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 1 534 495,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 278502 (12 soum.)

20.04 *LaSalle , Direction des travaux publics* - 1146152008

Accorder un contrat à Les Pavages Chenail inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3^{e} Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 311744 (7 soum.)

20.05 *Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics* - 1143903010

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, les travaux de drainage, le remplacement des conduites d'aqueduc, le pavage, les bordures et les trottoirs sur les rues Allard et Langevin, dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soum.)

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1144822028

Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et l'avenue Papineau, dans l'arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville - Dépense totale de 6 044 117,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 252901 (5 soum.)

20.07 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1144251002

Accorder un soutien financier non récurrent de 2 M$ à Maison d'Haïti pour réaliser le projet de construction d'un immeuble, dans le cadre de la programmation 2013 - 2017 des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$ / Approuver un projet de convention à cet effet

20.08 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1130541013

Approuver l'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée autorisant la réalisation de travaux exécutés par cette société sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1124435010

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc. un terrain d'une superficie de 1 214,1 mètres carrés, constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec et par lequel 150461 Canada inc. cède à la Ville un terrain d'une superficie de 1 170,1 mètres carrés, constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, tous deux situés du côté nord de la rue Thimens et à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro, le tout sans soulte

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1145323002

Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, d'une superficie d'environ 7 173,5 mètres carrés, constitué du lot 4 657 454 du cadastre du Québec, à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $, taxes incluses

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1146646001

Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de LaSalle, pour un loyer total de 95 152 $, plus les taxes applicables

20.12 *Service de la culture , Direction associée - cinéma-festivals-événements* - 1140679003

Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation de l'édition 2014 des Week-ends du monde et la Fête des enfants de Montréal au parc Jean-Drapeau / Autoriser un virement budgétaire à cette fin

20.13 *Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics* - 1143903013

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, les travaux de drainage, le remplacement des conduites d'aqueduc et des branchements de services, le pavage, les bordures, les trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet, dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soum.)

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1130783001

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal un terrain d'une superficie de 14 003,8 mètres carrés, situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, taxes de vente applicables incluses / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec

20.15 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1145322001

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme estimée à 528 000 $, taxes incluses / Approuver la proposition d'avant projet à cette fin

20.16 *Service de l'eau, Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1134551004

Accorder un contrat de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 13-12814 (3 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

20.17 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1121027001

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert, à des fins de rue, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 mètres carrés, située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1145950001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soum.)

30 – Administration et finances

30.01 *Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire* - 1146355001

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM)

30.02 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics* - 1140662003

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick

41 – Avis de motion

41.01 *Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences* - 1145075003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissements (05-090)

41.02 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1143455002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (14-006)

41.03 *Verdun , Direction du développement du territoire_des études techniques et des services aux entreprises* - 1145291001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) » afin de modifier les dispositions liées aux garanties bancaires exigées

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1134386007

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1ère Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

42.02 *Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1146347019

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

42.03 *Service de la culture* - 1130387004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

42.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1133496013

Adoption - Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.05 *Service de la culture* - 1130387005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière

42.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1134386002

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

42.07 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1146659002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

42.08 *Service de la mise en valeur du territoire, Direction de l'habitation* - 1140498002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014)

42.09 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1140196001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006)

42.10 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1140196002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013)

42.11 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1146705001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168)

42.12 *Ville-Marie , Direction des travaux publics* - 1143200004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., chapitre V-1)

42.13 *Ombudsman* - 1143709001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur l'ombudsman (02-146)

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1134521021

Nommer la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

46.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1144521003

Nommer le prolongement de la rue Rose et le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

46.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1144521002

Nommer le parc Raymond-Lagacé dans l'arrondissement de Saint-Laurent

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle concernant l'application de la Loi 1 aux contrats de fourniture de matériaux de construction et de services professionnels

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour la mise en place de « Cyclovia » à Montréal le dimanche

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour un anneau de patinage 4 saisons au parc Angrignon

65.04 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour permettre la capitalisation des arbres plantés sur le domaine public

65.05 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle effectuer un bilan des modifications du règlement P-6

65.06 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour redonner à la Direction des grands parcs le mandat de négocier l'acquisition et l'aménagement des milieux naturels

65.07 *Service du greffe*

Motion de la deuxième opposition demandant la reconnaissance du génocide arménien

65.08 *Service du greffe*

Motion de la deuxième opposition demandant de rendre disponibles les informations quant au convoi par rail de matières dangereuses

65.09 *Service du greffe*

Motion de la deuxième opposition demandant un plan de conversion de la flotte de taxis vers des véhicules hybrides et/ou des véhicules écologiques

65.10 *Service du greffe*

Motion de la troisième opposition pour permettre le libre accès aux contrats proposés et octroyés par la Ville de Montréal afin de lutter contre la corruption, la collusion et le favoritisme

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1145135001*

Approuver le projet d'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal afin de modifier la zone des travaux limitant l'empiètement dans le parc-nature de La Pointe-aux-Prairies, secteur du Bois-de-l'Héritage, dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

Compétence d'agglomération :	*Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.02 *Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien - 1144472002*

Accorder un contrat à LaSalle Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 (4 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.03 *Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien - 1140206002*

Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 (1 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.04 *Ville-Marie , Direction des travaux publics - 1146140002*

Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (les Paysagistes Damiano) pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.05 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1144822029*

Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc. pour la construction et la reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et la réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, à des fins de sécurisation du réseau cyclable - Dépense totale de 2 762 213,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 258205 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1141035005*

Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux - Dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.07 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1134804002*

Accorder un contrat de services professionnels à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier - Phase 1, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 240 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 (1 seul soum. conforme) /Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1143456001*

Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 073 074,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1140115001*

Accorder un contrat de services professionnels à ArchiDATA inc., fournisseur unique, pour la modélisation de l'information du bâtiment et la gestion immobilière - Dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.10 *Service de la diversité sociale et des sports - 1141643002*

Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.11 *Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien - 1140206003*

Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CA09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.12 *Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite - 1141629003*

Accorder un contrat de gré à gré à Finlogik inc. pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel SGD (Système pour la gestion de la dette et des placements), pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.13 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1141246001*

Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour l'ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc. (CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération :	*Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.14 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1143334009*

Accorder un contrat de gré à gré à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en œuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.15 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1134822057*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Accorder un contrat à Maskimo Construction inc. pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (Réalisation du train de l'est) - Dépense totale de 3 492 051,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 233505 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.16 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1144822023*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc. pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 065 908,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 226203 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

20.17 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1141246005*

Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 / Mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

20.18 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1141246009*

Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches du Canada, créent en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

20.19 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1140668001*

Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel - Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

30 – Administration et finances

30.01 *Service du greffe - 1142344001*

Autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les postes des quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires / Mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération

Compétence d'agglomération :	*Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

30.02 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1143838004*

Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes et frais incidents inclus, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1144055001*

Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville dans le district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord)

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 28 avril 2014
14 h

Séance tenue le lundi 28 avril 2014
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. Francois Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Domenico Moschella, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Andrée Hénault et M. Luis Miranda.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Claude Dauphin.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement dédié à la mémoire de la cycliste Mathilde Blais qui a perdu la vie sous le viaduc de la rue Saint-Denis.

Le président du conseil indique la tenue de la « Journée nationale de commémoration soulignant la fin de l'engagement militaire en Afghanistan », le 9 mai prochain.

Il souligne le décès le 17 avril dernier, de M. Gabriel Garcia Marquez, né en 1927 à Aracataca, en Colombie, écrivain, romancier, nouvelliste et journaliste. Il souligne également le décès, à l'âge de 70 ans, de Mme Nicole Samson, mère de Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif, responsable de la sécurité publique et des services aux citoyens et mairesse de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Le président du conseil indique que le 23 avril 2014, sera célébrée la « Journée mondiale du livre et du droit d'auteur », et souligne la présence dans les tribunes de M. Jean-François Bouchard, président de l'Association nationale des éditeurs de livres, M. Richard Prieur, directeur général et de M. Francis Farley-Chevrier, directeur général de l'Union nationale des écrivaines et écrivains québécois.

Le président du conseil informe les membres des événements suivants : la semaine du 6 au 12 avril 2014 « Semaine de l'action bénévole »; le 22 avril 2014 « Journée mondiale de la Terre »; le 24 avril 2014 « Journée de commémoration du génocide arménien », « Journée du souvenir de la Shoah »; le 28 avril « Journée de commémoration des personnes décédées ou blessées au travail ».

Il souligne enfin les anniversaires de naissance du mois d'avril des conseillers et conseillères Russell Copeman, Craig Sauvé et Suzanne Décarie.

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Richard Bergeron	M. Denis Coderre	Nécessité d'un SLR ou d'un métro en surface pour le pont Champlain / Ne pas se laisser intimider par les gens d'affaires et poursuivre les discussions avec les paliers gouvernementaux pour obtenir du financement
M. Marc-André Gadoury	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Accélérer le processus de sécurisation des ponts et viaducs / Appui de l'Administration souhaité à la « Motion pour réviser la législation entourant la pratique du vélo »
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre	Projet pilote sur la fermeture des bars dans 19 établissements situés sur les rues Crescent et Saint-Denis – Prochaines étapes dans ce dossier / Prendre en compte les particularités des arrondissements dans l'analyse du projet pilote
M. Normand Marinacci	M. Denis Coderre	Statut particulier pour Montréal – demandes spécifiques quant au contenu de cette loi / Obtenir les budgets nécessaires pour l'exercice de ces nouveaux pouvoirs
Mme Manon Barbe	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Prévoir une enveloppe spéciale au PTI pour permettre aux arrondissements de terminer les travaux d'infrastructures lorsque le promoteur ne respecte pas ses engagements et d'être remboursés / Échéancier prévu

À 14 h 41,

La période de questions des membres du conseil est prolongée de 15 minutes du consentement unanime des membres.

_____

Un débat restreint s'engage.

_____

Question de	À	Objet
M. Jeremy Searle	M. Denis Coderre	Tunnel Décarie

Le maire soulève une question de privilège demandant au conseiller Searle de présenter des excuses pour ses propos tenus en arrondissement comparant les souverainistes à l'agrile du frêne qu'il faut éradiquer. Le conseiller Searle réplique en indiquant que le maire a peut-être un « problème au cerveau » puisque sa question portait sur le Tunnel Décarie. Il considère les propos du maire hors d'ordre.

Le maire indique que le conseiller Searle banalise ses propos et considère que c'est inacceptable.

Le président du conseil mentionne que le conseiller Searle a outrepassé les limites du Code d'éthique des élus en manquant de respect et lui demande de présenter ses excuses.

Le maire demande aux membres du conseil d'adopter une motion de blâme à l'égard du conseiller Searle.

Un débat restreint s'engage.

Le président du conseil indique au conseiller Searle qu'à défaut de retirer ses paroles et de présenter des excuses, il se verra dans l'obligation de l'expulser de la salle du conseil.

Le conseiller Searle présente ses excuses.

Le président du conseil prolonge la période de questions des élus de 10 minutes.

Question de	À	Objet
Mme Elsie Lefebvre	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Ouverture de l'Administration afin que les citoyens puissent être impliqués dans la vaccination de frênes publics sur rue
M. Marvin Rotrand	M. Dimitrios (Jim) Beis	Formation d'un groupe de travail sur l'achat éthique afin de bonifier la politique d'approvisionnement pour exiger des soumissionnaires qu'ils inscrivent le nom et l'adresse des ateliers qui produisent les produits achetés par la Ville / Le conseiller offre ses services pour participer aux travaux du comité de travail
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre	Vols de nuit à l'aéroport PET – Application du moratoire entre 23 h et 7 h

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close 15 h 04.

CM14 0314

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 28 avril 2014, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y retirant les articles 65.01, 65.07 et 80.01 (20.13).

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM14 0315

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 mars 2014

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 mars 2014, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 22 avril 2014 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du 24 février au 30 mars 2014

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 24 février au 30 mars 2014

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 24 février au 30 mars 2014

CM14 0316

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration portant sur l'étude publique du budget de fonctionnement 2013 et de ses amendements, des budgets des sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du PTI 2013-2015 et du budget 2013 de la Société de transport de Montréal (STM)

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration portant sur l'étude publique du budget de fonctionnement 2013 et de ses amendements, des budgets des sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du PTI 2013-2015 et du budget 2013 de la Société de transport de Montréal (STM), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.04 1132714012

CM14 0317

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation portant sur le bilan de l'action municipale pour l'amélioration de la salubrité des logements 2008-2012

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation portant sur le bilan de l'action municipale pour l'amélioration de la salubrité des logements 2008-2012, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

04.05 1132714015

CM14 0318

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise sur la sauvegarde du parc de maisons de chambres

Le leader de la majorité dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise sur la sauvegarde du parc de maisons de chambres, et le conseil en prend acte.

04.06 1122714007

---

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement »

05.01 Résolution CA14 22 0127 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Pour le logement social et communautaire

05.02 Résolution CA14 22 0129 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Proclamation de la semaine de l'action bénévole du 6 au 12 avril 2014

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites des membres du conseil »

Par M. Aref Salem

--- Réponse de la Société en commandite Stationnement de Montréal concernant l'état d'avancement de l'étude sur la possibilité de mettre en place un projet visant à implanter le tarif de stationnement basé sur la demande à Montréal

--- Données budgétaires concernant le projet Bonaventure et tableau illustrant la séquence des travaux

Par M. Lionel Perez

--- Réponse à la demande de M. Marc-André Gadoury formulée lors du Conseil municipal du 24 mars 2014 concernant le Plan stratégique de communication

--- Réponse à la demande de Mme Émilie Thuillier formulée lors du Conseil municipal du 24 mars 2014 à l'effet d'obtenir une carte illustrant les travaux sur l'avenue Papineau

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

7.01 Dépôt du rapport sur l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 27 mars 2014.

CM14 0319

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 y compris le rapport produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Le leader de la majorité dépose le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2013 y compris le rapport produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.02 1143592001
1143592003

CM14 0320

Dépôt du Rapport annuel 2013 de la Commission de la fonction publique de Montréal

Le leader de la majorité dépose le Rapport annuel 2013 de la Commission de la fonction publique de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.03 1140119001

CM14 0321

Dépôt du rapport d'activité 2013 du Conseil des Montréalaises intitulé : « Montréalement femmes : vivre en ville, gouverner et travailler à la Ville »

Le leader de la majorité dépose le rapport d'activité 2013 du Conseil des Montréalaises, intitulé « Montréalement femmes : Vivre en ville, gouverner et travailler à la Ville », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04 1144233001

CM14 0322

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence intitulé « Analyse de solutions visant à rétablir la confiance entre les élus et la population »

Madame Valérie Plante dépose le rapport de la Commission de la présidence intitulé « Analyse de solutions visant à rétablir la confiance entre les élus et la population », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.01

---

11 - Dépôt de pétitions

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

CM14 0323

Déclaration pour le renouvellement de l'aide financière du MELS pour la mise aux normes des arénas

Attendu que le sport et l'activité physique sont au cœur de la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et constituent un élément-clé pour le maintien de leur santé globale;

Attendu que la Ville de Montréal possède un réseau de 40 patinoires intérieures réparties dans 34 arénas ou complexes sportifs, dont l'âge moyen est de 40 ans;

Attendu qu'en vertu du Protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon d'ici 2020;

Attendu que le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté le 7 juillet 2010 le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux;

Attendu que quatre arénas sont rénovés en moyenne chaque année et que le coût moyen des travaux s'élève à 8 M$ par aréna;

Attendu que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a lancé son Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération fonctionnant au gaz R-12 ou R-22 - arénas et centres de curling qu'à compter de 2012, alors les travaux étaient débutés ou terminés dans trois arénas et qu'il était donc impossible de bénéficier d'une subvention pour ceux-ci;

Attendu que seulement huit arénas sur quatorze (quatre autorisations finales et quatre de principe) ont bénéficié ou bénéficieront de la subvention du MELS;

Attendu que ce programme gouvernemental permet de bénéficier de subventions maximales de 1 M$ par glace et de 1,3 M$ par aréna comptant plusieurs glaces;

Attendu que le Programme de la Ville se déploie jusqu'en 2020;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais

Et résolu :

que le conseil demande au gouvernement du Québec :

1 - de confirmer, dans les meilleurs délais, que le *Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération fonctionnant au gaz R-12 ou R-22 - arénas et centre de curling* soit reconduit pour 2014 et les années suivantes;

2 - d'envisager qu'exceptionnellement les travaux débutés en 2014 soient admissibles au programme, compte tenu de l'urgence de procéder et des sommes en jeu;

3 - de maintenir le niveau de la subvention en 2014, soit de 1 M$ par glace et de 1,3 M$ par aréna comptant plusieurs glaces;

4 - d'envisager une méthode d'indexation de la subvention, compte tenu de l'étalement du programme sur plusieurs années.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

Le conseiller Dimitrios Beis souligne la présence au balcon de mesdames Sylvie Bernier, médaillée en plongeon aux Jeux Olympiques d'été de 1984 à Los Angeles, Monique Lefebvre, directrice-générale de AlterGo et Suzanne Lareau, directrice de Vélo Québec et membre du Conseil d'administration de BIXI Montréal. Il mentionne qu'elles sont porte-paroles de l'événement « Mois montréalais du sport et de l'activité physique » et seront présentes au sommet « Montréal physiquement active », les 22 et 23 mai 2014. Finalement, il les remercie de promouvoir l'activité physique.

CM14 0324

Déclaration - Mai 2014, Mois montréalais du sport et de l'activité physique et 1er mai, Journée nationale du sport et de l'activité physique

Attendu qu'il y a un grand nombre d'activités et d'événements sportifs au cours du mois de mai à Montréal et que la Ville est associée à plusieurs partenaires à l'occasion de ces activités;

Attendu que depuis neuf ans, chaque premier jeudi du mois de mai, le ministère de l'Éducation, du Loisirs et du Sport (MELS) organise une journée spéciale dédiée à la promotion du sport et de l'activité physique;

Attendu que bon nombre de ces activités sportives et événements se tiennent dans des équipements de la Ville de Montréal;

Attendu que Montréal physiquement active est le fruit d'une large mobilisation du milieu et d'une collaboration étroite entre plusieurs partenaires de la santé, de l'éducation, du milieu municipal et associatif, de la petite enfance et des entreprises en faveur de l'activité physique;

Attendu que tant la Journée que le Mois doivent faire l'objet d'une importante promotion pour atteindre l'objectif d'inciter la population à bouger davantage et à adopter de saines habitudes de vie;

Attendu l'importance de pratiquer un sport ou une activité physique pour demeurer en bonne santé;

Attendu que toutes les tribunes doivent être utilisées pour promouvoir le sport et l'activité physique;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Denis Coderre
M. Richard Bergeron
Tous les autres membres présents

Et résolu :

1 - de déclarer le mois de mai 2014, Mois montréalais du sport et de l'activité physique et le 1er mai 2014, Journée nationale du sport et de l'activité physique;

2 - d'inviter la population à y prendre part activement.

Un débat s'engage.

La conseillère Anne-Marie Sigouin dépose un document intitulé « Motion pour un anneau de patinage 4 saisons au parc Angrignon » pour inscription à l'ordre du jour du conseil du mois de mai, conformément à l'article 32 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CM14 0325

Déclaration - Journée commémorative du génocide arménien

Considérant que le conseil municipal a proclamé en 1997 le 24 avril « Journée commémorative du génocide arménien » et condamnait par le fait même le massacre d'un million cinq cent mille hommes, femmes et enfants, et la déportation des survivants de leurs territoires historiques;

Considérant que le 24 avril 2014 est le 99^{e} anniversaire du génocide arménien survenu le 24 avril 1915;

Considérant que cet anniversaire est hautement symbolique puisqu'il nous rappelle notre devoir de mémoire eu égard au premier génocide perpétré contre l'humanité au 20^{e} siècle;

Considérant que Montréal est l'une des villes où résident de nombreux descendants de ceux qui ont survécu à ce génocide et qu'ils ont contribué à façonner notre ville de diverses manières;

Considérant que l'administration municipale s'est engagée par la « Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale » à prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre la discrimination basée notamment sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale, ainsi qu'à promouvoir des relations interraciales et interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension;

Il est proposé par Mme Mary Deros

appuyé par M. Denis Coderre
M. Harout Chitilian
M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais

Et résolu :

de rappeler aux citoyens montréalais de souligner l'anniversaire du génocide arménien, le 24 avril 2014, en solidarité avec la communauté arménienne de Montréal et dans l'espoir que l'humanité apprenne de son histoire et brise le cycle de la violence.

Un débat s'engage.

Le conseiller Marvin Rotrand dépose un document intitulé « Motion demandant la reconnaissance du génocide arménien » pour inscription à l'ordre du jour du conseil du mois de mai, conformément à l'article 32 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Adopté à l'unanimité.

15.03

CM14 0326

Déclaration - Journée du souvenir des victimes de la Shoah

Attendu que six millions de Juifs ont été victimes de la Shoah durant la Deuxième guerre mondiale;

Attendu que Montréal a été l'une des premières villes à accueillir les survivants de ce génocide;

Attendu que la lutte pour la liberté, la tolérance et la fraternité des hommes exigent une vigie constante;

Attendu que l'Administration municipale a proclamé le 25 mars 2002, la journée du Yom Hashoah « Journée du Souvenir de toutes les victimes de l'Holocauste » et s'est engagée à reconnaître cette journée de façon récurrente telle qu'elle est fixée chaque année selon le calendrier lunaire juif;

Attendu que l'Administration municipale s'est engagée par la Proclamation du 21 mars « Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale » à mener des actions sur son territoire et au sein des organismes relevant de sa compétence, afin de prévenir et de combattre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Manon Gauthier
M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Richard Bergeron
M. Marvin Rotrand
M. Benoit Dorais
Mme Justine McIntyre

Et résolu :

de reconnaître le 28 avril 2014, la journée du Yom Hashoah, « Journée du souvenir de toutes les victimes de l'Holocauste » en solidarité avec les survivants de ces génocides et en signe de vigilance pour que ce genre de crime ne se reproduise plus.

Un débat s'engage.

À 16 h 59, du consentement unanime, il est convenu de poursuivre au-delà de 17 h pour permettre aux élus inscrits pour intervention sur l'article à l'étude de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

15.04

À 17 h 10, le président du conseil ajourne les travaux sur une citation de l'écrivain Primo Levi, emprisonné à Auschwitz et l'un des plus célèbres survivants de la Shoah.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 28 avril 2014
14 h

Séance tenue le lundi 28 avril 2014, 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. Francois Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Domenico Moschella, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Claude Dauphin.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Andrée Hénault, M. Luc Ferrandez et M. Luis Miranda.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Steven Laperrière	M. Denis Coderre	Sanctions suite aux propos du conseiller Searle
Mme Brigitte Beaudry	M. Denis Coderre (M. Dimitrios Beis)	Mandat pour la réalisation d'un anneau de patinage longue piste dans le parc Angrignon afin qu'il soit inauguré pour le 375^{e} anniversaire de Montréal / Rencontre souhaitée avec les responsables
Mme Françoise Stake	M. Denis Coderre	Augmentation des taxes et rétention des familles à Montréal / Pas de terrain pour la construction d'une école à Griffintown

Question de	À	Objet
M. Sébastien Carrillo	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Aménagement de pistes cyclables sécuritaire / Problème de conception des infrastructures
Mme Jocelyne Leduc-Gauvin	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Travaux d'aménagement du Bois-de-Saraguay / Meilleure communication entre la Ville et les groupes d'intervenants
Mme Johanne Beaudet	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard) (M. Pierre Gagnier)	Invitation au maire et aux élus pour la visite guidée annuelle du Bois-de-Saraguay, dimanche le 25 mai 2014, 13 h 30
M. Marc Blanchet	Mme Anie Samson (M. Russell Copeman)	Projet des Ateliers De Castelneau – engagement à maintenir le zonage résidentiel dans ce secteur / Respect des hauteurs des édifices avoisinants pour protéger le caractère du quartier
Mme Paz Ruiz	M. Réal Ménard	Budget alloué à la mise en valeur du Bois-de-Saraguay – état de situation / Respect du délai pour le début des travaux
M. Marie-Pierre Bermond	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Instaurer des mécanismes équitables de taxation pour contenir la charge fiscale et éviter l'étalement urbain
M. Pierre Rogué	M. Denis Coderre	Site web uneporteunevie.com – initiative pour l'usage pacifique de la route / Soutien de la Ville à une campagne de sensibilisation
Mme Nicole Gendron	M. Réal Ménard (Mme Anie Samson)	Revitalisation du secteur De Castelneau - impacts sur le Parc Jarry de l'arrivée de 5 000 personnes et investissements conséquents / Possibilité pour les citoyens de faire part de leurs préoccupations
Mme Isabelle Melnick	M. Denis Coderre	Discussions avec le gouvernement du Québec sur le développement du transport alternatif
M. Louis Langevin	M. Pierre Desrochers	Étalement du compte de taxes en 12 versements / Répartition des revenus et des dépenses
Mme Paule Olivier	M. Russell Copeman	Revitalisation du secteur De Castelneau – construction d'un édifice de 6 étages dans un secteur résidentiel d'immeubles de 3 étages

---

À 20 h

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Marc-André Gadoury

de prolonger de 30 minutes la période de questions des citoyens, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Question de	À	Objet
M. Pierre Foucart	M. Denis Coderre	Augmenter le nombre de stationnements pour les vélos au centre-ville / Cérémonie en hommage à la cycliste décédée ce matin
M. Pierre Pagé	M. Denis Coderre	Mettre en place un comité pour proposer au gouvernement du Québec une réforme de la fiscalité

Question de	À	Objet
M. Francesco Moreno	Mme Manon Barbe	Webdiffusion à LaSalle / Permettre aux citoyens d'enregistrer les séances du conseil d'arrondissement
M. Murray Levine	M. Denis Coderre	Encourager la participation de levées de fonds pour des œuvres de charité
M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (M. Aref Salem) M. François W, Croteau)	Installation de bollards sur les trottoirs empêchant la libre circulation / Adoption par le gouvernement d'un projet de loi concernant les aides à la mobilité – appui de la Ville **Dépôt d'un document**
M. Michel Benoit	M. Denis Coderre	Nombre de BIXI disponibles / Dépenses électorales d'Équipe Coderre
Mme Sonja Susnjar	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Sécurité ferroviaire – discussions avec le CN et le CP / Mesures afin d'éviter les événements survenus sur un pont en 2006 en raison de vents violents
M. Hugh Clarke	M. Denis Coderre	Prolongement des heures d'ouverture des bars – faire assumer les coûts supplémentaires entourant la sécurité par les propriétaires de bars / Identifier les critères d'évaluation du projet pilote

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 32.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers
M. Denis Coderre

de modifier la séquence de l'ordre du jour afin d'étudier l'article 51.02 immédiatement avant l'article 15.05.

La proposition est agréée.

CM14 0327

Nomination de membres au Conseil des Montréalaises

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0579;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de nommer les personnes suivantes à titre de membres du Conseil des Montréalaises, pour un premier mandat se terminant en avril 2017 :

- Madame Kim O'Bomsawin en remplacement de madame Christelle Lebreton;
- Madame Hajiba Akartit en remplacement de madame Mbayang Sidy Ndiaye;
- Madame Marie-Louise Mumbu en remplacement de madame Julie Cunningham.

2- de nommer madame Melissa Cerros à titre de membre en remplacement de madame Marie-Pier Gingras, à compter du 11 juin 2014, pour un premier mandat se terminant en juin 2017.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité (soit à plus des 2/3 des voix exprimées).

51.02 1144233002

CM14 0328

Proclamation de la semaine du 5 au 11 mai 2014 « Semaine nationale de la santé mentale »

Attendu que les données les plus récentes, recueillies auprès d'institutions telles que l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal et des résultats d'études majeures telles que l'Étude de Marchand-Durand sur la santé mentale en 2013, révèlent » une ampleur croissante des problèmes de santé mentale au sein de la population mais également en milieu de travail;

Attendu qu'à Montréal, on estime que 2 % de la population adulte souffre de troubles mentaux graves et que 29 % seront aux prises, au cours de leur vie, avec une dépression majeure ou des troubles anxieux ou encore des troubles liés à l'usage de drogues ou d'alcool;

Attendu que la Semaine de la santé mentale est soulignée chaque année par des activités s'adressant aux employés de la Ville, telles que des midi-conférences et des articles dans l'Échocité;

Attendu que cette année, le réseau québécois de l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM) invite les municipalités québécoises à contribuer à l'événement en proclamant la semaine du 5 mai au 11 mai « Semaine nationale de la santé mentale » et en faisant la promotion de la campagne 2014;

Attendu que plus de 150 municipalités sont déjà passées à l'action;

Attendu que la proclamation municipale de la Semaine nationale de la santé mentale est une démonstration de la préoccupation de l'administration municipale envers la santé de ses employés;

Attendu que les actions favorisant la bonne santé mentale relèvent d'une responsabilité à la fois individuelle et collective, que cette dernière doit être partagée par tous les acteurs de la société et que les municipalités en tant qu'employeur ont un rôle important à jouer;

Il est proposé par M. Pierre Desrochers

appuyé par M. Denis Coderre
M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais
M. Normand Marinacci

Et résolu :

1 - de proclamer la semaine du 5 au 11 mai 2014 « Semaine nationale de la santé mentale »;

2 - d'inviter les citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal et ses employés à consulter les outils d'information de la campagne 2014 du réseau québécois de l'Association canadienne pour la santé mentale;

3 - d'inviter les employés de la Ville à participer aux activités offertes au cours de cette semaine.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.05

CM14 0329

Déclaration à la mémoire de l'honorable Jim Flaherty

Attendu que le conseil municipal a appris le décès subit de monsieur James Michael (« Jim ») Flaherty survenu le 10 avril 2014, à Ottawa;

Attendu que Jim Flaherty avait passé huit années à la tête du ministère des Finances à Ottawa, le troisième plus long mandat à un tel poste dans l'histoire canadienne;

Attendu qu'il avait décidé de quitter le gouvernement et de prendre sa retraite il y a à peine un mois;

Attendu qu'à titre de ministre fédéral des Finances, il a assuré la bonne marche de l'économie canadienne, particulièrement durant la récession mondiale de 2008-2009;

Attendu que son rôle durant cette crise et son leadership économique ont contribué grandement à faire du Canada un exemple aux yeux des autres nations du G7;

Attendu qu'il a été nommé, en 2009, « Meilleur ministre des Finances » du monde par le magazine Euromoney;

Attendu que « Gentleman Jim » a toujours démontré un immense respect pour le service public et que, malgré les divergences politiques, il avait acquis le respect et même l'amitié de tous ses collègues à la Chambre des Communes;

Attendu qu'avant sa carrière au fédéral, M. Flaherty avait œuvré 10 ans en politique provinciale en Ontario;

Attendu que Jim Flaherty est né à Montréal, le 30 décembre 1949, dans l'arrondissement de Lachine, le sixième d'une famille irlandaise catholique de huit enfants;

Attendu qu'il a passé sa jeunesse à Montréal où il a terminé ses études secondaires *au Loyola High School,* dans Notre-Dame-de-Grâce;

Attendu qu'il a toujours montré une grande fierté pour ses origines irlandaises et montréalaises, comme en témoigne notamment son amour indéfectible pour le hockey;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Tous les membres présents

Et résolu :

que les membres du conseil municipal, au nom des Montréalaises et des Montréalais, adressent à la famille de M. Flaherty et à leurs proches, leurs plus sincères condoléances à l'occasion du décès de cet homme politique qui a laissé sa marque sur l'économie canadienne.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

15.06

_____

CM14 0330

Déclaration - Semaine de la sécurité publique ferroviaire

Considérant la tenue à travers le Canada de la Semaine de la sécurité publique ferroviaire du 28 avril au 4 mai 2014;

Considérant qu'il est d'intérêt public de sensibiliser nos concitoyens aux comportements à adopter en bordure des voies ferrées et aux passages à niveau, afin d'éviter des incidents mettant en cause trains et citoyens;

Considérant qu'Opération Gareautrain est un partenariat qui a pour objectifs de travailler de concert avec l'industrie ferroviaire, les gouvernements, les services de police, les médias, et autres organisations ainsi qu'avec le public pour accroître la sensibilisation à la sécurité ferroviaire, et de convaincre que l'éducation est au cœur de la prévention et de la réduction des risques;

Considérant la demande d'Opération Gareautrain que le conseil de Ville appuie en adoptant la présente résolution les efforts soutenus déployés par cet organisme pour sauver des vies et prévenir les blessures dans les collectivités, y compris sur le territoire de notre municipalité;

Il est proposé par Mme Anie Samson

appuyé par M. Lionel Perez
Mme Chantal Rouleau
M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais

Et résolu :

de proclamer la Semaine de la sécurité publique ferroviaire, un événement national, du 28 avril au 4 mai 2014.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

15.07

_____

CM14 0331

Déclaration - Adhésion de la Ville de Montréal au Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise SAM 2025 - Innover pour mieux se nourrir et se développer

Attendu que l'alimentation est un enjeu et une préoccupation pour les villes qui se soucient du bien-être de leurs citoyens;

Attendu que de plus en plus de gens ont recours aux banques alimentaires;

Attendu que la Ville de Montréal a initié dès 2009 une démarche afin de se doter d'une politique de sécurité alimentaire;

Attendu que la Ville de Montréal s'est impliquée, dès le départ, dans le processus d'élaboration du Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise (SAM 2025) piloté par la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal;

Attendu que le plan SAM 2025 résulte d'une large concertation de l'ensemble des acteurs clés de l'alimentation pour une approche innovante et efficace au bénéfice de la collectivité;

Attendu qu'il est important, pour la Ville de Montréal et son agglomération, de développer une stratégie alimentaire adéquate permettant de répondre aux besoins quotidiens en alimentation de la population;

Attendu que le plan de développement SAM 2025, en harmonie avec plusieurs autres initiatives alimentaires et agricoles en cours, contribuera à la fondation d'une stratégie alimentaire montréalaise commune;

Attendu que le plan SAM 2025 réaffirme le rôle des pouvoirs publics dans la préservation des valeurs d'équité et de solidarité du système alimentaire montréalais en lien avec l'accès à une alimentation saine et suffisante pour la population à faible revenu;

Attendu que le plan SAM 2025 reflète l'intérêt renouvelé des Montréalais envers une alimentation saine et une agriculture de proximité;

Il est proposé par Mme Monique Vallée

appuyé par M. Francesco Miele
Mme Anie Samson
M. Richard Bergeron

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - adhère au Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise SAM 2025 – innover pour mieux se nourrir et se développer; et contribue à sa réalisation à travers sa propre planification;

2 - s'associe à ses partenaires régionaux pour une structure de gouvernance à l'échelle de l'agglomération qui portera les enjeux du système alimentaire montréalais de façon permanente.

Un débat s'engage.

Le leader de la majorité dépose le document intitulé « Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise - SAM 2025 - Innover pour mieux se nourrir et se développer ».

Adopté à l'unanimité.

15.08

CM14 0332

Déclaration de soutien au projet « En route vers le 22 avril 2017 » du Jour de la Terre Québec

Attendu que devant la réalité des changements climatiques qui risquent de s'intensifier dans les prochaines années, les êtres humains sont conscients de la nécessité d'agir immédiatement en matière d'environnement;

Attendu que parmi les stratégies pour faire face aux changements climatiques, la protection des espaces verts et le développement de la forêt urbaine sont des solutions appropriées qui ont un effet positif certain sur la santé et la qualité de vie des citoyens tout en assurant une biodiversité en ville;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Ville et de ses citoyens d'avoir une infrastructure verte performante et polyvalente capable de générer plusieurs services écologiques;

Attendu que les arbres en milieu urbain sont notamment indispensables pour la prévention d'îlots de chaleur, la gestion des eaux pluviales, le rafraîchissement et l'assainissement de l'air et le ralentissement de la minéralisation du territoire;

Attendu que la Ville de Montréal a une longue histoire de plantation d'arbres;

Attendu que la canopée de Montréal en témoigne, la ville désirant porter son indice de 20% à 25% du territoire d'ici 2025 tel qu'établi dans son Plan d'action canopée adopté en 2012;

Attendu que cet indice est un objectif partagé par la Ville de Montréal et les villes liées;

Attendu que cet objectif confirme les orientations du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement, notamment le maintien et la protection de la biodiversité;

Attendu que le Plan d'action canopée favorise et encourage la collaboration entre plusieurs acteurs déjà à l'oeuvre dans l'augmentation de plantations d'arbres;

Attendu qu'un des acteurs, Jour de la Terre Québec, a un projet novateur et rassembleur supporté par la Société des Célébrations du 375e anniversaire de Montréal et s'inscrivant dans ses festivités;

Attendu que le projet intitulé « En route vers le 22 avril 2017 » a comme objectif la plantation de 375 000 nouveaux arbres d'ici 2017 dans la communauté métropolitaine de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal soutient depuis plusieurs années les activités du Jour de la Terre Québec;

Attendu que 25 municipalités de la Communauté métropolitaine de Montréal et six arrondissements de la Ville de Montréal soutiennent déjà le projet « En route vers le 22 avril 2017 »;

Attendu que la Ville de Montréal accorde une grande importance à la présence d'arbres sur son territoire et encourage le développement continu de son couvert arboricole;

Il est proposé par M. Réal Ménard

appuyé par Mme Anie Samson
Mme Chantal Rouleau
M. Richard Bergeron

Et résolu :

que les membres du conseil municipal :

1 - confirment le soutien de la Ville de Montréal au projet « En route vers le 22 avril 2017 » élaboré par le Jour de la Terre Québec;

2 - confirment la participation de la Ville de Montréal à l'appel de proposition du Jour de la Terre Québec entre 2014 et 2017 pour planter une partie de ces arbres sur son territoire;

3 - fassent la promotion du projet auprès des arrondissements de la Ville de Montréal n'ayant pas encore soutenu le projet;

4 - recommandent à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) d'adopter une résolution similaire afin d'encourager l'adhésion de l'ensemble des municipalités membres au projet;

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.09

CM14 0333

Déclaration - Mai 2014, 10e anniversaire du Mois du Mont-Royal

Attendu que le gouvernement du Québec a décrété en 2009 le mont Royal, arrondissement historique et naturel, renommé en 2012 site patrimonial du Mont-Royal;

Attendu la volonté de l'administration municipale de reconnaitre la valeur unique de ce lieu emblématique et de protéger et faire connaître son paysage et la diversité de ses patrimoines;

Attendu que le premier « Mois du Mont-Royal » initié par Les amis de la montagne a eu lieu en mai 2004;

Attendu que la Ville de Montréal a proclamé officiellement en 2005 « Mai - Mois du Mont-Royal » démontrant ainsi la ferme volonté de l'administration municipale de reconnaître la valeur de ce joyau unique du patrimoine montréalais;

Attendu que le « Mois du Mont-Royal » est un événement de conservation du patrimoine naturel et historique du mont Royal qui propose depuis 10 ans une programmation soutenue d'activités organisées par Les amis de la montagne en collaboration avec la Ville de Montréal;

Attendu que cet événement est réalisé en collaboration avec de nombreux partenaires provenant des secteurs publics, privés, associatifs et institutionnels;

Attendu que la Corvée du Mont-Royal, événement de lancement du « Mois du Mont-Royal » et grand rendez-vous annuel de la communauté montréalaise, permet à des centaines de personnes chaque année de se rassembler pour poser un geste significatif pour leur montagne dont le ramassage de déchets en sous-bois, la plantation d'arbres et d'arbustes d'espèces indigènes, la coupe de plantes exotiques envahissantes, ou le suivi environnemental;

Attendu que le « Mois du Mont-Royal » honore annuellement l'engagement de gens remarquables dédiés à la conservation et la mise en valeur du mont Royal par la remise du Prix du Mont-Royal;

Attendu la reconnaissance de la Ville de Montréal pour cet engagement citoyen de protection du mont Royal et que celle-ci remettra, en collaboration avec Les amis de la montagne, à titre posthume, le Prix du Mont-Royal à feu Frédéric Back lors d'une cérémonie qui aura lieu lors de la Corvée du 4 mai 2014;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais
M. Normand Marinacci

Et résolu :

1 - de déclarer Mai 2014, le 10e anniversaire de « Mai - Mois du Mont-Royal » ;

2 - de pérenniser « Mai - Mois du Mont-Royal » par la reconnaissance et l'appui de la Ville de Montréal à ce projet de protection du mont Royal et d'engagement citoyen organisé par Les amis de la montagne en collaboration avec la Ville de Montréal;

3 - et d'inviter la population montréalaise à y participer activement.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

15.10

_____

CM14 0334

Déclaration relative au décès du Très Honorable Herb Gray

Attendu que le conseil municipal a appris le décès du Très Honorable Herbert Eser (Herb) Gray survenu le 21 avril 2014, à Ottawa;

Attendu que monsieur Herb Gray est le député fédéral ayant siégé le plus longtemps de façon continue à la Chambre des Communes, soit 40 ans, de sa première élection en 1962 jusqu'à sa retraite en 2002;

Attendu que Herb Gray a été reçu bachelier par la Faculté des Sciences économiques de l'Université McGill à Montréal;

Attendu qu'après 1962, il a remporté 12 élections successives dans la circonscription d'Essex-Ouest et de Windsor-Ouest;

Attendu qu'il a occupé de nombreux postes ministériels, notamment celui de ministre de la Consommation et des Corporations de 1972 à 1974, de ministre de l'Industrie et du Commerce de 1980 à 1982 et de président du Conseil du Trésor de 1982 à 1984;

Attendu qu'il a également siégé à titre de vice-premier ministre du Canada à partir de 1997;

Attendu qu'il fut le premier ministre d'origine juive de l'histoire canadienne;

Attendu qu'il a reçu en 2002 de la Gouverneure générale du Canada le titre de « Très Honorable » en raison de sa grande contribution à la vie politique canadienne;

Attendu qu'il a reçu en 2003 le titre de compagnon de l'Ordre du Canada, ainsi que de nombreux autres honneurs;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Lionel Perez
M. Richard Bergeron

Et résolu :

que les membres du conseil municipal, au nom des Montréalaises et des Montréalais, adressent à la famille de M. Herb Gray et à leurs proches, leurs plus sincères condoléances à l'occasion du décès de cet homme politique dont la longévité a marqué l'histoire parlementaire canadienne.

Adopté à l'unanimité.

15.11

CM14 0335

Déclaration pour souligner le 100e anniversaire de la fondation de la Bibliothèque publique juive

Attendu que cette institution culturelle montréalaise, unique en son genre, célèbre cette année un siècle de services offerts tant à la communauté juive de Montréal qu'aux citoyen(ne)s de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Montréal et des autres municipalités avoisinantes;

Attendu que la Bibliothèque publique juive de Montréal accorde une importance particulière à la transmission des valeurs, du savoir et de l'héritage culturel juif montréalais;

Attendu que cet établissement majeur, autrefois nommé la Yiddishfolks-biblyotek, fondé officiellement en mai 1914, a su évoluer au fil des ans en s'adaptant tant aux besoins qu'aux changements sociaux et technologiques de la population;

Attendu que la Bibliothèque publique juive offre aux Montréalais(e)s une riche collection de livres et de périodiques dans plusieurs langues, notamment en yiddish, en hébreu, en russe, en français, en anglais aux adultes comme aux enfants, sans oublier des activités culturelles et des programmes d'alphabétisation;

Attendu que la Bibliothèque publique juive contribue tant à la préservation qu'à l'accessibilité du riche héritage de la communauté hébraïque de Montréal grâce à des documents originaux sur l'histoire juive canadienne, l'Holocauste, leurs personnalités éminentes et leurs institutions montréalaises.

Il est proposé par Mme Manon Gauthier

appuyé par M. Marvin Rotrand
M. Lionel Perez
M. Richard Bergeron
M. Benoit Dorais

Et résolu :

que le conseil municipal souligne, dans le cadre de son centenaire, l'importance de la Bibliothèque publique juive de Montréal, pour non seulement préserver les archives de cette communauté, mais aussi faire preuve d'ouverture à la diversité culturelle qui prévaut à Montréal et de l'importante contribution de la communauté juive au patrimoine culturel montréalais.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.12

À 21 h 45, le conseil poursuit ses travaux en procédant à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0336

Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft afin de prolonger le support du système d'exploitation Windows XP pour les douze prochains mois - Dépense totale de 317 862,18 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Microsoft (fournisseur unique), pour les douze prochains mois, afin de prolonger le support du système d'exploitation XP, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 317 862,18 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 28 mars 2014;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1146075004
80.01 (20.01)

CM14 0337

Approuver le projet d'addenda n°1 afin de modifier le contrat d'approvisionnement et les conditions de paiement à Air Liquide Canada inc. (CG12 0358) pour la fourniture d'oxygène liquide aux 3 usines de production d'eau potable (Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds) ainsi que pour la fourniture d'azote liquide aux 2 usines (Atwater et Charles-J.-Des Baillets)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet d'addenda n°1 afin de modifier le contrat d'approvisionnement et les conditions de paiement à Air Liquide Canada inc. (CG12 0358) pour la fourniture d'oxygène liquide aux 3 usines de production d'eau potable (Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds) ainsi que pour la fourniture d'azote liquide aux 2 usines (Atwater et Charles-J.-Des Baillets).

Adopté à l'unanimité.

1130423002
80.01 (20.02)

CM14 0338

Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 210 696, 98 $, taxes incluses, pour tenir compte de la demande de changement DDC 17 et de l'erreur dans le bordereau de la soumission du lot 4, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1145035004
80.01 (20.03)

CM14 0339

Conclure une entente-cadre d'une durée de quatre ans avec Lange Patenaude Équipement ltée (Kubota Montréal) pour la fourniture sur demande de tondeuses automotrices diverses avec équipements et accessoires - Appel d'offres public 14-13357 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de quatre ans, pour la fourniture sur demande, de diverses tondeuses automotrices avec équipements et accessoires;

2- d'accorder à Lange Patenaude Équipement ltée (Kubota Montréal), plus bas soumissionnaire conforme pour les groupes 1 et 2, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13357 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur ;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1143447001
80.01 (20.04)

CM14 0340

Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 28 mois, avec Équipements Plannord ltée pour la fourniture de pièces authentiques de marque Prinoth dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules utilitaires à chenilles du parc motorisé de la Ville (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-huit mois, pour la fourniture de pièces authentiques de marque Prinoth, dans le cadre de l'entretien et la réparation des véhicules utilitaires à chenilles du parc motorisé de la Ville;

2- d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, à Équipements Plannord ltée, un contrat de gré à gré, aux prix unitaires de sa soumission, conformément à son offre de services en date du 7 mars 2014 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1145983003
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0341

Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois avec option de deux prolongations de douze mois chacune, avec Camions Inter-Anjou inc. pour la fourniture de pièces authentiques de marque International dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 14-13404 (2 soum./ 1 conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois, avec option de deux prolongations de douze mois chacune à compter de son émission, pour la fourniture de pièces authentiques de marques International, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Camions Inter-Anjou inc., le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13404 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1145983004
80.01 (20.06)

CM14 0342

Accorder un contrat à Les Pavages Dorval inc. pour la reconstruction de trottoirs, de saillies et de mails centraux, de chaussée mixte en chaussée flexible, la mise aux normes et l'installation de feux de circulation, là où requis, dans le chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 016 160,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 233606 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 4 016 160,25 $, taxes incluses, pour la reconstruction de trottoirs, de saillies et de mails centraux, de chaussée mixte en chaussée flexible, la mise aux normes et l'installation de feux de circulation, là où requis, dans le chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'accorder à Les Pavages Dorval inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 362 160,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 233606 ;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Le chef de l'opposition officielle dépose un tableau des contrats de travaux publics qui seront accordés par le conseil municipal et le conseil d'agglomération lors des séances du mois d'avril totalisant des dépenses de 130 046 686 $.

À 22 h 11, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Érika Duchesne.

À 22 h 26, le président reprend le fauteuil présidentiel.

Adopté à l'unanimité.

1144822019
80.01 (20.07)

CM14 0343

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour la reconstruction d'un égout combiné (unitaire) et la construction d'une conduite d'eau secondaire, d'une chambre de vanne de 900 mm et de raccords de 300 mm, dans le chemin de la Côte-Saint-Antoine, du boulevard Décarie à l'avenue Northcliffe, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 1 560 455,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 220702 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 1 560 455,35 $, taxes incluses, pour la reconstruction d'un égout combiné (unitaire) et la construction d'une conduite d'eau secondaire, d'une chambre de vanne de 900 mm et de raccords de 300 mm dans le chemin de la Côte-Saint-Antoine, du boulevard Décarie à l'avenue Northcliffe, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 388 455,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 220702 ;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144822010
80.01 (20.08)

CM14 0344

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour les travaux d'alimentation électrique de la station de pompage Saint-Paul, au montant total de 191 105,99 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour les travaux d'alimentation électrique de la station de pompage Saint-Paul, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 191 105,99 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 18 novembre 2013;

2- d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer tout document y donnant suite, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1143334012
80.01 (20.09)

CM14 0345

Accorder un contrat à Quadrax & Associés EG pour la réalisation de travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, située au 40 avenue Saint-Just dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 7 415 067,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5699 (10 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 7 415 067,90 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Quadrax & Associés EG, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 860 480,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5699;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1141035002
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.16), l'article 80.01 (20.13) ayant été retiré lors de l'adoption de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0346

Accorder un contrat à Les Excavations Super inc. pour le réaménagement du secteur ouest de la Clairière (Phase 2 du lac aux Castors) dans le parc du Mont-Royal - Site patrimonial du Mont-Royal - Dépense totale de 8 876 425,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6550a (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 8 876 425,75 $, taxes incluses, pour le réaménagement du secteur ouest de la Clairière (Phase 2 du lac aux Castors) dans le parc du Mont-Royal - Site patrimonial du Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Les Excavations Super inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 069 477,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-6550a;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1141246002
80.01 (20.11)

CM14 0347

Accorder un contrat à Socomec Industriel inc. pour les travaux de mise à niveau des écrans perforés en aluminium des décanteurs 15, 17, 18, 19 et 20 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 146 531, 68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1538-AE (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un contrat à Socomec Industriel inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de mise à niveau des écrans perforés en aluminium des décanteurs 15,17,18,19 et 20 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 146 531,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1538-AE;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1143334013
80.01 (20.12)

Article 80.01 (20.13)

Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et frères inc. pour la réfection de l'enveloppe du bâtiment et le remplacement de la chaudière de l'édifice Gaston-Miron situé au 1210, rue Sherbrooke Est - Dépense totale de 2 976 487,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5694 (6 soum.)

Retiré séance tenante. Voir l'article 3.01.

CM14 0348

Autoriser le transfert d'une somme de 172 462,50 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des travaux contingents, pour des travaux de réaménagement intérieur et divers travaux à la caserne de pompiers n° 63 située au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Construction Anjinnov inc. (CG13 0178), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 839 172,25 $ à 4 011 634,75 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser le transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des travaux contingents, dans le cadre des travaux de réaménagement intérieur et divers travaux à la caserne de pompiers n° 63, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Construction Anjinnov inc. (CG13 0178) ce surplus contractuel, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 839 172,25 $ à 4 011 634,75 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1141035003
80.01 (20.14)

CM14 0349

Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec relatif aux travaux de prolongement du boulevard De La Vérendrye dans le cadre du projet Turcot / Autoriser une dépense de 1 060 300 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports du Gouvernement du Québec relativement aux travaux de prolongement du boulevard De La Vérendrye, dans le cadre du projet Turcot;

2- d'autoriser une dépense de 1 060 300 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux prévus audit projet d'entente;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1130870006
80.01 (20.15)

CM14 0350

Approuver l'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne situé au 305, boulevard des Anciens Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de cinq ans, soit du 1er décembre 2012 au 30 novembre 2017 - Dépense totale de 214 902,07 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet d'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, pour une période de 5 ans à compter du 1er décembre 2012, un espace sur le toit de l'édifice situé au 305, boulevard des Anciens Combattants à St-Anne-de-Bellevue pour les besoins de radiocommunication du SÉRAM, moyennant un loyer annuel de 46 689,05 $, taxes incluses, aux termes et conditions stipulés au projet d'amendement;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144565004
80.01 (20.16)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.17) à 80.01 (20.21) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0351

Approuver le projet d'acte par lequel M. Denis Charron consent à la Ville de Montréal une servitude de non-construction de bâtiment résidentiel, assortie d'une obligation de démolition des deux bâtisses résidentielles existantes, sises aux 8118 et 8124-26, boulevard Broadway Nord à Montréal-Est, en considération du paiement de 390 915 $, taxes incluses, aux fins de l'implantation d'un centre de biométhanisation et d'un centre pilote de prétraitement sur le terrain Demix à Montréal-Est

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet d'acte aux termes duquel Monsieur Denis Charron constitue sur ses immeubles situés du côté ouest du boulevard Broadway Nord, au nord de l'autoroute Métropolitaine dans la ville de Montréal-Est, constitués des lots 1 250 872, 1 250 875, 1 250 876, 1 396 579, 1 396 585 et 2 010 669, 2 010 670, 2 010 671, 2 010 672, 2 010 673, 1 396 580, 1 396 581, 1 396 582, 1 396 583, 1 396 584, 2 010 665, 2 010 666, 2 010 667 et 2 010 668 en faveur de la propriété de la Ville de Montréal constituée du lot 2 402 139, tous du cadastre du Québec, une servitude réelle et perpétuelle de non-construction de bâtisse résidentielle, moyennant le paiement d'une somme de 390 915 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet d'acte ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1134313003
80.01 (20.17)

CM14 0352

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 78 950 $, pour l'année 2014, soit 35 825 $ à Les YMCA du Québec pour le programme Premier Arrêt concernant la réalisation du projet « Premier Arrêt » et 43 125 $ à Les YMCA du Québec pour le programme Dialogue concernant la réalisation du projet « NOMAD », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant 78 950 $, soit 35 825 $ à Les YMCA du Québec pour le programme Premier Arrêt concernant la réalisation du projet « Premier Arrêt » et 43 125 $ à Les YMCA du Québec, pour le programme Dialogue concernant la réalisation du projet « NOMAD », pour l'année 2014, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013-2015);

2- d'approuver les deux projets de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1143381001
80.01 (20.18)

CM14 0353

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 408 000 $, à quatre organismes, pour l'année 2014, soit 178 000 $ à Moisson Montréal inc., 90 000 $ à Jeunesse au Soleil, 75 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal et 65 000 $ à Répit-Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013 - 2015 / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 408 000 $, à quatre organismes ci-après désignés, pour l'année 2014, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité Ville-Mess 2013 - 2015 :

2- d'approuver les quatre projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

Organisme	Projet	Montant
Moisson Montréal Inc.	**« Transformation alimentaire »**	**178 000 $**
Jeunesse au Soleil	**« Nourrir l'Espoir »**	**90 000 $**
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	**« Solidarité »**	**75 000 $**
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	**« Action pour la nutrition des jeunes et de leurs parents »**	**65 000 $**

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1140302001
80.01 (20.19)

CM14 0354

Accorder un soutien financier de 420 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (Tourisme Montréal) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2012-2015 / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 420 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal**,** afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1140026001
80.01 (20.20)

CM14 0355

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la reconstruction d'un égout collecteur, d'une conduite d'eau principale et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue William, de la rue Dalhousie à la rue Duke (Lots 17 et 18 - Projet Bonaventure), dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 231 100 $, taxes incluses - Appel d'offres public 214708 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 5 231 100 $, taxes incluses, pour la reconstruction d'un égout collecteur, d'une conduite d'eau principale et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue William, de la rue Dalhousie à la rue Duke (lots 17 et 18 - Projet Bonaventure), dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 581 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 214708 ;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1141009002
80.01 (20.21)

À 22 h 57, le président du conseil ajourne la séance jusqu'au mardi 29 avril 2014, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 28 avril 2014
14 h

Séance tenue le mardi 29 avril 2014, 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. Francois Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Richard Guay, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Richard Ryan et Mme Anne-Marie Sigouin.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Andrée Hénault, M. Luc Ferrandez, M. Luis Miranda et M. Giovanni Rapanà.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Harout Chitilian, M. François William Croteau et M. Domenico Moschella.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
Mme Johanne Dion	M. Denis Coderre	Résultats attendus suite à la mise en place de la Table des maires / Représentations en regard du modèle de gouvernance

Question de	À	Objet
M. Pierre Brisset	M. Denis Coderre	Recouvrement de l'autoroute Ville-Maire – débat nécessaire / Rencontre souhaitée pour discuter des investissements requis sur le réseau routier versus le transport en commun
M. Michel Benoit	M. Denis Coderre (M. Francesco Miele)	Subvention octroyée par la Ville pour l'organisation d'événements – accès aux états financiers / Dépenses électorales par le parti du maire

Le conseiller Claude Dauphin soulève une question de règlement concernant l'objet sur lequel doit porter la sous-question. Le président du conseil confirme que le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)* n'a pas été modifié et que la sous-question doit porter sur le même sujet que la question.

Question de	À	Objet
M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	3600, Van Horne – juridiction concernant un litige / Subvention octroyée au promoteur

_____

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, le président de l'assemblée déclare la période de questions du public close à 9 h 56.

_____

À 9 h 57, le président du conseil informe les membres du conseil des modifications à l'horaire de la séance afin de suspendre les travaux à 11 h 55 pour permettre aux membres d'assister au Gala de l'environnement de la CRÉ.

_____

Un débat restreint s'engage.

_____

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Richard Bergeron	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Importance pour la Ville de se doter d'une expertise professionnelle à l'interne / Le recours à des consortiums est une formule propice à la corruption / Retrait de l'article 80.01 (20.29) de l'ordre du jour
M. Marc-André Gadoury	M. Denis Coderre	Sécurité des piétons et cyclistes – modifications au Code de la sécurité routière nécessaires – action souhaitée
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre	Enjeux de la Ville, notamment sur les infrastructures et engagements du ministre Moreau au nom du gouvernement / Représentations du maire à cet égard

À 10 h 14,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de prolonger de 5 minutes la période de questions des membres du conseil.

Question de	À	Objet
M. Normand Marinacci	M. Denis Coderre	Directives attachées à l'étiquette « dossier prioritaire » / Assurance que les restrictions budgétaires ne nuiront pas au déploiement des ressources et à l'offre de services de proximité

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close 10 h 19.

À 10 h 20, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 80.01 (20.22) à 80.01 (20.26).

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.22) à 80.01 (20.26) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0356

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Pavages Chenail inc. pour la reconstruction des conduites d'eau secondaire et principale, le réaménagement géométrique incluant la reconstruction de la chaussée, la construction de trottoirs architecturaux avec bordures de granit et fosse de plantation munies de grilles en fonte par endroits, la fourniture et l'installation de signalisation lumineuse, de mobilier d'éclairage et de mobilier urbain, dans la rue Ontario, de la rue D'Iberville à la rue Lespérance (Projet de développement Pôle Frontenac, phase 1) dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 12 378 372,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 256902 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 12 378 372,11 $, taxes incluses, pour la reconstruction des conduites d'eau secondaire et principale, le réaménagement géométrique incluant la reconstruction de la chaussée, la construction de trottoirs architecturaux avec bordures de granit et fosse de plantation munies de grilles en fonte par endroits, la fourniture et l'installation de signalisation lumineuse, de mobilier d'éclairage et de mobilier urbains dans la rue Ontario, de la rue D'Iberville à la rue Lespérance, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3- d'accorder à Les Pavages Chenail inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 831 872,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 256902 ;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144822011
80.01 (20.22)

CM14 0357

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Papineau, de la rue Ontario Est à l'avenue du Mont-Royal Est, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 13 267 723,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 262002 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 13 267 723,85 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Papineau, de la rue Ontario Est à l'avenue du Mont-Royal Est, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3- d'accorder à Les Excavations Gilbert Théorêt inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 982 223,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 262002 ;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144822024
80.01 (20.23)

CM14 0358

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir McTavish - Dépense totale de 6 447 665,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10071 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 6 447 665,55 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir McTavish, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Ceveco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 044 103,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10071;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1130884001
80.01 (20.24)

CM14 0359

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation de la conduite d'eau de 900 mm sur le boulevard Décarie, entre les chemins Côte-Saint-Luc et Queen-Mary, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 2 345 475,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10119 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 2 345 475,37 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de réhabilitation de la conduite d'eau de 900 mm sur le boulevard Décarie, entre les chemins Côte-Saint-Luc et Queen-Mary, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Les Excavations Lafontaine inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 171 736,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10119;

4- d'imputer cette dépense**,** après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1146217001
80.01 (20.25)

CM14 0360

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest - Dépense totale de 11 628 456,08 $, taxes incluses et accorder un autre contrat à Insituform Technologies Limitée pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est - Dépense totale de 15 018 969,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10139 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 15 018 969,27 $, taxes incluses, pour le contrat UX14299 et une dépense de 11 628 456,08 $, taxes incluses, pour le contrat UX14300 pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout sur diverses rues de la Ville de Montréal comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Insituform Technologies Limitée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat UX14299, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 868 969,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10139;

4- d'accorder à Clean Water Works inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat UX14300, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 478 456,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10139;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144551001
80.01 (20.26)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.27) à 80.01 (20.31) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0361

Accorder un contrat à Charex inc. pour la reconstruction de trottoirs et de saillies, la construction d'une voie cyclable, d'un sentier piétonnier, d'un système de drainage, d'un système d'éclairage, de jardins communautaires et d'aires récréatives et l'aménagement de l'emprise ferroviaire Antenne-Longue-Pointe, entre les rues Bennett et Viau sur l'axe est-ouest et entre les rues Rouen et Ontario sur l'axe nord-sud (Programme de mesures d'apaisement de la circulation aux abords de Notre-Dame) dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 2 380 500 $, taxes incluses - Appel d'offres public 226102 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 2 380 500 $, taxes incluses, pour la reconstruction de trottoirs et de saillies, la construction d'une voie cyclable, d'un sentier piétonnier, d'un système de drainage, d'un système d'éclairage, de jardins communautaires et d'aires récréatives et l'aménagement de l'emprise ferroviaire Antenne-Longue-Pointe, entre les rues Bennett et Viau sur l'axe est-ouest et entre les rues Rouen et Ontario sur l'axe nord-sud (Programme de mesures d'apaisement de la circulation aux abords de Notre-Dame), dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'accorder à Charex inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 209 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 226102 ;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Le tout conditionnel à l'approbation du bail de location du terrain Longue-Pointe à intervenir entre le gouvernement du Québec (MTQ) et la Ville de Montréal (dossier décisionnel 1134069008).

Adopté à l'unanimité.

1144822021
80.01 (20.27)

CM14 0362

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour la réalisation des travaux de réfection du pont Claude-Brunet dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 4 524 683,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 07-08404 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense de 4 524 683,60 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection du Pont Claude-Brunet, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Excavation Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 294 733,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 07-08404;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1140541002
80.01 (20.28)

CM14 0363

Prolonger la durée des cinq conventions de services professionnels intervenues entre la Ville et les consortiums SNC-Lavalin/Dessau, BPR/Séguin, CIMA+/Tecsult inc., ART et SM/Génivar, du 1er mai 2014 au 1er mai 2015, pour les fins de préparation d'études d'avant-projets et de plans et devis ainsi que pour assurer la surveillance des travaux de réfection, de reconstruction et de développement de ponts, tunnels, viaducs et autres structures connexes / Approuver les projets d'addenda à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver les projets d'addenda n° 2 aux conventions intervenues entre la Ville de Montréal et chacune des firmes ci-après énoncées, afin de reporter la date de fin des prestations de services professionnels du 1er mai 2014 au 1er mai 2015, pour les fins de préparation d'études d'avant-projets et de plans et devis ainsi que pour assurer la surveillance des travaux de réfection, de reconstruction et de développement de ponts, tunnels, viaducs et autres structures connexes (CG08 0204) :

- Consortium SNC-Lavalin/Dessau
- Consortium BPR/Séguin
- Consortium CIMA+/Tecsult inc.
- Consortium ART
- Consortium SM/Génivar

Un débat s'engage.

Suite aux interventions, l'article 80.01 (20.29) est retiré de l'ordre du jour.

1140541004
80.01 (20.29)

CM14 0364

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 24 mois, avec Les consultants S.M. inc. et Beaudoin Hurens pour la fourniture sur demande de services professionnels en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussées, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 13-13171 (10 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure deux ententes-cadres, d'une durée de vingt-quatre mois, pour la fourniture sur demande de services professionnels en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussées, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;

2- d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13171 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Somme maximale	Délai maximal	Contrat
Les consultants S.M. inc	1 637 303,21$	24 mois	1
Beaudoin Hurens inc.	1 166 708,81$	24 mois	2

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées**,** et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1145249002
80.01 (20.30)

CM14 0365

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, avec Axor Experts-Conseils inc et Les Services exp inc. pour des services professionnels en conception dans le cadre du programme de réfection et de développement d'infrastructures - Appel d'offres public 14-13372 (13 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels d'arpentage de construction, de dessin, de calcul hydraulique et de préparation de plans et devis ;

2- d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13372 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Somme maximale	Délai maximal	Contrat
Axor Experts-Conseils Inc	4 924 120,55 $	36 mois	1
Les Services exp inc.	4 662 810,55 $	36 mois	2

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler pour une période maximale de 36 mois.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1144822026
80.01 (20.31)

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.32) à 80.01 (20.36) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CM14 0366

Conclure trois ententes-cadres de services professionnels avec CIMA+, AXOR Experts-conseils et Les Consultants S.M. inc. pour des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 14-13260 (11 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure trois ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal;

2- d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13260 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions :

	Firme	Montant
-	CIMA+ s.e.n.c.	776 190,48 $
-	AXOR Experts-conseils	574 989,98 $
-	Les Consultants S.M. inc.	445 298,17 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1146706001
80.01 (20.32)

_____

CM14 0367

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec LEGICO-CHP inc., économistes de la construction, pour des services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre des projets de construction (infrastructures urbaines) à une évaluation des coûts, pour une période maximale de 24 mois OU pour un total d'honoraires n'excédant pas le montant du contrat selon la première des deux éventualités - Appel d'offres public 13-13323 (2 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet de convention par lequel LEGICO-CHP inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre des projets de construction (infrastructures urbaines) à une évaluation des coûts, pour une période maximale de 24 mois ou pour une somme maximale de 236 095,41 $, taxes incluses, selon la première des deux éventualités, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13323 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, conformément aux informations financières inscrites au dossier et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1141861001
80.01 (20.33)

CM14 0368

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de deux ans, avec Aecom Consultants inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transport - Appel d'offres public 13-13216 (9 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une entente-cadre, d'une durée de deux ans, pour la fourniture sur demande de services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Direction des Transports pour la mise en œuvre du Plan de transports;

2- d'approuver le projet de convention de services professionnels par lequel AECOM Consultants inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 235 753,14 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13216 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur, selon les conditions stipulées au projet de convention;

3- d'imputer ces dépenses à même les budgets de la Direction des transports, et ce, au rythme des besoins à combler.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1145897005
80.01 (20.34)

_____

CM14 0369

Approuver un projet de convention par lequel la Ville accorde à la Société québécoise des infrastructures, agissant au nom de la Sûreté du Québec, le droit d'utiliser des espaces situés sur le Mont-Royal, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2013, à des fins d'installation, d'entretien et d'opération d'équipements de radiocommunication, pour un loyer annuel de 54 000 $, taxes en sus

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet de convention par lequel la Ville accorde à la Société québécoise des infrastructures, agissant au nom de la Sûreté du Québec, le droit d'utiliser des espaces situés sur le Mont-Royal, pour une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 2013, à des fins d'installation, d'entretien et d'opération d'équipements de radiocommunication, pour un loyer annuel de 54 000 $, taxes en sus, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1133490004
80.01 (20.35)

_____

CM14 0370

Accorder un contrat à Brulé, Murray & associés inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour la somme maximale de 3 543 472,42 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13276 (4 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet de convention par lequel Brûlé, Murray & associés Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels d'agents de sécurité qualifiés pour une période approximative de quatre ans et tous autres services professionnels requis en rapport avec le domaine de la santé et de la sécurité au travail, pour une somme maximale de 3 543 472,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13276 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1146671001
80.01 (20.36)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0371

Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc d'égouts et de voirie» de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal;

2- d'autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire pour l'obtention de l'aide financière de différents programmes de subventions.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

1132518002
80.01 (30.01)

_____

CM14 0372

Consentir aux modifications prévues par les règlements PC-2658-3 et PC-2806 au Régime de retraite des employés de la Ville de Pointe-Claire

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de consentir aux modifications édictées par les règlements PC-2658-3 et PC-2806 au Régime de retraite des employés de la Ville de Pointe-Claire.

Adopté à l'unanimité.

1135885004
80.01 (30.02)

_____

CM14 0373

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2013 et ajuster le budget d'immobilisation 2014

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'adopter un budget supplémentaire de 16 339 000 $ au PTI 2014-2016, provenant de report de surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables d'agglomération au 31 décembre 2013, et ce, pour les arrondissements de Ville-Marie, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal, de Saint-Laurent, du Sud-Ouest et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, selon le document joint au dossier décisionnel;

2- d'adopter un budget supplémentaire de 10 000 000 $ au PTI 2014-2016 au programme d'amélioration de l'appareil municipal;

3- de signifier aux arrondissements que les projets spécifiques financés par un transfert de PTI de l'agglomération mentionné ci-dessus, devront être engagés en cours d'année 2014. Les projets qui n'auront pas été engagés en 2014 ne seront pas automatiquement reportés au bénéfice des arrondissements lors de l'exercice de report de 2014;

4- de signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement;

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1145337005
80.01 (30.03)

CM14 0374

Adopter l'affectation de surplus cumulés au 31 décembre 2013 - Volet agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'adopter l'affectation des surplus cumulés d'un montant de 175,0 $ (en milliers de dollars) pour l'Entente sur le développement culturel entre la Ville de Montréal et MCCCF;

2- d'adopter l'affectation des surplus cumulés d'un montant de 10 000,0 $ (en milliers de dollars) au budget 2014 du conseil d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

1145205002
80.01 (30.04)

CM14 0375

Adhérer aux principes directeurs de la « Charte internationale de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action »

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Attendu qu'une charte mondiale pour l'activité physique, officiellement nommée « Charte de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action », a été adoptée au Congrès international sur l'activité physique et la santé publique tenu à Toronto en mai 2010 ;

Attendu que la Charte internationale pour l'activité physique est en lien avec le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 ;

Attendu que la Charte internationale pour l'activité physique invite les arrondissements, les municipalités, les gouvernements et autres intervenants à adhérer aux principes directeurs servant de guides pour les interventions à entreprendre afin de favoriser l'augmentation de la pratique d'activités physiques et la réduction des comportements sédentaires des citoyens ;

Attendu que l'adhésion à la Charte internationale pour l'activité physique a été recommandée par la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports lors de la consultation publique portant sur Montréal physiquement active en 2012-2013 ;

Attendu que plusieurs de ces principes sont déjà appliqués par les arrondissements et les villes liées ;

Attendu que la Ville, les arrondissements et les villes liées jouent un rôle important dans l'adoption d'un mode de vie physiquement actif par leurs citoyens ;

Attendu que l'adhésion à la Charte met de l'avant l'engagement de la Ville envers la pratique de l'activité physique des citoyens tout en l'interpellant, à court ou moyen terme à intensifier ses actions qui reposent sur les ou certains des principes de la Charte, et ce, en tenant compte des ressources disponibles ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de recommander au conseil d'agglomération d'inviter les villes liées à adhérer aux principes directeurs de la « Charte internationale de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action ».

Un débat s'engage.

À 11 h 18, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Érika Duchesne.

Adopté à l'unanimité.

1141658003
80.01 (30.05)

À 11 h 50, le président du conseil ajourne la séance jusqu'à 14 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 28 avril 2014
14 h

Séance tenue le mardi 29 avril 2014, 14 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. Francois Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Domenico Moschella, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

Mme Manon Barbe, M. François William Croteau, M. Réal Ménard, M. Giovanni Rapanà et M. Jeremy Searle.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Andrée Hénault, M. Luc Ferrandez et M. Luis Miranda.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Harout Chitilian.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin déclare la séance ouverte.

À 14 h 05, le conseil reprend ses travaux.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.06) à 80.01 (30.08) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0376

Approuver l'ajout du projet de redéploiement de Maison d'Haïti, dont les besoins sont estimés à 2 M$ pour la période 2014 - 2017, et son inscription à la programmation partielle des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver l'ajout du projet de redéploiement de Maison d'Haïti et son inscription à la programmation partielle des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1144251003
80.01 (30.06)

CM14 0377

Adopter une résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

Vu l'article 68 du décret 1229-2005 qui prévoyait que « les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la municipalité centrale sur son territoire et sur celui des municipalités reconstituées sont partagés entre elle et les municipalités reconstituées par le biais d'une quote-part établie en fonction de la consommation réelle attribuable au territoire de chacune »;

Vu que les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur son territoire et sur celui des municipalités reconstituées pour l'exercice financier 2013 ont été déterminés lors du dépôt des états financiers de cet exercice;

Vu la résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2013) (CG12 0456);

Vu le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2013) (CG12 0498);

Le conseil d'agglomération décrète que :

aux fins de l'établissement de la quote-part qui était prévue à l'article 68 du Décret 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif est établi à 0,1116 $ par m^3 pour l'exercice financier 2013.

Adopté à l'unanimité.

1142964002
80.01 (30.07)

CM14 0378

Autoriser une appropriation de crédits de 270 608,48 $ de la réserve du fonds de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports en vue de réaliser le portrait et le diagnostic du stationnement sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser une appropriation de crédits de 270 608,48 $ de la réserve du fonds de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports, en vue de réaliser le portrait et le diagnostic du stationnement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Érika Duchesne

appuyé par M. Marc-André Gadoury

d'amender le texte de la recommandation afin qu'il se lise comme suit :

« d'autoriser une appropriation de crédits de 270 608,48 $ de la réserve du fonds de voirie d'agglomération à la Direction des transports en vue de réaliser, en concertation à toutes les étapes avec les arrondissements et les villes liées, le portrait, l'étude des besoins et le diagnostic du stationnement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel ».

À 14 h 11, le président du conseil suspend les travaux.

À 14 h 12, le conseil reprend ses travaux.

Le président du conseil juge la proposition d'amendement recevable.

Le débat s'engage sur la proposition d'amendement.

La proposition d'amendement est agréée.

Le président du conseil met aux voix l'article 80.01 (30.08), tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1133455002
80.01 (30.08)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0379

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 $ afin de financer des travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de Transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) », sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1130865001
80.01 (42.01)

CM14 0380

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au volet Grandes Villes du programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer des travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eau usées admissibles au volet Grandes Villes du programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec», sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1140865001
80.01 (42.02)

CM14 0381

Adoption - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités d'économie sociale (Programme Réussir@Montréal - Économie sociale) et modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités d'économie sociale (Programme Réussir@Montréal - Économie sociale) et modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) ».

Adopté à l'unanimité.

1146185001
80.01 (42.03)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (45.01) à 80.01 (45.02) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0382

Approbation d'un ajout de 4 864 508 $ au PTI 2014-2015-2016 et du règlement R-147 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 4 864 508 $ pour financer divers projets en immobilisation pour le réseau du métro

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un ajout de 4 864 508 $ au PTI 2014-2015-2016 de la Société de transport de Montréal et le Règlement R-147 autorisant un emprunt de 4 864 508 $ pour financer divers projets en immobilisation pour le réseau du métro, conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L.R.Q., c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

1140854001
80.01 (45.01)

CM14 0383

Approuver le règlement R-148 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 25 197 677 $ pour financer l'acquisition de locotracteurs électriques dans le cadre du projet « Électrification des véhicules de travaux en tunnel »

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 1er mai 2014 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le Règlement R-148 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 25 197 677 $ pour financer l'acquisition de locotracteurs électriques dans le cadre du projet « Électrification des véhicules de travaux en tunnel », conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transports en commun*, (L.R.Q., c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

1146213002
80.01 (45.02)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0384

Accorder un contrat à Groupe Mécano inc. pour la réfection de la station de pompage Belvédère, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 585 985,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-13-07 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 avril 2014 par sa résolution CE14 0468;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 585 985,31 $, taxes incluses, pour la réfection de la station de pompage Belvédère;

2 - d'accorder à Groupe Mécano inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de soumission, soit pour une somme maximale de 575 985,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-13-07;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1143903001

CM14 0385

Accorder un contrat à Entrepreneurs de Construction Concordia inc. pour les travaux de réfection (projet 11-02) du pont d'étagement du boulevard Maurice-Duplessis et du pont ferroviaire du CN au-dessus de l'avenue Armand-Chaput (structures 81-5216 A et B, 81-5217 A et B), dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 122 718,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 07-11021 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0536;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 122 718,68 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection du pont d'étagement du boulevard Maurice-Duplessis et du pont ferroviaire du CN au-dessus de l'avenue Armand-Chaput, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Entrepreneurs de Construction Concordia inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 062 833,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 07-11021;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1130541011

CM14 0386

Accorder un contrat à Entreprises C.& R. Ménard inc. pour la reconstruction de l'égout unitaire, des conduites d'eau secondaires, de la chaussée, des trottoirs, du mail central et de l'éclairage dans le boulevard Saint-Joseph, la rue Saint-Urbain, la rue Resther et la rue Bibaud, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 9 519 424,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 223102 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0538;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 9 519 424,02 $, taxes incluses, pour la reconstruction de l'égout unitaire, des conduites d'eau secondaires, de la chaussée, des trottoirs, du mail central et de l'éclairage dans le boulevard Saint-Joseph et les rues Saint-Urbain, Resther et Bibaud, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Entreprises C.& R. Ménard inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 204 924,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 223102;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1144822015

CM14 0387

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour le réaménagement géométrique incluant la reconstruction de chaussée, de trottoirs, de bordures, d'îlots et d'éclairage dans la 1ère Avenue, de la rue Victoria à la voie de service de l'autoroute 20, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 2 622 478,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 280701 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0539;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 622 478,27 $, taxes incluses, pour le réaménagement géométrique incluant la reconstruction de chaussée, de trottoirs, de bordures, d'îlots et d'éclairage dans la 1ère Avenue, de la rue Victoria à la voie de service de l'autoroute 20, dans l'arrondissement de Lachine, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 329 978,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 280701;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1144822022

CM14 0388

Autoriser une dépense additionnelle de 998 442,90 $, taxes incluses, pour des travaux de décontamination dans le cadre de la reconstruction du boulevard LaSalle, entre les rues Brault et Bannantyne (aqueduc - égout - chaussée), dans l'arrondissement de Verdun, majorant ainsi le montant total du contrat octroyé à Les Pavages Chenail inc. (CM13 0808) de 4 799 275,19 $ à 5 797 718,09 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0540;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 998 442,90 $, taxes incluses, pour des travaux de décontamination, dans le cadre du contrat accordé à la compagnie Les Pavages Chenail inc. (CM13 0808), pour la reconstruction du boulevard LaSalle entre les rues Brault et Bannantyne (aqueduc - égout - chaussée), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 799 275,19 $ à 5 797 718,09 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1142183005

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0389

Accorder un contrat à Groupe Hexagone, s.e.c. pour la réalisation de travaux de voirie dans le boulevard Décarie, entre l'avenue Crowley et le boulevard De Maisonneuve (lot 6D), dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 1 838 629,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 235409 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0541;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 838 629,82 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de voirie dans le boulevard Décarie, entre l'avenue Crowley et le boulevard De Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Groupe Hexagone, s.e.c. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 1 714 342,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 235409;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1146708001

CM14 0390

Accorder un contrat à Hulix Construction pour l'aménagement des ateliers de menuiserie et agrandissement du garage des Carrières - Dépense totale de 7 395 786,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5645 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0535;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 7 395 786,36 $, taxes incluses, pour l'aménagement des ateliers de menuiserie et l'agrandissement du garage des Carrières, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Hulix Construction, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 074 230,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5645;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1131029005

CM14 0391

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour la reconstruction de chaussée rigide, là où requis, dans différentes rues de la Ville de Montréal, FA-01 (Réseau artériel - Fissures actives) - Dépense totale de 693 139,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 287802 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0550;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 693 139,01 $, taxes incluses, pour la reconstruction de chaussée rigide, là où requis, dans différentes rues de la Ville de Montréal, FA-01 (Réseau artériel - Fissures actives), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 634 639,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 287802;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1144822027

CM14 0392

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde un délai supplémentaire à la compagnie 2749-0150 Québec inc. et par lequel M. Luc Bédard s'engage solidairement avec la compagnie 2749-0150 Québec inc. à remplir l'obligation de couler les fondations avant le 1er novembre 2014 dans le cadre du projet de construction de la rue Bourgeoys

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0558;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde un délai supplémentaire à la compagnie 2749-0150 Québec inc. en considération de la remise qui lui a été faite par M. Luc Bédard, personnellement, d'une lettre de garantie bancaire au montant de 150 000 $, valide jusqu'au 7 décembre 2014, engageant solidairement M. Bédard avec la compagnie 2749-0150 Québec inc. à remplir l'obligation de couler les fondations avant le 1er novembre 2014, le tout sujet aux termes et conditions stipulés audit projet d'acte;

2 - de mandater la Direction des stratégies et transactions immobilières à faire toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la lettre de garantie bancaire, advenant un défaut de la compagnie 2749-0150 Québec inc. ou de M. Luc Bédard d'exécuter l'obligation de couler les fondations avant le 1er novembre 2014, dans le cadre du projet de construction de la rue Bourgeoys.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1144501002

CM14 0393

Accorder un soutien financier de 360 000 $ à Sport et Loisir de l'Île de Montréal, dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle) / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0569;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 360 000 $ à Sport et Loisir de l'Île de Montréal, pour l'année 2014, afin de distribuer les chèques aux organismes locaux, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1141643001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0394

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'Habitation Lachapelle de Cartierville, aux fins de construction d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vague localisé sur le côté sud de la rue Dulongpré, à l'est du boulevard Laurentien (dans l'axe de la rue Lachapelle), constitué du lot 4 244 352 du cadastre du Québec, pour la somme de 396 000 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 avril 2014 par sa résolution CE14 0476;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'Habitation Lachapelle de Cartierville, pour les fins de construction d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vague, d'une superficie de 850,5 mètres carrés, localisé sur le côté sud de la rue Dulongpré, à l'est du boulevard Laurentien (dans l'axe de la rue Lachapelle), constitué du lot 4 244 352 du cadastre du Québec, pour la somme de 396 000 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'autoriser la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à ce que la Coopérative d'Habitation Lachapelle de Cartierville démontre qu'elle a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention dans le cadre du programme AccèsLogis pour la réalisation de son projet;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1130634005

CM14 0395

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville vend à Carré Lausanne inc., aux fins d'assemblage résidentiel, un résidu de terrain et une partie de ruelle d'une superficie de 388,2, mètres carrés, situés du côté nord du boulevard Henri-Bourassa, à l'ouest de l'avenue Lausanne, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la somme de 167 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 181 411 du cadastre du Québec

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0560;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de fermer et de retirer du domaine public le lot 2 181 411 du cadastre du Québec;

2 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Carré Lausanne inc., aux fins d'assemblage résidentiel, un résidu de terrain formé du lot 1 174 904 et une partie de ruelle formée du lot 2 181 411 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 388,2 mètres carrés, situés du côté nord du boulevard Henri-Bourassa, à l'ouest de l'avenue Lausanne, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour le prix de 167 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1143496002

CM14 0396

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'habitation Le Courant du quartier, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté ouest du boulevard Rodolphe-Forget, au nord de l'avenue Louis-Dessaulles, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour la somme de 675 004,65 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0561;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'habitation Le Courant du Quartier, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague d'une superficie de 8 179,1 mètres carrés, situé du côté ouest du boulevard Rodolphe-Forget, au nord de l'avenue Louis-Dessaulles, constitué des lots 5 368 228, 5 368 229 et 5 368 230 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointes-aux-Trembles, pour la somme de 675 004,65 $ plus les taxes applicables;

2- d'autoriser la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à ce que la Coopérative d'habitation Le Courant du Quartier démontre qu'elle a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention dans le cadre du programme AccèsLogis pour la réalisation de son projet;

3- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1146678001

CM14 0397

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à l'Université du Québec à Montréal, pour une période additionnelle de 7 ans, à compter du 1er octobre 2013, un local d'une superficie d'environ 452,69 mètres carrés, situé au rez-de-chaussée du 1301, rue Sherbrooke Est à des fins de garderie et un espace extérieur d'une superficie de 414,27 mètres carrés, à des fins d'aire de jeu, pour un loyer total de 673 652,53 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0562;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à l'Université du Québec à Montréal, pour une période additionnelle de 7 ans, à compter du 1er octobre 2013, un local au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1301, rue Sherbrooke Est, d'une superficie d'environ 452,69 mètres carrés, à des fins de garderie et un espace extérieur d'une superficie de 414,27 mètres carrés, à des fins d'aire de jeu, moyennant un loyer total de 673 652,53 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1134069009

CM14 0398

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 207 992 $, soit 120 892 $ en 2014 et 87 100 $ en 2015, au Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville (C.L.I.C.) pour réaliser le projet « Revitalisons Gouin Ouest », secteur de la Revitalisation urbaine intégrée (RUi) de Cartierville, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0571;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 207 992 $, soit 120 892 $ en 2014 et 87 100 $ en 2015, à Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville (C.L.I.C.), pour la réalisation du projet « Revitalisons Gouin Ouest », secteur de la Revitalisation urbaine intégrée (RUi) de Cartierville, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1145917001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0399

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat aux firmes Régis Côté et associés, SDK et associés inc. Bouthillette Parizeau et Vinci Consultants pour la fourniture de services professionnels en architecture, ingénierie et accompagnement LEED pour le projet de rénovation majeure de la cour de services Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, site Dickson - Dépense totale de 1 902 502,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public (13-12809) - (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0557;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 1 902 502,83 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet de réaménagement majeur de la cour de services Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, site Dickson, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel Régis Côté et associés, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau et Vinci Consultants, firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 764 797,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12809 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1125950001

CM14 0400

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Entreprise de Construction T.E.Q. inc. pour réaliser les travaux d'aménagement extérieur - phase 2 du Centre de soccer de Montréal au CESM - Dépense totale de 4 249 498,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5690 (4 soum.) / Autoriser une dépense additionnelle de 192 951 $ taxes incluses, pour les frais de gestion liés à la phase 1, majorant ainsi le montant total du contrat octroyé à Entreprise de Construction T.E.Q. inc. (CM13 0582) de 39 474 619,12 $ à 39 667 570, 12 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0629;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense totale de 4 249 498,19 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement du Centre de soccer intérieur au CESM, comprenant les contingences, les frais incidents et les frais de gestion liés à la phase 1;

3 - d'accorder à la firme Entreprise de Construction T.E.Q. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux d'aménagement extérieur du Centre de soccer de Montréal au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 537 435,07 $, taxes incluses conformément aux documents de l'appel d'offres public 5690;

4 - d'autoriser une dépense additionnelle de 192 951 $ taxes incluses, pour les frais de gestion liés à la phase 1, dans le cadre du contrat accordé à la firme Entreprise de Construction T.E.Q. inc. (CM13 0582), majorant ainsi le montant total du contrat de 39 474 619,12 $ à 39 667 570,12 $, taxes incluses;

5 - d'imputer ces dépenses, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1140380001

CM14 0401

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Logic-Contrôle inc. pour l'acquisition et la paramétrisation d'un système intelligent pour le transport de la neige (SIT-Neige), pour une somme maximale de 1 587 234,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13073 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0641;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats;

2- d'accorder un contrat à Logic-Contrôle inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, afin de fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'acquisition et la paramétrisation d'un système intelligent pour le transport de la neige, dans le cadre de la réalisation du projet SIT-Neige, pour une somme maximale de 1 587 234,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13073;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1143313001

CM14 0402

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour les travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire et du pavage dans la 64e Avenue, de la 5e Rue au boulevard Perras et dans la 58e Avenue, du boulevard Maurice-Duplessis au boulevard Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 6 262 204,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public RP-ING14-04 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0631;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 6 262 204,02 $ taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire et du pavage dans la 64e Avenue, de la 5e Rue à la rue Perras et dans la 58e Avenue, du boulevard Maurice-Duplessis à la rue Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 075 000 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public RP-ING14-04;

3- d'autoriser un budget additionnel de dépenses et de revenus de 483 406,15 $ au Service de l'eau;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1144820003

CM14 0403

Accorder un contrat à Sintra inc. (Région Rive-Sud), pour des travaux d'égout et de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage, dans la rue Saint-Jacques, de la rue Saint-Antoine à la rue Saint-Philippe, dans la rue Sainte-Marguerite, de la rue Saint-Jacques à la rue Saint-Antoine, dans la rue Delinelle, de la rue Saint-Ambroise à la rue Notre-Dame et dans la rue Sainte-Émilie, de la rue Delinelle à la rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 686 486,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 279401 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0630;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 5 686 486,09 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout et de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Saint-Jacques, de la rue Saint-Antoine à la rue Saint-Philippe, dans la rue Sainte-Marguerite, de la rue Saint-Jacques à la rue Saint-Antoine, dans la rue Delinelle, de la rue Saint-Ambroise à la rue Notre-Dame et dans la rue Sainte-Émilie, de la rue Delinelle à la rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (P.R.R. - Réseau artériel), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Sintra inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 032 986,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 279401;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1144822013

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0404

Accorder un contrat à Groupe Hexagone s.e.c. pour la reconstruction de trottoirs, de bordures, de saillies et de mail central et de travaux d'éclairage et de feux de circulation, là où requis, dans la rue Saint-Antoine, du boulevard Georges-Vanier à la rue Guy, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 113 706,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 262705 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0625;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 113 706,92 $, taxes incluses, pour la reconstruction de trottoirs, de bordures, de saillies et de mail central et travaux d'éclairage et de feux de circulation, là où requis, dans la rue Saint-Antoine, du boulevard Georges-Vanier à la rue Guy, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (P.R.R. - Réseau artériel), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Groupe Hexagone s.e.c. ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 022 006,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 262705;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1144822012

CM14 0405

Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire et du pavage dans la 64e Avenue, de la 5e Rue à la rue Perras et dans la 58e Avenue, du boulevard Maurice-Duplessis à la rue Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 174 807,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13055 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0632;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 174 807,99 $ taxes incluses, pour la surveillance des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire et du pavage dans la 64e Avenue, de la 5e Rue à la rue Perras et dans la 58e Avenue, du boulevard Maurice-Duplessis à la rue Perras, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel le seul soumissionnaire, CIMA+ S.E.N.C., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis, pour une somme maximale de 166 483,80 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13055 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'autoriser un budget additionnel de dépenses et de revenus de 16 610,47 $ au Service de l'eau ;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

20.22 1134820004

CM14 0406

Autoriser la signature d'un projet entente entre la Ville de Montréal et la Fédération québécoise des municipalités (FQM) pour l'année 2014 - Dépense de 45 000 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0643;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Fédération québécoise des municipalités pour l'année 2014, et autoriser le paiement de 45 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente;

2- d'autoriser le maire à signer ladite entente pour et au nom de la Ville ;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1146735001

CM14 0407

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, plusieurs résidus de terrains d'une superficie totale de 886,10 mètres carrés, faisant partie de l'emprise de la rue Saint-Patrick, situés dans l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de régulariser l'emprise de la rue existante, pour la somme de 13 797 $, taxes incluses / Inscrire au registre du domaine public les lots 2 091 954, 2 091 955, 2 357 125, 2 357 126 et 2 516 863 du cadastre du Québec

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0644;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de la Compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique, aux fins de régulariser l'emprise de la rue existante, plusieurs résidus de terrains d'une superficie totale de 886,10 mètres carrés, faisant partie de l'emprise de la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitués des lots 2 091 954, 2 091 955, 2 357 125, 2 357 126 et 2 516 863 du cadastre du Québec, pour la somme de 13 797 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'inscrire au registre du domaine public les lots 2 091 954, 2 091 955, 2 357 125, 2 357 126 et 2 516 863 du cadastre du Québec;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1134306002

CM14 0408

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'Agence métropolitaine de transport, aux fins d'aménager un stationnement incitatif, un terrain situé à l'intersection des rues Faradon et du Trianon, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une superficie de 3 608,4 mètres carrés, pour la somme de 707 500 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0645;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de fermer et retirer du domaine public la partie du lot 3 347 362 du cadastre du Québec;

2- d'approuver le projet d'acte par lequel :

- la Ville vend à l'Agence métropolitaine de transport, aux fins d'aménager un stationnement incitatif, un emplacement d'une superficie de 3 608,4 mètres carrés situé à l'intersection des rues Faradon et du Trianon, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, constitué du lot 3 347 362 du cadastre du Québec, pour la somme de 707 500 $, plus les taxes applicables;

- la Ville crée en sa faveur une servitude d'utilités publiques sur le lot 3 347 362 du cadastre du Québec, pour une conduite dont l'assiette a une superficie de 146,3 mètres carrés, le tout tel que décrit à la description technique et au plan T-150 Longue-Pointe préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 31 janvier 2012, sous sa minute numéro 1330, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1136037006

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 et 20.27 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0409

Approuver un projet de convention de modification au bail par lequel la Ville loue à 6813623 Canada inc. un local situé au rez-de-chaussée de l'édifice connu sous le nom de Théâtre Outremont situé au 1240-1248 de l'avenue Bernard, dans l'arrondissement d'Outremont

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0647;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet de convention de modification de bail par lequel la Ville loue à 6813623 Canada inc. un local au rez-de-chaussée de l'édifice connu sous le nom de Théâtre Outremont situé au 1240-1248, de l'avenue Bernard, dans l'arrondissement d'Outremont, afin de tenir compte du nouveau concept de restauration.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1145935004

CM14 0410

Conclure un contrat de services avec Cyclo Chrome inc. personne morale à but non lucratif, d'une durée d'un an, soit du 1er avril 2014 au 31 mars 2015, afin de lui confier l'entretien des vélos employés dans le cadre de l'exploitation du système de vélos en libre-service sur le territoire de Montréal et de ses environs durant la saison d'opération et l'entretien et la mise à niveau de cette flotte durant la saison hivernale, pour un montant maximal de 1 089 422,62 $, taxes incluses / Désigner monsieur Jean Turcot, directeur des opération à BIXI Montréal pour siéger à titre d'observateur au conseil d'administration de Cyclo Chrome inc.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0652;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure un contrat de services avec Cyclo Chrome inc., personne morale à but non lucratif, d'une durée d'un an, soit du 1er avril 2014 au 31 mars 2015, afin de lui confier l'entretien des vélos employés dans le cadre de l'exploitation du système de vélos en libre-service sur le territoire de Montréal et de ses environs durant la saison d'opération et l'entretien et la mise à niveau de cette flotte durant la saison hivernale, pour un montant maximal de 1 089 422,62 $, taxes incluses;

2 - de désigner monsieur Jean Turcot, directeur des opérations à BIXI Montréal pour siéger à titre d'observateur au conseil d'administration de Cyclo Chrome inc.;

3 - d'imputer le tout, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1144368003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0411

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q.,c. Q-2)* en vue du branchement au réseau municipal d'un réseau privé d'égout pluvial desservant le futur quai d'accès au train pour le compte de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) - Projet Gare d'Anjou située dans le district Rivière-des-Prairies

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 avril 2014 par sa résolution CE14 0481;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser l'émission d'une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q.,c. Q-2)* en vue du branchement au réseau municipal d'un réseau privé d'égout pluvial desservant le futur quai d'accès au train pour le compte de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) - Projet Gare d'Anjou située dans le district Rivière-des-Prairies.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1144820002

CM14 0412

Approuver la programmation no 1 des travaux sur les réseaux secondaires d'égout de la Ville admissibles au Programme d'infrastructures Québec-Municipalités - Conduites (PIQM-Conduites) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0573;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver la programmation no 1 des travaux sur les réseaux secondaires d'égout de la Ville de Montréal admissibles au Programme d'infrastructures Québec-Municipalités - Conduites (PIQM-Conduites);

2- d'autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

Adopté à l'unanimité.

30.02 1141158001

CM14 0413

Adhérer aux principes directeurs de la « Charte internationale de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action »

Vu la recommandation du comité exécutif en date 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0574;

Attendu qu'une charte mondiale pour l'activité physique, officiellement nommée « Charte de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action », a été adoptée au Congrès international sur l'activité physique et la santé publique tenu à Toronto en mai 2010 ;

Attendu que la Charte internationale pour l'activité physique est en lien avec le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 ;

Attendu que la Charte internationale pour l'activité physique invite les arrondissements, les municipalités, les gouvernements et autres intervenants à adhérer aux principes directeurs servant de guides pour les interventions à entreprendre afin de favoriser l'augmentation de la pratique d'activités physiques et la réduction des comportements sédentaires des citoyens ;

Attendu que l'adhésion à la Charte internationale pour l'activité physique a été recommandée par la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports lors de la consultation publique portant sur Montréal physiquement active en 2012-2013 ;

Attendu que plusieurs de ces principes sont déjà appliqués par les arrondissements et les villes liées ;

Attendu que la Ville, les arrondissements et les villes liées jouent un rôle important dans l'adoption d'un mode de vie physiquement actif par leurs citoyens ;

Attendu que l'adhésion à la Charte met de l'avant l'engagement de la Ville envers la pratique de l'activité physique des citoyens tout en l'interpellant, à court ou moyen terme à intensifier ses actions qui reposent sur les ou certains des principes de la Charte, et ce, en tenant compte des ressources disponibles ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adhérer aux principes directeurs de la « Charte internationale de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action » qui sont les suivants :

- adopter des stratégies fondées sur des données probantes pour cibler des populations entières et des groupes particuliers, notamment ceux qui doivent surmonter de sérieux obstacles;

- opter pour une approche fondée sur l'équité afin de réduire les inégalités sociales liées à la santé de même qu'à l'accès aux services, aux infrastructures et aux équipements sportifs et récréatifs;

- cibler les déterminants environnementaux, sociaux et individuels de l'inactivité physique;

- entreprendre des actions partenariales intersectorielles durables à l'échelle nationale, régionale et locale afin d'en maximiser les effets;

- renforcer les capacités de toutes les personnes et organismes concernés en investissant dans la recherche, dans l'amélioration des pratiques, dans l'élaboration de politiques, dans l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en place ainsi que dans la surveillance de l'état de santé de la population;

- élaborer une approche qui s'adapte à l'évolution des besoins des individus tout au long de leur vie;

- plaider auprès des décideurs et de la population l'importance d'intensifier l'engagement politique et les ressources allouées à l'activité physique;

- tenir compte du contexte culturel et moduler les stratégies en fonction des réalités locales, des contextes et des ressources disponibles;

- faire en sorte que le choix d'être physiquement actif soit facile à faire pour tous les individus.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1141658003

CM14 0414

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2013 et ajuster le budget d'immobilisations 2014 du conseil municipal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 avril 2014 par sa résolution CE14 0504;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

1- d'adopter un budget supplémentaire de 252 407 000 $ au PTI 2014-2016, provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2013, et ce, pour l'ensemble des arrondissements, selon le document joint au dossier décisionnel;

2- d'adopter un budget supplémentaire de 30 000 000 $ au PTI 2014-2016 au programme d'amélioration de l'appareil municipal;

3- de signifier aux arrondissements que les projets spécifiques financés par un transfert de PTI de la Ville centre, inclus dans les reports mentionnés ci-dessus devront être engagés en cours d'année 2014. Les projets qui n'auront pas été engagés en 2014 ne seront pas automatiquement reportés au bénéfice des arrondissements lors de l'exercice de report de 2014;

4- de signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

d'amender le paragraphe 4 de la recommandation afin qu'il se lise comme suit :

« 4- de signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement, sauf les bibliothèques ».

À 15 h 14, le président du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 15 h 19, le conseil reprend ses travaux.

Le président du conseil juge la proposition d'amendement des conseillères Thuillier et Lavigne Lalonde recevable.

_____

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillères Thuillier et Lavigne Lalonde.

_____

La proposition d'amendement est agréée.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. Benoit Dorais

appuyé par M. Marc-André Gadoury

de retourner l'article 30.04 au comité exécutif pour plus ample étude, conformément à l'article 80.1 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur la proposition de retour au comité exécutif.

Le président du conseil met aux voix cette proposition et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 23
Contre : 28

Le président du conseil déclare la proposition de retour au comité exécutif de l'article 30.04 rejetée à la majorité des voix.

Le débat se poursuit sur la proposition principale telle qu'amendée.

Il est proposé par M. Jean-François Cloutier

appuyé par M. Claude Dauphin

d'amender le paragraphe 4 de la recommandation afin qu'il se lise comme suit :

« 4- de signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement, sauf les bibliothèques et les centres communautaires et sportifs et de tout équipement de cette envergure ».

Le président du conseil juge la proposition d'amendement des conseillers Cloutier et Dauphin recevable.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillers Cloutier et Dauphin.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur la proposition d'amendement des conseillers Cloutier et Dauphin.

Le président du conseil met aux voix la proposition d'amendement des conseiller Cloutier et Dauphin et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 6
Contre : 50

Le président du conseil déclare la proposition d'amendement des conseillers Cloutier et Dauphin rejetée à la majorité des voix.

Le débat se poursuit sur la proposition principale telle qu'amendée.

Le président met aux voix l'article 30.04 tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.04 1145337004

CM14 0415

Autoriser une appropriation de 960 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement de la Direction des transports pour l'aménagement de voies cyclables et la mise aux normes des feux de circulation

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0584;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser une appropriation de 960 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et de l'environnement) pour l'aménagement de voies cyclables et la mise aux normes des feux de circulation, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1140776002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 et 30.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0416

Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2013, la détermination des surplus de gestion des arrondissements et l'affectation de surplus 2013 à des projets spécifiques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 avril 2014 par sa résolution CE14 0506;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier de 2013 de la Ville de Montréal;

2- d'approuver la méthode de calcul permettant d'établir les résultats financiers de 2013 des arrondissements dans le but d'établir leur surplus de gestion;

3- de retourner une somme de 18 790,0 $ (en milliers de dollars) des surplus affectés à la Société de vélo en libre-service (SVLS) au surplus libre de la Ville;

4- d'adopter l'affectation du surplus de 20 352,5 $ (en milliers de dollars) aux arrondissements et autoriser les transferts aux arrondissements;

5- de récupérer les déficits de 2013 des arrondissements pour un montant de 7 592,2 $ (en milliers de dollars);

6- de récupérer de l'arrondissement L'Île-Bizard–Ste-Geneviève en vertu de la « Politique d'attribution, d'utilisation et de remboursement du Fonds de soutien remboursable 2008 - Neige de la Ville de Montréal », le dernier versement de 236,0 $ (en milliers de dollars);

7- de récupérer le solde des déficits des exercices antérieurs au 31 décembre 2013 des arrondissements pour un montant de 4 980,7 $ (en milliers de dollars);

8- d'adopter l'affection du surplus de 9 090,0 $ (en milliers de dollars) à la Commission des services électriques, représentant le surplus 2013 du Fonds des conduits souterrains;

9- d'adopter l'affectation du surplus aux dossiers suivants (en milliers de dollars):

- Direction du matériel roulant- Fonds de location à long terme - remboursement du capital.	- 581,4 $
- Service de la mise en valeur du territoire - Fonds de dynamisation des rues commerciales.	- 1 336,6 $
- Direction de l'environnement et développement durable - Renflouement du fonds d'énergie.	- 1 291,9 $
- Direction de la culture et du patrimoine - Entente sur le développement culturel entre la Ville de Montréal et MCCCF.	- 637,9 $
TOTAL	**3 847,8 $**

10- de réserver du surplus libre du conseil municipal un montant de 12 572,9 $ (en milliers de dollars) pour couvrir la récupération future des déficits des arrondissements.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1145205001

CM14 0417

Accorder à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce les revenus supplémentaires générés par la hausse de tarification de 0,50 $/l'heure sur le réseau local afin de lui permettre de respecter l'équilibre de son budget qui a été déposé pour 2014 / Accorder à l'arrondissement toutes les recettes provenant de l'augmentation de tarification des parcomètres et de l'ajout de nouveaux parcomètres sur le réseau local

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0660;

Attendu que suivant l'article 142 de la *Charte de la Ville de Montréal* (CVM), les pouvoirs de tarification des parcomètres sur le réseau local ont été délégués aux arrondissements;

Attendu que les recettes produites à la suite d'une tarification fixée par le conseil d'arrondissement sont à l'usage exclusif de ce conseil (article 145 CVM);

Attendu que la Ville de Montréal a par ailleurs signé une entente avec la Société en commandite Stationnement de Montréal (Stationnement de Montréal) pour la gestion de l'ensemble du parc de parcomètres sur le territoire et qu'en vertu de cette entente, les revenus générés par l'utilisation des espaces de stationnement appartiennent en totalité à Stationnement de Montréal, lequel verse annuellement à la Ville de Montréal une compensation et des redevances selon des calculs préétablis;

Attendu que la signature de cette entente fait en sorte que l'arrondissement ne peut, notamment, bénéficier directement des recettes générées par la décision de son conseil d'augmenter la tarification des parcomètres sur le réseau local et d'installer des parcomètres supplémentaires;

Attendu que les recettes enregistrées en 2013 au chapitre de la tarification des parcomètres sur le réseau local de l'arrondissement sont de l'ordre de 1,9 M$, et que seulement 865 000 $ ont été consentis par la Ville centre à l'arrondissement au fil des années en guise d'ajustements récurrents à la base budgétaire;

Attendu que l'arrondissement a déposé un budget équilibré, lequel comprend l'ajustement à la hausse de son budget de revenus d'un montant de 350 000 $, représentant une augmentation de la tarification de parcomètres sur le réseau local de 0,50 $/l'heure et l'ajout de 75 parcomètres sur le réseau local en vigueur au printemps 2014;

Attendu que l'arrondissement est également favorable à ce que la Ville centre harmonise la tarification des parcomètres sur le réseau artériel de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce d'un montant identique de 0,50 $/l'heure et permette l'ajout de 25 parcomètres sur le réseau artériel;

Attendu que les revenus générés par la tarification des parcomètres sur le réseau local constituent un moyen de financement pour les arrondissements, au même titre que les autres recettes diverses locales;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce les revenus supplémentaires nets générés par la hausse de la tarification de 0,50 $ / l'heure et l'ajout de parcomètres sur le réseau local de son territoire, afin de lui permettre de respecter l'équilibre budgétaire, et d'accorder à l'arrondissement toutes les recettes éventuelles provenant de l'augmentation de tarification ou de l'ajout de nouveaux parcomètres sur le réseau local de son territoire;

2- d'harmoniser la tarification des parcomètres sur le réseau artériel du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en augmentant le taux horaire de 0,50 $ l'heure.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1141078001

CM14 0418

Avis de motion - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1ère Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue, entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1134386007

CM14 0419

Avis de motion - Règlement abrogeant le Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1146347019

CM14 0420

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1130387004

CM14 0421

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1133496013

CM14 0422

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1130387005

CM14 0423

Avis de motion - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.06 1134386002

CM14 0424

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.07 1146659002

CM14 0425

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.08 1140498002

CM14 0426

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.09 1140196001

CM14 0427

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé «Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.10 1140196002

CM14 0428

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.11 1146705001

CM14 0429

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., chapitre V-1)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M. chapitre V-1) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.12 1143200004

CM14 0430

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur l'ombudsman (02-146)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'Ombudsman (02-146) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.13 1143709001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM14 0431

Adoption - Règlement autorisant l'occupation du deuxième étage du bâtiment situé sur le lot 1 998 084 du cadastre du Québec à des fins d'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant l'occupation du deuxième étage du bâtiment situé sur le lot 1 998 084 du cadastre du Québec à des fins d'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 mars 2014, par sa résolution CE14 0353;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du deuxième étage du bâtiment situé sur le lot 1 998 084 du cadastre du Québec à des fins d'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1130449011

Règlement 14-014

CM14 0432

Adoption - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2014)

Attendu qu'une copie du Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2014) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 mars 2014, par sa résolution CE14 0354;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2014) **»**.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1141361002

Règlement 14-015

CM14 0433

Adoption - Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz

Attendu qu'une copie du Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 mars 2014, par sa résolution CE14 0355;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1131238003

Règlement 14-016

CM14 0434

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) aux fins d'y insérer les tarifs applicables aux abonnements et à l'utilisation des vélos en libre service BIXI

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) aux fins d'y insérer les tarifs applicables aux abonnements et à l'utilisation des vélos en libre-service BIXI a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que ce règlement a été modifié et qu'une nouvelle copie du règlement a également été distribuée;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 24 mars et 23 avril 2014, par ses résolutions CE14 0428 et CE14 0674;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » aux fins d'y insérer les tarifs applicables aux abonnements et à l'utilisation des vélos en libre-service BIXI.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1144368002

Règlement 14-006-1

CM14 0435

Nomination du trésorier et directeur du Service des finances

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 avril 2014 par sa résolution CE14 0685;

Il est proposé par M. Pierre Desrochers

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de nommer M. Yves Courchesne à titre de Trésorier et directeur de service - Service des finances (103980) dans la classe salariale FM13 (135 340 $ - 169 170 $ - 203 000 $), pour une période indéterminée, à compter du 26 mai 2014, conformément à l'article 2. « Mandat de cadre de direction » des *Conditions et avantages des cadres de direction et des cadres administratifs de la Ville de Montréal* (CE13 1651) et conformément à l'article 10.2.2 de la politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1145904010

CM14 0436

Nomination de membre au Conseil du patrimoine de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2014 par sa résolution CE14 0578;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prolonger le mandat de monsieur Jacques Lachapelle à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal du 1er mai 2014 jusqu'à la fin de son mandat, soit au 30 avril 2017;

2- de rembourser à monsieur Lachapelle, sur présentation de pièces justificatives, les frais de déplacements et dépenses afférentes ainsi que les dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions conformément aux conditions et avantages des cadres de direction et des cadres administratifs de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité (soit à plus des 2/3 des voix exprimées).

51.01 1145213001

CM14 0437

Nomination de commissaires supplémentaires à l'Office de consultation publique de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 avril 2014 par sa résolution CE14 0656;

La conseillère Marie Cinq-Mars n'est pas présente dans la salle au moment de l'étude de ce point;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de renouveler, pour une période d'un an, le mandat des personnes suivantes à titre de commissaires supplémentaires à l'Office de consultation publique de Montréal :

- M. Bruno Bergeron
- Mme Irène Cinq-Mars
- Mme Ariane Émond
- Mme Judy Gold
- Mme Hélène Laperrière
- Mme Luba Serge

2- de fixer leur rémunération à 550 $ par jour pour les commissaires et à 750 $ par jour pour le commissaire désigné comme président d'une consultation, incluant les avantages sociaux, sous réserve de l'adoption, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79 de la Charte de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité (soit à plus des 2/3 des voix exprimées).

51.03 1141079002

CM14 0438

Nominations aux Commissions permanentes

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de nommer monsieur Manuel Guedes à titre de membre de la Commission sur l'examen des contrats en remplacement de madame Sylvia Lo Bianco.

Adopté à l'unanimité.

51.04

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle pour connaître la valeur de rachat de Stationnement de Montréal

Retiré séance tenante. Voir l'article 3.01.

CM14 0439

Motion de l'opposition officielle pour réviser la législation entourant la pratique du vélo

Les conseillers Aref Salem et Anie Samson déposent une version amendée de l'article 65.02 élaborée conjointement avec les conseillers Craig Sauvé et Marc-André Gadoury dont le texte se lit comme suit :

Attendu que la pratique du vélo présente de nombreux avantages majeurs pour une ville, notamment en réduisant la congestion routière, en favorisant la santé des citoyens et en assurant une meilleure qualité de l'air;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté, en 2008, un Plan de transport dont deux des objectifs principaux sont d'améliorer la qualité de l'environnement et de répondre aux besoins de mobilité en favorisant les déplacements actifs;

Attendu qu'il est démontré que le sentiment de sécurité est un facteur clé pour amener plus de gens à adopter le vélo urbain pour leurs déplacements quotidiens;

Attendu que des investissements significatifs sont nécessaires pour que les villes puissent mettre en place des infrastructures et des aménagements favorables à la sécurité des cyclistes;

Attendu que les principes fondateurs du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., chapitre C-24.2) ont été retenus à une époque où la pratique urbaine du vélo était marginale et peu valorisée;

Attendu que l'actuel *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., chapitre C-24.2) est aujourd'hui de ce fait inadéquat eu égard aux nouvelles réalités des déplacements en milieu urbain;

Attendu que la *Loi sur l'assurance automobile du Québec* (RLRQ c A-25), dans son état actuel, laisse le cycliste quasiment démuni en cas d'accident lié à l'usage d'une automobile qui n'est pas en mouvement au sens de cette même loi;

Attendu que plusieurs grandes villes d'Amérique du Nord et d'Europe ont déjà adopté diverses mesures législatives et réglementaires (comme un « Code de la rue ») qui ont favorisé la pratique du vélo et amélioré la cohabitation pacifique entre les différents usagers de la route;

Attendu que la Ville de Montréal participe à la Table québécoise de la sécurité routière via plusieurs comités, dont celui sur les transports actifs et alternatifs;

Il est proposé par M. Craig Sauvé

appuyé par M. Marc-André Gadoury
Mme Anie Samson
M. Aref Salem

que le conseil municipal mandate le comité exécutif de la Ville de Montréal d'interpeller le gouvernement du Québec afin :

1 - que le *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., chapitre C-24.2) soit modernisé en tenant compte de la présence massive et en croissance de cyclistes sur les réseaux routiers urbains;

2 - que la *Loi sur l'assurance automobile du Québec* (RLRQ c A-25) soit révisée afin que les cyclistes bénéficient d'un régime de protection de l'État aussi efficace et adapté à leur réalité que l'est celui qui y est prévu pour les autres usagers de la route;

3 - que la Direction des transports soit mandatée afin d'identifier les besoins et les mesures cohérentes et adaptées à la réalité des cyclistes à Montréal, en vue de la modification du *Code de la sécurité routière* et de la *Loi sur l'assurance automobile du Québec*.

Un débat s'engage sur l'article 65.02, tel qu'amendé.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

CM14 0440

Motion de l'opposition officielle pour une meilleure sécurité aux intersections de la Ville de Montréal

Les conseillers Aref Salem et Lionel Perez déposent une version amendée de l'article 65.03 élaborée conjointement avec les conseillers Marc-André Gadoury et Richard Bergeron dont le texte se lit comme suit :

Attendu que la Charte du piéton de la Ville de Montréal vise à favoriser la marche comme mode de déplacement grâce notamment à un meilleur partage de l'emprise publique;

Attendu que les médias ont rapporté que neuf piétons et cyclistes, dont deux enfants, ont été happés depuis 1er mars 2014, ce qui a entraîné un décès;

Attendu que les programmes de réfection des artères commerciales et de transit ne prévoient pas systématiquement des mesures pour un meilleur partage de l'emprise publique entre les différents modes de transport;

Attendu le programme de mise aux normes (MAN1) des feux de signalisation qui visait 800 intersections dans 9 arrondissements situés dans l'ancienne Ville de Montréal est en voie de finalisation;

Attendu le programme de mise aux normes (MAN2) des feux de signalisation a été lancé, et vise les autres intersections localisées sur le réseau artériel de la Ville de Montréal;

Attendu que les critères de justification pour l'installation des feux de piétons et de l'intervalle de protection pour les temps de traverse sont appliqués systématiquement aux intersections visées par MAN2, et que la Ville a amorcé l'application systématique de ces critères aux intersections visées par MAN1;

Attendu l'importance de sécuriser les intersections des artères qui sont sous responsabilité de la Ville, dont les intersections jugées les plus dangereuses;

Attendu que la Ville effectue déjà une priorisation des intersections les plus dangereuses en fonction d'indicateurs d'accidents utilisés couramment dans le domaine;

Attendu que la Ville privilégie une approche globale et intégrée en matière de sécurisation des intersections, comprenant des mesures de mises aux normes des feux de circulation, des aménagements à la géométrie des rues et des intersections, des campagnes de sensibilisation, des mesures de réduction de la vitesse et autres mesures;

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par M. Richard Bergeron
M. Aref Salem
M. Lionel Perez

1- que lors des travaux de réaménagements d'artères commerciales, des mesures de partage de l'emprise publique entre automobilistes, cyclistes et piétons soient systématiquement évaluées en vue d'un meilleur partage de la chaussée entre les différents modes de déplacement et en vue d'un aménagement durable de ces rues;

2- que la Ville s'engage à rendre public chaque année un bilan sur l'état de l'avancement des programmes relatifs à la sécurisation des intersections et celui des programmes MAN1/MAN2.

Un débat s'engage sur l'article 65.03, tel qu'amendé.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.03, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

CM14 0441

Motion pour demander au gouvernement du Québec que la Ville de Montréal obtienne un pouvoir habilitant pour réglementer en matière d'inclusion en logement social et abordable

Avant sa présentation, le conseiller Richard Ryan dépose une nouvelle version de l'article 65.04 qui se lit comme suit :

Attendu qu'il est reconnu que le développement de logements sociaux et abordables est un moyen pour contrer la pauvreté et maintenir la mixité sociale;

Attendu qu'en 2005, la Ville de Montréal a reconnu ce principe en adoptant une stratégie d'inclusion en logement social et abordable;

Attendu qu'en 2012, la Ville de Montréal a créé un fonds de contribution pour le logement social et le logement abordable afin d'y verser les contributions financières des promoteurs qui participent à cette stratégie;

Attendu que la Ville de Montréal n'a pas les pouvoirs requis pour traduire en règlement cette volonté en matière d'inclusion en logement social et abordable, et que la Ville est donc limitée à n'appliquer cette politique qu'en cas de grands projets immobiliers ayant fait l'objet de changement de zonage ou autre dérogation importante dans le cadre d'un projet particulier d'urbanisme;

Attendu qu'une ville aussi importante que Montréal se doit d'avoir des pouvoirs accrus en matière d'habitation afin de pouvoir mieux planifier son développement et répondre aux besoins de toutes les citoyennes et de tous les citoyens;

Attendu que le projet de loi 47, préparé en 2011 et portant sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme, prévoyait d'accorder des pouvoirs aux municipalités en matière d'inclusion en logement social et abordable et que ce projet de loi a été abandonné en 2012;

Attendu que plus de 22 500 foyers sont sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour un logement à prix modique et qu'une portion de ces ménages provient du territoire de la CMM en dehors de l'agglomération de Montréal;

Il est proposé par M. Richard Ryan
M. Russell Copeman

appuyé par Mme Valérie Plante

Et résolu :

que le conseil municipal de Montréal demande au gouvernement du Québec, dans le cadre de la reconnaissance de Montréal en tant que métropole, d'accorder les pouvoirs habilitants à la Ville de Montréal pour réglementer en matière d'inclusion en logement social et abordable, soit par une modification à la *Charte de la Ville de Montréal* ou par tout autre modification législative.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

65.04

_____

Article 65.05

Motion de l'opposition officielle pour redonner à la Direction des grands parcs le mandat de négocier l'acquisition et l'aménagement des milieux naturels

Le conseiller Sylvain Ouellet reporte la motion en titre à la prochaine assemblée du conseil municipal, conformément à l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

_____

CM14 0442

Motion de l'opposition officielle pour le dépôt obligatoire d'une maquette virtuelle pour les projets soumis devant l'Office de consultation publique de Montréal

Attendu qu'il est très difficile pour les citoyens, élus et commissaires de se faire une idée précise de l'impact visuel qu'occasionnera la construction, l'agrandissement ou la modification d'un immeuble ou d'une infrastructure en surface;

Attendu que ces projets ont souvent des impacts significatifs sur les vues, l'ensoleillement ainsi que l'impression générale du secteur, notamment au niveau des piétons;

Attendu qu'actuellement les promoteurs ne montrent souvent que des vues en plan de leur projet, et que même quand il y a des vues 3D, celles-ci sont statiques et ne sont prises qu'à partir d'un nombre très restreint de points de vue, souvent choisis par le promoteur lui-même;

Attendu que la mise à disposition d'une maquette virtuelle permettrait aux citoyens d'évaluer eux-mêmes l'impact d'un projet en fonction du point de vue qu'ils auraient eux-mêmes choisi et, ainsi, éviterait toute perception erronée du projet;

Attendu que des consultations publiques tenues ces dernières années par l'Office de consultation publique de Montréal, tels les agrandissements du stade McGill et des installations de Tennis Canada au parc Jarry, ont montré que les impacts des projets sur les vues sont sous-évalués;

Attendu qu'il est presque impossible pour un simple citoyen de contre-argumenter les dires d'un promoteur concernant les impacts visuels d'un projet;

Attendu que, de toute façon, les promoteurs doivent souvent créer une maquette virtuelle pour leurs besoins internes et qu'ils pourraient en fournir une à peu de coûts;

Attendu que la Ville de Montréal a déjà créé plusieurs maquettes virtuelles, dont celle créée pour la consultation sur la révision des hauteurs du centre-ville de Montréal;

Attendu qu'à l'article #101 du règlement sur les tarifs 2014 de la Ville de Montréal, il est précisé qu'il en coûte 180 000 $ pour fournir la maquette virtuelle de l'ensemble de l'île de Montréal, incluant les bâtiments en 3D et un modèle numérique de terrains;

Attendu que l'OCPM n'est pas exempté de ce tarif et qu'il n'a ni les budgets nécessaires pour acheter cette maquette virtuelle, ni commander des contre-expertises sur les vues ou l'ensoleillement, ni créer lui-même une maquette virtuelle, l'organisme ce voit contraint de se fier aux seules études fournies par le promoteur lui-même;

Attendu que cette situation nuit au travail de l'OCPM et nuit à la crédibilité des consultations publiques;

Il est proposé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

appuyé par M. Richard Ryan

1- que la Ville de Montréal exige des promoteurs dont les projets sont soumis à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) qu'ils lui remettent gratuitement une maquette virtuelle 3D de la volumétrie extérieure du projet proposé;

2- que l'OCPM rende cette maquette accessible aux citoyens, comme tout autre document fourni par le promoteur à l'appui de son projet;

3- que l'OCPM soit explicitement exempté de l'article 101 du règlement sur les tarifs de la Ville de Montréal.

_____

Un débat s'engage.

_____

La conseillère Laurence Lavigne Lalonde dépose des photos illustrant son propos.

Il est proposé par M. Russell Copeman

appuyé par M. Francesco Miele

d'amender la proposition sous étude en y retirant le paragraphe 3 du « Résolu ».

Le président du conseil juge la proposition d'amendement recevable.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillers Copeman et Miele.

Le conseiller Jean-François Cloutier soulève un point d'ordre demandant à la conseillère Lavigne Lalonde de retirer le document déposé puisqu'il estime que les prises de vue induisent le conseil en erreur.

Le président du conseil juge la demande du conseiller Cloutier irrecevable.

Le débat se poursuit sur la proposition d'amendement des conseillers Copeman et Miele.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Marc-André Gadoury

de poursuivre les travaux au-delà de 17 h.

La proposition est agréée.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote à main levée sur la proposition d'amendement des conseillers Copeman et Miele.

Le président du conseil met aux voix cette proposition d'amendement et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 33
Contre : 23

Le président du conseil déclare la proposition d'amendement des conseillers Copeman et Miele adoptée à la majorité des voix.

Le débat se poursuit sur l'article 65.06, tel qu'amendé.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.06, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.06

Article 65.07

Motion de la troisième opposition - Agrile du frêne

Retiré séance tenante. Voir l'article 3.01.

À 17 h 22, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____ _____

PRÉSIDENT DU CONSEIL GREFFIER

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____

MAIRE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 MAI 2014

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
31 MARS AU 4 MAI 2014

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
BEAUDOIN HURENS	100% VILLE	ARRONDISSEMENT LACHINE	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1131415034	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME BEAUDOIN HURENS POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE CAMILLE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE. - DÉPENSE TOTALE DE 88 530.75$, TAXES INCLUSES (CONTRAT:88 530.75 $ + INCIDENCES: 0$) - FINANCÉE À 100% PAR LA VILLE CENTRE – APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12986 (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE14 0473	2014-04-07	88 531 $
BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES	100% VILLE	SERVICE DES ESPACES POUR LA VIE	DIRECTION	1140185003	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES POUR LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS AINSI QUE LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LA RESTAURATION DES BÂTIMENTS DU JARDIN DE CHINE DU JARDIN BOTANIQUE # PROJET : JAR-2013-08 POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 141 516,40 $ (INCLUANT LES TAXES ET LES CONTINGENCES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC #13-12330 QUATRE (4) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE14 0556	2014-04-28	141 516 $
BIBLIO RPL LTÉE	100% VILLE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1145260001	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC BIBLIO RPL LTÉE, D'UNE DURÉE DE DOUZE MOIS, POUR LA FOURNITURE DE LECTEURS RFID USB, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 65 915,17 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 14-13512 - UN SOUMISSIONNAIRE	CE14 0467	2014-04-07	65 915 $
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1144822018	ACCORDER UN CONTRAT À CONSTRUCTION N.R.C. INC., POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE MOBILIER D'ÉCLAIRAGE DE RUE ET LA MISE AUX NORMES D'UN FEU DE CIRCULATION SUR LA RUE WELLINGTON ENTRE LA RUE BUTLER ET LA RUE DE LA CONGRÉGATION. ARRONDISSEMENT: LE SUD-OUEST. DÉPENSE TOTALE DE 256 624,17 $ (CONTRAT: 227 624,17 $ + INCIDENCES: 29 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 223404 - 5 SOUMISSIONNAIRES	CE14 0471	2014-04-07	227 624 $
CUSM	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1135062004	APPROUVER LA DEUXIÈME CONVENTION D'AMENDEMENT DE BAIL PAR LEQUEL LA VILLE LOUE DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL (CUSM), POUR UNE PÉRIODE DE DEUX ANS, À COMPTER DU 1ER DÉCEMBRE 2013, UN LOCAL D'UNE SUPERFICIE DE 160,24 MÈTRES CARRÉS, SITUÉ AU 5252, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST, À DES FINS DE BUREAU DE CHANTIER UTILISÉ PAR LA DIRECTION DE L'URBANISME ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (DUDÉ). LA DÉPENSE TOTALE EST DE 89 240,16 $ TAXES INCLUSES. BÂTIMENT 8169	CE14 0440	2014-04-04	89 240 $
GESTION PACHAR	100% VILLE	SERVICE DES ESPACES POUR LA VIE	DIRECTION	1140185001	ACCORDER UN CONTRAT À GESTION PACHAR INC. POUR LA PRÉPARATION ET FINITION DE PLANCHERS EN BÉTON DANS LES ENTREPÔTS DU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 156 527,98 $ (TAXES ET CONTINGENCES INCLUSES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC #PLA-2013-01-1 (8 SOUMISSIONNAIRES).	CE14 0470	2014-04-07	156 528 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1133484003	ACCORDER UN CONTRAT À LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC., POUR L'AMÉNAGEMENT DE PAYSAGE ET LA CONSTRUCTION D'UN JARDIN DE PLUIE SUR LE BOULEVARD DÉCARIE DE LA RUE SAINT-JACQUES À LA RUE CROWLEY (LOT 6B)- ARRONDISSEMENT: CÔTES-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCES - DÉPENSE TOTALE DE 327 817,10 $(CONTRAT: 307 817,10 $ + INCIDENCES: 20 000 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 235408 - 4 SOUMISSIONNAIRES	CE14 0542	2014-04-28	307 817 $
LES GRANDS TRAVAUX SOTER INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1140541006	ACCORDER UN CONTRAT À LES GRANDS TRAVAUX SOTER INC. POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉPARATION (PROJET 14-03) À DIVERSES STRUCTURES 2014 - LOT 2 POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 192 985,54$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 07-14031 - 2 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES.	CE14 0547	2014-04-28	192 986 $
SERVICES INTÉGRÉS LEAMY ET ASSOCIÉS INC.	100% VILLE	SERVICE DES ESPACES POUR LA VIE	BIODÔME	1140461001	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 9 735,45 $, TAXES INCLUSES, POUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DU BIODÔME RENOUVELÉ / APPROUVER UN PROJET D'ADDENDA NO 1 MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS INTERVENUE AVEC LA FIRME SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS INC. (CE13 1591), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 51 669,76 $ À 61 405,21 $, TAXES INCLUSES.	CE14 0439	2014-04-04	9 735 $

NOMBRE DE CONTRATS :	9

TOTAL : 1 279 892 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
29 MAI 2014

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
31 MARS AU 4 MAI 2014

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
9215-7767 QUÉBEC INC. (CENTRE DE PIÈCES GAGNON)	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1145983002	CONCLURE AVEC LES FIRMES 9215-7767 QUÉBEC INC., SAFETY-KLEEN CANADA INC. ET LES LUBRIFIANTS SENTINEL CORP., CINQ (5) ENTENTES-CADRES D'UNE DURÉE DE TRENTE-SIX (36) MOIS AVEC L'OPTION DE DEUX PROLONGATIONS DE DOUZE (12) MOIS CHACUNE, POUR LA FOURNITURE DE LUBRIFIANTS, GRAISSES, ANTIGELS ET LA RÉCUPÉRATION DES HUILES USÉES, DANS LE CADRE DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES ET APPAREILS DU PARC MOTORISÉ DE LA VILLE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12269 - (8 SOUMISSIONNAIRES) (MONTANT TOTAL ESTIMÉ DES ENTENTES: 1 574 830.86 $ ET POUR LA RÉCUPÉRATION 195 503.49 $, TAXES INCLUSES)	CE14 0317	2014-03-31	152 836 $
CONTRÔLES LAURENTIDE LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1146277002	CONCLURE AVEC CONTRÔLES LAURENTIDE LTÉE UNE ENTENTE-CADRE, D'UNE DURÉE DE 3 ANS, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE 51 VANNES PAPILLON POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 407 256,40$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-13316 - 7 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	CE14 0527	2014-04-28	407 256 $
ÉQUIPEMENTS INCENDIE CMP MAYER INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1145281001	AUTORISER LA PROLONGATION, POUR UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, DE L'ENTENTE CADRE CONCLUE AVEC ÉQUIPEMENTS INCENDIE CMP MAYER INC. (CE10 1898), POUR LA FOURNITURE DE CASQUES PROTECTEURS POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL - (MONTANT ESTIMÉ POUR LA PROLONGATION : 169 300,69 $, TAXES INCLUSES).	CE14 0465	2014-04-07	169 300 $
GASTIER M.P.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1143334007	ACCORDER UN CONTRAT À GASTIER M.P. INC., POUR LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU EN ÉLECTRICITÉ, AUTOMATISATION ET MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DE LA STATION DE POMPAGE SAINT-PAUL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 353 055,57 $, TAXES INCLUSES - DÉPENSE TOTALE DE 411 949,58 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 3274-AE - 4 SOUMISSIONNAIRES.	CE14 0472	2014-04-07	353 055 $
GESTION PACHAR	100% AGGLO	SERVICE DES ESPACES POUR LA VIE	DIRECTION	1140185001	ACCORDER UN CONTRAT À GESTION PACHAR INC. POUR LA PRÉPARATION ET FINITION DE PLANCHERS EN BÉTON DANS LES ENTREPÔTS DU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 156 527,98 $ (TAXES ET CONTINGENCES INCLUSES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC #PLA-2013-01-1 (8 SOUMISSIONNAIRES).	CE14 0470	2014-04-07	156 528 $
GROUPE CHB-IBI INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	DIRECTION DE L'URBANISME	1140006001	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À GROUPE CHB-IBI INC. POUR UNE ÉTUDE COMPRENANT LA DOCUMENTATION, L'ANALYSE, LA CARACTÉRISATION ET LA FORMULATION D'ORIENTATIONS DE MISE EN VALEUR DE LA CITÉ ADMINISTRATIVE POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 65 882,97 $, TAXES INCLUSES - DÉPENSE TOTALE DE 73 023,87 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION (14-1320) - (5 SOUMISSIONNAIRES).	CE14 0639	2014-05-02	73 024 $
LEGICO-CHP INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1141861001	CONCLURE DEUX ENTENTES-CADRES DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC MACOGEP INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 290,87 $, TAXES INCLUSES) ET AVEC LEGICO-CHP INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 095,41 $, TAXES INCLUSES), ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION, POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS D'ESTIMATEURS EN CONSTRUCTION AFIN DE SOUMETTRE DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS (INFRASTRUCTURES URBAINES) À UNE ÉVALUATION DES COÛTS (2 SOUMISSIONNAIRES) POUR UNE PÉRIODE MAXIMALE DE 24 MOIS OU POUR UN TOTAL D'HONORAIRES N'EXCÉDANT PAS LE MONTANT DU CONTRAT SELON LA PREMIÈRE DES DEUX ÉVENTUALITÉS - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 13-13323 / APPROUVER DEUX PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE14 0635	2014-04-25	236 095 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1144822002	ACCORDER UN CONTRAT À LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC., POUR LA RECONSTRUCTION DE LA FONDATION ET DU REVÊTEMENT BITUMINEUX, CONSTRUCTION DE BORDURES DE BÉTON, INSTALLATION D'UNE GLISSIÈRE DE SÉCURITÉ, LÀ OÙ REQUIS, DANS LA PISTE CYCLABLE DE LA VÉRENDRYE, DU PONT POUR PIÉTON CRAWFORD AU PONT POUR PIÉTON CLAUDE-BRUNET. ARRONDISSEMENT : VERDUN. DÉPENSE TOTALE DE 246 619,49 $ (CONTRAT: 209 419,49 $ + INCIDENCES: 37 200,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 286601 - 12 SOUMISSIONNAIRES	CE14 0469	2014-04-07	209 419 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1146135002	CONCLURE AVEC LES INDUSTRIES PAMILIO INC. UNE ENTENTE-CADRE POUR UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS, POUR LA FOURNITURE DE TUQUES POUR LES EMPLOYÉS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL (SIM) POUR UN MONTANT DE 76 573.35 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 14-13392 (UNE SOUMISSION CONFORME)	CE14 0497	2014-04-14	76 573 $
LES LUBRIFIANTS SENTINEL CORP.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1145983002	CONCLURE AVEC LES FIRMES 9215-7767 QUÉBEC INC., SAFETY-KLEEN CANADA INC. ET LES LUBRIFIANTS SENTINEL CORP., CINQ (5) ENTENTES-CADRES D'UNE DURÉE DE TRENTE-SIX (36) MOIS AVEC L'OPTION DE DEUX PROLONGATIONS DE DOUZE (12) MOIS CHACUNE, POUR LA FOURNITURE DE LUBRIFIANTS, GRAISSES, ANTIGELS ET LA RÉCUPÉRATION DES HUILES USÉES, DANS LE CADRE DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES ET APPAREILS DU PARC MOTORISÉ DE LA VILLE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12269 - (8 SOUMISSIONNAIRES) (MONTANT TOTAL ESTIMÉ DES ENTENTES: 1 574 830.86 $ ET POUR LA RÉCUPÉRATION 195 503.49 $, TAXES INCLUSES)	CE14 0317	2014-03-31	214 714 $
MACOGEP INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1141861001	CONCLURE DEUX ENTENTES-CADRES DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC MACOGEP INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 290,87 $, TAXES INCLUSES) ET AVEC LEGICO-CHP INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 095,41 $, TAXES INCLUSES), ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION, POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS D'ESTIMATEURS EN CONSTRUCTION AFIN DE SOUMETTRE DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS (INFRASTRUCTURES URBAINES) À UNE ÉVALUATION DES COÛTS (2 SOUMISSIONNAIRES) POUR UNE PÉRIODE MAXIMALE DE 24 MOIS OU POUR UN TOTAL D'HONORAIRES N'EXCÉDANT PAS LE MONTANT DU CONTRAT SELON LA PREMIÈRE DES DEUX ÉVENTUALITÉS - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 13-13323 / APPROUVER DEUX PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE14 0635	2014-04-25	236 291 $
MÉCANIQUE CNC	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1143334010	ACCORDER UN CONTRAT À MÉCANIQUE CNC (2002) INC. POUR LES TRAVAUX EN RÉGIE CONTRÔLÉE SUR LES DÉCANTEURS 1 À 7 DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE POUR LA SOMME DE 276 755,21 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 1539-AE - 3 SOUMISSIONNAIRES.	CE14 0498	2014-04-14	276 755 $
METROPOLITAIN AQUEDUC INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1146277001	ACCORDER UN CONTRAT À MÉTROPOLITAIN AQUEDUCS INC., POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE 8 VANNES À GUILLOTINE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 106 365,13 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-13285 - 6 SOUMISSIONNAIRES	CE14 0526	2014-04-28	106 365 $
MOHAMAD OSSEYRANE	50% AGGLO 50% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	1146413002	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 75 000 $ POUR PARFAIRE LE PAIEMENT DES HONORAIRES PROFESSIONNELS DE MOHAMAD OSSEYRANE ING. POUR PROCÉDER À L'ÉTUDE, À LA CARACTÉRISATION DE LA PLUIE DU 29 MAI 2012, À LA PRODUCTION D'EXPERTISES (RAPPORTS) ET À L'ASSISTANCE LORS D'UN ÉVENTUEL PROCÈS, ET CE, POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MAJORANT AINSI LE MONTANT DE 150 000 $ À 225 000 $.	CE14 0474	2014-04-07	225 000 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
MUTI-RECYCLAGE SDN ET 142975 CANADA LTÉE (MIRONOR)	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION	1142621002	ACCORDER UN CONTRAT À MULTI RECYCLAGE S. D. INC. POUR LA RÉCEPTION, LE TRI ET LA MISE EN MARCHÉ DE 25 500 TONNES DE BOIS, POUR UNE PÉRIODE DE 27 MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 438 313,44 $, TAXES INCLUSES (7 SOUM.) / ACCORDER UN CONTRAT À 142975 CANADA LTÉE (MIRONOR) POUR LA RÉCUPÉRATION ET LE TRANSPORT DE 7 500 TONNES DE COPEAUX DE BOIS À PARTIR DU CESM, POUR UNE PÉRIODE DE 27 MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 99 079,71 $, TAXES INCLUSES (4 SOUM.) DÉPENSE TOTALE DE 537 393,15 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 14-13348	CE14 0524	2014-04-28	537 393 $
NETZSCH CANADA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1143438002	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME NETZSCH CANADA INC. POUR LA FOURNITURE DE 2 POMPES À BOUES DE MARQUE NETZSCH À LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 85 718,46 $, TAXES INCLUSES - CONTRAT DE GRÉ À GRÉ - FOURNISSEUR EXCLUSIF	CE14 0530	2014-04-28	85 718 $
P.E.S. CANADA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PLANIFICATION	1133838002	ACCORDER UN CONTRAT À P.E.S. CANADA INC., POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 10 ENSEMBLES DE FEUX D'URGENCE, DE COMPOSANTES CONNEXES ET D'ÉQUIPEMENTS LIÉS À LA GESTION DE L'INTERVENTION, POUR 10 NOUVEAUX VÉHICULES DE MARQUE FORD, MODÈLE EXPLORER POLICE PACK (INTERCEPTOR), ANNÉE 2014, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 114 974,89 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-13353 – 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE14 0466	2014-04-07	114 974 $
PERFECTION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1145281003	CONCLURE AVEC PERFECTION INC. UNE ENTENTE-CADRE POUR UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS, POUR LA FOURNITURE DE CHEMISES D'UNIFORME POUR LE PERSONNEL DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-13221 (5 SOUM.) (MONTANT ESTIMÉ: 344 752,54 $)	CE14 0525	2014-04-28	344 752 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION MAIS 100% ARRONDISSEMENTS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1144119002	CONCLURE 19 ENTENTES-CADRES POUR UNE DURÉE DE TRENTE-SIX (36) MOIS AVEC DEUX OPTIONS DE PROLONGATION ANNUELLES, AVEC LA FIRME RECYCLAGE NOTRE- DAME INC., POUR LA FOURNITURE DE SERVICE DE SITES POUR LA DISPOSITION DES RÉSIDUS DE BALAIS DE RUES ET DES DÉPÔTS À NEIGE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-13144 (6 SOUMISSIONNAIRES) -	CE14 0622	2014-04-29	3 413 240 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1145983002	CONCLURE AVEC LES FIRMES 9215-7767 QUÉBEC INC., SAFETY-KLEEN CANADA INC. ET LES LUBRIFIANTS SENTINEL CORP., CINQ (5) ENTENTES-CADRES D'UNE DURÉE DE TRENTE-SIX (36) MOIS AVEC L'OPTION DE DEUX PROLONGATIONS DE DOUZE (12) MOIS CHACUNE, POUR LA FOURNITURE DE LUBRIFIANTS, GRAISSES, ANTIGELS ET LA RÉCUPÉRATION DES HUILES USÉES, DANS LE CADRE DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES ET APPAREILS DU PARC MOTORISÉ DE LA VILLE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12269 - (8 SOUMISSIONNAIRES) (MONTANT TOTAL ESTIMÉ DES ENTENTES: 1 574 830.86 $ ET POUR LA RÉCUPÉRATION 195 503.49 $, TAXES INCLUSES)	CE14 0317	2014-03-31	195 503 $
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	DÉPENSE MIXTE D'ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE AGGLO 53.1% VILLE 46.9%	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1146075003	ACCORDER LE CONTRAT À LA FIRME SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS POUR LA FOURNITURE DES SERVICES TECHNIQUES POUR L'INSTALLATION DE WINDOWS 7 SUR POSTES DE TRAVAIL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 365 068,62 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 14-13461 - 10 SOUMISSIONS	CE14 0529	2014-04-24	365 069 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
TELUS	DÉPENSE MIXTE D'ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE AGGLO 53.1% VILLE 46.9%	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1144794001	APPROUVER L'ADDENDUM 1 DE LA CONVENTION DE TRANSACTION ET QUITTANCE SANS SOULTE, ENTRE LA VILLE ET TELUS, MODIFIANT LE LIVRABLE D DE L'ANNEXE A DANS LE CADRE DES CONTRATS DE TÉLÉPHONIE FILAIRE ET DE TRANSMISSION DE DONNÉES.	CE14 0555	2014-05-01	0 $

NOMBRE DE CONTRATS :	40

TOTAL : 7 949 860 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 MAI 2014

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
31 MARS AU 4 MAI 2014

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

								SUBVENTION			
NOM DE L'ORGANISME	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER OU DU TERRAIN	SOUTIEN TECHIQUE	VALEUR TOTALE
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST DE L'ÎLE (AJOI)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	HASHTAG# PIERREFONDS	CE14 0649	2014-04-23	7 485 $	0 $	0 $	7 485 $
ALTERGO	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1141643001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 360 000 $ À SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS DE SOUTIEN À L'ACCOMPAGNEMENT EN LOISIR (ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE) / ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À ALTERGO POUR U	CE14 0569	2014-05-01	50 000 $	0 $	0 $	50 000 $
ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	LES DOIGTS D'AUTEUR	CE14 0649	2014-04-23	0 $	0 $	6 278 $	6 278 $
ASSOCIATION DES COMMISSAIRES DES ARTS DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1141197003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 45 000 $ À TROIS ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS EN 2014 ET APPROUVER LES TROIS PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE14 0441	2014-04-04	45 000 $	0 $	0 $	45 000 $
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1141197003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 45 000 $ À TROIS ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS EN 2014 ET APPROUVER LES TROIS PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE14 0441	2014-04-04	45 000 $	0 $	0 $	45 000 $
ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	GRAVURE ET TECHNIQUES D'IMPRESSION	CE14 0649	2014-04-23	1 870 $	0 $	0 $	1 870 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	S'EXPRIMER... SE CRÉER	CE14 0649	2014-04-23	8 000 $	0 $	0 $	8 000 $
CENTRE CULTUREL GEORGES-VANIER	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	DANSES URBAINES ET CONTEMPORAINES AVEC DESTINS CROISÉS	CE14 0649	2014-04-23	12 500 $	0 $	0 $	12 500 $
DIRECTION CHRÉTIENNE – INNOVATION JEUNES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	CONTENIR DE L'ART	CE14 0649	2014-04-23	9 596 $	0 $	0 $	9 596 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

								SUBVENTION			
NOM DE L'ORGANISME	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER OU DU TERRAIN	SOUTIEN TECHIQUE	VALEUR TOTALE
FACOQ - RÉGION ILE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	SPORTS	1141543001	GATUITÉ POUR UTILISATION DES INSTALLATINS AU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE ROBILLARD	CE14 0696	2014-04-30	0 $	2 354 $	0 $	2 354 $
GESTION MULTISPORTS ST-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	QUAND LE GÉANT DE FER SERA CRÉÉ	CE14 0649	2014-04-23	8 137 $	0 $	0 $	8 137 $
LE CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1143381002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 18 810 $ À LE CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL, POUR L'ANNÉE 2014, POUR RÉALISER LE PROJET « FORMATION D'INTERVENANTS AGISSANT EN PRÉVENTION DE LA VIOLENCE SEXUELLE ASSOCIÉE AUX GANGS DE RUE », DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC ET LA VILLE DE MONTRÉAL RELATIVE À LA PARTICIPATION DE LA VILLE AU « PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE 2011 - 2014 » / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0568	2014-04-28	18 810 $	0 $	0 $	18 810 $
RELÈVE CRÉATRICE SUR ÉCRANS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1141197003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 45 000 $ À TROIS ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS EN 2014 ET APPROUVER LES TROIS PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE14 0441	2014-04-04	45 000 $	0 $	0 $	45 000 $
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	DANSE ET MUSIQUE TRADITIONNELLES QUÉBÉCOISES SUR LES BERGES	CE14 0649	2014-04-23	15 000 $	0 $	0 $	15 000 $
TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉ-E-S DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1140706002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $, POUR L'ANNÉE 2014, À TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉ-E-S DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, POUR LA RÉALISATION DU PROJET « PROJET 65 + MONTRÉAL » / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0570	2014-04-28	10 000 $	0 $	0 $	10 000 $
Y DES FEMMES DE MONTRÉAL (YWCA MONTRÉAL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1141696001	À VOS BOTTES	CE14 0649	2014-04-23	5 000 $	0 $	0 $	5 000 $
	NOMBRE DE CONTRATS :	16					TOTAL :	281 398 $	2 354 $	6 278 $	290 030 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 MAI 2014

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICES CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
31 MARS AU 4 MAI 2014

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
2685248 CANADA INC.	953538	GAGNON, LYNN	(PIERRE LARAMEE) MANDAT DE CONSEILS, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS À ÊTRE OFFERTS COMME CADEAUX PAR LE MAIRE DE MONTRÉAL	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 319 $
2685248 CANADA INC.	195	LAPOINTE, JULIE	REF #385, RÉDACTION BROCHURE ANNUELLE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 243 $
2685248 CANADA INC.	956079	DUCAS, SYLVAIN	TRAVAIL DE RECHERCHE ET DE PRÉPARATION EN VUE D'ASSURER LE COMMISSARIAT ET L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION CODE SOUVENIR MONTRÉAL À GRAZ 2015.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 588 $
3M CANADA .	955456	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	COMMUNICATION ET MARKETING	6 346 $
3M CANADA .	950933	TONTHAT, ALAIN	PROJET # 72500 - ACQUISITION D'ÉTIQUETTES TRANSLUCIDES RFID SELON SOUMISSION DU 18 MARS 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	BIBLIOTHÈQUES	17 423 $
4378962 CANADA INC.	RMI00009784900010039000004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	4378962 CANADA INC.\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000819, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC010 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	10 000 $
9008-6398 QUEBEC INC. (JEANS-DEPOT)	952515	BERTRAND, RICHARD	PANTALON DENIM "JEANS",EXTENSIBLE,TAILLE 27,FEMME,ENTRE JAMBE 32	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 287 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
9164-2637 QUEBEC INC.	956092	DUCAS, SYLVAIN	TRAVAIL DE RECHERCHE ET DE CONCEPTION EN VUE D'ASSURER LE COMMISSARIAT ET L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION CODE SOUVENIR MONTRÉAL À GRAZ 2015.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 588 $
9248-2389 QUÉBEC INC.	RMI00009868100010124000004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	9248-2389 QUÉBEC INC.\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001579, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 501 $
9286-4412 QUÉBEC INC. (SUBWAY)	RMI00009867100010123200001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	9286-4412 QUÉBEC INC. (SUBWAY)\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001571, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 976 $
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	957302	GALLANT, DENIS	CHAISES POUR L'AMÉNAGEMENT DU BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	28 665 $
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	957162	RICHARD, LOUISE	FAUTEUILS MULTIFONCTIONS - ERGONOMIE - DIVISION DE LA PAIE	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 319 $
A+ TRANSITION INC.	953845	OUELLETTE, SERGE	SERVICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE POUR LE SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	22 298 $
ABDELLAH SADELLAH	RMI00009708500009959500001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	ABDELLAH SADELLAH\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000084, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 465 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ABMS CONSULTANTS INC.	956186	THIFFAULT, YVAN	ADMINISTRATION (CERTIFICATION DE PLATES-FORMES D'INSPECTION, ATELIER #4397, ABMS CONSULTANTS INC.) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 046 $
ACCENT IMPRESSION INC.	954685	LEFEBVRE, MARTIN	DIVERS - GESTION ANIMALIÈRE 2014 - GUIDE ET PENSE-BÊTE - PROJET 14107 - DEVIS 10533	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 630 $
ACIER ALTITUBE INC.	ROS739638	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE TUBE HSS SPÉCIFIQUE(102-.375 AVEC PAROI .125 EBAVURER ET AUCUN VERNI)POUR LA MENUISERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 755 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	956158	THIFFAULT, YVAN	ADMINISTRATION (ACHAT D'ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ POUR TRAVAIL EN ESPACES CLOS, ATELIER #4397, ACKLANDS GRAINGER INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 200 $
ACTIVE AMERICA CORP	45025	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 077 $
ADI-BURTEK	951727	LEFEBVRE, ROBERT	TNC-094139 - LECTEURS DE PROXIMITÉ ET CONTACTS DE PORTES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 221 $
AECOM CONSULTANTS INC	955638	CARETTE, CLAUDE	PROJET 59002 - SURVEILLANCE ÉLECTRIQUE DES TRAVAUX DE LA PHASE 2 DE LA MISE AUX NORMES DES FEUX DE CIRCULATION.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	22 505 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	957074	BERTRAND, RICHARD	22 KG,SABLE DOLOMITIQUE,MARBRE BLANC	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	CULTURE, SPORT ET LOISIR	8 483 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	955663	HUARD, FRANCOIS	ITEM #41, BORNE FONTAINE, D67M PREMIER,ENS/3 CHAINES & ANNEAU DU BOUCHON DE POMPAGE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	20 165 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	950674	HOULE, CLAUDE	ROBINET-VANNE,AQUEDUC,JOINT MECANIQUE,SANS ACC.,8",(JM X JM),OUVERTURE GAUCHE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	30 435 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	951468	BERTRAND, RICHARD	BORNE-FONTAINE,8',1 ORIFICE 4'',2 ORIFICE 2 1/2'',STORZ EN ACIER INOXYDABLE,CONCORD PREMIERE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 726 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	794603-51	COUTU, JESSICA	ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 356 $
ALEXIS AUBIN-MARCHAND	951461	LANGLOIS, PAUL	CONCEPTION SONORE POUR LA PIÈCE "JACK ET LE HARICOT MAGIQUE" PRÉSENTÉE À LA ROULOTTE 2014	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 150 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	949342	BOUDREAULT, DANNY	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS ÉVALUATIONS DES COMPÉTENCES DE GESTION DE CANDIDATS	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	22 550 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	950592	NADEAU, MICHEL G	PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE ET GESTION DE CARRIÈRE - DIAGNOSTIC D'ÉQUIPE - DSTI	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 667 $
ANTOINE TOUCHETTE	952932	ALLARD, PATRICE	PRÉPARATION ET ANIMATION D'UN MAXIMUM DE 3 SÉRIES D'ATELIERS DE «JEUX DE MOTS» HIVER 2014	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 050 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197	COUTU, JESSICA	BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	16 315 $
APL SONORISATION	954873	PARIS, YVES	SLOW LIFE - CÂBLAGE SELON SOUMISSION 5991 CI-JOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 770 $
AQUA DATA INC	952463	DEVEAU, DOMINIQUE	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE DU LOGICIEL AQUA CAD CANALIS N/RÉF: 13-538 REV.	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	4 646 $
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	955027	MONDOU, JOSEE	FILET POUR BUT DE WATER-POLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE	3 270 $
ARBITRAGE J.P. LUSSIER INC.	955299	HENRI, FREDERIC	HONORAIRES PROFESSIONNELS. ARBITRE, RELATIONS DE TRAVAIL	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	3 311 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AREO-FEU LTEE	957205	HUARD, FRANCOIS	GANT,PROTECTION,GR:PETIT,CUIR BLEU,COMBAT,POMPIER	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	12 808 $
AREO-FEU LTEE	952881	SAVAGE, CLAUDE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	13 112 $
ARMSTRONG DARLING INC.***	949545	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92486, ACHAT D'UNE POMPE VERTICALES POUR LA PISCINE SOPHIE-BARAT #0864, ARMSTRONG DARLING INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 754 $
ARNAUD GREGOIRE	954005	LANGLOIS, PAUL	À ANIMER UNE DEUXIÈME SÉRIE DE 27 ATELIERS DE MÉDIATION CULTURELLE EN CLASSE PORTANT SUR LES ARTS VISUELS DU 18 AU 21 MARS 2014 À LA MAISON DE LA CULTURE POINTE-AUX-TREMBLES, DANS LE CADRE DU PROGRAMME L'ART D'ÉCOLE.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 808 $
ARNAUD GREGOIRE	953984	LANGLOIS, PAUL	ATELIERS DE MÉDIATION CULTURELLE EN CLASSE PORTANT SUR LES ARTS VISUELS DANS LE CADRE DU PROJET DE MÉDIATION CULTURELLE L'ATELIER.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 120 $
ARTEFACTUAL SYSTEMS INC.	952955	SINCLAIR, NANCY	TRANSFERT ET HÉBERGEMENT DU CATALOGUE DES ARCHIVES DE LA VILLE DE MONTRÉAL PAR ARTEFACTUAL SYSTEMS INC. - PÉRIODE DU 1ER MAI 2014 AU 30 AVRIL 2015	SERVICE DU GREFFE	GREFFE	2 212 $
ASSOCIATION ASQUALI, CULTURE OLFACTIVE	955012	LANDRY, JOHANNE	DIFFUSEUR DE PRODUIT ODORANT + FORMATION EXPO MDA	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 000 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ASSOCIATION CANADIENNE DES EAUX POTABLES ET USEES	954400	MORISSETTE, CHANTAL	ADHÉSION À CWWA POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	20 507 $
ASSOCIATION DES DESIGNERS INDUSTRIELS DU QUEBEC	951841	CECILE, DANIELLE	ACHAT DE PUBLICITÉ À L'ASSSOCIATION DES DESIGNERS INDUSTRIEL DU QUÉBEC.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 993 $
ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN SANTE ANIMALE DU QUEBEC (A.T.S.A.Q.)	954645	HAMEL, ANDRE	KIOSQUE DE PROMOTION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	5 927 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DU TRANSPORT & DES ROUTES (AQTR)	949814	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 28674 - ENTENTE ANNUELLE - PARTENAIRE MAJEUR	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	7 778 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DU TRANSPORT & DES ROUTES (AQTR)	953840	AYLWIN, CHANTAL	FORMATION "PETITES ENTRAVES EN MILIEU URBAIN" LE 22 AVRIL 2014 POUR LES DIVISIONS RÉALISATION DES TRAVAUX ET CONCEPTION DES TRAVAUX.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	4 837 $
ATERA ENVIRO INC.	955141	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	ÉLECTRODES POUR L'UNITÉ EST 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	7 882 $
ATR ASSOCIEES DU QUEBEC	234672	LAPOINTE, JULIE	REF #396, CONTRAT DE SIGNALISATION DU BIODÔME (# CONTRAT: 19965271002)	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 151 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ATR ASSOCIEES DU QUEBEC	234673	LAPOINTE, JULIE	REF #397, CONTRAT DE SIGNALISATION DU JARDIN BOTANIQUE (#CONTRAT: 19965271002)	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 584 $
AU COIN DU PEDALEUR (1984) INC	952954	LACOMBE, PIERRE	ACHAT D'UN VÉLO-RESTO POUR SERVIR UNE OFFRE ALIMENTAIRE MOBILE ET ÉCORESPONSABLE SUR LE SITE DU JARDIN BOTANIQUE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 977 $
AVIVA CIE D'ASSURANCE DU CANADA_2	RMI00009784900008589500002	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	AVIVA CIE D'ASSURANCE DU CANADA\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000819, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC008 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 759 $
AXPRO INC.	956251	THIFFAULT, YVAN	INSCRIPTION POUR LE COURS "HALOCARBURES, COMPRESSEURS ET RÉFRIGÉRATION" EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DE COMPÉTENCES "MMF CLASSE B" POUR N.CÔTÉ, P.-P.LEDUC, M.BRIEN,G.BOIS,J.-F.CHÂTAIGNE ET L.LANDRY	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 294 $
BATTERIES DIXON INC.	956503	LEFEBVRE, ROBERT	ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA SUPERVISION DE LA FLOTTE NAUTIQUE DU SIM - 1424679010	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 490 $
BATTERIES NATECH INC.	950686	SIOUDA, ABDELHAK	BATTERY DOUGLAS LEGACY À 4 CAISSONS AVEC CHARGEUR	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 981 $
BBA INC.	951291	LÊ, SON-THU	FORMATION ADAPTÉE AUX INGÉNIEURS ET TECHNICIENS DE LA VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	7 000 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BELL CANADA	51457768920140401	MORIN, JOHANE	# COMPTE 514577689 - FACTURE DU 1ER AVRIL 2014 - MODEMS FEUX DE CIRCULATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	17 794 $
BELL MEDIA INC.	666105B1	LAPOINTE, JULIE	REF #323, MENTIONS ET TIRAGE RADIO ROUGE FM	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 550 $
BELLEMARE ABRASIFS & MINERAUX	956681	PARIS, YVES	18 TM DE SABLE NATUREL GRADE NO 70 SELON SOUMISSION DU 16-04-2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 013 $
BETON GL INC.	950646	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	RÉFECTION DU SENTIER KÉROUL - PROJET : #JAR-2013-06-01 (3) SOUMISSIONNAIRES	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	42 236 $
BF-TECH INC.	952534	HACHEY, NORMAND	ACHAT DE CLÉ D'ÉCOUTE ET MANOMETRE POUR L'ÉQUIPE ARSO DE LA DGSRE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	4 030 $
BILL REED	957067	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION DANS LE CADRE DU CONCOURS D'ARCHITECTURE D'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	14 699 $
BIODIVERSITE CONSEIL INC.	956696	CARETTE, CLAUDE	PROJET 75006 - PRODUCTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION ET DE CERTIFICAT D'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 ET 32 DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DU MDDEFP - PARACHÈVEMENT DU BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	8 659 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BMR MATCO RAVARY	6049402	BEDARD, LOUISE	MATÉRIEL POUR ENTRETIEN	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 047 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	793812-7	HOULE, CLAUDE	SIM,BOTTES DE PROTECTION DE CUIR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	30 233 $
BOYTECH DEMOLITION INC.	953176	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENLÈVEMENT D'AMIANTE, NETTOYAGE ET TRANSPORT AU NIVEAU DU VIDE SANITAIRE AU PAVILLON LAFONTAINE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 645 $
BUC	957336	LEMAY, DANIEL	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DES LICENCES RISICARE PREMIUM - DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	7 337 $
BUREAU DE NORMALISATION DU QUEBEC	196103	LAPOINTE, JULIE	CERTIFICATION SELON LA NORME BNQ 9700-253 / CERTIFICAT N.1926	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 020 $
BUREAU DE NORMALISATION DU QUEBEC	955723	LUSSIER, DANIELLE	FRAIS ANNUELS 2014 BNQ - CERTIFICAT ÉVÉNEMENT ÉCORESPONSABLE	DIRECTION GÉNÉRALE	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2 095 $
BUREAU DU CINEMA ET DE LA TELEVISION DU QUEBEC (BCTQ)	956083	BISSONNETTE, DANIEL	VISIBILITÉ LORS DE L'ÉVÉNEMENT LOCATION TRADE SHOW À L.A. DU 26 AU 31 MARS 2014	SERVICE DE LA CULTURE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	6 741 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CALIXTO-ANTONIO HERNANDEZ-VASQUEZ	RMI00009820100010075600004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	CALIXTO-ANTONIO HERNANDEZ-VASQUEZ\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001143, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 522 $
CANADIEN NATIONAL	953441	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS DE MARS 2014 (SYLVIE BLAIS)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	6 877 $
CANON CANADA INC.	951245	NADEAU, MICHEL G	BO 2014 : FRAIS ANNUEL	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 178 $
CAROLINE FLORE BARBER	952938	ALLARD, PATRICE	PRÉPARATION ET ANIMATION D'UN MAXIMUM DE 3 SÉRIES D'ATELIERS DE «JEUX DE MOTS» HIVER 2014	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 740 $
CARRIER CANADA	956869	THIFFAULT, YVAN	BAT 196 ARENA ST-MICHEL, REQ: 76-213339, COMPRESSEUR, PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 522 $
CASSEROLE KREOLE TRAITEUR BOUTIQUE INC.	956659	TETRAULT, MAXIME	CASSEROLE KRÉOLE - SERVICE DE TRAITEUR REQUIS POUR UN ÉVÉNEMENT (HOMMAGE À DANY LAFERRIÈRE).	SERVICE DU GREFFE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 899 $
CAVERHILL LEARMONT (2000)	956651	HUARD, FRANCOIS	SCIE EMPORTE-PIECE 2"	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	OUTILLAGE ET MACHINERIE	5 479 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE CONSERVATION DU QUEBEC	954295	CHOQUET, JEAN-ROBERT	RESTAURATION DU BAS-RELIEF EN BRONZE ET LE LETTRAGE DE L'OEUVRE D'ART PUBLIC "MONUMENT AUX BRAVES DE NDG" SITUÉ AU PARC DE NDG DANS L'ARROND. CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE GRÂCE. PROJET 39601 SIMON 152648. DEMANDEUR SNEJANKA POPOVA.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 787 $
CENTRE DE MECANIQUE HENRI-BOURASSA INC.	ROS742010	CASAUBON, LUC	INSPECTION PEP ET B620 / BON:76003	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 115 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	DIC739932	DESMARAIS, RICHARD	BATTERIES POUR VEHICULE ELECTRIQUE "NEMO"	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 348 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	843114-6	COUTU, JESSICA	FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES EN SACS POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	3 422 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	957379	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 228 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	949319	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 267 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	DIC741257	BRANCONNIER, SERGE	OUTILLAGE VARIÉ POUR ATELIER DE MÉCANIQUE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 251 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A106622	MORIN, JOHANE	FACTURE A106622 - CELLULAIRES DIRECTION DES TRANSPORTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 422 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	956094	THIFFAULT, YVAN	FRAIS DE CELLULAIRE POUR LE MOIS DE MARS 2014	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 507 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A106636	LEMERY, GINETTE	FRAIS DE CELLULAIRES - FÉVRIER 2014	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 455 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A107898	VIGNEAULT, ETIENNE	FRAIS MENSUEL CELLULAIRES DE MARS 2014 + FRAIS DIVERS RÉTROACTIF MMS (PHOTO) DE AVRIL 2013 À MARS 2014 + FRAIS DE REHAUSSEMENT D'APPAREILS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	2 065 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	956320	FISET, DANIEL	FRAIS MENSUELS DE LIGNES IPHONES ET IPADS POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 MARS 2014.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 163 $
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	949650	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN MÉNAGER DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 705 $
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	953092	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENTRETIEN DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 017 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	953479	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENTRETIEN DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 688 $
CENTRE ST-PIERRE	951656	ALLARD, PATRICE	ACTIVITÉS COLLECTIVES DE FORMATION DU FIMDS 2014 1ER VERSEMENT	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DÉVELOPPEMENT SOCIAL	12 500 $
CFGL METAUX	951777	MCSWEEN, BRIGITTE	ACHAT D'ÉPINGLETTES ARMOIRIE DE MONTRÉAL (CADEAUX) CHEZ CFGL MÉTAUX POUR LE COMITÉ EXÉCUTIF / FACTURE NO. 8247 (28 FÉVRIER 2014)	SERVICE DU GREFFE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 695 $
CGA ARCHITECTES INC.	821550	DUMAS, ISABELLE	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À CORRIVEAU ET GIRARD INC. REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR PIERRE CORRIVEAU POUR PARTICIPER, EN 2013, AU COMITÉ D'ARCHIECTURE ET D'URBANISME POUR UNE PÉRIODE DE 2 ANS, À COMPTER DU 15 OCTOBRE 2012.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	2 074 $
CHRISTINE CREPIN	956561	BISSONNETTE, DANIEL	PRISE DE PHOTOS POUR LA MISE À JOUR DE LA PHOTOTHÈQUE ET ASSEMBLAGE D'ALBUM POUR LE PRODUCTIONS ÉTRANGÈRES ET LOCALES.	SERVICE DE LA CULTURE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 260 $
CHUBB EDWARD A UTC FIRE &SECURITY COMPANY	953599	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PROTECTION INCENDIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 804 $
CIBL FM.	951651	ALLARD, PATRICE	CONTRAT DE PUBLICITÉ RADIO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 321 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CIBL FM.	859770	LANGLOIS, PAUL	CONTRAT DE PUBLICITÉ RADIO	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 299 $
CIM INC. (CONSEIL EN IMMOBILISATION ET MANAGEMENT)	942407	CARETTE, CLAUDE	OFFRE DE SERVICE # 14-3705 - PHASE 2 DOCUMENTATION DES INDICATEURS DE GESTION DES PROGRAMMES À LA DIRECTION DES TRANSPORTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	21 261 $
CIM INC. (CONSEIL EN IMMOBILISATION ET MANAGEMENT)	956349	DUCAS, SYLVAIN	PLAN DE GESTION DE RISQUES CONDUISANT À LA RÉALISATION DES TRAVAUX ET LA MISE EN PLACE DES MESURES DE MITIGATION.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	21 604 $
CIMA	949646	AYLWIN, CHANTAL	SERVICES PROFESSIONNELS POUR MIGRATION DE SES OUTILS DE CONCEPTION ET DE VISUALISATION DE PAVAGES ET DE TROTTOIRS - CONVENTION DE SERVICES PRO SIGNÉE LE 17 MARS 2014	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	20 742 $
CIMI INC.	CAR738879	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIÈCES POUR RÉPARER LOADER AVANT RETOUR DE LOCATION AU FOURNISSEUR AU GARAGE DU CLOS ST-MICHEL	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 170 $
CINEMA NDG	953818	LANGLOIS, PAUL	PROJET DE MÉDIATION CULTURELLE INTITULÉ HISTOIRES D'INTERACTIONS OFFERT DANS LE CADRE DE LA BIENNALE INTERNTIONALE D'ART NUMÉRIQUE	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 $
CIRANO	953022	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS AU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO) POUR DES SERVICES CONSEILS PORTANT SUR L'APPLICATION DE LA STRATÉGIE D'INCLUSION.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	13 530 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	MAD741751	BRISEBOIS, JOEL	FOURNI P/O POUR REPARATION DE LA POMPE DE PUISARD FACTURE# F-52789	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 298 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	ROS736057	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION DE VERIN SUR VERIN HYDRAULIQUE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 920 $
CLOTURES SPEC II INC.	952120	LACOMBE, PIERRE	101406 / S. MORIN / CLÔTURE POUR LES JARDINIERS, TONDEUSES, WEED EATER	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 625 $
COALITION MONTREAL-MARCEL COTE	RECHERCHE7AVRIL2014	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	RECHERCHE ET SOUTIEN DU 7 AVRIL 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 286 $
COALITION MONTREAL-MARCEL COTE-HENRI ROY	ALLOCATION7AVRIL14	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES DU 7 AVRIL 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 312 $
COALITION MONTREAL-MARCEL COTE-HENRI ROY	DEPELEC3NOV13COLAITIONMONTREAL	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	VERSEMENT AVANCE SUR REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES DU 3 NOVEMBRE 2013 APRÈS VÉRIFICATION DE TOUTES LES PIÈCES JUSTIFICATIVES	SERVICE DES FINANCES	GREFFE	186 350 $
COGECO DIFFUSION ACQUISITIONS INC.	947117	HAMEL, ANDRE	PLACEMENT MÉDIA	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	9 334 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COGECO DIFFUSION INC.	954815	LACOMBE, PIERRE	DIFFUSION RADIO-CANADA POUR LA SEMAINE DE RELÂCHE AU BIODÔME	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 225 $
COMCOMTECH INC.	954868	MCSWEEN, BRIGITTE	SERVICES DE TRADUCTION PAR COMCOMTECH INC. POUR LE CABINET DU MAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 2014 (3 FACTURES)	SERVICE DU GREFFE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 470 $
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	953087	ROUILLARD, JOHANNE	REMBOURSEMENT POUR TRAVAUX SUR GÉNÉRATRICES DANS 2 BÂTIMENTS, SOIT : CENTRE ST-MATHIEU (8482 ET CENTRE ST-MARTHYRS-CANADIENS (8324)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	14 522 $
COMMUNICATIONS INFRAROUGE INC.	951709	SAVARD, JOHANNE	COMMUNICATIONS INFRAROUGE - ASSURER LA VISIBILITE GENERALE DE L'OMBUDSMAN. 2014.	BUREAU DE L'OMBUDSMAN	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	13 530 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	951569	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE 11060942 ET 11060944 POUR TRAVAUX URGENTS - ACCIDENTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	5 752 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	951596	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE 11062761POUR LE MOIS DE FÉVRIER 2014 POUR FRAIS D'ENTRETIEN DE FEUX CLIGNOTANTS ET DE BARRIERES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 420 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	951597	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE 11063621 POUR LE MOIS DE MARS 2014 POUR FRAIS D'ENTRETIEN DE FEUX CLIGNOTANTS ET DE BARRIERES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 420 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPILATION DE BASE DE DONNEES TRAFFIC INC.	954860	LÊ, SON-THU	OFFRE DE SERVICE POUR ENVIRON 40 COMPTAGES NAUMELS ET INSTALLATION DE CAMÉRA MIDVISION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	22 502 $
COMPUGEN INC.	954875	LEVEILLE, MARIE-LYNE	5 ORDINATEURS POUR REMBOURSEMENT PRÊT DSI ET 4 PORTABLES POUR PRÊT SALLES DE RÉUNIONS	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AFFAIRES CIVILES	2 805 $
COMPUGEN INC.	957038	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT DE PORTABLE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 433 $
COMPUGEN INC.	953611	GALLANT, DENIS	ACHAT ET INSTALLATION DE LOGICIEL	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	9 180 $
COMPUGEN INC.	953813	GALLANT, DENIS	ACHATS D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	16 556 $
COMPUGEN INC.	952159	DUCAS, SYLVAIN	ACQUISITION DE 2 LICENSES D'ADOBE CREATIVE SUITE CS6. UNE LICENCE POUR STÉPHANE LABELLE ET L'AUTRE POUR UN NOUVEAU POSTE COMMUN. VOIR LA SOUMISSION EN DATE DU 3 AVRIL.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	2 904 $
COMPUGEN INC.	949836	PAGE, MARTIN	ACQUISITIONS LICENCES VISIO ET MICROSOFT PROJECT	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 926 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPUGEN INC.	955784	CHAURET, DANIELLE	BCR-APP / LICENCES ILLUSTRATOR ET ADOBE PHOTOSHOP CS6	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 365 $
CONCEPTION RENO	CAR741523	BEAULIEU, DAMIEN	ACHATS DE MICRO SHURE POUR ELECTRO-RADIO	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 147 $
CONSTRUCTION DJL INC	946719-1	COUTU, JESSICA	EMULSION DE BITUME,LIANT D'ACCROCHAGE,COLASSE,BARIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 338 $
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	951754	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE CÉRAMIQUE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 043 $
CONSTRUCTIONS RENOVATIONS RICHER	954986	NADEAU, MICHEL G	OCTROYER UN CONTRAT POUR EXÉCUTER LES TRAVAUX DE RAGRÉAGE ET DE FINITION AUTOUT DES PORTES COUPE FEU DANS L'ÉDIFICE DU 2060 DICKSON.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 918 $
CORPORATION SUN MEDIA	951008	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	3 630 $
CORPORATION SUN MEDIA	950300	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICITÉ SUR LE JOURNAL 24 HEURES. CINQ PARUTIONS POUR L'AGRILE DE FRÊNE FORMAT 60 X 56.	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	4 615 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CORPORATION SUN MEDIA	951764	HAMEL, ANDRE	PLACEMENT MÉDIA	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 463 $
CORPOVISION2000 INC.	955292	CARETTE, CLAUDE	COACHING INDIVIDUEL - CLAUDE CARETTE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	15 297 $
CRIM FORMATION	953567	DION, GEORGES	FORMATION EN INFORMATIQUE GES531 - PRINCIPE D'ANALYSE D'AFFAIRES POUR UN GROUPE DE 12 PARTICIPANTS DE LA DEÉA PRÉVUE POUR LE MOIS DE MAI 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	14 934 $
CUMMINS EST DU CANADA SEC.	952887	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 579 $
CYBER CAT INC.	949480	THIFFAULT, YVAN	AMÉLIORATIONS DE LA FONCTIONNALITÉ PLANIFICATION, AJOUT DE FILTRES, AMÉLIORATIONS - INTERFACE TABLETTE, AMÉLIORATIONS INTERFACE TÉLÉPHONE INTELLIGENT.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 148 $
CYBER CAT INC.	954836	FISET, DANIEL	TRAVAUX DE PROGRAMMATION POUR L'APPLICATION SIGI MOBILE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 982 $
DECALCOMANIE ARTISTIC LTEE	953852	PARIS, YVES	HABILLAGE DES VITRES EN VINYLE 3 M 8674 PERFORER ET 3M 3650 OUR LA SECTION DU HAUT ET DU MUR LAMINÉ M 8520 MAT, SELON SOUMISSION S-20140414-CG CI-JOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 429 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DELL CANADA	955767	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT D'UN ORDINATEUR PORTABLE, ATELIER #4397, DELL CANADA) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 570 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	956125	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR PRODUIRE L'AUDIT DES PRODUITS ET CHARGES D'ESPACE POUR LA VIE POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2013.	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 500 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	922810	BERGERON, JACQUES	DELOITTE - ADDENDA #3 CONTRAT SERVICES DES FINANCES	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	75 210 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	949698	RICHARD, LOUISE	DIRECTION DES INFORMATIONS FINANCIERES ET DES CONTROLES INTERNES	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 962 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	949895	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS - SVLS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	39 994 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	940763	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-11	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	35 251 $
DESCAIR INC.	956920	THIFFAULT, YVAN	BAT 450 ARENA MAURICE-RICHARD, CHAMBRE FROIDE R-D-C, PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 165 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DESCHENES & FILS LTEE	954578	FISET, DANIEL	CHAUFFAGE - AÉROTHERME POUR HDV - R. LAMOUREUX C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 537 $
DESCHENES & FILS LTEE	952028	FISET, DANIEL	TNC 90495 - POMPE - ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 012 $
DESCHENES & FILS LTEE	936674	PRONOVOST, RENE	PLOMBERIE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 572 $
DESCHENES & FILS LTEE	957271	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE PIÈCES DE RÉPARATION FLUSH ZURN POUR INVENTAIRE, ATELIER #2407, DESCHENES & FILS LTEE) VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 201 $
DESIGN HOME ASSOCIATES	0000184254	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 710 $
DESIGN NOVA ART INC.	954788	LEGER, RACHEL	FABRICATION ET INSTALLATION DE LA SIGNALISATIN DU BIODÔME ET SOLESTRO, SELON SOUMISSION DATÉE DU 31 MARS 2014 CI-JOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 188 $
DESJARDINS GROUPE D'ASS. GÉNÉRALES	RMI00009612500008819800003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	DESJARDINS GROUPE D'ASS. GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-004839, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC010 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 200 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DESSAU INC.	953325	LABERGE, MATHIEU-PIERRE	ACCORDER UN CONTRAT À DESSAU INC. POUR L'INSPECTION PARTIELLE ET DIAGNOSTIC DES VANNES DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS L'ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE. MONTANT 21 138.15$ TAXES INCL. RÉF.: LAHCEN ZAGHLOUL. A-O.14-13438.	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	19 067 $
DESSAU INC.	954575	HACHEY, NORMAND	CONTRAT POUR L'INSPECTION PARTIELLE ET DIAGNOSTIC DES VANNES DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE. RÉF.: CONTRAT US14312. A-O.14-13438.	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	26 887 $
DESSAU INC.	954577	DEVEAU, DOMINIQUE	CONTRAT POUR L'INSPECTION PARTIELLE ET DIAGNOSTIC DES VANNES DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS L'ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT. RÉF.: CONTRAT US14311. A-O.14-13438.	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	14 158 $
DESSAU INC.	954502	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	INSPECTION PARTIELLE ET DIAGNOSTIC DES VANNES DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ARR. ST-LÉONARD 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	15 682 $
DISCOVER COMMUNICATIONS INC	946154	PIROG, MACIEJ	MCE - BC OUVERT CELLULAIRE POUR 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	10 164 $
DISTRIBUTION CRANE CO	14298667	GONZALEZ, ANA	BC 204770	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 205 $
DISTRIBUTION VIKING	936680	PERRON, SYLVIE	IRRIGATION	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 719 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369	COUTU, JESSICA	BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	7 467 $
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	689056-71	COUTU, JESSICA	PANTALON DE TRAVAIL DENIM (JEANS)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 222 $
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	469916-8	HOULE, CLAUDE	SIM,BOTTES DE SECURITE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	179 786 $
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	791830-83	COUTU, JESSICA	VETEMENTS DE PLUIE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	38 512 $
DOLLEANS INC. ART CONSERVATION	952634	ADAM, RICHARD	EFFECTUER LE TRAVAUX D'INSTALLATION DES DEUX SCULPTURES QUI SONT DE RETOUR D'UNE EXPOSITION AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA À OTTAWA	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 076 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	2120732	GONZALEZ, ANA	BC 204741	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 973 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	2121381	GONZALEZ, ANA	BC 204866	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 383 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUBO ELECTRIQUE LTEE	760949	COUTU, JESSICA	CABLE ELECTRIQUE-36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	CONSTRUCTION	13 725 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	953066	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE , FLUORESCENT, ESCABEAU 8' FIBRE DE VERRE, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 772 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	949785	LEFEBVRE, ROBERT	FOURNITURE DE QUICAILLERIE ÉLECTRIQUE POUR 2014.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 593 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	954596	FISET, DANIEL	MAGASIN - SUPPORTS D'ATTACHES POUR DIVERS BÂTIMENTS - PIERRE DESJARLAIS C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 662 $
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	925922	BRANCONNIER, SERGE	ACHATS DE QUINCAILLERIE DIVERS	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 593 $
EBSCO CANADA LTEE	8002659	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	3 080 $
EBSCO CANADA LTEE	8002690	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	4 184 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	953571	LEVESQUE, PIERRE	LOCATION DE 144 PI. LIN. DE CLÔTURE ET DE 2 SYSTÈMES D'ÉCHAFAUDAGES POUR PROTÉGER DES ESPACES PIÉTONS AU QG DU SPVM	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 657 $
ECO PARADE INC.	INV20140407	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 558 $
ECOLE NATIONALE DE THEATRE DU CANADA	950857	LANGLOIS, PAUL	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS A L'ECOLE NATIONALE DE THEATRE DU CANADA POUR LE SUIVI DE LA REALISATION DES DÉCORS ET COSTUMES DE LA PRODUCTION 2014 "JACK ET LE HARICOT MAGIQUE" DU THEATRE LA ROULOTTE	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	8 000 $
EDOUARD FRANCOIS	954044	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION DANS LE CADRE DU CONCOURS D'ARCHITECTURE D'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	16 228 $
EDWARD MORSHEAD	RMI00009809000010064000003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	EDWARD MORSHEAD\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001043, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 225 $
ENERGIE VALERO INC.	4109663678	PAIEMENT DIRECT DE FACTURES	FACTURE POUR LIVRAISON RÉGULIÈRE DE CARBURANT AUX POSTES D'ESSENCE.	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR SELON UTILISATION		343 773 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	953236	LANDRY, JOHANNE	BOIS POUR MURALE COLLECTIVE "PRENDRE LE TEMPS"	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 285 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	956680	BERTRAND, RICHARD	COIN EN BOIS,PRUCHE DE L'EST, BRUT,TRAITE CCA-40 APRES COUPE, 2" X 2" X 8"	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 776 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	ROS740817	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 281 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	ROS739987	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 042 $
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	957369	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'EXTERMINATION DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 579 $
ENTRETIEN DE PONT ROULANT PRO-ACTION INC.	956113	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 111 $
ENTRETIEN DELORIMIER	957360	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN SANITAIRE POUR LES MOIS D'AVRIL, MAI ET JUIN 2014 AU PAVILLON LAFONTAINE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 436 $
ENTRETIEN DELORIMIER	950794	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENTRETIEN SANITAIRE AU PAVILLON LAFONTAINE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 436 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENVELOPPE MONTREAL INC	954466	LEFEBVRE, MARTIN	ENVLOPPES - COUR MUNICIPALE, EXHIBITS - PROJET 13954 - DEVIS 10334	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 187 $
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	952479	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	LOCATION D'UN CAMION POUR RÉPARATION DE NID DE POULE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	2 359 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	DEPELEC3NOV13EQUIPECODERRE	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	VERSEMENT AVANCE SUR REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES DU 3 NOVEMBRE 2013 APRÈS VÉRIFICATION DE TOUTES LES PIÈCES JUSTIFICATIVES	SERVICE DES FINANCES	GREFFE	501 960 $
EQUIPEMENT WAJAX	956203	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 812 $
EQUIPEMENT WAJAX	950685	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 318 $
EQUIPEMENTS PIERRE CHAMPIGNY LTEE	948490	LANDRY, JOHANNE	LOCATION VOITURETTE DU 1 MAI AU 1 SEPT. LENTEUR	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 444 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD730523	BRANCONNIER, SERGE	POUR APPAREIL 513-09033 ****URGENT**** VOIR SOUCHON	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 151 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ESPACE VERRE INC.	953785	LARRIVEE, ALAIN	GOUTTE DE DÉPART À LA RETRAIRE EN VERRE D'ENVIRON 3 PO DE DIAMÈTRE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 443 $
ESRI CANADA LIMITED	949525	DUCAS, SYLVAIN	ACHAT DU LOGICIEL ARCGIS DESKTOP BASIC SINGLE USE LICENSE SOUMISSION # 00002261.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	2 437 $
ESRI CANADA LIMITED	952173	DUCAS, SYLVAIN	ACHAT DU LOGICIEL ARCGIS DESKTOP PATRICK CHALOUI. SOUMISSION 00002261 EN DATE DU 26 MARS 2014.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	2 437 $
ETHNOSCOP INC	955030	LUU, VINH	RÈGLEMENT DU LITIGE ETHNOSCOP VS CSEM : DIVERS CONTRATS	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	19 333 $
EVELINE TOUCHETTE	955189	ALLARD, PATRICE	PRÉPARATION ET ANIMATION D'UN MAXIMUM DE 4 SÉRIES D'ATELIERS DE JEUX DE MOTS HIVER 2014	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 210 $
EXACT AUDIO VIDEO INC.	950189	ULYSSE, JACQUES	ACQUISITION ET INSTALLATION DU SYSTÈME DE PROJECTION POUR LA DIRECTION DES SERVICES REGROUPÉS AUX ARRONDISSEMENTS AU 425 PLACE JACQUES-CARTIER, 1ER ÉTAGE.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	EXPLOITATION DES SITES DE DISPOSITION DE NEIGE	2 877 $
EXIMMO MONTREAL	953387	BIRON, PAULE	ÉVALUATEUR AGRÉÉ 08-001579	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 022 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	950224	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE MÉDICALE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 074 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	950219	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE MÉDICALE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 333 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	950230	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE MÉDICALE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 333 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	956832	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE MÉDICALE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 852 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	953352	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHYATRIQUE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 223 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	953355	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHYATRIQUE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 852 $
EXPERTS-CONSEILS CEP INC.	953380	BIRON, PAULE	INGÉNIEUR - DOSSIER 12-004284	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 834 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FAFARD ET FRERES LTEE	951164	VAILLANCOURT, ROBERT	TERREAU DE PLANTATION MS-2472-18 & MS-2305-42 BIODOME ET JARDIN BOTANIQUE BC GUIDE TI 204811	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 226 $
FÉLICIEN MORISSETTE	RMI00009744600009997000003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	FÉLICIEN MORISSETTE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000434, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 644 $
FÉLIX TRUDEL	RMI00009644500009894600003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	FÉLIX TRUDEL\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-005133, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 000 $
FIDUCIE DESJARDINS INC.	949670	RICHARD, LOUISE	SERVICE DE GARDE DES VALEURS MONÉTAIRES	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 696 $
FIESTA MAHAR MANUFACTURING CORP.	42728	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 886 $
FINNCRAFT DESIGN	953302	PARIS, YVES	SLOW LIFE : 101133 : PLEXIGLASS POUR L'EXPOSITION À L'ATTENTION DE LINDA HINCE - SOUMISSION DE ANDRÉ CAISSY	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 873 $
FISHER SCIENTIFIQUE	934897	RICHARD, GILBERT	BCO 2014 - COMMANDE OUVERTE - PISCINE - JOSÉE BISSON	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	AUTRES - HYGIÈNE DU MILIEU	4 148 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS742089	BRANCONNIER, SERGE	ACHATS DE SANGLE CENTRALE PARC LAFONTAINE POUR MENUISERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 073 $
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS742081	BRANCONNIER, SERGE	ACHATS D'UN MOULE POUR SANGLE BANC DE PARC POUR MENUISERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 982 $
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	938220	DE GRAND-MAISON, MICHELLE	LRQ - C.D. -15.01 LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	30 000 $
FOREST LAVOIE CONSEIL INC.	956243	TESSIER, MONIQUE	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS/ PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE AGRICOLE (PDZA) DE MONTRÉAL : RÉDACTION DE SECTIONS DU DOCUMENT, ÉLABORATION DE CONTENU DE PRÉSENTATION ET PARTICIPATION À UNE RENCONTRE.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	7 854 $
FORMATOUT INC.	950617	SAVAGE, CLAUDE	HONORAIRES PROFESSIONNELS	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 647 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS740931	CASAUBON, LUC	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 / FACTURE:SF82934	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 520 $
FRANCIS VAILLANCOURT-MARTIN	954677	LANDRY, JOHANNE	TECHNICIEN AUDIO VISUEL PRENDRE LE TEMPS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 560 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FRANCOIS LEDUC, CONSULTANTS INC.	947678	DESJARDINS, SUZANNE	CONTRANT DE SERVICES PROFESSIONNELS, FOURNIR DES SERVICES DE COACHING EXÉCUTIF (COURT TERME) AUX DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES SERVICES CORPORATIFS ET DES ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, QUI EN FERONT LA DEMANDE DANS LE CADRE DU SERVICE PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT EXÉCUTIF	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	4 510 $
FUMI WADA	951944	LANDRY, JOHANNE	EXPOSITION ET ATELIER DE CALAIGRAPHIE AU P.JAPONAIS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 775 $
G & L THIVIERGE INC	950056	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MODIFICATION DE LA HOTTE DU RESTAURANT DU JARDIN BOTANIQUE - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION #JAR-2011-34 1 - (4) SOUMISSIONNAIRES	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	31 900 $
G & L THIVIERGE INC	957393	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 197 $
GALERIE MONTREAL INC.	955201	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	UNE SECTION POUR L'ENSEMBLE DES DIFFUSEURS DU RÉSEAU ACCÈS CULTURE DANS LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS DE GALERIES MONTRÉAL	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 074 $
GALVAN METAL INC	ROS734584	BRANCONNIER, SERGE	GALVANISATION DE PIECES POUR SUPPORT A SALEUSE POUR U.T.M.	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	10 297 $
GANTS ET SECURITE MC CORDICK INC.	952057	BERTRAND, RICHARD	GANT WORKHORSE,COTON/POLYESTER,POINT PVC SUR PAUME,TAILLE PETIT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 894 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GANTS LAURENTIDE LTEE.	649030	COUTU, JESSICA	VETR,A,GANTS DE TRAVAIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	6 543 $
GAZ MÉTRO_2	RMI00009726800008913800003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	GAZ MÉTRO\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000262, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC010 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 135 $
GAZ METROPOLITAIN	923752	DESJARDINS, DANIEL	BON DE COMMANDE OUVERT POUR L'ANNÉE 2014. GAZ NATUREL POUR LES SERRES DE LA PÉPINIÈRE MUNICIPALE, COMPTE NO. 09841265003.	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	4 148 $
GCI	952190	NADEAU, MICHEL G	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SOUTIEN TECHNIQUE POUR LE PROGICIEL ULTIMA ET LE GÉNÉRATEUR DE RAPPORT IMPRES. AJUSTEMENT AU CONTRAT DE SOUTIEN TECHNIQUE DANS LE CADRE DE L'ACQUISITION D'UNE LICENSE CORPORATIVE (RÉF. FACTURE NO 5294)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	5 530 $
GCI	952693	CHOQUET, JEAN-ROBERT	SERVICE DE SOUTIEN TECHNIQUE - APPORTER DES MODIFICATIONS À LA BASE DE DONNÉES DE LA MISE EN VALEUR DES OEUVRES DE LA COLLECTIONS MUNICIPALE D'ART PUBLIC.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	16 723 $
GELAIR INC.	956860	THIFFAULT, YVAN	BAT 560 ARENA ETIENNE DESMARTEAU, REQ: 76-213323, CLORODIFLUOROMETHANE, PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 371 $
GENEVIEVE RENAUD	946413	LACOMBE, PIERRE	PRODUCTION DE MATÉRIEL MULTIMÉDIA (INFOLETTRE ET BANDEAU PUBLICITAIRE) POUR L'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 735 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GENITEST INC.	951373	LÊ, SON-THU	ANALYSE LABORATOIRE DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE DU PRODUIT LIVRÉ PAR POWERLIFE VS LES EXIGENCES DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 506 $
GESTION D'INFRASTRUCTURES OPSIS INC.	955049	DESJARDINS, DANIEL	REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENT DE REFROIDISSEMENT ET RÉCUPÉRATION DES GAZ.	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	8 105 $
GESTION GENEVIEVE KELLY INC	950398	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCOMPAGNEMENT DANS LA CONCEPTION D'UN DÉPLIANT DE PROGRAMMATION POUR L'ESPACE POUR LA VIE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 000 $
GESTION PFB	949616	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION NO. SO-00005 - CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART (2390) - 2633, RUE ONTARIO - FOURNIR ET INSTALLER 4 PORTES EN ACIER - 2 SOUMISSIONS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 618 $
GESTION PFB	952792	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION NO. SO-00035 - PDQ 23 (3249) - 4555, RUE HOCHELAGA - REMPLACEMENT DU SUPPORT DE LA TOUR D'EAU - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 825 $
GESTION PFB	949680	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 629 $
GESTION PFB	957417	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 523 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GESTION PFB	953186	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 575 $
GHISLAINE TAURILLEC	949504	PAQUIN, LUCIE	CONTRAT DE REPRÉSENTATION POUR L'ESPACE POUR LA VIE LORS DE MANIFESTATIONS TOURISTIQUES EN 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 609 $
GIVESCO INC.	921943	THIFFAULT, YVAN	PEINTURE, BAT 4397 ATELIER, BETON, CIMENT, CYR NORMAND	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 303 $
GLOBAL KNOWLEDGE NETWORK CANADA INC.	954016	DION, GEORGES	FORMATION EN INFORMATIQUE - IBM WEBSPHERE MQ V7 APPLICATION DEVELOPMENT (USING WINDOWS FOR LABS) (REMOTE) CONFORMÉMENT À LA SOUMISSION DU FOURNISSEUR EN DATE DU 2 AVRIL 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 182 $
GLOBOCAM INC	DIC738342	BRANCONNIER, SERGE	FILTRE A PARTICULE ET ANTI POLLUTION CAMION STERLING C849372	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 860 $
GLOBOCAM INC	953481	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 121 $
GLOBOCAM INC	956104	CHRETIEN, NORMAND	OPÉRATION FILTRE VÉHICULES INCENDIE - RÉAPPRO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	3 183 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GLOBOCAM INC	ROS740406	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES DE CARROSSERIE DE CAMION	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 524 $
GLOBOCAM INC	954449	CHRETIEN, NORMAND	ROSEMONT - ARTICLES INVENTORIÉ	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 837 $
GLORIA ORTIZ	RMI00009746500009998900004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	GLORIA ORTIZ\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000453, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 899 $
GOODYEAR CANADA INC.	951495	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 898 $
GOODYEAR CANADA INC.	951982	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	3 282 $
GPL ASSURANCE INC	953112	LUU, VINH	RENOUVELLEMENT POLICE D'ASSURANCE #154-8488 DU 8 MAI 2014 AU 8 MAI 2015	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	4 043 $
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS740880	BRANCONNIER, SERGE	FOURNITURE DE WRAPPING POUR LE MAIRE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 026 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS740220	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL (ROULEAU 36" X 150') 3M POUR SÉRIGRAPHIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	10 205 $
GROUPE ABS INC.	954386	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CATÉRISATION ENVIRONNEMENTALE - AVENUE GIRAUD	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAUX D'ÉGOUT	11 631 $
GROUPE ABS INC.	952791	CHAMPAGNE, BENOIT	TRAVAUX DE CAROTTAGE. PRR-2-2014	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS	4 408 $
GROUPE ANALEKTA INC.	950566	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	SPECTACLE DE ANGÈLE DUBEAU	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	15 000 $
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	956574	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ANALYSE DE LA QUALITÉ DE L'AIR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 009 $
GROUPE HORTICOLE LEDOUX INC.	954140	GAUDET, MARTIN	PIÈCES D'IRRIGATION POUR UN NOUVEAU SYSTÈME DE BRUMATISATION POUR LES BOUTURES.	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	2 169 $
GROUPE NICKY	954163	NADEAU, MICHEL G	TONTE DE PELOUSE POUR LA PÉRIODE ESTIVALE 2014 SUR UN TERRAIN SITUÉ AU 6150 RUE ROYALMOUNT DANS L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES/NDG.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 904 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GROUPE SM INC.	955056	CARETTE, CLAUDE	PROJET 59002 - SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE LA PHASE 2 DE LA MISE AUX NORMES DES FEUX DE CIRCULATION.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	22 551 $
GROUPE TECHNA INC	952728	DUSSAULT, LYNE	CONTRAT D'ENTRETIEN DE SERVICE 20 PDA 99EX., GDD1120206022,FACT.INV.14610, EN DATE DU 3/01/2014, MONTANT 4 000$	SERVICE DE POLICE	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	4 148 $
GROUPE TRIUM INC.	952328	LEMAY, JULIE	COMMANDE 148248 - CHANTAIL KANGOUROU	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	4 408 $
GUARD-X INC	956554	LEFEBVRE, ROBERT	PAIEMENT DE FACTURES GUARD X - ENTRETIENT ET RÉPARATION PANNEAU INCENDIE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 266 $
GUARD-X INC	949428	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION Q000009235 - CENTRE STE-CUNÉGONDE (8663) - 525, RUE DOMINION - CORRIGER LES DÉFECTUOSITÉS AU NIVEAU DE LA POMPE DE BOYAUX INCENDIE SUITE À L'INSPECTION DU SYSTÈME DE GICLEURS - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 378 $
GUERRIERO INC.	954182	NADEAU, MICHEL G	ENTRETIEN PAYSAGER POUR LA PÉRIODE ESTIVALE SUR UN TERRAIN SITUÉ AU 9091-9191 BOULEVARD HENRI-BOURASSA OUEST DANS L'ARRONDISSEMENT ST-LAURENT.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	6 098 $
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10030457	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 417 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GUILLEMOT INTERNATIONAL INC.	939036-1	HOULE, CLAUDE	ENSEMBLES SOUS-VÊTEMENTS D'HIVER - SIM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	106 174 $
GUY LAMBERT ET ASSOCIES INC.	953912	HACHEY, NORMAND	OPTIMISATION ET UNIFORMISATION DU RÔLE ENTRE LE POSTE INGÉNIEUR ET AGENT TECHNIQUE	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	13 275 $
HÉLÈNE THÉRIAULT	RMI00009730600009982200003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	HÉLÈNE THÉRIAULT\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000300, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 414 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	953257	LEVESQUE, PIERRE	INSPECTION ET TRAVAUX DE TOITURE POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 726 $
HYDRA-SPEC INC.	954484	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	INSPECTION PARTIELLE ET DIAGNOSTIC DES VANNES DE RÉSEAU D'EAU POTABLE - ARR. ANJOU 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	8 909 $
HYDRO-QUEBEC	953632	NADEAU, MICHEL G	DÉPLACEMENT DU POTEAU ÉLECTRIQUE SITUÉ SUR LE TERRAIN VOISIN. 7355 AVENUE CHRISTOPHE COLOMB. RÉFÉRENCE DCL-21499966 64938514.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	32 710 $
HYDRO-QUEBEC	951055	ULYSSE, JACQUES	EFFECTUER DES TRAVAUX DÉBRANCHEMENT/REBRANCHEMENT DE LA GUÉRITE BUTLER (RÉF:DCL-21546151)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	EXPLOITATION DES SITES DE DISPOSITION DE NEIGE	3 864 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HYDRO-QUEBEC	0000478403	MORIN, JOHANE	FACTURE 0000478403 - ADRESSE DU SERVICE 5485 CH. DE LA CÔTE-ST-PAUL (FACE CENTRE) MONTRÉAL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 997 $
HYDRO-QUEBEC	954535	LÊ, SON-THU	PROJET 59002 - RACCORDEMENT COFFRET FC AU 4700 HONORÉ-BEAUGRAND SUR LE RÉSEAU 65014124 & IT 21558185	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	2 410 $
HYDRO-QUEBEC	299000030674040422	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	UTILITÉ PUBLIQUE - ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONIE, GAZ MÉTRO...	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	2 974 $
IMPRESSION PARAGRAPH INC	950633	PARIS, YVES	DÉPLIANT OISEAUX - 25 000 - SELON SOUMISSION 30125	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 035 $
IMPRESSION PARAGRAPH INC	953833	LEFEBVRE, MARTIN	DIVERS - AGRILE DU FRÊNE - PROJET 14065 - DEVIS 10467, 10466, 10483, 10484, 10463, 10464, 10465	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 326 $
IMPRIMERIE F.L. WEB INC.	951973	LEFEBVRE, MARTIN	BULLETINS - ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE - BULLETIN JUIN 2014 - PROJET 14066 - DEVIS 10468	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	17 081 $
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	953874	PARIS, YVES	150,000 IMPRESSIONS SELON SOUMISSION 074855A CI-JOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 277 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	957469	LACOMBE, PIERRE	RÉIMPRESSION BROCHURES PUBLICITAIRE ANNUELLE POUR LE MARKETING	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 324 $
IMPRIMERIE LANCTOT INC	951910	LACOMBE, PIERRE	101405/ E. LAURENCE / LIVRE 200 PAGES	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 850 $
INDUSTRIES JACQUES INC.	ROS741093	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 267 $
INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	955280	MARCOUX, ALAIN	PROJET 59002 - ACHAT ET LIVRAISON DE 75 FÛTS DE CIRCULATION - SO 14-43001	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	78 872 $
INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	955216	CARETTE, CLAUDE	PROJET 59002 - FOURNITURE ET LIVRAISON DE 37 CAISSONS DE FEUX DE CIRCULATION - SO14-43003	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	29 091 $
INFO COMPLEXE RIVE-SUD	956075	BROUSSEAU, DANIEL	CARTOUCHES D'ENCRE POUR LE CENTRE DE REPRO ET LE FONCIER (MINH NHAN)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 115 $
INNOVASSUR ASSURANCES GÉNÉRALES_4	RMI00009785900009889100001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	INNOVASSUR ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000826, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC008 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	9 573 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INSPEC-SOL INC	950852	DEVEAU, DOMINIQUE	OCTROYER UN CONTRAT À INSPEC-SOL POUR LES SERV.PROF.D'ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET DE CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE PAHSE 1 DES SOLS SUR LES RUES: ALLARD, LANGEVIN, 11E RUE ET 14E AVE. RÉF:ÉRIC BLOUIN	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	21 790 $
INSPEC-SOL INC	950920	DEVEAU, DOMINIQUE	OCTROYER UN CONTRAT À INSPEC-SOL POUR LES SERV.PROF.D'ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET DE CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE PHASE 1 SUR LES RUES: WOODLAND, CHESTNUT, BRUNET, 13E ET 15E AVENUES. RÉF. : ÉRIC BLOUIN	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	22 178 $
INTACT ASSURANCE_114	RMI00009596600009015600003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-004701, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 009 $
INTEGRAL JEAN BEAUDOIN	954059	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION DANS LE CADRE DU CONCOURS D'ARCHITECTURE D'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 204 $
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	936891	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACHAT ÉPERLAN DE MER POUR ANIMAUX DU BIODOME	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	23 055 $
IRRIGLOBE	953124	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	CONTRAT D'ENTRETIEN COMMERCIAL SAISON 2014	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	2 209 $
ISO ENERGIE INC.	955886	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCORDER UN CONTRAT À ISO ÉNERGIE INC. POUR LA RÉFECTION DE L'ISOLANT DU SYSTÈME DE VENTILATION BU-29 (TROPICALE) DU BIODÔME DE MONTRÉAL - #BIO-2013-03-1	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	15 807 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JACK MARKETING	951702	LANGLOIS, PAUL	CONCEPTION WEB À FORFAIT - MÉDIATION CULTURELLE - GESTION DU PROJET	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 978 $
JEAN-CLAUDE GILBERT	950267	CARETTE, CLAUDE	PROJET 54100-EXPERTISE STRUCTURES DE SUPPORT D'ÉQUIPEMENT ROUTIER-SERVICES PROFESSIONNELS NUMÉRO PS 152351-SP1454100-008-AO2014-03-002	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	19 437 $
JEAN-FRANÇOIS GATINEAU	RMI0000986780001012370003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	JEAN-FRANÇOIS GATINEAU\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001576, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 422 $
JEAN-GUY CLEMENT & ASS. INC.	949795	HENRI, FREDERIC	HONORAIRES PROFESSIONNELS. ARBITRAGE	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 912 $
JEROME DUPRAS	140213	DURAND, CATHERINE	HONORAIRES PROFESSIONNELS POUR SERVICE RENDUS DU 1 JUILLET 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 CONSULTATIONS-VOLET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT MOSAÏCULTURE DE MONTRÉAL	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 500 $
JEROME GLAD	954042	SHOIRY, NANCY	ACCORDER UN CONTRAT DE CONSEILLER PROFESSIONNEL POUR L'ORGANISATION DU CONCOURS DE DESIGN URBAIN SUR L'ESPLANADE OLYMPIQUE:	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 074 $
JEUNESSES MUSICALES DU CANADA***	952942	LANGLOIS, PAUL	ACTIVITÉS DURANT LA SEMAINE DE LA MUSIQUE JMC 2014 DANS LE RÉSEAU ACCÈS CULTURE	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	12 264 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JOHANNE AMYOT	955190	GAGNON, CHANTAL	ASSISTANTE À LA MISE EN SCÈNE - DIRECTRICE DE PRODUCTION - RÉGISEUR EN CHEF LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDIRCK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 013 $
JOSEPH MIDY	RMI00009859000001011470004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	JOSEPH MIDY\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001497, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 153 $
JOURNAL DE MONTREAL	950349	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICITÉ SUR LE JOURNAL DE MONTRÉAL / 1/3 PAGE HORIZONTAL, 4 COULEURS, CAHIER CASA SECTION HORTICULTURE 10 ¼ PO X 3 ½ PO	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	7 156 $
JUSTINE LEGGETT-DUBE	956073	DUCAS, SYLVAIN	SERVICES DE SOUTIEN AUX COMMUNICATIONS DE DIFFÉRENTS PROJETS ORGANISÉS PAR LE BUREAU DU DESIGN DE LA VILLE DE MONTRÉAL.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	14 000 $
KARINE COUSINEAU COMMUNICATIONS	955146	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	RELATIONS DE PRESSE ANNÉE 2014 (HIVER, PRINTEMPS-ÉTÉ, AUTOMNE)	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 074 $
LA CAPITALE_35	RMI00009633700009048600003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	LA CAPITALE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-005037, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	10 500 $
LA CIE JESS LTEE	955460	FISET, DANIEL	HUMIDIFICATEUR POUR LES ARCHIVES DE HDV - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 097 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA CIE JESS LTEE	953849	THIFFAULT, YVAN	TNC 92498, BAT 478, 9515 ST-HUBERT, BOYAU DISTRIBUTEUR, PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 852 $
LA COMPAGNIE CA DU CANADA	956456	THIBAULT, GERVAIS	FORMATION 33SVD20171-CA SERVICE DESK MANAGER R12.7:CMDB ADMINISTRATION 200 POUR LA DIVISION DES TECHNOLOGIES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 008 $
LA COMPAGNIE LARIVEE CABOT CHAMPAGNE	951319	LANDRY, JOHANNE	SPECTACLE DE MICHEL FAUBERT	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	ROS740259	BRANCONNIER, SERGE	ACHATS DE FEUILLE DE CREZON POUR FABRCATION POUR MENUISERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 676 $
LA FONDATION DU THEATRE DU NOUVEAU MONDE	951767	CHOQUET, JEAN-ROBERT	PUBLICITÉ POUR LE PROJET « AVOIR 20 ANS EN 2015» - QUATRIÈME SAISON 2014-2015	SERVICE DE LA CULTURE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 000 $
LA MAISON DE LA POESIE	951776	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA CULTURE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 000 $
LA MAISON DU PEINTRE	948180	FISET, DANIEL	LA MAISON DU PEINTRE - FACTURE # 4522155 PEINTURE POUR PISCINE BLANC ET PEINTURE POUR PISCINE BLEU - PIERRE DESJARLAIS C/M PEINTURE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 999 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA PERSONNELLE_38	RMI00009833400009698900001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	LA PERSONNELLE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001271, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC009 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 459 $
LA PRESSE LTEE	954536	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENSTS MÉDIAS APPEL D'OFFRES	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	7 015 $
LA PRESSE LTEE	951527	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENT MÉDIA OBLIGATOIRE D'APPEL D'OFFRES	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 856 $
LA PRESSE LTEE	955826	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	5 165 $
LA PRESSE LTEE	954853	LE NAY, ALBANE	PUBLICITÉ PLANÉTARIUM 5 ÉTOILES ET PLUS - ANNE-JOSÉE DIONNE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 337 $
LA PRESSE LTEE	950316	LACOMBE, PIERRE	PUBLICITÉ POUR LA CAMPAGNE CORPORATIVE DU 18 MARS ET ENCARTS DU 22 MARS 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 329 $
LA PRESSE LTEE	2248019	LAPOINTE, JULIE	REF #321, PAPILLONS EN LIBERTÉ	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 317 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA PRESSE LTEE	2255861	LAPOINTE, JULIE	REF #404, PUB 10 AVRIL CORPO-BIODÔME	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 337 $
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	955716	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (MAINTENANC PRÉVENTIVE - CONTRAT ANNUEL, ATELIER #4397, LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 390 $
LAFLEUR ET FILS INC	953082	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE RÉPARATIONS DE PORTES DE GARAGE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 399 $
LALEMA INC.	843057-12	COUTU, JESSICA	FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES EN SACS POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	2 940 $
LANGLOIS KRONSTROM DESJARDINS	843825	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	10 525 $
LANGLOIS KRONSTROM DESJARDINS	843825	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	53 074 $
LE BARRICADEUR	951608	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION DU 04-04-14 - CENTRE SNOWDON (8674) - 5225, BOUL. DÉCARIE - BARRICADER TOUTES LES OUVERTURES EN FAÇADE, CÔTÉ GAUCHE ET ARRIÈRE; BOUCHER LES ENDROITS DU BÉTON DÉCOLLÉ SUR LES MURETS - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 998 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE CHÂTEAU INC.	RMI00009668000009918300004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	LE CHÂTEAU INC.\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-005338, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1403IC009 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	22 236 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	DIC741792	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE CAMIONNETTE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 170 $
LE DEVOIR	951813	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA CULTURE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 859 $
LE DEVOIR	953701	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENT MÉDIA D'AVIS PUBLIC - APPEL D'OFFRES	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 013 $
LE DEVOIR	DE158842	LAPOINTE, JULIE	REF #298, PUB CAHIER CONSEIL DES ARTS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 084 $
LE GROUPE AGRITEX INC.	CAR741268	BRANCONNIER, SERGE	FRAIS DE PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE POUR RÉPARER DIFFÉRENTIEL DE TRACTEUR JOHN DEERE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY ST-MICHEL	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	10 134 $
LE GROUPE GENINOV INC.	952551	LUU, VINH	SERVICES PROFESSIONNELS JUSQU'À CONCURRENCE D'UNE DÉPENSE DE 72 055.62 $ INCLUANT LES TAXES POUR LES SURVEILLANCE DES TRAVAUX : CONTRAT 1195 - MANDAT 1541	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	63 066 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE MASTER S.E.C.	952138	FISET, DANIEL	LE GROUPE MASTER S.E.C.- PROJET 90496 - BAIN ÉMARD - PATRICK PLOURDE C/M VCR	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 168 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	949914	FISET, DANIEL	COMPRESSEUR POUR QG DE LA POLICE - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 778 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	952386	THIFFAULT, YVAN	BAT 4397 ATELIER, OUTIL NETTOYEUR TUBE , PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 168 $
LEE LAUREN NASTASI	RMI000098268000100823003	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	LEE LAUREN NASTASI\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001207, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 334 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	953689	LEFEBVRE, MARTIN	BROCHURES - DIVERSITÉ SOCIALE - BROCHURE DÉCOUVRIR ET VIVRE MONTRÉAL - PROJET 13480 - DEVIS 9718	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	13 897 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	951384	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92481, ACHAT DE PIÈCES POUR LES PORTES EXTÉRIEURES DOUBLE ET SIMPLE AU CENTRE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD #0095, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.) - TRUDEL, DANIEL	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 535 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	951400	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92496, ACHAT DE CLÉS POUR REMPLACEMENT DES CLÉS AUX ATELIERS DE L'ENTREPÔT DU 3444 ST-JOSEPH #4397, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.) - TRUDEL, DANIEL	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 185 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC	954225	BERTRAND, RICHARD	BASE DE BETON POUR BANC, 610 X 380 X 300 MM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 534 $
LES CONSULTANTS INFISEC INC	956654	BERGERON, JACQUES	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2014-10	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	20 742 $
LES CONSULTANTS INFISEC INC	956658	BERGERON, JACQUES	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2014-11	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	20 742 $
LES DISTRIBUTEURS R. NICHOLLS DISTRIBUTORS INC.	860971-15	HOULE, CLAUDE	MANTEAU 3 SAISONS ET VESTE DOUBLURE THERMIQUE SOUPLE - SPVM / SIM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	17 955 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	938544-8	COUTU, JESSICA	SACS À ORDURES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ENVIRONNEMENT ET NATURE	5 174 $
LES ENTREPRISES 1F INC.	950997	LANGLOIS, PAUL	CONCEPTION ET DESIGN D'UNE GRILLE ET D'UNE SÉRIE D'AFFICHES POUR LES CONCERTS CAMPBELL	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 111 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES GILLES GAUVIN INC.	954879	THIFFAULT, YVAN	TNC # 14270 - INSTALLER DES FILS CHAUFFANTS CÔTÉ SUD DE LA MAISON DU BON TEMPS (0371)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 025 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC	955507	FISET, DANIEL	COMPRESSEUR ET CHASSIS POUR LE VIEUX PALAIS - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 525 $
LES ENTREPRISES LEON LABRECQUE LTEE	956450	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION DU 14-04-2014 - POSTE DE QUARTIER #23 (3249) - 4555, RUE HOCHELAGA - MISE EN PLACE DE LA TOUR D'EAU QUI EST DANS LE STATIONNEMENT - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 848 $
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	925256	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 439 $
LES ENTREPRISES QUALI-SCOPE INC	902803	CROTEAU, ROGER	LES ENTREPRISES QUALI-SCOPE INC./ BILAN DU PROCESSUS DE GESTION CORPORATIVE DU PORTEFEUILLE DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL/	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 704 $
LES ENTREPRISES USIBEC INC.	948530	BEAULIEU, JACQUES	ACCORDER UN CONTRAT POUR MODIFICATIONS DES CONTENANTS STANDARDS EXISTANTS AU PARC LA FONTAINE. CONTRAT 6671	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	12 489 $
LES GRANDS TRAVAUX SOTER INC.	955728	SARRAZIN, MARC	PROJET 14-05F: RÉPARATION DE LA DALLE, STRUCTURE 81-5130A	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	22 550 $
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	952437	PRONOVOST, RENE	TABLE POUR SERRE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 067 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	953330-1	HOULE, CLAUDE	SIM - TUQUES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	39 092 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	522500-23	HOULE, CLAUDE	SIM,CHANDAILS TRICOTS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	39 261 $
LES JOINTS ETANCHES R.B INC	124533602	BEDARD, LOUISE	ENTRETIEN	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 925 $
LES PETROLES PARKLAND	5306014	PAIEMENT DIRECT DE FACTURES	FACTURE POUR LIVRAISON RÉGULIÈRE DE CARBURANT AUX POSTES D'ESSENCE.	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR SELON UTILISATION		636 650 $
LES PRODUCTIONS FUSION'ARTS INC.	949583	VINCENT, GILLES	SPECTACLE DE MARIE-JOSÉE LORD	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 500 $
LES PRODUCTIONS LE NORDET INC	955215	GAGNON, CHANTAL	CACHET DE PRESTATION DE GILLES VIGNAULT LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE DE FRÉDÉRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 074 $
LES PRODUCTIONS P.K.R.	950408	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCOMPAGNEMENT EN STRATÉGIE DE POSITIONNEMENT DE MARQUE, POUR L'ESPACE POUR LA VIE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 000 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PRODUCTIONS PACIFIQUE BARRETTE INC.	949474	VINCENT, GILLES	SPECTACLE PIERRE LAPOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 000 $
LES PRODUCTIONS SNAURO INC.	955167	GAGNON, CHANTAL	CACHETS POUR 8 MUSICIENS ET 1 CHEF, LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDÉRIC BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	9 326 $
LES PRODUCTIONS UNITY INC.	955055	LANDRY, JOHANNE	LOCATION DE SCÈNE POUR LES GRANDS SPECTACLES	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 000 $
LES PRODUCTIONS UNITY INC.	955051	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	LOCATION D'ÉQUIPEMENTS DE SON ET ÉCLAIRAGE POUR LES GRANDS SPECTACLES	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	24 310 $
LES PRODUITS ENERGETIQUES G.A.L. INC.	952655	LEVESQUE, PIERRE	SOUM. 1920-CASERNE 66 (3238)-4398, BOUL. LASALLE-REFAIRE INSTAL. SYSTÈME À CARBURANT SUR GÉNÉRATRICE SELON NORME CSA B-139-09 EN VIGUEUR DIRECTEMENT RACCORDÉ SUR RÉSERVOIR PRINCIPAL ET ENLEVER RÉSERVOIR SECONDAIRE DU PLAFOND-1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 772 $
LES PRODUITS ENERGETIQUES G.A.L. INC.	950847	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX SUR GÉNÉRATRICE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 051 $
LES PRODUITS LAWSON INC.	CAR742020	LEFEBVRE, MARIO	P90360 BARIL/55KG GRAISSE BLEU EP0	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 347 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES RESSORTS ST-MICHEL INC.	CAR739785	AUDY, MICHEL	PIÈCES C854131	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 038 $
LES SERVICES DE COURRIER CHAMPION INC.	938716	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	BCO-SCARM-SERVICE DE COURRIER POUR 2014	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 074 $
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	955838	DION, GEORGES	FORMATION ACCOMPAGNEMENT SUR SITE SHARE-POINT	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	8 401 $
LIANE DROLET	951147	LEFEBVRE, MARTIN	SERVICES D'ASSISTANCE À L'ÉDIMESTRE PRINCIPALE DU PORTAIL INTERNET DANS SES TÂCHES JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 2014	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	14 500 $
LIBRAIRIE BERTRAND	108438	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 043 $
LIBRAIRIE BERTRAND	107951	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 069 $
LIBRAIRIE BERTRAND	108185	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 141 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	14102	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 040 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	14107	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 169 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	14114	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 268 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	14143	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 550 $
LIBRAIRIE MONIC INC	320829	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 419 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW19921449	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	2 025 $
LINKEDIN IRELAND LIMITED	955562	CECILE, DANIELLE	FRAIS PLACEMENT MÉDIA VIA LA FIRME LINKEDIN IRELAND LIMITED- CAMPAGNE.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	18 050 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LINKEDIN IRELAND LIMITED	954510	PARE, ROBERT	SERVICES DE PLACEMENTS PUBLICITAIRES (366) DANS LINKEDIN POUR LA PÉRIODE DU 1ER MAI 2014 AU 1ER MAI 2015	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	19 200 $
LITHOGRAPHIE G. MONETTE INC.	952014	LEFEBVRE, MARTIN	PERMIS - PERMIS SRRR 2014-2015 - PROJET 13935 - DEVIS 10314	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	18 086 $
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	953635	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	LOCATION VÉHICULE DGSRE UNITÉ EST 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	14 306 $
LOIC LACROIX HOY	951469	LANGLOIS, PAUL	CONCEPTION DES DÉCORS DE LA PIÈCE «JACK ET LE HARICOT MAGIQUE» PRÉSENTÉ À LA ROULOTTE 2014	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 022 $
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	950522	BERTRAND, RICHARD	CHEMISE,TRAVAIL,COTON,GR.LARGE,MARINE,POCHE AVEC RABAT COTE GAUCHE,IDENTIFIEE V.DE.M,COTON 6.5 ONCES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 198 $
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	816111-48	HUARD, FRANCOIS	PANTALONS CARGO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	9 531 $
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	715359	COUTU, JESSICA	VETEMENTS DE TRAVAIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	8 221 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	953064	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, LAMPE HALO, COND TME, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 028 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	956481	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 450, ARENA MAURICE RICHARD, PEP 4400-1 1, RELAMPAGE, LAMPE HALOG. TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 184 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	951502	LEVESQUE, PIERRE	SPVM QG SÉCURITÉ / LUMIÈRE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 074 $
LUZ STUDIO	955107	GAGNON, CHANTAL	CRÉATION DE CONTENU VIDÉO LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDÉRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 148 $
LVM INC.	954416	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	ANALYSE CHIMIQUE, ÉLECTROCHEMIQUE ANODES - ARR. MONTRÉAL NORD	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 555 $
MACHINERIE PLUS LTEE	951928	FISET, DANIEL	MACHINERIE PLUS LTÉE - OUTIL DÉFECTUEUX À CHANGER - CSST - DANIEL CHAMPAGNE C/M MENUISERIE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 515 $
MACOGEP INC.	951036	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	ÉSTIMÉ DE CONTRÔLE - ÉGOUTS ET AQUEDUCS - RP-ING14-02	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAUX D'ÉGOUT	10 673 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MACONNERIE L.M.R. INC.	954287	CHOQUET, JEAN-ROBERT	RESTAURATION DE LA MAÇONNERIE DE L'OEUVRE D'ART PUBLIC "MONUMENT AUX BRAVES DE NDG" SITUÉ DANS L'ARROND. CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE-GRACE. PROJET 39601 SIMON 152647. DEMANDEUR SNEJANKA POPOVA.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	20 643 $
MACONNERIE L.M.R. INC.	952894	ADAM, RICHARD	TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA MAÇONNERIE DE L'OEUVRE "LA SOURCE" SITUÉE AU PARC GUBLIELMO-MARCONI	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 424 $
MAISON SAINT-GABRIEL	954258	CHOQUET, JEAN-ROBERT	PANNEAU D'INTERPRÉTATION / 350E ANNIVERSAIRE DU CHEVAL CANADIEN	SERVICE DE LA CULTURE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 926 $
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	408785	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 488 $
MARIO CUCINELLA	954039	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION DANS LE CADRE DU CONCOURS D'ARCHITECTURE D'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	19 830 $
MARKETING CALLOSUM INC.	952489	HAMEL, ANDRE	GROUPES DE DISCUSSIONS - ATTENTES ET PERCEPTIONS DES MONTRÉALAIS FACE AU DÉNEIGEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	20 600 $
MARTIAL BESSETTE INC.	553331-12	HOULE, CLAUDE	SIM,CHAUSSONS POUR BOTTES DE TENUE DE FEU	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 923 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MATERIEL DE LABORATOIRE J.G. INC.	955237	ROY, SYLVAIN	BON DE COMMANDE OUVERT POUR L'ENTRETIEN ET LA RÉPARATION DES NUCLÉODENSIMÈTRES DE LA DIVISION. DEMANDEUR: RICHARD DESPRÉS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	3 111 $
MAUDE PILON	952884	MENDEZ, VICTOR ALDO	2014 - PF-ROX. - PROJET DE MÉDIATION CULTURELLE ANIMATION ATELIERS; (L. ZAMPINI)	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 850 $
MAXXAM ANALYTIQUE	952220	HAMEL, ANDRE	14G013 - ANALYSES CHIMIQUES D'ÉCHANTILLONS - SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE LA QUALITÉ DE L'EAU DE FONTE ET SOUTERRAINE (2014-2015) - LIEU D'ÉLIMINATION DE LA NEIGE NEWMAN - DEMANDEUR: MICHEL MEUNIER - RÉFÉRENCE: FRANÇOIS CLOUTIER	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	11 726 $
MEC SYSTEMS INC.	40042	GONZALEZ, ANA	BC 204845	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 279 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	950235	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICITÉ SUR LE JOURNAL MÉTRO_ SIX PARUTIONS POUR L'AGRILE DU FRÊNE DU 9 AU 29 AVRIL 2014	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	7 055 $
MEDISOLUTION (2009) INC	896911	GREGOIRE, SOPHIE	SOUTIEN INFORMATIQUE - FINANCEMENT SST - RAPPORT ANNUEL DES SALAIRES VERSÉS CUM	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	5 040 $
MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	952236	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 754 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	951626	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 403 $
MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	952234	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 403 $
MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	952235	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 403 $
MELISSA & DOUG LLC	5033317	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 671 $
METROMEDIA CMR PLUS INC.	048678	LAPOINTE, JULIE	REF #387, PANOQUAIS PAPILLONS MARS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 750 $
MEUBLES DE JARDIN BROSSARD INC.	953114	CHARPENTIER, ANNE	101142 / ACHAT DE CHAISES ADIRONDACK POUR LE «PRENDRE LE TEMPS» / MARTINE BERNIER / VOIR LA SOUMISSION EN DATE DU 10 AVRIL 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 211 $
MICHEL GALITSKY	RMI00009837700010093700004	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	MICHEL GALITSKY\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-001312, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 970 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC741186	DESMARAIS, RICHARD	ACHAT DE PNEUS POUR CAMIONNETTE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 507 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC741908	BRANCONNIER, SERGE	PNEU POUR CHARGEUR	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 321 $
MINT-NA INC.	955860	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	101118 ET 101143 / BANQUE DE 40 HEURES DE SUPPORT/ FORMATION FOTOWARE / CÉLINE ARSENEAULT ET MAXIM LARRIVÉE / VOIR FACTURE 14-310	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 280 $
MIRABAU INC	952659	LEFEBVRE, MARTIN	AFFICHES - CAMPAGNE COLLECTE VERTE - PROJETS 13987, 13998, 14013 - DEVIS 10375, 10387, 10404	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 111 $
MIRABAU INC	956981	GELINEAU, PIERRE	BANNIÈRES - SALON DE L'IMMIGRATION - BANNIÈRE VINYLE - PROJET 14121 - DEVIS 10550	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 375 $
MODES SLY & CO	890979-3	HOULE, CLAUDE	SACS DE TRANSPORT - SIM ET VDM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	29 197 $
MODES SLY & CO	553337-5	HOULE, CLAUDE	SIM,FOULARDS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	9 355 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MODES SLY & CO	666447-4	HOULE, CLAUDE	SIM,GANTS DE SORTIE EN CUIR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	41 816 $
MOHAMAD OSSEYRANE	950199	BIRON, PAULE	INGÉNIEUR DOSSIER 12-002688	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	8 751 $
MOHAMAD OSSEYRANE	953371	BIRON, PAULE	INGÉNIEUR DOSSIER 12-002688	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	11 761 $
MORELLI DESIGNERS INC	ROS740654	BRANCONNIER, SERGE	DESSINS 3D DE BALANCOIRE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 526 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	951733	LUU, VINH	RÉGIME DE RETRAITE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	15 095 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	936653	DANSEREAU, SYLVAIN	SERVICES PROFESSIONNELS PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 185 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	951044	DANSEREAU, SYLVAIN	SERVICES PROFESSIONNELS PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 806 $

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	IN0440779	GONZALEZ, ANA	BC 204785	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 133 $
MURWERK INC.	956941	RAYMOND, BRIGITTE	SACS RÉUTILISABLE POUR TRANSPORT DES CD/DVD	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	6 876 $
NEDCO	952823	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 ATELIER , LAMPE, CONDENSATEUR, DETECTEUR, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 161 $
NEDCO	955375	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 ATELIER INVENTAIRE, LAMPE, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 328 $
NEDCO	955367	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICTÉ, PEP 4400-1-1 C.C.R. BAT 95, LUMIERES, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 800 $
NEDCO	949512	THIFFAULT, YVAN	HAUTE TENSION (AMÉNAG. 1424670011, ACHAT DE CÂBLES POUR L'INSTALLATION PANNEAU 120-240 VOLTS 200 AMPS. À LA CASERNE 41 ET CENTRE OGILVY #0295, NEDCO) - TREMBLAY, ÉRIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 120 $
NORCAN ALUMINIUM INC.	957220	HACHEY, NORMAND	ACHAT D'UN CHARIOT DE RANGEMENT DE LA SIGNALISATION EN ALUMINIUM	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	3 233 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU GRAND MONTREAL	953106	LANGLOIS, PAUL	LOCATION DE PRÉSENTOIRS - INFOTOURISTE ET LA VITRINE. FACTURE 38910.	SERVICE DE LA CULTURE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 436 $
OLIVE MEDIA	950421	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICITÉ SUR LE WEB	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	10 372 $
OPES SOFTWARE INC.	949691	LUU, VINH	BANQUES D'HEURES ANALYSE PROGRAMMATION SOUM#ODS-925	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	4 528 $
ORACLE CANADA ULC	949695	TONTHAT, ALAIN	PROJET # 70900 - CONTRAT GRÉ À GRÉ POUR LA FORMATION SPÉCIALISÉE - OEM AVANCÉE POUR GERRY MURRAY & BENOIT BOUTHILLIER	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 123 $
OSBL AGLA DOCUMENTAIRES	957022	ADAM, RICHARD	ACHAT DE CONTENU ET DE VISIBILITÉ PROMOTIONNELLE DANS LE MAGAZINE TÉLÉ ARCHI BRANCHÉS.	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 889 $
PACIFIC NORTHWEST PROPAGATORS	771	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 252 $
PANAVIDEO INC	951690	MACKAY FALCON, JOHANNE	TNC-094139 - (A. BRADETTE) PROJET COURS MUNICIPALE. CAMÉRAS DE SURVEILLANCE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	23 393 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PANAVIDEO INC	951674	LEFEBVRE, ROBERT	TNC094139 - PROJET COURS MUNICIPALE (CAMÉRAS DE SURVEILLANCE)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 236 $
PARREIRA TRAITEUR	951799	MCSWEEN, BRIGITTE	SERVICE DE TRAITEUR PAR PARREIRA TRAITEUR POUR LE CABINET DU MAIRE, RÉF. : HOMMAGE À FRÉDÉRIC BACH / FACTURE NO. 37155 (26 MARS 2014)	SERVICE DU GREFFE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 706 $
PARTS NOW ! ULC	928908	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE DE PIÈCES POUR MAGASINS MRA	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 186 $
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	951448	LEMAY, JULIE	OUVERTURE DE LA TRAPPE DE SABLE DANS LA SALLE OMNISPORTS	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	2 593 $
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	951913	DESILETS, MICHEL	ACHAT ARBRES, ARBUSTES ET VIVACES POUR LE CENTRE CANADIEN D'ARCHITECTURE SELON ENTENTE S97785003 DU CE, LE 18 NOVEMBRE 1998	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	2 308 $
PERFECTION INC	955228-1	HOULE, CLAUDE	SIM,CHEMISES D'UNIFORME	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	62 409 $
PERFIX (1993) INC.	955959	LEMAY, JULIE	SERRURE POUR MINI CASIER POUR 0,25 $	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	5 709 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PHARE-EST MEDIA INC.	956404	GAGNON, CHANTAL	DROIT D'UTILISATION DES EXTRAITS DU FILM "FRÉDÉRICK BACK GRANDEUR NATURE" POUR L'HOMMAGE À FRÉDÉRICK BACK	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 136 $
PIANO HERITAGE INC	956372	LANDRY, JOHANNE	LOCATION D'UN PIANO POUR LES GRANDS CONCERTS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 170 $
PIECES D'AUTO USAGEES RTA	ROS742462	BEAULIEU, DAMIEN	ACHATS D'UN BOITE DE PICK-UP FORD USAGÉE POUR CARROSSERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 593 $
PIERRE BELVEDERE INC.***	1405379	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 127 $
PIERRE CYR	950207	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS - BVG-SP-2014-09	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	18 943 $
PLANT PRODUCTS	954256	GAUDET, MARTIN	POTS ACCELERATOR	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	2 126 $
PLASTIPRO CANADA	801793-12	HUARD, FRANCOIS	BALISES CONIQUES (CONES DE SIGNALISATION)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	13 474 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PLOMBERIE CHAUFFAGE NORMAND INC.	953913	PIROG, MACIEJ	SERVICE PLOMBERIE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	3 879 $
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	950869	LEVESQUE, PIERRE	ENVOYER EN URGENCE CAMION POMPE POUR DÉBOUCHER LE DRAIN EXTÉRIEUR DE L'ISSUE DE SECOURS DE LA RUE DU HAVRE, DÉBOUCHER CANIVEAU ET DRAIN DE GARAGE DE OMHM ET VDM À LA MAISON CULT. FRONTENAC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 051 $
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	949632	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION 14-661 - CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART (2390) - 2633, RUE ONTARIO - REMPLACEMENT DE 2 URINOIRS - 2 SOUMISSIONS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 160 $
PNEUS METRO INC.	950537	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 575 $
PNEUS METRO INC.	951056	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 579 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	CAR740315	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION PNEU VEHICULE 35TONNES DIMENSION 26.5X25 FLOTTE 495	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 090 $
PORTES DE GARAGE OLYMPIQUE INC. (LES)	956013	THIFFAULT, YVAN	PORTES MOBILES (AMÉNAG. 1424670073, ACHAT D'UNE PORTE ALUMINIUM ET VITRE THERMOS POUR LA CASERNE 43 #0039, PORTES DE GARAGE OLYMPIQUE INC.) - TRUDEL, DANIEL	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 606 $

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	942182	THIFFAULT, YVAN	PEINTURE, BAT 4397, PISCINE EXTÉRIEUR, ACTIVANT, PEINTURE BLEU, BLANC, CYR NORMAND	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 093 $
PRECISION 2K INC	780583	LE HENANFF, DAMIEN	SO1212 - DRM001622-TR-01- PRECISION 2K INC - REFECTION D'UTILITÉS PUBLIQUES PAR SCIAGE CONVENTIONNEL OU ROTATIF, LA OU REQUIS, SUR DIFFERENTES REUES DU CENTRE-VILLE DE MONTREAL- CONTRAT SCRA-01 (PRR 2011-CENTRE-VILLE). REF: DJAMEL CHABANE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS	36 130 $
PRESTON PHIPPS INC	955430	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE VANNES PAPILLON POUR PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR DIVERSES PISCINES EXTÉRIEURES #9996, PEP 3100, PRESTON PHIPPS INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 553 $
PRESTON PHIPPS INC	957114	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE VANNES PAPILLONS POUR LA PISCINE JOSEPH-PARÉ #2291, PEP 3100, PRESTON PHIPPS INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 238 $
PRIMEAU METAL INC	954870	THIFFAULT, YVAN	TNC# 14271 - FOURNIR ET INSTALLER DE CLÔTURE À NEIGE EN ACIER GALVANISÉ POUR LA MAISON DU BON TEMPS (0371)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 947 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	CAR736772	LEFEBVRE, MARIO	REPARATION CADRAN VOLTAGE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 475 $
PRO-BALLAST INC.	953058	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 RELAMPAGE PLANIFIÉ, PEP 4400, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 048 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODIESEL 2009	MAD741190	BRANCONNIER, SERGE	PIECES POUR REBATIR MOTEUR POUR CAMION BENNE 293-02003	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 811 $
PRODUCTIONS DOUBLE EFFET INC.	954561	CHARPENTIER, ANNE	101142 «PRENDRE LE TEMPS» / HÔTEL À INSECTES (VOIR LES PLANS FINAUX CI-JOINT)	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 300 $
PRODUCTIONS MOUFFE INC.	955183	GAGNON, CHANTAL	CONCEPTION ET DIRECTION ARTISTIQUE LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDÉRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	10 371 $
PROJEL INSTALLATION ET GESTION DE CONCEPT	957464	LEMAY, JULIE	FILET DIVISEUR POUR TERRAIN DE TENNIS	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	2 022 $
PROJET MONTREAL	PROJETMONTREAL100414	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	RECHERCHE ET SOUTIEN DU 10 AVRIL 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	29 177 $
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	ALLOPM10042014	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	ALLOCATIONS AUX PARTIS POLITIQUES DU 10 AVRIL 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	6 660 $
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	DEPELEC3NOV13EQUIPEBERGERON	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	VERSEMENT AVANCE SUR REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES DU 3 NOVEMBRE 2013 APRÈS VÉRIFICATION DE TOUTES LES PIÈCES JUSTIFICATIVES	SERVICE DES FINANCES	GREFFE	395 175 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PROLOGUE INC.	VFR0212807	VALIQUETTE, LUCILLE	ARTICLES POUR LA REVENTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 024 $
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	953153	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PROTECTION INCENDIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 144 $
PRP CALFEUTRAGE INC.	951657	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION !00008 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - TRAVAUX DE CALFEUTRAGE - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 086 $
PRP CALFEUTRAGE INC.	951643	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION !00009 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - TRAVAUX DE CALFEUTRAGE - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	11 434 $
PRP CALFEUTRAGE INC.	951693	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION !00010 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE - TRAVAUX DE CALFEUTRAGE - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 629 $
PUBLICITE SAUVAGE INC.	22357	LAPOINTE, JULIE	REF #422, AFFICHAGE CONCERT ANGELE DUBEAU	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 527 $
PYROTECH BEI INC.	953758	BIRON, PAULE	INGÉNIEUR DOSSIER 13-001013	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 508 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
QUEBEC LINGE CO	952904	SAVAGE, CLAUDE	FRAIS DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS (FACTURE FÉVRIER 2014)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 120 $
QUEBEC LINGE CO	952915	SAVAGE, CLAUDE	FRAIS DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS (FACTURE MARS 2014)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 155 $
QUINCAILLERIE SECURITE CANADA (QSC)	954253	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1424679010 - A. BRADETTE - POUR BATEAUX DU SIM	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 579 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	846264	BERGERON, JACQUES	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS BVG SP-AO 2013-10	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	14 520 $
REAL HUOT INC.	950280	BERTRAND, RICHARD	BORNE-FONTAINE 5',1 ORIFICE 4",2 ORIFICE 2 1/2",STORZ ACIER INOXYDABLE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	8 758 $
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	940392	BOUCHARD, GILLES	RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE RADIOCOMMUNICATION POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 502 $
REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS	955064	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	PARTICIPATION DU REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS AU PROJET MON JARDIN ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 000 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REGULVAR INC	955077	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION (ACHAT D'UNE CLÉ DELTA POUR ATELIER #4397, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 800 $
REGULVAR INC	950944	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (TNC 92466, ACHAT DE CONTRÔLEUR POUR LE 2580 ST-JOSEPH #3665, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 834 $
REGULVAR INC	950939	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (TNC 92466, ACHAT DE CONTRÔLEURS POUR LE 2580 ST-JOSEPH #3665, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 275 $
REGULVAR INC	950946	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (TNC 92467, ACHAT DE CONTRÔLEUR POUR LE QUARTIER GÉNÉRAL SU SIM #0213, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 834 $
REGULVAR INC	955072	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (TNC 92494, ACHAT D'UN AUTOMATE PROGRAMMABLE POUR LA PISCINE PETITE-BOURGOGNE #2463, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 834 $
REGULVAR INC	936436	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION 9ACHAT DE CONTRÔLEURS POUR ATELIER #4397, REGULVAR INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 275 $
REHRIG PACIFIC COMPANY	867157-5	LABELLE, MARC-ANDRÉ	BACS ROULANTS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ENVIRONNEMENT ET NATURE	11 976 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RENOVATION GEMME	957453	LEVESQUE, PIERRE	SOUS-SOL : REMPL PLINTHE DE CAOUTCHOUC NOIR 4" SUR ENVIRON 100', REMPL TUILES PLAFOND À DIFFÉRENTS ENDROITS SS ET RDC, RÉPARER TUILES CÉRAMIQUE AU PLANCHER CUISINE, JOINTS, RAMASSER DÉBRIS ET DISPOSER À LA CASERNE 64	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 388 $
RENOVATION GEMME	950891	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 873 $
RESEAU CULTUREL DE LA LIGNE BLEUE	955128	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉVÉNEMENT DE RÉSEAUTAGE ET DE REMISE DU SACRE BLEU DU 20-05-2014	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	5 186 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS741834	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O À RESSORTS UNIVERSEL POUR LA FACTURE:058028 REMPLACER RESSORT COMPLET AVANT C/D	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 097 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	956198	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 969 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	956107	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 866 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	950687	SIOUDA, ABDELHAK	REBATIR LA SUSPENSION ARRIERE AU COMPLET POUR VÉHICULE D'INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 430 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RESSORTS UNIVERSEL INC.	950171	SIOUDA, ABDELHAK	REBATIR LA SUSPENSION ARRIERE AU COMPLET DE CAMION D'INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 693 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC740192	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION SUSPENSION DE CAMION	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 310 $
REX ENTRETIEN LTEE	949870	FISET, DANIEL	REX ENTRETIEN LTÉE - SERVICE DE NETTOYAGE AU 6000 RUE NOTRE-DAME OUEST - PIERRE DESJARLAIS C/M ENTRETIEN MÉNAGER	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 045 $
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC.	697	GONZALEZ, ANA	BC 204496	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 272 $
ROBERT HALF MANAGEMENT RESSOURCE	956381	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG SP 2014-08	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	13 482 $
ROBERT SPICKLER	944032	LEBOEUF, FRANCINE	HONORAIRES DE CONSULTATION CONCERNANT LE REGROUPEMENT PIED CARRÉ ET ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL DU 1 AU 28 FÉVRIER 2014	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	24 500 $
RONALD C. LISTER CANADA INC.	953110	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE SERRURERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 381 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
S.C.I. MONTREAL INC.	955714	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE THERMOSTATS, COUVERCLES ET AUTRES POUR LA CASERNE 8 #3331 ET LE PAVILLON LAFONTAINE #0891, S.C.I. MONTREAL INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 319 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS741349	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE PEINTURE CUITE SUR CARCAN POUR U.T.M.	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 189 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS739832	BRANCONNIER, SERGE	SABLAGE, PEINTURE DE 150 PIECES EN NOIR POUR U.T.M.	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 722 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	951277	DESJARDINS, LOUISE	FOND INVENTAIRE POUR CAMION INCENDIE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 297 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	951248	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 396 $
SALUT GALARNEAU	956099	PARIS, YVES	SLOW LIFE - RECHERCHES SUR LES CONTENUS DE LA NOUVELLE EXPO SLOW LIFE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 000 $
SARAH MAKONNEN	949487	LANGLOIS, PAUL	MÉDIATION CULTURELLE 2014 / LA PAROLE AUX ADOS (SE TERMINE LE 01-08-2014) / MAISON DE LA CULTURE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 500 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SECUTROL INC	957063	LEVESQUE, PIERRE	PROPOSITION NO. 14MJ01GG0314C - CASERNE 66 (3238) - 4398, BOUL. LASALLE, VERDUN - TRAVAUX À EFFECTUER AFIN DE RESPECTER LES DIFFÉRENTS CODES S'APPLIQUANT AU RÉSEAU D'ALARME INCENDIE - 1 SOUMISSION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 917 $
SEL WARWICK INC.	952518	BERTRAND, RICHARD	20KG,CHLORURE,CALCIUM,77%(CALCL2),EN FLOCON OU GRANULE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	2 528 $
SENTINEL CANADA	952914	TROTTIER, LUC	PRODUITS DE RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE VIAU - COMMANDE PRÉPARATOIRE À LA VALIDITÉ DE L'ENTENTE 939756 ET 939755	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 158 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	950915	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	4 576 $
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC	957388	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENTRETIEN DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 087 $
SERVICE ELECTRO-MECANIQUE V/V	ROS739835	BEAULIEU, DAMIEN	PAYMENT DE PLUSIEUR PETITE FACTURE PAR U.T.M.	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 404 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	953584	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 059 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	949674	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 063 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	950874	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 470 $
SERVICES AXSIMO INC.	953966	BOUVRETTE, JEAN	IMPLANTATION LOGICIAL AIDA - GESTION DE PROJETS DE CONSTRUCTION/ RÉNOVATION	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 800 $
SERVICES CINEMATOGRAPHIQUES IXION INC.	953083	LACOMBE, PIERRE	SERVICES DE RELATIONS AVEC LES MÉDIAS RELIÉS À UNE DIZAINE D'ÉVÉNEMENTS CULTURELS ET SCIENTIFIQUES D'ESPACE POUR LA VIE EN 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 707 $
SERVICES D'EDITION GUY CONNOLLY (LES)	956965	BERGERON, JACQUES	CONTRAT DE SERVICE PROFESSIONNELS BVG-SP 2014-04	BUREAU DU VÉRIFICATEUR	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	9 334 $
SERVICES D'ENTRETIEN BROMAR INC. (LES)	937490	LEMAY, JULIE	ENLÈVEMENT DE TAPIS (SALLE OMNI SPORT)	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	4 978 $
SERVICES HORTICOLES, LES POUSSES URBAINES	952562	SAVAGE, CLAUDE	TECHNICIEN/NE HORTICOLE, CHARGÉ(E) DE PROJET... (CLAUDE SAVAGE)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 183 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	955608	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 623 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	955621	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 623 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	955625	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 623 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	955629	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 623 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	955635	MARCOTTE, ANNE-MARIE	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 623 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	953492	LAPOINTE, NORMAND	ACHAT D'UN PHOTOCOPIEUR SHARP, MODÈLE MX4141N, AVEC MODULE TÉLÉCOPIE (POUR DGA).	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	4 477 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	952661	RICHARD, LOUISE	MULTIFONCTIONS SHARP MXM565N	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 902 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SIGNALISATION ROUTIERE DU QUEBEC INC.	955741	RENAUD, LYSE	TRANSPORT ET INSTALLATION DE GLISSIÈRES / AUTOROUTE BONAVENTURE (STRUCTURE 81-5130D)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 957 $
SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION	951040	LACOMBE, PIERRE	SIGNALISATION DU PROJET JARDINS DE LUMIÈRE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	20 000 $
SIGNOTECH INC.	ROS740044	BRANCONNIER, SERGE	FEUILLE D'ALUMINIUM POUR SÉRIGRAPHIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	12 640 $
SIGNUM DESIGN	951723	DEVEAU, DOMINIQUE	RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE ANNUELLE MAPINFO PROFESSIONNEL DU 4 MAI 2014 AU 3 MAI 2015	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	8 131 $
SILVANA NAHMAN	955564	CECILE, DANIELLE	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR FAIRE DE LA RÉDACTION, CONCEPTION, RÉVISION ET TRADUCTION DE DOCUMENTS ET OUTILS DE COMMUNICATION POUR LA DIRECTION DE L'HABITATION.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	9 020 $
SIMAC ELECTROTECHNIQUE INC.	955482	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ,H-TENSION, PEP, BAT 095 C.C.ROBILLARD,VÉRIFICATION DE RELAIS DE PROTECTION DE DISJONCTEURS 600W, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 183 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	955496	LEFEBVRE, MARTIN	ACCROCHES PORTE - TWITTER MTL_CIRCULATION - PROJET 14090 - DEVIS 10510	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 977 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	954475	LEFEBVRE, MARTIN	DÉPLIANTS - REFOULEMENT D'ÉGOUT - PROJET 14077 - DEVIS 10488, 10489	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 048 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	956711	GELINEAU, PIERRE	DIVERS - LIVRE CONTACT - PROJET 13690 - DEVIS 10010	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 604 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	949585	LEFEBVRE, MARTIN	FORMULAIRES - RÉGISTRE VÉRIFICATION AVANT DÉPART - PROJET 14019 - DEVIS 10410	SERVICE DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 449 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	950419	LEFEBVRE, ROBERT	TNC-094139 - REHAUSSEMENT SYST. SÉCURITÉ, TRAVAUX COUR MUNICIPALE, BÂTIMENT # 0002.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 616 $
SOCADIS INC.	6418043	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA CULTURE	BIBLIOTHÈQUES	3 406 $
SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL	955112	GAGNON, CHANTAL	LOCATION DE LA MAISON SYMPHONIQUE LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDÉRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	14 341 $
SOCIETE DES ATTRACTIONS TOURISTIQUES DU QUEBEC	952143	LACOMBE, PIERRE	PUB GUIDE VACANCES FRANCAIS POUR L'ÉTÉ 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 950 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE DES MUSEES QUEBECOIS	4627	DURAND, CATHERINE	RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION ANNUELLE DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL : JARDIN BOTANIQUE, PLANÉTARIUM, INSECTARIUM ET BIODÔME	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 609 $
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL	884442	LUSSIER, DANIELLE	LOCATION DE SALLES DU MARCHÉ BONSECOURS POUR LE GALA DU 28 ET 29 AVRIL 2014.	DIRECTION GÉNÉRALE	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	3 061 $
SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE	955357	LÊ, SON-THU	NO. PROJET 2014-VDM-008 - INSTALLATION CABLAGE TOIT VERS 6E ÉTAGE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 430 $
SOCIETE LOGIQUE INC	956963	PELLERIN, GUY	FORMATION SUR LE DÉPLACEMENT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	10 293 $
SOFTCHOICE LP	946541	TONTHAT, ALAIN	ACQUISITIONS 6 LICENCES MS OFFICE DANS LE CADRE DU PROJET HARMONISATION ORACLE 11G	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 229 $
SOFTCHOICE LP	955672	DESNOYERS, ERIC-CHRISTOPHER	ACQUISITON DU SERVEUR ET LICENCE + SERVICE D'ENTRETIEN	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	12 353 $
SOLIX GLOBE INC.	955219	GAGNON, CHANTAL	CACHET À TITRE D'ANIMATRICE DE MIREILLE DEYGLUN LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDÉRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 074 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLMATECH INC.	955765	LUU, VINH	SERVICES PROFESSIONNELS JUSQU'À 98 000.00 $ INCLUANT LES TAXES POUR LA CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS POUR LES TRAVAUX DE LA CSEM : MANDAT 1539	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	85 773 $
SOLMATECH INC.	953132	LUU, VINH	SERVICES PROFESSIONNELS JUSQU'À CONCURRENCE DE 87230.38 INCLUANT LES TAXES POUR LA CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA CSEM : MANDAT 1538	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	76 347 $
SOLMATECH INC.	953008	LUU, VINH	SERVICES PROFESSIONNELS JUSQU'À UNE DÉPENSE DE 94 256.51 $ INCLUANT LES TAXES POUR LA CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA CSEM : MANDAT 1530	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	82 497 $
SOLOTECH INC	952556	LANDRY, JOHANNE	ACHAT DE MATÉRIEL DE SONORISATIONS POUR SPECTACLE LENTEUR	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 071 $
SOLOTECH INC	955151	GAGNON, CHANTAL	LOCATION D'ÉQUIPEMENTS DE SONORISATION LORS DE L'ÉVÉNEMENT "HOMMAGE À FRÉDIRICK BACK"	DIRECTION GÉNÉRALE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	8 722 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	949929	NADEAU, MICHEL G	RENOUVELER LE CONTRAT DE SUPPORT ANNUEL NO 7550120496 POUR LES LICENCES AUTODESK (AUTOCAD, MAP 3D, RASTER DESIGN) - PÉRIODE DU 16 AVRIL 2014 AU 15 AVRIL 2015 - 1 SOUMISIONNAIRE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	22 448 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740663	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 085 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740814	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 117 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740750	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740768	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740771	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740811	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740818	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	ROS740820	AUBIN, FREDERIC	MODIFICATION DES PORTES LATÉRALES (SERRURES) SUR VÉHICULE INCENDIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 598 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES_5	RMI00009726900009440000001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 14-000263, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	22 752 $
STEPHANE MENIGOT	955105	LEGER, RACHEL	SLOW LIFE - AMPHITHÉÂTRE - SOUMISSION 2014-112-22042014 CI-JOINTE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 574 $
STEPHEN R. KELLERT	957076	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION DANS LE CADRE DU CONCOURS D'ARCHITECTURE D'ESPACE POUR LA VIE 2014	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 953 $
STEVE ROBERGE	953212	VINCENT, GILLES	TECHNICIEN EN SUPPORT PRENDRE LE TEMPS	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 600 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	947785	COUTURE, MICHEL	ACHAT CONSIGNATION AQUEDUC POUR LE MAGASIN DE LACHINE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 136 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	955616	TURCOTTE, ROBERT	RACCORD D'ACCOUPLEMENT FLEXIBLE,COLLIERS DE SERRAGE, 6" ARGILE A 6" FONTE/PLASTIQUE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 642 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	932697-9	COUTU, JESSICA	TPAE,A,FOURNITURE DE TUBES DE CUIVRE ET PVC	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	8 591 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-392	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 278 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-390	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 938 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	794612-28	COUTU, JESSICA	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 136 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	794612-29	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	13 968 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	794612-30	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	15 426 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	794612-27	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	9 498 $
STINSON EQUIPMENT (QUEBEC) INC.	953474	HUARD, FRANCOIS	5 GALLONS, PEINTURE BLANCHE,TERRAIN JEU	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	12 142 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
STRATEGIE ORGANISATION ET METHODE SOM INC.	955262	DEROME, JOHANNE	SONDAGE AUPRÈS DES MONTRÉALAIS PORTANT SUR LA PROGRAMMATION DE SPORT ET DE LOISIRS DE LA VILLE DE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	14 001 $
SUPER BOUTIQUE D'ANIMAUX YOGI	949839	PARIS, YVES	ACHAT D'UN MUR DE BULLES (2E VERSEMENT)	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 500 $
SURFACE SCUBA INC.	10299	PATENAUDE, NICOLE	BC 204674 - MATÉRIEL DE PLONGÉE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 306 $
SUZANNE PAQUET	924930	LEBOEUF, FRANCINE	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'ÉTUDE DE PRÉFAISABILITÉ PROGRAMMATION TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE MISE EN VALEUR DES OEUVRES DU SYMPOSIUM DE SCULPTURE DE 1964 - CLAIRIÈRE DU PARC DU MONT-ROYAL - SUZANNE PAQUET	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	24 848 $
SYSTEM PLUS	955063	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	IL CYLINDER HDPE - POUR PROJET DÉPISTAGE D'ENTRÉES EN PLOMB - 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	3 083 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ROS740904	CHARRON, DANIEL	PIÈCES RÉPARATION MOTEUR - VÉHICULE INCENDIE 337-03567	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 133 $
TAB CANADA	956038	DESJARDINS, SUZANNE	CHEMISES POCHETTES ET CHEMISES À DOSSIERS	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 700 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TACEL LIMITEE	854776-11	COUTU, JESSICA	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON,CAMÉRA, BOLLARD	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	19 648 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	946104	PIROG, MACIEJ	MCE - BC OUVERT TAXI CHARGE POUR L'ANNÉE 2014	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 074 $
TD ASSURANCE_16	RMI00009640700009607300001	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÊME DE GESTION DES RÉCLAMATIONS	TD ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-005098, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1404IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 927 $
TECH-MIX DIV BAU-VAL INC	818481-13	COUTU, JESSICA	TPAE,A,ENROBES BITUMINEUX FROIDS (ASPHALTE POUR REPARATION A FROID EN SAC, INVENTAIRE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 586 $
TECHNO FEU INC	953140	AUBIN, FREDERIC	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 027 $
TECHNO FEU INC	955433	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	10 463 $
TECHNO FEU INC	953594	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	3 640 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO FEU INC	952072	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	4 357 $
TECHNO FEU INC	956429	MASSE, CAROLINE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	6 580 $
TECHNO FEU INC	950917	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 524 $
TECHNO FEU INC	951535	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	2 585 $
TECHNO FEU INC	949313	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL ROULANT	5 658 $
TECHNO-CONTACT INC.	954589	FISET, DANIEL	ÉLECTRICITÉ - TUBE NÉON POUR INVENTAIRE - ÉRIC DESROCHERS C/M.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 254 $
TECHNO-CONTACT INC.	956490	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 560 ETIENNE DESMARTEAU, AMÉNAGEMENT 1424670066, PANNEAU , TREMBLAY ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 993 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO-CONTACT INC.	953864	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 95 C.C.R., TNC 92462, PANNEAU COMPLET DÉM. 600W, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 536 $
TECHNO-CONTACT INC.	949373	FISET, DANIEL	TECHNO CONTACT INC. - TNC 90489 - PAVILLON LAFONTAINE - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 780 $
TECHNOLOGIA FORMATION INC	953525	DION, GEORGES	FORMATION SUR WEBLOGIC SERVER 11G POUR UN GROUPE DE 16 PERSONNES DE LA DEÉA DU 29 AU 30 MAI 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	10 060 $
TECHNOLOGIA FORMATION INC	952790	DESJARDINS, GILLES	FORMATION: PRÉPARER SA TRANSITION D'EMPLOYÉ À UN POSTE DE SUPERVISION ET DE GESTION POUR LES SERGENTS LES 25 ET 26 MARS 2014	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 445 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950578	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92484, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA PISCINE RENÉ-GOUPIL # 0312, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950574	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92487, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 45 # 2431, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950562	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92488, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 38 #0762, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950475	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92489, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 42 #0409, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950467	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92490, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 47 #0104, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950464	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92491, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 49 #0037, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950458	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92492, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LE 2580 ST-JOSEPH #3665, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	950582	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92493, ACHAT DE PRODUIT ET FILTRE À POCHE POUR LA CASERNE 35 # 0038, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 054 $
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-24	HOULE, CLAUDE	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	46 251 $
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-26	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	9 488 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-23	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	11 563 $
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-25	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	28 465 $
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-27	HUARD, FRANCOIS	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	44 177 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	956078	HEBERT, SANDRA	MOBILIER POUR LE BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	124 744 $
TELUS	2123133420140306	MORIN, JOHANE	NUMÉRO DE CLIENT 21231334 - CAMÉRAS FEUX DE CIRCULATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 103 $
THE COMPUTER MEDIA GROUP	957175	RICHARD, LOUISE	CARTOUCHES POUR MS811	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 406 $
THE GAZETTE	950394	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICITÉ SUR THE GAZETTE DU 10 AVRIL AU 1ER MAI 2014	SERVICE DES GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	7 052 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
THE GAZETTE	956500	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENT MÉDIA D'AVIS PUBLIC	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 410 $
THE GAZETTE	951499	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENT MEDIA OBLIGATOIRE	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 558 $
THE GAZETTE	955223	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENT MÉDIA OBLIGATOIRE D'AVIS PUBLIC	SERVICE DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 558 $
TIPCO INC.	ROS740726	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	FOURNITURES POUR LA FORGE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 499 $
TRADELCO INC.	956215	LEFEBVRE, ROBERT	PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR ÉCLAIRAGE D'URGENCE RÉF. 11880	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 745 $
TRANE CANADA CO	33250379	GONZALEZ, ANA	BC 204605	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 089 $
TRANS ARTIK INC.	ROS740646	LESSARD, SIMON	AMENAGEMENT DE VÉHICULE (BOUILLOIRE)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 307 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TRANS ARTIK INC.	ROS740657	LESSARD, SIMON	AMENAGEMENT DE VÉHICULE BOUILLOIRE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 307 $
TRANS-CANADA ENERGIES	952577	LANDRY, JOHANNE	SYSTÈME DE BATTERIES POUR SPECTACLE LENTEUR	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 138 $
TUYAUX HITECH (HTP) LTEE	952968	BERTRAND, RICHARD	25,ATTACHE,COURROIE,ACIER INOXYDABLE,1"	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	2 037 $
UAP INC.	925868	BRANCONNIER, SERGE	ACHATS DE PEINTURE D.I.C. POUR CARROSSERIE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 111 $
UAP INC.	925869	BRANCONNIER, SERGE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS DU SERVICE DE L'APPROVISIONENMENT	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 186 $
UBIQUS CANADA	953034	BECHARD, FRANCOIS	INTERPRÉTATION SIMULTANÉE DES CONFÉRENCES DU 16 ET 23 AVRIL 2014, AU PLANÉTARIUM ET AU JARDIN BOTANIQUE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 774 $
UNIVERSITE CONCORDIA	945321	LANGLOIS, PAUL	PROJET CHACUN SON HISTOIRE, SOUS LA DIRECTION DE LYNN HUGHES	SERVICE DE LA CULTURE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 630 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
UNIVERSITE CONCORDIA	954444	BISSONNETTE, DANIEL	VISIBILITÉ À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE DE REMISE ANNUELLE DES PRIX AUX ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE.	SERVICE DE LA CULTURE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 000 $
UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI	957461	CHARPENTIER, ANNE	DÉVELOPPER DE NOUVELLES FONCTIONS DE MODÉLISATION ET DE CARTOGRAPHIE ASSOCIÉES AU PROJETS EBUTTERFLY-IPAPILLON	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 050 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	951504	MACKAY FALCON, JOHANNE	DISPOSITION DE CONTAMINÉS SUITE AU BILLET D'OUTILLAGE # 1038782 - GARAGES DICKSON, DES CARRIÈRES ET 3444 BOUSL.ST-JOSEPH	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	14 151 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	950916	THIFFAULT, YVAN	DISPOSITION DE LIQUIDES CONTAMINÉS SUITE AUX BILLETS D'OUTILLAGES #1038822 (ATELIER VIAU,GARAGES DICKSON ET DES CARRIÈRES) ET 1038781(PDQ#23, CO NORD ET 200 BELLECHASSE)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	11 056 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	954435	RODRIGUEZ, ANDREA	SERVICE D'INSPECTION TV (CCTV) DE CONDUITES D'ÉGOUTS À L'ARRONDISSEMENT CDN-NDG.	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAUX D'ÉGOUT	6 534 $
VACUUM NATIONAL SM INC.	950450	FISET, DANIEL	VACUUM NATIONAL SM INC. - DISPOSITION SE RÉFÉRANT À LA DEMANDE DE PAIEMENT DE MATÉRIEL ROULANT - FACTURE #8720- LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 269 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	950752	BERTRAND, RICHARD	SAC,JETABLE,NYLON,DECHET,43" X 45",ASPIRATEUR,MADVAC	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	ENTRETIEN ET NETTOYAGE	2 290 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VENTIMETAL LTEE	DIC738905	BEAULIEU, DAMIEN	FABRICATION DE DIVER CONDUIT ET COUDE POUR SERVICE EXTRENE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 519 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-GROUPE MELANIE JOLY	RECHERCHEJOLY31MARS14	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	RECHERCHE ET SOUTIEN DU 31 MARS 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 449 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-GROUPE MELANIE JOLY LOUIS-EDGAR JEAN-FRANCOIS	ALLOCATION7AVRIL14	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES DU 3 AVRIL 2014	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 300 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-GROUPE MELANIE JOLY LOUIS-EDGAR JEAN-FRANCOIS	DEPELEC3NOV13EQUIPEJOLY	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	VERSEMENT AVANCE SUR REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES DU 3 NOVEMBRE 2013 APRÈS VÉRIFICATION DE TOUTES LES PIÈCES JUSTIFICATIVES	SERVICE DES FINANCES	GREFFE	73 678 $
W.A.N.T.E.D PAYSAGE	954421	CHARPENTIER, ANNE	101142 «PRENDRE LE TEMPS» / CONCEPTION - FABRICATION - INSTALLATION D'UN ENCLOS POUR LES RUCHES / VÉRONIQUE LARCHER	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 307 $
WESCO DISTRIBUTION CANADA GP INC.	951439	BERTRAND, RICHARD	CONNEXION,(SPLIT BOLT),SERRAGE,ECROU,+7T,CALIBRE 2 +6 A +2	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	CONSTRUCTION	2 726 $
WOLSELEY CANADA INC	932677-16	COUTU, JESSICA	TPAE,A,FOURNITURE DE SELLETTES DE SERVICE ET MANCHONS DE RÉPARATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 326 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS AU 4 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WOLSELEY CANADA INC	616231-139	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 192 $
WSP CANADA INC.	949578	LÊ, SON-THU	FORMATION DE 4 HEURES INCLUANT UN MANUEL D'UTILISATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 696 $
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	951479	PARIS, YVES	SLOW LIFE - MATÉRIEL AUDIO ET INFORMATIQUE - SOUMISSION DU 3 AVRIL À L'ATTENTION DE MATHIEU FORCIER	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 315 $
ZOHO CORPORATION	951664	LÊ, SON-THU	QUOTE ID 21564 - ACHAT LOGICIEL GESTION DES MOTS DE PASSE PR CGMU - ZOHO CORP	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 987 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	ROS740647	BRANCONNIER, SERGE	AMENAGEMENT DE VÉHICULE (BOUILLOIRE)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 560 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	ROS740658	BRANCONNIER, SERGE	AMENAGEMENT DE VÉHICULE BOUILLOIRE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 597 $

TOTAL : 7 741 004 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1132714014

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports portant sur le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports portant sur le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal.

Signé par Yves SAINDON **Le** 2014-03-21 08:54

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Direction générale , Direction du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1132714014**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports portant sur le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports a reçu le mandat d'étudier le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal.
La Commission s'est réunie en séance de travail le 21 mai 2013 et suite aux discussions, elle a formulé un certain nombre de recommandations qui ont été réaffirmées lors d'une seconde séance de travail le 11 juin 2013. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 17 juin 2013 et le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 3 juillet 2013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1033 - 3 juillet 2013 - de prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports suite à l'étude de la motion visant le retour à la vocation institutionnelle du 1420 Mont-Royal .
CM13 0159 - 26 février 2013 - Motion de l'opposition officielle pour la restitution de la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal.

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Isabelle DUMAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-18

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1132714014

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports portant sur le retour à la vocation institutionnelle du 1420, boulevard Mont-Royal

 - 14-05-20 Projet de réponse revisée du CE au rapport de la Commission sur le 1420 Mont-Royal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF
AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LA CULTURE, LE PATRIMOINE ET LES SPORTS SUR LA MOTION VISANT LE RETOUR À LA VOCATION INSTITUTIONNELLE DU 1420 MONT-ROYAL

Mise en contexte

La Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports a reçu le mandat d'étudier la motion visant la restitution de la vocation institutionnelle du 1420 boulevard Mont-Royal et de faire rapport au conseil suite à la résolution CM13 0159 de la séance du conseil municipal tenue le 26 février 2013.

La commission s'est réunie en séance de travail le 21 mai 2013 afin de faire le point sur le dossier et d'identifier les meilleures pistes pour restituer la vocation institutionnelle de ce bâtiment patrimonial. La commission a adopté ses recommandations le même jour et les a reconfirmées à sa séance du 11 juin 2013. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 17 juin 2013 et le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 3 juillet 2013.

Commentaires d'ordre général

Le rapport de la commission fait état de l'historique du dossier qui a mené à l'affectation résidentielle du 1420 boulevard du Mont-Royal, du processus d'approbation référendaire qui a eu cours et de la situation réglementaire actuelle, et identifie les meilleures pistes, à son avis, pour restituer la vocation institutionnelle de ce bâtiment patrimonial.

Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à la recommandation émise par la commission.

R-1 et R-2

La Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports a étudié la motion visant le retour à l'affectation institutionnelle du bâtiment situé au 1420, boulevard Mont-Royal et après analyse du dossier, elle fait les recommandations suivantes au conseil municipal :

Attendu que l'Université de Montréal s'était engagée au moment de l'achat à préserver la vocation éducative et institutionnelle du bâtiment;

Attendu, qu'en avril 2009, à la suite d'une consultation publique à laquelle près de 300 personnes ont participé, l'OCPM a indiqué que la « commission aurait préféré que la vocation institutionnelle du 1420 boulevard Mont-Royal soit préservée » et « reconnaît que la réaffectation de l'ancienne maison-mère à des fins résidentielles par une entreprise privée est loin de faire consensus »;

Attendu que certaines dispositions du règlement P09-003 et P09-003-2 ont été retirées du processus d'approbation référendaire, ces dispositions concernant notamment l'obligation d'aménager en souterrain les cases de stationnements exigées, l'emplacement et le nombre maximal de cases de stationnement à l'extérieur ainsi que certains éléments de l'aménagement paysager et des voies de circulation ;

Attendu la présence de plusieurs immeubles à vocation institutionnelle dans l'arrondissement historique du Mont-Royal et l'importance de préserver dans le domaine public le patrimoine bâti de l'arrondissement historique du Mont-Royal;

La commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports recommande, à l'unanimité des membres :

R-1
D'abroger les règlements P 09-003 et 09-002 qui autorisent la transformation et l'occupation du bâtiment 1420, boulevard Mont-Royal à des fins d'habitation ;

R-2
De modifier le plan d'urbanisme de Montréal en remplaçant l'affectation du sol actuelle par une affectation du type « grand équipement institutionnel » et d'adopter une résolution de contrôle intérimaire au même effet.

Réponse à R-1* et *R-2

Le comité exécutif, tout en réitérant son engagement quant à la protection du mont Royal, maintient que l'autorisation d'un projet résidentiel compatible avec la vocation d'origine de la propriété et avec le quartier résidentiel environnant respectait tant la lettre que l'esprit du Plan de protection et de mise en valeur du mont Royal en ce qu'il assurait, d'une part, une mise en valeur optimale de cet ensemble patrimonial vacant et, d'autre part, un développement de la propriété limité aux volumes de construction existants, garantissant ainsi la préservation des espaces verts existants. De plus, le recours à un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte ainsi qu'à une entente contractuelle avec le promoteur permettait de préciser certaines conditions de mise en valeur :

- la protection des éléments d'intérêt patrimonial des lieux, tant intérieurs qu'extérieurs, notamment l'enveloppe du bâtiment et la chapelle conventuelle;
- une meilleure intégration des espaces extérieurs de la propriété à l'environnement naturel du bois Saint-Jean-Baptiste adjacent;
- une amélioration de l'accès du public aux espaces verts de ce secteur de la montagne;
- la commémoration de la présence et de l'œuvre de la congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Maintenant que le promoteur a renoncé à donner suite à son projet, l'enjeu capital concernant la propriété du 1420 Mont-Royal réside dans l'établissement de conditions

qui favoriseront – dans les meilleurs délais – l'émergence d'un projet permettant la réutilisation des quelque 40 000 mètres carrés de l'édifice, d'autant plus qu'une importante quantité d'espaces à réutiliser sur le mont Royal s'ajoutera dans le marché d'ici peu.

Bien qu'il soit plausible que la réglementation en vigueur soit éventuellement à modifier pour accommoder un nouveau projet, le comité exécutif doute sérieusement, d'une part, qu'un projet d'occupation à des fins institutionnelles de cette ampleur puisse se présenter à moyen terme et, d'autre part, qu'un projet de cette nature serait compatible à la fois avec les caractéristiques de l'immeuble et du quartier environnant.

Au sujet d'un éventuel projet à des fins institutionnelles, rappelons que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport n'avait pas jugé pertinent de dégager des sommes supplémentaires afin d'appuyer l'Université de Montréal dans la rénovation de cet édifice pour des fins éducatives. Le ministère de la Culture avait quant à lui répondu qu'il lui était impossible de s'impliquer financièrement dans ce projet.

En ce sens, le comité exécutif est d'avis qu'il n'y a pas lieu de modifier la réglementation dès maintenant, d'autant plus qu'une consultation publique serait requise en lien avec la modification au Plan d'urbanisme ce qui constitue en soi un processus assez long et un investissement en temps et en énergie qu'aucun projet concret ne justifie pour le moment. Par ailleurs, le comité exécutif estime qu'il est essentiel de maintenir des échanges continus avec les autorités de l'Université de Montréal concernant l'avenir de cet immeuble patrimonial.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports pour la qualité du rapport produit sur la motion de l'opposition officielle visant la restitution de la vocation institutionnelle du 1420 boulevard Mont-Royal et pour les recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 4.05

2014/05/26
14:00

Dossier # : 1143430007

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération.

Signé par Yves SAINDON **Le** 2014-04-29 11:53

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Direction générale , Direction du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1143430007**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur les finances et l'administration a reçu le mandat d'étudier le PTI 2014-2016. Elle a tenu huit séances publiques les 30 août, 3, 4, et 5 septembre 2013. Elle a adopté ses recommandations en assemblée publique le 9 septembre 2013.
Les 16 et 17 septembre 2013, la Commission a déposé son rapport et ses recommandations aux conseils municipal et d'agglomération suite à l'étude publique du PTI 2014-2016. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 9 octobre 2013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1609 - 9 octobre 2013 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération
CG13 0274 - 22 août 2013 - Mandat donné à la Commission permanente sur les finances et l'administration d'étudier le PTI 2014-2016, volet agglomération

CM13 0679 - 22 août 2013 - Mandat donné à la Commission permanente sur les finances et l'administration d'étudier le PTI 2014-2016, volet ville centrale

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Finances , Direction Planification stratégique (Eugénie BONIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143430007

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération



Réponse CE_PTI_1143430007.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF
AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION
SUR LE PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI) 2014-2016

Mise en contexte

La Commission permanente sur les finances et l'administration a procédé, le 30 août et les 3, 4 et 5 septembre 2013, à l'étude publique du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération. La commission a adopté ses recommandations le 9 septembre 2013. Son rapport a été déposé au conseil municipal le 16 septembre 2013, et au conseil d'agglomération le 17 septembre 2013.

Réponse aux recommandations

Il convient de rappeler que la Commission a présenté son rapport avant les dernières élections municipales du 3 novembre 2013. La nouvelle Administration a depuis procédé à des ajustements au PTI 2014-2016 de façon à investir davantage dans des projets qu'elle juge prioritaires, ce qui a été reçu favorablement par le Conseil municipal.

De plus, l'Administration vient de rendre public le Programme montréalais d'immobilisations (PMI) : perspectives 2015-2024 qui orientera l'élaboration du PTI 2015-2017. Le PTI 2015-2017 sera donc le premier à être déposé par la présente Administration. Celle-ci élaborera le PTI, notamment, à la lumière des recommandations de la Commission.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration pour la qualité du rapport produit sur le Programme triennal d'immobilisations 2014-2016.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 4.06

2014/05/26
14:00

Dossier # : 1143430009

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal;
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le **Service des finances** pour :

- évaluer les recommandations R-5, R-6 et R-7 (contenu et transmission des cahiers budgétaires) et qu'il fasse rapport au comité exécutif de son analyse et de ses propositions en prévision du budget de 2015;

- étudier la possibilité de revoir sa politique de capitalisation des actifs afin de permettre la capitalisation des arbres, dans le respect des règles applicables (R-23);

- analyser la possibilité d'incorporer les recommandations R-39 et R-41 de 2013 à la présentation financière des prochains budgets (impacts du PTI au budget de fonctionnement et vision pluriannuelle à court, moyen et long terme de l'évolution des enjeux et des défis budgétaires) et qu'il fasse rapport au comité exécutif de son analyse et de ses propositions en prévision du budget de 2015;

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le **Service des ressources humaines** pour fournir aux membres de la commission le taux d'encadrement réel de chacune des directions relevant des services de la Ville et pour présenter cette information lors de l'étude du budget 2015 (R-13);

Il est recommandé au comité exécutif de mandater la **Direction générale** pour:

- évaluer le développement de politiques municipales additionnelles, complémentaires aux politiques actuelles, pour traiter des enjeux reliés au développement durable, à la protection civile et à la préparation en cas de sinistre et de catastrophe et pour évaluer l'opportunité de constituer une réserve financière en cas de récession ou toute autre catastrophe économique (R-22 de 2013);

- produire un bilan des actions prises dans le cadre de la *Politique de développement durable des édifices municipaux* , bilan qui devra quantifier les avantages, faire état des économies réalisées et préciser le coût de réalisation de ces avantages et économies (R-44 de 2013)

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-20 12:34

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143430009**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le président du comité exécutif, M. Pierre D. Desrochers, a déposé aux assemblées extraordinaires du conseil municipal le 29 janvier 2014 (volet ville centrale) et du conseil d'agglomération le 30 janvier 2014 (volet agglomération) le *Budget de fonctionnement 2014* des arrondissements, des services centraux, des sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que de la Société de transport de Montréal en plus du PTI 2014-2016 de celle-ci.
La Commission sur les finances et l'administration a étudié publiquement le 31 janvier et du 3 au 6 février 2014 inclusivement le budget de fonctionnement, les prévisions budgétaires des services municipaux, les budgets des sociétés paramunicipales et des organismes de la Ville pour l'année 2014. L'adoption des recommandations s'est déroulée lors de l'assemblée publique du 10 février 2014.

La Commission a déposé son rapport de consultation et ses recommandations aux assemblées extraordinaires du conseil municipal le 17 février 2014 (volet ville centrale) et du conseil d'agglomération le 20 février 2014 (volet agglomération).

Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 12 mars 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0361 - 12 mars 2014 - Prendre connaissance des rapports et des recommandations de la Commission sur les finances et l'administration et de la Commission de la sécurité publique ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Service des finances , Direction (Jacques MARLEAU)

Avis favorable :
Service des ressources humaines , Direction (Danny BOUDREAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-05-16

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Colette FRASER
Greffière adjointe
Tél : 514-872-3140
Approuvé le : 2014-05-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143430009

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014 -2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal



Réponse CE_Budget 2014_1143430009.pdf- 22 mai 2014

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION SUR L'ÉTUDE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014, DES BUDGETS DES SOCIÉTÉS PARAMUNICIPALES ET ORGANISMES DE LA VILLE DE MONTRÉAL AINSI QUE DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016 ET DU BUDGET 2014 DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Mise en contexte

La Commission permanente sur les finances et l'administration a tenu des séances d'étude publique du budget de fonctionnement 2014, des budgets des sociétés paramunicipales et organismes de la Ville ainsi que du PTI 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal le 31 janvier et du 3 au 6 février 2014. Les membres de la commission se sont réunis en séances de travail le 7 février pour discuter de leurs recommandations, qui ont été adoptées en séance publique le 10 février.

Le rapport de la commission a été déposé au conseil municipal du 17 février et au conseil d'agglomération du 20 février 2014. Le comité exécutif en a été saisi à sa séance du 12 mars 2014. Dans ce qui suit, le comité exécutif répond aux recommandations formulées par la commission.

Budget de fonctionnement 2014

R-1
D'adopter les prévisions budgétaires des services municipaux, des organismes et des sociétés paramunicipales pour l'année 2014 déposées à la Commission;

Société de transport de Montréal (STM)

R-2
D'adopter le PTI 2014-2016 et les prévisions budgétaires 2014 de la Société de transport de Montréal;

Réponse à R-1 et 2
Le comité exécutif rappelle aux membres de la commission que les prévisions budgétaires de la Ville de même que celles de la STM et son PTI ont été adoptées en février 2014, tel que recommandé.

Processus budgétaire

R-3
Que l'Administration produise, dans les 90 prochains jours, un suivi des recommandations de la Commission formulées lors de l'étude du budget 2013, et qu'elle réponde formellement aux présentes recommandations dans les six mois suivant leur dépôt au conseil municipal;

Réponse à R-3
Le comité exécutif inclut dans ses réponses aux recommandations 2014 les éléments de réponse aux recommandations formulées par la commission lors de l'étude du budget 2013 lorsque ces recommandations se recoupent ou traitent des mêmes sujets. Les réponses aux recommandations spécifiques formulées lors de l'étude du budget 2013 se retrouvent à la suite des réponses aux recommandations faites en 2014.

R-4
Que la Commission soit consultée en cours d'année, par l'Administration, quant à la fixation des principes directeurs du prochain budget;

Réponse à R-4
Le comité exécutif rappelle aux membres de la commission que la responsabilité de déterminer les principes directeurs du budget lui appartient. Toutefois, le comité exécutif, par l'entremise du responsable des finances, pourra consulter la commission si celle-ci juge pertinent d'émettre des propositions à ce chapitre.

R-5
Que les cahiers budgétaires de l'ensemble des services municipaux, des organismes et des sociétés paramunicipales soient transmis, de manière électronique et en format papier, aux membres de la Commission au même moment que celui du dépôt du budget de fonctionnement de la Ville;

R-6
Que le Service des finances s'assure que les cahiers budgétaires en question soient produits dans un seul et même format (gabarit uniformisé), afin de faciliter la lecture des informations qu'ils contiennent;

R-7
Que le Service des finances demande que ces cahiers budgétaires indiquent, en plus des prévisions budgétaires de la prochaine année, les résultats réels comparatifs des trois années antérieures ainsi que l'évolution budgétaire extrapolée de l'année en cours;

Réponse à R-5, 6 et 7
Le comité exécutif est en accord avec ces recommandations et mandate le Service des finances afin qu'il fasse rapport au comité exécutif de son analyse et de ses propositions en prévision du budget de 2015.

R-8
Que les budgets 2015 de ces deux services soient également présentés devant la Commission sur les finances et l'administration, permettant à celle-ci de formuler des recommandations appropriées;

Réponse à R-8
Les services auxquelles la commission fait référence sont le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). À cet égard, le comité exécutif rappelle qu'en vertu de l'article 116 de la *Charte de la Ville de Montréal*, le budget du SPVM doit être analysé par la Commission de la sécurité publique (CSP) et le conseil

d'agglomération ne peut l'adopter qu'après avoir pris l'avis de cette commission. Le mandat de la CSP concernant la sécurité publique dans son ensemble, depuis de nombreuses années, l'étude du budget du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) lui est également soumis. L'étude des budgets de ces deux services est publique. Les membres des conseils municipaux et d'arrondissement de l'agglomération qui ne sont pas membres de la CSP peuvent participer à cette assemblée, avec droit de parole mais sans droit de vote.

Ceci dit, le comité exécutif prend note de l'intérêt marqué des membres de la Commission sur les finances et l'administration de se faire présenter le budget du SPVM et du SIM et, afin d'éviter des dédoublements, il les invite à venir assister aux présentations faites dans le cadre des assemblées publiques de la CSP et à poser toutes les questions qu'ils jugeront appropriées. Le calendrier budgétaire pour étude des budgets du SPVM et du SIM sera donc dorénavant établi en tenant compte des disponibilités des membres des deux commissions.

Recommandations générales

R-9
Que l'Administration poursuive les négociations avec le Gouvernement du Québec (dépôt de la loi cadre) pour permettre d'atteindre la répartition 50-50 du partage employeur-employés afin de réduire de 50 M$ par année les coûts des services courants et des services passés des régimes de retraite;

Et que l'Administration revoit à la hausse l'âge de la retraite sans réduction (pénalité) des employés municipaux, et ce, en fonction de paramètres comme les améliorations de longévité, tel que recommandé par la Ville dans son rapport déposé au mois d'août 2013 à la Commission parlementaire des finances publiques portant sur le Rapport D'Amours;

Réponse à R-9
Le comité exécutif rappelle qu'à la suite d'une consultation sur le sujet, le gouvernement a déposé en février 2014 le projet de loi 79, *Loi concernant la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal et d'autres modifications à ces régimes.* Ce projet de loi vise à restructurer les régimes de retraite des municipalités et traite entre autres des deux volets abordés dans la recommandation (partage 50 % - 50 % et aucune retraite subventionnée avant 55 ans). L'Administration poursuit ses démarches auprès du gouvernement nouvellement élu pour qu'il dépose le plus rapidement possible un nouveau projet de loi et fera les représentations requises auprès des autorités afin que ce projet permette une réduction sensible des coûts des régimes de retraite.

Si l'actuel gouvernement va de l'avant avec le projet, une période de négociations, prévue dans la loi, prendra place avec les syndicats de façon à essayer de parvenir à une solution négociée. Une stratégie de négociation, tenant compte des nouvelles règles de financement à mettre en place et des objectifs de réduction de coûts, sera alors établie par l'Administration afin de permettre une restructuration efficiente des régimes.

Lors de l'étude du budget 2013, la commission recommandait que les négociations au sujet des régimes de retraites avec les employés se poursuivent (R-37). Le comité exécutif informe les membres de la commission que dans le cadre de la renégociation des conventions collectives, l'enjeu des régimes de retraite est toujours discuté. C'est ainsi que dans les derniers mois, des

gains ont été réalisés avec le groupe des professionnels (augmentation de 2% des cotisations à compter de juin 2013), des contremaîtres (cotisation établie à 10% du salaire plutôt que 4,48 %) et des juristes (entente s'inspirant de celle des Cols bleus : augmentation graduelle des cotisations - de 3.89 % au total - et partage des coûts 55/45). Par ailleurs, les cadres ont augmenté leur contribution de 1,85% depuis octobre 2013 et de 2% à partir de janvier 2014.

La commission avait également recommandé que « …l'Administration se penche sur le dossier du régime de retraite des élus et évalue la possibilité de modifier le niveau de contribution des élus de façon à générer des économies dans les coûts du régime tout en maintenant un niveau des prestations basé sur la moyenne du salaire de carrière » (R-38). À ce sujet, le comité exécutif rappelle que la refonte du régime de retraite des élus a déjà fait l'objet d'un rapport conjoint de la Commission sur les finances et l'administration et de la Commission de la présidence du conseil, déposé en juin 2013 et faisant état de certaines préoccupations. Le MAMROT a également mis sur pied un comité de travail sur cette question, comité auquel la Ville et l'UMQ participeront. Des discussions sont donc à venir dans ce dossier, qui concerne tous les élus municipaux du Québec. Soulignons également que l'Administration appuie l'idée du partage des coûts 50/50 pour les élus.

R-10
Que le Service du capital humain et des communications et le Service des affaires institutionnelles préparent un plan de communication pour accompagner l'Administration afin de sensibiliser le public et les paliers de gouvernement à la nécessité de modifications législatives relatives aux régimes de retraite des employés municipaux;

Réponse à R-10
Le comité exécutif estime que la position de la Ville et celle de l'ensemble des municipalités a été bien exposée au gouvernement, notamment par la présentation de mémoires devant la Commission D'Amours au mois d'août 2013. Il assure aux membres de la commission que si l'évolution du dossier exige de nouvelles représentations auprès des gouvernements, le nécessaire sera fait. Par ailleurs, il mandatera conjointement le Service des communications et celui des ressources humaines pour préparer un plan de communications auprès des citoyens et des employés sur le contenu et les impacts de la loi, et ce, au moment opportun.

R-11
Que l'Administration envisage la réduction d'un 5 % supplémentaire en 2015 de la rémunération globale de la totalité des services centraux;

Réponse à R-11
Le comité exécutif porte une attention particulière à l'enjeu de la rémunération. C'est pourquoi il a récemment rendu public le Plan quinquennal de main d'œuvre (PQMO) 2014-2018 qui présente les stratégies retenues afin d'optimiser les coûts de rémunération, ce qui répond à la préoccupation de la commission.

R-12
Que l'Administration transmette à la Commission des rapports trimestriels sur les matières suivantes:
- l'évolution de la rémunération globale;
- l'état précis du nombre de postes vacants dans les services municipaux et les sociétés paramunicipales;

Réponse à R-12
Le comité exécutif souhaite assurer la Commission permanente sur les finances et l'administration qu'il procédera au suivi nécessaire des mesures adoptées concernant cet enjeu, et que le directeur général est également mandaté à cette fin.

R-13
Que l'Administration présente, devant la Commission, le taux d'encadrement réel de chacune des directions relevant des services de la Ville;

Réponse à R-13
Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation et mandate le Service des ressources humaines pour fournir les données actuelles aux membres de la commission et pour présenter cette information lors de l'étude du budget 2015.

R-14
Que la Politique de capitalisation de rémunération soit revue afin de minimiser cette pratique;
Et que l'utilisation d'emprunt pour payer les rémunérations capitalisées soit abolie d'ici la fin 2017;

Réponse à R-14
La pratique dont il est ici question, telle que décrite dans les considérants du rapport, est celle consistant à financer certains postes à même les règlements d'emprunt (postes capitalisés). Le comité exécutif est d'accord pour minimiser cette pratique et mentionne que le PQMO 2014-2018 dont la réponse à R-11 fait état prévoit déjà ramener 75 de ces postes par année au budget de fonctionnement.

R-15
Que l'excédant des surplus de 2013 soit affecté, le cas échéant, de la manière suivante :
- les premiers 50 M$ pour réduire la dette;
- l'excédant pour créer des fonds de réserve;

Réponse à R-15
Le comité exécutif souhaite assurer la Commission permanente sur les finances et l'administration qu'il affecte au mieux les surplus dégagés. Les décisions concernant l'utilisation des surplus sont par ailleurs soumises au conseil municipal.

R-16
Que les charges fiscales générales 2015, excluant celles pour l'eau, soient établies en fonction du taux d'inflation le plus bas projeté pour la région métropolitaine de Montréal par la Banque du Canada et le Conference Board du Canada jusqu'à un maximum de 2 %;

Réponse à R-16
Le comité exécutif assure aux membres de la commission qu'il élaborera les orientations de son prochain budget en tenant compte des multiples défis que posent les finances municipales, tout en respectant la capacité de payer des contribuables et l'engagement politique de ne pas augmenter leur fardeau fiscal au-delà de 2%, soit le taux prévu d'inflation pour 2015.

R-17
Que l'Administration élabore des scénarios sur les impacts de l'évolution de la dette municipale à court, moyen et long terme et dépose cette analyse à la Commission, au moins 30 jours avant le dépôt du prochain budget;

Réponse à R-17
Le comité exécutif rappelle à la Commission permanente sur les finances et l'administration que ces analyses sont produites annuellement par le Service des finances. Par ailleurs, le comité exécutif pourra demander que soient présentées ces analyses dans le cadre du dévoilement du PTI, lequel est systématiquement présenté avant le budget de fonctionnement.

R-18
Que le Service du capital humain et des communications fournisse annuellement un portrait de l'application du Plan d'accès à l'égalité en emploi de la Ville ainsi que des statistiques sur l'embauche du personnel provenant de la communauté anglophone;

Réponse à R-18
Le comité exécutif souhaite d'abord mentionner que le Service des ressources humaines produit annuellement des statistiques sur la représentation, l'embauche et les promotions des groupes visés par l'accès à l'égalité en emploi, statistiques déposées au comité exécutif, sur le site Intranet et sur le site « Carrières » de la Ville.

La tenue et l'utilisation de statistiques sur l'embauche de personnes provenant de la communauté anglophone pose cependant de sérieuses difficultés. En vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Ville de Montréal peut demander à ses candidats et ses employés de s'identifier en fonction des groupes visés par la loi soit : les femmes, les autochtones, les membres de minorités visibles et de minorités ethniques et les personnes handicapées. Les anglophones ne constituent pas un groupe visé par cette loi. De plus, la langue est un motif de discrimination prohibée par la Charte des droits et libertés de la personne. La Commission des droits de la personne indique aussi qu'on ne peut poser de question sur la langue maternelle d'une personne dans un formulaire de demande d'emploi ou lors d'une entrevue. Cette statistique sur le nombre d'anglophones à la Ville ne pourrait alors être obtenue que sur une base volontaire après l'embauche. Elle serait donc difficile à justifier et à tenir à jour.

Le comité exécutif s'interroge d'ailleurs sur l'utilité d'un tel recensement. L'article 16 de la Charte des droits et libertés de la personne stipule ceci : *Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la durée de la période de probation, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classifications d'emploi.* Ainsi, même si le Service des ressources humaines arrivait à recenser le nombre d'employés qui ont l'anglais comme langue maternelle, cette donnée serait peu utile car elle ne pourrait motiver des actions en dotation et gestion de la main-d'œuvre.

R-19
Que, dans le cadre des négociations avec le Gouvernement du Québec, l'Administration présente des demandes afin d'obtenir :

- une majoration du montant éligible des taxes foncières pour les résidents à moindre revenu afin de diminuer pour eux l'impact des augmentations des charges fiscales;

- une meilleure équité fiscale dans la mesure où la Ville de Montréal assume des responsabilités qui ne sont pas exercées par les autres municipalités québécoises (le transport scolaire assumé par la STM et certains services de sécurité publique assurés par le SPVM notamment) et que celles-ci sont à la charge des contribuables montréalais plutôt que par la population québécoise dans son ensemble (Gouvernement du Québec);
- la bonification des programmes d'aide à la décontamination permettant de faciliter le développement de sites.

Réponse à R-19
Le comité exécutif assure la commission qu'il mettra tout en œuvre pour maintenir ou atteindre une plus grande équité fiscale entre les contribuables, tout en considérant leur capacité de payer, dans le cadre des négociations avec le gouvernement du Québec sur le pacte fiscal. Il demandera notamment le remboursement de la TVQ, tel que le suggérait la commission lors de l'étude du budget 2013 (R-32).

En ce qui concerne plus spécifiquement les programmes d'aide à la décontamination, qui faisait également l'objet de la recommandation R-35 en 2013, le comité exécutif informe les membres de la commission que le programme ClimatSol du gouvernement du Québec a été prolongé jusqu'au 31 mars 2015 sur l'ensemble du territoire de la Ville et jusqu'au 31 mars 2017 dans les six territoires prioritaires préalablement déterminés et répertoriés ci-après :

- le site Brenntag-Canada Malting, dans l'arrondissement du Sud-Ouest;
- le 2985, rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest;
- le site Namur–Jean-Talon, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
- le site Parthenais, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
- le site Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- le site Albert-Hudon, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

R-20
Que les délais de traitement des dossiers judiciaires issus des constats d'infraction émis par les arrondissements soient réduits significativement;

Réponse à R-20
Le comité exécutif souhaite d'abord préciser que le traitement des constats d'infraction est régi par le Code de procédure pénale, qui induit des délais à plusieurs étapes du processus judiciaire. Il mentionne également qu'au cours de l'année 2013, la réception massive de constats émis lors des manifestations étudiantes (règlement P-6) a créé un effet d'engorgement, et que les employés de la cour municipale ont consacré beaucoup d'effort à réduire cet effet, avec succès. Cela dit, le comité exécutif partage la préoccupation de la commission quant aux délais de traitement des constats et demande au Service des affaires juridiques de tout mettre en œuvre afin de réduire ces délais.

R-21
Que l'Administration s'assure que le taux de réalisation des travaux en 2014 augmente jusqu'à 65 % avant d'évaluer la pertinence d'augmenter le taux de taxe d'eau (Fonds de l'eau) à la hauteur de celui proposé en 2013, pour l'année 2015;

Réponse à R-21
Le comité exécutif indique aux membres de la commission que la hausse du taux de réalisation des travaux constitue l'une des priorités de l'Administration et qu'il prendra les mesures nécessaires à l'atteinte de cet objectif, notamment la planification à long terme des investissements et une amélioration du suivi de réalisation des projets. En ce qui concerne plus spécifiquement les projets de l'eau, le comité exécutif informe la commission que sur le budget d'investissement de 336 M$ adopté le 3 septembre 2013, il est prévu investir 250 M$, ce qui assurerait un taux de réalisation de 74 %. Cependant, le comité exécutif étudiera en temps et lieu la possibilité de proposer ou non une augmentation du taux de la taxe d'eau, en ayant en main toutes les données lui permettant d'analyser cette question, considérant que toute augmentation de la taxe d'eau devra respecter l'engagement de limiter l'accroissement du fardeau fiscal.

R-22
Que le Service de l'eau devance l'échéancier fixé pour compléter l'installation de l'ensemble des compteurs d'eau dans les bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels (ICI);

Réponse à R-22
Le comité exécutif souhaite rappeler aux membres de la commission que le projet initial des compteurs d'eau, tel qu'exposé dans la Stratégie montréalaise de l'eau, s'étendait sur une période de 6 ans, et qu'il l'a lui-même ramené à une période de 5 ans, et c'est sur cet échéancier de 5 ans qu'un plan de travail a été déployé.

R-23
Que l'Administration révise sa politique de capitalisation des actifs pour permettre la capitalisation des arbres plantés sur le domaine public;

Réponse à R-23
Le comité exécutif est d'accord à ce que la Ville puisse, à l'avenir, financer par règlement d'emprunt la plantation de nouveaux arbres sur le domaine public, et ce, sans égard à la nature capitalisable ou non des dépenses qu'elle intègre.

R-24
Que l'Administration développe des plans directeurs immobiliers (par profil) pour améliorer l'état des bâtiments en question et s'assure d'avoir des sources de financement pour les réaliser;

Réponse à R-24
Le comité exécutif informe les membres de la commission que de tels plans directeurs existent, ont fait l'objet de présentation au comité exécutif et sont actuellement mis en oeuvre en fonction des montants alloués annuellement à cette fin.

Dans la recommandation R-24 formulée lors de l'étude du budget 2013, la commission exprimait déjà sa préoccupation à l'égard de la mise à jour de plans directeurs dans tous les secteurs d'activités. Le comité exécutif assure la commission qu'il est conscient du défi posé par l'état de toutes les infrastructures de la Ville, que la réponse à ce défi passe nécessairement par une planification à long terme, planification qui doit se baser sur une bonne connaissance de l'état de nos actifs. L'Administration a déjà annoncé sa volonté d'améliorer cette planification et le taux de réalisation des projets, notamment par le Programme montréalais d'investissement (PMI) 2015-2024, et par une révision du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PTI.

R-25
Que la recommandation unanime de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), adoptée en 2012, qui visait l'obtention de revenus supplémentaires sur tous les aspects déjà identifiés, soit réitérée par la Ville comme étant une priorité;

Réponse en R-25
En matière de financement du transport en commun, objet visé par la recommandation et qui était également abordé par la recommandation R-34 formulée lors de l'étude du budget 2013, le comité exécutif rappelle que dans le cadre de la consultation du gouvernement du Québec sur la Politique québécoise de mobilité durable, la Ville de Montréal a déposé en juin 2013 un mémoire dont les recommandations sont de :

- Déployer la recommandation des élus de la CMM d'août 2012 pour un financement municipal dédié au transport en commun.
- Assurer de nouvelles sources de revenus, notamment par l'analyse des options de financement par péage routier, pour améliorer la mobilité dans les corridors du réseau artériel métropolitain et ainsi assurer le déploiement de l'ensemble des interventions requises afin de tendre vers une mobilité durable dans ces corridors.
- Assurer de nouvelles sources de revenus pour répondre à la pression sur les finances de Montréal suite au déploiement de la future PQMD.
- Retenir la déclaration de la CMM datant du 22 mai 2013, demandant au gouvernement du Québec de majorer de 1 milliard $ par année, pour les dix prochaines années, les sommes investies dans les infrastructures de transport en commun.
- Assurer une contribution gouvernementale pour le maintien des structures routières afin de normaliser une situation inéquitable par rapport aux municipalités de 100 000 habitants et moins.
- Assurer une contribution financière régionale et gouvernementale à la création et au maintien du réseau artériel métropolitain (RAM) par une nouvelle source dédiée, notamment la tarification routière.

Au début de février 2014, le gouvernement avait déposé sa Stratégie nationale de mobilité durable, qui répondait en partie aux demandes de la Ville et des municipalités du Québec et avait montré une certaine ouverture à revoir la gouvernance du transport en commun dans la région métropolitaine. Le gouvernement ayant changé avec l'élection d'avril 2014, les discussions reprendront avec les nouveaux élus, afin de maintenir les acquis et si possible obtenir de nouveaux gains en matière de financement du transport en commun.

R-26
Que la totalité des sommes perçues par la contribution de la taxe sur le stationnement et la taxe d'immatriculation soit dédiée au transport collectif et actif;

Réponse à R-26
Le comité exécutif souhaite informer la commission que depuis la mise en place de ces deux taxes, la contribution de la Ville aux transports collectifs et actifs s'est accrue d'un montant de loin supérieur aux revenus générés par ces deux taxes. En d'autres termes, on peut considérer que, même si ces revenus sont dirigés vers le fonds général, tous les revenus de la taxe sur le stationnement et de la taxe d'immatriculation ont servi à financer l'augmentation de la contribution de la Ville au transport collectif et actif.

R-27
Que l'Administration appuie les démarches effectuées auprès du Gouvernement du Québec par la STM dans son mémoire pré-budgétaire 2014.

Réponse à R-27
Le comité exécutif assure aux membres de la commission que les interventions de la Ville en matière de financement du transport en commun concordent avec les orientations défendues par la STM auprès des gouvernements supérieurs. Cela se reflétait d'ailleurs dans le mémoire que la Ville de Montréal a déposé dans le cadre de la consultation sur la politique québécoise de mobilité durable dont fait état la réponse à R-25, ci-dessus.

Réponse du comité exécutif aux recommandations formulées lors de l'étude du budget 2013 et qui ne n'ont pas été abordées dans les réponses ci-dessus

Politiques financières

R-22 (2013)
Que la Direction générale poursuive le travail nécessaire à la préparation et à la mise en œuvre d'une planification stratégique à court, moyen et long terme et,

Que cette planification stratégique s'inspire de la politique financière mise de l'avant par la Government Finance Officers Association (GFOA) pour y voir décrit le critère « Enjeux actuels et futurs » sur les objets suivants :

- le déficit actuariel et le déficit d'entretien pour mieux comprendre leur résorption au cours des prochaines années ;
- la dette afin d'estimer son évolution – si elle est trop élevée ou non selon la conjoncture ;
- l'entretien régulier des infrastructures – si le montant prévu est suffisant ;
- la réserve en cas de catastrophes, de récession – si la somme mise de côté est raisonnable ;
- la sous-budgétisation de plusieurs postes névralgiques – à corriger ou non, etc.

À nouveau, la Commission recommande d'inclure les politiques financières sur le développement durable, sur la protection civile et sur la préparation en cas de sinistre et de catastrophe dans cette planification.

Réponse à R-22
Le comité exécutif informe les membres de la commission que la Ville de Montréal a déjà plusieurs politiques financières s'inscrivant dans sa planification stratégique :

- Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations
- Politique de gestion de la dette
- Politique de gestion des dépenses
- Politique de gestion des réserves de fonds

- Politique de l'équilibre budgétaire
- Politique des équipements et des infrastructures
- Politique des sources de revenus

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour évaluer le développement de politiques municipales additionnelles, complémentaires aux politiques actuelles, pour traiter des enjeux reliés au développement durable, à la protection civile et à la préparation en cas de sinistre et de catastrophe et pour évaluer l'opportunité de constituer une réserve financière en cas de récession ou toute autre catastrophe économique.

Poursuite de l'amélioration des processus de gestion

R-23 (2013)
Que la Direction générale poursuive le développement et la mise à jour d'indicateurs de gestion pour permettre de quantifier et de qualifier les résultats de la démarche « Lean management » menée par la Ville de Montréal dans l'ensemble de ses activités.

R-25 (2013)
Que l'Administration poursuive la mise en œuvre et le renforcement des contrôles de gestion internes en se fixant des objectifs, non seulement a posteriori, mais également en amont.

R-27 (2013)
Que l'Administration assure, en cours d'année, un suivi rigoureux des chantiers d'optimisation mis en œuvre pour diverses activités de la Ville de façon à identifier les endroits où l'optimisation est réalisée et,

Que la Direction générale présente trimestriellement l'évolution de chacune des unités d'affaires devant cette Commission, au cours du prochain exercice, en faisant ressortir les économies générées par ces nouvelles mesures.

R-28 (2013)
Que le Service des technologies de l'information poursuive le travail d'intégration de la fonction des technologies de l'information aux activités de la Ville et prenne les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des informations et des infrastructures rapatriées ou logées à l'externe.

Réponse à R-23, 25, 27 et 28
Le comité exécutif assure aux membres de la commission qu'il est dans son intention de poursuivre les efforts visant à améliorer la qualité de la gestion de la Ville. C'est ainsi que la réorganisation administrative effectuée en début d'année comporte plusieurs initiatives en ce sens, notamment la création d'un Service de la performance organisationnelle, dont le rôle sera justement d'évaluer la performance de la Ville, de coordonner des démarches d'amélioration dans différents secteurs, de faire de l'étalonnage auprès d'autres municipalités québécoises et canadiennes, de développer des indicateurs de performance et de contrôler et diffuser les résultats obtenus. Le comité exécutif informe d'ailleurs la commission que des démarches sont en cours pour que la Ville adhère au réseau OMBI (Ontario Municipal Benchmarking Initiative), adhésion qui l'obligera à se conformer à un processus rigoureux de fixation et de suivi d'indicateurs de gestion municipale.

Les actions de ce service se situeront dans la continuité des actions entreprises dans les années récentes, et dont certaines ont déjà porté fruit. C'est le cas, entre autres, du chantier de l'approvisionnement, qui a permis d'identifier des économies de 3 M$ qui doivent être récupérées au cours de l'exercice 2014.

Récupération de montants versés en trop

R-26 (2013)
Que l'Administration procède à l'analyse des coûts des contrats octroyés depuis 1988 et déposés dans le cadre des travaux de la Commission Charbonneau, afin de récupérer, s'il y a lieu, les montants appartenant à la Ville de Montréal, malgré le fait que la Commission Charbonneau amorce son étude à compter de 1996.

Réponse à R-26
Le comité exécutif informe les membres de la commission qu'un groupe de travail, auquel participent notamment le Service des affaires juridiques et le Service du contrôleur général, poursuit son travail d'étude des recours et stratégies possibles pour récupérer des montants qui auraient été indûment versés dans le cadre de contrats entachés par des manœuvres de collusion et de corruption.

Il précise aussi que les actions suivantes ont été entreprises :

- Dépôt de griefs de recouvrement de la valeur des commissions secrètes perçues par d'ex-employés ayant accepté des pots-de-vin, auxquels se rattachent deux actions en inopposabilité de transactions immobilières effectuées par deux d'entre eux (MM. Leclerc et Surprenant);
- Poursuite en dommage intentée contre MM. Lino Zambito, Michel Lalonde, la firme Génius Conseil inc. ainsi que les deux chargés de projets d'Infrabec et de Génius impliqués (300 000 $ à parfaire);
- Action en recouvrement contre Pavages C.S.F. inc. de sommes payées en trop dans le cadre d'un contrat de construction;
- Retenues contractuelles contre Pavages A.T.G. inc. en recouvrement de sommes payées en trop dans le cadre de contrats de construction.

La Ville de Montréal a également participé aux consultations particulières relatives au projet de loi 61 *: Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie de la construction.*

Il est de la volonté du comité exécutif de faire tout ce qu'il est en son pouvoir de faire pour récupérer tous les montants en cause et ce, sur la plus longue période qu'il sera possible de couvrir.

Réforme du financement des arrondissements

R-29 (2013)
Que l'Administration présente, devant cette Commission, tel que déjà sollicité, tous les paramètres définis dans la réforme du financement des arrondissements qui sera mise à jour en 2013 afin d'atteindre l'équité.

Réponse à R-29
Le comité exécutif rappelle que le Maire a mis en place la Table des maires d'arrondissement et que, par l'entremise de cette Table, un comité de réforme du financement des arrondissements a été mis sur pied. Notons que ce comité est composé de 5 maires d'arrondissement et du président du comité exécutif. Ils ont pris connaissance du modèle proposé de la réforme du financement 2013 et procédé à son analyse en fonction du contexte actuel afin d'en arriver à un résultat qui garantira une répartition équitable des ressources.

Embauche de ressources en urbanisme

R-30 (2013)
Que l'Administration permette le regroupement ou l'embauche de ressources spécialisées à la planification urbaine du Service de la mise en valeur du territoire dans le respect des responsabilités stipulées dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Réponse à R-30
Le comité exécutif rappelle à la commission que le Service de la mise en valeur du territoire a procédé en 2013 à une réorganisation visant à renforcer l'expertise municipale en matière de planification urbaine. La restructuration entrée en vigueur le 1er mai poursuit le même objectif, en ajoutant à ce service la responsabilité de la planification du transport et de la mise en valeur du patrimoine.

Dépôt de rapport

R-31 (2013)
Que l'Administration mandate la Direction générale de présenter des rapports trimestriels à la Commission sur l'avancement des présentes recommandations.

Réponse à R-31
Le comité exécutif précise que bon nombre des résultats obtenus à la suite de la mise en œuvre des présentes recommandations seront reflétés dans les prochains budgets et n'ont donc pas à faire l'objet de suivis trimestriels. Il invite les membres de la commission à formuler toute demande de suivi spécifique qu'ils jugent opportun d'obtenir, et les assure de la disponibilité des services concernés à donner suite à ces demandes.

Obtention de redevances réglementaires

R-33 (2013)
Que l'Administration et les services municipaux poursuivent leur travail inlassable afin d'obtenir davantage au chapitre des redevances réglementaires notamment en ce qui concerne les matières résiduelles.

Réponse à R-33
Le comité exécutif informe les membres de la commission que l'Administration et les services municipaux concernés ont effectué des représentations auprès du gouvernement du Québec concernant le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances sur l'élimination des matières résiduelles.

Le gouvernement du Québec a modifié en 2013 le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles afin de financer davantage de projets dans le cadre du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage. Il faut rappeler que le projet de la Ville de Montréal est éligible à une aide financière de près de 135 M$ dans le cadre de ce dernier programme.

Nouveaux programmes d'habitation

R-36 (2013)
Que l'Administration s'assure que la Ville de Montréal obtienne sa part dans le nouveau programme provincial pour la création de nouvelles unités d'habitation.

Réponse à R-36
Le comité exécutif informe les membres de la commission que, bien qu'annoncé dans le budget 2012-2013 du Gouvernement du Québec, le volet «capital patient» n'a toujours pas été mis en oeuvre dans le cadre du programme AccèsLogis Québec dédié à l'habitation sociale et communautaire. La Direction de l'habitation effectue en continu un suivi des travaux de la SHQ afin d'obtenir une part équitable de tous les programmes d'habitation de la Société d'habitation du Québec actuellement en révision.

Notons également qu'en début d'année 2014, dans le cadre des consultations prébudgétaires du gouvernement du Québec 2014-2015, le Maire s'est entretenu à ce sujet avec M. Nicolas Marceau, alors ministre des Finances sous l'ancien gouvernement, afin d'augmenter les parts allouées à la Ville de Montréal à ce chapitre et en modifier les modalités du programme.

L'Administration poursuit ces demandes et discussions avec le nouveau gouvernement notamment en dotant la Ville de Montréal de pouvoirs fiscaux reconnaissant son statut de Métropole.

Présentation budgétaire

R-39 (2013)
Que l'Administration traduise, pour 2013 et les années à venir, les impacts du PTI au budget de fonctionnement.

R-41 (2013)
Que l'Administration présente, dans le cadre de chaque budget annuel de la Ville de Montréal, une vision pluriannuelle à court, moyen et long terme de l'évolution des enjeux et des défis budgétaires.

Réponse à R-39 et 41
Le comité exécutif est en accord avec ces recommandations et mandate le Service des finances afin qu'il fasse rapport au comité exécutif de son analyse et de ses propositions en prévision du budget de 2015.

GFOA

R-42 (2013)
Que le Service des finances soumette, comme ce fut le cas durant de nombreuses années, la candidature de la Ville de Montréal à la Government Finance Officers Association (GFOA) pour la présentation des documents budgétaires au concours du prix d'excellence de 2012 et de 2013.

R-43 (2013)
Que la Commission des services électriques, la Société du parc Jean-Drapeau et la Société d'habitation et de développement de Montréal et tout autre organisme ou société relevant de la Ville de Montréal entreprennent les démarches les conduisant à obtenir cette certification GFOA visant l'amélioration des règles de gouvernance.

Réponse à R-42, R-43
Le comité exécutif mentionne que bien que les documents budgétaires n'aient pas été soumis au concours d'excellence, ceux-ci continuent de respecter les mêmes standards que ceux qui ont permis à la Ville de Montréal de remporter ces concours dans les années passées. Toutefois, par mesure d'économie, la Ville de Montréal a décidé de ne pas renouveler l'abonnement annuel à la GFOA. En conséquence, elle ne peut donc plus soumettre ces documents au concours annuel.

Certificat LEED

R-44 (2013)
Que l'Administration diffuse auprès des élus et des citoyens les actions prises en matière de développement durable en faisant connaître, notamment, les avantages et les économies réalisées suite à l'adoption de la *Politique de développement durable des édifices municipaux* corrélative à une certification LEED.

Réponse à R-44
Le comité exécutif rappelle aux membres de la commission que le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise fait l'objet de bilans périodiques disponibles sur le site Internet de la Ville. Par ailleurs, il mandate la Direction générale pour produire un bilan des actions prises dans le cadre de la *Politique de développement durable des édifices municipaux*, bilan qui devra quantifier les avantages, faire état des économies réalisées et préciser le coût de réalisation de ces avantages et économies.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration pour la qualité du rapport produit sur le budget de 2014 et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction

Dossier # : 1143430009

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014 -2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable

COMMENTAIRES

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques MARLEAU
Directeur principal et trésorier adjoint

Tél : 514-872-6630

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-16

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier adjoint.
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des ressources humaines , Direction

Dossier # : 1143430009

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014 -2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable

COMMENTAIRES

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danny BOUDREAULT
Agente-conseil en rémunération

Tél : 514 872-6350

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-20

Danny BOUDREAULT
Directeur, relation de travail et soutien conseil à la gestion
Tél : 514 872-4655
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 4.07

2014/05/26
14:00

Dossier # : 1143430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service des infrastructures, voirie et transport pour :

- coordonner et assurer une assistance technique, une harmonisation et un suivi-évaluation auprès des arrondissements, des services centraux de la Ville ainsi que des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal pour la mise en oeuvre visant à s'assurer de faire respecter, d'ici décembre 2018, les règles prévues au Code de la sécurité routière concernant le 5 mètres de dégagement des coins de rue et de part et d'autre d'un passage piétonnier. Plusieurs solutions à cet effet doivent être évaluées dont la construction de saillies, le marquage des bordures et l'installation de panneaux d'arrêts interdits, ainsi que des stratégies qui intègrent du contrôle et des campagnes de sensibilisation (R-1);

- élaborer et adopter de nouveaux critères permettant, lorsque justifié, d'allonger le temps alloué à la traversée de la rue, notamment pour les piétons à mobilité réduite, en présence de traverses scolaires et aux endroits où il y a une forte concentration de personnes âgées et appliquer immédiatement ces nouveaux critères aussi bien pour les nouveaux projets que pour ceux déjà en cours à la Ville et faire connaître et diffuser ces nouveaux critères auprès des arrondissements de même qu'auprès des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal (R-2);

- développer une procédure et des critères d'évaluation permettant de cibler les sites où l'insécurité et l'inconfort des piétons sont élevés et appliquer systématiquement la procédure et les critères d'évaluation établis, et ce, autant dans tout nouveau projet que dans les programmes en cours, notamment le Programme de sécurisation de 500 carrefours ainsi que le Programme de réaménagement géométrique (R-3);

- favoriser, dans la mesure du possible, la réalisation d’interventions le long de corridors et d’assurer la meilleure concertation possible avec les arrondissements concernés par les travaux que le Service des infrastructures, voirie et transport réalise (R-3);

- maintenir et intensifier ses efforts d’intégration des travaux entre tous les services centraux de la Ville de Montréal, incluant notamment les services d’utilités publiques (R-4);

- élaborer et appliquer des normes minimales d’aménagement pour assurer le confort et la sécurité de tous les piétons et, plus particulièrement, des personnes à mobilité réduite (R-4);

- clarifier la procédure de traitement et d’analyse des demandes de changements ou d’installation de feux de circulation et d’y apporter les améliorations requises en collaboration avec les arrondissements, afin d’assurer une réponse dans des délais raisonnables (R-5);

- élaborer de nouveaux critères de justification et d’aménagement des passages piétonniers à mi-bloc et proposer et réaliser un programme de révision des passages piétonniers à mi-bloc visant à accroître la sécurité et le confort des piétons à ces endroits (R-6);

- faire connaître et diffuser les nouveaux critères d’aménagement des passages piétonniers à mi-bloc auprès des 15 villes reconstituées de l’agglomération de Montréal (R-6);

- déterminer en collaboration avec les arrondissements et la Division du marquage et de la signalisation de l’arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie, les ressources requises pour évaluer les pratiques actuelles les plus efficaces dans ce domaine et dans la mesure des ressources octroyées, coordonner la mise en place de bancs d’essais et faire des recommandations quant aux choix de matériaux de marquage et aux procédés d’application (R-7);

- faire connaître et diffuser, s'il y a lieu, les nouvelles alternatives retenues en matière de marquage des passages piétonniers auprès des 15 villes reconstituées de l’agglomération de Montréal (R-7);

- élaborer et adopter une stratégie d’harmonisation des modes de fonctionnement des feux piétons et coordonner sa mise en place sur l’ensemble du territoire de l’agglomération de Montréal dans le cadre d’une démarche participative incluant les 19 arrondissements de la Ville de Montréal et les 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal (R-9);

- intensifier, via le Programme de Mise aux normes des feux de circulation, l’installation de feux pour piétons à toutes les intersections munies de feux de circulation le long de toutes les rues affichant de forts débits véhiculaires et piétonniers, notamment pour les piétons à mobilité réduite, en présence de traverses scolaires et aux endroits où il y a une forte concentration de personnes âgées et informer les arrondissements de cette recommandation puisque ceux-ci sont responsables de la gestion des feux de circulation sur le réseau local (R-10);

- intensifier l’installation de feux sonores là où requis et informer les arrondissements de cette recommandation puisque ceux-ci sont responsables de la gestion des feux de circulation sur le réseau local (R-11);

- faire la formation du personnel technique de la Ville centre et des arrondissements sur l'interprétation et l'utilisation des normes de signalisation et pour poursuivre les représentations auprès du ministère des Transports du Québec (MTQ) pour modifier les normes de signalisation, lorsque requis, afin qu'elles tiennent davantage compte des besoins et contraintes du milieu urbain, notamment concernant l'implantation de panneaux d'arrêt (R-13);

- que la mise en place du futur Bureau de la sécurité des déplacements et pour lequel le Comité exécutif a donné un accord de principe (CE13 1603) en octobre 2013 devienne le mandataire privilégié pour réaliser ce mandat de formation du personnel technique et de représentation auprès du MTQ (R-13).

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service de police de la Ville de Montréal et le Service des infrastructures, voirie et transport pour :

- poursuivre les campagnes concertées de sensibilisation et d'éducation auprès des piétons, cyclistes et conducteurs de véhicules motorisés concernant le partage sécuritaire de la route, comme cela s'est fait dans le cas de la campagne de sensibilisation en sécurité routière en cours depuis 2012 et intitulée : «100% Vigilant» (R-8);

- que la mise en place du futur Bureau de la sécurité des déplacements et pour lequel le Comité exécutif a donné un accord de principe (CE13 1603) en octobre 2013 contribue à intensifier la collaboration entre le Service des infrastructures, voirie et transport, le SPVM, les arrondissements et les 15 villes reconstituées en matière de promotion de la sécurité routière pour l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal (R-8).

Il est recommandé au comité exécutif de mandater la Société de transport de Montréal et le Service des infrastructures, voirie et transport pour :

- élaborer conjointement des critères d'aménagement permettant d'accroître systématiquement le confort et la sécurité des piétons lors de l'implantation de voies réservées et de corridors de lignes express d'autobus, particulièrement aux intersections et en présence de traverses piétonnes (R-12).

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-14 15:07

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143430001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur le transport et les travaux publics a procédé le 17 octobre 2012, le 10 avril et les 1er, 14, 16 et 21 mai 2013 à l'étude publique du dossier de la traversée de la rue, et ce, tel que prévu à son programme d'activités.
La Commission a adopté ses recommandations le 11 septembre 2013. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 23 septembre 2013 et à la séance du conseil d'agglomération du 26 septembre 2013. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 9 octobre 2013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1606 - Séance du 9 octobre 2013 - Prendre connaissance du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?
CG13 0134 - Séance du 25 avril 2013 - Approuver le programme d'activités 2013 des commissions permanentes du conseil d'agglomération
CM13 0335 - Séance du 22 avril 2013 - Approbation du programme d'activités 2013 des commissions permanentes du conseil municipal
CG12 0087 - Séance du 22 mars 2012 - Approuver le programme d'activités 2012 des commissions permanentes du conseil d'agglomération
CM12 0221 - Séance du 19 mars 2012 - Approuver le programme d'activités 2012 des Commissions permanentes du conseil municipal

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Nadine D'AMBROISE)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Services aux citoyens (Claude BUSSIÈRES)

Avis favorable avec commentaires :
Société de transport de Montréal , Direction (Sylvie - Ext TREMBLAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-21

Emmanuel TANI-MOORE

Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Colette FRASER
Greffière adjointe
Tél : 514-872-3140
Approuvé le : 2014-05-14

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?



Réponse CE_Traversée de la rue_1143430001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LE TRANSPORT ET LES TRAVAUX PUBLICS SUR LA TRAVERSÉE DE LA RUE

Mise en contexte

La Commission permanente sur le transport et les travaux publics a procédé le 17 octobre 2012, le 10 avril et les 1er, 14, 16 et 21 mai 2013 à l'étude publique du dossier de la traversée de la rue, et ce, tel que prévu à son programme d'activités (CM12 0221 et CM13 0335). La Commission a adopté ses recommandations le 11 septembre 2013. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 23 septembre 2013 et à la séance du conseil d'agglomération du 26 septembre 2013. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 9 octobre 2013.

La Commission a formulé 13 recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

Aménagements d'intersections et des traverses piétonnes

R-1
Que la Ville de Montréal, les arrondissements, le Service de police de la Ville de Montréal et les villes liées s'assurent de faire respecter, d'ici octobre 2017, les règles prévues au Code de la sécurité routière concernant le 5 mètres de dégagement des coins de rue et de part et d'autre d'un passage piétonnier; et que la Direction des transports soit mandatée pour les accompagner sur les questions techniques afin d'assurer une implantation harmonieuse de cette mesure.

Réponse à R-1
Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville de Montréal, le Service de police de la Ville de Montréal et les villes liées s'assurent de faire respecter, d'ici décembre 2018, les règles prévues au *Code de la sécurité routière* concernant le 5 mètres de dégagement des coins de rue et de part et d'autre d'un passage piétonnier.

Le comité exécutif mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour coordonner et assurer une assistance technique, une harmonisation et un suivi-évaluation de la mise en œuvre de cette mesure auprès des arrondissements, des services centraux de la Ville ainsi que des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal.

Le comité exécutif souhaite que le Service des infrastructures, voirie et transport évalue plusieurs solutions pour assurer le dégagement de 5 mètres dont la construction de saillies, le marquage des bordures et l'installation de panneaux d'arrêts interdits, ainsi que des stratégies qui intègrent du contrôle et des campagnes de sensibilisation.

R-2
Que la Direction des transports adopte de nouveaux critères permettant, lorsque justifié, d'allonger le temps alloué à la traversée de la rue, notamment pour les piétons à mobilité

réduite, en présence de traverses scolaires et aux endroits où il y a une forte concentration de personnes âgées.

Réponse à R-2
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour élaborer et adopter de nouveaux critères et de les appliquer immédiatement, aussi bien pour les nouveaux projets que pour ceux déjà en cours à la Ville.

Le comité exécutif mandate également le Service des infrastructures, voirie et transport afin de faire connaître et de diffuser ces nouveaux critères auprès des arrondissements de même qu'auprès des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal.

R-3
Que la Direction des transports apporte une attention particulière aux sites où l'insécurité et l'inconfort des piétons sont particulièrement élevés, tels que le secteur Saint-Pierre et l'intersection de la rue Mont-Royal et de l'avenue Du Parc, et qu'elle privilégie, à cet égard, des interventions concertées avec les arrondissements le long de corridors de déplacement.

Réponse à R-3
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour développer une procédure et des critères d'évaluation permettant de cibler les sites où l'insécurité et l'inconfort des piétons sont élevés. Le comité exécutif demande également au Service des infrastructures, voirie et transport d'appliquer systématiquement la procédure et les critères d'évaluation établis, et ce, autant dans tout nouveau projet que dans ses programmes en cours, notamment son Programme de sécurisation de 500 carrefours ainsi que son Programme de réaménagement géométrique, s'appliquant tous deux au réseau artériel de la Ville de Montréal.

Le comité exécutif demande également au Service des infrastructures, voirie et transport de favoriser, dans la mesure du possible, la réalisation d'interventions le long de corridors et d'assurer la meilleure concertation possible avec les arrondissements concernés par les travaux que le Service des infrastructures, voirie et transport réalise.

R-4
Que la Ville centre et les arrondissements assurent une meilleure planification et coordination des interventions sur le réseau routier municipal afin de profiter systématiquement des travaux de réfection routière pour intégrer des mesures visant à améliorer la sécurité et le confort de tous les piétons et, plus particulièrement, des personnes à mobilité réduite.

Réponse à R-4
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport afin qu'il maintienne et intensifie ses efforts d'intégration des travaux entre tous les services centraux de la Ville de Montréal, incluant notamment les services d'utilités publiques.

Le comité exécutif mandate également le Service des infrastructures, voirie et transport afin qu'il élabore et applique des normes minimales d'aménagement pour assurer le confort et la sécurité de tous les piétons et, plus particulièrement, des personnes à mobilité réduite. Lorsque des travaux de réfection routière sont prévus, le Service des infrastructures, voirie et transport appliquera systématiquement les normes minimales pour identifier rapidement les besoins et les intégrer.

R-5
Que la Ville centre et les arrondissements prennent les mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité de traitement des demandes de changement ou d'installation de feux de circulation.

Réponse à R-5
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation.

Nonobstant le fait que la gestion des demandes des citoyens en lien avec les feux de circulation sur le territoire de la Ville de Montréal relève de la compétence des arrondissements, et ce, depuis l'adoption du règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), le comité exécutif mandate le Service des infrastructures, voirie et transport afin de clarifier la procédure de traitement et d'analyse des demandes de changements ou d'installation de feux de circulation et d'y apporter les améliorations requises en collaboration avec les arrondissements, afin d'assurer une réponse dans des délais raisonnables.

R-6
Que la Ville centre et les arrondissements évaluent et revoient l'aménagement des passages piétonniers à mi-bloc (hors intersections) afin d'accroître la sécurité et le confort des piétons à ces endroits.

Réponse à R-6
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport afin d'élaborer de nouveaux critères de justification et d'aménagement des passages piétonniers à mi-bloc et ainsi proposer et réaliser un programme de révision des passages piétonniers à mi-bloc visant à accroître la sécurité et le confort des piétons à ces endroits.

Le comité exécutif mandate également le Service des infrastructures, voirie et transport afin de faire connaître et de diffuser les nouveaux critères d'aménagement des passages piétonniers à mi-bloc auprès des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal.

Marquage des passages piétonniers

R-7
Que la Direction des transports se dote des ressources nécessaires pour évaluer les pratiques actuelles de marquage de la chaussée et qu'elle propose aux arrondissements des alternatives pour augmenter la présence, la qualité et la durabilité du marquage dans le réseau routier municipal.

Réponse à R-7
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour déterminer les ressources requises pour évaluer les pratiques actuelles les plus efficaces dans ce domaine. Cette évaluation doit se faire en collaboration avec les arrondissements et la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie. De plus, dans la mesure des ressources octroyées, le Service des infrastructures, voirie et transport coordonnera la mise en place de bancs d'essais et fera des recommandations quant aux choix de matériaux de marquage et aux procédés d'application.

Le comité exécutif mandate également le Service des infrastructures, voirie et transport afin de faire connaître et de diffuser les nouvelles alternatives retenues en matière de marquage des passages piétonniers auprès des 15 villes reconstituées de l'agglomération de Montréal.

Éducation, sensibilisation, information

R-8
Que le Service de police de la Ville de Montréal et le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement poursuivent leurs campagnes de sensibilisation et d'éducation auprès des piétons, cyclistes et conducteurs de véhicules motorisés concernant le partage sécuritaire de la route.

Réponse à R-8
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le SPVM et le Service des infrastructures, voirie et transport afin qu'ils poursuivent leurs campagnes concertées de sensibilisation et d'éducation auprès des piétons, cyclistes et conducteurs de véhicules motorisés concernant le partage sécuritaire de la route, comme cela s'est fait dans le cas de la campagne de sensibilisation en sécurité routière en cours depuis 2012 et intitulée : «100% Vigilant».

Le comité exécutif souhaite également que la mise en place du futur Bureau de la sécurité des déplacements et pour lequel le comité exécutif a donné un accord de principe (CE13 1603) en octobre 2013 contribue à intensifier la collaboration entre le Service des infrastructures, voirie et transport, le SPVM, les arrondissements et les 15 villes reconstituées en matière de promotion de la sécurité routière pour l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal.

Feux pour piétons et feux sonores

R-9
Que la Direction des transports adopte une stratégie d'harmonisation des modes de fonctionnement des feux piétons sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Réponse à R-9
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation.

Eu égard aux lois et règlements en vigueur, notamment les règles de délégation de compétences actuellement en vigueur sur le territoire de la Ville de Montréal en matière de feux de circulation, le comité exécutif mandate le Service des infrastructures, voirie et transport afin qu'il élabore et adopte une stratégie d'harmonisation des modes de fonctionnement des feux piétons et qu'il en coordonne la mise en place sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal dans le cadre d'une démarche participative incluant les 19 arrondissements de la Ville de Montréal et les 15 villes reconstituées.

R-10
Que, pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, la Direction des transports intensifie l'installation de feux piétons à toutes les intersections munies de feux de circulation le long de toutes les rues affichant de forts débits véhiculaires et piétonniers (ex. rue Sherbrooke), notamment pour les piétons à mobilité réduite, en présence de traverses scolaires et aux endroits où il y a une forte concentration de personnes âgées.

Réponse à R-10
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport afin qu'il intensifie, via son Programme de Mise aux normes des feux de circulation, l'installation de feux pour piétons à toutes les intersections munies de feux de circulation le long de toutes les rues affichant de forts débits véhiculaires et piétonniers, notamment pour les piétons à mobilité réduite, en présence de traverses scolaires et aux endroits où il y a une forte concentration de personnes âgées.

Le comité exécutif souhaite également que le Service des infrastructures, voirie et transport informe les arrondissements de cette recommandation puisque ceux-ci sont responsables de la gestion des feux de circulation sur le réseau local.

R-11
Que la Direction des transports intensifie l'installation des feux sonores.

Réponse à R-11
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour qu'il intensifie l'installation de feux sonores là où requis.

Le comité exécutif souhaite également que le Service des infrastructures, voirie et transport informe les arrondissements de cette recommandation étant donné que ceux-ci sont responsables de la gestion des feux de circulation sur le réseau local.

Voies réservées aux autobus

R-12
Que la Ville de Montréal et la Société de transport de Montréal s'assurent conjointement, notamment lors de l'implantation d'une voie réservée, d'accroître de manière systématique la sécurité et le confort des piétons le long des voies réservées et lignes express d'autobus, particulièrement aux intersections et en présence de traverses piétonnes.

Réponse à R-12
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport et la Société de transport de Montréal afin que ceux-ci élaborent conjointement des critères d'aménagement permettant d'accroître systématiquement le confort et la sécurité des piétons lors de l'implantation de voies réservées et de corridors de lignes express d'autobus, particulièrement aux intersections et en présence de traverses piétonnes.

Normes de signalisation

R-13
Que la Direction des transports soit mandatée pour faire la formation du personnel technique de la Ville centre et des arrondissements sur l'interprétation et l'utilisation des normes de signalisation ; et poursuive les représentations auprès du Ministère des transports du Québec pour modifier les normes de signalisation, lorsque requis, afin qu'elles tiennent davantage compte des besoins et contraintes du milieu urbain, notamment concernant l'implantation de panneaux d'arrêt.

Réponse à R-13
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le Service des infrastructures, voirie et transport pour faire la formation du personnel technique de la Ville centre et des arrondissements sur l'interprétation et l'utilisation des normes de signalisation et pour poursuivre les représentations auprès du ministère des Transports du Québec (MTQ) pour modifier les normes de signalisation, lorsque requis, afin qu'elles tiennent davantage compte des besoins et contraintes du milieu urbain, notamment concernant l'implantation de panneaux d'arrêt.

Le comité exécutif souhaite également que la mise en place du futur Bureau de la sécurité des déplacements et pour lequel le comité exécutif a donné un accord de principe (CE13 1603) en octobre 2013 puisse devenir le mandataire privilégié pour réaliser ce mandat de formation du personnel technique et de représentations auprès du MTQ.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics pour la qualité du rapport produit sur la traversée de la rue et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1143430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des infrastructures, voirie et transport a pris connaissance de la réponse du Comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur transport et les travaux publics et y est favorable. C'est à titre de porteur de ce dossier auprès de la Commission que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel a participé à l'ensemble de la démarche de la Commission et contribué à la réflexion concernant les 13 recommandations formulées par la Commission.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nadine D'AMBROISE
Ingénieure
Tél : 514-872-3198

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-02

Guy PELLERIN
Chef de division
Tél : 514-872-7486
Division : Sécurité et aménagement du réseau artériel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Police , Direction des opérations - Services aux citoyens

Dossier # : 1143430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Recommandation 8
En conformité avec sa mission, le SPVM poursuivra ses campagnes concertées de sensibilisation et d'éducation auprès des piétons, cyclistes et conducteurs de véhicules motorisés concernant le partage sécuritaire de la route. De plus, il collaborera à la mise en place du Bureau de la sécurité des déplacements et pourra y affecter des ressources en contrepartie d'une compensation financière.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claude BUSSIÈRES
Assistant-directeur
Service des patrouilles spécialisées et communications opérationnelles
Tél : 514-280-7760

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Bruno PASQUINI
Directeur adjoint

Tél : 514-280-2317
Division : Service à la Communauté Gendarmerie - Enquêtes

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Société de transport de Montréal , Direction

Dossier # : 1143430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La STM prend acte de la recommandation de la commission.
La STM travaille déjà étroitement avec les partenaires de la ville de Montréal et des arrondissements pour l'identification et la réalisation des mesures à apporter aux intersections afin de s'assurer que celles-ci soient sécuritaires pour les piétons lors de l'implantation des voies réservées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie - Ext TREMBLAY
Secrétaire générale et directrice exécutive
Affaires juridiques
Tél : 514 280-5200

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Christian - Ext PORTELANCE
Secrétaire général adjoint

Tél : 514 280-5203
Division : Secrétariat général

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 22 0167

Appui aux 6 centres d'éducation populaire de Montréal

ATTENDU QUE les six centres d'éducation populaire (CEP) de Montréal ont été créés il y a une quarantaine d'années dans le but de répondre aux besoins de personnes souvent marginalisées de la société, les personnes analphabètes ou les nouveaux arrivants, avec une offre de service mieux adaptée à leurs besoins particuliers;

ATTENDU la formation de comités de travail CSDM/InterCEP dès 2008-2009, dont l'un avait le mandat de trouver une solution à long terme pour le maintien des 6 CEP;

ATTENDU QUE les baux intervenus entre la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et les CEP arrivent à échéance le 15 mai 2015;

ATTENDU le cadre et les règles budgétaires dans lesquels une commission scolaire doit réaliser sa mission éducative première;

ATTENDU QUE les CEP ont reçu l'appui de M. Paul Bélanger, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, et de Paul Gérin-Lajoie, premier ministre de l'Éducation de l'histoire du Québec, lors d'une conférence de presse le 5 avril 2013 témoignant de l'importance de maintenir ce type de service à la population et du droit pour tous à l'éducation;

ATTENDU la résolution adoptée par le conseil des commissaires de la CSDM, le 19 février 2014, intitulée Demande d'aliénation auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) en vue d'aliéner, en faveur de la Société québécoise des infrastructures (SQI), six immeubles excédentaires de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) loués aux centres d'éducation populaire;

ATTENDU QUE l'arrondissement du Sud-Ouest accueille depuis plus de 40 ans deux des six centres montréalais sur son territoire, soit le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles et le Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et Saint-Henri (CEDA);

ATTENDU QUE la fermeture de ces établissements serait une lourde perte pour une frange vulnérable de la population du Sud-Ouest où elle a accès à des services d'alphabétisation, de formation informatique, de formation continue, de réinsertion, d'alimentation, de soutien aux personnes immigrées et autres ateliers et activités d'ordre social, artistique et culturel;

ATTENDU QUE l'arrondissement du Sud-Ouest a, à maintes reprises, manifesté publiquement son appui au Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et Saint-Henri ainsi qu'au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles;

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Sophie Thiébaut
Alain Vaillancourt, Craig Sauvé, Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

QUE l'arrondissement du Sud-Ouest réitère son appui aux 6 CEP et demande au gouvernement du Québec de régler rapidement la situation précaire dans laquelle ils se trouvent en signant une entente avec eux et la CSDM;

QUE cette résolution soit transmise au premier ministre du Québec, au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au ministre responsable de la Société québécoise des infrastructures (SIQ), à la députée de Saint-Henri–Saint-Anne, à InterCEP, à la CSDM, ainsi qu'aux arrondissements concernés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.10

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2014

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 22 0168

Appui à la réalisation du Carrefour de la création

Considérant les conclusions et recommandations du rapport de l'Office de consultations publiques de Montréal (OCPM), déposé le 20 mai 2009, sur le Projet de réaménagement du 1500, rue Ottawa - Les Bassins du Nouveau Havre;

Considérant le consensus social autour du redéveloppement du site des Bassins du Nouveau Havre à savoir la mixité sociale et des usages;

Considérant les opinions émises lors du Forum citoyen sur le développement des abords du canal de Lachine, tenu au printemps 2010, réaffirmant l'importance de ce lieu névralgique;

Considérant que le Carrefour de la création est un projet intégrateur et rassembleur, porté par le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO), le groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), dont l'objectif est de créer et de préserver la mixité sociale et celle des usages sur le bord du canal de Lachine;

Considérant que ce projet permettra d'augmenter l'offre de service de proximité, de maintenir et de pérenniser la présence d'acteurs de l'économie sociale et de création en offrant notamment des ateliers d'artistes, des espaces de travail abordables répondant aux besoins du secteur;

Considérant que le montage financier du projet impliquerait la participation financière de nombreux partenaires publics, institutionnels et privés et de la Ville de Montréal;

Considérant la volonté de l'arrondissement du Sud-Ouest de faire du canal de Lachine un pôle récréotouristique et culturel important et répondant aux besoins exprimés de lieux de diffusion, de création, de production et d'habitation;

Considérant la volonté de l'arrondissement du Sud-Ouest de maintenir un pôle d'emploi aux abords du canal de Lachine dans Griffintown;

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Sophie Thiébaut
Alain Vaillancourt, Craig Sauvé, Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

Que l’arrondissement contribue financièrement au projet du Carrefour de la création en se privant de certains revenus liés à l’émission des permis de construction;

Et que copie de cette résolution soit transmise au RESO, au maire de Montréal et au conseil municipal, à la députée de Saint-Henri–Saint-Anne, au ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire, à la ministre de la Culture et des Communications ainsi qu’au ministre responsable de la métropole.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.11

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2014

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 22 0169

Appui au CPE technoflos pour l'ajout de 80 places dans Griffintown

Attendu que le ministère de la Famille, dans une lettre datée du 14 mars dernier, a signifié que le projet de développement de 80 nouvelles places en centre de la petite enfance (CPE) pour le secteur Griffintown n'avait pas été retenu;

Attendu que le site des Bassins du Nouveau Havre accueillera un vaste projet de développement prévoyant la construction de 1 500 unités en copropriété dont 25 % est destiné aux familles avec enfants, 500 logements sociaux, dont 50% pour familles avec enfants;

Attendu que les installations existantes ne suffiront pas à combler les besoins des familles du Sud-Ouest, particulièrement celles de Griffintown et de La Petite-Bourgogne qui vivent déjà une pénurie de places;

Attendu que le Programme particulier d'urbanisme (PPU) Griffintown de mai 2013 cite une « intention de faire de Griffintown un milieu de vie mixte, convivial et de grande qualité, propice à l'établissement de familles avec enfants » (p 61) et une volonté « d'établir les conditions requises pour l'implantation de CPE visant les ménages familiaux actuels et projetés et pour répondre aux besoins des familles. » (p 38);

Attendu que ce projet a l'appui du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Sud-Ouest-Verdun ainsi que celui la Coalition Petite-Bourgogne-Quartier en santé;

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Benoit Dorais
Sophie Thiébaut, Alain Vaillancourt, Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

Que l'arrondissement du Sud-Ouest appuie formellement la demande pour un projet de développement d'une nouvelle installation de 80 places subventionnées additionnelles au Centre de la petite enfance (CPE) Technoflos, et ce, sans l'annulation d'autres places prévues dans le Sud-Ouest;

Que l'arrondissement du Sud-Ouest demande que le projet du CPE Technoflos soit mis en priorité dans l'éventualité où le gouvernement du Québec créerait des nouvelles places subventionnées, ou si des places déjà projetées redeviennent disponibles;

Qu'une copie de cette résolution soit envoyée à la ministre de la Famille, Mme Francine Charbonneau, à la députée de Saint-Henri - Sainte- Anne, à la direction du CSSS, à la Table de la petite enfance et

famille de Saint-Henri-Petite Bourgogne, au CA de la Coalition de la Petite-Bourgogne, au CA du CPE Technoflos et au CA du RESO.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.12

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2014

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		**Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting**
Séance ordinaire du lundi 5 mai 2014 à 19 h	Résolution: CA14 29 0169	Regular sitting of Monday May 5, 2014 at 7 p.m.

MOTION DE DÉCLARATION
AGRILE DU FRÊNE

ATTENDU que le problème de l'agrile du frêne connaît une croissance exponentielle sur l'île de Montréal;

ATTENDU que le frêne est l'une des espèces les plus importantes composant la canopée de Montréal et de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

ATTENDU que seule l'intervention rapide sur les arbres affectés permet de ralentir la progression de l'agrile du frêne;

ATTENDU que pour toutes les raisons citées ci-dessus, le dossier concernant la lutte à l'agrile du frêne a été déclaré comme étant prioritaire par le Comité exécutif;

Il est proposé par
la conseillère Justine McIntyre
appuyé par
le conseiller Roger Trottier

ET RÉSOLU

QUE l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro demande à la Ville de Montréal de ne pas inclure les postes liés à la lutte à l'agrile du frêne dans les restrictions d'embauche découlant des mesures budgétaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MOTION FOR A DECLARATION
EMERALD ASH BORER

WHEREAS the problem of the emerald ash borer is growing exponentially on the island of Montreal;

WHEREAS the ash is one of the most important species forming the canopy of Montreal and of the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

WHEREAS only the rapid intervention on the affected trees allows to slow the progression of the emerald ash borer;

WHEREAS for all the reasons mentioned above, the file concerning the fight against the emerald ash borer has been declared as a priority by the Executive Committee;

It was moved by
Councillor Justine McIntyre
seconded by
Councillor Roger Trottier

AND RESOLVED

THAT the Borough of Pierrefonds-Roxboro requests that Ville de Montréal does not apply hiring restrictions resulting from budgetary measures to positions related to the fight against the emerald ash borer.

UNANIMOUSLY ADOPTED

65.01

Dimitrios (Jim) BEIS
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 6 mai 2014

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 7 mai 2014

Suzanne CORBEIL
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Article 5.05

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 30 05 0130

MOTION - DEMANDE - AJOUT - NOUVELLES VOIES D'ACCÈS - AUTOROUTE 25

ATTENDU QUE le nouveau tronçon de l'autoroute 25, reliant l'angle Henri-Bourassa à l'autoroute 440 à Laval, a été construit dans le cadre d'un partenariat public-privé entre le Gouvernement du Québec et Concession A25 ;

ATTENDU QUE ce tronçon de l'autoroute 25, qui a été ouvert le 21 mai 2011, traverse le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles sans y avoir de sortie, ou d'entrée, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rivière des Prairies;

ATTENDU QUE cette autoroute est grandement utilisée par les citoyens de notre arrondissement et que ceux-ci sont mal desservis depuis la construction de ce nouveau tronçon;

Il est proposé par monsieur le conseiller Giovanni Rapanà

appuyé par madame la conseillère Nathalie Pierre-Antoine

et unanimement résolu :

QUE l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles exige du Gouvernement du Québec et de Concession A25 l'ajout, sur l'autoroute 25, d'une sortie supplémentaire en direction nord, entre le boulevard Henri-Bourassa et le pont Olivier-Charbonneau et l'ajout d'une entrée supplémentaire en direction sud, entre le pont Olivier-Charbonneau et le boulevard Henri-Bourassa.

QU'une copie certifiée de cette motion soit acheminée au ministre des Transports du Québec, au ministre responsable de la région de Montréal au gouvernement du Québec, au député de LaFontaine, ainsi qu'à Concession A25.

ADOPTÉ

15.02

Julie BOISVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 mai 2014

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 1er mai 2014, à 17 h

Au CM du lundi 26 mai 2014, à 14 h

Article 7.01

20.01	Technologies de l'information , Direction - 1146075004

Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft afin de prolonger le support du système d'exploitation Windows XP pour les douze prochains mois - Dépense totale de 317 862,18 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Eau , Direction de l'eau potable - 1130423002

Approuver le projet d'addenda n°1 afin de modifier le contrat d'approvisionnement et les conditions de paiement à Air Liquide Canada inc. (CG12 0358) pour la fourniture d'oxygène liquide aux 3 usines de production d'eau potable (Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds) ainsi que pour la fourniture d'azote liquide aux 2 usines (Atwater et Charles-J.-Des Baillets)

Adopté à l'unanimité.

20.03	Technologies de l'information , Direction - 1145035004

Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.04	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1143447001

Conclure une entente-cadre d'une durée de quatre ans avec Lange Patenaude Équipement ltée (Kubota Montréal) pour la fourniture sur demande de tondeuses automotrices diverses avec équipements et accessoires - Appel d'offres public 14-13357 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1145983003

Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 28 mois, avec Équipements Plannord ltée pour la fourniture de pièces authentiques de marque Prinoth dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules utilitaires à chenilles du parc motorisé de la Ville (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.06	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1145983004

Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois avec option de deux prolongations de douze mois chacune, avec Camions Inter-Anjou inc. pour la fourniture de pièces authentiques de marque International dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 14-13404 (2 soum./ 1 conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822019

Accorder un contrat à Les Pavages Dorval inc. pour la reconstruction de trottoirs, de saillies et de mails centraux, de chaussée mixte en chaussée flexible, la mise aux normes et l'installation de feux de circulation, là où requis, dans le chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 016 160,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 233606 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822010

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour la reconstruction d'un égout combiné (unitaire) et la construction d'une conduite d'eau secondaire, d'une chambre de vanne de 900 mm et de raccords de 300 mm, dans le chemin de la Côte-Saint-Antoine, du boulevard Décarie à l'avenue Northcliffe, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 1 560 455,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 220702 (5 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.09	Eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1143334012

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour les travaux d'alimentation électrique de la station de pompage Saint-Paul, au montant total de 191 105,99 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.10	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1141035002

Accorder un contrat à Quadrax & Associés EG pour la réalisation de travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, située au 40 avenue Saint-Just dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 7 415 067,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5699 (10 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.11	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1141246002

Accorder un contrat à Super Excavations inc. pour le réaménagement du secteur ouest de la Clairière (Phase 2 du lac aux Castors) dans le parc du Mont-Royal - Site patrimonial du Mont-Royal - Dépense totale de 8 876 425,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6550a (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1143334013

Accorder un contrat à Socomec Industriel inc. pour les travaux de mise à niveau des écrans perforés en aluminium des décanteurs 15, 17, 18, 19 et 20 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 146 531, 68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1538-AE (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1145965002

Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et frères inc. pour la réfection de l'enveloppe du bâtiment et le remplacement de la chaudière de l'édifice Gaston-Miron situé au 1210, rue Sherbrooke Est - Dépense totale de 2 976 487,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5694 (6 soum.)

Retiré.

20.14	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1141035003

Autoriser le transfert d'une somme de 172 462,50 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des travaux contingents, pour des travaux de réaménagement intérieur et divers travaux à la caserne de pompiers n° 63 située au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Construction Anjinnov inc. (CG13 0178), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 839 172,25 $ à 4 011 634,75 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.15	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports - 1130870006

Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec relatif aux travaux de prolongement du boulevard De La Vérendrye dans le cadre du projet Turcot / Autoriser une dépense de 1 060 300 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.16	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1144565004

Approuver l'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne situé au 305, boulevard des Anciens Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de cinq ans, soit du 1er décembre 2012 au 30 novembre 2017 - Dépense totale de 214 902,07 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.17	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1134313003

Approuver le projet d'acte par lequel M. Denis Charron consent à la Ville de Montréal une servitude de non-construction de bâtiment résidentiel, assortie d'une obligation de démolition des deux bâtisses résidentielles existantes, sises aux 8118 et 8124-26, boulevard Broadway Nord à Montréal-Est, en considération du paiement de 390 915 $, taxes incluses, aux fins de l'implantation d'un centre de biométhanisation et d'un centre pilote de prétraitement sur le terrain Demix à Montréal-Est

Adopté à l'unanimité.

20.18	Qualité de vie , Direction de la diversité sociale - 1143381001

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 78 950 $, pour l'année 2014, soit 35 825 $ à Les YMCA du Québec pour le programme Premier Arrêt concernant la réalisation du projet « Premier Arrêt » et 43 125 $ à Les YMCA du Québec pour le programme Dialogue concernant la réalisation du projet « NOMAD », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.19	Qualité de vie , Direction de la diversité sociale - 1140302001

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 408 000 $, à quatre organismes, pour l'année 2014, soit 178 000 $ à Moisson Montréal inc., 90 000 $ à Jeunesse au Soleil, 75 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal et 65 000 $ à Répit-Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve, conformément à l'Entente administrative sur le gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013 - 2015 / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.20	Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine - 1140026001

Accorder un soutien financier de 420 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (Tourisme Montréal) afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2012-2015 / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.21	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports - 1141009002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la reconstruction d'un égout collecteur, d'une conduite d'eau principale et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue William, de la rue Dalhousie à la rue Duke (Lots 17 et 18 - Projet Bonaventure), dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 231 100 $, taxes incluses - Appel d'offres public 214708 (6 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.22	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822011

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Pavages Chenail inc. pour la reconstruction des conduites d'eau secondaire et principale, le réaménagement géométrique incluant la reconstruction de la chaussée, la construction de trottoirs architecturaux avec bordures de granit et fosse de plantation munies de grilles en fonte par endroits, la fourniture et l'installation de signalisation lumineuse, de mobilier d'éclairage et de mobilier urbain, dans la rue Ontario, de la rue D'Iberville à la rue Lespérance (Projet de développement Pôle Frontenac, phase 1) dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 12 378 372,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 256902 (5 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.23	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822024

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Papineau, de la rue Ontario Est à l'avenue du Mont-Royal Est, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 13 267 723,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 262002 (7 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.24	Eau , Direction de l'eau potable - 1130884001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir McTavish - Dépense totale de 6 447 665,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10071 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.25	Eau , Direction de l'eau potable - 1146217001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation de la conduite d'eau de 900 mm sur le boulevard Décarie, entre les chemins Côte-Saint-Luc et Queen-Mary, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 2 345 475,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10119 (5 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.26	Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1144551001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest - Dépense totale de 11 628 456,08 $, taxes incluses et accorder un autre contrat à Insituform Technologies Limitée pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est - Dépense totale de 15 018 969,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10139 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.27	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822021

Accorder un contrat à Charex inc. pour la reconstruction de trottoirs et de saillies, la construction d'une voie cyclable, d'un sentier piétonnier, d'un système de drainage, d'un système d'éclairage, de jardins communautaires et d'aires récréatives et l'aménagement de l'emprise ferroviaire Antenne-Longue-Pointe, entre les rues Bennett et Viau sur l'axe est-ouest et entre les rues Rouen et Ontario sur l'axe nord-sud (Programme de mesures d'apaisement de la circulation aux abords de Notre-Dame) dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 2 380 500 $, taxes incluses - Appel d'offres public 226102 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.28	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1140541002

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour la réalisation des travaux de réfection du pont Claude-Brunet dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 4 524 683,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 07-08404 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.29	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1140541004

Prolonger la durée des cinq conventions de services professionnels intervenues entre la Ville et les consortiums SNC-Lavalin/Dessau, BPR/Séguin, CIMA+/Tecsult inc., ART et SM/Génivar, du 1er mai 2014 au 1er mai 2015, pour les fins de préparation d'études d'avant-projets et de plans et devis ainsi que pour assurer la surveillance des travaux de réfection, de reconstruction et de développement de ponts, tunnels, viaducs et autres structures connexes / Approuver les projets d'addenda à cette fin

Retiré

20.30	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1145249002

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 24 mois, avec Les consultants S.M. inc. et Beaudoin Hurens pour la fourniture sur demande de services professionnels en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussées, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 13-13171 (10 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Adopté à la majorité des voix.

20.31	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1144822026

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, avec Axor Experts-Conseils inc et Les Services exp inc. pour des services professionnels en conception dans le cadre du programme de réfection et de développement d'infrastructures - Appel d'offres public 14-13372 (13 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.32	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports - 1146706001

Conclure trois ententes-cadres de services professionnels avec CIMA+, AXOR Experts-conseils et Les Consultants S.M. inc. pour des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 14-13260 (11 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin

Adopté à la majorité des voix.

20.33	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1141861001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec LEGICO-CHP inc., économistes de la construction, pour des services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre des projets de construction (infrastructures urbaines) à une évaluation des coûts, pour une période maximale de 24 mois OU pour un total d'honoraires n'excédant pas le montant du contrat selon la première des deux éventualités - Appel d'offres public 13-13323 (2 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Adopté à la majorité des voix.

20.34	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports - 1145897005

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de deux ans, avec Aecom Consultants inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transport - Appel d'offres public 13-13216 (9 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.35	Technologies de l'information , Direction - 1133490004

Approuver un projet de convention par lequel la Ville accorde à la Société québécoise des infrastructures, agissant au nom de la Sûreté du Québec, le droit d'utiliser des espaces situés sur le Mont-Royal, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2013, à des fins d'installation, d'entretien et d'opération d'équipements de radiocommunication, pour un loyer annuel de 54 000 $, taxes en sus

Adopté à l'unanimité.

20.36	Eau , Direction de l'eau potable - 1146671001

Accorder un contrat à Brulé, Murray & associés inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour la somme maximale de 3 543 472,42 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13276 (4 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

30.01	Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1132518002

Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc d'égouts et de voirie» de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Adopté à l'unanimité.

30.02	Finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite - 1135885004

Consentir aux modifications prévues par les règlements PC-2658-3 et PC-2806 au Régime de retraite des employés de la Ville de Pointe-Claire

Adopté à l'unanimité.

30.03	Finances , Direction Planification stratégique - 1145337005

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2013 et ajuster le budget d'immobilisation 2014

Adopté à l'unanimité.

30.04	Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables - 1145205002

Adopter l'affectation de surplus cumulés au 31 décembre 2013 - Volet agglomération

Adopté à l'unanimité.

30.05	Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique - 1141658003

Adhérer aux principes directeurs de la « Charte internationale de Toronto pour l'activité physique : un appel mondial à l'action »

Adopté à l'unanimité.

30.06	Qualité de vie , Direction de la diversité sociale - 1144251003

Approuver l'ajout du projet de redéploiement de Maison d'Haïti, dont les besoins sont estimés à 2 M$ pour la période 2014 - 2017, et son inscription à la programmation partielle des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$

Adopté à l'unanimité.

30.07	Finances , Direction Services partagés financiers - 1142964002

Adopter une résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013)

Adopté à la majorité des voix.

30.08	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports - 1133455002

Autoriser une appropriation de crédits de 270 608,48 $ de la réserve du fonds de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports en vue de réaliser le portrait et le diagnostic du stationnement sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Adopté à l'unanimité.

41.01	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1144240007

Avis de motion - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Retiré.

42.01	Eau , Direction - 1130865001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ)

Adopté à la majorité des voix.

42.02	Eau , Direction - 1140865001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au volet Grandes Villes du programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec

Adopté à la majorité des voix.

42.03	Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique - 1146185001

Adoption - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités d'économie sociale (Programme Réussir@Montréal - Économie sociale) et modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)

Adopté à l'unanimité.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1140854001

Approbation d'un ajout de 4 864 508 $ au PTI 2014-2015-2016 et du règlement R-147 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 4 864 508 $ pour financer divers projets en immobilisation pour le réseau du métro

Adopté à l'unanimité.

45.02	Société de transport de Montréal , Direction - 1146213002

Approuver le règlement R-148 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 25 197 677 $ pour financer l'acquisition de locotracteurs électriques dans le cadre du projet « Électrification des véhicules de travaux en tunnel »

Adopté à l'unanimité.

51.01	Direction générale , Cabinet du directeur général

Nomination aux commissions permanentes

Adopté à l'unanimité.

Article 7.02

Dépôt du rapport annuel 2013 de l'Ombudsman de Montréal

Ce document sera livré séance tenante.

Article 7.03

États financiers

États financiers 2013

SHDM

SOCIÉTÉ D'HABITATION
ET DE DÉVELOPPEMENT
DE MONTRÉAL

Table des matières

Attestation financière de la direction	3
Rapport de l'auditeur indépendant	4
État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation de la dette nette	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes aux états financiers consolidés	12
Revenus et charges d'exploitation consolidés du portefeuille immobilier	34
Frais financiers consolidés du portefeuille immobilier	36

États financiers
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés et les notes afférentes de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'analyse faite par la direction ainsi que les résultats soumis doivent être lus conjointement avec le rapport de l'auditeur indépendant qui en a effectué l'audit.

Ces états financiers consolidés contiennent certains montants fondés sur l'utilisation du jugement professionnel et d'estimations. Conformément aux responsabilités qui lui incombent, la direction a établi ces montants de manière judicieuse afin d'assurer que les états financiers consolidés donnent, dans tous les aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la SHDM. En outre, toutes les hypothèses importantes considérées ont été divulguées au comité d'audit, de finances et de gestion des risques ainsi qu'à l'auditeur indépendant. La direction estime que dans l'ensemble, les systèmes de comptabilisation et de contrôle interne de l'information financière fournissent un degré raisonnable de fiabilité et forment une assise appropriée pour la préparation des états financiers consolidés.

La direction n'a pas connaissance de fraudes, avérées ou soupçonnées, au détriment de la SHDM impliquant des membres de la direction ou de salariés qui jouent un rôle significatif en matière de comptabilité ou de contrôle.

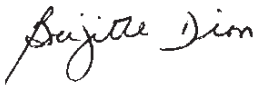
La SHDM reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général de la Ville de Montréal a procédé à l'audit des états financiers de la SHDM, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



La directrice générale
Johanne Goulet



La directrice des finances et de l'administration
Brigitte Dion

Montréal, le 25 mars 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au président et aux membres du conseil d'administration de
Société d'habitation et de développement de Montréal

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Société d'habitation et de développement de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états consolidés des résultats et de l'excédent accumulé, des gains et pertes de réévaluation, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société d'habitation et de développement de Montréal au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,

Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA
Montréal, le 25 mars 2014

État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Notes	Budget 2013	**Réel 2013**	Réel 2012 Redressé, note 3
		$	**$**	$
REVENUS				
Portefeuille immobilier résidentiel (tableau 1)		32 092 294	**32 067 801**	31 881 149
Portefeuille immobilier commercial (tableau 1)		20 292 365	**20 538 370**	20 691 907
Vente de propriétés		5 595 206	**5 493 483**	1 070 671
Programme Accès Condos		11 093 038	**8 490 346**	12 692 728
Développement de projets immobiliers		8 916 594	**6 540 273**	11 215 201
Marché Bonsecours	25	1 689 500	**1 548 561**	1 500 050
Intérêts sur prêts		16 923	**74 833**	167 342
Honoraires de gestion et autres revenus		3 717 108	**3 979 486**	1 028 550
		83 413 028	**78 733 153**	80 247 598
CHARGES				
Portefeuille immobilier résidentiel (tableau 1)		36 005 916	**28 722 340**	27 612 823
Portefeuille immobilier commercial (tableau 1)		18 491 426	**18 215 078**	16 846 988
Coût des propriétés vendues		4 303 062	**4 256 237**	701 794
Coût de détention des terrains		185 514	**203 814**	436 373
Développement de projets immobiliers		9 529 263	**9 335 213**	9 945 347
Honoraires prédéveloppement		700 000	**445 224**	530 846
Marché Bonsecours	25	1 893 561	**2 064 307**	2 042 446
Intérêts sur provision pour remplacement	14	43 564	**41 572**	38 527
Autres charges	23	95 049	**5 458 331**	945 062
		71 247 355	**68 742 116**	59 100 206
EXCÉDENT ANNUEL LIÉ AUX ACTIVITÉS		12 165 673	**9 991 037**	21 147 392

EXCÉDENT ACCUMULÉ	**2013**	2012 Redressé, note 3
	$	$
Excédent accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	**77 965 176**	56 817 784
Excédent annuel lié aux activités	**9 991 037**	21 147 392
Excédent accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	**87 956 213**	77 965 176

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des gains et pertes de réévaluation

Exercice clos le 31 décembre 2013

	2013	2012 Redressé, note 3
	$	$
Gains (pertes) de réévaluation cumulés, au début de l'exercice	**337 437**	(2 200 787)
Gain non réalisé sur le programme Accès Condos	**–**	1 971 933
Renversement du gain non réalisé sur le programme Accès Condos, reclassé dans les résultats	**(494 508)**	(12 010)
Gain non réalisé sur les instruments financiers dérivés	**1 226 516**	578 301
Gains de réévaluation cumulés, à la fin de l'exercice	**1 069 445**	337 437

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

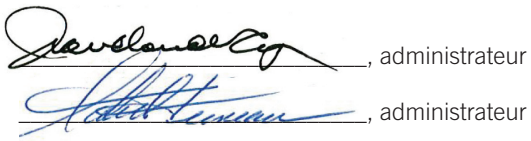
État consolidé de la situation financière

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Notes	2013	2012 Redressé, note 3
		$	$
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse		**2 428 299**	4 746 504
Placements temporaires à un taux de 1,1 % (0,85 % en 2012)		**2 200 000**	2 193 157
Débiteurs	4	**5 379 211**	5 261 916
Propriétés destinées à la revente	15	**2 031 576**	3 611 309
Subvention à recevoir	5	**–**	375 000
Avantages incitatifs relatifs à un bail	6	**5 749 708**	5 181 351
Prêts à recevoir	7	**36 713 082**	21 883 227
Crédits d'achat Accès Condos	8	**29 713 846**	26 289 350
Gain non réalisé sur instrument financier dérivé	19	**305 881**	–
		84 521 603	69 541 814
PASSIFS			
Emprunt bancaire	9	**17 078 938**	5 303 151
Créditeurs et charges à payer	10	**9 736 608**	10 092 063
Apports de fonds	11	**5 500 000**	7 300 000
Dette à long terme	12	**127 155 013**	137 022 606
Perte non réalisée sur instrument financier dérivé	19	**776 996**	1 697 631
Produits reportés	13	**1 198 743**	1 236 062
Provision pour remplacement	14-21	**7 297 009**	6 863 182
		168 743 307	169 514 695
DETTE NETTE		**(84 221 704)**	(99 972 881)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Propriétés	15	**172 023 872**	177 037 132
Immobilisations	16	**461 530**	483 462
Frais payés d'avance		**761 960**	754 900
		173 247 362	178 275 494
EXCÉDENT ACCUMULÉ		**89 025 658**	78 302 613
Obligations contractuelles (Note 20)			
Éventualités et engagements (Note 23)			
L'excédent accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent accumulé lié aux activités		**87 956 213**	77 965 176
Gains de réévaluation cumulés		**1 069 445**	337 437
		89 025 658	78 302 613

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



, administrateur

, administrateur

État consolidé de la variation de la dette nette

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget 2013	**2013**	2012 Redressé, note 3
	$	**$**	$
Excédent annuel lié aux activités	12 165 673	**9 991 037**	21 147 392
Variation des immobilisations et des propriétés			
Acquisitions	–	**(4 509 370)**	(5 517 815)
Produit de disposition	5 345 606	**5 493 483**	1 070 671
Amortissement	8 438 749	**6 868 058**	6 812 541
Gain sur disposition	(1 268 594)	**(1 237 246)**	(368 877)
Propriétés destinées à la revente	(556 050)	**(1 579 733)**	435 130
	24 125 384	**15 026 229**	23 579 042
Variation des autres actifs non financiers	–	**(7 060)**	223 283
Gain de réévaluation net	–	**732 008**	2 538 224
Variation de la dette nette	24 125 384	**15 751 177**	26 340 549
Dette nette au début de l'exercice	(103 456 602)	**(99 972 881)**	(126 313 430)
Dette nette à la fin de l'exercice	(79 331 218)	**(84 221 704)**	(99 972 881)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Notes	**2013**	2012 Redressé, note 3
		$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Excédent de l'exercice		**9 991 037**	21 147 392
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des propriétés	15	**6 737 332**	6 716 126
Amortissement des immobilisations	16	**130 726**	96 415
Augmentation des avantages incitatifs relatifs à un bail		**(568 357)**	(675 309)
Subvention sur prêts à recevoir		**1 051 779**	–
Augmentation de la provision sur prêts à recevoir		**3 279 301**	–
Renversement du gain non réalisé sur le programme Accès Condos reclassé dans les résultats		**(494 508)**	(12 010)
Augmentation nette des crédits d'achat Accès Condos		**(3 424 496)**	(7 167 041)
(Diminution) augmentation des produits reportés		**(37 319)**	28 658
Augmentation de la provision pour remplacement	14	**1 809 083**	1 843 821
Gain sur disposition de propriétés		**(1 237 246)**	(368 877)
		17 237 332	21 609 175
Variation nette des éléments hors caisse	17	**(149 810)**	1 881 452
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement		**17 087 522**	23 490 627
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
(Augmentation) diminution des placements temporaires		**(6 843)**	1 703 134
Diminution de la subvention à recevoir		**375 000**	375 000
Augmentation (diminution) de l'emprunt bancaire		**11 775 787**	(900 601)
Remboursement de la dette à long terme		**(9 867 593)**	(9 646 742)
Diminution des apports de fonds		**(1 800 000)**	(1 500 000)
Utilisation de la provision pour remplacement	14	**(1 375 256)**	(1 353 749)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		**(898 905)**	(11 322 958)

État consolidé des flux de trésorerie (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Notes	**2013**	2012 Redressé, note 3
		$	$
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS			
Acquisition de propriétés		**(5 536 689)**	(6 685 110)
Disposition de propriétés	17	**645 061**	1 070 671
Variation des travaux en cours		**1 136 113**	1 667 407
Acquisition d'immobilisations		**(108 794)**	(500 112)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations		**(3 864 309)**	(4 447 144)
AUTRES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation de prêts à recevoir	17	**(23 927 346)**	(16 310 745)
Encaissement de prêts à recevoir		**9 284 833**	10 664 348
Flux de trésorerie affectés aux autres activités d'investissement		**(14 642 513)**	(5 646 397)
(Diminution) augmentation de l'encaisse		**(2 318 205)**	2 074 128
Encaisse au début de l'exercice		**4 746 504**	2 672 376
Encaisse à la fin de l'exercice		**2 428 299**	4 746 504

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes aux états financiers consolidés

au 31 décembre 2013

1. STATUT ET OBJETS

La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) (la « Société ») est une société à but non lucratif, mandataire de la Ville de Montréal, constituée par lettres patentes le 15 juin 2010 par le gouvernement du Québec en vertu du chapitre V de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4).

Ses objectifs sont de contribuer au développement économique et social par la mise en valeur d'actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle sur le territoire de la Ville de Montréal, et d'acquérir, de rénover, de restaurer, de construire, de démolir, de vendre, de louer ou d'administrer des immeubles sur le territoire de la Ville de Montréal, et d'accorder des subventions et en administrer les programmes à la construction, la rénovation, la restauration, la démolition et la relocalisation d'immeubles sur le territoire de la Ville de Montréal.

La Société est exonérée d'impôt sur le revenu des sociétés en vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c.1-3) et de l'article 149 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.Q.1985 5e suppl.), et bénéficie du statut d'organisme de bienfaisance enregistré.

2. MÉTHODES COMPTABLES

En tant qu'autre organisme public, les états financiers consolidés sont dressés conformément aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre norme dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les principes comptables généralement reconnus et l'application des fondements conceptuels des états financiers consolidés pour le secteur public.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, de même que sur les postes de revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la juste valeur des terrains assujettis à l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH), les hypothèses d'actualisation des crédits d'achat Accès Condos, la provision pour décontamination, la durée de vie estimative des propriétés et des immobilisations et la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la SHDM et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont la Société en commandite Brennan-Duke et CDL inc. Les transactions inter-organismes et les soldes réciproques sont éliminés.

c) Constatation des revenus

Les revenus d'exploitation du portefeuille immobilier incluent les loyers provenant des locataires liés par des contrats de location, les recouvrements de taxes foncières, la récupération des frais d'exploitation, les revenus de stationnement et les revenus accessoires. La constatation du revenu commence à la date d'entrée en vigueur du bail.

Les revenus tirés des projets de construction à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le degré d'achèvement est mesuré en fonction de la tranche de travail complétée par rapport au projet dans son ensemble.

Les revenus non encaissés des crédits d'achat Accès Condos sont évalués à l'état consolidé de la situation financière par une actualisation des flux monétaires futurs. L'ajustement final du revenu est comptabilisé lors de l'encaissement du crédit d'achat.

Les subventions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux subventions, dans la mesure où elles ont été autorisées et que les critères ont été satisfaits, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

2. MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

d) Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé ainsi que l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires ajustées conformément aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*.

e) Instruments financiers

Les instruments financiers dérivés et les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur. La Société a choisi d'évaluer à la juste valeur d'autres instruments financiers particuliers, tels que les crédits d'achat Accès Condos de façon à refléter la façon dont ils sont évalués et gérés. Ces instruments financiers sont classés en tant qu'actifs financiers et passifs financiers, et ils ne sont pas reclassés pendant la période au cours de laquelle ils sont détenus. Tous les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les instruments financiers sont classés selon le niveau 1, 2 ou 3 aux fins de la détermination des données utilisées pour évaluer les justes valeurs des instruments financiers classés comme étant évalués à la juste valeur, tel qu'il est décrit ci-dessous :

Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données fondées sur le marché autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; les hypothèses se fondent sur les meilleures informations internes et externes disponibles et qui sont les plus appropriées compte tenu du type d'instrument financier faisant l'objet d'une évaluation afin d'établir ce qu'aurait été le prix de transaction à la date d'évaluation dans le cadre d'une opération conclue dans des conditions normales de concurrence.

Les gains et pertes non réalisés découlant des variations de la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation. Au moment du règlement, le cumul des gains ou des pertes est reclassé de l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation à l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé. Les intérêts et les dividendes attribuables aux instruments financiers sont présentés dans l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé.

Tous les actifs financiers, sauf les dérivés, font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Lorsque les actifs financiers sont dépréciés, les pertes de valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé. Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille a été réduite pour tenir compte d'une moins-value, cette réduction n'est pas annulée s'il se trouve que la valeur du placement remonte par la suite.

Dans le cas des instruments financiers évalués au coût après amortissement, la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour déterminer les revenus ou les charges d'intérêts.

ACTIFS FINANCIERS

f) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente incluent les travaux en cours. Elles sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette et ne sont pas amorties. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

g) Avantages incitatifs relatifs à un bail

Les avantages incitatifs accordés par la Société à un locataire, en vertu d'un contrat de location à long terme sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du bail.

h) Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

2. MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Crédit d'achat Accès Condos

La Société a fait le choix de comptabiliser le crédit d'achat Accès Condos à la juste valeur. Les crédits d'achat Accès Condos sont enregistrés dans l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé à la valeur actualisée des flux monétaires futurs au moment de l'enregistrement des ventes chez le notaire. Les modifications ultérieures aux hypothèses servant à la détermination de la juste valeur doivent être comptabilisées dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation, jusqu'à ce que le crédit d'achat soit décomptabilisé.

PASSIFS

j) Produits reportés

Les rentes perçues d'avance sur les baux emphytéotiques sont amorties linéairement sur une période de 52 ans.

ACTIFS NON FINANCIERS

k) Propriétés

Les propriétés et les améliorations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative. À l'exception des terrains, elles sont amorties de la façon suivante :

Programme	Notes	Méthode	Durée
Propriétés			
Article 95, LNH	3-22	Linéaire	35 ans
Autres propriétés[(i)]		Linéaire	35 ans
Améliorations par réparation des composantes		Linéaire	environ 10 ans
Améliorations par remplacement des composantes		Linéaire	20-25 ans

(i) Changement d'estimation comptable

En 2013, la Société a modifié son estimation de la durée de vie utile de ses propriétés comptabilisées sous le programme PAMAC et autres passant de la méthode d'amortissement à taux progressif sur une durée de 25 ans à la méthode d'amortissement linéaire sur une durée de 35 ans. Cette modification a été appliquée prospectivement et, par conséquent, a eu pour effet de diminuer la charge d'amortissement des propriétés en 2013 d'un montant de 233 052 $. Cette modification n'a entraîné aucun impact sur les chiffres comparatifs.

l) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	Durée
Améliorations locatives	5 ans
Équipement de sécurité	5 ans
Mobilier	4 ans
Matériel de télécommunication	4 ans
Matériel roulant	4 ans
Matériel informatique	3 ans

m) Réduction de valeur des propriétés et des immobilisations

Lorsqu'une propriété ou une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui s'y rattachent est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût est réduit pour refléter la baisse de valeur. Aucune reprise de réduction de valeur n'est permise.

Les moins-values nettes doivent être passées en charges dans l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé.

3. REDRESSEMENTS

Les présents états financiers consolidés incluent des ajustements aux états financiers consolidés précédemment émis. La Société a redressé certains postes de l'exercice 2012 et a ajusté l'excédent accumulé lié aux activités au 1er janvier 2012 pour les ajustements touchant les exercices précédents le 1er janvier 2012 comme suit :

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

3. REDRESSEMENTS (SUITE)

a) Immobilisations

Afin d'améliorer la gestion de ses immobilisations, la Société a adopté, au cours de l'exercice, une nouvelle politique de capitalisation pour l'ensemble de ses immobilisations.

Auparavant, pour les programmes PALL, PAMAC, commercial et autres, les travaux d'amélioration effectués sur les propriétés étaient imputés directement aux charges de l'exercice où ceux-ci étaient réalisés. Pour le programme de l'article 95, les travaux d'amélioration étaient portés en diminution de la réserve de remplacement à l'état consolidé de la situation financière.

Dorénavant, les travaux d'amélioration capitalisables effectués sur les immeubles sont ajoutés au coût des propriétés et amortis selon leur durée de vie estimative.

La Société a traité rétroactivement cette modification de méthode comptable.

b) Avantages incitatifs relatifs à un bail

La Société, à titre de bailleur, a revu sa constatation des revenus en regard de ses contrats de location à long terme. La Société a conclu que la méthode de répartir les revenus de façon linéaire sur la durée des contrats de location reflétait mieux la courbe suivant laquelle la Société tire avantage du bien loué. Conséquemment, la Société a corrigé rétroactivement l'excédent accumulé lié aux activités et a redressé les chiffres comparatifs.

c) Instruments à la juste valeur

En juin 2011, CPA Canada a publié le chapitre SP 3450 du *Manuel de CPA Canada pour le secteur public – Instruments financiers*. Ce chapitre, qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015, a été adopté de façon anticipée à partir du 1er janvier 2011.

La Société a revu l'application du chapitre SP 3450 qui établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux instruments financiers. Ceux-ci sont regroupés en deux catégories : les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement et les instruments financiers évalués à la juste valeur. L'adoption du chapitre SP 3450 exige que les instruments dérivés soient comptabilisés à la juste valeur. Conséquemment, la Société a corrigé rétroactivement la perte non réalisée de réévaluation cumulée et a redressé les chiffres comparatifs. Ce redressement n'a pas d'effet sur l'excédent annuel lié aux activités.

d) Immeubles assujettis à l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH)

Dans le cadre de l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* et en vertu d'ententes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société doit respecter des règles financières en regard de ses opérations. Jusqu'au 31 décembre 2012, la Société utilisait la méthode du taux progressif pour établir sa charge d'amortissement pour les propriétés assujetties à l'article 95 de la LNH, et ce, afin de se conformer aux ententes. Les règles financières ne permettent pas d'amortir d'une manière logique et systématique cette partie de son portefeuille immobilier. Les règles sont donc utilisées pour la préparation des informations sectorielles (note 22). Toutefois, ces règles ne peuvent être suivies pour la préparation des états financiers consolidés. La Société utilise maintenant la méthode d'amortissement linéaire sur une durée de 35 ans pour ces propriétés. À cet effet, la Société a traité rétroactivement l'excédent accumulé lié aux activités et a redressé les chiffres comparatifs.

L'incidence de ces redressements sur l'excédent accumulé, l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé, l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation et l'état consolidé de la situation financière est présentée dans les tableaux qui suivent.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

3. REDRESSEMENTS (SUITE)

Redressement de l'excédent accumulé

	31 décembre 2012	1er janvier 2012
	$	$
Excédent accumulé lié aux activités avant redressement	82 704 192	66 818 762
Redressements :		
Améliorations capitalisées	5 866 647	2 948 480
Amortissement des améliorations capitalisées	(266 498)	(83 069)
Avantages incitatifs relatifs à un bail	5 181 351	4 506 042
Amortissement des propriétés de l'article 95 (LNH)	(15 520 516)	(17 372 431)
	(4 739 016)	(10 000 978)
Excédent accumulé lié aux activités redressé	77 965 176	56 817 784

Redressement des comptes de l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé de l'exercice clos le 31 décembre 2012

	Soldes initialement établis	Améliorations capitalisées	Amortissement	Avantages incitatifs relatifs à un bail	Soldes redressés
	$	$	$	$	$
Revenus					
Portefeuille immobilier commercial	20 016 598	–	–	675 309	20 691 907
Charges					
Portefeuille immobilier résidentiel	32 133 071	(2 844 900)	(1 675 348)	–	27 612 823
Portefeuille immobilier commercial	16 913 393	(73 267)	6 862	–	16 846 988
Excédent annuel lié aux activités	15 885 430	2 918 167	1 668 486	675 309	21 147 392

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

3. REDRESSEMENTS (SUITE)

Redressement des comptes de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012

			31 décembre 2012	1er janvier 2012
	Soldes initialement établis	Augmentation (diminution)	Soldes redressés	Soldes redressés
	$	$	$	$
Actifs financiers				
Avantages incitatifs relatifs à un bail	–	5 181 351	5 181 351	4 506 042
Passifs				
Perte non réalisée sur les instruments financiers dérivés	–	1 697 631	1 697 631	2 275 932
Provision pour remplacement	2 514 483	4 348 699	6 863 182	6 373 110
Actifs non financiers				
Propriétés	182 608 801	(5 571 669)	177 037 132	179 872 479
Excédent accumulé	84 739 260	(6 436 647)	78 302 613	54 616 997

Redressement des comptes de l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation de l'exercice clos le 31 décembre 2012

	31 décembre 2012	1er janvier 2012
	$	$
Gains de réévaluation cumulés avant redressement	2 035 068	75 145
Perte non réalisée sur les instruments financiers dérivés	(1 697 631)	(2 275 932)
Excédent (perte) accumulé lié aux activités redressé	337 437	(2 200 787)

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

4. DÉBITEURS

	2013	2012
	$	$
Ville de Montréal	**3 374 188**	3 020 008
Intérêts	**2 453**	9 049
Taxes de vente	**606 572**	671 687
Loyers	**572 102**	336 631
Gestionnaires externes	**527 706**	458 987
Travaux de remise en état	**–**	290 000
Accès Condos	**503 069**	792 677
Autres	**283 248**	378 602
	5 869 338	5 957 641
Provision pour créances douteuses	**(490 127)**	(695 725)
	5 379 211	5 261 916

5. SUBVENTION À RECEVOIR

	2013	**2012**
	$	$
Ministère de la Culture et des Communications du Québec : Programme d'aide financière aux équipements culturels, encaissé en totalité au cours de l'exercice	–	375 000

6. AVANTAGES INCITATIFS RELATIFS À UN BAIL

La Société loue des locaux à la Ville de Montréal en vertu d'un bail échéant en 2028. Au 31 décembre 2013, les paiements exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

Échéance	$
Moins d'un an	6 668 001
Entre 1 et 5 ans	27 420 661
Plus de 5 ans	72 422 723
	106 511 385

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

7. PRÊTS À RECEVOIR

Les soldes de prix de vente portent intérêt à des taux variant entre 0 % et 9 % et ont des dates d'échéance variant de 2014 à 2033.

Les prêts Accès Condos ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance variant de 2014 à 2015.

Les prêts hypothécaires et autres portent intérêt à des taux variant entre 0 % et 9 % et ont des dates d'échéance variant de 2014 à 2030.

	2013	2012
	$	$
Soldes de prix de vente	**6 108 451**	2 444 056
Prêts Accès Condos	**23 975 065**	10 818 077
Prêts hypothécaires et autres	**11 544 941**	10 257 168
	41 628 457	23 519 301
Provision pour créances douteuses	**(4 915 375)**	(1 636 074)
	36 713 082	21 883 227

Un montant de 1 051 779 $ (néant au 31 décembre 2012) a été déduit de la valeur des prêts à recevoir relatifs aux soldes de prix de vente et aux prêts Accès Condos pour les présenter à la valeur nominale actualisée à des taux variant entre 1,32 % et 4,42 %, au 31 décembre 2013.

Les prêts à recevoir sont garantis par des hypothèques de premier rang pour une valeur de 27 680 668 $ et par des hypothèques de deuxième rang pour une valeur de 2 654 554 $. Des prêts à recevoir totalisant 6 377 860 $ ne comportent aucune garantie.

Les encaissements estimés, au cours des cinq (5) prochains exercices, sont les suivants :

	$
2014	19 930 155
2015	15 516 983
2016	162 179
2017	154 680
2018	152 422

8. CRÉDITS D'ACHAT ACCÈS CONDOS

Dans le cadre de son plan stratégique de développement, la Société s'est engagée à mettre sur le marché des unités en copropriété divise à prix abordable par le biais d'une formule novatrice d'accession à la propriété : le programme Accès Condos. Au 31 décembre 2013, 3 365 ménages (3 014 en 2012) ont bénéficié de ce programme qui accorde à l'acheteur un crédit d'achat, lequel représente une créance hypothécaire de deuxième rang en faveur de la Société. Au 31 décembre 2013, la somme à recevoir est évaluée à 29 713 846 $ (26 289 350 $ au 31 décembre 2012).

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

9. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire de 17 078 938 $ provient d'une marge de crédit maximale autorisée de 100 000 000 $, garantie par la Ville de Montréal, portant intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel de 3 % au 31 décembre 2013 réduit de 50 points de base et le taux des acceptations bancaires Desjardins plus 13 points de base pour les avances jusqu'à 50 000 000 $ et au taux des acceptations bancaires Desjardins plus 15 points de base pour les avances en excédent de ce montant. Au 31 décembre 2013, l'emprunt bancaire porte intérêt à un taux variant entre 1,34 % et 2,5 % (2,5 % au 31 décembre 2012). Cette facilité de crédit vient à échéance en 2014.

10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2013	2012
	$	$
Fournisseurs	**5 934 512**	4 680 280
Ville de Montréal	**592 394**	687 703
Design Montréal	**–**	264 845
Taxes de vente	**39 117**	1 396 751
Salaires, provision pour décontamination et autres	**3 170 585**	3 062 484
	9 736 608	10 092 063

11. APPORTS DE FONDS

	2013	2012
	$	$
Ville de Montréal	**4 500 000**	6 300 000
Gouvernement du Québec, sans modalité de remboursement	**1 000 000**	1 000 000
	5 500 000	7 300 000

Les apports de fonds ont été octroyés à titre de fonds de roulement. La Société a conclu une entente pour le remboursement de l'apport de fonds de la Ville de Montréal.

Au cours des deux prochains exercices, les versements s'établiront comme suit :

	$
2014	2 100 000
2015	2 400 000

En cas de dissolution, les biens de la Société, une fois ses dettes acquittées, seront dévolus à la Ville de Montréal.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

12 – DETTE À LONG TERME

	2013	2012
	$	$
Hypothèques immobilières portant intérêt à des taux variant entre 1,53 % et 2,76 % (1,64 % et 4,28 % au 31 décembre 2012), remboursables en versements mensuels variant de 136 $ à 34 893 $, capital et intérêts, renouvelables de 2014 à 2018	**26 913 823**	31 217 277
Emprunt à terme portant intérêt au taux CDOR (1,22 % au 31 décembre 2013 et 2012) plus les frais d'estampillage de 0,29 %, venant à échéance en 2017, remboursable en versement annuel pour un montant en capital minimum de 1 000 000 $, garanti par la Ville de Montréal(i)	**51 500 000**	52 500 000
Emprunt à terme portant intérêt au taux CDOR majoré de 0,47 % (1,69 % au 31 décembre 2013 et 2012), venant à échéance en 2015, remboursable en versements mensuels de 160 275 $, capital et intérêts, garanti par la Ville de Montréal(i)	**36 241 554**	36 859 373
Emprunt à terme portant intérêt au taux des acceptations bancaires du prêteur, majoré de 0,15 %, remboursable en versements mensuels en capital de 297 610 $, venant à échéance en 2017, garanti par la Ville de Montréal	**12 499 636**	16 070 956
Emprunt garanti par une subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec dans le cadre d'un programme d'aide financière aux équipements, à un taux de 4,54 %, remboursé en 2013	**–**	375 000
	127 155 013	137 022 606

(i) La Société a recours à des contrats de swap de taux d'intérêt pour fixer une partie des coûts de ses dettes (se référer à la note 19).

Les versements estimatifs sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2013			2012	
Années d'échéance	Échéance $	À refinancer $	Échéance nette $	À refinancer $	Échéance nette $
2013	–	–	–	8 823 110	9 813 032
2014	11 557 204	1 928 402	9 628 802	1 929 315	8 544 962
2015	47 752 121	38 302 982	9 449 139	3 394 338	8 345 700
2016	11 498 568	4 000 595	7 497 973	4 002 207	7 091 029
2017	52 028 003	47 719 389	4 308 614	82 629 316	2 449 597
2018	4 319 117	2 156 532	2 162 585	–	–
Total	127 155 013	94 107 900	33 047 113	100 778 286	36 244 320

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

13. PRODUITS REPORTÉS

	2013	2012
	$	$
Baux emphytéotiques	**863 907**	894 387
Perçus d'avance – Autres	**334 836**	341 675
	1 198 743	1 236 062

14. PROVISION POUR REMPLACEMENT (immeubles assujettis à l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation*)

La provision pour remplacement est créée, à même les charges, pour chaque immeuble dont les produits excèdent les charges, conformément aux exigences de la SCHL et de la SHQ. Elle sert à couvrir les charges importantes d'entretien et de réparation ou le remplacement des équipements. Comme l'indique l'annexe B de l'accord d'exploitation, les sommes affectées à cette provision sont augmentées des intérêts courants.

	2013	2012
	$	$
Solde au début	**6 863 182**	6 373 110
Utilisation de l'exercice :		
Charges capitalisées	**541 677**	1 545 952
Amortissement	**(223 678)**	(170 545)
Charges d'entretien	**(1 693 255)**	(2 729 156)
	(1 375 256)	(1 353 749)
Augmentation de l'exercice :		
Augmentation de la réserve de remplacement	**1 767 511**	1 805 294
Intérêts	**41 572**	38 527
	1 809 083	1 843 821
Solde à la fin	**7 297 009**	6 863 182

Au 31 décembre 2013, un montant de 4 739 487 $ (4 348 699 $ au 31 décembre 2012), représentant la portion non amortie des améliorations capitalisées sur les immeubles de l'article 95, doit être porté en diminution du solde de la provision pour remplacement afin de déterminer le montant disponible pour les charges d'améliorations futures. Ainsi, la provision pour remplacement disponible dans le futur s'élève à 2 557 522 $ au 31 décembre 2013 (2 514 483 $ au 31 décembre 2012).

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

15 – PROPRIÉTÉS

	Solde au début	Augmentation	Diminution	Solde à la fin
	$	$	$	$
Coût				
PALL et PAMAC[1]				
Terrains	31 047 497	–	–	31 047 497
Bâtiments	76 763 314	–	–	76 763 314
Améliorations	5 723 219	4 479 246	–	10 202 465
Article 95, LNH[2]				
Terrains	3 773 968	–	–	3 773 968
Bâtiments	79 740 957	–	–	79 740 957
Améliorations	4 628 792	614 467	–	5 243 259
Commerciales				
Terrains	31 766 035	–	1 815 006	29 951 029
Bâtiments	102 988 862	–	2 200 841	100 788 021
Améliorations	128 928	400 872	–	529 800
Autres				
Terrains	1 804 363	–	113 620	1 690 743
Travaux en cours	1 136 113	989 435	2 125 548	–
Bâtiments	2 149 485	–	330 000	1 819 485
Améliorations	–	42 104	–	42 104
	341 651 533	6 526 124	6 585 015	341 592 642
Cédées par bail emphytéotique	2 335 513	–	–	2 335 513
	343 987 046	6 526 124	6 585 015	343 928 155
Amortissement cumulé et provision pour réduction de valeur				
PALL et PAMAC[1]	52 865 181	1 786 838	–	54 652 019
Article 95, LNH[2]	64 051 038	2 501 992	–	66 553 030
Commerciales	45 174 260	2 422 278	203 230	47 393 308
Autres	650 126	26 224	–	676 350
	162 740 605	6 737 332	203 230	169 274 707
Propriétés cédées par bail emphytéotique	598 000			598 000
	163 338 605	6 737 332	203 230	169 872 707
Valeur comptable nette	180 648 441			174 055 448
Propriétés destinées à la revente[3]	3 611 309	989 435	2 569 168	2 031 576
Valeur comptable nette – propriétés	177 037 132			172 023 872

(1) PALL : Programme d'acquisition de logements locatifs
PAMAC : Programme d'acquisition de maisons de chambres

(2) LNH : Loi nationale sur l'habitation

(3) Inclut les travaux en cours pour un montant de néant (1 136 113 $ en 2012).

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

16. IMMOBILISATIONS

	Solde au début	Augmentation	Diminution	Solde à la fin
	$	$	$	$
Coût				
Améliorations locatives	1 274 308	71 162	–	1 345 470
Équipement de sécurité	254 916	–	–	254 916
Mobilier	624 690	28 278	–	652 968
Matériel de télécommunication	106 451	–	–	106 451
Matériel roulant	27 361	–	–	27 361
Matériel informatique	1 236 253	9 354	–	1 245 607
	3 523 979	108 794	–	3 632 773
Amortissement cumulé				
Améliorations locatives	1 104 415	39 316	–	1 143 731
Équipement de sécurité	25 491	50 984	–	76 475
Mobilier	571 001	18 874	–	589 875
Matériel de télécommunication	106 451	–	–	106 451
Matériel roulant	23 940	3 421	–	27 361
Matériel informatique	1 209 219	18 131	–	1 227 350
	3 040 517	130 726	–	3 171 243
Valeur comptable nette	483 462			461 530

17. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

a) Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation

	2013	2012
	$	$
(Augmentation) diminution des débiteurs	**(117 295)**	362 608
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	**(25 455)**	1 295 561
(Augmentation) diminution des frais payés d'avance	**(7 060)**	223 283
	(149 810)	1 881 452

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

17. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

b) Informations supplémentaires

Activités de financement et d'investissement sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, un transfert de propriétés de 330 000 $ a été porté en diminution des créditeurs et charges à payer et un montant équivalent a été porté en augmentation du produit de disposition des propriétés. Cette transaction n'a aucun effet sur la trésorerie de la Société.

Également, des ventes de propriétés ont généré un produit de disposition non encaissé de 4 518 422 $ qui a été porté en augmentation des prêts à recevoir.

Activités d'investissement avec effet sur la trésorerie

Les revenus de crédits d'achat Accès Condos étant enregistrés sur une base d'actualisation des flux monétaires futurs à l'état consolidé de la situation financière, l'encaissement de ces crédits d'achat doit être porté en partie contre l'actif financier préalablement enregistré et le solde doit être enregistré directement aux résultats de l'exercice.

Le tableau suivant présente la répartition de l'enregistrement des encaissements de crédits d'achat Accès Condos :

	2013	2012
	$	$
Encaissement des crédits d'achat Accès Condos :		
Encaissement de crédits d'achat, enregistrés à l'état consolidé de la situation financière	**2 216 931**	1 970 543
Encaissement de crédits d'achat, enregistrés directement aux résultats consolidés	**2 354 411**	3 543 134
Total des encaissements de crédits d'achat Accès Condos	**4 571 342**	5 513 677

18. RÉGIME DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Au cours de l'exercice, la Société a contribué à un Régime de retraite par financement salarial (RRFS) pour l'ensemble de ses employés permanents. Cette contribution est basée sur un pourcentage de la rémunération de base et aucune autre obligation n'est assumée par l'employeur au moment de la retraite. La contribution de l'exercice 2013 à ce régime s'est élevée à 496 719 $ et a été comptabilisée en charge à l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé. Au cours de l'exercice précédent, la Société a également contribué à un REER collectif. La contribution totale de l'exercice 2012 à ces deux régimes s'est élevée à 437 734 $.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de l'encaisse, des débiteurs, des placements temporaires et de prêts à recevoir.

La valeur comptable de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs ainsi que des prêts à recevoir représentent l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à l'encaisse et aux placements temporaires est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisqu'ils sont principalement composés de sommes à recevoir d'entités gouvernementales ou de la Ville de Montréal. De plus, des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux locataires. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

Le risque de crédit associé aux prêts à recevoir et aux crédits d'achat Accès Condos est garanti majoritairement par des hypothèques de premier rang ou de second rang.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs, aux prêts à recevoir et aux crédits d'achat Accès Condos sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de crédit (suite)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2013	2012
	$	$
Créances déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	**4 686 935**	4 245 993
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	**281 399**	96 463
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	**153 440**	47 788
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	**747 564**	1 567 397
	5 869 338	5 957 641
Provision pour créances douteuses	**(490 127)**	(695 725)
	5 379 211	5 261 916

Le tableau suivant présente l'échéance des prêts à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2013	2012
	$	$
Prêts à recevoir déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
3 mois et moins suivant la date de signature de l'entente	**2 932 003**	13 491
3 à 6 mois suivant la date de signature de l'entente	**8 896 090**	9 428
6 mois à un an suivant la date de signature de l'entente	**12 764 292**	3 697 664
1 an et plus suivant la date de signature de l'entente	**17 036 072**	19 798 718
	41 628 457	23 519 301
Provision pour créances douteuses	**(4 915 375)**	(1 636 074)
	36 713 082	21 883 227

La Société doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiements, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision; les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouvrés ultérieurement sur des comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des propriétés et des immobilisations en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des revenus provenant de la cession d'immobilisations corporelles excédentaires. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 décembre 2013.

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an et moins	2 à 4 ans	5 ans et plus
	$	$	$	$	$
Emprunt bancaire	17 078 938	17 078 938	17 078 938	–	–
Créditeurs et charges à payer	9 736 608	9 736 608	8 812 976	–	923 632
Apports de fonds	5 500 000	5 500 000	2 100 000	2 400 000	1 000 000
Dette à long terme	127 155 013	130 209 540	11 776 573	114 035 674	4 397 293
	159 470 559	162 525 086	39 768 487	116 435 674	6 320 925

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère ses placements temporaires en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêt.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 0,85 % à 1,10 % (0,85 % en 2012). L'échéance de ces placements est de 60 jours.

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt pour ce qui est également de certaines dettes à long terme sur lesquels les montants prélevés sont soumis au taux CDOR et au taux CDOR majoré de 0,47% respectivement, et au taux des acceptations bancaires majoré de 0,15%. La Société, qui gère son risque de taux d'intérêt, a conclu des contrats de swap consistant dans l'échange de taux variable pour des taux fixes pour une période de temps prolongée sur certaines de ses dettes à long terme. La ligne de crédit bancaire porte intérêt à un taux variable. Cette ligne de crédit est exposée aux changements de taux d'intérêt qui pourraient survenir dans le futur.

La Société a recours à des contrats de swap de taux d'intérêt pour fixer une partie des coûts de sa dette et réduire son exposition à la variabilité des taux d'intérêt en échangeant des paiements à taux variable pour des paiements à taux fixe.

Analyse des échéances des contrats de swap de taux d'intérêt utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt associé aux dettes à long terme :

				Juste valeur	
	Taux fixe	Montant nominal	Échéance	**31 décembre 2013**	31 décembre 2012
		$		**$**	$
Contrat de swap de taux d'intérêt	3,55 %	36 241 554	27 février 2015	**(776 996)**	(1 361 628)
Contrat de swap de taux d'intérêt	1,71 %	51 500 000	29 novembre 2017	**305 881**	(336 003)

Les autres dettes à long terme portent intérêt à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt, pour ces dettes à long terme, relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon leur niveau au 31 décembre 2013 :

	Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1)	Données non observables (niveau 3)	Total
	$	$	$
Actifs financiers			
Encaisse	2 428 299	–	2 428 299
Placements temporaires	2 200 000	–	2 200 000
Crédits d'achat Accès Condos[1]	–	29 713 846	29 713 846
Gain non réalisé sur instrument financier dérivé	305 881	–	305 881
	4 934 180	29 713 846	34 648 026
Passifs financiers			
Emprunt bancaire	17 078 938	–	17 078 938
Perte non réalisée sur instrument financier dérivé	776 996	–	776 996
	17 855 934	–	17 855 934

(1) La juste valeur des crédits d'achat Accès Condos est évaluée sur la base de la valeur actualisée des flux monétaires futurs et a été établie à partir des hypothèses suivantes :

- Un calendrier des flux de trésorerie futurs estimé sur une période de 25 ans;
- Un taux de croissance annuel de la valeur marchande des condos basé sur l'indice des prix à la consommation de la Ville de Montréal pour les quatre dernières années. Le taux utilisé est de 1,74 %;
- Un taux de pertes estimées sur créances de 0,68 %;
- Un taux d'actualisation variant entre 11,75 % et 12 %.

Le tableau qui suit présente les mouvements de l'exercice des crédits d'achat Accès Condos à la valeur actualisée :

	2013	2012
	$	$
Solde au début	**26 289 350**	17 150 376
Ventes de l'exercice	**4 510 291**	6 703 012
Remboursements de l'exercice	**(2 216 931)**	(1 970 543)
Revenus d'actualisation	**1 703 089**	1 419 718
Mauvaises créances	**(77 445)**	1 026 864
Réévaluation nette	**(494 508)**	1 959 923
Solde à la fin	**29 713 846**	26 289 350

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

20. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Baux emphytéotiques

La Société a contracté avec la Ville de Montréal des baux emphytéotiques allant de cinquante (50) à soixante-trois (63) ans pour la location de terrains. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 s'établit à 956 369 $. Les paiements annuels exigibles en vertu de ces baux pour les cinq prochains exercices sont approximativement de 46 620 $.

Location d'espace

La Société loue des locaux en vertu d'un bail échéant en 2020. Au 31 décembre 2013, l'engagement total lié à ce bail s'établit à 3 066 147 $. Les paiements annuels exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

	$
2014	435 035
2015	463 329
2016	463 329
2017	463 329
2018 et suivants	1 241 125

21. SUBVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (SCHL)

Les subventions de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), accordées aux termes de l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH), représentent la réduction du taux d'intérêt de la dette hypothécaire à un coût approximatif de 2 %, calculé selon le moindre du coût réel du bâtiment et de son terrain et du prix maximum par unité de logement.

En vertu de ce programme, lorsqu'un immeuble a un excédent des revenus sur les charges, ce montant doit être utilisé aux fins suivantes :

- Affectation à la provision pour remplacement;
- Octroi de subventions aux locataires en fonction de leurs revenus;
- Remboursement de tout résidu, jusqu'à concurrence de la subvention, à la SCHL, le cas échéant.

Pour l'exercice 2013, un montant de 191 360 $ (445 437 $ pour l'exercice 2012) (tableau 2 – Frais financiers consolidés du portefeuille immobilier en annexe) a été comptabilisé à titre de subventions en vertu de ce programme.

Au 31 décembre 2013, 2 082 unités de logement (2 082 au 31 décembre 2012) sont gérées dans le cadre de ce programme.

22. INFORMATION FINANCIÈRE SECTORIELLE

La Société exploite des biens productifs de revenus divisés en cinq secteurs [article 95 (LNH), PALL, PAMAC, autres et commercial]. La direction évalue ses activités en fonction de l'excédent tiré de l'exploitation des biens immobiliers, lequel est présenté dans le tableau 1 par type de programme. La direction évalue les actifs financiers et les passifs sur une base consolidée, et ceux-ci ne sont donc pas compris dans l'information sectorielle présentée dans le tableau 1.

Les méthodes comptables appliquées aux secteurs présentés sont les mêmes que les méthodes comptables qui sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de la charge d'amortissement des propriétés assujetties à l'article 95 de la LNH. L'excédent lié à l'exploitation des biens immobiliers compris dans chacun des programmes est une mesure de l'excédent qu'utilisent certains utilisateurs des états financiers consolidés pour évaluer la performance de la Société et, en ce qui concerne les propriétés assujetties à l'article 95 de la LNH, elle tient compte de la méthode du taux progressif pour établir la charge d'amortissement afin de respecter certaines exigences de la SCHL.

Le tableau 1 illustre le rapprochement de l'excédent lié à l'exploitation de biens immobiliers attribués aux secteurs de la Société et de l'excédent liés aux activités afin de se conformer aux méthodes comptables détaillées à la note 2 des états financiers consolidés. L'écart entre les deux méthodes de détermination de la charge d'amortissement de 2 025 141 $ est présenté dans la colonne « ajustement » du tableau 1.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

23. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

a) Coût de décontamination

La Société détient des terrains pour lesquels les lois sur l'environnement exigent la mise en place de mesures correctrices en matière de décontamination advenant le cas où la Société débuterait des travaux sur ses terrains.

Afin de minimiser ce risque environnemental, la Société, grâce à l'expertise de sociétés spécialisées en études environnementales, procède à l'évaluation du degré de contamination des sols et enregistre une provision à cet égard. Au 31 décembre 2013, la provision s'élève à 923 632 $ (1 215 870 $ au 31 décembre 2012).

b) Réclamations diverses

La Société fait l'objet de réclamations totalisant 7 720 156 $ (28 477 298 $ en 2012). Les causes n'ayant pas été entendues devant les tribunaux, la Société n'est pas en mesure d'en déterminer les effets. Au 31 décembre 2013, la Société a provisionné un montant jugé suffisant relativement à ces réclamations.

c) Accès Condos

Aucune nouvelle entente n'a été signée en 2013. Cependant, en vertu des ententes signées en 2012, advenant qu'un certain nombre d'unités d'habitation et d'espaces de stationnement soient non vendus après la période de 120 jours suivant l'achèvement substantiel des travaux, la Société s'est engagée à prêter à l'entrepreneur une somme d'argent pour une durée de 18 mois. Si, après ces 18 mois, les unités demeurent invendues, la Société achète lesdites unités.

La valeur des unités invendues est de 58 764 949 $ au 31 décembre 2013 (30 229 489 $ au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2013, la Société finance des unités non vendues d'une valeur de 24 170 043 $ (10 814 014 $ au 31 décembre 2012).

d) Faubourg Contrecœur

La Société a versé à un entrepreneur 15 800 000 $ à titre de contribution non remboursable relative à la construction de logements familiaux. À la suite d'une entente signée entre la Société et l'entrepreneur, ce dernier s'est engagé à lui remettre tout versement reçu de la Ville de Montréal concernant des travaux d'infrastructure, à l'exclusion des versements relatifs aux logements sociaux. Au 31 décembre 2013, un montant de 11 286 003 $ (9 969 236 $ au 31 décembre 2012) est enregistré dans les prêts à recevoir de la Société. De plus, au 31 décembre 2013, une provision additionnelle pour créances douteuses de 3 279 301 $ a été comptabilisée et est présentée à la rubrique « Autres charges » à l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé. La provision totalise 4 911 312 $ au 31 décembre 2013 (1 632 011 $ au 31 décembre 2012).

À la suite d'une entente signée avec l'entrepreneur, un montant additionnel de 4 462 200 $ pourrait devoir lui être versé advenant le non-respect de certaines conditions.

24. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Le 7 mars 2014, une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif a été déposée contre la SHDM. La requête porte sur la méthodologie du calcul des augmentations de loyer depuis le 1er juin 2009.

Le recours vient tout juste d'être signifié et il est prématuré, pour l'instant, de faire une prévision valable sur l'estimation de cette réclamation. La SHDM considère ce recours mal fondé et a exprimé son intention de contester vigoureusement la requête ainsi que tout recours en découlant, le cas échéant.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

au 31 décembre 2013

25. TRANSACTIONS AVEC DES APPARENTÉS

Les activités de la Société sont régies par un protocole d'entente signé avec la Ville de Montréal lequel prévoit notamment ce qui suit :

- La nomination des membres du conseil d'administration de la Société et du directeur général est recommandée par le comité exécutif de la Ville de Montréal.
- Le budget de la Société est approuvé par le conseil municipal.
- La Société ne peut ni aliéner ni hypothéquer un actif immobilier dont elle est propriétaire sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du comité exécutif de la Ville de Montréal.

De plus, la Société fait partie du périmètre comptable de la Ville de Montréal.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal est l'auditeur de la Société. Il doit, entre autres, certifier les états financiers consolidés de la Société.

Pour l'exercice 2013, aucune contribution de la Ville de Montréal n'a été reçue par la Société. De plus, une entente a été conclue en 2011 avec la Ville de Montréal afin de l'aider à atteindre ses objectifs budgétaires. Cette entente fait en sorte que la Société accepte de supporter le déficit de 181 366 $ lié au programme PAMAC et à la Mission Old Brewery en plus de renoncer à recevoir un montant pour couvrir le déficit d'exploitation de 515 746 $ du Marché Bonsecours. En contrepartie, la Ville garantit une partie des dettes de la Société sans aucune rémunération.

Des revenus de location de 15 656 971 $ provenant de la Ville sont inclus dans les revenus d'exploitation consolidés du portefeuille immobilier de la Société (15 100 246 $ pour l'exercice 2012).

La Société gère pour la Ville le Marché Bonsecours pour lequel les résultats sont présentés à l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé.

Au cours de l'exercice, la Société a acheté de la Ville du gaz naturel pour un montant de 452 964 $ (942 145 $ en 2012).

Au cours de l'exercice, la Ville a remboursé à la Société un montant de 533 815 $ à titre de remboursement de frais de détention pour le Musée Juste pour Rire.

Au cours de l'exercice précédent, la Société a vendu des terrains à la Ville pour un montant de 583 339 $. De plus, un montant de 615 344 $ a été versé par la Ville à titre de remboursement de frais de détention et 475 500 $ à titre de provision pour décontamination.

Les transactions précédentes ont été effectuées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie déterminée et acceptée par les parties apparentées.

De plus, la Société et la Ville effectuent diverses opérations ou concluent des ententes particulières dont les résultats sont montrés aux notes 4, 9, 10, 11, 12, 20 et 23.

26. INFORMATIONS COMPARATIVES

Certaines informations de l'exercice précédent ont été reclassées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

TABLEAU 1 – Revenus et charges d'exploitation consolidés du portefeuille immobilier

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Notes	BUDGET 2013	Article 95 (LNH)	PALL	PAMAC	AUTRES	AJUSTEMENT (note 22)	TOTAL RÉSIDENTIEL	COMMERCIAL	TOTAL 2013
		$	$	$	$	$		$	$	**$**
Revenus										
Loyers		**51 574 663**	16 094 599	13 704 842	1 131 371	293 688	–	31 224 500	20 265 604	**51 490 104**
Autres		**1 164 117**	719 954	387 155	22 508	53 664	–	1 183 281	272 766	**1 456 047**
Subventions aux locataires	21	**(354 121)**	(339 980)	–	–	–	–	(339 980)	–	**(339 980)**
		52 384 659	16 474 573	14 091 997	1 153 879	347 352	–	32 067 801	20 538 370	**52 606 171**
Charges										
Administration		**2 449 010**	779 291	638 838	36 897	15 650	–	1 470 676	1 110 439	**2 581 115**
Entretien et exploitation		**15 180 829**	5 359 798	4 553 921	711 310	124 736	–	10 749 765	4 611 009	**15 360 774**
Assurances		**498 965**	227 160	195 104	18 274	4 589	–	445 127	131 803	**576 930**
Énergie		**5 326 501**	986 881	1 603 859	186 225	15 757	–	2 792 722	1 985 128	**4 777 850**
Taxes		**10 069 663**	2 545 869	1 747 590	129 172	53 643	–	4 476 274	5 620 845	**10 097 119**
Amortissement		**8 372 909**	4 303 454	1 311 926	139 187	26 224	(2 025 141)	3 755 650	2 469 176	**6 224 826**
Amortissement travaux capitalisables		**–**	–	328 259	7 466	–	–	335 725	13 126	**348 851**
Frais financiers (tableau 2)		**2 937 046**	504 609	985 829	52 156	–	–	1 542 594	1 595 607	**3 138 201**
Améliorations		**8 200 000**	–	1 322 050	54 558	9 688	–	1 386 296	677 945	**2 064 241**
Provision pour remplacement	14	**1 462 419**	1 767 511	–	–	–	–	1 767 511	–	**1 767 511**
		54 497 342	16 474 573	12 687 376	1 335 245	250 287	(2 025 141)	28 722 340	18 215 078	**46 937 418**
Excédent (déficit) lié aux activités		**(2 112 683)**	–	1 404 621	(181 366)	97 065	2 025 141	3 345 461	2 323 292	**5 668 753**

TABLEAU 1 – Revenus et charges d'exploitation consolidés du portefeuille immobilier

Exercice clos le 31 décembre 2012

	Notes	BUDGET 2012	Article 95 (LNH)	PALL	PAMAC	AUTRES	AJUSTEMENT (note 22)	TOTAL RÉSIDENTIEL	COMMERCIAL	TOTAL 2012
		$	$	$	$	$		$	$	$
Revenus										
Loyers		50 413 513	15 781 694	13 564 402	1 120 280	288 879	–	30 755 255	20 287 387	51 042 642
Autres		1 054 372	685 432	721 759	28 538	35 633	–	1 471 362	404 520	1 875 882
Subventions aux locataires	21	(335 889)	(345 468)	–	–	–	–	(345 468)	–	(345 468)
		51 131 996	16 121 658	14 286 161	1 148 818	324 512	–	31 881 149	20 691 907	52 573 056
Charges										
Administration		2 283 300	745 619	679 917	50 174	17 325	–	1 493 035	847 249	2 340 284
Entretien et exploitation		14 222 422	5 301 958	4 335 066	575 337	121 063	–	10 333 424	4 429 347	14 762 771
Assurances		481 330	187 606	158 620	14 826	2 861	–	363 913	129 681	493 594
Énergie		5 487 191	1 056 082	1 999 509	204 989	15 905	–	3 276 485	1 832 657	5 109 142
Taxes		9 754 894	2 451 557	1 690 345	130 593	41 627	–	4 314 122	5 466 248	9 780 370
Amortissement		8 138 205	4 130 228	1 311 926	315 620	50 140	(1 851 915)	3 955 999	2 444 628	6 400 627
Amortissement travaux capitalisables		–	–	172 493	4 074	–	–	176 567	6 863	183 430
Frais financiers (tableau 2)		3 898 042	443 314	644 147	34 079	3 401	–	1 124 941	1 675 832	2 800 773
Améliorations		7 050 000	–	703 660	52 498	12 885	–	769 043	14 483	783 526
Provision pour remplacement	14	1 506 591	1 805 294	–	–	–	–	1 805 294	–	1 805 294
		52 821 975	16 121 658	11 695 683	1 382 190	265 207	(1 851 915)	27 612 823	16 846 988	44 459 811
Excédent (déficit) lié aux activités		(1 689 979)	–	2 590 478	(233 372)	59 305	1 851 915	4 268 326	3 844 919	8 113 245

TABLEAU 2 – Frais financiers consolidés du portefeuille immobilier

Exercice clos le 31 décembre 2013

	Note	**BUDGET 2013**	Article 95 (LNH)	PALL	PAMAC	AUTRES	TOTAL RÉSIDENTIEL	COMMERCIAL	**TOTAL 2013**	TOTAL 2012
		$	$	$	$	$	$	$	**$**	$
Dépenses d'intérêts										
Hypothèques		**678 789**	695 969	–	–	–	695 969	–	**695 969**	888 751
Autres		**2 465 813**	–	985 829	52 156	–	1 037 985	1 595 607	**2 633 592**	2 357 459
		3 144 602	695 969	985 829	52 156	–	1 733 954	1 595 607	**3 329 561**	3 246 210
Subventions										
Subventions-SCHL	21	**207 556**	191 360	–	–	–	191 360	–	**191 360**	445 437
		2 937 046	504 609	985 829	52 156	–	1 542 594	1 595 607	**3 138 201**	2 800 773

Société d'habitation et de développement de Montréal
800, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 2200, Montréal (Québec) H2L 4L8
Téléphone : 514 380-7436 | www.shdm.org

POINTE-À-CALLIÈRE

Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal

350, place Royale
Vieux-Montréal (Québec)
H2Y 3Y5

Téléphone : (514) 872-9150
Télécopieur : (514) 872-9151

Objet : Rapport annuel 2013 de la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière

Madame, Monsieur,

Il me fait plaisir de vous transmettre ici le *Rapport annuel 2013* de Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal. Comme vous le constaterez, l'année tout entière a été placée sous le signe de l'effervescence et du succès, avec une fréquentation dépassant les 350 000 visiteurs!

Le 6 mars, l'inauguration d'un nouveau pavillon, la Maison-des-Marins – Pavillon Banque Nationale, a doté les Montréalais d'un lieu de diffusion aussi polyvalent que souple. La beauté de cet édifice entièrement réhabilité, ses salles baignées de lumière – dont l'Espace 360° Montréal, sur le toit – et ses technologies de pointe en font déjà le lieu idéal pour un événement public ou privé à Montréal. C'est aussi dans ses salles multifonctionnelles qu'a été présentée dès le 28 mars l'exposition temporaire *Les Beatles à Montréal*, pour rappeler le passage de ce groupe mythique dans notre ville, il y a quelque 50 ans. Même la Rolls-Royce de John Lennon s'y est arrêtée!

L'Ancienne-Douane, maintenant associée à la Fondation J. Armand Bombardier, a connu elle aussi une cure de jeunesse, cette fois au profit des quelque 100 000 jeunes qui fréquentent chaque année Pointe-à-Callière. Depuis le 10 décembre, l'expo-découverte *Pirates ou corsaires?* invite ceux-ci à vivre l'aventure dans une exposition permanente immersive! *Le D'Iberville*, l'évocation d'un navire corsaire, a été pris d'assaut par les jeunes, leurs parents et leurs enseignants après une recension enthousiaste des médias. Le sous-sol de la Maison-des-Marins a également été transformé en un espace éducatif inédit pour les jeunes et les familles, l'Atelier Archéo-aventure.

L'Éperon a accueilli *Les Routes du thé*, une exposition internationale réalisée en partenariat avec le Musée Guimet à Paris et plusieurs autres prêteurs prestigieux, sur l'histoire mouvementée de ce breuvage de plus en plus apprécié. Puis, *Vies de Plateau* a rappelé la naissance et le développement de cet arrondissement dont la créativité est connue bien au-delà de ses frontières. Des expoclips en partenariat avec les archives de la ville de Montréal ont aussi souligné des moments forts de notre histoire.

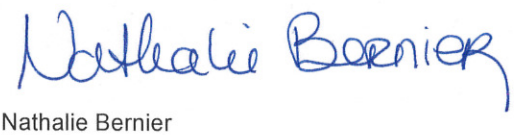
À ces expositions – autant de réalisations originales – se sont ajoutées des événements irrésistibles. La *Nuit blanche*, les *Symphonies portuaires*, les *Cultures gourmandes* et le *Marché public dans l'ambiance du 18e siècle* ont attiré les foules. Conférences et tables rondes ont aussi permis des échanges passionnants.

Au regard de l'archéologie, Pointe-à-Callière a de nouveau contribué à l'avancement des connaissances. En plus des fouilles menées au 214, place D'Youville sur le site du fort de Ville-Marie, celles effectuées sur la place D'Youville ont mis au jour, de façon aussi émouvante qu'inattendue, des dizaines de livres ayant échappé à l'incendie qui détruisit le parlement du Canada-Uni en 1849. Par ailleurs, le Musée s'est vu confier par le gouvernement du Québec la réalisation d'une collection de cinq monographies sur l'archéologie québécoise – un geste de transmission majeur entre les spécialistes et le public – et une étude visant à accroître le rayonnement des collections archéologiques du Québec.

Vous trouverez encore dans ces pages un premier bilan extrêmement encourageant de la campagne majeure de financement *Cité en devenir* lancée par la Fondation Pointe-à-Callière afin de soutenir l'inauguration, en 2017, de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal. L'ouverture de la Maison-des-Marins – Pavillon Banque Nationale constitue déjà une étape clé de ce projet essentiel, qui dotera notre ville d'un ensemble touristique et culturel d'une dizaine de lieux historiques et patrimoniaux. Que tous ceux et celles qui ont planifié cette campagne, qui y ont contribué ou qui s'apprêtent à le faire soient vivement remerciés.

Je remercie sincèrement la Ville de Montréal, qui soutient le fonctionnement du Musée depuis ses premières heures. Merci également à tous nos autres partenaires financiers, publics et privés, aux administrateurs de la Société et de la Fondation, et à nos collaborateurs, employés, Membres et bénévoles, grâce auxquels Pointe-à-Callière accomplit sa mission avec tant d'énergie et de pertinence. Ma vive reconnaissance s'adresse également à la directrice générale, Francine Lelièvre, à qui ont été décernés en 2013 trois prix prestigieux saluant sa vision et ses multiples accomplissements.

Enfin, un grand merci à vous, qui nous accompagnez au quotidien comme dans nos rêves les plus audacieux. Continuons tous d'appuyer notre Cité d'archéologie et d'histoire!



Nathalie Bernier
Présidente

MAZARS

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

RAPPORT FINANCIER

31 DÉCEMBRE 2013

Mazars Harel Drouin, s.e.n.c.r.l.

215, rue Saint-Jacques - Bureau 1200 - Montréal - Québec - Canada - H2Y 1M6
Téléphone : 514 845 9253 - Télécopieur : 514 845 3859 - contact@mazars.ca - www.mazars.ca

comptables professionnels agréés

Praxity MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

MAZARS

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

RAPPORT FINANCIER
31 DÉCEMBRE 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Bilan	4
Évolution de l'actif net	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7 - 17

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.

215, RUE SAINT-JACQUES - BUREAU 1200 - MONTRÉAL - QUÉBEC - CANADA - H2Y 1M6
TÉLÉPHONE : 514 845 9253 - TÉLÉCOPIEUR : 514 845 3859 - contact@mazars.ca - www.mazars.ca

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Praxity MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

MAZARS

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la
SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE
DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE** qui comprennent le bilan au 31 décembre 2013, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.

215, RUE SAINT-JACQUES - BUREAU 1200 - MONTRÉAL - QUÉBEC - CANADA - H2Y 1M6
TÉLÉPHONE : 514 845 9253 - TÉLÉCOPIEUR : 514 845 3859 - contact@mazars.ca - www.mazars.ca

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Praxity MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

MAZARS

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE** au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Mazars Harel Mercier, S.E.N.C.R.L.[1]

Montréal, le 20 mars 2014

1. CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique n° A111096

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Fonds d'exploitation	Fonds de développement	Fonds d'immobilisations	Total 2013	Total 2012
PRODUITS					
Droits d'entrée	1 576 290 $	- $	- $	1 576 290 $	1 671 776 $
Boutique	310 871	-	-	310 871	334 828
Commandites	493 925	-	-	493 925	794 785
Concession et soirées musée	324 831	-	-	324 831	292 496
Autres	133 938	-	-	133 938	179 511
Intérêts	17 120	-	-	17 120	20 697
	2 856 975	-	-	2 856 975	3 294 093
Contributions et subventions (note 12)	5 744 432	-	1 432 083	7 176 515	6 350 182
	8 601 407	-	1 432 083	10 033 490	9 644 275
CHARGES					
Administration	1 596 646	-	-	1 596 646	1 465 405
Immeubles – sécurité	1 791 194	-	-	1 791 194	1 759 982
Commercialisation	685 148	-	-	685 148	633 730
Expositions – technologies	2 083 865	-	-	2 083 865	1 853 761
Conservation – programmes et services au public	1 455 300	-	-	1 455 300	1 442 215
Communications – marketing	968 935	-	-	968 935	1 506 825
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	49 050	49 050	60 214
Amortissement – immobilisations	-	-	1 427 718	1 427 718	976 872
	8 581 088	-	1 476 768	10 057 856	9 699 004
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	20 319 $	- $	(44 685) $	(24 366) $	(54 729) $

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

BILAN
31 DÉCEMBRE 2013

	Fonds d'exploitation	Fonds de développement	Fonds d'immobilisations	Total 2013	Total 2012
			ACTIF		
ACTIF À COURT TERME					
Encaisse (note 4)	49 499 $	- $	- $	49 499 $	158 371 $
Fonds de gestion de trésorerie, 1,28 %	1 048 814	-	-	1 048 814	1 353 450
Débiteurs (note 5)	129 330	-	424 581	553 911	1 447 546
Stocks	191 528	-	-	191 528	175 309
Frais payés d'avance	63 299	-	-	63 299	55 336
Portion à court terme des subventions à recevoir (note 6)	-	-	1 315 380	1 315 380	561 346
	1 482 470	-	1 739 961	3 222 431	3 751 358
SUBVENTIONS À RECEVOIR (note 6)	-	-	20 170 592	20 170 592	17 656 306
IMMOBILISATIONS (note 7)	-	-	30 427 899	30 427 899	26 632 752
	1 482 470 $	- $	52 338 452 $	53 820 922 $	48 040 416 $
			PASSIF		
PASSIF À COURT TERME					
Découvert bancaire (note 8)	265 000 $	- $	- $	265 000 $	- $
Comptes fournisseurs et frais courus	1 004 660	-	-	1 004 660	1 263 255
Prêts à demande (note 9)	-	-	1 885 169	1 885 169	695 646
Portion à court terme de la dette à long terme (note 10)	-	-	783 368	783 368	1 526 721
	1 269 660	-	2 668 537	3 938 197	3 485 622
DETTE À LONG TERME (note 10)	-	-	19 829 464	19 829 464	17 934 695
APPORTS REPORTÉS (note 11)	33 236	-	29 538 446	29 571 682	26 114 154
	1 302 896	-	52 036 447	53 339 343	47 534 471
			ACTIF NET		
Investi en immobilisations	-	-	302 005	302 005	346 690
Grevé d'affectations d'origine interne	26 405	-	-	26 405	26 405
Non affecté	153 169	-	-	153 169	132 850
	179 574	-	302 005	481 579	505 945
	1 482 470 $	- $	52 338 452 $	53 820 922 $	48 040 416 $

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateur

Administrateur

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Fonds d'exploitation	Fonds de développe-ment	Fonds d'immobi-lisations	Total 2013	Total 2012
SOLDE AU DÉBUT	132 850 $	26 405 $	346 690 $	505 945 $	560 674 $
Transfert interfonds (note 14)	26 405	(26 405)	-	-	-
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	20 319	-	(44 685)	(24 366)	(54 729)
SOLDE À LA FIN	179 574 $	- $	302 005 $	481 579 $	505 945 $

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(24 366) $	(54 729) $
Amortissement – immobilisations	1 427 718	976 872
Amortissement – apports reportés	(1 384 665)	(1 101 623)
	18 687	(179 480)
Variation nette des éléments hors liquidités du fonds de roulement	610 858	(974 319)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	629 545	(1 153 799)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	1 551 543	10 015 000
Versements sur la dette à long terme	(400 127)	(44 830)
Augmentation des subventions à recevoir	(3 595 073)	(13 341 341)
Encaissements sur les subventions à recevoir	326 753	58 773
Remboursements de prêts à demande	(92 177)	-
Prêts à demande	1 281 700	3 553 960
Apports reportés	4 842 193	15 047 401
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 914 812	15 288 963
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 222 865)	(14 249 330)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(678 508)	(114 166)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT [1]	1 511 821	1 625 987
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN [1]	833 313 $	1 511 821 $

[1] La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les fonds de gestion de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire.

1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

La Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière (la « Société »), un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu; elle a pour but de développer, gérer et promouvoir le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière (le « Musée »).

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du Manuel des Comptables professionnels agréés du Canada (« Manuel de CPA Canada) » – Comptabilité et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Comptabilité par fonds

La Société utilise la méthode de la comptabilité par fonds selon laquelle les ressources sont réparties entre les divers fonds, suivant leurs activités et leurs objectifs respectifs.

L'utilisation du fonds d'immobilisations et du fonds de développement est régie par le conseil d'administration.

Fonds d'exploitation

Le fonds d'exploitation présente les éléments d'actif et de passif, les produits et les charges afférents aux opérations courantes reliées au fonctionnement du Musée.

Fonds d'immobilisations

Le fonds d'immobilisations présente les éléments d'actif et de passif, les produits et les charges afférents aux immobilisations ainsi que les apports affectés s'y rapportant spécifiquement. Les apports reportés du fonds d'immobilisations regroupent les subventions fédérale, provinciale et municipale, ainsi que les dons spécifiquement affectés au financement des immobilisations.

Fonds de développement

Le fonds de développement présente les éléments d'actif et de passif, les produits et les charges qui seront affectés à des projets de développement.

Constatation des produits

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser ses apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentation directe de l'actif net.

Les droits d'entrée sont constatés à titre de produits lors de l'admission de la clientèle au Musée. Les produits de la boutique sont constatés lors du transfert des risques et avantages liés au droit de propriété, c'est-à-dire lorsque la marchandise est transférée au client et que le paiement est reçu. Les autres produits comprennent les cotisations de membership et les produits liés aux activités culturelles et ils sont constatés à l'encaissement. Les intérêts sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Apports reçus sous forme de biens, de services et de fournitures

La Société bénéficie d'apports de commanditaires et de bénévoles sous forme de biens, de fournitures et de services. La valeur de ces fournitures et services est comptabilisée dans les états financiers à titre de produits à la juste valeur dans la mesure où elle peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Stocks

Les stocks de la boutique sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations acquises sont inscrites au coût et les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Bâtisses	2,5 %
Multimédia	12,5 %
Expositions permanentes	12,5 %
Mobilier et équipement	20 %
Matériel informatique	33,3 %

Instruments financiers

La Société évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

La Société évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des fonds de gestion de trésorerie, des comptes clients et des sommes et subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent du découvert bancaire, des fournisseurs, des prêts à demande et de la dette à long terme.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. La Société détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Utilisation d'estimations

Pour dresser des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les éléments significatifs des états financiers qui requièrent davantage d'utilisation d'estimations incluent la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. APPORTS REÇUS SOUS FORME DE FOURNITURES ET DE SERVICES

Au cours de l'exercice, la société a constaté dans ses états financiers des apports reçus sous forme de fournitures et de services dont :

	2013	2012
Publicités	160 370 $	592 363 $
Transports	104 901	66 250
Matériels	68 154	55 844
	333 425 $	714 457 $

4. ENCAISSE

L'encaisse du fonds d'exploitation comprend une somme de 6 973 $ libellée en $ US (46 662 $ en 2012).

5. DÉBITEURS

	Fonds d'exploitation	Fonds de développement	Fonds d'immobilisations	Total 2013	Total 2012
Comptes clients	133 798 $	- $	- $	133 798 $	76 114 $
Taxes de vente à recevoir	117 144	-	-	117 144	245 577
Somme à recevoir de la Fondation du Musée, sans intérêts	14 767	-	120 000	134 767	755 855
Subventions à recevoir, sans intérêts	40 238	-	127 964	168 202	370 000
Somme à recevoir (à payer), sans intérêts	(176 617)	-	176 617	-	-
	129 330 $	- $	424 581 $	553 911 $	1 447 546 $

6. SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2013	2012
Subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec, à recevoir en 10 versements semestriels, pour la phase 1 du projet de renouvellement des expositions permanentes, dont le montant maximum reçu est de 313 944 $	165 388 $	226 715 $
Subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec, à recevoir en 10 versements semestriels, pour la phase 2 du projet de renouvellement des expositions permanentes, dont le montant maximum reçu est de 500 000 $	438 080	500 000
Subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec, à recevoir en 40 versements semestriels, conditionnelle à l'approbation du rapport final par le ministère, pour les fouilles archéologiques supplémentaires, dont le montant maximum à recevoir est de 1 300 000 $	813 237	-
Subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec, à recevoir en 40 versements semestriels, pour le projet expansion, dont le montant maximum est de 20 015 000 $	19 589 267	17 490 937
Subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec, à recevoir en 10 versements semestriels, conditionnelle à l'approbation du rapport final par le ministère, pour le soutien aux expositions permanentes, dont le montant maximum reçu est de 480 000 $	480 000	-
	21 485 972	18 217 652
Portion à court terme	(1 315 380)	(561 346)
	20 170 592 $	17 656 306 $

Les montants à recevoir au cours des cinq prochains exercices sont estimés aux montants suivants :

2014	2015	2016	2017	2018
1 315 380 $	865 416 $	860 541 $	855 980 $	886 212 $

7. IMMOBILISATIONS

	2013			2012
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Terrains	311 330 $	- $	311 330 $	311 330 $
Bâtisses	26 911 139	1 494 441	25 416 698	21 607 543
Multimédia	4 102 115	1 622 680	2 479 435	2 992 199
Expositions permanentes	5 106 133	3 058 566	2 047 567	1 511 963
Mobilier et équipement	1 400 428	1 238 468	161 960	187 371
Matériel informatique	566 325	555 416	10 909	22 346
	38 397 470 $	7 969 571 $	30 427 899 $	26 632 752 $

8. DÉCOUVERT BANCAIRE

La Société dispose d'une ligne de crédit de 600 000 $ portant intérêt au taux de base de la Banque Nationale plus 0,25 %, renouvelable en mai 2014. Cette ligne de crédit est garantie par un acte d'hypothèque de 1er rang grevant l'universalité des créances pour un montant de 1 300 000 $, avec retrait de percevoir la subvention à recevoir du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

9. PRÊTS À DEMANDE

	2013	2012
Prêt à demande temporaire pour un maximum de 314 000 $, au taux de 4,33 %, garanti par une hypothèque mobilière générale de 1er rang sur tous les biens meubles et incorporels, présents et futurs de l'emprunteur ainsi que par un acte d'hypothèque mobilière de 1er rang sur la subvention payable par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, payable en 10 versements semestriels capital et intérêts, échéant en mai 2016	165 388 $	226 715 $
Prêt à demande temporaire pour un maximum de 500 000 $, au taux de 4,33 %, garanti par un acte d'hypothèque mobilière de 1er rang sur la subvention payable par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, payable en 10 versements semestriels capital et intérêts, échéant en juin 2017	438 081	468 931
Prêt à demande temporaire pour un maximum de 1 300 000 $, au taux de base de la Banque Nationale plus 0,25 %, garanti par une hypothèque mobilière générale de 1er rang sur tous les biens meubles et incorporels, présents et futurs de l'emprunteur, avec retrait de percevoir la subvention à recevoir du ministère de la Culture et des Communications du Québec, échéant en janvier 2014	801 700	-
Prêt à demande temporaire pour un maximum de 480 000 $, au taux de base de la Caisse Centrale Desjardins, garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang sur la subvention payable par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, échéant en avril 2014	480 000	-
	1 885 169 $	695 646 $

10. DETTE À LONG TERME

	2013	2012
Emprunt hypothécaire, au taux de 3,43 %, garanti par un acte d'hypothèque immobilière sur un immeuble d'une valeur comptable de 1 484 870 $, échéant en juin 2029	1 126 545 $	1 172 584 $
Emprunt à terme, au taux de 3,43 %, garanti par un acte d'hypothèque de 1er rang grevant l'universalité des créances d'une valeur de 10 000 000 $, échéant en juin 2018	9 825 375	8 273 832
Emprunt à terme, au taux de 3,47 %, garanti par un acte d'hypothèque de 1er rang grevant l'universalité des créances d'une valeur de 10 015 000 $, échéant en juillet 2017	9 660 912	10 015 000
	20 612 832	19 461 416
Portion à court terme	(783 368)	(1 526 721)
	19 829 464 $	17 934 695 $

Les remboursements à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont estimés aux montants suivants :

2014	2015	2016	2017	2018
783 368 $	810 631 $	838 843 $	868 036 $	898 246 $

11. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources reçues au cours de l'exercice qui, non dépensées en vertu d'affectation, sont destinées à couvrir les charges de fonctionnement d'un exercice subséquent ou d'activités non effectuées. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Fonds d'exploitation	Fonds de développement	Fonds d'immobilisations	Total 2013	Total 2012
Solde du début	49 072 $	- $	26 065 082 $	26 114 154 $	12 068 376 $
Subventions reçues pour les exercices suivants (note 12)	33 236	-	4 808 957	4 842 193	15 147 401
Montant constaté à titre de produits de l'exercice (note 12)	(49 072)	-	(1 335 593)	(1 384 665)	(1 101 623)
Solde à la fin	**33 236 $**	**- $**	**29 538 446 $**	**29 571 682 $**	**26 114 154 $**

12. CONTRIBUTIONS ET SUBVENTIONS

	Fonds d'exploitation	Fonds d'immobilisations	Total 2013	Total 2012
Contributions				
Ville de Montréal [1]	5 114 507 $	26 093 $	5 140 600 $	4 890 600 $
Fondation du Musée	321 205	177 700	498 905	970 313
	5 435 712	203 793	5 639 505	5 860 913
Subventions				
Gouvernement du Canada				
Ministère du Patrimoine canadien	66 087	12 928	79 015	97 642
Gouvernement du Québec				
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	8 695	-	8 695	4 376
Ministère de la Culture et des Communications	36 325	3 749 988	3 786 313	13 871 344
Ministère des Affaires autochtones	5 000	-	5 000	5 000
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	12 200	-	12 200	15 143
Autres sources				
Entente ministère de la Culture et des Communications du Québec et Ville de Montréal (MCCQ – Ville)	30 000	-	30 000	30 000
Ville de Montréal	134 577	630 000	764 577	479 512
Alcoa Fondation	-	15 098	15 098	24 770
Japan Fondation	-	-	-	7 260
Gaz Métropolitain	-	20 500	20 500	-
Quartier International	-	273 140	273 140	-
Contributions et subventions	5 728 596	4 905 447	10 634 043	20 395 960
Apports reportés (note 11)	(33 236)	(4 808 957)	(4 842 193)	(15 147 401)
	5 695 360	96 490	5 791 850	5 248 559
Montant constaté à titre de produits de l'exercice (note 11)	49 072	1 335 593	1 384 665	1 101 623
	5 744 432 $	1 432 083 $	7 176 515 $	6 350 182 $

1. La Ville de Montréal a renouvelé l'entente avec la Société pour une durée d'un an et elle s'est engagée à verser à la Société une contribution de 5 140 600 $, pour l'année 2014.

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 31 décembre 2013, le solde des engagements contractuels en vertu de contrat de location-exploitation et d'autres engagements s'établit à 2 045 346 $.

Les versements minimaux des contrats de location et des engagements contractuels des cinq prochains exercices sont les suivants :

2014	2015	2016	2017	2018
1 001 794 $	823 982 $	169 621 $	27 698 $	22 251 $

14. TRANSFERT INTERFONDS

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a autorisé le transfert de 26 405 $ provenant de l'excédent du fonds de développement afin de l'attribuer aux besoins du Fonds de l'exploitation pour la mise en service du nouveau pavillon la Maison-des-Marins.

15. INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

La Société détient un intérêt économique dans la Fondation du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, qui a pour but de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions et d'organiser des campagnes de souscription et d'adhésion pour recueillir des fonds pour le bénéfice de la Société. Les états financiers de la Société incluent une contribution de 498 905 $ provenant de la Fondation pour l'exercice courant (870 313 $, ainsi qu'un apport en immobilisations pour une juste valeur à la date de l'apport de 100 000 $ en 2012).

La Société assume les dépenses administratives de la Fondation.

Au 31 décembre 2013, les actifs nets de la Fondation s'élèvent à 1 147 933 $ (2 558 922 $ en 2012).

16. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2013.

La Société gère son exposition aux risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur sa performance opérationnelle et financière conformément à sa politique de gestion des risques. Cette politique a pour objectif d'atténuer la volatilité des flux de trésorerie et des résultats.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène, de ce fait, l'autre partie à subir une perte financière. Les instruments financiers de la Société qui sont exposés à une concentration du risque de crédit sont principalement l'encaisse et les fonds de gestion de trésorerie, ainsi que les subventions à recevoir.

La Société atténue le risque de crédit lié à ses instruments financiers en investissant de façon prudente, les liquidités disponibles dans des placements monétaires en conformité avec la politique de placements.

16. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

Également, la Société évalue, de façon continue, les montants de subventions à recevoir sur la base des montants, dont la réception finale est raisonnablement assurée, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. Les instruments financiers de la Société qui sont exposés à une concentration du risque de liquidité sont principalement le découvert bancaire, les comptes fournisseurs, les prêts à demande et la dette à long terme.

La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêts fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Article 7.05

ANJOU 80

ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2013

ANJOU 80

ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT 3-4

ÉTATS FINANCIERS

- État de la situation financière 5
- État des résultats 6
- État de la variation des actifs financiers nets 7
- État des flux de trésorerie 8
- Notes complémentaires 9-14
- Annexes
  - A - Revenus de location 15
  - A - Autres revenus 15
  - B - Frais d'exploitation 16
  - C - Frais d'entretien 17
  - C - Frais d'administration 17
  - C - Travaux majeurs 17

Vérificateur **général**
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au président et aux membres du conseil d'administration
Anjou 80

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Anjou 80, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Vérificateur **général**
de la Ville de Montréal

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Anjou 80 au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 5 mars 2014

ANJOU 80

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

	2013	2012
	$	$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	617 327	2 057 220
Débiteurs (note 4)	205 537	119 589
Dépôts à termes, taux entre 1,66 % et 1,92 %, échéant en 2015 et 2016	1 000 000	-
	1 822 864	2 176 809
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus (note 5)	185 199	197 963
Loyers perçus d'avance	2 406	2 406
Dette à long terme (note 7)	850 829	1 258 500
	1 038 434	1 458 869
ACTIFS FINANCIERS NETS	784 430	717 940
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	2 007 605	1 937 857
Charges payées d'avance	29 313	29 313
	2 036 918	1 967 170
EXCÉDENT ACCUMULÉ	2 821 348	2 685 110

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateur

Administrateur

ANJOU 80

ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSIDENCES NEUVILLE	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
	$	$	$
REVENUS			
Revenus de location (annexe A)	3 452 695	3 506 768	3 453 778
Revenu de transfert	-	-	257 700
Autres revenus (annexe A)	106 778	226 977	166 707
	3 559 473	3 733 745	3 878 185
CHARGES			
Frais d'exploitation (annexe B)	1 600 475	1 297 790	1 474 804
Frais d'entretien (annexe C)	635 172	799 397	602 992
Frais d'administration (annexe C)	299 239	347 659	346 592
Régime de retraite	-	-	1 219
Intérêts sur la dette à long terme	41 923	30 480	41 923
Taxes municipales	266 340	249 690	265 963
Taxes scolaires	44 380	44 592	42 773
Amortissement des immobilisations corporelles	396 233	431 423	399 799
Travaux majeurs (annexe C)	265 000	396 476	102 541
	3 548 762	3 597 507	3 278 606
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	10 711	136 238	599 579
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 685 110	2 685 110	2 085 531
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	2 695 821	2 821 348	2 685 110

ANJOU 80

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
	$	$	$
Excédent de l'exercice	10 711	136 238	599 579
Variation due aux immobilisations corporelles :			
Acquisition	-	(501 171)	(257 700)
Amortissement	396 233	431 423	399 799
	396 233	(69 748)	142 099
Variation des charges payées d'avance	-	-	(6 136)
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	406 944	66 490	735 542
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT DE L'EXERCICE	717 940	717 940	(17 602)
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	1 124 884	784 430	717 940

ANJOU 80

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2013 $	2012 $
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	136 238	599 579
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	431 423	399 799
Immobilisation corporelle reçue à titre gratuit	-	(257 700)
	567 661	741 678
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs	(85 948)	(41 244)
Créditeurs et frais courus	(12 764)	(68 741)
Charges payées d'avance	-	(6 136)
Régime de retraite	-	(34 281)
	(98 712)	(150 402)
RENTRÉES DE FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	468 949	591 276
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et sorties de fonds provenant des activités d'investissement en immobilisations	(501 171)	-
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition de placements et sorties de fonds provenant des activités de placement	(1 000 000)	-
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme et sorties de fonds provenant des activités de financement	(407 671)	(396 229)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 439 893)	195 047
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 057 220	1 862 173
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	617 327	2 057 220

ANJOU 80

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

ANJOU 80 est un organisme à but non lucratif mandataire de la Ville de Montréal, constitué par lettres patentes le 22 juin 1979 en vertu des pouvoirs législatifs accordés à l'ex-Ville d'Anjou par le gouvernement du Québec.

ANJOU 80 a pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique, l'acquisition, la restauration, la démolition, la construction, la location et l'administration d'immeubles à des fins d'habitation, de loisirs, de recréations et autres fins accessoires.

ANJOU 80 administre le parc immobilier connu sous le nom de Résidences Neuville et participe conjointement avec l'arrondissement Anjou à des activités favorisant le développement économique.

L'organisme est exempté de l'impôt sur le revenu.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de l'organisme s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et des charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction effectue des estimations et établit des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures qu'ANJOU 80 pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principales estimations portent sur la provision des mauvaises créances et la durée de vie utile et le mode d'amortissement des immobilisations corporelles.

Constatation des revenus

Loyers et location de garages

Les revenus de loyers et de location de garages sont constatés linéairement sur la durée des baux.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés à l'état des résultats lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que l'organisme satisfait aux critères d'admissibilité.

Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon les accords en place.

Autres revenus

Les autres revenus sont constatés lorsque les services sont rendus.

Actifs non financiers

L'organisme comptabilise les immobilisations corporelles et certains autres actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas des ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

Charges au titre des avantages de retraite

ANJOU 80 applique la méthode de comptabilisation relative aux régimes à cotisations déterminées pour constater les coûts des avantages de retraite. Ces coûts correspondent aux cotisations requises à l'égard des services rendus par les salariés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon la méthode linéaire pour les périodes indiquées ci-dessous :

	Durée
Immeubles	35 ans
Équipement	10 ans
Stationnement	20 ans
Aire de jeux	20 ans

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes de l'encaisse.

3- MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3410, *Paiements de transfert*. Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser les paiements de tranfert, du point de vue tant du cédant que du bénéficiaire. Les états financiers des exercices antérieurs, y compris les informations présentées aux fins de comparaison, ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4- DÉBITEURS

	2013	2012
	$	$
Loyers	18 527	13 142
Provision pour mauvaises créances	(8 543)	(2 350)
	9 984	10 792
Taxes à la consommation	95 628	58 697
Intérêts courus sur placements	16 870	-
Autres	83 055	50 100
	205 537	119 589

5- CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2013	2012
	$	$
Fournisseurs et frais courus	96 730	93 648
Salaires et vacances	67 795	62 820
Charges sociales	16 274	37 135
Dépôts	4 400	4 360
	185 199	197 963

6- RÉGIME DE RETRAITE

Les employés d'ANJOU 80 participent au régime de retraite à financement salarial de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (RRFS-FTQ) depuis le 1er juillet 2011.

Le RRFS-FTQ est un régime de retraite à prestations déterminées. La participation des employés admissibles est obligatoire. Leur cotisation est de 6,5 % du salaire. Celle de l'employeur est de 7,5 % du salaire en 2013 (7,25 % en 2012). Aux fins du régime de retraite, le salaire est la rémunération de base.

L'employeur n'est pas responsable des déficits actuariels qui pourraient survenir au niveau du RRFS-FTQ.

La charge relative au régime de retraite est de 40 222 $ en 2013 (33 841 $ en 2012), excluant le montant relatif au déficit de solvabilité.

7- DETTE À LONG TERME

	2013	2012
	$	$
Emprunt hypothécaire, grevant les terrains et les immeubles, remboursable par versements mensuels de 36 017 $ (36 513 $ en 2012), capital et intérêts, 1,53% (2,86 % en 2012), échéant le 1er décembre 2015.	850 829	1 258 500

Les versements à effectuer au cours des deux prochains exercices s'établissent comme suit :

	$
2014	422 173
2015	428 656

8- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Solde au 31 décembre 2012	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre 2013
	$	$	$	$
Coût				
Terrains	578 747	-	-	578 747
Terrain cédé en emphytéose	93 470	-	-	93 470
Immeubles	5 536 276	-	-	5 536 276
Équipement	35 699	-	-	35 699
Stationnement	-	59 005	-	59 005
Aire de jeux	-	442 166	-	442 166
	6 244 192	501 171	-	6 745 363
Amortissement cumulé				
Immeubles	4 277 776	419 500	-	4 697 276
Équipement	28 559	3 570	-	32 129
Stationnement	-	983	-	983
Aire de jeux	-	7 370	-	7 370
	4 306 335	431 423	-	4 737 758
Valeur comptable nette	1 937 857			2 007 605

8- IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Le mode d'amortissement appliqué à l'immeuble a été examiné et la direction considère que le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs de l'actif a connu un changement important. Le mode d'amortissement a donc été modifié pour refléter le nouveau rythme. La direction a modifié le mode d'amortissement de l'immeuble, qui était progressif, pour le rendre linéaire. Toutefois, l'estimation de la durée de vie est conservée sur une période de 35 ans. L'amortissement de l'exercice courant selon la méthode linéaire est de 419 500 $. Si la méthode progressive avait été appliquée, l'amortissement de l'exercice aurait été de 407 671 $.

9- CESSION EN EMPHYTÉOSE

Au cours de l'exercice précédent, ANJOU 80 a cédé en emphytéose, pour une période de 40 ans, à un centre de la petite enfance, un terrain pour une somme de cent dollars.

En vertu de cette entente, le CPE doit construire une garderie d'une valeur minimale d'un million de dollars.

10- ÉVENTUALITÉS

ANJOU 80 fait l'objet de réclamations totalisant 7 709 $. La direction de l'organisme conteste ces réclamations. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant que l'organisme pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constatée dans les états financiers.

11- INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2013.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. ANJOU 80 considère qu'il dispose de facilités de crédit afin d'avoir des fonds suffisants pour répondre à ses besoins financiers à coût raisonnable.

11- INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. ANJOU 80 ne court aucun risque important à l'égard de sa clientèle.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. ANJOU 80 est principalement exposé au risque de taux d'intérêt en regard du taux d'intérêt fixe des dépôts à terme et de la dette à long terme.

12- OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les membres du conseil d'administration et le président d'ANJOU 80 sont nommés par le conseil municipal de la Ville de Montréal.

Le budget d'ANJOU 80 est approuvé par le conseil municipal et les états financiers sont audités par le Vérificateur général de la Ville de Montréal.

13- CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour faciliter la comparaison avec ceux de l'exercice courant.

ANJOU 80

ANNEXES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSIDENCES NEUVILLE **ANNEXE A**

REVENUS DE LOCATION	2013	2012
	$	$
Loyers	3 529 676	3 475 961
Loyers subventionnés	(22 908)	(22 183)
	3 506 768	3 453 778

AUTRES REVENUS		
Garderie, buanderie et autres	124 062	78 277
Location de garages	74 858	69 247
Intérêts	28 057	19 183
	226 977	166 707

ANJOU 80

ANNEXES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSIDENCES NEUVILLE **ANNEXE B**

FRAIS D'EXPLOITATION	2013	2012
	$	$
Rémunération - Responsables d'immeubles	353 301	349 515
Loyers - Responsables d'immeubles	49 221	47 871
Charges sociales	91 506	115 166
Chauffage et eau chaude	273 767	381 086
Assurances	108 376	173 228
Gardiennage et sécurité	104 377	102 331
Déneigement	79 290	76 746
Électricité	63 577	60 548
Service et entretien de la piscine	37 429	34 038
Frais juridiques, régie et recherches	43 480	27 064
Contrat et entretien du système de chauffage	18 878	23 359
Entretien paysager et stationnement	24 914	22 682
Télécommunications	11 758	18 411
Extermination	15 452	16 545
Fournitures d'entretien ménager	12 774	12 058
Achat et location d'outillage et d'équipement	5 487	9 661
Entretien des extincteurs	1 998	2 146
Remorquage	1 138	1 006
Poste et messagerie	869	867
Équipement et réparations d'outils	198	476
	1 297 790	1 474 804

ANJOU 80

ANNEXES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSIDENCES NEUVILLE **ANNEXE C**

FRAIS D'ENTRETIEN	2013	2012
	$	$
Rémunération - Entretien et bureau	244 241	223 463
Charges sociales	68 807	58 093
Planchers - Réparations et sablage	185 589	114 310
Plomberie et chauffage	108 908	80 051
Travaux de menuiserie	89 022	38 542
Réparations - Électricité	21 763	26 283
Alarme d'incendie	37 593	25 660
Entretien - Ventilation	6 895	12 102
Entretien des portes de garage	9 444	10 799
Peinture et plâtre	15 087	5 741
Quincaillerie	4 148	2 761
Serrures	3 442	2 453
Entretien des tapis	2 720	1 485
Essence et lubrifiant - Equipement	853	870
Achat de moustiquaires	885	379
	799 397	602 992

FRAIS D'ADMINISTRATION		
Rémunération	247 107	246 149
Charges sociales	60 869	56 000
Entretien et réparations - Équipement de bureau	11 436	11 445
Papeterie et frais de bureau	7 766	6 406
Honoraires professionnels	123	6 124
Frais de représentation	3 703	4 774
Mauvaises créances	6 193	6 579
Divers	10 462	9 115
	347 659	346 592

TRAVAUX MAJEURS		
Espaces communautaires	-	57 447
Terrain de stationnement	-	31 024
Entretien extérieur des immeubles	291 740	14 070
Système de caméras de sécurité	18 883	-
Autres travaux de réparation et remplacement	85 853	-
	396 476	102 541

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

XXVII[e] Édition

Règlement nº 2014-01 : Règlement sur les comités de citoyens jurés

PRÉSENTATION

Présenté par Mme Sarah Ménard-April, membre du comité exécutif, responsable de la réforme administrative et des services aux citoyens

Considérant que:

- *Il n'existe pas de mécanisme efficace permettant de réellement sanctionner les comportements fautifs des élus de la Ville de Montréal*
- *Il existe un problème d'impunité chez les élus de la Ville de Montréal*
- *Les citoyens de Montréal ne sont pas assez impliqués dans la gestion de leur Ville*
- *Une surveillance accrue de la gestion de la Ville par les élus aura pour effet que ces derniers agissent avec d'avantage d'intégrité dans le cadre de leur fonction*
- *Une plus grande participation des citoyens dans la gestion de la Ville aura un effet positif et éducatif sur l'ensemble des citoyens.*

Qu'il soit résolu par le Jeune Conseil de la Ville de Montréal :

CHAPITRE I
SECTION I
CRÉATION DES COMITÉS DE CITOYENS JURÉS

1. Sont créés les comités de citoyens jurés dont le but est de superviser et d'évaluer le travail des élus de la Ville de Montréal.

2. Chaque arrondissement de la Ville de Montréal possède son propre comité constitué de neuf citoyens jurés.

3. Les citoyens jurés sont choisis au hasard parmi les résidents sur la liste électorale dans l'arrondissement du comité. Ils ont un mandat de 1 an non-renouvelable.

4. Les citoyens jurés reçoivent une compensation monétaire, déterminée par règlement, pour chaque réunion et pour toutes les activités relatives à leur mandat.

5. Une personne appelée à être citoyen juré qui refuse de remplir sa fonction sans motif valide commet une infraction passible d'une amende déterminée par règlement.

6. Ne peuvent être membres citoyens jurés :

a) Les fonctionnaires ou élus de la ville de Montréal et ceux qui ont occupé cette fonction dans le passé
b) Les pompiers et les policiers
c) Les personnes ayant un lien avec un des élus de leur arrondissement
d) Les personnes possédant une raison valable, y compris un empêchement personnel sérieux.

7. Un membre citoyen juré ne peut démissionner, sauf pour une raison valable ou un empêchement personnel sérieux.

8. L'ombudsman supervise et finance la création des comités de citoyens jurés.

SECTION II
MANDAT

9. Les citoyens jurés ont le mandat de surveiller la gestion et les décisions prises par les élus de leur arrondissement.

10. La sélection des citoyens jurés débute douze mois avant l'échéance du mandat du comité de citoyens jurés déjà en fonction.

11. Dans les six mois précédant l'entrée en fonction du nouveau comité, les citoyens jurés doivent compléter une formation rémunérée de 35h en administration publique dispensée en collaboration avec l'École Nationale d'Administration Publique s'ils n'ont pas d'équivalent.

12. Les citoyens jurés doivent assister aux réunions du conseil d'arrondissement.

13. Les citoyens jurés doivent tenir trois réunions par année pour effectuer leur travail de surveillance.

14. Les élus de l'arrondissement visé doivent produire tous les quatre mois un rapport faisant état de la gestion de l'arrondissement. Ce rapport doit être remis un mois avant chaque réunion du comité de citoyens jurés.

    Le rapport préparé par les élus doit se conformer à un modèle standard préparé par l'Ombudsman de la Ville de Montréal.

15. Les citoyens jurés sont tenus de prendre connaissance du rapport des élus avant chaque réunion et d'en discuter lors de celles-ci.

16. Si, après avoir pris connaissance d'un rapport et après en avoir discuté en réunion, les citoyens jurés considèrent que le rapport des élus est incomplet ou souhaitent obtenir des précisions importantes sur certains sujets, peuvent convoquer un élu en lui envoyant un avis.

17. L'élu qui reçoit un avis de convocation doit se présenter à la réunion qui suit la réception de la convocation. Lors de cette réunion, l'élu est tenu de répondre aux questions et aux demandes d'éclaircissement des citoyens jurés.

18. Les réunions des citoyens jurés sont présidées par un fonctionnaire de l'Ombudsman de la Ville de Montréal. Cette personne doit agir de manière neutre et indépendante dans le cadre de ses fonctions.

19. Le président a pour fonction d'établir l'ordre du jour des réunions et d'assurer le bon fonctionnement de chaque réunion.

20. Les citoyens jurés doivent produire aux trois mois suivant leur entrée en fonction un rapport écrit destiné au Président du Conseil de Ville.

    Une copie de chaque rapport est transmise aux élus.

21. Les rapports écrits doivent contenir un résumé du travail de surveillance ainsi que des recommandations à l'intention des élus.

SECTION III
MANQUEMENT DÉONTOLOGIQUE D'UN ÉLU

22. Les citoyens jurés peuvent présenter une plainte au Président du Conseil s'ils considèrent qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'élu a manifestement manqué à ses obligations déontologiques.

23. Un élu manque à ses obligations déontologiques :
    a) lorsqu'il contrevient à une obligation du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissements*
    b) lorsqu'il prend une décision qui est contraire aux intérêts de la Ville de Montréal et cause préjudice à cette dernière.
    c) pour toute raison jugée valable et justifiée par le comité de citoyens jurés.

24. La demande doit être accompagnée d'une pétition représentant 2 pourcent de la liste électorale de l'arrondissement visé. Les signatures doivent provenir exclusivement des habitants de l'arrondissement.

    Cette pétition doit être tenue sur une période de 5 mois durant lesquels les résidents inscrits sur la liste électorale de l'arrondissement ont l'occasion de donner leur appui à la plainte. À la fin de cette période, si le nombre de signature nécessaire n'a pas été atteint, la plainte est abandonnée.

25. Dès la réception de la plainte et de la pétition, un comité *ad hoc* est formé pour examiner la plainte. Ce comité est formé de 7 représentants du public choisis parmi les résidents de la ville de Montréal.

26. Les 7 représentants sont choisis par les fonctionnaires de l'Ombudsman. Les articles 3 à 5 sont applicables, avec les modifications nécessaires.

27. Ne peuvent être membres du comité *ad hoc* :
    a) Les fonctionnaires ou élus de la ville de Montréal et ceux qui ont occupé cette fonction dans le passé
    b) Les pompiers et les policiers
    c) Les personnes ayant un lien avec un des élus de l'arrondissement concerné.
    d) Les personnes ayant été dans le passé membre d'un comité citoyen juré du même arrondissement que l'élu faisant l'objet d'une plainte.
    e) Les personnes siégeant actuellement sur un comité de citoyens jurés.

f) Les personnes possédant une raison valable, y compris un inconvénient personnel sérieux.

Le comité *ad hoc* donne à l'élu visé l'opportunité de se faire entendre lors d'une audience présidée par un juge de la Cour du Québec dans les plus brefs délais.

28. Après avoir examiné les motifs de la demande déposée par le comité de citoyens jurés et avoir donné l'occasion à l'élu visé de faire valoir ses prétentions, le comité *ad hoc* décide si l'élu doit être sanctionné. La sanction peut prendre la forme d'un blâme, d'une réprimande, d'une suspension ou d'une destitution.

Le vote de destitution doit se faire à la majorité du 2/3.

À sa demande, le comité *ad hoc* peut être assisté d'un expert dans le domaine concerné.

29. Le comité d'un arrondissement est dissous s'il en vient à demander la sanction d'un même élu plus de trois fois en cours d'un même mandat.

30. Lorsqu'un élu est démis de ses fonctions, de nouvelles élections municipales doivent être tenues.

CHAPITRE II
DÉONTOLOGIE DES FONCTIONNAIRES

31. Chaque fonctionnaire doit respecter et faire respecter les valeurs et les principes compris dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*.

Chaque fonctionnaire doit agir avec intégrité, impartialité, honnêteté et prudence.

Chaque fonctionnaire doit s'engager à toujours agir et prendre des décisions dans le meilleur intérêt de la Ville de Montréal et de ses citoyens.

32. Chaque haut fonctionnaire doit, dans les 30 jours suivant son entrée en fonction, produire une déclaration écrite des ses intérêts pécuniaires personnels.

Chaque haut fonctionnaire doit mettre à jour sa déclaration annuellement.

33. La Ville de Montréal tient un registre de toutes les déclarations mises à jour. Les informations contenues dans ces déclarations ne sont pas rendues publiques.

CHAPITRE III
DISPOSITION FINALE

34. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

XXVII[e] Édition

Règlement 2014-03 : Règlement sur l'utilisation des technologies dans une perspective de Ville intelligente

PRÉSENTATION

Présenté par Mme Marianne Côté, membre du comité exécutif, responsable en matière de Ville intelligente et des technologies de l'information

Considérant que **:**

- Une participation citoyenne active est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie,
- L'inefficacité chronique d'une administration municipale contribue au cynisme et à l'apathie des citoyens,
- Les projets d'initiative citoyenne encouragent les Montréalais à avoir envie de s'impliquer dans leur communauté pour rendre leur ville plus attrayante,
- L'utilisation des technologies de l'information et des communications peut contribuer à régler le problème de participation démocratique dont souffre la Ville de Montréal

Qu'il soit résolu par le Jeune Conseil de la Ville de Montréal :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

Donnée ouverte : donnée numérique accessible au public et présentée dans un format et selon une structure qui la rend facilement réutilisable par tous, sans restriction technique, juridique ou financière;

Données brutes : données n'ayant pas été structurées, formatées, ni rendues publiques;

Donnée anonyme : donnée ne permettant pas d'en identifier la source;

Portail Données ouvertes Montréal : site internet accessible au public, sur lequel sont regroupées l'ensemble des données ouvertes de la Ville de Montréal;

Application : logiciel ou micrologiciel accessible par internet ou sur téléphones intelligents;

Hackathon : compétition rassemblant des programmeurs et développeurs permettant, dans un temps circonscrit, la création d'applications visant une meilleure utilisation des ressources et des données à Montréal;

Intermédiaire Montréalais d'Ouverture et de Traitement Évolutif des Appréciations : portail permettant de rapporter des problèmes relatifs aux infrastructures de la Ville de Montréal.

Organisme : dans le présent règlement, sont des organismes de la Ville : le Conseil de Ville et les conseils d'arrondissement de la Ville et les organismes dont la majorité des membres du Conseil d'administration sont nommés par la Ville.

CHAPITRE II
DONNÉES OUVERTES

SECTION I
BUREAU DES RENSEIGNEMENTS INTELLIGENTS

1. Est créé, au sein de la Ville de Montréal, le Bureau des Renseignements Intelligents (BRI).

2. Le BRI a pour mandat la gestion des données intelligentes recueillies auprès des organismes de la Ville.

3. Le BRI pour ce faire doit:
   a) Récolter les données auprès des organismes de la Ville;
   b) Les adapter de manière à ce qu'elles soient accessibles à tous;
   c) Les garder le plus à jour possible;
   d) Organiser des hackathons et assurer le suivi des projets qui en résultent
   e) Faire la promotion du portail de données ouvertes et des projets d'initiatives citoyennes.
   f) Créer un portail pour faire la promotion de toutes ces applications à caractère public.

4. Tous les organismes de la Ville de Montréal ont l'obligation de rendre leurs données brutes disponibles sous forme anonyme.

5. Toutes les données seront centralisées sur le portail « Données ouvertes Montréal » et accessibles gratuitement au grand public.

SECTION II
HACKATHONS

6. La Ville doit organiser deux évènements de type « hackathons » par année.

7. Lors de ces évènements, les citoyens peuvent créer et soumettre des projets d'applications à la Ville dans le cadre d'un concours.

8. L'application gagnante peut être développée et promue sous la responsabilité de la Ville.

9. Le Conseil de Ville dispose d'une enveloppe financière pour faire la promotion de l'application gagnante du hackathon.

10. Les membres de l'équipe dont le projet est retenu doivent être engagés par la Ville pour mener à terme le projet développé dans le cadre du hackathon.

11. Un projet plus détaillé de l'application gagnante est soumis au Conseil de Ville qui décide de la réalisation du projet.

CHAPITRE III
GESTION DES APPRÉCIATIONS

12. Le portail « Intermédiaire Montréalais d'Ouverture et de Traitement Évolutif des Appréciations » permet aux citoyens de rapporter des problèmes d'infrastructures dont les suivants sont des exemples non-limitatifs :
    a) Un bris dans la chaussée;
    b) Un trottoir mal entretenu;
    c) Un feu de circulation défectueux;
    d) Un panneau de signalisation manquant;

13. Le portail IMOTEA possède aussi une section qui permet aux citoyens de déposer une évaluation à l'égard du service municipal reçu, notamment le déneigement et la collecte des ordures.

14. Lorsqu'une appréciation est reçue, elle est analysée par le département des plaintes de la Ville de Montréal dans un délai de 30 jours ouvrables.

15. Les appréciations peuvent être soumises à la nétiquette, les règles de l'étiquette présentes sur les sites gouvernementaux.

16. L'ensemble des appréciations reçues ou traitées par le département des plaintes de la Ville de Montréal sont publiées sur le portail « IMOTEA » tout en préservant l'anonymat des employés après leur réception.

17. L'appréciation fait l'objet d'un suivi en ligne sur le portail IMOTEA à chaque étape de son traitement et le citoyen est notifié par courriel de l'évolution de son dossier.

18. Tout citoyen qui abuse du système, notamment en portant des appréciations sans fondement, peut se voir refuser l'accès au système.

CHAPITRE IV
INITIATIVE CITOYENNE

SECTION I
PORTAIL « UN PROJET PRÈS DE CHEZ VOUS »

19. Est créé le portail « Un Projet près de Chez Vous».

20. Les citoyens peuvent y soumettre des projets pour améliorer la vie urbaine de leur arrondissement; ces projets qui doivent être réalisés sur un espace public peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :
    a) Mise en place d'ateliers;
    b) Projet d'aménagement paysager;
    c) Instauration d'une journée communautaire.

21. Pour être admissible, un projet doit pouvoir être réalisé exclusivement par l'individu ou l'équipe qui le propose, la contribution de la Ville se limitant à une aide pécuniaire.

22. L'aide pécuniaire attribuée servira uniquement à l'achat de matériel nécessaire à la réalisation du projet et ne pourra pas servir à la rémunération d'un individu ou d'une entreprise. Le travail éventuel d'un professionnel sera dans une perspective communautaire et bénévole.

23. La Ville doit fournir une personne-ressource qui sera en liaison avec le citoyen proposeur. Les ressources suivantes sont des exemples non-limitatifs :
    - Expert
    - Gestionnaire
    - Une personne ayant déjà mené à terme un projet semblable dans un arrondissement.

24. Lors de la soumission du projet, il doit y avoir dépôt d'un budget faisant état des dépenses anticipées.

25. Chacun des projets sera soumis à un vote en ligne. Pour voter, une personne doit être inscrite à la plateforme et être résidente de l'arrondissement dans lequel le projet est proposé

26. La Ville a l'obligation de considérer le projet s'il respecte les contraintes émises par le présent règlement et si au moins Si au moins 5% de la population de l'arrondissement de 12 ans et plus vote en ligne pour sa réalisation.

27. Les citoyens qui ont soumis le projet sont responsables de sa réalisation.

28. Le responsable de la réalisation du projet a l'obligation de présenter un compte rendu disponible en ligne ainsi qu'un avis à tous les citoyens de l'arrondissement. Le compte-rendu et les avis doivent être publiés mensuellement.

SECTION II
BUDGET

29. Un montant représentant au moins 5% du budget d'immobilisation de chaque arrondissement doit être utilisé pour mettre sur pied des projets proposés par les citoyens sur le portail « Un Projet Près de Chez Vous ».

30. Une fois le projet approuvé par la Ville de Montréal, les citoyens qui l'ont soumis doivent déposer par écrit une proposition énumérant les dépenses nécessaires pour sa réalisation. L'acceptation du projet par la Ville est accompagnée par la confirmation du montant octroyé pour le projet.

31. Le conseil d'arrondissement doit évaluer toute proposition lors de la rencontre suivant sa réception.

32. Une fois les projets choisis, le conseil d'arrondissement remet un rapport à l'élu municipal et au Conseil de Ville.

33. En cas de non-complétion du projet par le citoyen ayant reçu un budget de la Ville, celui-ci doit trouver un exécutant remplaçant qui accepte de reprendre le projet et les responsabilités associées. En cas d'incapacité à trouver un

remplaçant, le citoyen devra payer une amende de 20 % des frais déjà engagés.

34. Le projet abandonné est laissé disponible dans la plateforme afin qu'un tiers, résidant dans le même arrondissement, puisse le mener à terme.

35. Si le conseil de ville et le conseil d'arrondissement jugent le projet d'une envergure trop importante pour être d'initiative citoyenne, ils peuvent allouer un budget et des ressources propres à sa réalisation.

36. Le conseil de ville et le conseil d'arrondissement doivent tout de même assurer une implication citoyenne tout au long de sa mise en place. Ce projet est alors exempt de la clause définie à l'article 27 et est officiellement pris en charge par la Ville.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

37. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

XXVII[e] Édition

Règlement nº 2014-02 :
Règlement sur le développement des toits verts et l'agriculture urbaine

PRÉSENTATION

Présenté par M. Charles Marois, membre du comité exécutif, responsable en matière de développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts

Considérant que :

- *Les pertes d'énergie et d'eau provenant des bâtiments industriels, commerciaux et résidentiels ne sont pas récupérés;*
- *Le manque d'espace et que la réglementation de zonage restreignent l'agriculture commerciale;*
- *La superficie totale des toits à Montréal représente un espace insuffisamment utilisé;*
- *Le nombre de terres agricoles sur l'Île de Montréal a stagné depuis les 20 dernières années et que près de 10 000 hectares de terres dans la Grande Région de Montréal sont sous l'effet de la spéculation;*
- *La forte concentration de revendeurs dans les marchés locaux et saisonniers limite la compétition dans le milieu et permet l'accès au marché de masse par les petits producteurs;*
- *Certains arrondissements sont considérés comme «désert alimentaire» à Montréal, puisqu'il n'offre aucun produit frais ni local soit à l'année longue soit à l'hiver seulement;*
- *Il est difficile de cultiver ou d'élever ses propres produits alimentaires sur l'île de Montréal, alors que les pratiques sanitaires et agricoles ont évoluées avec le temps.*

Qu'il soit résolu par le Jeune Conseil de la Ville de Montréal que **:**

SECTION I
Définitions

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes sont ainsi définies:

«SMRÉAP» Société municipale de recherche sur l'étude et l'aménagement du paysage;

«Toit écologique» Toit végétalisé recouvrant un immeuble;

«Toit écologique intensif» Toit écologique sur lequel repose un sol épais, un système d'irrigation, un aménagement paysager complexe et une vaste gamme d'espèces végétales;

«Toit écologique extensif» Toit écologique sur lequel repose un sol mince qui dû à sa légèreté et au climat, nécessite des plantes basses, rustiques et résistantes à la sécheresse;

«Toit écologique en bacs» Toit écologique sur lequel reposent des bacs amovibles d'agriculture urbaine.

«Grand marché» Tout grand marché considéré comme tel par la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal excluant les marchés d'arrondissement.

«Ferme relève» Ferme dont les principes assure une disponibilité et une accessibilité abordable aux producteurs agricoles de la relève;

«Ferme incubatrice» Ferme qui met à la disposition des jeunes agriculteurs terre, équipement, infrastructure et soutien à un prix modique;

«Ferme biologique» Ferme caractérisée par l'absence d'usage de pesticides et d'engrais chimiques, et d'OGMs;

«Ferme Héritage» Ferme cultivant des produits hérités des générations antérieures (ex. melon de Montréal, poulet Chanteclerc, etc.).

SECTION II
SOCIÉTÉ MUNICIPALE DE RECHERCHE SUR L'ÉTUDE ET L'AMÉNAGEMENT DU PAYSAGE

2. Est créée la Société municipale de recherche sur l'étude et l'aménagement du paysage (ci-après : SMRÉAP).

3. Le Conseil de Ville doit appuyer au deux-tiers la nomination d'un Directeur de la SMRÉAP. Le Directeur de la SMRÉAP travaille de concert avec le Directeur de l'environnement, du Service des infrastructures, des transports et de l'environnement.

4. Le Service à l'environnement partage une partie de ses ressources humaines, financières et matérielles avec la SMRÉAP, qui se dote également de ressources qui lui sont propres.

5. La SMRÉAP a pour mandat de:

a. Promouvoir l'installation de toits écologiques et l'implantation de mesures d'agriculture urbaine pour tout aménagement public municipal et sensibiliser à cet égard les promoteurs, les élus et la population;
b. Assurer l'évaluation des projets d'installation de toits écologiques selon les critères et conditions établies à l'interne;
c. Maintenir un programme de subventions municipales pour les promoteurs dont les toits écologiques respectent les critères;
d. Veiller à l'entretien obligatoire des toits écologiques par leur propriétaire;
e. Créer et maintenir une base de données publiques concernant les performances des toits écologiques pour des fins de recherche et d'optimisation;
f. Publier annuellement une revue détaillant les projets et recherches entreprises.
g. Se doter d'inspecteurs ayant pour mandat d'évaluer le respect des critères de sécurité de chaque toit écologique à une fréquence jugée raisonnable par la SMRÉAP.

6. La SMRÉAP établit les conditions sous lesquelles un immeuble est exempté de l'obligation d'aménager un toit vert.

7. Tout nouvel aménagement public municipal ou prolongement d'aménagement public municipal existant doit comporter un toit écologique certifié par la SMRÉAP couvrant au moins 85% de la superficie de la toiture ou du prolongement.

8. Tout nouvel aménagement privé ou prolongement d'aménagement existant de plus de 1000 m ² doit comporter un toit écologique certifié par la SMRÉAP couvrant au moins 50% de la superficie de la toiture ou du prolongement.

9. Pour les toits intensifs, un système pour la récupération de l'eau doit être incorporé

10. Des services de consultation et de démarchage sont assurés par la SMRÉAP pour les propriétaires de maisons, aux locataires et autres personnes admissibles.

11. Une amende équivalente à 15% des taxes municipales sera imposée en cas de refus de se doter d'un toit écologique.

SECTION III
ADMISSIBILITÉ ET OCTROI DES SUBVENTIONS PUBLIQUES

12. Les conditions suivantes sont déterminantes pour l'octroi d'une subvention :

a) Le demandeur est un propriétaire foncier ou, une personne ou partie ayant le droit reconnu par la loi d'utiliser le bien immobilier; ou, un locataire ayant l'autorisation de son propriétaire;
b) Le demandeur fournit la preuve qu'il dispose de ressources financières suffisantes telles que déterminées par la SMRÉAP, en plus de la subvention, pour réaliser le projet de toit vert.

13. La priorité pour l'évaluation des demandes et pour l'octroi de subventions sera accordé :

a. Aux personnes physiques;
b. Aux personnes morales dont la réfection de la toiture est jugée immédiate;
c. Aux projets de toits écologiques permettant l'implantation de serres agroalimentaires ou de terres agricoles urbaines.
d. Aux organismes à but non lucratif.

14. La subvention peut être retirée si le projet n'est pas achevé dans un délai jugé raisonnable par la SMRÉAP.

15. Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé en cas de circonstances exceptionnelles, sous réserve de l'approbation de la SMRÉAP.

16. La subvention doit être remboursée si les conditions de son octroi ne sont pas respectées ou en cas de contravention au règlement. Au montant du remboursement, s'ajoutent des intérêts à un taux fixé par la SMRÉAP.

SECTION IV
AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE

17. L'élevage et l'agriculture se font dans le respect de la quiétude du voisinage.

Sous-section INDUSTRIELLE

18. Tout propriétaire d'un aménagement industriel neuf ou usagé désirant transformer la superficie de son toit de zonage industriel en zonage agricole bénéficie d'une exemption des coûts municipaux.

19. Tout propriétaire d'un aménagement industriel ayant cédé l'espace de son toit écologique à un zonage agricole doit lancer un appel d'offre pour l'implantation d'une serre urbaine.

20. Tout propriétaire d'une nouvelle serre urbaine en zone agricole bénéficie d'une réduction à 75% de taxes municipales pendant cinq ans pour la zone occupé par la serre.

Sous-section RÉSIDENTIELLE

21. Tout résident peut utiliser son toit écologique à des fins d'agriculture urbaine selon les règlements municipaux encadrant déjà la pratique.

22. Tout citadin voulant pratiquer l'élevage doit suivre les formations, obtenir les permis et suivre les lois en vigueur du MAPAQ.

23. Il est permis d'élever et de nourrir des insectes, volailles et autres animaux de basse-cour à des fins commerciales ou personnelles dans les portions résidentielles ou commerciales des arrondissements selon les normes définies par la SMRÉAP.

24. L'élevage doit être fait dans un type d'installation approuvés par la Direction de la santé publique de Montréal (DSPM).

25. Les enclos peuvent être situés dans la cour arrière ou sur le toit de tout édifice résidentiel dont la structure le permet et doivent être à un maximum de 20 pieds d'une porte ou d'une fenêtre d'une habitation.

26. S'il y a contravention au règlement, la DSPM donne un premier avertissement. Au deuxième avertissement, le permis d'élevage du particulier est suspendu pour une période de 2 ans.

27. Un citoyen qui pratique l'élevage sans permis se voit appliquer une amende de 2000$ par la DSPM.

28. Chaque arrondissement a 15 ans pour transformer 10% des terrains publics vacants en jardins communautaires.

29. L'arrondissement peut proposer un projet de zonage agricole, de verdissement ou de ferme éducative plutôt qu'un jardin communautaire. Le projet doit être évalué et accepté par le comité d'experts de la SRÉAP.

30. L'arrondissement peut proposer un projet de jardin communautaire éphémère sur un terrain vacant. L'arrondissement peut alors choisir la vocation de l'espace éphémère aménagé.

SECTION V
MARCHANDISATION AGRICOLE

31. Chaque arrondissement doit contenir au moins un marché public offrant des produits locaux ouvert au moins 6 mois par année.

32. Les marchés publics doivent atteindre, à l'intérieur de 10 ans, un pourcentage d'au moins 50% de produits provenant de cultures ou d'élevages de l'agglomération montréalaise.

33. Chaque marchand des nouveaux marchés publics ne paie que 20% du prix estimé de leur emplacement pendant les cinq premières années s'ils sont résidents de cet arrondissement.

34. Toute production agricole urbaine de moins d'un acre ne nécessite pas l'obtention d'un permis de restauration ni de vente au détail pour la vente ou la donation des produits si elles sont effectuées dans un marché public d'arrondissement. Les grands marchés sont exempts de cette réglementation.

35. Tout propriétaire d'une ferme commerciale qui répond à deux des critères suivants obtient une place prioritaire et réduite de moitié dans un grand marché :

a. Ferme dont la terre est mise à la disposition de la relève gratuitement;
b. Ferme incubatrice qui promeut la location à moindre coût de terres agricoles, le partenariat et le partage de ressources et de matériaux;
c. Ferme biologique;
d. Ferme qui favorise la culture de produits patrimoniaux;

SECTION VI
DISPOSITIONS FINALES

36. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption.

Commission de la présidence du conseil

Rapport et recommandations

Transparence et suivi des motions des conseillers adoptées par le conseil municipal

Rapport déposé au conseil municipal
Le 26 mai 2014

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions
et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Président

M. Frantz Benjamin
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension

Vice-présidents

M. Francesco Miele
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Valérie Plante
Arrondissement de Ville-Marie

Membres

Mme Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

Mme Andrée Hénault
Arrondissement d'Anjou

M. Normand Marinacci
Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Montréal, le 26 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Maire,

Conformément à la résolution du conseil municipal CM13 1026, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission de la présidence du conseil, le rapport de la commission traitant de la transparence et du suivi des motions des conseillers adoptées par le conseil municipal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Frantz Benjamin
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Nicole Paquette
Secrétaire recherchiste

Table des matières

Introduction 4

Résolution CM13 1026 4

Méthodologie 5

Analyse de la commission 5

Diffusion sur le web 5

Rapport annuel sur les actions mises en œuvre en lien avec les motions 5

Conclusion 6

Recommandations 6

Introduction

À l'assemblée ordinaire du 23 septembre 2013, Mme Louise Harel, à l'époque chef de l'opposition officielle, déposait la motion de Vision Montréal pour plus de transparence dans le suivi des motions adoptées par le conseil municipal[1].

En appui à cette motion, l'auteur faisait valoir « que les motions ont une fonction démocratique importante en permettant à l'ensemble des élus du conseil, tant qu'ils ont l'appui d'au moins un autre membre du conseil, de soumettre, pour débat, une proposition d'action au conseil municipal ». Les motions permettent ainsi à une majorité de membres du conseil municipal d'influencer l'administration de la Ville, et ce, même s'ils ne sont pas membres du comité exécutif.

L'auteur rappelle qu'une motion adoptée par le conseil devient une résolution en vertu de l'article 79 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051) et, qu'en vertu de l'article 6 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C-11.4), les résolutions «demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel [elles] ont été fait[e]s jusqu'à ce que leurs objets soient accomplis ou jusqu'à ce qu'[elles] soient remplacé[e]s ou abrogé[e]s».

L'auteur constate également qu'il n'existe aucun mécanisme de suivi permettant aux élus et aux citoyens de connaître les actions qui ont été entreprises à la suite de l'adoption de la résolution comme il n'est pas possible de retrouver sur le web les résolutions adoptées telles qu'amendées par le conseil, à moins d'éplucher les procès-verbaux.

Dans ce contexte, l'auteur propose au conseil la mise en place de mécanismes visant à assurer plus de transparence dans le suivi des motions.

Résolution CM13 1026

À l'assemblée ordinaire du 23 septembre 2013, le conseil municipal a adopté la résolution CM13 1026 suite à une motion proposée par Mme Louise Harel, à l'époque chef de l'opposition officielle, appuyée par la conseillère Elsie Lefebvre.

La motion proposait deux mécanismes de mise en valeur des motions des conseillers :

1- que la version finale des résolutions du conseil, telles qu'amendées le cas échéant, soit publiée sur le site web de la Ville de Montréal dans un format électronique accessible pour les citoyens;

2- que la Commission de la présidence du conseil dépose un rapport annuel sur les actions mises en œuvre en lien avec les motions.

Durant le débat entourant cette motion, il fut proposé de l'amender en modifiant le deuxième résolu afin qu'il se lise comme suit :

> *« que le conseil municipal invite la Commission de la présidence à proposer un mécanisme en vertu duquel un rapport annuel sur les actions mises en œuvre en lien avec les motions serait déposé. »*

Par conséquent, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), la Commission de la présidence du conseil a reçu un mandat d'étude en rapport avec cette motion. Toutefois, l'année 2013 étant une année d'élection générale dans les municipalités au Québec, la commission a suspendu ses travaux à la fin du mois de juin 2013. Ce mandat fut inscrit à son calendrier d'activité pour l'année 2014.

[1] Résolution CM13 1026

Méthodologie

La commission a débuté ses travaux sur le sujet en séance de travail le 13 février 2014. À cette occasion, M. Marc Lebel a expliqué à la commission les moyens mis en œuvre pour diffuser sur le web la version finale des résolutions.

La commission a poursuivi ses travaux le 10 avril 2014 alors que Me Yves Saindon et Me Emmanuel Tani-Moore ont exposé les éléments à prendre en considération avant de proposer un mécanisme de suivi et la production d'un rapport annuel.

La commission remercie chaleureusement les personnes suivantes de leur appui et précieuse collaboration à sa démarche d'analyse et de réflexion :

Me Yves Saindon, greffier et directeur;
Me Emmanuel Tani-Moore, chef de division, Élections, soutien aux commissions et réglementation;
M. Marc Lebel, chef de division, Gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information.

Analyse de la commission

Diffusion sur le web

L'équipe de la Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information du Service du greffe est chargée de la mise à jour du site web regroupant les documents du conseil. Les motions sont accessibles sur le web avant chaque séance du conseil. Toutefois, pour répondre au mandat, une troisième rubrique a été ajoutée à la page web Ordres du jour et procès-verbaux. Le lecteur y retrouve ainsi les rubriques Ordres du jour, Procès-verbaux et Résolutions à la suite d'une motion d'un conseiller[2]. Après l'assemblée du conseil, le Service du greffe diffuse sous cette dernière rubrique les résolutions découlant des motions telles qu'amendées par le conseil.

Rapport annuel sur les actions mises en œuvre en lien avec les motions

Dans un premier temps, la commission a pris connaissance des résultats du recensement des motions des conseillers inscrites à l'ordre du jour des séances du conseil municipal depuis le 1er janvier 2013. Au total, 116 motions ont été inscrites et 62 d'entre elles ont été adoptées par le conseil. Parmi ces dernières, 39 ont donné lieu à des mandats particuliers répartis comme suit :

- 14 mandats à l'intention du comité exécutif ou de l'administration en général;
- 13 mandats à l'intention de services centraux;
- 12 mandats confiés aux commissions permanentes.

Avant même de se pencher sur l'élaboration d'un éventuel mécanisme, la commission a identifié certains éléments pouvant être pris en considération. Ainsi, chacune des commissions est responsable d'assurer le suivi des mandats qui lui sont confiés. Ensuite, déléguer à la Commission de la présidence du conseil un rôle de répondant administratif en la désignant comme instance à laquelle devront répondre les services administratifs ne semble pas opportun compte tenu des règles administratives en vigueur à la Ville. Enfin, l'élection générale du 3 novembre 2013 a suscité divers changements dont il faut tenir compte : l'appréciation politique des mandats issus de l'ancienne administration peut avoir évoluée.

Dans cette perspective, il semble opportun que la liste des mandats adressés au comité exécutif ou à des services centraux avant l'élection générale du 3 novembre 2013 soit transmise à chacune des

[2] http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,85945578&_dad=portal&_schema=PORTAL

commissions concernées. En vertu de son pouvoir d'initiative, une commission pourrait, si elle le juge utile, demander des précisions aux services interpellés.

En ce qui concerne les mandats formulés par le conseil depuis l'élection générale du 3 novembre 2013, un mécanisme de suivi pourrait être mis en place par la Direction générale. Étant donné qu'il appartient au comité exécutif de s'assurer que les mandats en question soient réalisés par l'appareil administratif, un rapport du comité exécutif à cet effet pourrait être fourni au conseil municipal.

Enfin, un tableau de suivi des travaux des commissions découlant de motions de conseillers pourrait être fourni sur une base annuelle à la Commission de la présidence du conseil puisque cela s'inscrit dans sa mission de coordination. Celle-ci pourrait alors déposer un bilan annuel au conseil auquel pourraient s'ajouter les travaux des commissions réalisés de leur propre initiative par exemple.

Conclusion

La Commission de la présidence a reçu le mandat de proposer un mécanisme en vertu duquel un rapport annuel sur les actions mises en œuvre en lien avec les motions serait déposé.

Afin de mener à bien son mandat, la commission a pris connaissance d'éléments à prendre en compte avant de proposer un mécanisme notamment l'autonomie des commissions, les responsabilités du comité exécutif et la mission de la Commission de la présidence du conseil.

La commission remercie le conseil municipal de lui avoir permis d'examiner la possibilité de faire connaître davantage le travail des conseillers et de proposer un mécanisme visant sa mise en valeur.

Recommandations

À l'issue de ses travaux portant sur la transparence et le suivi des motions, la Commission de la présidence du conseil remercie les fonctionnaires qui ont participé à la démarche de réflexion et elle adresse, à l'unanimité, les recommandations suivantes au conseil municipal :

R-1

Que le conseil municipal confie le mandat au Service du greffe de fournir à chacune des commissions concernées la liste des mandats adressés au comité exécutif ou à des services centraux entre le 1er janvier 2013 et l'élection générale du 3 novembre 2013 afin que celles-ci puissent, si elles le jugent utile, demander des précisions aux services interpellés.

R-2

Que le conseil municipal confie le mandat à la Direction générale de mettre en place un mécanisme de suivi s'appliquant aux mandats formulés par le conseil depuis l'élection générale du 3 novembre 2013 et de rédiger un rapport à cet effet.

R-3

Que le comité exécutif dépose au conseil municipal le rapport élaboré par la Direction générale.

R-4

Que le conseil municipal confie au Service du greffe le mandat de colliger, à l'intention de la Commission de la présidence du conseil et sur une base annuelle, un tableau de suivi des travaux des commissions découlant de motions de conseillers ce qui lui permettra de déposer un bilan annuel au conseil auquel pourraient s'ajouter les autres travaux des commissions réalisés en cours d'année.

Montréal

Commission de la présidence du conseil

Rapport

Gestion d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés

Rapport déposé au conseil municipal
Le 26 mai 2014

Direction générale
Direction du greffe
Division des élections et du soutien aux commissions
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Président

M. Frantz Benjamin
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension

Vice-présidents

M. Francesco Miele
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Valérie Plante
Arrondissement de Ville-Marie

Membres

Mme Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

Mme Andrée Hénault
Arrondissement d'Anjou

M. Normand Marinacci
Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Montréal, le 26 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Maire,

Conformément à la résolution du conseil municipal CM13 1160, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission de la présidence du conseil, le rapport de la commission traitant de la gestion d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Frantz Benjamin
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Nicole Paquette
Secrétaire recherchiste

Table des matières

Introduction 4

Résolution CM13 1160 5

Méthodologie 5

Analyse de la commission 5

Des mécanismes au service des citoyens 5
La Loi sur les élections et les référendums 6
Le droit d'initiative 6
La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme 6

Quelques modèles 6
Californie 6
Colombie-Britannique 7
France 7
Suisse 8

Historique des référendums à Montréal 8

Cadre électoral et partage des compétences 8

Incidences 9

Conclusion 10

Introduction

À l'assemblée ordinaire du lundi 25 février 2013, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), le conseil municipal référait, pour étude, à la Commission de la présidence du conseil la motion suivante[1], déposée par le conseiller Rotrand :

Que le conseil :

- *exprime son désir d'élargir le droit d'initiative pour qu'il permette à des citoyens sous certaines conditions déjà définies dans le Règlement de proposer des mesures pour référendums sur les bulletins de vote lors des élections municipales;*

- *mandate le comité exécutif pour étudier si les critères pour l'inscription de ces demandes sur les bulletins de vote seraient les mêmes que ceux définis dans l'Annexe 1 du Règlement.*

La commission a eu l'opportunité de prendre connaissance des particularités d'un scrutin référendaire dans le cadre électoral actuel à l'occasion d'une séance de travail publique tenue le 11 juin 2013. À cet égard, la commission remercie Me Yves Saindon, greffier et directeur, ainsi que Me Emmanuel Tani-Moore, chef de division, Élections et soutien aux commissions, pour leur contribution aux travaux de la commission en rapport avec le mandat CM13 0164. La commission a ainsi été informée des particularités suivantes ; en fonction des règles législatives actuellement en place dans la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2) :

- listes d'électeurs différentes pour le scrutin et le référendum (les personnes morales ne peuvent participer qu'à un référendum);
- commissions de révision différentes pour le scrutin et le référendum;
- bulletins de vote distincts pour le scrutin et le référendum;
- bulletin de vote du scrutin référendaire ne pouvant comporter qu'une seule question;
- scrutins simultanés mais indépendants : mêmes édifices, mais par des équipes différentes et à des bureaux de vote (urnes) distincts;
- risques de confusion – deux bureaux de vote distincts;
- somme affectée à la rémunération du personnel électoral deux fois plus élevée ;
- difficulté potentielle à recruter du personnel électoral en nombre suffisant (la tenue de l'élection municipale requiert, à elle seule, l'embauche de quelque 14 000 personnes) ;
- difficulté potentielle d'établir systématiquement les commissions de révision et les bureaux de vote des différents scrutins dans les mêmes édifices.

De plus, l'élargissement du droit d'initiative requiert des modifications au *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056-1) afin de prévoir:

- qu'une personne habile à signer une pétition doit avoir la qualité d'électeur au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (i.e. être âgé de 18 ans et être citoyen canadien);
- qu'un projet de pétition peut être déposé en année électorale;
- des adaptations au besoin concernant notamment le calendrier des étapes préalables et des objets exclus.

Des amendements législatifs sont également requis afin de :

- prévoir l'uniformisation des bassins d'électeurs;
- permettre une ou plusieurs questions référendaires sur un bulletin de vote d'une élection municipale.

[1] Résolution CM13 0164

L'année 2013 étant une année d'élection générale dans les municipalités au Québec, la commission a suspendu ses travaux à la fin du mois de juin. En décembre 2013, le conseiller Rotrand a déposé une nouvelle motion sur la gestion des élections municipales et des scrutins référendaires simultanés afin de confier le mandat à la Commission de la présidence du conseil de poursuivre ses travaux sur cette question. Dès lors, la commission a inscrit ce mandat à son calendrier d'activité pour l'année 2014.

Résolution CM13 1160

À l'assemblée ordinaire du 16 décembre 2013, le conseil municipal a adopté la résolution CM13 1160 suite à une motion proposée par le conseiller Rotrand :

1 - *que le conseil municipal donne à la Commission de la présidence le mandat de poursuivre ses travaux sur la question du droit des citoyens à inscrire au scrutin municipal des questions pour référendums en vue de trouver une formule gérable et conviviale qui va permettre l'extension de ce droit pour l'élection de 2017;*

2 - *que le Service du greffe accompagne le Commission de la présidence dans son étude et fournisse toutes les informations nécessaires à cette fin;*

3 - *que la Commission de la présidence dépose un rapport de cette étude au conseil municipal, d'ici le 30 septembre 2014.*

Dans la foulée de la résolution CM13 0164 visant à accroître les droits des citoyens en élargissant la portée du droit d'initiative, la résolution CM13 1160 vise à donner aux citoyens le pouvoir d'inscrire des sujets à être tranchés par voie de référendum en même temps qu'une élection municipale par un mécanisme autre que le droit d'initiative. Cette initiative offrant, de l'avis du proposeur de la motion, la possibilité d'augmenter le taux de participation électorale le jour du scrutin.

Méthodologie

Suite à la séance du 11 juin 2013, la commission a poursuivi ses travaux sur le sujet en séance de travail le 10 mars et le 8 mai 2014. À cette occasion, la commission a pris connaissance de l'analyse présentée le 11 juin 2013; des outils de consultation existants, soit le référendum consultatif en vertu de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2) et le Droit d'initiative en matière de consultation publique en vertu du Règlement municipal 05-056-1 ainsi que des mécanismes référendaires ayant cours en Californie, en Colombie-Britannique, en Suisse et en France.

La commission remercie chaleureusement les personnes suivantes de leur appui et précieuse collaboration à sa démarche d'analyse et de réflexion :

Me Yves Saindon, greffier et directeur;
Me Emmanuel Tani-Moore, chef de division, Élections et soutien aux commissions;
Me Sylvie Aubin, avocate, Direction du greffe;
Mme Sylvie Lalonde, secrétaire recherchiste, Chantier sur la démocratie;
M. Jules Patenaude, coordonnateur en consultation publique, Chantier sur la démocratie;
M. Mario Robert, chef de section, Gestion des archives.

Analyse de la commission

Des mécanismes au service des citoyens

L'objectif principal visé par la motion est de donner aux citoyens le pouvoir d'inscrire des sujets à être tranchés par voie de référendum en même temps qu'une élection municipale dans le but de favoriser la démocratie et la participation électorale. Pour mener à bien ses travaux, la commission a pris

connaissance dans un premier temps des mécanismes existants.

Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2[2])

La *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM) prévoit que le conseil d'une municipalité peut soumettre une question de sa compétence à un référendum consultatif de l'ensemble des personnes habiles à voter ou de celles du territoire concerné par la question. Les personnes habiles à voter sont les électeurs et les corporations propriétaires ou occupantes commerciales. Ainsi, la résolution du conseil définit la question, qui doit appeler une réponse par « oui » ou par « non », et fixe la date de scrutin dans les 120 jours suivant l'adoption de la résolution. Il est à noter que les dispositions légales en matière d'élection s'appliquent également au processus de référendum consultatif (avis publics, liste référendaire et révision, personnel électoral, représentants, cartes de rappel, bulletins de vote, dépouillement).

Droit d'initiative en matière de consultation publique (Règlement 05-056-1[3])

Adopté par le conseil de la Ville de Montréal le 22 septembre 2009 en vertu de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* (article 16 h), le droit d'initiative en matière de consultation publique est en vigueur depuis le 1er janvier 2010. Il permet aux citoyennes et aux citoyens de 15 ans et plus d'obtenir une consultation publique sur tout ce qui relève de la Ville ou des arrondissements. 15 000 signatures sont requises pour un objet de compétence centrale et 5% de la population habile à voter doit signer la pétition pour un objet de compétence locale. Il est à noter qu'il n'y a aucun dépôt de projet en période électorale et que plusieurs sujets sont exclus dont les conditions de travail, les finances, la gouvernance, les appels d'offres, les litiges, la sécurité publique et l'urbanisme. Si le nombre de signatures est atteint, le conseil doit tenir une consultation publique. Il choisit cependant des suites à donner aux conclusions de cette consultation. Depuis son entrée en vigueur, le conseil a confié le mandat à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) de mener une consultation sur l'agriculture urbaine. L'OCPM a déposé son rapport sur le sujet au conseil du 3 octobre 2012.

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1[4])

Bien que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) ne soit pas à proprement parler un mécanisme de consultation, des commissaires ont fait remarquer que cette loi permet tout de même aux citoyens de s'opposer à un projet d'aménagement en obligeant la municipalité à tenir un registre et un référendum si, dans chacun des cas, le nombre de signatures requises est atteint. Rappelons que la Ville de Montréal est assujettie à la LAU depuis la création de la nouvelle Ville en 2002.

Quelques modèles

La Californie

Implanté en 1911, le modèle ayant cours en Californie permet à tout citoyen de transmettre à l'*Attorney general* une proposition d'adoption d'une loi, sur tout sujet, si celle-ci est appuyée par 25 personnes. Après avis de la fonction publique, la proposition est transmise au Sénat et à l'Assemblée législative. La pétition peut alors être lancée et les promoteurs disposent de 150 jours pour obtenir les signatures d'au moins 5 % du nombre total de votes enregistrés à la dernière élection au poste de gouverneur. Si la proposition se qualifie, elle apparaît sur le bulletin de vote, lors des élections, aux deux ans. Une proposition approuvée par une majorité d'électeurs entre en vigueur le lendemain de l'élection puisque les électeurs ont approuvé le projet de loi. Ci-après, quelques exemples de sujets soumis:

[2] http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/E_2_2/E2_2.html
[3] http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6578,56915583&_dad=portal&_schema=PORTAL
[4] http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/A_19_1/A19_1.html

- *Proposition 215 (1996) (passed) on legalizing medical marijuana;*
- *Proposition 22 (2000) (passed, then declared unconstitutional) on a statute banning same-sex marriage;*
- *Proposition 14 (2010) (passed) established non-partisan blanket primaries in place of closed primaries;*
- *Proposition 19 (2010) (defeated) on the legalization of marijuana;*
- *Proposition 36 (2012) (passed) revises three strikes law to impose life sentence only when new felony conviction is serious or violent;*
- *Initiative #130050 (2014) - California Minimum Wage Increase.*

Les statistiques démontrent qu'entre 1912 et juillet 2013, 1 767 propositions ont été formulées. 360 d'entre elles (20,37%) se sont qualifiées et ont figuré sur le bulletin de vote. De ces 360 propositions, 122 (33,89%) ont été approuvées par les électeurs.

Un des arguments en faveur de la tenue simultanée d'une élection et d'un référendum est la hausse du taux de participation électorale. L'analyse du taux de participation aux élections en Californie depuis 1980 ne confirme pas cette hausse. La moyenne de la participation en année d'élection présidentielle est de 55,59%. La moyenne pour les autres élections est de 39,12 % pour la même période. On peut conclure que l'élection présidentielle est le véritable moteur qui amène les électeurs à voter et non pas les questions référendaires complémentaires à cette élection puisque le taux de participation chute de plus de 15 points lors des autres élections.

La Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique a implanté en 1996 un modèle (Recall and Initiative Act) en vertu duquel un électeur peut proposer un projet de loi sur tout sujet de compétence provinciale. Après examen de la conformité de la proposition, la pétition est lancée et le promoteur dispose de 90 jours pour obtenir les signatures d'au moins 10% des électeurs inscrits et cela, pour chacun des districts électoraux. Par la suite, le projet de loi est transmis à une commission de la Législature qui peut soit recommander l'adoption du projet de loi ou encore le soumettre à un référendum selon un échéancier fixe le dernier samedi de septembre aux 3 ans (jamais en période électorale). Lorsque 50 % des électeurs ainsi que 50 % des électeurs dans les deux-tiers des districts votent favorablement, le gouvernement doit présenter le projet de loi mais il n'a aucune obligation de l'adopter. Depuis 1996, 9 propositions ont été soumises mais une seule a obtenu le nombre de signatures requises, deux ont été rejetées, deux retirées et quatre n'ont pas atteint le nombre de signatures requises. Voici quelques exemples de propositions soumises:

- *Petition 2013-001 (failed) to amend the Police Act*
- *Petition 2010-002 (passed) to end the harmonized sales tax*
- *Petition 1996-001 (failed) to prohibit the hunting of bears*

Toutefois, l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique a annulé la tenue du référendum de la seule pétition ayant obtenu le nombre de signatures requises. L'assemblée a décrété qu'un référendum portant sur la taxe de vente harmonisée ne pouvait être mené dans le cadre du *Recall and initiative Act* mais plutôt en vertu du *Harmonized Sales Tax referendum Regulation* (B.C. Reg. 68/2011)[5]. Le référendum a eu lieu et le gouvernement a établi un plan d'action en vue de l'abolition de la taxe de vente harmonisée.[6] 53,98 % des électeurs dûment enregistrés ont retourné leur bulletin de vote par la poste[7].

La France

En France, le référendum décisionnel local implanté en 2003 est initié par le conseil municipal ou par le maire, sur tout sujet de compétence locale. Le référendum est décisionnel lorsque 50 % des électeurs y

[5] http://qp.gov.bc.ca/39th3rd/1st_read/gov04-1.htm
[6] http://www.fin.gov.bc.ca/pst-return.htm
[7] http://www.elections.bc.ca/index.php/news/nr-ref-2011-6-1/

ont participé. Le référendum est tenu hors de toute période électorale. Quant au mécanisme de consultation pour avis mis en place en 2004, il permet l'inscription d'une consultation à l'ordre du jour d'une assemblée du conseil si 20 % des électeurs en font la demande. Le conseil décide de donner suite ou non à la demande. S'il donne suite à la demande, il fixe les modalités de la consultation. Il est à noter que ce mécanisme s'apparente au droit d'initiative montréalais.

La Suisse

Le référendum est une pratique démocratique couramment utilisée en Suisse : scène fédérale, cantonale et communale. On retrouve en Suisse deux types de référendum : soit le référendum fédéral, un droit inscrit dans la Constitution et mis en place en 1874, afin de permettre à un citoyen de proposer une modification à la constitution ou de s'opposer à une décision du Parlement et le référendum communal permettant de proposer un projet que le gouvernement peut approuver, rejeter ou encore y opposer un contre-projet.

En moyenne, la Suisse compte annuellement 4 votes référendaires et 3 à 4 objets soumis à chacun des votes au niveau fédéral. Le taux de participation moyen pour la période 1971 – 2012 est de 40 %. Le 9 février 2014, alors que le référendum portait sur l'immigration, le taux de participation fut de 56 %. Il faut généralement compter un délai de 5 ans entre l'initiative populaire et l'adoption d'une loi. Pour une modification à la constitution, 100 000 signatures sont requises à l'intérieur d'un délai de 18 mois. Pour une opposition à une décision du Parlement, il faut 50 000 signatures dans un délai de 100 jours.

Quelques mois avant la votation, chaque foyer reçoit un cahier présentant :

- l'objet soumis au vote;
- un résumé et une présentation détaillée de la proposition;
- la position du gouvernement, les arguments et sa recommandation quant au vote;
- la position des initiateurs et leurs arguments.

Historique des référendums à Montréal

Le premier référendum tenu à Montréal remonte au 20 septembre 1909 en lien avec la commission d'enquête du juge Cannon sur les finances de la Ville de Montréal et la corruption. Le référendum visait la création d'un bureau de contrôle limitant le pouvoir des échevins soupçonnés de corruption. Le « oui » récolte 18 500 voix et le « non », 2 500.[8]

On compte dix référendums à Montréal jusqu'en 1962. Toutefois, cinq d'entre eux ont eu lieu en même temps que les élections et leur tenue a préalablement été autorisée par l'Assemblée nationale :

- 1er février 1912 : Abolition de la qualification foncière pour les charges de maire ou d'échevins (Favorable)
- 2 avril 1928 : Pour ou contre l'heure avancée (Pour)
- 11 décembre 1944 : Durée du mandat portée à 3 ans (Favorable)
- 24 octobre 1960 : Abolition de la classe C (conseillers nommés par des associations et organismes montréalais) (Favorable)
- 28 octobre 1962 : Durée du mandat portée à 4 ans (Favorable) et carte d'identité (Favorable)

Le dernier référendum à Montréal a eu lieu en juin 2011 dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et portait sur l'agrandissement d'une synagogue. Ce référendum s'est tenu en vertu de la LAU.

Cadre électoral et partage des compétences

L'examen de la gestion d'élections municipales et scrutins référendaires simultanés doit tenir compte du

[8] Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XIV, Montréal, Éditions Valiquette, 1941, page 84

cadre électoral de la Ville de Montréal. La Ville compte 58 districts électoraux répartis dans 19 arrondissements et 103 postes électifs. La Ville compte plus d'un million d'électeurs et chacun vote entre 2 et 5 fois selon l'arrondissement. Les 103 postes électifs se déclinent comme suit :

- le maire de la ville;
- 18 maires d'arrondissement également conseillers de la ville (le maire de la ville est d'office maire de l'arrondissement de Ville-Marie);
- 46 conseillers de la ville;
- 38 conseillers d'arrondissement.

En outre, le conseil municipal et les conseils d'arrondissement exercent des compétences distinctes. Par exemple, le conseil municipal est compétent au niveau du plan d'urbanisme, de l'environnement, de la promotion économique, des réseaux locaux de distribution d'eau et de certains parcs et équipements culturels, de sports ou de loisirs.

Les conseils d'arrondissement, quant à eux, sont compétents en matière de voirie locale, d'habitation, d'urbanisme, d'enlèvement des matières résiduelles, de culture, de loisirs, de développement social et communautaire, de parcs et de tout pouvoir délégué.

Il est à noter que les champs de compétence suivants relèvent du conseil d'agglomération : l'évaluation foncière; les services de sécurité; notamment la police, les pompiers et le 9-1-1; la cour municipale; le logement social; l'aide destinée aux sans-abri; le plan de gestion des matières résiduelles dont l'élimination et la valorisation des matières résiduelles et la gestion des déchets dangereux; l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux usées, sauf les réseaux de distribution locale; le transport collectif des personnes; la gestion des grandes artères; la promotion économique, y compris à des fins touristiques, hors du territoire d'une municipalité liée et les parcs-nature. Ainsi, une question référendaire sur le logement social, par exemple, devrait être soumise à l'ensemble des municipalités de l'île de Montréal, soit la Ville de Montréal et les 15 municipalités reconstituées le premier janvier 2006. Cette situation entraînerait une difficulté supplémentaire dans la mesure où le greffier de la Ville de Montréal devrait, le cas échéant, coordonner la tenue du référendum avec les 15 autres greffiers, chacun étant responsable de la tenue de l'élection dans sa municipalité respective.

Incidences

La tenue d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés à Montréal est susceptible d'avoir des impacts budgétaires et administratifs significatifs pour la Ville alors que déjà, chaque électeur vote entre deux et cinq fois. Considérant le cadre électoral actuel, un plus grand nombre de bureaux de vote ainsi que du personnel électoral additionnel seraient requis. À titre d'exemple, le 3 novembre 2013, le Bureau des élections a aménagé 530 lieux de votation et embauché 14 000 personnes.

La tenue d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés pose des difficultés d'application au niveau du partage des compétences entre les arrondissements et la ville centrale. Par exemple, un sujet de compétence d'arrondissement, culture et loisirs par exemple, concernera seulement les électeurs d'un arrondissement donné. La possibilité de soumettre aux électeurs une variété de questions référendaires réparties dans les 19 arrondissements entraînera un défi de communication important. De plus, un sujet peut s'avérer être de compétence centrale sans pour autant être susceptible de soulever un intérêt panmontréalais, ainsi en est-il du réaménagement d'un tronçon de rue commerciale qualifiée de voie artérielle.

Par ailleurs, les risques découlant des effets d'une question référendaire sur le débat public en période électorale ne sont pas à négliger : ainsi, une question, initiée par un certain nombre de citoyens, pourrait, par sa nature et/ou par sa rédaction, influencer l'électorat en épousant la plate-forme électorale d'un ou plusieurs candidats par exemple.

Il y a lieu enfin de soulever les difficultés liées au partage des dépenses électorales et des dépenses référendaires qui doivent être traitées de manière distincte.

Conclusion

La Commission de la présidence a reçu le mandat de poursuivre ses travaux sur la question du droit des citoyens à inscrire au scrutin municipal des questions pour référendums en vue de trouver une formule gérable et conviviale qui va permettre l'extension de ce droit pour l'élection de 2017.

Afin de mener à bien son mandat, la commission a pris connaissance des mécanismes existants, soit le référendum consultatif en vertu de la LERM par lequel un conseil d'une municipalité peut soumettre une question de sa compétence à l'ensemble des personnes habiles à voter ou à celles du territoire concerné par la question ainsi que le droit d'initiative en matière de consultation publique permettant aux citoyennes et aux citoyens de 15 ans et plus d'obtenir une consultation publique sur tout ce qui relève de la Ville ou des arrondissements. La commission a également considéré le droit, pour les citoyens, de s'opposer à un projet d'aménagement en vertu de la LAU.

La commission a également pris connaissance des mécanismes de référendum implantés en Californie, Colombie-Britannique, Suisse et France. Seule la Californie tient des élections et des scrutins référendaires simultanés. La Colombie-Britannique, la Suisse et la France excluent la tenue de référendums en période électorale. La commission a noté que l'examen des taux de participation électorale en Californie ne démontre pas une augmentation de cette participation du fait qu'une question référendaire soit associée à l'élection.

La tenue d'élections municipales et de scrutins référendaires simultanés auraient des incidences significatives au niveau administratif et budgétaire et poseraient des défis de communication importants. Le cadre électoral actuel et le partage des compétences entre les arrondissements, la ville centrale et l'agglomération auraient pour conséquence de complexifier l'exercice.

Par ailleurs, des ajustements législatifs nombreux seraient requis afin de faciliter la tenue simultanée de deux événements électoraux. Or, dans ce domaine, c'est l'assemblée nationale du Québec et non le conseil municipal qui est l'instance décisionnelle. À cet égard, le gouvernement devrait s'assurer qu'il existe un consensus minimal au sein des municipalités du Québec, ce qui pour l'instant est loin d'être acquis.

Dans ce contexte, la commission est d'avis que les objectifs visés par la motion sont atteints par les mécanismes existants. La commission rappelle les mécanismes prévus à Montréal, outre ceux déjà mentionnés, permettant aux citoyens de faire valoir leur point de vue : la Politique de consultation et participation publiques; les commissions permanentes du conseil; l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM); les travaux du Chantier sur la démocratie en concertation avec la société civile ; la période de questions du public aux différents conseils et, enfin, le dialogue des élus locaux avec les citoyens.

La commission remercie le conseil municipal de lui avoir permis d'examiner la possibilité de tenir des élections municipales et des scrutins référendaires simultanés. Cet examen n'a toutefois pas convaincu la commission du bien-fondé de cette pratique. Par conséquent, la commission estime qu'il n'est pas pertinent de formuler une ou des recommandations en rapport avec ce mandat.

Montréal

Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

Rapport et recommandations

Le Plan d'action canopée 2012-2021 et l'infestation de l'agrile du frêne

Rapport déposé au conseil municipal
du 26 mai 2014
et au conseil d'agglomération
du 29 mai 2014

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

PRÉSIDENTE

Mme Elsie Lefebvre
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

VICE-PRÉSIDENTS

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Maria Tutino
Ville de Baie-d'Urfé

MEMBRES

Mme Michèle D. Biron
Arrondissement de Saint-Laurent

M. Gilles Déziel
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Michelle Di Genova Zammit
Arrondissement d'Anjou

Mme Marie-Eve Brunet
Arrondissement de Verdun

Mme Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Maja Vodanovic
Arrondissement de Lachine

Montréal, le 26 mai 2014

Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs, le rapport et les recommandations sur le Plan d'action canopée 2012-2021 et l'infestation de l'agrile du frêne.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Original signé

Elsie Lefebvre
Présidente

Original signé

Christiane Bolduc
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION..... 4

PROCESSUS D'ÉTUDE.....4

CONCLUSION.....5

RECOMMANDATIONS.....5

INTRODUCTION

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs s'est donné le mandat, en vertu de son pouvoir d'initiative, d'étudier le dossier de l'agrile du frêne et du Plan d'action canopée et de faire des recommandations au conseil à ce sujet. La situation problématique que pose l'infestation par l'agrile du frêne sur le territoire de l'agglomération de Montréal a incité la Commission à se pencher précisément sur ce dossier en vue de rechercher des pistes de solutions et d'éclairer la prise de décisions de l'Administration municipale à cet égard.

La Commission a fait connaître son intérêt à étudier ce dossier lors de la première séance de travail de l'année qui s'est tenue le 21 janvier et à laquelle participait M. Réal Ménard, membre du comité exécutif responsable du développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts. M. Ménard a alors convié les commissaires au Sommet sur l'agrile du frêne organisé par la Ville de Montréal le 10 mars suivant, sommet auquel une majorité de commissaires ont pris part. La Commission s'est par la suite réunie à trois reprises, en séances de travail, pour analyser le dossier, formuler et adopter des recommandations.

LE PROCESSUS D'ÉTUDE

Dans les suites du Sommet sur l'agrile du frêne tenu le 10 mars 2014, une première séance de travail, prévue au calendrier de la commission, s'est déroulée le 18 mars 2014 pour la présentation des dossiers du Service des grands parcs, verdissement et du Mont-Royal (ancienne Direction des grands parcs et du verdissement). Pour l'occasion, M. Daniel Hodder, chef de division, Stratégies, programmes et politiques, Mme Marie-Claude Boyce, conseillère en planification, M. Anthony Daniel, conseiller en planification et M. Pierre Bélec, directeur général de la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI), ont fait état de la situation à l'égard de l'infestation de l'agrile du frêne sur le territoire montréalais et présenté l'évolution du dossier de la canopée depuis le début du financement du Plan d'action canopée en 2012.

Les commissaires ont eu l'occasion d'obtenir des informations de première main de la part des personnes-ressources présentes, notamment sur l'historique des plantations à Montréal, les coûts de remplacement des arbres, les bonnes pratiques en matière de plantation, sur les services écologiques et sanitaires fournis par la forêt urbaine, et sur l'évolution de la canopée urbaine et de l'infestation de l'agrile du frêne.

La présentation sur l'infestation par l'agrile du frêne a suscité beaucoup d'inquiétude chez les membres de la Commission dont certains représentent des arrondissements qui sont abondamment pourvus en cette essence d'arbre et qui risquent donc de perdre un fort pourcentage de leur couvert arboricole.

Les commissaires ont convenu de consacrer une deuxième séance de travail à l'étude de ce dossier le 22 avril 2014 dans le but de formuler des recommandations. Au cours de cette rencontre, les membres de la Commission ont pu discuter entre eux des problèmes engendrés par l'agrile du frêne et mettre à profit les expériences de certains arrondissements et villes liées face à cette infestation. La rencontre a suscité des échanges constructifs vers la recherche de pistes de solution et d'actions concertées en vue de contrer cette menace pour la survie du patrimoine arboricole de l'agglomération de Montréal. Ces échanges se sont traduits en 22

recommandations que les commissaires ont validées et adoptées à l'unanimité lors d'une dernière séance de travail tenue le 6 mai.

Conformément à la réglementation sur les commissions permanentes du conseil municipal et du conseil d'agglomération, le présent document peut être consulté sur la page Internet des commissions à l'adresse www.ville.montreal.qc.ca/commissions de même qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation du Service du greffe, au bureau R-134 de l'hôtel de ville.

CONCLUSION

La Commission a pu mettre à profit les présentations qui lui ont été faites par les responsables de dossiers de la canopée et de l'agrile du frêne au Service des grands parcs, verdissement et du Mont-Royal et bénéficier de toutes les propositions et commentaires qui ont été soumis de la part des membres de la commission dans le cadre des séances de travail.

La Commission reconnaît l'importance du problème que pose l'infestation de l'agrile du frêne sur le territoire de l'île de Montréal. Les recommandations qui suivent, ont été adoptées à l'unanimité lors de la séance de travail du 6 mai 2014. Elles reflètent les préoccupations et l'analyse des membres de la commission et elles visent à soutenir la mise en place d'un programme d'intervention d'urgence concerté face à l'infestation de l'agrile du frêne.

LES RECOMMANDATIONS

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs s'est donné, en vertu de son pouvoir d'initiative, le mandat d'étudier en séances de travail la problématique de l'agrile du frêne et ses impacts sur l'atteinte des objectifs du Plan d'action canopée 2012-2021. La Commission fait les recommandations suivantes au conseil municipal et au conseil d'agglomération, qui sont autant de pistes de solutions et d'orientations à la faveur de l'application rapide et urgente d'un programme d'intervention concerté et efficace en vue de contrer l'infestation par l'agrile du frêne.

Attendu que les objectifs du Plan d'action canopée 2012-2021 visent à faire passer de 20% à 25% l'indice de la canopée de l'île de Montréal sur une période de 10 ans, soit l'équivalent de la plantation de 300 000 arbres, conformément au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise;

Attendu la découverte, en juillet 2011, d'un premier foyer d'infestation de l'agrile du frêne sur le territoire montréalais;

Attendu la menace véritable que représente cet insecte ravageur pour la forêt urbaine vu sa progression rapide;

Attendu que, selon les données fournies par le Service des grands parcs, verdissement et du Mont-Royal, Montréal compte sur son territoire 400 000 frênes qui sont menacés, dont 200 000 sur le domaine public desquels 50 000 sont plantés en bordure de rue;

Attendu que le nombre et la répartition des frênes sur les domaines public et privé varient considérablement d'un arrondissement à l'autre et d'une ville liée à l'autre;

Attendu que notre connaissance des frênes sur le domaine privé est incomplète et que la plupart des arrondissements et des villes liées ne possèdent pas d'inventaire des frênes privés;

Attendu que l'agrile du frêne a causé, depuis 2002, la disparition de près de 75 millions de frênes en Amérique du Nord ;

Attendu que la perte d'une partie importante de la canopée aura pour effet d'accroître les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique;

Attendu que les impacts de la perte de canopée sur la santé de la population sont documentés, notamment quant au nombre de décès prématurés liés aux systèmes respiratoires et cardio-vasculaires et attribuables à la disparition d'arbres [1];

Attendu que la disparition des arbres sur rue peut entraîner une baisse de la valeur foncière dans les secteurs résidentiels;

LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS formule les recommandations suivantes :

Sur le plan d'action canopée 2012-2021 et de manière générale :

R-1
Réitérer l'appui aux recommandations formulées en 2012 sur le Plan d'action canopée 2012-2021, et pour ce faire :

- accélérer sa mise en œuvre et son application en rehaussant les objectifs de plantation et en ajustant ces cibles à la situation de déficit arboricole engendrée par l'infestation de l'agrile du frêne;
- s'assurer de l'application des recommandations dans les meilleurs délais selon un échéancier déterminé à mettre à jour et être déposé avant le début de l'exercice financier 2015;
- déposer un bilan annuel du suivi du Plan d'action canopée 2012-2021.

Étant donné qu'un arbre moyen équivaut à un bassin de rétention d'un demi-mètre cube qui coûterait 500 $ à construire, soit un service écologique qui correspond à une infrastructure de 1,2 milliard $ à l'échelle de la Ville de Montréal,

Étant donné l'adoption par la Commission sur les finances et l'administration d'une recommandation à l'effet que l'Administration révise sa politique de capitalisation des actifs pour permettre la capitalisation des arbres plantés sur le domaine public (R-23) ;

[1] The relationship between trees and human health: evidence from the spread of the emerald ash borer.
Donovan GH1, Butry DT, Michael YL, Prestemon JP, Liebhold AM, Gatziolis D, Mao MY.
American Journal of Preventive Medecine, 2013, vol. 44 no.2: p 139-145

R-2
Faire reconnaître la forêt urbaine comme une infrastructure verte utile au bien-être, à la santé et à la sécurité de la population, tant pour les générations actuelles que futures, et modifier en conséquence les mesures fiscales susceptibles d'amortir le coût que représente la lutte contre l'agrile du frêne afin que toutes les villes de l'agglomération puissent capitaliser les arbres plantés sur le domaine public et les financer par le Programme triennal d'immobilisations (PTI) et qu'elles puissent avoir accès à des programmes de subventions des niveaux supérieurs de gouvernement.

Sur le dossier de l'agrile du frêne, plus précisément :

Étant donné que des statistiques documentées ont été publiées sur les décès attribuables à la perte de canopée suite aux infestations par l'agrile du frêne [2],

Étant donné que les connaissances actuelles laissent croire que l'ensemble des frênes de l'île de Montréal pourraient éventuellement être décimés d'ici les vingt prochaines années,

R-3
Évaluer la possibilité que chaque ville de l'île de Montréal se mette en mode de veille d'urgence sanitaire et qu'elle se dote d'un cadre financier ajusté à l'urgence que la lutte à l'agrile du frêne impose.

R-4
S'assurer que la réalisation du Plan canopée et du plan de lutte contre l'agrile du frêne figurent au sommet des grandes priorités d'action de la Ville de Montréal et des villes liées pour minimalement les cinq prochaines années.

Étant donné que l'agrile ne connaît pas de limites territoriales et qu'il agit autant sur le domaine public que privé, dans tous les arrondissements, villes liées et l'ensemble du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal,

R-5
Mobiliser les intervenants de la Communauté métropolitaine de Montréal et agir de manière concertée pour sensibiliser les gouvernements du Québec et du Canada à la création d'un Fonds d'urgence de lutte contre l'agrile du frêne.

R-6
Réviser la réglementation municipale actuelle en vue de se doter des outils nécessaires pour faire du dépistage sur le domaine privé et y intervenir rapidement dans le cas d'arbres infestés, et pour agir par des mesures de contrôle et des sanctions lorsque la santé et la sécurité de la population l'exigent.

Dans le respect des responsabilités des autorités municipales et gouvernementales,

R-7
Associer les intervenants du secteur privé aux campagnes de financement et aux activités visant la lutte contre l'agrile du frêne et faire appel aux organismes locaux d'action

[2] IDEM

environnementale tels que les Éco-quartiers, ou l'équivalent, pour les interventions sur le domaine privé.

R-8
Mettre en place des modalités d'adoption d'arbres par les citoyens notamment pour la vaccination (traitement par l'injection d'un bio-pesticide) de frênes dans leur quartier et la plantation de nouveaux arbres.

R-9
Fournir, à l'intention des citoyens et des organismes privés, une liste d'arbres de remplacement, en favorisant des essences variées et à fort potentiel d'arborescence et de canopée.

R-10
Sensibiliser la population et les citoyens corporatifs à la reconnaissance des frênes et des signes d'infestation de l'agrile du frêne, notamment en faisant la promotion de l'application gratuite « Branché » développée par la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI).

R-11
Réglementer et harmoniser à l'échelle de l'agglomération les pratiques en matière de coupe et de disposition d'arbres infestés ainsi qu'en matière de vaccination (traitement par injection d'un bio-pesticide) et de vente de bio-pesticides et s'assurer que ces activités soient réalisées par des professionnels reconnus et certifiés par les services d'inspection appropriés.

R-12
Évaluer, avec la collaboration du Service des affaires juridiques, la possibilité d'interdire la vente de frênes dans les pépinières privées ou autres commerces.

R-13
S'assurer de réduire et contrôler le transport du bois de frêne, y compris du bois de chauffage, d'une communauté à une autre afin de limiter la propagation de l'agrile, de champignons ou d'autres maladies.

R-14
S'inspirer de l'exemple de l'arrondissement de Saint-Laurent qui a permis à ses citoyens de bénéficier du meilleur coût possible pour l'achat et l'application de bio-pesticides, et demander au Service de l'approvisionnement d'établir une entente-cadre au même effet pour le bénéfice de l'ensemble de l'agglomération et des citoyens qui souhaitent s'en prévaloir.

R-15
Pour l'agglomération de Montréal, s'assurer que chaque arrondissement et ville liée fasse rapidement l'inventaire et le bilan de l'état de ses frênes sur les domaines public et privé, et qu'une stratégie de coupe, de prévention ou de plantation soit appliquée en conséquence dans les meilleurs délais; et prévoir que ces données soient rendues publiques sur les sites internet des villes liées ou, dans le cas des arrondissements, sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal.

R-16
Pour les 19 arrondissements de la Ville de Montréal, s'assurer que chaque frêne abattu sur le domaine public soit remplacé dans les meilleurs délais, selon un programme d'intervention d'urgence financé à 100% par la ville-centre.

R-17
Pour les 19 arrondissements de la Ville de Montréal, s'assurer que ce programme d'intervention d'urgence soit bonifié dès à présent pour accélérer la plantation, voire la doubler d'ici deux ans, et permettre ainsi aux nouveaux arbres de croître et d'augmenter la canopée, aux endroits et dans les espaces disponibles, comme les fosses d'arbres vides.

R-18
Pour les 19 arrondissements de Montréal, former adéquatement le personnel du service 3-1-1 afin de bien diriger les citoyens qui rapportent des problèmes reliés à l'agrile du frêne.

R-19
Privilégier la protection de certaines catégories de frênes, tels que les frênes exceptionnels, les frênes entourant les écoles et ceux qui offrent la plus grande canopée et le meilleur potentiel, et prioriser la plantation de nouveaux arbres dans les secteurs suivants :

- Fosses d'arbres vides
- Tronçons de rue à forte concentration de frênes
- Tronçons de rue où l'on retrouve un alignement de plus de 70% de frênes sur un côté de la rue
- Parcs pour enfants et les aînés
- Artères principales
- Artères commerciales
- Domaine public

R-20
Établir une stratégie particulière pour les milieux naturels, les parcs-nature et le parc du mont Royal afin de préserver la biodiversité et la beauté de ces lieux, et éviter que la disparition des frênes n'accélère l'implantation d'autres espèces envahissantes comme le nerprun.

R-21
Demander que la société d'État Hydro-Québec contribue à la préservation du patrimoine naturel de la grande région métropolitaine de Montréal grâce à l'adoption d'un protocole de gestion durable du réseau électrique situé sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal qui favorise l'application de pratiques respectueuses de la qualité de vie et de l'environnement de la collectivité et qui participe activement à la mise en œuvre du projet d'envergure de la Ceinture Verte du Grand Montréal.

R-22
Évaluer et encourager les différents scénarios visant la réutilisation et la valorisation du bois de sciage de frêne, notamment dans les domaines de l'ébénisterie, de l'urbanisme et du mobilier urbain.

Les deux membres de la Commission représentant les villes liées se sont abstenus de voter sur les recommandations R-16, R-17 et R-18 qui ne concernent que la Ville de Montréal.

Liens internet : le présent rapport peut être consulté à l'adresse : www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Montréal

Déclaration
Séance du Conseil municipal du 26 mai 2014

Article 15.01

Déclaration honorant la mémoire de madame Liliane Stewart, illustre Montréalaise et philanthrope

Attendu que le décès de madame Liliane Stewart, à l'âge de 85 ans, survenu à Montréal le 3 mai dernier;

Attendu que madame Stewart est reconnue comme l'une des plus grandes philanthropes ayant contribué au rayonnement culturel, de l'art décoratif et du design de Montréal à travers le monde;

Attendu que madame Stewart est née dans l'ancienne Tchécoslovaquie, le 2 septembre 1928, a grandi au Caire (Égypte), est arrivée au Canada dans les années 1960, où elle a rencontré David M. Steward, un passionné d'histoire, qu'elle a épousé et qui est décédé en 1984 ;

Attendu que madame Stewart a créé en 1973, avec son époux, le mécène David M. Stewart, la Fondation Macdonald–Stewart ;

Attendu que, par l'entremise de la Fondation Macdonald, madame Stewart a soutenu substantiellement de nombreuses institutions muséales de la métropole, notamment le Musée Stewart de l'île Sainte-Hélène, le Château Ramezay et le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) ;

Attendu que le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) a nommé, en son honneur, le pavillon Liliane et David M. Stewart qui abrite aujourd'hui une importante collection en arts décoratifs et en design, reconnue à travers le monde ;

Attendu que madame Stewart a été nommée officier de l'Ordre des Arts et des Lettres, une haute distinction accordée par le gouvernement français en 1988 ;

Attendu que madame Stewart a reçu une distinction honorifique de l'Ordre national du Québec en 1989 et de l'Ordre du Canada en 2007 ;

Attendu que grâce à son audace, à sa générosité et à sa passion pour l'art décoratif et le design, Liliane Stewart a contribué à faire de Montréal la Ville UNESCO de design qu'elle est aujourd'hui.

Il est proposé par	Denis Coderre
Appuyé par	Manon Gauthier

Que le conseil municipal :

Offre ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches ;

Reconnait l'apport important de madame Liliane Stewart dans les domaines culturel, muséal, artistique, en arts décoratifs et en design dont bénéficient toutes les Montréalaises et les Montréalais.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146744001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transports de Montréal (STM) par Espace pour la Vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses – fournisseur exclusif

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia, fournisseur exclusif, pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transports de Montréal (STM) par Espace pour la Vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2014-04-29 15:05

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur
Qualité de vie , Espace pour la vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1146744001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transports de Montréal (STM) par Espace pour la Vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses – fournisseur exclusif

CONTENU

CONTEXTE

Année après année, Espace pour la vie présente des événements originaux afin de maintenir l'intérêt de ses visiteurs, de rejoindre de nouveaux publics, d'augmenter son achalandage et de contribuer à développer davantage sa notoriété, créant ainsi des retombées positives pour la Ville de Montréal. L'achat de publicité dans des médias rejoignant un nombre important de visiteurs potentiels fait partie des différentes stratégies de communication de l'organisation.
Cogeco Métromédia (auparavant Métromédia Plus) offre de l'espace publicitaire dans le réseau de transport collectif de la Société de transport de Montréal (STM) qui rejoint un nombre important d'usagers. L'affichage dans ce réseau a prouvé son efficacité pour promouvoir différents événements du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium Rio Tinto Alcan.

Les ententes des dernières années n'ont pas requis l'approbation des instances, car les achats ont été faits pour chacun des projets/campagnes publicitaires séparément et les montants investis respectaient les niveaux de délégation des fonctionnaires (niveau A ou B) d'Espace pour la vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0153 - 30 mars 2009 - Octroyer un contrat à Métromédia Plus pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les Muséums nature de Montréal - dépense de 174 128.74 $, taxes incluses - fournisseur exclusif
CM08 0180 - 31 mars 2008 - Octroyer un contrat à Métromédia Plus pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les Muséums nature de Montréal - dépense de 164 763.62 $, taxes incluses - fournisseur exclusif

CM07 0108) - 19 mars 2007 - Octroyer un contrat à Métromédia Plus pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal.pour les Muséums nature de Montréal - dépense de 158 408 $, taxes incluses - fournisseur exclusif

CM06 0164 - 27 mars 2006 - Octroi à Métromédia d'un contrat pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les Muséums nature

de Montréal - dépense de 149 908 $ (taxes incluses) pour l'année 2006 (un soumissionnaire)

DESCRIPTION

Le contrat annuel prévoit l'investissement de 192 025 $ avant taxes (220 780,87 $ taxes incluses) pour un total de six campagnes publicitaires différentes, chacune reliée à un projet distinct.

Projet / événement annoncé	**Type d'affichage utilisé**	**Période**	**Coût avec taxes**
Papillons en liberté	panneaux sur quais de métro	17 février au 13 avril	24 719,63 $
Habitat des paresseux au Biodôme	panneaux sur quais de métro avec extension et écrans Métrovision	9 juin au 31 août	91 117,76 $
Les arts s'invitent au Jardin	panneaux sur quais de métro	16 juin au 31 août	25 869.39 $
L'été à Espace pour la vie	panobus sur les côtés	9 juin au 28 septembre	41 707,21 $
Jardins de lumière	panneaux sur quais de métro	1er septembre au 26 octobre	18 683,44 $
Nouveaux spectacles Planétarium Rio Tinto Alcan	panneaux sur quais de métro	3 novembre au 28 décembre	18 683,44 $
		Total :	**220 780.87 $**

Les types d'affichage, dates ou projets annoncés pourraient être modifiés par Espace pour la vie en cours d'année, pour répondre à l'évolution de nos stratégies et priorités.

JUSTIFICATION

Le métro de la STM est fréquenté par plus d'un million d'adultes chaque mois en provenance de l'île de Montréal et des banlieues nord et sud de Montréal, soit 38 % de la population du Grand Montréal et 50 % de la population de l'île de Montréal. Tout près de 850 000 d'entre eux l'utilisent chaque semaine. Chaque usager emprunte le métro en moyenne sept fois par semaine pour un trajet d'environ 20 minutes, ce qui en fait une clientèle fidèle et captive.

Selon le dernier sondage effectué sur le site du Jardin botanique en 2012 lors de l'événement Jardins de lumière, l'affichage dans le métro arrive troisième en importance comme source d'information sur la tenue de l'événement, après le bouche à oreille et la connaissance passée de l'événement. Les différents médias offerts dans ce réseau ont fait leurs preuves et rejoignent la clientèle locale recherchée par Espace pour la vie. Ils sont particulièrement efficaces auprès de groupes comme les professionnels, les jeunes étudiants ou âgés de 18 à 34 ans et spécialement les jeunes femmes de 18 à 34 ans qui sont souvent les décideurs d'activités familiales. Durant la saison estivale, plusieurs touristes empruntent aussi le transport en commun pour se déplacer à Montréal, une autre clientèle cible d'Espace pour la vie. L'affichage sur les autobus est aussi vu par les piétons et automobilistes.

Cogeco Métromédia (anciennement Métromédia Plus) est l'unique gestionnaire de ce type d'affichage à l'intérieur du métro de Montréal, dans les trains de banlieue et sur les autobus de la STM. Cette entreprise est donc le seul fournisseur possible de ce produit.

Un investissement annuel de cet ordre permet d'obtenir des bonus et des rabais importants (ainsi pour un investissement demandé de 192 025 $ avant taxes, l'espace publicitaire obtenu a une valeur de 958 863 $ selon la carte de tarif de Cogeco Métromédia)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La fourniture d'espace médias aux fins d'une campagne de publicité est une exception prévue à l'article 573.3, 1er alinéa, par. 5 de la Loi sur les Cités et Villes.
Cette dépense est prévue à même les budgets de la division Identité et mise en valeur d'Espace pour la vie.

Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ce dossier compromettrait la campagne annuelle de publicité de nos institutions et pourrait avoir un effet négatif sur les recettes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Production des pièces publicitaires : 27 mai 2014
Début de la campagne : 9 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Espace pour la vie (François COURCHESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-04-24

Chantale LOISELLE
Agent(e) de marketing

Tél : 514-868-3051
Télécop. : 514-868-3051

Albane LE NAY
C/d Identité et mise en valeur

Tél : 514-872-4321
Télécop. : 514 872-4917

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Espace pour la vie

Dossier # : 1146744001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transports de Montréal (STM) par Espace pour la Vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses – fournisseur exclusif

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Imputer la dépense comme suit :

	2014
2107.0010000.101131.07251.53801.0000000. 0000.000000.000000.00000.00000 Ville centrale/Musées et centres d'expositions/Identité et mise en valeurs/publicité communications et frais de représentations	220 780,87 $

Le montant net à la charge de la ville est de 192 025,11 $.

Les fonds ont été réservés sous l'engagement de gestion BIO2014019

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François COURCHESNE
Conseiller en ressources financières
Tél : 872-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Pierre LACOMBE
Chef du planétarium
Tél : 872-4531
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146135003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.) - Montant total estimé: 1 310 312,47 $

Il est recommandé:
1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture sur demande de différents types de services de reliure de documents;

2. d'accorder à la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée, le seul soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13482 et au tableau de prix annexé en pièce jointe;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement de la Direction de la culture et du patrimoine, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge OUELLETTE **Le** 2014-04-29 15:34

Signataire : Serge OUELLETTE

Directeur par intérim
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1146135003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.) - Montant total estimé: 1 310 312,47 $

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'approvisionnement, à la demande de la Direction de la culture et du patrimoine, a procédé au lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition d'un service de reliure des documents pour les bibliothèques de la Ville de Montréal, le tout selon les termes, clauses et conditions de l'appel d'offres 14-13482.
L'appel d'offres a été annoncé le 5 mars 2014 dans le journal La Presse et sur le site SÉAO. La fermeture de l'appel d'offres a eu lieu le 26 mars 2014. Il y a donc eu un délai de 19 jours pour la préparation et le dépôt des documents par les soumissionnaires.

La période de validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Aucun addenda n'a été émis pendant le processus d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0367 en date du 19 mars 2014 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre avec R.M. Leduc et cie inc. pour une période additionnelle de 12 mois, soit jusqu'au 28 juin 2014, pour les services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal, selon les mêmes termes et conditions stipulées aux documents de l'appel d'offres public 12-12979. (Montant consommé : 242 903.11 $)
CM14 0287 en date du 25 mars 2014 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Les Reliures Caron et Létourneau ltée pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 28 juin 2014, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal, selon les mêmes termes et conditions stipulées aux documents de l'appel d'offres public 12-12979. (Montant consommé : 284 747.35 $)

CE12 1066 en date du 27 juin 2012- Conclure 2 ententes-cadres collectives d'une durée de 12 mois assorties d'une option de prolongation de 12 mois additionnels pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents (Montants consommés: Reliure Caron et Létourneau ltée - 237 611.95 $ et Reliure Leduc et cie - 148 228.89 $) - appel d'offres

public 12-11979 (3 soum.)

CM11 0494 en date du 21 juin 2011 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 12 mois pour la fourniture d'un service de reliure de documents (Atelier de Reliure M. A. Bolduc: 221 760.99 $ et Les Reliures Caron et Létourneau ltée: 263 890.57 $) - appel d'offres public 11-11569 (2 soum.).

CM07 0742 en date du 26 novembre 2007 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois pour la fourniture d'un service de reliure de documents (Reliure Leduc inc.: 670 407.73 $ et Atelier de Reliure La Renaissance: 37 603.50 $) - appel d'offres public 07-10448 (3 soum.).

DESCRIPTION

Ce contrat porte sur la fourniture, sur demande, de différents types de services de reliure de documents, tels que décrits aux documents d'appel d'offres. Le service de reliure de documents est requis afin de solidifier les livres et en maximiser l'usage au bénéfice des citoyennes et citoyens qui fréquentent les bibliothèques de la Ville de Montréal. Les documents visés par le présent appel d'offres peuvent se présenter sous forme de livre ou périodique, dans un état neuf ou usagé; chaque besoin requiert un type de reliure spécifique qui prolongera la durée de vie du document.
Cette entente sera valide pour une période de trente-six (36) mois à partir de la date d'octroi. Toutefois, à la fin de la période de validité et suite à l'accord des deux parties, la Ville pourra exercer deux (2) options de prolongation pour une période supplémentaire de douze (12) mois chacune, selon les mêmes termes et conditions.

JUSTIFICATION

La Direction de la culture et du patrimoine a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 327 380,29 $ taxes incluses pour une période de trente-six (36) mois. Ce montant est basé sur l'historique de consommation et sur les prix du dernier contrat.
Appel d'offres public no 14-13482

Titre : SERVICE DE RELIURE DES DOCUMENTS

Date de lancement : 5 mars 2014

Date d'ouverture : 26 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (2) : LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE R.M. LEDUC & CIE INC

Soumissionnaires (1) : LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE

Analyse des soumissions :

FIRMES SOUMISSIONNAIRES	PRIX DE BASE	TOTAL
LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE	1 310 312,47 $	1 310 312,47 $
Dernière estimation réalisée par l'unité requérante (Service de la Qualité de Vie)	1 327 380,29 $	1 327 380,29 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*		1 310 312,47 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		-17 067,82 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-1,29%

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Le marché des services de reliure n'est pas en expansion, la majorité des compagnies offrant ce service sont de type artisanal, elles ne peuvent pas offrir tous les services requis et n'ont pas la capacité de supporter le volume demandé. Aussi, une seule des deux firmes s'étant procuré les documents d'appel d'offres a déposé une soumission. L'autre firme explique qu'elle n'a pas déposé de soumission parce qu'elle est à repenser ses activités, surtout celles liées au service de reliure qui n'est pas assez rentable en ce moment. Ce service pourrait être offert cette année, mais ne pourrait être garanti pour les prochaines années.

La seule soumission reçue est conforme administrativement. Conformément à l'article 11 des Clauses administratives particulières de l'appel d'offres, nous avons demandé au soumissionnaire de fournir des échantillons pour évaluer la qualité des services proposés.

L'analyse des échantillons soumis par la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée indique que les services proposés rencontrent les spécifications techniques demandées. Comme stipulé aux documents d'appel d'offres, l'octroi est effectué au plus bas soumissionnaire conforme. L'offre de la firme **Les reliures Caron et Létourneau ltée** est conforme et cette firme est recommandée comme adjudicataire.

Montant estimé de l'entente (36 mois) :

1 139 649,90 $ + TPS (5 %) 56 982,50 $ + TVQ (9,975 %) 113 680,08 $ = 1 310 312,47 $

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée, le seul soumissionnaire conforme, une entente-cadre pour la fourniture des services de reliure de documents, aux prix unitaires de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 14-13482. Cette entente-cadre sera d'une durée de trente-six (36) mois, assortie des deux options de prolongation de douze (12) mois chacune, à compter de la date de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédit.
Les prix unitaires obtenus pour l'appel d'offres 14-13482 présentent une variation à la baisse pour les articles 1, 3, 4, 5 et 8 comparables à ceux de l'appel d'offres précédent effectué en 2012. L'économie potentielle selon les quantités prévisionnelles sur une période de trente-six (36) mois sera d'une valeur de 40 236,45 $ avant taxes, soit 3,4 %.

À titre comparatif avec l'entente précédente, pour les mêmes types de service demandés, voici les prix obtenus :

Article	Description	Prix soumis AO 14-13482	Prix entente en cours	Écart prix unitaire	% Écart prix unitaire

1	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs)	6,95 $	7,60 $	-0,65 $	-8,55%
2	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 5 exemplaires et plus	6,65 $	5,98 $	0,67 $	11,20%
3	Reliure de tyveck plastifiée (volumes usagés)	7,20 $	7,35 $	-0,15 $	-2,04%
4	Reliure dans la même couverture (volumes neufs)	5,65 $	5,80 $	-0,15 $	-2,59%
5	Reliure de volumes usagés (autres que reliure plastifiée)	8,25 $	8,40 $	-0,15 $	-1,79%
6	Reliure de bougran avec demi-plastification des plats si possible (volumes neufs)	11,45 $	10,95 $	0,50 $	4,57%
7	Reliure de périodiques	14,95 $	13,00 $	1,95 $	15,00%
8	Renforcement plastifié	4,75 $	4,95 $	-0,20 $	-4,04%

Malgré une information sur la hausse des prix des matières premières et du transport, les prix unitaires soumis sont majoritairement à la baisse en comparaison à ceux soumis lors de l'appel d'offres précédent. La possibilité d'octroyer par article semble avoir eu un impact sur la baisse des prix.

Voir aussi le tableau des prix en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La reliure et la protection des livres visent la prolongation de la vie utile des documents ce qui évite leurs remplacements. Les reliures Caron et Létourneau ltée, l'entreprise recommandée pour l'adjudication du contrat, utilise beaucoup de papiers et de cartons recyclés. Les cartons et papiers utilisés sont de couleur naturelle donc sans utilisation de produit chimique pour les traitements de blanchissement. Les surplus et excédents de papiers ou cartons sont envoyés au recyclage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande de services de reliure de documents en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi et début de l'entente: le 26 mai 2014.
Demande de prolongation s'il y a lieu.

Fin de l'entente : le 25 mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Habib NOUARI)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Louise LAPOINTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514 872-6717
Télécop. : 514 872-9693

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles

Tél : 514-872-1027
Télécop. : 514 872-2519

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1146135003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.) - Montant total estimé: 1 310 312,47 $


14-13482_Tableau de prix.pdf


14-13482_Grille un seul soumissionnaire.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514 872-6717
Télécop. : 514 872-9693

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	14-13482	Titre de l'appel d'offres:	SERVICE DE RELIURE DES DOCUMENTS	
Roxana Racasan Oancea		**Les Reliures Caron et Létourneau Ltée**			

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs)	1	97926	6,95 $	680 585,70 $				
2	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 5 exemplaires et plus	1	41120	6,65 $	273 448,00 $				
3	Reliure de tyveck plastifiée (volumes usagés)	1	16061	7,20 $	115 639,20 $				
4	Reliure dans la même couverture (volumes neufs)	1	3046	5,65 $	17 209,90 $				
5	Reliure de volumes usagés (autres que reliure plastifiée)	1	3414	8,25 $	28 165,50 $				
6	Reliure de bougran avec demi-plastification des plats si possible (volumes neufs)	1	32	11,45 $	366,40 $				
7	Reliure de périodiques	1	96	14,95 $	1 435,20 $				
8	Renforcement plastifié	1	4800	4,75 $	22 800,00 $				
				Total	1 139 649,90 $	**Total**		**Total**	
				TPS	56 982,50 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ	113 680,08 $	**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	1 310 312,47 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total

Les Reliures Caron et Létourneau Ltée	1 139 649,90 $	+ TPS	56 982,50 $	+ TVQ	113 680,08 $	=	**1 310 312,47 $**

GRILLE D'ANALYSE

Un seul soumissionnaire	LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE

Nombre de preneurs du cahier des charges :	**2**	LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE R.M. LEDUC ET CIE INC

Motifs des désistements	**OUI/NON**	**COMMENTAIRE**
Cahier des charges		
Le devis est spécialisé	NON	Les mêmes spécifications techniques utilisées depuis trois ans.
Délai de soumission et d'octroi		
Les délais de la soumission sont insuffisants	NON	Aucune demande de report de date durant le processus d'appel d'offres.
La période de soumission ne convient pas à la compagnie	NON	
Longs délais d'octroi de la part de la Ville	NON	
Produit ou service		
Produit ou service non offert	NON	Les caracteristiques du service de reliure demandées sont conformes à la norme de l'industrie.
Spécifications demandées non rencontrées	NON	
Délai de livraison		
Délais de livraison hors d'atteinte	NON	
Les manufacturiers ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu	NON	
Carnet de commandes		
Le carnet des commandes de la firme est complet présentement	NON	
Autres:	OUI	Le deuxieme preneur de cahier de charges a mentionné qu'il va restructurer son atelier de reliure de documents durant cette année et, donc il ne peut pas garantir le service pendant la prochaine periode.
Raisons de l'écart du prix estimé par rapport au prix soumis		
Estimé		
Est-il récent?	OUI	
Autres		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146135003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.) - Montant total estimé: 1 310 312,47 $

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la Direction de l'approvisionnement du Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles :

1. de conclure une entente cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture sur demande de différents types de services de reliure de documents;

2. d'accorder à la firme Les reliures Caron et Létourneau Ltée, le seul soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13482 et au tableau de prix annexé en pièce jointe;

Le montant de l'entente est estimé à 1 310 312,47 $ (Taxes incluses) ou 1 181 938,90 $ (net de taxes).

Comme il s'agit d'une entente cadre sans imputation budgétaire, les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédit.

Information Budgétaire et comptable :

La dépense sera assumée à même le budget de fonctionnement de la Direction de la culture et du patrimoine, et ce, au rythme des besoins à combler et sera imputée comme suit : .

AF-Gén-Ville de Montréal / Budget régulier/Activités regroupées/Bibliothèques/Autres services techniques/ Reliure.
2101.0010000.101072.07231.54590.014462.0000.000000.000000.00000.00000

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-1444

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières, C/E
Tél : 514 872-0985
Division : Opérations budgétaires et comptables, Pt de service Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Dossier # : 1146135003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.) - Montant total estimé: 1 310 312,47 $

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Bien que, dans les échantillons présentés, l'un des côtés du corps du livre dans la partie inférieure soit un peu plus relâché, nous considérons les échantillons conformes.Les Reliures Caron et Létourneau Ltée nous ont assurés que la durée de vie de la reliure serait d'au moins 5 ans, tel que stipulé dans l'appel d'offres.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise LAPOINTE
Chef de division
Tél : 514 220 6686

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Louise GUILLEMETTE-LABORY
Directrice-associée - Bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

Il est recommandé :
1- d'autoriser une dépense de 1 039 510,75$, taxes incluses, soit 67,74 % du coût total du contrat, pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents ;
2- d'accorder à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 392 942,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 278502 ;
3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Chantal AYLWIN **Le** 2014-04-15 14:57

Signataire : Chantal AYLWIN

Directrice infrastructures
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1144822017**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égout secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour avoir des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Suite à différentes analyses et inspection et considérant l'âge avancé, la conduite d'eau secondaire (installée en 1926) dans l'avenue Bloomfield a été identifiée par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), comme prioritaire pour ce qui est du remplacement, la technique de réhabilitation n'ayant pas été retenue.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a mandaté la Direction des infrastructures afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Le projet ne s'inscrit pas dans un projet plus large. Pour l'instant, aucune phase subséquente n'est prévue.

L'appel d'offres a été publié du 6 janvier au 5 février 2014 sur le site électronique d'appel d'offres SEAO et a paru dans le journal Le Devoir. La durée de publication a été de 31 jours. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 5 juin 2014.

Quatre (4) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 23 janvier 2014: Ajout de l'annexe O4 (précision concernant le type de chambre de vanne demandée);
- Addenda no 2 émis le 24 janvier 2014: Bordereau de soumission rectifié (prix unitaires non fixés);
- Addenda no 3 émis le 27 janvier 2014: Report de la date d'ouverture, passant du 29 janvier au 5 février 2014;
- Addenda no 4 émis le 31 janvier 2014: Modifications apportées à l'article 1.1.3b « EXCAVATION ET GESTION DES SOLS (ET/OU MATÉRIAUX) EXCAVÉS du devis technique égout et aqueduc, cahier O et au formulaire de soumission afin de préciser les modes de paiement et de gestion des sols excavés notamment des sols de catégorie A-B.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 14 0118, le 01 avril 2014 - Autoriser une dépense de 494 984,26 $ afin d'assumer les coûts reliés à une partie des travaux de reconstruction de la chaussée et des trottoirs inclus dans la soumission 278502 ayant pour objet la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon.

CM13 0870 - Le 16 septembre 2013 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (1132662002).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 305 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction de chaussée, de trottoirs et bordures, dans l'avenue Bloomfield, de la rue Beaumont à la rue Jean-Talon, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 126 631,18 $ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de reproduction de plans, de chloration des conduites d'eau existantes, ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols contaminés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristourne» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 278502 s'est déroulé du 6 janvier au 5 février 2014. Sur vingt-trois (23) preneurs des cahiers des charges, douze (12) firmes ont déposé une soumission et onze (11) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 52 % et 48 %. En ce qui concerne les motifs de désistement, un (1) preneur est connu comme sous-traitant, deux (2) ne détenaient pas l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) au moment du dépôt des soumissions et huit (8) firmes n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs des cahiers de charges et les motifs de désistement est en pièce jointe.

Il y a lieu de préciser que l'appel d'offres initial portant le numéro 278501 a été annulé en raison d'un écart défavorable de plus de 15% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la plus basse soumission conforme qui fut déposée par Les

Excavations Super Inc. dont le prix était de 1 429 294,69 $. Cet appel d'offres avait été publié du 22 juillet au 14 août 2013 et cinq (5) soumissions conformes furent déposées. Les résultats de cet appel d'offres se retrouvent en pièce jointe. Étant donné le prix trop élevé, l'appel d'offres fut annulé et remplacé par le présent appel d'offres, soit le 278502. Cependant, il a été demandé dans l'appel 278502 que le coût des travaux de sécurité et maintien de la circulation soient inclus dans les coûts unitaires, ce qui n'a pas été le cas dans l'appel d'offres initial.

JUSTIFICATION

La justification d'octroi du contrat se retrouve dans les interventions des unités requérantes ci-jointes.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano)	1 266 311,76 $	126 631,18 $	1 392 942,94 $
2	Entreprises C.R. Ménard inc.	1 313 791,73 $	131 379,17 $	1 445 170,90 $
3	Les Entreprises de Construction Ventec inc.	1 331 513,81 $	133 151,38 $	1 464 665,19 $
4	Les Pavages Chenail inc.	1 365 342,70 $	136 534,27 $	1 501 876,97 $
5	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 443 062,72 $	144 306,27 $	1 587 368,99 $
6	Pavages D'Amour inc.	1 482 864,77 $	148 286,47 $	1 631 151,24 $
7	Ramcor Construction inc.	1 498 262,22 $	149 826,22 $	1 648 088,44 $
8	Les Entreprises Claude Chagnon inc.	1 635 140,77 $	163 514,07 $	1 798 654,84 $
9	Les Entreprises Michaudville inc.	1 718 181,82 $	171 818,18 $	1 890 000,00 $
10	Groupe Hexagone, s.e.c.	1 794 281,46 $	179 428,14 $	1 973 709,60 $
11	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1 815 426,51 $	181 542,65 $	1 996 969,16 $
12	9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo)	1 933 670,46 $	193 367,04 $	2 127 037,50 $
Estimation des professionnels internes ($)		1 287 336,61 $	128 733,67 $	**1 416 070,28 $**
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**1 704 802,98 $** **22,4%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)** **(%)**	**734 094,55 $** **52,7%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-23 127,33 $** **-1,6%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)** **(%)**	**52 227,95 $** **3,7%**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux**

conflits d'intérêt).

Veuillez noter que le montant de la soumission des Entreprises C.R. Ménard inc., qui était de 1 444 021,16$, a été corrigé à 1 445 170,90$, dû à une erreur de calcul des travaux contingents pour le sous-projet 1355730002. Par ailleurs, aucune soumission n'a été rejetée.

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projet et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DGPEC, est de -23 127,33 $ (-1,6%). L'explication de cet écart, le cas échéant, se retrouve dans l'intervention de la DGPEC.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), détient une attestation de l'AMF, laquelle est en vigueur depuis le 22 août 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 31 janvier 2014 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), est le suivant: 8102-6254-24.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 392 942,94 $ (taxes incluses) incluant un montant de 1 266 311,76 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 126 631,18$ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de 1 534 495,02 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 141 552,08 $ (taxes incluses).

Cette dépense est répartie de la façon suivante entre le PTI 2014-2016 du Service de l'eau et de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension:

· 67,74% pour un montant de 1 039 510,75$ (taxes incluses) est prévu au budget triennal de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau ; cette partie de la dépense est admissible au programme TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec) dont le taux de subvention est de 100 % et sera assumée par la ville centre;
· 32,26% pour un montant de 494 984,26$ (taxes incluses) est prévu au budget triennal de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Une autorisation de dépense de ce montant a été entérinée par le conseil d'arrondissement (résolution CA14 14 0118) le 1 avril dernier afin d'assumer les coûts reliés à cette partie des travaux.

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté en pièce jointe au dossier dans le document Incidences et ristournes.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des conduites existantes. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 5 juin 2014, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Juin 2014
Fin des travaux : Août 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mathieu-Pierre LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (André PANI)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Avis favorable :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics (Richard C GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert LAFONTAINE
Ingénieur chargé de planification

Tél : 514 872-3064
Télécop. : 514 872-1873

Lila TOUAHRIA
Chef de section - Égouts et aqueduc
Tél. : 514 878-1055
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

Répartition DGSRE et Arrondissement

Répartition DGSRE et Arrondissement 278502.xls

Décision CA14 14 0118

Resolution CA14 14 0118 - 01 avril 2014.pdf

Budget requis Incidences et ristournes

BR 1144822017.XLS Incidences et Ristournes 1144822017.xls

Principes de gestion de la circulation

278502 - Bloomfield - Résumé Circulation.doc

Attestation de l'Autorité des marchés financiers

Les Paysagistes Damiano._NEQ1146447595.pdf

Liste des preneurs du cahier des charges et motifs de désistement

Ann13-32_278502_Preneurs des documents et motifs de désistement.xls

Résultats d'ouverture 278501



Resultats 278501.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert LAFONTAINE
Ingénieur chargé de planification

Tél : 514 872-3064
Télécop. : 514 872-1873

Lila TOUAHRIA
Chef de section - Égouts et aqueduc
Tél. : 514 878-1055
Télécop. : 514 872-2874

PROJET: Avenue Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon
SOUMISSION : 278502
GDD : 1144822017 DATE : 31 mars 2014

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DES COÛTS	TOTAL	RÉPARTITION DES DÉPENSES (Taxes Incluses)					
		Contrat			Incidences		
		%	$		%	$	%
49-05 DGSRE Unité Nord (PROJETS 56126) **Sous-projets : 1261260340, 1261260160**	1,039,510.75 $	67.7429%	954,137.50 $	62.1793%	85,373.25 $	5.5636%	
58-00 Arrondissement de Villeray-ST-Michel-Parc-Extension (PROJET 55730) **Sous-projets : 1355730002, 1355730003**	494,984.27 $	32.2571%	438,805.44 $	28.5961%	56,178.83 $	3.6611%	
MONTANT TOTAL DES DÉPENSES À RÉPARTIR (incluant taxes et dépenses incidentes)	1,534,495.02 $	100.0000%	1,392,942.94 $	90.7753%	141,552.08 $	9.2247%	

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2014	Résolution: CA14 14 0118

Autoriser une dépense de 494 984,27 $ afin d'assumer les coûts reliés à une partie des travaux de reconstruction de la chaussée et des trottoirs inclus dans la soumission 278502 ayant pour objet la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon.

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'autoriser une dépense de 494 984,26 $ afin d'assumer les coûts reliés à une partie des travaux de reconstruction de la chaussée et des trottoirs, inclus dans la soumission 278502, ayant pour objet la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de la chaussée et des trottoirs dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1141124001

Anie SAMSON
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2014

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n°		
114	4822017	

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DES OPÉRATIONS

SERVICES REQUERANT : 49-05 58-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 56126 55730
Soumission: 278502

INTITULE :

Sous-projet : 1261260340 *Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	924	0	0	0	924
SUBVENTION	924	0	0	0	924
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261260160 *Services Professionnels - Contrôle qualitatif - Conduite d'eau secondaire*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	13	0	0	0	13
SUBVENTION	13	0	0	0	13
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355730002 *Reconstruction de trottoirs*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	157	0	0	0	157
SUBVENTION		0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	157	0	0	0	0

Sous-projet : 1355730003 *Reconstruction de la chaussée*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	289	0	0	0	289
SUBVENTION		0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	289	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Lafontaine	514-872-3064	14 févr. 2014	1

,

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DES OPÉRATIONS

Dossier n°		
114	4822017	

SERVICE REQUERANT : 49-05
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 56126
Soumission: 278502

INTITULE :

Sous-projet : 1261260340 *Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	925	0	0	0	925
SUBVENTION	925	0	0	0	925
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261260160 *Services Professionnels - Contrôle qualitatif - Conduite d'eau secondaire*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	13	0	0	0	13
SUBVENTION	13	0	0	0	13
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet :	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	0	0	0	0	0
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet :	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	0	0	0	0	0
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Lafontaine	514-872-3064	14 févr. 2014	1

,

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n°		
114	4822017	

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DES OPÉRATIONS

SERVICE REQUERANT : 58-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 56126
Soumission: 278502

INTITULE :

Sous-projet : 1355730002 *Reconstruction de trottoirs*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	157	0	0	0	157
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	157	0	0	0	0

Sous-projet : 1355730003 *Reconstruction de la chaussée*	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	289	0	0	0	289
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	289	0	0	0	0

Sous-projet :	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET		0	0	0	0
SUBVENTION		0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet :	**2014**	**2015**	**2016**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET		0	0	0	0
SUBVENTION		0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Lafontaine	514-872-3064	14 févr. 2014	1

,

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	278502	DATE:
#GDD:	1144822017	DRM:	2785	2014/02/14
RESPONSABLE:	Robert Lafontaine	GROUPE:	28-03	
INTITULÉ DU PROJET:	Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon .Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.			

PROJET INVESTI: 56126 Desc et client-payeur: **49-05 DGSRE unité Nord**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences *info additionnelle*	Agglo (A) /Corpo (C)
1261260340	143037	924,758.20 $	954,137.50 $	71,061.19 $	86,739.77 $	C
1261260160	143038	12,909.88 $	0.00 $	14,312.06 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**937,668.08 $**	**954,137.50 $**	**85,373.25 $**	**86,739.77 $**	

PROJET INVESTI: 55730 Desc et client-payeur: **58-00 Arrondissement de Villeray-St-Michel-Parc-Extension**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1355730002	146424	156,946.91 $	156,553.98 $	17,439.35 $	14,232.18 $	C
1355730003	146426	289,542.90 $	282,251.46 $	38,739.47 $	25,659.22 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**446,489.80 $**	**438,805.44 $**	**56,178.83 $**	**39,891.40 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**1,384,157.88 $**	**1,392,942.95 $**	**141,552.08 $**	**126,631.18 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**1,534,495.03 $**		

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**278502**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**28-03**	**14/02/14**
INTITULÉ DU PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon .Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1,392,942.94 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	126,631.18 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		41,788.29 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		1,392.94 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		20,894.14 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		2,822.51 $	
Communication		3,482.36 $	
Gestion des impacts		12,536.49 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		2,385.34 $	
Surveillance environnementale des matériaux excavés		56,250.00 $	
	TOTAL À REPORTER	141,552.08	141,552.08 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1,534,495.02 $
Imputation (crédits)			1,384,157.88 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		66,731.68	133,129.70
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		150,337.14	

PLAN NUMÉRO:	2785-EGA-01 feuillet 1 de 1 2785-EGA-02 feuillet 2 de 2	CALCULÉ PAR ›	Robert Lafontaine

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261260340**	**SOUMISSION:**	**278502**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143037**	**GROUPE:**	**28-03**	**14/02/14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon.**			
ENTREPRENEUR ▸	**9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano)**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			954,137.50 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	86,739.77 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		28,624.13 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		954.14 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication		2,385.34 $	
Gestion des impacts		8,587.24 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		2,385.34 $	
Surveillance environnementale des matériaux excavés		28,125.00 $	
	TOTAL À REPORTER	71,061.19	71,061.19 $
Dépenses totales à autoriser			1,025,198.69 $
Imputation (crédits)			924,758.20 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		44,583.55	88,944.18
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		100,440.49	

PLAN NUMÉRO:	2785-EGA-01 feuillet 1 de 1 EGA-02 feuillet 2 de 2	2785-	CALCULÉ PAR ▸ Robert Lafontaine

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261260160**	**SOUMISSION:**	**278502**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143038**	**GROUPE:**	**28-03**	**14/02/14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon - SERV PROF AQ**			
ENTREPRENEUR ›	**Services Professionnels - Contrôle qualitatif - Conduite d'eau secondaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		14,312.06 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	14,312.06	14,312.06 $
Dépenses totales à autoriser			14,312.06 $
Imputation (crédits)			12,909.88 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	622.40	1,241.69
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	1,402.18	

PLAN NUMÉRO:	2785-EGA-01 feuillet 1 de 1 EGA-02 feuillet 2 de 2	2785-	CALCULÉ PAR › Robert Lafontaine

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355730002**	**SOUMISSION:**	**278502**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146424**	**GROUPE:**	**28-03**	**14/02/14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon.**			
ENTREPRENEUR ›	**9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano)**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			156,553.98 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	14,232.18 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		4,696.62 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		156.55 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		2,348.31 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication		391.38 $	
Gestion des impacts		1,408.99 $	
XXX			
Surveillance environnementale des matériaux excavés		8,437.50 $	
	TOTAL À REPORTER	17,439.35	17,439.35 $
Dépenses totales à autoriser			173,993.33 $
Imputation (crédits)			156,946.91 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		7,566.57	15,095.31
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		17,046.43	

PLAN NUMÉRO:	2785-EGA-01 feuillet 1 de 1 2785-EGA-02 feuillet 2 de 2	CALCULÉ PAR ›	Robert Lafontaine

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355730003**	**SOUMISSION:**	**278502**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146426**	**GROUPE:**	**28-03**	**41684**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon.**			
ENTREPRENEUR ▸	**9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano)**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			282,251.46 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	25,659.22 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		8,467.54 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		282.25 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		4,233.77 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		2,822.51 $	
Communication		705.63 $	
Gestion des impacts		2,540.26 $	
XXX			
Surveillance environnementale des matériaux excavés		19,687.50 $	
	TOTAL À REPORTER	38,739.47	38,739.47 $
Dépenses totales à autoriser			320,990.93 $
Imputation (crédits)			289,542.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13,959.16	27,848.53
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	31,448.04	

PLAN NUMÉRO:	2785-EGA-01 feuillet 1 de 1 2785-EGA-02 feuillet 2 de 2	CALCULÉ PAR ▸	Robert Lafontaine

Montréal

278502 – Rue Bloomfield

Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

TABLEAU A – PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

N°	LOCALISATION	OCCUPATION ET HEURES DE TRAVAIL PERMISES	CONDITIONS MINIMALES À RESPECTER CONCERNANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
1.	**Phase 1 :** Intersection de la rue Jean-Talon et l'avenue Bloomfield	**Travaux de remplacement d'aqueduc** - Travaux de fin de semaine - 9 m de 7 h 00 à 19 h 00	– Mettre la vitesse limite autorisée à 40 km/h dans les deux directions sur la rue; – Assurer, pendant les travaux, la présence d'au moins un (1) signaleur qualifié pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux. Au besoin, des signaleurs additionnels pourraient être exigés par la Ville de Montréal. **Travaux du côté nord à partir du centre de la rue** – Interdire le stationnement sur une distance de 40 m aux abords de l'aire de travail du côté sud; – Une flèche lumineuse par voie retranchée doit être installée pour signaler la fermeture de la direction ouest; – Installer un détour par l'avenue De L'Épée, Ogilvy et d'Outremont; – Maintenir, en tout temps, une voie de circulation d'au moins 3,4 m en direction est. **Travaux du côté sud à partir du centre de la rue** – Interdire le stationnement sur une distance de 40 m aux abords de l'aire de travail du côté nord; – Une flèche lumineuse doit être installée par perte de voie dans chaque direction sur la rue; – Aménager un double sens sécuritaire sur le côté nord de la rue Jean-Talon entre les avenues Querbes et d'Outremont; – Maintenir, en tout temps, une voie de circulation d'au moins 3,4 m par direction.
2.	**Phase 2 :** Avenue Bloomfield entre l'avenue Beaumont et la rue Jean-Talon	**Travaux de remplacement d'aqueduc** - 6 m de largeur par 100 m de longueur en tout temps	– Maintenir, en tout temps, tous les mouvements permis aux intersections; – Maintenir, en tout temps, une voie de circulation d'au moins 3,5 m; – Fermer l'avenue Bloomfield, en tout temps, excepté pour la circulation locale; – Interdire le stationnement des deux côtés le long et de part et d'autre de l'aire de travail; – Installer des détours par les avenues Querbes et d'Outremont.

Préparé par : Patrice Robert, ing.
Division de la planification intégrée et de la gestion des impacts
Direction des Transports, Ville de Montréal

Montréal

278502 – Rue Bloomfield

Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

TABLEAU A – PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

N°	LOCALISATION	OCCUPATION ET HEURES DE TRAVAIL PERMISES	CONDITIONS MINIMALES À RESPECTER CONCERNANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
3.	**Phase 3 :** Avenue Beaumont entre les avenues De L'Épée et Champagneur	**Travaux de remplacement d'aqueduc** - Travaux de fin de semaine - Fermeture de la direction ouest - 6,5 m de 7 h 00 à 18 h 00	– Mettre la vitesse limite autorisée à 40 km/h dans les deux directions sur la rue; – Interdire le stationnement sur une distance de 40 m aux abords de l'aire de travail du côté sud; – Assurer, pendant les travaux, la présence d'au moins un (1) signaleur qualifié pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux. Au besoin, des signaleurs additionnels pourraient être exigés par la Ville de Montréal; – Une flèche lumineuse doit être installée pour signaler la fermeture de la direction ouest; – Installer pour les véhicules allant vers ouest un détour par l'avenue Querbes; – Maintenir, en tout temps, une voie de circulation d'au moins 3,5 m en direction est.
4.	**Phase 4 :** Avenue Bloomfield entre l'avenue Beaumont et la rue Jean-Talon	**Travaux de construction de trottoirs** - 3 m en tout temps - 5 m de 7 h 00 à 18 h 00	– Maintenir, en tout temps, tous les mouvements permis aux intersections; – Faire les travaux de trottoir d'un côté de rue à la fois; – Maintenir, en tout temps, une voie de circulation d'au moins 3,5 m – Fermer l'avenue Bloomfield, en tout temps, excepté pour la circulation locale; – Interdire le stationnement des deux côtés de l'avenue Bloomfield; – Installer des détours par les avenues Querbes et d'Outremont.
5.	**Phase 5 :** Avenue Bloomfield entre l'avenue Beaumont et la rue Jean-Talon	**Travaux de reconstruction de l'infrastructure de la rue** - - Fermeture de la rue	– Installer des détours par les avenues Querbes et d'Outremont.
6.	**Phase 6** Avenue Bloomfield entre l'avenue Beaumont et la rue Jean-Talon	**Travaux de pavage final** - - Fermeture de la rue	– Interdire le stationnement des deux côtés de l'avenue Bloomfield; – Installer des détours par les avenues Querbes et d'Outremont.

Préparé par : Patrice Robert, ing.
Division de la planification intégrée et de la gestion des impacts
Direction des Transports, Ville de Montréal

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0182

Québec, le 22 août 2013

9045-6823 Québec inc.
À l'attention de : Monsieur Tonino Damiano
11560 boul. de la Rivière-des-Prairies
Montréal (Québec) H1C 1P9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à 9045-6823 Québec inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0182 n° d'identification de l'Autorité : 2700027379

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES PAYSAGISTES DAMIANO, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). 9045-6823 Québec inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 août 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

Service des infrastructure, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures

RÉSULTATS DE SOUMISSION AO # **278502**
Date de publication: **1/6/2014**
Date d'ouverture : **2/5/2014**

GDD: 1144822017

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT												
				Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délais de la soumission insuffisants	Période de soumission ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécialisations demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	*En attente de l'AMF*	AUCUNE RÉPONSE
1	9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano)	X														
2	Bentech Construction inc.		X													X
3	Charex		X													X
4	Construction DJL inc.		X				**AMF non reçu**									
5	Construction S. Forget inc.		X													X
6	Constructions Calteq inc.		X												X	
7	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.		X													X
8	Entreprises Bucaro inc.	X														
9	Entreprises C.R. Ménard inc.	X														
10	Groupe Hexagone s.e.c.	X														
11	Le Groupe Vespo inc.	X														
12	Groupe Triforce inc.		X													X
13	L'écuyer&Fils Ltée		X	X												
14	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.		X													X
15	Les Entreprises Claude Chagnon inc.	X														
16	Les Entreprises Michaudville inc.	X														
17	Les Entreprises Ventec inc.	X														
18	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X														
19	Les Pavages D'Amour inc.	X														
20	Ramcor construction inc.	X														
21	Roxboro Excavation inc.		X													X
22	Super Excavation inc.		X													X
23	Pavage Chenail	X														
		12	11	23	***11***	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	8
		52%	**48%**	**100%**	***100%***	**9%**	**0%**	**0%**	**9%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**9%**	**73%**

Montréal

RÉSULTATS DE SOUMISSION

SOUMISSION NO:	**278501**
ANNONCE NO:	22
DATE D'OUVERTURE:	2013-08-14
DÉCRET:	482-2013

DATE DE L'ANNONCE: 2013-07-22

TITRE:

Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de la rue Beaumont à la rue Jean-Talon.
Arrondissement: Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

PRÉPARÉ PAR: Maijda Tabit

DATE DE TRAITEMENT: 2013-08-21

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES ***conditionnel à l'obtention de l'autorisation de l'AMF**	**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Les Excavations Super inc. (Licence RBQ # 1473-5732-44) (Attestation Revenu Québec délivrée le 6 août 2013)	1 299 358,81 $	129 935,88 $	1 429 294,69 $
2	Groupe Hexagone, s.e.c.	1 310 887,46 $	131 088,75 $	1 441 976,21 $
3	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 387 983,95 $	138 798,39 $	1 526 782,34 $
4	Pavages D'Amour inc.	1 678 635,00 $	167 863,50 $	1 846 498,50 $
5	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1 706 729,15 $	170 672,91 $	1 877 402,06 $
Estimation des professionnels internes ($)		1 064 785,45 $	106 478,55 $	**1 171 264,00 $**
Coût moyen des soumissions reçues ($)				**1 624 390,76 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				**13,6%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)**	**448 107,37 $**
			(%)	**31,4%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)**	**258 030,69 $**
			(%)	**22,0%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)**	**12 681,52 $**
			(%)	**0,9%**

**** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, attestation Revenu Québec, licence RBQ...).***

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

Veuillez prendre note que le montant de la soumission des Excavations Super inc. a été corrigé suite à une erreur de calcul des travaux contingents pour les deux sous-projets 1222261260340 et 1355730003. Le montant total est passé de 1426 420,88$ à 1 429 294,69$.

Caution Conforme

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Consulter un avis

Numéro : 278501
Numéro de référence : 647219
Statut : Annulé
Titre : Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'av. Bloomfield, de la rue Beaumont à la rue Jean-Talon

Vous pourriez avoir accès à plusieurs autres renseignements liés à l'avis en devenant un abonné du secteur Constructo.

Information

Raison de l'annulation :	Aucune soumission retenue
Date de l'annulation	2013-12-09 17 h 02
Date de publication :	2013-07-18
Titre de l'avis :	Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'av. Bloomfield, de la rue Beaumont à la rue Jean-Talon
Type de l'avis :	Avis d'appel d'offres
Nature du contrat :	Travaux de construction
Date limite de réception des offres :	2013-08-14 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Région(s) de livraison :	Montréal
Accord(s) applicable(s) :	Accord sur le commerce intérieur, Accord Québec-Ontario

Information sur l'organisme public

Organisme :	**Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Classifications et catégorie

Classifications

- 72101703 Construction de trottoirs ou de bordures
- 72131700 Construction d'infrastructures ou d'ouvrages de génie civil

Catégorie

- C02 Ouvrages de génie civil

Conditions et critères d'admissibilité

- Le fournisseur doit posséder le document normatif de l'organisation. Ce document est accessible via l'avis SEAO 694715.

Les documents légaux exigés dans les cahiers des charges se retrouvent dans le document normatif #627134 (formulaires exécutables).

Description

Appel d'offres

VILLE DE MONTRÉAL

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a pris connaissance du dossier. Compte tenu que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est inférieur à 10% et qu'il est favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renu MATHEW
Ingénieure
Tél : (514) 872-5629

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-19

Marc RICARD
Chef de division
Tél : (514) 872-0264
Division : Division gestion de projets et économie de la construction

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts pour les travaux sont assumés à 67,74 % par le budget de la DGSRE. Cette dépense sera assumée par la Ville Centrale (DGSRE – Service de l'eau) et elle est admissible au programme de subvention de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). Elle est prévue au programme triennal d'immobilisation PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

Avenue Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon

La conduite d'égout existante dans l'avenue Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon est en brique et a été installée en 1913. Cette conduite est en bon état, elle ne présentait pas d'anomalies structurales importantes (sa cote de condition structurale CIS=1) lors de l'inspection télévisée.

La conduite d'aqueduc secondaire est en fonte grise et a été installée en 1926. Cette conduite a atteint sa durée de vie utile de plus elle possède des joints en plomb et des entrées de service en plomb.

La reconstruction de la conduite d'aqueduc est justifiée par la reconstruction de la chaussée. En effet, des bris risquent de survenir pendant et/ou après les travaux de reconstruction complète de la chaussée.

Aqueduc

Conduite existante en fonte grise : 200 mm de diamètre; 300 m de longueur

Conduite proposée en fonte ductile : 200 mm de diamètre; 305 m de longueur

Ces travaux seront réalisés en 2014. La Direction des infrastructures, agissant en tant qu'exécutant du projet, devra tenir la DGSRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. La Direction des infrastructures devra également transmettre les décomptes progressifs au fur et à mesure de l'exécution des travaux**.** À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

Code des travaux: aqREMPL, egREMPL

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu-Pierre LABERGE
Chef de -Division
Tél : (514) 855-6216

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-04

Dominique DEVEAU
Directrice D.G.S.R.E
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 1 039 510,75 $ taxes incluses soit un coût net de 937 668,08 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 937 668,08 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	938
Subvention	938
Emprunt net	0

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation corpo :

Projet : 56126 Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc Extension - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261260340 Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 143037
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total

925	0	0	0	925

Projet : 56126 Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc Extension - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261260160 Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 143038
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
13	0	0	0	13

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Imputation
Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.143037.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56126	143037	1261260340	924 758,20 $	954 137,50 $	1 025 198,69 $

Bloomfield, de Beaumont à Jean-Talon - serv prof AQ
6130. 7713024.802705.04121.54301.000000.0000.143038.070003.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
56126	143038	1261260160	12 909,88 $	0$	14 312,06 $

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	937 668,08 $	954 137,50 $	1 039 510,75 $

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André PANI
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4880

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-28

Claude BÉDARD
C/S adm et plan d affaires - eau

Tél : 514 280-4267
Division : Section Finances - Arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1144822017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (Les Paysagistes Damiano), pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon. Arrondissement: Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 1 534 495,03 $ (contrat: 1 392 942,95 $ + incidences: 141 552.08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278502 - 12 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- d'autoriser une dépense de 1 039 510,75$, taxes incluses, soit 67,74 % du coût total du contrat, pour la reconstruction d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, dans l'avenue Bloomfield, de l'avenue Beaumont à la rue Jean-Talon, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents.

Information comptable

Un engagement de gestion **no CC44822017** au montant de **937 668.08 $** a été pris au compte suivant :

6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipa**l aux comptes suivants:

6130.7713024.802705.04121.57201.000000.0000.143037.000000.13020.00000 924 758.20 $

6130.7713024.802705.04121.54301.000000.0000.143038.070003.13020.00000 12 909.88 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis RAYMOND
Agent comptable
Tél : 514-872-8533

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-06

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances
Tél : 514-872-5832
Division : Direction Opérations budgétaires et comptables
P.S. Corporatif

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

Considérant que les citoyens LaSallois sont en droit d'avoir des infrastructures routières sécuritaires et de bonne qualité;

Considérant que cet appel d'offres fait partie d'un décret adopté en lien avec la Loi 1;

Considérant que le plus bas soumissionnaire possède une licence conforme de la Régie du bâtiment;

Considérant que le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissible aux contrats publics (RENA);

Considérant qu'une clause administrative protège la Ville si la situation juridique de l'adjudicataire est modifiée pendant les travaux;

Nous recommandons:

D'autoriser une dépense de 134 466,72 $, taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 7,91 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction d'aqueduc, d'égout unitaire 3^{ième} Avenue (Appel d'offres public 311744).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement LaSalle.

Le tout conditionnel à l'octroi du contrat par le conseil municipal.

De recommander au conseil municipal :

1- D'autoriser une dépense de 1 564 633,06 $ taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 92,09 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction d'aqueduc, d'égout unitaire 3^{ième} Avenue (Appel d'offres public 311744).

2- D'accorder à la compagnie Les Pavages Chenail Inc. le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission soit 1 649 099,78 $, conformément aux plans et aux cahiers des charges préparés pour ce contrat.

3- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Marc MORIN **Le** 2014-03-31 08:37

Signataire : Marc MORIN

_____

Directeur d'arrondissement
LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement

LaSalle Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 avril 2014	Résolution: CA14 20 0181

Contrat à Les Pavages Chenail - travaux de voirie - égout et aqueduc sur la 3e Avenue

Considérant que les citoyens LaSallois sont en droit d'avoir des infrastructures routières sécuritaires et de bonne qualité;

Considérant que cet appel d'offres fait partie d'un décret adopté en lien avec la Loi 1;

Considérant que le plus bas soumissionnaire possède une licence conforme de la Régie du bâtiment;

Considérant que le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissible aux contrats publics (RENA);

Considérant qu'une clause administrative protège la Ville si la situation juridique de l'adjudicataire est modifiée pendant les travaux;

Il est proposé par le conseiller Richard Deschamps

appuyé par la conseillère Nancy Blanchet

et résolu :

D'autoriser une dépense de 134 466,72 $, taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 7,91 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout unitaire dans la 3e Avenue (Appel d'offres public 311744).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement LaSalle.

Le tout conditionnel à l'octroi du contrat par le conseil municipal.

De recommander au conseil municipal :

1- D'autoriser une dépense de 1 564 633,06 $ taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 92,09 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction d'aqueduc, d'égout unitaire 3e Avenue (Appel d'offres public 311744).

2- D'accorder à la compagnie Les Pavages Chenail Inc. le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission soit 1 649 099,78 $, conformément aux plans et aux cahiers des charges préparés pour ce contrat.

3- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1146152008

Manon BARBE
_____
Mairesse d'arrondissement

Hellen DIONNE
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 avril 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1146152008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme de remise à niveau de ses infrastructures d'égout et d'aqueduc, l'arrondissement a ciblé la 3ième Avenue. Ces travaux correspondent aux critères de subvention du ministère. Des inspections télévisées des conduites d'égout ont validé son mauvais état.

Les travaux de reconstruction des conduites d'égout et d'aqueduc s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres a été publié le 18 janvier 2014 pour des travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3ième Avenue dans l'arrondissement de LaSalle dans le quotidien La Presse ainsi que le 17 janvier 2014 sur le site électronique du SEAO. Un délai de 24 jours calendrier a été accordé aux soumissionnaires pour déposer une soumission. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 février 2014, à 10 h 30. Les soumissions sont valides 120 jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 20 0108– 4 février 2013 - D'adopter le règlement LAS-0079 intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 6 546 000 $ pour des travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement " sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Sommairement, les travaux sur la 3ième Avenue consistent :

2014-2015 :
· remplacement d'un égout combiné (± 465 mètres linéaires) ;
· remplacement de l'aqueduc (± 485 mètres linéaires) ;
· reconstruction de la chaussée (± 4 420 mètres carrés) ;
· reconstruction de sections de trottoirs de béton (± 1 350 mètres carrés) ;
· travaux d'aménagement à l'arrière du trottoir;
· pavage de la 2ième couche en 2015.

Dans le présent cas, un certificat d'autorisation du MDDEP ne sera pas émis. En effet, les modifications du règlement sur l'application de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement entrées en vigueur le 17 novembre 2011 stipulent que les travaux suivants sont soustraits à l'application de l'article 32 de la loi sur la qualité de l'environnement dans les cas suivants :

· *Remplacement de conduites d'égout par des conduites dont la capacité hydraulique ou le diamètre peut être différent à la condition que les travaux ne soient pas susceptibles d'augmenter la fréquence ou le volume des débordements dans l'un des ouvrages de sur verse du réseau d'égout ;*
· *La reconstruction de regards ou de puisards sur un réseau d'égout existant ;*
· *La reconstruction de conduites d'eau potable.*

Les travaux inclus dans l'appel d'offres respectent ces conditions étant donné que le développement domiciliaire desservi par le réseau de la 3ième Avenue ne peut être développé et le débit n'est pas augmenté par les présents travaux. De plus, aucun nouveau réseau d'égout ou d'aqueduc n'est ajouté sur cette rue.

Vingt-deux (22) firmes travaillant dans le domaine de construction ont pris possession des documents d'appel d'offres (voir liste en pièce jointe) et sept (7) ont déposé une soumission.

Des contingences sont prévues afin de couvrir les imprévus des travaux. Dans le cadre de la reconstruction de la 3ième Avenue entre le boul. LaSalle et la rue Centrale, le montant total des contingences des deux phases est de 107 885,03 $ (taxes incluses) correspondant à 7 % du coût des travaux.

Un montant de 50 000 $, taxes incluses, sera ajouté aux dépenses des travaux de la reconstruction de la 3ième Avenue entre le boul. LaSalle et la rue Centrale. Ces dépenses incidentes peuvent comprendre des dépenses en matière d'éventuels travaux effectués par des tiers, le dépôt de matériaux contaminés ainsi que le contrôle qualitatif d'un laboratoire pendant les travaux.

Le tronçon d'égout de la 3ième Avenue entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale a été inspecté à l'aide d'une caméra conventionnelle. Suite à l'analyse des inspections et des rapports remis à la Ville, la technique de reconstruction a été recommandée étant donné la forte dégradation des conduites et la dimension des conduites existantes soit 225 mm et 300 mm. La technique de réhabilitation ne peut être utilisée dans ce cas. Les tronçons sélectionnés ont une cote structurale élevée soit 4 et 5 et correspondent aux critères d'admissibilité au programme de la TECQ. La conduite d'aqueduc entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale doit être également reconstruite étant donné sa profondeur et sa localisation. Les travaux de reconstruction d'égout provoquent son remplacement. De plus, étant donné que la conduite existante est en fonte grise et avec joints de plomb et la présence d'entrées de service en plomb, il est recommandé de la remplacer

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les

écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation faite à l'interne et le montant de l'octroi:

RÉSULTATS DE SOUMISSION		**(taxes incluses)**		
Firmes soumissionnaires		**Prix**	**Contingences**	**Total**
1	Les Pavages Chenail Inc.	1 541 214,75 $	107 885,03 $	1 649 099,78 $
2	Sintra Inc. (region Rive-Sud).	1 774 146,93 $	124 190,28 $	1 898 337,21 $
3	Les Entreprises de construction Ventec Inc.	1 857 333,80 $	130 013,36 $	1 987 347,17 $
4	Pavages D'Amour Inc.	2 184 525,00 $	152 916,75 $	2 337 441,75 $
5	Entreprises C.R. Ménard Inc.	2 304 011,49 $	161 280,80 $	2 465 292,30 $
6	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc	2 424 441,03 $	169 710,87 $	2 594 151,91 $
7	Les Entreprises Michaudville Inc.	2 285 327,10 $	159 972,89 $	2 445 299,99 $
Estimation des travaux (internes) ($)		1 832 543,41 $	128 278,04 $	1 960 821,45 $
Coût moyen des soumissions reçues			2 196 710,02 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			33,21%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			796 200,21 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			48,28 %	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($)			(311 721,67 $)	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%)			(15,90 %)	
Écart entre la 2^{e} plus basse et la plus basse ($)			249 237,43 $	
Écart entre la 2^{e} plus basse et la plus basse (%)			15,11%	

EXPLICATION DES ÉCARTS

Suite à l'ouverture de soumissions, nous avons comparé notre estimation à celle de l'adjudicataire et nous constatons que le montant de la plus basse soumission conforme est de 15,90 % inférieure au montant de l'estimation, donc une économie pour la Ville.

Les plus grands écarts entre l'estimation des travaux et la plus basse soumission conforme sont :

· La fourniture et la pose de conduites d'égout et tous ses équipements : 24% plus bas
· La fourniture et pose de la fondation et du pavage : 22% plus bas
· Les autres items sont différents de notre estimation de moins de 5%.

L'appel d'offres fait partie des contrats visés par un décret adopté en lien avec la Loi, 1. Les Pavages Chenail inc. a reçu une autorisation de conclure un contrat public par l'AMF le 16 avril 2013 et l'autorisation est valide pour une durée de trois ans soit jusqu'au 16 avril 2016. Le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Les Pavages Chenail Inc., le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges.

JUSTIFICATION

Le projet de reconstruction de la 3ième Avenue fait partie de la programmation 2014 de la DGSRE et les budgets proviendront de l'enveloppe PTI 2013-2015 et seront priorisés au PTI 2014-2016 pour les portions 2014 et 2015.

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc, d'égout et de voirie de la 3ième Avenue pour la DGSRE s'élèvent à 1 514 633,06 $ (taxes incluses) et majorés de 50 000 $ (taxes incluses) pour des frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels des interventions requises par des utilités publiques, des frais de dépôt de matériaux contaminés, des frais de laboratoire, etc. Ces travaux seront assumés en partie par l'arrondissement de LaSalle (7,91 %) et en partie par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (92.09 %) selon les compétences de chacun; la répartition des coûts est détaillée dans le tableau mis en pièce jointe. Les frais incidents seront assumés entièrement par la DGSRE parce qu'ils concernent exclusivement les travaux reliés au réseau d'égout et d'aqueduc.

Des contingences sont prévues afin de couvrir les imprévus des travaux. Dans le cadre de la reconstruction de la 3ième Avenue, le montant total des contingences assumées par la DGSRE est de 90 638,78 $ (taxes incluses).

Les coûts assumés par le central se résument aux travaux d'égout, d'aqueduc, de la totalité de la voirie étant donné sa largeur de la rue versus la largeur de la tranchée pour le remplacement des conduites, de l'aménagement situé au-dessus des conduites à remplacer et l'abattage des arbres au-dessus des entrées de service à remplacer. L'arrondissement de LaSalle assume une partie des trottoirs ainsi que la réfection des terrains à l'arrière des trottoirs. Les travaux seront réalisés en 2014, à l'exception d'une deuxième couche de pavage à réaliser en 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents coûts seront répartis tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous (taxes incluses) :

	TRAVAUX 2014		
Travaux	**Arrondissement de LaSalle**	**DGSRE**	**Total**
Aqueduc :	0,00 $	703 645,49 $	703 645,49 $
Égout :	0,00 $	748 367,19 $	748 367,19 $
Voirie :	134 466,72 $	Inclus Ég. & Aq.	134 466,72 $
Total :	134 466,72 $	1 452 012,68 $	1 586 479,40 $
Frais incidents :	0,00 $	40 000 $	40 000 $
Grand Total :	134 466,72 $	1 492 012,68 $	1 626 479,40 $
	TRAVAUX 2015		

Travaux	Arrondissement de LaSalle	DGSRE	Total
Aqueduc :	0,00 $	31 300,58 $	31 300,58 $
Égout :	0,00 $	31 319,80 $	31 319,80 $
Voirie :	0,00 $	Inclus Ég. & Aq	0,00 $
Total :	0,00 $	62 620,38 $	62 620,38 $
Frais incidents :	0,00 $	10 000 $	10 000 $
Grand Total :	0,00 $	72 620,38 $	72 620,38 $

Frais incidents :	0,00 $	50 000 $	50 000 $
Grand Total :	134 466,72 $	1 564 633,06 $	1 699 099,78 $
Pourcentage global :	7,91 %	92,09 %	100,0 %
Grand total taxes nettes :	121 292,79 $	1 411 343,24 $	1 532 636,03 $

La répartition entre l'arrondissement et la DGSRE est la suivante :

Arrondissement de LaSalle (7,91%)

PROVENANCE :
Règlement LAS-0079

IMPUTATION LASALLE:

Le règlement d'emprunt LAS-0079 a été approuvé par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le 5 mars 2013.
Projet investi: 55700
Sous-projet: 14-55700

Imputer la dépense telle que ci-dessous:
Crédits (montant net de taxes) Contrat
121 292,78 $ 134 466,72 $

6412.1213079.800450.03103.57201.000000.0000.148236.000000.17025.00000

Les fonds sont réservés par la **DA 311744**.

Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (92,09%)

La dépense de 1 564 633.06 $ taxes incluses soit un coût net de 1 411 343.25 $ lorsque diminuée de la ristourne fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 pour la portion 2014 et est priorisée au PTI 2015-2017 pour la portion 2015 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 411 343.25 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettent de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· Renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· Diminuer les pertes d'eau au réseau d'aqueduc.

Les travaux projetés auront un impact certain sur la qualité d'approvisionnement en eau de ce secteur (débit et pression) ainsi que sur les besoins récurrents d'intervention pour l'entretien ou les réparations des conduites d'égout et de l'aqueduc par les Services techniques. De plus, l'arrondissement s'assure de ne plus avoir à intervenir de façon urgente et non planifiée sur les conduites de ce secteur, ce qui rend également possible la reconstruction complète de la chaussée sans craindre de devoir revenir éventrer cette rue à court terme pour procéder aux réparations ou remplacements de services éventuels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les travaux sont refusés, il y aura des impacts sur le coût d'entretien du réseau d'égout de la rue. De plus, il y aura une forte possibilité de réclamation de la part des citoyens lors de fortes pluies dû au mauvais état de la conduite d'égout. Un report dans le temps pourrait également provoqué des coûts supplémentaires car une firme d'ingénieure devra être engagée par la Ville afin d'effectuer la surveillance des travaux étant donné la surcharge de travail à l'automne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera planifié par l'arrondissement de LaSalle afin d'informer les citoyens du déroulement des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat CM : 26 mai 2014
Début des travaux: début juin 2014
Fin des travaux : début septembre 2015

Début: 2014-05-01 **Fin:** 2015-09-01

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Kathy DAVID)

Avis favorable avec commentaires :
LaSalle , Direction des services administratifs (Louise POITRAS-TOUCHETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
LaSalle , Direction des services administratifs (Luce DOYON)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christianne CYRENNE
Chef de division développement et soutien technique

Tél : 514-367-6000 p6760
Télécop. : 514 367-5763

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-04

Benoit G GAUTHIER
Directeur Travaux publics

Tél : 514-367-6000 poste 6700
Télécop. : 514-367-6602

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

Analyse de soumission E.A.13-1531.pdf

Ouverture de soumission E.A.13-1531.pdf

Liste SÉAO-E.A.13-1531.pdf

Lettre AMF_PAVAGES CHENAIL_ E.A.13-1531.pdf

Désistements soumission 311744 3e avenue.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christianne CYRENNE
Chef de division développement et soutien technique

Tél : 514-367-6000 p6760
Télécop. : 514 367-5763

LaSalle
Montréal

ANALYSE DES SOUMISSIONS

APPELS D'OFFRES SUR INVITATION ET PUBLICS (construction)

N° DE SOUMISSION : 311744

N° DE CONTRAT : E.A. 13-1531

TRAVAUX : TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3ième AVENUE ENTRE LE BOUL. LASALLE ET LA RUE CENTRALE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE

ESTIMÉ À : 1 960 821,45 $

IMPUTATION BUDGÉTAIRE :

SOUMISSIONNAIRES	LES PAVAGES CHENAIL INC.	SINTRA INC. (RIVE SUD)	LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	PAVAGES D'AMOUR INC.
TOTAL SOUMISSION (avec taxes)	1 649 099,78 $	1 898 337,21 $	1 987 347,17 $	2 337 441,75 $
PAGE SOMMAIRE SIGNÉE	C	C	C	C
QUESTIONNAIRE DE SOUMISSION (formulaire no 4)	C	C	C	C
CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION (120 JOURS) OU CHÈQUE VISÉ (10 %)	C	C	C	C
LETTRE D'ENGAGEMENT (si cautionnement de soumission)	C	C	C	C
ATTESTATION DU MINISTÈRE DU REVENU (construction 25000$ et plus)	C	C	C	C
AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE (formulaire no 8)	NC	NC	NC	C
LETTRE RÉSOLUTION	C	C	C	C
LICENCE D'ENTREPRENEUR	C	C	C	C
CONFORMITÉ RENA	C	C	C	C
CONFORMITÉ LOI 35	C	C	C	C
CONFORMITÉ AMF (applicable ou non applicable)	C	C	C	C
OPTION DE RENOUVELLEMENT (s'il y a lieu) (applicable ou non applicable)				
LISTE DES CONTRATS SEMBLABLES	C	C	NC	C
CONFORMITÉ	C	C	NC	C
RECOMMANDATIONS				

Légende : C = conforme NC = non-conforme AB = absent FM = formule maison NA = non applicable

Ces informations sont OBLIGATOIRES pour la conformité d'une soumission.

Vérifié par : Said Zenia Date : 19-févr-14

Approuvé par : Date : 24/02/2014

LaSalle
Montréal

OUVERTURE DE SOUMISSIONS
APPEL D'OFFRES PUBLIC

Procès-verbal de l'ouverture des soumissions, lundi le 10 février 2014 à 10h30.

Présence: **Luce Doyon**, agente d'approvisionnement
Marie-Milie Parent, préposée à l'approvisionnement
Madeleine Cyr, agente de bureau
Jo-Anne C. Lalonde, technicienne arpentage et génie
Mohamed Said Zenia, technicien arpentage et génie
Benjamin Muhinzi, agent technique en ingénierie mun.

vingt-deux (22) preneurs de cahiers de charges

sept (7) soumissionnaires présents

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3E AVENUE ENTRE LE BOUL. LASALLE ET LA RUE CENTRALE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE

CONTRAT E.A. 13-1531
SOUMISSION NO : 311744

Les Pavages Chenail Inc..	1 649 099.78 $ (cautionnement de 10%)
Sintra Inc. (Région Rive-Sud)	1 898 337.21 $ (cautionnement de 10%)
Les Entreprises de Construction Ventec Inc.	1 987 347.17 $ (cautionnement de 10%)
Pavages D'Amour Inc.	2 337 441.75 $ (cautionnement de 10%)
Entreprises C. & R. Ménard Inc.	2 374 811,14 $ (cautionnement de 10%)
Les Entreprises Michaudville Inc.	2 445 299.99 $ (cautionnement de 10%)
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc.	2 597 104.46 $ (cautionnement de 10%)

Le 14 février 2014

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 311744
Numéro de référence : 717579
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : 311744-TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Cyvex Inc 300, rue Longpré, bureau 310 Saint-Jérôme, QC, J7Y 3B9 http://cyvex@bellnet.ca	Madame Caroline Bigras Téléphone : 450 431-3332 Télécopieur : 450 431-3747	**Commande : (727641)** 2014-01-20 8 h 57 **Transmission :** 2014-01-20 11 h 48	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction DJL Inc. (Montréal) 6200 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E 1B3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur : 514 769-2784	**Commande : (729488)** 2014-01-22 16 h 12 **Transmission :** 2014-01-22 16 h 12	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction GC-Merineau ltée 2481, Dollard Montréal, QC, H8N 1S2	Monsieur Joe Ciconte Téléphone : 514 768-0222 Télécopieur : 514 768-7450	**Commande : (729560)** 2014-01-23 6 h 46 **Transmission :** 2014-01-23 6 h 46	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 15 h 06 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Marguerite Fluet Téléphone : 514 370-8303	**Commande : (729329)** 2014-01-22 13 h 34 **Transmission :** 2014-01-22 13 h 34	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE

		Télécopieur : 450 681-7070		VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction S. Forget inc 3304 avenue Francis Hughes, suite 200 Laval, QC, H7L5A7	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 933-3050 Télécopieur : 450 933-3886	**Commande : (727667)** 2014-01-20 9 h 15 **Transmission :** 2014-01-20 13 h 25	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-04 9 h 44 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-06 10 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.holcim.ca	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (729785)** 2014-01-23 10 h 45 **Transmission :** 2014-01-23 13 h 49	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 35 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Entreprises Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (729238)** 2014-01-22 11 h 43 **Transmission :** 2014-01-22 16 h 55	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Entreprises C.R. Ménard Inc. 2711 rue Papineau Longueuil, QC, J4K 3M6	Monsieur Sylvain Amyot Téléphone : 450 679-3131 Télécopieur : 450 679-0421	**Commande : (727467)** 2014-01-17 16 h **Transmission :** 2014-01-20 7 h 28	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 35 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Groupe Hexagone, s.e.c.. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5	Madame Line Proulx Téléphone : 450 781-3510 Télécopieur : 450 781-3567	**Commande : (727747)** 2014-01-20 9 h 52 **Transmission :** 2014-01-20 14 h 57	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 35 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Triforce inc 89 Morane Laval, QC, H7M 1r5	Madame Stella Mergl Téléphone : 514 337-4747 Télécopieur : 514 488-5258	**Commande : (729364)** 2014-01-22 14 h 06 **Transmission :** 2014-01-22 18 h 09	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (728113)** 2014-01-20 15 h 23 **Transmission :** 2014-01-20 15 h 23	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (727695)** 2014-01-20 9 h 32 **Transmission :** 2014-01-20 13 h 53	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Joseph Battista Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (729299)** 2014-01-22 13 h 09 **Transmission :** 2014-01-22 13 h 09	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE

				2014-02-05 15 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (727729)** 2014-01-20 9 h 44 **Transmission :** 2014-01-20 14 h 44	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (728886)** 2014-01-21 16 h 49 **Transmission :** 2014-01-22 7 h 35	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (733826)** 2014-01-31 16 h 05 **Transmission :** 2014-01-31 22 h 23	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 35 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-2601	**Commande : (730324)** 2014-01-24 9 h 22 **Transmission :** 2014-01-24 10 h 34	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 35 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages D'Amour Inc.	Madame	**Commande : (727959)**	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE,

	1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	2014-01-20 13 h 06 **Transmission :** 2014-01-20 18 h 37	ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-04 11 h 17 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (729390)** 2014-01-22 14 h 26 **Transmission :** 2014-01-22 14 h 26	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (727649)** 2014-01-20 9 h 06 **Transmission :** 2014-01-20 9 h 06	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sintra Inc. Saint-Isidore 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore, QC, J0L 2A0 http://www.sintra.ca	Madame Jocelyne Hamel Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (727770)** 2014-01-20 10 h 02 **Transmission :** 2014-01-20 15 h 35	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 33 - Courriel 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE LASALLE 2014-02-05 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Franco Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (727761)** 2014-01-20 9 h 58 **Transmission :** 2014-01-20 15 h 34	2284197 - 311744 - ADD1 - TR. VOIRIE, ÉGOUT ET AQUEDUC 3e AVENUE DE L'ARR. LASALLE 2014-02-03 14 h 34 - Télécopie 2285174 - 311744 - ADD2 - TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3e AVENUE DE L'ARROND. DE

LASALLE
2014-02-05 15 h 24 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2014 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0030

Québec, le 16 avril 2013

Les Pavages Chenail inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Varin
104, boul. Saint-Rémi
Saint-Rémi (Québec) J0L 2L0

Objet :Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Pavages Chenail inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0030 n° d'identification de l'Autorité : 2700004376

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous Chenail, une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Pavages Chenail inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC SUR LA 3E AVENUE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE
CONTRAT E.A.13-1531 / SOUMISSION 311744 / RÉFÉRENCE SÉAO 717579

NOM DE L'ENTREPRENEUR	NO. DE TÉLÉPHONE	MOTIF DE DÉSISTEMENT
Construction Cyvex Inc. (Caroline Bigras)	450-431-3332	En attente de l'Autorité des Marchés Financiers
Construction DJL Inc. (Ghislaine Dujmovic)	514-766-2550	Donner prix en sous-traitance
Construction GC-Merineau ltée (Joe Ciconte)	514-768-0222	En attente de l'Autorité des Marchés Financiers
Construction G-nesis inc. (Marguerite Fluet)	514-370-8303	Calendrier trop chargé
Construction S. Forget inc. (Stéphane Forget)	450-933-3050	Pas de retour
Denis Construction (Julie Boudreault)	450-629-3533	Manque de temps pour soumissionner
Entreprises Bucaro Inc. (Andrea Bucaro)	514-325-7729	Manque de temps pour soumissionner
Groupe Hexagone, s.e.c. (Line Proulx)	450-781-3510	Calendrier trop chargé
Groupe Triforce inc. (Stella Mergl)	514-337-4747	Pas de retour
L'écuyer & Fils Ltée (David Guay)	450-454-3928	Fournisseur de puisards, ne soumissionnent jamais
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. (Richard Morin)	514-327-5454	Manque de temps pour soumissionner
Les Entreprises Canbec Construction (Joseph Battista)	514-481-1226	Manque de temps pour soumissionner
Les entreprises Claude Chagnon (Laetitia Carnevale)	450-773-5515	Manque de temps pour soumissionner
Roxboro Excavation INC. (Yvon Théoret)	514-631-1888	Pas de retour
Super Excavation Inc. (Franco Cappello)	514-488-6883	En attente de l'Autorité des Marchés Financiers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout unitaire sur la 3^{e} Avenue entre le boul. LaSalle et la rue Centrale représentent un montant net de 1 411 343,25 $ lorsque diminué de la ristourne fédérale et provinciale. Ce montant est prévu au PTI 2014-2016 pour la portion 2014 et est priorisé au PTI 2015-2017 pour la portion 2015 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. Ce montant sera assumé à 100 % par la Ville centrale.

Ces travaux seront réalisés en 2014 et 2015 tels que définis dans le sommaire décisionnel. L'arrondissement de LaSalle devra tenir la DGSRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'arrondissement de LaSalle devra également transmettre les décomptes progressifs au fur et à mesure de l'exécution des travaux**.** À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

3^{e} Avenue, entre boul. LaSalle et la rue Centrale

La reconstruction de la conduite d'égout existante en grès datant de 1959 est requise due à une mauvaise condition structurale (CIS:5).

Égout existant:
-Diamètre(s) et matériau : 225; 300; 375 et 450 mm en grès -Longueur: environ 602 m.l. (conduites doubles à certains endroits)

Égout proposé:
-Diamètre(s) et matériau: 450 et ,525 mm en béton armé de classe IV -Longueur: 465 m.l.

La conduite d'aqueduc est en fonte grise et date de 1959. Cette conduite possède des joints en plomb et des entrées de services en plomb. La reconstruction de cette conduite est justifiée puisqu'elle est dans la même tranchée que la conduite d'égout unitaire.

Aqueduc existant:
-Diamètre et matériau:150 mm en fonte grise -Longueur: environ 485 m.l.

Aqueduc proposé:
-Diamètre et matériau: 150 mm en PVC DR-18 -Longueur: environ 484 m.l.

Code des travaux: aqREMPL, egREMPL

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kathy DAVID
Chef de division - Unité sud
Tél : 514 868-5988

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Dominique DEVEAU
Directrice de la DGSRE
Tél : 514 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 1 564 633.06 $ taxes incluses soit un coût net de 1 411 343.25 $ lorsque diminuée de la ristourne fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 pour la portion 2014 et est priorisée au PTI 2015-2017 pour la portion 2015 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 411 343.25 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	1 411
Subvention	1 411
Emprunt net	0

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués.

Information budgétaire

Imputation corpo :

Projet : 56118 Arr. LaSalle - prog de renouvel. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1361181840 3e Avenue, de Lasalle à Centrale - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 146036
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
651	34	0	0	685

Projet : 56118 Arr. LaSalle - prog de renouvel. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1361181311 3e Avenue, de Lasalle à Centrale - reconst EG
Sous-projet SIMON : 146039
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
690	36	0	0	726

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Imputation

6130.7713024.802705.04121.57201.000000.0000.146036.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56118	146036	1361181840	685 041,82 $	734 946,07 $	759 446,07 $

6130.7713024.802705.04161.57201.000000.0000.146039.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56118	146039	1361181311	726 301,43 $	779 686,99 $	805 186,99 $

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	1 411 343,25 $	1 514 633,06$	1 564 633,06 $

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6736

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Claude BÉDARD
C/S adm et plan d'affaires - eau

Tél : 514-280-4267
Division : DGSRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:
1- D'autoriser une dépense de 1 564 633,06 $ taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 92,09 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction aqueduc, égout unitaire 3^{ième} Avenue (Appel d'offres public 311744).

2- D'accorder à la compagnie Les Pavages Chenail Inc. le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission soit 1 649 099,78 $, conformément aux plans et aux cahiers des charges préparés pour ce contrat.

3- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Un engagement de gestion **no CC46152008** au montant de **1 411 343,25 $** a été pris au compte suivant :

6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** aux comptes suivants :

Imputation

6130.7713024.802705.04121.57201.000000.0000.146036.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56118	146036	1361181840	685 041,82 $	734 946,07 $	759 446,07 $

6130.7713024.802705.04161.57201.000000.0000.146039.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56118	146039	1361181311	726 301,43 $	779 686,99 $	805 186,99 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 514-872-5832
Division : Direction des opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des services administratifs

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le présent dossier est certifié conforme par la direction des services administratifs de l'arrondissement, selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38
Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).
Autoriser à l'arrondissement LaSalle une dépense de 134 466,72 $, taxes, contingences et frais incidents inclus, représentant 7,91 % du coût total du contrat pour des travaux de reconstruction aqueduc, égout unitaire 3e Avenue (Appel d'offres public 311744).

D'Imputer tel que :

PROVENANCE :
LAS-0079

IMPUTATION LASALLE:
Projet investi: 55700
Sous - projet: 14 - 55700
Imputer la dépense telle que ci-dessous:
Crédits (montant net de taxes) Contrat
121 292,78 $ 134 466,72 $

6412.1213079.800450.03103.57201.000000.0000.148236.000000.17025.00000

IMPUTATION MONTRÉAL:
Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (92,09%)
VOIR L'INTERVENTION DE LA DGSRE

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise POITRAS-TOUCHETTE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 367 6267

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-18

Georges ROBITAILLE
Chef de division

Tél : 514 367-6000 (6700)
Division : Division des ress financières, matérielles et informationnelles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des services administratifs

Dossier # : 1146152008

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Soutien technique et administratif
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Chenail Inc. pour les travaux de voirie, d'égout et d'aqueduc sur la 3e Avenue, entre le boulevard LaSalle et la rue Centrale - Arrondissement: LaSalle - Dépense totale de 1 699 099,78 $, taxes incluses, (contrat: 1 649 099,78 $ + incidences: 50 000,00 $) - Appel d'offres public 311744 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les fonds pour la portion LaSalle, sont réservés par la DA 311744

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luce DOYON
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514-367-6000 poste 6722

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-17

Georges ROBITAILLE
Chef de division, ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 514-367-6000 poste 6452
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.05

2014/05/26 14:00

(1)

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

Vu la résolution du conseil d'arrondissement CA14 29 0114 en date du 8 avril 2014 :
Le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal :

1- d'autoriser une dépense de 2 151 744,05 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de soumission soit pour une somme maximale de 2 116 744,05 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-14-04;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 8,42 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant de 178 229,85 $.

Signé par Dominique JACOB **Le** 2014-05-05 13:09

Signataire : Dominique JACOB

_____

Directeur d'arrondissement
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting
Séance ordinaire du mardi 8 avril 2014 à 19 h	Résolution: CA14 29 0114	Regular sitting of Tuesday April 8, 2014 at 7 p.m.

CONTRAT NUMÉRO ST-14-04

ATTENDU que des soumissions publiques ont été demandées pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

ATTENDU que des soumissions ont été reçues et ouvertes le 17 mars 2014 et se lisent comme suit :

Soumissionnaires/Tenderers	Prix soumis/Price Quoted
Roxboro Excavation inc.	2 116 744,05 $
Excavations Gilbert Théorêt inc.	2 338 286,84 $
Construction S. Forget inc.	2 491 581,26 $
Pavages d'Amour inc.	2 492 037,14 $

Il est proposé par
le conseiller Yves Gignac
appuyé par
la conseillère Justine McIntyre

ET RÉSOLU

QUE le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal :

- D'autoriser une dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

- D'accorder le marché numéro ST-14-04 au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.** au montant total de sa soumission, soit : 2 116 744,05 $, taxes incluses, conformément aux plans et aux cahiers des charges préparés pour ce contrat;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 8,42 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant de 178 229,85 $.

CONTRACT NUMBER ST-14-04

WHEREAS public tenders were called for road repair, drainage work, replacement of water mains, asphalt paving, curbs, sidewalks on rues Allard and Langevin in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

WHEREAS tenders were received and opened on March 17, 2014 and read as follows:

It was moved by
Councillor Yves Gignac
seconded by
Councillor Justine McIntyre

AND RESOLVED

THAT the Borough Council recommend to the Municipal Council:

- TO authorize a total expense of $2,151,744.05, incidental costs, contingencies and taxes included, for road repair, drainage work, replacement of water mains, asphalt paving, curbs, sidewalks on rues Allard and Langevin in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

- TO grant contract ST-14-04 to the lowest compliant tenderer **Roxboro Excavation inc.** for the total amount of its tender, to wit: $2,116,744.05, taxes included, in accordance with plans and specifications prepared for this contract ;

TO charge this expense according to the financial information described in the decision-making documents. This expense will be assumed at 8.42% by the Borough of Pierrefonds-Roxboro, for an amount of $178,229.85.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY ADOPTED

20.08 1143903010

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 10 avril 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine RACINE
Analyste-rédactrice

Tél : 514-872-0063
Télécop. : 514 872-1937

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143903010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du PIP (Plan d'intervention partiel), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2014, la Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 1 904 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

Un appel d'offres public a été lancé le 21 février 2014 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 17 mars 2014, laissant ainsi un délai de 25 jours aux soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Un seul addenda a été publié en date du 4 mars 2014 et portait sur le report de la date de la séance publique d'ouverture de soumission prévue pour le 10 mars pour le 17 mars 2014. La raison première de ce report de date est due au fait que ce projet est complexe et par le fait même nos documents d'appel d'offres

ont subi une révision importante. Ce prolongement de la durée d'appel d'offres n'affectait pas notre calendrier et a permis aux soumissionnaires à prendre connaissance de façon approfondie du contenu de nos documents. Les annonces ont paru dans le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. La validité des soumissions est de 120 jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat ST-14-04 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin.

Travaux assumés par la DGSRE et le PRR

Nom de la rue	Longueur estimée Aqueduc (m.l.)	% représentant le coût de la DGSRE
Allard (de la rue Richer au boulevard Gouin)	375	35,68
Langevin (de la rue Richer au boulevard Gouin incluant le croissant)	381	36,25

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défaillances reconnues par le MAMROT. En effet, elles présentent un ou plusieurs des problèmes suivants :

- le taux de bris des conduites d'aqueduc est supérieur à 2/km/année sur une base de 5 ans;
- une problématique récurrente d'eau rouge.

Un montant équivalent à 5% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bordereau de soumission. Un montant de 35 000 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses) qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, un suivi environnemental, etc.

L'appel d'offres public (soumission ST-14-04) a été réalisé du 21 février 2014 au 17 mars 2014 inclusivement. Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et quatre (4) entrepreneurs ont déposé des soumissions:

- Catalogna et Frères Ltée
- Construction DJL inc.
- Construction G-nesis inc.
- Construction S. Forget inc.
- Les Entreprises Ventec inc.
- Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
- Les Pavages D'Amour inc.
- Roxboro Excavation inc.
- Sintra inc.

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résument à un carnet des commandes complet, aux délais de livraison hors d'atteinte et un fournisseur agissant comme sous-traitant.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de neuf (9) preneurs de cahier des charges, seuls 4 entrepreneurs ont déposé une soumission conforme incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des Marchés Financiers.
L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement plus hauts que notre estimation à l'exception du plus bas soumissionnaire.

Les articles où les hausses sont plus notables se retrouvent dans les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc excluant les travaux connexes soit une hausse de 40% par rapport à l'année 2013.

Nous constatons qu'il y a un écart considérable entre le plus bas soumissionnaire et les autres soumissionnaires plus particulièrement, pour un des articles du bordereau de soumission soit celui des travaux de déblai de roc. Ce dernier affiche une baisse de 40% par rapport aux autres soumissionnaires.

Firmes soumissionnaires conformes	**Prix**	**Contingence**	**Total**
1- **Roxboro Excavation inc.**	**2 015 946,71 $**	**100 797,34 $**	**2 116 744,05 $**
2- Excavations Gilbert Théorêt inc.	2 226 939,84 $	111 347,00 $	2 338 286,84 $
3- Construction S. Forget inc.	2 372 934,53 $	118 646,73 $	2 491 581,26 $
4- Pavages d'Amour inc.	2 373 382,94 $	118 654,20 $	2 492 037,14 $
Estimation interne	2 017 259,37 $	100 529,54 $	2 117 788,91 $
Coût moyen des soumissionnaires reçues *(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)*			**2 359 662,32 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions - la plus basse) / l a plus basse x 100)*			**11,48 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute – la plus basse)*			**375 293,09 $**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)*			**17,73 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation des professionnels)*			**(1 044,86) $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation x 100)*			**(0,05) %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			**221 542,79 $**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)*			**9,47 %**

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites. L'adjudicataire recommandé "Roxboro Excavation inc." no de licence 1258-2003-97, a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 3 mars 2014 avec sa soumission. L'entrepreneur a reçu en date du 31 octobre 2013, une lettre de l'Autorité des Marchés Financiers l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2013-CPSM-0214 (lettre jointe aux présentes).

Suite à la vérification et l'analyse des soumissions, nous recommandons d'octroyer le contrat à Roxboro Excavation inc. le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les

exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 2 116 744,05 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 35 000 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, un suivi environnemental, etc. Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux d'aqueduc, de la voirie et de l'aménagement situés au-dessus des conduites à remplacer. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de gestion des actifs de voirie du Service des infrastructures du transport et de l'environnement, assument les travaux de réfection d'une partie des trottoirs ou des bordures, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des terrains à l'arrière des trottoirs.

Pour ce projet, la dépense totale sera assumée à 71,93 % par la DGSRE, 19,65 % par la Division de gestion des actifs de voirie et le coût résiduel de 8,42 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PROVENANCE ET IMPUTATION

PTI - Arrondissement

Emprunt autorisé par règlement CA29 0051

Projet Simon:
Imputation : SIMON

Réfection de la chaussée - diverses rues

Sous projet	Crédits	Contrat	Dépense
1455713001	160 768,36 $	178 229,85 $	178 229,85 $

Emprunt autorisé par le règlement CA 29 0051
Imputation : SIMON

Services professionnels - diverses rues

Sous projet	Crédits	Incidences	Dépense
1455713002	2 658,28 $	2 947,00 $	2 947,00 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de 1 547 749,50 $ taxes incluses soit un coût net de 1 396 113,80 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. Cette dépense inclut un montant de 25 175,50 $ pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses).

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 396 113,80 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la

Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE GESTION DES ACTIFS DE VOIRIE

La dépense totale sera financée à 19,65 % par la Division gestion des actifs de voirie du Service des infrastructures du transport et de l'environnement. Cela représente 422 817,71 $, toutes taxes incluses, pour les travaux et 6 877,50 $ pour les frais incidents. Le coût pour les travaux de pavage est de 312 008,07 $ et le coût pour les travaux de bordure et trottoir est 103 932,13 $ (toutes taxes incluses).

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites à même les interventions de la fonction finances et la Direction de la comptabilité et du contrôle financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;
- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;
- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : juin 2014
Fin des travaux : octobre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Nathalie THOMAS)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mathieu-Pierre LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Lorraine CREVIER)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy LEMAIRE
Secrétaire de direction pour
Sylvain Marcoux, ing.
Chef de division Infrastructures

Tél : 514 624-1231
Télécop. : 514 624-1333

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-19

Claude LACHANCE
Directeur(trice) - trav. pub. en arr. (arr. 60 000)

Tél : 514-624-1204
Télécop. : 514 624-1137

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)



ST-14-04 - Procès-verbal d_ ouverture des soumissions.pdf



ST-14-04 - Roxboro Excavation - Soumission.pdf



ST-14-04 - Roxboro Evcavation - Licence entrepreneur .pdf



ST-14-04 - Roxboro Excavation - Attestation RQ .pdf



ST-14-04 - Roxboro Excavation - Autorisation AMF.pdf



GDD- Tableau - Résultats des soumissions.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy LEMAIRE
Secrétaire de direction pour
Sylvain Marcoux, ing.
Chef de division Infrastructures

Tél : 514 624-1231
Télécop. : 514 624-1333

CONTRAT ST-14-04

BLUELINE

Reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égouts, pavage, bordures, trottoirs et travaux connexes sur les rues Allard et Langevin

	INIT.	DATE
PREP.		/ /
APP.		/ /

Ouverture : Le lundi 17 mars 2014 à 11 h

	1	2	6	7
1	Excavations			2338286 84
2	Gilbert Theriault			
3	124 Hwy 8			
4	Notre Dame			
5	J7V 7Z8			
6				
7	Roxboro Excavation			21167440 5
8	1120 Newman			
9	Dorval H9P 2R8			
10				
11				
12	Construction			2491581.26
13	S. Forget			
14	?			
15				
16	Pavages			2492037.14
17	Demeur Inc			
18	1635 Newman			
19	Dorval			
20	H9P 2R6			
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				
42				
43				

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 — **Numéro de validation : 916463**

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Daniel Theoret
Gestion de la sécurité

Michel Theoret
Gestion de la sécurité

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.6 Ouvrages de génie civil immergés
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4 Systèmes d'assainissement autonome

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton

11 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

ROXBORO EXCAVATION INC.

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS (Suite)

Raynald Theoret

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6

Roger Theoret

Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

ROXBORO EXCAVATION INC.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 Numéro de validation : 916463

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Régie du bâtiment Québec

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 — **Numéro de validation : 916463**

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS (Suite)

Yvon Théoret

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.7

5 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

ROXBORO EXCAVATION

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2013-01

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à

ROXBORO EXCAVATION INC.
1620, NEWMAN CRES
DORVAL (QUEBEC) H9P 2R8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142760280

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro d'attestation : 902150-FHZB-0144743
Date et heure de délivrance : 03 mars 2014 à 08 h 34 min 25 s

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenuquebec.ca.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0214

Québec, le 31 octobre 2013

Roxboro Excavation inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Théorêt
1620, rue Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Roxboro Excavation inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0214 n° d'identification de l'Autorité : 2700005963

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65.1 (la « LCOP »). Roxboro Excavation inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Pierrefonds Roxboro
Montréal
Section Ingénierie
Division Infrastructures

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-14-04
Parution SÉAO: 21-févr-14
Date d'ouverture: 17-mars-14

GDD 1143903010

				MOTIFS DE DÉSISTEMENT														
PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES		Soumissionnaire	Désistement	Founisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Déali de l'appel d'offres insuffisant	Période l'appel d'offres ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécifications demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	Manque de temps	Pas encore l'autorisation AMF	AUCUNE RÉPONSE
1	Catalogna et Frères Ltée		X														X
2	Construction DJL inc.		X	X													
3	Construction G-nesis inc.		X									X					
4	Construction S. Forget inc.	X															
5	Les Entreprises Ventec inc.		X									X					
6	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X															
7	Les Pavages D'Amour inc.	X															
8	Roxboro Excavation inc.	X															
9	Sintra inc. Saint-Isidore		X							X							
10																	
11																	
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de l'eau visant des infrastructures performantes. Ils font partie intégrante des interventions qui contribuent à améliorer la durabilité des infrastructures collectives, le niveau du service de l'eau rendu aux usagers et la qualité de vie des citoyens concernés.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal d'autoriser la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Une problématique récurrente d'eau rouge du réseau secondaire identifiée par l'arrondissement sur ces tronçons de rue, ainsi que l'état dégradé nécessitant une reconstruction de la chaussée justifient la reconstruction des conduites d'aqueduc. Ces travaux satisfont les critères d'admissibilité du programme de subvention TECQ. La dépense est assumée à 71,93% par la ville centre (DGSRE), à 19,65% par la Division de gestion des actifs de voirie (DGAV) et 8,42% par l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro.

Égout sanitaire
Aucune intervention requise.

Aqueduc

Nom de la rue	Tronçon concerné	Matériau	Année d'installation	Diamètre existant	Longueur estimée
Allard	De Gouin O. à Richer	Fonte grise	1960	150 mm	397 mètres
Langevin	De Gouin O. à Richer	Fonte grise	1959	200 mm	377 mètres

Conduites proposées : reconstruction en chlorure de polyvinyle (PVC), 785 m de longueur

au total.

Ces travaux seront réalisés en 2014. L'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, agissant à titre de maître d'œuvre du projet au sein de l'administration municipale, devra tenir la DGSRE (maître de l'ouvrage) informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'Arrondissement transmettra également au fur et à mesure les décomptes progressifs. La DGSRE devra donner son accord préalable avant toute prise en charge à l'aide des contingences de dépenses additionnelles engendrées par les travaux.

À la fin des travaux, les plans « tels que construits » devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la DGSRE.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu-Pierre LABERGE
Chef de -Division
Tél : (514) 855-6216 x 4480

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-28

Dominique DEVEAU
Directrice D.G.S.R.E
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 1 547 749,50 $ taxes incluses soit un coût net de 1 396 113,80 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 396 113,80 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	1 396
Subvention	1 396
Emprunt net	0

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation corpo :

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261134640 Langevin, de Gouin à Richer - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 139164
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total

680	0	0	0	680

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261134740 Allard, de Gouin à Richer - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 139165
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
716	0	0	0	716

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Imputation
Langevin, de Gouin à Richer - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.139164.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56113	139164	1261134640	679 907,42 $	741 493,54 $	753 754,01 $

Allard, de Gouin à Richer - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.139165.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56113	139165	1261134740	716 206,38 $	781 080,46 $	793 995,49 $

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	1 396 113,80 $	1 522 574,00 $	1 547 749,50 $

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6736

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-28

Claude BÉDARD
C/S adm et plan d'affaires - eau

Tél : 514-280-4267
Division : DGSRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

- d'octroyer un contrat 2 116 744.05 $, taxes incluses, à la firme Roxboro Excavation inc. pour les travaux mentionnés en titre dans les rues Allard et Langevin.
- d'accorder pour cette fin une dépense 2 151 744.05 $, taxes, contingences et incidences incluses.

Budget d'immobilisation (PTI)

Le budget requis pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Division gestion des actifs de voirie du Services des infrastructures, du transport et de l'environnement et du Service de l'eau.

Le montant total de la dépense s'élève à 2 151 744.05 $ incluant les taxes et incidences. La portion assumée par la Division gestion des gestions des actifs de voirie est de 422 817.71 $ incluant taxes et incidences (381 393.53 $ net de ristourne).

La portion assumée par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau est de 1 547 749.49 $ incluant taxes et incidences (1 396 113.79 $ net de ristourne) et la balance par l'arrondissement dépense de 181 176.85 incluant taxes et incidences (163 426.64 $ net de ristourne)

IMPUTATION:

Projet 55855 Programme de réfection du réseau routier local

Projet investi : 55855 Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi : 1455855-501-PRR. Pier.Rox.2014-Travaux de chaussée dans les rues Allard et Lagevin

Projet Simon: 152358
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	Ult.	Total
281				281

Projet investi : 55855 Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi :1455855-502-PRR. Pier.Rox.2014-Travaux trottoirs dans les rues Allard et Lagevin
Projet Simon: 152360
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	Ult.	Total
94				94

Projet investi : 55855 Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi : 1455855-503-PRR. Pier.Rox.2014-Services professionnelles frais de laboratoires
Projet Simon: 152361
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	Ult.	Total
6				6

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas:

Information comptable (en dollars)

PROVENANCE

	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	381 393,53 $	422 817,71 $

	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	1 396 113,80 $	1 547 749,50$

Un engagement de gestion **no CC43903010** au montant de **1 777 507,33 $** a été pris aux comptes de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** aux comptes d'imputation indiqués au fichier ci-joint:

IMPUTATION:

GDD1143903010-VIREMENT BUDGET PAR WEBADI-2014.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 514-872-4146

Co-auteur:

Serge Wallen
PS SITE
Tél.:514-872-2610

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-31

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 514-872-5832

Division : Direction des opérations budgétaires et comptables

Type de solde	Budget
Base de données	SIMON2.ILE.MONTREAL.QC
Livre	VILLE DE MONTREAL
Source	Feuille de calcul
Devise	CAD

Catégorie	- Texte	VDM - Bud Actualisé - NON
Budget	- Texte	CREDITS AUTOR.
Période	- Texte	MAR-14
Nom du lot	Texte	140328utremof 1143903010
Description du lot	Texte	1143903010
Nom de l'écriture	Texte	1143903010

Cha	ENTIT	SOURCES	C RESP	ACTIV	OBJET	S-OBJE	INTE	PROJET	AUTRE	CAT AC	FUTUR	Débit	Crédit	Description de la ligne
	* Liste - Texte											* Numéro	* Numéro	Texte
	6101	7708049	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000		381,393.53	1143903010
	6101	7708049	802712	03103	57201	000000	0000	152358	000000	17025	00000	281,440.11		1143903010
	6101	7708049	802712	03107	57201	000000	0000	152360	000000	17030	00000	93,749.72		1143903010
	6101	7708049	802712	03103	54301	000000	0000	152361	000000	17025	00000	6,203.70		1143903010
	6130	7713024	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000		1,396,113.80	1143903010
	6130	7713024	802705	04121	57201	000000	0000	139164	000000	13020	00000	679,907.42		1143903010
	6130	7713024	802705	04121	57201	000000	0000	139165	000000	13020	00000	716,206.38		1143903010
Totaux:												1777507.33	1777507.33	

Conseil : Il ne s'agit pas de la fin du modèle. Désactivez la protection de la feuille et insérez-y le nombre de rangées nécessaires.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures confirme que les projets retenus par l'arrondissement satisfont et rencontrent les critères mis de l'avant par le *Programme de réfection du réseau routier local 2014.*

Par conséquent, la Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures a réservé les fonds nécessaires au budget corporatif PTI 2014 pour financer ces projets.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie THOMAS
Secrétaire d'unité administrative
Gestion des actifs de voirie
Tél : 514 872-2623

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-21

Benoit CHAMPAGNE
Chef de division

Tél : 514 872 -9485
Division : Gestion des actifs de voirie

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1143903010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 151 744,05 $, taxes incluses (Contrat 2 116 744,05 $ + incidences 35 000 $) - Appel d'offres public ST-14-04 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égouts, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Allard et Langevin dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Pour ce contrat, la dépense total sera assumée comme suit:
DGSRE 71,93%
Division de gestion des actifs de voirie 19,65%
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro 8,42%

Programme de réfection routière (Investi)
Provenance
Le virement budgétaire est fait dans investi
Projet 55713: Programme de réfection routière
Simon: 112072
Budget: arrondissement
Montant net: 164 000 $ (8.42%)

Imputation (Simon)
Projet 55713: Programme de réfection routière
Simon: 152324 (réfection de rues)
Budget: arrondissement
Montant net: 160 768,36 $ / Montant avec taxes: 178 229,85 $
Règlement d'emprunt : CA29 0051
Code budgétaire: 6420-2011051-800800-03103-57201-000000-0000-152324-000000-17025-00000
Simon: 152326 (honoraires professionnels)
Budget: arrondissement
Montant net: 2 658,28 $ / Montant avec taxes: 2 947,00 $
Règlement d'emprunt : CA29 0051

Code budgétaire: 6420-2011051-800800-03103-57401-000000-0000-152326-000000-17025-00000

Ces montants sont réservés par l'engagement de gestion PI43903010 et un virement de crédits sera fait suite a l'approbation de ce dossier par le conseil municipal.
Ces dépenses sont prévues au PTI 2014, 2015 et 2016.

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lorraine CREVIER
Chef de section
Tél : 514 624-1376

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division
Tél : 514 624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 6 044 117,97 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 317 917,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 252901 ;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-02 11:15

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1144822028**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des infrastructures poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Depuis 2008, elle prête également main-forte aux arrondissements — via son *Programme de réfection des rues* (PRR) *collectrices* – afin d'accélérer la remise à niveau du réseau routier local.
Les investissements alloués à la protection du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises contribuant ainsi au développement et à la croissance de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Également, le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspection télévisée et considérant leur âge avancé, la

conduite d'égout unitaire (installée en 1947) et la conduite d'eau secondaire (installée en 1949) dans la rue Papineau, ainsi que la conduite d'égout unitaire (installée en 1946) et la conduite d'eau secondaire (installée en 1945) dans la rue Clark, ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement, la technique de réhabilitation n'ayant pas été retenue.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures afin de réaliser les travaux d'égouts et aqueducs mentionnés à l'objet du présent dossier.

Le projet ne s'inscrit pas dans un projet plus large. Pour l'instant, aucune phase subséquente n'est prévue.

Dans le cadre de ces travaux, des feux de circulation, des fûts, des potences et des accessoires de signalisation seront fournis par la Ville pour une valeur de 28 000,00 $. En effet, tel que stipulé dans le dossier d'ententes-cadres 1133041001, les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins des requérants. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits par la Direction des transports. La marchandise est tenue en réserve au Centre de distribution Louvain.

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 10 mars au 9 avril 2014. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 7 août 2014.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 31 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 25 mars 2014: Modifications à la formule de soumission afin de corriger les numéros de sous-projet et numéros SIMON;
- Addenda no 2 émis le 26 mars 2014: Report de la date d'ouverture, passant du 2 au 9 avril 2014, afin d'émettre l'addenda 3 pour les modifications à la formule de soumission;
- Addenda no 3 émis le 28 mars 2014: Modifications à la formule de soumission afin d'ajouter des articles pour le 'Maintien de la circulation' et des modifications au devis technique des feux de signalisation pour le raccordement à Hydro-Québec et des précisions sur les bornes fontaines;
- Addenda no 4 émis le 4 avril 2014: Ajout de l'item «Fourniture et pose d'une conduite d'eau temporaire» aux sous-projets 1261243040 et 1261243140.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0870 - Le 16 septembre 2013 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (1132662002);
CG13 0117 - 25 avril 2013 - Conclure avec chacune des firmes suivantes Power Lite Industrie Inc (1 388 162,16$), Électroméga Ltée (2 869 725,59$), Tacel Ltée (1 451 087,98 $), Métal Pôle-Lite Inc (419 405,81$), Pro Ballast Inc (6 478,85$) et Les Ventes Techniques Trelec enr (548 430,75$), une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour la fourniture de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de signalisation, suite à l'appel d'offres public # 12-12548 (9 soum.) (Montant total estimé des ententes 6 683 291,14$) (1133041001).

CA12 090255 - 4 septembre 2012 - Accepter la fourniture de services, en vertu de l'article

85 de la Charte de la Ville de Montréal, afin que le Service des infrastructure, transport et environnement (SITE) prenne sous sa responsabilité l'exécution des travaux de réfection de la rue Sauvé entre la rue Berri et l'avenue Saint-Charles - PRR 2012 (1123949004).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de 73 mètres d'égout unitaire (combiné) de diamètres variant de 375 mm à 450 mm et de 67 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre dans la rue Papineau, entre les rues Fleury et Prieur ainsi que la reconstruction de 37,5 mètres d'égout unitaire (combiné) de diamètres variant de 375 mm à 900 mm et de 37 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre dans la rue Clark, entre la rue Port-Royal et Cartier.
D'autres travaux de reconstruction de chaussée et trottoirs sont prévus dans la rue Sauvé, du boulevard Saint-Laurent à Saint-Charles, et dans la rue Berri, de Fleury à Sauvé.

De plus, des travaux de réaménagement géométrique sont prévus à l'intersection Sauvé/St-Denis afin de sécuriser le passage des piétons entre la prochaine gare du train de l'Est à venir et le métro Sauvé.

Également, des travaux d'éclairage auront lieu dans la rue Sauvé, de Berri à Saint-Laurent ainsi que dans la rue Berri, de Sauvé à Gouin, et des travaux de feux de circulation prendront place dans la rue Sauvé, de Saint-Denis à Berri.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 508 352,87 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,6% du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10% sauf pour les travaux d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15% (sous-projets 1455845025, 1455845026 et 1455845033) et pour les travaux de feux de circulation où l'enveloppe est évaluée à 30% (sous-projet 1359009102) en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains et du faible montant du sous-projet.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de cadres et couvercles à niveler (Bell, CSEM et chambre HQ), de travaux de la CSEM et HQ pour les feux et l'éclairage, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration des conduites d'eau ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols contaminés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 252901 s'est déroulé du 10 mars au 9 avril 2014. Sur vingt-sept (27) preneurs de cahier des charges, cinq (5) firmes ont déposé une soumission et vingt-deux (22) n’en ont pas déposé; soit une proportion respective de 19% et 81%. En ce qui concerne les motifs de désistement, neuf (9) firmes (41%) sont connues comme sous-traitants, deux (2) firme (9%) ont indiqué que la période de soumission ne leur convenait pas, une (1) firme (5%) a précisé manquer de temps et dix (10) fournisseurs (45%) n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs des cahiers des charges et les motifs de désistement se retrouve en pièces jointes.

JUSTIFICATION

La Direction des infrastructures a inscrit ce projet via ses *Programme de réfection du réseau routier artériel* et *Programme de réfection des rues* (PRR) *collectrices,* et a réservé les fonds nécessaires au budget corporatif PTI 2014 afin de pouvoir procéder à l'exécution des travaux.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix

soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.	4 809 565,10 $	508 352,87 $	5 317 917,97 $
2	Groupe Hexagone s.e.c.	5 173 891,38 $	550 202,84 $	5 724 094,22 $
3	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	5 892 139,70 $	619 939,43 $	6 512 079,13 $
4	9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo)	5 963 585,33 $	632 343,28 $	6 595 928,61 $
5	Construction Soter inc.	6 181 050,87 $	648 830,54 $	6 829 881,41 $
Estimation des professionnels internes ($)		5 989 814,51 $	636 188,53 $	**6 626 003,04 $**
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**6 195 980,27 $** **16,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)** **(%)**	**1 511 963,44 $** **28,4%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-1 308 085,07 $** **-19,7%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)** **(%)**	**406 176,25 $** **7,6%**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

Veuillez noter que le montant de la soumission du Groupe Vespo, qui était de 6 595 734,56 $, a été corrigé à 6 595 928,61$ à la suite d'une erreur de calcul du montant total de l'item «membrane géotextile (type GEO-9 ou équivalent)» pour le sous-projet 1355845165, ainsi qu'une erreur de calcul des travaux contingents pour le sous-projet 1355845167. Par ailleurs, aucune soumission n'a été rejetée.

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projet et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DGPEC, est de -1 308 085,07 $ (-19,7%). L'explication de cet écart se retrouve dans l'intervention de la DGPEC.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 28 mai 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire

recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 10 février 2014 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du contrat.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., est le suivant: 8230-9766-48.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 5 317 917,97 $ (taxes incluses) incluant un montant de 4 809 565,10 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 508 352,87 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de 6 044 117,97 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 726 200,00 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale et représente un coût net de 5 451 965,26 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est répartie de la façon suivante entre le PTI 2014-2016 du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE) et celui du Service de l'eau:

· 8,2 % est prévu au budget triennal de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. Cette partie de la dépense est admissible au programme TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec) dont le taux de subvention est de 100 %;
· 90,2 % est prévu au budget triennal de la Direction des infrastructures du SITE;
· 1,6 % est prévu au budget triennal de la Direction des transports du SITE.

Une partie des travaux étant admissibles au programme TECQ, des subventions de 448 366,89 $, nettes des ristournes fédérale et provinciale, sont anticipées. De plus, une partie des travaux concernant le projet 55845 - Programme de réfection d'artères, pour un montant de 2 946 769,76$, net des ristournes fédérale et provinciale,
sera financé par la réserve financière de voirie et n'aura par conséquent aucun impact sur l'emprunt à la charge des contribuables.

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté dans le document «Incidences et ristournes» en pièce jointe au dossier.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d’eau potable visant à réduire les fuites d’eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d’aqueduc le tout en conformité avec l’action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 7 août 2014, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés. L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Juin 2014
Fin des travaux : Novembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Stéfan GALOPIN)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Nana-Doris SADOU)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mathieu-Pierre LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire (Jocelyn JOBIDON)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Marc-André C CARON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-04-17

Alain BEAUDET
Ingénieur

Tél : 514-868-5983
Télécop. : 514 872-2874

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2014-05-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

Budget requis Incidences et ristournes

BR_1144822028.xls IR_1144822028.xls

Principes de gestion de la circulation Attestation de l'Autorité des marchés financiers

Résumé circulation Sauvé SO252901.doc Holcim (Canada) inc.pdf NEQ1164634611.pdf

Liste des preneurs du cahier des charges et motifs de désistement

Ann14-07_252901_Preneurs des documents et motifs de désistement.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain BEAUDET
Ingénieur

Tél : 514-868-5983
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, transport et environnement

Dossier n° **114 4822028**

SERVICE REQUERANT : 28-03
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 252901

INTITULE : Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.

Projet: 55845

Sous-projet : 1355845163		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	882	0	0	882
REQUIS	**FONDS VOIRIE**	0	882	0	0	882
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845164		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	291	0	0	291
REQUIS	**FONDS VOIRIE**	0	291	0	0	291
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845165		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	1,535	0	0	1535
REQUIS	**SUBVENTION**	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	1,535	0	0	1535

Sous-projet : 1355845166		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	310	0	0	310
REQUIS	**FONDS VOIRIE**	0	310	0	0	310
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845167		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	387	0	0	387
REQUIS	**FONDS VOIRIE**	0	387	0	0	387
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845168		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	436	0	0	436
REQUIS	**SUBVENTION**	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	436	0	0	436

Sous-projet : 1455845025		**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
	INVESTI NET	0	116	0	0	116
REQUIS	**FONDS VOIRIE**	0	116	0	0	116
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Alain Beaudet, ing.	514-868-5983	15 mai 2014	1 de 4

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, transport et environnement

Dossier n° **114 4822028**

SERVICE REQUERANT : 28-03
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 252901

INTITULE : Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.

Projet: 55845

Sous-projet : 1455845026		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	262	0	0	262
	FONDS VOIRIE	0	262	0	0	262
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1455845033		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	102	0	0	102
	FONDS VOIRIE	0	102	0	0	102
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845169		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	170	0	0	170
	FONDS VOIRIE	0	170	0	0	170
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1355845170		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	428	0	0	428
	FONDS VOIRIE	0	428	0	0	428
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Projet: 56124

Sous-projet : 1261242011		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	152	0	0	152
	SUBVENTION	0	152	0	0	152
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261242111		2013	2014	2015	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	0	99	0	0	99
	SUBVENTION	0	99	0	0	99
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Alain Beaudet, ing.	514-868-5983	15 mai 2014	2 de 4

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n° 114 4822028

Service des infrastructures, transport et environnement

SERVICE REQUERANT : 28-03
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 252901

INTITULE : Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri,

Projet: 56124

Sous-projet : 1261243040		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	103	0	0	103
REQUIS	SUBVENTION	0	103	0	0	103
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261243140		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	73	0	0	73
REQUIS	SUBVENTION	0	73	0	0	73
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261240660		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	2	0	0	2
REQUIS	SUBVENTION	0	2	0	0	2
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261240861		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	7	0	0	7
REQUIS	SUBVENTION	0	7	0	0	7
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261240560		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	3	0	0	3
REQUIS	SUBVENTION	0	3	0	0	3
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1261240761		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	9	0	0	9
REQUIS	SUBVENTION	0	9	0	0	9
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Alain Beaudet, ing.	514-868-5983	15 mai 2014	3 de 4

Projet: 59009

Sous-projet : 1359009101		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	45	0	0	45
REQUIS	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	45	0	0	45

Sous-projet : 1359009102		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	25	0	0	25
REQUIS	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	25	0	0	25

Sous-projet : 1359009103		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	15	0	0	15
REQUIS	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	15	0	0	15

TOTAL		2013	2014	2015	Ult.	Total
	INVESTI NET	0	5,452	0	0	5,452
REQUIS	SUBVENTION	0	448	0	0	448
	FONDS VOIRIE	0	2,948	0	0	2,948
	EMPRUNT NET	0	2,056	0	0	2,056

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Alain Beaudet, ing.	514-868-5983	15 mai 2014	4 de 4

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	252901	DATE:
#GDD:	1144822028	DRM:	2529	15-04-2014
RESPONSABLE:	Alain Beaudet, ing.	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.			

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Programme de réfection d'artères - Direction des infrastructures**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1355845163	151264	881,926.69 $	977,715.14 $	0.00 $	88,883.19 $	C
1355845164	151265	290,524.88 $	322,079.57 $	0.00 $	33,825.42 $	C
1355845165	151266	1,535,518.95 $	1,702,295.82 $	0.00 $	154,754.17 $	C
1355845166	151267	310,259.06 $	343,957.14 $	0.00 $	31,268.83 $	C
1355845167	151268	386,890.07 $	428,911.25 $	0.00 $	38,991.93 $	C
1355845168	151269	435,725.05 $	483,050.33 $	0.00 $	43,913.67 $	C
1455845025	152128	115,892.04 $	128,479.39 $	0.00 $	16,758.18 $	C
1455845026	152129	261,720.17 $	290,146.31 $	0.00 $	37,845.17 $	C
1455845033	152166	101,782.72 $	112,837.61 $	0.00 $	14,717.95 $	C
1355845169	151270	170,122.53 $	0.00 $	188,600.00 $	0.00 $	C
1355845170	151271	427,651.60 $	0.00 $	474,100.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**4,918,013.77 $**	**4,789,472.56 $**	**662,700.00 $**	**460,958.51 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1261242011	143664	152,319.49 $	157,463.32 $	11,400.00 $	14,314.85 $	C
1261242111	143668	98,748.85 $	101,874.23 $	7,600.00 $	9,261.29 $	C
SOUS-TOTAL		**251,068.34 $**	**259,337.55 $**	**19,000.00 $**	**23,576.14 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1261243040	143661	102,794.94 $	111,959.78 $	2,000.00 $	10,178.16 $	C
1261243140	143666	73,305.95 $	79,267.90 $	2,000.00 $	7,206.17 $	C
SOUS-TOTAL		**176,100.89 $**	**191,227.68 $**	**4,000.00 $**	**17,384.33 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1261240660	143667	2,164.87 $	0.00 $	2,400.00 $	0.00 $	C
1261240861	143669	7,216.23 $	0.00 $	8,000.00 $	0.00 $	C
1261240560	143663	3,066.90 $	0.00 $	3,400.00 $	0.00 $	C
1261240761	143665	8,749.67 $	0.00 $	9,700.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**21,197.66 $**	**0.00 $**	**23,500.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 59009 Desc et client-payeur: **Programme réam. géométrique du réseau artériel - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1359009101	151272	45,101.41 $	50,000.00 $	0.00 $	0.00 $	C
1359009102	151273	25,148.70 $	27,880.17 $	0.00 $	6,433.89 $	C
1359009103	151274	15,334.48 $	0.00 $	17,000.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**85,584.60 $**	**77,880.17 $**	**17,000.00 $**	**6,433.89 $**	C
TOTAL		**5,451,965.26 $**	**5,317,917.97 $**	**726,200.00 $**	**508,352.87 $**	

TOTAL (Contrat + Incidences) **6,044,117.97 $**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 252901	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**15-04-2014**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.**		

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			5,317,917.97 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	508,352.87 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		116,000.00 $	
Gestion des sols excavés		112,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		100,100.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		33,000.00 $	
Communication		34,100.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		4,000.00 $	
Cadres et couvercles Bell, CSEM, chambre HQ		153,000.00 $	
Incidences CSEM et HQ pour Feux et éclairage		182,000.00 $	
Gestion d'impacts		9,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	743,200.00	743,200.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			6,061,117.97 $
Imputation (crédits)			5,467,299.74 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		263,584.17	525,850.42
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		593,818.23	

PLAN NUMÉRO:	C-4314, C-4315, C-4397 (P et T), 252901-GIC-001, 252901-BC-01, 252901-ER-01, 252901-ER-02, 2841-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845163**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151264**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée, rue Sauvé entre Saint-Laurent et Berri**			
ENTREPRENEUR	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			977,715.14 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	88,883.19 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			977,715.14 $
Imputation (crédits)			881,926.69 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristourne (100%)		42,518.60	84,824.60
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		95,788.45	

PLAN NUMÉRO:	C-4314	CALCULÉ PAR	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845164**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151265**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs, rue Sauvé entre Saint-Laurent et Berri**			
ENTREPRENEUR ›	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET (Contribution du P.R.R, l'excédent du montant se retrouve dans le sous-projet 1359009101 de la DSARA)			322,079.57 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	33,825.42 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			322,079.57 $
Imputation (crédits)			290,524.88 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	14,006.50	27,942.98
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	31,554.69	

PLAN NUMÉRO:	C-4314	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845165**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151266**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée, rue Sauvé entre Berri et Saint-Charles**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1,702,295.82 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	154,754.17 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1,702,295.82 $
Imputation (crédits)			1,535,518.95 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristourne (100%)	74,028.96	147,687.77
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	166,776.87	

PLAN NUMÉRO:	C-4397_P	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845166**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151267**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs, rue Sauvé entre Berri et Saint-Charles**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			343,957.14 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	31,268.83 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			343,957.14 $
Imputation (crédits)			310,259.06 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		14,957.91	29,841.03
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		33,698.08	

PLAN NUMÉRO:	C-4397_T	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845167**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151268**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Planage et revêtement bitumineux, rue Berri entre Fleury et Sauvé**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			428,911.25 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	38,991.93 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			428,911.25 $
Imputation (crédits)			386,890.07 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	18,652.37	37,211.48
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	42,021.18	

PLAN NUMÉRO:	C-4315	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845168**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151269**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs, rue Berri entre Fleury et Sauvé**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			483,050.33 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	43,913.67 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			483,050.33 $
Imputation (crédits)			435,725.05 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	21,006.76	41,908.48
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	47,325.28	

PLAN NUMÉRO:	C-4315	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1455845025**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152128**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Fourniture et installation de mobilier d'éclairage sur Sauvé, entre Berri et Saint-Laurent**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				128,479.39 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	16,758.18 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques				
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.				
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation				
Communication				
Gestion des impacts				
Chloration des conduites d'eau existantes				
XXX				
	TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser				128,479.39 $
Imputation (crédits)				115,892.04 $
Montant de dépôt				

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	5,587.28	11,146.61
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	12,587.35	

PLAN NUMÉRO:	252901-ER-01 R0	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1455845026**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152129**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Fourniture et installation de mobilier d'éclairage sur Berri, entre Sauvé et Gouin**			
ENTREPRENEUR ›	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			290,146.31 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	37,845.17 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			290,146.31 $
Imputation (crédits)			261,720.17 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristourne (100%)	12,617.80	25,172.51
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	28,426.14	

PLAN NUMÉRO:	252901-ER-02 R0	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1455845033**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152166**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction de bases et conduits pour l'éclairage**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			112,837.61 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	14,717.95 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Surveillance environnementale des matériaux excavés			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			112,837.61 $
Imputation (crédits)			101,782.72 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristourne (100%)	4,907.05	9,789.56
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	11,054.90	

PLAN NUMÉRO:	252901-BC-01 R0	CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845169**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151270**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues Sauvé, Berri,**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés		102,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		86,600.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	188,600.00	188,600.00 $
Dépenses totales à autoriser			188,600.00 $
Imputation (crédits)			170,122.53 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	8,201.78	16,362.56
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	18,477.47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1355845170**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151271**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.**			
ENTREPRENEUR ›	**Incidences techniques**			

		Toutes taxes incluses	
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		108,000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		31,000.00 $	
Communication		34,100.00 $	
Gestion des impacts			
Cadres et couvercles Bell, CSEM, chambre HQ		136,000.00 $	
Incidences CSEM et HQ pour éclairage		165,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	474,100.00	474,100.00 $
Dépenses totales à autoriser			474,100.00 $
Imputation (crédits)			427,651.60 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		20,617.53	41,131.96
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		46,448.40	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261242011**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143664**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'égout dans l'avenue Papineau, de Fleury à Prieur**			
ENTREPRENEUR	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			157,463.32 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	14,314.85 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		5,000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1,000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts		5,400.00 $	
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	11,400.00	11,400.00 $
Dépenses totales à autoriser			168,863.32 $
Imputation (crédits)			152,319.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	7,343.48	14,650.24
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	16,543.83	

PLAN NUMÉRO:	2841-EGA-01_1 R1	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261242111**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143668**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'égout dans la rue Clark, de Port-Royal à Sauvé**			
ENTREPRENEUR ›	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				101,874.23 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	9,261.29 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques		3,000.00 $		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.				
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1,000.00 $		
Communication				
Gestion des impacts		3,600.00 $		
XXX				
XXX				
	TOTAL À REPORTER	7,600.00		7,600.00 $
Dépenses totales à autoriser				109,474.23 $
Imputation (crédits)				98,748.85 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)			4,760.78	9,497.76
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%			10,725.38	

PLAN NUMÉRO:	2841-EGA-01 R1	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261243040**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143661**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans l'avenue Papineau, de Fleury à Prieur**			
ENTREPRENEUR ›	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			111,959.78 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,178.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Chloration des conduites existantes		2,000.00 $	
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	2,000.00	2,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			113,959.78 $
Imputation (crédits)			102,794.94 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		4,955.85	9,886.92
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		11,164.84	

PLAN NUMÉRO:	2841-EGA-01_1 R1	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261243140**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143666**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Clark, de Port-Royal à Sauvé**			
ENTREPRENEUR ›	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			79,267.90 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	7,206.17 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Protection des arbres, travaux arboricoles et horticoles			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Chloration des conduites existantes		2,000.00 $	
Mobiliers urbain			
	TOTAL À REPORTER	2,000.00	2,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			81,267.90 $
Imputation (crédits)			73,305.95 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		3,534.16	7,050.64
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		7,961.96	

PLAN NUMÉRO:	2841-EGA-01 R1	CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261240660**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143667**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'aqueduc sur Clark**			
ENTREPRENEUR ›	**Services professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		2,400.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Surveillance environnementale des matériaux excavés			
	TOTAL À REPORTER	2,400.00	2,400.00 $
Dépenses totales à autoriser			2,400.00 $
Imputation (crédits)			2,164.87 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	104.37	208.22
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	235.13	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261240861**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143669**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout sur Clark**			
ENTREPRENEUR ›	**Services professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés		5,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		3,000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	8,000.00	8,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			8,000.00 $
Imputation (crédits)			7,216.23 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristourne (100%)	347.90	694.06
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	783.77	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261240560**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143663**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'aqueduc sur Papineau**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés			
Laboratoire, contrôle qualitatif		3,400.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	3,400.00	3,400.00 $
Dépenses totales à autoriser			3,400.00 $
Imputation (crédits)			3,066.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		147.86	294.98
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		333.10	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1261240761**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143665**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout sur Papineau**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

		Toutes taxes incluses	
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés		5,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		4,700.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	9,700.00	9,700.00 $
Dépenses totales à autoriser			9,700.00 $
Imputation (crédits)			8,749.67 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		421.83	841.55
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		950.33	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1359009101**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151272**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réaménagement géométrique Saint-Denis/Sauvé et Berri/Sauvé**			
ENTREPRENEUR	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET (Contribution de la DSARA dans le sous-projet 1355845164 de la soumission)		50,000.00 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:		
Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Communication		
Gestion des impacts		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser		50,000.00 $
Imputation (crédits)		45,101.41 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)	2,174.39	4,337.90
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%	4,898.59	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1359009102**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151273**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de feux de circulation aux intersections Saint-Denis/Sauvé et Berri/Sauvé**			
ENTREPRENEUR ▸	**Demix construction, une division de Holcim (Canada) inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			27,880.17 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	6,433.89 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Incidences techniques: CSEM et HQ		0.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			27,880.17 $
Imputation (crédits)			25,148.70 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristourne (100%)		1,212.45	2,418.83
Ristourne TPS et TVQ à 62,8%		2,731.47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1359009103**	**SOUMISSION:**	**252901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**151274**	**GROUPE:**	**2529**	**15-04-2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de feux de circulation aux intersections Saint-Denis/Sauvé et Berri/Sauvé**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences feux de signalisation**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
Incidences techniques: CSEM et HQ		17,000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	17,000.00	17,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			17,000.00 $
Imputation (crédits)			15,334.48 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	739.29	1,474.89
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	1,665.52	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Alain Beaudet, ing.

Montréal

Soumission 252901 – Rue sauvé, *Berri, Clark et dans l'avenue Papineau*.

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts lors des *travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau*.

Arrondissement : Ahuntsic-Cartierville.

Secteur	Mesures de mitigation
Rue Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau.	- Exécution des travaux par phases et selon une séquence spécifique afin de minimiser l'impact sur la fluidité de la circulation; - Interventions adaptés aux heures de pointe et aux contraintes de la circulation spécifique du secteur. - Maintien, en tout temps, des voies de circulation fonctionnelles adjacentes aux voies entravées, sur chacun des tronçons, afin de minimiser l'impact des travaux sur la circulation des secteurs touchés par les travaux; - Installation des chemins de détour et/ou itinéraires facultatifs et la mise en fonction avant la mise en place des entraves; - Maintien de tous les mouvements permis aux intersections. Aucune fermeture complète des intersections n'est permise durant les travaux; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou passage piéton est entravé dans une direction, l'entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - Maintien, en tout temps, des accès aux résidents, entreprises et commerces du secteur, aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux; - Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Une réunion d'information pour les résidents sera organisée avant la tenue des travaux; - Installation, aux approches du chantier de construction, des panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - En plus des communications usuelles, des panneaux à messages variables (PMV) seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux afin d'inciter les usagers de la route à emprunter des itinéraires facultatifs et en conséquence diminuer le trafic en transit dans la zone active des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation;

Préparé par : Boris Olivera, ing.
Services des infrastructures, transport et environnement
Planification intégrée et gestion des impacts
Direction des Transports, Ville de Montréal

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0065

Québec, le 28 mai 2013

Holcim (Canada) inc.
À l'attention de : Madame Jennifer Good
435, rue Jean-Neveu
Longueuil (Québec) J4G 2P9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Holcim (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0065 n° d'identification de l'Autorité : 2700000931

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CIMENT ST-LAURENT
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX SERVICES
- GEOCYCLE
- GÉOCYCLE
- HOLCIM
- HOLCIM CANADA
- ST-LAURENCE CEMENT

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Holcim (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Montréal

Service des infrastructure, du transport et de l'environnement
Direction des travaux publics
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE SOUMISSION # **252901**
Date d'annonce: **3/10/2014**
Date d'ouverture : **4/9/2014**
31

GDD:1144822028

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT: Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délais de la soumission insuffisants	Période de soumission ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécialisations demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	*Manque de temps*	AUCUNE RÉPONSE
1	Bruneau Électrique Inc.		X	X												
2	Charex		X													X
3	Civisol Inc.		X													X
4	Construction DJL Inc. (Montréal)		X				**AMF non reçu**									
5	Construction G-nesis inc.		X													X
6	Construction NRC Inc.		X	X												
7	Construction S. Forget inc		X												X	
8	Construction Soter Inc.	X														
9	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.	X														
10	Entreprises C.R. Ménard Inc.		X													X
11	Excavation Loiselle inc.		X				X									
12	Girard & Girard Inc		X	X												
13	Groupe Hexagone, s.e.c..	X														
14	G-Tek (3427951 Canada inc.)		X													X
15	Installume inc.		X	X												
16	Laurin et Laurin (1991) Inc..		X	X												
17	9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo)	X														
18	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.	X														
19	Les Entrepreneurs Bucaro Inc.		X													X
20	Les Entreprises Ventec Inc		X													X
21	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc.		X													X
22	Michel Guimont Entrepreneur électricien ltée.		X	X												
23	Pierre Brossard 1981 Ltée		X	X												
24	Ramcor Construction Inc.		X													X
25	Systèmes Urbains Inc		X	X												
26	ZS TRAVAUX ET GERANCE INC		X													X
27	Neolect Inc.		X	X												
		5	22	27	*22*	9	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	10
		19%	**81%**	**100%**	***100%***	**41%**	**0%**	**0%**	**9%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**5%**	**45%**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux permettront d'améliorer la qualité du réseau routier notamment la rue Sauvé qui fait l'objet de plusieurs requêtes de citoyens et de la STM.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyn JOBIDON
Chef de division - Division des études techniques
Tél : 514-872-4557

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Jocelyn JOBIDON
Directeur

Tél : 514-868-4028
Division : Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau a pris connaissance du dossier et n'a pas de réserves particulières relativement à son contenu.

Les remplacements prévus consistent en la reconstruction de 73 mètres d'égout unitaire (combiné) et de 67 mètres de conduite d'eau secondaire dans la rue Papineau, entre les rues Fleury et Prieur ainsi que la reconstruction de 37,5 mètres d'égout unitaire (combiné) et de 37 mètres de conduite d'eau secondaire dans la rue Clark, entre la rue Port-Royal et Cartier. La réalisation des travaux de réfection de la chaussée inclut également les travaux de remplacements des entrées de service en plomb. Ces remplacements sont planifiés étant donné que les interventions de réfection routière locales sont basées sur la reconstruction de la chaussée.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu-Pierre LABERGE
Chef de -Division
Tél : (514) 855-6216 x 4480

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Dominique DEVEAU
DGSRE
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 497 065,23 $ taxes incluses soit un coût net de 448 366,89 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 448 366,89 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	448
Subvention	448
Emprunt net	0

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation corpo :

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261242011 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst EG
Sous-projet SIMON : 143664
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total

152	0	0	0	152

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261242111 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst EG
Sous-projet SIMON : 143668
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
99	0	0	0	99

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261243040 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 143661
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
103	0	0	0	103

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261243140 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 143666
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
73	0	0	0	73

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261240660 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 143667
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
2	0	0	0	2

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261240861 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof ÉG
Sous-projet SIMON : 143669
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
7	0	0	0	7

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261240560 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 143663
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
3	0	0	0	3

Projet : 56124 Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261240761 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof EG
Sous-projet SIMON : 143665
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
9	0	0	0	9

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Imputation
Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst EG
6130. 7713024.802705.04161.57201.000000.0000.143664.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143664	1261242011	152 319,49 $	157 463,32 $	168 863,32 $

Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst EG
6130. 7713024.802705.04161.57201.000000.0000.143668.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143668	1261242111	98 748,85 $	101 874,23 $	109 474,23 $

Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.143661.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143661	1261243040	102 794,94 $	111 959,78 $	113 959,78 $

Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.143666.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143666	1261243140	73 305,94 $	79 267,90 $	81 267,90 $

Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof AQ
6130. 7713024.802705.04121.54301.070003.0000.143667.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
56124	143667	1261240660	2 164,87 $	0 $	2 400,00 $

Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof ÉG
6130. 7713024.802705.04161.54301.000000.0000.143669.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143669	1261240861	4 510,14 $	0 $	5 000,00 $

Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof ÉG
6130. 7713024.802705.04161.54301.070003.0000.143669.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
56124	143669	1261240861	2 706,09 $	0 $	3 000,00 $

Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof AQ
6130. 7713024.802705.04121.54301.070003.0000.143663.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
56124	143663	1261240560	3 066,90 $	0 $	3 400,00 $

Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof EG
6130. 7713024.802705.04161.54301.000000.0000.143665.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56124	143665	1261240761	4 510,14 $	0 $	5 000,00$

Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof EG
6130. 7713024.802705.04161.54301.070003.0000.143665.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
56124	143665	1261240761	4 239,53 $	0 $	4 700,00$

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	448 366,89 $	450 565,23 $	497 065,23 $

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514-280-6736

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Claude BÉDARD
C/S adm et plan d'affaires - eau

Tél : 514-280-4267
Division : DGSRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

- D'accorder à la compagnie " Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.", un contrat d'un montant de 5 317 917,97 $, taxes incluses, pour les travaux mentionnés en titre.
- D'autoriser pour cette fin, une dépense de 6 044 117,97 $ incluant taxes et incidences.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le montant total de la dépense s'élève à 6 044 117,97 $ incluant les taxes. **La portion assumée par le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement est de 5 547 052,73 $ taxes incluses.** La différence de la dépense, soit 497 065,24 $, est assumée par la DGSRE.

Projet 55845 - Programme de réfection d'artères

Une partie des travaux concernant le projet **55845 - Programme de réfection d'artères**, soit une dépense de **3 266 826,41 $** incluant les taxes, sera financée par la réserve financière de voirie et n'aura par conséquent aucun impact sur l'emprunt à la charge des contribuables. Pour ce qui est du solde de la dépense, le budget requis est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des infrastructures, du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement et se présente comme suit :

Imputation – Corpo

Projet Investi: **55845 - Programme de réfection d'artères**

Sous-projet Investi: 1355845 - 165 PRR2014 - CHAUSSEE - Rue Sauvé entre Berri et St-Charles - SO252901
Projet Simon : **151266**
Requérant : Direction des infrastructures

	2014	2015	2016	ult.	Total
BRUT	1535	-	-	-	1535
B.F.	1535	-	-	-	1535
NET	0	-	-	-	0

Projet Investi: **55845 - Programme de réfection d'artères**
Sous-projet Investi: 1355845 - 168 PRR2014 - TROTTOIRS - Rue Berri entre Sauvé et Fleury - SO252901
Projet Simon : **151269**
Requérant : Direction des infrastructures

	2014	2015	2016	ult.	Total
BRUT	436	-	-	-	436
B.F.	436	-	-	-	436
NET	0	-	-	-	0

Total Imputation - Projet 55845

BRUT	1971	-	-	-	1971
B.F.	1971	-	-	-	1971
NET	0	-	-	-	0

Projet 59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel

Le budget requis pour faire suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction du transport du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement. Toutefois, le présent dossier nécessite un virement budgétaire entre projets tel que suit :

Provenance - Corpo

Projet Investi: 59022 - Désignation de périmètres pour apaiser la circulation
Sous-projet Investi: 1459022-899 Accompagnement des arrond.-Implantation de quartiers verts-Travaux civils
Projet Simon : 146889
Requérant : Direction des Infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
85				85

Imputation – Corpo

Projet Investi: 59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel
Sous-projet Investi: 1359009-101 PRR2014 - Reamenagement géomatique rue Sauvé - SO252901
Projet Simon : **151272**
Requérant : Direction du transport

2014	2015	2016	ult.	Total
45				45

Projet Investi: 59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel
Sous-projet Investi: 1359009-102 PRR2014 - SIGNALISATION - Intersection St-Denis & Sauvé - SO252901
Projet Simon : **151273**
Requérant : Direction du transport

2014	2015	2016	ult.	Total
25				25

Projet Investi: 59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel
Sous-projet Investi: 1359009-103 PRR2014 - Incidences SIGNALISATION - St-Denis&Sauvé - SO252901
Projet Simon : **151274**
Requérant : Direction du transport

2014	2015	2016	ult.	Total
15				15

Total Imputation - Projet 59009

85				85

Selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous.

Information comptable (en dollars)

Provenance Corpo (100%)

	Crédits	Dépenses
2101.0000000.000000.00000.34016.000000. 0000.000000.000000.00000.00000 Réserve de voirie corporative	2 946 769.77 $	3 266 826.42 $
	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **08-049** Réfection routière sur le réseau artériel	2 016 345.42 $	2 235 346.15 $
	Crédits	Dépenses
6101.7713002.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **13-002** Achat feux de circulation, d'équipement signalisation lampadaire	40 483.18 $	44 880.17 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **13-024** Travaux d'infrastructure, système distribution eau potable, collecte eaux usées	448 366.89 $	497 065.23 $
TOTAL PROVENANCE	**5 451 965.26 $**	**6 044 117.97 $**

Un engagement de gestion no **CC44822028** au montant de **2 505 195.49 $** est inscrit au compte de provenance. Le montant de 2 946 769.77 se retrouve dans une réserve financière, l'équipe de la comptabilité certifie que les fonds se retrouvent dans le compte de

la réserve financière de voirie.

Imputation Corpo (100%)

Projet 55845 - Programme de réfection d'artères

	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03107.57201.000000. 0000.151264.000000.17020.00000 PRR2014 -Reconst.Chaussée - Rue Sauvé entre St-Laurent et Berri - SO252901	881 926.70 $	977 715.15 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03107.57201.000000. 0000.151265.000000.17030.00000 PRR2014 - TROTTOIRS - Rue Sauvé entre St-Laurent et Berri - SO252901_	290 524.88 $	322 079.57 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03107.57201.000000. 0000.151267.000000.17030.00000 PRR2014 - TROTTOIRS - Rue Sauvé entre Berri et St-Charles - SO252901	310 259.06 $	343 957.14 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03103.57201.000000. 0000.151268.000000.17025.00000 PRR2014 -Planage/Revêtement bitumineux.- Berri entre Sauvé et Fleury - SO252901	386 890.07 $	428 911.25 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03141.57201.000000. 0000.152128.000000.19010.00000 PRR2014-Éclairage sur Sauvé entre Berri et St-Laurent-So252901	115 892.04 $	128 479.39 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03141.57201.000000. 0000.152129.000000.19010.00000 PRR2014-Éclairage sur Berri entre Sauvé et Gouin-So252901	261 720.17$	290 146.31 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03141.57201.000000. 0000.152166.000000.19010.00000 Construction bases et conduits pour l'éclairage - SO252901	101 782.72 $	112 837.61 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03107.54301.000000. 0000.151270.000000.17020.00000 PRR2014-Travaux Chaussées/Trottoirs-Sauvé et Berri-Incidence prof.-SO252901	170 122.53 $	188 600.00 $
	Crédits	Dépenses
6101.9500998.802700.03107.54590.000000. 0000.151271.000000.17020.00000 PRR2014-Travaux Chaussées/Trottoirs-Sauvé et Berri-Incidence tech.-SO252901	427 651.60 $	474 100.00 $
	Crédits	Dépenses

6101.7708049.802700.03107.57201.000000. 0000.151266.000000.17020.00000 PRR2014 -Reconst.Chaussée - Rue Sauvé entre Berri et St-Charles - SO252901	1 535 518.95 $	1 702 295.82 $
	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802700.03107.57201.000000. 0000.151269.000000.17030.00000 PRR2014 - TROTTOIRS - Rue Berri entre Sauvé et Fleury - SO252901	435 725.05 $	483 050.33 $
Total projet 55845	4 918 013.77 $	5 452 172.56 $

Projet 59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel

	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802711.03107.57201.000000. 0000.151272.000000.17030.00000 PRR2014 - Reamenagement géomatique trottoirs - rue Sauvé - SO252901_	45 101.42 $	50 000.00 $
	Crédits	Dépenses
6101.7713002.802711.03163.57201.000000. 0000.151273.000000.17040.00000 PRR2014 - SIGNALISATION - Intersection St-Denis & Sauvé - SO252901_	25 148.70 $	27 880.17 $
	Crédits	Dépenses
6101.7713002.802711.03163.54590.000000. 0000.151274.000000.17040.00000 PRR2014 - Incidences techn. SIGNALISATION - St-Denis&Sauvé - SO252901_	15 334.48 $	17 000.00 $
Total projet 59009	85 584.60 $	94 880.17 $

Projet 56124 - Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout

	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.57201.000000. 0000.143664.000000.12010.00000 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst EG	152 319.49 $	168 863.32 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.57201.000000. 0000.143668.000000.12010.00000 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst EG	98 748.85 $	109 474.23 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.57201.000000. 0000.143661.000000.13020.00000 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - reconst AQ	102 794.94 $	113 959.78 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.57201.000000. 0000.143666.000000.13020.00000 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - reconst AQ	73 305.94 $	81 267.90 $
	Crédits	Dépenses

6130.7713024.802705.04121.54301.070003. 0000.143667.000000.13020.00000 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof AQ	2 164.87 $	2 400.00 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.54301.000000. 0000.143669.000000.12010.00000 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof ÉG	4 510.14 $	5 000.00 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.54301.070003. 0000.143669.000000.12010.00000 Clark, de Sauvé à 1 point au sud de Sauvé - serv prof ÉG	2 706.09 $	3 000.00 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.54301.070003. 0000.143663.000000.13020.00000 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof AQ	3 066.90 $	3 400.00 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.54301.000000. 0000.143665.000000.12010.00000 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof EG	4 510.14 $	5 000.00 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04161.54301.070003. 0000.143665.000000.12010.00000 Papineau, de Prieur à 1 point au sud de Prieur - serv prof EG	4 239.53 $	4 700.00 $
Total projet 56124	448 366.89 $	497 065.23 $
TOTAL IMPUTATIONS	**5 451 965.26 $**	**6 044 117.97 $**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre.

Écriture au réel
Une écriture au réel devra être faite pour l'utilisation de la réserve.

Provenance - Fonds de la voirie
2101.0000000.000000.00000.34016.000000.0000.000000.000000.00000.00000 2 946 769.76

Imputation - Affectation - Fonds de la voirie
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151264.000000.17020.00000 881 926.69
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151265.000000.17030.00000 290 524.88
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151267.000000.17030.00000 310 259.06
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151268.000000.17025.00000 386 890.07
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.152128.000000.19010.00000 115 892.04
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.152129.000000.19010.00000 261 720.17

6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.152166.000000.19010.00000 101 782.72
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151270.000000.17020.00000 170 122.53
6101.9500998.802700.41000.74310.013533.0000.151271.000000.17020.00000 427 651.60

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nana-Doris SADOU
Agente de gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-8308

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan 1
(514) 868-3837

Mme Mahjouba Abdouni
Conseillère en gestion des ressources financieres
514-872-9837

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Aminata SEYDI
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872- 6205

Division : Opérations.budg.et Comptables - PS- Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la sécurité et de l'aménagement du réseau artériel est favorable au réaménagement géométrique de la rue Sauvé entre les rues Saint-Denis et Berri, ainsi qu'à son financement. Ce réaménagement a pour but d'améliorer la convivialité des déplacements des piétons entre la station de métro et la future gare Sauvé.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéfan GALOPIN
Ingénieur
Tél : 514 872-3481

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Guy PELLERIN
Chef de division
Tél : 514 872-7486
Division : Sécurité et aménagement du réseau artériel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Délégation de pouvoir de Marc Ricard, chef de division, division de la gestion de projets et économie de la construction:



Remplacement du chef de division gestion de projets et économie.pdf

Prix de l'estimation de soumission : 6 626 003,04 $
Prix du plus bas soumissionnaire : 5 317 917,97 $
Écart de : -1 308 085,07 $ ou -19.7 %
Prix moyen des soumissions reçues : 6 195 980,27 $
Écart entre l'estimation de soumission et moyenne : -430 022,77 $ ou -6.5 %

La DGPEC a, dans un premier temps, pris connaissance des cinq (5) soumissions reçues pour le projet et a constaté qu'elles se divisent en 2 groupes distincts : soumissions représentant un écart important avec l'estimation de soumission (-19.7 % et -13.6%) et celles dont le prix se rapproche de l'estimation de soumission (-1,7 %, -0,5% et +3,1%).

Dans un deuxième temps, la DGPEC a procédé à l'analyse de toutes les soumissions reçues, ainsi qu'à la comparaison de la plus basse soumission par rapport à l'estimation de soumission (-1 308 085 $). Les items suivants correspondent aux regroupements des sous -projets de même nature de travaux, ce qui a donné lieu au constat qui suit :

1- **RECONSTRUCTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS : Écart favorable de -995 614,23 $.**

Le plus bas soumissionnaire, étant fournisseur de matières premières : pierres, béton et asphalte, profite de cet avantage pour offrir de très bas prix. L'écart

favorable dû aux bas prix pour ces activités explique 76% de l'écart total. Notons également la proximité du lieu de fabrication de ces matières par rapport au chantier comme facteur de réduction de coût de transport.

Les différentes méthodologies employées par chacun des soumissionnaires afin de répondre aux exigences du devis (plusieurs phases par rue) sont un autre facteur qui influence directement les prix soumis pour ces articles (entre autres : perte de temps des équipes et mobilisations supplémentaires des équipements).

2- **RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'ÉGOUT ET D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS L'AVENUE PAPINEAU ET CLARK: Écart favorable de -145 436,12 $.**

Cet écart concerne notamment la fourniture et pose de conduites qui inclut aussi la réfection de coupe, raccordement à la chaussée existante et élimination de sols contaminés. La DGPEC a considéré une production des équipes conservatrice étant donné qu'il n'y a pas de fermeture complète des voies de circulation dans la zone de travaux. Le plus bas soumissionnaire a tout de même réussi à présenter des prix assez agressifs.

3- **FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIER D'ÉCLAIRAGE, BASES ET CONDUITS ET FEUX DE CIRCULATION: Écart favorable de -167 034,73 $.**

Les écarts significatifs pour ces items se retrouvent essentiellement dans le maintien des feux de circulation et éclairage et le coût d'installation de lampadaires. L'évaluation de la DGPEC dans ces articles est supérieure à tous les prix reçus. Les prix des soumissionnaires sont similaires (probablement le même sous-traitant au BSDQ).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet écart, tels que la durée du maintien d'éclairage et feux de circulation temporaires, le choix de l'achat ou location des composants temporaires utilisés et la production en fonction de la quantité à installer.

Par ailleurs, la DGPEC a identifié les articles particuliers présentant des écarts importants, inclus dans les écarts globaux pour l'ensemble du contrat tel qu'indiqué ci-haut :

1- MAINTIEN DE LA CIRCULATION ET SIGNALISATION TEMPORAIRE

Dans l'ensemble des articles de maintien de la circulation et signalisation temporaire, l'écart entre le prix de la soumission la plus basse et l'estimation de soumission est de 13,9% et l'écart entre l'estimation de soumission et la moyenne des prix reçus est de 3,6%.

De nombreuses phases sont exigées pour la réalisation du projet, signalisations temporaires, fermetures d'accès (trottoirs et rues), déviations et changements de configurations plusieurs fois par jour dans une même phase (pour répondre aux besoins spécifiques de la circulation aux heures d'achalandages), impliquent des frais supplémentaires pris en considération dans l'évaluation de ces articles par la DGPEC. Les prix proposés par le plus bas soumissionnaire en conséquence sont assez agressifs, par contre, ils sont aussi intimement liés à la stratégie unique du soumissionnaire.

1- PUISARD DE RUE AVEC TÊTE AJUSTABLE

Dans tous les articles des puisards de rue, les prix proposés par le plus bas soumissionnaire sont nettement plus bas que les prix unitaires de l'estimation de soumission et des prix moyens soumis par tous les soumissionnaires. Les prix du plus bas soumissionnaire sont très agressifs et ressemblent plus aux coûts des puisards seulement sans la réfection des coupes et raccordements requis.

Conclusion :

Compte tenu de ces éléments et que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renu MATHEW
ingénieure
Tél : (514) 872-5629

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division
Tél : (514) 872-7816
Division : Division de la conception des travaux

Remplacement du chef de division gestion de projets et économie de la construction

Marc RICARD A : 28-03 - Direction des infrastructures 2014-04-16 16:52

Envoyé par : Isabelle LALIBERTÉ

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne M. Yvan Péloquin, chef de division de la Conception, pour me remplacer du 17 avril au 3 mai 2014 inclusivement, et ce, dans l'exercice de mes fonctions de chef de division de la gestion de projets et économie de la construction de la Direction des infrastructures au Service des infrastructures, du transport et de l'environnement et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Marc Ricard, ing, ECA
Chef de division
Division de l'économie de la construction
Division gestion des projets et relations d'affaires
Direction des infrastructures
801 rue Brennan, 7ième étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone: 514-872-0264
Télécopieur: 514-872-1873
marc.ricard@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1144822028

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de signalisation, de conduites d'égout et d'eau dans les rues Sauvé, Berri, Clark et dans l'avenue Papineau. Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 6 044 117,97 $ (contrat: 5 317 917,97 $ + incidences: 726 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 252901 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de l'exploitation du réseau artériel (DERA) a pris connaissance de la partie signalisation lumineuse du dossier et recommande l'octroi du contrat.
Suite à un réaménagement géométrique, des travaux de feux de circulation sont nécessaires à l'intersection Berri / Sauvé. De plus, un nouveau feu de circulation sera implanté à l'intersection Saint-Denis / Sauvé.

Ces travaux seront payés au budget Corpo du projet PTI 59009 (DSARA) et sous-projets 1359009-102 et 1359009-103.
Budget requis :
Travaux électrique : 25 000$ pour 2014
Incidences CSEM et HQ : 15 000$ pour 2014

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André C CARON
Ingénieur
Tél : 514 872-6282

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Guy PELLERIN
Chef de division
Tél : 514 872-7486
Division : Sécurité et aménagement du réseau artériel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1144251002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 M$ à Maison d'Haïti, pour réaliser le projet de construction d'un immeuble, dans le cadre de la programmation 2013 - 2017 des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$ / Approuver un projet de convention à cet effet

La Direction du Service de la diversité sociale et des sports recommande :
1. d'accorder un soutien financier de 2 000 000 $, pour l'année 2014 et 2015, à Maison d'Haïti pour le redéploiement de ses services par la réalisation d'un projet de construction d'un immeuble dans le cadre de la programmation 2013 — 2017 s'inscrivant dans la stratégie de développement « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente de 175 M$ entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du gouvernement du Québec et la Ville de Montréal;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Johanne DEROME **Le** 2014-04-29 17:21

Signataire : Johanne DEROME

Directrice
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1144251002**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 M$ à Maison d'Haïti, pour réaliser le projet de construction d'un immeuble, dans le cadre de la programmation 2013 - 2017 des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$ / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a rendu publique la Stratégie pour le développement de toutes les régions, le 20 février 2007. En vertu de cette entente, un montant de 140 millions $ a été annoncé dans le Budget 2007-2008 du Québec afin de soutenir le développement de la Ville de Montréal selon les priorités de la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025. En mars 2010, le gouvernement du Québec a annoncé dans le Budget 2010-2011 qu'il prolongeait son appui au développement de Montréal pendant cinq années additionnelles soit de 2013/14 à 2017/18, en injectant 175 millions $ en vue de poursuivre la réalisation de la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

L'organisme la Maison d'Haïti a sollicité la Ville de Montréal pour un soutien financier de 2 M$ afin d'acheter un terrain et de construire un immeuble de deux étages, dans le cadre d'un projet estimé à 3,28 M$, permettant de relocaliser ses activités d'éducation et d'intégration des familles immigrantes, ses locaux étant devenus inadéquats avec les années. Après analyse, il s'avère que ce projet de redéploiement est admissible au protocole d'entente de 175 M$ au chapitre des retombées sociales puisqu'il contribuera à l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens - (Axe 3 de la stratégie — milieu de vie exceptionnel).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1131 du 4 juillet 2012
Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du gouvernement du Québec et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville au montant de 175 M$, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie de développement Imaginer-Réaliser Montréal 2025 / Mandater le Service des Finances pour gérer ce programme.

CG14 0225 du 1er mai 2014
Approuver l'ajout du projet de redéploiement de Maison d'Haïti, dont les besoins sont

estimés à 2 M$ pour la période 2014 — 2017, et son inscription à la programmation partielle des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

DESCRIPTION

La Maison d'Haïti, organisme à but non lucratif, se définit comme étant dédié à l'éducation et à l'intégration des personnes et des familles immigrantes ainsi qu'à la création et au développement de liens étroits avec la société d'accueil. L'organisme propose notamment des services de soutien à l'immigration, d'alphabétisation et de francisation, d'insertion professionnelle, de sécurité alimentaire, de travail de rue auprès des jeunes, de renforcement des compétences parentales et de lutte au décrochage scolaire. Les services rejoignent une population largement défavorisée, dont les besoins en intégration et en insertion demeurent immenses. Partenaire de la Ville de Montréal depuis plusieurs années, son rôle d'acteur incontournable a été indéniable lorsque Montréal a accueilli les personnes ressortissantes d'Haïti lors du séisme de 2010. L'organisme emploie 27 intervenants, 18 patrouilleurs, de nombreux stagiaires et mobilise annuellement près de 270 bénévoles. En 2013, ce sont 4 446 personnes, provenant de plusieurs arrondissements, qui ont bénéficié des activités et des services offerts.
Tenant compte de la détérioration des locaux actuels et afin de pallier un manque d'espace, la Maison d'Haïti a conclu une offre d'achat pour une partie d'un terrain de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) immédiatement à l'est de la bâtisse actuellement occupée par l'organisme et y projette la construction d'un immeuble sur deux étages dont la superficie totalise 9 500 pieds carrés. Le nouvel édifice sera situé à l'intersection de la 12^{e} avenue et de l'avenue Émile-Journault, en plein cœur du quartier St-Michel. L'objectif général du projet de redéploiement de la Maison d'Haïti est de répondre aux besoins pressants de sa clientèle actuelle et future ainsi que d'offrir à la communauté un espace et des locaux adéquats. Ce projet fait également suite à la forte croissance des besoins et de l'achalandage de la Maison d'Haïti.

En lien avec ce dossier, un premier sommaire (1144251003) a été présenté au conseil d'agglomération du 1er mai 2014. Ce sommaire avait pour but d'approuver la programmation supplémentaire par l'ajout du projet du redéploiement de la Maison d'Haïti aux projets liés au protocole d'entente de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025. Le projet communautaire de la Maison d'Haïti est admissible au protocole d'entente de 175 M$ au chapitre des retombées sociales, puisqu'il contribuera à l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens - (Axe 3 de la stratégie — milieu de vie exceptionnel).

JUSTIFICATION

Depuis quelques années, la Maison d'Haïti fait face à une fréquentation accrue avec les nouvelles vagues de personnes immigrantes s'installant dans le quartier, nécessitant une diversification des activités et des programmes offerts dans des locaux devenus exigus et vétustes. Déjà en 2010, le séisme survenu en Haïti a eu un effet considérable sur la Maison d'Haïti qui a dû se transformer en centre de crise multiservice pour répondre aux besoins urgents des familles du quartier directement touchées et accueillir les nouveaux arrivants rescapés du séisme. Beaucoup trop à l'étroit, pour accueillir toutes ses activités courantes, la Maison d'Haïti a dû déplacer temporairement plusieurs de ses activités dans des locaux prêtés par la Ville. Encore maintenant, l'organisme doit utiliser cinq autres lieux pour réaliser ses activités. Enfin, aucune rénovation majeure n'a été entreprise depuis 1986 et les carences concernent autant les installations sanitaires que les espaces de travail et d'accueil.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Annexe 1 du projet de convention présente le montage financier du projet, dont le coût total est estimé à 3 276 632 $ et dont les coûts et les sources de financement prévus se détaillent comme suit :

Coût du projet évalué par l'organisme	
Coûts	**Montant**
Achat du terrain et frais afférents	324 972 $
Construction du bâtiment	2 232 500 $
Honoraires professionnels (conception et surveillance)	357 200 $
Permis et autres autorisations	25 000 $
Frais incidents	30 000 $
TPS & TVQ après ristourne	197 273 $
Frais de financement intérimaire	92 094 $
Frais financiers et d'intérêts (marges TPS / TVQ)	17 593 $
Total	**3 276 632$**

Montage financier	
Bailleur de fonds	**Montant**
Ville de Montréal (Via l'entente de 175 M$)	**2 000 000 $**
Maison d'Haïti	500 000 $
Emprunt bancaire (hypothèque)	776 632 $
Total	**3 276 632 $**

Le projet de la Maison d'Haïti comporte l'achat d'un terrain et la construction d'un bâtiment. Bien que l'achat de terrain ne soit pas une dépense admissible aux fins de l'entente de 175 M$, ce projet demeure admissible au versement d'un soutien financier pour la partie portant sur la construction de l'immeuble et les frais accessoires. Les coûts de construction incluant notamment les honoraires professionnels sont estimés à plus de 2,5 M$, permettant ainsi d'envisager le versement d'un soutien financier pouvant atteindre 2,0 M$.

Comme mentionné à la section Description, le projet est admissible au protocole d'entente de 175 M$ au chapitre des retombées sociales puisqu'il contribuera à l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens — (Axe 3 de la stratégie — milieu de vie exceptionnel).

Le soutien financier non récurrent de 2 M$ accordé à la Maison d'Haïti proviendra de ce protocole et est financé par le gouvernement du Québec via le Secrétariat à la région métropolitaine. Il est suggéré que le soutien financier qui était prévu pour le projet de l'Autoroute Bonaventure - Phase 1 soit réduit de 2 M$ afin de financer le soutien financé recommandé pour la Maison d'Haïti. Cette opération nécessitera toutefois de réaffecter des budgets équivalents en PTI au projet de l'Autoroute Bonaventure.

L'organisme a été informé des inquiétudes émises par les professionnels de la Ville, touchant le plan d'affaires, notamment en ce qui concerne l'adéquation entre les besoins et la superficie prévue et l'estimation du coût au pi^2. L'organisme prendra ces éléments en considération et s'assurera de respecter le budget prévu ou d'ajuster, le cas échéant, ses besoins en espace, de même qu'en équipements. L'organisme tiendra également compte de toutes autres préoccupations, en regard des commentaires portant sur la nécessité d'évaluer correctement des éléments tels que la décontamination des sols, si nécessaire, et l'aménagement extérieur. Pour l'accompagner dans la réalisation des travaux, la Maison Haïti a choisi de s'associer avec la Société de développement Angus, entreprise d'économie sociale, déjà connue pour avoir travaillé notamment au projet de la Vitrine culturelle (2-22).

Tenant compte de l'ampleur du projet et de la complexité de sa réalisation, la Ville, par le biais des professionnels d'expertise des directions concernées, assurera un suivi rigoureux à toutes les phases du projet. Également, plusieurs articles de la convention entre la Ville et la Maison d'Haïti protègent l'investissement de la Ville, et sont clairs quant aux obligations de l'organisme :

- l'article 4.4 prévoit que l'organisme, avant même de débuter les travaux, doit transmettre à la Directrice une attestation établissant les détails du montage financier et la confirmation que le montage financier prévu au dossier est complet;
- l'article 4.5 oblige l'organisme à assumer tous les coûts du projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour l'achèvement des travaux étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme de 2M $ qui est prévue;
- l'article 3 stipule que le versement du soutien financier se fera en quatre étapes, selon les conditions et les obligations liant l'organisme à la Ville quant à la réalisation et à l'état d'avancement à chacune des phases du projet de construction.
- l'article 4.14 concerne plus précisément les retombées au niveau social, en lien avec la mission de la Maison d'Haïti, qui font partie intégrante du projet de redéploiement de leurs services;
- enfin, l'article 6 prévoit que la Ville peut suspendre les versements et/ou résilier la convention si l'organisme refuse ou néglige de respecter les conditions et obligations auxquelles il est tenu.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet présenté participe à des objectifs sociaux du développement durable. Il va dans le sens de la réalisation de l'Action 36 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. Via ce projet, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et à renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.
En raison de l'ampleur du soutien accordé par la Ville, et en lien avec la Politique municipale de développement durable dans les édifices, l'organisme devrait viser une certification LEED. Compte tenu des possibilités financières limitées de la Maison d'Haïti comme organisme à but non-lucratif et de la nature des services qui seront offerts dans le nouvel édifice et , en lien avec d'autres bâtisses similaires de la Ville de Montréal, il nous apparaît que l'objectif de viser une certification LEED-Argent est satisfaisant. La construction devra également respecter les principes d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La situation actuelle de la Maison d'Haïti représente un frein à son développement, mais également un péril pour le bon fonctionnement de ses activités régulières et la qualité des services offerts à la population. De plus, la réalisation du projet ne se limite pas à la construction du nouvel emplacement; en s'intégrant au quartier St-Michel, cela participe également au changement et à l'amélioration de la qualité de vie des usagers et des résidents. Par le choix de l'emplacement, la Maison d'Haïti maintiendra son ancrage dans le milieu, facilitant également l'accessibilité pour les usagers. Ce projet contribuera à la mise en valeur des rues avoisinantes et s'insère naturellement dans une démarche de revitalisation soutenue par tous les acteurs institutionnels et communautaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un événement protocolaire devrait avoir lieu lors de l'achèvement des travaux. Les activités liées au projet respecteront le protocole de communication joint au projet de convention (Annexe 3).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2014 Présentation le 1er au conseil d'agglomération pour la modification de la programmation de l'entente de 175 M$
Mai 2014 Présentation au comité exécutif
Mai 2014 Présentation au conseil municipal pour approbation
Printemps 2014 Mise en oeuvre du projet
Printemps 2015 Éléments intérieurs et finition
Septembre 2015 Livraison de l'immeuble et déménagement
Mars 2016 Sous réserve d'un défaut (article 6) fin du projet de convention entre les parties le 31

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Planification stratégique (Pierre CADIEUX)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Carlos MANZONI)

Avis favorable :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Isabel ASSUNÇAO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire BRADET
Conseillère en affaires interculturelles

Tél : 872-3583
Télécop. : 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514 872-1274
Télécop. : 514 872-9848

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Dossier # : 1144251002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 M$ à Maison d'Haïti, pour réaliser le projet de construction d'un immeuble, dans le cadre de la programmation 2013 - 2017 des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$ / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les commentaires de la DSTI ne portent pas sur le bien-fondé du projet ou du site, mais bien sur les éléments classiques de la bonne gestion d'un projet, soit le contenu (qualité), le calendrier et les coûts du projet de 9500 pi² sur deux étages, évalués à 3,28 M$.
Qualité :

Le vendeur du terrain ne donnant aucune garantie quant à l'état des sols, une analyse plus poussée des sols est suggérée pour identifier rapidement les risques environnementaux et les coûts potentiels de décontamination.

Notre lecture de l'étude de faisabilité nous laisse entrevoir une inadéquation entre la liste des besoins exprimés et la superficie de 9500 pi² :

- un grand foyer, une salle d'attente et un vestiaire destinés à l'accueil des usagers;
- cinq salles multifonctionnelles (classes, activités de loisirs, activités jeunesse);
- une halte-garderie;
- une salle d'accès internet et une bibliothèque de référence sur Haïti, les Caraïbes et la communauté haïtienne;
- une salle de diffusion multimédia;
- huit bureaux administratifs;
- une salle de réunion.

Ces sept grandes fonctions représentent en effet environ 9500 pi², mais il y manque les circulations verticales et horizontales (± 30 %, soit 2800 pi²) et d'autres espaces requis tels espaces techniques, entreposage, conciergerie, ascenseur ou monte-charge, salle de vélo, etc.

Le bâtiment devra être universellement accessible en accord avec la Politique d'accessibilité universelle de la Ville.

Selon le montage financier proposé, la Ville accorderait au projet une contribution de 2 M$, soit près de 62 % du financement. Compte tenu de cette somme importante, nous pensons que la Politique municipale de développement durable dans les édifices devrait s'appliquer et que **le bâtiment devrait obtenir une certification LEED-Or**.

Pour réaliser un bâtiment écologique performant et rentable, il est suggéré de procéder par Processus de conception intégrée (PCI), où sont assis à la même table les architectes, ingénieurs, clients, opérateurs et entrepreneur, tout au long du processus de conception du projet. Ainsi les meilleures décisions possibles sont prises en temps opportun.

Calendrier :

Si un PCI est privilégié, la période de plans et devis devra être rallongée à six mois environ. Par contre, ce rallongement de calendrier sera facilement récupéré lors du chantier, car la coordination des plans entre spécialités aura mieux été faite.

Selon l'entrepreneur choisi, la durée de 10 mois de chantier pourrait sembler un peu courte. Nous proposons plutôt de planifier une durée de 12 mois surtout si une bonne mise en service (ce qui est nettement avantageux) est faite.

Coûts :

Le budget de 3,28 M$ nous semble sous évalué. D'abord, la superficie de 9500 pi² sur laquelle est basée l'estimation (comme ci-haut mentionné) semble trop basse.

Partons quand même de cette superficie de 9500 pi², nous pensons que le coût unitaire de 235 $/pi² pour le «base building» et les améliorations locatives est sous évalué. Il semble y manquer l'administration et les profits de l'entrepreneur, les contingences de design et de construction. Nous pensons plutôt que ce coût unitaire devait être entre 300 $/pi² et 350 $/pi², ce qui peut équivaloir jusqu'à 1 M$ de plus aux coûts directs d'un projet de 9500 pi².

L'estimation ne mentionne aucun montant pour le mobilier et les équipements premiers.
L'estimation ne mentionne aucun montant pour l'aménagement extérieur (stationnement, paysagement, éclairage, etc.).
L'estimation ne mentionne aucune provision pour des sols contaminés.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos MANZONI
Chef de division - Gestion immobilière
Tél : 514 872-3957

André CAZELAIS
Chef de section - Gestion immobilière - Corporatif
Tél. 514 872-2419

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Michel NADEAU
Directeur - DSTI
Tél : 514 872-5844

Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Planification stratégique

Dossier # : 1144251002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 M$ à Maison d'Haïti, pour réaliser le projet de construction d'un immeuble, dans le cadre de la programmation 2013 - 2017 des projets inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$ / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le comité exécutif a mandaté le Service des finances pour gérer la mise en oeuvre du protocole d'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec afin de permettre la réalisation de projets identifiés dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* (CE12 1131).

Tel que prévu au protocole, une programmation identifiant les projets qui bénéficieront de l'aide a fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'agglomération du 27 septembre 2012 (CG12 0369). Le projet "redéploiement de la Maison d'Haiti" ne faisant pas partie de cette programmation initiale, une demande d'inscription à la programmation devra faire l'objet d'une approbation par le Conseil d'agglomération à sa séance du 1er mai 2014 (dossier 1144251003). Dans l'éventualité où le Conseil d'agglomération approuvera cette demande d'inscription, le projet pourra alors bénéficier du soutien financier de l'entente de 175 M$.

Le projet de redéploiement de la Maison d'Haïti proposé dans le présent dossier comporte l'achat d'un terrain et la construction d'un bâtiment pour un coût total estimé à 3,28 M$. Bien que l'achat de terrain constitue une dépense inadmissible aux fins de l'entente de 175 M$, ce projet demeure admissible au versement d'une contribution pour la partie portant sur la construction de l'immeuble et certains frais incidents. Les coûts de construction et les honoraires professionnels notamment sont présentement estimés à plus de 2,5 M$. Dans la mesure où ces dépenses admissibles excéderont 2,0 M$ au terme du projet, l'organisme pourra bénéficier en totalité de la contribution de 2,0 M$.

La contribution de 2,0 M$ $ pour le projet réalisé par l'organisme Maison d'Haiti sera financée par l'entente de 175 M$. La Direction de la diversité sociale propose de réaffecter un financement de 2 M$ provenant du PTI du projet Autoroute Bonaventure - Phase 1, inscrit à la programmation de l'entente, au profit du projet de la Maison d'Haïti. Considérant toutefois la surprogrammation financière qui prévaut déjà à l'entente de 175 M$ et le fait que la programmation comporte au budget de fonctionnement de nombreux projets récurrents, le Service des finances privilégie, lors de l'inscription d'un nouveau projet, de dégager du financement en provenance de projets financés par le budget de

fonctionnement.

Toutefois, puisque le redéploiement de la Maison d'Haïti constitue un projet non récurrent et qu'il comporte un investissement immobilier au même titre qu'un projet de PTI, le Service des finances est favorable avec cette proposition. Cette opération nécessitera toutefois de réaffecter des budgets équivalents en PTI à ce projet entièrement assumé par la Ville de Montréal.

Par ailleurs, le projet comporte un certain nombre de risques financiers qui nécessiteront un suivi attentif de la part de la Direction de la Diversité sociale.

1. D'une part, le coût réel du projet pourrait, selon la DSTI, être plus élevé que celui présenté en raison des taux de coûts de construction au pied carré utilisés dans l'évaluation, d'une sous-évaluation des besoins en espace dans le projet actuel et enfin de l'absence de provisions pour la décontamination des sols. L'organisme affirme à ce sujet qu'il ajustera ses besoins pour respecter le budget prévu.
2. D'autre part, le projet présente des prévisions optimistes aux chapitres des revenus et du montage financier. L'organisme table notamment sur une campagne de financement de 500 000 $ et l'obtention d'un prêt de 776 632 $ pour financer le projet.

Pour permettre à la Ville de Montréal de gérer ces risques, le projet de convention avec l'organisme prévoit que ce dernier doit lui transmettre, 15 jours avant le début des travaux, le montage financier final et l'informer de toute modification substantielle. Dans l'éventualité où ces clauses ne sont pas respectées, la Ville peut résilier la convention qui la lie à l'organisme.

Le projet de convention l'organisme fait état des obligations du promoteur quant au respect des dispositions de visibilité contenu dans le protocole de 175 M$ entre la Ville et le gouvernement du Québec.

La Direction de la diversité sociale a produit les documents requis par le Service des finances pour assurer la reddition de comptes et l'évaluation des projets conformément aux dispositions du protocole d'entente de 175 M$. Ces documents décrivent notamment le projet soutenu, ses objectifs et les cibles à atteindre en matière de résultats.

Le protocole d'entente de 175 M$ entre la Ville et le gouvernement du Québec prend fin le 31 décembre 2017. Aucune somme ne pourra être versée par la Ville à l'organisme passée cette échéance.

Budget de fonctionnement

Accorder un budget additionnel de 2 M $ de la façon suivante :

	2014
Budget additionnel revenu :	
2101.0014000.105621.06501.46370.016990. 0000.000000.050159. AF- Général - Ville de Montréal - crédits associés à des revenus dédiés - Protocole MAMR/2025 - proximité - Industries et commerces - Promotion et développement économique - Contributions organismes - Maison d'HAÏTI	2 000 000 $
Budget additionnel dépenses :	**2014**

2101.0014000.105621.06501.61900.016491. 0000.000000.050159**.** AF- Général - Ville de Montréal - crédits associés à des revenus dédiés - Protocole MAMR/2025 - proximité - Industries et commerces - Promotion et développement économique - Contributions organismes - Maison d'HAÏTI	2 000 000 $

Le calendrier de construction du projet n'étant pas encore arrêté définitivement, les crédits non utilisés en 2014 pourront être reportés en 2015.

Veuillez trouver ci-joint l'état d'utilisation de la programmation du protocole d'entente de 175 M$.



175 M$-4 avril 2014.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre CADIEUX
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0044

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Sylvain GOUIN
Directeur - Planification et stratégies financières
Tél : (514) 872- 3219
Division : Service des finances

PROTOCOLE D'ENTENTE SUR L'AIDE FINANCIÈRE DE 175 M$ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LA VILLE DE MONTRÉAL
PROGRAMMATION DE L'ENTENTE - PRÉVISION DES DÉPENSES ADMISSIBLES À L'AIDE FINANCIÈRE 2013-2017, (au 4 avril 2014)*

Projets - Budget de fonctionnement	Axes	Dépenses admissibles à l'aide financière* (en milliers de dollars)					
		2013 Réel	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Promotion du secteur de la mode	1 - Ville de savoir	Projet intégré à la Stratégie de développement économique					
Promotion du secteur du design	1 - Ville de savoir	Projet intégré à la Stratégie de développement économique					
Faire vivre et animer l'Espace pour la vie	1 - Ville de savoir	4,356.1					4,356.1
Total 1 - Ville de savoir		**4,356.1**					**4,356.1**
Festivals (1) (5) (6)	2 - Métropole culturelle	3,915.0	3,955.0	4,485.0	4,485.0	4,485.0	21,325.0
Quartier des spectacles (2)	2 - Métropole culturelle	6,400.0	6,305.0	7,115.0	6,640.0	6,040.0	32,500.0
Vitrine culturelle (6)	2 - Métropole culturelle	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	1,750.0
Ateliers d'artiste (3)	2 - Métropole culturelle	1,795.0	1,430.0	1,304.7	1,430.0	1,065.0	7,024.7
Total 2 - Métropole culturelle		**12,460.0**	**12,040.0**	**13,254.7**	**12,905.0**	**11,940.0**	**62,599.7**
PRAM - Commerce	3 - Milieu de vie exceptionnel	1,388.6	605.7				1,994.3
Rénovation urbaine intégrée (RUI) (5)	3 - Milieu de vie exceptionnel		2,000.0	1,000.0	1,000.0	1,000.0	5,000.0
Jeux du Québec	3 - Milieu de vie exceptionnel	119.8	1,066.5	1,742.5	871.2		3,800.0
Maison d'Haïti (contribution prévue de 2 M$) (7)	3 - Milieu de vie exceptionnel	Projet à faire approuver par le conseil d'agglomération et à financer (7)					
Total 3 - Milieu de vie exceptionnel		**1,508.4**	**3,672.2**	**2,742.5**	**1,871.2**	**1,000.0**	**10,794.3**
Stratégie de développement économique (voir annexe 1) (5)	4 - Infrastructures performantes	2,002.3	12,122.7	9,713.0	9,212.0	6,950.0	40,000.0
Total 4 - Infrastructures perfomantes		**2,002.3**	**12,122.7**	**9,713.0**	**9,212.0**	**6,950.0**	**40,000.0**
Pro Tour - Grand prix cycliste (4) (6)	5 - Rayonnement international	1,237.9	1,971.0	1,800.0	1,800.0	1,800.0	8,608.9
Grand Prix - F1 (6)	5 - Rayonnement international	1,000.0	1,000.0	1,000.0	1,000.0	1,000.0	5,000.0
Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal	5 - Rayonnement international	1,000.0	1,000.0	600.0	600.0	600.0	3,800.0
Cité mémoire (Montréal en histoires)	5 - Rayonnement international	2,200.0	2,200.0	300.0	300.0		5,000.0
Jeux mondiaux - policiers et pompiers	5 - Rayonnement international		180.0	1,490.0	1,490.0	1,840.0	5,000.0
Excellence sportive de l'île de Montréal (6)	5 - Rayonnement international	200.0	300.0	325.0	325.0	350.0	1,500.0
Total 5 - Rayonnement international		**5,637.9**	**6,651.0**	**5,515.0**	**5,515.0**	**5,590.0**	**28,908.9**
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT		**25,964.7**	**34,485.9**	**31,225.2**	**29,503.2**	**25,480.0**	**146,659.0**

(1) Festival Juste pour rire, Festival international de Jazz de Montréal, Montréal complètement cirque (Arts du cirque), Festival Montréal en lumière, Francopholie de Montréal, Festival TransAmérique, Carnaval (Grand Charivari), Montréal Festimania (Collectifs de festival), Festival des films du monde, Festival du nouveau cinéma, Rendez-vous du cinéma Québécois, Salons-marchés-vitrines, Féria du vélo, Festival Mode et Design.

(2) Inclut mandat de base, programmation d'activités culturelles et plan lumière.

(3) Ajustement du montant de 2015 pour tenir compte de dépenses inadmissibles qui seront assumées par le budget régulier.

(4) Valeur annuelle brute de la contribution; ce montant sera ajusté à la baisse de la valeur de la ristourne qui sera versée par l'organisme à la Ville.

(5) Les données de 2014 comprennent les reports de crédits non dépensés de 2013.

(6) Renouvellement des conventions en 2015, sauf pour ESIM qui est prévu à la mi-2016. La valeur des contributions à compter de 2015 doit être confirmée par le CM ou le CAG.

(7) Le financement du projet Maison d'Haïti (2 M$) n'est pas inclus dans les totaux ci-dessus. Il sera réalisé par une réaffectation des crédits provenant des autres projets inscrits à la programmation, une fois que ceux-ci auront été identifiés.

* Estimation de l'aide financière du gouvernement du Québec; données sujettes à changement
Service des finances

PROTOCOLE D'ENTENTE SUR L'AIDE FINANCIÈRE DE 175 M$ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LA VILLE DE MONTRÉAL
PROGRAMMATION DE L'ENTENTE - PRÉVISION DES DÉPENSES ADMISSIBLES À L'AIDE FINANCIÈRE 2013-2017, (au 4 avril 2014)*

PROJETS - PTI (3)	AXE	Dépenses admissibles à l'aide financière* (en milliers de dollars)					
		2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Namur / J.Talon - requalification urbaine	3 - Milieu de vie exceptionnel		4,200.0	15,000.0	1,200.0		20,400.0
Total 3 - Milieu de vie exceptionnel			**4,200.0**	**15,000.0**	**1,200.0**		**20,400.0**
Havre de Montréal - Autoroute Bonaventure - phase 1	4 - Infrastructures performantes	931.9	14,900.0	9,200.0	218.1		25,250.0
Total 4 - Infrastructures perfomantes		**931.9**	**14,900.0**	**9,200.0**	**218.1**		**25,250.0**
TOTAL BUDGET - PTI		**931.9**	**19,100.0**	**24,200.0**	**1,418.1**		**45,650.0**
TOTAL - PRÉVUS SUBVENTION		**26,896.6**	**53,585.9**	**55,425.2**	**30,921.3**	**25,480.0**	**192,309.0**
TOTAL DE LA SUBVENTION							**175,000.0**
ÉCART							**(17,309.0)**

* Estimation de l'aide financière du gouvernement du Québec; données sujettes à changement

ANNEXE 1

PROTOCOLE D'ENTENTE DE 175M $ - QUÉBEC / VILLE DE MONTRÉAL

PROJET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (SDE) - SOUS-PROJETS EN COURS OU EN PRÉPARATION

DÉPENSES ADMISSIBLES (au 4 avril 2014)

Sous-projets (1)	Axes	Réel	Budget modifié (3)	Prévisions			Total
		2013	2014	2015	2016	2017	2013-2017
		(en milliers de dollars)					
Programmes de subvention							
PRAM Est	1 - Ville de savoir		1,000.0	1,250.0	1,500.0	250.0	4,000.0
PRAM Innovation (en préparation)	1 - Ville de savoir		1,000.0	1,750.0	1,000.0	250.0	4,000.0
Économie sociale (en préparation)	1 - Ville de savoir		875.0	863.0	862.0	600.0	3,200.0
Promotion immigrants entreprise NEXXUS	1 - Ville de savoir	115.5	184.5	175.0	175.0	175.0	825.0
		115.5	**3,059.5**	**4,038.0**	**3,537.0**	**1,275.0**	**12,025.0**
Promotion sectorielle							
Promotion du secteur de la mode	1 - Ville de savoir	453.0	547.0	500.0	500.0	500.0	2,500.0
Promotion du secteur du design	1 - Ville de savoir	162.7	837.3	500.0	500.0	500.0	2,500.0
Promotion commerce (en préparation)	3 - Milieu de vie		400.0	400.0	400.0	400.0	1,600.0
Économie sociale (en préparation)	1 - Ville de savoir		100.0	100.0	100.0	100.0	400.0
Autres (à venir)			25.0	25.0	25.0	25.0	100.0
		615.7	**1,909.3**	**1,525.0**	**1,525.0**	**1,525.0**	**7,100.0**
Soutien aux projets structurants							
Quartier de l'innovation	1 - Ville de savoir	50.0	0.0				50.0
Maison Notman	1 - Ville de savoir	230.9	230.9				461.8
C2MTL	1 - Ville de savoir	200.0	200.0	200.0	200.0		800.0
Société des arts technologiques (SAT)	2 - Métropole culturelle	250.0	250.0	250.0	250.0	250.0	1,250.0
Maison de l'économie sociale	1 - Ville de savoir	185.0	385.0	117.0	117.0	117.0	921.0
Réseau bioalimentaire	1 - Ville de savoir	45.0	0.0				45.0
Festival des Startup (en préparation 2014-2017)	1 - Ville de savoir	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	175.0
Festival Euréka (CM 24 mars 2014)	1 - Ville de savoir		35.0	35.0	35.0	35.0	140.0
Robotique First Québec (CE 26 mars 2014)	1 - Ville de savoir		50.0				50.0
Centre Saint-Pierre (en préparation)	1 - Ville de savoir		45.0				45.0
Autres projets structurants (à venir)			1,198.2	1,013.0	1,013.0	1,213.0	4,437.2
		995.9	**2,429.1**	**1,650.0**	**1,650.0**	**1,650.0**	**8,375.0**
Total sous-projets (excluant études)		**1,727.1**	**7,397.9**	**7,213.0**	**6,712.0**	**4,450.0**	**27,500.0**
Total - études admissibles au 175 M$ (2)	**4 - Infra. performantes**	**275.2**	**4,724.8**	**2,500.0**	**2,500.0**	**2,500.0**	**12,500.0**
Grand total - SDE		**2,002.3**	**12,122.7**	**9,713.0**	**9,212.0**	**6,950.0**	**40,000.0**

(1) Les sous-projets avec la mention «en préparation» sont ceux pour lesquels un sommaire décisionnel est actuellement en préparation pour adoption. Les sous-projets avec la mention «à venir» sont des enveloppes budgétaires destinées à financer des sous-projets qui seront sélectionnés ultérieurement selon les règles applicables à chaque volet.

(2) Le financement d'études pour des projets prévus à la « Stratégie de développement économique 2011-2017 » par l'entente de 175 M$ bénéficie à plusieurs services (SQV, SITE et SMVT).

(3) Comprend les reports de crédits non dépensés de 2013.



Convention Maison d'Haïti.pdf

CONVENTION

Contribution à un organisme pour un projet de construction
Protocole d'entente de 175 M$ avec le MAMROT
Sommaire 1144251002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MAISON D'HAÏTI,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 8833, boulevard Saint-Michel, Montréal, Québec, H1Z 3G3, agissant et représentée par madame Marjorie Villefranche, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 2 avril 2014 , dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au soutien financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, (le « ministre des Affaires municipales » le 4 juillet 2012, (le « Protocole »).

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans.

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère*

des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions.

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés.

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole.

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme.

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Aux fins de la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1	« **Annexe 1** » :	le document intitulé « Projet de construction d'un bâtiment situé au 8833, boulevard Saint-Michel»;
1.2	**« Annexe 2 »** :	liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;
1.3	« **Annexe 3** » :	le document intitulé « Communications »;
1.4	« **Directeur**» :	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal;
1.5	**« Ministre » :**	le ministre responsable de la région de Montréal;
1.6	« **Projet** » :	le projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement par la Ville à l'Organisme d'une contribution financière.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions dollars (2 000 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 sera versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de six cent mille dollars (600 000 $) égale à 30 % de la contribution financière totale, au plus tard trente (30) jours après la réception par le Directeur d'une confirmation écrite émise par l'Architecte du Projet attestant que les fondations du projet ont été complétées selon les lois et la réglementation en vigueur et d'un état de dépenses engagées dans la construction du Projet, la somme n'est versée que si l'Organisme satisfait aux exigences de l'article 4.4;

3.2.2 une somme de six cent mille dollars (600 000 $) égale à 30 % de la contribution financière totale, au plus tard trente (30) jours après la réception par le Directeur d'un état des dépenses engagées dans la construction du Projet accompagné d'une lettre signée par l'Architecte du Projet attestant que la structure du Projet a été complétée selon les lois et la réglementation en vigueur;

3.2.3 une somme de quatre cent mille dollars (400 000 $) égale à 20 % de la contribution financière totale, au plus tard trente (30) jours après la réception par le Directeur d'un état des dépenses engagées dans la construction du Projet, accompagnée d'une lettre signée par l'Architecte du Projet attestant que l'enveloppe extérieure du Projet a été fermée (sans les parements extérieurs) et que les systèmes (électromécaniques) du projet ont été installés (sans être en opération);

3.2.4 une somme de quatre cent mille dollars (400 000 $) égale à 20 % de la contribution financière totale, au plus tard trente (30) jours après la réception par le Directeur d'un état des dépenses engagées dans la construction du Projet et d'une copie du certificat de fin des travaux signé par l'Architecte du Projet;

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût estimé ou réel du Projet est inférieur à celui annoncé initialement.

3.5 L'Organisme ne peut en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.6 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville, telles que des taxes foncières impayées.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme doit :

4.1 utiliser la totalité de la contribution financière qui lui est versée par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 obtenir tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur, pour la réalisation du Projet;

4.3 réaliser le Projet conformément à la présente convention, au plus tard le 31 mars 2016;

4.4 transmettre, quinze (15) jours avant le début des travaux de fondation de la construction décrite à l'Annexe 1, une attestation écrite au directeur établissant les détails du montage financier du Projet et confirmant que ledit montage est complet. L'Organisme doit également transmettre au Directeur, en même temps que ladite attestation, les lettres ou tout autres documents que le Directeur peut requérir, attestant, à la satisfaction de ce dernier, la participation financière de chacun des partenaires indiqués audit montage financier au Projet;

4.5 assumer tous les coûts du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour l'achèvement des travaux, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1 de la présente convention;

4.6 tenir, aux fins de la présente convention, des comptes et des registres appropriés à l'égard des sommes versées par la Ville pour les travaux réalisés;

4.7 rendre accessibles au directeur, pendant les heures normales d'affaires et sur préavis d'au moins quarante-huit (48) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant aux sommes versées par la Ville pour les travaux de construction réalisés. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin des travaux;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute modification substantielle au Projet;

4.9 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du

Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.10 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, préparer, pour chaque année de la présente convention, des états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et les faire parvenir au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet;

4.11 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), préparer, pour chaque année de la présente convention, des états financiers vérifiés et les faire parvenir au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet;

4.12 préparer, pour chaque année de la présente convention, un état des revenus et dépenses vérifié du projet de construction, et les faire parvenir au directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, si ces revenus et dépenses ne sont pas présentés distinctement dans les états financiers vérifiés;

4.13 transmettre au directeur, dans les quinze (15) jours suivant une demande faite par cette dernière, copie de tous documents en lien avec les travaux de construction du Projet, tels non limitativement, ententes, conventions, rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives, factures, certificats de l'ingénieur ou de l'architecte attestant de l'exécution des travaux;

4.14 transmettre au directeur, six mois après la fin du projet, un bilan faisant état des retombées du Projet en matière de :

- de bonification et de complémentarité des services offerts par l'organisme dans les nouveaux locaux;
- d'accessibilité pour la clientèle habituelle et pour les nouveaux usagers de l'organisme;
- d'effet d'entraînement du projet sur la vitalité, l'environnement et le développement socioéconomique du quartier;
- d'écarts, de toute nature, entre les prévisions et les réalisations réelles du projet.

4.15 prendre fait et cause pour la Ville dans toute action, réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement de l'exécution de la présente convention, et la tenir indemne de tout jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais, y compris de toute décision ou tout jugement visant la TPS et la TVQ;

4.16 transmettre au directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention.

4.18 L'Organisme s'engage à payer, à même ses deniers, hors contribution financière versée selon les termes de la présente convention, les taxes foncières imposées sur l'immeuble ainsi que le coût de toute autre taxe ou permis requis suivant la nature de ses activités.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, sur le chantier et dans tout affichage, publicité ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la région métropolitaine (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet, aux autres événements soulignant l'inauguration du chantier de construction et à l'inauguration de l'immeuble faisant l'objet du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter l'une de ses obligations dans les quinze (15) jours suivant un avis du Directeur précisant son défaut et l'enjoignant d'y remédier;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou encore s'il a fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en rapport avec la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés à 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut à son entière discrétion, suspendre les versements et résilier la présente convention, sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut. Ce dernier renonce à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente convention.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux million de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

8.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 8.1 et remettre, à chaque année, au directeur, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant l'échéance de ceux-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 mars 2016.

ARTICLE 10
DÉONTOLOGIE

10.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service de la diversité sociale et des sports
À l'attention de la directrice
M^me^ Johanne Derome
801 rue Brennan
Pavillon Duke Nord, 5^e^ étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

POUR L'ORGANISME :

Maison d'Haïti
À l'attention de la directrice générale
M^me^ Marjorie Villefranche
8833, boulevard Saint-Michel,
Montréal, Québec, H1Z 3G3

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, Greffière adjointe

Le …… e jour de …… 20

Maison d'Haïti

Par : _____
Marjorie Villefranche, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 20 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

Projet de construction d'un bâtiment situé au
8833, boulevard Saint-Michel, Montréal, Québec, H1Z 3G3



Maison
Haïti-Présentation prc

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017
- les coûts des travaux usuels d'entretien;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de l’entente;
- les achats de terrains et de servitude;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME MAISON D'HAÏTI

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus

diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire par écrit (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre).
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre).
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie (et du Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée à celle-ci et au MINISTRE dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

Afin de répondre aux exigences du protocole de visibilité, veuillez vous adresser à : **(indiquer les coordonnées de la personne responsable)**

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Fournir et faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Positionner le logo du Secrétariat dans le respect des règles du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) disponible sur le Web à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca.
- Faire parvenir les spécifications techniques des éléments de visibilité (communiqués, publicité, mot du Ministre, etc.) à la Direction des communications du Secrétariat dans un délai minimum de 10 jours ouvrables avant la date de tombée.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Personne ressource :
Madame Nathalie Potvin
Conseillère en communication
Secrétariat à la région métropolitaine
Ministère du conseil exécutif
Tél : 514 873 6403, poste 6158
nathalie.potvin@mamrot.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1130541013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des ponts et tunnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

Il est recommandé:
1 - d'autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire, ces travaux étant entièrement aux frais de PJCCI, et considérant la condition suivante, laquelle est suspensive au présent dossier décisionnel:

- obtenir l'autorisation du Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal puisse conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre de ce projet de réfection des voies élevées de l'autoroute Bonaventure;

2 - d'approuver l'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.

Signé par Chantal AYLWIN **Le** 2014-04-16 15:31

Signataire : Chantal AYLWIN

Directrice infrastructures
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1130541013**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des ponts et tunnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de travaux de réfection majeure de l'autoroute Bonaventure lancée en 2010, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) réalise des travaux de réfection et de reconstruction de ses structures sur une portion de l'autoroute dont les limites se trouvent, à l'ouest, au centre du canal de l'Aqueduc et à l'est, à l'intersection de l'avenue Pierre-Dupuy. Ces structures ont été bâties en 1967.
En 2014, PJCCI projette la réfection des travées P26 à P30. L'appel d'offres a été réalisé au début de l'année pour un début de réalisation des travaux avant le printemps.

À mi-travée entre les axes P26 et P27 se trouve la limite de propriété entre la Ville de Montréal et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, soit au-dessus du canal de l'Aqueduc. Un plan illustrant la localisation du tronçon est en pièce jointe pour plus de détails.

La résolution entérinée le 20 mai 1965 par le comité exécutif de la Ville de Montréal, spécifie que chaque partie, la Ville de Montréal et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, doit assumer les coûts de l'exécution des travaux de ses sections respectives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux prévus par PJCCI consistent principalement à remplacer le tablier et à réparer les piles. Ces travaux impliquent que PJCCI doit remplacer la portion du tablier (travée P26 à P27) et réparer la pile 26 qui sont sous la responsabilité de la Ville. À cet effet, PJCCI a sollicité la Ville de Montréal afin de lui permettre la réalisation des travaux, lesquels incluraient la demi travée qui est la propriété de la Ville de Montréal ainsi que la réparation de la pile P26.
La partie de la structure au nord de la pile 26 appartenant à la Ville de Montréal, qui ne fait pas partie des travaux cités précédemment, présente des signes de détérioration et les travaux sont à définir. La réalisation de ces travaux sont prévus après le Projet

Bonaventure.

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée propose d'agir à titre de maître d'oeuvre et de réaliser tous les travaux, incluant la portion de la Ville, et d'en assumer tous les coûts puisqu'il découlent de leurs travaux.

Il est à noter que la Division ponts et tunnels assurera le lien durant le projet auprès de PJCCI; cela dans le but d'assurer que les nouveaux ouvrages répondent aux exigences de la Ville.

JUSTIFICATION

L'autoroute Bonaventure est l'une des artères les plus importantes pour accéder au centre-ville de Montréal.
La proposition de PJCCI est une opportunité pour la Ville puisqu'elle permet de remettre en état une portion de l'autoroute Bonaventure sous la responsabilité de la Ville. De plus, l'ensemble des frais seront assumés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux de réparation de la section appartenant à la Ville de Montréal, c'est-à-dire le remplacement de la travée entre les piles P26 et P27 et la réparation de la pile P26 sera assumé entièrement par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée. Le montant de ces travaux est estimé à ± 1 500 000$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En autorisant PJCCI à exécuter les travaux sur nos structures, la Ville de Montréal assure la pérennité de ses installations, améliore la sécurité des citoyens, augmente le confort des usagers, et ce, à moindres frais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le chantier du Projet Bonaventure qui a débuté à l'automne 2011 et qui se poursuivra jusqu'à la fin de 2016 est un des grands projets de la Ville de Montréal. Ce projet est adjacent aux travaux de PJCCI, soit, à une distance approximative de 150 mètres. Il serait préférable que les travaux prévus par PJCCI se réalisent en 2014 pour réduire au minimum les impacts dus à la démolition de l'autoroute Bonaventure prévue en 2015 et 2016. Par exemple, les répercussions sur les fermetures des voies pourraient être considérables.
En autorisant PJCCI à réaliser ces travaux sur une structure de la Ville, cela permet d'améliorer l'état de l'ouvrage.

Dans l'éventualité où l'autorisation n'est pas donnée à PJCCI pour la réalisation de ces travaux, PJCCI ne procédera pas aux travaux sur la travée P26 à P27et sur la pile P26, et ces travaux devront être réalisés ultérieurement par la Ville et aux frais de celle-ci.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été mise en place par la Direction des Communications de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée pour répondre aux enjeux de communication de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Appel d'offres (PJCCI): Février 2014
Début des travaux: Avril 2014

Fin des travaux: Décembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Pierre SAINTE-MARIE)

Avis favorable :
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement (Alain DUFORT)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Jovette MÉTIVIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon CHARBONNEAU
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-8690
Télécop. : 514 872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-19

Marc SARRAZIN
Chef de division

Tél : 514 872-1914
Télécop. : 514 872-4965

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1130541013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des ponts et tunnels
Objet :	Autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

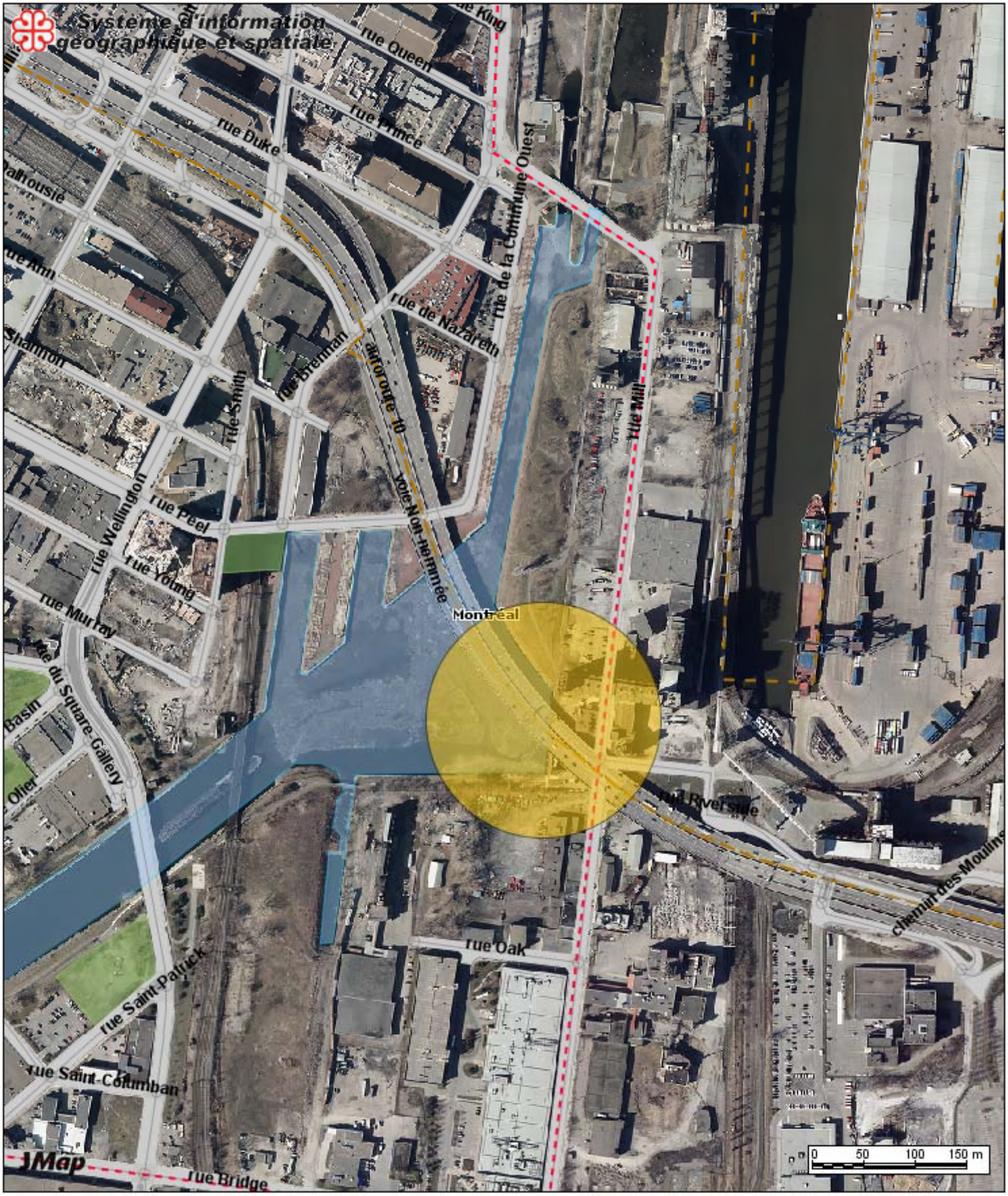
Vue aérienne_travaux aut. BonaventurePJCCI.pdf Localisation travaux VdeM_PJCCI.pdf

Consentement PJCCI.pdf Résolution du CE_20 mai 1965.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon CHARBONNEAU
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-8690
Télécop. : 514 872-4965

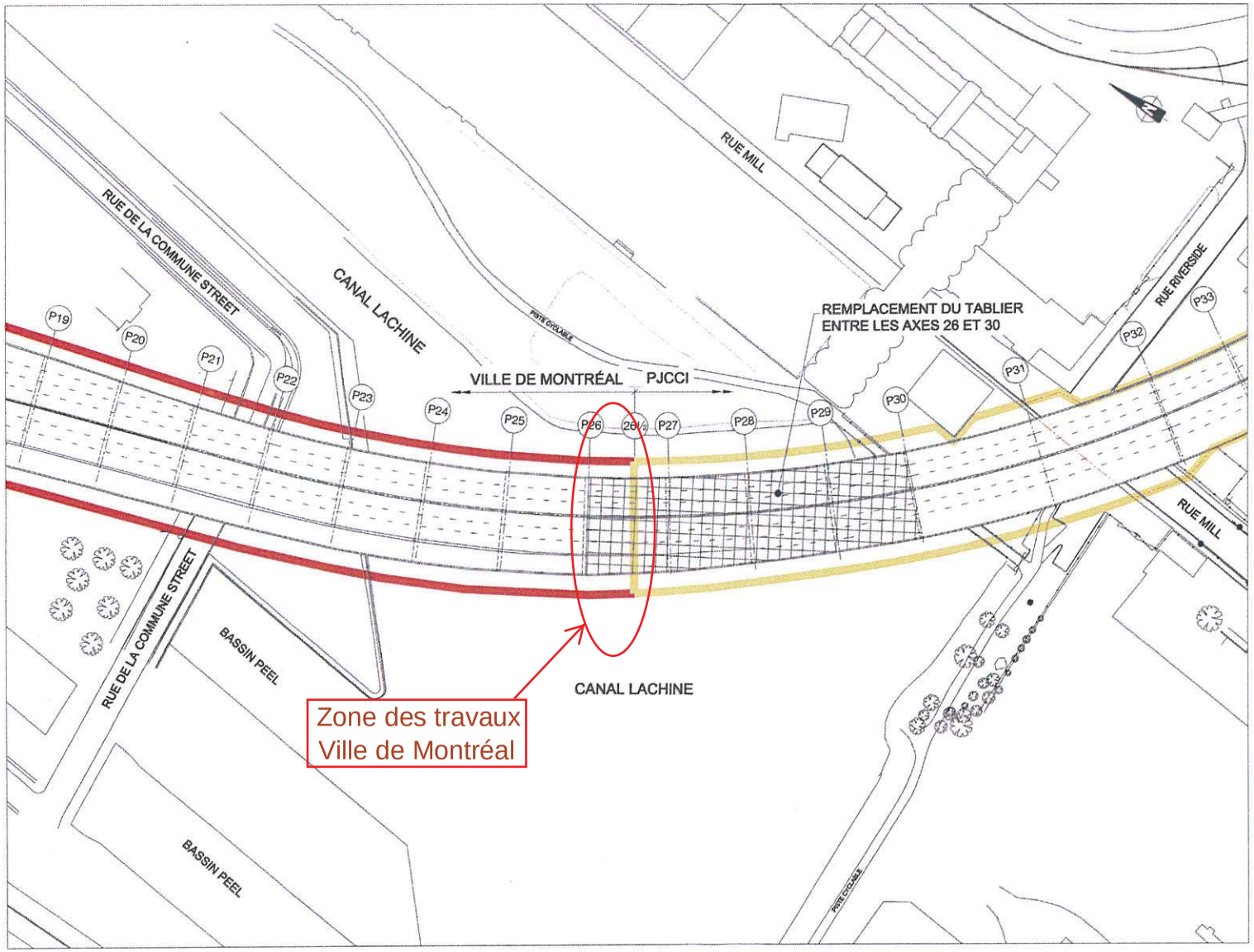


Emplacement des travaux

Date: 14-04-25 15:42

Échelle 1:5000

Producteur: CHARBONNEAU, YVON



Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated
Canada

ENTENTE DE COLLABORATION

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU TABLIER DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE ENTRE LES AXES 26 ET 26½ DANS LE CADRE DU CONTRAT DE LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE No. 61887 / AUTOROUTE BONAVENTURE, SECTION 10 ET 12, REMPLACEMENT DU TABLIER RT RÉFECTION DES PILES, DE LA RAMPE J, DE LA CULÉE B ET DES VIADUCS J ET T (2014)

AUCUNE	2014-03-18
P. GROULX	
L. ANCELEVICZ	ANNEXE A

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated

Dossier : 61887

Le 9 janvier 2014

Monsieur Claude Carette
Directeur
Direction des transports
Services des infrastructures,
Transport et environnement
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Projet de réfection des voies élevées de l'autoroute Bonaventure

---

Monsieur,

Suite à notre rencontre du 17 décembre 2013, nous confirmons que dans le cadre de notre projet de réfection des voies élevées de l'autoroute Bonaventure, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée consent à assumer la totalité des coûts inhérents à la réalisation des travaux entre les axes 26 et 27, au-dessus du canal Lachine touchant les structures appartenant à la Ville de Montréal.

Nous comprenons que vous nous transmettrez sous peu certaines modalités pour l'exécution de ces travaux sur le territoire de la ville, modalités sur lesquelles nous vous transmettrons ensuite nos commentaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations les plus distinguées.

Glen P. Carlin, ing.
Directeur général

GPC/LA/ca

c.c. M. Steve Tselios, ing., PJCCI
M. Marc Sarrasin, ing., Ville de Montréal

Canada 1111, rue St-Charles Ouest, Tour Ouest, bureau 600, Longueuil (Québec) J4K 5G4
N° de téléphone : 450 651-8771 • N° de télécopieur : 450 677-6912 • www.pjcci.ca

81-5130 9-10 T.51

DE-FROM
Gilles Monfette, ing.

APPROUVÉ ET TRANSMIS À M. Marcus Robitaille ASSISTANT-DIRECTEUR ADJOINT MODULE VOIRIE

DÉPARTEMENT-DEPARTMENT
Module Voirie

M. Pierre Busseau
Assistant-directeur
Module Technique

DATE
Le 30 août 1983

SUJET-SUBJECT
Autoroute Bonaventure

MESSAGE

Pourriez-vous me transmettre l'entente entre le gouvernement provincial et la Ville de Montréal sur les responsabilités de la Ville pour l'entretien de l'autoroute Bonaventure, soit éclairage, déneigement, entretien des joints, etc.

Gilles Monfette, ing.

C. BLOUIN

Aucune entente officielle n'a été signée, seule la résolution du 20-05-65 fait foi de tout. La ville est responsable à partir du milieu du canal vers le nord, et le conseil versera 2 50/00 en vertu du paragraphe 6) pour entretien

PARTIE DU BAS POUR RÉPONSE — USE LOWER PORTION FOR REPLY

RÉPONSE DE-REPLY FROM

DATE

EXTRAIT du procès-verbal d'une séance du COMITÉ EXÉCUTIF de la Ville de Montréal, tenue le 20 mai 1965.

No 3030

Vu les communications du Conseil des Ports Nationaux en date des 31 mars et 14 mai 1965 et celle du président de ce Comité en date du 10 mai 1965 jointes au dossier relatives à la construction d'une voie aux accès limités reliant le pont Champlain à la rue University, il est

RESOLU:- d'approuver les termes suivants de l'entente à intervenir entre le Conseil des Ports Nationaux et la Ville de Montréal concernant la construction de "La Route" qui reliera la rue University à la Place d'Accueil sur le site de l'Exposition Universelle Canadienne de 1967 pour ensuite se diriger au pont Champlain:

1.- "La Route" sera construite suivant les plans et devis du projet no 11-A (plan C-1474 du Conseil), tels qu'ils ont été préparés par messieurs Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés, ingénieurs-conseils, dont les services ont été retenus par le gouvernement fédéral. Les deux parties conviennent de retenir les services de ces ingénieurs-conseils jusqu'à l'exécution complète des travaux. Chaque partie fournira en plus les services de ses propres ingénieurs pour la surveillance additionnelle requise des travaux à sa charge;

2.- Le contrat pour l'exécution des travaux pour la section comprise entre la rue Notre-Dame et la Place d'Accueil devra porter la signature des trois parties, à savoir, la Ville de Montréal, le Conseil des Ports Nationaux et le constructeur;

3.- Le coût des travaux de construction de "La Route" sera assumé entièrement par la Ville pour la partie comprise entre le centre du canal Lachine jusqu'à la rue Notre-Dame, et par le Conseil pour la partie comprise entre ledit centre du canal Lachine jusqu'au pont Champlain. Le coût de ces travaux inclut les frais proportionnels des honoraires des ingénieurs-conseils, après entente entre les deux parties sur le tarif à être payé;

4.- Les expropriations requises pour la construction de "La Route" à partir du pont Champlain jusqu'à la rue Notre-Dame seront faites et soldées par la Ville, et les terrains ainsi expropriés, situés entre le pont Champlain et le canal Lachine, seront cédés au Conseil, sans frais. Le Conseil des Ports Nationaux obtiendra pour lui, et sans frais pour la Ville, tous les titres ou toutes les servitudes utiles sur les terrains appartenant au gouvernement fédéral ou à des compagnies de la Couronne entre le pont Champlain et le centre du canal Lachine.

5.- La Ville fournira le service de police sur "La Route" jusqu'à un point situé à l'endroit où elle passe sous le pont Victoria, et le Conseil fournira le sien du point précité jusqu'au pont Champlain.

6.- Le coût d'entretien général, y compris celui de l'entretien de la structure et du système d'éclairage, de la réfection du pavage, de l'enlèvement de la neige et du nettoyage de la chaussée, sera assumé par les deux parties pour les tronçons de route dont elles sont propriétaires.

(Certifié)

Gabriel Major

Greffier de la Ville.

Mlle Pepin 2
Vér.
Compt 6
D. des F 5
T.P. 7
Avocat 4
Police 7
Voie pub. 6

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1130541013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des ponts et tunnels
Objet :	Autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Projet Bonaventure porte sur la portion municipale de l'autoroute Bonaventure entre la rue de la Commune et la fin actuelle de l'autoroute à la rue Notre-Dame.

Le calendrier de réalisation du projet municipal et de celui de PJCCI sont arrimés à la suite d'échanges réguliers entre les responsables.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division _ Grands Projets
Tél : 514 872-4781

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-20

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division _ Grands Projets
Tél : 514 872-4781
Division : Direction desTransports

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1130541013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des ponts et tunnels
Objet :	Autoriser la réalisation de travaux exécutés par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée sur une portion de la structure de l'autoroute Bonaventure dont la Ville de Montréal est propriétaire

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Selon les pièces jointes au présent dossier, notamment la résolution du comité exécutif de la Ville de Montréal du 20 mai 1965, la limite de propriété de la Ville de Montréal est située au centre du canal Lachine, entre deux piliers soutenant une section du tablier de l'autoroute. Les travaux projetés par la Société des Ponts Jacques Cartier et Champlain (ci -après la Société) propriétaire de la partie fédérale de l'autoroute, visent à remplacer la section complète du tablier, y compris la partie de l'ouvrage qui appartient à la Ville.
En vertu de la Loi sur le Ministère du conseil exécutif (RLRQ,c.M-30) avant de pouvoir conclure une entente avec la Société, la Ville de Montréal devait obtenir la confirmation que ces travaux étaient visés par un décret d'exclusion. La réponse du Mamrot en date du 29 avril 2014, confirme que la Ville de Montréal peut conclure une entente avec la Société et ce conformément à la loi et au décret numéro 831-76 adopté le 10 mars 1976.

lettre Mamrot.pdf VF 12 mai.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jovette MÉTIVIER
Avocate
Tél : 514-872-1176

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-13

Marie-Andrée SIMARD
Notaire- Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Le 21 janvier 2014

PAR COURRIEL

M. David Faucher-Lamontagne
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Aile Chauveau, 4ième étage
Québec (Québec) G1R 4J3

OBJET : SOCIÉTÉ DES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC. - RÉFECTION D'UNE PARTIE DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE
DÉCRET D'EXCLUSION 831-76
N/🗁 : 14-...

Monsieur,

La présente fait suite à notre conversation téléphonique de vendredi dernier à l'occasion de laquelle nous requérions une confirmation de la position du gouvernement du Québec quant à la possibilité que le décret d'exclusion 831-76 s'applique à une entente à intervenir entre le gouvernement fédéral et la Ville de Montréal. Les faits à l'origine de notre demande sont les suivants:

Le gouvernement fédéral, par le biais de la société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain inc. ("PJCC"), est propriétaire d'une partie de l'autoroute Bonaventure, à partir de la sortie du Pont Champlain jusqu'au centre du tablier situé au-dessus du Canal de Lachine. La Ville est propriétaire de l'autre partie de ce tablier.

PJCC a avisé la Ville qu'une inspection effectuée en juin 2013 a démontré des dommages importants à plusieurs endroits de l'autoroute, y compris sur le tablier dont la propriété est partagée. D'importants travaux de réparation et de reconstruction devront être effectués, impliquant notamment la réparation des colonnes et de chevêtres de piles, la reconstruction de l'ensemble des blocs d'appui, le remplacement de l'ensemble des appareils d'appui et, finalement, le remplacement complet du tablier et la démolition des poutres et de la dalle existantes. Ces travaux sont jugés urgents et sont prévus pour le mois d'avril 2014.

PJCC offre à la Ville d'effectuer les travaux sur tout le tablier et ses infrastructures ce qui représente, pour la portion dont la Ville est propriétaire, environ 1,5 M. Une entente doit donc intervenir entre les parties pour permettre à PJCC d'effectuer les travaux dans

l'emprise de la Ville. La Ville demeure propriétaire de la structure sans avoir à assumer ou compenser ces frais.

Dans le passé, pour une entente entre PJCC et la Ville concernant l'installation de signalisation par PJCC à ses frais sur un terrain appartenant à la Ville, le MAMROT nous a confirmé que le décret d'exclusion 831-76 s'appliquait à la situation puisqu'il s'agissait d'un acte de gestion courante pour la fourniture de services publics du gouvernement fédéral, compte tenu que les travaux faits par PJCC visaient à assurer le fonctionnement adéquat de la circulation routière sur le pont, ce qui a un impact sur la circulation routière de la Ville (courriel du 20 octobre 2011). L'autorisation préalable du gouvernement par décret n'était donc pas requise pour conclure l'entente.

Nous croyons que la même interprétation devrait s'appliquer dans la présente situation puisque, bien que les travaux envisagés soient différents, les impacts et la finalité quant à la circulation routière sont les mêmes. Auriez-vous l'obligeance de nous confirmer la position du gouvernement du Québec à l'effet que le décret d'exclusion 831-76 s'applique?

Vous remerciant à l'avance de votre agréable collaboration et demeurant à votre disposition pour toute information supplémentaire ou question, nous vous prions d'accepter, Monsieur, nos sincères salutations.

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON

Catherine Delisle, avocate
Ligne directe : (514) 872-1436

CD/fc

p.j. lettres de PJCC et plans

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
12 MAI 2014
PAR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

ENTENTE DE COLLABORATION

IDENTIFICATION: Travaux de remplacement du tablier de l'autoroute Bonaventure entre les axes 26 et 26½ dans le cadre du contrat de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée № 61887 / *Autoroute Bonaventure, sections 10 et 12, remplacement du tablier et réfection des piles, de la rampe J, de la culée B et des viaducs J et T (2014)*

- Municipalité : Montréal

ENTRE

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

société dûment constituée en corporation ayant son siège au 1111, rue St-Charles ouest, Tour Ouest, bureau 600, Longueuil, Québec, J4K 5G4, établie par la *Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent*, agissant aux présentes en qualité de mandataire de Sa Majesté du Chef du Canada et en exerçant les pouvoirs, représentée par M. Paul Kefalas, Président du conseil d'administration et M. Glen P. Carlin, Premier dirigeant, dûment autorisés aux termes du Règlement 2014-1 de la Société;

ci-après appelée « PJCCI »,

ET

VILLE DE MONTRÉAL

personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 dont copie est jointe à l'Annexe A et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

ci-après appelée la « Ville ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE PJCCI est responsable de la gestion de la section fédérale de l'autoroute Bonaventure entre le pont Champlain et le centre du Canal Lachine (à l'axe 26½), dont une section apparaît en jaune sur le plan joint à l'annexe B.

ATTENDU QUE la Ville est responsable de la gestion de la section de l'autoroute Bonaventure entre les rues Notre-Dame et le centre du Canal Lachine (à l'axe 26½) dont une section apparaît en rouge sur le plan joint à l'annexe B.

ATTENDU QUE PJCCI a entrepris un programme de réfection de la section fédérale de l'autoroute Bonaventure.

ATTENDU QUE dans le cadre du *Contrat 61887 / Autoroute Bonaventure, sections 10 et 12, remplacement du tablier et réfection des piles, de la rampe J, de la culée B et des viaducs J et T (2014)*, PJCCI prévoit procéder, en 2014, au remplacement du tablier sur la section de l'autoroute Bonaventure entre les axes 30 et la limite de son territoire située à l'axe 26½ tel qu'apparaissant à l'annexe B.

ATTENDU QUE l'axe 26½ de l'autoroute Bonaventure, qui représente la limite entre les sections de l'autoroute gérées par PJCCI et la Ville, est situé au milieu de la travée 26-27.

ATTENDU que le tablier de la section de l'autoroute entre l'axe 26½ et 26 sous la gestion de la Ville est également en mauvais état et doit être remplacé.

ATTENDU QU'il est souhaitable économiquement et pour des raisons techniques et de logistique, et dans l'intérêt de PJCCI, de la Ville et des usagers que la travée 26-27 entière, incluant la section entre l'axe 26½ et 26 sous la gestion de la Ville, fasse l'objet des travaux de remplacement du tablier du Contrat 61887 prévus par PJCCI en 2014.

ATTENDU QU'il est nécessaire de remplacer le tablier de la travée 26-27 de l'autoroute et ce, à court terme et qu'en conséquence et dans l'intérêt public, PJCCI accepte de procéder aux travaux de remplacement sur la travée 26-27 complète incluant la section sous la gestion de la Ville et d'en assumer tous les coûts.

ATTENDU QUE les deux parties reconnaissent la nécessité d'une entente établissant une répartition des responsabilités en vue de réaliser les travaux.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Dans le cadre de la présente entente, les termes ci-après ont, à moins que le contexte ne

l'indique autrement, le sens suivant :

1.1.1 Contrat 61887 : désigne le Contrat № *61887 / Autoroute Bonaventure, sections 10 et 12, remplacement du tablier et réfection des piles, de la rampe J, de la culée B et des viaducs J et T (2014)* de PJCCI.

1.1.2 Travaux : désigne les travaux du Contrat 61887 portant spécifiquement sur la section de l'autoroute Bonaventure entre les axes 26½ et 26 dont la gestion incombe à la Ville de Montréal, incluant le remplacement du tablier, lesquels travaux sont décrits à l'annexe C.

1.1.3 Autoroute : désigne l'autoroute Bonaventure située dans les limites de la Ville de Montréal telle que montrée au plan de localisation joint à l'annexe D.

1.1.4 Ouvrage : désigne la structure de l'autoroute Bonaventure entre les axes 26 et 26½ sous la gestion de la Ville.

1.2 Annexes

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de différence entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

2. OBJET

La présente entente a pour objet de confier à PJCCI la gestion des Travaux décrits à l'annexe C et d'établir les droits et obligations des parties dans le cadre de leur réalisation.

3. DURÉE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées.

4. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Droits et obligations de PJCCI

PJCCI agit à titre de gestionnaire des Travaux et est responsable de leur réalisation. Dans ce cadre, elle s'engage à :

4.1.1 gérer et réaliser les Travaux suivant les règles et pratiques administratives de PJCCI;

4.1.2 procéder, le cas échéant, à la sélection de l'entrepreneur requis pour la réalisation des Travaux suivant les règles d'adjudication qui lui sont propres;

4.1.3 remettre à la Ville une copie du document d'appel d'offres pour le Contrat 61887;

4.1.4 payer directement l'entrepreneur qu'elle aura retenu pour réaliser les Travaux;

4.1.5 assumer le coût des Travaux et tous les coûts accessoires, incluant les frais de

surveillance et de laboratoire.

4.2 Droits et obligations de la Ville

La Ville s'engage à :

4.2.1 communiquer à PJCCI les plans, devis, levés, études, analyses et autres documents d'informations existants relatifs aux éléments de l'Ouvrage et nécessaires à PJCCI pour les fins des Travaux;

4.2.2 désigner un représentant compétent, expérimenté, bien au fait des Travaux et en autorité d'agir au nom de la Ville;

5. MODALITÉS FINANCIÈRES

Sans objet.

6. RESPONSABILITÉ DE L'OUVRAGE

Pendant et après les Travaux, la Ville demeure responsable de l'Ouvrage incluant son entretien.

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

7.1 Tout document émis par PJCCI dans le cadre de l'appel d'offres du Contrat 61887, incluant le document d'appel d'offres, est et demeure la propriété de PJCCI.

7.2 Les documents techniques et les prototypes produits par l'entrepreneur de PJCCI pour l'exécution des travaux du Contrat 61887, incluant les Travaux, sont et demeurent la propriété de PJCCI. Toutefois, à la fin des travaux PJCCI s'engage à remettre à la Ville une copie des dessins tels que construits et autres documents techniques relatifs aux Travaux effectués sur l'Ouvrage.

7.3 L'expression « documents techniques » comprend les dessins, les plans, les rapports, les photographies, les devis, les éléments de logiciel, les relevés, les calculs et autres données, les renseignements et les documents recueillis, assemblés, dessinés ou élaborés y compris les imprimés d'ordinateur.

8. RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville dégage PJCCI de toute responsabilité quant à la qualité des biens, des services, et des travaux rendus par l'entrepreneur retenu par PJCCI pour réaliser les Travaux, étant entendu que ce dernier est responsable de la qualité de sa prestation.

8. 2 Sur demande expresse de la Ville, PJCCI s'engage à céder à la Ville, à titre gratuit, tout droit incluant tout droit d'action en justice qu'elle pourrait avoir contre l'Entrepreneur du Contrat 61887 relativement aux Travaux, conditionnellement à ce qu'une telle cession ne préjudicie pas aux droits de PJCCI en vertu du Contrat 61887.

9. CESSION DE L'ENTENTE

Les droits et les obligations contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés en tout ou en partie sans l'autorisation écrite de PJCCI.

10. RÉSILIATION

PJCCI peut résilier la présente entente aux termes d'un avis écrit à la Ville, en tout temps et pour tout motif. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de l'avis par la Ville.

11. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les parties et faire l'objet d'un avenant, lequel en fait alors partie intégrante.

12. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Sans objet.

13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Sans objet.

14. COMMUNICATIONS ET REPRÉSENTANTS

14.1 Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu de la présente entente doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit au représentant identifié par courrier, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courriel, ou remis en mains propres ou par huissier, aux coordonnées suivantes :

Avis à **PJCCI** :
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
1111, rue St-Charles Ouest, Tour Ouest, bureau 600
Longueuil (Québec) J4K 5G4
Télécopieur: 450 677-6912
Courriel : gcarlin@pjcci.ca

À l'intention de son représentant : M. Glen P. Carlin, Premier dirigeant

Avis à la **Ville** :
Ville de Montréal
Direction des transports
Service des infrastructures, transport et environnement
801, rue Brennan, 6" étage
Montréal (Québec) H3C OG4
Télécopieur: 514 872-6478

Courriel : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

À l'intention de son représentant : M. Claude Carette, directeur des Transports, service des infrastructures, transport et environnement

14.2 Si une des parties change de représentants ou de coordonnées, elle doit aviser l'autre partie dans les meilleurs délais.

15. LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

La présente entente est exclue de l'application de l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q. c. M-30) aux termes du décret d'exclusion № 831-76 du 10 mars 1976.

16. SIGNATURES

Les parties déclarent avoir pris connaissance et compris les présentes et signent, en double exemplaire, comme suit :

Ville de Montréal
Par : Mme Colette Fraser, greffière adjointe

À Montréal

Ce .....jour du mois..... de l'an deux mille quatorze

Mme Colette Fraser
Greffière adjointe

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
Par : M. Paul Kefalas
Par : M. Glen P. Carlin

À Longueuil

Ce .....jour du mois..... de l'an deux mille quatorze

M. Paul Kefalas
Président du conseil d'administration

M. Glen P. Carlin
Premier dirigeant

ANNEXE A

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

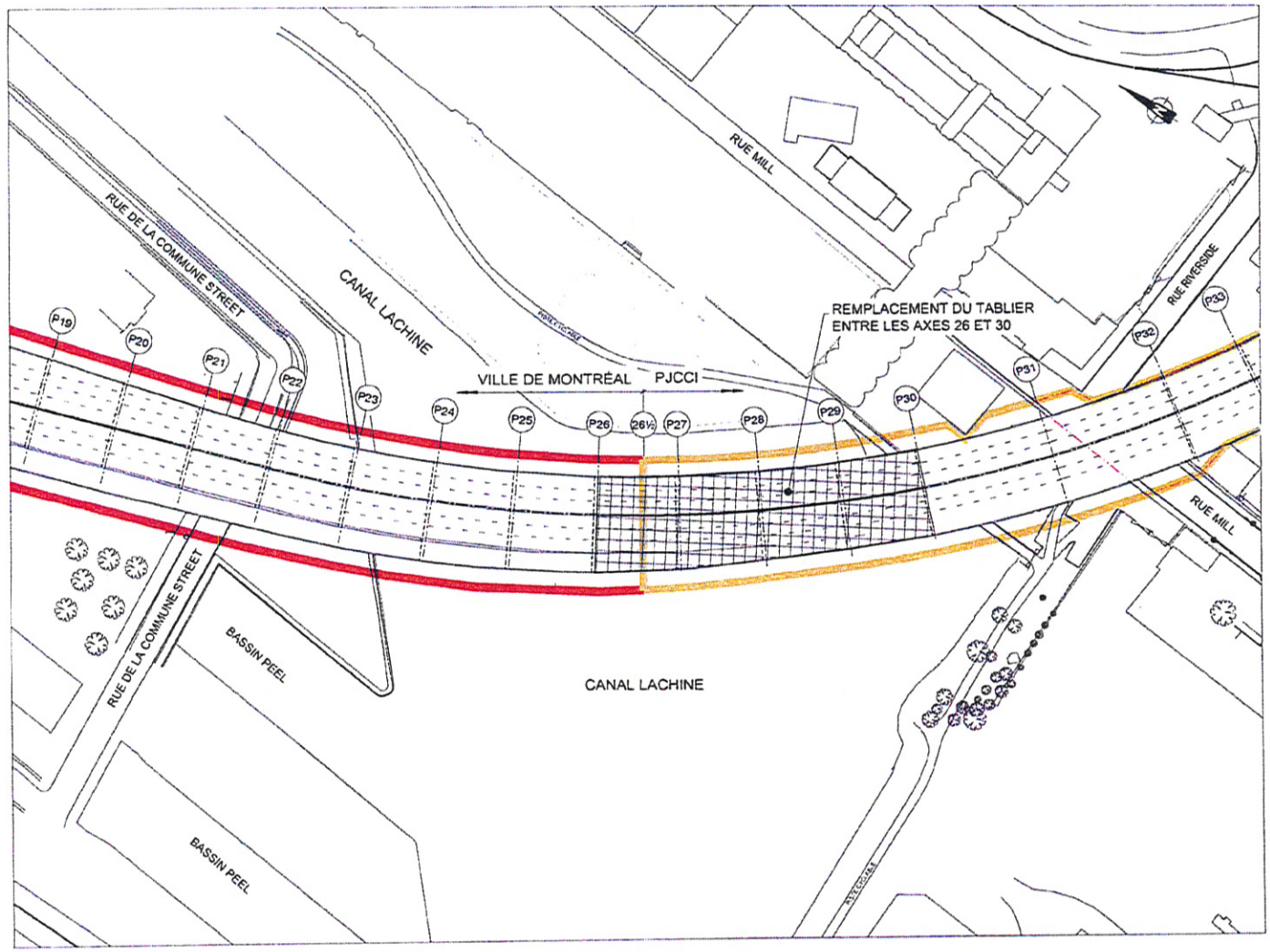
GREFFIER DE LA VILLE

Annexe C

Travaux de remplacement du tablier de l'autoroute Bonaventure entre les axes 26 et 26 ½ dans le cadre du contrat de Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée No. 61887 / Autoroute Bonaventure, sections 10 et 12, remplacement du tablier et réfection des piles, de la rampe J, de la culée B et des viaducs J et T (2014)

Ces travaux comprennent ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- La réparation sans surépaisseur du béton de la pile 26 (voir dessin # 125722-S11)
- Démolition complète (par phases) des clôtures à neige, des glissières, du joint de tablier, de la dalle, des poutres, des appareils d'appui et des blocs d'assise entre les axes 26 et 27
- La réparation des blocs d'assise à la pile 26
- Le remplacement des appareils d'appui pour les nouvelles poutres en acier entre les axes 26 et 27 (voir dessin # 125722-S21)
- La reconstruction (par phases) de la charpente métallique du nouveau tablier, de la dalle, des glissières et des clôtures à neige
- L'installation d'un nouveau joint de tablier à l'axe 26
- La pose de membrane, d'enrobé bitumineux et le marquage permanent de la chaussée entre les axes 26 et 27



ENTENTE DE COLLABORATION

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU TABLIER DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE ENTRE LES AXES 26 ET 26½ DANS LE CADRE DU CONTRAT DE LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE No. 61857 / AUTOROUTE BONAVENTURE, SECTION 10 ET 12, REMPLACEMENT DU TABLIER RI REFECTION DES PILES, DE LA RAMPE J, DE LA CULÉE B ET DES VIADUCS J ET T (2014)

AIRCUNC	
F. GROULX	2014-03-18
L. ARCILEVICI	ANNEXE B

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
Vos ponts jusqu'aux États-Unis
Canada 2018

ENTENTE DE COLLABORATION

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU TABLIER DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE ENTRE LES AXES 26 ET 20W, DANS LE CADRE DU CONTRAT DE LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE No. 61897 / AUTOROUTE BONAVENTURE, SECTION 10 ET 12, REMPLACEMENT DU TABLIER ET RÉFECTION DES PILES, DE LA RAMPE J, DE LA CULÉE B ET DES VIADUCS J ET T (2014)

ÉCHELLE		
DESSINÉ PAR	P. DIONNE	2014-AJC-18
VÉRIFIÉ PAR	L. MICHAUD	
		ANNEXE D

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds -Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.
- d'autoriser à cette fin une dépense nette de 2 163,34 $ correspondant au montant de la taxe de vente du Québec, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Sylvie DESJARDINS **Le** 2014-04-25 10:53

Signataire : Sylvie DESJARDINS

Chef de division
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1124435010**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

CONTENU

CONTEXTE

En 1992, la Ville de Pierrefonds s'est portée acquéreur du terrain connu aujourd'hui comme étant les lots 3 908 526 et le lot 3 908 527 du cadastre du Québec tel qu'illustré par une trame ombrée sur les plans B et C ci-joints.
Lors de cette transaction, tel que stipulé à l'acte de vente intervenu le 15 janvier 1992 devant M^{e} Gilles Gratton, notaire, sous sa minute 9630 et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 16 janvier 1992, sous le numéro 4466546, la Ville a consenti en faveur du vendeur, soit 150461 Canada inc., (la « Société »), une servitude réelle et perpétuelle de passage sur le lot 3 908 526 du cadastre du Québec (« Propriété de la Ville »). Les conditions de cette servitude sont les suivantes :

· Les travaux d'entretien de ce passage sont aux frais de l'acquéreur qui cependant, ne pourra jamais être tenu à d'autre pavage ou revêtement qu'à un revêtement en gravier.

· Le vendeur utilisera ce droit de passage à ses risques et périls. En conséquence, celui-ci libère l'acquéreur de toute responsabilité à cet effet, faisant du tout son affaire personnelle. De plus, le vendeur réparera à ses propres frais ce passage advenant le cas où il l'endommagerait lui même du fait de son utilisation.

· Le vendeur se réserve le droit de changer la localisation du fonds servant, mais en autant que cette relocalisation soit située du côté est de l'actuel fonds servant et qu'elle demeure une ligne droite. Cette réserve de la part du vendeur ne pourra être exercée par celui-ci que pour une seule fois. Tous actes ou documents en vue de changer cette localisation du fonds servant seront aux frais du vendeur.

Lors de la séance du conseil d'arrondissement du 1er octobre 2007, l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro a mandaté la Direction des stratégies et des transactions immobilières (DSTI) afin de procéder à l'échange de terrain avec la Société puisque celle-ci désire se prévaloir de son droit de changer la localisation du fonds servant tel que mentionné ci-dessus. De ce fait, la Propriété de la Ville, illustrée par une trame ombrée et un hachuré sur les plans B et C, sera échangée contre une bande de terrain, Propriété de la Société, illustrée par une trame quadrillée sur les plans B et C en pièces jointes.

À ce jour, différentes étapes ont été accomplies dans ce dossier. Tout d'abord, puisque la Propriété de la Ville, faisait partie de l'écoterritoire de la Coulée verte du ruisseau Bertrand, un sommaire a dû être présenté au conseil d'agglomération afin d'exclure le lot 3 908 526 du cadastre du Québec de la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif jointe à l'annexe du Décret (1229-2005, 8 décembre 2005) (dossier décisionnel 1084435002). Il est à noter que ce règlement d'exclusion était essentiel pour que la Ville puisse disposer de son terrain et procéder à un échange d'immeubles.

Par la suite, la Ville a procédé à la validation d'un projet d'acte d'échange soumis par la Société. Toutefois, il se trouve que la Ville a informé celle-ci qu'elle désirait plutôt acquérir l'ensemble de sa propriété. Ainsi, l'acte d'échange initialement soumis à la Société n'a pas été présenté aux instances décisionnelles.

Dès lors, la Ville a entrepris des négociations avec la Société afin de se porter acquéreur de l'ensemble de son terrain, lequel est délimité par un trait liséré noir sur les plans B et C annexés. À ce moment, la Division des stratégies immobilières examinait la possibilité d'agrandir le dépôt à neige usée aménagé sur le lot 3 908 527 du cadastre du Québec lequel est montré par une trame ombrée sur les plans précités. Néanmoins, à défaut de s'entendre sur le prix d'acquisition, le dossier a été mis en suspens pendant un certain temps pour analyse et orientation.

Toutefois, au courant de l'année 2012, la Société a adressé une mise en demeure à la Ville afin de requérir à l'échange de terrain tel que stipulé dans l'acte de vente du 15 janvier 1992. La mise en demeure a été transmise au Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière et celui-ci a recommandé à la DSTI de poursuivre l'échange de terrain tel qu'initialement prévu.

En conséquence, le présent sommaire a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, le projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à la Société, un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et la Société cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans garantie légale et sans soulte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0451 - 28 août 2008 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (Retrait de la liste des équipements d'intérêt collectif d'un terrain situé dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro).
CA07 29 0298 - 1er octobre 2007 - Mandater le Service des immeubles afin de procéder à un échange de terrain avec 150461 Canada inc.

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à la Société, un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et la Société cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans garantie légale et sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.
Cet échange de terrain émerge d'un droit inscrit à l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de Montréal, le 16 janvier 1992, sous le numéro 4466546. Cet acte prévoit le droit à la Société de requérir l'échange d'une partie de terrain vendue au profit d'un terrain de géométrie et de superficie similaire, pourvu que la parcelle offerte en échange soit située du côté est de la parcelle vendue et demeure une ligne droite.

Présentement, le lot 3 908 526 d'une largeur de 9,14 mètres, permet l'accès au dépôt à neige usée de la Ville. Toutefois, cette bande de terrain sépare en deux la propriété de la Société nuisant ainsi au potentiel de développement de cette propriété. Lorsque la Ville de Pierrefonds a acquis ce terrain en 1992, la rue Thimens n'était pas réellement ouverte et aménagée. Depuis quelques années, cette rue a été pavée et aménagée et des commerces ont été implantés. De ce fait, la Société a tout intérêt à regrouper ses terrains pour n'en former qu'un seul, ce qui lui permettra de mettre en valeur sa propriété.

Il a été convenu qu'une fois l'échange complété, la Société verra à compléter toute opération cadastrale visant à assembler le lot 3 908 526 aux lots 3 848 866 et 3 908 525 ainsi qu'à toute opération cadastrale visant à assembler le lot 3 908 524 au lot 3 908 527, appartenant à la Ville et de payer tous les coûts afférents à ces opérations.

Suite à cet échange, la Ville devra planifier la construction du nouveau chemin menant au dépôt à neige. Cette construction sera planifiée et prise en charge par le Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles, Division de la propreté et du déneigement. De plus, afin de maintenir le dépôt à neige en opération d'ici à ce que le nouveau chemin soit construit par la Ville, il a été convenu de créer, dans le projet d'acte, une servitude de passage temporaire sur le lot 3 908 526, en faveur de la Ville, laquelle est consentie à titre gratuit et prendra automatiquement fin le 31 octobre 2015.

Au niveau des sols, selon la Division de la planification et du suivi environnemental, les deux bandes de terrain visées par cet échange présentent le même potentiel de contamination relié à la présence de remblai faiblement contaminé. Puisque le potentiel de contamination est faible, aucune étude additionnelle n'a été réalisée dans le cadre de cet échange de terrain (voir note du 17 décembre 2012, ci-jointe).

Quant à la mise en demeure reçue, la Société accepte de signer une quittance dans laquelle elle renonce à toute réclamation qui pourrait résulter directement ou indirectement de l'exercice de la demande de changement de localisation du fonds servant.

JUSTIFICATION

Considérant les aspects suivants :

- que la Société s'est prévalue de l'option prévue dans l'acte d'acquisition par l'ancienne Ville de Pierrefonds;
- que cet échange augmente le potentiel de développement de la propriété de la Société;
- que tout acte ou document, en vue de changer cette localisation du fonds servant, sera aux frais de la Société;
- que la Société a adressé une mise en demeure à la Ville afin de compléter cet échange;

- que la Société accepte d'établir, à titre gratuit, une servitude de passage temporaire jusqu'au 31 octobre 2015 pour que la Ville puisse maintenir un accès au dépôt à neige d'ici à ce que le nouveau chemin soit construit;
- que la Société accepte de signer une quittance dans laquelle elle renonce à toute réclamation qui pourrait résulter directement ou indirectement de l'exercice de la demande de changement de localisation du fonds servant;
- que l'ensemble des intervenants est favorable.

Pour tous ces motifs, la DSTI soumet aux autorités compétentes, pour approbation, ce sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En novembre 2011, la Section évaluation immobilière de la DSTI a estimé la valeur marchande des parcelles de terrains échangées de la façon suivante :

- La valeur marchande du terrain que la Ville cédera à la Société (lot 3 908 526) est de 61 100 $;

- La valeur du terrain que la Société cédera à la Ville (lot 3 908 524) est de 58 300 $.

Bien que la valeur marchande ait été établie en date de novembre 2011, il n'a pas été jugé opportun d'obtenir une mise-à-jour de celle-ci. En effet, cet échange d'immeubles implique deux parcelles de terrain de configuration et de superficies similaires et compte tenu que la Ville avait l'obligation d'effectuer cet échange à la demande de la Société, cet échange de terrain est fait sans garantie légale et sans soulte. Il est à noter que tout acte ou document, pour donner suite au droit consenti par la Ville à la Société de pouvoir déplacer l'assiette de la servitude de passage, sera aux frais de la Société.

De plus, selon l'intervention des finances, il faudra autoriser à cette fin une dépense nette de 2 163,34 $ correspondant au montant de la taxe de vente du Québec, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cet échange de terrain permettra à la Société de regrouper ses terrains lui offrant ainsi un site bénéficiant d'un meilleur potentiel de développement pour le futur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

D'ici le 31 octobre 2015, la Ville devra construire un nouveau chemin d'accès menant au dépôt à neige. C'est le Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles, Division de la propreté et du déneigement qui sera responsable de cette étape.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, notamment à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des services regroupés aux arrondissements (Michel MEUNIER)

Avis favorable :
Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics (Sylvain MARCOUX)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Dominique BALLO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Avis favorable :
Pierrefonds-Roxboro , Direction du bureau d'arrondissement (Suzanne CORBEIL)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Daniel BROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-01-29

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tel. : 514 872-2125

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

Résumé de transaction immobilière 1124435010.doc

Plans

5-0239-1a.pdf 5-0239-1b.pdf 5-0239-1c.pdf 5-0239-1.doc

Acte de vente 1992

Acte de vente - boul. Thimens.pdf

compte foncier 3 908 526 (2014).pdf compte foncier 3 908 524 (2014).pdf

Opinion sols Registre entreprise

12E348A-note.pdf registre entreprise.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tel. : 514 872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1124435010

Description de la transaction :

- Endroit : Lisières de terrain situées du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.
- Superficie : Lot 3 908 526 : 1 214,1 m^2
  (lot cédé par la Ville à 150461 Canada inc.)

  Lot 3 908 524 : 1 170,1 m^2
  (lot cédé par 150461 Canada inc. à la Ville))
- Zonage : Industriel, commercial artériel et utilité publique
- Particularité : Obligation de la Ville de procéder au déplacement de l'assiette de la servitude créée aux termes de l'acte publié au bureau de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 466 546.
- Type de transaction : Échange de terrain

Acquéreur : ***150461 CANADA INC***
1320, boulevard Graham 100
Mont-Royal, Québec, H3P 3C8

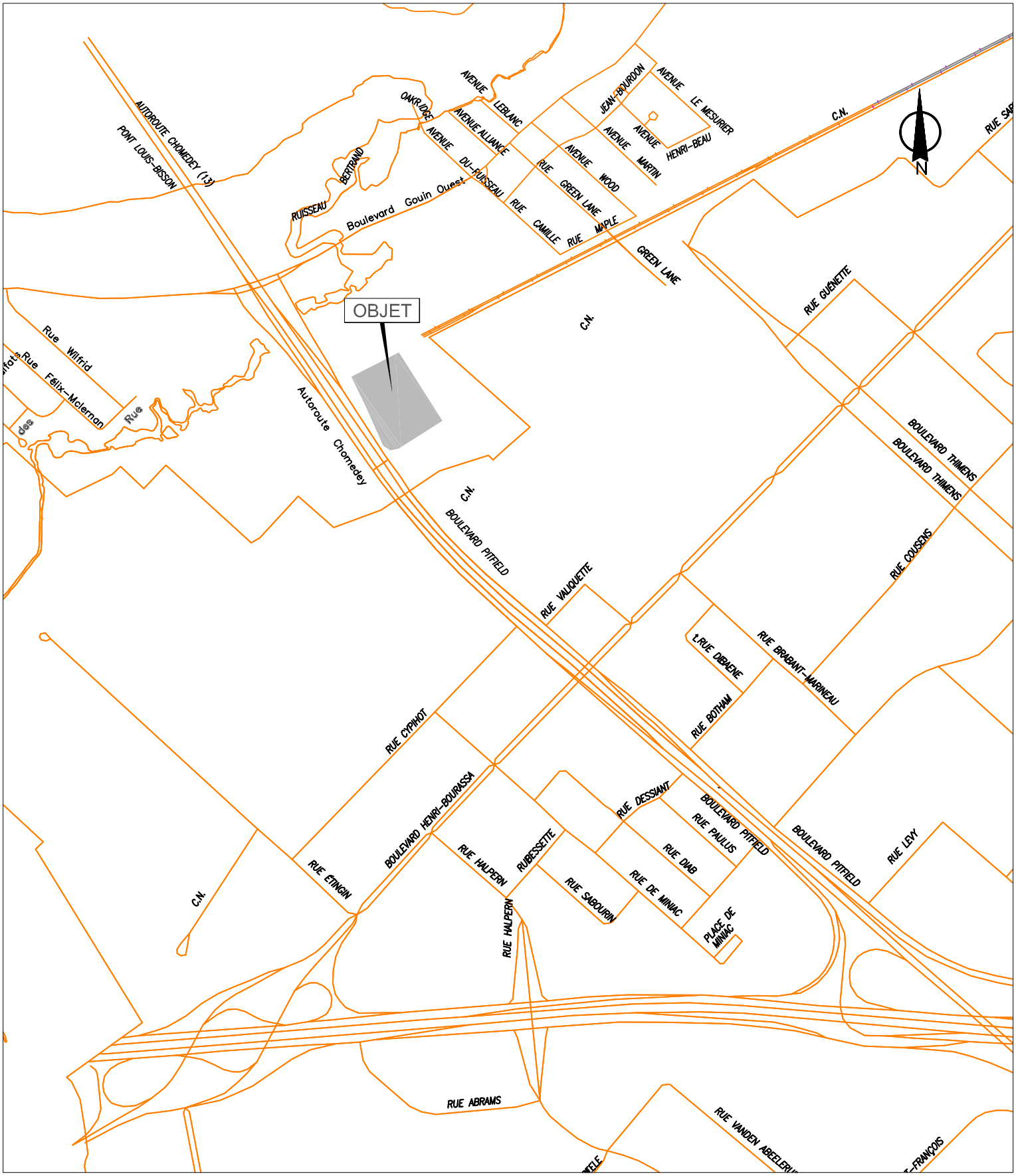
Prix de vente : Sans soulte

Juste valeur marchande :
En date du : 2011-11-01
Lot 3 908 526 – Ville cède à 150461 Canada inc = 61 100 $ (50,33 $/$m^2$)
Lot 3 908 524 – 150461 Canada inc cède à la Ville = 58 300 $ (49,82 $/$m^2$)

Valeur au rôle foncier 2014:
Lot 3 908 526 – 23 068 $ (19,00 $/$m^2$)
Lot 3 908 524 – 88 973 $ (76,00 $/$m^2$)

Raison du prix de vente : Sans soulte puisque 150461 Canada inc. s'est prévalue de l'option de changer la localisation du fonds servant de la servitude tel que mentionné dans l'acte d'acquisition intervenu en 1992 avec l'ancienne Ville de Pierrefonds. De plus, tout acte ou document pour procéder à cet échange seront aux frais de 150461 Canada inc. Finalement, les superficies échangées sont similaires, ont approximativement la même valeur marchande et un potentiel de contamination similaire (faible). Ce qui explique qu'il n'a pas été jugé opportun d'obtenir une mise-à-jour de la valeur marchande de ces lisières de terrain.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Dany Laroche	Téléphone : 2-0070	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

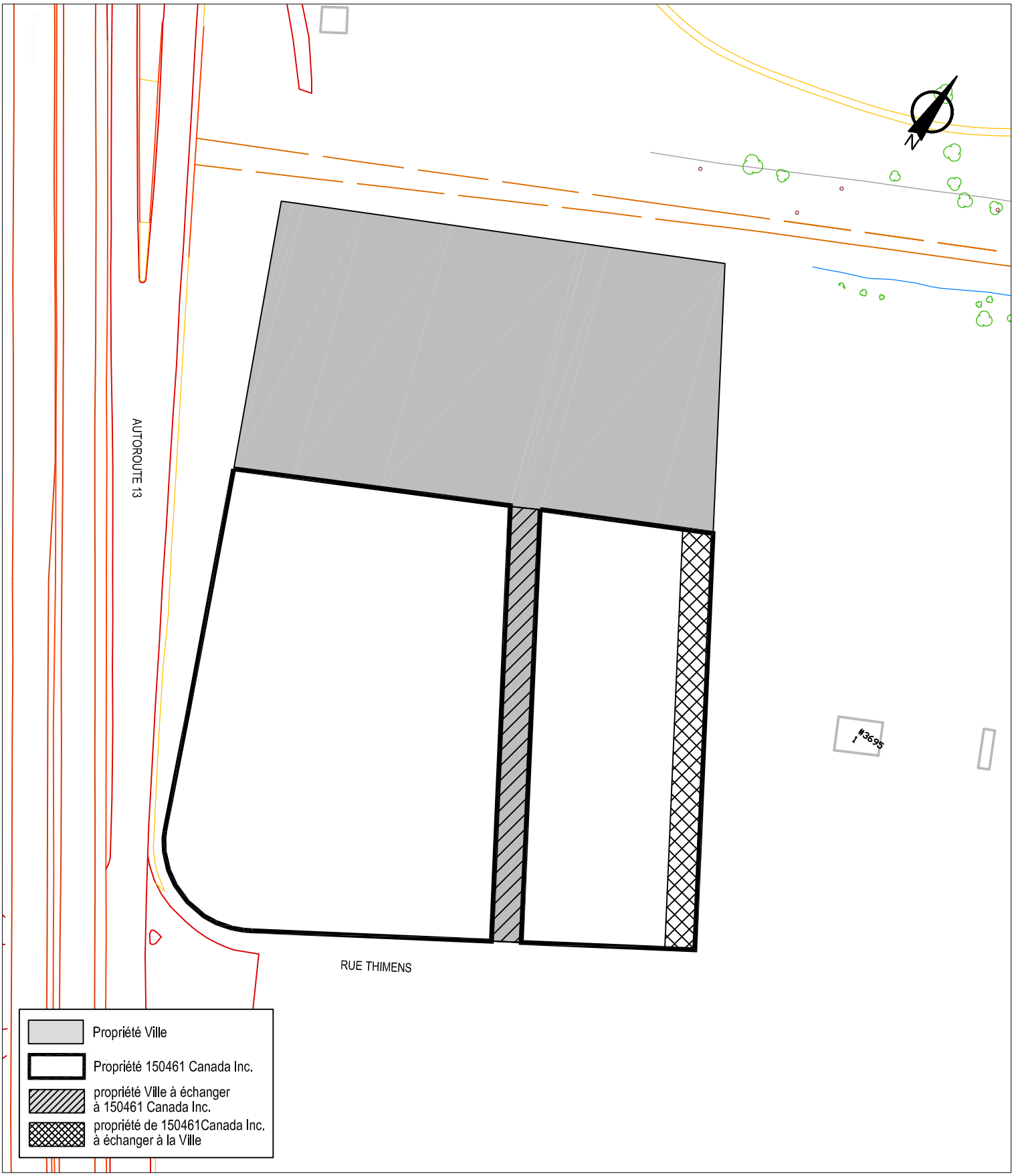


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Pierrefonds-Roxboro
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0239-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 18-12-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

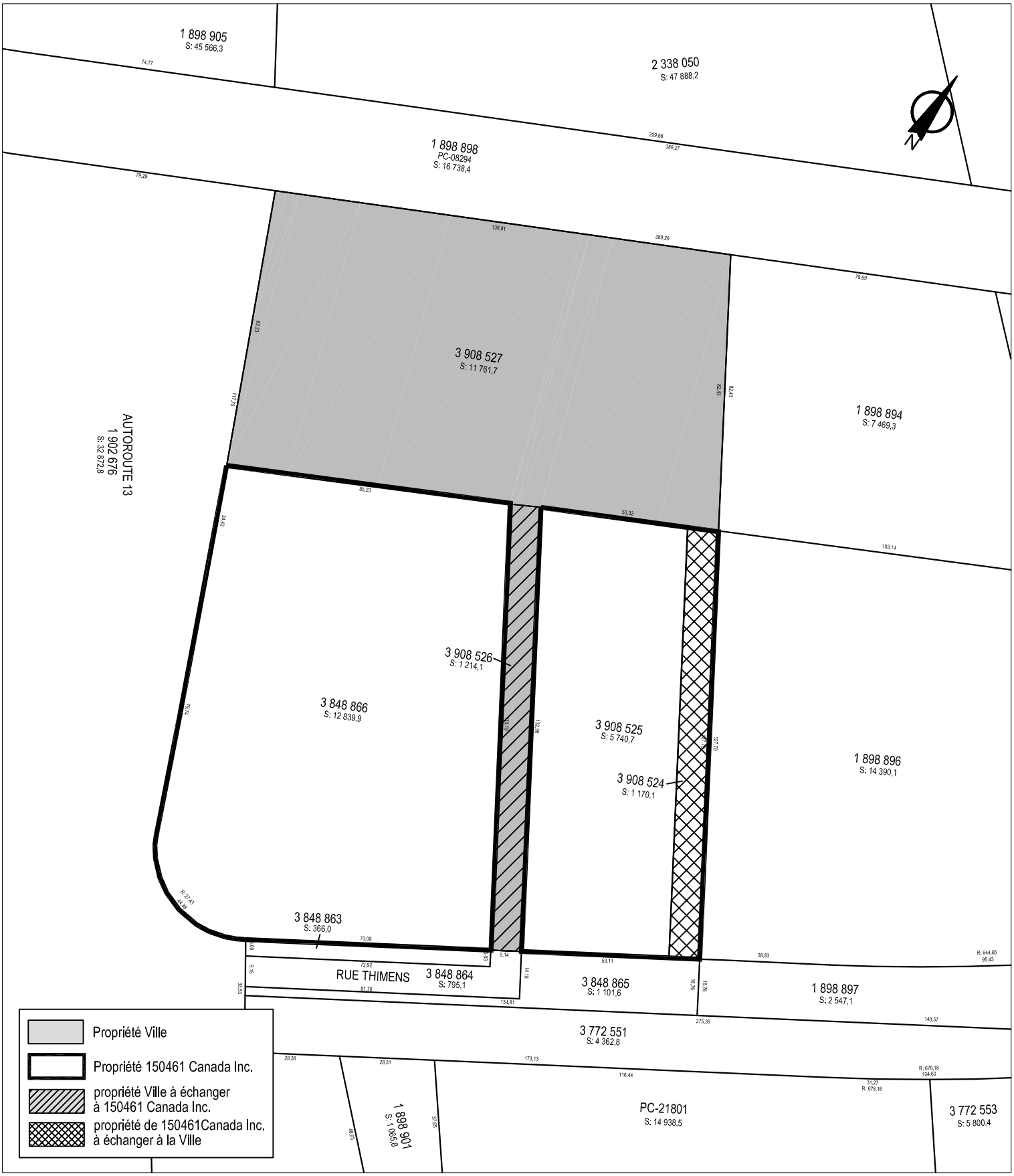


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Pierrefonds-Roxboro
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0239-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1500
Date : 18-12-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Pierrefonds-Roxboro
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0239-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1500
Date : 18-12-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0239-01
Dessinateur : CL
Date : 18-12-12

Pierrefonds-Roxboro
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

NG1620

Notre dossier: 2058

Résolution de la Villenuméro: 92-7

ACTE DE VENTE

NO: 9630

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DOUZE;

LE quinze janvier.

DEVANT Me Gilles Graton, notaire à Pierrefonds, Province de Québec.

C O M P A R A I T :-

150461 CANADA INC., une corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, au numéro 7101, Avenue du Parc, bureau 100, H3N 1X9, agissant aux présentes et dûment représentée par MICHAEL ROSENBERG, président, dûment autorisé pour l'effet des présentes aux termes d'une résolution des membres du conseil d'administration de ladite compagnie adoptée lors de son assemblée tenue ce jour, et dont une copie certifiée de ladite résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant, en présence du notaire soussigné.

CI-APRES NOMME : " LE VENDEUR "

LEQUEL, par les présentes, vend, avec la garantie ordinaire de droit, à :-

VILLE DE PIERREFONDS, corps politique légalement constitué, ayant son siège social à l'Hôtel de Ville, au numéro 13,665 Boulevard Pierrefonds, en la Ville de Pierrefonds, Province de Québec, H9H 4N2, agissant aux présentes et dûment représentée par MARCEL MORIN, maire, et GABRIEL LEGAULT, greffier, tous deux dûment autorisés pour l'effet des présentes aux termes de la résolution du conseil de Ville à sa séance tenue le treize janvier mil neuf cent quatre-vingt-douze (1992) - - - et dont une copie certifiée de ladite résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pouriidentification par lesdits représentants, en présence du Notaire soussigné.

CI-APRES NOMME: " L'ACQUEREUR "

ICI présent et acceptant acquéreur, l'immeuble suivant, savoir:-

D E S I G N A T I O N

UN EMPLACEMENT VACANT situé en la Ville de Pierrefonds, connu et désigné au cadastre officiel de la Paroisse de Ste-Geneviève, et composé des lots suivants, savoir:-

EMPLACEMENT A : 1o. UNE partie du lot originaire numéro QUATRE (Ptie. 4) dudit cadastre, de forme irrégulière, borné vers le NORD-OUEST par un Chemin de fer (Ptie. 4), vers le NORD-EST par une partie du lot originaire 123 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, vers le SUD-EST par une autre partie dudit lot originaire QUATRE et vers le SUD-OUEST par la partie du lot originaire 5 ci-après décrite. Mesurant CENT VINGT-HUIT METRES ET NEUF CENT QUARANTE-NEUF MILLIEMES (128,949 m.) vers le NORD-OUEST, QUATRE-VINGT-SEPT METRES ET QUARANTE-ET-UN MILLIEMES (87,041 m.) vers le NORD-EST, CENT TRENTE METRES ET DEUX CENT QUINZE MILLIEMES (130,215 m.) vers le SUD-EST et QUATRE-VINGT-SEPT METRES ET SIX CENT ONZE MILLIEMES (87,611 m.) vers le SUD-OUEST.

CONTENANT une superficie de DIX MILLE SIX CENT SEPT METRES CARRES ET QUATRE CENTIEMES (10607,04 m. ca.),

2o. UNE partie du lot originaire numéro CINQ (Ptie. 5) dudit cadastre, de forme irrégulière, borné vers le NORD-OUEST par un chemin de fer (Ptie. 5), vers le NORD-EST par ladite partie dudit lot originaire 4 ci-dessus décrite, vers le SUD-EST par une autre partie dudit lot originaire 5 et vers l'OUEST par l'autoroute 13 (Ptie. 5). Mesurant QUATRE-VINGT-SEPT METRES ET CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE MILLIEMES (87,554 m.) vers le NORD-OUEST, QUATRE-VINGT-SEPT METRES ET SIX CENT ONZE MILLIEMES (87,611 m.) vers le NORD-EST, CENT VINGT METRES ET SIX CENT SOIXANTE MILLIEMES (120,660 m.) vers le SUD-EST et QUATRE-VINGT-TROIS METRES ET TROIS CENT VINGT-NEUF MILLIEMES (83,329 m.) vers l'OUEST.

CONTENANT une superficie de HUIT MILLE SIX CENT VINGT-TROIS METRES CARRES ET QUATRE-VINGT-NEUF CENTIEMES (8623.89 m. ca.).

EMPLACEMENT B : 1o. UNE partie du lot originaire numéro CINQ (Ptie. 5) dudit cadastre, de forme trapézoidale, borné vers le NORD-OUEST par ladite partie du lot originaire 5 ci-dessus décrite, vers le NORD-EST par une autre partie dudit lot originai-

re numéro 5, vers le SUD-EST par la partie dudit lot originaire 5 ci-après décrite (Boulevard Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par une autre partie dudit lot originaire numéro 5. MESURANT dans sa ligne NORD-OUEST NEUF METRES ET CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLIEMES (9,179 m.), dans sa ligne NORD-EST CENT TRENTE-DEUX METRES ET QUATRE CENT DOUZE MILLIEMES (132,412 m.), dans sa ligne SUD-EST NEUF METRES ET CENT QUARANTE-QUATRE MILLIEMES (9,144 m.) et dans sa ligne SUD-OUEST CENT TRENTE-TROIS METRES ET DEUX CENT DIX-HUIT MILLIEMES (133,218 m.).

CONTENANT une superficie de MILLE DEUX CENT QUATORZE METRES ET QUARANTE-SIX CENTIEMES (1214,46 m.ca.) DE METRES CARRES.

POUR localiser cette susdite parcelle de terrain, le point d'intersection des limites SUD-OUEST et SUD-EST est situé à CINQUANTE-DEUX METRES ET DEUX CENT DIX MILLIEMES (52,210 m.) du point d'intersection de la ligne de division des lots originaires 5 et 6 et de la limite NORD-OUEST du futur boule vard Thimens (projeté) et ce, mesuré le long de la limite NORD-OUEST dudit futur Boulevard Thimens, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

2o. UNE autre partie dudit lot originaire numéro CINQ (Ptie. 5) dudit cadastre, de forme irrégulière, comprise à l'intérieur de l'emprise du futur Boulevard Thimens (projeté), et tel que montré sur le plan ci-après mentionné, borné vers le NORD-OUEST et le SUD-OUEST par une partie dudit lot originaire 5 (Boulevard Thimens projeté), vers le NORD-OUEST par ladite partie dudit lot originaire 5 ci-dessus décrite, vers le NORD-EST et le SUD-EST par une partie dudit lot originaire 5 (Boulevard Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par la partie du lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté) ci-après décrite. Mesurant CINQUANTE METRES ET NEUF CENT TRENTE-TROIS MILLIEMES (50,933 m.) vers le NORD-OUEST, CINQ METRES ET UN MILLIEME (5,001 m.) vers le SUD-OUEST, NEUF METRES ET CENT QUARANTE-QUATRE MILLIEMES (9,144 m.) vers le NORD-OUEST, QUATORZE METRES ET CENT QUARANTE-SIX MILLIEMES (14,146 m.) vers le NORD-EST, CINQUANTE-SEPT METRES ET SEPT CENT QUARANTE-TROIS MILLIEMES (57,743 m.) vers le SUD-EST et NEUF METRES ET QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLIEMES (9,437 m.) vers le SUD-OUEST.

CONTENANT une superficie de CINQ CENT QUA-

TRE VINGT-QUATRE METRES CARRES ET QUARANTE-ET-UN CENTIEMES (584, 41 m. ca.).

POUR localiser cette parcelle de terrain, le point d'intersection de la limite NORD-OUEST et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 est situé à CENT QUARANTE-ET-UN METRES ET NEUF CENT NEUF MILLIEMES (141,909 m.) du point d'intersection de la limte OUEST de l'autoroute 13 (Ptie. 6) et de la ligne de division des lots originaires 5 et 6 et ce, mesuré le long de ladite ligne de division des lots 5 et 6, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

3o. UNE partie du lot originaire numéro SIX (Ptie.6) dudit cadastre, de forme trapézoidale, compris à l'intérieur de l'emprise du futur Boulevard Thimens (projeté) et tel que montré sur le plan ci-après mentionné, borné vers le Nord-Ouest par une autre partie dudit lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté), vers le NORD-EST par la partie dudit lot originaire 5 ci-dessus décrite au paragraphe lo. (Boulevard Thimens projeté), vers le SUD-EST par une autre partie dudit lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par l'autoroute 13 (Ptie. 6). Mesurant VINGT-ET-UN METRES ET NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLIEMES (21,987 m) vers le NORD-OUEST, NEUF METRES ET QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLIEMES (9,437 m.) vers le NORD-EST, VINGT-QUATRE METRES ET TRENTE-HUIT MILLIEMES (24,038 m.) vers le SUD-EST et NEUF METRES ET CENT QUARANTE-HUIT MILLIEMES (9,148 m.) vers le SUD-OUEST.

CONTENANT une superficie de DEUX CENT DIX METRES CARRES ET QUARANTE-TROIS CENTIEMES (210,43 m. ca.).

POUR localiser cette parcelle de terrain, le point d'intersection de la limte NORD-OUEST et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 est situé à CENT QUARANTE-ET-UN METRES ET NEUF CENT NEUF MILLIEMES (141,909 m.) du point d'intersection de la limite OUEST de l'autoroute 13 (Ptie 6) et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 et ce, mesuré le long de ladite ligne de division des lots 5 et 6, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

L'EMPLACEMENT B ci-dessus décrit et présentement vendu fait également l'objet d'une servitude de passage en faveur du vendeur, et tel que ci-après mentionné.

TEL que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits emplacements, et sujet aux servitudes suivantes, savoir: -

- Une servitude existant en faveur de l'HYDRO-QUEBEC, aux termes des actes de servitude enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 880669, 1014730 et 1014731;

- Une servitude de non-accès (autoroute 13) et tel qu'établit aux termes des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 2448360 et 2458329;

- Règlement de zonage pour l'Aéroport de Cartierville suivant acte enregistré à Montréal, sous le numéro 1674804;

- Servitude de passage en faveur de l'emplacement vendu contre le futur Boulevard Thimens suivant acte enregistré à Montréal, sous le numéro 3817484;

- Avis de réserve par la Ville de Pierrefonds suivant acte enregistré à Montréal, sous le numéro 4364472.

PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE:

LES susdits EMPLACEMENT A et EMPLACEMENT B ci-dessus décrits et présentement vendus sont montrés sur un plan et description technique préparés par René Leblanc, A.G., en date du cinq décembre 1991, sous le numéro 4954 de ses minutes, dossier numéro 931, copies certifiées dudit plan et description technique demeurent annexées à l'original des présentes, après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par les parties aux présentes, en présence du notaire soussigné.

ORIGINE DE LA PROPRIETE:

LE Vendeur déclare être propriétaire desdits emplacements vendus pour l'avoir acquis en plus grande étendue, de la Succession Pitfield Ward etAl, aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Alain Castonguay, notaire, le treize janvier 1987 et enregistré à Montréal, sous le numéro 3818310.

POSSESSION

PAR et en vertu de la présente vente, l'acquéreur devient le seul et unique propriétaire dudit immeuble présentement vendu à compter de ce jour, avec possession immédiate et occupation depuis le dix-neuf décembre dernier (1991).

DECLARATIONS DU VENDEUR

LE vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant, à savoir:-

1o. L'immeuble est libre et clair de tout privilège, hypothèque, redevance, ou charge quelconque

2o. TOUS les impôts fonciers échus ont été payés sans subrogation jusqu'au 31 décembre 1991 - - - - - - - - - quant aux taxes municipales et jusqu'au trente juin 1992quant aux taxes scolaires, à l'exception des versements non échus des taxes spéciales;

3o. TOUS les droits de mutation ont été acquittés;

4o. IL n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'immeuble vendu n'est pas conforme aux lois et règlements en vigueur;

5o. L'immeuble ne déroge pas aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement;

6o. IL est une corporation résidente canadienne au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et au sens de la Loi sur les impôts et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence. La corporation est principalement administrée et contrôlée au Canada. Il est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de vendre ledit immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

OBLIGATIONS

LA présente vente est consentie audit acquéreur à la charge par celui-ci, qui s'y oblige, savoir:-

1o. PAYER les frais et honoraires des présentes, copies et enregistrement;

2o. PAYER tous les impôts fonciers échus et à échoir, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter du PREMIER JANVIER 1992 et aussi payer à compter de cette même date tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour et dont le paiement est réparti sur un certain nombre d'années;

3o. N'exiger du vendeur aucun dossier de titres, ni certificat de recherches, de piquetage ou d'arpentage dudit immeuble;

4o. PRENDRE l'immeuble vendu dans son état et situation actuels, l'acquéreur déclarant l'avoir vu, examiné et en être satisfait.

R E P A R T I T I O N S

LES parties aux présentes déclarent avoir fait entre elles les répartitions d'usage en date du 1er janvier 1992 suivant les états de compte fournis. Si d'autres répartitions s'avèrent nécessaires, elles s'engagent mutuellement à les effectuer entre elles et basées sur cette même date.

C O N S I D E R A T I O N

LA présente vente est consentie pour et en considération de ce qui suit, à savoir:-

1o. : Pour l'EMPLACEMENT A ci-dessus décrit et la partie dudit lot originaire 5 ci-dessus décrite au paragraphe 1o. de l'EMPLACEMENT B, pour et en considération de la somme de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE DOLLARS ($695,000.00) que le vendeur reconnaît avoir reçu de l'acquéreur, DONT QUITTANCE FINALE; et

2o. : Pour les parties des lots originaires 5 et 6 ci-dessus décrites aux paragraphes 2o. et 3o. de l'EMPLACEMENT B, pour et en considération de la somme de UN DOLLAR ($1.00) que le vendeur reconnaît avoir reçu de l'acquéreur, DONT QUITTANCE FINALE.

I N D E M N I S A T I O N

LE vendeur déclare qu'il a permis audit acquéreur d'occuper l'immeuble vendu depuis le dix-neuf décembre dernier (1991) moyennant paiement par l'acquéreur d'une somme de quatre mille dollars ($4,000.00) à titre d'indemnité. A cet effet, le vendeur reconnaît avoir reçu ce jour, dudit acquéreur, une somme additionnelle de QUATRE MILLE DOLLARS ($4,000.00), DONT QUITTANCE FINALE.

SERVITUDE DE PASSAGE

LE vendeur déclare qu'il est propriétaire du résidu desdits lots originaires QUATRE, CINQ ET SIX dudit cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève et montré sur le plan ci-dessus mentionné, et ci-après appelé le FONDS DOMINANT. Il désire obtenir de l'acquéreur une servitude de passage sur l'EMPLACEMENT B ci-dessus décrit et présentement vendu, et ci-après appelé le FONDS SERVANT.

CES faits déclarés, et sujet aux conditions ci-après mentionnées, par les présentes, l'acquéreur cré et constitue contre l'EMPLACEMENT B ci-dessus décrit dans le présent acte, étant le FONDS SERVANT, au profit du résidu desdits lots originaires QUATRE, CINQ et SIX, étant le FONDS DOMINANT, dudit cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève, une servitude réelle et perpétuelle de droit de passage à pied et en véhicule, à l'exception des motocyclettes et véhicules récréatifs.

ASSIETTE DE LA SERVITUDE

LA présente servitude s'exercera sur l'immeuble présentement vendu et identifié au présent acte comme EMPLACEMENT B.

CONDITIONS

(a) : Les travaux d'entretien de ce passage seront aux frais de l'acquéreur qui cependant, ne pourra jamais être tenu à d'autre pavage ou revêtement qu'à un revêtement en gravier;

(b) : Le vendeur utilisera ce droit de passage à ses risques et périls. En conséquence, le vendeur libère l'acquéreur de toute responsabilité à cet effet, faisant du tout son affaire personnelle; de plus, nonobstant ce que ci-dessus

mentionné au paragraphe (a), le vendeur reparera à ses propres frais ce passage advenant le cas où il l'endommagerait lui-même du fait de son utilisation;

(c) Le vendeur se réserve le droit de changer la localisation du fonds servant. ~~Cependant, il devra préalablement obtenir l'approbation écrite de l'acquéreur qui ne pourra refuser sans raison valable~~. Cette réserve de la part du vendeur ne pourra être exercée par celui-ci que pour une seule fois. Tous actes ou documents en vue de changer cette localisation du fonds servant seront aux frais du vendeur.

mais en autant que cette relocalisation soit située du côté EST de l'actuel fonds servant et qu'elle demeure une ligne droite.

(d) La présente servitude est consentie audit vendeur sans aucune considération. ———

TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES, DOUANES ET ACCISE

LE vendeur reconnaît avoir eu et reçu ce jour, de l'acquéreur, une somme additionnelle de $48,930.00, cette susdite somme représentant le paiement par l'acquéreur au vendeur de la taxe fédérale sur les produits et services (T. P. S.), DONT QUITTANCE FINALE. ———

MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE 1'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES.

EN vertu de la loi précitée, les parties aux présentes déclarent ce qui suit:-

(a) : QU'elles établissent le montant de la contrepartie de l'EMPLACEMENT A ci-dessus décrit et de la partie du lot originaire 5 (superficie de 1,214, 46 mètres carrés) décrite au paragraphe 1o. de l'EMPLACEMENT B, à la somme de $695,000.00 et le montant du droit de mutation à la somme de $8,925.00; et

(b) : QU'elles établissent le montant de la contrepartie de la partie du lot originaire 5 (superficie de 584,41 mètres carrés) et décrite au paragraphe 2o. de l'EMPLACEMENT B et de la partie du lot originaire 6 (superficie de 210,43 mètres carrés) et décrite au paragraphe 3o. de l'EMPLACEMENT B, à la somme de UN DOLLAR ($1.00) et le montant du droit de mutation à la somme de :nil

EXONERATION DU PAIEMENT DU DROIT DE MUTATION

DANS les deux cas précités, il y a exonération du paiement du droit de mutation puisque le cessionnaire est un organisme public, en application de l'article 17 paragraphe a) de la Loi.

DONT ACTE à Pierrefonds, sous le numéro neuf mille six cent trente.

ET LECTURE FAITE, les parties signent en présence du Notaire. (seize mots, deux lettres rayés sont nuls et deux renvois en marge sont bons.)

150461 CANADA INC.

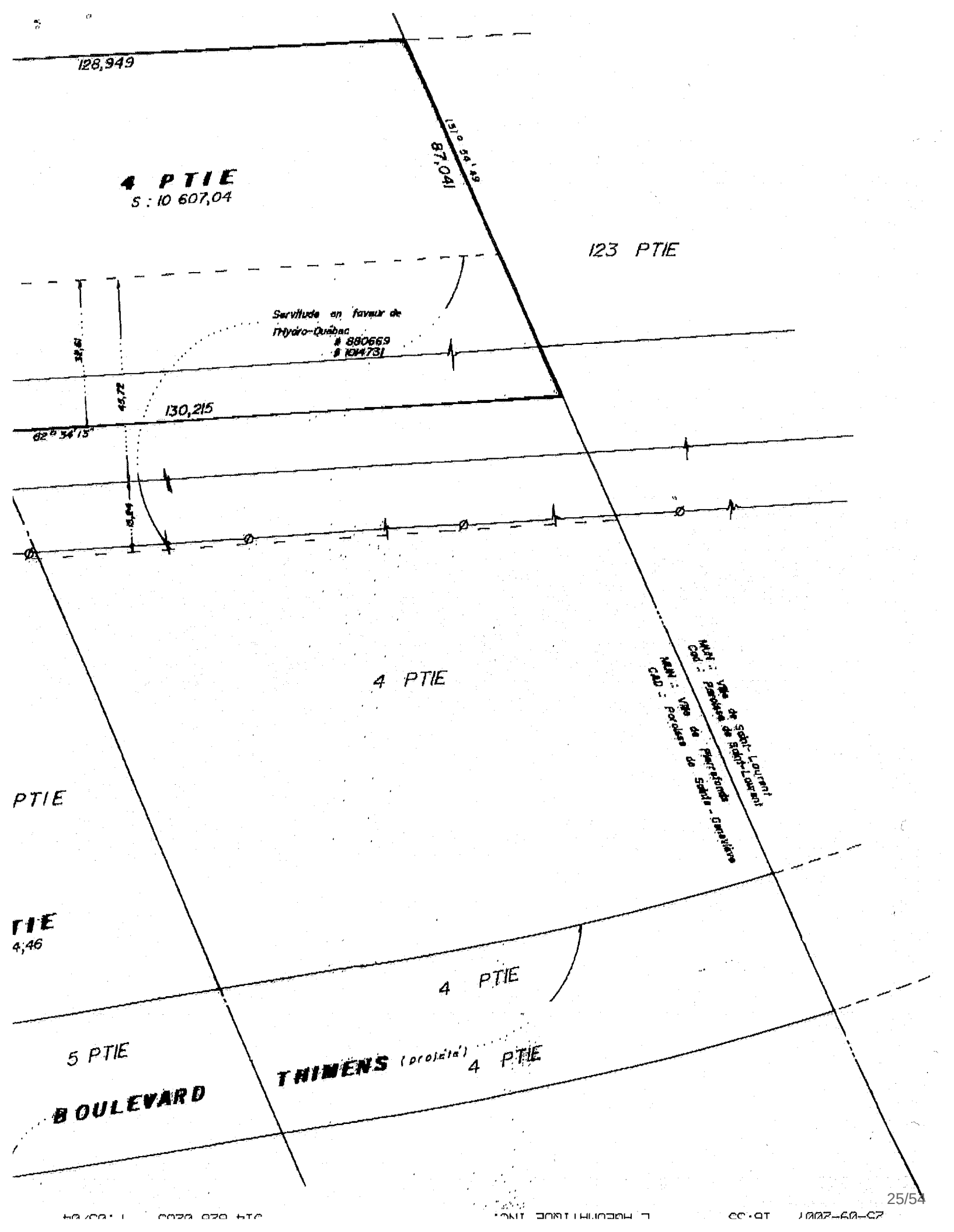
par _____

VILLE DE PIERREFONDS

par _____ par _____

Marcel Morin, maire. Gabriel Legault, greffier

5 PTIE
S : 8.623,89
87,554
83,329
87,611
120,660
85,270
9,179
133,218
142,478
5 PTIE
6 PTIE
141,905
6 PTIE
S:210,43
5 PTIE
S:584,41
50,933
57,743
21,987
24,038
5 PTIE
6 PTIE
AUTOROUTE


128,949
87,041
4 PTIE
S : 10 607,04
123 PTIE
Servitude en faveur de
l'Hydro-Québec
880669
104731
32,61
45,72
130,215
62° 54' 15"
15,24
4 PTIE
PTIE
TIE
4,46
4 PTIE
5 PTIE
THIMENS (projeté)
4 PTIE
BOULEVARD
Ville de Saint-Laurent
Cad : Paroisse de Saint-Laurent
Ville de Pierrefonds
Cad : Paroisse de Sainte-Geneviève

20-03-2001 10:32 L'HEURTHILIQUE INC. 514 620 0203 P.02/04

PROPRIÉTAIRE : 150 461 Canada Inc.
3818310

fils aériens
poteau
hauban
pylône
trottoir

Ce document remplace et annule le document produit le 29 octobre 1991 sous la minute 4880.

Et en fait partie intégrante de la description

Signé pour le seul bénéfice de la Ville de Pierrefonds
en vue d'une opération immobilière.

Toute autre utilisation et toute diffusion par un tiers soit faite (objet à une autorisation écrite de signataire).

Les minutes indiquées sur ce plan sont en mètres.

BEAUDET & LEBLANC
Ville, 1, St-Charles, suite 404, Vaudreuil, Qc J7V 3Z6
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
Tél.: 455-1280
Fax: 455-1182 (Télécopieur)

Préparé par : [signature] p.g.
COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
p.g.

Type aménagement :

DESCRIPTION

Échelle : 1 : 1000

Lot (s) : Parties des lots A, 5 et 6
Cadastre : Paroisse de Sainte-Geneviève
Dir. d'enreg. : Montréal
Numéro civique : Ville de Pierrefonds

Date : 5 décembre 19[illegible]
Minute : 4954
Dossier : 931

NO:9630

Le 15 janvier 1992

RESOLUTION NUMERO : 92-7

ACTE DE VENTE

150461 CANADA INC.

à

VILLE DE PIERREFONDS

ENREGISTRE A MONTREAL,

le 16 janvier 1992,

sous le numéro: 4466546

GILLES GRATON
NOTAIRE - NOTARY
4493, boul. Jacques Bizard
Pierrefonds (Québec)
H9H 4N6
Tél. : 620-8585

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 050776-24 (OASIS) - 99999 boulevard Gouin Ouest (MTL+PFD+ROX+SGV)

No compte: 00923125 **No ident UEV:** 05077624 **Matr. :** NAD83 8440-76-5642-4-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 24757779

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av	87.56m	83.34m	13,770.89mc
Ap			13,770.90mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2011	236,900		236,900
2014	261,600		261,600

Terrain vague: Oui **desservi:** Non **avec surtaxe:** Non **Type:** Régulier **No UEV:** 468228

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07C Terrain vacant - zonage industriel
Code d'utilisation : 9100 Espace de terrain non aménagé et non exploité (sauf l'exploitation non commerc

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 31 Pierrefonds - Roxboro
Dist. Électoral : 101 Pierrefonds - Roxboro-Est

No certificat : **Émis le :** **Code modif. :** **Date revisée :** 2014-01-01 **Date fin rôle :** 2016-12-31

Remarque générale :

Propriétaires

Principal

Nom: VILLE DE PIERREFONDS
A/S:
Adresse: 13665 BOUL DE PIERREFONDS
PIERREFONDS QC H9A 2Z4
CANADA

No Acte:

No cont: 4000020 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2001-01-01 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	3848864		R			795.10mc
	3908526		R	9.14m	133.19m	1,214.10mc
	3908527		R	147.74m	83.33m	11,761.70mc

Cadastres Anciens

Div	Lot	Subdiv. / Parti	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
26	P5		R	87.56m	83.34m	8,623.89mc
26	P5		R	9.18m	133.23m	1,214.46mc
26	P5		R	9.14m		584.41mc
26	P6		R	21.99m	9.15m	210.43mc
26	4	1	R	49.26m	87.62m	3,137.70mc

Emplacement

*** Rénové ***

Localisation: 041525-20 (OASIS) - 99999 rue Thimens (PFD)

No compte: 00923116 **No ident UEV:** 04152520 **Matr. :** NAD83 8440-85-5380-2-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 24757758

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap	53.11m	132.36m	6,911.40mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2011	475,500		475,500
2014	525,300		525,300

Terrain vague: Oui **desservi:** Non **avec surtaxe:** Oui **Type:** Régulier **No UEV:** 471713

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07D Terrain vacant - autre zonage
Code d'utilisation : 9100 Espace de terrain non aménagé et non exploité (sauf l'exploitation non commerc

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 31 Pierrefonds - Roxboro
Dist. Électoral : 101 Pierrefonds - Roxboro-Est

No certificat : **Émis le :** **Code modif. :** **Date revisée :** 2014-01-01 **Date fin rôle :** 2016-12-31

Remarque générale :

Propriétaires

Principal

Nom: 150461 CANADA INC
A/S:
Adresse: 1320 BOUL GRAHAM 100
MONT-ROYAL QC H3P 3C8
CANADA

No Acte: 14153375

No cont: 4166044 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 1994-03-30 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	3908524		R	9.14m	128.49m	1,170.70mc
	3908525		R	43.97m	132.36m	5,740.70mc

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction de l'environnement
Division de la planification et du suivi environnemental
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Note

Destinataire :	Monsieur Dany Laroche Conseiller en immobilier Section des transactions et services immobiliers Direction des stratégies et transactions immobilières Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Expéditeur :	Ingrid Holler, ing., M.Ing.
Date :	Le 17 décembre 2012
Objet :	Échange de terrains, lots 3 908 524 et 3 908 526 sur la rue Thimens à Pierrefonds-Roxboro (dossier décisionnel 1124435010) N/Réf. : 12E348A

Introduction

Votre Direction a été mandatée par l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro afin de procéder à l'échange des terrains mentionnés à l'objet ci-dessus avec la compagnie 150461 Canada inc. Vous nous avez demandé s'il est requis de procéder au préalable à une étude de caractérisation du terrain qui sera échangé à la Ville.

Description des terrains visés

Le terrain de la Ville à échanger à 150461 Canada inc. correspond au lot 3 908 526 ayant une superficie de 1 214,1 m^2. Il s'agit d'une bande de terrain de 9,14 m de largeur qui est utilisée comme voie d'accès au lieu d'élimination de neige de Pierrefonds (LEN) qui se trouve au nord.

Le terrain de 150461 Canada inc. à échanger à la Ville correspond au lot 3 908 524 ayant une superficie de 1 170,7 m^2. Cette bande de terrain est située à environ 45 m à l'Est du lot 3 908 526 et possède la même largeur. Nous comprenons que la Ville y construira un nouveau chemin menant au LEN. Une sous-station électrique est présente à une quinzaine de mètres à l'est de ce terrain. Lors de notre visite des lieux en ce jour, nous avons pu

observer, malgré la présence de neige au sol, que ce terrain vacant est couvert d'herbes hautes et qu'il comporte quelques arbres matures.

Données existantes

Nous ne possédons aucune étude de caractérisation environnementale sur les lots à échanger. Il existe cependant une évaluation environnementale de site (ÉES) Phase I et une étude de caractérisation environnementale et géotechnique de 2006 qui ont été effectuées par la firme Tecsult en vue de la construction d'un tronçon de la rue Thimens à l'est de l'Autoroute 13, soit directement au sud des terrains visés par l'échange. L'ÉES a conclu que la seule source potentielle de contamination de la future rue Thimens était associée à la présence de remblai d'origine inconnue. L'étude de caractérisation a ensuite révélé la présence de 4 à 5 m de remblai hétérogène composé principalement de silt sableux contenant des traces de matières résiduelles telles qu'asphalte, verre, bois, brique et mortier. Ce remblai repose sur un dépôt naturel de till silto-sableux de compacité moyenne à dense. La nappe d'eau souterraine a été mesurée à une profondeur de l'ordre de 7 m. Les résultats obtenus ont révélé que le remblai n'est que faiblement contaminé (plage A-B des critères génériques de la politique du MDDEFP[1]), à l'exception de trois échantillons dont les concentrations en hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}, attribuables à la présence de morceaux d'asphalte dans les sols analysés, ont dépassé soit le critère B, soit le critère C. L'eau souterraine n'avait pas été caractérisée lors de cette étude.

L'autre étude que nous possédons concerne la caractérisation des eaux souterraines par Tecsult en 2007 sur le terrain du LEN avant que celui-ci ne soit aménagé. Cette étude a révélé la présence d'environ 2 m de remblai qui n'a pas été caractérisé. L'eau souterraine présentait des concentrations en chlorures qui dépassaient les critères et les normes applicables. Dans son rapport, Tecsult fait aussi référence à une étude antérieure de caractérisation des sols de 1990 sur ce terrain, qui indiquait la présence de remblai contaminé dans la plage A-B.

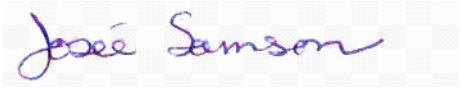
Commentaires et recommandations

À la lumière des informations disponibles, nous sommes d'avis que les deux bandes de terrains présentent le même potentiel de contamination relié à la présence probable de remblai faiblement contaminé et nous sommes d'avis que ce potentiel est faible. Il n'est donc pas nécessaire de procéder à une étude de caractérisation environnementale du terrain qui sera échangé à la Ville.

[1] Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec.

En espérant que ces informations sauront répondre à vos besoins, n'hésitez pas à nous contacter pour toute précision additionnelle.





Ingrid Holler, ing., M.Ing.
Téléphone : 514 872-3932
Télécopieur : 514 280-6667
Courriel : iholler@ville.montreal.qc.ca

Josée Samson, ing., M.Sc.A.
Ingénieure de section

p.j. Croquis de localisation

Corporations Canada

Information concernant les sociétés de régime fédéral - 2062143

Glossaire des termes utilisés dans cette page
Retour aux résultats de la recherche

Débuter une nouvelle recherche

Numéro de société
2062143
Numéro d'entreprise (NE)
878956465RC0001
Régime législatif
Loi canadienne sur les sociétés par actions - 1986-05-30

Dénomination sociale
150461 CANADA INC.

Statut
Actif

Commander un Profil corporatif [Télécharger PDF] [Visionner HTML].

Lecteurs PDF

Adresse du siège social

1320 GRAHAM BOULEVARD
SUITE 100
TOWN OF MOUNT ROYAL QC H3P 3C8
Canada

Les sociétés par actions de régime fédéral actives doivent mettre à jour ces renseignements dans les 15 jours suivant tout changement. Une clé de société est requise.

Administrateurs

Nombre minimal d'administrateurs
1
Nombre maximal d'administrateurs
4

Commander un Profil corporatif [Télécharger PDF] [Visionner HTML] pour obtenir les renseignements concernant les administrateurs.

Lecteurs PDF

Les sociétés par actions de régime fédéral actives doivent mettre à jour les renseignements concernant les administrateurs (noms, adresses, etc.) dans les 15 jours suivant tout changement. Une clé de société est requise.

Dépôts annuels

Date d'anniversaire (MM-JJ)
05-30

Date de la dernière assemblée annuelle
2007-06-22

Période de dépôt annuel (MM-JJ)
05-30 au 07-29

Type de société
Socit n'ayant pas fait appel au public et comptant 50 actionnaires ou moins

Statut des dépôts annuels
2014 - N'est pas dû
2013 - Déposé
2012 - Déposé

Historique de la société

Historique de la dénomination sociale

1986-05-30 au 2007-09-17
150461 CANADA INC.

2007-09-17 jusqu'à maintenant
150461 CANADA INC.

Certificats et documents déposés

Certificat de constitution en société
1986-05-30

Certificat de dissolution
1996-01-24

Certificat de reconstitution
2007-09-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte d'échange ci-joint, préparé par Me Philip Friedman, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Friedman. Nous avons reçu confirmation de ce dernier à l'effet qu'il est d'accord avec le projet d'acte soumis.
Le pouvoir d'échanger les terrains visés relève quant à lui du conseil municipal en vertu de l'article 33 de la *Charte de la Ville de Montréal* .

acte échange version FINALE 07-04-2014.doc
N/D : 12-000272

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-08

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

L'AN DEUX MILLE QUATORZE
le

DEVANT ME PHILIP FRIEDMAN, Notaire soussigné pour la Province de Québec, résidant et pratiquant en la Ville de Montréal.

ONT COMPARU:

150461 CANADA INC., une corporation dûment constituée en vertu de la Loi régissant les sociétés par actions du régime fédéral, ayant son siège au numéro 1320 Boulevard Graham, Suite 100, en la Ville de Mont-Royal, Province de Québec, H3P 3C8, et son établissement directement intéressé à la même adresse, agissant et représentée aux présentes par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une Résolution des directeurs de ladite société adoptée à une assemblée dûment convoquée et tenue le ; dont une copie dûment certifiée de ladite Résolution demeure annexée à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite Représentante avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée « ***Canada*** »

ET:

VILLE DE MONTREAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ chapitre C-11.4) (la « Charte ») étant aux droits de la ville de Pierrefonds en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dument autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte et:

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM adoptée par le conseil municipal à sa séance du deux mille quatorze (2014), copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

Ci-après nommée la « ***Ville*** »

Canada et la Ville sont également collectivement désignés aux présentes comme les « ***Parties*** ».

PRÉAMBULE

LESQUELLES PARTIES ONT DÉCLARÉ DEVANT MOI, LE NOTAIRE SOUSSIGNÉ, CE QUI SUIT, SAVOIR:

1. ***ATTENDU*** que la Ville est la propriétaire enregistrée de l'immeuble suivant (la ***"Propriété de la Ville"***), savoir:

DÉSIGNATION

Une parcelle de terrain située en la Ville de Montréal (arrondissement de Pierrefonds-Roxboro) Province du Québec, connue et désignée comme étant le lot numéro **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 908 526)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2. ***ATTENDU*** que Canada est la propriétaire enregistrée de l'immeuble suivant (la ***"Propriété de Canada"*)**, savoir:

DÉSIGNATION

Une parcelle de terrain située en la Ville de Montréal (arrondissement de Pierrefonds-Roxboro) Province du Québec, connue et désignée comme étant le lot numéro **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE (3 908 524)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

3. ***ATTENDU*** que Canada et la Ville désirent exécuter un Acte d'Échange en vertu duquel:

3.1. La Ville transférera, transportera et cédera à Canada la Propriété de la Ville; et

3.2. Canada transférera, transportera et cédera à la Ville la Propriété de Canada;

4. ***ATTENDU*** que la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à Canada.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT, SAVOIR:

5. Le préambule ci-dessus fait partie intégrante des présentes.

6. La Ville, par les présentes, transfère, transporte et cède par voie d'échange et à des fins d'assemblage, à Canada, ici présente et acceptant la Propriété de la Ville.

7. Canada, par les présentes, transfère, transporte et cède par voie d'échange et à des fins d'assemblage, à la Ville, ici présente et acceptant, la Propriété de Canada.

8. ***GARANTIE***

Le présente échange est fait sans aucune garantie et aux risques et périls de part et d'autre.

Notamment, Canada reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, Canada reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de la Propriété de la Ville (les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur la Propriété de la Ville. Canada l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, Canada renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur la Propriété de la Ville le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de Canada. En outre, Canada s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite du présent échange.

9. ***DÉCLARATIONS***

9.1. La Ville déclare ce qui suit, savoir:

9.1.1. Qu'elle a succédé à la Ville de Pierrefonds, laquelle a acquis la Propriété de la Ville, avec plus grande étendue, de 150461 Canada Inc., en vertu d'un acte de vente reçu devant Me Gilles Graton, Notaire, le quinze janvier, mil neuf cent quatre-vingt-douze (1992) et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 466 546.

9.1.2. Qu'aucune taxe municipale, amélioration locale ou scolaire n'affecte la Propriété de la Ville.

9.1.3. Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'Impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

9.1.4 Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et d'échanger la Propriété de la Ville sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

9.1.5. Que la Propriété de la Ville a fait l'objet d'une exclusion de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand aux termes du règlement RCG08-027 adopté par le conseil d'agglomération le vingt-huit (28) août deux mille huit (2008) lequel est en vigueur depuis le six (06) octobre deux mille huit (2008).

9.2. Canada déclare ce qui suit, savoir:

9.2.1. Qu'elle a acquis la Propriété de Canada, avec plus grande étendue, de Ward Pitfield et The Royal Trust Company, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de la succession Ward Chipman Pitfield et 111090 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente reçu devant Me Alain Castonguay, Notaire, le treize janvier, mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 818 310.

9.2.2. Que la Propriété de Canada est libre de toutes hypothèques, redevance, priorité ou autres charges quelconques,

9.2.3. Que toutes les taxes municipales, d'améliorations locales ou scolaires, générales ou spéciales, ainsi que toutes autres impositions foncières pouvant affecter la Propriété de Canada ont été payées à ce jour sans subrogation.

9.2.4. Qu'elle est une personne morale canadienne au sens de la *Loi de l'Impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), Canada faisant cette déclaration la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment selon la *Loi de la Preuve en Canada*.

9.2.5. Elle est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui la gouverne, et elle a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de vendre la Propriété de Canada sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

9.2.6. Que le présent échange constitue pour Canada, l'exercice de l'option aux termes de laquelle Canada se réservait le droit de changer, une seule fois, la localisation du fonds servant tel que prévu au paragraphe c) du titre « *Servitude de passage – conditions* » de l'acte publié au bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 466 546, et ce, en dépit du fait qu'aucune relocalisation du fonds servant ne soit requise, puisque la servitude de passage constituée dans l'acte susdit n'est plus nécessaire et qu'elle fait l'objet d'une annulation à l'article 14 des présentes.

10. ***DÉCLARATIONS DES PARTIES***

Les Parties conviennent par les présentes de se donner une quittance mutuelle, complète, totale et finale de même qu'à leurs commettants, représentants, administrateurs, dirigeants et ayant droits, de toute réclamation de quelque nature que ce soit, passée, présentes et future qu'elle a, avait ou aurait pu avoir et/ou qui découle directement ou indirectement de l'exercice de l'option décrit au paragraphe 9.2.6 et de tous les délais encourus.

De plus, Canada renonce à toute réclamation qui pourrait résulter et/ou être causée par quelque erreur que ce soit, les présentes constituant une transaction entre les Parties aux termes des articles 2631 du *Code civil du Québec.*

11. ***TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ ET DÉLIVRANCE***

11.1. La date du transfert et de délivrance de la Propriété de la Ville est en date des présentes.

11.2. En vertu des présentes, Canada sera la propriétaire absolue de la Propriété de la Ville, sujet aux charges et conditions suivantes, qu'elle s'engage et s'oblige de bien et dûment remplir et exécuter, savoir:

11.2.1.De payer le coût des présentes, de leur inscription et des copies nécessaires, dont trois (3) copies pour la Ville.

11.2.2.De payer toutes les taxes et charges foncières quelconques affectant la Propriété de la Ville, incluant les taxes municipales, les taxes d'améliorations locales, ainsi que les taxes scolaires, à compter de la date des présentes, incluant une portion desdites taxes pour l'année courante, ainsi que tous versements de taxes d'améliorations locales imposés avant la date des présentes et payables par versements.

11.2.3.De prendre la Propriété de la Ville dans son état et conditions actuels, Canada déclarant l'avoir vu et visité et en être contente et satisfaite.

11.2.4.De ne pas exiger de la Ville aucun titre, certificat de recherche, plan ni certificat de localisation.

11.2.5.De vérifier elle-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement, construction ou destination qu'elle entend réaliser sur la Propriété de la Ville ou lui donner est conforme aux lois et règlements en vigueur.

11.2.6.À ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation foncière de la Propriété de la Ville du fait qu'elle aurait été acquise pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au

rôle foncier de l'année courante, Canada se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

11.2.7 De procéder incessamment à toute opération cadastrale visant à assembler le lot trois million neuf cent huit mille cinq cent vingt-six (3 908 526) aux lots trois million huit cent quarante-huit mille huit cent soixante-six (3 848 866) et trois million neuf cent huit mille cinq cent vingt-cinq (3 908 525) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ainsi qu'à toute opération cadastrale visant à assembler le lot numéro trois million neuf cent huit mille cinq cent vingt-quatre (3 908 524) au lot trois million neuf cent huit mille cinq cent vingt-sept (3 908 527) du cadastre du Québec circonscription foncière de Montréal, appartenant à la Ville et de payer tous les coûts afférents à ces opérations. À cet effet, lorsque l'intervention de la Ville sera nécessaire pour compléter l'opération cadastrale, cette dernière s'engage à collaborer avec Canada.

11.3. La date de transfert et de délivrance de la Propriété de Canada est en date des présentes.

11.4. En vertu des présentes, la Ville sera la propriétaire absolue de la Propriété de Canada sujet aux charges et conditions suivantes, qu'elle s'engage et s'oblige de bien et dûment remplir et exécuter, savoir:

11.4.1. De prendre la Propriété de Canada dans son état et conditions actuels, la Ville déclarant l'avoir vu et visité et en être contente et satisfaite.

11.4.2. De ne pas exiger de Canada aucun titre, certificat de recherche, plan ni certificat de localisation.

12. ***CONSIDÉRATION***

Le présent échange est fait sans soulte.

13. ***AJUSTEMENTS***

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exemptes de taxes foncières, municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera à Canada, le cas échéant, toute portion des taxes municipales payée en trop relativement à la Propriété de Canada.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Ile de Montréal remboursera à Canada, le cas échéant, toute portion des taxes scolaires payée en trop relativement à la Propriété de Canada, sous réserve des dispositions de l'Article 245 de la loi précitée.

De plus, Canada reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

14. ***RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE***

Chacune des Parties renonce expressément au droit qu'elle a de reprendre la propriété de l'autre partie dans l'éventualité ou elle serait évincée de la propriété reçue en échange.

15. ***ANNULATION DE SERVITUDE***

Les Parties déclarent qu'aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité pour la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 466 546, une servitude réelle et perpétuelle de passage à pieds et en véhicule (à l'exception des motocyclettes et véhicules récréatifs) a été constituée sur la Propriété de la Ville ainsi que sur d'autres parties de lots appartenant à la Ville en faveur de lots appartenant à Canada dans laquelle les fonds servant et dominant ont été décrits comme suit :

15.1 Fonds servant

15.1.1. Une partie du lot originaire numéro CINQ (Ptie 5) du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Geneviève, circonscription foncière de Montréal, de forme trapézoïdale, bornée vers le NORD-OUEST par une partie du lot originaire 5, vers le NORD-EST par une autre partie dudit lot originaire numéro 5, vers le SUD-EST par la partie dudit lot originaire 5 ci-après décrite (Boulevard Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par une autre partie dudit lot originaire numéro 5. MESURANT dans sa ligne NORD-OUEST neuf mètres et cent soixante-dix-neuf millièmes (9,179 m.), dans sa ligne NORD-EST cent trente-deux mètres et quatre cent douze millièmes (132,412 m.), dans sa ligne SUD-EST neuf mètres et cent quarante-quatre millièmes (9,144 m) et dans sa ligne SUD-OUEST cent trente-trois mètres et deux cent dix-huit millièmes (133,218 m.).

Contenant une superficie de mille deux cent quatorze mètres carrés et quarante-six centièmes (1214,46 m. ca.) de mètres carrés.

Pour localiser cette susdite parcelle de terrain, le point d'intersection des limites SUD-OUEST et SUD-EST est situé a cinquante-deux mètres et deux cent dix millièmes (52,210 m.) du point d'intersection de la ligne de division des lots originaires 5 et 6 et de la limite NORD-OUEST du futur boulevard Thimens (projeté) et ce, mesuré le long de la limite NORD-OUEST dudit futur Boulevard Thimens, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

15.1.2. Une autre partie dudit lot originaire numéro CINQ (Ptie 5) dudit cadastre, de forme irrégulière, comprise à l'intérieur de l'emprise du futur Boulevard Thimens (projeté), et tel que montrée sur le plan ci-après mentionné, bornée vers le NORD-OUEST et le SUD-OUEST par une partie dudit lot originaire 5 (Boulevard Thimens projeté), vers le NORD-OUEST par ladite partie dudit lot originaire 5 ci-dessus décrite, vers le NORD-EST et le SUD-EST par une partie dudit lot originaire 5 (Boulevard. Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par la partie du lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté) ci-après décrite. MESURANT cinquante mètres et neuf cent trente-trois millièmes (50,933 m.) vers le NORD-OUEST, cinq mètres et un millième (5,001 m.) vers le SUD-OUEST, neuf mètres et cent quarante-quatre millièmes (9,144 m.) vers le NORD-OUEST, quatorze mètres et cent quarante-six millièmes (14,146 m.) vers le NORD-EST, cinquante-sept mètres et sept cent quarante-trois millièmes (57,743 m.) vers le SUD-EST et neuf mètres et quatre cent trente-sept millièmes (9,437 m.) vers le SUD-OUEST.

Contenant une superficie de cinq cent quatre-vingt quatre mètres carrés et quarante et un centièmes (584,41 m. ca.).

Pour localiser cette parcelle de terrain, le point d'intersection de la limite NORD-OUEST et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 est situé a cent quarante et un mètres et neuf cent neuf millièmes (141,909 m.) du point d'intersection de la limite OUEST de l'autoroute 13 (Ptie 6) et de la ligne de division des lots originaires 5 et 6 et ce, mesuré le long de ladite ligne de division des lots 5 et 6, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

15.1.3. Une partie du lot originaire numéro SIX (Ptie 6) dudit cadastre, de forme trapézoïdale, comprise à l'intérieur de l'emprise du futur Boulevard Thimens (projeté) et tel que montrée sur le plan ci-après mentionné, bornée vers le NORD-OUEST par une autre partie dudit lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté), vers le NORD-EST par la partie dudit lot originaire 5 ci-dessus décrite au paragraphe 15.1.1 (Boulevard Thimens projeté), vers le SUD-EST par une autre partie dudit lot originaire 6 (Boulevard Thimens projeté) et vers le SUD-OUEST par l'autoroute 13 (Ptie 6). MESURANT vingt et un mètres et neuf cent quatre-vingt-sept millièmes (21,987 m.) vers le NORD-OUEST, neuf mètres et quatre cent trente-sept millièmes (9,437 m.) vers le NORD-EST, vingt-quatre mètres et trente-huit millièmes (24,038 m.) vers le SUD-EST et neuf mètres et cent quarante-huit millièmes (9,148 m.) vers le SUD-OUEST.

Contenant une superficie de deux cent dix mètres carrés et quarante-trois centièmes (210, 43 m. ca.).

Pour localiser cette parcelle de terrain, le point d'intersection de la limite NORD-OUEST et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 est situé à cent quarante et un mètres et neuf

cent neuf millièmes (141,909 m.) du point d'intersection de la limite OUEST de l'autoroute 13 (Ptie 6) et de la ligne de division desdits lots originaires 5 et 6 et ce, mesuré le long de ladite ligne de division des lots 5 et 6, et tel que montré sur le plan ci-après mentionné.

15.2 Fonds dominant

Le résidu des lots originaires QUATRE, CINQ et SIX du cadastre de la Paroisse de Sainte-Geneviève, circonscription foncière de Montréal.

15.3 Concordance

15.3.1. Le fonds servant décrit à l'acte publié sous le numéro 4 466 546 et reproduit ci-dessus aux paragraphes 15.1.1., 15.1.2. et 15.1.3. correspondent aujourd'hui aux lots connus et désignés comme étant les lots **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 908 526)** et **TROIS MILLION HUIT CENT QUARANTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATRE (3 848 864)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant à la Ville.

15.3.2. Le fonds dominant décrit à l'acte publié sous le numéro 4 466 546 et reproduit ci-dessus au paragraphe 15.2 correspond aujourd'hui aux lots connus et désignés sous les numéros **TROIS MILLION HUIT CENT QUARANTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SIX (3 848 866), TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-CINQ (3 908 525)** et **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE (3 908 524)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant à Canada.

15.4 Annulation de la servitude

Les Parties déclarent :

15.4.1. Que la servitude de passage affectant le fonds servant reproduit au paragraphe 15.1.1 et correspondant au lot aujourd'hui connu et désigné sous le numéro **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 908 526)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, s'éteint par confusion aux termes du présent acte, Canada étant propriétaire la fois du fonds servant et du fonds dominant;

15.4.2. Que la servitude de passage affectant le fonds servant reproduit aux paragraphes 15.1.2 et 15.1.3 et correspondant au lot aujourd'hui connu et désigné sous le numéro **TROIS MILLION HUIT CENT QUARANTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATRE (3 848 864)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, fait aujourd'hui partie de l'emprise du

Boulevard Thimens qui est une voie de circulation publique.

En conséquence, les Parties conviennent que la servitude de passage publiée au bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 466 546 soit éteinte à compter de la signature des présentes et que le droit de passage et les obligations en résultant cessent immédiatement d'exister.

16. ***CRÉATION D'UNE SERVITUDE TEMPORAIRE DE PASSAGE***

16.1 Les Parties conviennent d'établir sur le lot **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 908 526)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant le fonds servant, une servitude réelle de passage à pied ou en véhicule en faveur de l'immeuble appartenant à la Ville, soit les lots **TROIS MILLION NEUF CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SEPT (3 908 527)** et **UN MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (1 898 894)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant le fonds dominant.

CONDITIONS

16.2. Les travaux de construction, d'entretien (incluant le déneigement) et de réparation de ce passage seront aux frais de la Ville, qui, cependant, ne pourra jamais être tenue à d'autre pavage ou revêtement qu'à un revêtement en gravier.

16.3. Cette servitude est consentie à titre gratuit, dont quittance totale et finale.

16.4. La présente servitude prendra automatiquement fin le trente et un (31) octobre deux mille quinze (2015).

17. ***DÉCLARATION CONCERNANT LA TAXE FÉDÉRALE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)***

17.1. Canada déclare qu'elle est un fournisseur inscrit aux fins de la taxe sur les produits et services sous le numéro 854554599 RT0001 et de la taxe de vente du Québec sous le numéro 1215444224 RT0001. Elle déclare de plus que ces inscriptions n'ont pas été annulées et ne sont pas en voie de l'être.

17.2. La Ville déclare qu'elle est un fournisseur inscrit aux fins de la taxe sur les produits et services sous le numéro 121364749RT0001, et de la taxe de vente du Québec sous le numéro 1006001374TQ 0002. Elle déclare de plus que ces inscriptions n'ont pas été annulées et ne sont pas en voie de l'être.

17.3. Les Parties déclarent se prévaloir des dispositions de l'Article 221 (2) b) de la *Loi sur la taxe d'accise* (38-39 Elisabeth II, chapitre 45) et de l'Article 423 (2) de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* et elles s'obligent à procéder elles-mêmes au paiement de ces taxes découlant du présent échange auprès des gouvernements fédéral et provincial.

17.4 Si la servitude créée à l'article 16 des présentes est taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de Canada.

18. ***MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (ci-après la « Loi »).***

18.1. *Propriété de la Ville (lot 3 908 526 du cadastre du Québec)*

18.1.1. Le nom du cédant est la Ville de Montréal et son adresse est celle mentionnée dans la comparution.

18.1.2. Le nom du cessionnaire est 150461 Canada Inc. et son adresse est celle mentionnée dans la comparution.

18.1.3. La Propriété de la Ville est située en la Ville de Montréal (arrondissement de Pierrefonds-Roxboro), Province de Québec.

18.1.4. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant de la contrepartie pour le transfert de la Propriété de la Ville à Canada est la somme de **ZERO DOLLAR (0,00$).**

18.1.5. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour le transfert de la Propriété de la Ville à Canada est la somme de **VINGT-TROIS MILLE SOIXANTE-TROIS DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (23 063,75$)**.

18.1.6. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant du droit de mutation pour le transfert de la Propriété de la Ville à Canada est la somme de **CENT QUINZE DOLLARS ET TRENTE-DEUX CENTS (115,32$)**.

18.1.7. Les Parties déclarent qu'il n'y a pas de transfert à la fois d'immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.01 de la Loi.

18.2. Propriété de Canada (lot 3 908 524 du cadastre du Québec)

18.2.1. Le nom du Cédant est 150461 Canada Inc. et son adresse est celle mentionnée dans la comparution.

18.2.2. Le nom du Cessionnaire est la Ville de Montréal et son adresse est celle mentionnée dans la comparution.

18.2.3. La Propriété de la Ville est située en la Ville de Montréal (arrondissement de Pierrefonds-Roxboro), Province de Québec.

18.2.4. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant de la contrepartie pour le transfert de la Propriété de Canada à la Ville est la somme de **ZERO DOLLAR (0,00$).**

18.2.5. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour le transfert de la Propriété de Canada à la Ville est la somme de **QUATRE-VINGT-HUIT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (88 978,90$).**

18.2.6. Selon le cédant et le cessionnaire, le montant du droit de mutation pour le transfert de la Propriété de Canada à la Ville est la somme de **SIX CENT TRENTE-NEUF DOLLARS ET SOIXANTE-DIX-NEUF CENTS (639,79$).**

18.2.7. Il y a exonération du paiement du droit de mutation en vertu de l'Article 17a) de la Loi, étant donné que la Ville est un organisme public et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement des droits de mutation.

18.2.8. Les Parties déclarent qu'il n'y a pas de transfert à la fois d'immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.01 de la Loi.

DONT ACTE:
FAIT ET PASSÉ en la ville de Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties ont signé en présence du notaire soussigné.

150461 CANADA INC.

PAR:_____

VILLE DE MONTREAL

PAR:_____

_____
PHILIP FRIEDMAN, NOTAIRE

PHILIP FRIEDMAN, NOTAIRE

NO.

2013

ACTE D'ÉCHANGE

ENTRE

150461 CANADA INC.,

ET

VILLE DE MONTREAL

copies

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des services regroupés aux arrondissements

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Compte tenu de l'avis juridique, la Ville de Montréal a l'obligation de construire le nouveau chemin d'accès menant au dépôt à neige suite à l'échange du terrain. Les travaux seront réalisés par la direction des services regroupés aux arrondissements (DSRA) conditionnellement à l'octroi de crédits à cet effet au PTI-2015.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel MEUNIER
Ingénieur
Tél : 514-872-5640

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-01

André HAMEL
Chef de division
Tél : 514-872-8900
Division : Propreté, déneigement et concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l' élément suivant de la recommandation de la Direction des Stratégies et Transactions Immobilières:

> · d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville échange avec la compagnie 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot numéro 3 908 526 du cadastre du Québec contre un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

L'échange des deux terrains se fait à la même valeur marchande sans soulte de part et d'autre. Néanmoins, la taxe de vente du Québec exigible sur l'achat du terrain par la ville, vient conséquemment augmenter la valeur aux livres de l'actif concerné.

Une mise à jour de l'inventaire des terrains sera effectuée lors de la réception de l'acte notarié confirmant l'échange afin de faire refléter le nouveau terrain tout en affectant la valeur aux livres des actifs.Les écritures comptables de l'échange (vente & achat) de l'immeuble seront réalisés selon les règles comptables en vigueur.

Le coût aux livres du lot cédé 3 908 526 est de 6 679.68 $ et la valeur marchande 61 100 $.

La valeur marchande du lot acquis par la ville pour fins municipales est de 58 300 $ un montant de 2 163,34 $ net de taxes est à prévoir pour faire face à la taxe de vente du Québec au PTI de la Direction Stratégies et Transactions Immobilières.

Informations budgétaires

Provenance:

Corpo

Projet: 66030 Programme de protection des bâtiments administratifs
Sous-projet: 1166030-001 Développement durable-services professionnels accompagnement LEED
Simon: 133482

	2014	2015	TOTAL
Investissements nets	2 163.34$	0,00 $	2 163.34 $
Emprunt net	2 163.34 $	0,00 $	2 163.34 $

Imputation:
Corpo

Projet: 40302 Acquisition de terrains
Sous-projet: 1440302-000 Échange terrains acquisition lot 3 908 524 Arr pierrefonds nord rue Thymens
Simon: 151552

	2014	2015	TOTAL
Investissements nets	2 163.34 $	0,00 $	2 163.34 $
Emprunt net	2 163.34 $	0,00 $	2 163.34 $

Informations comptables

Provenance

6101.7706062.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Un engagement de gestion **no CC24435010** au montant de 2 163,34 $ a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** au compte suivant:

Imputation
6101.7706062.803403.06819.57401.000000.0000.151552.000000.50090.00000
Acquisition de terrains à des fins municipales (DSTI)

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire
Tél : 872-7344
Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Chausse-Gros-de-Léry
Tél.:514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-22

Sylvain GOUIN
Directeur planification stratégique
Tél : 872-3219

Division : Direction planification stratégique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1124435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à 150461 Canada inc., un terrain constitué du lot 3 908 526 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 214,1 m² et 150461 Canada inc. cède à la Ville, un terrain constitué du lot 3 908 524 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 170,1 m², tous deux situés du côté nord de la rue Thimens, à l'est du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, le tout sans soulte et sujet aux termes et conditions stipulés dans le projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-0239-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'intervention de la division de la géomatique n'a pas pour but de donner un avis technique sur la servitude temporaire, puisqu'elle ne concerne pas le domaine public ni les réseaux d'utilité publique.
La division de la géomatique prend note de l'obligation de la corporation 150461 Canada Inc de remembrer en un seul lot les lots 3 908 524 et 3 908 527, suite à la transaction. Le chef de la division de la géomatique agira à titre de propriétaire pour la Ville de Montréal lors de la signature des documents cadastraux, (en vertu de la résolution CM02 0610). Un permis d'opération cadastral devra nous être présenté à cet effet par l'arpenteur-géomètre instrumentant.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BROUSSEAU
Chef de section géomatique
Tél : 514-872-4036

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Luc LÉVESQUE
Chef de division géomatique
Tél : 514-872-4659
Division : Division de la Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

Il est recommandé :

1. d'approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie approximative de 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennement une dépense totale de 172 535,40 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Ville centre.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-29 16:59

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1145323002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2005, la Ville loue un terrain de stationnement de l' Administration portuaire de Montréal (APM), d'une superficie approximative de 7 173,50 m² situé sur la rue Mill. Le bail original a été négocié de gré à gré. Ce terrain vague, d'une capacité approximative de 195 places de stationnement répond aux besoins opérationnels de tous les services qui sont actuellement logés à l'édifice Louis-Charland, sis au 801 rue Brennan. Cet édifice regroupe tous les services suivants :
- Service de la Concertation des arrondissements et des ressources matérielles;
- Service des Technologies de l'information;
- Service du Capital humain et des communications;
- Service des Infrastructures, du transport et de l'environnement;
- Service des Finances;
- Service de la Qualité de la vie;
- Employés de la cour de service de l'arrondissement de Ville-Marie.

On définit les besoins opérationnels comme étant la somme des places requises pour les véhicules Ville ainsi que les allocations payées par la Ville.

Il est important de préciser que le Service de mise en valeur du territoire a le mandat de revaloriser ce secteur de la Ville. Le Service de mise en valeur du territoire est en processus de définir une orientation stratégique afin de revaloriser ce territoire. Il est possible que ce terrain soit éventuellement soustrait de la gestion de l' APM par lettre patente de l'Administration par le gouvernement du Canada. Dans l'attente d'une réorientation définitive, l' APM est favorable à prolonger notre occupation et ceci jusqu'au 30 juin 2017. La convention de prolongation de bail viendra à échéance le 30 juin 2014.

La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a reçu le mandat de répondre aux besoins en stationnement des occupants de l'édifice Louis-Charland. Annuellement, en collaboration avec l'ensemble des occupants, les besoins opérationnels

sont revus et validés par chacun des services. L'attribution des espaces intérieurs de l'édifice Louis-Charland a été également optimisée afin de maximiser son achalandage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1366 - 15 août 2012 - Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à compter du 1er juillet 2013, un terrain pour un loyer total de 45 642,95 $ taxes incluses.
CM09 0859 - 22 septembre 2009 - Approuver la prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à compter du 1er janvier 2010, un terrain pour un loyer total annuel de 40 704,08 $ taxes incluses.
CM05 0104 - 21 février 2005 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loe de l'Administration portuaire de Montréal, pour une durée de 5 ans à compter du 1er avril 2005, un terrain de stationnement d'environ 200 places situées sur la rue Mill, moyennant un loyer annuel brut de 51 706,68 $ toutes taxes incluses.

DESCRIPTION

Le projet consiste à approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal , pour une période de trois ans, débutant le 1er juillet 2014, un terrain vague, connu comme étant le lot 4 657 454 du cadastre du Québec, sis sur la rue Mill, à des fins de stationnement d'une capacité approximative de 195 places, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $, incluant la TPS et la TVQ, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prolongation de bail. Étant donné que les lieux loués font parties intégrantes du projet du Service de mise en valeur du territoire, et qu'advenant la situation où le gouvernement du Canada demande à l' APM de mettre fin au bail avant la fin du terme, la convention de prolongation du bail est pourvue d'une option de résiliation suivant un préavis écrit de 180 jours au locataire.

JUSTIFICATION

Deux possibilités s'offraient à la Ville afin de pouvoir répondre aux besoins d'espaces de stationnement à proximité de l'édifice Louis-Charland soient :
1) location d'emplacement dans les parcs de stationnement à proximité, pour un taux mensuel oscillant entre 110 $ et 300 $ par véhicule;
2) prolonger la location du terrain vague pour une période additionnelle de trois ans, pour un taux très avantageux pour la Ville.

Après analyse, il s'est avéré plus avantageux pour la Ville de prolonger la location de ce terrain vague. Les interventions des différents occupants de l'édifice Louis-Charland justifient davantage cette location.
Il n'est pas d'usage pour l'Administration portuaire de Montréal de fournir la résolution de leur conseil d'administration autorisant à signer la prolongation du bail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici le détail du loyer

	Loyer antérieur ($)	**Loyer annuel 1er juillet au 31 décembre 2014 ($)**	**Loyer annuel 2015 ($)**	**Loyer annuel 2016 ($)**	**Loyer annuel 1er janvier au 30 juin 2017 ($)**	**Total ($)**
Loyer net	38 791,09	19 555,52	39 566,91	40 358,25	20 582,71	120 063,39

Frais d'exploitation	-	5 000,00	10 000,00	10 000,00	5 000,00	30 000,00
Total avant taxes	**38 791,03**	**24 555,52**	**49 566,91**	**50 358,25**	**25 582,71**	**150 063,39**
TPS (5%)	1 939,55	1 227,78	2 478,35	2 517,91	1 279,14	7 503,18
TVQ (9,975 %)	3 869,41	2 449,41	4 944,30	5 023,24	2 551,88	14 968,83
Total incluant les taxes	**44 600,06**	**28 232,71**	**56 989,56**	**57 899,40**	**29 413,73**	**172 535,40**
Ristourne TPS	(1 939,55)	(1 227,78)	(2 478,34)	(2 517,91)	(1 279,14)	(7 503,18)
Ristourne TVQ (62,8%)	(1 205,01)	(1 538,23)	(3 105,01)	(3 154,59)	(1 602,58)	(9 400,42)
Coût total net	**41 455,50**	**25 466,70**	**51 406,19**	**52 226,90**	**26 532,01**	**155 631,80**

La DSTI assumera les coûts de loyer pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2014. Pour les années 2015 à 2017, les coûts de loyer nets de taxes seront répartis aux unités d'affaires occupantes selon la quote-part qui sera définie dans le processus de facturation immobilière, tel que décrit à l'intervention Finances, Direction Opérations budgétaires et comptables. Le bail exclut les frais d'exploitation qui seront assumés par la Direction des immeubles (DI). Les frais d'exploitation représentent une somme de 30 000 $ plus taxes. Le loyer net sera majoré annuellement selon l'indice des prix à la consommation. Étant donné qu'il y a un nombre très restreint de terrains vacants dans ce secteur, il est difficile de définir une valeur locative représentative du marché. Le loyer actuel, excluant les frais d'exploitation, est similaire au loyer payé pour un autre terrain loué par la Ville sur la rue Mill.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus de la Ville de donner suite à cette recommandation, la Ville devra utiliser des espaces de stationnement alternatifs beaucoup plus onéreux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE Mai 2014
CM Mai 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Pierre SAINTE-MARIE)

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Sylvie CLOUTIER)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction (Sylvain DANSEREAU)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des immeubles (Johanne ROUILLARD)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction (Nadia SEMAAN)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Andrée BOZEC)

Avis favorable avec commentaires :
Capital humain et des communications , Relations de travail et soutien-conseil à la gestion (Jocelyne MALLETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (André POULIOT)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Benoit CHAGNON PHILOGONE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. : 514-872-3597

Nicole Rodier
Chef de section - Locations
Tel.: 514-872-8726

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-14

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514-872-5493
Télécop. : 514-872-8350

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123



Résumé de transaction immobilière.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. : 514-872-3597

Nicole Rodier
Chef de section - Locations
Tel.: 514-872-8726

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1145323002

- **Description de la transaction** : Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue, de l'Administration portuaire de Montréal.
- Durée ; Pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2014
- Type de transaction **:** Location **-** à des fins de stationnement sur un terrain vague
- Endroit : sis sur la rue Mill, lot 4 657 454 du cadastre du Québec
- Superficie des lieux loués : 7 173,5 m^2

Locateur : Administration portuaire de Montréal

Locataire : Ville de Montréal.

Recettes ou dépenses: 172 535,40 $ (5,52 $/m²)

Valeur locative : oscille entre 5,52 $/m² et 5,70 $/m²

Raison de la location Location d'un terrain vague à des fins de stationnement pour afin de répondre aux besoins opérationnels des occupants de l'édifice Louis-Charland et éventuellement les besoins des employés de la cour de l'arrondissement Ville-Marie.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Martine D'Astous	Téléphone : 2-2493	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Convention de prolongation de bail visée est approuvée quant à sa validité et sa forme.

Convention de Prolongation B2432-3 - visée 29 avril 2014.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit CHAGNON PHILOGONE
avocat
Tél : 514-872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, notaire
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 AVR. 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

CONVENTION DE PROLONGATION

ENTRE : **ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL**, agence fédérale dûment constituée en vertu de lettres patentes émises le 1er mars 1999, selon les dispositions de la Loi maritime du Canada, Chapitre 10, 46-47 Elizabeth II, 1997-1998, sanctionnée le 11 juin 1998, amendée par la Loi modifiant la Loi maritime du Canada, Chapitre 21, 56-57 Elizabeth II, 2007-2008, sanctionnée le 18 juin 2008, ayant sa principale place d'affaires au 2100, avenue Pierre-Dupuy, à Montréal, Province de Québec (H3C 3R5), représentée aux fins des présentes par madame Marie-Claude Leroux, vice-présidente, affaires corporatives et secrétaire, dûment autorisée à cette fin, tel qu'elle le déclare en signant,

ci-après appelée l'« Administration »;

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Province de Québec (H2Y 1C6), agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes,

ci-après appelée la « Ville ».

LESQUELLES, EN VUE DE PROLONGER LE BAIL B2432, EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QU'UN bail est intervenu entre l'Administration et la Ville, le 6 mai 2005, aux termes du bail B2432 ainsi identifié aux archives de l'Administration (ci-après désigné le « Bail »);

ATTENDU QUE le Bail a débuté le 1er avril 2005 pour se terminer le 31 décembre 2009;

ATTENDU QUE les Lieux décrits au Bail étaient utilisés pour fins de stationnement de véhicules automobiles et pour aucune autre fin, le tout tel qu'il apparaît au plan 04R06312009Q3001 joint au Bail comme Annexe « A »;

ATTENDU QU'UNE convention de prolongation est intervenue entre l'Administration et la Ville, le 18 novembre 2009, aux termes du document B2432-1 (B2432) ainsi identifié aux archives de l'Administration (ci-après désigné la « Convention de prolongation B2432-1»);

ATTENDU QUE la Convention de prolongation B2432-1 a débuté le 1er janvier 2010 pour se terminer le 30 juin 2013;

ATTENDU QUE l'usage autorisé des Lieux inscrit à la Convention de prolongation B2432-1 était pour fins d'une cour de voirie et pour aucune autre fin, le tout tel qu'il apparaît au plan 04R06312009Q3001 joint à la Convention de prolongation B2432-1 comme Annexe « A »;

ATTENDU QU'UNE Convention de prolongation est intervenue entre l'Administration et la Ville, le 3 octobre 2012, aux termes du document B2432-2 ainsi identifié aux archives de l'Administration (ci-après désigné la « Convention de prolongation B2432-2»);

ATTENDU QUE la Convention de prolongation B2432-2 a débuté le 1er juillet 2013 pour se terminer le 30 juin 2014;

ATTENDU QUE l'usage autorisé des Lieux inscrit à la Convention de prolongation B2432-2 était pour fins de stationnement de véhicules automobiles et/ou de cour de voirie et pour aucune autre fin, le tout tel qu'il apparaît au plan 04R06312009Q3001 joint à la Convention de prolongation B2432-2 et aux présentes comme Annexe « A »;

ATTENDU QUE l'Administration et la Ville souhaitent prolonger le Bail pour une durée additionnelle de trois (3) ans, débutant le 1er juillet 2014 et se terminant le 30 juin 2017;

ATTENDU QUE les Lieux loués font partie des immeubles soustraits de la gestion de l'Administration dans le cadre du projet du Nouveau Havre de Montréal et que la prolongation envisagée par les présentes implique un report du retrait des Lieux des lettres patentes de l'Administration par le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE la présente Convention de prolongation est exclue de la Loi sur le ministère du conseil exécutif (LRLQ, chapitre M-30) en vertu de l'arrêté en conseil numéro 831-76 du 10 mars 1976.

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI EST EXPOSÉ CI-DESSUS :

A. Les mots ou expressions commençant par une lettre majuscule et qui sont non autrement définis aux présentes réfèrent aux définitions du Bail.

B. Le mot « Bail », défini dans le Bail est modifié aux termes des présentes.

C. Les parties conviennent de prolonger le Bail pour une durée additionnelle de trois (3) ans débutant le 1er juillet 2014 et se terminant le 30 juin 2017, sans autre avis. L'Administration peut, suite à une demande de la Société immobilière du Canada CLC Limitée, mettre fin au Bail avant terme sur un préavis écrit d'au moins six (6) mois donné au Locataire.

D. Les usages des Lieux décrits à l'article B. de la Convention de prolongation B2432-2 sont maintenus, soit pour fins de stationnement de véhicules automobiles et/ou de cour de voirie et pour aucune autre fin.

E. Le Loyer de Base prévu au Bail continuera d'être révisé suivant les modalités qui y sont prévues.

F. Le tout sous réserve de l'approbation par le gouvernement du Canada du report, au plus tard jusqu'au 30 juin 2017, du retrait des Lieux loués des lettres patentes de l'Administration par le gouvernement du Canada.

IL EST DE PLUS CONVENU PAR LES PARTIES QUE, sauf en ce qui concerne les modifications précitées, tous les énoncés, dispositions, stipulations, termes et conditions du Bail demeureront en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention comme suit :

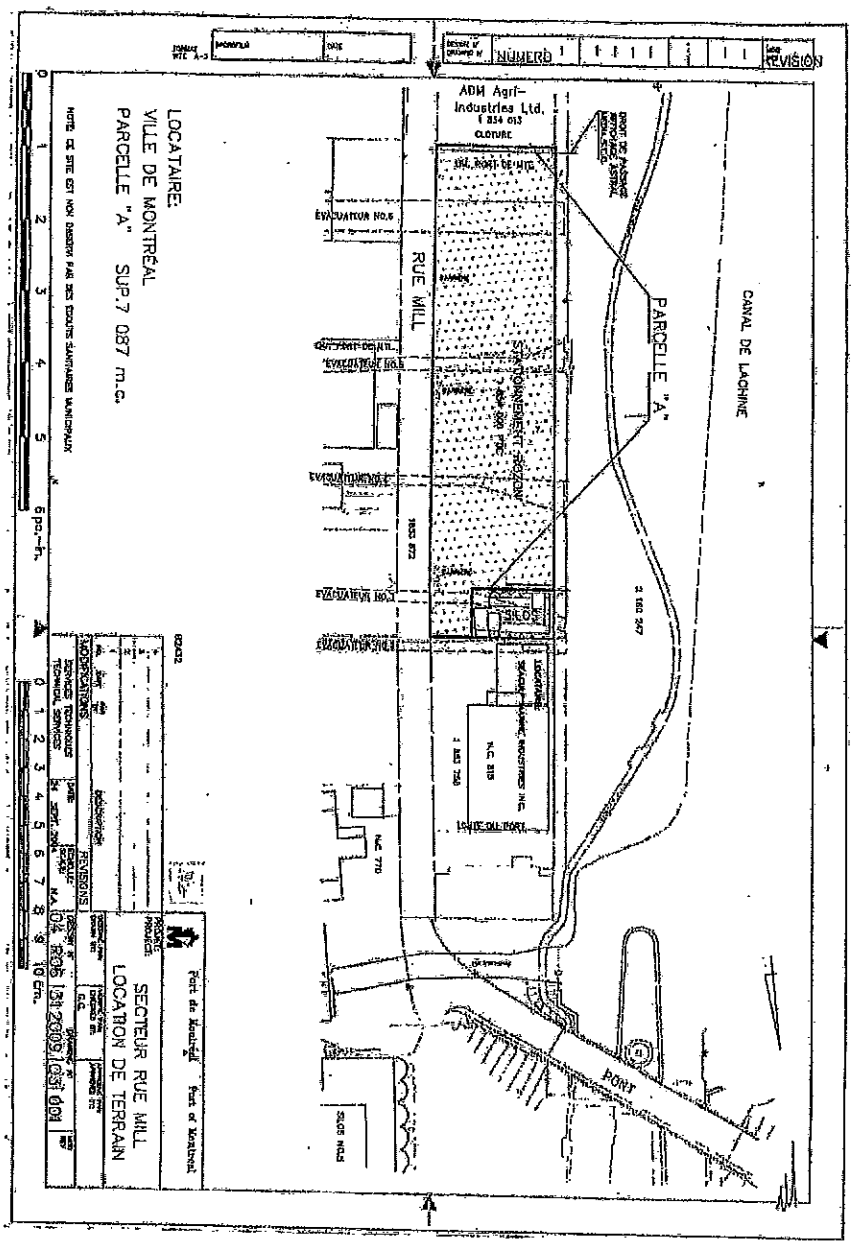
Administration portuaire de Montréal,
à Montréal, Province de Québec,
ce _____e jour de _____ 2014.

_____	_____
Témoin	Marie-Claude Leroux Vice-présidente, affaires corporatives et secrétaire

Ville de Montréal,
à Montréal, Province de Québec,
ce _____e jour de _____ 2014.

_____	_____
Témoin	Colette Fraser Greffière adjointe

ANNEXE « A » À LA CONVENTION DE PROLONGATION B2432-3 INTERVENUE ENTRE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL ET LA VILLE DE MONTRÉAL



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Capital humain et des communications , Relations de travail et soutien-conseil à la gestion

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le service du capital humain est favorable à la prolongation du bail pour une période de trois ans d'un terrain vague situé sur la rue Mill à des fins de stationnement pour répondre aux besoins opérationnels de tous les services qui sont actuellement situés à l'édifice Louis -Charland

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne MALLETTE
Chef de division soutien conseil à la gestion

Tél : 514-872-2716

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-21

Danny BOUDREAULT
Directeur des relations de travail et du soutien conseil à la gestion
Tél : 514-872-4655
Division : Service du capital humain et des communications

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des immeubles

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction des immeubles est favorable à la prolongation du bail pour des fins de stationnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne ROUILLARD
Chef de Division- Soutien et Exploitation
Tél : 5144-872-9097

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

Johanne MACKAY FALCON
Directrice- Direction des immeubles
Tél : 514-872-7630
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division des ressources matérielles et informationnelles de la Direction de l'approvisionnement gère le stationnement et est favorable à la prolongation du bail pour une période de 3 ans d'un terrain vague situé sur la rue Mill à des fins de stationnement pour répondre aux besoins opérationnels de tous les services qui sont actuellement logés à l'édifice Louis-Charland. Il s'agit, selon les données, de la meilleure option et la moins coûteuse pour l'organisation.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BOZEC
Chef de division - ressources matérielles et informationnelles
Tél : 514 872-4123

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Serge OUELLETTE
Directeur

Tél : 514 872-7014
Division : Direction de l'approvisionnement - SCARM

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les imputations à utiliser et les ajustements à apporter aux années suivantes.

Loyer

La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) assumera les coûts de loyer pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2014 pour un total net de taxes de 20 281,17 $ à l'imputation budgétaire suivante :

2101.0010000.114025.09007.55201.014700.0000.000000.000000.00000.00000
AF-Général-Ville de Montréal-Budget régulier- P.M.O. Locations/Sout. Mat.et tech.- Gestion des immeubles- À répartir-location immeubles et terrains-location d'immeubles.

Pour les années 2015 à 2017, les coûts de loyer nets de taxes suivants :

2015 - 41 035,12 $
2016 - 41 855,83 $
2017 - 21 346,47 $

seront répartis aux unités d'affaires occupantes selon la quote-part qui sera définie dans le processus de facturation immobilière. Leurs bases budgétaires seront ajustées à partir d'un transfert de budget en provenance de la DSTI. Les unités d'affaires occupantes devront s'assurer de prioriser ces dépenses dans le cadre des processus budgétaires des exercices 2015 à 2017.

Entretien

Les frais d'exploitation nets de taxes de 5 185,54$ seront assumés en 2014 par la Direction des immeubles à l'imputation budgétaire suivante :

2114.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000
AF-Immeubles-Budget régulier- Travaux entretien à contrat-Sout. Mat.et tech.- Gestion des immeubles- À répartir-entretien rép-immeubles et terrains

suite à une augmentation du budget pour le même montant, générée par une augmentation équivalente du budget de revenus de stationnement de 5 185,54$ à l'imputation suivante :

2114.0010000.105600.01819.44305.000000.0000.000000.000000.00000.00000
AF-Immeubles-Budget régulier- Stationnements centre admin.Local.Autres -Administration générale.Stationnement

Cette augmentation du budget de revenus est basée sur le montant réel de 2013 qui a dépassé de près de 25 000$ le budget prévu.

Lors de la confection des budgets 2015 à 2017, les bases budgétaires des revenus de stationnement et des dépenses de travaux d'entretien à contrat seront ajustées afin de refléter les montants annuels suivants :

2015 - 10 371,07 $
2016 - 10 371,07 $
2017 - 5 185,54 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller analyse et contôle de gestion
Tél : 514-872-5551

Co-signataire
Dominique Ballo
Conseiller budgétaire
PS Chaussegros de Léry
Tél. 514-872-7344

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-16

Sylvain LESSARD
Chef de division
Tél : 514-872-1985

Division : Opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros de Léry

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La poursuite de la location du site comme stationnement est cohérente avec la réalisation du Projet Bonaventure.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division _ Grands Projets
Tél : 514 872-4781

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-8560
Division : Direction desTransports

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des Infrastructures, du transport et de l'environnement est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill pour une période additionnelle de trois ans à compter du 1er juillet 2014. La location du terrain permet de répondre aux besoins opérationnel du SITE et des autres services occupants l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement et ce à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nadia SEMAAN
Adjointe au directeur principal
Tél : 514-872-1611

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-24

Marc BLANCHET
Directeur Principal du SITE
Tél : 514-872-9466
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de la qualité de vie est favorable à la prolongation du bail pour une période de 3 ans d'un terrain vague situé sur la rue Mill à des fins de stationnement pour répondre aux besoins opérationnels de tous les services qui sont actuellement logés à l'édifice Louis-Charland.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain DANSEREAU
Adjoint à la directrice principale
Tél : 280-0914

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-25

Chantal I. GAGNON
Directrice principale
Tél : 280-4283
Division : Service de la qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Technologies de l'information , Direction

Dossier # : 1145323002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 454, d'une superficie d'environ 7 173,5 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Bâtiment # 8123

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des technologies de l'information est favorable à la prolongation du bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill pour des fins de stationnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie CLOUTIER
Adjoint au directeur principal
Tél : 514-872-4034

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-19

Michel ARCHAMBAULT
Directeur principal
Tél : 514-280-6544
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146646001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6463-01 2/2

Il est recommandé :

1. d'approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au renouvellement du bail;
2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Sylvie DESJARDINS **Le** 2014-04-25 13:38

Signataire : Sylvie DESJARDINS

Chef de division
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1146646001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6463-01 2/2

CONTENU

CONTEXTE

En 1997, Ville de LaSalle signe de gré à gré une entente avec Rogers Cantel inc. (maintenant Rogers Communications inc.) pour une période de cinq (5) ans afin de louer une partie du terrain situé à l'angle sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin pour ériger une tour de télécommunication et un abri pour les équipements. Une clause de renouvellement incluse à l'entente prévoit que celui-ci, peut lors de la réception d'un préavis, être reconduit pour trois (3) périodes supplémentaires d'une durée de cinq (5) ans. Le présent sommaire a pour but d'approuver la troisième et dernière période de prolongation du bail à la compagnie Rogers Communications inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0253 - 23 mars 2010 - Approbation du renouvellement du bail pour une durée de cinq (5) ans du 1er avril 2008 au 31 mars 2013.
Note: de 2002 à 2008, l'entente est reconduite sur une base mensuelle entre Rogers et LaSalle en vertu de l'article 13 j) du bail initial.

Ville de LaSalle - 97-1387 - 8 décembre 1997 - Extrait du procès-verbal autorisant le maire et la greffière à signer l'entente initiale.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 180 m^2, tel qu'illustré sur le plan C ci-joint.

La compagnie Rogers a signifié à la DSTI son intention d'exercer son option de renouvellement et s'engage à verser les ajustements de loyer rétroactifs au 1er avril 2013 selon les négociations entendues, et ce, dès l'approbation dudit dossier par les autorités municipales. La présente location est consentie selon les conditions préétablies en 1997 entre l'ex-Ville de LaSalle et la compagnie Rogers.

La DSTI n'a pas été en mesure de faire approuver le renouvellement de l'entente dans les temps prévus à cause de délais administratifs internes dus au congé de maladie prolongé du titulaire du dossier.

JUSTIFICATION

La DSTI est favorable à recommander le présent renouvellement puisqu'il permettra de régulariser la situation et que les loyers annuels ont été établis en fonction de la valeur locative marchande, laquelle oscille entre 88,00 $ et 105,00 $ le mètre^2. Le tout représentant un loyer total de 95 152 $ au taux moyen de 105,00 $ le mètre^2.
Le locateur n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est répartie de la façon suivante :

	Loyer antérieur (5 ans)	**Nouveau loyer (5 ans)**
Loyer	**84 101,00 $**	**95 152,00 $**
TPS (5%)	4 205,05 $	4 757,60 $
TVQ (9,975%)	8 389,07 $	9 491,41 $
Loyer total incluant les taxes	**96 695,12 $**	**109 401,01 $**
Ristourne de TPS	(4 205,05 $)	(4 757,60 $)
Ristourne de TVQ (62,8% de la TVQ)	-	(5 960,61 $)
Recette totale nette	**92 490,07 $**	**98 682,81$**

Afin de consulter le détail du loyer annuel, voir le fichier « Détail du loyer » en pièce jointe.

L'augmentation annuelle du loyer est de 2,5 %.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier priverait la Ville d'augmenter les revenus de location du site et pourrait engendrer des impacts légaux compte tenu que l'option de renouvellement faisant partie intégrante du bail initial signé entre Rogers et l'ex-Ville de LaSalle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'a pas lieu de procéder à une opération de communication dans le présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du renouvellement du bail CM : 26 mai 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Pierre LACOSTE)

Avis favorable :
LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Sylvie CHAMPAGNE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Benoit CHAGNON PHILOGONE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe TURIN
charge de soutien technique en immobilier

Tél : 514-872-0205
Télécop. : 514-872-8350

Nicole RODIER
Chef de section
514-872-8726

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-25

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514-872-5493
Télécop. : 514-872-8350

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1146646001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6463-01 2/2

DEMANDE DE PROLONGATION 2013-2018

Demande renouvellement 2013-2018.pdf

ACTE DE RENOUVELLEMENT COPIE SIGNÉE PAR ROGERS

Rogers Renouvellement 2013-2018.docActe de renouvellement signé Rogers.pdf

RÉSOLUTION CERTIFICAT ATTESTATION DES CHARGES

Résolution Rogers.pdf Certificat.pdf Attestation des charges.pdf

DÉTAIL DU LOYER ET ACCEPTATION PAR ROGERS

Détail Loyer Rogers.xlsAcceptation des loyers.pdf

BAIL 1997 RÉSOLUTION ET RECOMMANDATIONS VILLE DE LASALLE 1997

ROGERS-1997.pdf RÉSO ET RECOMM 1997.pdf

PLANS A , B, C et D

5-6463-1A-2.pdf5-6463-1B-2.pdf5-6463-1C-2.pdf5-6463-1P-2.pdf

RÉSUMÉ DE TRANSACTION

R de T _ Rogers.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe TURIN
charge de soutien technique en immobilier

Tél : 514-872-0205
Télécop. : 514-872-8350

Nicole RODIER
Chef de section
514-872-8726

ROGERS™

Rogers Communications Inc.
Services immobiliers – Est du Canada
800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 4000
Montréal (Québec) H5A 1K3
Téléphone : 514-340-7400
Télécopieur : 514-345-6896

Le 25 octobre 2012

Par courrier recommandé

Madame Carole Tessier, soutien technique en immobilier
VILLE DE MONTRÉAL
303, Notre Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

OBJET: Renouvellement de bail
Site Rogers: Angrignon (E0096 / ID 603 31 001)
Propriété: Boulevard Angrignon et Irwin, Montréal

Madame Tessier,

En vertu du Bail intervenu le 17 décembre 1997 et de ses amendements subséquents (ci-après le « Bail ») entre la Ville de Lasalle maintenant la Ville de Montréal, (le « Locateur ») et Rogers Cantel inc. maintenant Rogers Communications inc., (le « Locataire »), nous vous confirmons par la présente que le Locataire exerce l'option de renouvellement de cinq (5) ans, débutant le 1er avril 2013 pour se terminer le 31 mars 2018, aux termes et conditions prévus audit Bail à l'exception du loyer qui sera établi entre les parties ultérieurement au cours des prochaines semaines.

À cet effet, Madame Nathalie Gareau de nos services immobiliers, vous contactera dans les prochaines semaines pour discuter dudit Bail. Vous pouvez également la rejoindre à votre convenance au (514) 981-8732.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Rogers Communications inc.

Pierre Auger, B.A.A., É.A.
Chef – Services immobiliers
Est du Canada

Montréal

RENOUVELLEMENT DE BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

ci-après nommée le "Locateur"

ET

ROGERS COMMUNICATIONS INC., personne morale dûment formée suivant les lois de la Colombie- Britannique, ayant son siège social au 550, Burrard, suite 2900, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 0A3 et ayant une place d'affaires au 800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 4000, Montréal (Québec) H5A 1K3, étant aux droits de Rogers Sans-Fils Inc. aux termes d'une fusion intervenue en date du premier juillet deux mille sept (1er juillet 2007), agissant et ici représentée par Pierre Auger, Chef, Services Immobiliers et Co-Location, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée en date du vingt-neuf avril deux mille dix (29 avril 2010) dont copie de ladite résolution demeure annexée aux présentes. »

ci-après nommée le "Locataire"

ATTENDU que Rogers Communications Inc. est locataire d'un terrain ayant une superficie de 180 m² situé à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de LaSalle pour l'installation d'une tour de télécommunication, en vertu d'un bail intervenu entre la Ville de LaSalle maintenant la Ville de Montréal et Rogers Cantel Inc. maintenant Rogers Communications Inc. pour la période du 1er avril 1998 au 31 mars 2003 et des renouvellements subséquents jusqu'au 31 mars 2013.

ATTENDU que la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant.

ATTENDU que la Politique s'applique au Bail en faisant les adaptations nécessaires; une copie de la Politique est annexée aux présentes.

ATTENDU que les parties désirent renouveler le Bail pour une période additionnelle de cinq (5) ans, du 1er avril 2013 au 31 mars 2018, selon les dispositions indiquées ci-dessous :

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. RENOUVELLEMENT

Les parties, par les présentes, conviennent de renouveler le Bail pour une période additionnelle de cinq (5) ans, soit pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2018.

3. LOYER

Pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-HUIT MILLE CENT DEUX DOLLARS (18 102,00$), payable à la signature des présentes , auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-HUIT MILLE CINQ CENT CINQUANTE-CINQ DOLLARS (18 555,00$), payable le 1er avril 2014, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-NEUF MILLE DIX-NEUF DOLLARS (19 019,00$), payable le 1er avril 2015, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE DOLLARS (19 494,00$), payable le 1er avril 2016, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX DOLLARS (19 982,00$), payable le 1er avril 2017, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

4. CONFIRMATION

Les parties confirment que toutes les autres conditions du Bail demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention à Montréal, en double exemplaire, à la date inscrite en marge de leur signature respective.

Le 3 e jour du mois de MARS 2014.

ROGERS COMMUNICATIONS INC.

Par : _____

Nom : PIERRE AUGER
Manager, Real Estate - Third Party
Eastern Canada

Le _____e jour du mois de _____ 2014.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____
Majuscules

Numéro de la résolution : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

CERTIFIED COPY OF A RESOLUTION OF THE BOARD OF DIRECTORS OF ROGERS COMMUNICATIONS INC.

NETWORK AGREEMENT

WHEREAS it is in the best interest of the Corporation to maximize the efficiency of the network build and operations commitment process, through the empowerment of designated employees.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED that each of the following persons:

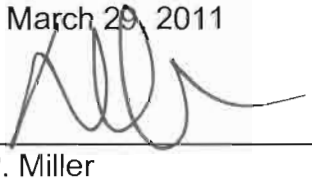
Vice President, Network Implementation
Director, Network Implementation-West
Director, Network Implementation-Central
Director, Network Implementation-Eastern
Manager, Acquisition & Municipal Relations-BC
Manager, Acquisition & Municipal Relations-Alberta/Mid-west
Manager, Acquisition & Municipal Relations-Central
Manager, Acquisition & Municipal Relations-East
Manager, Real Estate – 3rd Party

be and they are hereby each authorized on their own (and without the requirement for two signing officers) to sign, and where appropriate affix the corporate seal to all offers to purchase or to lease, leases, subleases, licenses, easements and all other ancillary documentation that may be necessary and appropriate, in each case in respect of the establishment, construction and maintenance of the network facilities of Rogers and its affiliates, subject at all times to the approval criteria established from time-to-time by a senior financial officer of the Corporation and provided the total financial commitment under each agreement, excluding renewal terms, does not exceed $250,000.

This resolution supersedes all previous resolutions related to the foregoing.

The undersigned, being an officer of **ROGERS COMMUNICATIONS INC.** does hereby certify that the foregoing is a true copy of a resolution passed by the Board of Directors on the 29th day of April, 2010 and that the said resolution continues in full force and effect, unamended as of the date hereof.

DATED March 29, 2011



David P. Miller
Senior Vice-President, General Counsel and Secretary

DUPLICATE

BRITISH COLUMBIA
The Best Place on Earth

Number: BC0795725

CERTIFICATE
OF
AMALGAMATION

BUSINESS CORPORATIONS ACT

I Hereby Certify that ROGERS CABLE INC., incorporation number C0795333, and ROGERS COMMUNICATIONS INC., incorporation number BC0425233, and ROGERS WIRELESS COMMUNICATIONS INC. ROGERS COMMUNICATIONS SANS FIL INC., incorporation number C0795329, and ROGERS WIRELESS INC. ROGERS SANS-FIL INC., incorporation number C0795324, and RWCI ACQUISITION INC., incorporation number BC0705107 were amalgamated as one company under the name ROGERS COMMUNICATIONS INC. on July 1, 2007 at 12:00 AM Pacific Time.

Issued under my hand at Victoria, British Columbia
On July 1, 2007

RON TOWNSHEND
Registrar of Companies
Province of British Columbia
Canada

BRITISH COLUMBIA
The Best Place on Earth

Ministry
of Finance
BC Registry Services

Mailing Address:
PO BOX 9431 Stn Prov Govt.
Victoria BC V8W 9V3
www.corporateonline.gov.bc.ca

Location:
2nd Floor - 940 Blanshard St.
Victoria BC
250 356-8626

CERTIFIED COPY
Of a Document filed with the Province of
British Columbia Registrar of Companies

RON TOWNSHEND
June 28, 2007

Notice of Articles

BUSINESS CORPORATIONS ACT

This Notice of Articles was issued by the Registrar on: July 1, 2007 12:00 AM Pacific Time

Incorporation Number: BC0795725

Recognition Date and Time: July 1, 2007 12:00 AM Pacific Time as a result of an Amalgamation

NOTICE OF ARTICLES

Name of Company:

ROGERS COMMUNICATIONS INC.

REGISTERED OFFICE INFORMATION

Mailing Address:
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
C/O JAMES D. PIERS
1075 W GEORGIA ST SUITE 2100
VANCOUVER BC V6E 3G2
CANADA

Delivery Address:
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
C/O JAMES D. PIERS
1075 W GEORGIA ST SUITE 2100
VANCOUVER BC V6E 3G2
CANADA

RECORDS OFFICE INFORMATION

Mailing Address:
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
C/O JAMES D. PIERS
1075 W GEORGIA ST SUITE 2100
VANCOUVER BC V6E 3G2
CANADA

Delivery Address:
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
C/O JAMES D. PIERS
1075 W GEORGIA ST SUITE 2100
VANCOUVER BC V6E 3G2
CANADA

DIRECTOR INFORMATION

Last Name, First Name, Middle Name:
PETERSON HON., DAVID ROBERT

Mailing Address:
SUITE 2100 - 40 KING STREET WEST
SCOTIA PLAZA
TORONTO ON M5H 3C2
CANADA

Delivery Address:
SUITE 2100 - 40 KING STREET WEST
SCOTIA PLAZA
TORONTO ON M5H 3C2
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
ROGERS, EDWARD S.

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
7TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
7TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
ROGERS, LORETTA ANNE

Mailing Address:
3 FRYBROOK RD
TORONTO ON M4V 1Y7
CANADA

Delivery Address:
3 FRYBROOK RD
TORONTO ON M4V 1Y7
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
ROGERS, MELINDA M.

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
ROGERS O.C., EDWARD SAMUEL

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
SCHLEYER, WILLIAM T

Mailing Address:
5619 DTC PARKWAY
GREENWOOD VILLAGE CO 80111
UNITED STATES

Delivery Address:
5619 DTC PARKWAY
GREENWOOD VILLAGE CO 80111
UNITED STATES

Last Name, First Name, Middle Name:
TORY, JOHN ARNOLD

Mailing Address:
65 QUEEN STREET WEST
25TH FLOOR
TORONTO ON M5H 2M8
CANADA

Delivery Address:
65 QUEEN STREET WEST
25TH FLOOR
TORONTO ON M5H 2M8
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
GODSOE, PETER C.

Mailing Address:
40 KING STREET WEST
SUITE3005
TORONTO ON M5H 1H1
CANADA

Delivery Address:
40 KING STREET WEST
SUITE 3005
TORONTO ON M5H 1H1
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
WANSBROUGH, JOHN CHRISTOPHER C.

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
HULL, THOMAS IAN

Mailing Address:
BCE PLACE, 181 BAY STREET
SUITE 2400
TORONTO ON M5J 2T3
CANADA

Delivery Address:
BCE PLACE, 181 BAY STREET
SUITE 2400
TORONTO ON M5J 2T3
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
LIND, PHILIP BRIDGMAN

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
BESSE, RONALD DUNCAN

Mailing Address:
44 VICTORIA STREET
SUITE 601
TORONTO ON M4C 1Y2
CANADA

Delivery Address:
44 VICTORIA STREET
SUITE 601
TORONTO ON M4C 1Y2
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
WATSON, COLIN D.

Mailing Address:
105 BEDFORD ROAD
TORONTO ON M5R 2K4
CANADA

Delivery Address:
105 BEDFORD ROAD
TORONTO ON M5R 2K4
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
MOHAMED, NADIR H.

Mailing Address:
52 BOSWELL AVENUE
TORONTO ON M5R 1N4
CANADA

Delivery Address:
52 BOSWELL AVENUE
TORONTO ON M5R 1N4
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
BIRCHALL, C. WILLIAM

Mailing Address:
C/O BARRICK GOLD CORPORATION
BCE PLACE, 161 BAY STREET, P.O. BOX 800
SUITE 3700
TORONTO ON M5J 2S1
CANADA

Delivery Address:
C/O BARRICK GOLD CORPORATION
BCE PLACE, 161 BAY STREET, P.O. BOX 800
SUITE 3700
TORONTO ON M5J 2S1
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
HORN, ALAN D.

Mailing Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
333 BLOOR STREET EAST
10TH FLOOR
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Last Name, First Name, Middle Name:
CLAPPISON, JOHN H.

Mailing Address:
P.O. BOX 183, SUITE 6950
FIRST CANADIAN PLACE
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

Delivery Address:
P.O. BOX 183, SUITE 6950
FIRST CANADIAN PLACE
TORONTO ON M4W 1G9
CANADA

RESOLUTION DATES:

Date(s) of Resolution(s) or Court Order(s) attaching or altering Special Rights and Restrictions attached to a class or a series of shares:

May 27, 2004
May 27, 2004

AUTHORIZED SHARE STRUCTURE

1.	112,474,388	Class A Voting Shares	Without Par Value With Special Rights or Restrictions attached
2.	1,400,000,000	Class B Non-Voting Shares	Without Par Value With Special Rights or Restrictions attached
3.	400,000,000	Preferred Shares	Without Par Value With Special Rights or Restrictions attached
	1. 150,000	Series XXVII Preferred Shares	Special Rights or Restrictions are attached
	2. 1,000,000	Series XXX Preferred Shares	Special Rights or Restrictions are attached
	3. 300,000	Series XXXI Preferred Shares	Special Rights or Restrictions are attached

BRITISH COLUMBIA
The Best Place on Earth

Ministry
of Finance
BC Registry Services

Mailing Address:
PO BOX 9431 Stn Prov Govt.
Victoria BC V8W 9V3
www.corporateonline.gov.bc.ca

Location:
2nd Floor - 940 Blanshard St.
Victoria BC
250 356-8626

Vertical Short Form Amalgamation Application

FORM 14
BUSINESS CORPORATIONS ACT
Section 275

CERTIFIED COPY
Of a Document filed with the Province of British Columbia Registrar of Companies

RON TOWNSHEND
June 28, 2007

FILING DETAILS:

Amalgamation Application for: **ROGERS COMMUNICATIONS INC.**

Incorporation Number: **BC0795725**

Filed Date and Time: **June 28, 2007 11:44 AM Pacific Time**

Recognition Date and Time: **July 1, 2007 12:00 AM Pacific Time as a result of an Amalgamation**

AMALGAMATION APPLICATION

The amalgamated company will adopt as its Notice of Articles, the Notice of Articles of the amalgamating holding corporation, ROGERS COMMUNICATIONS INC., Incorporation No. 0425233.

AMALGAMATION EFFECTIVE DATE:

Specified Date and Time of Amalgamation: July 1, 2007 12:00 AM Pacific Time

AMALGAMATING CORPORATION(S) INFORMATION

Name of Amalgamating Corporation(s)	Incorporation Number in BC
ROGERS CABLE INC.	C0795333
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	BC0425233
ROGERS WIRELESS COMMUNICATIONS INC. ROGERS COMMUNICATIONS SANS FIL INC.	C0795329

ROGERS WIRELESS INC. ROGERS SANS-FIL INC. C0795324

RWCI ACQUISITION INC. BC0705107

AMALGAMATION STATEMENT

This amalgamation has been effected without court approval. A copy of all of the required affidavits under section 277(1) have been obtained and the affidavit obtained from each amalgamating company has been deposited in that company's records office.

ATTESTATION DES CHARGES

La soussignée, Marie-Claude Michaud, Conseillère juridique principale de Rogers Communications Inc. atteste par les présentes que la personne ci-après désignée occupe le poste indiqué ci-dessous auprès de Rogers Communications Inc., société mère de Fido Solutions Inc., et que la signature apposée ci-après est sa signature:

Fonction	Nom	Signature
Chef, Services Immobiliers et Co-location	Pierre Auger	

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 3e jour du mois de MARS 2014.



Marie-Claude Michaud
Conseillère juridique principale

Détail du loyer
Rogers Communications inc.

Année	2013 (1er avril-31 déc)	2014 (1er jan. - 31 déc.)	2015 (1er jan. - 31 déc.)	2016 (1er jan. - 31 déc.)	2017 (1er jan. - 31 déc.)	2018 (1er jan. - 31 mars)	Total
Loyer	**13,577.00 $**	**18,442.00 $**	**18,903.00 $**	**19,375.00 $**	**19,860.00 $**	**4,995.00 $**	**95,152.00 $**
TPS (5%)	678.85 $	922.10 $	945.15 $	968.75 $	993.00 $	249.75 $	4,757.60 $
TVQ (9.975%)	1,354.31 $	1,839.59 $	1,885.57 $	1,932.66 $	1,981.04 $	498.25 $	9,491.41 $
Loyer total incluant les taxes	**15,610.16 $**	**21,203.69 $**	**21,733.72 $**	**22,276.41 $**	**22,834.04 $**	**5,743.00 $**	**109,401.01 $**
Ristourne de TPS	(678.95) $	(922.10) $	(945.15) $	(968.75) $	(993.00) $	(249.75) $	(4,757.60) $
Ristourne de TVQ (62,8 % de la TVQ)	- $	(1,155.26) $	(1,184.14) $	(1,213.71) $	(1,244.09) $	(312.90) $	(5,960.61) $
Recette totale nette	**30,541.36 $**	**40,330.02 $**	**41,338.16 $**	**42,370.35 $**	**43,430.98 $**	**10,923.35 $**	**98,682.81 $**

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division évaluation, transactions et services immobiliers
Section locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-0205
Télécopieur : 514 872-8350

Par courrier électronique

Le 27 février 2014

Madame Nathalie Gareau
Analyste, Services immobiliers
Est du Canada
Rogers Communications inc.
800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 4000
Montréal (Québec) H5A 1K3

V/Réf. : E0096 / ID 603 31 001
N/Réf. : 31H05-005-6463-01-2/2

Objet : Renouvellement du bail Site Rogers Communications- Angrignon

Madame,

Aux fins de finaliser le renouvellement du bail en titre, nous souhaitons obtenir de Rogers Communications inc. la confirmation écrite de son acceptation des loyers annuels majorés pour le terme du 1er avril 2013 au 31 mars 2018, tel que détaillé ci-dessous.

Période	Loyer (excluant les taxes)
2013-04-01 au 2014-03-31	18 102 $
2014-04-01 au 2015-03-31	18 555 $
2015-04-01 au 2016-03-31	19 019 $
2016-04-01 au 2017-03-31	19 494 $
2017-04-01 au 2018-03-31	19 982 $

Les ajustements de loyers rétroactifs au 1er avril 2013 seront exigibles au moment de la signature de l'acte de renouvellement du bail par les autorités municipales.

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner une copie contresignée de la présente lettre à titre d'acceptation.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Madame l'expression de mes meilleures salutations.

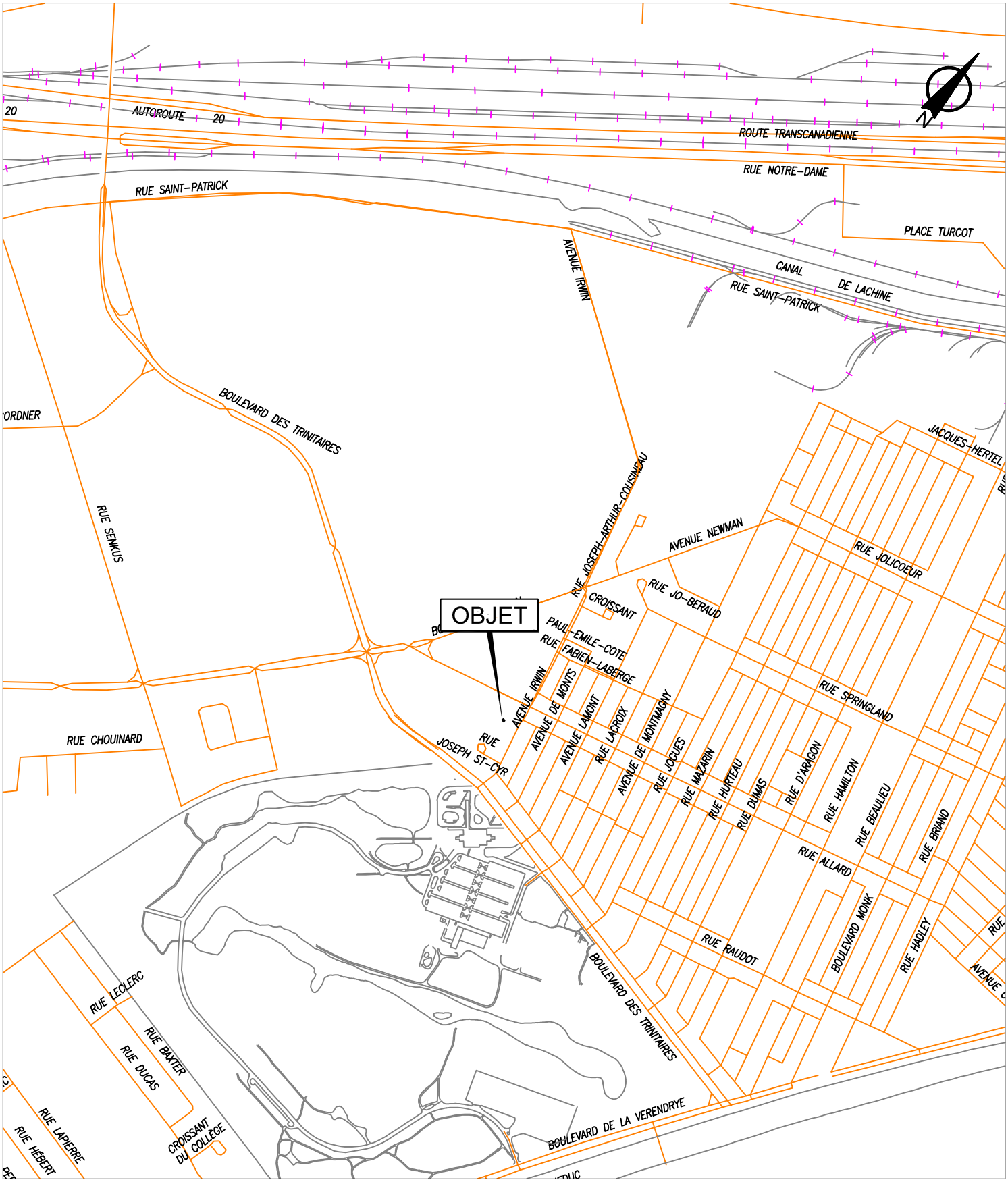
Philippe Turin,
Chargé de soutien technique en immobilier

Nous acceptons les majorations de loyers ci-haut mentionnées.

Nom, Titre

PIERRE AUGER
Manager, Real Estate -
Third Party
Eastern Canada

3 mars 2014
Date

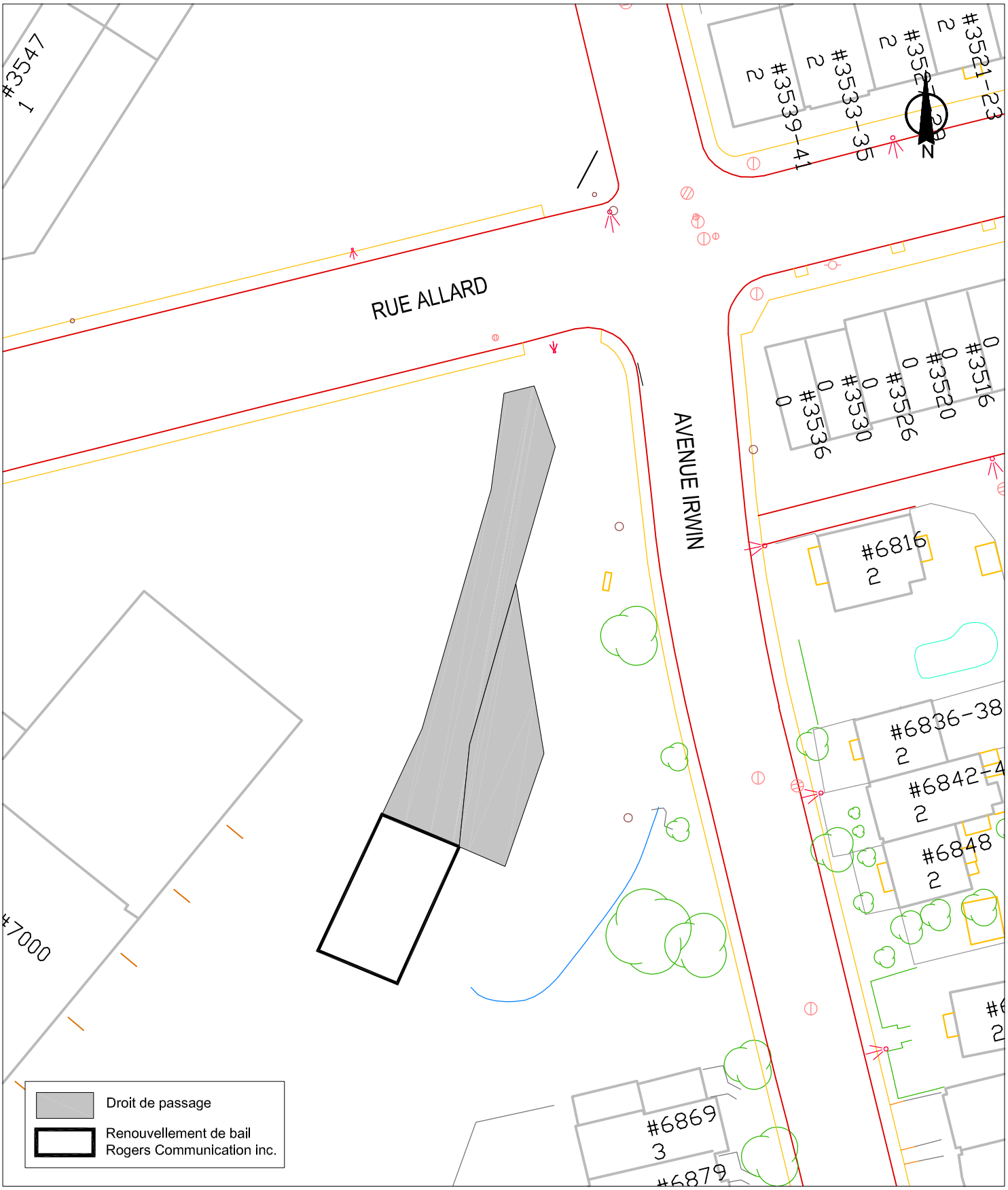


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Lasalle
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6463-01-2/2
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 04-12-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

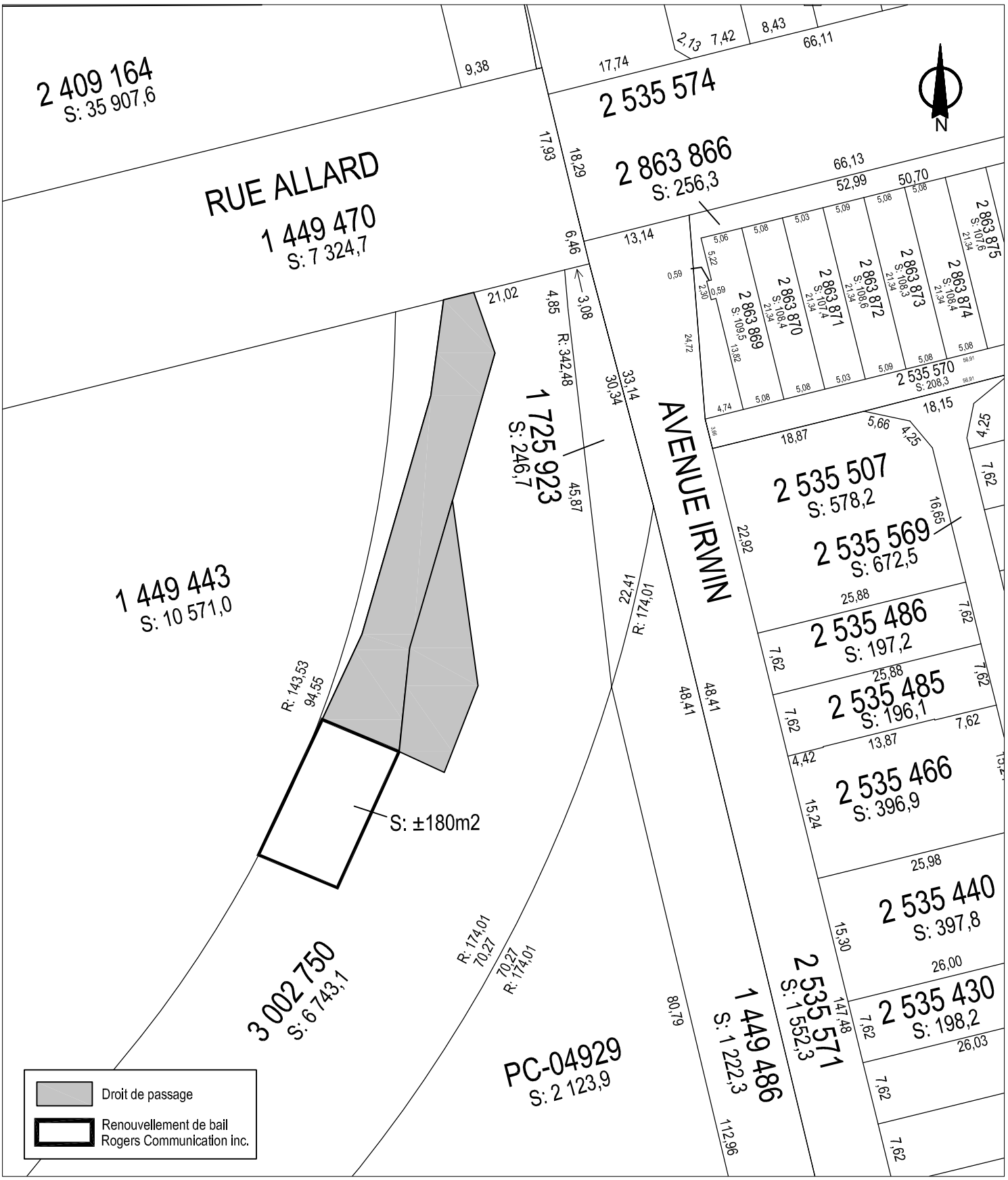


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Lasalle
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6463-01-2/2
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 20-02-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Lasalle
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6463-01-2/2
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 20-02-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Lasalle
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6463-01-2/2
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 20-02-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1146646001

- **Description de la transaction** : Approuver le renouvellement d'un bail octroyé à la compagnie Rogers Communications inc.
- Durée : Cinq (5) ans du 1er avril 2013 au 31 mars 2018.
- Type de transaction : Location **-** Ville locateur
- Endroit : Une parcelle de terrain situé sur le lot 3 002 750 localisé à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, dans l'arrondissement La Salle.
- Superficie des lieux loués : 180 m^2

Locateur : Ville de Montréal

Locataire : Rogers Communications inc.

Recettes ou dépenses : 95 152 $ plus taxes pour le terme

Valeur locative : Ne s'applique pas

Raison de la location : Maintien d'une tour de télécommunications et un abri d'équipement.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Philippe Turin	Téléphone : 2-0205	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1146646001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6463-01 2/2

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Convention de renouvellement de bail visée est approuvée quant à sa validité et sa forme.

Rogers Renouvellement 2013-2018 - bail 24 avril 2014.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit CHAGNON PHILOGONE
avocat
Tél : 514-872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, notaire
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

Montréal

RENOUVELLEMENT DE BAIL

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
17 AVR. 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

ci-après nommée le "Locateur"

ET

ROGERS COMMUNICATIONS INC., personne morale dûment formée suivant les lois de la Colombie- Britannique, ayant son siège social au 550, Burrard, suite 2900, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 0A3 et ayant une place d'affaires au 800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 4000, Montréal (Québec) H5A 1K3, étant aux droits de Rogers Sans-Fils Inc. aux termes d'une fusion intervenue en date du premier juillet deux mille sept (1er juillet 2007), agissant et ici représentée par Pierre Auger, Chef, Services Immobiliers et Co-Location, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée en date du vingt-neuf avril deux mille dix (29 avril 2010) dont copie de ladite résolution demeure annexée aux présentes..

ci-après nommée le "Locataire"

ATTENDU que le Locataire loue un terrain ayant une superficie de 180 m² situé à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, dans l'Arrondissement de LaSalle pour l'installation d'une tour de télécommunication, en vertu d'un Bail intervenu entre la Ville de LaSalle et Rogers Cantel Inc. pour la période du 1er avril 1998 au 31 mars 2003 (ci-après le «Bail»);

ATTENDU que le Locateur a succédé aux droits et obligations de Ville de LaSalle;

ATTENDU que le Locataire a succédé aux droits et obligations de Rogers Cantel Inc;

ATTENDU que le Bail a été renouvelé, tel que prévu à l'article 4. Droit de renouvellement du Bail, pour trois (3) périodes successives de cinq (5) ans. La dernière période de renouvellement se terminant le 31 mars 2013.

ATTENDU que le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant.

ATTENDU que la Politique s'applique au Bail en faisant les adaptations nécessaires; une copie de la Politique est annexée aux présentes.

ATTENDU que les parties désirent renouveler le Bail pour une période additionnelle de cinq (5) ans, du 1er avril 2013 au 31 mars 2018, selon les dispositions indiquées ci-dessous :

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. RENOUVELLEMENT

Les parties, par les présentes, conviennent de renouveler le Bail pour une période additionnelle de cinq (5) ans, soit pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2018.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3. LOYER

Pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-HUIT MILLE CENT DEUX DOLLARS (18 102,00$), payable à la signature des présentes , auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-HUIT MILLE CINQ CENT CINQUANTE CINQ DOLLARS (18 555,00$), payable le 1er avril 2014, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX NEUF MILLE DIX-NEUF DOLLARS (19 019,00$), payable le 1er avril 2015, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT-QUATORZE DOLLARS (19 494,00$), payable le 1er avril 2016, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX DOLLARS (19 982,00$), payable le 1er avril 2017, auquel montant s'ajoutent la TPS et la TVQ.

4. CONFIRMATION

Les parties confirment que toutes les autres conditions du Bail demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention à Montréal, en double exemplaire, à la date inscrite en marge de leur signature respective.

Le _____e jour du mois de _____ 2014.

ROGERS COMMUNICATIONS INC.

Par : _____

Nom : _____
Majuscules

Le _____e jour du mois de _____ 2014.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____
Majuscules

Numéro de la résolution : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146646001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, à l'intersection sud-ouest de la rue Allard et de l'avenue Irwin, constitué d'une partie du lot 3 002 750 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6463-01 2/2

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis des finances porte sur le volet budgétaire et financier inhérent à la recommandation d'approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à Rogers Communications inc., pour une durée de cinq (5) ans, à partir du 1er avril 2013 jusqu'au 31 mars 2018, un terrain situé dans l'arrondissement de LaSalle, et ce, au loyer total de 95 152 $ excluant les taxes.
Imputer le revenu comme suit:

2101.0010000.105511.06501.44301.011503.0000.000000.058000.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Évaluation immobilière/Industries et commerces - Prom. et dév. écon./Location - Immeubles et terrains/Bail ordinaire/Bail avec statut taxable					
2013	2014	2015	2016	2017	2018
13 577 $	18 442 $	18 903 $	19 375 $	19 860 $	4 995 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 872-0226
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1140679003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, du 5 au 13 juillet 2014, et la Fête des enfants de Montréal, les 19 et 20 juillet 2014, au parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire à cette fin. Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier.

La Direction de la culture et du patrimoine recommande:

1. d'accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation en 2014 des Week-ends du monde et la Fête des enfants de Montréal ;
2. d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance d'un compte de Chapitre corporatif vers le budget régulier de la Direction de la culture et du patrimoine pour réaliser ces projets;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-05-01 16:16

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

_____

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140679003**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, du 5 au 13 juillet 2014, et la Fête des enfants de Montréal, les 19 et 20 juillet 2014, au parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire à cette fin. Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2007, la Ville confie le mandat de réalisation des Week-ends du Monde (WEM) et la Fête des enfants de Montréal (FEM) à la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). En 2013, la Ville a accordé une contribution financière de 900 000 $ à cet effet.
Le présent dossier vise à reconduire, en 2014, cette contribution financière de 900 000 $ à la SPJD pour la réalisation de la 10 ième édition des WEM (600 000 $) et de la 14e édition de la FEM (300 000 $). Il est également recommandé de mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour assurer le suivi de ces deux événements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0428 du 27 mai 2013. Accorder une soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde et de la Fête des enfants de Montréal 2013;
CM12 0557 du 19 juin 2012: Accorder un soutien financier de 600 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde les 7, 8, 14 et 15 juillet 2012;
CM07 0480 du 27 août 2007: Adopter le protocole d'entente entre la Ville et la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) pour la tenue d'événements sur le site du parc Jean-Drapeau. Octroyer à la SPJD, un budget de 772 576 $ pour le soutien à la réalisation des événements de La Fête des enfants (322 579 $) et des Week-ends du monde (450 000 $).

DESCRIPTION

Les WEM proposent aux Montréalais de toutes origines une vitrine leur permettant de célébrer et de partager, avec l'ensemble de la population, leur culture et leurs traditions

grâce notamment à la musique, à la danse ou encore aux découvertes culinaires. Les WEM visent également à rassembler la diversité culturelle de la métropole au sein d'une même série d'événements. Cette manifestation permet aussi à l'ensemble des organismes de bénéficier d'infrastructures et d'outils de communication et de promotion communs, en plus d'obtenir une expertise sur place en gestion d'événement. Chaque année, une vingtaine d'organismes présentent un événement, un festival ou une activité et plus de cinquante cultures y sont représentées.
Cette année, les WEM célébreront leur 10e anniversaire en présentant un grand spectacle d'ouverture, en plus de présenter un volet interactif axé sur les découvertes et les échanges culturels et culinaires. Également, en collaboration avec Evenko et Radio-Canada, la SPJD diffusera la finale de la Coupe du monde de la FIFA, Brésil (Fédération internationale de football association) sur grand écran, le 13 juillet prochain dans le cadre des WEM.

En ce qui concerne la FEM, qui vise à favoriser l'épanouissement des enfants de 12 ans et moins, la SPJD désire renforcer le caractère unique de cet événement. Ainsi, en 2014, cette grande fête familiale orientera, en partie, ses activités autour de la promotion de l'activité physique et de saines habitudes de vie par le biais d'activités sportives, ludiques, scientifiques et sociales. La SPJD travaillera avec différents organismes du milieu et favorisera la présence d'ambassadeurs des milieux sportifs et de plein air afin de produire un plus grand nombre d'adeptes et de futurs athlètes. Le volet culturel sera ponctué de spectacles, d'ateliers de créations artistiques et de diverses animations qui feront appel à la participation de l'enfant ainsi que de sa famille. D'énormes structures gonflables seront installées et des aires de pique-niques et de restauration sont prévues.

JUSTIFICATION

Les WEM favorisent particulièrement le rapprochement et les échanges au sein de la population montréalaise afin que les différentes communautés ethnoculturelles représentées puissent participer au développement social, culturel et économique de la ville. En 2011, Montréal a été accréditée « Cité interculturelle » par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne pour l'ensemble de ses actions dans le domaine interculturel. Montréal se classe en 5e position de ce classement international des villes interculturelles et elle est la deuxième ville d'Amérique à être reconnue « ville interculturelle » Il est donc souhaitable de maintenir cette reconnaissance.
En 2013, la SPJD a bonifié sa programmation en ajoutant de nouveaux événements gratuits tels que les samedis piknic électronique, le festival salvadorien, les ateliers de percussion et les grands spectacles thématiques. Pour 2014, de nouvelles activités culturelles rassembleuses et immersives qui seront offertes aux visiteurs. Chaque année, la popularité de cet événement s'accroît. Près de 220 000 personnes ont visité les WEM, en 2013, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année 2012.

Quant à la FEM, elle favorise le développement de l'enfant et encourage son ouverture sur le monde en lui permettant de découvrir et de participer à différentes activités récréatives, sportives et culturelles. Près de 70 000 personnes ont participé à cet événement. Plus d'une soixantaine d'activités, de spectacles, d'ateliers et de jeux gratuits étaient inscrits au programme.

Ces deux événements reflètent les orientations de la Ville en matière jeunesse et au niveau de la promotion de saines habitudes de vie et de la promotion de l'activité physique. Les WEM et la FEM présentent une programmation riche et diversifiée. Les activités, les ateliers, les spectacles sont offert gratuitement à tous les visiteurs. Puisqu'actuellement ces événements sont reconduits d'année en année, ceci rend plus complexe la recherche de commanditaires. Par ailleurs, ces événements requièrent une logistique importante. Afin de diminuer les coûts de gestion de ces événements, en 2013, le Parc Jean-Drapeau a devancé la date de la FEM afin de la conjuguer avec la fin des WEM. Ceci a permis de faire une économie d'échelle de près de 250 000 $ en diminuant les frais logistiques (économie sur le

temps de montage et démontage, partage d'équipements, etc.), tout en contribuant à bonifier la programmation. Afin de soutenir les efforts de la Société du Parc Jean-Drapeau, il est recommandé d'offrir une contribution financière de 900 000 $ pour la réalisation de ces deux événements et mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour assurer le suivi de ces événements et s'assurer que les orientations de la Ville soient maintenues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 900 000 $ sera imputée à la Direction de la culture et du patrimoine. La provenance budgétaire sera un compte d'un chapitre corporatif pour un montant de 900 000 $. Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.
La contribution financière de la ville servira à couvrir les dépenses engagées pour l'organisation de ces deux événements (production, soutien technique et logistique, promotion et publicité, encadrement des organismes, sécurité, etc.).

La Direction de la culture et du patrimoine assurera le suivi du dossier par sa présence à des rencontres de planification et en recevant un rapport financier détaillé et un rapport d'activités pour chacun des deux événements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation de ces événement s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais;

- La programmation des WEM est une vitrine des manifestations culturelles des communautés et de leur pays d'origine;
- Ces grandes fêtes collectives sont accessible gratuitement à l'ensemble de la population métropolitaine et touristique;
- Les WEM sont une plate-forme pour les organismes leur permettant de développer leur sens de l'initiative, l'esprit d'entreprise et leurs compétences en gestion de la même façon que la FEM est un lieu de rassemblement pour les enfants et leur famille qui favorise leur développement à tous niveaux et leur ouverture sur le monde.
- Lors de ces événements, une place importante est accordée au savoir-faire et au transfert des connaissances.
- 350 bénévoles participent au succès de ces événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les WEM est le seul événement qui regroupe autant de communautés diverses sous une même entité et qui favorise le partage des cultures ainsi que l'inclusion sociale. Sans ce financement, les WEM ne pourraient être réalisés. Par conséquent, les efforts investis pour créer un lieu-symbole de la fraternité et du rapprochement des différentes communautés et de leurs manifestations seraient à recommencer. Certains organismes ne pourraient plus tenir leur événement, d'autres se tiendraient sur le territoire de Montréal de façon dispersée. Par ailleurs, les organismes ne bénéficieraient plus des ressources qui étaient mises à leur disposition et qui permettaient d'alléger leur budget de réalisation. Les demandes de contributions financières à la Ville augmenteraient.
La FEM a un caractère unique, en ce sens qu'elle est un lieu inclusif de partage et d'expression axé sur le développement de l'enfant qui favorise les échanges harmonieux entre les citoyens de toutes origines, quel que soit leur niveau socio-économique, leur origine ethnique ou leur lieu de résidence.

Ces événements sont gratuits et accessibles universellement. Sans la contribution de la Ville, ils ne pourraient avoir lieu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SPJD élaborera un plan de communication pour ces deux événements.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements;
Bilan des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra COURT
C/d soutien aux événements

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514-872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-08

Daniel BISSONNETTE
Directeur associé Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1140679003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, du 5 au 13 juillet 2014, et la Fête des enfants de Montréal, les 19 et 20 juillet 2014, au parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire à cette fin. Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier.

Le bilan de l'édition 2013 de la FEM et de la WEM :Bilan 2013 FEM.pdfBilan 2013 WEM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra COURT
C/d soutien aux événements

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514-872-1505

Faits saillants de la programmation de la FEM 2013

Faits saillants de la Fête des enfants

- Grand retour de la Fête des enfants au parc Jean-Drapeau
- Association avec l'organisme SAMAJAM pour la conception de la programmation

Les activités vedettes de la Fête des enfants

Volet Cirque de la Fête des enfants

- **Cirque Akya** : prestations d'artistes de cirque et d'acrobates formés à l'École nationale de cirque dans un grand chapiteau installé sur le site de la Fête des enfants
- **Cirque Carpe Diem** : Spectacles de trapèze volant et essais gratuits sont offerts. Venez prendre votre envol au parc Jean-Drapeau en compagnie d'artistes de Cirque Carpe Diem.

La Fête des enfants invite les WIXX à relever le défi du Challenge plein air

L'équipe de WIXX sera sur place pour mettre du piquant dans la Fête des enfants avec leur challenge plein air. Un parcours chronométré de plus de 2 kilomètres avec trois épreuves et une dizaine d'obstacles!

Les spectacles

La scène principale accueillera les vedettes de Télé-Québec ainsi que des groupes de musique jeunesse Québécoise.

- **Henri-Godon** : les 5 musiciens d'Henri Godon voyagent à travers plusieurs styles : le jazz, le traditionnel, le swing. Tantôt drôles, tantôt poétiques, les textes s'inspirent du quotidien des 5 à 11 ans et sont chantés et racontés dans un langage qui est loin d'être enfantin. Il convoque plutôt la famille à un véritable party autour de ses chansons. Des cuivres, de la guit'électrique, de la batterie, du plaisir, de la chanson à texte... ne cherchez pas le sens, amusez-vous!
- **Les petites Tounes** : Avec un quatrième album et plus de 600 concerts à leur actif, Les Petites Tounes ont aujourd'hui plus que fait leurs preuves dans le milieu de la musique jeunesse au Québec. Les Petites tounes font découvrir aux petits et aux plus grands plusieurs styles musicaux et instruments différents. De quoi donner à tous l'envie de chanter et de se déhancher avec eux!
- **Les vedettes de Télé-Québec : 123 Géant et Toc-Toc-Toc** : deux spectacles avec les artistes de ces deux séries jeunesses

La zone des moussaillons

Une zone conçue spécialement pour les 0-6 ans avec gonflables, activités, bricolages animée par un équipage de pirates rigolos qui feront des petits des courageux flibustiers des mers!

La zone gonflée

12 structures gonflables géantes

Autres activités :

Maquillage, tyrolienne, pédalos, petit train, activités sportives, ateliers scientifiques, baby-foot géant, tour d'escalade, etc...

Volet interculturel de la Fête des enfants

- **Le Village des traditions** de La Société du patrimoine d'expression du Québec (SPEQ) présente 10 ateliers de savoir-faire permettant de découvrir différentes richesses culturelles.
- **Entrez dans la danse :** cours interactifs de danses traditionnelles et intégration des communautés culturelles dans un échange dansant avec les enfants avec le groupe les SORTILÈGES

Faits saillants de la programmation des WEM 2013

Les nouveautés des Week-ends du monde:

- **Relais gourmand** : découvertes culinaires
- **Cirque Carpe Diem** : Ateliers et spectacles de trapèze volant
- **Piknic Électronik** se joint au WEM et offre des samedi gratuits avec des Dj locaux et internationaux
- **Le festival péruvien** qui en est à sa 41 ième édition et qui s'installe aux WEM cet année
- **Le festival de Gospel unité**
- **Le festival salvadorien** avec une des plus grandes communautés latino-américaine à Montréal
- **Atelier de percussion** avec Samajam
- **Prestations de cracheurs de feu**

4 soirées à la place des traditions, où des artistes montréalais de grand talent sont mis de l'avant

Soirée d'ouverture : Les rythmes de Montréal – 6 juillet

En collaboration avec Vision diversité, nous vous offrons comme spectacle d'ouverture, une soirée exceptionnelle. Ce sont tous des artistes montréalais aux origines diverses primés partout où ils passent.
En vedette : Ayrad, Mamselle Ruiz, Taafé fanga.

Soirée Gypsy – 7 juillet

Des sonorités de l'Europe de l'est et d'Orient influencées par les voyages de ces nomades que sont les gitans. La caravane des *gypsys* s'arrête pour un soir aux Week-ends du monde.
En vedette : Caravane fuego Bohémio, Gadji gadjo et Les Gitans de Sarayevo.

Soirée Funky – 13 juillet

Vous êtes invité à venir célébrer l'été et les Week-ends du monde dans un spectacle où les rythmes et la musique *soul* et *funky* du monde entier vous feront vibrer. Ces musiciens n'ont qu'une seule idée en tête, vous faire danser toute la soirée.
En vedette : Wesli band, Papagroove

Soirée de clôture : Carnaval brésilien – 14 juillet

Grand défilé avec danseuses brésiliennes et musiciens qui se poursuit sur scène toute la soirée.

Découvertes culinaires, création d'une zone gastronomique : le Relais gourmand

Au menu, huit espaces gourmands ayant pour objectif la découverte culinaire et l'innovation gastronomique. Chaque artisan proposera des plats variés, uniques et originaux : du kangourou aux tapas de python. Passant par les fruits de mer et la viande sauvage. Une zone conçue spécialement pour plaire à vos papilles gustatives!

Les classiques des Week-ends du monde qui sont de retour en 2013:

- Jamaica day
- Festival national de la Colombie
- Festival cambodgien
- Québec Maghreb la grande fête
- Eurofest

Cirque Carpe Diem

Venez prendre votre envol au parc Jean-Drapeau en compagnie d'artistes de Cirque Carpe Diem. Spectacles de trapèze volant et essais gratuits sont offerts.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1140679003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, du 5 au 13 juillet 2014, et la Fête des enfants de Montréal, les 19 et 20 juillet 2014, au parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire à cette fin. Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- d'accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation en 2014 des Week-ends du monde et la Fête des enfants de Montréal ;
- d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance d'un compte de Chapitre corporatif vers le budget régulier de la Direction de la culture et du patrimoine pour réaliser ces projets;
- de mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier;

Information budgétaire

La dépense de 900 000 $ sera imputée à la Direction de la culture et du patrimoine. La provenance budgétaire sera un compte d'un chapitre corporatif pour un montant de 900 000 $. Un virement budgétaire sera nécessaire et il est décrit ci-dessous.

Virement budgétaire

Provenance :

Dépenses chapitre Corporatif	***Montant accordé 2014***
AF – Général – Ville de Montréal/ Budget régulier / Autres dépenses communes -Divers/Exploitation des parcs et terrains de jeux/ Autres –Autres objets	*900 000 $*

Imputation :

Direction de la culture et patrimoine	***Montant accordé 2014***
AF – Général – Ville de Montréal/ Budget régulier / Evénements publics - Ville/ Autres - act. récréatives/ Contribution à d'autres organismes / Autres organismes.	*900 000 $*

Information comptable

Provenance :

Dépenses chapitre Corporatif	***Montant accordé 2014***
2101.0010000.200222.07167.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 *AF – Général – Ville de Montréal/ Budget régulier / Autres dépenses communes - Divers/Exploitation des parcs et terrains de jeux/ Autres –Autres objets*	*900 000 $*

Un engagement de gestion no **CC40679003** au montant de **900 000 $** est inscrit au compte de provenance.

Imputation :

Direction de la culture et patrimoine	***Montant accordé 2014***
2101.0010000.101300.07189.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 *AF – Général – Ville de Montréal/ Budget régulier / Evénements publics - Ville/ Autres - act. récréatives/ Contribution à d'autres organismes / Autres organismes.*	*900 000 $*

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte LALIBERTÉ
Préposée au budget - PS-Brennan 2

Tél : 868-5979

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Ghyslain WILSON
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 872-5586
Division : Opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.13

2014/05/26 14:00

(2)

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

Vu la résolution CA14 29 0142 du conseil d'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro en date du 5 mai 2014 :
Les membres du Conseil d'arrondissement recommandent au Conseil municipal :

1- d'autoriser une dépense de 2 354 657,82 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut (du cul-de-sac à la rue Richer), Woodland (de la rue Chestnut au 5111 rue Woodland) et Brunet (entre le boulevard Gouin et la rue Chestnut), dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 2 314 657,82 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-14-06;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 9,35 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 220 160,51 $.

Signé par Dominique JACOB **Le** 2014-05-12 09:45

Signataire : Dominique JACOB

Directeur d'arrondissement
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

Les membres du Conseil d'arrondissement demande au Conseil municipal:
1- d'autoriser une dépense de 2 354 657,82 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut (du cul-de-sac à la rue Richer), Woodland (de la rue Chestnut au 5111 rue Woodland) et Brunet (entre le boulevard Gouin et la rue Chestnut), dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 2 314 657,82 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-14-06;
3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 9,35 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 220 160,51 $.

Signé par Dominique JACOB **Le** 2014-05-02 17:38

Signataire : Dominique JACOB

Directeur d'arrondissement
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting
Séance ordinaire du lundi 5 mai 2014 à 19 h	Résolution: CA14 29 0142	Regular sitting of Monday May 5, 2014 at 7 p.m.

CONTRAT NUMÉRO ST-14-06

ATTENDU que des soumissions publiques ont été demandées pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement de branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

ATTENDU que des soumissions ont été reçues et ouvertes le 14 avril 2014 et se lisent comme suit :

Soumissionnaires/Tenderers	Prix soumis/Price Quoted
Roxboro Excavation inc.	2 314 657,82 $
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	2 540 813,55 $
Pavages D'Amour inc.	2 959 456,50 $
Les Entreprises Michaudville inc.	non conforme

Il est proposé par
la conseillère Catherine Clément-Talbot
appuyé par
le conseiller Yves Gignac

ET RÉSOLU

QUE le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal :

D'autoriser une dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement de branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

D'accorder le marché numéro ST-14-06 au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.** au montant total de sa soumission, soit : 2 314 657,82 $, taxes incluses, conformément aux plans et aux cahiers des charges préparés pour ce contrat;

CONTRACT NUMBER ST-14-06

WHEREAS public tenders were called for road repair, drainage work, replacement of water mains, replacement of service connection, asphalt paving, curbs, sidewalks on rues Chestnut, Woodland and Brunet in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

WHEREAS tenders were received and opened on April 14, 2014 and read as follows:

It was moved by
Councillor Catherine Clément-Talbot
seconded by
Councillor Yves Gignac

AND RESOLVED

THAT the Borough Council recommend to the Municipal Council:

TO authorize a total expense of $2,354,657.82, incidental costs, contingencies and taxes included, for road repair, drainage work, replacement of water mains, replacement of service connection, asphalt paving, curbs, sidewalks on rues Chestnut, Woodland and Brunet in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

TO grant contract ST-14-06 to the lowest compliant tenderer **Roxboro Excavation inc.** for the total amount of its tender, to wit: $2,314,657.82, taxes included, in accordance with plans and specifications prepared for this contract;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 9,35 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant de 220 160,51 $.

TO charge this expense according to the financial information described in the decision-making documents. This expense will be assumed at 9.35% by the Borough of Pierrefonds-Roxboro, for an amount of $220,160.51.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY ADOPTED

20.01 1143903013

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 7 mai 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143903013**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du PIP (Plan d'intervention partiel), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2014, la Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 1 904 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

Un appel d'offres public a été lancé le 25 mars 2014 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 10 avril 2014, laissant ainsi un délai de 17 jours aux soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Un addenda a été publié en date du 2 avril 2014 portant sur le remplacement de la formule de soumission dans le but de corriger le nombre de jours à prévoir pour la validité du cautionnement de soumission soit, de 120 à 140 jours.

Les annonces ont paru dans le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. La validité des soumissions est de 140 jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat ST-14-06 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet.
Travaux assumés par la DGSRE et le PRR

Nom de la rue	Longueur estimée Aqueduc (m.l.)	% représentant le coût de la DGSRE
Chestnut (du cul-de-sac à la rue Richer)	430	30,05 %
Woodland (de la rue Chestnut au 5111 rue Woodland)	450	31,45 %
Brunet (entre le boulevard Gouin et la rue Chestnut)	105	7,34 %

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défaillances reconnues par le MAMROT. En effet, elles présentent un ou plusieurs des problèmes suivants :

- le taux de bris des conduites d'aqueduc est supérieur à 3/km/année sur une base de 5 ans;
- une problématique récurrente d'eau rouge.

Un montant équivalent à 10% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bordereau de soumission. Un montant de 40 000 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses) qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, un suivi environnemental, etc.

Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et quatre (4) entrepreneurs ont déposé des soumissions:

Construction DJL inc.
Construction G-nesis inc.
Construction S. Forget inc.
Groupe Hexagone s.e.c.
L'Écuyer & Fils Ltée
Les Constructions et Pavage Jeskar inc.
Les Pavages Dorval inc.
Les Entreprises Michaudville inc.
Roxboro Excavation inc.
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Pavages D'Amour inc.

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résument à un manque de temps ou à des prix donné en sous-traitance.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de onze preneurs de cahier des charges, quatre entrepreneurs ont déposé une soumission incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des Marchés Financiers mais seuls trois soumissionnaires sont jugés conformes. La soumission de Les Entreprises Michaudville inc. est non conforme pour prix non proportionnés.
L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement inférieurs à notre estimation en excluant la soumission la plus élevée. L'item où les baisses sont plus notables se retrouve dans les matériaux pour l'égout pluviale et le reprofilage de fossé.

Firmes soumissionnaires conformes	**Prix**	**Contingence**	**Total**
1- **Roxboro Excavation inc.**	**2 104 234,38 $**	**210 423,44 $**	**2 314 657,82 $**
2- Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	2 309 830,50 $	230 983,05 $	2 540 813,55 $
3- Pavages D'Amour inc.	2 690 415,00 $	269 041,50 $	2 959 456,50 $
Estimation interne	2 329 675,19 $	232 967,52 $	2 562 642,71 $
Coût moyen des soumissionnaires reçues *(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)*			**2 604 975,96 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions - la plus basse) / l a plus basse x 100)*			**12,54 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute – la plus basse)*			**644 798,68 $**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)*			**27,86 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation des professionnels)*			**(247 984,89) $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation x 100)*			**(9,68) %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			**226 155,73 $**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)*			**8,90 %**

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites. L'adjudicataire recommandé "Roxboro Excavation inc." no de licence 1258-2003-97, a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 1er avril 2014 avec sa soumission. L'entrepreneur a reçu en date du 31 octobre 2013, une lettre de l'Autorité des Marchés Financiers l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2013-CPSM-0214 (lettre jointe aux présentes).

Suite à la vérification et l'analyse des soumissions, nous recommandons d'octroyer le contrat à Roxboro Excavation inc. le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 2 314 657,82 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 40 000 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, un suivi environnemental, etc. Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux d'aqueduc, de la voirie et de l'aménagement situés au-dessus des conduites à remplacer. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de gestion des actifs de voirie du Service des infrastructures du transport et de l'environnement, assument les travaux de réfection d'une partie des trottoirs ou des bordures, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des terrains à l'arrière des trottoirs.

Pour ce projet, la dépense totale sera assumée à 68,84 % par la DGSRE, 21,81 % par la Division de gestion des actifs de voirie et le coût résiduel de 9,35 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PROVENANCE ET IMPUTATION

PTI - Arrondissement

Emprunt autorisé par règlement CA29 0051

Projet Simon:
Imputation : SIMON 6420-2011051-800800-03103-57201-000000-0000-152324-000000-17025-00000

Réfection de la chaussée - diverses rues

Sous projet	Crédits	Contrat	Dépense
1455713001	195 217,42 $	216 420,51 $	216 420,51 $

Emprunt autorisé par le règlement CA 29 0051
Imputation : SIMON 6420-2011051-800800-03103-57401-000000-0000-152326-000000-17025-00000

Services professionnels - diverses rues

Sous projet	Crédits	Incidences	Dépense
1455713002	3 373,58 $	3 740,00 $	3 740,00 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de 1 620 946,44 $ taxes incluses soit un coût net de 1 462 139,50 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 462 139,50 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE GESTION DES ACTIFS DE VOIRIE

La dépense totale sera financée à 21,81 % par la Division gestion des actifs de voirie du Service des infrastructures du transport et de l'environnement. Cela représente 504 826,87 $, toutes taxes incluses, pour les travaux et 8 724,00 $ pour les frais incidents. Le coût pour les travaux de pavage est de 429 137,56 $ et le coût pour les travaux de bordure et trottoir est 75 689,31 $ (toutes taxes incluses).

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites à même les interventions de la fonction finances et la Direction de la comptabilité et du contrôle financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;
- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;
- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : juin 2014
Fin des travaux : octobre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Nathalie THOMAS)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mathieu-Pierre LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Nana-Doris SADOU)

Avis favorable avec commentaires :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Lorraine CREVIER)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy LEMAIRE
Secrétaire de direction pour
Sylvain Marcoux, ing.
Chef de division Infrastructures

Tél : 514 624-1231
Télécop. : 514 624-1333

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Claude LACHANCE
Directeur(trice) - trav. pub. en arr. (arr. 60 000)

Tél : 514-624-1204
Télécop. : 514 624-1137

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain DUFORT
Directeur général adjoint
Tél : 514-872-7791
Approuvé le : 2014-05-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)



Proces-verbal ouverture soumissions ST-14-06.pdf



Autorisation AMF- Attestation RQ - Licence RBQ.pdf



Tableau resultats des soumissions ST-14-06.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy LEMAIRE
Secrétaire de direction pour
Sylvain Marcoux, ing.
Chef de division Infrastructures

Tél : 514 624-1231
Télécop. : 514 624-1333

Blueline

OUVERTURE DE L'APPEL D'OFFRES ST-14-06
LE 10 AVRIL 2014 À 11 H

	INIT.	DATE
PREP.		/ /
APP.		/ /

Reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements d'aqueduc et d'égout, pavage, bordures, trottoirs et travaux connexes sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet

	1	2	6	7
1	Les entreprise Michaudville	✓		2205000$
2	Roxboro Excavation Inc.	✓		23146578 2
3	Les Excavations Gilbert Théorêt.	✓		25408355
4	Pavage D'amour Inc.	✓		29594650
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17	Viviana Ayora.			
18				
19				
20	Frederic Sauvé			
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				
42				
43				

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0214

Québec, le 31 octobre 2013

Roxboro Excavation inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Théorêt
1620, rue Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Roxboro Excavation inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0214 n° d'identification de l'Autorité : 2700005963

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Roxboro Excavation inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

LEW-700
2013-01

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à

ROXBORO EXCAVATION INC.
1620, NEWMAN CRES
DORVAL (QUEBEC) H9P 2R8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142760280

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro d'attestation : 902150-FHZB-0150461
Date et heure de délivrance : 01 avril 2014 à 08 h 29 min 17 s

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenuquebec.ca.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 — **Numéro de validation : 916463**

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Daniel Theoret
Gestion de la sécurité

Michel Theoret
Gestion de la sécurité

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.6 Ouvrages de génie civil immergés
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4 Systèmes d'assainissement autonome

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton

11 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

ROXBORO EXCAVATION INC.

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS (Suite)

Raynald Theoret

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6

Roger Theoret

Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité

ROXBORO EXCAVATION INC

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 — Numéro de validation : 916463

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS (Suite)

Yvon Théoret

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.7

5 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1258-2003-97 — Numéro de validation : 916463

ÉMISE LE : 1984-08-14

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 7 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Roxboro Excavation Inc.
1620 CRES NEWMAN
Dorval QC
Canada H9P 2R8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

ROXBORO EXCAVATION INC.

Pierrefonds Roxboro
Montréal
Section Ingénierie
Division Infrastructures

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-14-06
Parution SÉAO: 25-mars-14
Date d'ouverture: 10-avr-14

GDD 1143903012

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT													
				Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Déali de l'appel d'offres insuffisant	Période l'appel d'offres ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécifications demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	Manque de temps	Pas encore l'autorisation AMF	AUCUNE RÉPONSE
1	Construction DJL inc.		X	X													
2	Construction G-nesis inc.		X												X		
3	Construction S. Forget inc.		X												X		
4	Groupe Hexagone s.e.c.		X														X
5	L'Écuyer & Fils Ltée		X	X													
6	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.		X												X		
7	Les Pavages Dorval inc.	X															
8	Les Entreprises Michaudville inc.	X															
9	Roxboro Excavation inc.	X															
10	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X															
11	Pavages D'Amour inc.	X															
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement de branchements d'aqueduc, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet.

Pour ce contrat, la dépense total sera assumée comme suit:
DGSRE 68,84%
Division de gestion des actifs de voirie 21,81%
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro 9,35%

Programme de réfection routière (Investi)
Provenance
Le virement budgétaire est fait dans investi
Projet 55713: Programme de réfection routière
Simon: 112072
Budget: arrondissement
Montant net: 199 000 $ (9,35%)

Imputation (Simon)
Projet 55713: Programme de réfection routière
Simon: 152324 (réfection de rues)
Budget: arrondissement
Montant net: 195 217,42 $ / Montant avec taxes: 216 420,51 $
Règlement d'emprunt : CA29 0051
Code budgétaire: 6420-2011051-800800-03103-57201-000000-0000-152324-000000-17025-00000
Simon: 152326 (honoraires professionnels)
Budget: arrondissement
Montant net: 3 373,78 $ / Montant avec taxes: 3 740,00 $

Règlement d'emprunt : CA29 0051
Code budgétaire: 6420-2011051-800800-03103-57401-000000-0000-152326-000000-17025-00000

Ces dépenses sont prévues au PTI 2014, 2015 et 2016.

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lorraine CREVIER
Chef de section, ressources financières
Tél : 514-624-1376

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division, ressources financières
Tél : 614-624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures confirme que les projets retenus par l'arrondissement satisfont et rencontrent les critères mis de l'avant par le *Programme de réfection du réseau routier local 2014.*

Par conséquent, la Division de la gestion des actifs de voirie de la Direction des infrastructures a réservé les fonds nécessaires au budget corporatif PTI 2014 pour financer ces projets.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie THOMAS
Secrétaire d'unité administrative
Gestion des actifs de voirie
Tél : 514 872-2623

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Benoit CHAMPAGNE
Chef de division

Tél : 514 872 -9485
Division : Gestion des actifs de voirie

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de l'eau visant des infrastructures performantes. Ils font partie intégrante des interventions qui contribuent à améliorer la durabilité des infrastructures collectives, le niveau de service rendu aux usagers et la qualité de vie des citoyens concernés.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est favorable à la recommandation d'autoriser la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

L'état de dégradation critique de l'aqueduc (taux de bris: >= 3 bris/km/année sur une base de 5 ans) ou une problématique récurrente d'eau rouge du réseau secondaire identifiée par l'arrondissement sur ces tronçons de rue, ainsi que l'état dégradé nécessitant une reconstruction de la chaussée justifient également la reconstruction des conduites d'aqueduc. Ces travaux satisfont les critères d'admissibilité du programme de subvention TECQ. La dépense est assumée à 68,84% par la ville centre (DGSRE), à 21,81% par la Division de gestion des actifs de voirie (DGAV) et 9,35% par l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro.

Égout sanitaire
Aucune intervention requise.

Aqueduc

Nom de la rue	Tronçon concerné	Matériau	Année d'installation	Diamètre existant	Longueur estimée
Woodland	De Chesnut à Pavillon	Fonte grise	1958	150 mm	450 mètres
Chesnut	De limite est à Richer	Fonte grise	1959	150 mm	430 mètres

Brunet	De Gouin à Chesnut	Fonte grise	1958	150 mm	105 mètres

Conduites proposées : reconstruction en chlorure de polyvinyle (PVC), 985 m de longueur au total.

Ces travaux seront réalisés en 2014. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, agissant à titre de maître d'œuvre du projet au sein de l'administration municipale, devra tenir la DGSRE (maître de l'ouvrage) informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'Arrondissement transmettra également au fur et à mesure les décomptes progressifs. La DGSRE devra donner son accord préalable avant toute prise en charge à l'aide des contingences de dépenses additionnelles engendrées par les travaux.

À la fin des travaux, les plans « tels que construits » devront être fournis en conformité avec les encadrements administratifs C-OG-DG-D-12-011 (directive) et C-OG-SITE-P-12-001 (procédure). Une copie devra également être transmise à la DGSRE.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu-Pierre LABERGE
Chef de division
Tél : (514) 855-6216 x 4480

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Dominique DEVEAU
Directrice DGSRE
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 1 620 946,44 $ taxes incluses soit un coût net de 1 462 139,50 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 462 139,50 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	1 462
Subvention	1 462
Emprunt net	0

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation corpo :

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1461131240 Chestnut, de limite est à Richer - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 152473
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total

638	0	0	0	638

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1261132840 Woodland, de Chestnut à Pavillon - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 139199
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
668	0	0	0	668

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1461131340 Brunet, de Boulevard Gouin à Chestnut - reconst AQ
Sous-projet SIMON : 152475
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
156	0	0	0	156

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
6130.7713024.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000

Imputation
Chestnut, de limite est à Richer - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.152473.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56113	152473	1461131240	638 252,36 $	695 554,68 $	707 574,68 $

Woodland, de Chestnut à Pavillon - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.139199.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56113	139199	1261132840	667 987,90 $	727 959,88 $	740 539,88 $

Brunet, de Boulevard Gouin à Chestnut - reconst AQ
6130. 7713024.802705.04121.57201.000000.0000.152475.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56113	152475	1461131340	155 899,24 $	169 895,88 $	172 831,88 $

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	1 462 139,50 $	1 593 410,44 $	1 620 946,44 $

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514-280-6736

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Claude BÉDARD
C/S adm et plan d'affaires - eau

Tél : 514-280-4267
Division : DGSRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1143903013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des infrastructures
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements de services, pavage, bordures, trottoirs sur les rues Chestnut, Woodland et Brunet dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 2 354 657,82 $, taxes incluses (Contrat 2 314 657,82 $ + incidences 40 000 $) - Appel d'offres public ST-14-06 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de l'arrondissement :

- D'accorder à la compagnie " Roxboro Excavation inc.", un contrat d'un montant de 2 314 657,82 $, taxes incluses, pour les travaux mentionnés en titre.
- D'autoriser pour cette fin, une dépense de 2 354 657,82 $ incluant taxes et incidences.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le montant total de la dépense s'élève à 2 354 657,82 $ incluant les taxes. **La portion assumée par la Direction des infrastructures est de 513 550,87 $ taxes incluses.** La différence de la dépense, soit 1 841 106,95 $, est assumée par la DGSRE et l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro.

En ce qui concerne la portion financée par le SITE, le budget requis pour faire suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement.

Imputation - Corpo (100%):
Projet investi : 55855 - Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi : 1455855-507 PRR Pier.-Rox.2014 - pavage - diverses rues
Projet Simon: 152722
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
387				387

Projet investi : 55855 - Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi : 1455855-508 PRR Pier.-Rox.2014 - trottoirs - diverses rues

Projet Simon: 152723
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
68				68

Projet investi : 55855 - Programme de réfection du réseau routier local
Sous projet investi : 1455855-509 PRR Pier.-Rox.2014 - incidences Laboratoires
Projet Simon: 152724
Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
8				8

Total Imputation

463				**463**

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous:

Information comptable (en dollars)
Provenance – Corpo (100%)

	Crédits	Dépenses
6101.7712042.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **12-042** Travaux de réfection et reconstruction routière	463 237.41 $	513 550.87 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **13-024** Travaux d'infrastructure, système distribution eau potable, collecte eaux usées	1 462 139.50 $	1 620 946.44 $
TOTAL PROVENANCE	**1 925 376.91 $**	**2 134 497.31 $**

Un engagement de gestion no **CC43903013** au montant de **1 925 376.91 $** est inscrit aux comptes de provenance.

Imputation – Corpo (100%)
Projet 55855 - Programme de réfection du réseau routier local

	Crédits	Dépenses
6101.7712042.802712.03103.57201.000000. 0000.152722.000000.17025.00000 PRR Pier.-Rox.2014 - pavage - diverses rues	387 094.21 $	429 137.56 $
	Crédits	Dépenses
6101.7712042.802712.03107.57201.000000. 0000.152723.000000.17030.00000 PRR Pier.-Rox.2014 - trottoirs - diverses rues	68 273.90 $	75 689.31 $
	Crédits	Dépenses

6101.7712042.802712.03103.54301.000000. 0000.152724.000000.17025.00000 PRR Pier.-Rox.2014 - incidences Laboratoires	7 869.30 $	8 724.00 $
Total Projet 55855	**463 237.41 $**	**513 550.87 $**

Projet : 56113 Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout

	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.57201.000000. 0000.152473.000000.13020.00000 Chestnut, de limite est à Richer - reconst AQ	638 252.36 $	707 574.68 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.57201.000000. 0000.139199.000000.13020.00000 Woodland, de Chestnut à Pavillon - reconst AQ	667 987.90 $	740 539.88 $
	Crédits	Dépenses
6130.7713024.802705.04121.57201.000000. 0000.152475.000000.13020.00000 Brunet, de Boulevard Gouin à Chestnut - reconst AQ	155 899.24 $	172 831.88 $
Total projet 56113	1 462 139.50 $	1 620 946.44 $
TOTAL IMPUTATIONS	**1 925 376.91 $**	**2 134 497.31 $**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nana-Doris SADOU
Agente de gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-8308

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Aminata SEYDI
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872- 6205

Division : Opérations.budg.et Comptables - PS- Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², aux fins d'implantation de la cour de services Outremont, connu et désigné comme étant le lot 5 364 656 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'autoriser la signature et la publication du présent acte uniquement après la publication de l'acte de servitude à intervenir entre l'Université de Montréal et la Compagnie de chemin de fer Canadian Pacifique permettant l'écoulement des eaux pluviales de la partie du talus ferroviaire située à la limite sud-ouest de l'Immeuble faisant l'objet de la présente transaction;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre;

4. de mandater la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville gérant l'entente avec le MAMOT pour le projet de revitalisation du site de la gare de triage Outremont, en collaboration avec le service des

Finances, à conserver le montant de la Subvention que la Ville devrait verser à l'Université de Montréal pour la réhabilitation et le nivellement des sols de l'Immeuble en vertu de l'Entente et de le transférer, lorsqu'il sera disponible, au budget du Service de la gestion et de la planification immobilière;

5. d'inscrire au registre du domaine public de la Ville de Montréal le lot 5 364 656 du cadastre du Québec.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-14 16:34

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1130783001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'entente sur les conditions de réalisation du site du Campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal (la « Ville ») et l'Université de Montréal (l' « Université ») le 23 mars 2011 (ci-après l'« Entente »), de l'addenda numéro 1 et dans le cadre de son PTI 2014-2016, la Ville a prévu l'acquisition d'un terrain pour la construction de la nouvelle cour de services, puisque les installations de l'ancienne cour de services, passablement désuètes, doivent être démolies pour faire place à la construction d'un parc et de bassins de rétention des eaux pluviales. La construction desdits bassin de rétention est un prérequis pour permettre la mise en valeur du site du « Campus Outremont », étant le site de l'ancienne gare de triage de la Compagnie de chemin de fer Canadian Pacifique (le « CFCP ») ayant été acquis par l'Université.
Le présent sommaire a pour but de faire approuver le projet d'acte permettant l'acquisition de ce terrain.

Cette acquisition fait partie intégrante de la réalisation globale du projet du futur Campus Outremont réalisé par l'Université de Montréal.

Étapes terminées :

	Date de début	Date de fin

Décontamination et réhabilitation des propriétés de l'Université de Montréal (ancienne gare de triage du Canadien Pacifique)	Juin 2012	Septembre 2013
Annonce de la première ministre du Québec confirmant l'investissement de 175 M$ pour les deux premiers pavillons universitaires	Septembre 2013	Septembre 2013
Opération cadastrale par l'Université (1ere phase)	Mai 2013	Décembre 2013
Approbation d'un addenda numéro 1 à l'Entente entre l'Université et la Ville concernant les conditions de réalisations du Campus Outremont	Automne 2013	Hiver 2014

Étapes en cours de réalisation :

	Date de début	**Date de fin**
Création de la servitude pour le passage d'une conduite drainant l'axe central et le viaduc ferroviaire	Printemps 2014	Été 2014
Acquisition des terrains le long de la rue Durocher permettant de réaliser la trame de rue du projet (Lot 2)	Avril 2012	Été 2014

Étape faisant l'objet du présent dossier :

	Coûts	**Date de début**	**Date de fin**
Approbation d'un acte d'achat du terrain de la nouvelle cour de services d'Outremont	4 420 788,75 $	Hiver 2014	Juin 2014

Étapes à venir :

	Date de début	**Date de fin**
Octroi de contrat et construction de la nouvelle cour de services d'Outremont (Lot 3)	Hiver 2014	Fin 2015
Entente entre le CFCP et la Ville concernant le pont ferroviaire et l'accès au site lors de la réalisation de certains travaux	Hiver 2014	Fin 2015
Octroi de contrat et construction du pont ferroviaire, des infrastructures souterraines et de la chaussée de l'avenue Durocher à l'avenue d'Outremont (Lot 2)	Hiver 2014	Fin 2015
Construction de la nouvelle rue donnant accès à la cour de services d'Outremont	Juillet 2014	Octobre 2014

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0293 - 25 mars 2014 - Approuver l'addenda 1 qui modifie le protocole d'entente intervenu entre la Ville et l'Université de Montréal pour la réalisation du nouveau campus universitaire;
CE13 0735 - 29 mai 2013 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour le design-construction de la nouvelle cour de services desservant l'arrondissement d'Outremont;

CM13 0339 - 23 avril 2013 - Accepter la demande de l'arrondissement d'Outremont pour assurer la gestion globale du projet de relocalisation de la cour de services située sur la rue

Ducharme vers le site Outremont de l'Université de Montréal, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal;*

CA13 16 0004 -14 janvier 2013 - Mandater en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal,* la Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI ») pour la gestion globale du projet de relocalisation de la cour de services de la rue Ducharme au sud du développement prévu de l'Université de Montréal sur le site de l'ancienne gare de triage Outremont.

CA12 16 0378 - 1er octobre 2012 - Approuver la demande d'approbation d'un PIIA relativement à la construction d'un pont ferroviaire sur le futur site du Campus Outremont;

CM12 0306 - 17 avril 2012 - Décréter l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation des lots 3 684 716 à 3 684 719 et 3 711 065 du cadastre du Québec à des fins de réserve foncière et des lots 3 684 720 à 3 684 722 du cadastre du Québec à des fins de rue;

CM12 0211 - 19 mars 2012 - Approuver un projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une aide financière de 38,3 M $ dans le cadre du volet Grands projets du fonds chantiers Canada-Québec, pour la revitalisation du site de la gare de triage Outremont;

CE12 0045 - 18 janvier 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Consultants S.M. inc. pour la conception et la préparation des plans et devis en vue de la construction du pont ferroviaire du CP et des infrastructures souterraines ainsi que de la chaussée temporaire de l'axe central entre les avenues Durocher et d'Outremont dans le cadre du projet du quartier du campus Outremont;

CM11 0173 - 24 mars 2011 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont;

CM11 0129 - 22 février 2011 - Adopter le Règlement 04-047-34 modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) (Campus Outremont);

CM11 0128 - 22 février 2011 - Approuver l'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal;

CE11 0186 - 17 février 2011 - Prendre acte du rapport final de faisabilité technique et financière du projet du campus Outremont et de ses abords et confier à la Direction du développement économique et urbain le mandat d'entreprendre les travaux relatifs à la phase de réalisation du projet;

CE07 0079 - 24 janvier 2007 - Mandat au Bureau de gestion des grands projets d'entamer l'analyse de faisabilité technique et financière du projet du campus Outremont, en collaboration avec les services municipaux et l'arrondissement d'Outremont.

DESCRIPTION

En vertu de l'Entente, la Ville s'est engagée à acquérir un terrain afin d'y construire sa nouvelle cour de services, puisque le site de l'ancienne cour de services doit faire place à la construction de bassins de rétention des eaux pluviales, ce qui constitue une condition préalable pour permettre la mise en valeur du site de l'ancienne gare de triage de CFCP acquis par l'Université de Montréal.
Le terrain à acquérir est connu et désigné comme étant le lot 5 364 656 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et possède une superficie de 14 003,8 m^2 (150 736 pi^2) (l'«Immeuble»). Au moment de l'acquisition de l'Immeuble, ce dernier sera grevé des servitudes suivantes :

a) une servitude perpétuelle d'une largeur de 4 mètres sur la profondeur de l'Immeuble en faveur d'Hydro-Québec pour le passage, l'entretien, la réparation et le remplacement d'un massif électrique, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 948 602;

b) une servitude perpétuelle d'une largeur de 5 mètres sur la profondeur de l'Immeuble en faveur du lot 3 632 378, propriété de CFCP permettant l'écoulement des eaux pluviales de la partie du talus ferroviaire située à la limite sud-ouest de l'Immeuble tel que montré par une trame de couleur jaune sur le plan (voir en pièces jointes). Cette servitude doit être signée et publiée avant que la Ville n'achète l'Immeuble. Lors de la modification de l'Entente (addenda numéro 1), le conseil municipal a désigné le Directeur de la Direction des stratégies et transactions immobilières afin d'approuver les conditions de la servitude à intervenir entre la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique et l'Université de Montréal (Voir résolution CM14-0293). Le projet d'acte est disponible en pièces jointes.

Afin de recueillir et drainer ces eaux pluviales, l'Université a octroyé un contrat à Excavation Loiselle & Frères inc. (l' « Entrepreneur ») pour notamment construire et enfouir une canalisation de drainage sur l'Immeuble (ci-après le « Contrat »). Le Contrat inclut également les travaux de réhabilitation environnementale des sols de l'Immeuble. Les travaux ont été réalisés en 2013 et la date de réception provisoire des travaux, déclarée par l'Université, est le 6 septembre 2013. En conséquence, la réception définitive des travaux est prévue pour le 6 septembre 2014. Une copie du Contrat est disponible en pièces jointes.

La Ville s'est engagée dans l'addenda numéro 1 modifiant l'Entente à créer une servitude pour le drainage du talus ferroviaire, conditionnellement à ce que les termes et conditions lui soient acceptables. Il est requis que la Ville soit propriétaire de la canalisation de drainage et non le CFCP pour les motifs suivants :

· permettre de contrôler l'accès à la cour de services et d'assurer, en tout temps, la fonctionnalité des opérations de la cour de voirie;
· permettre à la Ville de dégager suffisamment d'espace à l'entrée de la cour de services pour permettre l'installation et le raccordement des différents services d'utilités publiques.

Toutes les conditions de vente de l'Immeuble sont stipulées dans l'Entente. Conformément à cette dernière, l'Université de Montréal, par le biais de l'Entrepreneur, a procédé à la réhabilitation des sols de l'Immeuble pour l'usage projeté et les sols de remblais utilisés présentent des caractéristiques géotechniques acceptables pour la construction des nouvelles infrastructures, et ce, jusqu'au niveau du terrain naturel ou du socle rocheux. La Division de la planification et du suivi environnemental du Service des infrastructures de la Ville a vérifié ces études et elle s'en déclare satisfaite.

Il est prévu à l'Entente que la vente se fera sans aucune garantie et aux risques et périls de

la Ville, notamment quant à la qualité des sols de l'Immeuble.

Compte tenu des travaux récents effectués sur l'Immeuble (réhabilitation des sols et construction de la canalisation de drainage), une clause a été intégrée dans l'acte de vente afin que l'Université cède à la Ville ses droits, recours et garantie aux termes du Contrat mais uniquement en ce qui concerne les travaux de réhabilitation des sols effectués sur l'Immeuble et les travaux de construction de la canalisation de drainage qui est enfouie dans l'Immeuble. Cette cession prendra effet à compter de la réception définitive des travaux.

À compter du moment où la présente cession prendra effet, les seuls recours que la Ville pourra exercer relativement aux travaux faisant l'objet de la cession devront être exercés contre l'Entrepreneur, la Ville renonçant à exercer tous recours contre l'Université pour tout ce qui concerne ou découle desdits travaux.

Une conduite de drainage est également prévue à la limite sud-est de l'Immeuble. Cette conduite drainera les eaux pluviales du pont ferroviaire devant être construit par la Ville et de l'axe central du futur complexe universitaire.

L'Immeuble, l'emplacement des servitudes et la conduite de drainage sont illustrés à titre indicatif sur les plans A, B, C et P ci-joints.

L'Entente et l'addenda numéro 1 stipulent que la vente sera effectuée à la juste valeur marchande l'Immeuble établie par un évaluateur agréé indépendant et de laquelle sera déduite toute subvention versée par la Ville à l'Université pour la réhabilitation et le nivellement de l'Immeuble (la « Subvention »).

En date du 19 juin 2013, l'évaluation de l'Immeuble préparée par Valiquette, Martin, Montmarquet, Poissant & Associés, évaluateurs agréés, conformément à l'Entente, établit la juste valeur marchande de l'Immeuble à 3 845 000 $ (voir pièces jointes), soit un taux unitaire de 274,57 $/m^2 (25,51 $/pi²). Cette valeur prend en considération l'existence des deux servitudes susmentionnées et que l'Immeuble est desservi par une rue publique. L'évaluation municipale de l'Immeuble au rôle triennal 2014 est établie à 125,54 $/m² (11,66 $/pi²).

Comme mentionné ci-dessus, l'Entente prévoyait que la Subvention serait déduite du prix de vente. Or, en date des présentes, la Subvention n'a pas été versée à l'Université et, selon l'Entente, elle n'est pas encore exigible. Par conséquent, conformément à l'Entente, le prix de vente est établi à la Juste valeur marchande de l'Immeuble. Par ailleurs, les Parties conviennent que la Ville conservera la Subvention et, pour les fins de sa gestion interne, l'appliquera au coût d'acquisition de l'Immeuble. Il n'y aura donc aucun ajustement du prix de vente quelque soit le montant de la Subvention auquel l'Université aurait eu droit aux termes de l'Entente.

La Subvention représentera cinquante pourcent (50 %) des coûts des travaux de réhabilitation et de nivellement des sols de l'Immeuble reconnus par la Ville. La Division de la planification et du suivi environnemental de la Ville a estimé le montant de la Subvention à 682 965,33 $ (voir pièces jointes).

Le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville, gérant le protocole d'entente avec le MAMOT pour le projet de revitalisation du site de la gare de triage Outremont, en collaboration avec la Direction des Finances, devra s'assurer, le cas échéant, de retenir le montant de la Subvention que la Ville s'est engagée à verser à l'Université en vertu de l'Entente et également de transférer ce montant au budget du Service de la gestion et de la planification immobilière, puisque le prix payé pour l'acquisition de l'Immeuble aurait dû

être, avant taxes, de 3 162 034,67 $, au lieu de 3 845 000 $, et ce, en considérant le montant estimé de la Subvention à 682 965,33 $.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière recommande cette vente pour les motifs suivants :

· L'acquisition de l'Immeuble pour la construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement d'Outremont s'inscrit comme l'une des obligations contractées par la Ville en vertu de l'Entente;

· Le prix d'acquisition correspond à la juste valeur marchande établie conformément au processus stipulé dans l'Entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour l'acquisition de l'Immeuble sont comptabilisés au compte du Service de la gestion et de la planification immobilière. Il est à noter toutefois que, selon l'Entente, le prix de vente aurait dû être fixé à la juste valeur marchande de l'Immeuble, de laquelle serait déduite la Subvention. Comme cette Subvention ne peut être déduite maintenant, le Service de la gestion et de la planification immobilière se trouve à financer une partie du prix de vente à même ces budgets. Par conséquent, le montant de la Subvention, estimé à 682 965,33 $, devra, lorsque disponible, être transféré au budget du Service de la gestion et de la planification immobilière.
L'acquisition est taxable et la responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ incombe à la Ville.

Il est à noter que les installations de l'actuelle cour de services sont passablement âgées et qu'elles devaient de toute façon être reconstruites de sorte que le coût de reconstruction de la nouvelle cour ne représente pas une charge additionnelle pour la Ville.

L'évaluation préparée, en date du 19 juin 2013, par une firme externe, conformément à l'Entente établit la juste valeur marchande de l'Immeuble à 3 845 000 $ (voir pièces jointes), soit un taux unitaire de 274,57 $/$m^2$ (25,51 $/pi²). L'évaluation municipale de l'Immeuble au rôle triennal 2014 est établie à 125,54 $/m² (11,66 $/pi²).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La proposition d'aménagement de la cour de services s'inscrit dans une démarche LEED NC OR.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette transaction est tributaire des engagements pris par la Ville aux termes de l'Entente. Le Service de la gestion et de la planification immobilière vise une présentation de ce dossier pour approbation au conseil du mois de mai, et ce, dans le respect des échéanciers prévus pour les différents chantiers de construction liés à ce projet, permettant ainsi de réduire les chevauchements éventuels de réalisation de travaux.

De plus, selon l'échéancier de réalisation, la Ville doit avant la fin du mois de juin accorder le contrat de conception-construction pour la cour de services. Si ce délai ne peut être respecté, elle doit demander de nouveau au proposant retenu de prolonger le délai pour l'octroi de ce contrat avec les risques que cela impliquent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée par l'équipe responsable du projet de construction de la nouvelle cour de services étant convenu que celle-ci doit être réalisée en respectant les engagements pris par la Ville dans l'entente avec le MAMOT.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin juin 2014 **-** Délai limite pour l'octroi du contrat pour la sélection du meilleur proposant pour le design-construction de la nouvelle cour de services desservant l'arrondissement d'Outremont;
CM de juin 2014 - Approuver l'entente entre CFCP et la Ville pour lui permettre d'exécuter les travaux relatifs au pont ferroviaire;
CM de juin 2014 - Approuver le projet d'acte de servitudes pour le drainage du pont ferroviaire et de l'axe central devant desservir le site du Campus Outremont;
Fin juin 2014 - Octroi du contrat pour la construction de la rue donnant accès au site de la future cour de services.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique (Marie -Hélène GABOURY)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement (Marianne DORLOT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Vincent DEFEIJT)

Avis favorable :
Eau , Direction de l'épuration des eaux usées (Catherine C MORIN)

Avis favorable :
Outremont , Direction des travaux publics (Hadi HAKIM)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Daniel BROUSSEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Daniel Corbeil, gestionnaire immobilier - Section Gestion Immobilière Arrondissement / Avis favorable

---

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-12

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. Ulysse
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification immobilière
Tél : 514-872-5844
Approuvé le : 2014-05-09

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

Résumé de transaction

Résumé de transaction immobilière - Acquisition.doc

Plans A, B, C ET P

PLAN A Plan A 5-0962-2A.pdf **PLAN B** 5-0962-2B.pdf **PLAN C** 5-0962-2C.pdf

PLAN P Plan P 5-0962-2P.pdf

Plan projet de la future cour de voirie montrant l'emplacement des bâtiments, des différentes servitudes et de la conduite de drainage du pont ferroviaire

scan@ville.montreal.qc.ca_20140411_111837.pdf

Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont - version finale 17 janvier 2011

EntenteUdeM_Ville_17jan2011.doc

Modification de l'entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont - Addenda 1



Addenda_no1_visé_10sept2013.pdf

Entente Ville/MAMROT pour subventions du projet du Campus Outremont



Protocole 807051 Montréal - Gare Outremont FINAL 2012-02-02 - SD.pdf

Entente Université de Montréal/MAMROT pour subventions du projet du Campus Outremont



Protocole d'entente Mamrot-final-signée-.pdf

Projet d'acte de servitude pour l'écoulement des eaux du talus ferroviaire (toujours en discussion)



Serv - Ville 05-05-2014.doc

Plan de conception de réalisation des travaux montrant la partie du Talus ferroviaire qui s'écoule dans la conduite.



scan@ville.montreal.qc.ca_20140410_185517.pdf

Résolution du CM autorisant le Directeur a autorisé le libellé de la servitude devant intervenir entre l'Université et le CP



scan@ville.montreal.qc.ca_20140410_185544.pdf

Contrat pour la construction de la conduite de drainage avec la firme Excavation

Loiselle et Frères inc.



Contrat_Loiselle_complet_avec_addendas[1].pdf

Projet de lettre demandant à la firme d'Excavation Loiselle et Frères inc. d'accepter les transferts de garantie



Lettre_Loiselle version FINALE 06-05-2014.doc

Lettre confirmant la date de réception des travaux

Évaluation - Valeur marchande établie par une firme externe conformément à l'Entente



scan@ville.montreal.qc.ca_20140318_081654.pdf

Document de suivi environnemental du SITE - Calcul estimé de la Subvention



10E167U REV-Subvention cour de voirie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 31H12-005-0962-02 / Mandat 12-0141-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Acquisition pour la construction de la cour de services Outremont
- Localisation : Situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et l'avenue Durocher, à l'extrémité nors-est de l'arrondissement d'Outremont.
- Lot : 5 364 656 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 14 003,8 m² (150 736 pi²)
- Particularités : Acquisition tributaire d'une entente intervenue, entre la Ville et l'Université de Montréal, pour le développement du site connu sous le nom du Campus Outremont (ci-après nommé : «Entente»).

Vendeur : Université de Montréal

Acquéreur : Ville de Montréal

Prix de vente : 3 845 000 $, plus les taxes de vente applicables, représentant un taux unitaire de 274,57 $/m² (25,51 $/pi²), étant convenu que la DSTI récupérera toute subvention pour la réhabilitation et le nivellement des sols de l'immeuble devant être versée par la Ville à l'Université en vertu de l'Entente, lequel montant est estimé à 682 965,33 $. Ce montant sera versé au Service de la gestion et de la planification immobilière par la Direction de l'urbanisme et du développement économique de la mise en valeur du territoire de la Ville qui gère l'entente avec le MARMOT.

Juste valeur marchande :

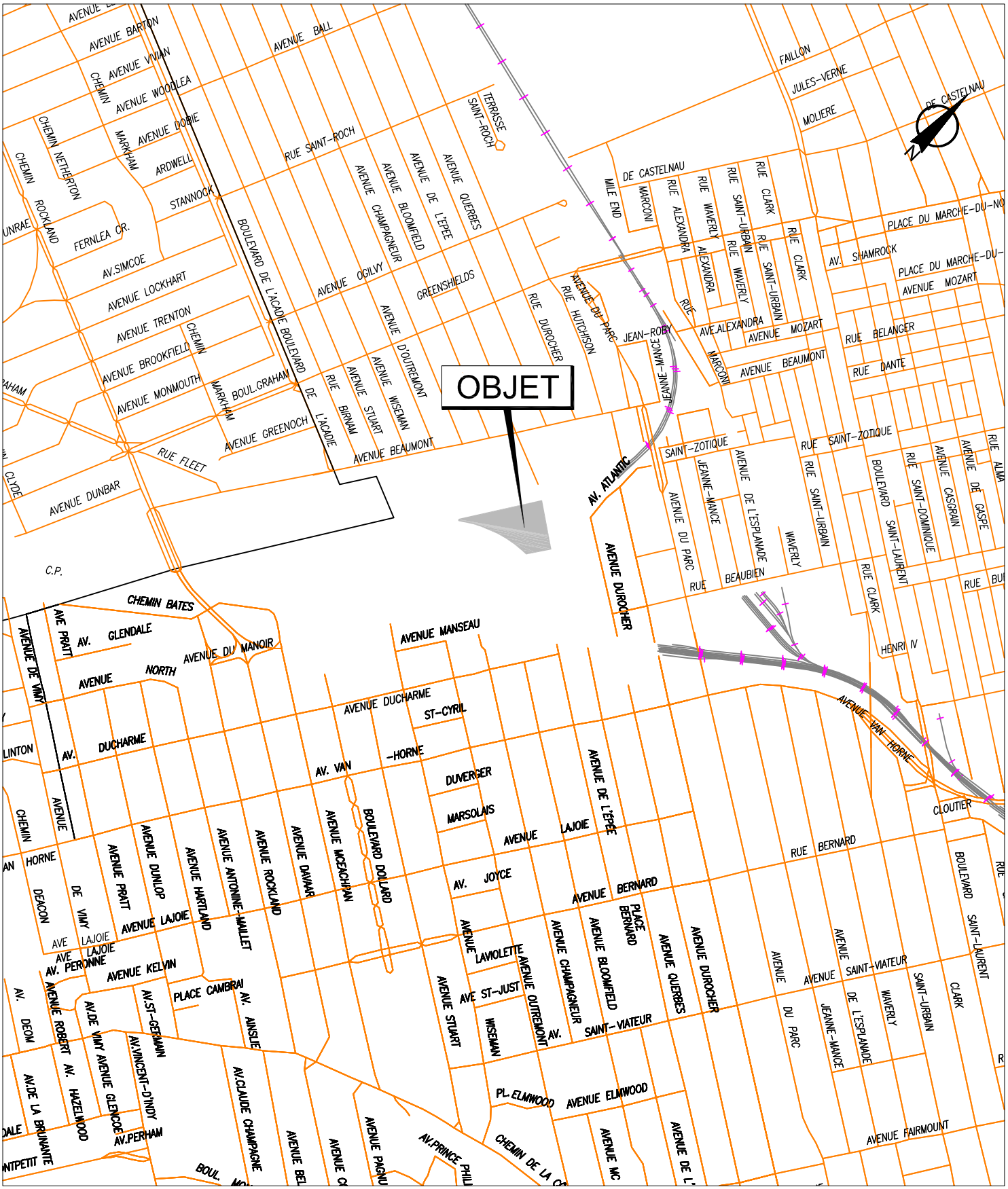
- En date du : 19 juin 2013

Valeur au rôle foncier 2014 : 125,54 $/m² (11,66 $/pi²)

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Correspond à la valeur marchande du rapport d'évaluation préparé par l'évaluateur choisi par les deux parties conformément au processus de sélection stipulé à l'entente.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Denis Charette	Téléphone : 2-7221	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

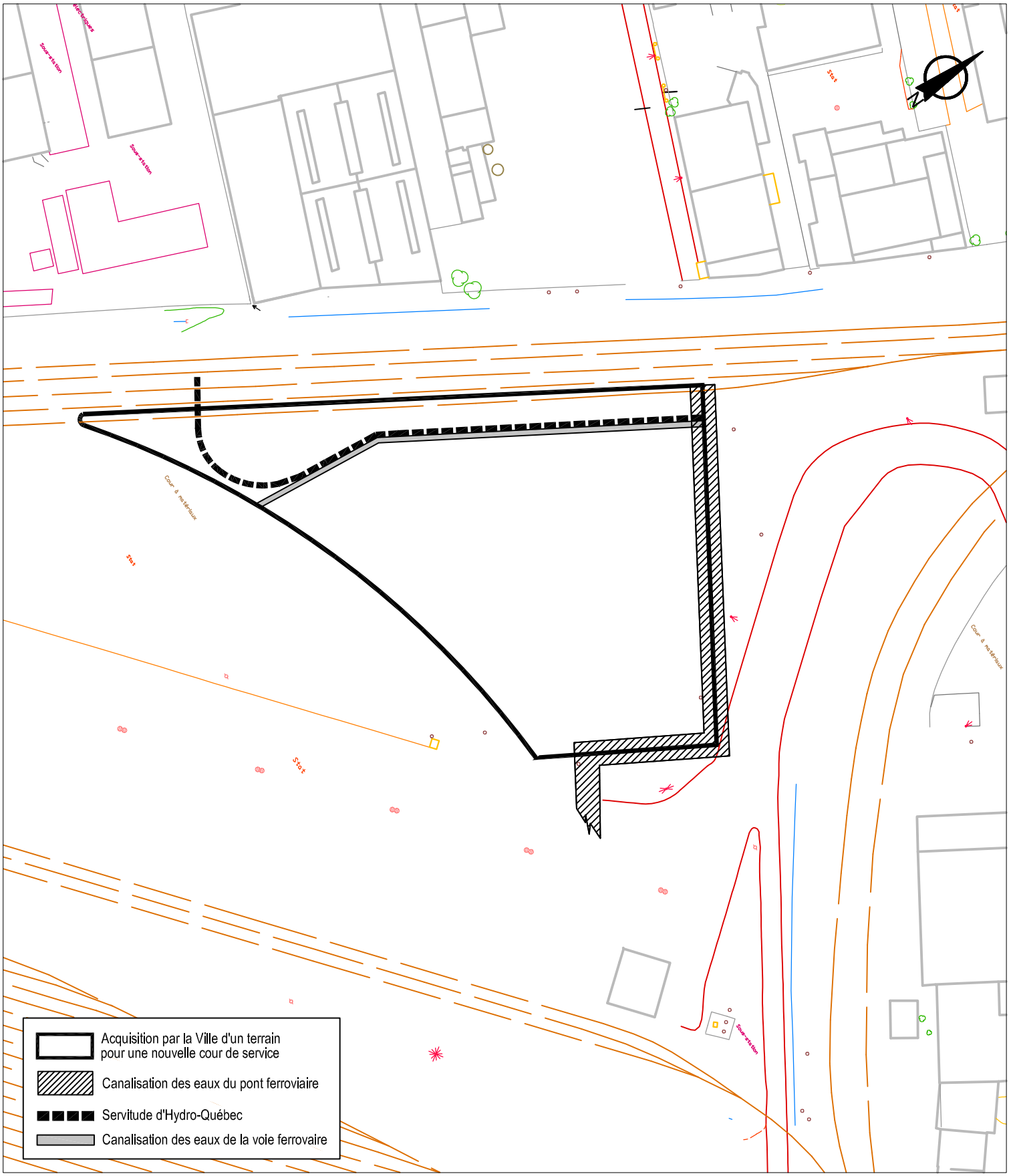


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Outremont
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0962-02
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 17-07-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

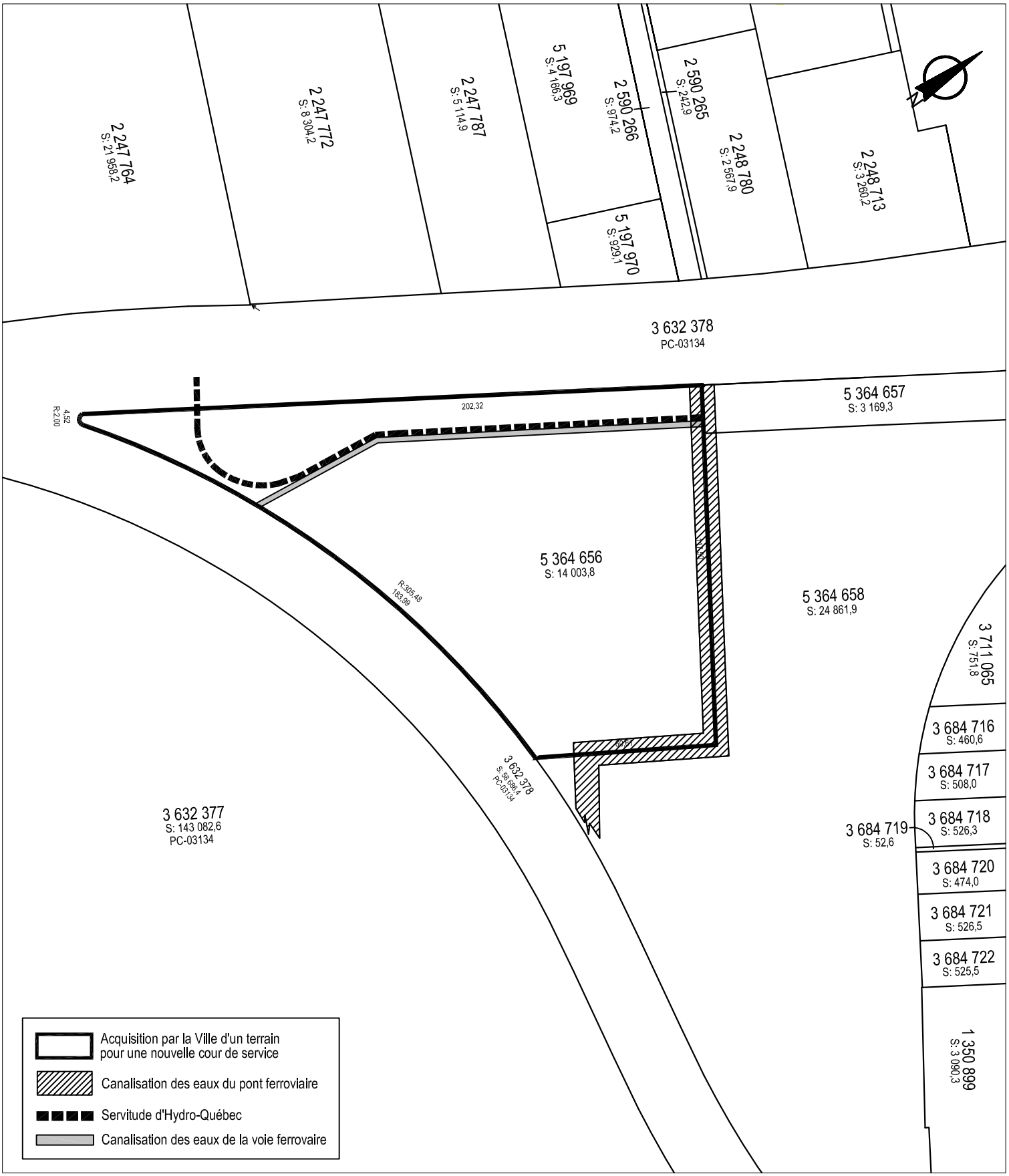


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Outremont
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0962-02
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1700
Date : 25-02-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Outremont
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0962-02
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1700
Date : 25-02-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Outremont
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0962-02
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 17-07-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction des stratégies et transactions immobilières

Section administration immobilière / Arrondissements

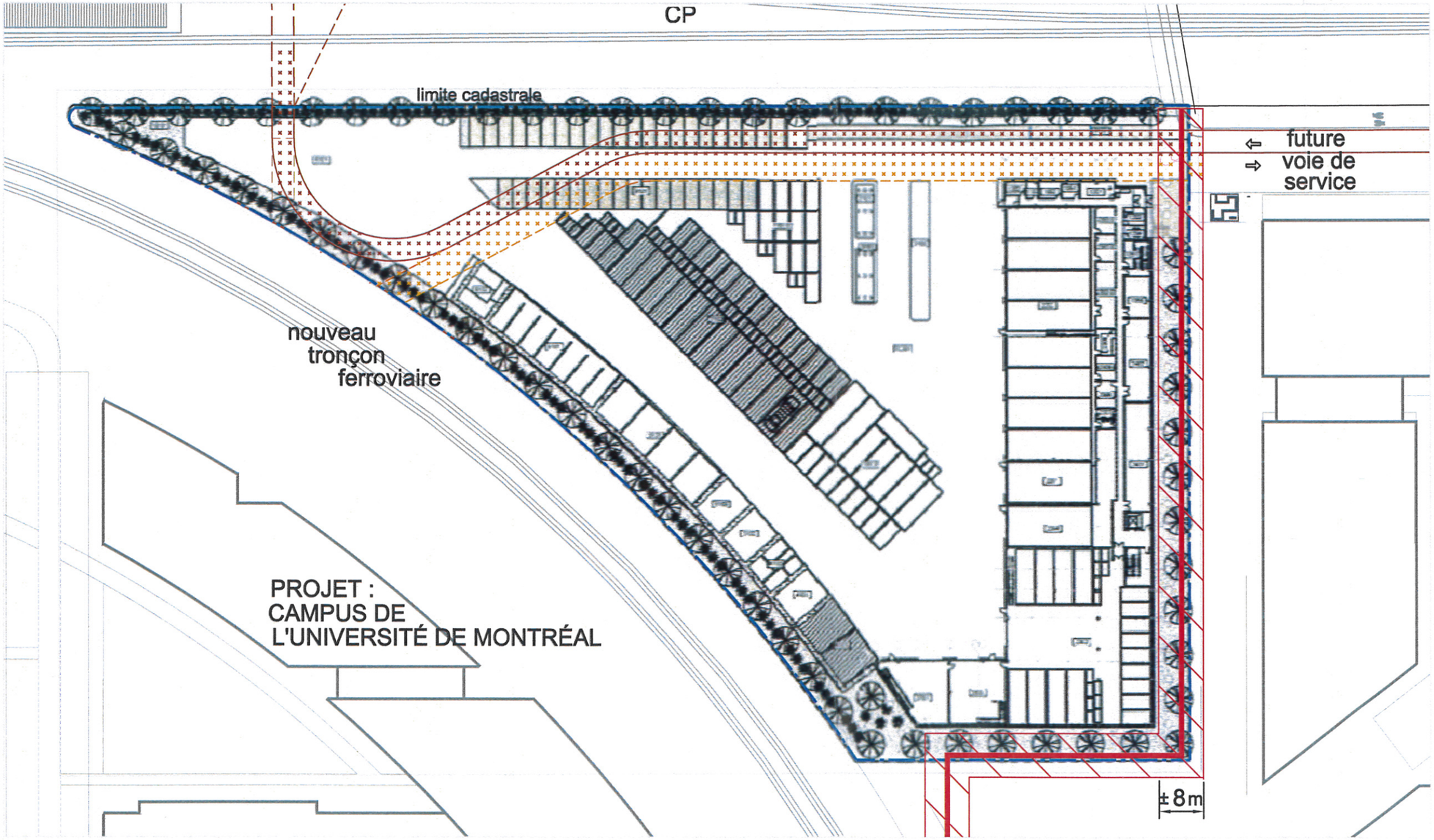
CONTRAT 13801
PFT - DESIGN CONSTRUCTION
jan. 2014

INSERTION SOUMISSION DÉCAREL

SUPERPOSITION : plans prélimainaires et servitudes

Implantation , validation requise

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE COUR
ARRONDISSEMENT OUTREMONT
SITE ATLANTIC



LÉGENDE

- SERVITUDE DE HYDRO-QUÉBEC
- CANALISATION DES EAUX DE LA VOIE FERROVIAIRE
- CANALISATION DES EAUX DU PONT FERROVIAIRE
  égout pluvial
- SERVICES
  localisation à confirmer
  ENTRÉE ÉLECTRIQUE
  RÉSEAU / TÉLÉPHONIE
  GAZ NATUREL
  AQUEDUC / ÉGOUT
- ÉCHELLE
  0 10m 20m

Montréal

Commentaires Ville 5 mai 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
le

DEVANT **M^e** ●, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT:

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, personne morale ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3C 1J4, agissant et représentée par Éric Filteau, son vice-recteur aux finances et aux infrastructures et Alexandre Chabot son secrétaire-général dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son comité exécutif le ● deux mille quatorze (2014), une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l' « **Université** »

ET:

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE / CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY, personne morale de droit privé prorogée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (L.R.C., chapitre C-44) ayant une place d'affaires au 400, Gare Windsor, 1100, avenue des Canadiens-de-Montréal, Montréal, Québec, H3C 3E4, représentée aux présentes par Manon GRÉGOIRE, Directeur, Groupe Immobilier Québec, dûment autorisée aux présentes en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de son actionnaire unique à une assemblée tenue le cinq août deux mille onze (5 août 2011), qui est toujours en vigueur, dont une copie certifiée conforme demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite représentante en présence du notaire soussigné;

Ci-après nommée « **CFCP** »

L'Université et CFCP sont ci-après collectivement appelées les «**Parties**»

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DE LA SERVITUDE QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le 30 mars 2006, l'Université a acquis de CFCP et de Compagnie du Chemin de Fer de l'Atlantic au Nord-Ouest

PROJET

(« **CCFANO** »), la majeure partie de l'ancienne cour de triage Outremont, dans le but d'y implanter un nouveau pôle de son campus. La partie acquise par l'Université était alors constituée des lots numéros 3 632 377 et 3 632 379 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU que le lot 3 632 379 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal a fait l'objet d'une opération cadastrale et a été remplacé par les lots numéros 5 364 656, 5 364 657 et 5 364 658 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

ATTENDU que CFCP est demeurée propriétaire d'une partie de l'ancienne cour de triage Outremont, dans le but d'y construire une nouvelle voie ferrée. La partie conservée par CFCP est connue et désignée comme étant le lot numéro 3 632 378 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU que, dans le cadre de la réhabilitation des sols de l'ancienne cour de triage Outremont et conformément à l'*Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire* intervenue entre l'Université et CFCP le 20 juin 2012, l'Université a construit un Talus ferroviaire sur une partie du lot numéro 3 632 378 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sur lequel CFCP construira la nouvelle voie ferrée;

ATTENDU que la construction du Talus ferroviaire a pour effet de drainer et de diriger les eaux vers le Fonds servant ci-après décrit, lequel appartient à l'Université et fait partie du lot numéro 5 364 656 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

ATTENDU qu'afin de permettre le drainage du Talus ferroviaire, l'Université a enfoui une canalisation dans le Fonds servant ci-après décrit;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'établir une servitude permettant l'écoulement des eaux du Talus ferroviaire ainsi que le maintien, l'entretien, la réparation et le remplacement de la conduite de drainage dans et sur le Fonds servant ci-après décrit ;

ATTENDU que les Parties consentent à déroger à l'article 979 du *Code civil du Québec* pour l'établissement de la présente servitude ;

ATTENDU que la Ville de Montréal entend acheter le lot numéro 5 364 656 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour les fins de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement Outremont.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. PRÉAMBULE

PROJET

Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

2. DÉFINITIONS

Dans le présent acte, les expressions suivantes dont la première lettre est en majuscule ont le sens qui leur est conféré ci-après :

« **Canalisation de drainage du Talus ferroviaire** » signifie la canalisation de drainage du Talus ferroviaire qui a été enfouie par l'Université dans le Fonds servant;

« **CFCP** » signifie la société décrite dans la comparution en sa qualité de propriétaire du Fonds dominant ;

« Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire » signifie l'entente intervenue entre l'Université et CFCP le 20 juin 2012, aux termes de laquelle l'Université doit construire le Talus ferroviaire sur une partie du lot numéro 3 632 378 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant à CFCP ;

« Entente sur les conditions de réalisation » signifie l'entente intervenue entre l'Université et la Ville de Montréal le 23 mars 2011 relativement à l'implantation d'un pôle du campus de l'Université sur le site de l'ancienne cour de triage Outremont ;

« **Fonds dominant** » signifie l'immeuble décrit au paragraphe 4.4, en faveur duquel la Servitude de drainage est créée, sous réserve des limitations contenues aux présentes ;

« **Fonds servant** » signifie l'immeuble décrit au paragraphe 4.3, sur lequel la Servitude de drainage est créée ;

« **Servitude de drainage** » signifie les servitudes créées à l'article 4, permettant l'écoulement des eaux du Talus ferroviaire dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire située dans et sur le Fonds servant. La Servitude de drainage inclut la Servitude Intérimaire et la Servitude Perpétuelle;

« **Servitude Intérimaire** » signifie la Servitude de drainage en vigueur à compter de la date des présentes et se terminant à la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal, sous réserve des paragraphes 8.1 et 9.2 ;

« **Servitude Perpétuelle** » signifie la Servitude de drainage en vigueur à compter de la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal, sous réserve du paragraphe 8.1;

« **Talus ferroviaire** » signifie la partie du talus ferroviaire qui a été

PROJET

construite par l'Université sur une partie du Fonds dominant, conformément à l'Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire qui se draine dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire;

« **Terrain prévu pour la cour de services** » signifie le lot numéro 5 364 656 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont fait partie le Fonds servant, que la Ville de Montréal entend acheter pour les fins de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement Outremont, conformément à l'Entente sur les conditions de réalisation.

3. TALUS FERROVIAIRE

3.1 ENTENTE APPLICABLE

Les Parties reconnaissent que les travaux d'enfouissement de la Canalisation de drainage du Talus Ferroviaire font partie des « travaux relatifs au talus ferroviaire » qui sont l'objet de l'Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire. Par conséquent, ces travaux, de même que la responsabilité de l'Université afférente à ces travaux et les conditions de la réception de ces travaux par CFCP sont régis par ladite l'Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire.

3.2 DROIT DE PROPRIÉTÉ

Les Parties reconnaissent et conviennent que CFCP est propriétaire du Fonds dominant ainsi que du Talus ferroviaire y situé et que l'Université est propriétaire du Fonds servant et de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire. CFCP reconnait que le Fonds servant et la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire peuvent être cédés par l'Université à une tierce partie, notamment la Ville de Montréal, lors de la vente du Terrain prévu pour la cour de services.

4. SERVITUDE DE DRAINAGE

L'Université, à titre de propriétaire, crée et établit, sur le Fonds servant, en faveur du Fonds dominant qui appartient à CFCP, les servitudes réelles et perpétuelles suivantes :

4.1 Une servitude permettant l'écoulement des eaux du Talus ferroviaire ainsi que le maintien, l'entretien, la réparation et le remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire (la **« Servitude Intérimaire** »). Tel que prévu au paragraphe 9.1, cette servitude sera en vigueur à compter de la date du présent acte et jusqu'à la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal, sous réserve des paragraphes 8.1 et 9.1 ;

4.2 Une servitude permettant l'écoulement des eaux du Talus ferroviaire dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire située

PROJET

dans le Fonds servant (la **« Servitude Perpétuelle** »). Tel que prévu au paragraphe 9.2, cette servitude sera en vigueur à compter de la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal, sous réserve du paragraphe 8.1.

4.3 **FONDS SERVANT**

Une partie du lot numéro cinq millions trois cent soixante-quatre mille six cent cinquante-six (5 364 656 ptie) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, décrite et apparaissant sur un plan (numéro 11-00047-D-3A) et une description technique préparés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre le dix (10) avril, deux mille quatorze (2014), sous le numéro 1768 de ses minutes, dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants en présence du notaire soussigné.

Cette partie de lot est définie sur le plan susmentionné par les lettres A-B-C-D-E-F-G-H et A, bornée et décrite comme suit:

Partant du point A, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 5 364 657, mesurant le long de cette limite cinq mètres (5,00 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122º30'50") jusqu'au point B; du point B, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-dix-sept mètres et soixante-six centimètres (97,66 m), suivant une direction de deux cent douze degrés vingt-quatre minutes et vingt-trois secondes (212º24'23") jusqu'au point C; du point C, bornée vers l'Est par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long d'un arc de cercle six mètres et trente centimètres (6,30 m), suivant un rayon de treize mètres (13,00 m) jusqu'au point D; du point D, bornée à l'Est par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite quarante-trois mètres et quatre-vingt-dix centimètres (43,90 m), suivant une direction de cent quatre-vingt-quatre degrés trente-sept minutes et quarante-six secondes (184º37'46") jusqu'au point E; du point E, bornée vers le Sud-Est par le lot 3 362 378, mesurant le long d'un arc de cercle cinq mètres et soixante-neuf centimètres (5,69 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point F ; du point F, bornée à l'Ouest par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite quarante-six mètres et soixante-deux centimètres (46,62 m), suivant une direction de quatre degrés trente-sept minutes et quarante-six secondes (4º37'46") jusqu'au point G ; du point G, bornée vers l'Ouest par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long d'un arc de cercle huit mètres et soixante-treize centimètres (8,73 m), suivant un rayon de dix-huit mètres (18,00 m) jusqu'au point H; du point H, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-dix-sept mètres et soixante-six centimètres (97,66 m), suivant une

PROJET

direction de trente-deux degrés vingt-quatre minutes et vingt-trois secondes (32º24'23") jusqu'au point de départ A.

Contenant une superficie de sept cent cinquante-deux mètres carrés et un dixième de mètre carré (752,1 m.c.).

Rattachement :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point A) de ladite parcelle, mesurant le long de la limite Nord-Est dudit lot 5 364 656 qui est aussi la limite Sud-Ouest du lot 5 364 657, huit mètres et trente-sept centièmes (8,37 m) suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302º30'50") jusqu'au coin extrême Nord (point J) dudit lot 5 364 656 qui est aussi le coin extrême Ouest du lot 5 364 657 du cadastre du Québec

Les mesures données tant sur le plan que dans le texte sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence de 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système impérial. Les directions montrées sur le plan et dans la présente description technique sont en référence au système géodésique, Nad-83.

4.4 **FONDS DOMINANT**

Le lot numéro trois millions six cent trente-deux mille trois cent soixante-dix-huit (3 632 378) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

5. DROITS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS DOMINANT

5.1 Servitude Intérimaire (Université – CFCP)

La Servitude Intérimaire créée au paragraphe 4.1 comprend les droits suivants en faveur du propriétaire du Fonds dominant, pendant la durée de la Servitude Intérimaire, à savoir:

a) Le droit d'utiliser le Fonds servant pour l'écoulement des eaux du Talus ferroviaire dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire ainsi que le droit de maintenir, entretenir, réparer et remplacer la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire;

b) Le droit d'accéder au Fonds servant pour les fins susmentionnées, après avoir donné un avis raisonnable au propriétaire du Fonds servant.

5.2 Servitude Perpétuelle (Ville – CFCP)

La Servitude Perpétuelle créée au paragraphe 4.2 comprend les droits suivants en faveur du propriétaire du Fonds dominant, à savoir:

a) Le droit d'utiliser le Fonds servant pour l'écoulement des eaux du

PROJET

Talus ferroviaire dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire.

6. OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS DOMINANT

6.1 Servitude Intérimaire (Université – CFCP)

La Servitude Intérimaire est consentie aux conditions suivantes que le propriétaire du Fonds dominant s'engage à respecter, à l'entière exonération du propriétaire du Fonds servant, pendant la durée de la Servitude Intérimaire, à savoir:

a) effectuer, à ses frais, l'inspection, l'entretien, la réparation et le remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, afin que celle-ci soit en bon état d'entretien et de réparation, sécuritaire et conforme à la réglementation applicable;

b) respecter toutes dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres applicables au maintien, à l'entretien, à la réparation et au remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire;

c) ne pas nuire aux activités du propriétaire du Fonds servant et permettre aux employés, visiteurs et mandataires du propriétaire du Fonds servant de circuler sur le Fonds servant, sauf si le propriétaire du Fonds dominant effectue des travaux à la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire;

d) assumer en tout temps toute responsabilité relative à la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, notamment quant à son enfouissement, entretien, réparation et remplacement;

e) restaurer tout pavage (asphalte) que le propriétaire du Fonds dominant pourrait enlever lors de l'inspection, l'entretien, la réparation ou le remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, étant entendu et sous réserve du fait que le propriétaire du Fonds servant a l'obligation de ne pas ériger ou placer ou tolérer quelque construction ou structure permanente autre que du pavage (asphalte) sur, au-dessus ou en dessous du Fonds servant, tel que prévu au paragraphe 7.1 d) des présentes, et donc que le propriétaire du Fonds dominant n'aura pas l'obligation de restaurer quelqu'autre infrastructure, aménagement, construction ou structure que ce soit;

f) se tenir responsable et réparer tous les dommages qui pourraient être causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds servant, notamment, mais sans s'y restreindre, aux voies de circulation et à l'aménagement paysager, en raison de l'utilisation, de l'entretien, de la réparation ou du remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, sujet au paragraphe 7.1 d) ci-après;

g) aviser sans délai le propriétaire du Fonds servant, si le

PROJET

propriétaire du Fonds dominant a connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes ou des biens ou si une réclamation ou une action dirigée contre elle est susceptible d'engager la responsabilité du propriétaire du Fonds servant ;

h) ne pas modifier le Talus ferroviaire ni les canalisations se déversant dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire si cette modification a pour effet d'augmenter le débit des eaux s'écoulant dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire au delà du Débit maximum, tel que ce terme est défini au paragraphe 6.1 i) des présentes ;

i) effectuer la rétention des eaux requise sur le Fonds dominant afin de s'assurer que le débit pluvial déversé vers la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire n'excède pas 7,4 litres par seconde par hectare (le « Débit maximum »).

6.2 Servitude Perpétuelle (Ville – CFCP)

La Servitude Perpétuelle est consentie aux conditions suivantes que le propriétaire du Fonds dominant s'engage à respecter, à l'entière exonération du propriétaire du Fonds servant, pendant la durée de la Servitude Perpétuelle, à savoir:

a) ne pas nuire aux activités du propriétaire du Fonds servant ;

b) effectuer la rétention des eaux requise sur le Fonds dominant afin de s'assurer que le débit pluvial déversé vers la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire n'excède pas le Débit maximum ;

c) se tenir responsable de tous les dommages qui pourraient être causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds servant ;

d) aviser sans délai le propriétaire du Fonds servant, si le propriétaire du Fonds dominant a connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes ou des biens ou si une réclamation ou une action dirigée contre elle est susceptible d'engager la responsabilité du propriétaire du Fonds servant ; et

e) ne pas modifier le Talus ferroviaire ni les canalisations se déversant dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire si cette modification a pour effet d'augmenter le débit des eaux s'écoulant dans la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire au-delà du Débit maximum.

PROJET

7. OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS SERVANT

7.1 Servitude Intérimaire (Université – CFCP)

Le propriétaire du Fonds servant, par le seul fait d'être ou de devenir propriétaire du Fonds servant, s'oblige à ce qui suit pendant la durée de la Servitude Intérimaire, à savoir:

a) permettre au propriétaire du Fonds dominant d'accéder au Fonds servant pour les fins de l'inspection, de l'entretien, de la réparation et du remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire;

b) effectuer, à ses frais, l'entretien du Fonds servant (à l'exception de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire) afin que celui-ci soit en bon état d'entretien et de réparation, sécuritaire et conforme à la réglementation applicable;

c) respecter toutes dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres applicables à l'entretien du Fonds servant (à l'exception de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire);

d) ne pas ériger ou placer ou tolérer quelque construction ou structure permanente sur, au-dessus ou en dessous du Fonds servant. Nonobstant ce qui précède, il est entendu que la Servitude de drainage n'empêche pas l'installation, sur et au-dessus du Fonds servant, de structures temporaires sans fondation, tel un abri ou un cabanon, ni l'entreposage de matériaux, tels des blocs de béton, lesquels pourront être déplacés au besoin sur demande du propriétaire du Fonds dominant et aux entiers frais et risques du propriétaire du Fonds servant. Par ailleurs, la Servitude de drainage n'empêche pas le pavage (asphalte) du Fonds servant en vue de la construction d'une voie de circulation, sur et au-dessus du Fonds servant (étant entendu que toute infrastructure ou aménagement de ladite voie de circulation autre que le pavage (asphalte) devra être situé hors du Fonds servant);

e) tolérer, et ne pas empêcher d'une quelconque façon, l'écoulement des eaux vers le Fonds servant et la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire et, notamment, ne pas obstruer la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, incluant, sans s'y limiter, tout regard ou trou d'homme. Il est entendu, toutefois, que la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire comprend un régulateur qui le débit pluvial déversé à l'égout collecteur au Débit maximum. Par conséquent, le propriétaire du Fonds servant ne sera pas tenu d'assurer un débit supérieur au Débit maximum;

f) assumer en tout temps toute responsabilité relative au Fonds servant (à l'exception de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire), notamment quant à son entretien et réparation;

PROJET

g) se tenir responsable et réparer tous les dommages qui pourraient être causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds dominant en raison de l'occupation, l'utilisation, de l'entretien ou de la réparation du Fonds servant (à l'exception de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire); et

h) aviser le propriétaire du Fonds dominant, dans les meilleurs délais, s'il a connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes ou des biens si une réclamation ou une action dirigée contre lui est susceptible d'engager la responsabilité du propriétaire du Fonds dominant.

7.2 Servitude Perpétuelle (Ville – CFCP)

Le propriétaire du Fonds servant, par le seul fait d'être ou de devenir propriétaire du Fonds servant, s'oblige à ce qui suit à compter de l'entrée en vigueur de la Servitude Perpétuelle et pendant toute la durée de celle-ci, à savoir:

a) effectuer, à ses frais, l'inspection, l'entretien, la réparation et le remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, afin que celle-ci soit en bon état d'entretien et de réparation, sécuritaire et conforme à la réglementation applicable ;

b) effectuer, à ses frais, conformément aux présentes, l'entretien et la réparation du Fonds servant afin que celui-ci soit en bon état d'entretien et de réparation, sécuritaire et conforme à la réglementation applicable;

c) respecter toutes dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres applicables à l'entretien de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire et du Fonds servant;

d) tolérer et ne pas empêcher d'une quelconque façon l'écoulement des eaux vers le Fonds servant et, notamment, ne pas obstruer la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire, incluant, sans s'y limiter, tout regard ou trou d'homme. Il est entendu, toutefois, que la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire n'effectue aucune rétention des eaux et comprend un régulateur qui limite le débit pluvial déversé à l'égout collecteur au Débit maximum. Par conséquent, le propriétaire du Fonds servant ne sera pas tenu d'assurer un débit supérieur au Débit maximum;

e) assumer en tout temps toute responsabilité relative à la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire et au Fonds servant, notamment quant à leur inspection, maintien, entretien, réparation et remplacement, sous réserve du paragraphe 6.2 b);

f) se tenir responsable de tous les dommages qui pourraient être

PROJET

causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds dominant en raison de l'inspection, du maintien, de l'entretien, de la réparation ou du remplacement de la Canalisation de drainage du Talus ferroviaire ou du Fonds servant;

g) aviser le propriétaire du Fonds dominant, dans les meilleurs délais, s'il a connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes ou des biens si une réclamation ou une action dirigée contre lui est susceptible d'engager la responsabilité du propriétaire du Fonds dominant.

8. DROITS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS SERVANT

8.1 Option de se prévaloir de la Servitude Perpétuelle

En tout temps pendant la durée de la Servitude Intérimaire, le propriétaire du Fonds servant pourra, au moyen d'un avis écrit transmis au propriétaire du Fonds dominant, choisir de se prévaloir des dispositions applicables à la Servitude Perpétuelle, auquel cas la Servitude Intérimaire prendra fin et toutes les dispositions des présentes prévues pour la Servitude Perpétuelle seront applicables à compter de la réception de cet avis par le propriétaire du Fonds dominant.

9. DURÉE DE LA SERVITUDE DE DRAINAGE

La Servitude de drainage du Talus ferroviaire est perpétuelle, sous réserve de ce qui suit :

9.1 Servitude Intérimaire (Université – CFCP)

La Servitude Intérimaire entre en vigueur à compter de la date des présentes et prend fin à la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal ou, dans l'éventualité où la Ville de Montréal n'acquiert pas le Terrain prévu pour la cour de services, lors de la réception de l'avis écrit prévu au paragraphe 8.1.

9.2 Servitude Perpétuelle (Ville – CFCP)

La Servitude Perpétuelle entre en vigueur à compter de la date de la vente du Terrain prévu pour la cour de services par l'Université en faveur de la Ville de Montréal, sous réserve du paragraphe 8.1

PROJET

11. MODE D'ACQUISITION

L'Université déclare que le Fonds servant lui appartient pour l'avoir acquis avec plus grande étendue de CFCP et de CCFANO, aux termes d'un acte de vente inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13159065.

12. GARANTIE

La Servitude de drainage est consentie par l'Université sans aucune garantie et aux entiers risques et périls de CFCP.

13. DÉFAUTS

Si le propriétaire du Fonds dominant néglige, refuse ou est incapable, pour quelque raison que ce soit, d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes des présentes, le propriétaire du Fonds servant pourra, après avoir transmis un avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours au propriétaire du Fonds dominant, résilier la Servitude de drainage du Talus ferroviaire. Nonobstant ce qui précède, le propriétaire du Fonds servant ne pourra résilier la présente Servitude de drainage du Talus ferroviaire si, avant l'expiration dudit délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le propriétaire du Fonds dominant entreprend de bonne foi des démarches pour exécuter les obligations qui lui incombent aux termes des présentes et poursuit diligemment ces démarches jusqu'à exécution complète des obligations qui lui incombent aux termes des présentes.

Si l'un ou l'autre du propriétaire du Fonds dominant ou du Propriétaire du Fonds servant néglige, refuse ou est incapable, pour quelque raison que ce soit, d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes des présentes, la partie non-défaillante pourra après avoir transmis un avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à la partie défaillante, exécuter toute obligation qui incombe à la partie défaillante aux termes des présentes, le tout aux frais de la partie défaillante. En cas d'urgence, la partie non-défaillante pourra prendre toute mesure qu'elle jugera nécessaire pour la protection des personnes ou des biens lorsque la sécurité de ceux-ci est en péril (incluant l'exécution de tous travaux), aux frais de la partie défaillante, sans avis préalable.

14. FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si une telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des Parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux

PROJET

ordonnances de toute autorité gouvernementale et tout fait de guerre (déclarée ou non).

15. CONSIDÉRATION

La Servitude de drainage est consentie à titre gratuit.

16. FRAIS

CFCP sera responsable des honoraires du notaire soussigné, des frais de publication au registre foncier ainsi que des copies, dont une pour l'Université.

Toutefois, chaque partie sera seule responsable des honoraires de ses conseillers juridiques.

17. ÉLECTION DE DOMICILE

Chacune des Parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu de la présente convention devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur:

Pour l'Université:

a/s du Directeur Général
Direction des Immeubles
2900, boulevard Édouard-Montpetit
Montréal, Québec H3C 1J4
C.P. 6128, succursale centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Télécopieur : (514) 343-6604

Pour CFCP:

Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacific
A/s Groupe Immobilier
1100, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 400
Montréal (Québec)
H3C 3E4
Télécopieur : (514) 395 6399

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'aviser l'autre partie d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu

PROJET

dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

18. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal. Elle lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayant droits respectifs.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

Les présentes n'ont pas pour effet de modifier l'*Entente relative à la construction d'un talus ferroviaire* intervenue entre l'Université et CFCP le 20 juin 2012.

19. DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La constitution de la Servitude de drainage créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre. T-01), toutefois, comme la Servitude de drainage est consentie à titre gratuit, aucune T.P.S. ni T.V.Q. n'est payable ni exigible. Dans l'éventualité où ces taxes seraient exigibles, elles seront payées par CFCP.

PROJET

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

ET APRÈS QUE les représentants des parties eurent déclaré au notaire soussigné avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exempté d'en donner ou d'en faire donner la lecture, les parties signent en présence dudit notaire.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

_____
Par : Éric FILTEAU

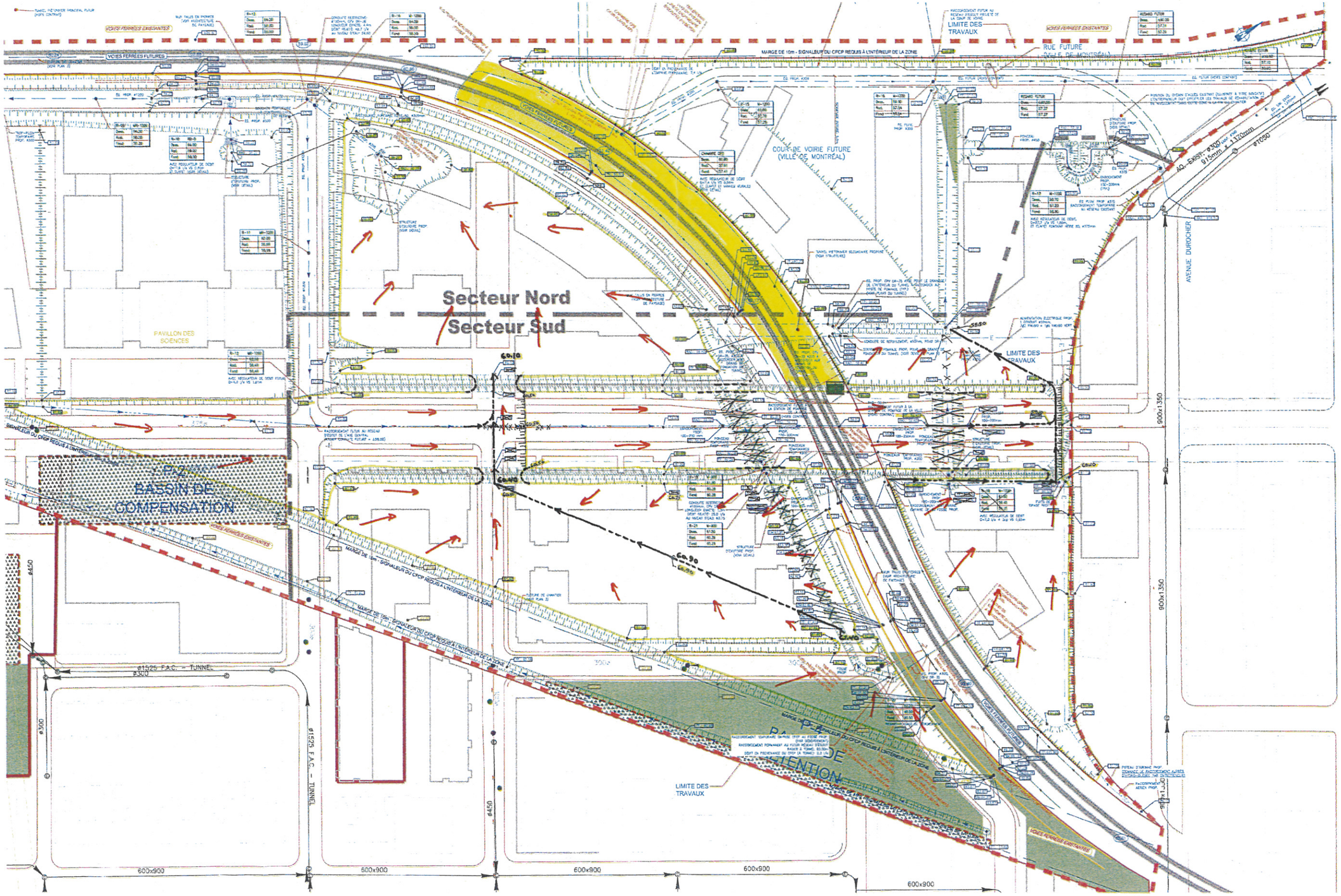
_____
Par : Alexandre CHABOT

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE

_____
Par : Manon GREGOIRE

_____
M^e^ ●, notaire

PROJET


VOIES FERRÉES EXISTANTES
VOIES FERRÉES FUTURES
MARGE DE 10m - SIGNALEUR DU CPCP REQUIS À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE
LIMITE DES TRAVAUX
RUE FUTURE (VILLE DE MONTRÉAL)
COUR DE VOIRIE FUTURE (VILLE DE MONTRÉAL)
Secteur Nord
Secteur Sud
PAVILLON DES SCIENCES
AVENUE DUROCHER
AQ - EXIST. ø300 mm
915mm x 1170mm
ø1050
900x1350
PAZ BASSIN DE COMPENSATION
PAZ BASSIN DE RÉTENTION
ø1525 F.A.C. - TUNNEL
ø300
ø450
600x900
SIGNALEUR DU CPCP REQUIS À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 24 mars 2014 Séance tenue le 25 mars 2014	Résolution: CM14 0293

Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 mars 2014 par sa résolution CE14 0387;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'Addenda no 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128);

2 - de désigner le directeur de la Direction des stratégies et transactions immobilières comme représentant de la Ville, comme énoncé à l'article 3.6 de l'Addenda 1, afin d'approuver les conditions de la servitude à intervenir entre la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique et l'Université de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1130890006
/cb

Denis CODERRE
Maire

Colette FRASER
Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Salaberry-de-Valleyfield, le ● avril 2014

Monsieur Denis Charette
Conseiller immobilier
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame est, 3e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

Objet : Site de l'ancienne cour Outremont – Réhabilitation environnementale, construction et enfouissement d'une canalisation de drainage du talus ferroviaire

---

Monsieur Charette,

Le 12 avril 2012, l'Université de Montréal a confié à Excavation Loiselle & Frères inc. un contrat (le « Contrat de Construction ») notamment pour des travaux de réhabilitation environnementale et de construction d'un talus ferroviaire sur le site de l'ancienne cour de triage Outremont (le « Site Outremont »). Le contrat de construction inclut également la construction et l'enfouissement d'une canalisation de drainage du talus ferroviaire.

Nous sommes avisés que la Ville de Montréal fera sous peu l'acquisition de la partie du Site Outremont dans lequel a été enfouie la canalisation de drainage du talus ferroviaire et ce, pour les fins de la cour de services de l'arrondissement Outremont. Cette partie du Site Outremont est maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro 5 364 656 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Par la même occasion, la Ville de Montréal deviendra propriétaire de la canalisation de drainage.

Par les présentes, Excavation Loiselle & Frères inc., sans préjudice à ses propres droits et recours, consent à ce que l'Université de Montréal, le « Donneur d'ouvrage » (ou « Maître de l'ouvrage ») aux termes du Contrat de Construction, cède en faveur de la Ville de Montréal ses droits, recours et garanties aux termes du Contrat de Construction et du *Code civil du Québec* mais seulement à l'égard des travaux de réhabilitation environnementale des sols effectués sur ledit lot 5 364 656 du Cadastre du Québec et des travaux de construction et d'enfouissement de la canalisation de drainage susmentionnée dans ce lot et ce, à compter de la réception définitive des travaux et suivant avis écrit transmis à nos bureaux. Il est entendu que l'Université de Montréal conserve tous ses droits, recours et garanties aux termes du Contrat de construction et du *Code civil du Québec* pour les autres travaux réalisés sur le Site Outremont.

Cordialement,

Excavation Loiselle & Frères inc.

_____
Par : Paul Béluse, Ing. Directeur Général
Dûment autorisé
c.c. Louis Sauvageau, UdeM

VMMP

VALIQUETTE | MARTIN | MONTMARQUET | POISSANT & ASSOCIÉS
Évaluateurs agréés

St-Laurent, le 19 juin 2013

M. Louis-Guy Henault, É.A.
Conseiller en immobilier
Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et des transactions immobilières
Division des stratégies immobilières
303, Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec), H2Y 3Y8

Objet : Estimation de la valeur marchande à des fins de gestion interne
Propriété : Terrain considéré comme vacant – Future cour de services Outremont
Lot 5 136 870 du cadastre du Québec - Outremont (Québec)
N/Dossier : 13-190-350

Monsieur,

Pour faire suite au mandat qui nous a été confié, nous avons procédé à l'évaluation de l'emplacement considéré comme vacant ayant été cité en titre et ce, afin d'en établir sa valeur marchande à des fins de gestion interne. Cette évaluation est effectuée en date du 19 juin 2013, soit à la date de notre inspection de l'emplacement sujet.

Suite à l'inspection des lieux, aux démarches, enquêtes et analyses effectuées, nous sommes d'opinion que la valeur marchande la plus probable du terrain sujet est de :

TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE CINQ MILLE DOLLARS
(3 845 000 $)

Il est à noter que la valeur telle qu'estimée est conditionnelle aux hypothèses suivantes :

- L'emplacement peut être desservit par un chemin d'accès et par les infrastructures municipales à court terme ;
- La qualité des composantes, du drainage et du compactage du sol est présumée adéquate. De même, nous présumons que l'emplacement sujet n'est affecté par aucun agent contaminant.

Vous trouverez à l'intérieur du présent document, les conditions et les analyses justifiant notre opinion. N'hésitez pas à communiquer avec les soussignés si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT & ASSOCIES

Alexandre Bélanger, B.A.A.

François Poissant, B.A.A., É.A.

Service de l'environnement
Division de la planification et du suivi environnemental
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Note

Destinataire :	Madame Marie-Hélène Gaboury Chargée de projet – Grand projet Division des projets urbains Direction de l'urbanisme et du développement économique Service de la mise en valeur du territoire
Expéditeur :	Marianne Dorlot, ing., M.Sc.A.
Dat0e :	Le 7 mai 2014
Objet :	Campus Outremont - Coûts de réhabilitation environnementale et de nivellement du terrain de la nouvelle cour de voirie désigné comme étant le lot 5 364 656 N/Réf. 10E167U (révisé)

Dans le cadre du projet du Campus Outremont, la Ville de Montréal (Ville) versera une contribution financière à l'Université de Montréal (Université), sous réserve du versement à la Ville par le MAMROT[1] d'une subvention pour le développement de l'ensemble du site. Les travaux et montants couverts par la contribution financière de la Ville sont décrits dans l'entente sur les conditions de réalisation conclue entre l'Université et la Ville (ci-après l'Entente) et comprennent la réhabilitation et le nivellement des terrains. En résumé, le montant de la contribution de la Ville correspondra à 50% du coût d'une partie des travaux effectués par l'Université et des services professionnels qui y sont liés, incluant les taxes nettes.

L'Université a procédé en 2012 et en 2103 aux travaux de réhabilitation et de nivellement de la majeure partie du terrain du Campus Outremont. Les limites de ces travaux sont indiquées sur le croquis de localisation ci-joint. Le lot 5 364 656 en faisait partie et l'Université y a inscrit un avis de décontamination au registre foncier. La Ville fera prochainement l'acquisition de ce lot pour y construire une cour de voirie.

Vous nous avez demandé d'évaluer le coût des travaux de réhabilitation et de nivellement réalisés par l'Université afin d'établir le montant de la contribution financière

[1] Ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du Territoire

à considérer pour le terrain de la nouvelle cour de voirie, dans le cadre de la transaction immobilière.

Pour établir le montant en jeu, nous avons utilisé le décompte final de l'entrepreneur et les directives de changement, desquels ont été déduits les travaux qui n'étaient pas liées à la réhabilitation ou au nivellement. Le coût des services professionnels a également été considéré, de même que les taxes nettes. La liste des documents consultés est jointe à la présente note. Conformément à l'Entente entre la Ville et l'Université, les coûts associés au seul terrain de la cour de voirie ont été établis au prorata des coûts relatifs à la superficie totale des terrains réhabilités par l'Université.

Le tableau ci-annexé présente le détail des montants considérés dans les calculs pour établir le coût de réhabilitation et de nivellement par mètre carré. Celui-ci s'élève à 97,55 $/m^2. La contribution financière que la Ville versera à l'Université correspond à 50 % du coût des travaux, incluant les services professionnels et les taxes nettes, soit 48,77 $/m^2.

La superficie du lot 5 364 656 réservé pour la nouvelle cour de voirie étant de 14 003,8 m^2, la contribution financière de la Ville pour ce terrain s'élève à **682 965,33 $**.

En espérant que cette note réponde à vos attentes, n'hésitez pas à nous contacter pour toutes questions ou informations complémentaires qui pourraient vous être utiles.

Marianne Dorlot, ing., M.Sc.A.
Téléphone : 514 872-3927
Courriel : marianne.dorlot@ville.montreal.qc.ca

Josée Samson, ing., M.Sc.A.
Ingénieure de section

p. j. - Liste des documents
- Tableau des coûts
- Croquis de localisation

c. c. Louis-Guy Hénault, DSTI
Denis Charrette, DSTI

Madame Marie-Hélène Gaboury Le 7 mai 2014

LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

- *Rapport de réhabilitation environnementale – Ancienne cour de triage Outremont – Zones 2 et 3 : Esplanade et cour de voirie* ; Génivar ; février 2013 ; réf. : 101-51855-00; N/Réf. : 10E1678Q.
- BCK000332factures_CP.pdf
- BCK0000634factures_Genivar2.pdf
- BCK0000634factures_Genivar3.pdf
- BCK0000634factures_Genivar.pdf
- BCK0000868_EXP_I0051677.xlsx
- BCK0000874 EXP.pdf
- BCK0001072_Services EXP_I0051677.xlsx
- BCK0001192 Inspec-Sol.pdf
- BCK0001203_Genivar_I0051677.xlsx
- BCK0001252_Genivar_I0051677.xlsx
- Décompte no 13 et facture Loiselle.pdf
- Demande de changement no 34_signée.pdf
- Demande de changement no 38 signée.pdf
- Résumé des directives de changement_2013_11_12.xlsx
- Soumission Loiselle 2274_001.pdf

10E167 - Campus Outremont

Lot 1A : Côut de réhabilitation et de nivellement

Superficie : 175 400 mètres carrés

TRAVAUX

Total travaux réhabilitation et nivellement [Note 1]	Montant avant taxes	Coût au mètre carré
Travaux ensemble du site (excluant les travaux autres que réhabilitation et nivellement)	11 502 870,27 $	65,58 $/m.c.
Directives de changement	1 226 368,50 $	6,99 $/m.c.
Sous-total travaux au mètre carré avant taxes:		**72,57 $/m.c.**
Taxes nettes (9,975%) :		**7,24 $/m.c.**
Sous-total incluant taxes nettes :		**79,81 $/m.c.**

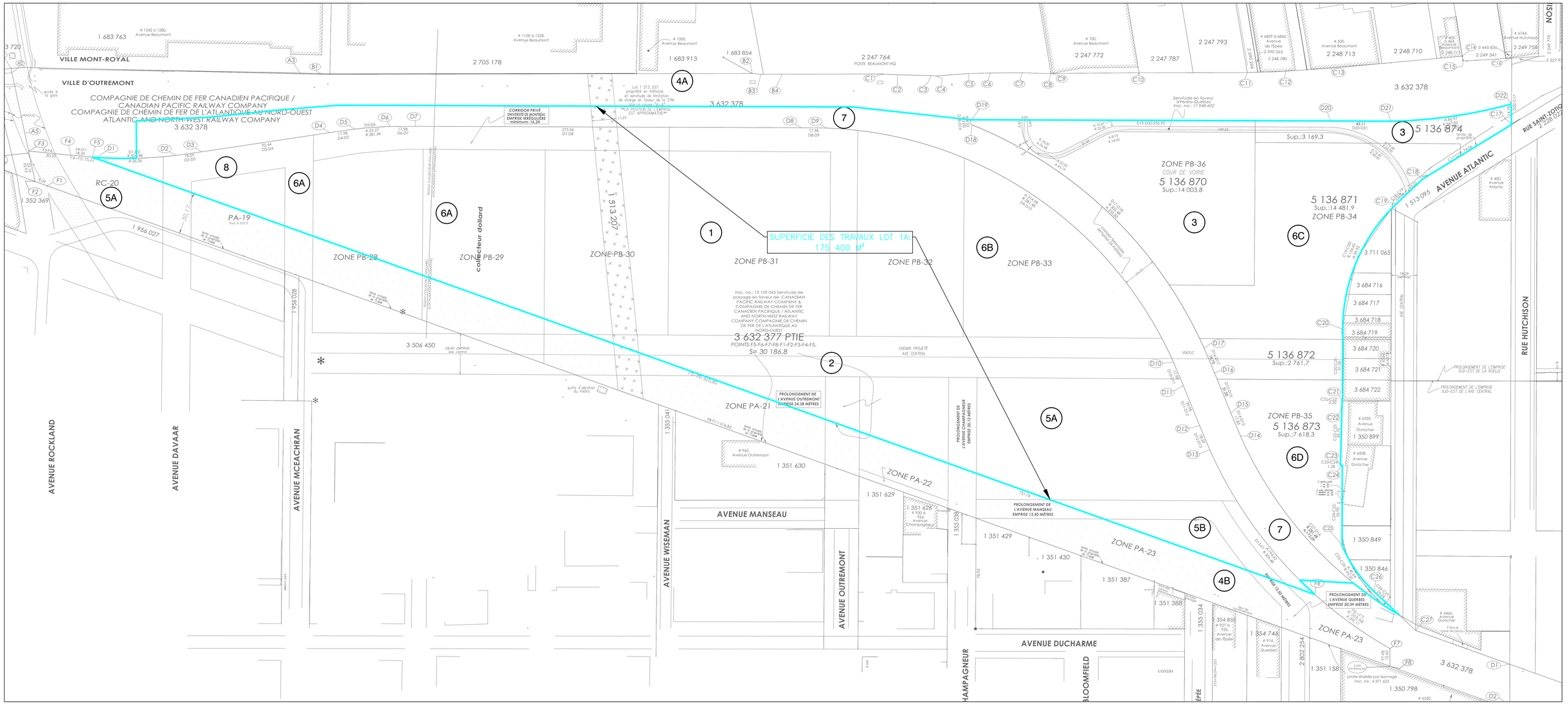
SERVICES PROFESSIONNELS

Firme	Total avant taxes	Total incluant taxes nettes
exp	1 055 027,49 $	1 157 395,48 $
Génivar	1 425 487,18 $	1 692 089,85 $
CP	35 320,49 $	38 843,71 $
Inspec-Sol	202 825,66 $	223 057,52 $
Sous- total SP :	**2 718 660,82 $**	**3 111 386,56 $**
Sous-total SP au mètre carré :	**15,50 $/m.c.**	**17,74 $/m.c.**

Coût total au mètre carré incluant taxes nettes : 97,55 $/m.c.

Note 1 :

Total des travaux de l'entrepreneur Excavation Loiselle et frères Inc., selon le décompte 13, excluant les articles qui ne sont pas de la réhabilitation et du nivellement (cf. courriel exp du 20 juin 2013).



NOTES

1. LA LIMITE EST DU SITE À ÉTÉ IMPLANTÉE PAR EXCAVATION LOISELLE & FRÈRES INC., À PARTIR DU PLAN MAÎTRE DE L'ARPENTEUR DE L'UdeM.

2. LA LIMITE DE L'EMPRISE DU CP À ÉTÉ IMPLANTÉE PAR EXCAVATION LOISELLE & FRÈRES INC., À PARTIR DU PLAN MAÎTRE DE L'ARPENTEUR DE L'UdeM.

3. LA DEMANDE DE CHANGEMENT No 27 A TRAITÉ LA MODIFICATION DE LA LIMITE DE LOT DES ZONES 4A, 6A ET 1.

RÉFÉRENCES

PLAN PROJET DE REMPLACEMENT: TESSIER ET CLOUTIER
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
FICHIER DWG: MASTER Campus Outremont 16 novembre 2012-client.dwg
DOSSIER: 00047-5
PLAN: 11-00047-PP-1
MINUTE: XXX
LEVÉ TERRAIN EFFECTUÉ LES 13, 14 ET 15 JUILLET 2011
DESSIN REÇU LE 08 JANVIER 2013

No	Date (a-m-j)	Description	Par
A	2013-11-11	EMIS POUR INFORMATION	É.B.

Fichier de Calcul :
L.N. no :
Page :
R.N. no :
Élévation :
Description :

CE DOCUMENT PRÉLIMINAIRE EST ÉMIS POUR INFORMATION. L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS PAR É. BÉLANGER, ing. LE 2013-01-16. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Plan clé :

Les Services **exp** inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.339.1599
425, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 1001
Montréal, QC H3A 3G5
CANADA
www.exp.com

• BÂTIMENT • DÉVELOPPEMENT DURABLE • ÉNERGIE • INDUSTRIEL • INFRASTRUCTURES • SOLS, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT •

Université de Montréal
Direction des immeubles

Projet :
CAMPUS OUTREMONT
RÉHABILITATION DU SITE

Titre :
LIMITE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE LOT 1A

Préparé par : Y. PEPIN, ing.		Date : 2013-11-11	Feuille no : 1
Équipe technique: É. BÉLANGER, ing. M. DUFAULT, ing. jr		Échelle : 1 : 1000M	de : 1
		Dossier no : UNMG1-055	Révision : A
Dessiné par : M. DUFAULT, ing. jr		Fichier électronique : UNMG1-055-Périmètre des travaux lot 1A	

11 novembre 2013 11:51:57, motdut, K:\Projets\UNMG1--055\Lot 1A & planification\DESSINS\INFO\UNMG1--055-Périmètre des travaux lot 1A.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le plan d'aménagement du site Outremont et l'Entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont (l'Entente) entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal ont été adopté en mars 2011. L'Entente prévoit la construction d'une nouvelle cour de services au nord-est du projet près de l'avenue Durocher et l'acquisition du terrain requis à cet effet. Conformément au règlement 06-069, approuvé en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, cette acquisition de terrain permettra la construction d'une nouvelle cour de services afin d'aménager, sur le site de l'actuelle cour de services, un parc de quartier, sous lequel sera construit un bassin de rétention pour les eaux en provenance des rues d'Outremont.
La Direction de l'urbanisme et du développement économique est favorable à l'approbation du projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal un terrain d'une superficie de 14 003,8 m² aux fins d'implantation d'une cour de services avec les commentaires suivants.

Conditions de vente – suivi de la Subvention
Selon les conditions de vente de l'Entente, établies à l'article 4 de la section 6, il est stipulé que :
« (…) la Ville et l'Université conviennent d'ores et déjà que toutes les transactions immobilières à intervenir entre elles seront effectuées à la Juste Valeur Marchande des terrains au moment de l'offre d'achat et de laquelle sera déduite, en ce qui concerne les ventes de terrains par l'Université à la Ville, toute subvention versée par la Ville à l'Université pour la réhabilitation et le nivellement du terrain concerné. » (ci-après nommé la Subvention)

Le projet d'acte de vente stipule à l'article 14 que :
« (…) les parties conviennent que la Ville conservera la Subvention et, pour les fins de sa gestion interne, elle l'appliquera au coût d'acquisition de l'Immeuble, ce qui est conforme à

l'Entente. »

Selon l'article 4 du règlement d'emprunt 11-006, il est dit que :
« Un emprunt de 21 700 000 $ est autorisé pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal requis dans le cadre du projet du campus Outremont. »

Découlant de ce qui précède et pour fin de transfert des crédits à la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI), le montant de la Subvention, estimé à 682 965,53 $, est inscrit dans le système de suivi budgétaire du PTI de la Ville au sous-projet 1439001800 du projet 39001 du Campus Outremont.

Le Service des finances est responsable de procéder conformément à l'Entente et à la demande de la DSTI au transfert de ces crédits.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Hélène GABOURY
Chargée de projets
Division des projets urbains
Direction de l'urbanisme et du développement économique
Tél : 514 872 3648

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-01

Claude LAURIN
Chef de division

Tél : 514 872 7978
Division : Division des projets urbains, Direction de l'urbanisme et du développement économique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Conformément à l'entente sur la réalisation des travaux, l'immeuble a été réhabilité par l'Université de Montréal, le rapport de surveillance des travaux a été transmis à la Ville et un avis de décontamination a été inscrit au registre foncier. Le niveau de contamination du terrain est maintenant adéquat pour l'usage projeté.
Le montant de la subvention qui sera perçu par la Ville à même l'aide financière que la Ville versera à l'Université correspond à ce qui a été évalué par la Division de la planification et du suivi environnemental.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marianne DORLOT
Ingénieure
Tél : 514 872-3927

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-14

Annick LE FLOCH
Chef de Division
Tél : 514 280-4368
Division : Divison de la planification et du suivi environnemental

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'imputation relative à l'acquisition de terrain dont il est fait mention dans la recommandation du service.
Le coût maximal de cette acquisition, est de 4 420 788.75 $, toutes taxes incluses, ou 3 987 676.42 $ net des ristournes de taxes.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas.

Le budget requis pour ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction stratégies et transactions immobilières

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Imputation corpo :

Projet : 66190 - Implantation de nouvelles cours de services
Sous-projet : 1266190-000 Nouvelles cours de services Outremont-Achat d'un terrain
Sous-projet Simon : 140311
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
3 988.0				3 988.0

Information comptable *(en dollars)*

Provenance

Un engagement de gestion **no CC30783001** au montant de **3 987 676.42 $** a été pris au compte suivant :

6101.7712028.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000
12-028 Implantation de nouvelles cours de services CM12 0578

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** aux comptes suivants :

Provenance corpo (100%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7712028.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 12-028 Implantation de nouvelles cours de services CM12 0578	3 987 676.42 $	4 420 788.75 $

Imputation

Imputation corpo (100%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7712028.803403.03107.57401.000000.0000.140311.000000.50090.00000 PTI-DSTI . Construction d'infrastructures de voirie . Achats de biens capitalisés . Nouvelles cours de services Outremont-Achat d'un terrain . Acquisition de terrains - autres fins municipales	3 987 676.42 $	4 420 788.75 $

Complément d'information

Lors du versement prévu d'ici la fin du projet de la contribution de 21,7M$ à l'Université de Montréal selon le règlement d'emprunt 11-006, une somme estimée à 682 965,33$ sera retenue par la Ville et un transfert des crédits relatifs sera effectué à la Direction des stratégies et transactions immobilières.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

Sylvain LESSARD

Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 872-0946

C/D opérations budgétaires et comptables
Tél : 872-1985

Co-auteur:

Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél.:514-872-4146

Division : Division opérations budgétaires et comptables - CDL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction des transports est favorable à l'acquisition de ce terrain.
Les plans et devis pour la construction de la rue d'accès à la future cour de services sont en préparation. Ces documents prévoient également une conduite de drainage, un système de régulation des débits et différentes connexions à la limite sud-est du terrain de la cour de voirie. Cette conduite drainera les eaux pluviales du viaduc ferroviaire et de l'axe central du futur complexe universitaire.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vincent DEFEIJT
Ingénieur chargé de planification
Tél : 514-868-4869

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-20

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514-872-6855
Division : Direction des transports

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Notre intervention n'a pas pour but de donner un avis technique sur les servitudes grevant ou devant grever l'immeuble quant à son emplacement, largeur ou autre, mais est importante pour permettre à la division de la géomatique de connaître et répertorier les documents concernant l'emplacement, les dimensions et les restrictions des servitudes pour les réseaux d'utilités publiques. Nous constatons, par contre que seule la servitude pour Hydro-Québec est publiée au registre foncier. Il y aurait lieu d'ajouter en pièces jointes une copie de l'acte de servitude de drainage à intervenir entre l'Université de Montréal et la Compagnie de Chemin de fer Canadien Pacifique. Selon notre compréhension, le gestionnaire de la construction de la future cour de voirie est bien au fait de la situation de ces servitudes et est favorable au présent dossier.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BROUSSEAU
Chef de section géomatique
Tél : 514-872-4036

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Luc LÉVESQUE
Chef de division géomatique
Tél : 514-872-4659
Division : Division de la Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1130783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain d'une superficie de 14 003,8 m², situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, incluant les taxes de vente applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0962-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service.
Nous avons reçu une confirmation du représentant de l'Université de Montréal à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte, qu'il le soumettra tel quel au Comité exécutif de l'Université de Montréal et qu'il recommandera audit Comité exécutif d'en autoriser la signature.
Le pouvoir d'acquérir le terrain visé relève quant à lui du conseil municipal en vertu de l'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal.
Il est entendu que le projet d'acte de vente ne pourra être signé tant que la servitude de drainage du talus ferroviaire, mentionnée au paragraphe 9.1 a) ii) du projet d'acte de vente, n'aura pas été signée et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

Vente par UdeM à Ville version FNALE.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-06

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

1130783001
14-000883

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
le ●

DEVANT **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation l'Université de Montréal* (10 Geo. V L.Q. 1920, c. 38), sanctionnée le quatorze (14) février mil neuf cent vingt (1920) et la *Charte de l'Université de Montréal* (15-16 Eliz. II L.Q. 1966-67, c. 129), sanctionnée le douze (12) août mil neuf cent soixante-sept (1967), telle que modifiée par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal* (16 Eliz. II L.Q. 1967-68, c.114) sanctionnée le cinq (5) novembre mil neuf cent soixante-huit (1968), immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1160632544, ayant son siège au 2900, boul. Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4, agissant et représentée par Éric Filteau, son vice-recteur aux finances et aux infrastructures, et par Alexandre Chabot, son secrétaire-général, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son comité exécutif adoptée en date du ● 2014 et dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussigné.

Ci-après nommée l' « **Université** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003) et dont copie demeure annexée à la minute 3599 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à

l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

L'Université et la Ville sont également désignées collectivement comme les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la vente faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

1. <u>DÉFINITIONS</u>

Sujets aux autres définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

« Entente » : correspond à l'entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue entre la Ville et l'Université le vingt-trois (23) mars deux mille onze (2011) ainsi qu'un addenda à ladite entente approuvé par les instances compétentes des Parties, lequel sera signé incessamment.

« Immeuble » : L'immeuble décrit à l'article 3 des présentes;

« **Juste valeur marchande** » : La valeur déterminée par un évaluateur agréé indépendant dont les services ont été retenus suite à un appel d'offres sur invitation effectué la Ville. Un minimum de cinq (5) firmes, sélectionnées conjointement par la Ville et l'Université, ont été sollicitées. Le comité de sélection ayant évalué les soumissions était composé d'un représentant de la Ville et d'un secrétaire désigné conjointement par la Ville et l'Université.

« Lois environnementales » : La *Loi sur la qualité de l'environnement* (chapitre Q-2) ainsi que ses règlements applicables.

« **MDDEFP** » : ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs.

« **Subvention » :** correspond au montant qui devait être versé par la Ville à l'Université conformément à l'Entente pour les travaux de réhabilitation et de nivellement des sols de l'Immeuble, lequel représente cinquante pour cent (50%) des coûts desdits travaux , le tout étant plus amplement décrit aux termes de l'Entente.

2. PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la présente vente est effectuée en conformité avec l'Entente, laquelle prévoit notamment :

a) Que l'Université vende à la Ville l'Immeuble afin d'y construire la cour de services de l'arrondissement Outremont ;

b) Que l'Immeuble doit être conforme aux Lois environnementales, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEFP, compte tenu de l'usage projeté, soit une cour de services. De plus, tous les sols de remblai présents jusqu'au niveau du terrain naturel ou du socle rocheux doivent présenter des caractéristiques géotechniques acceptables pour la construction des nouvelles infrastructures par la Ville ; ces sols de remblai doivent être conformes aux exigences du *Cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal* ;

c) Que le prix de vente soit fixé à la Juste valeur marchande de l'Immeuble de laquelle sera déduit le montant de la Subvention.

ATTENDU QUE l'Université a remis à la Ville un document signé par un expert accrédité par le MDDEFP confirmant que la réhabilitation et le nivellement de l'Immeuble ont été complétés selon les règles de l'art ainsi que tous les documents indiquant, en détail, le prix payé par l'Université pour ces travaux.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

3. OBJET DU CONTRAT

L'Université vend à la Ville qui accepte, un terrain vacant d'une superficie de 14 003,8 m^2, situé au nord-ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **CINQ MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (5 364 656)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement avec la canalisation de drainage du talus ferroviaire qui y est enfouie.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

4. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'Université est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de vente par la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique/Canadian Pacific Railway Company et la Compagnie de chemin de fer de l'Atlantique au nord-ouest/Atlantic and North-West Railway Company reçu devant Me Thi Tuong Van Nguyen, notaire, le trente (30) mars deux mille six (2006) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **13 159 065**.

5. GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que l'Université n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol, la Ville acquérant l'Immeuble à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des sols.

6. POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

7. DOSSIER DE TITRES

L'Université ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

8. CESSION DE GARANTIE

L'Université cède à la Ville ses droits, recours et garantie aux termes du contrat intervenu le 12 avril 2012 entre l'Université et Excavation Loiselle & Frères inc. (projet 51677 : Travaux en génie civil et réhabilitation de site-Dossier 689 : Campus Outremont – Spécialité : Travaux génie civil, BCK0001060) (ci-après le « **Contrat** ») et du *Code civil du Québec* mais uniquement en ce qui concerne les travaux de réhabilitation des sols effectués sur l'Immeuble et les travaux de construction de la canalisation de drainage du talus ferroviaire qui est enfouie dans l'Immeuble. Malgré cette cession, il est entendu entre les Parties que la Ville n'assume pas les obligations de l'Université créées aux termes du Contrat.

De plus, les Parties confirment que l'Université conserve tous ses droits, recours et garanties aux termes du Contrat et du *Code civil du Québec* pour tous les travaux qui sont l'objet du Contrat, autres que les travaux qui sont l'objet de la présente cession.

La présente cession est consentie par l'Université sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville et sans préjudice aux droits et recours de Excavation Loiselle & Frères inc. aux termes du Contrat.

La présente cession prendra effet à compter de la réception définitive du lot 1 A aux termes du Contrat, lequel comprend les travaux de réhabilitation des sols effectués sur l'Immeuble et les travaux de construction de la canalisation de drainage du talus ferroviaire, et suivant avis écrit transmis à Excavation Loiselle & Frères inc. La réception provisoire de ces travaux a eu lieu le 6 septembre 2013 et la réception définitive est prévue pour le 6 septembre 2014.

La Ville reconnait et convient qu'à compter du moment où la présente cession prendra effet, les seuls recours que la Ville pourra exercer relativement aux travaux qui sont l'objet de la présente cession devront être exercés contre Excavation Loiselle & Frères inc., la Ville renonçant à exercer tous recours contre l'Université pour tout ce qui concerne ou découle desdits travaux.

Jusqu'à la réception définitive des travaux, l'Université s'engage, sur demande écrite de la Ville, à aviser Excavation Loiselle & Fils de toute défectuosité pouvant être soulevée par la Ville relativement à la canalisation de drainage du talus ferroviaire et à transmettre à la Ville une copie de toute correspondance entre l'Université et Excavation Loiselle & Frères inc. portant sur la canalisation de drainage du talus ferroviaire.

L'Université s'engage également à remettre à la Ville une copie du rapport préparé par le responsable des travaux recommandant à l'Université de procéder à la réception définitive des travaux.

9. <u>DÉCLARATIONS</u>

9.1 <u>DÉCLARATIONS DE L'UNIVERSITÉ</u>

L'Université déclare que :

a) au meilleur de sa connaissance, l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception de :

i) Une servitude en faveur d'Hydro-Québec reçue devant Me Louis Laliberté, notaire, le deux (2) mars deux mille onze (2011) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 948 602 ; et

ii) Une servitude de drainage et d'écoulement des eaux en faveur de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique reçue devant Me _, notaire, le _ et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro _;

b) l'Immeuble a fait l'objet de travaux de décontamination conformément aux exigences de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2), tel qu'il appert de l'avis de décontamination publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le trois (3) mai deux mille treize (2013), sous le numéro 19 909 049, lequel fait état de la présence de contaminants dont la concentration n'excède pas les valeurs limites réglementaires;

c) elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (RLRC (1985) chapitre 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ chapitre I-3);

d) elle est en règle en vertu de toute loi à laquelle elle est assujettie et a le pouvoir, l'autorité, la capacité et le droit de conclure et d'exécuter le présent acte de vente; et

e) au meilleur de sa connaissance, l'Immeuble ne contrevient pas aux lois environnementales ou toute autre législation ou disposition réglementaire fédérale, provinciale ou municipale ou autre applicable en matière d'environnement.

9.2 <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville atteste que:

a) elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (RLRC (1985) chapitre 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ chapitre I-3); et

b) elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

10. OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) vérifier elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur.

c) assumer le coût des honoraires de la notaire soussignée, le cas échéant, et le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publicité et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayants initiés.

11. RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera à l'Université, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera à l'Université, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, l'Université reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

12. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et elle a remis une copie de cette politique à l'Université.

13. PRIX DE VENTE

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-CINQ MILLE DOLLARS (3 845 000,00$) que l'Université reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

Les Parties reconnaissent que le prix de vente correspond à la Juste valeur marchande de l'Immeuble.

Le prix de vente exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), le cas échéant.

14. SUBVENTION ET AJUSTEMENT DU PRIX DE VENTE

L'Entente prévoyait que la Subvention serait déduite du prix de vente. Or, en date des présentes, la Subvention n'a pas été versée à l'Université et, selon l'Entente, elle n'est pas encore exigible. Par conséquent, conformément à l'Entente, le prix de vente est établi à la Juste valeur marchande de l'Immeuble. Par ailleurs, les Parties conviennent que la Ville conservera la Subvention et, pour les fins de sa gestion interne, l'appliquera au coût d'acquisition de l'Immeuble. Il n'y aura donc aucun ajustement du prix de vente quelque soit le montant de la Subvention auquel l'Université aurait eu droit aux termes de l'Entente.

15. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (RLR 1985, chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de l'Université.

L'Université déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 108160995
T.V.Q. : 1006011132TQ0005;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

16. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

La présente vente est faite en exécution de l'Entente que les Parties confirment. En cas d'incompatibilité entre ladite Entente et la présente vente, les dispositions du présent acte prévaudront.

17. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Évaluation, transactions et services immobiliers, Service de la Concertation des arrondissements et ressources matérielles, Direction des stratégies et transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame est, 2e Étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8 avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Université : à l'attention du Directeur général de la Direction des immeubles, au Pavillon de la Direction des immeubles, 2787, Chemin des services, Montréal, province de Québec, H3T 1J4, avec une copie conforme à l'attention du secrétaire général, au Pavillon Roger-Gaudry, bureau E-424, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4.

18. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L’insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n’affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l’une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n’affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

19. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

L’Université et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 2900, boul. Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l’Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l’Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-CINQ MILLE DOLLARS (3 845 000,00$);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE-CINQ MILLE DOLLARS (3 845 000,00$);

h) le montant du droit de mutation est de : QUATRE-VINGT-SEPT MILLE CENT VINGT-CINQ DOLLARS (87 125,00$) ;

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l’article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l’exonération du droit de mutation conformément à l’article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles

11.

visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

À Montréal, le ●
deux mille quatorze (2014)

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Par : _____
Éric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures

Par : _____
Alexandre Chabot, secrétaire-général

À Montréal, le ●
deux mille quatorze (2014)

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

_____
M^e^ Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1145322001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour la somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, une proposition d'avant-projet de gré à gré par lequel Hydro Québec (HQ) s'engage à réaliser les plans et devis relatifs au réaménagement de son réseau électrique dans le cadre du projet intégré du SRB Pie-IX, pour une somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés à la lettre de proposition d'avant projet en date du 19 novembre 2013;

2. d'autoriser le directeur général adjoint, monsieur Marc Blanchet, à signer la proposition d'avant projet (plans et devis) au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-02 13:43

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1145322001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour la somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet intégré du système rapide par bus (SRB) Pie-IX est un projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, entre la rue de Charleroi au nord et la rue Notre-Dame au sud. Ce projet d'une longueur de 9,8 km, traverse l'île de Montréal et s'étend sur quatre arrondissements, soit, du nord au sud : Montréal-Nord, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Rosemont - La Petite-Patrie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.
Ce projet intégré du SRB-Pie-IX inclut trois volets. Le volet transport collectif, comprend la mise en place des voies réservées bidirectionnelles permanentes au centre du boulevard Pie -IX et la construction de 18 stations du SRB. Le volet infrastructures municipales comprend la mise à niveau des conduites d'aqueduc et d'égout, par reconstruction ou réhabilitation, ainsi que la reconstruction de l'ensemble de la voirie (fondation, chaussée, trottoirs et terre-plein). Le volet aménagement prévoit, selon les tronçons, l'élargissement des trottoirs ou la création d'un large terre-plein central et l'ajout de 500 arbres, afin d'améliorer les conditions de marche et la qualité de vie des riverains. Compte tenu de l'ampleur des travaux, le projet occasionnera des conflits avec les réseaux techniques urbains (RTU), tel que le réseau d'Hydro-Québec (HQ).

Des modifications du réseau d'HQ seront requises dans la phase initiale qui s'étendra entre les rues de Charleroi et Pierre-De-Coubertin. D'une part, pour assurer l'alimentation électrique des futures stations du SRB Pie-IX. D'autre part, pour déplacer une portion de la ligne de distribution qui passe dans les massifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), qui seront à relocaliser, en raison des modifications géométriques occasionnées par le projet, au fond du trottoir ouest du boulevard Pie-IX, entre les rues Martial et Monselet, entre le boulevard Industriel et la 48e Rue, entre la 43e Rue et D'Hérelle et entre les rues Éverett et Bélair.

À cet effet, le présent sommaire vise à mandater HQ pour la production des plans et devis, dont le financement sera entièrement assumé par l'Agence métropolitaine de transport (AMT) puisqu'elles sont occasionnées par le projet du SRB. Par conséquent, une résolution du conseil d'administration de l'AMT autorise cette dernière à signer une entente pour le remboursement des sommes reliées à la préparation de ces plans et devis. Le sommaire décisionnel 1145322002 vise à approuver cette entente.

Voici l'ordonnancement des travaux et des étapes du projet intégré du SRB Pie-IX, dans lequel s'inscrit le présent dossier.

Étapes terminées :	**Coût pour la Ville de Montréal (taxes incluses)**	**Date de début**	**Date de fin**
- Avant-projet préliminaire (APP)	-	Décembre 2009	Septembre 2010
- Étude d'intégration urbaine du projet	-	Juin 2011	Novembre 2011
- Avant-projet définitif (APD)	340 000 $	Juin 2012	Juin 2013
- Étude technique préliminaire d'HQ	168 506,90 $ *	Fin 2013	Février 2014

Étape faisant l'objet du présent dossier :	**Coût (taxes incluses)**	**Date de début prévue**	**Date de fin prévue**
- Plans et devis d'HQ	528 000 $ *	Mai 2014	Février 2015

Étapes à venir :	**Date de début prévue**	**Date de fin prévue**
- Études complémentaires à l'APD	2013	2014
- Acquisitions des terrains et des servitudes	2014	2015
- Plans et devis du projet intégré du SRB Pie-IX	2014	2015
- Travaux préalables d'HQ / CSEM	2015	2016
- Travaux du projet intégré du SRB Pie-IX	2016	À valider

* Ce montant sera remboursé entièrement par l'AMT.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1139 - 16 décembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 $, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin.
CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

CE12 1683 - 10 octobre 2012 - Autoriser un virement budgétaire de 540 000 $, en provenance du projet 39710 - Complexe Turcot vers le projet 75007 - SRB Pie-IX, pour préparer l'avant-projet définitif (APD) des travaux municipaux liés à la mise en place du SRB Pie-IX.

CG12 0104 - 19 avril 2012 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc., et Les Services exp inc., afin de réaliser des études de caractérisation environnementale et de suivi environnemental lors des travaux d'excavation des sols dans les chaussées qui seront réalisés par les services corporatifs ou les arrondissements.

CE10 1130 - 7 juillet 2010 - Autoriser une dépense de 133 802,72 $, dans le cadre de

l'entente-cadre avec la firme Tecsult (CG08 0420), pour l'analyse de scénarios d'intégration urbaine du projet du SRB Pie-IX.

CG09 0069 - 2 avril 2009 - Retenir les services professionnels des firmes suivantes pour une somme totale de 6 000 000 $: Consortium Desseau/Genipur (2 500 000 $), Consortium CIMA+ (2 000 000 $) et Consortium Roche/SM (1 500 000 $) pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures, d'aqueducs secondaires ou principal, d'égout collecteur et de bassin de rétention incluant les travaux correctifs de voirie sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

CE06 1273 - 16 août 2006 - Donner un accord de principe sur le choix du concept de voies bidirectionnelles au centre en site propre pour autobus sur le boulevard Pie-IX. Demander à l'Agence métropolitaine de transport d'entreprendre les démarches pour le financement et la réalisation du projet.

DESCRIPTION

Le projet du SRB Pie-IX requiert des modifications du réseau d'HQ pour :

- assurer l'alimentation électrique des futures stations du SRB Pie-IX;
- déplacer des portions de la ligne de distribution qui passe dans les massifs de la CSEM, qui seront à relocaliser, en raison des modifications géométriques occasionnées par le projet.

Pour ce faire, des plans et devis seront nécessaires (appelés avant-projet par HQ). HQ est propriétaire de son réseau électrique et elle est la seule à pouvoir y apporter des modifications. Ce faisant, elle doit être considérée comme un fournisseur unique. Pour cette raison, le contrat sera octroyé de gré à gré avec un mode de rémunération des professionnels à taux horaire.

JUSTIFICATION

Le réseau électrique d'HQ subira des modifications importantes afin de répondre aux besoins et aux exigences du projet du SRB Pie-IX. De plus, il est important qu'HQ entame les plans et devis en vue de respecter les échéanciers du projet et de poursuivre les étapes subséquentes, notamment, la réalisation des travaux préparatoires au SRB tel que le déplacement des portions de de la ligne de distribution d'HQ qui se trouve sur le chemin critique dans l'échéancier du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

HQ a fourni une estimation des coûts de la réalisation des plans et devis des travaux relatifs aux modifications de son réseau, pour la somme de 480 000 $, taxes incluses. Puisque HQ facturera à la Ville de Montréal les coûts réels après l'étude, il est proposé d'ajouter une réserve de 10 %, pour des activités que nous ne pouvons prévoir pour le moment, soit 48 000 $, taxes incluses.

Le coût total estimé du contrat est 528 000 $. À cette étape, la Ville payera la somme estimée selon le contrat préparé par HQ. Une fois l'étude terminée, cette dernière transmettra à la Ville une facture avec les coûts réels détaillés des activités réalisées.

Afin de donner suite à ce dossier, le budget requis est prévu au PTI 2014-2016 du Service des infrastructures, des transports, et de l'environnement, dans le cadre du projet intégré du SRB-Pie-IX (75007). Les détails des informations financières se retrouvent dans

l'intervention de la Fonction finance. Cette dépense sera entièrement remboursée par l'AMT, qui sera facturée selon les coûts réels. À cet effet, l'AMT s'engage, par une résolution de son conseil d'administration (voir pièce jointe), à rembourser à la Ville les coûts réels du présent mandat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des plans et devis d'HQ est préalable à certaines activités du projet intégré du SRB Pie-IX. Tout retard dans la production de ces plans et devis aura un impact sur l'échéancier des activités subséquentes requises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Études complémentaires à l'APD : 2013 - 2014
- Acquisitions des terrains et des servitudes : 2014 - 2015
- Plans et devis du projet intégré du SRB Pie-IX : 2014 - 2015
- Travaux préalables d'HQ / CSEM : 2015 - 2016
- Travaux du projet intégré du SRB Pie-IX : 2016 - à valider

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Serge WALLEND)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Radhia DJELLAL

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Alain TRUDEAU

Ingénieure

Tél : 514-872-2343
Télécop. : 514-868-3232

Chef de division

Tél : 514-872-3683
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude CARETTE
Directeur des transports
Tél : 514-872-6855
Approuvé le : 2014-05-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1145322001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour la somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses.




résolution Pie-IX.pdfProposition d'avant-projet_29-04-2014.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Radhia DJELLAL
Ingénieure

Tél : 514-872-2343
Télécop. : 514-868-3232

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

EXTRAIT du procès-verbal de la onzième séance (ordinaire) du conseil d'administration de l'Agence métropolitaine de transport, tenue le 4 octobre 2013, à 9h00, à la salle du conseil, au 700, rue de La Gauchetière Ouest, 27e étage à Montréal

RÉSOLUTION 13-CA(AMT)-266 **ENTENTE AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS RELIÉS À LA RÉALISATION DES PLANS ET DEVIS POUR LE DÉPLACEMENT DU RÉSEAU D'HYDRO-QUÉBEC**

ATTENDU le projet de SRB Pie-IX;

ATTENDU que le trésorier certifie qu'il y aura en temps utiles des crédits disponibles pour les fins pour lesquelles cette dépense est projetée;

Sur une proposition de M. Guy Pilon,
Appuyée par M. Jean-Jacques Beldié.,

IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

1) D'autoriser l'AMT à signer une entente avec la Ville de Montréal relativement au remboursement des coûts de réalisation des plans et devis par Hydro-Québec pour les travaux de déplacement de son réseau dû à l'implantation du SRB Pie IX, et ce, selon les coûts réels, le montant étant actuellement estimé à 480 000 $.

Certifié par Le 8 octobre 2013

Michel Fortier
Secrétaire général et vice-président
Affaires corporatives et juridiques

Hydro Québec

ANNEXE A
PROPOSITION D'AVANT-PROJET

IDENTIFICATION DU PROJET

Titre du projet : Déplacement de portions des lignes de distribution à la demande d'une municipalité

Lieu : Boulevard Pie-IX (Ville deMontréal)

Numéro du projet : **64948421**

DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

La Ville de Montréal demande à Hydro-Québec de déplacer des portions de ses lignes de distribution et de télécommunication situées sur le long du boulevard Pie-IX. Les structures à déplacer sont localisées entre les rues Martial et Monselet, entre le boulevard Industriel et la 48e Rue, entre la 43e Rue et D'Hérelle et entre les rues Éverett et Bélair. À la suite de notre analyse, la dite demande impliquerait des travaux civils et électriques sur 9 liaisons aéro-souterraines, 65 structures souterraines et 8 poteaux électriques.
À l'étape de réalisation, approximativement 22 km de câble moyenne tension, 5 km de câbles basse tension et 5 km de câble de télécommunication seront à déplacer.

DESCRIPTION DU CONTENU DE L'AVANT-PROJET

- [x] Plan ou croquis
- [x] Détail des coûts du projet
- [x] Détail de la contribution
- [x] Échénacier de réalisation
- [x] EEI Type A
- [ ] EEI Type B
- [ ] Autre

ÉCHÉANCIER

Une charge de travail d'une durée approximative de 10 mois serait nécessaire afin de compléter la phase d'étude d'avant-projet. Cette charge de travail répartie entre 7 ressources et ordonnancée dans le temps donnerait 12 à 18 mois de délais. Une date plus précise vous sera soumise ultérieurement.

COÛT

Le coût pour réaliser l'avant-projet sera de : **480 000$**

ENGAGEMENT

Nom du technicien : Tham Philaphandeth

Signature : Thammabal Date : 19-11-2013

Signature du Chef Gestion de projets : CHRISTIAN LAVOIE Date : 19-11-2013

Nom du client : Alain Trudeau OTP : **DCL-21508046**

Signature : _____ Date :

ANNEXE "***Précision de la proposition d'avant-projet DCL-21508046 64948421 émis le 19-11-2013***"

Une équipe constituée de 13 personnes contribuera à l'analyse du projet SBR Pie-IX afin d'émettre un rapport d'avant-projet pour les travaux électriques qu'aura à effectuer Hydro-Québec dans le cadre du dit projet.

Les ressources pour la préparation du projet sont :

1 Agent planification du réseau (plan de manœuvre pour segmenter le projet)*
1 Agent aérien*
2 Agents souterrains*
1 Chef des Opérations*
1 Chef Projet *

** les heures des ressources ci-dessus ne sont pas incluses dans le coût de la proposition d'avant-projet*

Les ressources de l'unité Projets Spéciaux sont :

1 Dessinateur : 350 heures
2 Techniciens électrique souterrain : 476 heures
1 Technicien civil : 380 heures
1 Ingénieur électrique : 417 heures
1 Ingénieur civil : 430 heures
1 Technicien Chef de groupe (responsable du dossier /ingénierie aérienne et souterraine) : 1386 heures

Total des heures estimées :

Heures estimées : 3439 heures

Pour déterminer le coût de l'ingénierie les taux ci-dessous ont été appliqués :

Taux de facturation avril 2013 :

143$/heure : Technicien et Ingénieur
109$/heure : Dessinateur

Taxes : TPS et TVS en vigueur (non incluses)

Thammabal 29-04-2014

Préparé par Thammabal Philaphandeth
Technicien Intermédiaire (responsable du projet)

Patrick 29-04-2014

Approuvé par Patrick Lefebvre
Chef Projet Spéciaux Montréal, intérimaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1145322001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour la somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Notre intervention se limite à confirmer que, conformément au paragraphe 8 de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes* , la Ville peut octroyer de gré à gré un contrat de services à Hydro-Québec car cette société d'état est en situation de monopole dans le domaine de l'électricité.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-28323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1145322001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation des plans et devis relatifs aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour la somme maximale estimée à 528 000 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

- D'approuver un contrat de services professionnels de gré à gré au montant de 528 000.00 $ taxes incluses à Hydro Québec pour les travaux mentionnés dans l'objet au projet intégré du SRB Pie IX.
- D'autoriser pour cette fin, une dépense de 528 000.00 $, incluant taxes,

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'Agence métropolitaine de transport (AMT) laissant ainsi un impact nul sur l'emprunt à la charge des contribuables. Les informations financières se présentent comme suit :

IMPUTATION :

75007 Reconstruction du boulevard Pie IX pour SRB-Portion Ville

Projet investi : 75007 Reconstruction du boulevard Pie IX pour SRB-Portion Ville
Sous projet investi : 1475007-001-Réalisation plan et devis SRB Pie IX Hydro Québec Services professionnels
Projet Simon: 152532
Requérant : Direction Grands projets/Transport

	2014	2015	2016	ult.	Total
BRUT	476	-	-	-	476
B.F.	476	-	-	-	476
NET	0				0

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux

informations financières indiquées ci-bas:

Information comptable (en dollars)

Provenance:

	Crédits	Dépenses
6101.7713001.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **13-001** Implantation d'un système rapide par bus	476 270.92 $	528 000.00 $

Un engagement de gestion no **CC45322001** au montant de **476 270.92 $** est inscrit au compte de provenance.

Imputation:

	Crédits	Dépenses
6101.7713001.802701.03107.54590.000000. 0000.152532.000000.17020.00000 Réalisation plan et devis SRB Pie IX Hydro Québec Services professionnels	476 270.92 $	528 000.00 $

Le virement de crédits sera fait au compte d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge WALLEND
Préposé au budget

Tél : (514) 872-3712

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS
Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Aminata SEYDI
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-6205

Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.16

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention, d'une durée approximative de trois ans, par lesquels Veolia ES Canada Services Industriels inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12814 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-16 09:09

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du présent dossier décisionnel, deux contrats sur trois ont été approuvés en décembre 2013 et ont été octroyés à l'adjudicataire Veolia ES Canada Services Industriels inc. Le contrat 1 a été retiré à la séance tenante du conseil municipal du 16 décembre 2013 (CM13 1141) à la suite d'une injonction provisoire obtenue par National Vacuum. la compagnie ayant obtenu la deuxième meilleure évaluation dans le processus d'appel d'offres.
Décision(s) antérieure(s) :

CM13 1141 - 16 décembre 2013 - Approuver 2 projets de convention, d'une durée approximative de trois ans, par lesquels Veolia ES Canada Services Industriels inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal (Contrat 2 : 2 929 287,63 $ et Contrat 3 : 2 337 532,58 $), conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12814 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal MORISSETTE
Directrice principale, service de l'eau

514-280-4260
Tél :
Télécop. : 514-872-8503

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1134551004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 $ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Les inspections par CCTV permettent d'obtenir un diagnostic fiable sur l'état des conduites d'égout pour que la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) puisse identifier rapidement les conduites problématiques et mettre en place les étapes menant à la planification de son PTI. Les inspections CCTV permettent également de choisir et d'optimiser le type d'intervention final (réhabilitation ou reconstruction). Enfin, les informations obtenues permettent à l'équipe technique de la DGSRE d'informer les services centraux, notamment la Direction des transports et les arrondissements de l'état des infrastructures souterraines dans le cadre de la réalisation du Programme de réfection routière (PRR) ou de programme de développement.
Dans le cadre de la réfection des infrastructures du territoire, la DGSRE propose d'octroyer trois contrats sur une base pluriannuelle (2014-2016) pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée de conduites et de regards d'égout par caméra conventionnelle (CCTV) sur le réseau secondaire de la Ville de Montréal.

Un appel d'offres public a été publié par la Direction de l'approvisionnement dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 15 avril 2013. L'annonce a également été publiée dans le quotidien La Presse.

Ce dossier décisionnel concerne les 3 contrats.

Un premier addenda a été émis le 17 avril 2013 pour la raison suivante :

- Ajouter le bordereau de prix

Un deuxième addenda a été émis le 23 avril 2013 pour les raisons suivantes :

- Retirer l'article 3 des clauses administratives particulières car l'article 1.2 « Portée des travaux » à l'intérieur de la section 5 « Devis technique » traite déjà de la méthode d'adjudication.
- Modifier la liste des tronçons à récurer et à inspecter par rue pour l'année 1 du contrat 1 à l'arrondissement Sud-Ouest;
- Modifier la liste des tronçons à récurer et à inspecter par rue pour le contrat 1 (Unités Centre et Est) et ajouter des plans au contrat 3 (unité Sud);
- Remplacer la page sommaire pour les contrats 1, 2 et 3;
- Questions/réponses.

Un troisième addenda a été émis le 29 avril 2013 pour les raisons suivantes :

- Reporter la date d'ouverture des soumissions au 8 mai 2013;
- Fournir le no. du décret : 414-2013 (17 avril 2013);
- Questions/réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0566 - 17 juin 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 1,8 M$, taxes incluses /Approuver les avenants modifiant les conventions intervenues entre la Ville et Aquaréhab eaux usées inc. et la Ville et Véolia ES Canada Services Industriels - Augmenter le montant des contrats de 20 % soit de 6,3 M$ à 7,56 M$ taxes incluses pour Aquaréhab et de 2,7 M$ à 3,24 M$ taxes incluses pour Véolia afin d'effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards du réseau secondaire de la Ville de Montréal.
CM11 0480 - 23 juin 2011 - Accorder deux contrats de services professionnels d'une durée approximative de trois (3) ans, le premier à Aquaréhab Eaux Usées inc. pour une somme maximale de 6 300 000 $, taxes incluses, et le deuxième à Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour une somme maximale de 2 700 000 $, taxes incluses, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal. Appel d'offres publics 11-11529 - (3 soumissionnaires pour le contrat 1 et 2 soumissionnaires pour le contrat 2) / Approuver deux projets de convention à cette fin.

CE11 0095 - 26 janvier 2011 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la rétention de services professionnels relatifs à l'octroi de deux (2) contrats, d'une durée de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire par caméra conventionnelle (CCTV) sur le territoire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les résultats du plan d'intervention de la Ville de Montréal pour les infrastructures d'aqueduc et d'égout identifient un besoin d'investissements majeurs dans les réseaux d'égout. L'envergure des travaux qui doivent être réalisés au cours des prochaines années requiert l'engagement d'entreprises spécialisées dans l'inspection par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout.
Le présent dossier vise à octroyer trois (3) contrats d'une durée approximative de trois ans pour effectuer le récurage et l'inspection de conduites sur le réseau d'égout secondaire de la

Ville de Montréal. Le récurage des conduites est préalable aux inspections pour, d'une part, redonner aux conduites leur capacité hydraulique et, d'autre part, permettre d'effectuer les opérations d'inspections par caméras dans de bonnes conditions, sans entraves. Ce contrat est à taux unitaire au mètre linéaire qui diffère selon le diamètre des conduites. Ce taux unitaire inclut le récurage, l'inspection par caméra, l'analyse des résultats et la production de rapports.

L'appel d'offres a été séparé en 3 contrats distincts pour les raisons suivantes :

- Les quantités d'inspection et de nettoyage ont été augmentées de 30 % par rapport aux travaux en cours qui sont répartis en 2 contrats;
- La séparation géographique est plus simple;
- L'ajout d'un contrat de plus petite envergure permet d'ouvrir le marché aux entrepreneurs qui ont une moins grande capacité de réalisation.

Les tronçons de conduites qui sont inspectés et nettoyés mesurent en général entre 60 et 150 mètres. Les contrats en cours totalisent environ 400 kilomètres d'inspection et de nettoyage sur 3 années. Les 3 contrats, dont font l'objet de la présente demande, visent environ 600 kilomètres d'inspection et de nettoyage sur 3 années. Les demandes d'inspection arrivent à la suite des demandes de projets ou d'analyses de conduites d'égout par les unités de gestion de la DGSRE. Les documents d'appel d'offres ne comprennent pas de listes d'identification de tronçons à ausculter puisque la stratégie d'auscultation qui est en cours de réévaluation ne le permet pas. Une fois cette stratégie en place de manière définitive, il sera possible de produire des listes d'auscultation planifiées.

JUSTIFICATION

Le contrat 1

Les trois firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 1 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.;
- National Vacuum;
- Aquaréhab Eaux Usées inc.

Le contrat 2

Les deux firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 2 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.;
- Aquaréhab Eaux Usées inc.
- Cima+

Le contrat 3

Les deux firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 3 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.
- Aquaréhab Eaux Usées inc.
- Cima+

Résultats du Contrat 1:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Veolia ES Canada Services Industriels inc.	84.75	0,1698	7 937 179,55 $		7 937 179,55 $
National Vacuum	80.38	0,1693	7 699 915,99 $		7 699 915,99 $
Aquaréhab Eaux Usées inc.	81.75	0,1534	8 587 280,39 $		8 587 280,39 $
Dernière estimation réalisée			8 400 217,22 $		8 400 217,22 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(463 037,67) $ (5,51) %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(237 263,56) $ (2,99) %

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 1 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

Comme l'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire demeure très favorable à la Ville de Montréal (5,51 %), il est recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 7 937 179,55 $, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débuter les travaux par la Ville de Montréal.

Résultats du Contrat 2:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Veolia ES Canada Services Industriels Inc.	85,13	0,46	2 929 287,63 $		2 929 287,63 $
Aquaréhab Eaux Usées inc.	82,25	0,42	3 166 189,02 $		3 166 189,02 $
Dernière estimation réalisée			2 996 932,60 $		2 996 932,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(67 644,97) $ (2,26) %

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*	236 901,39 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	8,09 %

La firme Cima+ a été disqualifiée parce qu'elle n'a pas soumis de demande préliminaire à l'Autorité des marchés financiers comme exigé au devis.

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 2 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

Comme l'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire demeure favorable à la Ville de Montréal (2,31 %), il est recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 2 929 287,63 $, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débuter les travaux par la Ville de Montréal.

Résultats du Contrat 3:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Veolia ES Canada Services Industriels Inc.	84,88	5,77	2 337 532,58 $		2 337 532,58 $
Aquaréhab Eaux Usées inc.	82,00	5,75	2 294 057,20 $		2 294 057,20 $
Dernière estimation réalisée			2 101 438,32 $		2 101 438,32 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					236 094,26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					11,23 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					(43 475,38) $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(1,86) %

La firme Cima+ a été disqualifiée parce qu'elle n'a pas soumis de demande préliminaire à l'Autorité des marchés financiers comme exigé au devis.

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 3 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

L'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire est de 11,23 %. Le contrat comprend un plus grand pourcentage de conduites ovoïde de grands diamètres (5 % des conduites totales contre respectivement 0 % et 1 % pour les contrats 1 et 2). En effet, ces conduites sont plus difficiles à nettoyer et à inspecter et un plus grand pourcentage de boues s'y trouve. L'écart s'explique donc par le prix relatif à cet élément au bordereau qui est plus onéreux qu'estimé dû à la plus grande difficulté d'entretien. L'écart de ce pourcentage s'explique et demeure acceptable pour la Ville de Montréal. Il est donc recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 2 337 532,58 $, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débuter les travaux par la Ville de Montréal.

Octroi de contrat

Il est recommandé d'octroyer les contrats 1, 2 et 3 à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc., le soumissionnaire conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé à toutes les exigences du cahier des charges.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres sujet à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret 96-2013. L'adjudicataire a reçu son attestation de l'Autorité des marchés financiers en date du 10 octobre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour l'octroi de ces contrats de services professionnels pour l'année 2014 sont prévus au budget de fonctionnement de la DGSRE, du budget corporatif du Service de l'eau. Les crédits requis pour les années subséquentes du présent contrat seront priorisés lors de la confection des budgets de 2015 et 2016. Voir ci-dessous plus de détails pour ces trois contrats :

Contrat	2014 $	2015 $	2016 $	Total des contrats taxes incluses
Contrat 1 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	2 653 774,77	2 641 702,39	2 641 702,39	7 937 179,55
Contrat 2 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	980 453,34	974 417,15	974 417,15	2 929 287,64
Contrat 3 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	783 201,65	777 165,46	777 165,46	2 337 532,57

Total des contrats 1, 2 et 3	4 417 429,76	4 393 285,00	4 393 285,00	13 203 999,76

Les dépenses seront imputées à même l'enveloppe discrétionnaire du budget de fonctionnement de la DGSRE devant servir à l'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout en arrondissement. Le détail de ces imputations apparaît dans l'intervention financière du Service de l'eau. Les dépenses encourues en vertu de ces contrats de services professionnels sont entièrement assumées par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettent de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Connaître l'état du réseau d'égout;
- Alimenter la stratégie d'auscultation du réseau;
- Détecter des fuites dans le réseau d'eau potable;
- Aider à la prise de décision pour le renouvellement des réseaux d'égout.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces contrats procureront à la Ville :

- Une meilleure flexibilité dans la gestion et la planification des travaux;
- Une efficacité accrue dans la gestion des demandes ponctuelles et urgentes;
- Une diminution des délais d'exécution;
- Le développement d'une expertise très appropriée à nos besoins;
- La mise à jour du plan d'intervention de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux devraient commencer début février et se termineraient durant l'année 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude sont incluses aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres.
Ce dossier respecte les encadrements suivants :

- Politique de gestion contractuelle
- Politique d'approvisionnement

Ce dossier respecte également la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Janet MARCEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Yves BELLEVILLE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

George DEL RIO
Chef de division

Tél : 514 872-5270
Télécop. : 514 872-8082

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-11-15

Dominique DEVEAU
Directrice - Gestion stratégique des réseaux d'eau

Tél : 514 872-4023
Télécop. : 514 280-4269

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 $ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

Autorisation_Veolia_AMF 20131010.pdf

Analyse et evaluation des soumission - 1312814.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

George DEL RIO
Chef de division

Tél : 514 872-5270
Télécop. : 514 872-8082

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0215

Québec, le 10 octobre 2013

Veolia ES Canada Services Industriels inc.
À l'attention de : Monsieur Daniel Marc-Aurèle
1705, 3e avenue
Montréal (Québec) H1B 5M9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Véolia ES Canada Services Industriels inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0215 n° d'identification de l'Autorité : 2700008407

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DRAINAMAR
- ÉCOLOCYCLE
- ONYX INDUSTRIES
- RECYCLAGE YAMASKA
- SARP
- SARP DRAINAMAR
- VEOLIA ES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
- VEOLIA SE
- VEOLIA SERVICES A L'ENVIRONNEMENT

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Veolia ES Canada Services Industriels inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 1

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
National Vacuum	3,88	11,00	24,50	24,25	16,75	80,38	7 699 915,99 $	0,1693	2
Veolia	4,00	12,75	25,50	25,50	17,00	84,75	7 937 179,55 $	0,1698	1
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,25	16,25	81,75	8 587 280,39 $	0,1534	3
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Yves Belleville								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 2

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
0						-		-	
Veolia	4,13	12,75	25,50	25,75	17,00	85,13	2 929 287,63 $	0,46	1
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,50	16,50	82,25	3 166 189,02 $	0,42	2
0						-	- $	-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Yves Belleville								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 3

FIRME	présentation de l,offre 5%	compréhensiondummandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
#REF!						-		-	
Veolia	4,13	12,75	25,50	25,50	17,00	84,88	2 337 532,58 $	**5,7700**	**1**
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,25	16,50	82,00	2 294 057,20 $	**5,7540**	**2**
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	**Yves Belleville**								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
100000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 $ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Provenance:
Les crédits nécessaires proviendront de l'enveloppe discrétionnaire disponible au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) devant servir à l'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout en arrondissement. Les dépenses encourues en vertu de ces contrats sont entièrement assumées par la ville centrale.

Pour 2014, les crédits requis pour ces trois contrats sont prévus dans la base budgétaire (budget de fonctionnement.) La dépense totale, lorsque diminuée de la ristourne de la taxe fédérale, est à la hauteur de 4 225 325,83 $ en 2014 et de 12 629 787,99 $ qui représente la valeur totale des contrats. Puisque les contrats s'échelonnent jusqu'en 2016, les crédits nécessaires pour les exercices 2015 et 2016 seront priorisés dans la confection de ces budgets. Les imputations des dépenses sont selon le tableau sur la page suivante.

Imputations :

Contrat	Montants	Compte budgétaire	2014 $	2015 $	2016 $	Total
Contrat 1 Véolia ES Canada services industriels inc.	Avec les taxes	2130-0010000-112519-04161-54301-000000-0000-000768-056132-00000-00000	2 653 774,77	2 641 702,39	2 641 702,39	7 937 179,55
	Net (avec ristourne)	Fonds de l'eau local/Budget régulier/Réhabilitation et auscultation des réseaux/Réseaux	2 538 368,17	2 526 820,79	2 526 820,79	7 592 009,75

		d'égout/Hon.prof. scientifiques et génie/Général/Entretien des conduites d'égout - inspection et diagnostic - CCTV/Auscultation				
Contrat 2 Véolia ES Canada services industriels inc.	Avec les taxes	2130-0010000-112519-04161-54301-014201-0000-000768-056132-00000-00000	980 453,34	974 417,15	974 417,15	2 929 287,63
	Net (avec ristourne)	Fonds de l'eau local/Budget régulier/Réhabilitation et auscultation des réseaux/Réseaux d'égout/Hon.prof. scientifiques et génie/Services d'ingénierie/Entretien des conduites d'égout - inspection et diagnostic - CCTV/Auscultation	937 815,66	932 041,97	932 041,97	2 801 899,61
Contrat 3 Véolia ES Canada services industriels inc.	Avec les taxes	2130-0010000-112519-04161-54301-000000-0000-000768-056132-00000-00000 Fonds de l'eau local/Budget régulier/Réhabilitation et auscultation des réseaux/Réseaux d'égout/Hon.prof. scientifiques et génie/Général/Entretien des conduites d'égout - inspection et diagnostic - CCTV/Auscultation	783 201,65	777 165,46	777 165,46	2 337 532,58
	Net (avec ristourne)		749 142,00	743 368,31	743 368,31	2 235 878,63
Total contrats 1, 2 et 3	Avec les taxes		4 417 429,76	4 393 285,01	4 393 285,01	13 203 999,77
	Net (avec ristourne)		4 225 325,83	4 202 231,08	4 202 231,08	12 629 787,99

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2013-11-28

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3354

Claude BÉDARD
Chef de section

Tél : 514 280-4267
Division : Administration et plan d'affaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 $ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 13-12814
· Titre : S.P. Récurage et inspection télévisés des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans)

Mandat: Récurage et inspection télévisés des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle.

· Date de lancement : 15 avril 2013
· Date d'ouverture : 8 mai 2013

· Preneurs du cahier des charges (10) :

Aqua data inc.	**Aquaréhab (canada) inc.**
Cima+ inc.	**Dassylol inc.**
Kelly Sani-Vac inc.	**Les canalisations Karic inc.**
National Vacuum services égout-aqueduc inc.	**Nordikeau inc.**
SSE inc.	**Véolia ES services industriels inc.**

· Soumissions reçues (4)

National Vacuum services égout-aqueduc inc.	**Cima+ inc.**
Véolia ES services d'assainissements inc.	**Aquaréhab (canada) inc.**

· Analyse de soumission :

Les propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection. La firme National Vacuum services d'égout-aqueduc inc a déposée une offre pour le contrat 1, et Cima+ inc pour les contrats 2 et 3. Les deux autres soumissionnaires ont déposés une offre pour les trois contrats. Les offres déposées par les firmes Véolia et Aquarehab présentent des équipes distinctes pour chaque contrat. Le comité de sélection a donc procédé à une évaluation distincte des firmes pour chaque contrat ce qui explique la variation dans la note attribuée.
La firme Cima+ inc. n'a pas obtenue une autorisation de l'autorité des marchés financiers tel que demandé à l'article 6 des clauses administratives particulières selon le décret 414.2013 du 17 avril 2013. Donc même si cette firme avait été évaluée lors du comité de sélection elle a été déclarée non conforme.

· **Rencontre du comité de sélection: 30 mai 2013 à 14h00 au 9515 St-Hubert à la salle de direction.**

· **Grille d'évaluation :** tableau comité de sélection.pdf

· **Résultat de l'évaluation :**

L'offre de la firme **Véolia ES Canada services industriels inc.** , a obtenu la plus haute note de passage requise, en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres et ce pour chacun des trois contrats, est retenue pour recommandation par le comité de sélection.
Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de **Véolia ES Canada services industriels inc.** pour le projet cité en titre, pour le contrat #1 une somme maximale de **7 937 179.55$,** pour le contrat # 2 une somme maximale de **2 929 287.63$** et le contrat #3 pour **une somme maximale de 2 337 532.58$** incluant toutes les taxes applicables,

---

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-02

Pierre ST-JEAN
Chef de section
Tél : 514-872-7381
Division : Acquisition de biens et services

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 1

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
National Vacuum	3,88	11,00	24,50	24,25	16,75	80,38	7 699 915,99 $	0,1693	2
Veolia	4,00	12,75	25,50	25,50	17,00	84,75	7 937 179,55 $	0,1698	1
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,25	16,25	81,75	8 587 280,39 $	0,1534	3
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Yves Belleville								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 2

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
0						-		-	
Veolia	4,13	12,75	25,50	25,75	17,00	85,13	2 929 287,63 $	0,46	1
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,50	16,50	82,25	3 166 189,02 $	0,42	2
0						-	- $	-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Yves Belleville								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

13-12814 - récurage et inspection télévisé des conduites et des regards d'égout par caméra conventionnelle (3 ans) contrat 3

FIRME	présentation de l,offre 5%	compréhensiondummandat et de la problématique 15%	capacité de production et échéancier 30%	expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
#REF!						-		-	
Veolia	4,13	12,75	25,50	25,50	17,00	84,88	2 337 532,58 $	**5,7700**	**1**
Aquaréhab	3,75	12,25	25,25	24,25	16,50	82,00	2 294 057,20 $	**5,7540**	**2**
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	**Yves Belleville**								

Comité	
Date	mercredi 22-05-2013
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
100000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 $, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 $ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Puisque dans l'appel d'offres relatif au présent contrat, les soumissions devaient être évaluées suivant un système de pondération et d'évaluation des offres, en vertu du paragraphe 1 du 2e alinéa de l'article 573.1.0.1.1, le contrat doit être adjugé au soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage final. En vertu de l'article 87 (7) de la *Charte de la Ville de Montréal* , le Conseil municipal est compétent pour octroyer les trois contrats à Veolia ES Canada Services Industriels Inc.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-06

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-28323
Division : Droit contractuel

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Véolia ES Canada services industriels inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 77 boulevard St-Rémi, Québec, Québec, J0L 2L0, agissant et représentée par M. Éric Isabelle, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 6 mai 2013;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 824216014RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1213846244TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : la directrice de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 15 avril 2013 relatifs au récurage et l'inspection télévisée de conduites et des regards d'égouts par caméra conventionnelle (CCTV) – Contrat #1;

1.3

1.4 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 8 mai 2013.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser le récurage et l'inspection télévisée de conduites et des regards d'égouts du réseau secondaire de la ville de Montréal par caméra conventionnelle (CCTV).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de sept millions neuf cent trente-sept mille cent soixante-dix-

neuf dollars et cinquante-cinq cents (7 937 179,55 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Le Contractant doit soumettre au Directeur une facture par rue et par arrondissement.

À chaque deux (2) semaines ou à la date déterminée par le Directeur, le Contractant doit produire, dans la forme prescrite par le Directeur, les factures des travaux réalisés les deux (2) semaines précédentes.

À la fin de chaque année du contrat, dans un délai maximum de 90 jours calendrier, l'Entrepreneur transmet, par écrit, au Directeur la confirmation que l'ensemble des factures de l'année écoulée lui ont été transmises.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11

RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le e jour de 20

Véolia ES Canada services industriels inc.

Par : _____
Éric Isabelle, Directeur divisionnaire

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert, à des fins de rue, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain connue et désignée comme étant formée des lots 4 915 315, 4 915 316, 4 915 317, 4 915 318, 5 306 221 et 5 306 716 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 657,9 m^2, située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour la somme de 143 291,94 $, taxes incluses, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, cette dépense étant entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-28 16:14

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1121027001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des travaux de réaménagement de l'intersection des boulevards Cavendish et Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, Direction des infrastructures a mandaté la Direction des stratégies et des transactions immobilières (la « DSTI ») afin d'acquérir des parcelles de terrains situées du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish. Ces emplacements sont illustrés sur les plans A, B, C et P joints au présent dossier décisionnel.
Ces acquisitions sont nécessaires afin de compléter le prolongement du boulevard Cavendish Nord entre les boulevards Poirier et Henri-Bourassa Ouest. De plus, la Ville procédera à la construction d'un mail central et à l'installation d'un système d'éclairage et de feux de circulation à l'angle des boulevards Henri-Bourassa Ouest et Cavendish. Cela aura pour effet d'améliorer la circulation, la sécurité des intersections et permettra une meilleure accessibilité à l'école primaire Enfants-Du-Monde que la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys a réaménagée sur la rue Marcel, au nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest.

Étant donné les travaux imminents et afin de respecter les échéanciers, la DSTI a négocié avec les représentants des propriétaires du terrain, l'occupation immédiate (juin 2011) des parties des lots, permettant ainsi à la Ville de procéder rapidement aux travaux de

construction, et ce, préalablement à la signature de l'acte de vente. Conséquemment, les travaux furent complétés à l'automne 2012 par l'installation des abribus. Lors de la mise à jour des certificats de localisation des promettant-vendeurs, il fut constaté que deux abribus avaient été positionnés par erreur sur une partie de leur propriété. De ce fait, deux autres opérations cadastrales ont dû être réalisées en mai 2013 (complétées en août 2013) afin de régler ces empiètements. Cela explique pourquoi il n'a pas été possible de présenter ce dossier pour approbation plus rapidement.

La Division de la sécurité et de l'aménagement voudrait affecter des montants qui sont prévus au projet 59009 – Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel du PTI en 2014 au projet 55841 - Raccordement des boulevards Cavendish et Henri-Bourassa, afin de couvrir les dernières dépenses concernant l'acquisition de terrains.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver l'acquisition des lots 4 915 315, 4 915 316, 4 915 317, 4 915 318, 5 306 221 et 5 306 716 anciennement connus comme étant une partie des lots 2 191 341, 2 191 340, 2 391 901 et 2 391 902 du cadastre du Québec, ayant une superficie totale de 657,9 m^2, pour la somme de 143 291,94 $, taxes incluses et de faire approuver le virement budgétaire entre projets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 08 0571 - 3 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure pour les propriétés situées aux 5700-5900 et 5900-5930 boulevard Henri-Bourassa afin de régulariser la marge avant suite au prolongement du boulevard Cavendish.
CA11 080508 - 5 juillet 2011 - Accorder une dérogation mineure pour les propriétés situées aux 5700-5800, 5900-5930, 6080-6150, 5950-6040, boulevard Henri-Bourassa afin de régulariser la marge avant suite au prolongement du boulevard Cavendish.

CE11 0757 - 25 mai 2011 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Développement Terramax inc. le lot 4 708 730 du cadastre du Québec aux fins de réaménagement de l'intersection situées du côté sud-ouest du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-ouest de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish.

CE11 0142 - 9 février 2011 - Autoriser le lancement de trois appels d'offres publics afin de réaliser des travaux de construction et reconstruction dans les boulevards Henri-Bourassa Ouest et Cavendish, arrondissement de Saint-Laurent.

CG09 0109 - 30 avril 2009 - Octroyer un contrat aux Constructions Infrabec inc. pour la construction d'une conduite d'eau principale, d'un égout sanitaire, d'un égout pluvial et d'une conduite d'eau secondaire, là où requis, d'un pavage, des trottoirs, d'un mail central et d'une piste cyclable dans le prolongement du boulevard Cavendish.

CM08 1095 - 15 décembre 2008 - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant de la compétence du conseil de la Ville.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert une lisière de terrain formée des lots suivants :

· le lot 4 915 315 du cadastre du Québec, d'une superficie de 240 m^2;

· le lot 4 915 316 du cadastre du Québec, d'une superficie de 183,8 m^2 ;

· le lot 4 915 317 du cadastre du Québec, d'une superficie de 152,1 m^2;

· le lot 4 915 318 du cadastre du Québec, d'une superficie de 77,8 m^2;

· le lot 5 306 221 du cadastre du Québec, d'une superficie de 3,5 m^2;

· le lot 5 306 716 du cadastre du Québec, d'une superficie de 0,7 m^2.

La superficie totale de ces emplacements est de 657,9 m^2 et sont situés du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Les propriétaires de ces lots sont la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée ci-après appelés «promettant vendeur» ont leurs place d'affaires à Ottawa et au Manitoba respectivement. De ce fait, la DSTI a dû négocier cette acquisition avec leurs représentants légaux, engendrant ainsi des frais (notaires, avocats et évaluateur agréé). De plus, l'acquisition par la Ville de parties de lot a nécessité des opérations cadastrales ayant pour conséquence des frais additionnels pour les promettant-vendeurs tels les coûts pour la préparation, l'obtention, la publication des consentements hypothécaires et mainlevée et dans un cas le paiement de frais d'administration au créancier. Enfin, une mise à jour des certificats de localisation de leur propriété devrait leur être remise.

JUSTIFICATION

L'acquisition des lots 4 915 315, 4 915 316, 4 915 317, 4 915 318, 5 306 221 et 5 306 716 du cadastre du Québec est conforme au mandat qui a été confié à la DSTI par le le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, Direction des infrastructures. Celle-ci aura pour effet de régulariser les titres de propriété de la Ville compte tenu que les travaux sont maintenant terminés.
Ces acquisitions rencontrent également les objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, chapitre de l'arrondissement de Saint-Laurent. Le prolongement du boulevard Cavendish et son raccordement au boulevard Toupin permettent de désenclaver ce secteur tout en favorisant son développement et son accessibilité.

Par ailleurs, les travaux ont permis d'améliorer la circulation, la sécurité des intersections en plus de permettre une meilleure accessibilité à l'école primaire Enfants-Du-Monde. La clientèle qui fréquente cette école provient majoritairement des secteurs Bois-Franc et Saint -Laurent.

Pour tous ces motifs, ce projet d'acte est soumis aux autorités municipales pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de cette acquisition est de 124 068,64 $, plus les taxes lorsqu'applicables, soit 71 060 $ pour le terrain (108 $/$m^2$) et 53 008,64 $ en frais divers. Selon la Section de l'évaluation immobilière de la DSTI, la valeur marchande du terrain, en date de février 2010, est établie entre 58 400 $ et 65 600 $(88,8 $/$m^2$ et 99,7 $/$m^2$). Le détail du montant d'acquisition est expliqué ci-dessous. En ce qui concerne la valeur inscrite au rôle foncier, celle-ci est de 59 900 $ (91 $/$m^2$) pour l'exercice 2011. Par ailleurs, l'acquisition par la Ville des parties de lot rend caducs les certificats de localisation des quatre (4) propriétés des promettant-vendeurs. À cet effet, la Ville s'est engagée à effectuer une mise à jour desdits

certificats de localisation. Le montant pour la mise à jour est de 5 980 $, plus les taxes applicables, qui sera payé par décision déléguée.
Notons toutefois que la Ville occupe les terrains des promettant-vendeurs depuis mai 2011.

· Achat des terrains 71 060 $ avant taxes

· Troubles et ennuis 6 396 $[1] non taxable

· Frais pour les représentants du vendeur 37 941,75 $ [2] taxes incluses

· Mainlevée et consentement hypothécaire 3 670,89 $ [3] taxes incluses
· Frais administratifs bancaires 5 000 $ [4] non taxable

En ce qui concerne les frais divers au montant de 53 008,64 $ (6 396 $+37 941,75 $+ 3 670,89 $+ 5000 $), il est important de noter qu'un montant de maximum de 33 000 $ plus taxes est consacré aux frais des représentants légaux des promettant-vendeurs. Tel qu'indiqué précédemment, il fut constaté, à la fin des travaux de la Ville, que deux abribus avaient été positionnés par erreur sur une partie des propriétés des promettant-vendeurs. Afin de régler cette situation, trois alternatives ont été envisagées pour régler cette situation, à savoir :

1. Les dalles des abribus et le mur de soutènement d'un des abribus sont démolis et repositionnés sur la propriété de la Ville, à savoir sur les lots 4 915 316 et 4 915 318.

2 Les dalles de béton, le mur de soutènement et les deux abribus restent en place et nous effectuons une nouvelle opération cadastrale afin de tenir compte de leur emplacement respectif.

3 Les dalles de béton, le mur de soutènement et les deux abribus restent en place et une servitude de tolérance est accordée à la Ville. Cette solution évite les opérations cadastrales nous permettant de finaliser le dossier rapidement.

Selon notre estimation la solution # 1 représentait une dépense de l'ordre de 29 500 $ plus taxes. De plus, cette solution impliquait la démolition de deux structures nouvellement construite. Conséquemment, nous avons convenu, avec les représentants légaux des promettant-vendeurs, de régler le problème des empiètements des abribus avec la solution n^{o} 2 puisque les représentants-légaux n'acceptaient pas la 3^{e} solution. Il est à noter que les frais pour les représentants légaux ont dû être majorés de 15 000 $, compte tenu du travail supplémentaire requis, conséquence de l'erreur de positionnement des abribus.

Par ailleurs, le coût réel associé aux frais des représentants légaux des promettant-vendeurs est de 35 883,76 $ avant taxes, soit 2 883,76 $ de plus que ce qui est payé par la Ville. Selon notre expérience, le coût d'une expropriation pour ce type de dossier aurait été plus élevé que le coût total de la présente acquisition. À noter que la Ville aurait à payer de tels frais dans le cadre d'une expropriation.

La solution retenue représente donc la meilleure alternative pour la Ville, dans les circonstances.

Une caractérisation environnementale des sols (phase 2) a été effectuée au mois de mai 2010. À la lumière des résultats obtenus au cours de cette étude, les sols situés le long du boulevard Henri-Bourassa Ouest respectent les critères d'usage du site projeté.

Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale, mais pour ce faire, un

virement entre projet de 124 068,64 $ est nécessaire pour la totalité de la dépense en provenance du projet 59009 « Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel » vers le projet 55841 « Raccordement des boulevards Cavendish et Henri-Bourassa Ouest ».

[1] En expropriation, le tribunal administratif accorde généralement 10 % du montant établi pour la valeur du terrain à titre de troubles et ennuis.

[2] Il s'agit des frais exigés par les représentants du vendeur tels notaire, avocat et évaluateur agréé. Les taxes sont incluses étant donné qu'elles ont été payées par le client et que celui-ci ne peut plus les recouvrir depuis janvier 2013.

[3] Tel que négocié « tous les frais payables engendrés par telles opérations cadastrales seront acquittés par la Ville ».

[4] Il s'agit de frais exigé par le groupe financier de la Banque Nationale pour accorder une mainlevée.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettent d'améliorer les déplacements en privilégiant le transport collectif et cycliste, et en préservant la quiétude des milieux résidentiels (plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, chapitre de l'arrondissement de Saint-Laurent). De plus, celle-ci est conforme au plan de développement durable 2010-2015 (réduire la dépendance à l'automobile en favorisant le transport collectif et actif).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette acquisition a permis de réaliser les travaux prévus sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest à l'intersection Ouest du boulevard Cavendish (prolongement) élaboré dans le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, chapitre de l'arrondissement de Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les travaux ont débuté à l'été 2011. Une opération de communication a été réalisée à ce moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas (travaux terminés)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, notamment à la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Éric PAQUET)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Stéfan GALOPIN)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-2042
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

Résumé de transaction.doc

Plan A.pdfPlan B.pdfPlan C.pdf Plan P.doc

Registre WCB.pdf

caractérisation environnementale des sols.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-2042
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1121027001 / Mandat 09-0169-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Acquisition
- Endroit : Lisière de terrain située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.
- Superficie : Lot 4 915 315 du cadastre du Québec, d'une superficie de 240 m^2
  Lot 4 915 316 du cadastre du Québec, d'une superficie de 183,8 m^2
  Lot 4 915 317 du cadastre du Québec, d'une superficie de 152,1 m^2
  Lot 4 915 318 du cadastre du Québec, d'une superficie de 77,8 m^2
  Lot 5 306 221 du cadastre du Québec, d'une superficie de 3,5 m^2
  Lot 5 306 716 du cadastre du Québec, d'une superficie de 0,7 m^2
- Superficie totale : 657,9 m^2 (7 081 pi^2)
- Zonage : Commercial et industriel
- Particularités : Société canadienne d'hypothèque et de logement et Immeubles WCB limitée ont leur place d'affaires à Ottawa et au Manitoba respectivement, ce qui explique que la DSTI a dû négocier cette acquisition avec les représentants légaux des vendeurs, engendrant ainsi des frais professionnels.

Vendeur : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée.
Représentées par : Heenan Blaikie
Marjolaine Ares, notaire
1250 boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Tél. : 514 846-7056

Acquéreur : Ville de Montréal

Prix : Le montant total de cette acquisition est de 124 068,64 $, plus les taxes applicables. Le montant avec taxes, déduction faites des ristournes, est de 143 291,94 $.

Terrain	71 060,00 $ [1]	(108 $/$m^2$)
Troubles et ennuis	6 396,00 $ [2]	
Frais professionnel du vendeur	37 941,75 $ [3]	
Main levée et consentement hypothécaire	3 670,89 $ [3]	
Frais administratifs bancaires	5 000,00 $ [2]	
Certificat de localisation	5 980,00 $ [1]	

[1] Montant avant les taxes
[2] Montant non taxable
[3] Les taxes sont incluses étant donné qu'elles ont été payées par le client et que celui-ci ne peut plus les recouvrir depuis janvier 2013

Juste valeur marchande : Entre 58 400 $ et 65 600 $ (88,8 $/$m^2$ et 99,7 $/$m^2$)

- En date du : 24 février 2010

Contamination : Non

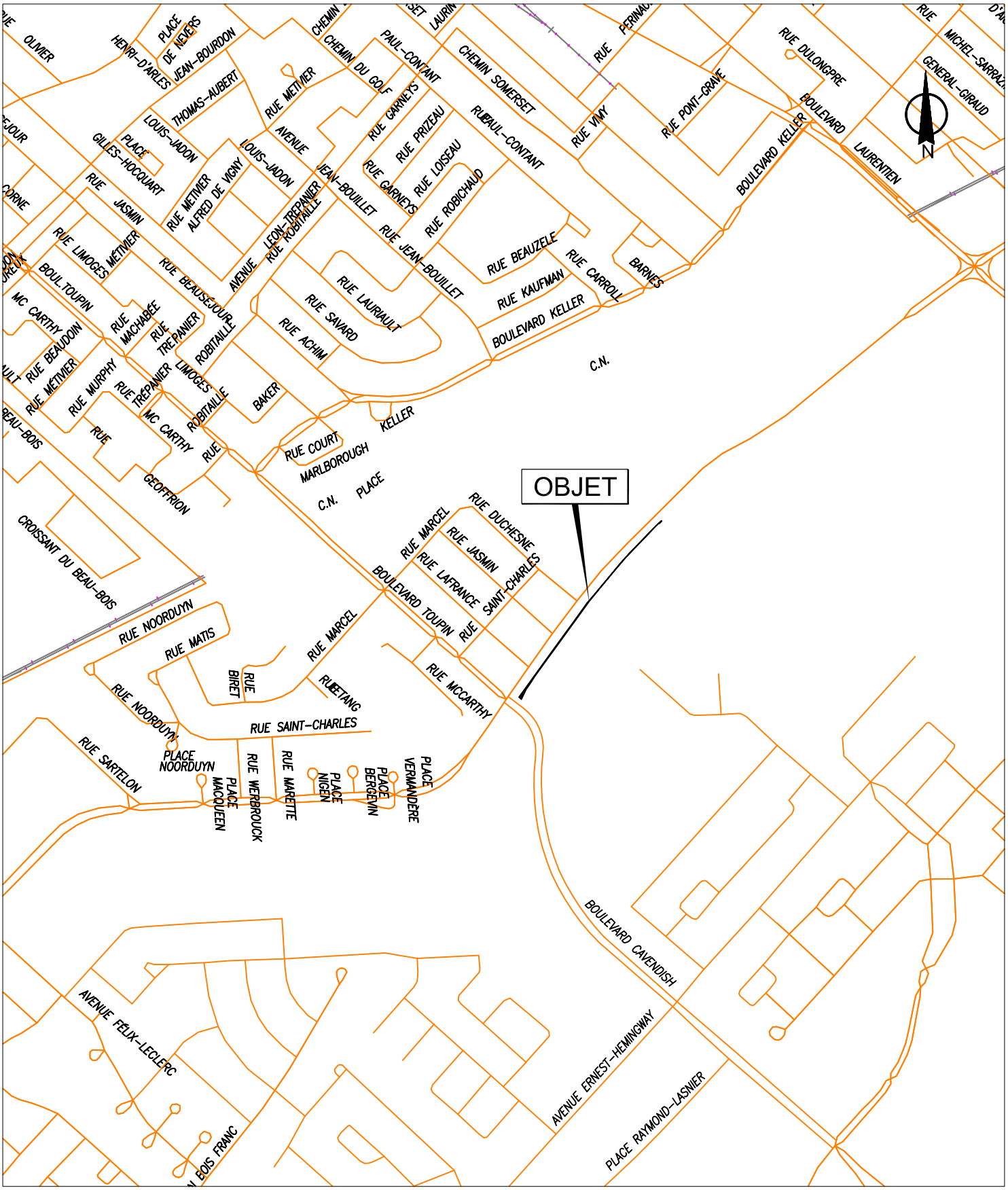
Coût d'achat : Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier (2011 : 59 900 $ (91 $/$m^2$)

Raison du prix d'achat : Il s'agit du prix minimum acceptable par le vendeur sous lequel ce dernier aurait cessé de négocier. Le prix d'acquisition représente la conclusion d'une négociation de gré à gré.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Roger Grondines	Téléphone : 2-2042	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

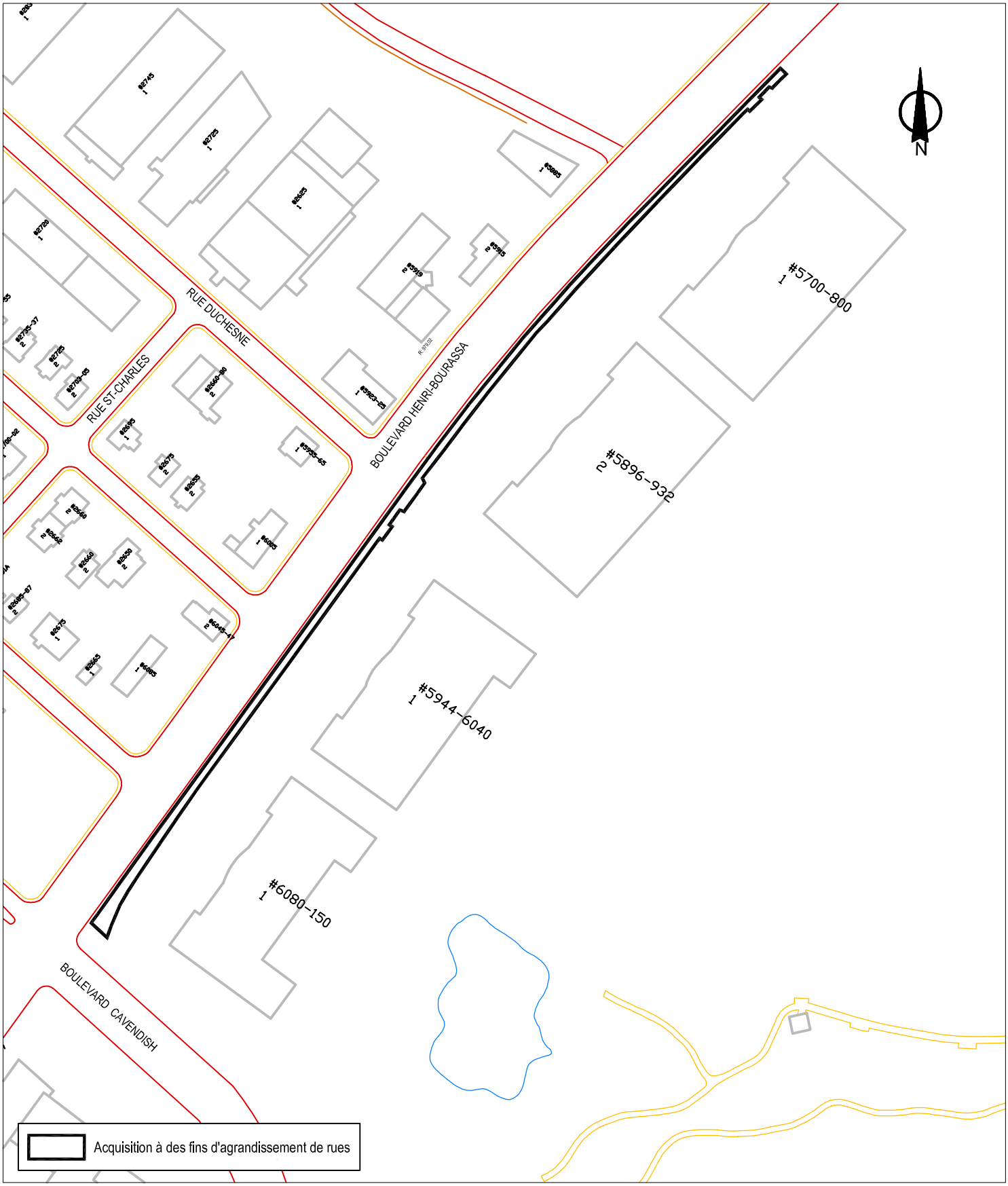


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Saint-Laurent
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0646-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 13-11-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

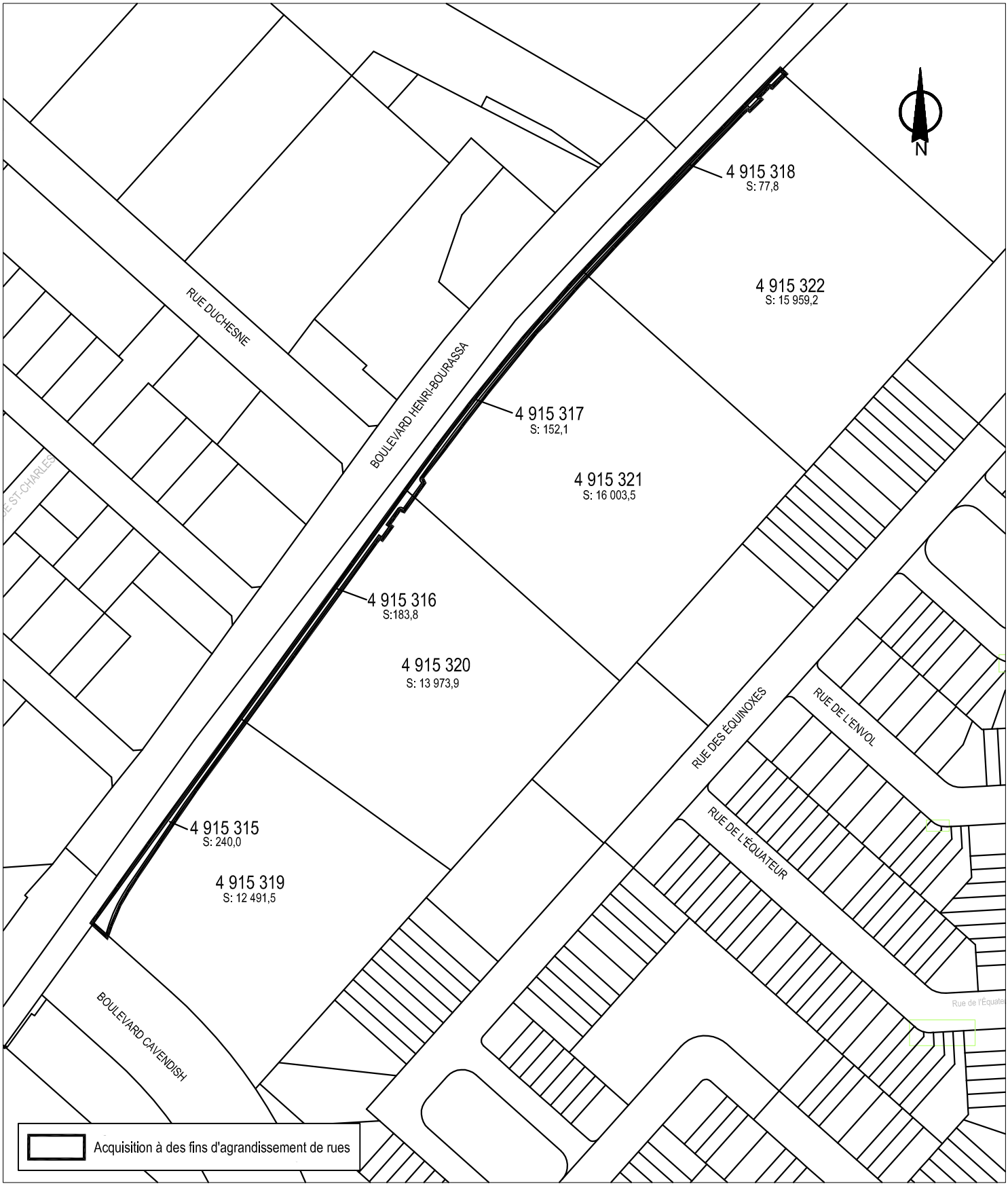


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Saint-Laurent
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0646-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:2200
Date : 17-04-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



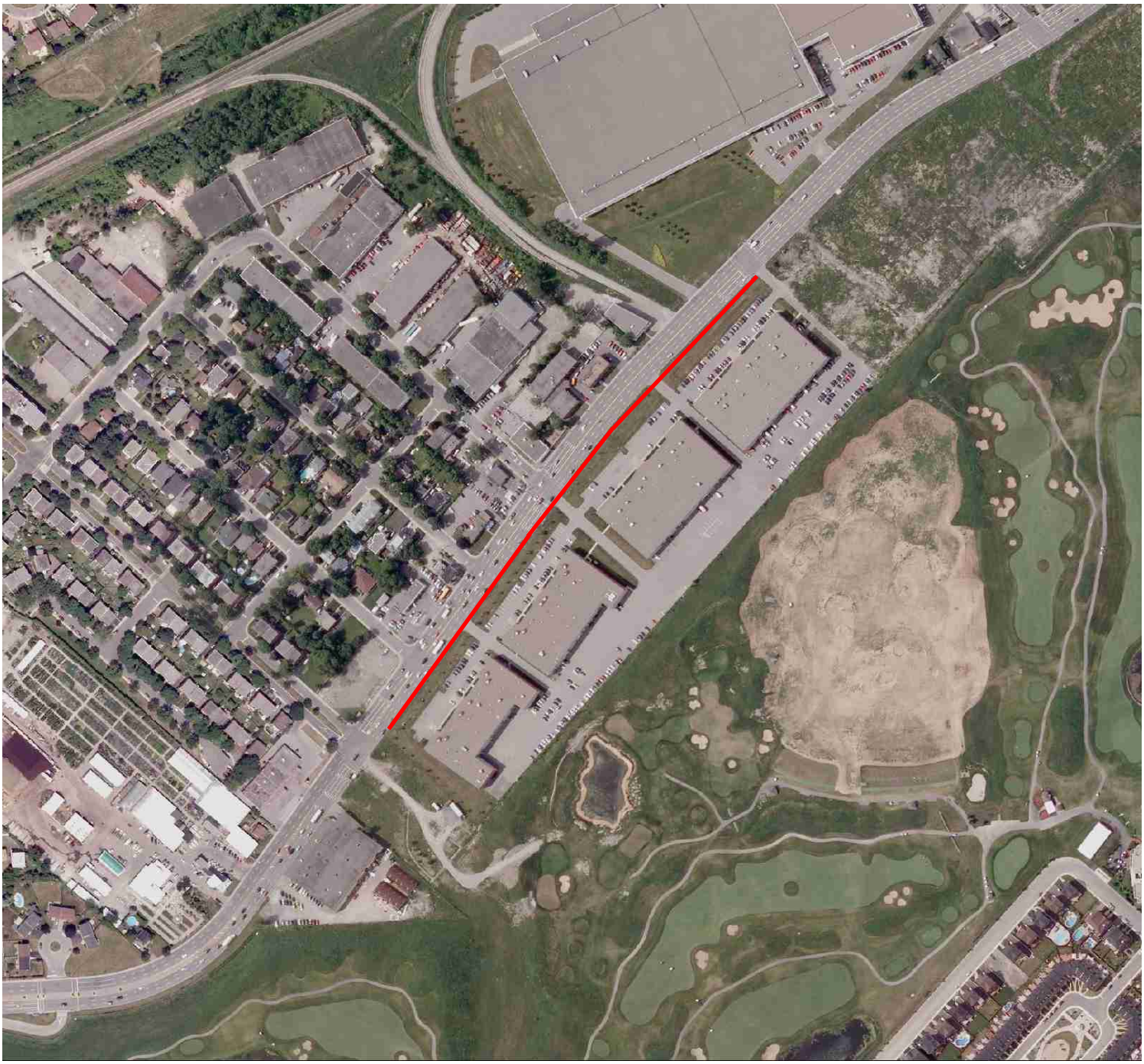
SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Saint-Laurent
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0646-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:2200
Date : 17-04-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-0646-01
Dessinateur : CL
Date : 17-04-12

Saint-Laurent
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2012-11-14 09:26:24

Informations générales

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1163359566
Nom	WCB REALTY LIMITED

Adresse du domicile

Adresse	333, BROADWAY WINNIPEG (MANITOBA) R3C4W3

Adresse du domicile élu (adresse de correspondance)

Entreprise

Nom	MCMILLAN S.E.N.C.R.L.,S.R.L./LLP

Adresse	1000, RUE SHERBROOKE OUEST,27E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A3G4

Immatriculation

Date d'immatriculation	2005-11-23 00:00:00
Statut	Immatriculée
Date d'entrée en vigueur du statut d'immatriculation	2005-11-23 00:00:00
Date de cessation prévue	Aucune date de cessation n'est prévue.

Forme juridique

Type	Compagnie

Date de formation	2003-07-15 00:00:00 Constitution
Lieu de constitution (province, État, pays)	CANADA
Régime constitutif	CANADA : Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) c. C-44
Régime courant	CANADA : Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2012-04-13 09:32:45
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2012-04-13 09:32:44 2011
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2012	2013-07-01 00:00:00
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2011	2012-07-01 00:00:00

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

La personne morale n'a fait l'objet d'aucune fusion ou scission.

Continuation et autre transformation

La personne morale n'a fait l'objet d'aucune continuation ou autre transformation.

Liquidation ou dissolution

L'entreprise ne fait pas l'objet d'une liquidation ou d'une dissolution.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7612
Description	Agences immobilières
Précisions (facultatif)	IMMOBILIER

2e secteur d'activité

Activité non déclarée

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	Aucun

Actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	THE WORKERS COMPENSATION BOARD OF MANITOBA
Adresse	333, BROADWAY WINNIPEG (MANITOBA) R3C4W3

Liste des administrateurs

Nom	MCCARTHY, LYNNE
Fonction	Secrétaire
Date de début du mandat	
Date de fin du mandat	
Adresse	196, AVENUE HARVARD WINNIPEG (MANITOBA) R3M0K6

Nom	MAHARAJ, WINSTON
Fonction	Président
Date de début du mandat	2012-01-26
Date de fin du mandat	
Adresse	22 PLACE ATTLEY WINNIPEG (MANITOBA) R3P1N7 CANADA

Nom	TRANN, LORENA
Fonction	Vice-président
Date de début du mandat	2012-01-26
Date de fin du mandat	
Adresse	3 CH. HARVEST E ST-PAUL (MANITOBA) R2E0L5 CANADA

Nom	SEXSMITH, DOUG
Fonction	Président
Date de début du mandat	
Date de fin du mandat	2011-12-23
Adresse	35, MARCOUX PL. WINNIPEG (MANITOBA) R3X1J5

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Président
Il n'y a pas de président.

Secrétaire
Il n'y a pas de secrétaire.

Principal dirigeant
Il n'y a pas de principal dirigeant.

Fondé de pouvoir

Nom	MCMILLAN S.E.N.C.R.L., S.R.L./LLP
Adresse	1000 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A3G4 Canada

Administrateurs du bien d'autrui

Il n'y a pas d'administrateur du bien d'autrui.

Établissements

Il n'y a aucun établissement.

Documents

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Type de document	Date de traitement
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-04-13 09:32:45
Déclaration annuelle 2010	2011-06-28 15:27:51
État et déclaration de renseignements 2009	2010-02-19 00:00:00
État et déclaration de renseignements 2008	2009-04-07 00:00:00
Déclaration annuelle 2007	2009-01-17 00:00:00
Déclaration annuelle 2006	2009-01-17 00:00:00
Déclaration modificative	2009-01-17 00:00:00
Avis de défaut	2008-11-14 00:00:00
Avis de défaut	2008-09-08 00:00:00
Déclaration modificative	2006-03-23 00:00:00
Déclaration d'immatriculation	2005-11-23 00:00:00

Nom et autres noms utilisés au Québec

Date de mise à jour de l'index des noms	2005-11-23 00:00:00

Nom

Nom	Version(s) du nom dans une autre langue	Date d'entrée en vigueur	Date de fin d'utilisation	Situation
WCB REALTY LIMITED		2003-07-15		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Version(s) du nom dans une autre langue	Date d'entrée en vigueur	Date de fin d'utilisation	Situation
IMMEUBLES WCB		2005-11-23		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

LVM
TECHNISOL

Le 11 mai 2010

Monsieur Éric Chartier, géo.
Ville de Montréal
Service des infrastructures, transport et environnement
Division de l'expertise et du soutien technique
999, rue Louvain Est
Montréal (Québec) H2M 1B3

Objet : Caractérisation environnementale des sols
Projet d'acquisition de lots en bordure du boulevard Henri-Bourassa
Arrondissement Saint-Laurent
V/Réf. : 09F085
N/Réf. : 025-P027848-0105-HG-0100-00

Monsieur,

Tel que convenu, vous trouverez ci-après les résultats des travaux de caractérisation environnementale et de recherche historique réalisés dans le cadre du projet cité en objet.

1. MANDAT ET OBJECTIFS

La Ville de Montréal (ci-après « la Ville ») prévoit acquérir des bandes de terrain situées le long du boulevard Henri-Bourassa dans l'arrondissement Saint-Laurent à Montréal et désire connaître le passif environnemental de ces sites. Les lots et leurs superficies respectives correspondant à ces bandes de terrain sont les suivants :

- 2 191 340 : 184 m^2;
- 2 191 341 : 240 m^2;
- 2 191 343 : 50 m^2;
- 2 379 901 : 152 m^2;
- 2 379 902 : 78 m^2;
- 2 501 022 : 10 m^2.

La localisation générale et détaillée des sites à l'étude est présentée aux figures 1 et 2.

La firme LVM-Technisol inc. (ci-après « LVM-Technisol ») a été mandatée afin de réaliser une recherche historique sommaire et une caractérisation environnementale sommaire des sols pour ces bandes de terrain. Cette étude a pour but de déterminer la stratigraphie des sols en place et leur

LVM-TECHNISOL.COM

T 514.281.1010
F 514.798.8790

1080, côte du Beaver Hall
Bureau 300, Montréal (Québec)
Canada H2Z 1S8

qualité environnementale afin de présenter des recommandations d'ordre environnemental relatives à la gestion des sols lors d'éventuels travaux d'excavation.

2. DESCRIPTION ET HISTORIQUE SOMMAIRE DU SITE

Les documents historiques consultés ainsi que les informations pertinentes obtenues suite à leur consultation sont résumés au tableau 1. Une copie de tous les documents pertinents consultés hormis les photos aériennes a été jointe à l'annexe 1.

Le site à l'étude est constitué de bandes de terrain le long du boulevard Henri-Bourassa côté sud entre le boulevard Cavendish et l'ancienne voie ferrée à l'est de la rue Duchesne. Afin de faciliter la lecture de ce document, le boulevard Henri-Bourassa sera considéré comme étant orienté selon un axe est-ouest.

La consultation des documents historiques a permis d'indiquer que le boulevard Henri-Bourassa semble exister depuis au moins 1930. On note aussi la présence passée d'un aéroport (aéroport de Cartierville) du côté sud du boulevard Henri-Bourassa depuis au moins 1954 et ce jusqu'en 1996 au moins. Par ailleurs, concernant les sites des lots 2 191 343 et 2 191 341 (en face du boulevard Toupin), il semblerait que ces bandes de terrain aient été vacantes depuis au moins 1930. Concernant le site des lots 2 379 901 et 2 191 340, situé en face de la rue Duchesne, on note directement au sud de cette bande de terrain des bâtiments de type industriel ou commercial dont les activités étaient notamment reliées à l'aéroport de Cartierville. Enfin, le site des lots 2 379 902 et 2 501 022, situé en face de l'ancienne cour de triage Lazard du CN, aurait toujours été vacant. Cependant, des activités reliées probablement à l'aéroport Cartierville avaient lieu directement au sud de ce site. Notamment, il y avait au moins, en 1954, un bâtiment d'entreposage de charbon directement au sud-est de ce site de même qu'un bâtiment abritant des activités de peinture au sud de ce site. De plus, des réservoirs de produits pétroliers de 300 000 gallons étaient présents au moins en 1954 sur un terrain au sud entre les deux derniers sites décrits.

La visite du site n'a pas permis l'identification de zones d'entreposage ni la présence de matières résiduelles.

Tableau 1 : Synthèse des documents relatifs au tronçon du boulevard Henri-Bourassa entre le boul. Cavendish et l'ancienne voie ferrée à l'est de la rue Duchesne

Document	Description	Année	Information pertinente établie à partir de ce document
1	Photo aérienne A2252-46 (Échelle 1 : 18 000)	1930	La consultation de cette photo aérienne a permis de constater qu'à cette époque le secteur à l'étude était principalement agricole. Le boulevard Henri-Bourassa était déjà aménagé, des bâtiments résidentiels et des rails de chemin de fer étaient présents du côté nord du boulevard et un bâtiment de type industriel était présent à proximité des sites correspondant aux lots 2 191 343 et 2 191 341.

Document	Description	Année	Information pertinente établie à partir de ce document
2	Plan assurance Incendie Saint-Laurent. Feuillets 2, 3 et 4	1954	La consultation de ce plan a permis de constater que les sites correspondant aux lots 2 191 343 et 2 191 341 étaient vacants. Le site des lots 2 379 901 et 2 191 340 était vacant et un bâtiment abritant une cafétéria était présent à l'est de cette bande de terrain. De plus, un garage avec deux réservoirs souterrains d'hydrocarbures était présent au nord du boulevard Henri-Bourassa. Enfin, le site des lots 2 379 902 et 2 501 022 était vacant et on note la présence de rails de chemin de fer à l'ouest et un bâtiment abritant des bureaux directement au sud. Un atelier de peinture et un entrepôt de charbon étaient présents plus au sud de cette bande de terrain. Enfin, l'aéroport de Cartierville occupait le terrain au sud de ces sites.
3	Photo aérienne PS6678 (1 : 20 000)	1966	La consultation de cette photographie aérienne n'a pas permis d'identifier de nouveaux éléments concernant le site à l'étude.
4	Photo aérienne Q75881-116 (1 : 15 000)	1975	La consultation de cette photographie aérienne a permis de constater que la cafétéria à l'est du site des lots 2 379 901 et 2 191 340 a été démolie de même que le bâtiment abritant des bureaux directement au sud du site des lots 2 379 902 et 2 501 022.
5	Plan d'utilisation du sol de la Ville de Montréal	1984	La consultation de ce plan d'utilisation des sols n'a pas permis d'identifier de nouveaux éléments concernant le site à l'étude.
6	Photo aérienne Q94500-84 (1 : 40 000)	1994	La consultation de cette photographie aérienne n'a pas permis d'identifier de nouveaux éléments concernant le site à l'étude.
7	Photo aérienne HMQ04-100-124 (Échelle 1 :15 000)	2004	La consultation de ce document a permis de constater que l'aéroport de Cartierville n'existe plus, un golf a été aménagé sur ce terrain. Un bâtiment commercial a été érigé directement au sud du site des lots 2 379 901 et 2 191 340.
8	Répertoire des terrains contaminés du MDDEP	2010	Le quadrilatère des rues Marcel-Laurin, Thimens, Henri-Bourassa et Bois-Francs est listé dans ce répertoire. Une contamination des sols en cuivre, zinc, HAP et HP C_{10}-C_{50} est notée, la réhabilitation ne serait pas terminée. De plus, une contamination en HP C_{10}-C_{50} sur le site appartenant à Bombardier inc. situé au 5910, Henri-Bourassa Ouest est répertoriée. La réhabilitation serait terminée depuis 1999 et les sols laissés en place respecteraient le critère C de la Politique du MDDEP.
9	Répertoire des dépôts de sols et de résidus industriels	2010	Aucun site de dépôt de sols et de résidus industriels répertorié par le MDDEP n'est situé dans un rayon de 250 m autour du tronçon à l'étude.
10	Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipement pétrolier à risque élevé de la RBQ	2010	Une station-service Shell est présente au 6085, boulevard Henri-Bourassa soit entre les rues Lafrance et Jasmin. Un permis pour 3 réservoirs d'une capacité totale de 100 010 litres est détenu par cette bannière.

Document	Description	Année	Information pertinente établie à partir de ce document
11	Visite du site	2010	Le site à l'étude a été visité le 17 février 2010 par Mme Sarah Borde de LVM-Technisol. Il est à noter que les observations faites sur les propriétés voisines ont été effectuées sur une base sommaire et visuelle à partir des limites de propriété de ces dernières. Le site à l'étude est bordé, au nord par le boulevard Henri-Bourassa et au sud par des bâtiments commerciaux. Le site est limité, à l'ouest, par le futur boulevard Cavendish, et à l'est par l'ancienne voie ferrée traversant le boulevard Henri-Bourassa. On peut noter la présence d'une station-service du côté nord du boulevard Henri-Bourassa entre les rues Lafrance et Jasmin. Aucun entreposage de matières résiduelles et/ou indice de contamination visuel n'a été noté lors de la visite du site.

3. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE TERRAIN

3.1 Limite des travaux

Le programme de travail a été défini par LVM-Technisol de façon à atteindre l'objectif de la caractérisation environnementale sommaire des sols.

Sous réserve de conditions particulières expressément décrites ailleurs dans le présent rapport, les travaux de caractérisation qui ont été réalisés ont été soumis aux limites et conditions générales fournies à l'annexe 2.

3.2 Travaux de terrain

Préalablement à la réalisation des sondages, la localisation des services publics et privés souterrains (électricité, gaz, téléphone, aqueduc, égouts, etc.) a été effectuée à l'aide de demandes de localisation auprès d'Info-Excavation et de la municipalité.

Les travaux de terrain ont été réalisés le 17 février 2010. Les travaux ont consisté en :

- La réalisation de quatre tranchées d'exploration (09F085-001, 09F085-002, 09F085-003 et 09F085-004) de 1,50 m de profondeur (soit la profondeur demandée par la Ville considérant la largeur étroite des bandes de terrain) à l'aide d'une rétrocaveuse;
- La description et l'échantillonnage des matériaux dans les sondages réalisés;
- La localisation et le nivellement des sondages réalisés;
- L'analyse des échantillons de sols par un laboratoire accrédité.

3.2.1 Implantation et nivellement des forages

L'implantation des forages a été réalisée par le personnel de LVM-Technisol suite à la localisation des infrastructures auprès d'Info-Excavation et suite à l'approbation de la Ville.

Une fois les sondages réalisés, ceux-ci ont été arpentés par l'équipe d'arpentage de la compagnie Niv-aX dirigée par M. Patrick Renaud.

Les travaux de nivellement ont été réalisés à l'aide d'un GPS de marque Topcon modèle GR3. Le système de coordonnées utilisé est le système SCOPQ-NAD 83 basé sur la projection MTM (fuseau 8).

3.2.2 *Tranchées*

Les tranchées ont été effectuées par l'entreprise A.M. Joly avec une rétrocaveuse de marque JCB sous la supervision constante du personnel technique de LVM-Technisol. Suivant l'échantillonnage, les tranchées ont été remblayées avec les matériaux excavés remis en place dans l'ordre inverse de leur excavation et par couches successives. Les matériaux ont été compactés par le godet de la rétrocaveuse au fur et à mesure qu'ils étaient remis dans les excavations.

La localisation des sondages est présentée au plan P.I.D.T 10256 et la description stratigraphique des matériaux interceptés est présentée dans les rapports de sondage à l'annexe 3.

3.2.4 *Échantillonnage des sols*

Le prélèvement des échantillons lors de la réalisation des tranchées d'exploration a été réalisé en continu à l'aide d'une truelle en acier inoxydable sur une des parois de la tranchée ou dans le godet de la rétrocaveuse. L'échantillonnage a été réalisé selon la stratigraphie rencontrée et les observations organoleptiques faites selon des intervalles maximaux d'échantillonnage de 0,5 m d'épaisseur (sans chevauchement d'unité stratigraphique).

Les échantillons de sols ont été prélevés et conservés selon la procédure recommandée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (ci-après « MDDEP ») et décrite dans le *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales, cahier 5 : Échantillonnage des sols* (MDDEP, 2009). Au total, 12 échantillons de sols, excluant un duplicata, ont été prélevés. Les échantillons recueillis ont été décrits visuellement afin d'identifier la nature des dépôts meubles et de noter d'éventuels indices de contamination.

3.3 Programme analytique

Six échantillons de sols, excluant le duplicata, ont été sélectionnés à des fins d'analyses chimiques. Les échantillons de sols retenus ont été analysés pour une combinaison des paramètres suivants :

- Les hydrocarbures pétroliers C_{10}-C_{50} (ci-après « HP C_{10}-C_{50} »);
- Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (ci-après « HAP »);
- Les hydrocarbures aromatiques monocycliques (ci-après « HAM »);
- Les métaux (13 éléments)[1].

Toutes les analyses chimiques ont été effectuées par le laboratoire Maxxam Analytique inc. dûment accrédité par le MDDEP pour les classes analytiques réquisitionnées. Les certificats d'analyses chimiques émis dans le cadre de ces travaux sont fournis à l'annexe 4.

---

[1] Sols : argent (Ag), arsenic (As), baryum (Ba), cadmium (Cd), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), molybdène (Mo), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn).

4. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Dans le but de déterminer le mode de gestion des sols lors d'éventuels travaux d'excavation, les résultats d'analyses chimiques obtenus pour les échantillons de sols prélevés dans le cadre de cette étude ont été comparés aux critères génériques pour les sols de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* (ci-après « Politique ») du MDDEP. De plus, les concentrations obtenues pour les échantillons de sols ont également été comparées aux valeurs limites de l'annexe I du *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés*.

Il est à noter que puisque le site correspond à une voie publique projetée, la qualité environnementale des sols en place sur le site à l'étude devrait respecter le niveau C des critères de la Politique du MDDEP.

5. STRATIGRAPHIE

La description stratigraphique détaillée des unités observées dans les sondages est présentée aux rapports de sondage fournis à l'annexe 3.

Au droit de tous les sondages, un remblai composé de silt avec traces à un peu de gravier a été rencontré depuis la surface jusqu'à 1,50 m de profondeur. La présence de matières résiduelles (bois, béton, brique, plastique et asphalte) a été observée au droit des tous les sondages dans une proportion de 1 % à 3 %. Au droit des sondages 09F085-003 et 09F085-004, le remblai a été rencontré sous-jacent à un horizon de terre végétale variant de 0,10 m à 0,50 m d'épaisseur.

Aucune odeur d'hydrocarbures n'a été perçue lors de la réalisation des sondages.

6. QUALITÉ DES SOLS

Les résultats d'analyses chimiques effectuées sur les échantillons de sols sont présentés au tableau 2. Les certificats d'analyses du laboratoire sont présentés à l'annexe 4. Les principaux éléments que l'on peut tirer de l'examen de ces résultats sont les suivants :

- Tous les échantillons analysés ont présenté des teneurs en HP C_{10}-C_{50} et en HAM inférieures aux limites de détection analytique ou aux niveaux B des critères de la Politique du MDDEP;
- Tous les échantillons analysés ont présenté des teneurs en HAP inférieures au niveau B des critères de la Politique du MDDEP;
- Un échantillon (09F085-002-2) a présenté des teneurs en métaux (Manganèse) dans la plage B-C des critères de la Politique du MDDEP. Les autres échantillons ont présenté des teneurs en métaux inférieures au niveau B des critères de la Politique du MDDEP.
- L'échantillon 09F085-002-2 a fait l'objet d'une reprise et d'un duplicata de laboratoire pour le manganèse. Étant donné que tous les résultats analytiques du manganèse ont présenté des teneurs dans la plage B-C des critères de la Politique, ces sols seront considérés de niveau B-C. Par ailleurs, l'échantillon 09F085-003-5, duplicata de chantier de l'échantillon 09F085-003-2 a présenté une teneur en manganèse dans la plage B-C des critères de la Politique. Une reprise et un duplicata de laboratoire ont été effectués pour le manganèse sur l'échantillon parent (09F085-

003-2). Il en ressort que les trois résultats sur l'échantillon parent sont dans la plage A-B des critères de la Politique. C'est pourquoi ces sols seront considérés dans la plage A-B des critères de la Politique.

7. CONTRÔLE DE QUALITÉ

Un duplicata de terrain a été préparé pour les sols prélevés lors des travaux de caractérisation environnementale. L'échantillon a été analysé pour les métaux, les HP C_{10}-C_{50} et les HAP. Les résultats relatifs à ce contrôle de la qualité sont présentés au tableau 3.

Les écarts relatifs pour les métaux et les HP C_{10}-C_{50}, entre l'échantillon parent (09F085-003-2) et son duplicata (09F085-3-5), varient respectivement entre 0,0 et 16,7 % et 41,9 %. Aucun écart relatif n'a pu être calculé pour les HAM et une majorité des HAP étant donné que les résultats analytiques se situent sous la limite de détection analytique ou sont inférieurs à cinq fois la limite de détection analytique.

Il est donc possible de conclure que les résultats d'analyses chimiques obtenus pour l'échantillon de sols original prélevé lors du présent mandat et son duplicata sont, de façon générale, similaires et révèlent une bonne maîtrise des procédures d'échantillonnage.

Les données relativement au contrôle de la qualité des procédures analytiques fournies par le laboratoire sont présentées dans les certificats d'analyses chimiques joints à l'annexe 4. L'analyse de ces données nous permet de croire que leur travail répond à la qualité recherchée. Les données de contrôle interne présentées par le laboratoire démontrent que de façon générale les protocoles utilisés sont bien maîtrisés et que par conséquent, les résultats fournis sont dignes de foi. Les analyses faites sur les duplicata de laboratoire, pour leur part, démontrent que ce laboratoire a en général bien manipulé et préparé les échantillons reçus. Ce dernier élément confère aux résultats présentés dans le présent rapport une crédibilité additionnelle.

8. ESTIMATION DES VOLUMES

Dans le cadre de travaux d'excavation des bandes de terrain à l'étude, les sols excavés devront être gérés conformément à la *Grille de gestion des sols excavés intérimaire* de la Politique du MDDEP et du *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés*. Le tableau 4 présente une estimation sommaire des volumes de matériaux qui devront être excavés et gérés lors des travaux. Puisqu'aucune réutilisation des sols en place n'est prévue, les volumes de matériaux qui devront être gérés sont estimés sommairement à :

- 228 m³ de sols <A (incluant la terre végétale);
- 255 m³ de sols présentent des teneurs dans la plage A-B des critères de la Politique du MDDEP;
- 360 m³ de sols présentent des teneurs dans la plage B-C des critères de la Politique du MDDEP.

Il est à noter que l'estimation des volumes présentée est basée sur les résultats obtenus aux quatre sondages répartis le long du boulevard Henri-Bourassa.

9. CONCLUSION

À la lumière des résultats obtenus au cours de cette étude, les sols situés le long du boulevard Henri-Bourassa respectent les critères d'usage du site projeté (voie publique; niveau C des critères de la Politique du MDDEP). Ainsi, aucune réhabilitation des sols n'est à prévoir compte tenu de l'usage projeté du site. Lors des travaux d'excavation sur le site à l'étude, un volume de sols estimé à 255 m^3 de sols A-B et 360 m^3 de sols B-C devra être géré selon la *Grille de gestion des sols excavés intérimaire* de la Politique du MDDEP et du *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés*. Lors de ces travaux, advenant la présence d'indices de contamination ou de débris de nature différente de ceux anticipés, des analyses supplémentaires pourraient alors être requises.

Si, toutefois de plus amples renseignements s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

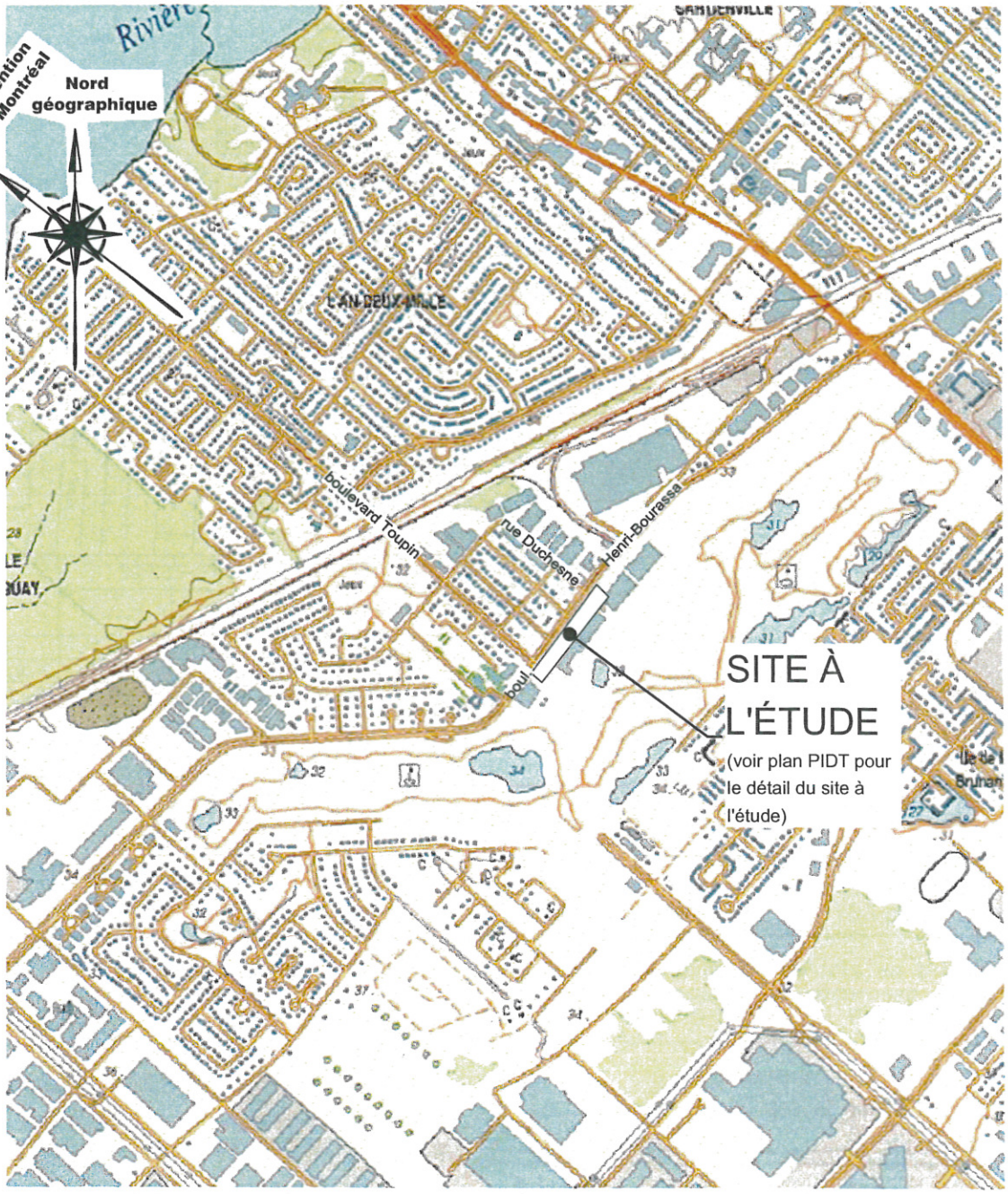
En espérant le tout conforme à vos attentes. Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Sarah Borde, M. Sc.
Chargée de projet

Daniel Tousignant, géo, M. Sc., EESA®.
Chef d'équipe

SB/DT/lc

p. j. Figures (2 pages)
Tableau 2 : Sommaires des résultats analytiques pour les échantillons de sols
Tableau 3 : Sommaires des résultats analytiques pour l'échantillon de sols dupliqué
Tableau 4 : Sommaire des volumes de matériaux en place
Annexe 1 : Documents pertinents – Historique du site
Annexe 2 : Limites des travaux
Annexe 3 : Rapports de sondages
Annexe 4 : Certificats d'analyse du laboratoire



SOURCE :
– CARTE TOPOGRAPHIQUE 31H12–0102, MONTRÉAL–NORD, 2005, 1 : 20 000

Figure 1 : Localisation du site à l'étude

PRÉPARÉ PAR: Sarah Borde.
DATE: 2010–05–11

1 : 20 000

0 100 200 400 600 1000 1500 m

Montréal

LVM TECHNISOL

LVM-Technisol inc.
1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 300
Laval (Québec) H7S 2S4
Téléphone : 514.281.5151
Télécopieur : 450.668.5532

Service des infrastructures, transport et environnement
Direction de la réalisation des travaux
Division de l'expertise et du soutien technique

REQUÉRANT	Service des infrastructures, transport et environnement, Direction de la réalisation des travaux, Division de la conception et de la réalisation des travaux
PROJET	PROJET D'ACQUISITION DE LOTS EN BORDURE DU BOUL. HENRI-BOURASSA ARRONDISSEMENT ST-LAURENT - PROJET No. 09F085

Fichier: \\Laval-sf1\Projets\025\P027848_VilledeMtl\Lot105_HenriBourassa\z5_CAD\025-P027848-0105HG-010T-00.dwg

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente aux termes duquel la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB Limitée, vend à la Ville une lisière de terrain à des fins de réaménagement d'une intersection pour l'amélioration de la circulation. Ce document a été préparé de concert avec la représentante des vendeurs suivant les directives du service responsable. Le projet d'acte a été approuvé par chacune des personnes morales constituant le vendeur et ils se sont engagés à le signer sans aucune demande de modification.

Vente finale (2014-01-17) (version propre) AB.DOC

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-04-09

Andrée BLAIS
notaire
Tél : 2-7361

Marie-Andrée SIMARD
Notaire chef de division
Tél : 2-2363
Division : Droit contractuel

ACTE DE VENTE

ENTRE:

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (R.S.C., C.7), ayant son siège au 700, chemin de Montréal, suite C5-116, à Ottawa, province de l'Ontario, K1A 0P7, agissant pour et au nom de la **CAISSE DE RETRAITE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT,** personne morale constituée en vertu de la section 13(3) de *la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*, ayant son siège au 700, chemin de Montréal, à Ottawa, province de l'Ontario, K1A 0P7, ici représentée par

et par

dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le dix-huit (18) août deux mille neuf (2009), laquelle est toujours en vigueur.

ET :

IMMEUBLES WCB LIMITÉE, personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 333, Broadway, à Winnipeg, province du Manitoba, R3C 4W3, ici représentée par
dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le quatorze (14) décembre deux mille onze (2011), laquelle est toujours en vigueur.

Ci-après nommées le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4) (ci-après la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et:

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003);

b) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du

une copie certifiée de ces résolutions est annexée aux présentes.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont ci-après collectivement nommés les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

VENTE

Le Vendeur vend, par les présentes, à la Ville qui accepte, l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Une lisière de terrain située au sud-est du boulevard Henri-Bourassa et au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Toupin connue et désignée comme étant formée des lots QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUINZE MILLE TROIS CENT QUINZE (4 915 315), QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUINZE MILLE TROIS CENT SEIZE (4 915 316), QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUINZE MILLE TROIS CENT DIX-SEPT (4 915 317), QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUINZE MILLE TROIS CENT DIX-HUIT (4 915 318), CINQ MILLIONS TROIS CENT SIX MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 306 221) et CINQ MILLIONS TROIS CENT SIX MILLE SEPT CENT SEIZE (5 306 716) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l' « **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis ainsi :

a) SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT agissant pour le compte de CAISSE DE RETRAITE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, a acquis une demie indivise de BOMBARDIER INC., aux termes d'un acte de vente reçu par Me Robert ALAIN, notaire, le quinze (15) juillet deux mille cinq (2005), sous le numéro 7 791 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix-huit (18) juillet deux mille cinq (2005), sous le numéro **12 532 693**;

b) IMMEUBLES WCB LIMITÉE a acquis une demie indivise de WORKERS COMPENSATION BOARD OF MANITOBA, aux termes d'un acte de vente signé sous seing privé le vingt-huit (28) décembre deux mille cinq (2005), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-neuf (29) décembre deux mille cinq (2005), sous le numéro **12 968 774**.

GARANTIE

Cette vente est faite avec la garantie du droit de propriété seulement, soit sans garantie de qualité, la Ville achetant l'Immeuble sans aucune garantie autre que celle prévue au présent paragraphe.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a aucune responsabilité quant à la qualité de l'Immeuble et aux limitations de droit public qui pourraient en découler, le cas échéant, ni quant à l'état et à la qualité des sols de l'Immeuble (les « **Sols** »). La Ville prend possession de l'Immeuble, à ces égards, à ses seuls risques et périls, et ce, qu'elle ait effectué ou non une caractérisation des Sols.

La Ville ne pourra en aucune manière invoquer la responsabilité du Vendeur pour quelque motif que ce soit, quant à la qualité de l'Immeuble, aux limitations de droit public qui pourraient en

découler, le cas échéant, ni quant à l'état et à la qualité des Sols et elle renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre le Vendeur à l'égard de la qualité de l'Immeuble, des limitations de droit public qui pourraient en découler, le cas échéant, de l'état et de la qualité des Sols, telle obligation devant lier également les ayants droit de la Ville. En outre, la Ville s'engage à tenir le Vendeur indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente. De plus, le Vendeur sera tenu indemne par la Ville eu égard à toute responsabilité environnementale, sous quelque forme que ce soit (civile, statutaire, pénale ou autrement) résultant de l'état environnemental de l'Immeuble. La Ville reconnaît que le Vendeur n'a fait et ne fera aucune représentation, expresse ou implicite, concernant l'état, la qualité et la condition de l'Immeuble.

La Ville reconnaît avoir examiné « L'étude de caractérisation environnementale préliminaire » produite par la compagnie LVM TECHNISOL en mars 2010.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur n'a pas à remettre à la Ville une copie des titres en sa possession, ni aucun certificat de recherche ou de localisation ou plan relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de la date des présentes, mais reconnaît avoir la possession et l'occupation de ce dernier depuis le quinze (15) mai deux mille onze (2011).

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

a) L'Immeuble est libre de tout bail et de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception des restrictions contenues dans la réglementation d'urbanisme et des servitudes d'utilités publiques;

b) Toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, imposées sur l'Immeuble ont été acquittées jusqu'à ce jour, sans subrogation;

c) Il n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'Immeuble n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur;

d) L'Immeuble n'est pas situé dans une zone agricole;

e) L'Immeuble n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur le patrimoine culturel;*

f) Tous les droits de mutation ont été acquittés;

g) Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts* et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence. Il est en mesure de fournir un certificat de conformité et un certificat d'existence de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées;

h) Après avoir fait les démarches requises auprès de l'arrondissement concerné, il a obtenu les dérogations mineures rendues nécessaires par la présente vente pour régulariser la situation de sa propriété adjacente, quant à la marge de recul des stationnements.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes, lesquelles la Ville s'engage à remplir fidèlement, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, notamment avec toutes les servitudes continues et discontinues, apparentes ou non apparentes s'y rattachant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Vérifier elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois

et règlements en vigueur;

c) Assumer les frais des présentes, le coût de la publication au registre foncier et des exemplaires requis;

d) La Ville assumera toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur l'Immeuble à compter de la date des présentes;

e) La Ville fournira au Vendeur, à ses frais, dans les meilleurs délais suivant la date des présentes, quatre (4) certificats de localisation eu égard à la partie résiduelle des immeubles demeurant la propriété du Vendeur.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion des taxes municipales payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Par ailleurs, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la présente vente.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes

ententes ou conventions antérieures, écrites ou verbales, concernant l'Immeuble.

PRIX ET AUTRES FRAIS

La présente vente est ainsi consentie pour le prix de SOIXANTE ET ONZE MILLE SOIXANTE DOLLARS (71 060,00$), que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville, à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

De plus, le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville, à la signature des présentes, les sommes suivantes :

a) un montant de SIX MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS (6 396,00$), excluant toute taxe de vente, représentant la valeur des dommages subis par le Propriétaire, quant à l'occupation physique des lieux par la Ville et des ennuis résultant des travaux sur l'Immeuble;

b) un montant de TRENTE-SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE ET UN DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (37 941,75$), incluant toute taxe de vente payable, étant la somme maximale que la Ville s'est engagée à payer au Vendeur pour compenser les dommages pécuniaires de ce dernier;

c) un montant de TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX DOLLARS ET QUATRE-VINGT-NEUF CENTS (3 670,89$), incluant toute taxe de vente payable, étant le total des sommes payées pour obtenir les mainlevées requises pour libérer l'Immeuble de tout droit réel en faveur de quelque créancier que ce soit.

Par ailleurs, la Ville déclare avoir payé la somme de CINQ MILLE DOLLARS (5 000,00$), correspondant à une indemnité exigée par un des créanciers du Vendeur.

DONT ET DU TOUT QUITTANCE TOTALE ET FINALE PAR LE VENDEUR.

DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE

SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)
ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le prix de vente de SOIXANTE ET ONZE MILLE SOIXANTE DOLLARS (71 060,00$) exclut la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 121364749RT 0001
TVQ : 1006001374TQ 0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, coopératives, compagnies ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit

ou recours.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et elle a remis une copie de cette politique au Vendeur.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties font les déclarations suivantes conformément à la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* :

a) Le cédant est SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT agissant pour et au nom de la CAISSE DE RETRAITE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, et IMMEUBLES WCB LIMITÉE ;

b) Le cessionnaire est VILLE DE MONTRÉAL;

c) Le siège du cédant est au 700, chemin de Montréal, suite C5-116, à Ottawa, province de l'Ontario, K1A 0P7, pour ce qui est de la SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, et au 333, Broadway, à Winnipeg, province du Manitoba, R3C 4W3, pour ce qui est de IMMEUBLES WCB LIMITÉE ;

d) Le siège du cessionnaire est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SOIXANTE ET ONZE MILLE SOIXANTE DOLLARS

(71 060,00$);

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SOIXANTE ET ONZE MILLE SOIXANTE DOLLARS (71 060,00$);

h) Le montant du droit de mutation est de : QUATRE CENT SOIXANTE DOLLARS ET SOIXANTE CENTS (460,60$);

i) EXONÉRATION : Le cessionnaire est un organisme public définit à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation, conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi.

j) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en six (6) exemplaires comme suit :

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT à Ottawa, province d'Ontario, le

SOCIÉTÉ CANADIENNE HYPOTHÈQUES
ET DE LOGEMENT

_____
par :

_____
par :

ATTESTATION

Je soussignée, Me Marjolaine Arès, notaire, exerçant ma profession à Montréal, province de Québec, atteste que :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité de Société canadienne d'hypothèques et de logement;

2. Le présent contrat traduit la volonté exprimée par Société canadienne d'hypothèques et de logement;

3. Le présent contrat est valide quant à sa forme.

Attesté à Montréal, province de Québec, ce

_____

Nom : Me Marjolaine Arès
Qualité : Notaire
Adresse : 1250, boul. René-Lévesque ouest
Suite 2500
Montréal, Québec, H3B 4Y1

IMMEUBLES WCB LIMITÉE à Winnipeg, province du Manitoba,
le

IMMEUBLES WCB LIMITÉE

_____

par :

ATTESTATION

Je soussignée, Me Marjolaine Arès, notaire, exerçant ma profession à Montréal, province de Québec, atteste que :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité de Immeubles WCB Limitée;

2. Le présent contrat traduit la volonté exprimée par Immeubles WCB Limitée;

3. Le présent contrat est valide quant à sa forme.

Attesté à Montréal, province de Québec, ce

_____

Nom : Me Marjolaine Arès
Qualité : Notaire
Adresse : 1250, boul. René-Lévesque ouest
Suite 2500
Montréal, Québec, H3B 4Y1

VILLE DE MONTRÉAL à
le

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par :

ATTESTATION

Je soussigné(e), Me
exerçant ma profession à
atteste que :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité de Ville de Montréal;

2. Le présent contrat traduit la volonté exprimée par Ville de Montréal;

3. Le présent contrat est valide quant à sa forme.

Attesté à
ce

_____

Nom : Me
Qualité :
Adresse :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L' avis du Service des Finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

· d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, des terrains industriels vagues connus comme étant les lots 4 915 315, 4 915 316, 4 915 317, 4 915 318, 5 306 221 et 5 306 716 du cadastre du Québec, d'une superficie de 657,9 m^2, situés du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de réaménagement de cette intersection et de l'élargissement du boulevard Henri-Bourassa Ouest, pour la somme de 124 068,64 $, plus les taxes applicables, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

Informations budgétaires (en milliers de dollars)

Le budget requis pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des transports, du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, au projet ***55841- Raccordement des Boulevards Cavendish et Henri-Bourassa*** après avoir effectué le virement budgétaire entre projets comme suit :

PROVENANCE CORPO (100%)

Projet Investi: **59009 - Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel**
Sous-projet Investi: 1459009-899 Réaménagement géométriques - Travaux civils – Corpo
Projet Simon : **146886**

Requérant : Direction des transports

2014	2015	2016	ult.	Total
129				129

IMPUTATION CORPO (100%)

Projet Investi: **55841 - Raccordement des boulevards Cavendish et Henri-Bourassa**
Sous-projet Investi: 1455841- 003 Acquisition de terrains - intersection Boul Henri-Bourassa & Cavendish
Simon : **151400**
Requérant : Direction des transports

2014	2015	2016	ult.	Total
129				129

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas**.**

Informations comptable s (en dollars)

PROVENANCE CORPO (100%)

	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 08-049 Réfection routière sur le réseau artériel CM08 0982	129 253.38 $	143 291.94 $

Un engagement de gestion no **CC21027001** au montant de **129 253.38$** est inscrit au compte de provenance.

IMPUTATION CORPO (100%)

	Crédits	Dépenses
6101.7708049.802701.03107.57401.000000. 0000.151400.000000 .17090.00000 Acquisition de terrains - intersection Boul Henri-Bourassa & Cavendish	129 253.38 $	143 291.94 $

Le virement de crédits sera fait au compte d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par le conseil municipal.

Cette dépense est assumée à 100 % par la ville centre.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-01-23

Jacques BERNIER

Préposé au budget PS-Brennan 2
Tél : 868-5979

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan 1
(514) 868-3837

Chef de division
Tél : 872-3417

Division : Opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les travaux ont été exécutés sous surveillance de la Ville de Montréal et sont terminés. La présente transaction permettra de régulariser une situation de fait. Les lots acquis seront versés au domaine public de la Ville comme rue.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie BLAIS
ingénieure
Tél : 514 872-2960

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-11-07

Luc LÉVESQUE
Chef de Division
Tél : 514 872-2706
Division : Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1121027001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert à des fins de rue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement agissant pour et au nom de la Caisse de retraite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Immeubles WCB limitée, une lisière de terrain d'une superficie totale de 657,9 m², située du côté sud-est du boulevard Henri-Bourassa Ouest, au nord-est de l'intersection de ce boulevard et du boulevard Cavendish, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour un montant de 143 291,94 $, taxes incluses. / Autoriser pour ce faire un virement budgétaire entre projets. N/Réf. : 31H12-005-0646-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous sommes favorables au virement budgétaire afin d'acquérir des terrains dans le cadre du raccordement des boulevards Cavendish et Henri-Bourassa.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéfan GALOPIN
Ingénieur
Tél : 514 872-3481

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-01-13

Guy PELLERIN
Chef de division
Tél : 514 872-7486
Division : Sécurité et aménagement du réseau artériel

Montréal

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE145950001

Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

Rapport déposé au conseil municipal
Le 26 mai 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Jean-François Cloutier
Arrondissement de Lachine

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

Mme Marianne Giguère
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 26 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE145950001, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE145950001
Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

À sa séance du 7 mai 2014, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 145950001. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 mai, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE145950001 qui lui avait été confié. Des responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les responsables du dossier ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Le présent dossier vise à accorder un contrat pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont (site Atlantic) et vise notamment à :

- relocaliser l'ensemble des activités se tenant actuellement à la cour de services Ducharme (21 000 m^2) au site Atlantic (14 000 m^2), par la construction d'un complexe administratif et industriel totalisant approximativement 4 000 m^2. Par ailleurs, des aménagements extérieurs, incluant notamment des abris, une jauge horticole, un poste de ravitaillement, etc., sont prévus sur l'ensemble du lot) ;
- aménager une nouvelle cour de services, site Atlantic, selon les normes d'allocation des espaces de bureau de la Ville de Montréal, le programme type de la cour de services, les recommandations à la suite d'une expertise en

ergonomie (ateliers mécaniques) et une rationalisation des espaces par une diminution de 30 % des surfaces à construire;
- atteindre une performance en développement durable de niveau LEED NC Or, conformément à la Politique du développement durable de la Ville de Montréal;
- planifier les aires administratives pour une accessibilité universelle.

La nouvelle cour de services d'Outremont, site Atlantic, regroupera les services de la voirie, de l'aqueduc, de l'horticulture ainsi que les ateliers mécaniques.

Un appel d'offres public pour la conception-construction a été annoncé le 26 août 2013 dans les journaux et sur SÉAO. Après deux prolongations réalisées à la demande des preneurs du cahier des charges, les soumissions ont été déposées le 4 décembre 2013. Un cautionnement de soumission valide 180 jours à partir de cette date a été exigé, de telle sorte que la validité de ces soumissions s'étend jusqu'au 2 juin 2014. Le processus d'appel d'offres a été assumé par la Direction des stratégies et transactions immobilières en collaboration avec la Direction de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Au total, trois soumissions ont été déposées, chacune regroupant un entrepreneur général, une firme d'architecture et plusieurs firmes d'ingénierie. Ces soumissions ont été analysées selon une grille d'évaluation autorisée par le comité exécutif. Les trois soumissions ont été analysées en première étape (évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppe no 1) et deux soumissions ont obtenu le pointage minimal requis afin d'être admissibles à la deuxième étape du processus (évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe no 2).

Après l'ouverture de la seconde enveloppe, il a été constaté un écart de 31,7 % favorable à la Ville entre le prix soumis par l'adjudicataire proposé et la dernière estimation. Il existe, par ailleurs, un écart de prix de 49,7 % entre les deux soumissionnaires conformes.

Afin de permettre à la Ville de compléter le processus d'octroi, notons que l'adjudicataire proposé a accepté de prolonger de trente jours la période de validité de sa soumission.

Les membres de la commission ont soulevé de nombreuses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Ils ont d'abord constaté que l'estimation des travaux pouvait répondre à des règles différentes de celles utilisées pour des dossiers d'infrastructures quand il s'agit de la construction de bâtiments. Les explications données sur la complexité de cet exercice et sur les différents niveaux d'estimation ont été utiles.

Comme il s'agit ici d'un contrat de conception-construction, les membres ont compris que le Service de la gestion et de la planification immobilière a choisi de tester un nouveau modèle d'affaires pour la réalisation du projet.

Les membres ont posé plusieurs questions relatives aux écarts considérables entre l'estimation et le prix soumis par l'adjudicataire proposé et entre les prix des soumissionnaires. Selon sa soumission, l'adjudicataire pourra livrer un bâtiment LEED Or sans surcoût de 10 %, ce qui explique une partie de l'écart de prix entre l'adjudicataire et l'estimation. Ils ont compris que l'adjudicataire proposé s'était associé à

une firme de consultants ayant une bonne connaissance des projets LEED et une expérience concrète de travail avec la Ville dans des dossiers semblables. Ils ont aussi évalué que les hypothèses d'explication fournies par le Service apparaissaient plausibles.

Au terme de leurs délibérations, les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats ont estimé avoir scrupuleusement exercé leur devoir de vigilance à l'égard du dossier présenté.

En conséquence, la commission émet le constat suivant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les fonctionnaires du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

.

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE145950001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

Numéro du mandat
SMCE145950001

Date du mandat
2014-05-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);
VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de construction est d'une valeur supérieure de 10 M$ et qu'il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et la dernière estimation ainsi qu'un écart de plus de 20 % qui sépare les deux soumissionnaires ayant eu les notes les plus élevées.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1145950001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2014-05-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1145950001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 15 634 222,65 $, taxes incluses, pour la conception et l'exécution des travaux de construction de la cour de services d'Outremont, site Atlantic, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder au Groupe Décarel inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 157 331,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-5688;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-29 08:49

Signataire : Michel NADEAU

_____

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1145950001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Grand projet d'aménagement du site d'Outremont de l'Université de Montréal, l'actuelle cour de services de l'Arrondissement (cour Ducharme) se voit relocalisée sur un nouveau site (cour Atlantic). Une planification en profondeur du projet (programme fonctionnel et technique, cahier des charges, évaluation LEED) a été préparée en collaboration entre la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) et la Direction des travaux publics de l'Arrondissement. Ce projet sera réalisé en mode conception-construction et vise une certification LEED NC Or.
À titre de mise en contexte, l'Université de Montréal acquiert, au printemps 2006, le site d'Outremont de l'Université de Montréal, en vue d'y aménager un nouveau campus. La même année, le gouvernement du Québec annonce qu'il est favorable à la proposition de l'Université de Montréal et qu'il compte soutenir financièrement les travaux de préparation du site. Fin 2006, le conseil municipal de Montréal adopte le projet de règlement autorisant la construction d'un campus de l'Université de Montréal sur ce site, projet étant soumis à un processus de consultation publique dirigé par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Le rapport de consultation était favorable à la construction du campus universitaire, saluant la vocation universitaire et scientifique du projet. Conséquemment, la Ville de Montréal et l'Université de Montréal ont établi une entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont, incluant le financement et la gouvernance des travaux, dont la relocalisation et la construction d'une nouvelle cour de services desservant l'arrondissement d'Outremont y sont incluses.

Pour ce qui est des travaux municipaux, la requalification du site d'Outremont de l'Université de Montréal se fera en douze (12) lots, la conception-construction d'une nouvelle cour de services étant prévue au lot 3 (voir l'intervention de la Direction de l'urbanisme). Par ailleurs, cette cour de services doit être relocalisée sur le lot (site Atlantic) dont l'acquisition est prévue auprès de l'Université de Montréal (voir sommaire 1130783001, en cours). Suite à l'autorisation obtenue du Comité exécutif le 29 mai 2013, le présent projet à fait l'objet d'un appel d'offres public.

Un appel d'offres public pour conception-construction (13 - 5688) a été annoncé le 26 août 2013 dans les journaux et sur SÉAO. Après deux (2) prolongations réalisées à la demande

des preneurs du cahier des charges, les soumissions ont été déposées le 4 décembre 2013, un cautionnement de soumission valide 180 jours à partir de cette date étant exigé, ce qui porte la validité de ces soumissions au 2 juin 2014. Le processus d'appel d'offres a été assumé par la DSTI, en collaboration avec la Direction de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Afin de permettre à la Ville de compléter le processus d'octroi, notons que le Groupe Décarel inc. a accepté de prolonger de trente (30) jours calendrier la période de validité de sa soumission.

En sommes :

Durée initiale de l'appel d'offres	55 jours calendriers
Durée finale, après les prolongations	100 jours calendriers
Soumission valide, après prolongation, jusqu'au	1er juillet 2014

Huit (8) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres :

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2013-10-08	Listes des personnes pour liens d'affaires; Réponses aux questions échangées via la procédure SÉAO portant sur l'aspect administratif du processus d'appel d'offres
2	2013-10-09	Demande de report des soumissionnaires - report de la date d'ouverture du 21 octobre au 20 novembre 2013
3	2013-10-11	Complément d'informations administratifs quant au report de la date
4	2013-10-22	Réponses aux questions échangées via la procédure SÉAO portant sur l'aspect administratif du processus d'appel d'offres et précisions sur la relation entre les différentes fonctions de la cour de services
5	2013-11-15	Demande de report des soumissionnaires - report de la date d'ouverture du 20 novembre au 4 décembre 2013; Complément d'information administratif quant au report de la date
6	2013-11-18	Réponses aux questions échangées via la procédure SÉAO portant sur l'aspect administratif du processus d'appel d'offres et précisions sur la relation entre les différentes fonctions de la cour de services
7	2013-11-19	Erratum concernant la numérotation des addendas
8	2013-12-02	Réponses aux questions échangées via la procédure SÉAO portant sur l'aspect administratif du processus d'appel d'offres

L'émission de ces addendas n'a eu aucun impact sur l'estimé des coûts du projet présenté au début du processus d'appel d'offres.

Des visites obligatoires et individuelles ont été organisées, le site étant vacant.

INSERTION DU PRÉSENT PROJET DANS UN PROGRAMME PLUS LARGE

(Voir également l'intervention de la Direction de l'urbanisme)

	Coût	Date de début	Date de fin
Étapes terminées :	s/o	automne 2013	**décembre 2014**

• Lot 3 : Appel d'offres pour la conception-construction de la cour de services, site Atlantic	3,845,000 $	été 2013	**printemps 2014**
Étapes en cours de réalisation : • Lot 3: Acquisition du site Atlantic, afin d'accueillir la future cour de services d'Outremont			
• Lot 2: Construction de la nouvelle rue publique menant à la future cour de services Outremont, site Atlantic	(appel d'offres à venir)	été 2014	**automne 2014**
• Lot 3 : Construction du pont ferroviaire et de la canalisation de drainage de cet ouvrage	(appel d'offres à venir)	été 2014	**hiver 2015**

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Lot 3 : Conception-construction de la cour de services Outremont, site Atlantic	Mai 2014	**Octobre 2015**

Étapes à venir ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Lot 5 : Déconstruction et décontamination de la cour de services actuelles d'Outremont, site Ducharme	Hiver 2015	**Printemps 2016**
• Lot 7 : Aménagement de bassins de rétention sur le site Ducharme	Printemps 2016	**Automne 2016**

Dans l'immédiat, le principal enjeu consiste entre la juxtaposition de plusieurs chantiers (la rue publique d'accès, le pont ferroviaire, la canalisation de drainage de ce pont) partageants des limites communes avec la cour de services, site Atlantic. Conséquemment à un retard dans la mise en œuvre de la future rue publique d'accès au site de la cour de services, des mesures de mitigation sont proposées afin de limiter ces risques. Notamment, un nouvel appel d'offres regroupant la rue publique d'accès ainsi que la canalisation de drainage du pont ferroviaire est lancé en avril 2014, pour des travaux réalisés à l'été et complétés pour décembre 2014. Le concepteur-constructeur devra, dès octobre 2014, avoir un accès libre au site de la future cour de services, selon l'engagement du SITE.

Calendrier d'appel d'offres et de réalisation des travaux de la rue publique d'accès

Numéro : 221705

	Date prévue
Lancement et publication sur SÉAO	14 avril 2014
Émission de l'addenda no 1, sans report	30 avril 2014
Ouverture des soumissions	7 mai 2014
Octroi au Conseil municipal	16 juin 2014
Période de construction (rue)	Juillet à décembre 2014
Période de construction (canalisation du pont)	Juillet à août 2014

Mesures de mitigation

À noter que la première étape du mandat du concepteur-constructeur sera la conception des plans et devis, la mise en chantier étant planifiée que lorsque cette étape sera dûment complétée et approuvée par la Ville. Advenant l'impossibilité de donner accès au site de la Cour de services avant octobre 2014, un accès secondaire, propriété de l'Université de Montréal (UdeM), pourrait être utilisé, suite à l'approbation de l'UdeM. Concernant les services requis (électricité, eau) en cour de chantier, des solutions temporaires (ex. génératrices) sont en processus d'évaluation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0735 - 29 mai 2013 Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour le design-construction de la nouvelle cour de services desservant l'arrondissement d'Outremont et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.
CM13 0339 - 23 avril 2013 Accepter la demande de l'arrondissement d'Outremont pour assurer la gestion globale du projet de relocalisation de la cour de voirie située sur la rue Ducharme vers le site Outremont de l'Université de Montréal, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

CA13 16 0004 - 14 janvier 2013 Mandater en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) pour la gestion globale du projet de relocalisation de la cour de voirie de la rue Ducharme au sud du développement prévu de l'université de Montréal sur le site de l'ancienne gare de triage Outremont.

CM12 0211 - 19 mars 2012 Approuver un projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une aide financière de 38,3 M$ dans le cadre du volet Grands projets du fonds chantiers Canada-Québec, pour la revitalisation du site de la gare de triage Outremont.

CE11 0186 - 23 février 2011 Prendre acte du rapport final de faisabilité technique et financière du projet du campus Outremont et de ses abords et confier à la Direction du développement économique et urbain le mandat d'entreprendre les travaux relatifs à la phase de réalisation du projet.

CM11 0128 - 22 février 2011 Approuver l'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal.

CM11 0129 - 22 février 2011 Adopter le Règlement 04-047-34 Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une

portion de l’avenue McEachran, de l’avenue du Manoir ainsi que de l’avenue Rockland (06-069) (Campus Outremont).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont (site Atlantic) et vise notamment à :

i. relocaliser l'ensemble des activités se tenant actuellement à la cour de services Ducharme (21 000 m^2) au site Atlantic (14 000 m^2), par la construction d'un complexe administratif et industriel totalisant approximativement 4 000 m^2. Par ailleurs, des aménagements extérieurs, incluant notamment des abris, une jauge horticole, un poste de ravitaillement, etc., sont prévus sur l'ensemble du lot (voir pièce jointe no 1 : Élévation, proposition du Groupe Décarel inc.) ;
ii. aménager une nouvelle cour de services, site Atlantic, selon :
    i. les normes d'allocation des espaces de bureau de la Ville de Montréal;
    ii. le programme type de la cour de services;
    iii. les recommandations à la suite d'une expertise en ergonomie (ateliers mécaniques);
    iv. une rationalisation des espaces par une diminution de 30 % des surfaces à construire.
iii. atteindre une performance en développement durable de niveau LEED NC Or, conformément à la Politique du développement durable de la Ville de Montréal;
iv. planifier les aires administratives pour une accessibilité universelle.

La nouvelle cour de services d'Outremont, site Atlantic, regroupera les services de la voirie, de l'aqueduc, de l'horticulture ainsi que les ateliers mécaniques. Elle sera structurée comme suit :

- La Direction des travaux publics (approx. 50 employés) :
    - La Division opération;
    - La Division des études techniques.

CONCEPTEUR-CONSTRUCTEUR

Le mandat du concepteur-constructeur

Le mandat inclut notamment :

- la prestation de services professionnels d'architecture, d'architecture de paysage et d’ingénierie (dont structure, civil, mécanique, électricité, plomberie et protection incendie) pour les études préparatoires, les relevés, la réalisation de plans et devis et la surveillance de construction et accompagnement pour l'obtention d'une certification LEED NC Or, cela à chaque étape de conception (esquisse, préliminaire et dossier définitif) et de construction (chantier et période de garantie).

- la prestation d’un entrepreneur général pour la construction.

Le présent mandat sera forfaitaire, le pourcentage de contingences demandées au bordereau étant de 10 %.

Respect de l'échéancier

Le mandat est d'une durée de 520 jours de calendrier. Pour chaque jour de retard, tel que précisé au Cahier des Clauses administratives générales, à l'article 5.1.10.2, une pénalité équivalente à 0,1% (avant les taxes) du prix du contrat accordé sera appliquée. Cette pénalité ne sera jamais inférieure à 200 $. Ce cahier est partie intégrante des documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Quatorze (14) firmes (entrepreneurs généraux, architectes, ingénieurs, etc.) se sont procurées les documents d'appels d'offres, dont cinq (5) firmes ont collaboré au dépôt d'une soumission (36 %). Les preneurs du cahier des charges sont les suivants :

1. AECOM Consultant Inc.
2. AXOR Experts Conseils Inc.
3. Construction Cybco Inc.
4. Cosoltec Inc.
5. Di Lillo construction Ltée
6. Gestion & Construction Métropolitain Inc.
7. Groupe BBA
8. Groupe Décarel inc.
9. Les entreprises QMD inc.
10. Les Services exp Inc.
11. Opron Construction inc.
12. Pomerleau Inc.
13. Roche Construction Inc.
14. Services Intégrés Lemay et Associés

Au total, trois (3) soumissions ont été déposées, chacune regroupant un entrepreneur général, une firme d'architecture et plusieurs firmes d'ingénierie. Ces soumissions ont été analysées selon une grille d'évaluation autorisée par le Comité Exécutif (voir intervention de la Direction de l'approvisionnement). Les trois (3) soumissions ont été analysées en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppe no 1) et deux (2) soumissions ont obtenu le pointage minimal requis afin d'être admissibles à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe no 2) (Voir également les pièces jointes no 2 - Analyse de la conformité des soumissions - enveloppe 1 et no 3 - Analyse de la conformité des soumissions - enveloppe 2).

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base, taxes incluses	contingences, taxes incluses	Total, taxes incluses
Le Groupe Décarel inc.	80,6 %	0,09	12 870 301,50 $	1 287 030,15 $	14 157 331,65 $
Cosoltec Inc.	76,8 %	0,06	19 261 641,65 $	1 926 164,17 $	21 187 805,82 $
Dernière estimation réalisée par la DSTI			18 843 219,00 $	1 884 321,00 $	20 727 540,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 6 570 208,35 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-31,7 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*					7 030 474,17 $
					+ 49,7 %

Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*

Le prix de la soumission retenue est 31,7 % (6 570 208,35 $) plus bas que l'estimé de la DSTI qui était de 20 727 540,00 $ (incluant les taxes). Cet écart, à l'avantage de la Ville, pourrait s'expliquer principalement par la provision budgétaire (10 % des coûts de construction) servant à couvrir le coût éventuel associé à la certification LEED NC Or, que la Ville avait prévu lors de l'estimation budgétaire présentée au moment de l'autorisation d'aller en appel d'offres et qui ne semble pas incluse dans l'offre déposée. Dans un deuxième temps, l'estimation confidentielle, réalisée lors de la phase de planification du projet, observait une marge d'erreur attendue de +/- 15 % (estimation de classe D).

Nonobstant l'écart rencontré entre cette soumission et l'estimation prévisionnelle. la lecture de l'offre du Groupe Décarel inc. confirme qu'il a comprit l'ensemble des exigences présentées par la Ville.

Le comité de sélection recommande de retenir la soumission déposée par le Groupe Décarel inc. qui a obtenu le plus haut pointage final.

Le Groupe Décarel inc. n'est pas inscrit sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette entreprise n'est pas inscrite au RENA et dispose d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 14 157 331,65 $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 1 476 891 $, taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira, notamment à assurer un contrôle de la qualité, des coûts et de procéder à une mise en service améliorée. Ce montant inclut également l'acquisition du mobilier et des équipements qui seront requis, ainsi qu'à assurer les frais de déménagement des installations.

DESCRIPTION DES INCIDENCES

Dépenses générales	Laboratoire, services publics, etc.
Déménagement	Relocalisation des effectifs, archives, matériaux et équipements
Laboratoire	Contrôle de la qualité pendant la construction
Acquisition du mobilier et des équipements	Mise aux normes d'aménagement de la Ville de Montréal
Mise en place du concept 5S	Allocation permettant de financier la mise en place du système d'aménagement 5S pour les ateliers
Économie de la construction	Contrôle des coûts par une firme spécialisée en économie de la construction

Le montant à autoriser totalise 15 634 222,65 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes. (voir pièce-jointe # 4 - Calcul des coûts DSTI, contrat 13 801)

Le coût des travaux est prévu à la planification du programme triennal d'immobilisation (PTI) 2014-2016 de la DSTI et est assumée à 100 % par la Ville centre (voir l'intervention du service des finances).

La subvention prévue au projet d'entente avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec, d'un montant maximal de 38,3 M$, permettra de

rembourser 50 % des travaux et honoraires professionnels admissibles du projet du site d'Outremont et qui seront complétés au 31 décembre 2016. À noter que le montant total disponible en subventions (38,3 M$) s'applique à l'ensemble des travaux municipaux admissibles et non seulement au présent projet.

COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et de la résolution CM11 0170, le présent dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce que ce contrat de construction est d'une valeur supérieure à dix (10) millions de dollars et : qu'il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et la dernière estimation financière soumise; qu'un écart de plus de 20 % sépare les deux soumissionnaires ayant eu les notes les plus élevées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction de la nouvelle cour de services d'Outremont sera faite en considération de la Politique du développement durable de la Ville de Montréal. À cet effet, une certification LEED NC Or sera visée et l'accompagnement LEED est inclus dans le mandat du concepteur-constructeur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La conception-construction doit débuter dès que possible, de façon à intégrer le projet dans les délais requis par le calendrier des travaux liés au redéveloppement de la cour de triage d'Outremont par l'Université de Montréal.
Le mandat pourra par ailleurs débuter dès que l'acquisition du site sera complétée (Dossier 11307830001). À cet effet, certaines démarches administratives (p. ex. l'enregistrement de l'acte de vente) exigent deux à trois semaines de délai suite au passage de ce dossier à l'instance finale. Afin de permettre à la Ville de compléter le processus d'octroi, notons que le Groupe Décarel inc. a accepté de prolonger de trente (30) jours calendrier la période de validité de sa soumission.

L'ensemble des enjeux, entourant la réalisation de travaux simultanés, fait l'objet de coordination dans le cadre d'un comité de pilotage établie par la DSTI depuis le début de la phase de planification. À ce comité, sont coordonnées les enjeux et recommandations de la DUDÉ, de la DSTI et du SITE.

Par ailleurs, le présent mandat doit s'inscrire dans un contexte de juxtaposition de plusieurs chantiers (la rue publique d'accès, le pont ferroviaire, la canalisation de drainage) partageants des limites communes avec la cour de services, site Atlantic. La mise en oeuvre des différents projets dépendants doit être réalisée de façon concertée afin de ne pas engendrer de problématique en cour de chantier. Les mesures de mitigations proposées sont déterminantes dans le contexte de l'octroi de ce contrat de conception-construction et se décrivent notamment comme suit :

- Lancement d'un nouvel appel d'offres intégrant les travaux de la rue publique d'accès et de la canalisation du pont ferroviaire. Selon le calendrier établie par le SITE, celui-ci vise à donner l'accès au site de la cour de services pour octobre 2015 (voir l'intervention du SITE);
- Des discussions sont en cours avec l'UdeM, afin de disposer d'un accès alternatif au site de la cour de services, si l'accès via la rue publique était limité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée et coordonnée par la Direction de la communication, en collaboration avec la DSTI.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le présent dossier n'a pu être présenté dès l'analyse des soumissions puisque l'acquisition du terrain Atlantic était toujours en processus et exigea un délai plus prolongé que prévu initialement.

	Date de début prévue
Comité exécutif, passage no 1	7 mai 2014
Commission permanente sur l'examen des contrats	14 mai 2014
Comité exécutif, passage no 2	21 mai 2014
Conseil municipal	26 mai 2014
Acquisition du site, Conseil municipal	26 mai 2014
Octroi du contrat en design-construction	mai 2014
Début de la mission (date approximative)	juin 2014
Réalisation du mandat (plans - devis - travaux)	juin 2014 à octobre 2015
Réception provisoire	octobre 2015
Mise en service	octobre 2015
Déménagement	novembre 2015

Durée totale de la mission : 17 mois

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique (Marie -Hélène GABOURY)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Pierre L'ALLIER)

Avis favorable avec commentaires :
Outremont , Direction des travaux publics (Sophie LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Vincent DEFEIJT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel CORBEIL
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8868
Télécop. : 514 872-2222

Marie-Hélène LESSARD
Chef de section - Gestion immobilière - Arrondissements
514 872-7826

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-14

Carlos MANZONI
Chef de division - Gestion immobilière

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 872-2222

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

Pièce jointe 1 : Perspective, proposition du Groupe Décarel inc.

AO 5688_cour de services_Outremont_perspective_Décarel.pdf

Pièce jointe 2 : Analyse de la conformité des soumissions - enveloppe 1

AO5688_Conformite-Enveloppe 1_11122013.pdf

Pièce jointe 3 : Analyse de la conformité des soumissions - enveloppe 2

AO5688_Conformite-Enveloppe 2_122013.pdf

Pièce jointe 4 : Calcul des coûts DSTI, contrat 13 801

AO 5688 - Calcul des coûts DSTI.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel CORBEIL
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8868
Télécop. : 514 872-2222

Marie-Hélène LESSARD
Chef de section - Gestion immobilière - Arrondissements
514 872-7826

PERSPECTIVE - VUE DE L'ENTRÉE PRINCIPALE



Service de concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction stratégies et transactions immobilières

Section Gestion immobilière - Arrondissements

» Analyse de la conformité

Design-construction
Appel d'offres 13-5688

Le présent document est complémentaire au formulaire ACS (2012-05-01) d'analyse de la conformité des soumissions pour travaux de construction :

- S'applique dans le cadre d'un design-construction ;
- S'applique lorsque le système à deux enveloppes est utilisé ;
- Implique l'analyse de la conformité de la 1ère enveloppement uniquement.

Nom du projet : CS Outremont-Atlantic
No de bâtiment : 1194

No d'appel d'offres : 13-5688
Date de l'analyse : 5 décembre 2013
Date de révision : 11 décembre 2013
Lieu : DSTI

Soumission 1	Cybco Construction inc.	Conforme
Soumission 2	Cosoltec inc.	Conforme
Soumission 3	Le Groupe Décarel inc.	Conforme

Rang	Design-constructeur		Statut
1	Construction Cybco inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Défauts administratifs	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Certificat AMF (si applicable)	☐		Non applicable
Licence RBQ	☐		Ok
Déclaration des liens d'affaire	☒		Introuvable
Conflit d'intérêts (formulaire 11)	☐		Ok
Attestation fiscale	☐		Ok
Statut du soumissionnaire	☐		Ok
Inscription au RENA		☐	Ok pour tous
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC) - entrepreneur - architecte - ingénieur - autre		☐ ☐ ☐ ☐	Ok pour tous
Signataire autorisé	☒		Introuvable
Visite des lieux		☒	Introuvable

Défauts en lien avec la proposition	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Nombre de pages	☐		Ok
Indice de prix		☐	Ok
Original - signature	☒		Signature introuvable Offre non-signée
Nombre d'exemplaire	☐		Ok
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	☐		Ok
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ	☐		Ok
Adresse de l'entreprise indiquée	☐		Ok
CV des membres de l'équipe	☐		Ok
Accréditation LEED – architecte-concepteur	☐		Architecte concepteur n'est pas employé de la firme d'architecture principale (Réal Paul)
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur	☒		Un PA LEED dans l'équipe conception en électromécanique

Rang	Design-constructeur		Statut
2	Cosoltec inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Défauts administratifs	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Certificat AMF (si applicable)	☐		Non-applicable
Licence RBQ	☐		Ok
Déclaration des liens d'affaire	☐		Ok
Conflit d'intérêts (formulaire 11)	☐		Ok
Attestation fiscale	☐		Ok
Statut du soumissionnaire	☐		Ok
Inscription au RENA		☐	Ok pour tous
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC) - entrepreneur - architecte - ingénieur - autre		☐ ☐ ☐ ☐	Ok pour tous
Signataire autorisé	☒		Introuvable
Visite des lieux		☐	Ok

Défauts en lien avec la proposition	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Nombre de pages	☐		Ok
Indice de prix		☐	Ok
Original - signature	☒		Paraphée seulement
Nombre d'exemplaire	☐		Ok
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	☐		Ok
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ	☐		Ok
Adresse de l'entreprise indiquée	☐		Ok
CV des membres de l'équipe	☐		Ok
Accréditation LEED – architecte-concepteur	☒		Un PA LEED dans l'équipe conception
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur	☒		Un PA LEED dans l'équipe conception en électromécanique

Rang	Design-constructeur		Statut
3	Le Groupe Décarel inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Défauts administratifs	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Certificat AMF (si applicable)	☐		Certificat obtenu Non-applicable
Licence RBQ	☐		Ok
Déclaration des liens d'affaire	☒		Introuvable
Conflit d'intérêts (formulaire 11)	☐		Ok
Attestation fiscale	☐		Ok
Statut du soumissionnaire	☐		Ok
Inscription au RENA		☐	Ok pour tous
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC) - entrepreneur - architecte - ingénieur - autre		☐ ☐ ☐ ☐	Ok pour tous
Signataire autorisé	☐		Ok
Visite des lieux		☐	Ok

Défauts en lien avec la proposition	Non-conforme MIN.	Non-conforme MAJ.	Notes
Nombre de pages	☐		Ok
Indice de prix		☐	Ok
Original - signature	☐		Ok
Nombre d'exemplaire	☐		Ok
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	☐		Ok
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ	☐		Ok
Adresse de l'entreprise indiquée	☐		Ok
CV des membres de l'équipe	☐		Ok
Accréditation LEED – architecte-concepteur	☒		Un PA LEED dans l'équipe conception
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur	☒		Un PA LEED dans l'équipe conception en électromécanique

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et des transactions immobilières
Division de la gestion immobilière
303, Notre-Dame est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Montréal

CHANTIER

SOUMISSION NO : 13 - 5688

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2013 - 12 - 19

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
13801	16841-2-001	1194

Titre

Design-construction de la cour de services Outremont, site Atlantic

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Le Groupe Décarel inc.	14 157 331,65 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☒ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☒ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Conformité complétée

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Cosoltec inc.	21 187 805,82 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Conformité complétée

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3		$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4		_____$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5		_____$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6		_____$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : _____

Fonction : Gestionnaire immobilier nom : Daniel Corbeil

Tableau de calcul des coûts - DSTI

Projet: Design-construction
Cour de services d'Outremont, site Atlantic

Contrat: 13801 Groupe Décarel inc.

			TPS	TVQ	
Calcul du coût des travaux			**5,0%**	**9,975%**	**Total**
Contrat		**$**			
Conception-construction		11 194 000,00 $			
Sous-total		11 194 000,00 $	559 700,00 $	1 116 601,50 $	12 870 301,50 $
Contingences	10,0%	1 119 400,00 $	55 970,00 $	111 660,15 $	1 287 030,15 $
Total contrat		**12 313 400,00 $**	**615 670,00 $**	**1 228 261,65 $**	**14 157 331,65 $**
Dépenses incidentes					
Générales		559 819,09 $	27 990,95 $	55 841,95 $	643 652,00 $
Déménagement		206 570,99 $	10 328,55 $	20 605,46 $	237 505,00 $
Laboratoire		206 570,99 $	10 328,55 $	20 605,46 $	237 505,00 $
Mobilier/Équipement		206 570,99 $	10 328,55 $	20 605,46 $	237 505,00 $
Mise en place du concept 5S		30 000,43 $	1 500,02 $	2 992,54 $	34 493,00 $
Économie de la construction		74 999,78 $	3 749,99 $	7 481,23 $	86 231,00 $
Coût des travaux (montant à autoriser)		**13 597 932,29 $**	**679 896,61 $**	**1 356 393,75 $**	**15 634 222,65 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS	100,00%		**679 896,61 $**		
Ristourne TVQ	62,80%			**504 578,47 $**	
Coût des travaux (montant à emprunter)		**13 597 932,29 $**		**504 578,47 $**	**14 102 510,76 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

En mars 2011, la Ville de Montréal et l'Université de Montréal ont conclu une Entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont (l'Entente) pour construire sur l'ancien triage ferroviaire d'Outremont un quartier comprenant un campus universitaire de 300 000 m^2, 1300 logements à terme et 4 hectares de parcs sur une superficie de 38 hectares. Le projet représente des investissements municipaux de 152,5 M$ sur 1,6 G$ d'investissements publics et privés.
La Ville et l'Université ont également chacune un protocole d'entente avec le MAMROT pour des subventions de travaux respectivement de 38,3M$ et de 21,7 M$ dans le cadre de fond chantier Canada-Québec ayant pour échéance le 31 décembre 2016.

Le 24 mars 2014, l'addenda 1 a été approuvé par le conseil municipal et le calendrier des travaux de la Ville et de l'Université y a été révisé et coordonné en vue de l'ouverture des deux premiers pavillons universitaires à l'automne 2018.

La construction de la nouvelle cour de services amorce la séquence des travaux municipaux requis pour desservir le site Outremont.

Enfin, tel qu'énoncé à l'article 2 de l'Entente, la Ville s'est engagé à :

· exécuter les travaux de construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement Outremont;
· réaliser les travaux requis pour l'ouverture des premiers pavillons universitaires.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Hélène GABOURY
Chargée de projets
Tél : 514 872 3648

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Claude LAURIN
Chef de division - Projets urbains
Tél : 514 872 7978
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 13-5688
Titre : DESIGN-CONSTRUCTION DE LA COUR DE SERVICE DESSERVANT L'ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT.

La direction de l'approvisionnement, dans ce dossier, n'a accompagné le service requérant que pour le comité de sélection.

Soumissionnaires trois (3) :

Groupe Decarel inc.
Cosoltec inc.
Construction Cybco inc.

Analyse des soumissions :

Les trois (3) propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection : 16 décembre 2013, à 13h30 au 303, Notre-Dame est.

Résultats d'évaluation des soumissions :

Tableau 13-5688



tableau 13-5688.pdf

Résultat de l'évaluation :

Des trois (3) offres évaluées seules les firmes Groupe Decarel inc. et Cosoltec inc.ont obtenu le pointage intérimaire nécessaire et celle de la firme Groupe Decarel inc. a obtenu le plus haut pointage.

Adjudicataire recommandé :

Octroyer un contrat à la firme Groupe Decarel inc. pour le projet mentionné en titre, et ce, selon le prix soumis dans leur offre de service, le tout conformément à l'appel d'offres 13-5688.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514-872-2608
Division : Approvisionnement stratégique en biens

13-5688 - Design construction de la cour de service desservant l'arrondissement d'Outremont

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Respect du programme fonctionnel et technique 10%	Qualité de l'ouvrage proposé 10%	Capacité de production et méthodologie 15%	Expérience et expertise du design constructeur dans la réalisation de projets similaires 20%	Expérience et expertise de l'architecte coordonnateur 15%	Expérience et expertise de l'ingénieur coordonnateur (mécanique, électrique, structure, civile) 15%	Expérience et expertise de l'architecte paysagiste 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe Decarel inc.	4,00	8,00	8,25	12,75	15,75	12,75	11,63	7,50	80,6	14 157 331,00 $	0,09	1
Cosoltec inc.	3,88	7,75	8,25	11,13	13,75	12,25	11,75	8,00	76,8	21 187 805,82 $	0,06	2
Construction Cybco inc	2,25	5,75	6,50	7,00	12,00	10,75	11,25	7,75	63,3			Non conforme
0									-		-	
0									-		-	

Comité	
Date	lundi 16-12-2013
Heure	13h30
Lieu	303 Notre-Dame, salle 3A-01

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Outremont , Direction des travaux publics

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le document d'appel d'offres public pour le design-construction de la nouvelle cour de services a été élaboré selon un programme de besoins établis en collaboration avec l'arrondissement Outremont. L'entrepreneur devra respecter le programme et répondre aux attentes.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sophie LABERGE
Chef de Division - Études techniques
Tél : 514 495-7488

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-17

Bruno PAQUET
Chef de Division - Voirie et parcs
Tél : 514 495-7468
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

1. d'autoriser une dépense de 15 634 222,65 $, taxes incluses, pour la conception et l'exécution des travaux d'aménagement de la cour de services d'Outremont, site Atlantic, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Le coût maximal de cette dépense, est de 15 634 222,65 $, toutes taxes incluses, ou 14 102 510,76 $, net de ristournes de taxes.

Ce projet est subventionné à 50% par le programme de Chantier Canada-Québec, ce qui laisse un emprunt net à la charge des contribuables de 7 051 255,39 $.

Le budget pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI corporatif 2014-2016 de la Direction stratégies et transactions immobilières au projet 66190 Implantation de nouvelles cours de services.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Imputation corpo :

Projet : 66190 Programme de protection-Implantation de nouvelles cours de services
Sous-projet : 1066460-009 Nouvelle cour de service Outremont - Design -

construction
Sous-projet Simon: 128009
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
1 916.0	4 470.0			6 386.0

Imputation corpo :

Projet : 66190 Implantation de nouvelles cours de services
Sous-projet : 1066460-010 Nouvelle cour de service Outremont - Incidences
Sous-projet Simon : 128010
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
200.0	466.0			666.0

Information comptable *(en dollars)*

Provenance corpo (100%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7712028.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000 12-028 Implantation de nouvelles cours de services CM12 0578	14 102 510.76 $	15 634 222.65 $

Un engagement de gestion no **CC45950001** au montant de **14 102 510.76 $** a été pris au compte de provenance :

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par le **conseil municipal** aux comptes suivants :

Imputation corpo (100%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7712028.803403.03107.57201.000000. 0000.128009.000000.21020.00000 Construction d'infrastructures de voirie.Travaux de construction.Nouvelle cour de service Outremont - Design - construction.Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs - Acquisition (D.V.25 ans)	12 770 313.33 $	14 157 331.65 $

	Crédits	Dépenses
6101.7712028.803403.03107.57201.000000. 0000.128010.000000.21020.00000 Construction d'infrastructures de voirie. Travaux de construction .Nouvelle cour de service Outremont -	1 332 197.43 $	1 476 891.00 $

Incidences .Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs - Acquisition (D.V.25 ans)		

N.B. Le virement de crédits est conditionnel à l'approbation par le conseil municipal du dossier décisionnel no 1130783001 (en cours de rédaction) relatif à l'achat d'un terrain aux fins d'implantation de la cour de service d'Outremont.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 872-0946

Co-auteur:Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Chausse-Gros-de-Léry
Tél.:514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Sylvain LESSARD
C/D opérations budgétaires et comptables
Tél : 872-1985

Division : Division opérations budgétaires et comptables - CDL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1145950001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Arrondissements
Objet :	Accorder un contrat de conception-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Contexte
Le commentaire de la Direction des transports ne porte pas sur le projet de construction de la cour de services en lui-même, mais plutôt sur la gestion des risques liés à l'absence de certains prérequis pour la construction de la cour de services (rue, égouts sanitaire et pluvial, aqueduc, conduits de la CSEM pour l'alimentation électrique, etc) et sur les échéanciers prévisionnels.

Le projet de l'ensemble du site est sous la responsabilité de la Direction de l'urbanisme et du développement économique (DUDÉ). La DUDÉ a mandaté la DSTI pour la construction de la cour de services et le SITE pour la construction d'une nouvelle rue menant à cette cour et la construction d'une conduite pluviale ainsi qu'un système de régulation des débits passant dans le terrain de la cour, au pied de la future bâtisse.

Avis de la direction des transports

Tel que mentionné au dernier paragraphe de la rubrique «Contexte», le principal enjeu dans l'immédiat est le chevauchement de plusieurs chantiers partageant des limites communes. La DSTI demande à ce que le concepteur-constructeur dispose d'un accès libre au site de la cour de services dès octobre 2014.

Au moment de rédiger cette intervention, le 23 avril, la Direction des transports (DT) met tous les efforts pour que l'appel d'offres de la nouvelle rue débuté à la mi-avril aboutisse à la présentation d'un dossier décisionnel au Conseil Municipal (CM) du mois de juin. L'ouverture des soumissions est prévue pour le 7 mai. Cependant la préparation d'un addenda est en cours et sera publié le 28 avril. En fonction de l'ampleur de cet addenda, la date d'ouverture des soumissions pourrait être reportée avec la possibilité que le dossier d'octroi du contrat soit repoussé au CM du mois d'août 2014.

La Direction des transports priorise ainsi la construction de la rue pour ne pas

compromettre la construction de la cour de service. Cette priorisation de la construction du lot de la rue d'accès implique un réajustement de l'échéancier pour les phases subséquentes. Des mesures pour atténuer les risques de délais additionnels sont requises et à identifier avec un objectif de respecter les engagements dans le projet du Campus Outremont.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vincent DEFEIJT
Ingénieur chargé de planification
Tél : 514-868-4869

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514-872-6855
Division : Direction des transports

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146355001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

Il est recommandé :
d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage dans le cadre du réaménagement du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société des Transports de Montréal situé au 55 rue Legendre.

Signé par Gilles CÔTÉ **Le** 2014-03-26 14:51

Signataire : Gilles CÔTÉ

_____

Directeur
Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 avril 2014	Résolution: CA14 090123

Demander au conseil municipal d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance d'un certificat d'autorisation par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM) situé au 55, rue Legendre Est.

Il est proposé par le conseiller Pierre D Desrochers

appuyé par le conseiller Harout Chitilian

et résolu

DE demander au conseil municipal d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance d'un certificat d'autorisation par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM) situé au 55, rue Legendre Est.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

Montréal, le 15 avril 2014.

70.01 1146355001

Pierre GAGNIER
_____
Maire d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 25 avril 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1146355001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

CONTENU

CONTEXTE

La Société de transport de Montréal (STM) prévoit réaliser la réfection du stationnement de ses employés au Complexe Legendre situé au 55, rue Legendre (LT05). L'état actuel de la chaussée exige une réfection complète. La STM profite donc de ces travaux pour modifier la géométrie de ces espaces de stationnement et la construction d'un nouveau système de drainage incluant un système de rétention des eaux pluviales. Les travaux relatifs à la construction d'un système de rétention, y compris les raccordements aux réseaux d'égout municipaux, sont visés par l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) dont un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) est exigé au maître de l'ouvrage ou son représentant. Selon l'article 32, toute demande d'autorisation doit être accompagnée d'une attestation du greffier de la municipalité indiquant que cette dernière ne s'oppose pas à la délivrance de l'autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA13 090196 : Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 09007), une résolution visant à autoriser le réaménagement d'une aire de stationnement extérieure au centre de transport Legendre situé au 55, rue Legendre Est - Lot 4122349 du Cadastre du Québec - Zone 0420..

DESCRIPTION

Les travaux suivants font partie du projet de la STM :
- Travaux de démolition du pavage et de la fondation granulaire;
- Mise en place d'un nouveau système d'éclairage;
- Réaménagement des cases de stationnement;
- Mise en place de dalles de béton dans les aires de circulation des autobus;

- Réaménagement de l'accès à la garderie;
- Mise en place d'une clôture ornementale;
- Mise en place d'un nouveau système de drainage avec système de rétention en conduites et en surface;
- Mise en place d'îlots de verdure;
- Approche de développement durable par le recyclage des matériaux de fondation;
- Mise en place de cases de stationnement pour le covoiturage;
- Mise en place d'un nouveau pavage incluant le marquage de la chaussée.

JUSTIFICATION

Les travaux décrits sont assujettis à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement et nécessitent une autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), laquelle est subordonnée par la délivrance de la Ville de Montréal d'une attestation de non-objection.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La STM prévoit dans son projet la réutilisation des matériaux de la fondation de son stationnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact causé par un report ou un refus du présent dossier retarderait la délivrance de l'autorisation par le MDDEFP et par conséquent, retarderait le début des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sans objet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mathieu-Pierre LABERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Jacques BLANCHARD)

Avis favorable avec commentaires :
Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire (Pierre ALARIE)

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences (Brahim AMAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jasmin FOURNIER
Ingénieur(e)

Tél : 872-6403
Télécop. : 514 872-7038

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-05

Jocelyn JOBIDON
Chef de division études techniques

Tél : 514-872-4557
Télécop. : 514 872-7038

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire

Dossier # : 1146355001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le plan d'aménagement numéro 701 pour la réfection du stationnement des employés de la STM et daté du 4 mars 2014 est conforme aux dérogations à la réglementation d'urbanisme autorisées par la résolution numéro CA13 090196 adoptée par le conseil d'arrondissement le 8 juillet 2013 et au plan d'aménagement accompagnant cette résolution. Ce projet est également conforme aux autres dispositions du règlement d'urbanisme 01-274.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ALARIE
Conseiller en aménagement
Tél : 2-3469

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-10

Gilles CÔTÉ
Directeur
Tél : 8-4028
Division : Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146355001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a pris connaissance du dossier en objet et n'a pas relevé de réserves particulières sur les dispositions techniques envisagées par le projet pour assurer la rétention des eaux pluviales concernant les terrains du stationnement envisagé et limiter les débits d'eau à admettre dans l'égout combiné existant.

Par la présente, la DGSRE formule son accord pour recommander au Conseil municipal de donner son avis favorable visant à autoriser l'émission de l'attestation de non- objection sollicitée en objet.

Également, la DGSRE a pris note qu'un ensemble d'aménagements et équipements sont envisagés, selon les pièces du dossier consulté, en regard de la réglementation en vigueur et doivent être réalisés pour limiter les eaux déversées dans l'égout. Il s'agit, notamment, des composantes suivantes:
- la construction de conduites TBA de diamètre 900 mm (longueur de 110 ml) et diamètre 675 mm (longueur de 65,2 m) ainsi que des ouvrages connexes pour assurer un complément au volume requis pour la rétention des eaux pluviales;
- la mise en place de 6 régulateurs de débit à vortex en vue de contrôler les débits des eaux pluviales déversés dans l'égout combiné existant localisé dans la rue Legendre;
- l'installation de 2 clapets anti - retour destinés à contrôler les refoulements d'eau accidentels;

La firme d'ingénierie en charge de la surveillance des travaux devra voir à communiquer à l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville des copies des plans d'exécution de l'ensemble des aménagements projetés, et ce pour les insérer à l'entrepôt du dossier du permis de la rétention qui devra être octroyé par l'arrondissement.

En outre, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville devra s'assurer d'effectuer le contrôle et

l'inspection des ouvrages de régulation précités, une fois construits, pour vérifier les conditions de leur bon fonctionnement et la réalisation effective par le propriétaire des opérations d'entretien et de maintenance des équipements de régulation hydraulique.

À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la DGSRE.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu-Pierre LABERGE
Chef de -Division
Tél : (514) 855-6216

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Dominique DEVEAU
Directrice D.G.S.R.E
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146355001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ce projet fait l'objet d'une vérification, par la Direction de l'épuration des eaux usées, de la capacité du réseau d'égout d'agglomération en regard de sa conformité avec le plan directeur du réseau d'interception des eaux usées de l'île de Montréal, et qu'il n'y a pas d'incidence sur les réseaux d'égout des arrondissements en aval du présent projet. Le respect de ces conditions est préalable à l'émission de l'autorisation par le Ministère du développement durable et des parcs, requise en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques BLANCHARD
Ingénieur
Tél : 280-4382

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-17

Patrice LANGEVIN
Surintendant
Tél : 280-6642
Division : Direction de l'épuration des eaux usées

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences

Dossier # : 1146355001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation pour la construction d'infrastructures de drainage, d'un système de rétention des eaux pluviales, d'aménagement d'îlots de verdure dans le cadre du réaménagement et de la réfection du stationnement des employés au Centre du transport Legendre de la Société de transport de Montréal (STM), LT05, IFR-01374.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Sur la foi des documents déposés à la Section de la gestion durable de l'eau pour approbation (plans 604_14-02-2014, fiches techniques des 6 régulateurs de débit_18-12-2013, formulaire de rétention des eaux pluviales_ 13-02-2014 , le Rapport de l'ingénieur_19-12-2013 et la modélisation hydraulique), le débit pluvial sortant des travaux visés par la présente demande, et se déversant dans le réseau d'égout public de la rue Legendre, est conforme aux dispositions du chapitre VII.2 du règlement sur les canalisations de l'eau potable, des eaux sanitaires et des eaux pluviales_C-1.1.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brahim AMAROUCHE
Conseillers aux normes
Tél : 514 872 5927

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-06

Hervé LOGÉ
Chef de division
Tél : 514 872 3944
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1140662003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick.

De demander au conseil municipal d'autoriser l'émission d'une attestation de non-objection à la délivrance des autorisations requises par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) en vue de la construction d'infrastructures souterraines (égouts) dans le cadre du projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick;
Et de mandater le greffier à émettre cette autorisation de non-objection.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-03-27 09:38

Signataire : Erick SANTANA

_____

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2014	Résolution: CA14 22 0144

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick (dossier 1140662003)

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Craig Sauvé

ET RÉSOLU :

De demander au conseil municipal d'autoriser l'émission d'une attestation de non-objection à la délivrance des autorisations requises par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) en vue de la construction d'infrastructures souterraines (égouts) dans le cadre du projet de construction du bâtiment commercial situé au 3828, rue St-Patrick;

Et de mandater le greffier à émettre cette autorisation de non-objection.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1140662003

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Diane GARAND
_____
Secrétaire d'arrondissement par intérim

Signée électroniquement le 2 avril 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1140662003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de construction d'un bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick, un égout pluvial de 300 mm de diamètre ainsi qu'un bassin de rétention sont prévus afin d'assurer le drainage sur le lot en question. L'entreprise CMS entrepreneurs généraux inc. doit obtenir toutes les autorisations requises du ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) avant le début des travaux. Une demande en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement doit être accompagnée d'une attestation du greffier confirmant la non-objection des instances municipales à l'émission du certificat d'autorisation conformément au point 2.5 du formulaire de demande d'autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 13 22 0384, 3 septembre 2013: Approbation de plans (PIIA) - Projet de construction pour l'immeuble situé au 3828, rue St-Patrick (dossier 1133459017)
CA 13 22 0105, 25 mars 2013: Appel de décision - Comité de démolition - 3828, rue St-Patrick

DESCRIPTION

Les travaux consistent à construire un bâtiment commercial qui abritera les bureaux administratifs, les services d'opération et d'ingénierie, ainsi que les ateliers mécaniques et les locaux techniques requis pour le fonctionnement de l'entreprise CMS entrepreneurs généraux inc.. Ce projet en est un de remplacement suite à la démolition prévue du bâtiment existant situé au 1475, avenue Gladstone et acquis par le Ministère des Transports du Québec pour la réalisation du nouvel échangeur Turcot.
L'égout et le bassin de rétention à construire sont situés en propriété privée et leur construction ainsi que leur entretien ultérieur sont de la responsabilité du propriétaire.

L'arrondissement du Sud-Ouest n'a pas d'objection à la réalisation de ce projet et recommande l'émission de la dite attestation au demandeur : CMS entrepreneurs généraux inc.

JUSTIFICATION

Le projet est assujetti à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement étant donné que le lot est situé dans une zone industrielle selon le zonage municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les allées de circulation seront en béton de type BCR.
Les espaces de stationnement seront en pavés perméables.
Les surfaces de toiture seront en membrane de couleur blanche.
Un bassin de pierre nette sera localisé en cour arrière pour récupérer et gérer les eaux pluviales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Pascale TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences (Hervé LOGÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-03-19

Stéphane CARON
Ingenieur, Chef de division

Tél : 514-872-6931
Télécop. : 872-6661

Sébastien LÉVESQUE
Directeur

Tél : 514 872-3673
Télécop. : 514 872-6661

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

Dossier # : 1140662003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le projet n'étant pas situé dans un écoterritoire, nous n'avons aucune objection à émettre

---

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudine DESCHÊNES
architecte paysagiste

Tél : 514 872-1465

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Daniel HODDER
Chef de division

Tél : 514 872-1712
Division : Gestion stratégique recherche et développement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences

Dossier # : 1140662003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour la construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet de construction du bâtiment commercial au 3828, rue St-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'analyse des plans et calculs concernant la rétention des eaux pluviales a été faite par Mme Danielle Marin qui a approuvé ces plans et calculs, en regard de leur respect au règlement C-1.1, le 17/03/2014

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hervé LOGÉ
Chef de division
Tél : 514-872-3944

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Hervé LOGÉ
Chef de division
Tél : 514-872-3944
Division : Gestion durable de l'eau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1145075003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090)»

Il est recommandé au conseil municipal :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090) »

Signé par Chantal MORISSETTE **Le** 2014-04-10 13:56

Signataire : Chantal MORISSETTE

Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1145075003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090)»

CONTENU

CONTEXTE

Afin de se conformer aux pratiques existantes et assurer la continuité de la réalisation des activités dans le cadre des services de proximité, le conseil d'agglomération a délégué aux villes liées certaines activités d'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout selon le règlement RCG 05-002.
Pour les mêmes raisons, la Ville de Montréal délègue ces activités aux arrondissements par le règlement de subdélégation 05-090.

Des modifications ayant été adoptées au règlement de délégation, il s'impose de modifier pareillement le règlement de subdélégation aux arrondissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0429 - 26 septembre 2013 - Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (délai 90 jours).
CM12 1016 - 19 novembre 2012 - Adopter le règlement modifiant le règlement du conseil de ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux arrondissements (05-090) (réf. annexe D).

CM10 0140 - 22 février 2010 - Modification au règlement du conseil de ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux arrondissements (05-090).

CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002).

CM05 5063 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil de ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090).

DESCRIPTION

Dans le but de refléter la réalité opérationnelle, le règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) a été modifié afin de remplacer le délai de 30 jours stipulé au chapitre IV, article 8, du règlement de délégation RCG 05-002, pour le dépôt des documents requis au remboursement des activités d'entretien du réseau principal, par le délai suivant :

· 90 jours de la fin des travaux pour les travaux d'urgence et les réparations;
· 90 jours suivant la fin de l'exercice financier pour les contrats d'entretien annuel.

Étant donné la délégation par la Ville de Montréal des activités d'entretien aux arrondissements, il est requis de modifier le premier paragraphe de l'article 6 du règlement de subdélégation 05-090: *"Le conseil d'arrondissement doit, dans les 30 jours d'une intervention liée à la subdélégation prévue à l'article 2, transmettre une facture avec pièces justificatives à la Ville de Montréal."* en le remplaçant par le texte suivant:

Le conseil d'arrondissement doit, dans les 90 jours de la fin des travaux pour les travaux d'urgence et les réparations ou dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice financier pour les contrats d'entretien annuel pour une activité liée à la subdélégation prévue à l'article 2, transmettre une facture avec pièces justificatives à la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

La révision du règlement de subdélégation 05-090 suivant l'adoption par le conseil d'agglomération du règlement modifiant le règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) permet de refléter la réalité opérationnelle qui prévaut pour l'entretien standard des équipements d'agglomération et l'opération du comité technique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'eau rembourse aux arrondissements et aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Mise à jour du règlement du conseil de ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement aux arrondissements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Michel SÉGUIN
Directeur de la Direction de la gestion durable de l'eau et du soutien à l'exploitation

Tél : 514 872-4076
Télécop. : 514-872-8503

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1145075003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090)»

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

Règlement modifiant le 05-090.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : (514) 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Véronique BELPAIRE
Avocate, chef de division
Tél : (514) 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA SUBDÉLÉGATION DE L'ENTRETIEN DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (05-090)

Vu l'article 49 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001);

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 6 du Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux conseils d'arrondissement (05-090) est remplacé par le suivant :

> « Le conseil d'arrondissement doit, dans les 90 jours de la fin des travaux pour les travaux d'urgence et les réparations ou dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice financier pour les contrats d'entretien annuel pour une activité liée à la subdélégation prévue à l'article 2, transmettre une facture avec pièces justificatives à la Ville de Montréal. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX

GDD : 1145075003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1143455002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001

Il est recommandé :
de modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2014-04-29 14:04

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur des transports
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143455002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a adopté un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (RCA14 17222) afin d'augmenter le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie locale.
Par ailleurs, l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a adopté le 3 mars 2014 une résolution visant à demander au conseil municipal de leur accorder les revenus supplémentaires nets générés par la hausse de la tarification horaire de 0,50 $ et l'ajout de parcomètres sur le réseau local de leur territoire, afin de leur permettre de respecter l'équilibre budgétaire présenté, et de leur accorder toutes les recettes éventuelles provenant de l'augmentation de tarification ou de l'ajout de nouveaux parcomètres sur le réseau local de leur territoire. La résolution de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce demande aussi au conseil municipal d'harmoniser la tarification des parcomètres sur le réseau artériel du territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en augmentant le taux horaire de 0,50 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0417 - 28 avril 2014 - Accorder à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce les revenus supplémentaires nets générés par la hausse de la tarification de 0,50 $ / l'heure et l'ajout de parcomètres sur le réseau local de son territoire, afin de lui permettre de respecter l'équilibre budgétaire, et d'accorder à l'arrondissement toutes les recettes éventuelles provenant de l'augmentation de tarification ou de l'ajout de nouveaux parcomètres sur le réseau local de son territoire /harmoniser la tarification des parcomètres sur le réseau artériel du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en augmentant le taux horaire de 0,50 $ l'heure.
CA14 170136 - 8 avril 2014 - Adopter le Règlement RCA14 17225 modifiant le *Règlement sur les tarifs* (RCA14 17222) afin d'augmenter le tarif applicable pourl'usage d'une place de stationnement située sur une voie locale.

CA14 170084 - 3 mars 2014 - Demander au conseil municipal que soient accordés à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce les revenus supplémentaires générés par la hausse de tarification sur le réseau local et toutes les recettes provenant de

l'ajout de nouveaux parcomètres sur le réseau local et de demander l'harmonisation des tarifs de stationnement sur le réseau de voies artérielles.
CM14 0184 - 24 février 2014 - Adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014)

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001), contrôlée soit par un parcomètre, une borne, un horodateur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé pour la période du lundi au vendredi de 9 h à 21 h et le samedi de 9 h à 18 h ainsi que le dimanche de 13 h à 18 h et située dans les zones 2 et 3 de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce. Ces places de stationnement sont actuellement tarifées à 2 $ en zone 2 et 1,50 $ en zone 3 et il est proposé de hausser ces tarifs à 2,50 $ en zone 2 et 2 $ en zone 3 afin d'harmoniser le tarif artériel au tarif local (voir pièces jointes au dossier).
Il est également envisagé d'ajouter 25 nouveaux espaces tarifés sur le réseau artériel dans le secteur de l'hôpital Sainte-Justine.

JUSTIFICATION

L'adoption par l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce d'un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (RCA14 17222) afin d'augmenter le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie locale crée une distorsion au niveau des tarifs de stationnement au sein de l'arrondissement. Il y a un risque réel de confusion au sein de la population si les tarifs des parcomètres sur le réseau de voies artérielles ne sont pas harmonisés à ceux des voies locales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'harmonisation des tarifs de stationnement sur rue se traduisant par une hausse tarifaire sur le réseau artériel générerait des revenus supplémentaires que la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM) estime à 377 000 $ sur une base annuelle (taxes exclues).

Les 25 nouveaux espaces tarifés envisagés sur le réseau artériel dans le secteur de l'hôpital Sainte-Justine généreraient 134 000 $ annuellement.

Au total, la hausse de tarifs et la création de nouveaux espaces tarifés généreraient donc environ 511 000 $.

Estimation des revenus supplémentaires sur le réseau artériel dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Initiatives	Revenus supplémentaires bruts *taxes incluses*	Revenus supplémentaires bruts *taxes exclues*
Hausse tarifaire	434 000 $	377 473 $
Ajouts d'espaces tarifés (Hôpital Sainte-Justine)	154 000 $	133 942 $
Total	**588 000 $**	**511 416 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La hausse des tarifs des parcomètres sur les réseaux de voies locales et artérielles pourrait contribuer à un accroissement de l'achalandage des transports collectifs car elle fera prendre conscience aux automobilistes des coûts réels d'utilisation d'un véhicule.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il y a un risque de confusion au sein de la population quant aux tarifs exigés sur le réseau de voies locales par rapport au réseau de voies artérielles si ces tarifs étaient différents. La recherche d'un stationnement à meilleur prix risque d'entraîner des déplacements inutiles, dans le cas présent pour trouver une place de stationnement sur le réseau de voies locales, ce qui se traduirait par une hausse des émissions de polluants, des pertes de temps pour les automobilistes, un ralentissement de la circulation, un gaspillage d'essence, une accélération de l'usure des infrastructures et une hausse des risques d'accident.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué sera émis par la Ville et par l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame -de-Grâce.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Dépôt d'un avis de motion le 26 mai 2014
- Adoption du règlement le 16 juin 2014
- Entrée en vigueur du règlement après la parution d'un avis public de promulgation dans un journal diffusé sur le territoire de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Finances , Direction Planification stratégique (Christian C NADEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Avis favorable avec commentaires :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Hélène BROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc COUILLARD
Conseiller en aménagement

Tél : 872-7360
Télécop. : 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Jean BERTRAND
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143455002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001



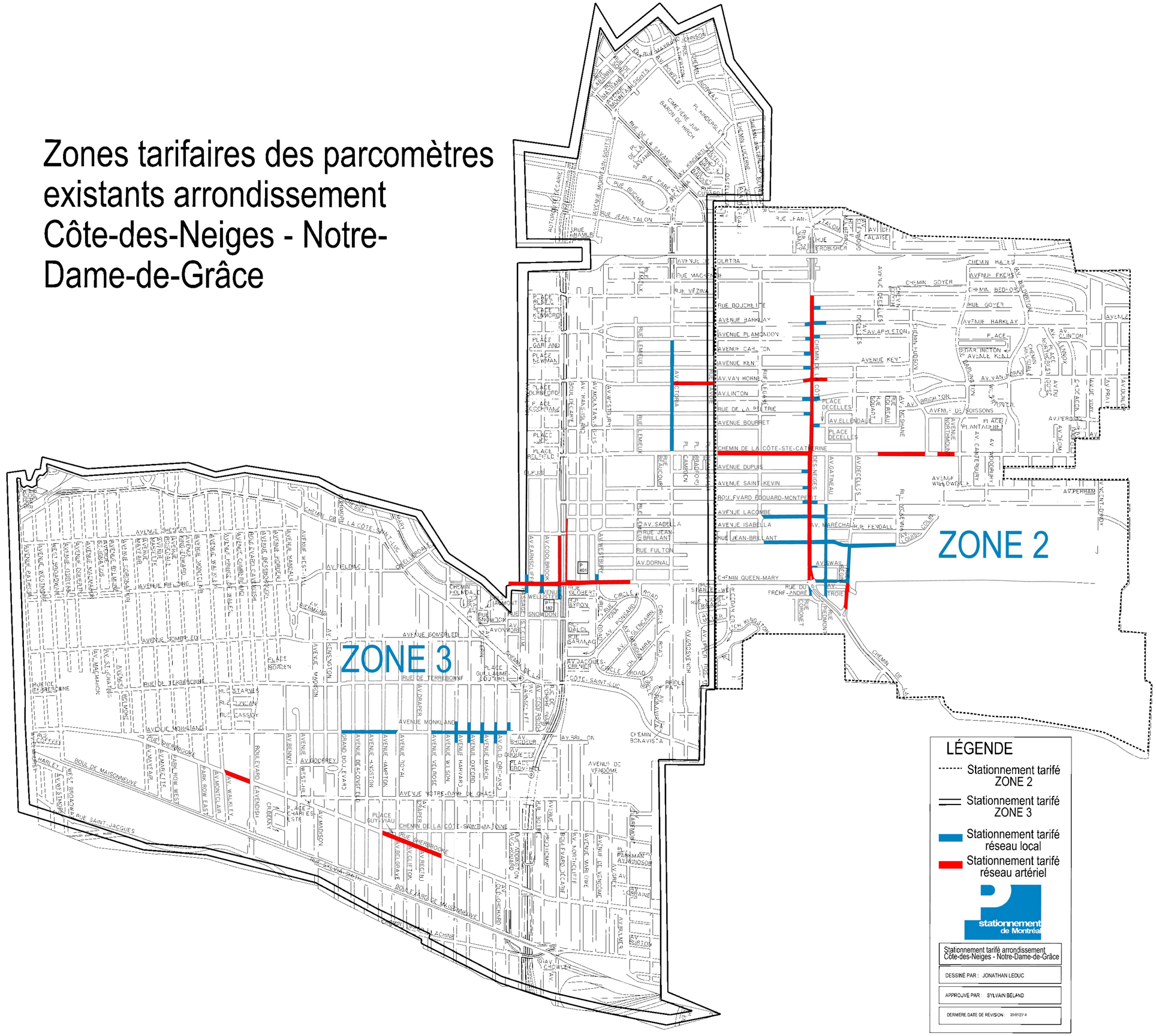

CDN_NDG_2014_Zones_tarifaires_ancienne_carte_res_loc_art.pdfCDN_V4.pdf

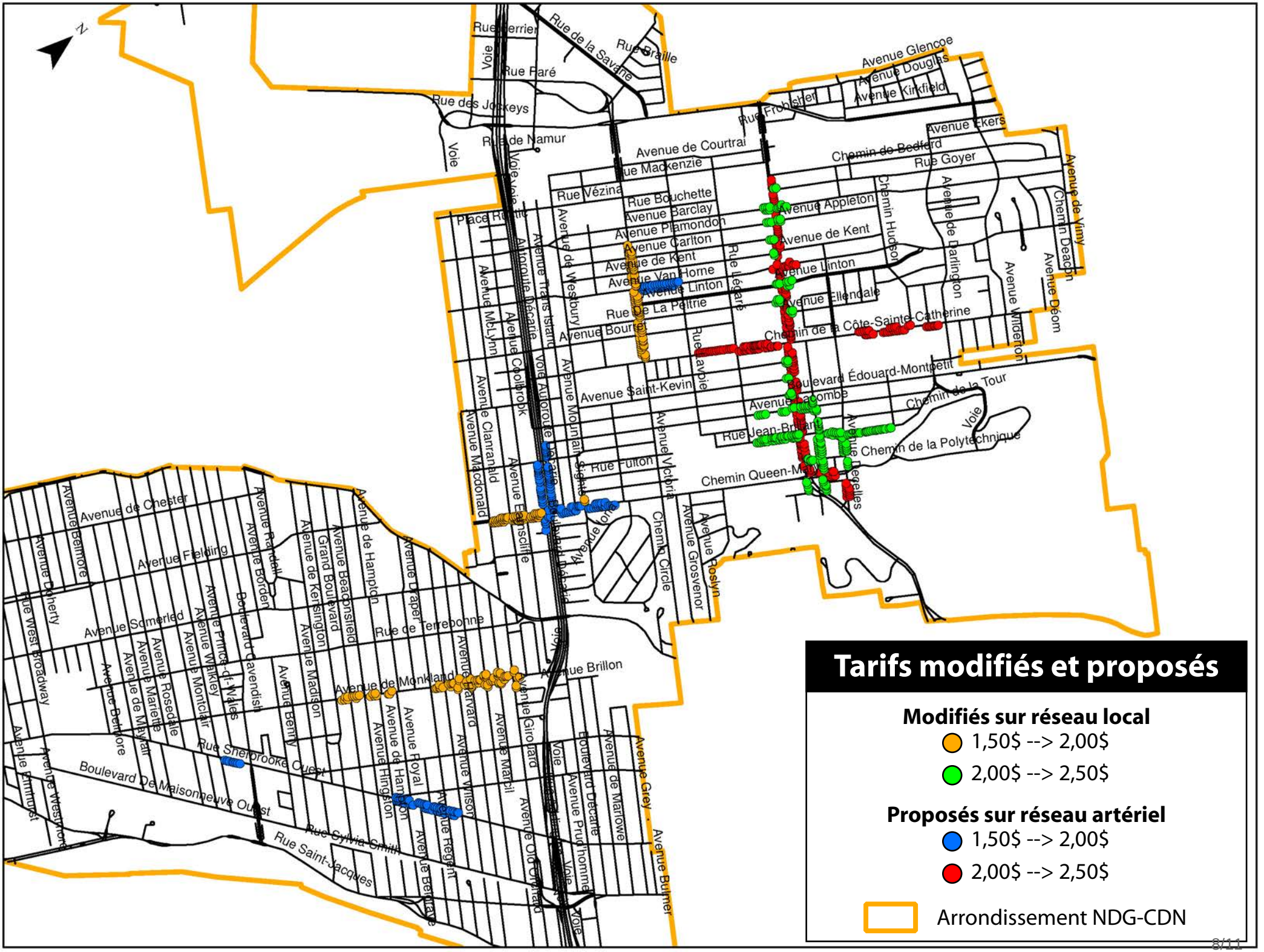
RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc COUILLARD
Conseiller en aménagement

Tél : 872-7360
Télécop. : 872-4494

Zones tarifaires des parcomètres existants arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce




Tarifs modifiés et proposés
Modifiés sur réseau local
1,50$ --> 2,00$
2,00$ --> 2,50$
Proposés sur réseau artériel
1,50$ --> 2,00$
2,00$ --> 2,50$
Arrondissement NDG-CDN

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1143455002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

ci-joint, un projet de règlement:

AML-1143455002 Règl modif règle tarifs stationnements artériel CDN-NDG 20140428.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2014), (14-006)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe a) du paragraphe 2° de l'article 122 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014), (14-006) est modifié par le remplacement du montant de « 2,00 $ » par le montant de « 2,50 $ ».

2. Le paragraphe 3° de l'article 122 de ce même règlement est modifié par le remplacement du montant de « 1,50 $ » par le montant de « 2,00 $ ».

3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

GDD1143455002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1143455002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Modifier le règlement 14-006 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) » afin de modifier le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement située sur une voie artérielle conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Lors de l'adoption de la résolution visant à ce que le Conseil municipal accorde à l'arrondissement les revenus supplémentaires générés par la hausse de tarification de 0, 50 $ / heure des parcomètres sur le réseau local, le Conseil d'arrondissement a également mentionné qu'il était favorable à ce que la Ville centre harmonise la tarification des parcomètres sur le réseau artériel de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce d'un montant identique de 0,50 $ / l'heure et procède à l'ajout de 25 parcomètres sur le réseau artériel (CA 14 170084).
Toutefois, en ce qui concerne l'ajout des nouvelles places tarifées, l'évaluation effectuée par le Bureau technique de l'arrondissement nous indique que les travaux présentement en cours sur le site de l'hôpital Sainte-Justine retarderont le délai d'installation de ces parcomètres, tant sur le réseau local qu'artériel. Le bureau technique de l'arrondissement assurera le lien avec Stationnement de Montréal pour le suivi du calendrier de ces installations.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hélène BROUSSEAU
C/d ressources financières, matérielles et informationnelles
Direction des services administratifs et du greffe - CDN/NDG
Tél : 514 872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Denis GENDRON
Directeur - Direction Des Services Administratifs Et Du Greffe - CDN/NDG

Tél : 514-868-3644
Division : Direction Des Services Administratifs Et Du Greffe - CDN/NDG

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2014/05/26
14:00

(2)

Dossier # : 1145291001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du développement du territoire_des études techniques et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) » afin de modifier les dispositions liées aux garanties bancaires exigées.

IL EST RECOMMANDÉ :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 ».

Signé par Pierre WINNER **Le** 2014-04-28 13:34

Signataire : Pierre WINNER

Directeur d'arrondissement intérimaire
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 210202

Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) » afin de modifier les dispositions liées aux garanties bancaires exigées. (1145291001)

Il est proposé par la conseillère Manon Gauthier

appuyé par le conseiller Pierre L'Heureux

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 ».

40.10 1145291001

Jean-François PARENTEAU
_____
Maire d'arrondissement

Caroline FISETTE
_____
Directrice du bureau d'arrondissement et secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 mai 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1145291001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du développement du territoire_des études techniques et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) » afin de modifier les dispositions liées aux garanties bancaires exigées.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'adoption du Règlement autorisant la démolition de l'Église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 par le Conseil municipal le 4 juillet 2013 et suite à l'adoption du PIIA par résolution au conseil d'arrondissement du mercredi 19 mars 2014, il appert que le cautionnement déposé par le promoteur en référence aux articles 34 et 35 du Règlement en vigueur ne satisfait pas les conditions de la Ville pour ce type de document.
En effet, selon les analyses juridiques reçues, ce type de projet est habituellement couvert par lettre de garantie bancaire irrévocable émise par une institution bancaire ou une compagnie d'assurance. Ce type de document permet à la Ville d'exercer tout droit en cours de projet, sans possibilité d'opposition de la part du promoteur. La Ville est alors en mesure de s'assurer de la conformité des travaux visés par le Règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Dans le cas où les travaux ne sont pas conformes aux autorisations, la Ville est en mesure de réaliser la garantie pour s'assurer d'être dédommagée et de faire compléter les travaux, au besoin.

Actuellement, le cautionnement qui a été proposé par le promoteur ne permet pas à la Ville de Montréal de l'encaisser, sans égard aux conditions auxquelles les parties sont liées par contrat, et ce, afin de réaliser des travaux qui seraient non conformes aux dispositions du Règlement.

En ce sens, l'arrondissement propose de modifier le texte du Règlement afin de préciser qu'une lettre de garantie bancaire devra être émise (1 450 000$) et que celle-ci sera remplacée par une seconde lettre, révisée à la baisse (375 000$), lorsque les travaux de démolition seront complétés. La première garantie bancaire sera en vigueur pour la durée des travaux de démolition alors que la deuxième demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que les travaux de construction ne seront pas complétés, tel qu'exigé au Règlement initialement. La seconde lettre entrera en vigueur automatiquement au moment où la première viendra à échéance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 210121 - 19 mars 2014. Demande d'approbation au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) déposée, afin de permettre la démolition de l'église Notre -Dame-de-la-Paix et la construction d'un centre de ressources intermédiaires de 6 étages et de 155 chambres au 3465, rue Ethel.

CM13 1091 - 26 novembre 2013. Adoption - Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031).

CM13 0665 - 4 juillet 2013. Adoption - Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010

DESCRIPTION

Le projet de ressource intermédiaire de 155 chambres approuvé lors du conseil d'arrondissement du 19 mars 2014 demeure inchangé.

JUSTIFICATION

Considérant que le projet de ressource intermédiaire s'adresse à une clientèle de personnes âgées en perte d'autonomie et donc que ses services bénéficieront à la communauté verdunoise, l'arrondissement croit qu'il est pertinent de réduire la garantie bancaire initialement onéreuse, surtout sur une longue période. La présente proposition garantit la réalisation du projet, tout en étant flexible financièrement pour le demandeur. Le demandeur est en accord avec la présente modification apportée au Règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La garantie bancaire exigée au Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 a été revue à la baisse au montant de 375 000 $, pour la durée des travaux de construction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En vertu de la Charte de la ville de Montréal, aucune consultation publique n'aura lieu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cheminement du dossier:
- Conseil d'arrondissement: résolution de transmission 6 mai 2014 ;
- Comité exécutif: 21 mai 2014 ;
- Avis de motion au Conseil municipal: 26 mai 2014 ;
- Adoption au Conseil municipal: 16 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de règlement est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal ainsi qu'à celles de la Charte de la Ville de Montréal et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédéric ST-LOUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514 765-7257
Télécop. : 514 765-7114

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Michèle GIROUX
Directrice intérimaire

Tél : 514 765-7084
Télécop. : 514 765-7114

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1145291001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du développement du territoire_des études techniques et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) » afin de modifier les dispositions liées aux garanties bancaires exigées.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

14-001227 - art. 89 (4) - addenda 2 - avril 2014.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : (514) 872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Véronique BELPAIRE
Avocate, chef de division
Tél : (514) 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION DE L'ÉGLISE NOTRE-DAME- DE-LA-PAIX AINSI QUE LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UNE RESSOURCE INTERMÉDIAIRE SUR LE LOT 1 153 010 (13-031)

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Les articles 34 et 35 du Règlement autorisant la démolition de l'Église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) sont remplacés par les suivants :

« **34.** La délivrance d'un permis de démolition visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 1 450 000 $ émise par une institution financière ou une compagnie d'assurance exerçant son activité au Québec.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que :

1° les travaux visés par le permis de démolition soient complétés;
2° la pierre et les artefacts de l'église Notre-Dame-de-la-Paix soient récupérés et entreposés conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Verdun;
3° la garantie visée à l'article 35 soit déposée.

Si les travaux ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Verdun, la Ville peut réaliser la garantie.

35. La délivrance d'un permis de construction visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 375 000 $ émise par une institution financière ou une compagnie d'assurance exerçant son activité au Québec.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient complétés, incluant l'aménagement des cours.

Si les travaux ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Verdun, la Ville peut réaliser la garantie. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1145291001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1134386007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H12-005-5169-05

Il est recommandé :

d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56^{e} Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles » formée des lots 5 378 332 à 5 378 336 du cadastre du Québec et délimitée par les lettres ABCDA sur le plan C-172 Rivière-des-Prairies, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, dossier n° 21277-1 en date du 28 octobre 2013, sous le n°1458 de ses minutes.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-03-06 15:01

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1134386007**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H12-005-5169-05

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI ») a reçu une demande d'un citoyen pour acquérir la ruelle riveraine à sa propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée, à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C annexés est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (5).
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de la ruelle, maintenant connue, selon le plan C-172 Rivière-des-Prairies, par les lots 5 378 332 à 5 378 336 du cadastre du Québec. Plus du deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, tous les propriétaires ont répondu favorablement à la pétition.

Une action est requise pour permettre la fermeture de cinq (5) lots identifiés, sur le plan C-172 Rivière-des-Prairies ci-joint, comme domaine public, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

Pour l'ancien lot 1 511 239 (ruelle) :

§ Par un bordereau de loi en faveur de la Ville de Montréal publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 20 janvier 1967, sous le numéro 1 964 370.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 5 378 332 à 5 378 336 du cadastre du Québec et créer une servitude à des fins de télécommunications et de transport d'énergie sur les lots 5 378 335 et 5 378 336 du cadastre du Québec, délimitée par les lettres FBCEF, tels qu'identifiés au plan C-172 Rivière -des-Prairies préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, dossier n° 21277-1, en date du 28 octobre 2013, sous le n° 1458 de ses minutes.

JUSTIFICATION

Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.
Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

En conséquence et en tenant compte que l'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, Direction des affaires civiles, de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Daniel DESHAIES)

Avis favorable :
Sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Stéphane ROBITAILLE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-17

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514-872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514-872-2125

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134386007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H12-005-5169-05

RÉSUMÉ DE TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Résumé de transaction immobilière.doc

PLANS (A-B-C et P)

5 5169 5A.pdf5-5169 5B.pdf5-5169 5C.pdf5-5169-5P.pdf

PÉTITIONS (5)

pétitions signées par les riverains.pdf

PLAN CADASTRAL

Plan cadastral C-172 RDP dossier 09-0231-S.pdf

COMPILATION DE LA PÉTITION

Compilation pétition Gouin- 56e Avenue-1e Rue.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009

Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514-872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1134386007 / Mandat n° 09-0231-S

Description de la transaction :

- Type de transaction : Règlement de fermeture de ruelle selon les articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal..
- Localisation : Ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- Lot : 5 378 332 à 5 378 336 du cadastre du Québec
- Superficie à transférer : 223 m² (2 400 pi²)
- Zonage : Habitation
- Particularités : Ruelle non ouverte à la circulation et déjà intégrée aux propriétés riveraines, en plus d'être jugée non requise par l'arrondissement.

Requérant : Ville de Montréal

Acquéreurs : Tous les propriétaires riverains (5)
Voir tableau de compilation

Prix de la cession : Sans compensation monétaire

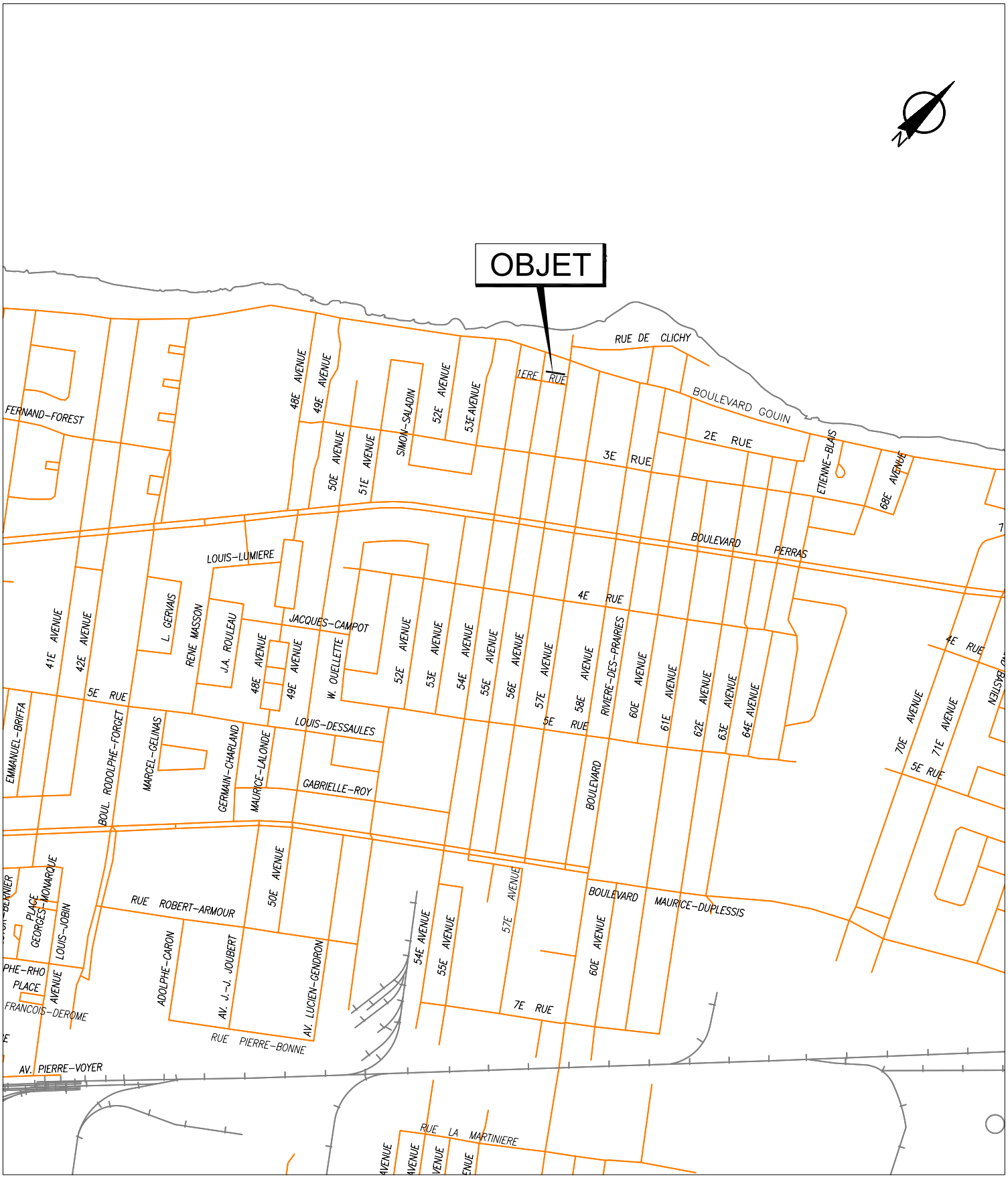
Juste valeur marchande : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier: Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas - domaine public

Raison du prix de vente : Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Jocelyne Boulanger	Téléphone : 2-2009	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

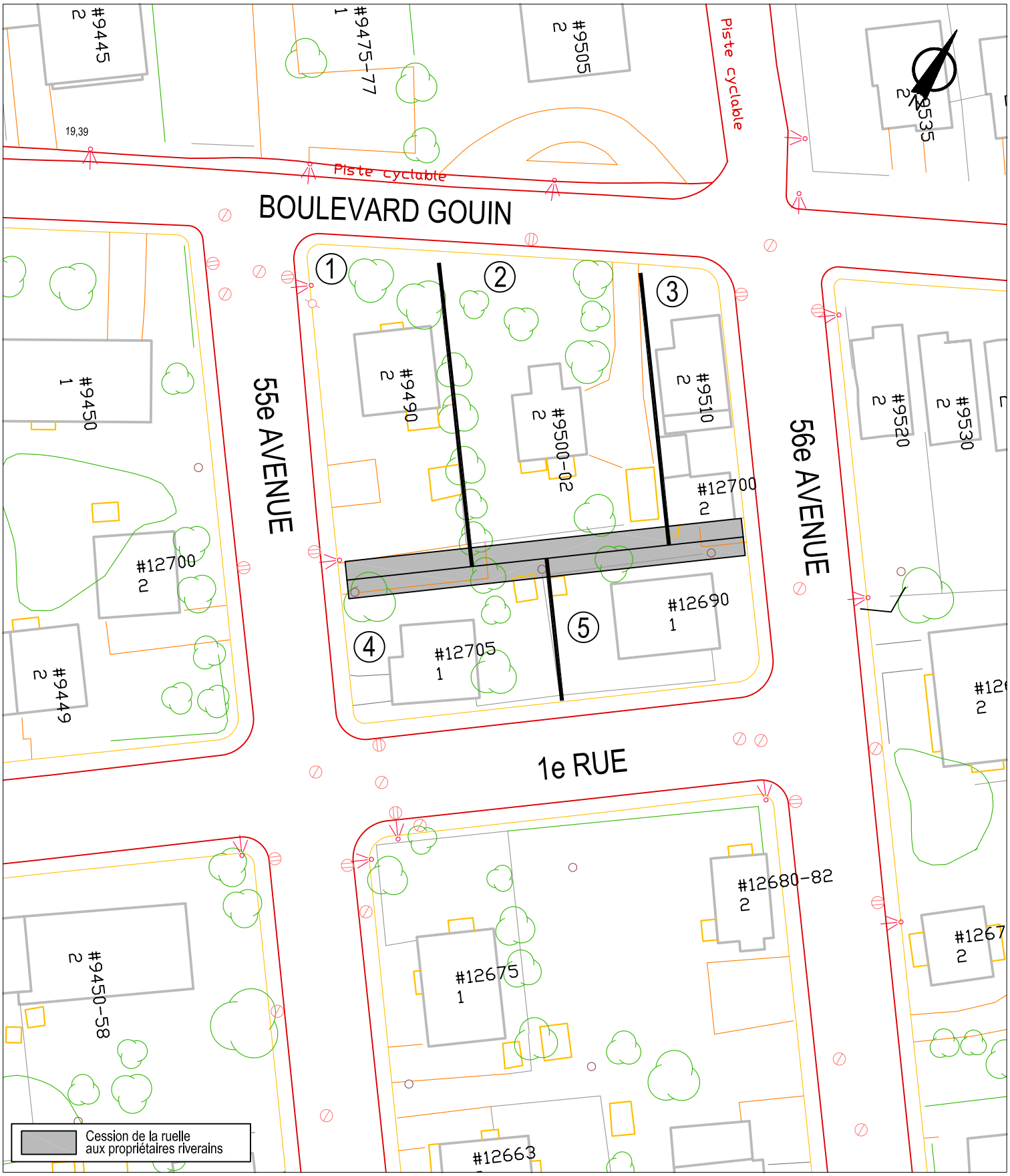


SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-5169-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 26-02-10

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

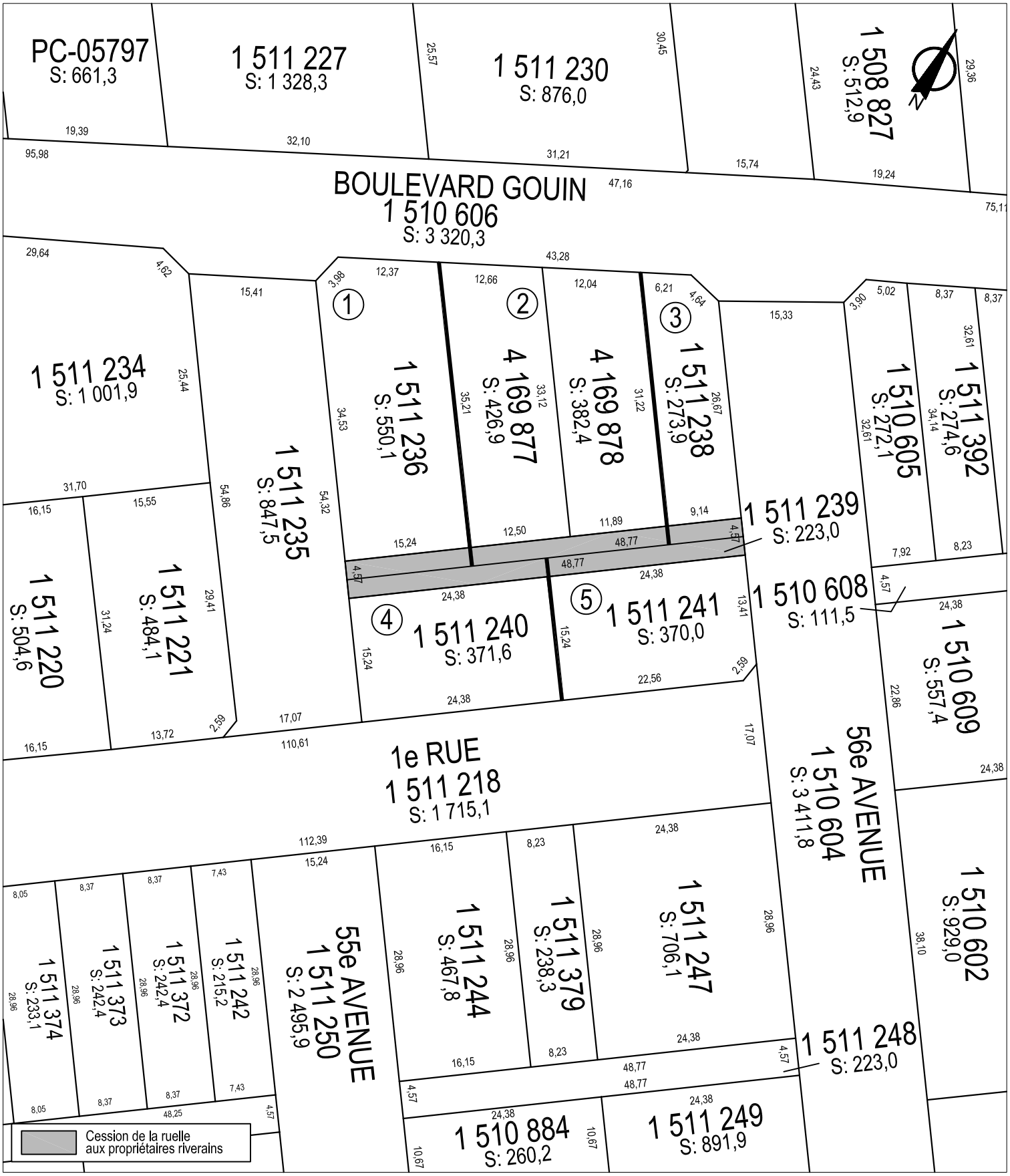


SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-5169-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 26-02-10

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-5169-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 26-02-10

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-5169-05
Dessinateur : CL
Date : 03-08-11

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Montréal

Service des immeubles et des systèmes d'information
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-5169-05

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec le 14 mars 2000 : Lots 1 511 239 située dans le quadrilatère formé par le boulevard Gouin, la 56e Avenue, la 1re rue et la 55e Avenue, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées

1	Diane Tremblay Madame Diane Tremblay Sal Bongio Monsieur Salvatore Bongiovanni 9490, boul. Gouin Est, Montréal Tél. : 514-648-3989 Compte de taxes : 891516-00 Travail = 514-350-8700 Poste 7816	☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 9490, boul. Gouin Est, Montréal. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition que nous possédons, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans les ruelles constituées des lots 1 511 239 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service des immeubles et des systèmes d'information
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-5169-05

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec le 14 mars 2000 : Lots 1 511 239 située dans le quadrilatère formé par le boulevard Gouin, la 56e Avenue, la 1re rue et la 55e Avenue, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
2	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 9500, boul. Gouin Est, Montréal .
Manon Hogue Madame Manon Hogue 9500, boul. Gouin Est, Montréal Tél. : 514 926-1288 Compte de taxes : 801514-05	☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition que nous possédons, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans les ruelles constituées des lots 1 511 239 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service des immeubles et des systèmes d'information
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-5169-05

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec le 14 mars 2000 : Lots 1 511 239 située dans le quadrilatère formé par le boulevard Gouin, la 56e Avenue, la 1re rue et la 55e Avenue, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
4	☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 12705, 55e Avenue, Montréal.
Carole Forest Bérubé Madame Carole Forest Bérubé Alain Bérubé Monsieur Alain Bérubé 12705, 55e Avenue, Montréal Tél. : (514) 642-6504 Compte de taxes : 868391-00	☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition que nous possédons, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans les ruelles constituées des lots 1 511 239 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service des immeubles et des systèmes d'information
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-5169-05

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec le 14 mars 2000 : Lots 1 511 239 située dans le quadrilatère formé par le boulevard Gouin, la 56e Avenue, la 1re rue et la 55e Avenue, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
5 Madame Elizabeth Nelson Monsieur Théodore Abner 12690, 56e Avenue, Montréal Tél. (514) 494 9245 Compte de taxes : 868399-00	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 12690, 56e Avenue, Montréal. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition que nous possédons, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans les ruelles constituées des lots 1 511 239 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service des immeubles et des systèmes d'information
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-5169-05

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec le 14 mars 2000 : Lots 1 511 239 située dans le quadrilatère formé par le boulevard Gouin, la 56e Avenue, la 1re rue et la 55e Avenue, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées

3	Alain Boulé Monsieur Alain Boulé 9510, boul. Gouin Est, Montréal 12700, 56e Avenue, Montréal Tél. : 514-269-5984 Compte de taxes : 891513-10	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 9510, boul. Gouin Est, Montréal 12700, 56e Avenue, Montréal. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition que nous possédons, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans les ruelles constituées des lots 1 511 239 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée du lot 1 511 239 du cadastre du Québec, située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1ère Rue et le boulevard Gouin Est, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C ci-joints.

DOSSIER : # 09-0231-S (31H12-005-5169-05)

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre(s) de la propriété	Propriété transférée No de lot(s)	Superficie(s) acquise(s)	No rôle foncier	Frontage	Signatures conformes
1	Madame Diane Tremblay Monsieur Salvatore Bongiovanni 9490, boul. Gouin Est Montréal (Québec) H1E 1E3	9490, boul. Gouin Est, Montréal	1 511 236	5 378 332	2,29m x 15,24m = 34,9 m^2	891516-00	15,24 m	X
2	Madame Manon Hogue 9500, boul. Gouin Est Montréal (Québec) H1E 1E3	9500, boul. Gouin Est, Montréal	4 169 877 4 169 878	5 378 333	2,29m x 24,39m = 55,8 m^2	891514-05	24,39 m	X
3	Monsieur Alain Boulé 76, rue Jeanne-Mance Repentigny (Québec) J5Z 2L7	9510, boul. Gouin Est, Montréal et le 12700, 56e Avenue, Montréal	1 511 238	5 378 334	2,29m x 9,14m = 20,9 m^2	891513-10	9,14 m	X
4	Madame Carole Forest Bérubé Monsieur Alain Bérubé 12705, 55e Avenue Montréal (Québec) H1E 2L3	12705, 55e Avenue, Montréal	1 511 240	5 378 336	2,28m x 24,38m = 55,7 m^2	868391-00	24,38 m	X
5	Madame Élizabeth Nelson Monsieur Théodore Abner 12690, 56e Avenue Montréal (Québec) H1E 2M6	12690, 56e Avenue, Montréal	1 511 241	5 378 335	2,28m x 24,39m = 55,7 m^2	868399-00	24,39 m	X

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée du lot 1 511 239 du cadastre du Québec, située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1ère Rue et le boulevard Gouin Est, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C ci-joints.

DOSSIER : # 09-0231-S (31H12-005-5169-05)

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre(s) de la propriété	Propriété transférée No de lot(s)	Superficie(s) acquise(s)	No rôle foncier	Frontage	Signatures conformes

Superficie totale à transférer aux propriétaires riverains :	**223 m²**

Nombre total de propriétaires :	5
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	4
Nombre de signatures conformes obtenues : (100 %) :	5
Frontage total sur ruelle :	97,54 mètres linéaires
Frontage minimum requis (66,6 %) :	64,96 mètres linéaires
Frontage sur ruelle obtenu : (100 %) :	97,54 mètres linéaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1134386007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H12-005-5169-05

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement à être soumis aux autorités municipales pour approbation.

Règlement fermeture et transfert ruelle.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-25

Marie-Andrée SIMARD
Notaire chef de division - droit contractuel
Tél : (514) 872-2363
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
14-

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-OUEST DE LA 56e AVENUE ENTRE LA 1re RUE ET LE BOULEVARD GOUIN EST, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ;

À la séance du 2014, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 5 378 332, 5 378 333, 5 378 334, 5 378 335 et 5 378 336 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 511 236, 4 169 877, 4 169 878, 1 511 238, 1 511 240 et 1 511 241 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan C-172 Rivière-des-Prairies.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

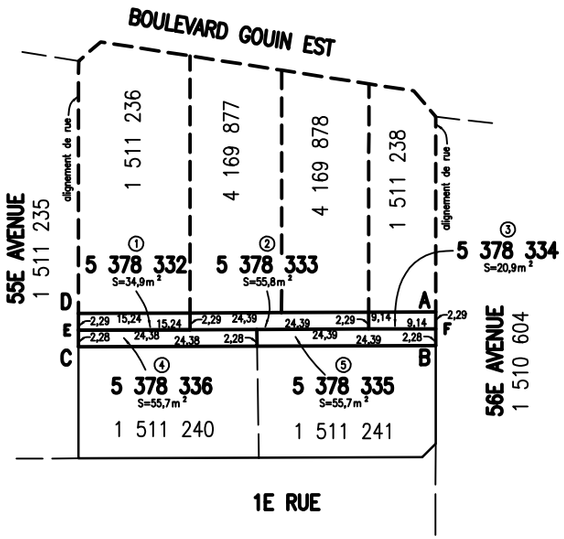
5. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 5 378 335 et 5 378 336 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres FBCEF sur le plan C-172 Rivière-des-Prairies, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de transport d'énergie, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. Le propriétaire des lots riverains auxquels cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE

PLAN C-172 RIVIERE-DES-PRAIRIES

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2014



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500 0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

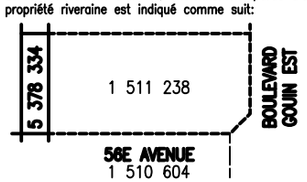
LOT(S)

Les lots 5 378 332, 5 378 333, 5 378 334 5 378 335 et 5 378 336.

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de la
56E AVENUE
entre la
1E RUE
et le
BOULEVARD GOUIN EST

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Le bien-fonds identifié par les lettres FBCEF (articles 4 et 5) devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications et de transport d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 28 octobre 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1458 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-010-2635 Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21277-1 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº C-172 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

21277-1D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1134386007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 56e Avenue entre la 1re Rue et le boulevard Gouin Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H12-005-5169-05

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la Géomatique est en accord avec le retrait du domaine public comme ruelle des lots 5 378 332 à 5 378 336 du cadastre du Québec en vue de leur transfert.

Il n'y a aucune infrastructure municipale sur ou sous les lots concernés.
On retrouve un réseau de télécommunication sur les lots 5 378 335 et 5 378 336 du cadastre du Québec. Ces lots doivent être grevés de servitudes à des fins de télécommunication et ce tel qu'indiqué par les lettres FBCEF au plan C-172 Rivière-des-Prairies, préparé par Sylvie Gauthier arpenteure-géomètre à notre Division, en date du 28 octobre 2013 sous le numéro 1458 de ses minutes.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie BLAIS
Ingénieure
Tél : 514 872-2960

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-19

Daniel BROUSSEAU
Chef de section
Tél : 514 872-4036
Division : Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146347019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abrogation du règlement intitulé Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

Le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie demande au conseil municipal de la Ville de Montréal :
D'adopter, conformément à l'article 89 de la Charte de la Ville, un règlement abrogeant le «Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2014-03-05 11:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 11 mars 2014	Résolution: CA14 240123

Abroger le règlement intitulé Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Jean-Marc Gibeau

De demander au conseil municipal de la Ville de Montréal :

D'adopter, conformément à l'article 89 de la Charte de la Ville, un règlement abrogeant le «Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)».

Adoptée à l'unanimité.

40.23 1146347019

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 mars 2014

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1146347019**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abrogation du règlement intitulé Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement Angus (SDA) a déposé une demande au mois de janvier dernier afin d'abroger le *Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)* .
Rappelons que ce règlement comporte une clause résolutoire selon laquelle les travaux visés doivent commencer dans les 60 mois suivants son entrée en vigueur. Considérant que les travaux en question n'ont pas débuté à ce jour et que le promoteur n'a pas l'intention de le faire prochainement, on estime que le règlement 09-028 devrait être caduc d'ici le 28 septembre prochain. Toutefois, étant donné qu'un nouveau projet conforme au règlement d'urbanisme est à l'étude et que les délais de construction ne permettent pas d'attendre jusqu'à cette date, il est demandé d'abroger ledit règlement 09-028.

Cette abrogation peut être adoptée par le conseil municipal en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· Le 20 avril 2009, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a transmis au conseil municipal deux projets de règlement en vue d'autoriser un projet immobilier sur la moitié nord de l'îlot situé au sud de la rue Sainte-Catherine, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark (CA09 240274);
· le 22 avril 2009, le comité exécutif soumet les deux mêmes projets de règlement au conseil municipal pour adoption en première lecture (CE09 0632);

· le 28 avril 2009, le conseil municipal adopte en première lecture le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» , ainsi que le projet de règlement intitulé «Règlement autorisant la démolition et la construction

d’édifices sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2160 657, 2 160 659, 2160 660, 2160662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec, situés au sud-ouest de l’intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent» et il soumet ces deux projets de règlement à l’Office de consultation publique de Montréal pour qu’il tienne l’assemblée publique prévue à l’article 109.2 de la *Loi sur l’aménagement et l’urbanisme* (CM090305);

· le 10 août 2009, l’Office de consultation publique de Montréal dépose son rapport de consultation;

· le 21 septembre 2009, le conseil municipal adopte le *Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte -Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028) ;*

· le 12 décembre 2011, la division des permis et inspections de l’arrondissement de Ville-Marie donne un ordre de démolir pour les bâtiments portant les numéros 1190 à 1222, boulevard Saint-Laurent à la suite d’un incendie.

DESCRIPTION

Le principal propriétaire du site visé par le règlement no 09-028 a manifesté son intention de ne pas se prévaloir des dispositions particulières de ce règlement et de construire un édifice conforme aux dispositions courantes du règlement d’urbanisme. Or, tant que le règlement no 09-028 demeure en vigueur, les dispositions courantes du règlement d’urbanisme demeurent inapplicables sur l’emplacement en cause. Le présent projet de règlement vise donc l’abrogation du règlement particulier 09-028.

JUSTIFICATION

Pour diverses raisons, le projet initialement proposé et qui a donné lieu à l’adoption du *Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud -ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)* a été abandonné durant l’année qui a suivi son adoption. Depuis lors, le promoteur du projet s’est efforcé de rebâtir un nouveau plan d’affaires qui a mené récemment à un accord de principe avec le gouvernement du Québec afin de loger les bureaux de diverses instances et agences gouvernementales. Ce nouveau projet, contrairement au précédent, peut être réalisé de plein droit, conformément au Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville -Marie (01-282). Toutefois, afin de respecter les échéances d’aménagement des nouveaux bureaux du gouvernement, le projet doit être entamé dès le début de la période estivale, ce que ne permettrait pas le règlement 09-028, qui demeure en vigueur jusqu’au mois de septembre 2014.
Techniquement, le projet de règlement proposé se limite à réduire d’approximativement 4 mois le délai de péremption du règlement particulier 09-028, qui a été adopté le 21 septembre 2009 en vertu de l’article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

Rappelons que ce projet comporte un enjeu patrimonial important lié notamment à la démolition de bâtiments anciens, ainsi qu’à une construction importante aux abords du Monument National, qui est un immeuble patrimonial au sens de la Loi sur patrimoine culturel (chapitre P-9.002). Dans le règlement particulier 09-028, les façades anciennes du boulevard Saint-Laurent devaient être intégrées au projet. Or, la plupart des édifices en question ont été démolis à la suite d’un incendie. Toutefois, le promoteur a démonté et

entreposé une grande partie des composantes architecturales de ces façades et compte les intégrer à même le nouveau projet en guise de rappel historique.

Le nouveau projet à l'étude n'a pas encore été déposé à l'arrondissement de Ville-Marie, mais il devra nécessairement être conforme à la réglementation d'urbanisme et être approuvé dans le cadre du processus de révision prévu dans le titre VIII du règlement d'urbanisme (soit un PIIA au sens de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), notamment en regard des considérations patrimoniales du site. À cet effet, l'approbation des plans du nouveau projet devra inclure l'avis des instances consultatives usuelles de la Ville et pourra également, le cas échéant, faire l'objet d'une dérogation mineure ou d'un usage conditionnel. De la même façon, le nouveau projet devra être approuvé par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) avant toute délivrance de permis (démolition, construction ou transformation).

Considérant l'échéance éminente du règlement no 09-028, le présent projet de règlement consiste essentiellement à accélérer un processus existant afin de respecter les délais de réalisation du nouveau projet de construction et c'est pourquoi la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises est d'avis que cette requête est acceptable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 15 mars 2014 : résolution du conseil d'arrondissement afin de transmettre le projet de règlement au conseil municipal ;

- 22 avril 2014 : adoption d'un avis de motion par le conseil municipal ;

- 23 mai 2014 : adoption du règlement par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno COLLIN
Conseiller en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

Sylvain Villeneuve
Chef de division - urbanisme

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-03

Marc LABELLE
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : .
Télécop. : .

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1146347019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abrogation du règlement intitulé Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Véronique BELPAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno COLLIN
Conseiller en aménagement- chef d'équipe

Tél : 514-872-0000
Télécop. : 514 868-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1146347019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Abrogation du règlement intitulé Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ci-joint, le projet de règlement:14-0743 - SDA final.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Véronique BELPAIRE
Avocate

Tél : (514) 872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-13

Philippe GAGNIER
Directeur

Tél : (514) 872-7017
Division : Direction des affaires civiles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION ET LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT SUR LES LOTS PORTANT LES NUMÉROS 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 DU CADASTRE DU QUÉBEC SITUÉS AU SUD-OUEST DE L'INTERSECTION DE LA RUE SAINTE-CATHERINE ET DU BOULEVARD SAINT-LAURENT (09-028)

Vu l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du ..... 2014, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le présent règlement abroge le Règlement autorisant la démolition et la construction d'un bâtiment sur les lots portant les numéros 2 160 638, 2 160 650, 2 160 653, 2 160 654, 2 160 655, 2 160 657, 2 160 659, 2 160 660, 2 160 662, 2 160 664, 2 160 666, 2 339 917 du cadastre du Québec situés au sud-ouest de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (09-028).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1146347019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1130387004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal ».

La Direction de la culture et du patrimoine recommande :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal », sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-07 13:09

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1130387004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal ».

CONTENU

CONTEXTE

La Société du Musée Pointe-à-Callière a élaboré, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2014-2016, un important projet d'expansion du musée, la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, en souterrain de la place d'Youville entre le musée actuel et la rue McGill, incluant la caserne d'Youville. Ce projet vise donc, à terme, la création d'une institution muséologique d'envergure internationale, sur un site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle en Amérique du Nord, mettant en valeur les vestiges du Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni. La réalisation de ce projet est prévue pour 2017, année du 375ième anniversaire de Montréal. Cette réalisation est hautement significative, d'autant plus qu'elle est située sur les lieux mêmes de la fondation de Montréal.

La réalisation de la Maison-des-Marins a été terminée en 2012 au coût total de 23,1 M$. Pour ce projet, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a contribué pour une somme de 20 M$ et la Ville pour une somme de 3,1 M$. Le MCC a été réceptif au projet de la Cité faisant l'objet du présent sommaire et a manifesté un intérêt certain, avec une contribution de 1,3M $ en 2013, pour la réalisation des fouilles archéologiques sur la place d'Youville Ouest, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel intervenue entre la Ville et le MCC. Le projet de la Cité a aussi été présenté au gouvernement du Canada qui a fait connaître à plusieurs reprises son ouverture à contribuer à la réalisation du projet. Le montage financier prévu pour ce projet serait tripartite, le coût total étant réparti entre le gouvernement du Canada (50 %), le gouvernement du Québec (25 %) et la Ville de Montréal (25 %).

Afin de compléter la conception du projet en vue de la réalisation, la Ville a accordé le 23 septembre dernier un soutien financier de 500 000 $ à la Pointe-à-Callière pour la réalisation d'études préalables du projet. Ces études, qui sont présentement en cours en collaboration avec la Ville, permettront d'identifier un concept final d'aménagement et d'en évaluer le coût total. À l'heure actuelle, selon les données des études préalables que la Société est à réaliser, les travaux reliés à la réalisation de l'ensemble du projet de la Cité sont de 110 M$.

Les contributions additionnelles qui seraient consenties par l'administration municipale, au titre du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, exigent de faire autoriser un règlement d'emprunt municipal spécifique.

Le présent sommaire décisionnel a donc pour objet d'adopter un premier règlement d'emprunt totalisant 10 632 000 $, pour permettre le financement d'une partie du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, selon les priorités définies par l'administration municipale. Un second règlement d'emprunt serait recommandé par la suite, afin de compléter le financement de la Ville pour un montant total de 27 M$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1533 Le 23 septembre 2013 - Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration (C13 0713) / Accorder un soutien financier de 500 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour la réalisation de ses études préalables au projet "Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal" .
CM13 0442 Le 27 mai 2013 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal réglant les modalités d'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350, la place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest / Autoriser une dépense de 5 140 600 $ en 2013 à cette fin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013.
CE12 0966 Le 13 juin 2012 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 300 000 $, toutes taxes incluses, pour le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséographiques dans le hall d'entrée de l'Éperon, dans la crypte et dans l'Ancienne-Douane.
CE11 1392 Le 7 septembre 2011 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 600 000 $, toutes taxes incluses, pour l'achat et l'installation d'équipements spécialisés requis pour assurer la cohérence des systèmes et des espaces qu'implique la réalisation du lien piétonnier souterrain reliant la crypte archéologique à la Maison-des-Marins.
CG11 0122: Le 14 avril 2011 - Octroi d'un contrat de services professionnels à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour la réalisation des fouilles archéologiques au montant de 1,2 M$ ainsi que de l'engagement de la Ville pour la réalisation des travaux de réfection d'une valeur de 1 M$ sur l'édifice du Musée.
CM10 0936 : Le 13 décembre 2010 - La Ville renouvelle la convention avec la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, relative aux modalités d'exploitation de celui-ci, pour trois ans, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2012.
CG06 0341 : Le 31 août 2006 - Convention de services professionnels de gestion de projet - QIM - réalisation place D'Youville Ouest, place D'Youville, rue D'Youville et square des Frères-Charon.

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt, recommandé dans un premier temps au montant de 10 632 000 $, a comme objectif de permettre à la Ville de financer une partie de la réalisation du projet de la Cité.

Les travaux d'expansion du Musée qui sont prévus sur les propriétés de la Ville, soient à la place d'Youville, parties est et ouest, ainsi qu'à la caserne d'Youville, seraient réalisés par la Ville. Ces travaux excluent la portion du projet qui se trouverait sous l'édifice Dominique Ducharme (Douanes). La somme de 10 632 000 $ serait versée pour la réalisation d'une partie des étapes de projet suivantes et un second règlement d'emprunt serait recommandé par la suite, afin de compléter le financement de la Ville pour un montant total de 27 M$:
— 2014 : plans et devis des travaux d'infrastructure et de construction, réalisation des fouilles archéologiques préalables;
— 2015 : travaux de construction et d'infrastructures;
— 2016 : travaux de construction et d'aménagement.

Les plans et devis, les travaux d'infrastructures, d'aménagement, de construction, la mise en valeur des vestiges ainsi que la muséographie sont relatifs aux étapes suivantes :
— désensabler l'égout collecteur est de la place D'Youville afin d'en évaluer l'état de conservation et identification des travaux à faire en termes de consolidation préventive;
— assumer la préservation et la mise en valeur de la canalisation du collecteur William;
— préserver et mettre en valeur les traces du fort de Ville-Marie et du Château de Callière ;
— préserver et mettre en valeur les vestiges du Marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada-Uni;
— aménager une vaste salle d'exposition de calibre international.

L'ouverture de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal est prévue pour mai 2017, dans le cadre des commémorations du 375ième anniversaire de la fondation de Montréal.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer, dans le cadre du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, la préservation et la mise en valeur des sites historiques et archéologiques de la fondation de Montréal pour les célébrations du 375ième anniversaire de la fondation de Montréal en 2017 et pour les générations futures. Ce règlement permettra aussi d'assurer l'accompagnement par la Ville du projet de la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt recommandé dans le présent sommaire, au montant de 10 632 000 $, servira notamment à financer une partie de la réalisation du projet d'expansion du musée Pointe-à Callière, selon les priorités définies par l'administration municipale.
Le budget pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction de la culture et du patrimoine au projet 36175 — Projet d'expansion du Musée.

Pour le projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, ces dépenses sont de nature capitalisable, elles sont réparties comme suit :

	2014	**2015**	**2016**
Plans et devis des travaux d'infrastructures et de construction et réalisation de fouilles	3 132 000$	-	-

archéologiques préalables			
Travaux de construction et d'infrastructures	-	3 000 000$	-
Travaux de construction et d'aménagement	-	-	4 500 000$
Total	**3 132 000$**	**3 000 000$**	**4 500 000$**

Dans une seconde étape, afin de compléter le montant total de 27 000 000 $ qui est requis, une demande d'autorisation de règlement d'emprunt serait préparée ultérieurement afin de combler l'écart. Ce montant servirait à financer la réalisation du projet d'expansion du musée Pointe-à-Callière, selon les priorités de l'administration municipale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.

Par ailleurs, le projet de Cité d'archéologie et d'histoire rejoint directement les critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section **Une meilleure qualité de vie :**
— Protection du patrimoine
— Diversité et dynamisme culturel
— Innovation et savoir
— Compétitivité
— Promotion de l'économie locale

Par ailleurs, pour la réalisation du projet d'expansion, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, une certification LEED OR est visée.

Aussi, l'histoire, le patrimoine et de la mémoire collective contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la mise en valeur des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des œuvres d'art et de l'archéologie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets à financer sur le règlement d'emprunt recommandé permettront d'accroître le rayonnement culturel de Montréal et de répondre aux orientations du Plan d'action 2007-2017, Montréal, métropole culturelle :
· consolider et mettre en valeur le réseau culturel montréalais;
· favoriser le développement des musées municipaux;
améliorer la connaissance des Montréalais de leur histoire et de leur patrimoine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal: avril
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMROT: mai
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: juin

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
architecte-plannification

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-11-13

Richard ADAM
Chef de division

Tél : 514-872-3160
Télécop. : 514 872-5588

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1130387004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal ».



1 PTI 2014-16 text 13-11-07.docx



PàC Cité Plans 1-2.pdf



étude faisablité 2007 extraits.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
architecte-plannification

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

POINTE-À-CALLIÈRE

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL



PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR POINTE-À-CALLIÈRE
LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL
POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016

NOVEMBRE 2013

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016

Table des matières

INTRODUCTION ET SOMMAIRE 3

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL 9

2. L'ÉTAT DE SITUATION 12

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS 17

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE 22

5. LE PLAN D'ACTION 24

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS 24

B. PROTECTION DES ACTIFS – PRÉSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE DE MONTRÉAL ISSU DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES, RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES 33

C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE DE MONTRÉAL* 39
COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE
LEGS PARIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2014-2016, un ensemble de projets et de travaux qui ont pour motivations premières : **la préservation et la mise en valeur des sites historiques et archéologiques, l'accessibilité et la sécurité des lieux et le remplacement des équipements électromécaniques et technologiques désuets et le renouvellement des expositions permanentes**.

Lieu de fondation de Montréal, Pointe-à-Callière célèbrera son 22e anniversaire en 2014. En 1992, cette institution ouvrait ses portes au grand public. C'est dans un esprit visant l'excellence que le jeune musée a été conçu en le dotant d'un spectacle multimédia unique, en privilégiant l'authenticité des sites archéologiques par une conservation respectueuse des lieux et en programmant des activités éducatives et culturelles pertinentes tant pour la mission du Musée que pour la vitalité du quartier historique. Dès sa première année d'existence, Pointe-à-Callière, construit pour accueillir 150 000 visiteurs, attire près de 182 000 personnes. Il a par la suite plus que doublé sa fréquentation avec près de 400 000 visiteurs par année. Le Musée aura attiré plus de six millions de personnes tout en acquérant une notoriété à la fois nationale et internationale.

Un Musée majeur à la croisée des chemins: 22-24 ans

Après vingt-et-une années d'une performance qui lui aura valu une presse importante et positive, une notoriété internationale, une fréquentation qui a presque doublé, l'obtention de quatre-vingts prix d'excellence, dont quatorze prix internationaux, dans tous les domaines où le Musée intervient (conservation, muséographie, éducation, marketing, innovation, etc.), avec un coût par visiteur le plus bas au Québec (- 70 % que la moyenne des grands musées au Québec et à Ottawa selon les études Secor et Cirano), Pointe-à-Callière est *à la croisée des chemins*.

Les sites archéologiques exigent de plus en plus une attention particulière. Les défis auxquels le lieu de fondation de Montréal est confronté nécessitent des actions de la part de la Ville de Montréal. Les ressources financières affectées par Pointe-à-Callière, au budget d'entretien des bâtiments, ont plus que doublé depuis 1993. Toutefois en 2013, d'importants travaux ont été effectués par la Ville sur l'enveloppe de l'Éperon, édifice principal du Musée, incluant le renouvellement d'une partie des électromécaniques et l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Ces travaux étaient essentiels au maintien des actifs, mais ne diminueront pas les coûts d'entretien des bâtiments. Les expositions permanentes ont été renouvelées en bonne partie et le spectacle multimédia a été remplacé en 2010.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et la Ville Montréal ont la responsabilité, depuis sa découverte et sa mise en valeur, **de préserver le lieu de fondation de la Ville** pour les générations futures. Pour ce faire, Pointe-à-Callière propose à nouveau un plan relatif à la préservation des sites historiques du Musée. **Une mise à niveau s'impose graduellement**.

Pointe-à-Callière a développé une expertise unique en matière d'archéologie. La révision de la Loi sur les biens culturels nous permet aujourd'hui de formuler les bases d'un projet qui nous paraît porteur en ce qui a trait à la gestion, à la conservation et à la mise en valeur des collections archéologiques québécoises. Le Musée reçoit graduellement des mandats nationaux en archéologie de la part du MCCQ.

La Maison-des-Marins, bâtiment multifonctionnel et éducatif attenant au Musée, a été entièrement réhabilitée et fut inaugurée en mars 2013. La Maison-des-Marins est une partie intégrante de la Phase 1 de la *Cité de l'archéologie et d'histoire*.

2014-2017 – DÉMARRER POINTE-À-CALLIÈRE, *CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE*

Les principaux enjeux de Pointe-à-Callière pour 2014-2016 sont :

- Préserver pour les générations futures le patrimoine et le lieu de fondation de Montréal
- Remplacer les équipements électromécaniques, technologiques et muséographiques désuets
- Poursuivre le renouvellement des expositions permanentes

2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL ET 25E ANNIVERSAIRE DE POINTE-À-CALLIÈRE

Les principaux enjeux de Pointe-à-Callière pour 2017 sont :

- Préserver et mettre en valeur, pour les générations futures, les derniers sites historiques majeurs du Vieux-Montréal
- Réaliser la *Cité de l'archéologie et de l'histoire,* ouverture au public prévue en 2017
- Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial remarquable au Canada, avec l'aide des gouvernements et le secteur privé, en complétant **Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire**, et ainsi développer la notoriété de Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes
- Réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre du mandat national en archéologie
- Obtenir un soutien financier au fonctionnement de la part du Gouvernement du Québec

En 2017 la Ville de Montréal célèbrera le 375e anniversaire de sa fondation. Déjà la *Société des célébrations du* 375e *anniversaire de Montréal* s'active à préparer la réalisation de grands projets avec l'appui du Québec et du Canada. Il apparaît acquis pour tous que cette commémoration historique doit laisser un legs à long terme à la population comme la Ville l'a fait avec la création de Pointe-à-Callière en 1992. Le projet le plus structurant prêt à être réalisé demeure l'expansion de Pointe-à-Callière avec son complexe souterrain culturel et touristique du Vieux-Montréal.

Ce sera une contribution exceptionnelle au développement de Montréal métropole culturelle et ville de création (alliance du passé et de technologies innovatrices d'avant-garde). De classe mondiale, cet attrait unique deviendra une locomotive touristique essentielle à Montréal. Mais pour faire un succès des célébrations du 375e anniversaire, l'expérience du 400e anniversaire de Québec démontre que l'attrait touristique doit être réalisé avant les célébrations afin de pouvoir en faire sa promotion au niveau international et attirer les touristes internationaux et non seulement locaux. Pointe-à-Callière

est prêt à démarrer le projet. Il y a urgence, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont appuyé publiquement le projet de Pointe-à-Callière; un engagement financier de la part de Ville est essentiel afin de convaincre les gouvernements du Québec et du Canda de s'engager à leur tour. Le programme Chantiers Canada débute en avril 2014; les définitions des priorités et les négociations Québec/Canada devraient être complétées à cette date. Une concertation entre le Musée et la Ville ainsi qu'un plan de développement et stratégique s'impose à très court terme afin de planifier la réalisation de la *Cité*.

La *Cité* est au nombre des trois projets prioritaires par lesquels la Ville de Montréal entend souligner en 2017 le 375^{e} anniversaire de Montréal. Le site du parlement a démontré le fort potentiel qu'il possède.

SOMMAIRE

PROJETS	2014	2015	2016	2014 À 2016 TOTAL
A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS	970 000 $	680 000 $	472 000 $	**2 122 000 $**
B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION ET RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES ET ÉQUIPEMENTS MUSÉOLOGIQUES ET TECHNOLOGIQUES DÉSUETS	850 000 $	700 000 $	800 000 $	**2 350 000 $**
C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE*	5 000 000 $	10 000 000 $	5 000 000 $	**20 000 000 $**

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

#	PROJETS	2014	2015	2016	2014 À 2016 TOTAL
	PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES				
1	Réfection de la maçonnerie et des gouttières de l'Ancienne-Douane	20 000 $	80 000$	-	100 000 $
2	Vitrage de l'Éperon	-	-	187 000 $	187 000 $
3	Réfection du toit de l'Éperon	500 000 $	-	-	500 000 $
	Sous-total :	**520 000 $**	**80 000 $**	**187 000 $**	**787 000 $**
	RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES				
4	Système d'annonce publique *(PàC)	70 000 $	-	-	70 000 $
5	Insonorisation	-	200 000 $	-	200 000 $
6	Réfection revêtement Place Royale et parvis, remplacement pavage rue piétonne	50 000 $	300 000 $	-	350 000 $
7	Mise à niveau de certains secteurs des services au public *(PàC)	150 000 $	-	-	150 000 $
8	Mise à niveau des installations d'accueil et de service au public désuètes *(PàC)		100 000 $	200 000 $	300 000 $
	Sous-total :	**270 000 $**	**600 000 $**	**200 000 $**	**1 070 000 $**
	REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES (BÂTIMENTS) DÉSUETS				
9	Contrôleurs des transporteurs verticaux	75 000 $	-	-	75 000 $
10	Mise à niveau du plan lumière	105 000 $	-	-	105 000 $
11	Remplacement des humidificateurs	-	-	85 000 $	85 000 $
	Sous-total :	**180 000 $**	**-**	**85 000 $**	**265 000 $**
	Total	**970 000 $**	**680 000 $**	**472 000 $**	**2 122 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION ET RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES

#	PROJETS	2014	2015	2016	2014 à 2016 Total
	CONSERVER LES VESTIGES ET LES COLLECTIONS IN SITU / RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES				
1	Signalétique extérieure et intérieure *(PàC)	350 000 $	-	-	**350 000 $**
2	Renouvellement des expositions permanentes	500 000 $	600 000 $	400 000 $	**1 500 000 $**
3	Mise à niveau des équipements technologiques *(PàC)	-	100 000 $	400 000 $	**500 000 $**
	Total	**850 000 $**	**700 000 $**	**800 000 $**	**2 350 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE* – COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE

LEGS PATRIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Projet	2014	2015	2016	2017	2014-2017 Total
Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal *(PàC)*	5 000 000 $	10 000 000 $	5 000 000 $	-	20 000 000 $
Total	**5 000 000 $**	**10 000 000 $**	**5 000 000 $**	-	**20 000 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

SA STRUCTURE DE GESTION

Pointe-à-Callière, a le statut d'une corporation autonome à but non lucratif, la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière. L'organisme est administré par un conseil d'administration formé de quinze (15) membres représentant la Ville de Montréal, l'entreprise privée, les institutions, les communautés et les familles montréalaises.

BREF HISTORIQUE

Lieu de fondation de Montréal – Lieu historique national

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal en sera en 2014, à sa vingt-deuxième année de fonctionnement. Le musée a été créé afin de commémorer le 350e anniversaire de fondation de Montréal et a été inauguré le 17 mai 1992. Lieu de fondation de Montréal classé par le Québec, Pointe-à-Callière regroupe 5 sites et bâtiments historiques reconnus d'envergure nationale par le Canada. Un nouveau pavillon, la Maison-des-Marins, a été réhabilité et ouvert au public en mars 2013. Pointe-à-Callière demeure un attrait majeur situé dans le Vieux-Montréal qui met en valeur des traces tangibles et authentiques du passé témoignant de la coexistence des cultures.

La construction et l'aménagement du Musée ont été financés par les gouvernements du Canada, du Québec et la Ville de Montréal au coût de 27,5 millions de dollars. Les fouilles archéologiques et la conservation des vestiges ont coûté 2,5 millions de dollars.

Pointe-à-Callière reçoit une contribution publique à l'exploitation uniquement de la part de la Ville de Montréal. Bien que faisant partie des établissements muséaux « reconnus » par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, le Musée ne reçoit de ce ministère, aucune aide financière pour son fonctionnement. **Une évaluation des institutions reconnues a été réalisée par le gouvernement du Québec en 2013 et sa cote A+ a été maintenue. Le MCCQ a investi 20 M$ en immobilisations en 2011-2013 pour la réhabilitation de la Maison-des-Marins.**

Pointe-à-Callière réalise avec succès ses projets, que ce soit ses expositions, ses activités culturelles et éducatives, la conservation et la préservation de biens patrimoniaux et historiques en plus du patrimoine bâti et immobilier sous sa gouverne. De plus, il a réhabilité des bâtiments qui ont donné une valeur ajoutée au Vieux-Montréal et rendu de nombreux services à la population montréalaise. Par exemple, la Station de pompage D'Youville, la Maison-des-Marins et l'École de fouilles archéologiques réalisée en partenariat avec l'Université de Montréal. Ces projets ont reçu l'appui financier public et privé, et ils ont tous été réalisés dans le respect des budgets et des échéanciers établis.

SA MISSION ACTUELLE

Pointe-à-Callière a pour mission de :

- conserver et mettre en valeur le lieu de fondation et le patrimoine archéologique et historique de Montréal;
- faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui afin que chacun puisse participer plus activement au présent et au futur de la ville;
- tisser des liens avec les communautés locales et les réseaux régionaux, nationaux et internationaux préoccupés d'archéologie, d'histoire et d'urbanité.

UN MUSÉE DE SITE

Reconnu lieu historique canadien d'envergure nationale par le Québec et le Canada depuis 1998, Pointe-à-Callière regroupe un ensemble de sites et lieux historiques exceptionnels au Canada et comprend :

- la pointe à Callière, lieu de fondation de Montréal : lieu historique (classé par le Québec en 1999 et par le Canada en 1998), il comprend le premier cimetière catholique de Montréal (1643)
- la première douane de Montréal : un bâtiment historique (classé par le Canada en 2002)
- la place Royale : une crypte archéologique et site historique (classé par le Canada en 1998)
- le site de la Grande Paix de 1701 et les personnages historiques L.H. de Callière et Kondiaronk (classé par le Canada en 2001)
- le site du fort de Ville-Marie/château de Callière (1642-1703) et une École de fouilles archéologiques
- l'ancienne station de pompage D'Youville (1915): un bâtiment patrimonial
- l'égout collecteur William (1832): une rivière canalisée
- l'Éperon : un bâtiment contemporain (vestiges, expositions, services au public)
- la Maison des Marins : 165-169, place D'Youville : espaces grand public multifonctionnels et éducatifs.

SA LOCALISATION

Implanté sur le lieu même de fondation de la ville, Pointe-à-Callière est situé au coeur du quartier ouest du Vieux-Montréal, à proximité de centres d'activités économiques et touristiques, entre autres, la Cité du multimédia, le Palais des Congrès, le Quartier international, le Centre de Commerce Mondial, le Vieux-Port de Montréal et le canal de Lachine.

Pointe-à-Callière a contribué à mettre en valeur le caractère historique du Vieux-Montréal et de la métropole du Québec. **Attrait culturel et touristique majeur** dans le Vieux-Montréal, il crée une synergie avec les restaurants et les hôtels prestigieux qui ont ouvert leurs portes dans le Vieux-Montréal. Alors que le secteur ouest a été laissé pour compte pendant des décennies, il est maintenant au coeur d'importants investissements publics et privés. Le Musée et son projet d'expansion sont situés au confluent de plusieurs projets, par exemple, le projet du Havre de Montréal et un aménagement du Vieux-Port.

Le Musée profite des retombées du dynamisme de ce nouveau pôle urbain où prédominent la technologie de pointe et les activités internationales, tout comme ce dernier bénéficie de la présence de l'attrait culturel et touristique majeur qu'est Pointe-à-Callière.

2. L'ÉTAT DE SITUATION

SON POSITIONNEMENT DANS LES MARCHÉS

Les réseaux muséaux montréalais et canadiens

Le **réseau muséal montréalais**, constitué d'une soixantaine d'institutions muséales, de centres d'interprétation et de Maisons de la Culture, offre aux Montréalais et aux visiteurs autant de lieux d'expositions, principalement concentrés dans trois pôles : Centre-ville, Vieux-Montréal et Espace pour la vie/pôle Maisonneuve.

Le **pôle du centre-ville** compte un certain nombre de grands établissements muséaux (Musée des beaux-arts de Montréal, Musée d'art contemporain de Montréal, Musée McCord) qui disposent de la même gamme de solutions pour assurer le maintien ou la croissance de leur clientèle : le Musée d'art contemporain de Montréal et le Musée McCord développent des activités scolaires et des camps de jour, le Musée des beaux-arts de Montréal développe son programme d'expositions dont certaines expositions permanentes gratuites et des activités culturelles, etc.

Les équipements **Espace pour la vie/pôle Maisonneuve** sont essentiellement axés sur les sciences de la nature et offrent donc une complémentarité au Musée.

SON POSITIONNEMENT À MONTRÉAL ET AU CANADA

Un grand musée d'archéologie

Pointe-à-Callière constitue un complexe culturel et muséal comportant une superficie de plus de 13 000 m^2:

- il est le **seul grand musée d'archéologie** à Montréal, au Québec et au Canada (bien qu'il y ait 9 000 sites et des collections d'archéologie ailleurs au Québec);
- l'une des plus importantes collections archéologiques au Québec est issue des sites de Pointe-à-Callière avec plus de 800 000 pièces;
- il possède une expertise en recherche, en conservation, en diffusion et en gestion de l'archéologie et de l'histoire;
- il est l'un des **cinq grands sites archéologiques au monde** selon le Musée du Louvre et l'un des 10 sites archéologiques les plus populaires en Amérique du Nord selon le quotidien chilien La Tercera.

Un musée rassembleur

Le caractère unique de Pointe-à-Callière vient à la fois du fait qu'il est le **musée du site de fondation de Montréal**, mais aussi un lieu de rencontre à divers niveaux :

- la rencontre des populations amérindienne, française, britannique, nord-américaine et récemment de ses 100 cultures;
- il présente Montréal au cœur des réseaux continentaux et occidentaux;
- une plaque tournante des échanges commerciaux tout au long de son histoire;
- un carrefour des disciplines : archéologie, histoire, patrimoine, muséologie, urbanisme;
- une rencontre du quartier historique et de l'architecture contemporaine, lieu de la transformation de l'espace urbain montréalais;
- un carrefour de nouvelles technologies par le choix de ses moyens de communications d'avant-garde : le multimédia, le numérique, l'interactif, le virtuel, associés à la mise en valeur et à la diffusion du patrimoine;
- un leader reconnu dans ses champs d'intervention transversaux (histoire, archéologie, éducation, culture, muséologie, nouvelles technologies, etc.).

Un musée protecteur du patrimoine montréalais au sein du patrimoine québécois

Pointe-à-Callière est au Québec l'un des grands centres de conservation du patrimoine. Il conserve et met en valeur des vestiges archéologiques de toutes les époques de Montréal métropole. Les sites archéologiques ont mis au jour une des plus importantes collections archéologiques au Québec, voire au Canada. Le Musée mène en partenariat avec les universités, un programme de recherche sur le passé archéologique et historique de la ville de Montréal, et il accueille dans ses collections ethnohistoriques des objets et documents offerts en don par les Montréalais. La mission du Musée s'étend également au patrimoine bâti et au patrimoine industriel de Montréal. L'ensemble des actions posées par le Musée vise à sensibiliser les Montréalais à leur passé lointain ou récent, à leur patrimoine d'hier et d'aujourd'hui, et à l'importance du rôle de chacun dans la préservation et la promotion du patrimoine collectif.

Un lieu de production culturelle pour tous les publics – Un musée impliqué dans la communauté montréalaise, le Musée des Montréalais

En plus de ses expositions permanentes, Pointe-à-Callière a présenté au public, depuis son ouverture, plus d'une quarantaine d'expositions temporaires qui abordent des sujets concernant l'archéologie d'ici et d'ailleurs, l'histoire et le patrimoine de Montréal et du Québec, l'urbanité et les communautés culturelles. En complémentarité à cette programmation d'expositions, le Musée a aussi mis en place des programmes d'éducation, d'animation et d'activités culturelles qui font découvrir d'autres aspects de l'histoire de Montréal aux groupes scolaires et au grand public. Du côté de l'animation culturelle, Pointe-à-Callière compte plusieurs activités culturelles à son actif, activités allant du spectacle musical et de l'animation théâtrale à la démonstration, en passant par les conférences, les débats et la participation à des événements montréalais, québécois, canadiens et internationaux. Pointe-à-Callière participe activement à l'animation urbaine du Vieux-Montréal.

Depuis son ouverture, le Musée travaille en collaboration avec les Autochtones et les communautés culturelles. Lors de la commémoration de la *Grande Paix de Montréal*, en 2001, le Musée a eu comme principaux partenaires les Autochtones provenant de tous les coins du Québec, du Canada et des États-Unis.

Les communautés culturelles sont au coeur de plusieurs activités. L'ensemble des actions posées par Pointe-à-Callière vise à créer des liens durables entre les nouveaux arrivants et leur société d'accueil et à sensibiliser les gens à leur passé qui témoigne de la vision et de la ténacité de ceux et celles qui ont fait de Montréal, une ville ouverte sur le monde.

Pointe-à-Callière est un musée impliqué dans la communauté montréalaise et participe au développement de Montréal (Culture Montréal, Montréal International, Tourisme Montréal, Vieux-Montréal, Conseil du Patrimoine, milieu de l'éducation, festivals, etc.)

Le musée et son ouverture aux réseaux internationaux

En plus d'occuper une place importante à Montréal et au Québec, Pointe-à-Callière participe activement à la scène internationale. Parmi les activités et reconnaissances, signalons entre autres :

- l'entente de jumelage de Pointe-à-Callière avec le musée d'archéologie de Saint-Romain-en-Gal (20^{e} anniversaire en 2012);
- la réalisation d'expositions internationales souvent en exclusivité et de classe mondiale: *Sur les routes du thé*, *Les Étrusques. Civilisation de l'Italie ancienne*, *Samouraïs – La prestigieuse collection de Richard Béliveau, Couleurs de l'Inde*, *À ta santé César, le vin chez les Gaulois, L'Île de Pâques, le grand voyage*, *Costa Rica. Terres de merveilles*, *France/Nouvelle France : Naissance d'un peuple français en Amérique*, *Premières Nations. Les collections royales de France, Japon*, *Jules Verne, le roman de la mer, Rencontres en Gaule romaine*, *Océanie*, *L'archéologie et la Bible. Du roi David aux manuscrits de la mer Morte*, *Premier or du monde. Secrets anciens*, *Mystères des Mochicas du Pérou*, *Africa Musica*, *Trésors d'Italie du Sud-Basilicate, terre de lumière*, *Trésors des steppes d'Ukraine*, *La crucifixion: une découverte archéologique unique*, *Chypre antique. 8 000 ans d'histoire*;
- la tenue de quatre colloques internationaux sur la muséologie (Montréal et Lyon) dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques Cartier; des congrès du Conseil de l'archéologie historique du Nord-est américain (CNEHA) et de l'Association canadienne d'archéologie (ACA) qui aura lieu en 2012, coorganisateur du congrès annuel 2008 du Committee for Education and Cultural Action (CECA-ICOM) ainsi que de nombreuses participations à des congrès et colloques outre-mer.
- 14 prix **internationaux** ont été décernés à Pointe-à-Callière dont les prestigieux prix de l'association des musées américains et le prix de l'AIA (American Institute of Archaeology). Ils viennent s'ajouter à plus de 66 prix nationaux d'excellence.

Le Musée hors les murs

Pointe-à-Callière étend son action de diffusion hors ses murs depuis 1996 dans de multiples activités et événements et avec de nombreux partenaires. Pointe-à-Callière présente une exposition sur le Montréal souterrain dans le cadre d'un circuit culturel intégré à même les espaces piétonniers souterrains du Quartier international de Montréal. Plusieurs de ses expositions circulent au Québec, au Canada, en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine (Mexique) ainsi qu'à Saint-Romain-en-Gal dans le cadre d'un partenariat privilégié avec cette région. Le Musée est également présent, selon les opportunités, dans des lieux commerciaux, corporatifs ou dans le cadre d'activités ou d'événements.

Un musée fréquenté et apprécié

Pointe-à-Callière projette, en dépit de ses vingt-et-un ans, une image jeune, attrayante et est très apprécié de ses visiteurs, tant pour son architecture que pour son aménagement intérieur, ses programmes et ses activités de diffusion. Pointe-à-Callière est un musée de site reconnu, il a, entre autres, été sélectionné par le Musée du Louvre comme l'un des cinq sites historiques majeurs à travers le monde. Le Musée a acquis une notoriété internationale qui lui permet de réaliser des partenariats exceptionnels avec 85 des plus grands musées du monde (Paris, Rome, Tokyo, Jérusalem, Mexico, Londres, Washington, etc.). Depuis son ouverture, Pointe-à-Callière accueille près de 400 000 visiteurs par année, la seconde meilleure fréquentation des musées à Montréal. Plus de six millions (6 millions) de personnes ont franchi les portes du Musée depuis 1992 et les enquêtes réalisées révèlent un taux de satisfaction de plus de 96% chez les visiteurs. La fréquentation de Pointe-à-Callière se répartit globalement de la façon suivante : grand public montréalais (47 %), groupes scolaires (13 %) et les touristes (40 %), ce qui amène des retombées économiques importantes pour Montréal métropole culturelle.

LES AVANTAGES ET LES CONTRAINTES DE SON POSITIONNEMENT

Les avantages (forces)

Parmi les avantages stratégiques sur lesquels peut miser Pointe-à-Callière, on note :

- la localisation du Musée sur le lieu même de la fondation de Montréal; mettant en valeur les **traces authentiques** tangibles laissées sur place par les anciens occupants et témoignant de la coexistence des cultures et de la succession des régimes;

- la capacité de présenter le passé avec une vision contemporaine, projetant une image jeune, attrayante et très appréciée des visiteurs, que ce soit pour l'architecture du Musée, pour son aménagement intérieur, pour les techniques de mise en valeur de ses collections, ou pour ses programmes et ses activités de diffusion, ayant recours aux arts d'interprétation et aux arts de la scène;

- la performance de Pointe-à-Callière grâce à la qualité de ses ressources humaines, qui se mesure en termes de formation, de compétence, d'esprit d'équipe, de créativité, d'efficacité des méthodes de gestion, de rigueur des systèmes de planification et de contrôle, permettant d'offrir aux visiteurs du Musée des produits et services de grande qualité;

- le Musée fonctionne avec une équipe minimale d'environ 60 personnes/année. Sur ce nombre, plus de la moitié du personnel est affectée à l'accueil et au service au public. Le mode de gestion de Pointe-à-Callière favorise un fonctionnement par objectif et par projet. Dans la gestion par projet, le principe de la matricielle est appliqué, ce qui permet l'utilisation optimale des ressources internes du Musée. En matière de gestion des ressources humaines, l'institution cherche à valoriser la qualité, l'innovation et la rigueur, à renforcer le sentiment d'appartenance;

- l'implication dans la communauté, qui se concrétise notamment dans la composition et l'action de la Fondation de Pointe-à-Callière, dans les partenariats conclus avec différentes communautés et institutions, ici et à l'étranger, pour l'organisation de grands événements et de grandes expositions, dans les réseaux tissés par l'équipe du Musée avec les milieux municipaux

montréalais, les milieux gouvernementaux québécois et canadiens, et les réseaux muséaux, ainsi que dans la présence du Musée auprès de ses clientèles, notamment la clientèle scolaire;

- la négociation et l'obtention de la part des gouvernements du Canada et du Québec, d'un espace de réserve pour les collections de Montréal : le Centre de collections du patrimoine muséal, qui a permis à la Ville de Montréal d'assurer la conservation des collections archéologiques toujours en croissance.

Les contraintes (faiblesses)

Certaines contraintes, constatées dès la création du Musée, demeurent :

- la nature des collections archéologiques constitue toujours un frein pour le public qui, n'ayant pas encore visité le Musée, craint d'y trouver des alignements de vestiges hétéroclites et incompréhensibles. Par ailleurs, le public ayant voyagé à l'étranger peut percevoir les collections archéologiques montréalaises comme peu attrayantes, comparées à certains sites archéologiques majeurs ou aux vestiges conservés dans les grands musées. Enfin, le faible développement des collections ethnohistoriques du Musée contribue aussi à cette perception (aucun budget d'acquisition);

- les coûts élevés de conservation et d'entretien à cause de l'étendue des lieux en souterrain, la fragilité des vestiges et l'action constante de la nappe phréatique;

- le sous-financement public dès l'origine, en 1992, de Pointe-à-Callière (4,8 millions au lieu de 8 millions selon les études comparables avec les autres musées);

- la forte proportion d'expositions permanentes et leur longue durée due au manque de ressources pour leur renouvellement constitue toujours une énorme contrainte pour le Musée, études réalisées par Secor et Cirano;

- le manque de diversité du financement public qui se traduit par **l'absence de subventions fédérales au fonctionnement**, tandis que, **au niveau québécois**, les subventions récurrentes de fonctionnement ne sont accordées qu'aux musées accrédités; le statut de reconnaissance, instauré il y a quelques années et dont bénéficie Pointe-à-Callière, ne donne droit à **encore aucun soutien financier au fonctionnement**. Depuis sa création, Pointe-à-Callière est le seul musée au Québec, parmi les grands musées, à ne recevoir aucune contribution au fonctionnement de la part du gouvernement du Québec.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT

À partir de 1992, Pointe-à-Callière a reçu une contribution publique au fonctionnement de la Ville de Montréal de l'ordre de 4 millions de dollars. Le gel de la contribution publique durant une période de 16 ans a créé **un appauvrissement cumulatif** au Musée. Une mise à niveau partielle et graduelle est présentement accordée par la Ville depuis 5 ans. **Cette mise à niveau doit continuer afin de combler cet écart ajouté à la hausse du coût de la vie.**

Pour équilibrer son budget, Pointe-à-Callière doit négliger certains aspects de son mandat (ex : services au public, acquisition de collections) et année après année, réduire son personnel, les heures d'ouverture au public et ses activités.

Depuis 1993, Pointe-à-Callière a quadruplé ses revenus autonomes. Tous les efforts ont été faits pour optimiser les revenus commerciaux. Un plafond nous semble atteint quant à la capacité du Musée d'augmenter ses revenus commerciaux (ex. : Café-restaurant, billetterie) car sa capacité d'accueil est nettement dépassée. L'ajout de la Maison-des-Marins augmente simultanément les frais d'opération.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS

Les principaux bâtiments et infrastructures de Pointe-à-Callière sont la propriété de la Ville de Montréal.

Au cours des ans, les impacts des éléments naturels, telle que la nappe phréatique (Pointe-à-Callière est un musée vivant) et les intempéries ont exigé des travaux de réparation et de préservation continus.

Le vieillissement des équipements et des systèmes exige un renouvellement régulier des pièces. L'usure des lieux, des expositions et des équipements audiovisuels, créés par la grande fréquentation de Pointe-à-Callière, nécessitent aussi des réparations et des remplacements.

Les ressources financières affectées au budget d'entretien des bâtiments ont triplé depuis les premières années de 600 000 $ à près de 2 000 000 $.

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL, 2005-2015 MONTRÉAL, MÉTROPOLE CULTURELLE

Extraits tirés de la ***Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015***.

Montréal affirme que la culture est un moteur essentiel à son développement, de son dynamisme économique et de sa prospérité future.

L'accessibilité, le soutien à la culture et l'impact de la culture sur le cadre de vie des Montréalais sont les trois enjeux qui inspirent les décideurs.

La culture est non seulement porteuse de sens d'identité et d'ouverture pour chaque citoyenne et citoyen mais elle ajoute aussi à sa cohésion sociale, favorise le dynamisme économique d'une ville, tout en constituant bien sûr un rôle important d'attrait touristique.

Le renforcement du pôle historique et culturel du Vieux-Montréal

Lieu de fondation de Montréal, premier carrefour entre les civilisations amérindienne et européenne, le Vieux-Montréal, classé arrondissement historique en 1964 est l'âme de Montréal, un lieu fréquenté et aimé autant par les Montréalais que par les visiteurs. Pôle culturel marqué par l'archéologie et le patrimoine, le « Vieux » l'est aussi par ses musées, galeries d'art et ateliers d'artistes. Depuis quelques années, le Plan lumière propose de nouvelles perspectives nocturnes pour découvrir le patrimoine architectural de la ville historique.

Un objectif : l'accessibilité

La Ville reconnait l'accès à la culture comme un droit pour ses citoyens.

La population montréalaise peut compter sur de nombreux musées dont la mission est l'acquisition, la mise en valeur et la diffusion du patrimoine et qui sont autant d'outils privilégiés d'accès à la connaissance et à la culture.

Comme le souligne la Société des directeurs des musées montréalais (SDMM), « (...) les musées représentent autre chose que le simple cadre de leçons d'éducation. Ce sont des agoras, des lieux pour apprendre à vivre ensemble, se comprendre mutuellement, transmettre des valeurs, favoriser le dialogue des cultures, se construire une identité, interagir et échanger avec le monde.

Les communautés culturelles

Puissance créatrice, diversité, ouverture, effervescence : Comment mieux exprimer l'identité et la vitalité culturelles de Montréal?

Nordique, amérindienne, québécoise, canadienne, nord-américaine et, particulièrement depuis l'Expo 67, ouverture sur le monde, Montréal est une Ville d'accueil et d'immigration, de langue française et cosmopolite.

Montréal est à la fois la métropole du Québec – et donc le principal lieu d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants – et une grande ville du Canada et du monde. La Ville elle-même doit favoriser le sentiment d'appartenance des Montréalais à la ville et à leur arrondissement.

La Ville désire que la dynamique interculturelle, caractérisée par une préoccupation constante d'inclusion, s'incarne dans l'ensemble des activités municipales.

La Ville entend donc se donner un plan d'action portant sur la diversité ethnoculturelle fondé, notamment sur l'accès équitable, le renforcement des compétences et le développement des publics. Le dialogue des cultures, dans une perspective d'inclusion, est une priorité pour la Ville.

Pointe-à-Callière

Pour accroître l'accessibilité au savoir, à la culture et au patrimoine, la Ville a mis en place des institutions de conservation et de diffusion reconnues dont le musée Pointe-à-Callière.

À l'occasion du 350^{e} anniversaire de Montréal, le musée Pointe-à-Callière a été érigé par la Ville, avec l'appui des gouvernements, sur les lieux mêmes de la fondation de Ville-Marie.

Actuellement, la Ville en est le principal bailleur de fonds et les gouvernements ne contribuent pas à ses frais de fonctionnement. Cela est d'autant plus étonnant que ce musée est le deuxième en importance à Montréal (à l'exception des institutions scientifiques) par son nombre de visiteurs. Pointe-à-Callière est déjà, dans les faits, un musée national. Un projet d'expansion, déjà élaboré, permettrait d'en faire un musée archéologique de calibre mondial et, pour l'industrie touristique, un attrait de premier ordre.

La Ville souhaite donc la mise en place d'un véritable partenariat avec les gouvernements du Québec et du Canada pour faire de Pointe-à-Callière un véritable musée national et lui fournir les ressources nécessaires à son développement futur.

Actions de Pointe-à-Callière

Depuis sa création, Pointe-à-Callière est en concordance et contribue largement à l'application de la politique de développement de la culture de la Ville de Montréal.

Sa mission et l'ensemble de ses activités tentent de rendre accessible à tous les Montréalais(es) le savoir sur l'histoire de Montréal. Les nouveaux arrivants font partie de ses priorités.

LA POLITIQUE DU PATRIMOINE DE LA VILLE DE MONTRÉAL 2005; un bilan a eu lieu en 2010

Extraits tirés de la ***Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal 2005***.

La Ville de Montréal dans sa récente politique du patrimoine définit son concept de patrimoine et précise ses priorités d'actions.

Montréal s'affirme aujourd'hui comme métropole distinctive en Amérique, haut lieu de la francophonie et, à l'échelle continentale et mondiale, comme important centre culturel, économique, scientifique et intellectuel. Elle le doit en grande partie à son identité : à la fois solidement ancrée dans son histoire et résolument tournée vers l'avenir.

La conservation et la mise en valeur du patrimoine, cette dernière englobant la diffusion, sont donc tributaires d'une vision collective et d'une responsabilité partagée, et la Ville de Montréal, en se dotant d'une politique du patrimoine, entend exercer un leadership exemplaire pour favoriser le développement de cette vision et la transformer en un projet collectif qui interpelle tous les Montréalais.

Le patrimoine naturel et le patrimoine culturel matériel montréalais, avec ses composantes bâties, archéologiques et paysagères, commandent une gestion complexe qui, en retour, procure de nombreux éléments de compréhension et d'appréciation de l'évolution de la ville et de la collectivité montréalaise.

Pointe-à-Callière

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire (1992) construit à l'initiative des pouvoirs publics sur le lieu de fondation de Montréal et considéré comme un projet exemplaire de la commande publique municipale.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, est un organisme à but non lucratif créé en 1992, dans la foulée des événements du 350e anniversaire de Montréal, pour mettre en valeur le site archéologique du lieu de fondation de Montréal. Ce dernier est désigné lieu historique national à titre de Berceau de Montréal par le gouvernement du Canada en 1998. Il est aussi classé site historique et archéologique par le gouvernement du Québec en 1999. Mandaté par la Ville pour diffuser et mettre en valeur le patrimoine archéologique montréalais, Pointe-à-Callière organise diverses activités de recherche, d'exposition, de fouilles, d'animation et d'éducation autour de thématiques en histoire et en archéologie, dont certaines de calibre international.

Les engagements de la Ville en relation avec :

Le patrimoine bâti – La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir un propriétaire exemplaire

Pour être en mesure de jouer son rôle de leader en matière de patrimoine de manière exemplaire. La Ville doit accroître la connaissance de son propre patrimoine, explorer les possibilités d'appui externe dans ses démarches de conservation et de mise en valeur ainsi que réserver les fonds nécessaires à la mise en œuvre de ses interventions. Cette contribution municipale, essentielle à l'amélioration de la qualité de vie et au développement durable est susceptible d'entraîner une responsabilisation à l'égard des actions individuelles et collectives en patrimoine.

La Ville possède de nombreuses propriétés d'intérêt patrimonial sur lesquelles elle effectue des travaux d'entretien, de rénovation et de restauration. En plus des partenariats possibles et de l'allocation de budgets suffisants pour la conservation des immeubles municipaux patrimoniaux, la Ville...

Le patrimoine archéologique – Sa conservation et sa mise en valeur

Le lieu de fondation de Montréal en 1642 et les traces de la ville fortifiée du XVIIIe siècle sont des repères d'une valeur inestimable.

Les collections archéologiques comprennent des biens mobiliers prélevés sur un site archéologique. Elles témoignent des cultures amérindiennes, européenne et québécoise pour les périodes préhistorique et historique jusqu'à ce jour. Leur gestion est intégrée à celle des archives archéologiques qui comprennent en outre des pièces écrites, informatisées, graphiques, iconographiques et photographiques produites au cours des recherches sur un site archéologique.

Des objectifs qualitatifs en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine archéologique doivent être définis et partagés. Par ailleurs, la Ville doit poursuivre le processus d'interprétation et de diffusion du patrimoine archéologique de Montréal. En effet, les données archéologiques prélevées doivent contribuer de manière substantielle à la connaissance du territoire et à son aménagement.

La poursuite de la mise en valeur du Vieux-Montréal

Le Vieux-Montréal est le lieu de fondation de Montréal. Ce territoire qui bénéficie du statut d'arrondissement historique a fait l'objet d'investissements considérables dans les dernières décennies. En prenant appui sur l'expérience acquise et sur les résultats obtenus, il est important de

dégager une vision d'avenir pour orienter les actions publiques et privées sur ce territoire qui présente des problématiques particulières.

Il est recommandé de poursuivre la mise en valeur du Vieux-Montréal en se basant sur l'expérience des interventions déjà réalisées et les enjeux actuels.

Le patrimoine mobilier – Une vue d'ensemble des activités municipales en matière de patrimoine mobilier

La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir une gestionnaire exemplaire en matière de patrimoine :

- *développer l'action municipale en matière de muséologie pour favoriser la constitution, la conservation et la mise en valeur des collections;*
- *intégrer la protection des dimensions archéologique et paysagère dans les programmes de subventions;*
- *assurer le rayonnement international du patrimoine montréalais;*
- *poursuivre les démarches entreprises en vue de l'inscription de Montréal sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO avec la thématique Montréal, plaque tournante océanique et continentale;*
- *saisir les occasions de faire connaître le patrimoine montréalais par la participation à des événements internationaux ainsi qu'à leur accueil (colloques, expositions, missions municipales, provinciales et fédérales).*

Phase de démarrage

La Ville propriétaire mettra en place un fonds dédié à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine de propriété municipale et l'établissement de ses modalités de gestion.

Pointe-à-Callière et la Politique du patrimoine

La Politique du patrimoine par la Ville de Montréal à titre de propriétaire exemplaire s'applique en priorité dans **la préservation de son lieu de Fondation**.

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE, LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

Sur la base d'une analyse de l'environnement dans lequel évolue le Musée, et tenant compte de son positionnement dans les réseaux muséaux et culturels locaux, nationaux et internationaux, six grands enjeux ont été cernés pour les années à venir :

- la préservation et la sécurité des lieux et des bâtiments, propriété de la Ville de Montréal;
- la conservation des vestiges du lieu de fondation de Montréal menacés par les mouvements de la nappe phréatique et la forte fréquentation des lieux;
- la conservation et le développement des collections en relation avec la mission donnée à Pointe-à-Callière;
- l'accessibilité, la fidélisation et la croissance des publics;
- la nécessité d'augmenter les financements publics et privés afin de réduire l'appauvrissement de l'institution;
- l'exigence d'élargir les perspectives d'action et de croissance, à l'échelle locale, nationale et internationale, afin d'optimiser les avantages stratégiques que compte l'institution (**compléter l'expansion du Musée et créer Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire***).

LES OBJECTIFS DE PRÉSERVATION DES ACTIFS – 2014

A. Préserver le lieu de fondation de Montréal, les sites archéologiques et leur patrimoine matériel pour les générations futures;

B. Assurer la sécurité et l'accessibilité des lieux à l'ensemble de la population;

C. Remplacer les équipements électromécaniques, technologiques et muséographiques désuets.

D. Remplacer une partie des expositions permanentes usées dont l'âge varie de 12 à 21 ans

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT – 2014-2017
POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE

- **Préserver et mis en valeur, pour les générations futures, les derniers sites historiques majeurs du Vieux-Montréal.**
- **Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial exceptionnel au Canada, avec l'aide des gouvernements et le secteur privé en complétant la Cité d'archéologie et d'histoire, pour 2017;**

- **Développer la notoriété de Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes;**
- **Réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre du mandat national en archéologie.**

Un projet priorisé

En novembre dernier, lors du *Rendez-vous – Montréal, métropole culturelle* qui regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Québec, de la Ville de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et des organismes culturels de Montréal, la réalisation de la ***Cité d'archéologie et d'histoire*** **a été confirmée comme legs patrimonial** pour la commémoration du 375^{e} anniversaire de Montréal en 2017. Le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés publiquement à soutenir ce projet. Sa réalisation fait également partie des projets priorisés par Tourisme Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

5. LE PLAN D'ACTION

Le plan d'action présente l'ensemble des réparations et des remplacements afin de préserver les actifs de Pointe-à-Callière pour les générations futures. Les équipements et aménagements ont 20 ans d'âge au Musée. L'usure et la désuétude laissent des traces de plus de 6 millions de visiteurs.

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES LE PATRIMOINE ET LE LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

A.1

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE ET DES GOUTTIÈRES DE L'ANCIENNE-DOUANE / 100 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

L'Ancienne-Douane est un bâtiment historique classé d'envergure nationale. Des travaux de réfection de la maçonnerie et du système de gouttières de l'Ancienne-Douane sont requis. Lors de fortes pluies et lors des redoux et à la fonte des neiges, il y a des infiltrations d'eau du côté Est et dans les coins Sud-Ouest et Nord-Est de l'édifice. Dans un premier temps, en 2014, une analyse de la situation permettrait d'identifier précisément les sources de ces infiltrations et de proposer les correctifs à apporter via des travaux à être réalisés en 2015. Rappelons que les coûts pour l'analyse et la réalisation des travaux, sur ce bâtiment historique classé, pourraient être partagés avec le Gouvernement du Québec, dans le cadre de l'entente MCCQ/Ville. Enfin, le mandat d'analyse pour cette intervention sur l'Ancienne-Douane pourrait être jumelé à un autre mandat d'étude relatif à la réfection du revêtement de la Place Royale, du parvis et du remplacement du pavage des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon (la rue Place Royale Ouest et la section de la rue Place d'Youville, entre les rues de la Commune et St-François-Xavier.

Objectif :

- Prévenir les infiltrations d'eau qui endommagent le bâtiment.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires afin d'empêcher les infiltrations d'eau de détériorer le bâtiment et prévenir l'apparition de moisissures.

Étape de réalisation :

2014 : Analyse pour identifier les causes des infiltrations d'eau (20 000$)
2015 : Réalisation des travaux (100 000$)

A.2

TITRE DU PROJET : VITRAGE DE L'ÉPERON / 187 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Les verres thermos de l'Éperon ont été installés lors de la construction du Musée, il y a plus de 22 ans. À divers endroits on peut constater qu'il y a formation de condensation à l'intérieur des verres thermos. Avec le temps, ce phénomène affectera de plus en plus de verres thermos. Le remplacement d'une partie des verres thermos, soit 58, a été effectué lors des travaux de 2008-2009.
En mars 2008, la firme Réal Paul Architecte mentionnait que « depuis l'étude effectuée en 2006 par Lapointe Magne et Associés, la portée des travaux concernant le remplacement des verres a quelque peu augmentée, ce qui nous laisse croire que tous les verres thermos devront être remplacés à plus ou moins long terme ». Ce projet vise à remplacer les verres thermos de l'Éperon qui n'ont pas encore été remplacés.

Objectifs :

- Augmenter l'efficacité énergétique;
- Prévenir l'éclatement des verres thermos;
- Réduire les coûts d'énergie en chauffage et climatisation.

Impact pour le Musée :

En plus d'une perte d'efficacité thermique, il y a le risque de bris des verres, ce qui nuirait à la préservation des espaces intérieurs du Musée et à la qualité du service à la clientèle, durant la période requise pour la fabrication et l'installation des verres brisés.

Étape de réalisation :

Remplacement du vitrage prévu en 2016.

A.3

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU TOIT DE L'ÉPERON / 500 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Le toit de l'Éperon aura 23 ans en 2014. Lors des travaux effectués dans le cadre du PTI en 2013, il a été constaté que de l'eau s'était infiltrée sous la membrane Hydrotech, au moins dans le secteur où des travaux étaient réalisés (passage des conduits de réfrigérant). À la suite de ce constat, les professionnels affectés aux travaux ont recommandé la réfection complète de la toiture de l'Éperon, dans les meilleurs délais, afin de prévenir d'éventuels dommages importants. Par ailleurs, les conditions actuelles de la toiture réduisent et/ou annulent l'effet de l'isolant thermique.

L'estimation des coûts des travaux de réfection étant directement liée au type de toiture qui sera retenu (toiture traditionnelle, toit blanc, toit vert, etc.), il est difficile de préciser le montant des travaux. Par ailleurs, la réalisation de ces travaux sera complexifiée par la présence de nombreux équipements de mécanique, ce qui aura un impact sur les coûts. Cependant, les opinions obtenues orientent l'estimation vers un montant autour de 500 000$.

Par ailleurs, avec la réfection complète de la toiture, il ne sera plus nécessaire de faire d'autres travaux qui avaient déjà été demandés, à la suite d'infiltrations d'eau par un évacuateur, en octobre 2005. Ces infiltrations avaient été occasionnées par le fait que la pierre sur le toit n'a pas une granulométrie optimale qui favorise un bon écoulement d'eau. La pierre concassée actuellement sur le toit est composée de beaucoup de particules fines qui limitent l'écoulement d'eau en surface et qui bloquent le filtre géotextile. Par fortes pluies, l'eau s'accumule donc en surface et sur les parois verticales des solins. Le drainage serait amélioré en tamisant la pierre pour retirer les particules fines qui gênent l'écoulement d'eau.

Objectifs :

- Éliminer les risques d'infiltrations d'eau;
- Améliorer le rendement énergétique avec une isolation performante.

Impact pour le Musée :

Cette opération permettra d'éviter des infiltrations d'eau, qui endommagent les installations et les objets exposés et améliorera le rendement énergétique (réduction des frais en énergie.

Étape de réalisation :

Travaux prévu en 2014.

RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

A.4

TITRE DU PROJET : SYSTÈME D'ANNONCE PUBLIQUE / 70 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Ce projet vise à doter le Musée d'un système d'annonce publique, de manière à pouvoir communiquer avec les visiteurs et les autres personnes présentes dans le Musée. Ce type de système permet de diffuser un message d'intérêt dans l'ensemble des salles et espaces du Musée, dans quelques espaces seulement ou dans une salle spécifique. La nécessité de pouvoir faire des annonces publiques peut être reliée à diverses situations d'urgence comme une interruption de courant, une fuite de gaz, une évacuation partielle ou complète, etc. Les nouvelles préoccupations en matière de sécurité publique supportent l'installation de ce type d'équipement surtout en sous-sol dans des endroits complexes sans fenêtre, tels que les vestiges et la crypte.

Objectif :

- Pouvoir communiquer avec les visiteurs et autres personnes présentes dans le Musée, afin de mieux gérer les situations d'urgence.

Impact pour le Musée :

Le fait de pouvoir compter sur un système d'annonce publique, pour aider à la gestion des situations d'urgence, sera un atout majeur dans l'amélioration de la sécurité de ses usagers.

Étape de réalisation :
Réalisation des travaux prévue en 2014.

A.5

TITRE DU PROJET : INSONORISATION / 200 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

À la salle polyvalente (mezzanine 1), pour répondre aux besoins du Musée et de la clientèle externe, il faut effectuer des travaux majeurs d'insonorisation et de remplacement du revêtement de plancher. Ces travaux sont nécessaires pour éviter la transmission des sons provenant du hall d'accueil, particulièrement lorsqu'il y a des groupes scolaires, qui représentent une clientèle importante et récurrente du Musée. Par ailleurs, des travaux doivent également être réalisés au niveau du système de ventilation, afin de le rendre plus silencieux. Le niveau de bruits mécaniques dans cette salle a été mesuré à NC 42,7, alors que la norme habituelle pour une salle de réunion se situe à NC 35. Il est donc important de rendre cette salle multifonctionnelle et rentable en location. Des travaux similaires doivent être réalisés pour insonoriser la mezzanine 2 de la salle d'exposition temporaire.

Objectif :

- Offrir un milieu de réunion et de travail adéquat aux utilisateurs de la salle polyvalente (mezzanine 1 - grand public, clients corporatifs, participants aux activités de diffusion du Musée, etc.) et de la mezzanine 2.

Impact pour le Musée :

L'insonorisation de ces espaces offrira un climat plus propice aux diverses activités qui s'y tiennent et favorisera la location de la salle polyvalente auprès de la clientèle corporative.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux prévue en 2015.

A.6

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE LA PLACE ROYALE ET DU PARVIS DE L'ÉPERON ET REMPLACEMENT DU PAVAGE DE LA RUE PIÉTONNE / 350 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Après 22 ans, il s'agit de travaux de réfection du revêtement de granit de la Place Royale, des marches de granit du parvis et de la Place Royale et du dallage (mise à niveau, nettoyage de l'ensemble des surfaces au sol). Rappelons que la Place Royale constitue également le toit de la Crypte archéologique, qui est en sous-sol.

Une étude, à être réalisée en 2014, permettra de bien identifier les actions correctives à apporter à ces différentes surfaces et inclura une proposition d'aménagement des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon, permettant l'unification des pavillons qui composent le Musée. Comme mentionné au point 1.1, ce mandat d'étude pourrait être jumelé au mandat d'étude relatif aux interventions sur l'enveloppe de l'Ancienne-Douane.

Objectifs :

- S'assurer que l'ensemble des marches et des dalles est solide et sécuritaire afin d'éviter que des visiteurs perdent pied ou chutent;
- Nettoyer et préserver le granit, afin de conserver l'intégrité du toit de la Crypte archéologique;
- Aménager un espace agréable et sécuritaire, pour les passants et les visiteurs du Musée;
- Disposer d'un lieu d'accueil et d'animation pour les différents groupes qui visitent le Musée;
- Créer un lien entre les différentes composantes du complexe muséal.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires car il faut assurer la sécurité des visiteurs. Il pourrait y avoir des chutes ou des blessures causées aux visiteurs et aux utilisateurs du musée (employés, consultants, etc.) et nous devons en tant que musée, éviter de telles situations. Enfin, ils contribueront à faciliter la circulation autour du Musée, à améliorer l'accueil des groupes et à assurer la sécurité des visiteurs.

Étape de réalisation :

Étude : 2014 (50 000$);
Réalisation des travaux : 2015 (300 000$).

A.7

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DE CERTAINS SECTEURS DES SERVICES AU PUBLIC / 150 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

CAFÉ-RESTAURANT

Description du projet :

Lors de la construction du Musée, les services de restauration avaient été prévus pour être de type cafétéria. Peu de temps après le début des opérations, ce choix s'est avéré inadéquat et les espaces ont été sommairement modifiés pour offrir une salle à manger. Par conséquent, les aménagements sont inadéquats, certains non sécuritaires (risques d'accidents) et avec le temps devenus insalubres. L'aménagement des aires de préparation et de service doit être révisé, afin de rendre ces espaces conformes aux normes de sécurité et de salubrité exigées par les règlements. En 2013, des travaux de base ont été réalisés dans la cuisine et il s'agit maintenant de compléter cette phase.

Plusieurs installations fixes de la cuisine et des aires de préparation et de service du Café-restaurant (réfrigérateurs, marmite, comptoirs, rangements, etc.) doivent être remplacés, après plus de 22 ans d'utilisation, pour assurer le maintien de la qualité de la nourriture du café-restaurant et le respect des normes de salubrité.

Enfin, les équipements d'éclairage de la salle à manger doivent être remplacés, afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de rehausser l'apparence de la salle à manger.

Objectifs :

- Assurer le respect des normes de salubrité;
- Réduire les risques d'accidents;
- Améliorer la qualité du service à la clientèle;
- Rendre les lieux et installations sécuritaires.

Impact pour le Musée :

Le réaménagement de l'aire de service permettra d'offrir un espace de travail efficace et sécuritaire et un meilleur service à la clientèle. Les travaux dans l'espace de service sont nécessaires afin de respecter les normes de salubrité et de sécurité et assurer la survie du café-restaurant.

Étapes de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014 – 150 000 $.

A.8

TITRE DU PROJET : Mise à niveau des installations d'accueil et de service au public désuètes / 300 000$ – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Après 23 ans d'usure (2015), ce projet vise à mettre à niveau les équipements dédiés à l'accueil du grand public. Il s'agit ici de renouveler les installations d'accueil (comptoirs, vestiaires, équipements d'information et de sécurité). Ces installations et équipements devenus désuets et usés après 23 ans de bons services et sont maintenant à la fin de leur vie utile. Ces travaux visent notamment à améliorer l'accueil et les services aux visiteurs mais aussi à augmenter la capacité d'accueil et le confort des visiteurs. Les nouvelles installations permettront d'assurer une plus grande sécurité contre le vol et favoriseront également une mise en marché plus efficace des produits thématiques reliés aux différentes expositions du Musée.

Objectifs :

- Mettre à niveau les installations d'accueil et de service au public dans le hall du pavillon principal;
- Permettre le développement de clientèles (familles et groupes scolaires) en optimisant les espaces dédiés aux services au public, sécurité et la billetterie;
- Offrir de meilleurs services au public et un accueil convivial;
- Améliorer la circulation dans le Musée;
- Assurer une meilleure sécurité contre le vol et une meilleure communication publique en cas d'urgence (panne électrique, sinistre, feu, etc.).

Impacts pour le musée :

Ces travaux amélioreront la qualité du service à la clientèle et assureront une meilleure efficacité de la sécurité.

Étapes de réalisation :

2015 : Réalisation de la phase I des travaux (100 000$) : Étude, plans et devis, comptoir d'accueil;
2016 : Réalisation de la phase II des travaux (200 000$) : comptoir et équipements de sécurité.

REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES DÉSUETS

A.9

TITRE DU PROJET : CONTRÔLEURS DES TRANSPORTEURS VERTICAUX ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES / 75 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Ce projet consiste à remplacer les contrôleurs électroniques (et équipements connexes) des ascenseurs de l'Éperon et de l'Ancienne-Douane, de même que celui du monte-charge. Ces équipements, en opération depuis 22 années, doivent être remplacés par des modèles de nouvelles générations.

Objectif :

- Prévenir les pannes prolongées des transporteurs verticaux au Musée.

Impact pour le Musée :

Puisqu'il y a seulement un ascenseur par bâtiment, on doit s'assurer que ces ascenseurs soient opérationnels en tout temps et réduire au minimum la durée des pannes. Comme la disponibilité des pièces de remplacement pour les équipements datant de 22 ans n'est pas assurée, à l'occasion, il peut être nécessaire de faire fabriquer certaines pièces, sur commande, ce qui entraîne des arrêts prolongés des ascenseurs, pouvant même aller à plusieurs jours. Cette situation s'est déjà présentée et l'ascenseur de l'Éperon est demeuré en panne durant 7 jours. Cette éventualité n'est pas acceptable dans un lieu public comme le Musée. Par ailleurs, les nouveaux modèles sont plus performants et plus faciles à diagnostiquer et moins coûteux à entretenir.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014.

A.10

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DU PLAN LUMIÈRE – ÉCLAIRAGE DU MUSÉE / 105 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Ce projet consiste à mettre à niveau les équipements d'éclairage qui font partie du plan lumière mis en place en 2003.

Les luminaires qui étaient sur la façade Nord de l'Éperon ont été retirés car de l'eau s'était infiltrée dans les tubes contenant les éléments DEL et toutes les composantes se sont corrodées. Les projecteurs qui éclairaient le Musée à partir de lampadaires sur Place d'Youville doivent être remplacés également.

Objectifs :

- Remettre en place les luminaires requis afin de maintenir le ‘’plan lumière’’ qui a été élaboré pour le Vieux-Montréal et mettre en valeur le Musée.

Impacts pour le Musée :

Ces travaux de mise à niveau redonneront toute sa splendeur au Musée et assureront la continuité du « plan lumière » de la Ville.

Étapes de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014.

A.11

TITRE DU PROJET : REMPLACEMENT DES HUMIDIFICATEURS (6) ET MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT D'EAU / 85 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Le Musée est doté de six (6) humidificateurs, soit un pour chacun des espaces suivants : les espaces communs, la salle de spectacle, la salle d'exposition temporaire, le restaurant, la Crypte archéologique et l'Ancienne-Douane, de même que de deux systèmes de traitement d'eau, pour alimenter les humidificateurs.

Ces équipements sont très sollicités dans un édifice muséal, compte tenu de la nécessité de maintenir un taux d'humidité relative constant et stable à longueur d'année, et les équipements du Musée demandent de plus en plus de réparations.

Par ailleurs, le remplacement de ces humidificateurs, par des modèles récents, contribuerait à augmenter l'efficacité énergétique des installations du Musée.

Objectifs :

- Assurer et maintenir le confort des occupants et usagés du Musée;
- Assurer le maintien des conditions muséales de conservation;
- Augmenter l'efficacité énergétique.

Impact pour le Musée :

Le remplacement planifié de ces équipements assurera le maintien du confort des usagers du Musée et contribuera au maintien des conditions muséales de conservation.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux en 2016.

B. PROTECTION DES ACTIFS – PRÉSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE DE MONTRÉAL ISSU DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

INTRODUCTION

Préserver pour les générations futures :

- le lieu de fondation de Montréal;
- les sites historiques et archéologiques (vestiges);
- les bâtiments historiques et patrimoniaux;
- les collections archéologiques et ethnohistoriques significatives pour Montréal.

Le patrimoine du Vieux-Montréal est exceptionnel. De patrimoine, il est devenu culture, identité et tourisme. Peu de villes peuvent mettre à leur crédit la connaissance de leur lieu de fondation, la préservation de traces tangibles et l'accessibilité par la population actuelle et future. Montréal a cet immense privilège.

Pointe-à-Callière est le seul site au Canada reconnu six fois d'envergure nationale par la Commission des sites et monuments historiques du Canada.

Grâce à l'expertise qu'a développé Pointe-à-Callière, le soutien de sa Fondation appuyée par la Ville de Montréal et le MCCCFQ dans le cadre de l'Entente MCCCF/Ville (Entente sur le développement culturel de Montréal) on peut considérer que Pointe-à-Callière a réussi à relever de nombreux défis de préservation, de conservation (contrôle de la nappe phréatique, dégradation due à la fréquentation) tout en respectant ses objectifs d'accessibilité pour la population.

Préserver les vestiges de la pointe à Callière et de la place Royale exige une vigilance constante, des correctifs immédiats, des actes et des travaux de prévention. C'est la priorité de Pointe-à-Callière afin de conserver ce joyau pour les générations futures.

Préserver l'intégrité de ses lieux et son bâtiment historique : l'Ancienne (première) Douane de Montréal, place Royale, lieu de fondation.

CONSERVER LES VESTIGES ET LES COLLECTIONS IN SITU

B.1

TITRE DU PROJET : REPLACER LA SIGNALÉTIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE RETIRÉE LORS DES TRAVAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL / 350 000 $

Description du projet :

Ce projet est essentiel à la sécurité et à l'orientation des visiteurs. Lorsque la Ville de Montréal a effectué l'aménagement extérieur du Musée en 1998, elle a retiré les éléments d'identification du Musée et les panneaux de signalétique extérieur autour du Musée. Quand à l'intérieur du Musée, la signalétique qui date de 1992 ne correspond plus aux nouvelles expositions permanentes. Il est essentiel de compléter ce projet le plus tôt possible car cette signalétique doit absolument concorder avec la réalité. Nous recevons de nombreuses plaintes des visiteurs qui demandent une meilleure

signalisation. Il y a donc urgence d'intervenir car cette situation a des conséquences néfastes sur l'orientation et la sécurité des visiteurs qui ont à circuler dans le Musée. Une analyse de la situation conduit à faire deux constats :

1) L'aménagement des nouvelles expositions et nouveaux pavillons ouvertes au public depuis 2003, avec leurs nouvelles appellations demande une mise à niveau des contenus signalétiques à l'intérieur. Une partie devrait être réalisée en 2013, avec l'ajout de l'identification des 5 pavillons par une signalétique dynamique, il reste encore la totalité de la signalétique à l'intérieur des lieux;
2) La signalétique extérieure, le plan du Musée et son identification qui avaient été installés à l'ouverture du Musée, ont été **retirés par les travaux publics municipaux** lors de la pose des revêtements de rues bordant l'édifice de l'Éperon ; cette signalétique n'a pas été remplacée depuis. Ce projet est présenté au PTI depuis plus de 15 ans.

Cette signalétique tiendra compte, dans sa conception, du projet d'expansion de Pointe-à-Callière. Il reste maintenant à baliser les parcours des visiteurs une fois entré dans chacun des pavillons.

Objectifs :

- Assurer la sécurité et l'orientation des visiteurs;
- Remplacer la signalétique de 1992 et qui ne reflète plus les aménagements;
- Arrimer le contenu de la signalisation dans l'ensemble des aires publiques de circulation du Musée;
- Concevoir une signalétique plus facile à lire et distincte de la signalisation d'urgence du bâtiment;
- Permettre aux visiteurs de bien comprendre les sites intérieurs et extérieurs et de le visiter au complet sans se perdre ou omettre une zone;
- **Remplacer la signalisation extérieure** enlevée par la Ville lors de l'aménagement de la place D'Youville (1998).

Lieu :

Les espaces publics intérieurs et extérieurs du Musée.

Impacts pour le musée :

- Assurer la sécurité et l'orientation des visiteurs;
- Augmenter le taux de satisfaction des visiteurs à l'égard de leur déplacement autour et dans le complexe muséal (réduire les plaintes);
- Faire en sorte que les diverses composantes du complexe muséal soient visitées;
- Informer à l'extérieur que Pointe-à-Callière est avant tout un musée souterrain et non seulement un bâtiment contemporain et que le complexe regroupe des pavillons distincts: Éperon, Maison-des-Marins, Ancienne-Douane, Crypte archéologique, Station de pompage D'Youville.

Étapes de réalisation :

- Conception, fabrication et installation de la signalétique intérieure et extérieure (2014)

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Signalétique extérieure et intérieure	350 000 $	-	-	**350 000 $**
Total	**350 000 $**	**-**	**-**	**350 000 $**

INTRODUCTION

Depuis 2003, le Musée a entrepris le renouvellement graduel de ses expositions permanentes installées en 1992. Compte tenu des coûts importants en ce qui concerne les technologies, nous avons choisi l'approche par phases afin de redynamiser les lieux sans avoir à tout changer et ainsi répartir les exigences monétaires (coûts en 1992 : 6,3 millions). Le renouvellement graduel des expositions permanentes du Musée s'inscrit dans cette approche. Nous prioriserons les équipements qui n'ont pu être remplacés depuis 12 à 20 ans à cause de leur usure et de leur désuétude et l'accueil de plus de 6 millions de visiteurs.

B.2

TITRE DU PROJET : PROTECTION DES ACTIFS – RENOUVELLEMENT (PARTIE) DES EXPOSITIONS PERMANENTES DES VESTIGES ET DE LA MUSÉOGRAPHIE DES ESPACES PUBLICS/ 1 500 000 $

Description du projet :

Une partie de l'exposition permanente de la crypte de la place Royale a été renouvelée il y a 12 ans. La mise en valeur repose sur une technologie et des matériaux qui sont, en 2014, à la fin de leur vie utile et nécessitent d'être remplacés. D'autres vitrines et interprétation du site dans les espaces publics remontent à 21 ans. Leur renouvellement s'impose avec force, pour revoir à la fois les contenus et la muséographie.

Crypte de la place Royale : les archéoscopes situés dans le carré des vestiges, ainsi que les présentoirs rétroéclairés des corridors est et ouest ont plus d'une décennie d'usure. Les contenus et les technologies nécessitent d'être renouvelés afin d'offrir aux Montréalais et aux touristes une compréhension actuelle et vivante de l'histoire de la ville et de ses citoyens. Nous projetons de créer des interactifs de type réalité virtuelle dans le carré des vestiges pour remplacer les deux archéoscopes actuels, afin de rendre plus évocateurs les vestiges qui témoignent du premier cœur urbain de Montréal. De part et d'autre du carré des vestiges, dans les corridors est et ouest, nous souhaitons créer une ligne de temps interactive et mix-média, ce qui permettrait aux visiteurs (familles, scolaires, éducatifs, touristes) d'avoir accès aux clefs de la grande histoire de Montréal, car présentement le site m'offre pas une synthèse de l'histoire de la ville, incluant une grande strate, celle du 20^{e} siècle. Enfin, nous souhaitons intégrer des bornes généalogiques qui se trouvent présentement dans l'exposition Les Amours de Montréal, qui sera démontée en 2013. Ces bornes doivent être remise à niveau (ordinateur, boîtier) et installées en un nouveau lieu pour que les visiteurs puissent continuer à les consulter (interactif très populaire).

À l'Éperon : l'escalier capitaine, qui mène de la salle multimédia aux vestiges, constitue la voie principale d'accès des visiteurs aux sites archéologiques. La plate-forme située au-dessus du cimetière est le dernier palier avant d'atteindre le sous-sol de l'Éperon. Cet espace vide peut recevoir une installation muséographique qui permettra de placer le visiteur en situation propice à apprécier l'expérience de visite qu'il s'apprête à vivre.

Dans les espaces publics du musée : installés lors de l'ouverture du musée en 1992, une vingtaine d'éléments d'interprétation (vitrines, et mobilier d'exposition) portent, 21 ans plus tard, les traces d'usure et de désuétude qui ne répondent plus aux standards de qualité du Musée. Ces éléments doivent être remplacés et leur contenu revu à la lumière des plus récentes découvertes dans le Vieux-Montréal et de la pointe à Callière. Les artéfacts qui y sont présentés depuis plus de 20 ans doivent être retirés et remplacés afin d'assurer la conservation et la rotation d'objets.

Tous ces lieux, une fois renouvelés, permettront d'offrir aux Montréalais ainsi qu'à la clientèle touristique l'histoire de la ville et son importance à l'échelle continentale. Après 21 ans et 6 millions de visiteurs, l'usure, la désuétude des installations et les nouvelles connaissances exigent un renouvellement des expositions permanentes de l'ensemble du Musée.

Objectifs :

- Réaliser une installation interactive de type réalité augmentée (crypte archéologique) permettant d'améliorer la compréhension des vestiges du premier noyau urbain de Montréal, dans le carré des vestiges;
- Faciliter la compréhension de l'histoire globale de Montréal au moyen d'une ligne de temps interactive dans les deux corridors de la crypte et de l'intégration de bornes généalogiques;
- Remplacer les installations muséographiques d'interprétation dans les espaces publics, en place depuis 1992, afin d'assurer la conservation des artéfacts présentés sous la lumière et les changements de température depuis plus de 20 ans;
- Amener les Montréalais à revenir visiter les expositions permanentes;
- Susciter chez les Montréalais le goût et l'intérêt de redécouvrir le passé de leur ville;
- Accroître l'accès aux collections archéologiques et ethnohistoriques de Pointe-à-Callière. La majorité des objets liés à la demande seront présentés pour la première fois;
- Développer des thématiques d'interprétation qui permettront de souligner l'importance de Montréal comme pôle de développement continental dans l'histoire de l'Amérique du Nord.

Impacts pour le musée :

- Inciter les Montréalais à revenir visiter le lieu de fondation de leur ville;
- Promouvoir un patrimoine identitaire d'importance nationale pour les générations actuelles et futures;
- Sensibiliser le public à l'archéologie, l'histoire, la conservation et la restauration des biens archéologiques;
- Se positionner comme un modèle dans le domaine de la présentation de l'archéologie auprès de différentes clientèles;
- Renforcer le sentiment de fierté de la population montréalaise à l'égard du Musée et du quartier historique de Montréal;
- Maintenir auprès de sa clientèle les plus hauts standards en matière de muséologie et d'interprétation;

Clientèles :

Grand public montréalais, clientèles touristiques, groupes scolaires.

Lieu :

Crypte: Carré des vestiges et corridors de place Royale
Éperon : Espaces d'expositions permanentes dans les lieux publics et escalier capitaine

Étapes de réalisation :

2014 – Crypte, place Royale, ligne de temps, bornes généalogiques

- Recherche, conception, scénarisation
- Restauration des objets
- Fabrication vitrines et panneaux
- Programmation / intégration des bornes
- Installation, rodage de tous les équipements

2015 – Carré des vestiges : réalité augmentée

- Conception, recherche, scénarisation des contenus
- Programmation, rédaction
- Droits d'auteur
- Intégration des systèmes et création des interfaces
- Fabrication et installation, rodage

2016 – Espaces publics et escalier capitaine

- Recherche, conception, rédaction
- Production des vitrines et des équipements d'interprétation (espaces publics)
- Installation et rodage (espaces publics)

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Renouvellement des expositions permanentes de la crypte et corridors est et ouest (lignes de temps et bornes généalogiques)	500 000 $	-	-	500 000 $
Carré des vestiges	-	600 000 $	-	600 000 $
Expositions permanentes dans les espaces publics	-	-	250 000 $	250 000 $
Escalier capitaine	-	-	150 000 $	150 000 $
Total	**500 000 $**	**600 000 $**	**400 000 $**	**1 500 000 $**

B.3

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES / 500 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Le Musée est doté de nombreuses installations technologiques qui permettent de bien faire comprendre l'histoire de Montréal et l'occupation des lieux sur lesquels le Musée repose, dont les principaux éléments sont les suivants: salle de spectacle multimédia, module d'introduction, projection au cimetière, animation du Royal Insurance Building, personnages virtuels, archeoscopes, fresque portuaires, etc. Ces équipements de haute technologie doivent être mis à nieau périodiquement afin de pouvoir offrir sans interruption, un excellent service aux visiteurs.

Objectif :

- S'assurer que les différentes installations technologiques sont toujours opérationnelles pour le bénéfice des visiteurs.

Impact pour le Musée :

La mise à niveau des équipements technologiques permet au Musée de compter sur des composantes fiables et toujours supportés par les fabricants, de manière à pouvoir assurer un service d'interprétation adéquat et essentiel à la compréhension des thématiques traitées dans ses expositions.

Étape de réalisation :

Réalisation de la phase I des travaux en 2015 – 100 000$.
Réalisation de la phase II des travaux en 2016 – 400 000$.

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Mise à niveau des équipements technologiques *(PàC)	-	100 000 $	400 000 $	500 000 $
Total	**-**	**100 000 $**	**400 000 $**	**500 000 $**

C. POINTE-À-CALLIÈRE, *CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL*
COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE
LEGS PATRIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL ET 150E ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉDÉRATION CANADIENNE

C.1

TITRE DU PROJET :	***POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE* – COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE / 20 000 000 $ SUR 3 ANS**

Description du projet :

Suites aux résultats des études techniques et du plan de développement qui devrait être réalisé en 2013, débuter les travaux de développement de *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* pour sa réalisation comme legs patrimonial 2017.

Un enjeu majeur du développement de PàC est de mettre en valeur un ensemble de lieux historiques d'importance nationale localisé dans le Vieux-Montréal. La mise en valeur d'un complexe muséal et touristique d'une dizaine de lieux patrimoniaux et historiques reconnus constitue une opportunité exceptionnelle de doter la société canadienne, québécoise et montréalaise d'un lieu de culture, de commémoration et d'histoire marqué par l'authenticité et l'unicité.

Le projet consiste à compléter ***Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire***, afin de lui donner une envergure internationale et soutenir le rayonnement international de Montréal, métropole culturelle ainsi que l'activité touristique génératrice de richesse.

Le projet représente la création d'une institution muséologique de niveau mondial sur un site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle en Amérique du Nord. Cet attrait culturel et touristique ajouterait l'importance de Montréal comme métropole du Canada au 19e siècle, capitale du Canada-Uni à partir de 1844 et site de développement de la démocratie par l'implantation du gouvernement responsable (1848). *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* permettra la création d'un complexe muséal unique au pays, un lieu exceptionnel sur le continent qui génèrera un accroissement de l'offre (salles d'expositions permanentes et temporaires, salles multifonctionnelles et éducatives) et le gain de potentiel attractif dû à son agrandissement entraînera, selon un scénario de fréquentation additionnelle fondé sur l'expérience du Musée, **une augmentation de quelque 150 000 visiteurs, faisant passer l'achalandage annuel à environ 550 000 visiteurs,** dont 250 000 touristes, générant des retombées économiques majeures, tout en répartissant ce volume sur un espace qui aura doublé de taille en souterrain. Ce projet assurera la viabilité à long terme du Musée.

Contribution au développement du Vieux-Montréal
Lieu de commémoration, *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* serait un projet de réhabilitation et de mise en valeur d'un ensemble de lieux patrimoniaux situés au pourtour et sous un espace public de grand intérêt (la place D'Youville) réaménagé en jardins urbains. Par le fait même, il se produirait une amélioration de la qualité de vie et un embellissement du quartier. Un environnement muséal de cette ampleur enrichirait le secteur et augmenterait sans aucun doute la valeur du parc immobilier environnant.

Les travaux relatifs au projet permettront:

- la préservation et la mise en valeur de la canalisation de l'ancienne rivière qui logeait au nord du fort Ville-Marie, il fut le premier collecteur d'eaux usées de Montréal. Sur 350 mètres, il sera l'axe de circulation entre les différents points d'intérêts de la **petite rivière St-Pierre** : épine dorsale du complexe muséal, le **collecteur Williams** (1832) est un ouvrage de génie civil exceptionnel en Amérique du Nord, aménagé sur le lit du réseau souterrain;
- l'accès, la préservation et la mise en valeur des traces du **fort de Ville-Marie** (1642) (Maisonneuve) et du **Château de Callière** (1695) : un des rares sites dont le sol n'a pas été perturbé depuis le 17e siècle et où le musée a créé, avec l'Université de Montréal, une école de fouilles archéologiques. On y a découvert les vestiges du fort Ville-Marie et du Château de Callière;
- la préservation et la mise en valeur des vestiges du **Marché Sainte-Anne** et du **Parlement du Canada-Uni** : intimement associé à une page majeure de l'histoire du pays, le premier parlement permanent du Canada-Uni s'installe à l'étage du marché en 1844, là seront votées des lois importantes dont celles établissant le « gouvernement responsable » (1848). Le public aura le plaisir de circuler dans une brèche au travers du marché-collecteur, cette coupe dans les vestiges permettra d'expliquer l'interrelation structurale et l'histoire de ces lieux historiques;
- La mise en disponibilité potentielle de la **Ancienne caserne de pompiers** d'ici 2017 amène Pointe-à-Callière à évaluer l'intégration de la Caserne au projet, localisée en plein centre de la place D'Youville, cet espace pourrait répondre aux besoins d'accueil et de services aux visiteurs (secteur ouest), d'accès souterrain, aux exigences de sortie règlementaire et sécuritaire et au besoin d'espaces muséologiques pour les enfants et les familles;
- la réalisation de **jardins urbains** de la rue McGill à Pointe-à-Callière, tout le long de la place D'Youville, aménagés au-dessus des vestiges du Parlement du Canada-Uni situés en souterrain et de l'égout collecteur (400 mètres).

Le scénario de développement sera confirmé par les études techniques et le plan de développement qui devraient être complétés en 2013-2014. Les études précédentes sur le projet d'expansion de Pointe-à-Callière ont toutes souligné l'importance du musée sur les plans historique, touristique, économique et urbanistique. Pointe-à-Callière est non seulement devenu une destination muséologique montréalaise et un attrait touristique majeur, mais aussi une référence en archéologie au Canada et dans le monde.

En novembre dernier, lors du *Rendez-vous – Montréal, métropole culturelle* qui regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Québec, de la Ville de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et des organismes culturels de Montréal, la réalisation de la ***Cité d'archéologie et d'histoire*** **a été confirmée comme legs patrimonial** pour la commémoration du 375e anniversaire de Montréal en 2017. Le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés publiquement à soutenir ce projet. Sa réalisation fait également partie des projets priorisés par Tourisme Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Planification et réalisation des fouilles archéologiques et consolidation du Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada (travaux 2013)

Un programme de fouilles archéologiques et études techniques a été planifié pour 2013. Sa réalisation est essentielle pour livrer l'équipement muséal de la *Cité* pour 2017. Ce programme consistait à des sondages et des fouilles archéologiques sur la place D'Youville Ouest. Les travaux incluaient la mise à jour du programme de fouilles permettant de connaître l'état de la voûte du collecteur, des

fondations de l'édifice du parlement et des caveaux du Marché Sainte-Anne (vestiges qui seront éventuellement intégrés au parcours du musée). Ces travaux devraient permettre de préparer un rapport de fouilles et un rapport de caractérisation environnementale des sols; de réaliser les travaux techniques de structure nécessaires pour l'accessibilité publique et pour la mise en valeur; de consolider en partie les murs du Parlement (effectuée lorsque nécessaire pour leur conservation). La consolidation est indispensable à la protection et à la conservation des vestiges, en vue de leur mise en valeur future. Les travaux et études techniques réalisés permettront de dégager le meilleur rapport coût/bénéfice pour accomplir le projet d'expansion du Musée et réduire le niveau de risques encourus. Ces informations seront utilisées pour définir certains paramètres techniques et architecturaux du site du Parlement du Canada-Uni et pour faire la mise en valeur ultérieure de l'ensemble (accessibilité, construction, etc.).

Objectifs 2014-2017

- Démarrer la création d'un ensemble muséal d'envergure mondiale : ***Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire***;
- Réaliser les plans et devis, les travaux d'infrastructures, d'aménagement, de construction et la mise en valeur ainsi que la muséographie relativement au projet:
    - Désensabler l'égout collecteur Est de la place D'Youville afin d'en évaluer l'état de conservation et identification des travaux à faire, consolidation préventive;
    - Assumer la préservation et la mise en valeur de la canalisation du collecteur Williams;
    - Réaliser l'accès, la préservation et la mise en valeur des traces du fort de Ville-Marie et du Château de Callière ;
    - Préserver et mettre en valeur les vestiges du Marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada-Uni;
    - Aménager une vaste salle d'expositions de calibre international dans le sous-sol de l'édifice Dominique-Ducharme;
- Doter la population montréalaise, québécoise et canadienne d'un lieu de culture, de commémoration, d'histoire marqué par l'authenticité ;
- Contribuer à l'enrichissement de Montréal Métropole culturelle et accroître le rayonnement culturel international de Montréal;
- Augmenter, par la mise en valeur contemporaine de vestiges et d'éléments patrimoniaux d'intérêt national et international, l'attrait, la fréquentation et les revenus touristiques de Montréal ;
- Apporter une valeur ajoutée culturelle à *Montréal ville souterraine* et rehausser le renouveau commercial, touristique et résidentiel qui prend place dans les secteurs centre-ville, Vieux-Montréal, Vieux-Port et le Havre.

Lieu :

Les travaux auront lieu le long de la place D'Youville Est et Ouest et ses abords, le long du collecteur William ainsi qu'au 273, place D'Youville et au sous-sol.

Impacts pour le musée et pour Montréal:

- Créer un attrait touristique unique au monde et offrir à la population du Canada un équipement permanent, aux dimensions éducatives fortes qui feront de la *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal* un lieu touristique et patrimonial incontournable;

- Permettre l'aménagement de surface de la place D'Youville par la réalisation de jardins urbains;
- Protéger, préserver, conserver et rendre accessibles les derniers vestiges majeurs du Vieux-Montréal, témoins exceptionnels du patrimoine québécois et permettre ainsi de réaliser la mission du Musée;
- Faire connaître et aimer l'histoire de Montréal aux 400 000 montréalais, québécois, touristes et aux 100 000 jeunes qui nous fréquentent chaque année;
- Sortir de l'oubli l'histoire du premier parlement permanent du Canada-Uni, lieu du vote de la loi créant le gouvernement responsable, jalon majeur de la démocratie au Canada;
- Augmenter le nombre de visiteurs au Musée tout en stimulant son attrait;
- Diffuser davantage l'histoire et l'archéologie;
- Favoriser le développement de Montréal, augmenter et contribuer à son rayonnement international.

Étapes et calendrier de réalisation :

ACTIVITÉ	Échéancier
Plans, devis, travaux d'infrastructures et de construction	2014
Travaux de construction/infrastructures, travaux d'aménagement, mise en valeur et muséographie, communications	2015-2016-2017
Inauguration et ouverture au public du complexe muséal *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire,* dans le cadre des *Commémorations du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, du 150e anniversaire de la Confédération canadienne et du 25e anniversaire de Pointe-à-Callière*	17 mai 2017

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2017	2014-2017
Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire*	5 000 000 $	5 000 000 $	5 000 000 $	2 500 000 $	17 500 000 $
Total	**5 000 000 $**	**5 000 000 $**	**5 000 000 $**	**2 500 000 $**	**17 500 000 $**

Répartition des coûts : Les coûts totaux de réalisation de la Cité seraient partagés par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Ville de Montréal. Une campagne majeure de financement privée 2013-2014 amassera un fonds de 10 M$.

LA Cité DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE

Pointe-à-Callière
Plan 1

9
Rivière canalisée
Collecteur William
1832
Lien souterrain de la cité



La petite rivière Saint-Pierre canalisée en égout collecteur devient l'épine dorsale de la cité de l'histoire unifiant, en un réseau souterrain, une collection unique de sites archéologiques et historiques authentiques. Accessible à la population sur une distance de 400 mètres, le collecteur est aussi un lieu magique en soi, une expérience dramatique et passionnante dans les entrailles de la ville historique. En surface, il se transformera en jardin urbain.

Ouverture au public :
2017

8
Douanes Canada
(sous-sol)
1916
Expositions internationales



Le monumental immeuble de Douanes Canada offre un vaste sous-sol de 2000 m² permettant l'aménagement d'une salle d'expositions de calibre international. Cette salle sera un lien direct avec le réseau souterrain.

Ouverture au public :
2017

7
Marché Sainte-Anne
1832
Parlement
du Canada-Uni
1844
Vestiges et histoire



Intimement associé à une page majeure de l'histoire du Canada, le premier parlement permanent du Canada-Uni s'installe en 1844 dans le marché Sainte-Anne. Là, seront votées des lois importantes dont celle établissant le « gouvernement responsable » en 1848.

Ouverture au public :
2017

6
Fort Ville-Marie
1642
Château de Callière
1688
Lieu de fondation de Montréal
École de fouilles archéologiques



Dans le cadre de son école de fouilles archéologiques en partenariat avec l'Université de Montréal, des murs et traces exceptionnelles du lieu de fondation de Montréal ont été découverts.

Ouverture au public :
2016

5
Maison des Marins
1959
Expositions temporaires et espace archéo-jeunes



Ce bâtiment de 3500 m² comprendra des salles multifonctionnelles dotées d'équipements technologiques de pointe pouvant accueillir des grandes expositions temporaires, événements culturels et spéciaux et des activités éducatives dont l'espace familles archéologiques.

Ouverture au public :
2012

4
Station de pompage
D'Youville
1915
Patrimoine industriel



La première station électrique de pompage des eaux usées à Montréal. Elle conserve et interprète le patrimoine industriel, accueille un atelier scolaire et le centre de documentation sur Montréal.

Ouvert au public :
1995

Grand partenaire
Hydro Québec

3
Ancienne douane
1837
Expositions - ateliers éducatifs



Ce bâtiment historique abrite des expositions, ateliers dédiés aux groupes scolaires et aux familles

Ouvert au public :
1992

2
Place Royale
1992
Crypte archéologique
Animation et action culturelle



La crypte, aménagée sous l'historique place Royale, met en évidence plusieurs strates archéologiques illustrant six siècles d'histoire depuis 1350.

Ouvert au public :
1992

1
Éperon
1992
Multimédia et expositions



Figure de proue de Pointe-à-Callière, l'Éperon enracine son sous-sol en lieu et place du *Royal Insurance Building*, prestigieux immeuble du 19e siècle. Ses fondations recouvrent des vestiges plus anciens depuis le premier cimetière catholique (1643).

Ouvert au public :
1992



La Cité de l'archéologie et de l'histoire

Pointe-à-Callière

Plan 2



Sommaire

En continuité avec les investissements publics et privés déjà consentis dans le Vieux-Montréal, dans le Vieux-Port et, plus récemment, dans le Quartier international de Montréal, la Ville de Montréal, les gouvernements du Canada et du Québec souhaitent aujourd'hui susciter le développement d'ensemble du Havre, améliorer l'accès à ce secteur et ses liens avec le centre-ville.

Situé dans l'axe reliant le Vieux-Montréal, le Vieux-Port et les zones en développement du Havre, **Pointe-à-Callière** apparaît comme un **des atouts majeurs** de l'émergence de ce secteur et comme porte d'entrée du Vieux-Montréal.

Seul grand musée d'archéologie au Québec et au Canada, Pointe-à-Callière s'est mérité depuis quinze ans une **grande renommée internationale**, a systématiquement dépassé ses objectifs d'achalandage et de revenus et s'est distingué par une gestion rigoureuse.

Pointe-à-Callière est un complexe fascinant, érigé sur une **concentration de sites historiques remarquables** qui permettent de retracer de vastes pans de l'histoire de Montréal, du Québec, du Canada et même de l'Amérique du Nord, susceptibles d'intéresser des clientèles régionales, nationales et étrangères. Peu de villes au monde (et seul Montréal en Amérique du Nord) possèdent sur place autant de témoins matériels du lieu précis de leur fondation et de l'histoire d'un pays.

La mise en valeur de l'ensemble de neuf lieux patrimoniaux et historiques connus, étudiés mais pas tous accessibles au public, constitue une **opportunité exceptionnelle** de doter la société canadienne, québécoise et montréalaise d'un lieu de culture, de commémoration et d'histoire marqué par l'authenticité et l'unicité. La création de ce complexe muséal unique du 21e siècle contribuera à **accroître le rayonnement culturel et touristique de Montréal.**

Un **investissement de l'ordre de 60 M $ en trois ans** (horizon 2010) permettra :

- de développer et de mettre en valeur un réseau souterrain à vocation archéologique et historique, qui sera le pendant culturel du « Montréal souterrain » commercial du centre-ville ;
- de relier au Musée actuel, dans l'axe du collecteur William, cinq nouveaux sites d'intérêt majeur tels que : le fort Ville-Marie, le château de Callière ; le marché Sainte-Anne qui accueillit le parlement du Canada-Uni, et d'y présenter l'histoire de Montréal au coeur de l'Amérique du Nord ;
- d'ajouter un second accès au Musée depuis la rue McGill, porte d'entrée ouest de Montréal ;
- de combler les besoins d'espace supplémentaire pour répondre aux besoins de ses collections et de sa forte fréquentation, et pour faire de Pointe-à-Callière un **musée du 21e siècle** ;
- de présenter des œuvres du patrimoine de l'humanité en aménageant une grande salle vouée aux expositions nationales et internationales ;
- d'offrir aux jeunes un espace d'apprentissage de l'archéologie et de l'histoire ;
- de donner à Pointe-à-Callière le statut de **musée national d'archéologie**, afin de répondre aux besoins de l'ensemble des sites archéologiques et du positionnement du Québec et du Canada relatifs à ce domaine d'expertise ;

en somme de **créer un complexe muséal et touristique unique au monde, un lieu magique.**

Conclusion

Construit sur le lieu de fondation de Montréal, Pointe-à-Callière est le seul **grand musée d'archéologie au Québec et au Canada**. La portée internationale de ses réalisations, l'importance de sa fréquentation et l'accessibilité à de nouveaux sites historiques amènent le Musée à proposer la mise en place d'un **complexe muséal et touristique unique au monde**.

POINTE-À-CALLIÈRE
Préserver un patrimoine exceptionnel

En ces périodes d'instabilité mondiale, préserver un patrimoine exemplaire et le rendre accessible aux populations actuelles ainsi qu'aux générations futures sont-là des gestes responsables et visionnaires de la part d'une société soucieuse du développement durable.

Regrouper neuf lieux historiques et patrimoniaux sous un même toit en un complexe muséal et touristique, tient de l'inédit. Aucune autre ville que Montréal ne possède ce privilège.

Faire comprendre et faire aimer six siècles d'histoire montréalaise, québécoise et canadienne, donner accès à plus d'un million de pièces de collections, présenter le patrimoine de l'humanité par des échanges d'expositions internationales et faire connaître notre histoire à l'étranger ; voilà désormais la mission de **Pointe-à-Callière** devenu « **musée national d'archéologie** ».

POINTE-À-CALLIÈRE
Montréal métropole culturelle

L'activité culturelle montréalaise est le point névralgique de son développement touristique. **Les gens recherchent l'authenticité tout en souhaitant vivre une grande diversité d'expériences dans un même lieu**. Apprendre, s'amuser, assister à un spectacle, participer à une démonstration favorisent l'interaction en famille et entre amis.

En créant un attrait culturel majeur, Pointe-à-Callière vient contribuer à l'enrichissement de Montréal métropole culturelle et à son rayonnement international.

La place D'Youville, espace vert au cœur du Vieux-Montréal, **offre un potentiel remarquable d'animation urbaine**. Le secteur ouest offrira un lieu magique permettant des activités pour toute la famille mais aussi une scène majeure pour le **festival** *Montréal en histoire* **et un spectacle historique à grand déploiement sur le site du parlement du Canada-Uni**.

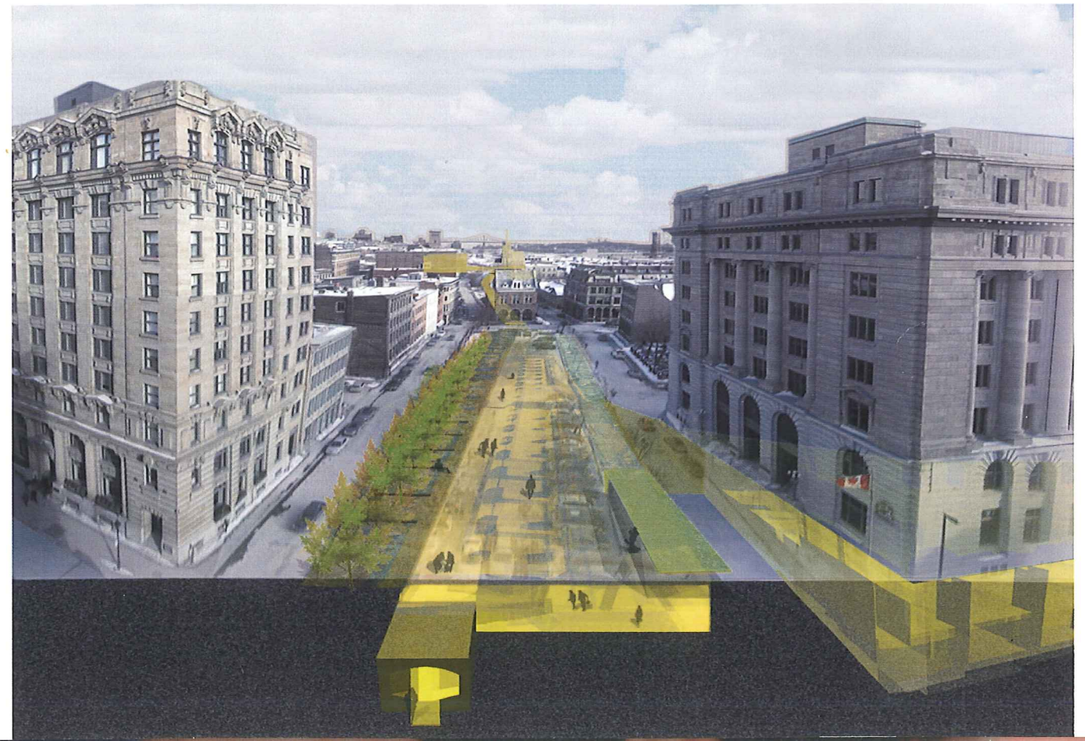
POINTE-À-CALLIÈRE
Un musée pour les jeunes.

Déjà 60 000 jeunes fréquentent Pointe-à-Callière à chaque année. L'accès à des nouveaux lieux historiques**, à des ateliers scolaires et à un Espace Archéo-jeunes**, sans oublier une balade dans le collecteur William **susciteront** certainement **un intérêt accru pour les visites scolaires et familiales**. Des jeux virtuels sur l'histoire de Montréal au cœur de l'Amérique du Nord leur permettront d'allier authenticité, imagination et aventure.

POINTE-À-CALLIÈRE
Un musée du 21e siècle.

L'un des grands facteurs qui a contribué à **la notoriété de Pointe-à-Callière sur la scène internationale réside dans sa capacité à présenter le passé au moyen des technologies d'avant-garde** : personnages virtuels, spectacle multimédia, réalité augmentée, etc.

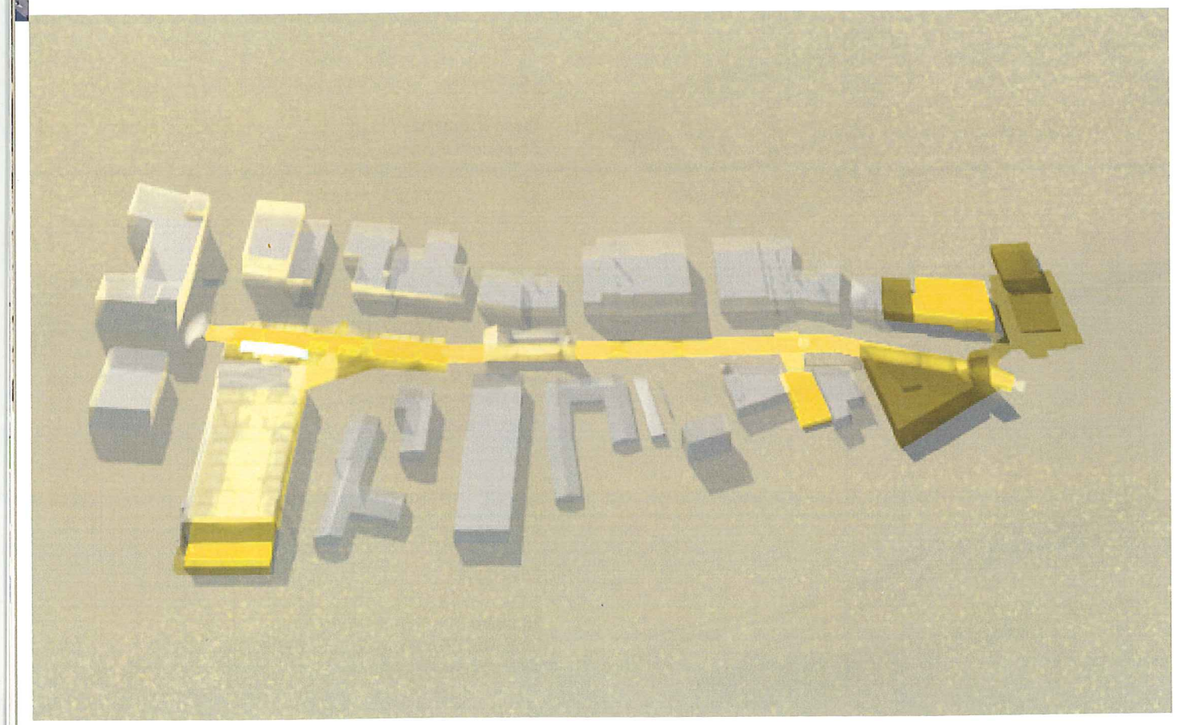
Situé à deux pas de la Cité du multimédia de Montréal, **le Musée développera des partenariats avec les créateurs des nouvelles technologies.** Allier les arts, l'archéologie à la technologie de pointe, voilà ce qui caractérise le projet de Pointe-à-Callière ; projet qui **contribuera au rayonnement de Montréal, du Québec et du Canada dans ce secteur d'avenir**.

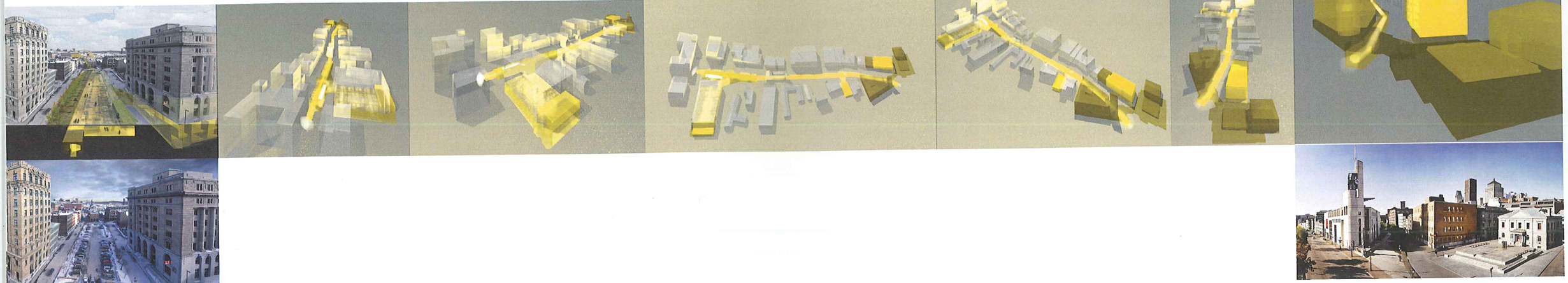


Pointe-à-Callière à Montréal ... Un musée d'archéologie ...
Un ensemble de sites historiques unique en Amérique du Nord.

Réaliser l'expansion de Pointe-à-Callière, voilà un projet inspirant et exaltant :
doter Montréal, le Québec, le Canada d'un complexe muséal ***unique au monde****,*
qui préserve des lieux historiques majeurs,
qui célèbre de la façon ***la plus authentique*** *qui soit, nos origines, notre diversité, notre évolution*
*et qui offre à nos jeunes, à nos concitoyens et à nos visiteurs, dans le Vieux-Montréal, à deux pas du Vieux-Port et du Havre, l'expérience peu commune de plonger « **au cœur de l'Amérique du Nord** » et d'accéder aux chefs-d'œuvre de l'archéologie mondiale.*

Un projet pour le 21e siècle !
Un rendez-vous en 2010 !





Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1130387004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir le projet de règlement ci-joint:

ND - 1130387004 - expansion du Musée V-2.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-26

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 632 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION, D'INFRASTRUCTURES ET D'AMÉNAGEMENT, SUR LES IMMEUBLES APPARTENANT À LA VILLE DE MONTRÉAL, AUX FINS DU PROJET D'EXPANSION DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE POINTE-À-CALLIÈRE, SOIT LA CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1130387004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1130387004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des Finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal» et sujet à l'approbation du ministre des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) :

Information Comptable

Dépenses

6101.**7714XXX**.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 **10 632 000 $**

Emprunt à long terme

6101**.7714XXX**.802600.01909.49200.000000.0000.112522.000000.98001.00000 **10 632 000 $**

Information budgétaire

Le budget pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction de la culture et du patrimoine, du Service de la Qualité de vie au projet 36175 - Projet d'expansion du Musée Pointe-à-Callière.

Budget (milliers)	2014	2015	2016	Total
Projet # 36175 - Expansion du Musée Pointe-à-Callière	3 000,00 $	3 000,00 $	4 500,00 $	10 500,00 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte LALIBERTÉ
Agente comptable analyste
Finances PS-Brennan 2
Tél : 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-28

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières chef d'équipe
Tél : 872-0985
Division : Direction opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains » formée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec, tel que représenté au plan M-25 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 31 octobre 2013 sous le numéro 1460 de ses minutes.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-01 12:20

Signataire : Michel NADEAU

_____

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1133496013**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

CONTENU

CONTEXTE

Avant la fusion municipale, la Ville de Montréal-Nord a offert aux propriétaires riverains de la ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est entre le boulevard Sainte-Gertrude et l'avenue Lamoureux, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, la possibilité d'acquérir la moitié de la ruelle adjacente à leur propriété, pour la somme de 1 $. De ce fait, une partie des riverains ont acquis, de gré à gré, la moitié de la ruelle à l'exception de trois (3) propriétaires. Aujourd'hui, les trois (3) résidus de ruelle sont occupés par les propriétaires et certains de ces résidus sont enclavés. Afin de régulariser cette situation, l'arrondissement de Montréal-Nord a transmis ce dossier à la Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI »).

Les dossiers de ruelles sont traités en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. De ce fait, une pétition a été transmise aux trois (3) propriétaires n'ayant pas encore acquis la moitié de la ruelle afin de connaître leur opinion. Il est à considérer que les propriétaires ayant précédemment acquis leur partie de ruelle sont également comptabilisés en nombre et en front dans la pétition menant au transfert de propriété (voir plan acquisition 1 $ en pièce jointe). Ainsi, selon le tableau « compilation » en pièce jointe, au moins les deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête, représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle.

Le 11 mai 1999, l'ancienne Ville de Montréal-Nord a adopté le règlement 1653 décrétant la Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles. Ce règlement avait notamment pour objet de fixer les conditions de vente des ruelles dont la fermeture serait ordonnée par un autre règlement. Pour ce dossier, la fermeture de ruelle est ordonnée par le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord le 22 juin 1999, tel que modifié par 1654-2 adopté le 27 novembre 2001, décrétant la fermeture légale des ruelles inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains.

Le présent sommaire a pour but d'abroger le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la

rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord et de modifier le règlement 1654 de Montréal-Nord décrétant la fermeture de cette ruelle comme domaine public afin d'y prévoir également le transfert aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. De plus, une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de transport d'énergie devra grever, à titre gratuit, les lots transférés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM01 689 - 27 novembre 2001 - Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, aux fins de transfert aux propriétaires riverains, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.
CM99 441 - 22 juin 1999 - Adoption par l'ancienne Ville de Montréal-Nord du Règlement 1654 décrétant la fermeture légale des ruelles inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains.

CM99 329 - 11 mai 1999 - Adoption par l'ancienne Ville de Montréal-Nord du Règlement 1653 décrétant la Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville.

DESCRIPTION

Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains » formée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec. De plus, créer, à titre gratuit, une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de transport d'énergie sur les lots ci-dessus décrits, le tout tel qu'illustré au plan M-25 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 31 octobre 2013 sous le numéro 1460 de ses minutes.

JUSTIFICATION

Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de garder cette partie de ruelle non ouverte à la circulation et qui n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· La Ville va percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· Certains propriétaires riverains ont déjà acquis leur partie de ruelle.

· Cette cession permettra de régulariser l'empiétement et l'occupation de ces terrains par les propriétaires riverains.

En conséquence et en tenant compte que l'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'encadrement « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions » le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le transfert aux propriétaires riverains de la partie résiduelle de cette ruelle permettra aux propriétaires d'agrémenter leur qualité de milieu de vie résidentiel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement modifiant le règlement 1654 de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué par la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Stéphane ROBITAILLE)

Avis favorable avec commentaires :
Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain_des services aux entreprises et des relations avec les citoyens (Charlotte CÔTÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Montréal-Nord , Direction des travaux publics (Denis CHARLAND)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda BERTRAND
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8186
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-02

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

Plans A, B, C et P

5-2658-3A.pdf 5-2658-3B.pdf 5-2658-3C.pdf 5-2658-3.doc

Plan M-25 Montréal-Nord

M-25 Montréal-Nord.JPG

Tableau de compilation Pétition

CompilPetitionFermRuelle.DOC Pétition_RuelleStMichel.pdf

Plan - Acquisition de ruelle à 1$

Acquisition1$.pdf

Règlements 1654, 1654-2 et 1653

Règlement1654.pdf Règlement1654-2.pdf Règlement1653.pdf

REQ pour 9252-2440 Québec inc. Résumé de transaction

REQ_9252-2440 Québec inc..pdf RésTransac_RuelleSt-Michel.doc

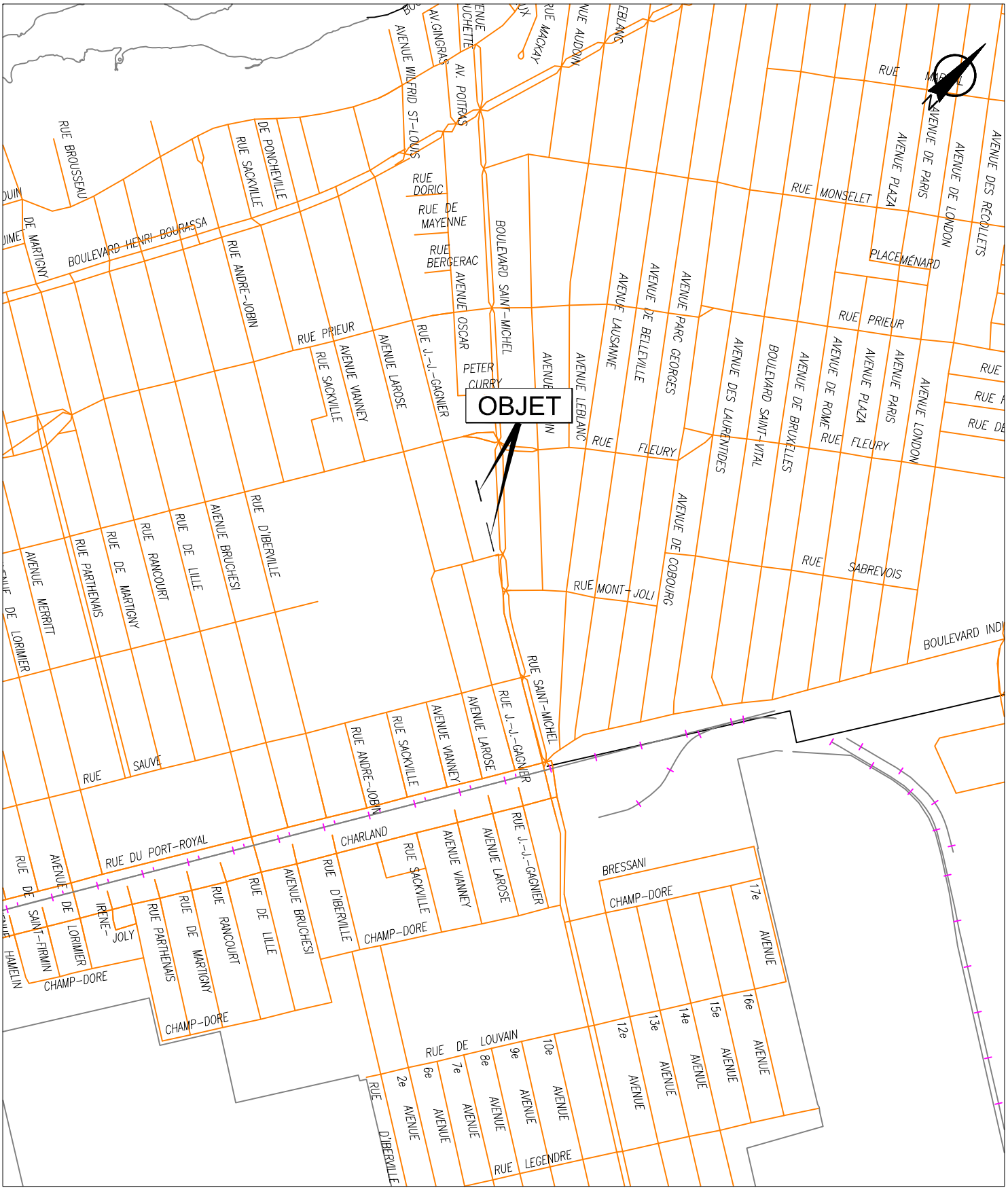
RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda BERTRAND
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8186

Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél. : 514 872-2125



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Nord
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-2658-03
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 25-01-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

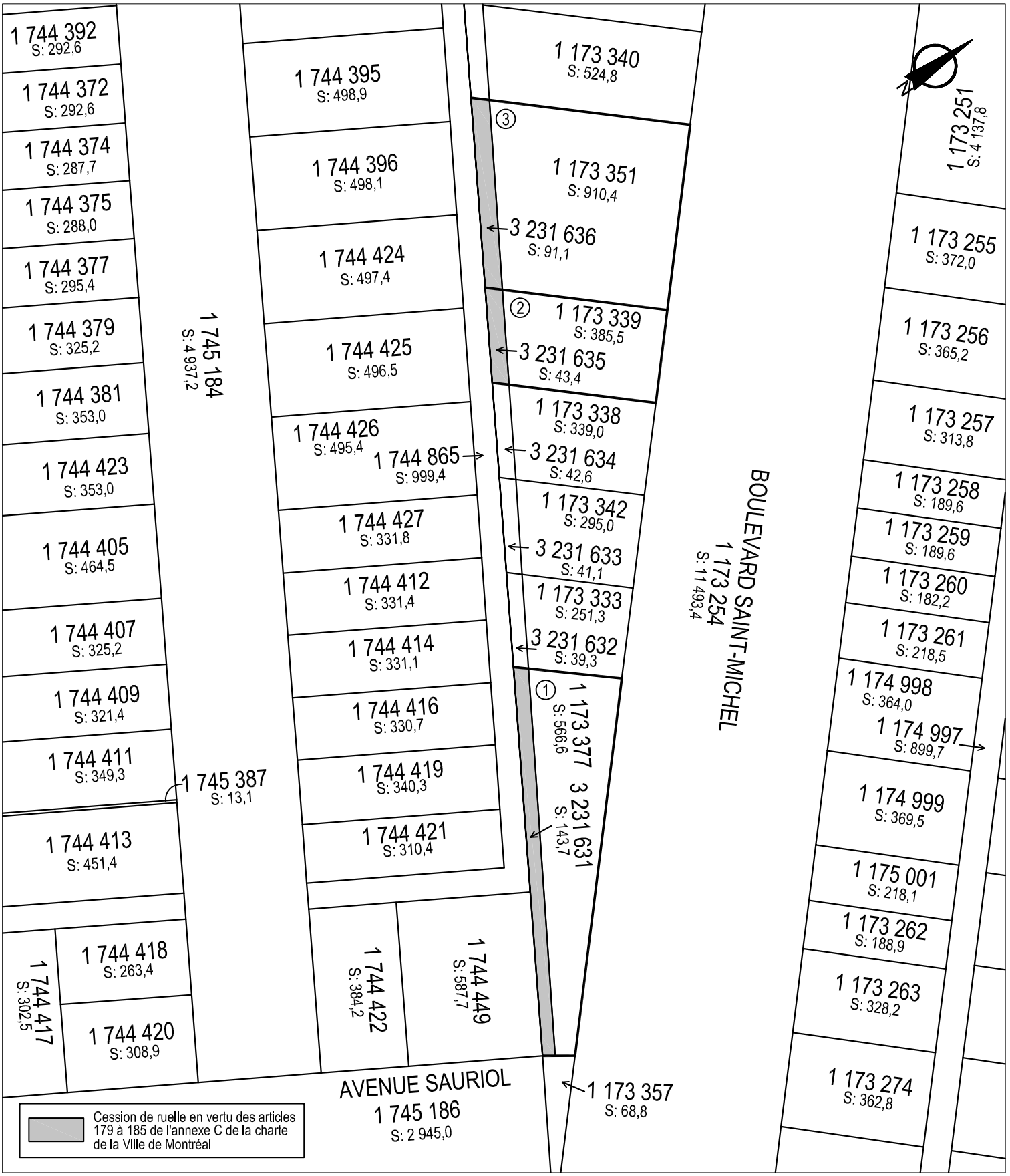


SERVICE DES IMMEUBLES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Nord
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-2658-03
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 25-01-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DES IMMEUBLES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Nord
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-2658-03
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 25-01-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

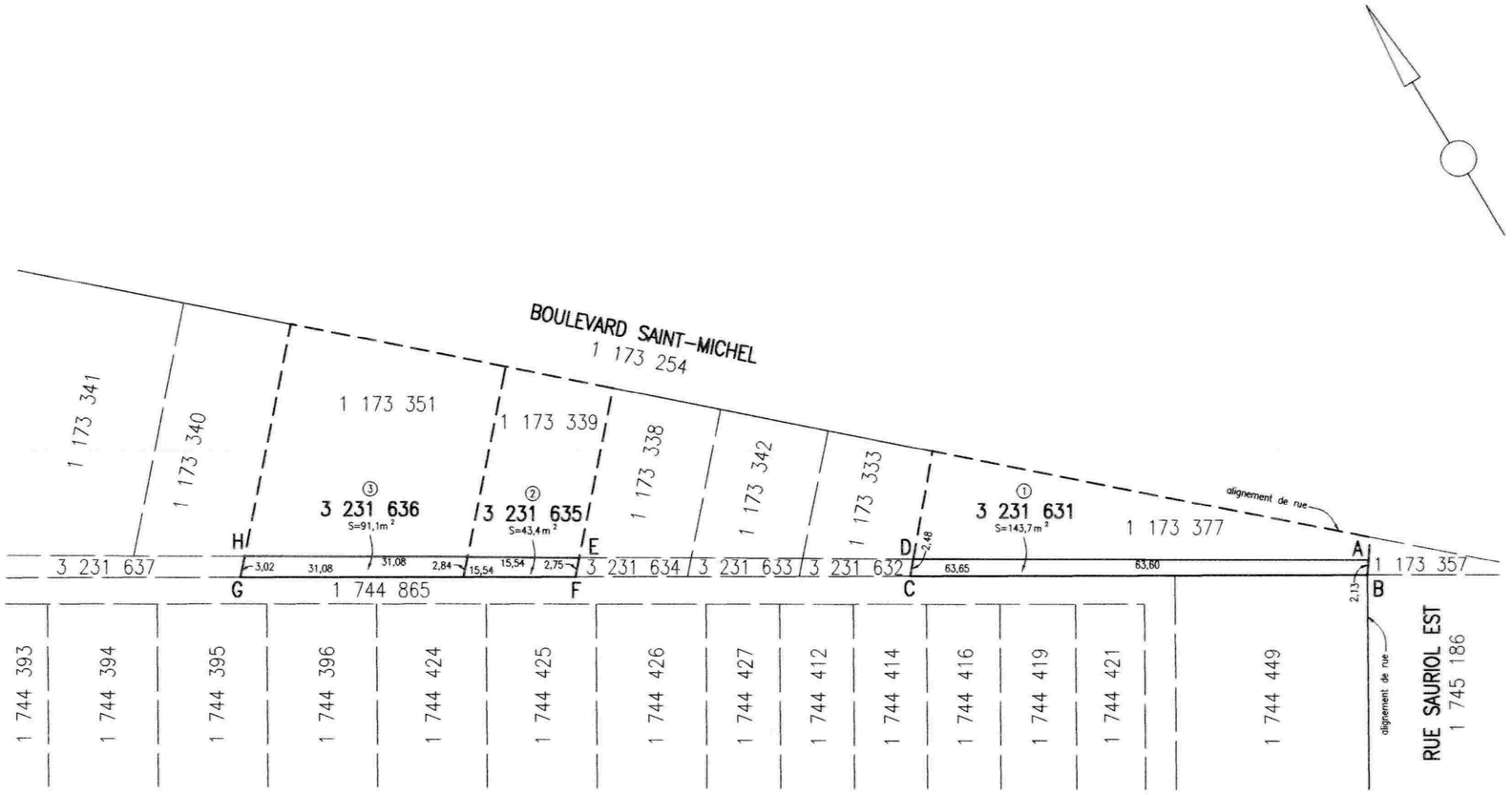
Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-2658-03
Dessinateur : CL
Date : 25-01-13

Montréal-Nord

Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP18415



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

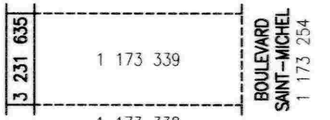
LOT(S)

Les lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636.

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au sud-ouest du
BOULEVARD SAINT-MICHEL
et au nord-ouest de la
RUE SAURIOL EST

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDA et EFGHE délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Les biens-fonds identifiés par les lettres ABCDA et EFGHE devront être grevés d'une servitude à des fins d'utilités publiques.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 31 octobre 2013

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1460 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-010-1329 Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21428 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Montréal-Nord

PLAN Nº M-25 MONTRÉAL-NORD

214280.DWG

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec, située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, à Montréal-Nord, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

DOSSIER : 31H12-005-2658-03

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
1	9252-2440 Québec inc. 273, avenue Notre-Dame Saint-Lambert (Québec) J4P 2J9	10100 à 10114, boulevard Saint-Michel	1 173 377	3 231 631	63,60 m x irr = 143,7 m^2	021581-05	63,60 m	OUI
2	Madame Maria Iaconelli Madame Clementina Campanelli Madame Carmelina Iaconelli Monsieur Massino Testani 12160, avenue Pierre-Baillargeon Montréal (Québec) H1E 6R7	10140, boulevard Saint-Michel	1 173 339	3 231 635	15,54 m x irr = 43,4 m^2	020679-47	15,54 m	OUI
3	Madame Michèle Gesualdi Monsieur Giuseppe Gesualdi 640, rue De Ronchamp Laval (Québec) H7K 3N9	10150, boulevard Saint-Michel	1 173 351	3 231 636	31,08 m x irr = 91,1 m^2	020679-51	31,08 m	Aucune réponse
Superficie totale à transférer aux 3 propriétaires riverains : 278,2 m^2								
4	Madame Stella Marchetta Monsieur Dino Veneziale 10507, rue Beaumarchais Montréal (Québec) H1C 0C9	10122, boulevard Saint-Michel	1 173 333	3 231 632	Déjà transféré - Acte no 15 522 905		15,53 m	OUI
5	Madame Luca Amicone Monsieur Mario Insogna 9299, rue Du Saguenay Saint-Léonard (Québec) H1R 2M5	10128, boulevard Saint-Michel	1 173 342	3 231 633	Déjà transféré - Acte no 15 522 905		15,48 m	OUI
6	Monsieur Antonio Radice 9632, avenue Vianney Montréal (Québec) H2B 2X5	10132, boulevard Saint-Michel	1 173 338	3 231 634	Déjà transféré - Acte no 15 751 893		15,54 m	OUI

Nombre total de propriétaires : 6
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) : 4
Nombre de signatures conformes obtenues : (83,3 %) : 5

Frontage total sur la ruelle : 156.77 mètres linéaires
Frontage minimum requis (66,6 %) : 104.41 mètres linéaires
Frontage sur ruelle obtenu : (80,17 %) : 125.69 mètres linéaires

La dernière compilation des noms des propriétaires apparaissant sur ce tableau a été effectuée le 25 novembre 2013.

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
et des ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division évaluation, transactions et services immobiliers
Section transactions et services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-2658-03
Mandat : 12-0204-S

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Ruelle située dans l'arrondissement de Montréal-Nord et se retrouvant dans le quadrilatère formé de la rue Fleury, du boulevard Saint-Michel, la rue J.-J.- Gagnier et l'avenue Sauriol, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

1

Lucie Roy

Madame Lucie Roy

Monsieur Yves Dionne

9252-2440 Québec inc.
273, avenue Notre-Dame
Saint-Lambert (Québec) J4P 2J9

Votre numéro tél. : 514-915-5820

Inscrire adresse courriel :
VDIONNE@immomarketing.ca

Compte de taxes : 021581-05

☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 10100 à 10114, boulevard Saint-Michel, soit le lot 3 231 631.

☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES**, ET CE, ACCOMPAGNÉ DE LA RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

2013-02-07

9252-2440 QUÉBEC INC.

PROCÈS-VERBAL de la réunion du 15 février 2013 à 10h15 tenue dans la Ville de Saint-Lambert (Qc).

Étaient présents, Yves Dionne, Président et Lucie Roy, Secrétaire.

Après révision des documents reçus de la Ville de Montréal relatifs à l'acquisition d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain au 10100 à 10114 boulevard Saint-Michel, soit le lot 3 232 631, tel qu'il appert au document remis par la Ville de Montréal pour la pétition à signer, il est proposé par M. Yves Dionne de signer le document de pétition pour acquérir cette parcelle de terrain de même que tout autre document jugé nécessaire par la Ville de Montréal pour compléter ce dossier.

Motion secondée par Mme Lucie Roy et approuvée à l'unanimité.

Aucun autre sujet à être discuté.

Ajournement de la réunion à 10h30.

SIGNÉE À SAINT-LAMBERT, ce 15 février 2013.

9252-2440 Québec Inc.

Par: _____

Yves Dionne, Président.

_____

Lucie Roy, Secrétaire.

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division évaluation, transactions et services immobiliers
Section transactions et services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-2658-03
Mandat : 12-0204-S

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Ruelle située dans l'arrondissement de Montréal-Nord et se retrouvant dans le quadrilatère formé de la rue Fleury, du boulevard Saint-Michel, la rue J.-J.- Gagnier et l'avenue Sauriol, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

2

Maria Iaconelli
Madame Maria Iaconelli

Madame Clementina Campanelli

Madame Carmelina Iaconelli

Massimo Testani
Monsieur Massino Testani

12160, avenue Pierre-Baillargeon
Montréal (Québec) H1E 6R7

Votre numéro tél. : (514) 975-8996

Inscrire adresse courriel :
MASSIMO TESTANI@ROYALLEPAGE.CA

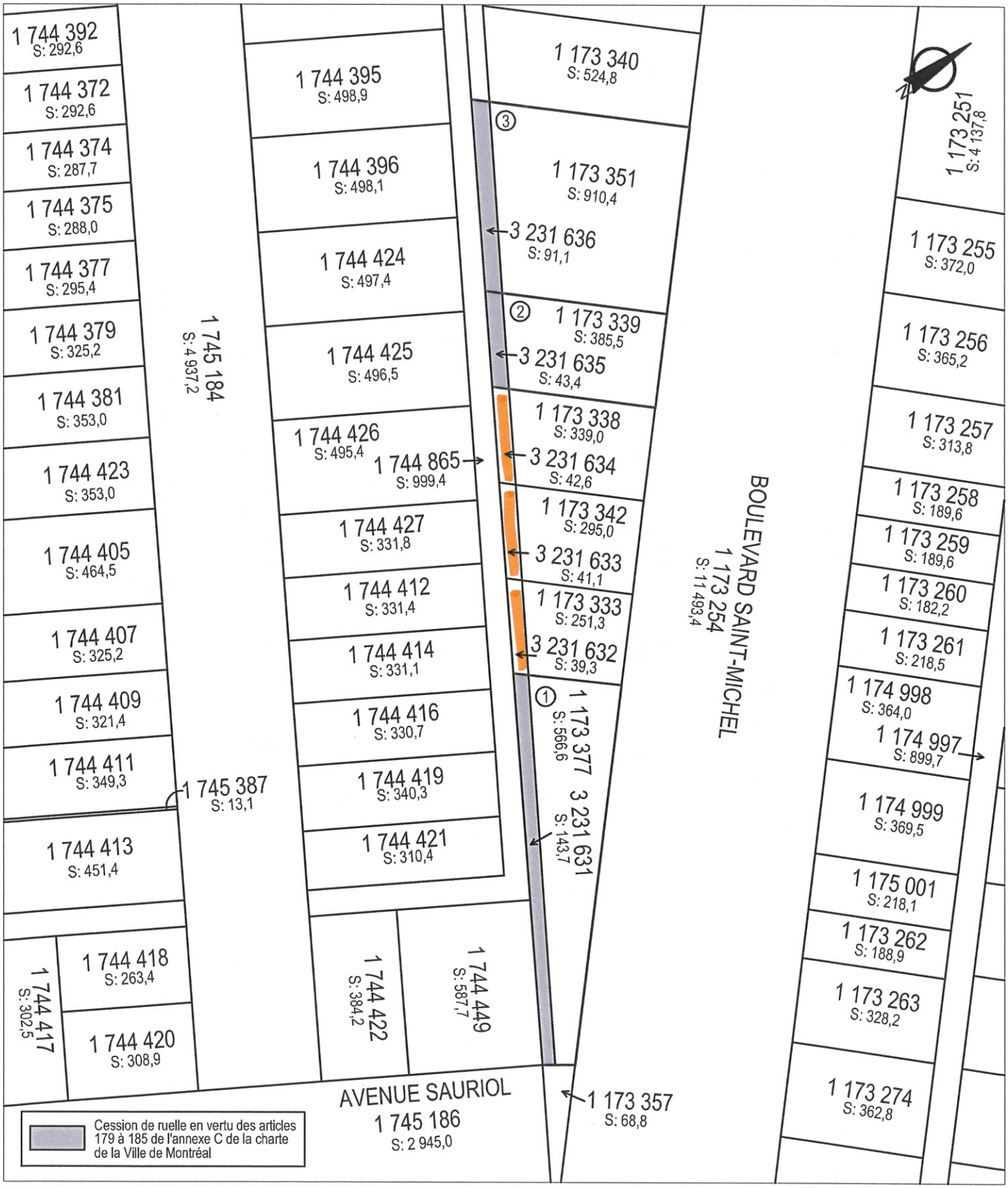
Compte de taxes : 020679-47

☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 10140, boulevard Saint-Michel, soit le lot 3 231 635.

☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES**

Acquisition @ 1$



SERVICE DES IMMEUBLES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Nord
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-2658-03
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 25-01-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2013-11-26 13:38:48

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1167715367
Nom	9252-2440 QUÉBEC INC.

Adresse du domicile

Adresse	273 av. Notre-Dame Saint-Lambert (Québec) J4P2J9 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	273 av. Notre-Dame Saint-Lambert (Québec) J4P2J9 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2011-10-11
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2011-10-11
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2011-10-11 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2011-10-11
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2013-01-21 2012
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2013	2014-04-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2012	2013-04-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7511
Activité	Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements
Précisions (facultatives)	Exploitation d'un immeuble résidentiel.

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire n'est pas majoritaire.

Nom de famille	DIONNE
Prénom	YVES
Adresse	71-400 chemin Lakeside Knowlton Québec J0E1V0 Canada

Deuxième actionnaire

Nom de famille	ROY
Prénom	LUCIE
Adresse	71-400 chemin Lakeside Knowlton Québec J0E1V0 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom de famille	DIONNE
Prénom	YVES
Date du début de la charge	2011-10-11
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président, Secrétaire, Administrateur
Adresse	71-400 chemin Lakeside Knowlton Québec J0E1V0 Canada

Nom de famille	ROY
Prénom	LUCIE
Date du début de la charge	2011-10-11
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	71-400 chemin Lakeside Knowlton Québec J0E1V0 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Il n'y a pas d'administrateur du bien d'autrui.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-01-22
Déclaration initiale	2011-10-11
Certificat de constitution	2011-10-11

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2011-10-11

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
9252-2440 QUÉBEC INC.		2011-10-11		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Il n'existe aucun autre nom utilisé au Québec.

Québec

© Gouvernement du Québec

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de dossier : 1133496013 / Mandat no 12-0204-S

Description de la transaction : Règlement de fermeture comme ruelle et transfert aux propriétaires riverains.

- Endroit : Ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, constituée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec.
- Superficie transférée : 278,2 m^2
- Zonage : Habitation
- Particularité : Avant la fusion municipale, la Ville de Montréal-Nord offrait la possibilité aux propriétaires riverains d'acquérir, de gré à gré, pour une somme symbolique de 1 $ la partie de ruelle adjacente à leur propriété. Certaines parties de la ruelle ont ainsi été transférées. Aujourd'hui, les lots restants de ladite ruelle sont des lots enclavés, non accessibles à la circulation et obstrués par de la végétation. Ces lots de ruelle ne sont pas essentiels à l'accessibilité des bâtiments riverains et ont été jugés non requis par les services municipaux concernés et par l'arrondissement. Les propriétaires riverains désirent l'acquérir aux fins d'assemblage. De plus, une servitude à des fins de télécommunication et de transport d'énergie sera créée sur certains des lots transférés.

Type de transaction : Règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert

Acquéreurs :

Trois (3) propriétaires riverains, trois (3) autres sont déjà propriétaires (voir tableau de compilation).

Prix de cession : Sans frais

Juste valeur marchande : S. O.

Coût d'achat : Sans frais

Valeur aux livres : S. O. - domaine public

Valeur municipale : Ruelle - aucune inscription au rôle foncier

Raison du prix de vente : Suivant l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions » adopté par le comité exécutif à la séance du 6 avril 2011 - résolution numéro CE11 0483, conformément aux dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Linda Bertrand	Téléphone : 2-8186	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement à être soumis aux autorités municipales pour approbation.

Règlement.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-25

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 MARS 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
14-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 1654 ADOPTÉ PAR L'ANCIENNE VILLE DE MONTRÉAL-NORD ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT 1653 À L'ÉGARD DE LA PARTIE RÉSIDUELLE DE LA RUELLE SITUÉE AU SUD-OUEST DU BOULEVARD SAINT-MICHEL ET AU NORD-OUEST DE LA RUE SAURIOL, DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU le règlement 1653 adopté le 11 mai 1999 décrétant la politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville de Montréal-Nord.

VU le règlement 1654 adopté le 22 juin 1999 tel que modifié par 1654-2 adopté le 27 novembre 2001 décrétant la fermeture de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol.

VU le cadre législatif des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) qui permet le transfert d'une ruelle aux propriétaires riverains par une procédure réglementaire.

VU la requête produite par tous les propriétaires riverains pour obtenir le transfert de propriété des lots visés par le présent règlement, conformément à l'article 179 de l'Annexe C de Charte de la Ville de Montréal.

À la séance du 2014, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. Le règlement 1653 du 11 mai 1999 de l'ancienne Ville de Montréal-Nord intitulé « *Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville* » est abrogé à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol formée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2. Le règlement 1654 est modifié par l'ajout, après l'article 6, des articles suivants :

« 6.1. L'article 6 du règlement 1654 ne s'applique pas à la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol, formée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec,

circonscription foncière de Montréal.

6.2. Les lots riverains de la partie résiduelle de la ruelle sont les suivants : 1 173 377, 1 173 339 et 1 173 351 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

6.3. Les lots mentionnés à l'article 6.1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 6.2, conformément au plan M-25 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 31 octobre 2013, sous le numéro 1 460 de ses minutes (dossier : 21428).

6.4. Lorsqu'un lot riverain auquel la partie résiduelle de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

6.5. La partie résiduelle de cette ruelle, composée des lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, représentée respectivement par les articles 1, 2 et 3 sur le plan M-25 Montréal-Nord, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de transport d'énergie électrique, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

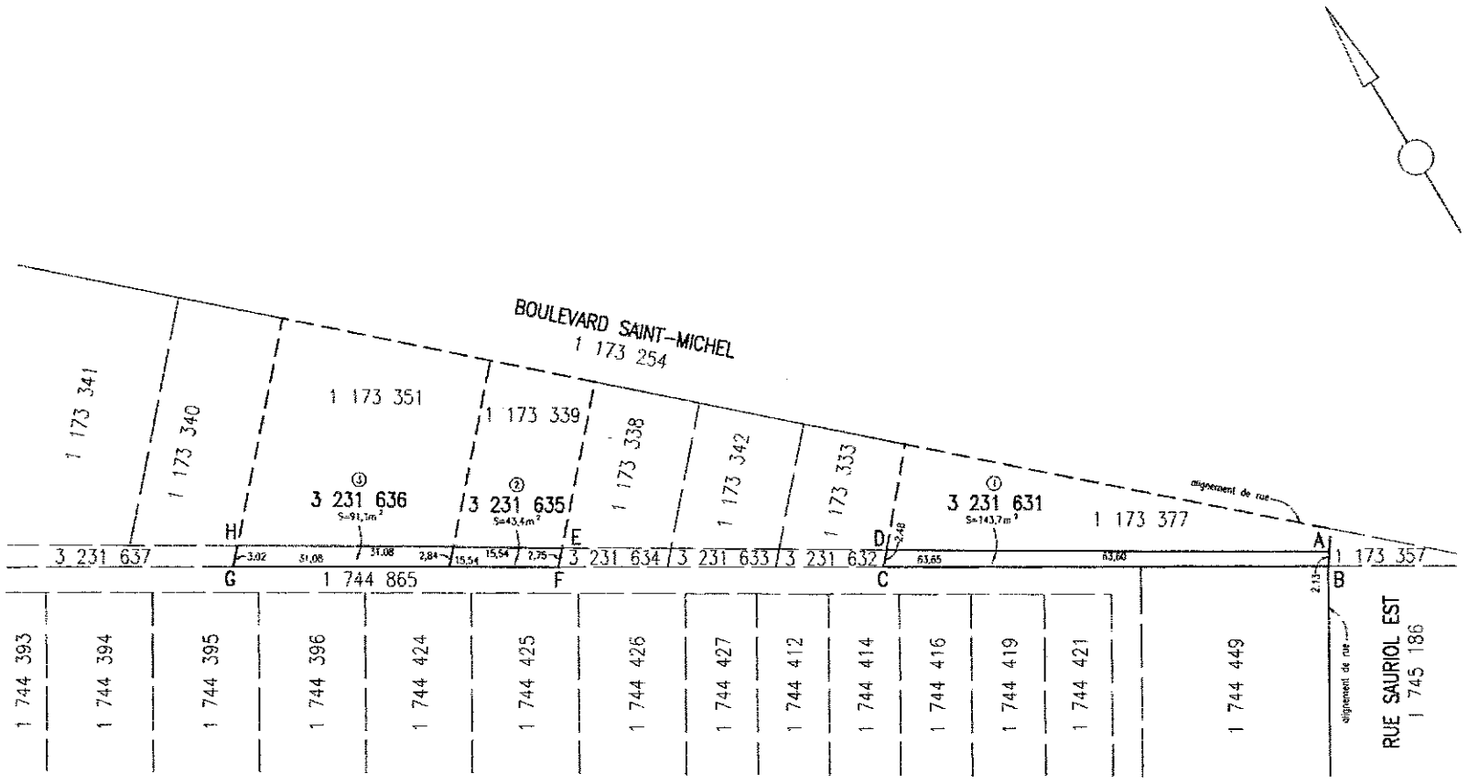
6.6. Le propriétaire des lots riverains auxquels les lots de la partie résiduelle de cette ruelle grevés de telle servitude d'utilités publiques sont remembrés ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais. »

ANNEXE

PLAN M-25 MONTRÉAL-NORD préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 31 octobre 2013, sous le numéro 1 460 de ses minutes (dossier : 21428).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2014.

AP18415



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

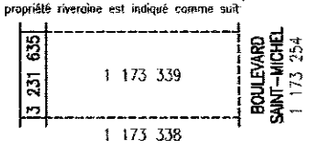
LOT(S)

Les lots 3 231 631, 3 231 635 et 3 231 636.

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au sud-ouest du
BOULEVARD SAINT-MICHEL
et au nord-ouest de la
RUE SAURIOL EST

LÉGENDE Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDA et EFGHE délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Les biens-fonds identifiés par les lettres ABCDA et EFGHE devront être grevés d'une servitude à des fins d'utilités publiques.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 31 octobre 2015

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute N° 1460 Sceau

Références:

Feuillet(s) cadastraux(s) 31H05-010-1329 Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER N° 21428 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Montréal-Nord

PLAN N° M-25 MONTRÉAL-NORD

21428D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

On retrouve un réseau de télécommunication et de transport d'énergie en aérien seulement sur les lots faisant l'objet des présentes. Ces lots doivent être grevés de servitudes à des fins de télécommunication et de transport d'énergie et ce qu'indiqué par lettres ABCDA et EFGHE au plan M-25 Montréal-Nord préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre à notre Division, en date du 31 octobre 2013 sous le numéro 1460 de ses minutes

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie BLAIS
Ingénieure
Tél : 514 872-2960

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-16

Daniel BROUSSEAU
Chef de section
Tél : 514 872-4036
Division : Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain_des services aux entreprises et des relations avec les citoyens

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Afin de finaliser ce dossier dont les lots: 3 231 631 , 3 231 635 et 3 231 636 ont déjà été retirés du domaine public en 2001 puis subdivisés en vue de vente aux propriétaires riverains.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Charlotte CÔTÉ
Agente de recheche

Tél : 514-328-4000 poste 5582

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-03

Hugues CHANTAL
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprise
Tél : 514-328-4000 poste 4051
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord ,
Direction des travaux publics

Dossier # : 1133496013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au sud-ouest du boulevard Saint-Michel et au nord-ouest de la rue Sauriol Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-2658-03

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division des études techniques de l'arrondissement de Montréal-Nord n'a pas objection à procéder au transfert, tel que décrit dans l'objet du présent sommaire.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis CHARLAND
chef de division - études techniques
Tél : 514-328-4000 poste 4008

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-15

Alain LEGAULT
Directeur Travaux Publics
Tél : 514-328-4000 poste 4105
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1130387005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

La Direction de la culture et du patrimoine recommande :
d'adopter un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », le tout sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-07 10:47

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1130387005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le musée Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2014-2016, un projet de protection des actifs, soit la préservation et le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséologiques et technologiques désuets. Depuis 1992, année de l'ouverture du musée Pointe-à-Callière, la Société du Musée loue de la Ville de Montréal les édifices dans lesquels est logée une partie du musée, soit le 150, rue Saint-Paul Ouest, l'Ancienne-Douane et le 350, place Royale, l'édifice de l'Éperon, en plus des souterrains qui relient les espaces du Musée. De plus, en ce qui a trait à sa gestion, le musée Pointe-à-Callière est l'un des équipements culturels dont la responsabilité de la gestion incombe au conseil de Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. À cette fin, une subvention annuelle est versée par la Ville à cet organisme à but non lucratif, selon une entente de partenariat qui a été maintes fois renouvelée depuis 1992. L'entente qui est en vigueur actuellement est valide jusqu'au 31 décembre 2013 et un renouvellement est prévu pour 2014.

L'entente conclue avec le Musée prévoit le versement d'une subvention annuelle pour la gestion de ses activités régulières et, éventuellement, des contributions additionnelles pour financer le renouvellement de ses expositions permanentes, des équipements muséologiques et des vestiges. Ces expositions permanentes impliquent des investissements importants, tant en recherche, en conception qu'en production et réalisation muséales. La durée de vie d'une exposition permanente d'un musée est d'environ dix ans. Dans cet intervalle, certaines mises à niveau peuvent être nécessaires afin d'actualiser le contenu et la présentation.

Les contributions additionnelles qui seront consenties par l'administration municipale, au titre du projet de renouvellement des expositions permanentes du Musée, exigent de faire autoriser un règlement d'emprunt municipal spécifique.

Le présent sommaire décisionnel a donc pour objet d'adopter un règlement d'emprunt totalisant 2 350 000 $ pour permettre le financement des projets de renouvellement et d'actualisation des expositions permanentes du musée Pointe-à-Callière, selon les priorités définies par l'administration municipale.

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer une continuité de l'offre culturelle de Pointe-à-Callière, dont la mission en est une de conservation, de diffusion et de médiation culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1533 Le 23 septembre 2013 - Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration (C13 0713) / Accorder un soutien financier de 500 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour la réalisation de ses études préalables au projet "Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal" .
CM13 0442 Le 27 mai 2013 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal réglant les modalités d'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350, la place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest / Autoriser une dépense de 5 140 600 $ en 2013 à cette fin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013.
CE12 0966 Le 13 juin 2012 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 300 000 $, toutes taxes incluses, pour le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséographiques dans le hall d'entrée de l'Éperon, dans la crypte et dans l'Ancienne-Douane.
CE11 1392 Le 7 septembre 2011 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 600 000 $, toutes taxes incluses, pour l'achat et l'installation d'équipements spécialisés requis pour assurer la cohérence des systèmes et des espaces qu'implique la réalisation du lien piétonnier souterrain reliant la crypte archéologique à la Maison-des-Marins.
CG11 0122: Le 14 avril 2011 - Octroi d'un contrat de services professionnels à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour la réalisation des fouilles archéologiques au montant de 1,2 M$ ainsi que de l'engagement de la Ville pour la réalisation des travaux de réfection d'une valeur de 1 M$ sur l'édifice du Musée.
CM10 0936 : Le 13 décembre 2010 - La Ville renouvelle la convention avec la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, relative aux modalités d'exploitation de celui-ci, pour trois ans, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2012.
CG06 0341 : Le 31 août 2006 - Convention de services professionnels de gestion de projet - QIM - réalisation place D'Youville Ouest, place D'Youville, rue D'Youville et square des Frères-Charon.

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt recommandé, totalisant 2 350 000 $, a pour objectif de permettre à la Ville de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, un financement afin de réaliser le renouvellement de ses expositions permanentes au cours des prochaines années, tel que prévu à l'entente de partenariat entre la Ville et la Société.

Pour la réalisation des travaux de renouvellement des expositions, les montants doivent être octroyés à la Société par le moyen d'une contribution financière. Cette contribution permettra de défrayer les dépenses du projet incluant les honoraires professionnels, les travaux de réaménagement des espaces devant recevoir les nouvelles expositions et tous travaux connexes, l'acquisition et l'installation d'équipements spécialisés ainsi que la fabrication et l'installation de mobilier muséographique.

Les montants totalisant 2 350 000 $ seraient versés pour la réalisation des étapes de projet suivantes :
— 2014 : renouvellement et installation de la signalisation intérieure et extérieure, renouvellement des expositions permanentes de la crypte et corridors est et ouest;
— 2015 : renouvellement des expositions permanentes du carré des vestiges dans la crypte;
— 2016 : renouvellement des expositions permanentes dans les espaces publics et aménagement d'une installation muséographique dans l'escalier capitaine (édifice de l'Éperon).

JUSTIFICATION

Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra une continuité de l'offre culturelle du musée Pointe-à-Callière qui, au-delà de sa mission de conservation, de diffusion et de médiation culturelle, répondra aussi à un objectif d'initiation et de vulgarisation de l'histoire et du patrimoine montréalais auprès de la population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le renouvellement et l'actualisation des expositions permanentes :
Le règlement d'emprunt servira à financer la réalisation pour le renouvellement des expositions permanentes au musée Pointe-à-Callière pour un montant de 2 350 000 $. Ces dépenses de contributions sont de nature non capitalisable et constituent une dépense de fonctionnement financée par emprunt.

	2014	**2015**	**2016**
Signalétique extérieure et intérieure	350 000$	-	-
Renouvellement des expositions permanentes	500 000$	700 000$	800 000$
Total	**850 000$**	**700 000$**	**800 000$**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.

Par ailleurs, le projet de renouvellement des expositions permanentes rejoint directement les critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section **Une meilleure qualité de vie :**
— Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
— Diversité et dynamisme culturel
— Innovation et savoir
— Compétitivité
— Promotion de l'économie locale

Par ailleurs, pour la réalisation de ce projet, soit la conception des expositions permanentes, les nouveaux équipements qui seront acquis comportent des caractéristiques d'économie d'énergie.

Aussi, l'histoire et le patrimoine contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la valorisation des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des œuvres d'art et de l'archéologie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra d'accroître le rayonnement culturel de Montréal et de répondre aux orientations du *Plan d'action 2007-2017, Montréal, métropole culturelle* :
· consolider et mettre en valeur le réseau culturel montréalais;
· améliorer la connaissance des Montréalais de leur histoire et de leur patrimoine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal : avril
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMROT: mai
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: juin

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Margot BOURGEOIS)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
Architecte-plannification

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-08

Richard ADAM
Chef de division

Tél : 514-872-3160
Télécop. : 514 872-5588

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1130387005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.



1 PTI 2014-16 text 13-11-07.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
Architecte-plannification

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

POINTE-À-CALLIÈRE

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL



PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR POINTE-À-CALLIÈRE
LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL
POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016

NOVEMBRE 2013

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016

Table des matières

INTRODUCTION ET SOMMAIRE 3

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL 9

2. L'ÉTAT DE SITUATION 12

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS 17

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE 22

5. LE PLAN D'ACTION 24

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS 24

B. PROTECTION DES ACTIFS – PRÉSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE DE MONTRÉAL ISSU DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES, RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES 33

C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE DE MONTRÉAL* 39
COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE
LEGS PARIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

INTRODUCTION ET SOMMAIRE – PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2014-2016

Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2014-2016, un ensemble de projets et de travaux qui ont pour motivations premières : **la préservation et la mise en valeur des sites historiques et archéologiques, l'accessibilité et la sécurité des lieux et le remplacement des équipements électromécaniques et technologiques désuets et le renouvellement des expositions permanentes**.

Lieu de fondation de Montréal, Pointe-à-Callière célèbrera son 22e anniversaire en 2014. En 1992, cette institution ouvrait ses portes au grand public. C'est dans un esprit visant l'excellence que le jeune musée a été conçu en le dotant d'un spectacle multimédia unique, en privilégiant l'authenticité des sites archéologiques par une conservation respectueuse des lieux et en programmant des activités éducatives et culturelles pertinentes tant pour la mission du Musée que pour la vitalité du quartier historique. Dès sa première année d'existence, Pointe-à-Callière, construit pour accueillir 150 000 visiteurs, attire près de 182 000 personnes. Il a par la suite plus que doublé sa fréquentation avec près de 400 000 visiteurs par année. Le Musée aura attiré plus de six millions de personnes tout en acquérant une notoriété à la fois nationale et internationale.

Un Musée majeur à la croisée des chemins: 22-24 ans

Après vingt-et-une années d'une performance qui lui aura valu une presse importante et positive, une notoriété internationale, une fréquentation qui a presque doublé, l'obtention de quatre-vingts prix d'excellence, dont quatorze prix internationaux, dans tous les domaines où le Musée intervient (conservation, muséographie, éducation, marketing, innovation, etc.), avec un coût par visiteur le plus bas au Québec (- 70 % que la moyenne des grands musées au Québec et à Ottawa selon les études Secor et Cirano), Pointe-à-Callière est *à la croisée des chemins*.

Les sites archéologiques exigent de plus en plus une attention particulière. Les défis auxquels le lieu de fondation de Montréal est confronté nécessitent des actions de la part de la Ville de Montréal. Les ressources financières affectées par Pointe-à-Callière, au budget d'entretien des bâtiments, ont plus que doublé depuis 1993. Toutefois en 2013, d'importants travaux ont été effectués par la Ville sur l'enveloppe de l'Éperon, édifice principal du Musée, incluant le renouvellement d'une partie des électromécaniques et l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Ces travaux étaient essentiels au maintien des actifs, mais ne diminueront pas les coûts d'entretien des bâtiments. Les expositions permanentes ont été renouvelées en bonne partie et le spectacle multimédia a été remplacé en 2010.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et la Ville Montréal ont la responsabilité, depuis sa découverte et sa mise en valeur, **de préserver le lieu de fondation de la Ville** pour les générations futures. Pour ce faire, Pointe-à-Callière propose à nouveau un plan relatif à la préservation des sites historiques du Musée. **Une mise à niveau s'impose graduellement**.

Pointe-à-Callière a développé une expertise unique en matière d'archéologie. La révision de la Loi sur les biens culturels nous permet aujourd'hui de formuler les bases d'un projet qui nous paraît porteur en ce qui a trait à la gestion, à la conservation et à la mise en valeur des collections archéologiques québécoises. Le Musée reçoit graduellement des mandats nationaux en archéologie de la part du MCCQ.

La Maison-des-Marins, bâtiment multifonctionnel et éducatif attenant au Musée, a été entièrement réhabilitée et fut inaugurée en mars 2013. La Maison-des-Marins est une partie intégrante de la Phase 1 de la *Cité de l'archéologie et d'histoire*.

2014-2017 – DÉMARRER POINTE-À-CALLIÈRE, *CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE*

Les principaux enjeux de Pointe-à-Callière pour 2014-2016 sont :

- Préserver pour les générations futures le patrimoine et le lieu de fondation de Montréal
- Remplacer les équipements électromécaniques, technologiques et muséographiques désuets
- Poursuivre le renouvellement des expositions permanentes

2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL ET 25E ANNIVERSAIRE DE POINTE-À-CALLIÈRE

Les principaux enjeux de Pointe-à-Callière pour 2017 sont :

- Préserver et mettre en valeur, pour les générations futures, les derniers sites historiques majeurs du Vieux-Montréal
- Réaliser la *Cité de l'archéologie et de l'histoire,* ouverture au public prévue en 2017
- Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial remarquable au Canada, avec l'aide des gouvernements et le secteur privé, en complétant **Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire**, et ainsi développer la notoriété de Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes
- Réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre du mandat national en archéologie
- Obtenir un soutien financier au fonctionnement de la part du Gouvernement du Québec

En 2017 la Ville de Montréal célèbrera le 375e anniversaire de sa fondation. Déjà la *Société des célébrations du* 375e *anniversaire de Montréal* s'active à préparer la réalisation de grands projets avec l'appui du Québec et du Canada. Il apparaît acquis pour tous que cette commémoration historique doit laisser un legs à long terme à la population comme la Ville l'a fait avec la création de Pointe-à-Callière en 1992. Le projet le plus structurant prêt à être réalisé demeure l'expansion de Pointe-à-Callière avec son complexe souterrain culturel et touristique du Vieux-Montréal.

Ce sera une contribution exceptionnelle au développement de Montréal métropole culturelle et ville de création (alliance du passé et de technologies innovatrices d'avant-garde). De classe mondiale, cet attrait unique deviendra une locomotive touristique essentielle à Montréal. Mais pour faire un succès des célébrations du 375e anniversaire, l'expérience du 400e anniversaire de Québec démontre que l'attrait touristique doit être réalisé avant les célébrations afin de pouvoir en faire sa promotion au niveau international et attirer les touristes internationaux et non seulement locaux. Pointe-à-Callière

est prêt à démarrer le projet. Il y a urgence, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont appuyé publiquement le projet de Pointe-à-Callière; un engagement financier de la part de Ville est essentiel afin de convaincre les gouvernements du Québec et du Canda de s'engager à leur tour. Le programme Chantiers Canada débute en avril 2014; les définitions des priorités et les négociations Québec/Canada devraient être complétées à cette date. Une concertation entre le Musée et la Ville ainsi qu'un plan de développement et stratégique s'impose à très court terme afin de planifier la réalisation de la *Cité*.

La *Cité* est au nombre des trois projets prioritaires par lesquels la Ville de Montréal entend souligner en 2017 le 375^{e} anniversaire de Montréal. Le site du parlement a démontré le fort potentiel qu'il possède.

SOMMAIRE

PROJETS	2014	2015	2016	2014 À 2016 TOTAL
A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS	970 000 $	680 000 $	472 000 $	**2 122 000 $**
B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION ET RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES ET ÉQUIPEMENTS MUSÉOLOGIQUES ET TECHNOLOGIQUES DÉSUETS	850 000 $	700 000 $	800 000 $	**2 350 000 $**
C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE*	5 000 000 $	10 000 000 $	5 000 000 $	**20 000 000 $**

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

#	PROJETS	2014	2015	2016	2014 À 2016 TOTAL
	PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES				
1	Réfection de la maçonnerie et des gouttières de l'Ancienne-Douane	20 000 $	80 000$	-	100 000 $
2	Vitrage de l'Éperon	-	-	187 000 $	187 000 $
3	Réfection du toit de l'Éperon	500 000 $	-	-	500 000 $
	Sous-total :	**520 000 $**	**80 000 $**	**187 000 $**	**787 000 $**
	RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES				
4	Système d'annonce publique *(PàC)	70 000 $	-	-	70 000 $
5	Insonorisation	-	200 000 $	-	200 000 $
6	Réfection revêtement Place Royale et parvis, remplacement pavage rue piétonne	50 000 $	300 000 $	-	350 000 $
7	Mise à niveau de certains secteurs des services au public *(PàC)	150 000 $	-	-	150 000 $
8	Mise à niveau des installations d'accueil et de service au public désuètes *(PàC)		100 000 $	200 000 $	300 000 $
	Sous-total :	**270 000 $**	**600 000 $**	**200 000 $**	**1 070 000 $**
	REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES (BÂTIMENTS) DÉSUETS				
9	Contrôleurs des transporteurs verticaux	75 000 $	-	-	75 000 $
10	Mise à niveau du plan lumière	105 000 $	-	-	105 000 $
11	Remplacement des humidificateurs	-	-	85 000 $	85 000 $
	Sous-total :	**180 000 $**	**-**	**85 000 $**	**265 000 $**
	Total	**970 000 $**	**680 000 $**	**472 000 $**	**2 122 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION ET RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES

#	PROJETS	2014	2015	2016	2014 à 2016 Total
	CONSERVER LES VESTIGES ET LES COLLECTIONS IN SITU / RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES				
1	Signalétique extérieure et intérieure *(PàC)	350 000 $	-	-	**350 000 $**
2	Renouvellement des expositions permanentes	500 000 $	600 000 $	400 000 $	**1 500 000 $**
3	Mise à niveau des équipements technologiques *(PàC)	-	100 000 $	400 000 $	**500 000 $**
	Total	**850 000 $**	**700 000 $**	**800 000 $**	**2 350 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

C. *POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE* – COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE

LEGS PATRIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Projet	2014	2015	2016	2017	2014-2017 Total
Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal *(PàC)*	5 000 000 $	10 000 000 $	5 000 000 $	-	20 000 000 $
Total	**5 000 000 $**	**10 000 000 $**	**5 000 000 $**	-	**20 000 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

SA STRUCTURE DE GESTION

Pointe-à-Callière, a le statut d'une corporation autonome à but non lucratif, la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière. L'organisme est administré par un conseil d'administration formé de quinze (15) membres représentant la Ville de Montréal, l'entreprise privée, les institutions, les communautés et les familles montréalaises.

BREF HISTORIQUE

Lieu de fondation de Montréal – Lieu historique national

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal en sera en 2014, à sa vingt-deuxième année de fonctionnement. Le musée a été créé afin de commémorer le 350e anniversaire de fondation de Montréal et a été inauguré le 17 mai 1992. Lieu de fondation de Montréal classé par le Québec, Pointe-à-Callière regroupe 5 sites et bâtiments historiques reconnus d'envergure nationale par le Canada. Un nouveau pavillon, la Maison-des-Marins, a été réhabilité et ouvert au public en mars 2013. Pointe-à-Callière demeure un attrait majeur situé dans le Vieux-Montréal qui met en valeur des traces tangibles et authentiques du passé témoignant de la coexistence des cultures.

La construction et l'aménagement du Musée ont été financés par les gouvernements du Canada, du Québec et la Ville de Montréal au coût de 27,5 millions de dollars. Les fouilles archéologiques et la conservation des vestiges ont coûté 2,5 millions de dollars.

Pointe-à-Callière reçoit une contribution publique à l'exploitation uniquement de la part de la Ville de Montréal. Bien que faisant partie des établissements muséaux « reconnus » par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, le Musée ne reçoit de ce ministère, aucune aide financière pour son fonctionnement. **Une évaluation des institutions reconnues a été réalisée par le gouvernement du Québec en 2013 et sa cote A+ a été maintenue. Le MCCQ a investi 20 M$ en immobilisations en 2011-2013 pour la réhabilitation de la Maison-des-Marins.**

Pointe-à-Callière réalise avec succès ses projets, que ce soit ses expositions, ses activités culturelles et éducatives, la conservation et la préservation de biens patrimoniaux et historiques en plus du patrimoine bâti et immobilier sous sa gouverne. De plus, il a réhabilité des bâtiments qui ont donné une valeur ajoutée au Vieux-Montréal et rendu de nombreux services à la population montréalaise. Par exemple, la Station de pompage D'Youville, la Maison-des-Marins et l'École de fouilles archéologiques réalisée en partenariat avec l'Université de Montréal. Ces projets ont reçu l'appui financier public et privé, et ils ont tous été réalisés dans le respect des budgets et des échéanciers établis.

SA MISSION ACTUELLE

Pointe-à-Callière a pour mission de :

- conserver et mettre en valeur le lieu de fondation et le patrimoine archéologique et historique de Montréal;
- faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui afin que chacun puisse participer plus activement au présent et au futur de la ville;
- tisser des liens avec les communautés locales et les réseaux régionaux, nationaux et internationaux préoccupés d'archéologie, d'histoire et d'urbanité.

UN MUSÉE DE SITE

Reconnu lieu historique canadien d'envergure nationale par le Québec et le Canada depuis 1998, Pointe-à-Callière regroupe un ensemble de sites et lieux historiques exceptionnels au Canada et comprend :

- la pointe à Callière, lieu de fondation de Montréal : lieu historique (classé par le Québec en 1999 et par le Canada en 1998), il comprend le premier cimetière catholique de Montréal (1643)
- la première douane de Montréal : un bâtiment historique (classé par le Canada en 2002)
- la place Royale : une crypte archéologique et site historique (classé par le Canada en 1998)
- le site de la Grande Paix de 1701 et les personnages historiques L.H. de Callière et Kondiaronk (classé par le Canada en 2001)
- le site du fort de Ville-Marie/château de Callière (1642-1703) et une École de fouilles archéologiques
- l'ancienne station de pompage D'Youville (1915): un bâtiment patrimonial
- l'égout collecteur William (1832): une rivière canalisée
- l'Éperon : un bâtiment contemporain (vestiges, expositions, services au public)
- la Maison des Marins : 165-169, place D'Youville : espaces grand public multifonctionnels et éducatifs.

SA LOCALISATION

Implanté sur le lieu même de fondation de la ville, Pointe-à-Callière est situé au coeur du quartier ouest du Vieux-Montréal, à proximité de centres d'activités économiques et touristiques, entre autres, la Cité du multimédia, le Palais des Congrès, le Quartier international, le Centre de Commerce Mondial, le Vieux-Port de Montréal et le canal de Lachine.

Pointe-à-Callière a contribué à mettre en valeur le caractère historique du Vieux-Montréal et de la métropole du Québec. **Attrait culturel et touristique majeur** dans le Vieux-Montréal, il crée une synergie avec les restaurants et les hôtels prestigieux qui ont ouvert leurs portes dans le Vieux-Montréal. Alors que le secteur ouest a été laissé pour compte pendant des décennies, il est maintenant au coeur d'importants investissements publics et privés. Le Musée et son projet d'expansion sont situés au confluent de plusieurs projets, par exemple, le projet du Havre de Montréal et un aménagement du Vieux-Port.

Le Musée profite des retombées du dynamisme de ce nouveau pôle urbain où prédominent la technologie de pointe et les activités internationales, tout comme ce dernier bénéficie de la présence de l'attrait culturel et touristique majeur qu'est Pointe-à-Callière.

2. L'ÉTAT DE SITUATION

SON POSITIONNEMENT DANS LES MARCHÉS

Les réseaux muséaux montréalais et canadiens

Le **réseau muséal montréalais**, constitué d'une soixantaine d'institutions muséales, de centres d'interprétation et de Maisons de la Culture, offre aux Montréalais et aux visiteurs autant de lieux d'expositions, principalement concentrés dans trois pôles : Centre-ville, Vieux-Montréal et Espace pour la vie/pôle Maisonneuve.

Le **pôle du centre-ville** compte un certain nombre de grands établissements muséaux (Musée des beaux-arts de Montréal, Musée d'art contemporain de Montréal, Musée McCord) qui disposent de la même gamme de solutions pour assurer le maintien ou la croissance de leur clientèle : le Musée d'art contemporain de Montréal et le Musée McCord développent des activités scolaires et des camps de jour, le Musée des beaux-arts de Montréal développe son programme d'expositions dont certaines expositions permanentes gratuites et des activités culturelles, etc.

Les équipements **Espace pour la vie/pôle Maisonneuve** sont essentiellement axés sur les sciences de la nature et offrent donc une complémentarité au Musée.

SON POSITIONNEMENT À MONTRÉAL ET AU CANADA

Un grand musée d'archéologie

Pointe-à-Callière constitue un complexe culturel et muséal comportant une superficie de plus de 13 000 m^2:

- il est le **seul grand musée d'archéologie** à Montréal, au Québec et au Canada (bien qu'il y ait 9 000 sites et des collections d'archéologie ailleurs au Québec);
- l'une des plus importantes collections archéologiques au Québec est issue des sites de Pointe-à-Callière avec plus de 800 000 pièces;
- il possède une expertise en recherche, en conservation, en diffusion et en gestion de l'archéologie et de l'histoire;
- il est l'un des **cinq grands sites archéologiques au monde** selon le Musée du Louvre et l'un des 10 sites archéologiques les plus populaires en Amérique du Nord selon le quotidien chilien La Tercera.

Un musée rassembleur

Le caractère unique de Pointe-à-Callière vient à la fois du fait qu'il est le **musée du site de fondation de Montréal**, mais aussi un lieu de rencontre à divers niveaux :

- la rencontre des populations amérindienne, française, britannique, nord-américaine et récemment de ses 100 cultures;
- il présente Montréal au cœur des réseaux continentaux et occidentaux;
- une plaque tournante des échanges commerciaux tout au long de son histoire;
- un carrefour des disciplines : archéologie, histoire, patrimoine, muséologie, urbanisme;
- une rencontre du quartier historique et de l'architecture contemporaine, lieu de la transformation de l'espace urbain montréalais;
- un carrefour de nouvelles technologies par le choix de ses moyens de communications d'avant-garde : le multimédia, le numérique, l'interactif, le virtuel, associés à la mise en valeur et à la diffusion du patrimoine;
- un leader reconnu dans ses champs d'intervention transversaux (histoire, archéologie, éducation, culture, muséologie, nouvelles technologies, etc.).

Un musée protecteur du patrimoine montréalais au sein du patrimoine québécois

Pointe-à-Callière est au Québec l'un des grands centres de conservation du patrimoine. Il conserve et met en valeur des vestiges archéologiques de toutes les époques de Montréal métropole. Les sites archéologiques ont mis au jour une des plus importantes collections archéologiques au Québec, voire au Canada. Le Musée mène en partenariat avec les universités, un programme de recherche sur le passé archéologique et historique de la ville de Montréal, et il accueille dans ses collections ethnohistoriques des objets et documents offerts en don par les Montréalais. La mission du Musée s'étend également au patrimoine bâti et au patrimoine industriel de Montréal. L'ensemble des actions posées par le Musée vise à sensibiliser les Montréalais à leur passé lointain ou récent, à leur patrimoine d'hier et d'aujourd'hui, et à l'importance du rôle de chacun dans la préservation et la promotion du patrimoine collectif.

Un lieu de production culturelle pour tous les publics – Un musée impliqué dans la communauté montréalaise, le Musée des Montréalais

En plus de ses expositions permanentes, Pointe-à-Callière a présenté au public, depuis son ouverture, plus d'une quarantaine d'expositions temporaires qui abordent des sujets concernant l'archéologie d'ici et d'ailleurs, l'histoire et le patrimoine de Montréal et du Québec, l'urbanité et les communautés culturelles. En complémentarité à cette programmation d'expositions, le Musée a aussi mis en place des programmes d'éducation, d'animation et d'activités culturelles qui font découvrir d'autres aspects de l'histoire de Montréal aux groupes scolaires et au grand public. Du côté de l'animation culturelle, Pointe-à-Callière compte plusieurs activités culturelles à son actif, activités allant du spectacle musical et de l'animation théâtrale à la démonstration, en passant par les conférences, les débats et la participation à des événements montréalais, québécois, canadiens et internationaux. Pointe-à-Callière participe activement à l'animation urbaine du Vieux-Montréal.

Depuis son ouverture, le Musée travaille en collaboration avec les Autochtones et les communautés culturelles. Lors de la commémoration de la *Grande Paix de Montréal*, en 2001, le Musée a eu comme principaux partenaires les Autochtones provenant de tous les coins du Québec, du Canada et des États-Unis.

Les communautés culturelles sont au coeur de plusieurs activités. L'ensemble des actions posées par Pointe-à-Callière vise à créer des liens durables entre les nouveaux arrivants et leur société d'accueil et à sensibiliser les gens à leur passé qui témoigne de la vision et de la ténacité de ceux et celles qui ont fait de Montréal, une ville ouverte sur le monde.

Pointe-à-Callière est un musée impliqué dans la communauté montréalaise et participe au développement de Montréal (Culture Montréal, Montréal International, Tourisme Montréal, Vieux-Montréal, Conseil du Patrimoine, milieu de l'éducation, festivals, etc.)

Le musée et son ouverture aux réseaux internationaux

En plus d'occuper une place importante à Montréal et au Québec, Pointe-à-Callière participe activement à la scène internationale. Parmi les activités et reconnaissances, signalons entre autres :

- l'entente de jumelage de Pointe-à-Callière avec le musée d'archéologie de Saint-Romain-en-Gal (20^{e} anniversaire en 2012);
- la réalisation d'expositions internationales souvent en exclusivité et de classe mondiale: *Sur les routes du thé*, *Les Étrusques. Civilisation de l'Italie ancienne*, *Samouraïs – La prestigieuse collection de Richard Béliveau, Couleurs de l'Inde*, *À ta santé César, le vin chez les Gaulois, L'Île de Pâques, le grand voyage*, *Costa Rica. Terres de merveilles*, *France/Nouvelle France : Naissance d'un peuple français en Amérique*, *Premières Nations. Les collections royales de France, Japon*, *Jules Verne, le roman de la mer, Rencontres en Gaule romaine*, *Océanie*, *L'archéologie et la Bible. Du roi David aux manuscrits de la mer Morte*, *Premier or du monde. Secrets anciens*, *Mystères des Mochicas du Pérou*, *Africa Musica*, *Trésors d'Italie du Sud-Basilicate, terre de lumière*, *Trésors des steppes d'Ukraine*, *La crucifixion: une découverte archéologique unique*, *Chypre antique. 8 000 ans d'histoire*;
- la tenue de quatre colloques internationaux sur la muséologie (Montréal et Lyon) dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques Cartier; des congrès du Conseil de l'archéologie historique du Nord-est américain (CNEHA) et de l'Association canadienne d'archéologie (ACA) qui aura lieu en 2012, coorganisateur du congrès annuel 2008 du Committee for Education and Cultural Action (CECA-ICOM) ainsi que de nombreuses participations à des congrès et colloques outre-mer.
- 14 prix **internationaux** ont été décernés à Pointe-à-Callière dont les prestigieux prix de l'association des musées américains et le prix de l'AIA (American Institute of Archaeology). Ils viennent s'ajouter à plus de 66 prix nationaux d'excellence.

Le Musée hors les murs

Pointe-à-Callière étend son action de diffusion hors ses murs depuis 1996 dans de multiples activités et événements et avec de nombreux partenaires. Pointe-à-Callière présente une exposition sur le Montréal souterrain dans le cadre d'un circuit culturel intégré à même les espaces piétonniers souterrains du Quartier international de Montréal. Plusieurs de ses expositions circulent au Québec, au Canada, en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine (Mexique) ainsi qu'à Saint-Romain-en-Gal dans le cadre d'un partenariat privilégié avec cette région. Le Musée est également présent, selon les opportunités, dans des lieux commerciaux, corporatifs ou dans le cadre d'activités ou d'événements.

Un musée fréquenté et apprécié

Pointe-à-Callière projette, en dépit de ses vingt-et-un ans, une image jeune, attrayante et est très apprécié de ses visiteurs, tant pour son architecture que pour son aménagement intérieur, ses programmes et ses activités de diffusion. Pointe-à-Callière est un musée de site reconnu, il a, entre autres, été sélectionné par le Musée du Louvre comme l'un des cinq sites historiques majeurs à travers le monde. Le Musée a acquis une notoriété internationale qui lui permet de réaliser des partenariats exceptionnels avec 85 des plus grands musées du monde (Paris, Rome, Tokyo, Jérusalem, Mexico, Londres, Washington, etc.). Depuis son ouverture, Pointe-à-Callière accueille près de 400 000 visiteurs par année, la seconde meilleure fréquentation des musées à Montréal. Plus de six millions (6 millions) de personnes ont franchi les portes du Musée depuis 1992 et les enquêtes réalisées révèlent un taux de satisfaction de plus de 96% chez les visiteurs. La fréquentation de Pointe-à-Callière se répartit globalement de la façon suivante : grand public montréalais (47 %), groupes scolaires (13 %) et les touristes (40 %), ce qui amène des retombées économiques importantes pour Montréal métropole culturelle.

LES AVANTAGES ET LES CONTRAINTES DE SON POSITIONNEMENT

Les avantages (forces)

Parmi les avantages stratégiques sur lesquels peut miser Pointe-à-Callière, on note :

- la localisation du Musée sur le lieu même de la fondation de Montréal; mettant en valeur les **traces authentiques** tangibles laissées sur place par les anciens occupants et témoignant de la coexistence des cultures et de la succession des régimes;

- la capacité de présenter le passé avec une vision contemporaine, projetant une image jeune, attrayante et très appréciée des visiteurs, que ce soit pour l'architecture du Musée, pour son aménagement intérieur, pour les techniques de mise en valeur de ses collections, ou pour ses programmes et ses activités de diffusion, ayant recours aux arts d'interprétation et aux arts de la scène;

- la performance de Pointe-à-Callière grâce à la qualité de ses ressources humaines, qui se mesure en termes de formation, de compétence, d'esprit d'équipe, de créativité, d'efficacité des méthodes de gestion, de rigueur des systèmes de planification et de contrôle, permettant d'offrir aux visiteurs du Musée des produits et services de grande qualité;

- le Musée fonctionne avec une équipe minimale d'environ 60 personnes/année. Sur ce nombre, plus de la moitié du personnel est affectée à l'accueil et au service au public. Le mode de gestion de Pointe-à-Callière favorise un fonctionnement par objectif et par projet. Dans la gestion par projet, le principe de la matricielle est appliqué, ce qui permet l'utilisation optimale des ressources internes du Musée. En matière de gestion des ressources humaines, l'institution cherche à valoriser la qualité, l'innovation et la rigueur, à renforcer le sentiment d'appartenance;

- l'implication dans la communauté, qui se concrétise notamment dans la composition et l'action de la Fondation de Pointe-à-Callière, dans les partenariats conclus avec différentes communautés et institutions, ici et à l'étranger, pour l'organisation de grands événements et de grandes expositions, dans les réseaux tissés par l'équipe du Musée avec les milieux municipaux

montréalais, les milieux gouvernementaux québécois et canadiens, et les réseaux muséaux, ainsi que dans la présence du Musée auprès de ses clientèles, notamment la clientèle scolaire;

- la négociation et l'obtention de la part des gouvernements du Canada et du Québec, d'un espace de réserve pour les collections de Montréal : le Centre de collections du patrimoine muséal, qui a permis à la Ville de Montréal d'assurer la conservation des collections archéologiques toujours en croissance.

Les contraintes (faiblesses)

Certaines contraintes, constatées dès la création du Musée, demeurent :

- la nature des collections archéologiques constitue toujours un frein pour le public qui, n'ayant pas encore visité le Musée, craint d'y trouver des alignements de vestiges hétéroclites et incompréhensibles. Par ailleurs, le public ayant voyagé à l'étranger peut percevoir les collections archéologiques montréalaises comme peu attrayantes, comparées à certains sites archéologiques majeurs ou aux vestiges conservés dans les grands musées. Enfin, le faible développement des collections ethnohistoriques du Musée contribue aussi à cette perception (aucun budget d'acquisition);

- les coûts élevés de conservation et d'entretien à cause de l'étendue des lieux en souterrain, la fragilité des vestiges et l'action constante de la nappe phréatique;

- le sous-financement public dès l'origine, en 1992, de Pointe-à-Callière (4,8 millions au lieu de 8 millions selon les études comparables avec les autres musées);

- la forte proportion d'expositions permanentes et leur longue durée due au manque de ressources pour leur renouvellement constitue toujours une énorme contrainte pour le Musée, études réalisées par Secor et Cirano;

- le manque de diversité du financement public qui se traduit par **l'absence de subventions fédérales au fonctionnement**, tandis que, **au niveau québécois**, les subventions récurrentes de fonctionnement ne sont accordées qu'aux musées accrédités; le statut de reconnaissance, instauré il y a quelques années et dont bénéficie Pointe-à-Callière, ne donne droit à **encore aucun soutien financier au fonctionnement**. Depuis sa création, Pointe-à-Callière est le seul musée au Québec, parmi les grands musées, à ne recevoir aucune contribution au fonctionnement de la part du gouvernement du Québec.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT

À partir de 1992, Pointe-à-Callière a reçu une contribution publique au fonctionnement de la Ville de Montréal de l'ordre de 4 millions de dollars. Le gel de la contribution publique durant une période de 16 ans a créé **un appauvrissement cumulatif** au Musée. Une mise à niveau partielle et graduelle est présentement accordée par la Ville depuis 5 ans. **Cette mise à niveau doit continuer afin de combler cet écart ajouté à la hausse du coût de la vie.**

Pour équilibrer son budget, Pointe-à-Callière doit négliger certains aspects de son mandat (ex : services au public, acquisition de collections) et année après année, réduire son personnel, les heures d'ouverture au public et ses activités.

Depuis 1993, Pointe-à-Callière a quadruplé ses revenus autonomes. Tous les efforts ont été faits pour optimiser les revenus commerciaux. Un plafond nous semble atteint quant à la capacité du Musée d'augmenter ses revenus commerciaux (ex. : Café-restaurant, billetterie) car sa capacité d'accueil est nettement dépassée. L'ajout de la Maison-des-Marins augmente simultanément les frais d'opération.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS

Les principaux bâtiments et infrastructures de Pointe-à-Callière sont la propriété de la Ville de Montréal.

Au cours des ans, les impacts des éléments naturels, telle que la nappe phréatique (Pointe-à-Callière est un musée vivant) et les intempéries ont exigé des travaux de réparation et de préservation continus.

Le vieillissement des équipements et des systèmes exige un renouvellement régulier des pièces. L'usure des lieux, des expositions et des équipements audiovisuels, créés par la grande fréquentation de Pointe-à-Callière, nécessitent aussi des réparations et des remplacements.

Les ressources financières affectées au budget d'entretien des bâtiments ont triplé depuis les premières années de 600 000 $ à près de 2 000 000 $.

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL, 2005-2015 MONTRÉAL, MÉTROPOLE CULTURELLE

Extraits tirés de la ***Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015***.

Montréal affirme que la culture est un moteur essentiel à son développement, de son dynamisme économique et de sa prospérité future.

L'accessibilité, le soutien à la culture et l'impact de la culture sur le cadre de vie des Montréalais sont les trois enjeux qui inspirent les décideurs.

La culture est non seulement porteuse de sens d'identité et d'ouverture pour chaque citoyenne et citoyen mais elle ajoute aussi à sa cohésion sociale, favorise le dynamisme économique d'une ville, tout en constituant bien sûr un rôle important d'attrait touristique.

Le renforcement du pôle historique et culturel du Vieux-Montréal

Lieu de fondation de Montréal, premier carrefour entre les civilisations amérindienne et européenne, le Vieux-Montréal, classé arrondissement historique en 1964 est l'âme de Montréal, un lieu fréquenté et aimé autant par les Montréalais que par les visiteurs. Pôle culturel marqué par l'archéologie et le patrimoine, le « Vieux » l'est aussi par ses musées, galeries d'art et ateliers d'artistes. Depuis quelques années, le Plan lumière propose de nouvelles perspectives nocturnes pour découvrir le patrimoine architectural de la ville historique.

Un objectif : l'accessibilité

La Ville reconnait l'accès à la culture comme un droit pour ses citoyens.

La population montréalaise peut compter sur de nombreux musées dont la mission est l'acquisition, la mise en valeur et la diffusion du patrimoine et qui sont autant d'outils privilégiés d'accès à la connaissance et à la culture.

Comme le souligne la Société des directeurs des musées montréalais (SDMM), « (...) les musées représentent autre chose que le simple cadre de leçons d'éducation. Ce sont des agoras, des lieux pour apprendre à vivre ensemble, se comprendre mutuellement, transmettre des valeurs, favoriser le dialogue des cultures, se construire une identité, interagir et échanger avec le monde.

Les communautés culturelles

Puissance créatrice, diversité, ouverture, effervescence : Comment mieux exprimer l'identité et la vitalité culturelles de Montréal?

Nordique, amérindienne, québécoise, canadienne, nord-américaine et, particulièrement depuis l'Expo 67, ouverture sur le monde, Montréal est une Ville d'accueil et d'immigration, de langue française et cosmopolite.

Montréal est à la fois la métropole du Québec – et donc le principal lieu d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants – et une grande ville du Canada et du monde. La Ville elle-même doit favoriser le sentiment d'appartenance des Montréalais à la ville et à leur arrondissement.

La Ville désire que la dynamique interculturelle, caractérisée par une préoccupation constante d'inclusion, s'incarne dans l'ensemble des activités municipales.

La Ville entend donc se donner un plan d'action portant sur la diversité ethnoculturelle fondé, notamment sur l'accès équitable, le renforcement des compétences et le développement des publics. Le dialogue des cultures, dans une perspective d'inclusion, est une priorité pour la Ville.

Pointe-à-Callière

Pour accroître l'accessibilité au savoir, à la culture et au patrimoine, la Ville a mis en place des institutions de conservation et de diffusion reconnues dont le musée Pointe-à-Callière.

À l'occasion du 350^{e} anniversaire de Montréal, le musée Pointe-à-Callière a été érigé par la Ville, avec l'appui des gouvernements, sur les lieux mêmes de la fondation de Ville-Marie.

Actuellement, la Ville en est le principal bailleur de fonds et les gouvernements ne contribuent pas à ses frais de fonctionnement. Cela est d'autant plus étonnant que ce musée est le deuxième en importance à Montréal (à l'exception des institutions scientifiques) par son nombre de visiteurs. Pointe-à-Callière est déjà, dans les faits, un musée national. Un projet d'expansion, déjà élaboré, permettrait d'en faire un musée archéologique de calibre mondial et, pour l'industrie touristique, un attrait de premier ordre.

La Ville souhaite donc la mise en place d'un véritable partenariat avec les gouvernements du Québec et du Canada pour faire de Pointe-à-Callière un véritable musée national et lui fournir les ressources nécessaires à son développement futur.

Actions de Pointe-à-Callière

Depuis sa création, Pointe-à-Callière est en concordance et contribue largement à l'application de la politique de développement de la culture de la Ville de Montréal.

Sa mission et l'ensemble de ses activités tentent de rendre accessible à tous les Montréalais(es) le savoir sur l'histoire de Montréal. Les nouveaux arrivants font partie de ses priorités.

LA POLITIQUE DU PATRIMOINE DE LA VILLE DE MONTRÉAL 2005; un bilan a eu lieu en 2010

Extraits tirés de la ***Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal 2005***.

La Ville de Montréal dans sa récente politique du patrimoine définit son concept de patrimoine et précise ses priorités d'actions.

Montréal s'affirme aujourd'hui comme métropole distinctive en Amérique, haut lieu de la francophonie et, à l'échelle continentale et mondiale, comme important centre culturel, économique, scientifique et intellectuel. Elle le doit en grande partie à son identité : à la fois solidement ancrée dans son histoire et résolument tournée vers l'avenir.

La conservation et la mise en valeur du patrimoine, cette dernière englobant la diffusion, sont donc tributaires d'une vision collective et d'une responsabilité partagée, et la Ville de Montréal, en se dotant d'une politique du patrimoine, entend exercer un leadership exemplaire pour favoriser le développement de cette vision et la transformer en un projet collectif qui interpelle tous les Montréalais.

Le patrimoine naturel et le patrimoine culturel matériel montréalais, avec ses composantes bâties, archéologiques et paysagères, commandent une gestion complexe qui, en retour, procure de nombreux éléments de compréhension et d'appréciation de l'évolution de la ville et de la collectivité montréalaise.

Pointe-à-Callière

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire (1992) construit à l'initiative des pouvoirs publics sur le lieu de fondation de Montréal et considéré comme un projet exemplaire de la commande publique municipale.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, est un organisme à but non lucratif créé en 1992, dans la foulée des événements du 350e anniversaire de Montréal, pour mettre en valeur le site archéologique du lieu de fondation de Montréal. Ce dernier est désigné lieu historique national à titre de Berceau de Montréal par le gouvernement du Canada en 1998. Il est aussi classé site historique et archéologique par le gouvernement du Québec en 1999. Mandaté par la Ville pour diffuser et mettre en valeur le patrimoine archéologique montréalais, Pointe-à-Callière organise diverses activités de recherche, d'exposition, de fouilles, d'animation et d'éducation autour de thématiques en histoire et en archéologie, dont certaines de calibre international.

Les engagements de la Ville en relation avec :

Le patrimoine bâti – La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir un propriétaire exemplaire

Pour être en mesure de jouer son rôle de leader en matière de patrimoine de manière exemplaire. La Ville doit accroître la connaissance de son propre patrimoine, explorer les possibilités d'appui externe dans ses démarches de conservation et de mise en valeur ainsi que réserver les fonds nécessaires à la mise en œuvre de ses interventions. Cette contribution municipale, essentielle à l'amélioration de la qualité de vie et au développement durable est susceptible d'entraîner une responsabilisation à l'égard des actions individuelles et collectives en patrimoine.

La Ville possède de nombreuses propriétés d'intérêt patrimonial sur lesquelles elle effectue des travaux d'entretien, de rénovation et de restauration. En plus des partenariats possibles et de l'allocation de budgets suffisants pour la conservation des immeubles municipaux patrimoniaux, la Ville...

Le patrimoine archéologique – Sa conservation et sa mise en valeur

Le lieu de fondation de Montréal en 1642 et les traces de la ville fortifiée du XVIIIe siècle sont des repères d'une valeur inestimable.

Les collections archéologiques comprennent des biens mobiliers prélevés sur un site archéologique. Elles témoignent des cultures amérindiennes, européenne et québécoise pour les périodes préhistorique et historique jusqu'à ce jour. Leur gestion est intégrée à celle des archives archéologiques qui comprennent en outre des pièces écrites, informatisées, graphiques, iconographiques et photographiques produites au cours des recherches sur un site archéologique.

Des objectifs qualitatifs en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine archéologique doivent être définis et partagés. Par ailleurs, la Ville doit poursuivre le processus d'interprétation et de diffusion du patrimoine archéologique de Montréal. En effet, les données archéologiques prélevées doivent contribuer de manière substantielle à la connaissance du territoire et à son aménagement.

La poursuite de la mise en valeur du Vieux-Montréal

Le Vieux-Montréal est le lieu de fondation de Montréal. Ce territoire qui bénéficie du statut d'arrondissement historique a fait l'objet d'investissements considérables dans les dernières décennies. En prenant appui sur l'expérience acquise et sur les résultats obtenus, il est important de

dégager une vision d'avenir pour orienter les actions publiques et privées sur ce territoire qui présente des problématiques particulières.

Il est recommandé de poursuivre la mise en valeur du Vieux-Montréal en se basant sur l'expérience des interventions déjà réalisées et les enjeux actuels.

Le patrimoine mobilier – Une vue d'ensemble des activités municipales en matière de patrimoine mobilier

La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir une gestionnaire exemplaire en matière de patrimoine :

- *développer l'action municipale en matière de muséologie pour favoriser la constitution, la conservation et la mise en valeur des collections;*
- *intégrer la protection des dimensions archéologique et paysagère dans les programmes de subventions;*
- *assurer le rayonnement international du patrimoine montréalais;*
- *poursuivre les démarches entreprises en vue de l'inscription de Montréal sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO avec la thématique Montréal, plaque tournante océanique et continentale;*
- *saisir les occasions de faire connaître le patrimoine montréalais par la participation à des événements internationaux ainsi qu'à leur accueil (colloques, expositions, missions municipales, provinciales et fédérales).*

Phase de démarrage

La Ville propriétaire mettra en place un fonds dédié à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine de propriété municipale et l'établissement de ses modalités de gestion.

Pointe-à-Callière et la Politique du patrimoine

La Politique du patrimoine par la Ville de Montréal à titre de propriétaire exemplaire s'applique en priorité dans **la préservation de son lieu de Fondation**.

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE, LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

Sur la base d'une analyse de l'environnement dans lequel évolue le Musée, et tenant compte de son positionnement dans les réseaux muséaux et culturels locaux, nationaux et internationaux, six grands enjeux ont été cernés pour les années à venir :

- la préservation et la sécurité des lieux et des bâtiments, propriété de la Ville de Montréal;
- la conservation des vestiges du lieu de fondation de Montréal menacés par les mouvements de la nappe phréatique et la forte fréquentation des lieux;
- la conservation et le développement des collections en relation avec la mission donnée à Pointe-à-Callière;
- l'accessibilité, la fidélisation et la croissance des publics;
- la nécessité d'augmenter les financements publics et privés afin de réduire l'appauvrissement de l'institution;
- l'exigence d'élargir les perspectives d'action et de croissance, à l'échelle locale, nationale et internationale, afin d'optimiser les avantages stratégiques que compte l'institution (**compléter l'expansion du Musée et créer Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire***).

LES OBJECTIFS DE PRÉSERVATION DES ACTIFS – 2014

A. Préserver le lieu de fondation de Montréal, les sites archéologiques et leur patrimoine matériel pour les générations futures;

B. Assurer la sécurité et l'accessibilité des lieux à l'ensemble de la population;

C. Remplacer les équipements électromécaniques, technologiques et muséographiques désuets.

D. Remplacer une partie des expositions permanentes usées dont l'âge varie de 12 à 21 ans

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT – 2014-2017
POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE

- **Préserver et mis en valeur, pour les générations futures, les derniers sites historiques majeurs du Vieux-Montréal.**
- **Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial exceptionnel au Canada, avec l'aide des gouvernements et le secteur privé en complétant la Cité d'archéologie et d'histoire, pour 2017;**

- **Développer la notoriété de Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes;**
- **Réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre du mandat national en archéologie.**

Un projet priorisé

En novembre dernier, lors du *Rendez-vous – Montréal, métropole culturelle* qui regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Québec, de la Ville de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et des organismes culturels de Montréal, la réalisation de la ***Cité d'archéologie et d'histoire*** **a été confirmée comme legs patrimonial** pour la commémoration du 375^{e} anniversaire de Montréal en 2017. Le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés publiquement à soutenir ce projet. Sa réalisation fait également partie des projets priorisés par Tourisme Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

5. LE PLAN D'ACTION

Le plan d'action présente l'ensemble des réparations et des remplacements afin de préserver les actifs de Pointe-à-Callière pour les générations futures. Les équipements et aménagements ont 20 ans d'âge au Musée. L'usure et la désuétude laissent des traces de plus de 6 millions de visiteurs.

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES LE PATRIMOINE ET LE LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

A.1

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE ET DES GOUTTIÈRES DE L'ANCIENNE-DOUANE / 100 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

L'Ancienne-Douane est un bâtiment historique classé d'envergure nationale. Des travaux de réfection de la maçonnerie et du système de gouttières de l'Ancienne-Douane sont requis. Lors de fortes pluies et lors des redoux et à la fonte des neiges, il y a des infiltrations d'eau du côté Est et dans les coins Sud-Ouest et Nord-Est de l'édifice. Dans un premier temps, en 2014, une analyse de la situation permettrait d'identifier précisément les sources de ces infiltrations et de proposer les correctifs à apporter via des travaux à être réalisés en 2015. Rappelons que les coûts pour l'analyse et la réalisation des travaux, sur ce bâtiment historique classé, pourraient être partagés avec le Gouvernement du Québec, dans le cadre de l'entente MCCQ/Ville. Enfin, le mandat d'analyse pour cette intervention sur l'Ancienne-Douane pourrait être jumelé à un autre mandat d'étude relatif à la réfection du revêtement de la Place Royale, du parvis et du remplacement du pavage des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon (la rue Place Royale Ouest et la section de la rue Place d'Youville, entre les rues de la Commune et St-François-Xavier.

Objectif :

- Prévenir les infiltrations d'eau qui endommagent le bâtiment.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires afin d'empêcher les infiltrations d'eau de détériorer le bâtiment et prévenir l'apparition de moisissures.

Étape de réalisation :

2014 : Analyse pour identifier les causes des infiltrations d'eau (20 000$)
2015 : Réalisation des travaux (100 000$)

A.2

TITRE DU PROJET : VITRAGE DE L'ÉPERON / 187 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Les verres thermos de l'Éperon ont été installés lors de la construction du Musée, il y a plus de 22 ans. À divers endroits on peut constater qu'il y a formation de condensation à l'intérieur des verres thermos. Avec le temps, ce phénomène affectera de plus en plus de verres thermos. Le remplacement d'une partie des verres thermos, soit 58, a été effectué lors des travaux de 2008-2009.
En mars 2008, la firme Réal Paul Architecte mentionnait que « depuis l'étude effectuée en 2006 par Lapointe Magne et Associés, la portée des travaux concernant le remplacement des verres a quelque peu augmentée, ce qui nous laisse croire que tous les verres thermos devront être remplacés à plus ou moins long terme ». Ce projet vise à remplacer les verres thermos de l'Éperon qui n'ont pas encore été remplacés.

Objectifs :

- Augmenter l'efficacité énergétique;
- Prévenir l'éclatement des verres thermos;
- Réduire les coûts d'énergie en chauffage et climatisation.

Impact pour le Musée :

En plus d'une perte d'efficacité thermique, il y a le risque de bris des verres, ce qui nuirait à la préservation des espaces intérieurs du Musée et à la qualité du service à la clientèle, durant la période requise pour la fabrication et l'installation des verres brisés.

Étape de réalisation :

Remplacement du vitrage prévu en 2016.

A.3

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU TOIT DE L'ÉPERON / 500 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Le toit de l'Éperon aura 23 ans en 2014. Lors des travaux effectués dans le cadre du PTI en 2013, il a été constaté que de l'eau s'était infiltrée sous la membrane Hydrotech, au moins dans le secteur où des travaux étaient réalisés (passage des conduits de réfrigérant). À la suite de ce constat, les professionnels affectés aux travaux ont recommandé la réfection complète de la toiture de l'Éperon, dans les meilleurs délais, afin de prévenir d'éventuels dommages importants. Par ailleurs, les conditions actuelles de la toiture réduisent et/ou annulent l'effet de l'isolant thermique.

L'estimation des coûts des travaux de réfection étant directement liée au type de toiture qui sera retenu (toiture traditionnelle, toit blanc, toit vert, etc.), il est difficile de préciser le montant des travaux. Par ailleurs, la réalisation de ces travaux sera complexifiée par la présence de nombreux équipements de mécanique, ce qui aura un impact sur les coûts. Cependant, les opinions obtenues orientent l'estimation vers un montant autour de 500 000$.

Par ailleurs, avec la réfection complète de la toiture, il ne sera plus nécessaire de faire d'autres travaux qui avaient déjà été demandés, à la suite d'infiltrations d'eau par un évacuateur, en octobre 2005. Ces infiltrations avaient été occasionnées par le fait que la pierre sur le toit n'a pas une granulométrie optimale qui favorise un bon écoulement d'eau. La pierre concassée actuellement sur le toit est composée de beaucoup de particules fines qui limitent l'écoulement d'eau en surface et qui bloquent le filtre géotextile. Par fortes pluies, l'eau s'accumule donc en surface et sur les parois verticales des solins. Le drainage serait amélioré en tamisant la pierre pour retirer les particules fines qui gênent l'écoulement d'eau.

Objectifs :

- Éliminer les risques d'infiltrations d'eau;
- Améliorer le rendement énergétique avec une isolation performante.

Impact pour le Musée :

Cette opération permettra d'éviter des infiltrations d'eau, qui endommagent les installations et les objets exposés et améliorera le rendement énergétique (réduction des frais en énergie.

Étape de réalisation :

Travaux prévu en 2014.

RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

A.4

TITRE DU PROJET : SYSTÈME D'ANNONCE PUBLIQUE / 70 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Ce projet vise à doter le Musée d'un système d'annonce publique, de manière à pouvoir communiquer avec les visiteurs et les autres personnes présentes dans le Musée. Ce type de système permet de diffuser un message d'intérêt dans l'ensemble des salles et espaces du Musée, dans quelques espaces seulement ou dans une salle spécifique. La nécessité de pouvoir faire des annonces publiques peut être reliée à diverses situations d'urgence comme une interruption de courant, une fuite de gaz, une évacuation partielle ou complète, etc. Les nouvelles préoccupations en matière de sécurité publique supportent l'installation de ce type d'équipement surtout en sous-sol dans des endroits complexes sans fenêtre, tels que les vestiges et la crypte.

Objectif :

- Pouvoir communiquer avec les visiteurs et autres personnes présentes dans le Musée, afin de mieux gérer les situations d'urgence.

Impact pour le Musée :

Le fait de pouvoir compter sur un système d'annonce publique, pour aider à la gestion des situations d'urgence, sera un atout majeur dans l'amélioration de la sécurité de ses usagers.

Étape de réalisation :
Réalisation des travaux prévue en 2014.

A.5

TITRE DU PROJET : INSONORISATION / 200 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

À la salle polyvalente (mezzanine 1), pour répondre aux besoins du Musée et de la clientèle externe, il faut effectuer des travaux majeurs d'insonorisation et de remplacement du revêtement de plancher. Ces travaux sont nécessaires pour éviter la transmission des sons provenant du hall d'accueil, particulièrement lorsqu'il y a des groupes scolaires, qui représentent une clientèle importante et récurrente du Musée. Par ailleurs, des travaux doivent également être réalisés au niveau du système de ventilation, afin de le rendre plus silencieux. Le niveau de bruits mécaniques dans cette salle a été mesuré à NC 42,7, alors que la norme habituelle pour une salle de réunion se situe à NC 35. Il est donc important de rendre cette salle multifonctionnelle et rentable en location. Des travaux similaires doivent être réalisés pour insonoriser la mezzanine 2 de la salle d'exposition temporaire.

Objectif :

- Offrir un milieu de réunion et de travail adéquat aux utilisateurs de la salle polyvalente (mezzanine 1 - grand public, clients corporatifs, participants aux activités de diffusion du Musée, etc.) et de la mezzanine 2.

Impact pour le Musée :

L'insonorisation de ces espaces offrira un climat plus propice aux diverses activités qui s'y tiennent et favorisera la location de la salle polyvalente auprès de la clientèle corporative.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux prévue en 2015.

A.6

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE LA PLACE ROYALE ET DU PARVIS DE L'ÉPERON ET REMPLACEMENT DU PAVAGE DE LA RUE PIÉTONNE / 350 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Après 22 ans, il s'agit de travaux de réfection du revêtement de granit de la Place Royale, des marches de granit du parvis et de la Place Royale et du dallage (mise à niveau, nettoyage de l'ensemble des surfaces au sol). Rappelons que la Place Royale constitue également le toit de la Crypte archéologique, qui est en sous-sol.

Une étude, à être réalisée en 2014, permettra de bien identifier les actions correctives à apporter à ces différentes surfaces et inclura une proposition d'aménagement des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon, permettant l'unification des pavillons qui composent le Musée. Comme mentionné au point 1.1, ce mandat d'étude pourrait être jumelé au mandat d'étude relatif aux interventions sur l'enveloppe de l'Ancienne-Douane.

Objectifs :

- S'assurer que l'ensemble des marches et des dalles est solide et sécuritaire afin d'éviter que des visiteurs perdent pied ou chutent;
- Nettoyer et préserver le granit, afin de conserver l'intégrité du toit de la Crypte archéologique;
- Aménager un espace agréable et sécuritaire, pour les passants et les visiteurs du Musée;
- Disposer d'un lieu d'accueil et d'animation pour les différents groupes qui visitent le Musée;
- Créer un lien entre les différentes composantes du complexe muséal.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires car il faut assurer la sécurité des visiteurs. Il pourrait y avoir des chutes ou des blessures causées aux visiteurs et aux utilisateurs du musée (employés, consultants, etc.) et nous devons en tant que musée, éviter de telles situations. Enfin, ils contribueront à faciliter la circulation autour du Musée, à améliorer l'accueil des groupes et à assurer la sécurité des visiteurs.

Étape de réalisation :

Étude : 2014 (50 000$);
Réalisation des travaux : 2015 (300 000$).

A.7

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DE CERTAINS SECTEURS DES SERVICES AU PUBLIC / 150 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

CAFÉ-RESTAURANT

Description du projet :

Lors de la construction du Musée, les services de restauration avaient été prévus pour être de type cafétéria. Peu de temps après le début des opérations, ce choix s'est avéré inadéquat et les espaces ont été sommairement modifiés pour offrir une salle à manger. Par conséquent, les aménagements sont inadéquats, certains non sécuritaires (risques d'accidents) et avec le temps devenus insalubres. L'aménagement des aires de préparation et de service doit être révisé, afin de rendre ces espaces conformes aux normes de sécurité et de salubrité exigées par les règlements. En 2013, des travaux de base ont été réalisés dans la cuisine et il s'agit maintenant de compléter cette phase.

Plusieurs installations fixes de la cuisine et des aires de préparation et de service du Café-restaurant (réfrigérateurs, marmite, comptoirs, rangements, etc.) doivent être remplacés, après plus de 22 ans d'utilisation, pour assurer le maintien de la qualité de la nourriture du café-restaurant et le respect des normes de salubrité.

Enfin, les équipements d'éclairage de la salle à manger doivent être remplacés, afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de rehausser l'apparence de la salle à manger.

Objectifs :

- Assurer le respect des normes de salubrité;
- Réduire les risques d'accidents;
- Améliorer la qualité du service à la clientèle;
- Rendre les lieux et installations sécuritaires.

Impact pour le Musée :

Le réaménagement de l'aire de service permettra d'offrir un espace de travail efficace et sécuritaire et un meilleur service à la clientèle. Les travaux dans l'espace de service sont nécessaires afin de respecter les normes de salubrité et de sécurité et assurer la survie du café-restaurant.

Étapes de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014 – 150 000 $.

A.8

TITRE DU PROJET : Mise à niveau des installations d'accueil et de service au public désuètes / 300 000$ – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Après 23 ans d'usure (2015), ce projet vise à mettre à niveau les équipements dédiés à l'accueil du grand public. Il s'agit ici de renouveler les installations d'accueil (comptoirs, vestiaires, équipements d'information et de sécurité). Ces installations et équipements devenus désuets et usés après 23 ans de bons services et sont maintenant à la fin de leur vie utile. Ces travaux visent notamment à améliorer l'accueil et les services aux visiteurs mais aussi à augmenter la capacité d'accueil et le confort des visiteurs. Les nouvelles installations permettront d'assurer une plus grande sécurité contre le vol et favoriseront également une mise en marché plus efficace des produits thématiques reliés aux différentes expositions du Musée.

Objectifs :

- Mettre à niveau les installations d'accueil et de service au public dans le hall du pavillon principal;
- Permettre le développement de clientèles (familles et groupes scolaires) en optimisant les espaces dédiés aux services au public, sécurité et la billetterie;
- Offrir de meilleurs services au public et un accueil convivial;
- Améliorer la circulation dans le Musée;
- Assurer une meilleure sécurité contre le vol et une meilleure communication publique en cas d'urgence (panne électrique, sinistre, feu, etc.).

Impacts pour le musée :

Ces travaux amélioreront la qualité du service à la clientèle et assureront une meilleure efficacité de la sécurité.

Étapes de réalisation :

2015 : Réalisation de la phase I des travaux (100 000$) : Étude, plans et devis, comptoir d'accueil;
2016 : Réalisation de la phase II des travaux (200 000$) : comptoir et équipements de sécurité.

REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES DÉSUETS

A.9

TITRE DU PROJET : CONTRÔLEURS DES TRANSPORTEURS VERTICAUX ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES / 75 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Ce projet consiste à remplacer les contrôleurs électroniques (et équipements connexes) des ascenseurs de l'Éperon et de l'Ancienne-Douane, de même que celui du monte-charge. Ces équipements, en opération depuis 22 années, doivent être remplacés par des modèles de nouvelles générations.

Objectif :

- Prévenir les pannes prolongées des transporteurs verticaux au Musée.

Impact pour le Musée :

Puisqu'il y a seulement un ascenseur par bâtiment, on doit s'assurer que ces ascenseurs soient opérationnels en tout temps et réduire au minimum la durée des pannes. Comme la disponibilité des pièces de remplacement pour les équipements datant de 22 ans n'est pas assurée, à l'occasion, il peut être nécessaire de faire fabriquer certaines pièces, sur commande, ce qui entraîne des arrêts prolongés des ascenseurs, pouvant même aller à plusieurs jours. Cette situation s'est déjà présentée et l'ascenseur de l'Éperon est demeuré en panne durant 7 jours. Cette éventualité n'est pas acceptable dans un lieu public comme le Musée. Par ailleurs, les nouveaux modèles sont plus performants et plus faciles à diagnostiquer et moins coûteux à entretenir.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014.

A.10

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DU PLAN LUMIÈRE – ÉCLAIRAGE DU MUSÉE / 105 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Ce projet consiste à mettre à niveau les équipements d'éclairage qui font partie du plan lumière mis en place en 2003.

Les luminaires qui étaient sur la façade Nord de l'Éperon ont été retirés car de l'eau s'était infiltrée dans les tubes contenant les éléments DEL et toutes les composantes se sont corrodées. Les projecteurs qui éclairaient le Musée à partir de lampadaires sur Place d'Youville doivent être remplacés également.

Objectifs :

- Remettre en place les luminaires requis afin de maintenir le ‘’plan lumière’’ qui a été élaboré pour le Vieux-Montréal et mettre en valeur le Musée.

Impacts pour le Musée :

Ces travaux de mise à niveau redonneront toute sa splendeur au Musée et assureront la continuité du « plan lumière » de la Ville.

Étapes de réalisation :

Réalisation des travaux en 2014.

A.11

TITRE DU PROJET : REMPLACEMENT DES HUMIDIFICATEURS (6) ET MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT D'EAU / 85 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Le Musée est doté de six (6) humidificateurs, soit un pour chacun des espaces suivants : les espaces communs, la salle de spectacle, la salle d'exposition temporaire, le restaurant, la Crypte archéologique et l'Ancienne-Douane, de même que de deux systèmes de traitement d'eau, pour alimenter les humidificateurs.

Ces équipements sont très sollicités dans un édifice muséal, compte tenu de la nécessité de maintenir un taux d'humidité relative constant et stable à longueur d'année, et les équipements du Musée demandent de plus en plus de réparations.

Par ailleurs, le remplacement de ces humidificateurs, par des modèles récents, contribuerait à augmenter l'efficacité énergétique des installations du Musée.

Objectifs :

- Assurer et maintenir le confort des occupants et usagés du Musée;
- Assurer le maintien des conditions muséales de conservation;
- Augmenter l'efficacité énergétique.

Impact pour le Musée :

Le remplacement planifié de ces équipements assurera le maintien du confort des usagers du Musée et contribuera au maintien des conditions muséales de conservation.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux en 2016.

B. PROTECTION DES ACTIFS – PRÉSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE DE MONTRÉAL ISSU DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

INTRODUCTION

Préserver pour les générations futures :

- le lieu de fondation de Montréal;
- les sites historiques et archéologiques (vestiges);
- les bâtiments historiques et patrimoniaux;
- les collections archéologiques et ethnohistoriques significatives pour Montréal.

Le patrimoine du Vieux-Montréal est exceptionnel. De patrimoine, il est devenu culture, identité et tourisme. Peu de villes peuvent mettre à leur crédit la connaissance de leur lieu de fondation, la préservation de traces tangibles et l'accessibilité par la population actuelle et future. Montréal a cet immense privilège.

Pointe-à-Callière est le seul site au Canada reconnu six fois d'envergure nationale par la Commission des sites et monuments historiques du Canada.

Grâce à l'expertise qu'a développé Pointe-à-Callière, le soutien de sa Fondation appuyée par la Ville de Montréal et le MCCCFQ dans le cadre de l'Entente MCCCF/Ville (Entente sur le développement culturel de Montréal) on peut considérer que Pointe-à-Callière a réussi à relever de nombreux défis de préservation, de conservation (contrôle de la nappe phréatique, dégradation due à la fréquentation) tout en respectant ses objectifs d'accessibilité pour la population.

Préserver les vestiges de la pointe à Callière et de la place Royale exige une vigilance constante, des correctifs immédiats, des actes et des travaux de prévention. C'est la priorité de Pointe-à-Callière afin de conserver ce joyau pour les générations futures.

Préserver l'intégrité de ses lieux et son bâtiment historique : l'Ancienne (première) Douane de Montréal, place Royale, lieu de fondation.

CONSERVER LES VESTIGES ET LES COLLECTIONS IN SITU

B.1

TITRE DU PROJET : REPLACER LA SIGNALÉTIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE RETIRÉE LORS DES TRAVAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL / 350 000 $

Description du projet :

Ce projet est essentiel à la sécurité et à l'orientation des visiteurs. Lorsque la Ville de Montréal a effectué l'aménagement extérieur du Musée en 1998, elle a retiré les éléments d'identification du Musée et les panneaux de signalétique extérieur autour du Musée. Quand à l'intérieur du Musée, la signalétique qui date de 1992 ne correspond plus aux nouvelles expositions permanentes. Il est essentiel de compléter ce projet le plus tôt possible car cette signalétique doit absolument concorder avec la réalité. Nous recevons de nombreuses plaintes des visiteurs qui demandent une meilleure

signalisation. Il y a donc urgence d'intervenir car cette situation a des conséquences néfastes sur l'orientation et la sécurité des visiteurs qui ont à circuler dans le Musée. Une analyse de la situation conduit à faire deux constats :

1) L'aménagement des nouvelles expositions et nouveaux pavillons ouvertes au public depuis 2003, avec leurs nouvelles appellations demande une mise à niveau des contenus signalétiques à l'intérieur. Une partie devrait être réalisée en 2013, avec l'ajout de l'identification des 5 pavillons par une signalétique dynamique, il reste encore la totalité de la signalétique à l'intérieur des lieux;
2) La signalétique extérieure, le plan du Musée et son identification qui avaient été installés à l'ouverture du Musée, ont été **retirés par les travaux publics municipaux** lors de la pose des revêtements de rues bordant l'édifice de l'Éperon ; cette signalétique n'a pas été remplacée depuis. Ce projet est présenté au PTI depuis plus de 15 ans.

Cette signalétique tiendra compte, dans sa conception, du projet d'expansion de Pointe-à-Callière. Il reste maintenant à baliser les parcours des visiteurs une fois entré dans chacun des pavillons.

Objectifs :

- Assurer la sécurité et l'orientation des visiteurs;
- Remplacer la signalétique de 1992 et qui ne reflète plus les aménagements;
- Arrimer le contenu de la signalisation dans l'ensemble des aires publiques de circulation du Musée;
- Concevoir une signalétique plus facile à lire et distincte de la signalisation d'urgence du bâtiment;
- Permettre aux visiteurs de bien comprendre les sites intérieurs et extérieurs et de le visiter au complet sans se perdre ou omettre une zone;
- **Remplacer la signalisation extérieure** enlevée par la Ville lors de l'aménagement de la place D'Youville (1998).

Lieu :

Les espaces publics intérieurs et extérieurs du Musée.

Impacts pour le musée :

- Assurer la sécurité et l'orientation des visiteurs;
- Augmenter le taux de satisfaction des visiteurs à l'égard de leur déplacement autour et dans le complexe muséal (réduire les plaintes);
- Faire en sorte que les diverses composantes du complexe muséal soient visitées;
- Informer à l'extérieur que Pointe-à-Callière est avant tout un musée souterrain et non seulement un bâtiment contemporain et que le complexe regroupe des pavillons distincts: Éperon, Maison-des-Marins, Ancienne-Douane, Crypte archéologique, Station de pompage D'Youville.

Étapes de réalisation :

- Conception, fabrication et installation de la signalétique intérieure et extérieure (2014)

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Signalétique extérieure et intérieure	350 000 $	-	-	**350 000 $**
Total	**350 000 $**	**-**	**-**	**350 000 $**

INTRODUCTION

Depuis 2003, le Musée a entrepris le renouvellement graduel de ses expositions permanentes installées en 1992. Compte tenu des coûts importants en ce qui concerne les technologies, nous avons choisi l'approche par phases afin de redynamiser les lieux sans avoir à tout changer et ainsi répartir les exigences monétaires (coûts en 1992 : 6,3 millions). Le renouvellement graduel des expositions permanentes du Musée s'inscrit dans cette approche. Nous prioriserons les équipements qui n'ont pu être remplacés depuis 12 à 20 ans à cause de leur usure et de leur désuétude et l'accueil de plus de 6 millions de visiteurs.

B.2

TITRE DU PROJET : PROTECTION DES ACTIFS – RENOUVELLEMENT (PARTIE) DES EXPOSITIONS PERMANENTES DES VESTIGES ET DE LA MUSÉOGRAPHIE DES ESPACES PUBLICS/ 1 500 000 $

Description du projet :

Une partie de l'exposition permanente de la crypte de la place Royale a été renouvelée il y a 12 ans. La mise en valeur repose sur une technologie et des matériaux qui sont, en 2014, à la fin de leur vie utile et nécessitent d'être remplacés. D'autres vitrines et interprétation du site dans les espaces publics remontent à 21 ans. Leur renouvellement s'impose avec force, pour revoir à la fois les contenus et la muséographie.

Crypte de la place Royale : les archéoscopes situés dans le carré des vestiges, ainsi que les présentoirs rétroéclairés des corridors est et ouest ont plus d'une décennie d'usure. Les contenus et les technologies nécessitent d'être renouvelés afin d'offrir aux Montréalais et aux touristes une compréhension actuelle et vivante de l'histoire de la ville et de ses citoyens. Nous projetons de créer des interactifs de type réalité virtuelle dans le carré des vestiges pour remplacer les deux archéoscopes actuels, afin de rendre plus évocateurs les vestiges qui témoignent du premier cœur urbain de Montréal. De part et d'autre du carré des vestiges, dans les corridors est et ouest, nous souhaitons créer une ligne de temps interactive et mix-média, ce qui permettrait aux visiteurs (familles, scolaires, éducatifs, touristes) d'avoir accès aux clefs de la grande histoire de Montréal, car présentement le site m'offre pas une synthèse de l'histoire de la ville, incluant une grande strate, celle du 20^{e} siècle. Enfin, nous souhaitons intégrer des bornes généalogiques qui se trouvent présentement dans l'exposition Les Amours de Montréal, qui sera démontée en 2013. Ces bornes doivent être remise à niveau (ordinateur, boîtier) et installées en un nouveau lieu pour que les visiteurs puissent continuer à les consulter (interactif très populaire).

À l'Éperon : l'escalier capitaine, qui mène de la salle multimédia aux vestiges, constitue la voie principale d'accès des visiteurs aux sites archéologiques. La plate-forme située au-dessus du cimetière est le dernier palier avant d'atteindre le sous-sol de l'Éperon. Cet espace vide peut recevoir une installation muséographique qui permettra de placer le visiteur en situation propice à apprécier l'expérience de visite qu'il s'apprête à vivre.

Dans les espaces publics du musée : installés lors de l'ouverture du musée en 1992, une vingtaine d'éléments d'interprétation (vitrines, et mobilier d'exposition) portent, 21 ans plus tard, les traces d'usure et de désuétude qui ne répondent plus aux standards de qualité du Musée. Ces éléments doivent être remplacés et leur contenu revu à la lumière des plus récentes découvertes dans le Vieux-Montréal et de la pointe à Callière. Les artéfacts qui y sont présentés depuis plus de 20 ans doivent être retirés et remplacés afin d'assurer la conservation et la rotation d'objets.

Tous ces lieux, une fois renouvelés, permettront d'offrir aux Montréalais ainsi qu'à la clientèle touristique l'histoire de la ville et son importance à l'échelle continentale. Après 21 ans et 6 millions de visiteurs, l'usure, la désuétude des installations et les nouvelles connaissances exigent un renouvellement des expositions permanentes de l'ensemble du Musée.

Objectifs :

- Réaliser une installation interactive de type réalité augmentée (crypte archéologique) permettant d'améliorer la compréhension des vestiges du premier noyau urbain de Montréal, dans le carré des vestiges;
- Faciliter la compréhension de l'histoire globale de Montréal au moyen d'une ligne de temps interactive dans les deux corridors de la crypte et de l'intégration de bornes généalogiques;
- Remplacer les installations muséographiques d'interprétation dans les espaces publics, en place depuis 1992, afin d'assurer la conservation des artéfacts présentés sous la lumière et les changements de température depuis plus de 20 ans;
- Amener les Montréalais à revenir visiter les expositions permanentes;
- Susciter chez les Montréalais le goût et l'intérêt de redécouvrir le passé de leur ville;
- Accroître l'accès aux collections archéologiques et ethnohistoriques de Pointe-à-Callière. La majorité des objets liés à la demande seront présentés pour la première fois;
- Développer des thématiques d'interprétation qui permettront de souligner l'importance de Montréal comme pôle de développement continental dans l'histoire de l'Amérique du Nord.

Impacts pour le musée :

- Inciter les Montréalais à revenir visiter le lieu de fondation de leur ville;
- Promouvoir un patrimoine identitaire d'importance nationale pour les générations actuelles et futures;
- Sensibiliser le public à l'archéologie, l'histoire, la conservation et la restauration des biens archéologiques;
- Se positionner comme un modèle dans le domaine de la présentation de l'archéologie auprès de différentes clientèles;
- Renforcer le sentiment de fierté de la population montréalaise à l'égard du Musée et du quartier historique de Montréal;
- Maintenir auprès de sa clientèle les plus hauts standards en matière de muséologie et d'interprétation;

Clientèles :

Grand public montréalais, clientèles touristiques, groupes scolaires.

Lieu :

Crypte: Carré des vestiges et corridors de place Royale
Éperon : Espaces d'expositions permanentes dans les lieux publics et escalier capitaine

Étapes de réalisation :

2014 – Crypte, place Royale, ligne de temps, bornes généalogiques

- Recherche, conception, scénarisation
- Restauration des objets
- Fabrication vitrines et panneaux
- Programmation / intégration des bornes
- Installation, rodage de tous les équipements

2015 – Carré des vestiges : réalité augmentée

- Conception, recherche, scénarisation des contenus
- Programmation, rédaction
- Droits d'auteur
- Intégration des systèmes et création des interfaces
- Fabrication et installation, rodage

2016 – Espaces publics et escalier capitaine

- Recherche, conception, rédaction
- Production des vitrines et des équipements d'interprétation (espaces publics)
- Installation et rodage (espaces publics)

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Renouvellement des expositions permanentes de la crypte et corridors est et ouest (lignes de temps et bornes généalogiques)	500 000 $	-	-	500 000 $
Carré des vestiges	-	600 000 $	-	600 000 $
Expositions permanentes dans les espaces publics	-	-	250 000 $	250 000 $
Escalier capitaine	-	-	150 000 $	150 000 $
Total	**500 000 $**	**600 000 $**	**400 000 $**	**1 500 000 $**

B.3

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES / 500 000 $ (ESTIMÉ) – RÉALISATION PAR PÀC

Description du projet :

Le Musée est doté de nombreuses installations technologiques qui permettent de bien faire comprendre l'histoire de Montréal et l'occupation des lieux sur lesquels le Musée repose, dont les principaux éléments sont les suivants: salle de spectacle multimédia, module d'introduction, projection au cimetière, animation du Royal Insurance Building, personnages virtuels, archeoscopes, fresque portuaires, etc. Ces équipements de haute technologie doivent être mis à nieau périodiquement afin de pouvoir offrir sans interruption, un excellent service aux visiteurs.

Objectif :

- S'assurer que les différentes installations technologiques sont toujours opérationnelles pour le bénéfice des visiteurs.

Impact pour le Musée :

La mise à niveau des équipements technologiques permet au Musée de compter sur des composantes fiables et toujours supportés par les fabricants, de manière à pouvoir assurer un service d'interprétation adéquat et essentiel à la compréhension des thématiques traitées dans ses expositions.

Étape de réalisation :

Réalisation de la phase I des travaux en 2015 – 100 000$.
Réalisation de la phase II des travaux en 2016 – 400 000$.

Projet	2014	2015	2016	2014 à 2016
Mise à niveau des équipements technologiques *(PàC)	-	100 000 $	400 000 $	500 000 $
Total	**-**	**100 000 $**	**400 000 $**	**500 000 $**

C. POINTE-À-CALLIÈRE, *CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL*
COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE
LEGS PATRIMONIAL 2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL ET 150E ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉDÉRATION CANADIENNE

C.1

TITRE DU PROJET :	***POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE* – COMPLEXE MUSÉAL ET TOURISTIQUE DE CLASSE MONDIALE / 20 000 000 $ SUR 3 ANS**

Description du projet :

Suites aux résultats des études techniques et du plan de développement qui devrait être réalisé en 2013, débuter les travaux de développement de *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* pour sa réalisation comme legs patrimonial 2017.

Un enjeu majeur du développement de PàC est de mettre en valeur un ensemble de lieux historiques d'importance nationale localisé dans le Vieux-Montréal. La mise en valeur d'un complexe muséal et touristique d'une dizaine de lieux patrimoniaux et historiques reconnus constitue une opportunité exceptionnelle de doter la société canadienne, québécoise et montréalaise d'un lieu de culture, de commémoration et d'histoire marqué par l'authenticité et l'unicité.

Le projet consiste à compléter ***Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire***, afin de lui donner une envergure internationale et soutenir le rayonnement international de Montréal, métropole culturelle ainsi que l'activité touristique génératrice de richesse.

Le projet représente la création d'une institution muséologique de niveau mondial sur un site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle en Amérique du Nord. Cet attrait culturel et touristique ajouterait l'importance de Montréal comme métropole du Canada au 19e siècle, capitale du Canada-Uni à partir de 1844 et site de développement de la démocratie par l'implantation du gouvernement responsable (1848). *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* permettra la création d'un complexe muséal unique au pays, un lieu exceptionnel sur le continent qui génèrera un accroissement de l'offre (salles d'expositions permanentes et temporaires, salles multifonctionnelles et éducatives) et le gain de potentiel attractif dû à son agrandissement entraînera, selon un scénario de fréquentation additionnelle fondé sur l'expérience du Musée, **une augmentation de quelque 150 000 visiteurs, faisant passer l'achalandage annuel à environ 550 000 visiteurs,** dont 250 000 touristes, générant des retombées économiques majeures, tout en répartissant ce volume sur un espace qui aura doublé de taille en souterrain. Ce projet assurera la viabilité à long terme du Musée.

Contribution au développement du Vieux-Montréal
Lieu de commémoration, *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire* serait un projet de réhabilitation et de mise en valeur d'un ensemble de lieux patrimoniaux situés au pourtour et sous un espace public de grand intérêt (la place D'Youville) réaménagé en jardins urbains. Par le fait même, il se produirait une amélioration de la qualité de vie et un embellissement du quartier. Un environnement muséal de cette ampleur enrichirait le secteur et augmenterait sans aucun doute la valeur du parc immobilier environnant.

Les travaux relatifs au projet permettront:

- la préservation et la mise en valeur de la canalisation de l'ancienne rivière qui logeait au nord du fort Ville-Marie, il fut le premier collecteur d'eaux usées de Montréal. Sur 350 mètres, il sera l'axe de circulation entre les différents points d'intérêts de la **petite rivière St-Pierre** : épine dorsale du complexe muséal, le **collecteur Williams** (1832) est un ouvrage de génie civil exceptionnel en Amérique du Nord, aménagé sur le lit du réseau souterrain;
- l'accès, la préservation et la mise en valeur des traces du **fort de Ville-Marie** (1642) (Maisonneuve) et du **Château de Callière** (1695) : un des rares sites dont le sol n'a pas été perturbé depuis le 17e siècle et où le musée a créé, avec l'Université de Montréal, une école de fouilles archéologiques. On y a découvert les vestiges du fort Ville-Marie et du Château de Callière;
- la préservation et la mise en valeur des vestiges du **Marché Sainte-Anne** et du **Parlement du Canada-Uni** : intimement associé à une page majeure de l'histoire du pays, le premier parlement permanent du Canada-Uni s'installe à l'étage du marché en 1844, là seront votées des lois importantes dont celles établissant le « gouvernement responsable » (1848). Le public aura le plaisir de circuler dans une brèche au travers du marché-collecteur, cette coupe dans les vestiges permettra d'expliquer l'interrelation structurale et l'histoire de ces lieux historiques;
- La mise en disponibilité potentielle de la **Ancienne caserne de pompiers** d'ici 2017 amène Pointe-à-Callière à évaluer l'intégration de la Caserne au projet, localisée en plein centre de la place D'Youville, cet espace pourrait répondre aux besoins d'accueil et de services aux visiteurs (secteur ouest), d'accès souterrain, aux exigences de sortie règlementaire et sécuritaire et au besoin d'espaces muséologiques pour les enfants et les familles;
- la réalisation de **jardins urbains** de la rue McGill à Pointe-à-Callière, tout le long de la place D'Youville, aménagés au-dessus des vestiges du Parlement du Canada-Uni situés en souterrain et de l'égout collecteur (400 mètres).

Le scénario de développement sera confirmé par les études techniques et le plan de développement qui devraient être complétés en 2013-2014. Les études précédentes sur le projet d'expansion de Pointe-à-Callière ont toutes souligné l'importance du musée sur les plans historique, touristique, économique et urbanistique. Pointe-à-Callière est non seulement devenu une destination muséologique montréalaise et un attrait touristique majeur, mais aussi une référence en archéologie au Canada et dans le monde.

En novembre dernier, lors du *Rendez-vous – Montréal, métropole culturelle* qui regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Québec, de la Ville de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et des organismes culturels de Montréal, la réalisation de la ***Cité d'archéologie et d'histoire*** **a été confirmée comme legs patrimonial** pour la commémoration du 375e anniversaire de Montréal en 2017. Le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés publiquement à soutenir ce projet. Sa réalisation fait également partie des projets priorisés par Tourisme Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Planification et réalisation des fouilles archéologiques et consolidation du Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada (travaux 2013)

Un programme de fouilles archéologiques et études techniques a été planifié pour 2013. Sa réalisation est essentielle pour livrer l'équipement muséal de la *Cité* pour 2017. Ce programme consistait à des sondages et des fouilles archéologiques sur la place D'Youville Ouest. Les travaux incluaient la mise à jour du programme de fouilles permettant de connaître l'état de la voûte du collecteur, des

fondations de l'édifice du parlement et des caveaux du Marché Sainte-Anne (vestiges qui seront éventuellement intégrés au parcours du musée). Ces travaux devraient permettre de préparer un rapport de fouilles et un rapport de caractérisation environnementale des sols; de réaliser les travaux techniques de structure nécessaires pour l'accessibilité publique et pour la mise en valeur; de consolider en partie les murs du Parlement (effectuée lorsque nécessaire pour leur conservation). La consolidation est indispensable à la protection et à la conservation des vestiges, en vue de leur mise en valeur future. Les travaux et études techniques réalisés permettront de dégager le meilleur rapport coût/bénéfice pour accomplir le projet d'expansion du Musée et réduire le niveau de risques encourus. Ces informations seront utilisées pour définir certains paramètres techniques et architecturaux du site du Parlement du Canada-Uni et pour faire la mise en valeur ultérieure de l'ensemble (accessibilité, construction, etc.).

Objectifs 2014-2017

- Démarrer la création d'un ensemble muséal d'envergure mondiale : ***Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire***;
- Réaliser les plans et devis, les travaux d'infrastructures, d'aménagement, de construction et la mise en valeur ainsi que la muséographie relativement au projet:
    - Désensabler l'égout collecteur Est de la place D'Youville afin d'en évaluer l'état de conservation et identification des travaux à faire, consolidation préventive;
    - Assumer la préservation et la mise en valeur de la canalisation du collecteur Williams;
    - Réaliser l'accès, la préservation et la mise en valeur des traces du fort de Ville-Marie et du Château de Callière ;
    - Préserver et mettre en valeur les vestiges du Marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada-Uni;
    - Aménager une vaste salle d'expositions de calibre international dans le sous-sol de l'édifice Dominique-Ducharme;
- Doter la population montréalaise, québécoise et canadienne d'un lieu de culture, de commémoration, d'histoire marqué par l'authenticité ;
- Contribuer à l'enrichissement de Montréal Métropole culturelle et accroître le rayonnement culturel international de Montréal;
- Augmenter, par la mise en valeur contemporaine de vestiges et d'éléments patrimoniaux d'intérêt national et international, l'attrait, la fréquentation et les revenus touristiques de Montréal ;
- Apporter une valeur ajoutée culturelle à *Montréal ville souterraine* et rehausser le renouveau commercial, touristique et résidentiel qui prend place dans les secteurs centre-ville, Vieux-Montréal, Vieux-Port et le Havre.

Lieu :

Les travaux auront lieu le long de la place D'Youville Est et Ouest et ses abords, le long du collecteur William ainsi qu'au 273, place D'Youville et au sous-sol.

Impacts pour le musée et pour Montréal:

- Créer un attrait touristique unique au monde et offrir à la population du Canada un équipement permanent, aux dimensions éducatives fortes qui feront de la *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal* un lieu touristique et patrimonial incontournable;

- Permettre l'aménagement de surface de la place D'Youville par la réalisation de jardins urbains;
- Protéger, préserver, conserver et rendre accessibles les derniers vestiges majeurs du Vieux-Montréal, témoins exceptionnels du patrimoine québécois et permettre ainsi de réaliser la mission du Musée;
- Faire connaître et aimer l'histoire de Montréal aux 400 000 montréalais, québécois, touristes et aux 100 000 jeunes qui nous fréquentent chaque année;
- Sortir de l'oubli l'histoire du premier parlement permanent du Canada-Uni, lieu du vote de la loi créant le gouvernement responsable, jalon majeur de la démocratie au Canada;
- Augmenter le nombre de visiteurs au Musée tout en stimulant son attrait;
- Diffuser davantage l'histoire et l'archéologie;
- Favoriser le développement de Montréal, augmenter et contribuer à son rayonnement international.

Étapes et calendrier de réalisation :

ACTIVITÉ	Échéancier
Plans, devis, travaux d'infrastructures et de construction	2014
Travaux de construction/infrastructures, travaux d'aménagement, mise en valeur et muséographie, communications	2015-2016-2017
Inauguration et ouverture au public du complexe muséal *Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire,* dans le cadre des *Commémorations du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, du 150e anniversaire de la Confédération canadienne et du 25e anniversaire de Pointe-à-Callière*	17 mai 2017

Répartition des coûts :

Projet	2014	2015	2016	2017	2014-2017
Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire*	5 000 000 $	5 000 000 $	5 000 000 $	2 500 000 $	17 500 000 $
Total	**5 000 000 $**	**5 000 000 $**	**5 000 000 $**	**2 500 000 $**	**17 500 000 $**

Répartition des coûts : Les coûts totaux de réalisation de la Cité seraient partagés par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Ville de Montréal. Une campagne majeure de financement privée 2013-2014 amassera un fonds de 10 M$.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1130387005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir le projet de règlement ci-joint :

ND - 1130387005 - contribution exp permanente V-2.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-11

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 350 000 $ POUR LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DE RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 2 350 000 $ est autorisé pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001).

_____

GDD 1130387005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1130387005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des Finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

- D'adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2014-2016, un règlement d'emprunt de 2 350 000 $ pour le versement dune contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Le règlement d'emprunt servira à financer la réalisation pour le renouvellement des expositions permanentes au Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière pour un montant de 2 350 000$. Ces dépenses de contributions sont de nature non capitalisable et constituent une dépense de fonctionnement financée par emprunt.

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) :

Information Comptable

Dépenses

6101.**7714XXX**.802600.01909.**57201**.000000.0000.**112522**.000000.98001.00000 2 350 000 $

Emprunt à long terme

6101.**7714XXX**.802600.01909.**49200**.000000.0000.**112522**.000000.98001.00000 2 350 000 $

Information budgétaire

Le budget pour donner suite à ce dossier n'est pas prévu présentement au PTI 2014-2016 de la Direction de la culture et du patrimoine, du Service de la qualité de vie.

Lors de l'octroi de contrats en 2014, un virement budgétaire sera demandé au comité exécutif en provenance du projet 36610 - Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques vers le projet 36170 - Pointe-à-Callière - Renouvellement des expositions. Le projet 36610 dispose du budget requis de 850 000 $ en 2014 pour pouvoir effectuer le virement.

Pour 2015, le service devra prioriser le budget requis lors de la confection du budget PTI 2015-2017.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Préposé au budget - PS Brennan 2

Tél : 514-872-4592

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste - Finances PS-Brennan 2 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-01

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : 514-872-0985

Division : Direction des opérations budgétaires et comptables - Point de Service Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Dossier # : 1130387005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division des quartiers culturels , -
Objet :	Règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Conformément à la convention qui règlent les modalités d'exploitation du musée entre la Ville et le musée en 2013, ce dernier a soumis une demande pour le renouvellement de certains équipements muséologiques, vestiges et expositions permanentes.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Margot BOURGEOIS
conseillère en planification
Tél : 514-872-0580

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-10

Paul LANGLOIS
chef de division
Tél : 514-872-5592
Division : Action culturelle et partenariats

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1134386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H11-005-4601-02

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles », formée des lots 5 220 629 à 5 220 645 du cadastre du Québec et identifiée sur le plan T -89 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, dossier n° 21266-1, en date du 1er mai 2013, sous le numéro 1413 de ses minutes.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-03-28 16:23

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1134386002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H11-005-4601-02

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire du bâtiment sis au 12153, rue Parent à Montréal a manifesté le désir d'acquérir la ruelle riveraine à sa propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée, à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C annexés est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (17).
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de la ruelle, aujourd'hui connue comme étant les numéros de lots 5 220 629 à 5 220 645 du cadastre du Québec. Au moins les deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, il n'y a que trois (3) propriétaires qui n'ont pas répondu à cette pétition et un (1) qui a refusé.

Une action est requise pour permettre la fermeture de dix-sept (17) lots identifiés, sur le plan numéro T-89 Pointe-aux-Trembles ci-joint, comme domaine public, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes des actes suivants :

Pour l'ancien lot (ruelle) 1 261 026 (180-Ptie) :

> Suivant un acte de cession intervenu devant M^{e} Joseph-Clément Victorien, Roy, notaire, le 1er octobre 1918 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 8 novembre 1918, sous le numéro 367989.

Pour les anciens lots (ruelle) 1 261 027 (177-Ptie) et 1 260 732 (177-Ptie) :

> Suivant un acte de cession intervenu devant M^{e} Joseph-Clément Victorien, Roy, notaire, le 14 novembre 1916 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 28 novembre 1916, sous le numéro 332417.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 5 220 629 à 5 220 645 du cadastre du Québec et créer une servitude à des fins d'utilités publiques sur les lots 5 220 629 à 5 220 634 et 5 220 639 à 5 220 645 du cadastre du Québec, délimitée par les lettres CDEFGHJKLQRC, tel qu'identifiés au plan T-89 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, n° de dossier 21266, en date du 15 janvier 2013, sous le n°1399 de ses minutes.

JUSTIFICATION

Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.
Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

En conséquence et en tenant compte que l'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, Direction principale, de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Daniel DESHAIES)

Avis favorable :
Sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Stéphane ROBITAILLE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-12-11

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514-872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514-872-2125

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H11-005-4601-02

RÉSUMÉ DE TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Résumé de transaction immobilière 08-0065-S.doc

PLANS A, B, C ET P

5-4601-2A.pdf5-4601-2B.pdf5-4601-2C.pdf5-4601-2.doc

PÉTITION

Formulaires de pétition (17 riverains).pdf

DESCRIPTION TECHNIQUE PLAN T-89 POINTE-AUX-TREMBLES

Description technique Plan T-89 PAT.pdf Plan T-89 PAT 21266-1D.pdf

COMPILATION PÉTITION

Compilation pétition 13e-14e Ave-rue Parent # 08-0065.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514-872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de sommaire GDD : 1134386002 / Mandat 08-0065-S

Description de la transaction :

- Type de transaction : Règlement de fermeture de ruelle selon les articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal
- Localisation : Ruelle située dans le quadrilatère de la rue Parent, la 13e Avenue, De La Gauchetière et la 14e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- Lots : 5 220 629 à 5 220 645 du cadastre du Québec
- Superficie à transférer : 783,7 m² (8 436 pi²)
- Zonage : Habitation
- Particularité : Ruelle non ouverte à la circulation et déjà intégrée aux propriétés riveraines, en plus d'être jugée non requise par l'Arrondissement.

Requérant : Ville de Montréal

Acquéreurs : Tous les propriétaires riverains (17)
Voir tableau de compilation

Prix de cession: Sans considération monétaire

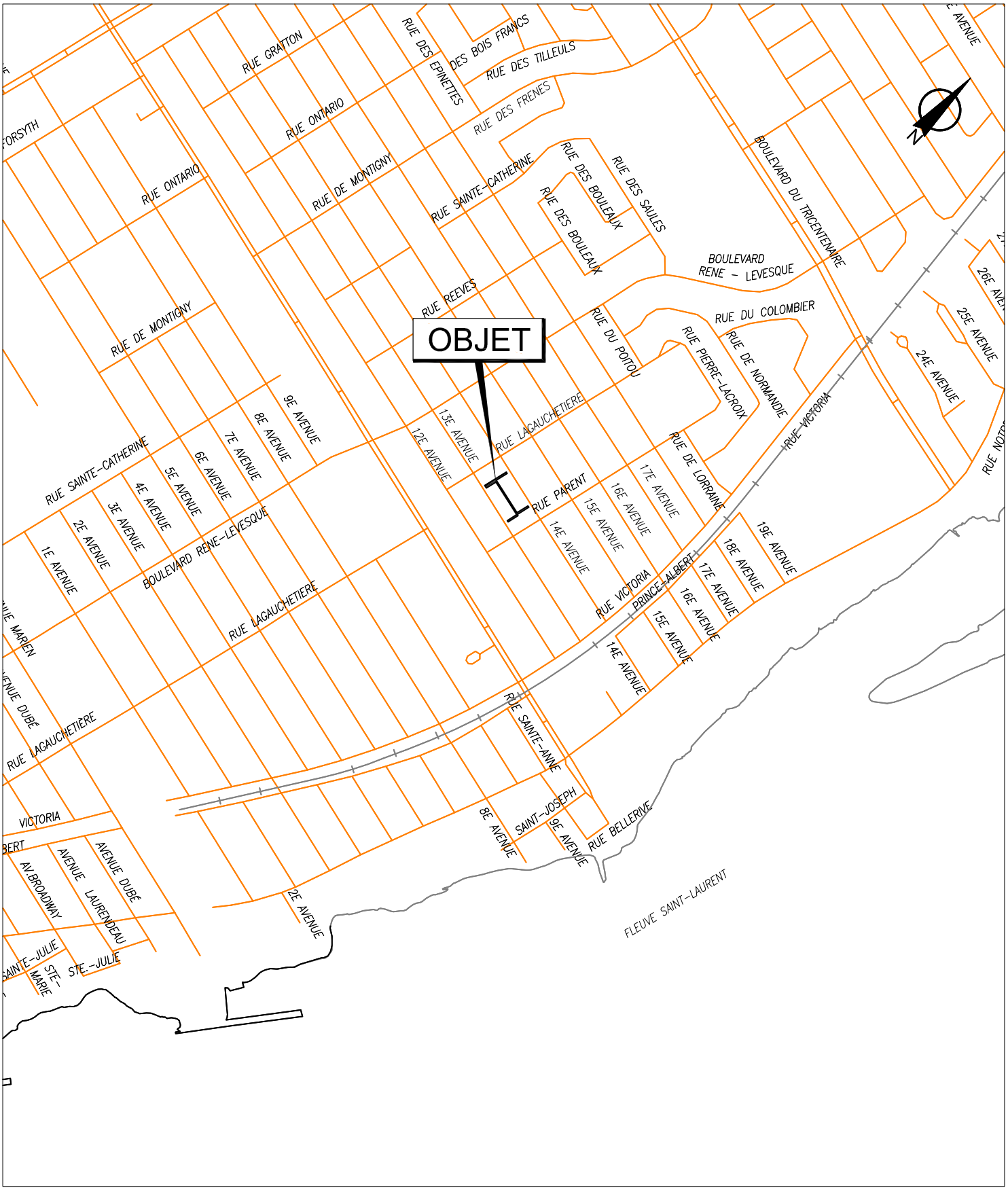
Juste valeur marchande : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier : Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas – domaine public

Raison du prix de vente : Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Jocelyne Boulanger	Téléphone : 2-2009	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-3015	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____



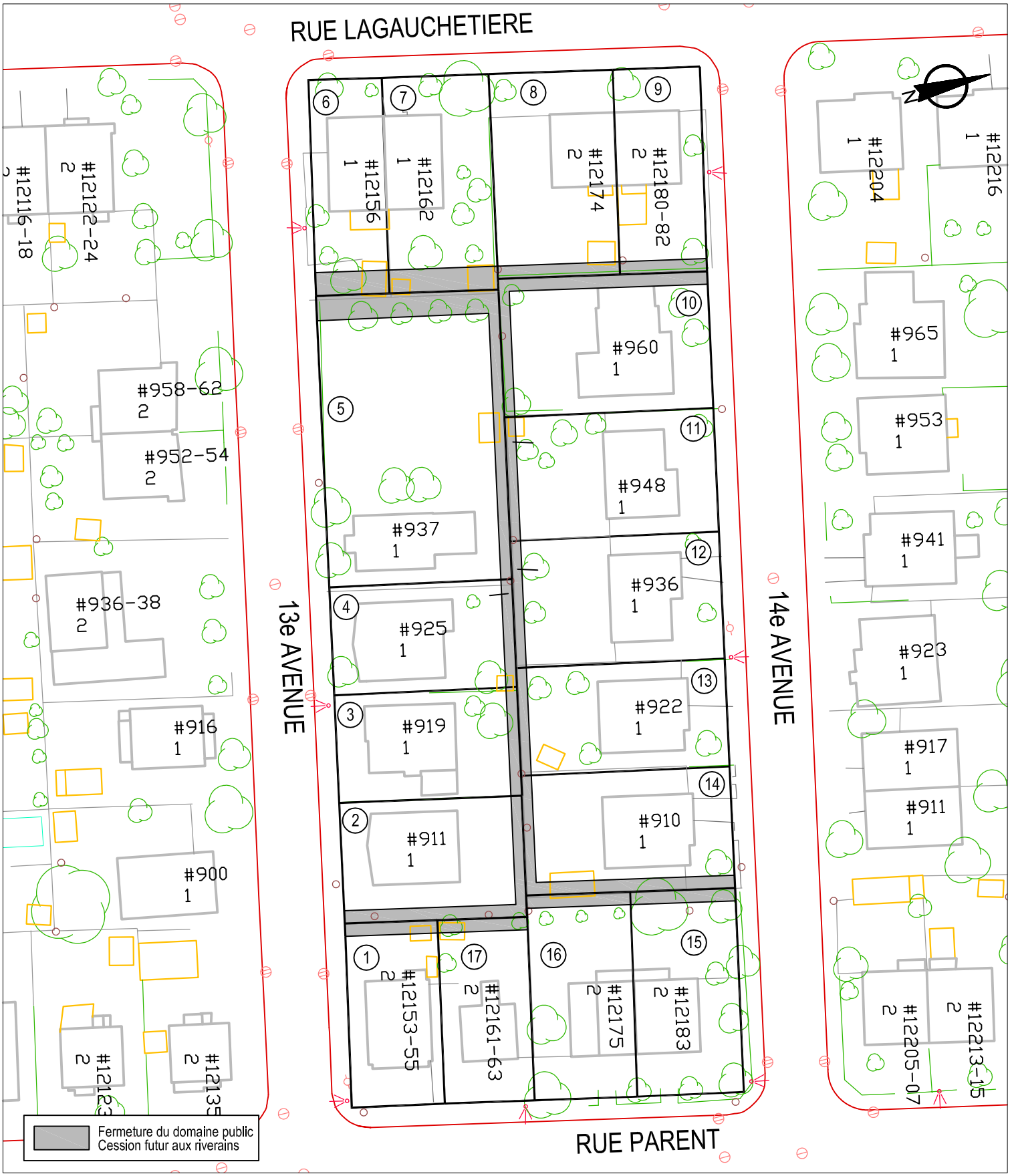
SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 12-10-26
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 01-06-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

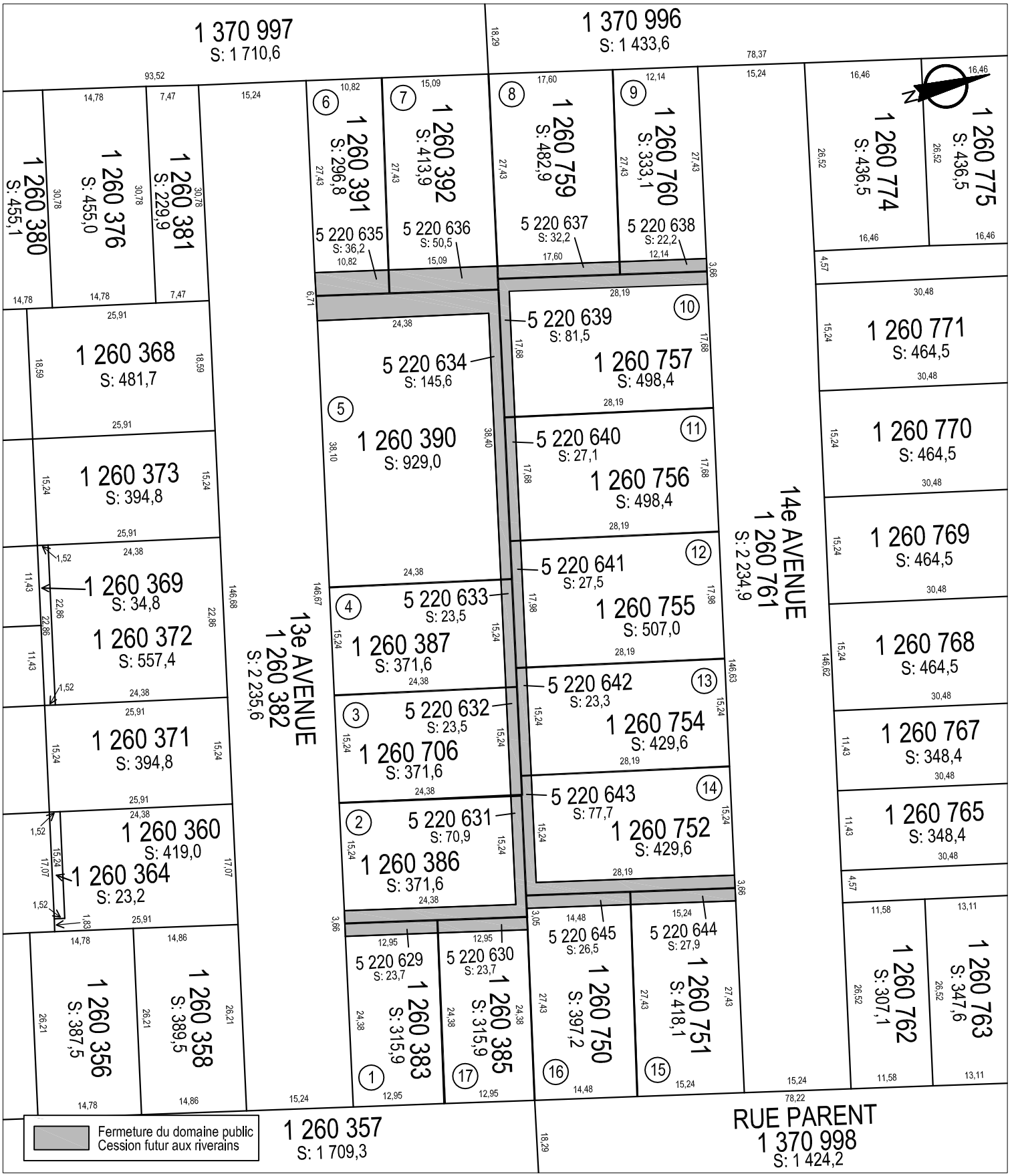


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H11-005-4601-02
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 01-10-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H11-005-4601-02
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 01-10-13

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Plan P : photo aérienne
Dossier : 12-10-26
Dessinateur : CL
Date : 01-10-13

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
1	Sacha Sylvain Monsieur Sacha Sylvain 12153, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2 Tél. : 514-609-3000 Compte de taxes 805272-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 12153, rue Parent. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
2 Yvette Fortin C.S.J.B. Madame Yvette Fortin 911-13e avenue 911, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4 Tél. : 514-645-7989 Compte de taxes 806142-00	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 911, 13e Avenue. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
3 Adrien Verreault Monsieur Adrien Verreault 919, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4 Tél. : 514-645-3595 Compte de taxes 806143-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 919, 13e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
4	Madame Perle Courchesne Monsieur Christian Labelle 925, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4 Tél. : _____ Compte de taxes 806144-00	☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 925, 13e Avenue. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	**Partage selon les limites de terrains proposées**
5	Adrien Daviault Monsieur Adrien Daviault 937, 13 Avenue Montréal (Québec) H1B 3V4 Tél. : 514-645-1718 Compte de taxes 860145-00	☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 937, 13e Avenue. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
6	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, 12156, rue De La Gauchetière.
Sylvie Marcoux Madame Sylvie Marcoux 12156, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5 Tél. : (514) 645-1179 Compte de taxes 805299-00	☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
7	Denise Laurion Madame Denise Laurion 12162, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5 Tél. : 514-645-7145 Compte de taxes 805300-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 12162, rue De La Gauchetière. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
9	

Ghertha Robillard
Madame Ghertha Robillard

12180, rue De La Gauchetière
Montréal (Québec) H1B 2K5

Tél. : 438-333-1748
Compte de taxes 805302-00

☐ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 12180, rue De La Gauchetière.

☒ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété.

☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
10 Ginette Coolidge Madame Ginette Coolidge José Cabrera Monsieur Jose Adan Cabrera 936, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2 Tél. : 514-352-4641 Compte de taxes 806223-00	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 960, 14e Avenue. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

514- 280-3825

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
12	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 936, 14e Avenue.
Lucie Millette Madame Lucie Millette Yvon Beaudet Monsieur Yvon Beaudet 936, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2 Tél. : 514- 645-0932 Compte de taxes 806221-00	☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
14 France Lefebvre Madame France Lefebvre Luc Patenaude Monsieur Luc Patenaude 910, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2 Tél. : 514-645-1608 Compte de taxes 806219-00	☑ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 910, 14e Avenue. ☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
15	☒ Nous désirons acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de notre terrain, au 12183, rue Parent.
Lise Paquette Madame Lise Paquette Marc Portelance Monsieur Marc Portelance 238, rue Robert-Cliche Le Gardeur (Québec) Tél. (450) 582 5247 Compte de taxes 805275-00	☐ Nous refusons la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à notre propriété. ☐ Nous n'avons pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonçons à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que nous possédons dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
16	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 12175, rue Parent.
Monsieur Pierre Paul Armstrong 786, rue de Boulogne Repentigny (Québec) J6A 7T8 Tél. : 450-585-6980 Compte de taxes 805274-00	☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Montréal

Service de la concertation et des arrondissements
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section des services immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A10.25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Linda Barker, responsable du dossier (514-872-7185)

FORMULAIRE DE PÉTITION

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 12-10-26

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec le 8 octobre 1998 : Lots 1 261 026, 1 261 027 et 1 260 732 situés dans le quadrilatère formé par la rue Parent, la 13e avenue, la rue De La Gauchetière et la 14e avenue, telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites de terrains proposées
17 Monsieur Jean Carle Dansereau 12161, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2 Tél. : Compte de taxes 805273-00 Jean Carle Dansereau	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 12161, rue Parent. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, que je possède dans les ruelles constituées des lots 1 261 026, 1 261027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	LES LOTS 5 220 629, 5 220 630, 5 220 631, 5 220 632, 5 220 633, 5 220 634, 5 220 635, 5 220 636, 5 220 637, 5 220 638, 5 220 639, 5 220 640, 5 220 641, 5 220 642, 5 220 643, 5 220 644 ET 5 220 645
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ce bien-fonds, situé au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, est identifié par les lettres ABCDEFGHJKLMNPA sur le plan T-89 Pointe-aux-Trembles préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 1er mai 2013.

Ils se décrivent comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT VINGT-NEUF (5 220 629), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et sept dixièmes (23,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

2.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE (5 220 630), dudit cadastre :

/2

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et sept dixièmes (23,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

3.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE ET UN (5 220 631), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie soixante-dix mètres carrés et neuf dixièmes (70,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

4.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-DEUX (5 220 632), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et cinq dixièmes (23,5 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

5.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-TROIS (5 220 633), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

/3

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et cinq dixièmes (23,5 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

6.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-QUATRE (5 220 634), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie cent quarante-cinq mètres carrés et six dixièmes (145,6 m²).

Une partie de ce lot devra être grevée d'une servitude à des fins de télécommunications. Elle se décrit comme suit :

Une partie du lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-QUATRE (5 220 634 ptie), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, par les lots 5 220 639, 5 220 640 et 5 220 641;
- Vers l'est, par le lot 5 220 633;
- Vers le sud, par le lot 1 260 390 et la partie restante dudit lot 5 220 634;
- Vers l'ouest, par le lot 5 220 636;

/4

MESURANT :

- Vers le nord et le sud, quarante et un mètres et soixante-seize centièmes (41,76 m);
- Vers l'est et l'ouest, un mètre et cinquante-trois centièmes (1,53 m);

contenant en superficie soixante-trois mètres carrés et neuf dixièmes (63,9 m²).

7.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-CINQ (5 220 635), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-six mètres carrés et deux dixièmes (36,2 m²).

8.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-SIX (5 220 636), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie cinquante mètres carrés et cinq dixièmes (50,5 m²).

9.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-SEPT (5 220 637), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-deux mètres carrés et deux dixièmes (32,2 m²).

10.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-HUIT (5 220 638), dudit cadastre :

/5

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-deux mètres carrés et deux dixièmes (22,2 m²).

11.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-NEUF (5 220 639), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre-vingt-un mètres carrés et cinq dixièmes (81,5 m²).

Une partie de ce lot devra être grevée d'une servitude à des fins de télécommunications. Elle se décrit comme suit :

Une partie du lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE-NEUF (5 220 639 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, par le lot 1 260 757;
- Vers l'est, par le lot 5 220 640;
- Vers le sud, par le lot 5 220 634;
- Vers l'ouest, par la partie restante dudit lot 5 220 639;

MESURANT :

- Vers le nord, dix-sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (17,82 m);
- Vers l'est, un mètre et cinquante-deux centièmes (1,52 m);
- Vers le sud, dix-huit mètres et treize centièmes (18,13 m);

/6

- Vers l'ouest, un mètre et quatre-vingt-trois centièmes (1,83 m);

contenant en superficie vingt-sept mètres carrés et trois dixièmes (27,3 m²).

12.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE (5 220 640), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;
contenant en superficie vingt-sept mètres carrés et un dixième (27,1 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

13.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN (5 220 641), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;
contenant en superficie vingt-sept mètres carrés et cinq dixièmes (27,5 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

14.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX (5 220 642), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;
contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et trois dixièmes (23,3 m²).

/7

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

15.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE-TROIS (5 220 643), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie soixante-dix-sept mètres carrés et sept dixièmes (77,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

16.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE-QUATRE (5 220 644), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-sept mètres et neuf dixièmes (27,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

17.- Le lot CINQ MILLIONS DEUX CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE-CINQ (5 220 645), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-six mètres carrés et cinq dixièmes (26,5 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications

/8

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le premier jour du mois de mai de l'an deux mil treize sous le numéro 1413 de mes minutes au dossier 21266-1 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

/cc

Dossier : 21266-1

Copie conforme à l'original
Montréal, le 13 mai 2013

Arpenteur(e)-géomètre

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée des lots 1 261 026 , 1 261 027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, située dans le quadrilatère borné par la rue Parent, la 13e Avenue, la rue de la Gauchetière et la 14e Avenue, telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C ci-joints.

DOSSIER : 31H11-005-4601-02 (# 08-0065-S)

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre(s) de la propriété	Propriété transférée No de lot(s)	Superficie(s) acquise(s)	No rôle foncier	Frontage	Signatures conformes
1	Monsieur Sacha Sylvain 12153, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	12153, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	1 260 383	5 220 629	1.83 x 12.96 = 23.7 m²	805272-00	12.96 m	X
2	Madame Yvette Fortin 911, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	911, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	1 260 386	5 220 631	1.83 x 24.38 + 1.53 x15.36=70.9 m²	806142-00	39.74 m	X
3	Monsieur Adrien Verreault 919, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	919, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	1 260 706	5 220 632	1.53 x 15.36 = 23.5 m²	806143-00	15.36 m	X
4	Madame Perle Courchesne Monsieur Christian Labelle 925, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	925, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3W4	1 260 387	5 220 633	1.53 x 15.36 = 23.5 m²	806144-00	15.36 m	X
5	Monsieur Adrien Daviault 937, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3V4	937, 13e Avenue Montréal (Québec) H1B 3V4	1 260 390	5 220 634	1.53 x 38.40 + 3.36 x 24.38 = 145.6 m²	860145-00	62.78 m	X
6	Madame Sylvie Marcoux 12156, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	12156, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	1 260 391	5 220 635	3.35 x 10.82 = 36.2 m²	805299-00	10.82 m	X
7	Madame Denise Laurion 12162, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	12162, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	1 260 392	5 220 636	3.35 x 15.08 = 50.5 m²	805300-00	15.08 m	X

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée des lots 1 261 026 , 1 261 027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, située dans le quadrilatère borné par la rue Parent, la 13e Avenue, la rue de la Gauchetière et la 14e Avenue, telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C ci-joints.

DOSSIER : 31H11-005-4601-02 (# 08-0065-S)

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre(s) de la propriété	Propriété transférée No de lot(s)	Superficie(s) acquise(s)	No rôle foncier	Frontage	Signatures conformes
8	Monsieur André Beauséjour 12174, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	12174, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	1 260 759	5 220 637	1.83 x 17.59 = 32.2 m²	805301-00	17.59 m	**Pas de réponse**
9	Madame Ghertha Robillard 12180, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	12180, rue De La Gauchetière Montréal (Québec) H1B 2K5	1 260 760	5 220 638	1.83 x 12.14 = 22.2 m²	805302-00	12.14 m	**Refus**
10	Madame Ginette Coolidge Monsieur Jose Adan Cabrera 960, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	960, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	1 260 757	5 220 639	1.52 x 17.82 + 1.83 x 28.19 = 81.5 m²	806223-00	46.01 m	**X**
11	Madame Josée Proulx Monsieur François Bernier 948, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	948, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	1 260 756	5 220 640	1.52 x 17.82 = 27.1 m²	806222-00	17.82 m	**Pas de réponse**
12	Madame Lucie Millette Monsieur Yvon Beaudet 936, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	936, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	1 260 755	5 220 641	1.52 m x 18.12 = 27.5 m²	806221-00	27.5 m	**X**
13	Madame Sylvie Duhamel Monsieur Luc Sauvé 922, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	922, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	1 260 754	5 220 642	1.52 x 15.36 = 23.3 m²	806220-00	15.36 m	**Pas de réponse**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée des lots 1 261 026 , 1 261 027 et 1 260 732 du cadastre du Québec, située dans le quadrilatère borné par la rue Parent, la 13e Avenue, la rue de la Gauchetière et la 14e Avenue, telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C ci-joints.

DOSSIER : 31H11-005-4601-02 (# 08-0065-S)

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre(s) de la propriété	Propriété transférée No de lot(s)	Superficie(s) acquise(s)	No rôle foncier	Frontage	Signatures conformes
14	Madame France Lefebvre Monsieur Luc Patenaude 910, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	910, 14e Avenue Montréal (Québec) H1B 3T2	1 260 752	5 220 643	1.83 x 28.19 + 1.52 x 15.36 = 77.7 m²	806219-00	43.55 m	X
15	Madame Lise Paquette Monsieur Marc Portelance 238, rue Robert-Cliche Le Gardeur (Québec) J5Z 5E7	12183, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	1 260 751	5 220 644	1.83 x 15.24 = 27.9 m²	805275-00	15.24 m	X
16	Monsieur Pierre Paul Armstrong 786, rue de Boulogne Repentigny (Québec) J6A 7T8	12175, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	1 260 750	5220 645	1.83 x 14.48 = 26.5 m ²	805274-00	14.48 m	X
17	Monsieur Jean Carle Dansereau 12161, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	12161, rue Parent Montréal (Québec) H1B 2M2	1 260 385	5 220 630	1.83 x 12.95 = 23.7 m²	805273-00	12.95 m	X

Superficie totale à transférer aux propriétaires riverains : 783,7 m^2

Nombre total de propriétaires : 17
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) : 12
Nombre de signatures conformes obtenues : (76,5 %) : 13

Frontage total sur ruelle : 385,36 mètres linéaires
Frontage minimum requis (66,6 %) : 256,65 mètres linéaires
Frontage sur ruelle obtenu : (83,7 %) : 322,45 mètres linéaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1134386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H11-005-4601-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement à être soumis aux autorités municipales pour approbation.

Règlement fermeture et transfert ruelle.doc

(13-003940)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-18

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
14-

REGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUEE AU NORD DE LA 13e AVENUE ENTRE LA RUE PARENT ET LA RUE DE LA GAUCHETIERE, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIETAIRES RIVERAINS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIERE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ;

À la séance du 2014, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 5 220 629, 5 220 630, 5 220 631, 5 220 632, 5220 633, 5 220 634, 5 220 635, 5 220 636, 5 220 637, 5 220 638, 5 220 639, 5 220 640, 5 220 641, 5 220 642, 5 220 643, 5 220 644 et 5 220 645 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 260 383, 1 260 386, 1 260 706, 1 260 387, 1 260 390, 1 260 391, 1 260 392, 1 260 759, 1 260 760, 1 260 757, 1 260 756, 1 260 755, 1 260 754, 1 260 752, 1 260 751, 1 260 750 et 1 260 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan T-89 Pointe-aux-Trembles.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. Une partie de l'emprise de cette ruelle composée des lots 5 220 629, 5 220 630, 5 220 631, 5 220 632, 5 220 633, 5 220 634 Ptie, 5 220 639 Ptie, 5 220 640, 5 220 641, 5 220 642, 5 220 643, 5 220 644 et 5 220 645 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres CDEFGHJKLQRC sur le plan T-89 Pointe-aux-Trembles, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de transport d'énergie, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. Le propriétaire des lots riverains auxquels cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE

PLAN T-89 POINTE-AUX-TREMBLES

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2014.

4041

14E AVENUE
1 260 761

13E AVENUE
1 260 382

RUE DE LA GAUCHETIÈRE

RUE PARENT

1 370 996

1 370 997

1 370 998

1 260 357

1 260 760

1 260 759

1 260 392

1 260 391

1 260 757

1 260 756

1 260 755

1 260 754

1 260 752

1 260 751

1 260 750

1 260 390

1 260 387

1 260 706

1 260 386

1 260 385

1 260 383

alignement de rue

alignement de rue

alignement de rue

alignement de rue

A B C D E F G H J K L M N P Q R S T U

⑩ 5 220 638 S=22,2m²

⑨ 5 220 637 S=32,2m²

⑪ 5 220 639 S=81,5m²

5 220 639 ptie S=27,3m²

⑫ 5 220 640 S=27,1m²

⑬ 5 220 641 S=27,5m²

⑭ 5 220 642 S=23,3m²

⑮ 5 220 643 S=77,7m²

⑯ 5 220 644 S=27,9m²

⑰ 5 220 645 S=26,5m²

5 220 634 ptie S=63,9m²

⑧ 5 220 636 S=50,5m²

⑥ 5 220 634 S=145,6m²

⑦ 5 220 635 S=36,2m²

⑤ 5 220 633 S=23,5m²

④ 5 220 632 S=23,5m²

③ 5 220 631 S=70,9m²

② 5 220 630 S=23,7m²

① 5 220 629 S=23,7m²

ST:19,65 RT:18,13 QG:41,76 MU:38,40

code du microfilm

A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Les lots 5 220 629 à 5 220 645

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord de la
13E AVENUE
entre la
RUE PARENT
et la
RUE DE LA GAUCHETIÈRE

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:

5 220 630
1 260 385
RUE PARENT

FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDEFGHJKLMNPA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Les biens-fonds indiqués par les lettres CDEFGHJKLQRC devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 1 mai 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____

Préparé par: _____
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1413 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuille(s) cartographique(s) 31H11-010-2301 Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21266-1 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº T-89 POINTE-AUX-TREMBLES

21266-1D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1134386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord de la 13e Avenue entre la rue Parent et la rue De La Gauchetière, aux fins de transfert aux propriétaires riverains dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ». N/Réf. : 31H11-005-4601-02

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la Géomatique est en accord avec le retrait du domaine public comme ruelles des lots 5 220 629 à 5 220 645 du cadastre du Québec en vue de leur transfert.
Il n'y a aucune infrastructure municipale sur ou sous les lots concernés.
On retrouve un réseau de télécommunication sur les lots 5 220 629 à 5 220 633, 5 220 640 à 5 220 645 et une partie des lots 5 220 633, 5 220 639 du cadastre du Québec. Ces lots et parties de lots doivent être grevés de servitudes à des fins de télécommunication et ce tel qu'indiqué par les lettres CDEFGHJKLQRC au plan T-89 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier arpenteure-géomètre à notre Division, en date du 01 mai 2013 sous le numéro 1413 de ses minutes.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie BLAIS
Ingénieure
Tél : 514 872-2960

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-02-19

Daniel BROUSSEAU
Chef de section
Tél : 514 872-4036
Division : Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146659002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Henri-Bourassa Est et de la rue Saint-Patrick.

Il est recommandé:
d'adopter le règlement intitulé «Règlement modifiant le *règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments* (R.R.V.M., chapitre S-6.01) afin d'y ajouter une partie du boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord et une partie de la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest.»

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2014-03-03 15:48

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1146659002**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Henri-Bourassa Est et de la rue Saint-Patrick.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur le boulevard Henri-Bourassa Est, aux alentours de l'intersection du boulevard Pie-IX dans l'arrondissement de Montréal-Nord, et sur la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer dans l'arrondissement du Sud-Ouest.
Le projet consiste à l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications sur les tronçons de rue mentionnés ci-dessus.

Le projet du secteur de la rue Saint-Patrick fait partie des dossiers autorisés par le comité exécutif dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km) intervenue entre la Ville et Hydro-Québec (voir sommaire décisionnel 1120810001).Le secteur du boulevard Henri-Bourassa Est n'en fait pas partie

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

Ce règlement a été modifié à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CE12 1027 (1120810001) : Approuver les programmations relatives à des travaux de construction et d'enfouissement dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km);
Résolution CM 13 0352 (1120443019) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Saint-Baptiste et des rues Bellerive, Notre-Dame Est et Sainte-Anne (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolution CG13 0141 (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolution CG12 0374 (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont-La Petite-Patrie);

Résolution CM12 0861 (1111984010) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève);

Résolution CM11 0381 (1114642004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Est (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolutions CM09 0695 et CM10 0800 (1093809001 et 1103809002) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal);

Résolutions CM07 0695 et CE08 2188 (1073261004 et 1083261006) : Adopter un règlement modifiant R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure le projet d'enfouissement des fils sur les rues aux abords de la Maison Saint-Gabriel (Sud-Ouest);

Résolution CM05 0138 (1043093003) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure la partie de la rue de l'Église (Verdun).

DESCRIPTION

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur des tronçons du boulevard Henri-Bourassa Est, aux alentours de l'intersection du boulevard Pie-IX dans l'arrondissement de Montréal-Nord, et de la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer dans l'arrondissement du sud-Ouest. Ces projets visent plusieurs branchements privés. Certains de ces branchements visent des bâtiments commerciaux ou industriels qui sont traités dans le sommaire numéro 1146659001 car il s'agit d'une compétence d'agglomération selon le règlement RCG 09-023.

JUSTIFICATION

Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 prévoit que la Ville peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunication contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de

branchement découlant des projets pour, à toute fins utiles, assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour les raccordements est de :

- 16 550 $, toutes taxes incluses, pour le projet Henri-Bourassa Est;

- 54 500$, toutes taxes incluses, pour le projet Saint-Patrick;

Et n'est pas capitalisable. Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 est de compétence municipale.

Imputation: PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions.

2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000 :71 050$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques du boulevard Henri-Bourassa Est et de la rue Saint-Patrick contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image de leur secteur respectif

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. sont prévus être complétés au cours de l'année 2014.
Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Le propriétaire sera avisé qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement R.R.V.M. c. S-6.01. Les propriétaires devront présenter leur demande de subvention avant le 30 Juin 2015.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Normand GRAVELINE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Catherine DELISLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Chef de division

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 5143847298

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-01-16

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1146659002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Henri-Bourassa Est et de la rue Saint-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement et son annexe.

Règlement S-6.01.docANNEXE 1 S-6.01.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DELISLE
avocate
Tél : 514 872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-07

Annie GERBEAU
avocat chef de division
Tél : 514 872-0232
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (S-6.01)

Vu les articles 82 et 90 de l´annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXXXX, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M., chapitre S-6.01) est modifié par l'ajout, après l'article 16, des articles suivants :

« **17.** Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Montréal-Nord, sur le boulevard Henri-Bourassa Est, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe H, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe H en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus à l'annexe H;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

18. Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, sur les rues Saint-Patrick, du Canal et de LaPrairie, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe I, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe I en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus à l'annexe I;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe G, des annexes H et I jointes en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1
ANNEXE H – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD HENRI-BOURASSA EST

ANNEXE I – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-PATRICK

Ce règlement a été promulgué par l'avis affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD : 1146659002

XX-XXX/2

ANNEXE 1

« ANNEXE H

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD HENRI-BOURASSA EST, ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD

N° Civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
3965	Henri-Bourassa Est	3 850,00 $
4031-4035	Henri-Bourassa Est	5 000,00 $
4041	Henri-Bourassa Est	3 850,00 $
4045	Henri-Bourassa Est	3 850,00 $
TOTAL		**16 550,00 $**

ANNEXE I

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-PATRICK, ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST

N° Civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
1788	du Canal	14 300,00 $
1790	du Canal	13 800,00 $
2166-2172	Saint-Patrick (incluant le 1391-95, rue de LaPrairie)	1 300,00 $
2460-2462	Saint-Patrick	4 800,00 $
2485-2491	Saint-Patrick	20 300,00 $
TOTAL		**54 500,00 $**

»

GDD : 1146659002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146659002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Henri-Bourassa Est et de la rue Saint-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) :

· d'adopter un projet de règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin d'y ajouter le projet d'une partie du boulevard Henri -Bourassa Est et une partie de la rue Saint -Patrick,

· d'autoriser un virement de compétence locale de 54 500 $ (*toutes taxes incluses*) pour l'année 2014 relatif à des subventions pour le raccordement des bâtiments résidentiels ou mixtes pour le projet Saint -Patrick dans le cadre des travaux de construction et d'enfouissement des réseaux câblés de l'entente 83/89 avec l'Hydro - Québec sur la distance résiduelle d'environ 7,8 kilomètres.

· d'autoriser une imputation de compétence locale de 16 550 $ (*toutes taxes incluses*) pour l'année 2014, relatif à des subventions pour le raccordement des bâtiments résidentiels ou mixtes pour le projet Henri -Bourassa Est, au budget de la CSEM dédié au programme d'aide et de subvention de son programme d'élimination des poteaux (PEP),

Les crédits de 54 500 $ (*toutes taxes incluses*) pour le projet Saint -Patrick est conforme à l'entente 83/89 avec Hydro-Québec pour les subventions relatives au projet résiduel de 7,8 km. Ces crédits proviendront d'un budget prévu dans les dépenses communes pour les subventions relatives au projet résiduel de 7,8 km de l'entente 83/89 avec Hydro-Québec et relativement au raccordement du service électrique de certains bâtiments

Malgré le projet Henri -Bourassa Est ne concerne pas l'entente de 7,8 km avec l'Hydro - Québec, la CSEM possède les crédits de 16 550 $ (*toutes taxes incluses*) à même sa base budgétaire pour son programme de subvention au raccordement des fils dans le cadre des travaux de construction et d'enfouissement des réseaux câblé

Les projets Saint -Patrick et Henri -Bourassa Est n'exercera aucune pression sur le cadre financier de la Ville pour l'année 2014 puisque les crédits sont prévus au budget des dépenses communes et de la CSEM.

Les subventions pour les branchements dédiées aux bâtiments résidentiels ou mixtes sont considérées de compétence municipale selon règlement R.R.V.M. c. S-6.01.

Information budgétaire et comptable

Un engagement de gestion **no CC46659002** au montant de 71 050 $ a été pris aux comptes suivants :

2101.0010000.200212.01819.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 54 500 $
2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000.00000 16 550 $

Un virement de crédits de **54 500 $** sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** aux comptes suivants :

Provenance :
2101.0010000.200212.01819.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 54 500 $
Montant local - réservé pour le programme d'élimination des poteaux (PEP)

Destination :
2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000.00000 54 500 $
Montant locale - PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions

Imputation :
2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000.00000 71 050 $
Montant locale - PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions

---

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Normand GRAVELINE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5900

Co-auteur:

Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Corporatif
Tél.:514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-19

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-8440

Division : Direction des opérations budgétaires et comptables - Corporatifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1140498002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (14-006), aux fins d'y ajouter un tarif visant les demandes de subventions présentées en vertu du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006).

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (14-006), aux fins d'y ajouter un tarif visant les demandes de subventions présentées en vertu du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006).

Signé par Danielle CÉCILE **Le** 2014-03-31 17:46

Signataire : Danielle CÉCILE

Directrice - habitation
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140498002**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (14-006), aux fins d'y ajouter un tarif visant les demandes de subventions présentées en vertu du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2003, la Ville de Montréal accorde des subventions dans le cadre du «Programme de rénovation à la carte», en vertu du *Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés* (03-006). Ce règlement prévoit à son article 6 que le requérant doit acquitter pour l'étude de sa demande un montant fixé par le *Règlement annuel sur les tarifs* .
Ce tarif a été omis par erreur lors de l'adoption de ce dernier règlement pour l'exercice financier 2014 (14-006). Le présent sommaire a pour but de corriger cette omission.

Le Programme de rénovation à la carte offre aux propriétaires une aide financière pour leur permettre de rénover ou de remplacer certaines composantes extérieures ou intérieures de leur bâtiment résidentiel ou mixte. En 2013, 880 logements ont été rénovés grâce à ce programme représentant 4,3 M $ de subventions, financé à parts égales par la Ville et la Société d'habitation du Québec dans le cadre du Programme Rénovation Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0184 – 24 février 2014 - Adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014)
CM12 1128 – 17 décembre 2012 - Adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2013)

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'apporter une modification au *Règlement sur les tarifs* pour y ajouter un article relatif au tarif 2014. Il est à noter que le tarif demeure inchangé par rapport à celui de 2013. La tarification perçue est de 256 $ pour l'étude d'une demande de subvention, plus 46 $ par logement, sans excéder 1 228 $.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire de reconduire ce tarif omis par erreur mais qui figure dans les règlements annuels sur les tarifs depuis 2003. La perception de frais d'études couvre une partie des

coûts encourus par la Ville pour l'étude de la demande de la subvention.
L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale L.R.Q., c. F-2.1, indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que ses biens, services ou activités, en totalité ou en partie, soient financés au moyen d'un mode de tarification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de l'habitation prévoit en 2014 des revenus de 135 000 $ provenant de frais d'étude de dossiers dans le cadre des différents programmes de subventions à la rénovation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce tarif est prévu à l'article 6 du Règlement 03-006.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour le présent sommaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514-872-8237
Télécop. : 514 872-3883

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1140498002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (14-006), aux fins d'y ajouter un tarif visant les demandes de subventions présentées en vertu du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

ci-joint, un projet de règlement:

AML-1140498002 Règl modif règle tarifs demandes subventions 03-006 20140326.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2014)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014), (14-006) est modifié par l'insertion, après l'article 12, de l'article suivant :

« **12.1** Aux fins du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour des travaux mineurs (03-006), il sera perçu : 256,00 $ pour l'étude d'une demande de subvention, plus 46,00 $ par logement, sans excéder : 1 228,00 $ »

2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

GDD1140498002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.09

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1140196001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

Il est recommandé :
d'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation des travaux ciblés (03-006), afin de poursuivre la mise en oeuvre du Plan de fidélisation des familles.

Signé par Danielle CÉCILE **Le** 2014-04-08 11:23

Signataire : Danielle CÉCILE

Directrice - habitation
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140196001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03 -006) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

CONTENU

CONTEXTE

En août 2013, le Comité exécutif a adopté le *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* afin de soutenir les familles qui désirent demeurer à Montréal. Il comprend 4 axes :

· Axe 1 – Influencer le choix d'un plus grand nombre d'acheteurs
· Axe 2 – Stimuler la construction de produits répondant aux besoins des familles
· Axe 3 – Aménager des quartiers où il fait bon vivre et grandir
· Axe 4 – Promouvoir Montréal : vivre et grandir à Montréal

Afin de mettre en oeuvre ce plan, le programme *Habitations urbaines pour familles* a été relancé en septembre 2013. Dans la continuité de cette mise en oeuvre, la Direction de l'habitation propose maintenant de modifier le programme *Rénovation à la carte* en élargissant l'admissibilité des familles.

Le présent sommaire décisionnel est présenté en même temps que les dossiers 1146705001 et 1140196002, sur les programmes *Accession à la propriété* et *Rénovation résidentielle majeure,* également dans le cadre du Plan de fidélisation. Au cours des quatre prochaines années, d'autres mesures pourront être soumises aux instances municipales, dont une stratégie de communication à l'automne 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1314 – 21 août 2013. Relance du programme *Habitations urbaines* pour familles afin de répondre aux orientations du *P lan de fidélisation des familles* (1133227001);
CE13 1289 – 21 août 2013. Approbation du Plan de fidélisation des familles 2014-2017 (1130631001);

CM12 0896 – 22 octobre 2012. Déclaration du conseil municipal pour le renforcement et l'instauration de mesures visant la fidélisation des familles à Montréal;

CM10 0802 – 26 octobre 2010. Introduction de la mesure d'accès facilité au programme *Rénovation à la carte* pour les familles bénéficiaires du programme Accession à la propriété (1100196001);

CM03 0045 – 27 janvier 2003. Adoption du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour des travaux mineurs (03-006) (1020602010).

DESCRIPTION

Les modifications suivantes sont proposées au *Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés* . À noter que ce règlement se traduit par le programme intitulé *Rénovation à la carte.*
Élargir la typologie des bâtiments admissibles : ajouter la maison unifamiliale aux types d'immeubles déjà admissibles au programme *Rénovation à la carte,* ce qui permettra aux familles bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* qui achètent ce type de propriété de bénéficier d'un accès facilité à l'aide aux rénovations. Rappelons que les bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* (volet Existant) sont admissibles au programme *Rénovation à la carte* partout sur le territoire de la Ville de Montréal sans égard à la valeur foncière de leur bâtiment.

Allonger la période d'admissibilité à l'accès facilité au programme *Rénovation à la carte* pour les familles bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* en faisant passer la période pour bénéficier de cet accès facilité de 3 à 5 ans après l'achat.

Élargir la clientèle admissible à l'accès facilité au programme *Rénovation à la carte* en permettant aux familles avec enfant(s) de moins de 18 ans, qui n'ont pas bénéficié du programme *Accession à la propriété* mais sont propriétaires-occupants d'une maison unifamiliale, d'un duplex ou d'un triplex situé à l'intérieur d'un secteur désigné, d'être admissibles. Cette mesure s'applique quels que soient la valeur foncière et le statut des propriétaires-occupants (1er acheteur, acheteur expérimenté, déjà propriétaire au moment de l'entrée en vigueur des changements).

Accès facilité pour les familles au programme *Rénovation à la carte*
*(**Les modalités modifiées sont identifiées en gras**)*

	Modalités actuelles	**Modalités proposées**
Pour les familles ayant bénéficié du programme *Accession à la propriété* (volet Existant)	À l'intérieur ou à l'extérieur d'un secteur désigné : • Sans égard à la valeur foncière du bâtiment. • Dépôt de la demande au plus tard trois ans suivant l'achat. • Duplex et triplex	À l'intérieur ou à l'extérieur d'un secteur désigné : • Sans égard à la valeur foncière du bâtiment. • Dépôt de la demande au plus tard **cinq** ans suivant l'achat ***(si le bâtiment est situé à l'intérieur d'un secteur désigné, cette période peut être allongée tant qu'il y a un enfant de moins de 18 ans).*** • **Maison unifamiliale**, duplex et triplex.
Pour les familles n'ayant pas bénéficié du	À l'intérieur d'un secteur désigné :	À l'intérieur d'un secteur désigné :

programme *Accession à la propriété* (volet Existant)	• En tenant compte de la valeur foncière pour les catégories de bâtiment.	• **Sans égard à la valeur foncière du bâtiment pour les maisons unifamiliales, duplex et triplex tant qu'il y a un enfant de moins de 18 ans.** • En tenant compte de la valeur foncière pour les autres catégories de bâtiment.

.

JUSTIFICATION

Les sondages effectués auprès des ménages montréalais depuis 2007 font ressortir plusieurs préoccupations en lien avec les coûts associés à l'achat d'une propriété existante, au premier chef les coûts associés à la rénovation du bâtiment, mais aussi le désir d'acquérir une maison unifamiliale.

Élargir la typologie des bâtiments admissibles : ajout de l'unifamiliale

L'unifamiliale demeure une option privilégiée par de nombreux acheteurs ou futurs acheteurs. L'introduction de ce type de bâtiment résidentiel dans les catégories de bâtiments admissibles pour des rénovations, en cohérence avec l'ajout de cette catégorie de bâtiment au programme *Accession à la propriété,* permet de reconnaître cette préférence et de faciliter l'achat et la rénovation à Montréal d'une telle propriété.

Allonger la période d'admissibilité pour les bénéficiaires du programme *Accession à la propriété*

Il n'est pas toujours aisé pour un ménage qui en est à son premier achat d'investir rapidement dans des rénovations, notamment par manque d'argent. L'augmentation du délai de 3 à 5 ans après l'achat pour bénéficier de l'accès facilité au programme de rénovation majeure permettra donc aux bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* d'être admissibles plus longtemps à une aide financière, et ce, partout sur le territoire.

Élargissement de la clientèle admissible sans limite de valeur foncière dans les secteurs désignés

En assouplissant encore davantage l'accès facilité pour les familles à l'intérieur des secteurs désignés, la Direction de l'habitation souhaite aussi intervenir sur la qualité du milieu de vie (Axe 3 du Plan de fidélisation) en stimulant l'amélioration du cadre bâti dans les secteurs de la ville où les besoins sont les plus pressants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'accès élargi aux programmes de rénovation sera financé dans le cadre du programme *Rénovation Québec* (PRQ) auquel contribuent à parts égales la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ).

L'enveloppe pour la phase X (dix) du programme qui s'est terminée le 31 mars 2014 était de 17,8 M $ alors que les budgets 2011-2012 et 2012-2013 ont été chacun de 24 M$. Les échanges avec la SHQ laissent croire que le programme devrait se poursuivre pour les prochaines années et des représentations seront faites pour que le budget d'engagement alloué soit à nouveau de 24 M$, tel que prévu au budget 2014 de la Ville (budget de 23 M $ de déboursés). Les engagements peuvent être déboursés sur plusieurs années.

L'enveloppe budgétaire globale est répartie entre les différents volets du programme selon

les priorités et les besoins de la Ville. L'élargissement de l'admissibilité aux programmes ne se fera pas au détriment des autres objectifs municipaux poursuivis dans le cadre du PRQ (stabilisation des fondations, accession à la propriété, *Habitations urbaines pour familles* , bonification du logement social).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les mesures proposées respectent les actions #12 (Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique) et #13 (Aménager des quartiers durables par le biais, entre autres, du programme de financement *Quartiers 21* et en poursuivant les interventions pour améliorer le cadre de vie et la qualité résidentielle) du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'objectif du *Plan de fidélisation des familles* est de favoriser la rétention des familles tout au long de leur parcours résidentiel par des mesures correspondant aux besoins et aux souhaits exprimés par les ménages montréalais ayant au moins un enfant de moins de 18 ans ou souhaitant fonder une famille. En élargissant les clientèles et les produits admissibles à une aide financière à la rénovation, ces mesures contribuent à positionner Montréal comme un choix résidentiel encore plus attractif pour les familles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Bien que les modifications soient faites en conformité avec les modalités du programme *Rénovation Québec* (PRQ) de la SHQ, la convention signée avec la SHQ exige que les modifications soient également approuvées par celle-ci. La Société a déjà donné son approbation préliminaire aux modifications proposées.
Une campagne de publicité destinée à faire connaître aux familles les programmes disponibles est prévue pour l'automne 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (François BERGERON)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin ALAIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3454
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-06

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514-872-8237
Télécop. : 514 872-3883

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1140196001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

RepSHQ_prelim.pdfDétail des modifications

03-006 annoté (version finale).doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin ALAIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3454
Télécop. : 514-872-3883

----- Transféré par Martin ALAIN/MONTREAL le 2014-04-14 08:53 -----

De : "Nicole Bouchard" <nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca>
A : <martin.alain@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2014-04-07 09:19
Objet : RE: Rép. : Modifications aux programmes de la Ville

Bonjour monsieur Alain,

Faisant suite à notre analyse des versions des projets de règlements qui ont été soumis à la SHQ pour approbation (03-006, 03-013, 03-168), nous pouvons dire que les modifications telles que proposées sont conformes au programme cadre Rénovation Québec de la SHQ.
Nous confirmerons leur approbation dès lors que nous recevrons les résolutions et les versions finales.
Je souhaite ces informations à votre satisfaction.

Cordiales salutations.

Nicole Bouchard
Conseillère en gestion
Direction de l'amélioration de l'habitat
418 643-4035-2 poste 1263
Sans frais : 1 800 463-4315-2 # 1263
Télécopieur : (418) 528-0718
nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca

Règlement 03-006

	RÈGLEMENT ACTUEL	MODIFICATIONS PROPOSÉES
SECTION I DÉFINITIONS		
1	Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :	
	« bâtiment mixte » : un bâtiment comportant un ou plusieurs logements ou une maison de chambres, ou une combinaison de ces deux types d'habitation, ainsi que des usages autres que résidentiels;	
	« bâtiment résidentiel » : un bâtiment comportant un ou plusieurs logements ou une maison de chambres, ou une combinaison de ces deux types d'habitation, à l'exclusion de tout autre usage;	
	« Code de construction » : le chapitre I du Code de construction (R.R.Q., 1981, chapitre B-1.1, r.0.01.01) tel qu'il a été modifié par le décret numéro 872-1005, du 21 septembre 2005;	
	« chambre d'une maison de chambres » : une pièce louée ou offerte en location dans une maison de chambres, servant ou destinée à servir de domicile et comportant au plus deux des trois équipements suivants : un WC, une baignoire ou une douche, une cuisinette;	
	« conciergerie » : un bâtiment de quatre niveaux habités ou moins, sans ascenseur, avec une porte commune, construit entre 1950 et 1980 et qui peut comporter en plus de l'usage résidentiel un autre usage;	
	« coopérative d'habitation »: une coopérative régie par la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle elle doit offrir en location des logements ou des chambres à prix modéré à des personnes à faible revenu ou à des personnes handicapées, et une clause selon laquelle aucune ristourne ne peut être versée aux membres;	
	« directeur » : le directeur de la Direction de projet – Développement du logement social et abordable;	
	« ensemble immobilier » : un regroupement de bâtiments de type « conciergerie » faisant partie de la même unité d'évaluation foncière et totalisant au moins 90 logements;	
	« logement » : une pièce ou une suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut généralement préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine;	
	« maison de chambres » : un immeuble ou une partie d'immeuble où on loue au moins 4 chambres et où des services peuvent être fournis aux personnes qui y ont domicile, tels les repas, l'entretien, la surveillance;	
	« organisme à but non lucratif » ci-après nommé OBNL :	
	1° une coopérative d'habitation;	
	2° un organisme régi par la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) et dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle l'organisme doit offrir en location des logements ou des chambres à prix modéré à des personnes à faible revenu ou à des personnes handicapées et une clause à l'effet qu'aucun membre du conseil d'administration ne peut être rémunéré à ce titre;	
	3° un organisme à but non lucratif dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle l'organisme doit offrir de l'hébergement temporaire à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection et une clause à l'effet qu'aucun membre du conseil d'administration ne peut être rémunéré à ce titre;	
	4° une société paramunicipale;	
	5° la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM);	
	« propriétaire-bailleur-occupant » : un propriétaire habitant un bâtiment résidentiel dans lequel un ou des logements ou des chambres d'une maison de chambres sont loués ou offerts en location;	
	« ressource intermédiaire » : Toute ressource liée à un établissement public de santé et de services sociaux aux fins d'offrir de l'hébergement, notamment un établissement privé conventionné ou une ressource intermédiaire au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);	

	« secteur désigné » : un territoire de la Ville qui regroupe des aires de diffusion, comme définis par Statistique Canada délimité aux plans de l'annexe A et identifié sous le nom de :	
	- Cartierville; - Côte-des-Neiges; - Mountain-Sights; - Upper-Lachine; - Chemin du Canal; - Provost; - Saint-Pierre; - Vieux-Lachine; - Les Oblats; - Village-des-Rapides; - Hochelaga-Maisonneuve; - Montréal-Nord – zone est; - Montréal-Nord – zone ouest; - Iberville; - Petite-Patrie; - Saint-Laurent; - Côte-Saint-Paul / Ville-Émard; - Pointe-Saint-Charles; - Saint-Henri; - Verdun-Centre / Crawford; - Centre-Sud; - Parc-Extension; - René-Goupil; - Saint-Michel nord; - Saint-Michel sud; - Villeray.	

SECTION II
APPLICATION

2	Sous réserve du deuxième alinéa, peut seul faire l'objet d'une subvention prévue au présent règlement un bâtiment résidentiel ou un bâtiment mixte d'une catégorie visée à l'un des paragraphes suivants et dont la valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur à la date de la demande de subvention n'excède pas, pour le bâtiment et le terrain, le montant indiqué ci-après :	
	1° bâtiment résidentiel d'un logement : 350 000 $;	
	2° bâtiment résidentiel de 2 logements : 207 000 $ par logement;	
	3° bâtiment résidentiel de 3 logements : 159 000 $ par logement;	
	4° bâtiment résidentiel de 4 logements : 136 000 $ par logement;	
	5° bâtiment résidentiel de 5 logements : 122 000 $ par logement;	
	6° bâtiment résidentiel de 6 à 8 logements : 97 000 $ par logement;	
	7° bâtiment résidentiel de 9 logements et plus en excluant les conciergeries ainsi qu'un bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 92 000 $ par logement;	
	8° bâtiment mixte comportant 1 à 8 logements : 97 000 $ par logement;	
	9° bâtiment mixte comportant 9 logements et plus en excluant les conciergeries ainsi qu'un bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 92 000 $ par logement;	
	10° une conciergerie de 12 logements et plus : 69 000 $ par logement;	
	11° bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 73 000 $ par logement.	
	Un bâtiment résidentiel ou mixte comportant une maison de chambres est admissible à la subvention sans égard à son évaluation foncière.	
	Pour l'application des paragraphes 1° à 5° du premier alinéa, les logements situés sous le rez-de-chaussée ne sont pas pris en compte dans le calcul du nombre de logements. À cette fin, un bâtiment résidentiel ne comportant que 5 logements en rez-de-chaussée ou au-dessus du rez-de-chaussée appartient à la catégorie visée au paragraphe 5°, quel que soit le nombre de logements qu'il peut comporter sous le rez-de-chaussée.	

	Pour l'application des paragraphes 1° à 9° du premier alinéa, les bâtiments résidentiels et mixtes doivent être situés en secteur désigné.	
	Le premier et le quatrième alinéa ne s'appliquent pas aux bâtiments de 2 et de 3 logements, dont le propriétaire a bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le propriétaire a au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de la demande de subvention ou 6 mois après cette date. Pour l'application du présent alinéa, la demande de subvention doit avoir été soumise dans les 3 ans suivant la date d'achat du bâtiment.	Le premier et le quatrième alinéa ne s'appliquent pas aux bâtiments de **1,** 2 et de 3 logements, dont le propriétaire a bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le propriétaire a au moins un enfant âgé de moins de 18 ans **habitant au moins 40% du temps à cette adresse** à la date de la demande de subvention ou **9** mois après cette date. Pour l'application du présent alinéa, la demande de subvention doit avoir été soumise dans les **5** ans suivant la date d'achat du bâtiment.[1]
	Pour l'application des paragraphes 8° à 11° du premier alinéa, la valeur foncière attribuable à un usage autre que résidentiel n'est pas prise en compte dans le calcul de la valeur foncière du bâtiment et du terrain. À cette fin, une proportion est établie sur la base de la superficie occupée par l'usage résidentiel par rapport à celle occupée par tous autres usages.	
		Le premier alinéa ne s'applique pas aux bâtiments de 1, 2 et de 3 logements lorsque le propriétaire-occupant a au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date.[2]

3	Le présent règlement ne s'applique pas à :	
	1° un bâtiment construit ou transformé en bâtiment résidentiel ou mixte depuis moins de 20 ans à la date du dépôt de la demande de subvention;	
	2° un bâtiment situé sur un terrain sur lequel une réserve à des fins publiques est établie;	
	3° un bâtiment, ou une partie de bâtiment, qui fait l'objet d'une aide financière continue en vertu d'un programme gouvernemental d'habitation sociale, sauf s'il s'agit du programme de supplément au loyer;	
	4º un bâtiment qui aura fait l'objet d'une demande de subvention approuvée en vertu du présent règlement ou du Règlement sur les subventions à la rénovation résidentielle (Travaux mineurs)(chapitre S-8.1.1 des règlements refondus de l'ancienne Ville de Montréal), mais annulée en raison du défaut du requérant de respecter l'une des conditions de l'octroi de la subvention, sauf si plus de 12 mois se sont écoulés depuis cette annulation ou s'il s'agit d'une demande faite par un nouveau propriétaire n'ayant aucun lien avec l'ancien;	
	5º la portion des travaux admissibles ayant déjà fait l'objet d'une subvention à la rénovation au cours des 5 années se terminant à la date du dépôt de la demande de subvention;	
	6º un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires, ou à la Couronne du chef du Québec ou à l'un de ses mandataires;	
	7º un bâtiment à caractère exclusivement institutionnel, notamment un presbytère, un séminaire, un noviciat, un couvent, un établissement de détention ou une résidence étudiante;	
	8º un bâtiment à caractère exclusivement commercial desservant ou destiné à desservir une clientèle de passage, notamment un hôtel, un motel ou une maison de touristes;	
	9º un bâtiment occupé ou destiné à être occupé exclusivement par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);	
	10° une ressource intermédiaire;	
	11° un bâtiment situé dans une zone inondable de grand courant (inondation de 20 ans), sauf si des travaux visant à le prémunir contre les risques d'inondation ont été effectués ou si de tels travaux sont exécutés simultanément aux travaux faisant l'objet de la demande de subvention.	

SECTION III
TRAVAUX ADMISSIBLES

4	Sous réserve du deuxième alinéa, sont exclusivement admissibles à la subvention prévue au présent	

[1] Dans le cadre du Plan de fidélisation des familles, allongement de la période d'admissibilité facilitée au programme (de 3 à 5 ans), ajout de l'unifamiliale et concordance avec le programme Accession à la propriété pour une naissance après l'acquisition de la propriété (9 mois au lieu de 6).
[2] Dans le cadre du Plan de fidélisation des familles, retrait du critère de la valeur foncière du bâtiment pour les familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans propriétaires-occupants d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur désigné.

	règlement les travaux suivants :	
	1º travaux réalisés sur les composantes extérieures :	
	a) la réfection ou la restauration complète du revêtement d'une façade, incluant l'isolation;	
	b) la réfection ou la restauration du couronnement d'un bâtiment tel que la corniche, la mansarde, la fausse mansarde ou le faux-pignon;	
	c) le remplacement ou la restauration des ouvertures d'une façade, y compris leur cadre;	
	d) la réfection complète des balcons d'une façade et le remplacement d'escaliers d'au moins 3 marches;	
	e) la restauration des garde-corps en fer forgé ou en bois ou leur remplacement par des éléments similaires à ceux d'origine;	
	f) le remplacement de la membrane ou des bardeaux du toit et la finition sous son prolongement;	
	g) l'isolation d'un vide sanitaire;	
	h) l'aménagement de la cour arrière ou, en l'absence de celle-ci, d'une cour clôturée servant aux loisirs du ménage occupant, d'un bâtiment identifié aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 2;	
	2º travaux réalisés sur les composantes intérieures :	
	a) la réfection complète d'une salle de bain et, dans le cas d'une maison de chambres, d'une salle commune de douches ou d'une salle commune de toilettes, incluant le remplacement des revêtements et des appareils sanitaires;	
	b) la réfection complète d'une cuisine, incluant le remplacement des armoires, du comptoir, de l'évier et de la hotte;	
	c) la réfection partielle d'une cuisine, incluant le remplacement des portes d'armoires, du comptoir, de l'évier et de la hotte;	
	d) l'installation d'un module de cuisine compact et d'armoire haute, incluant une hotte, dans une chambre d'une maison de chambres;	
	e) le remplacement du panneau de distribution électrique d'un logement, d'une chambre d'une maison de chambres ou d'une partie commune;	
	f) le remplacement d'un appareil producteur de chaleur relié à un système de distribution ou l'installation dans un logement ou une maison de chambres d'un système complet de chauffage électrique au moyen d'appareils individuels;	
	g) la construction d'un puits de ventilation mécanique et l'ajout d'une colonne d'évacuation pluviale;	
	h) l'aménagement du sous-sol d'un bâtiment identifié aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 2 et pouvant inclure une salle de lavage et une salle de bain;	
	i) la pose d'un clapet empêchant le refoulement d'égout.	
	Pour la partie non résidentielle d'un bâtiment mixte, seuls les travaux visés au paragraphe 1° du premier alinéa sont admissibles.	
	Pour l'application du sous-paragraphe e) du paragraphe 2° du premier alinéa, 4 chambres d'une maison de chambres équivalent à 1 logement.	

5	Pour donner droit à la subvention, les travaux prévus à l'article 4 :	
	1º doivent avoir pour objet la réfection, le remplacement ou la restauration de tous les éléments de la catégorie visée;	
	2º ne doivent pas être effectués par suite de dommages causés par un incendie;	
	3º ne doivent pas bénéficier d'une autre source de subvention, sauf s'il s'agit d'une aide visant la promotion de l'efficacité énergétique du bâtiment ou le remplacement d'un système de chauffage;	
	4º ne doivent pas avoir été réalisés avant la date de l'approbation prévue à l'article 11 à l'exception des travaux relatifs à une défectuosité constituant une menace pour la sécurité des occupants du bâtiment visé par la demande de subvention, s'ils ont fait l'objet, au préalable, d'une autorisation écrite du directeur, décrivant les conditions et l'ampleur des travaux requis. Toutefois, lorsque de tels travaux sont entrepris, l'autorisation de les exécuter n'emporte pas approbation de la subvention afférente à ces travaux.	
	Le paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas si le requérant de la subvention n'était pas propriétaire du bâtiment au moment de l'incendie et s'il déclare, par écrit, qu'il n'a aucun lien de parenté ou d'affaires avec l'ancien propriétaire.	

	Pour l'application du deuxième alinéa, constitue un lien de parenté le fait d'être le conjoint, le père, la mère, l'enfant, le conjoint d'un enfant, le frère, la sœur, le beau-frère, ou la belle-sœur.	

SECTION IV
SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
DEMANDE DE SUBVENTION

6	La demande de subvention est faite sur place dans un bureau d'arrondissement ou à la Direction de l'habitation. Après la vérification de l'admissibilité de cette demande, le requérant doit déposer auprès du directeur :	
	1° un document établissant que le requérant est le dernier propriétaire du bâtiment résidentiel ou mixte visé par la demande selon l'inscription au registre foncier;	
	2° un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom du propriétaire, le cas échéant;	
	3° le document intitulé « Fiche d'auto-évaluation » rempli et signé par le requérant;	
	4° le montant fixé au règlement annuel sur les tarifs pour l'étude de la demande;	
	5° dans le cas d'une maison de chambres avec une clientèle spécifique, la preuve que l'établissement est inscrit à tout registre requis par l'Agence de la santé et des services sociaux.	
		6° Dans le cas d'une demande effectuée en vertu des cinquième et septième alinéas de l'article 2, une copie du certificat de naissance d'un enfant ou un document émis par un médecin indiquant la date prévue d'accouchement ainsi qu'un document permettant d'établir la garde légale de l'enfant.[3]

SOUS-SECTION 2
CALCUL DE LA SUBVENTION

7	En plus des travaux admissibles, sont pris en compte aux fins du calcul de la subvention, les frais inhérents à l'exécution de ces travaux, tels que les honoraires professionnels, le coût du permis et les frais d'étude de la demande de subvention.	
	Le montant de la subvention est déterminé comme suit :	
	1° revêtements extérieurs :	
	a) 400 $ le mètre carré pour la réfection ou la restauration d'un parement de pierres naturelles, incluant linteaux et allèges;	
	b) 125 $ le mètre carré pour la réfection ou la restauration du revêtement de brique, incluant linteaux et allèges;	
	c) 125 $ le mètre carré en sus du montant prévu au sous-paragraphe a) ou b), pour la reconstruction d'une surface de brique ou de pierre comportant un jeu de couleurs, de géométrie ou de relief;	
	d) 140 $ pour le remplacement d'un linteau;	
	e) 100 $ pour le remplacement d'une allège;	
	f) 45 $ le mètre carré pour le rejointoiement du revêtement;	
	g) 32 $ le mètre carré pour la réfection ou la restauration d'un parement extérieur autre que de la maçonnerie;	
	h) 9 $ le mètre carré pour l'isolation d'un mur lors de sa réfection;	
	2° couronnement :	
	a) 165 $ le mètre carré pour la réfection ou la restauration du couronnement;	
	b) 30 $ le mètre carré pour le remplacement du bardeau sur les éléments décoratifs;	
	3° ouvertures :	
	a) 630 $ pour le remplacement d'une porte d'aluminium de type commercial avec verre trempé;	

[3] Dans la foulée de l'ouverture aux propriétaires-occupants en secteur désigné sans égard à la valeur foncière du bâtiment.

b) 670 $ pour l'installation d'une porte-patio dans une ouverture existante qui doit être agrandie;	
c) 400 $ pour le remplacement ou la restauration d'une porte principale, autre qu'une porte visée au sous-paragraphe a);	
d) 600 $ pour le remplacement d'une porte principale avec une imposte, autre qu'une porte visée au sous-paragraphe a);	
e) 520 $ pour le remplacement d'une porte-patio;	
f) 400 $ pour le remplacement ou la restauration d'une porte secondaire, autre qu'une porte visée au sous-paragraphe a);	
g) 320 $ pour le remplacement d'une fenêtre existante de type coulissant;	
h) 400 $ pour le remplacement ou la restauration d'une fenêtre existante autre que du type coulissant, par une fenêtre comportant des parties mobiles;	
i) 200 $ le mètre carré pour le remplacement d'une vitrine;	
4° balcon, escalier et garde-corps :	
a) 100 $ la marche pour la réfection d'un escalier ornemental dont les limons sont découpés;	
b) 130 $ le mètre carré pour le remplacement du plancher d'un balcon existant;	
c) 75 $ le mètre linéaire pour la réfection ou la restauration d'un garde-corps en métal galbé;	
d) 60 $ la marche pour le remplacement d'un escalier existant par un escalier de métal;	
e) 50 $ le mètre linéaire pour la réfection ou la restauration d'un garde-corps autre que galbé;	
5° toit :	
a) 30 $ le mètre carré pour la finition sous le prolongement de la toiture;	
b) 45 $ le mètre carré pour le remplacement de la membrane avec gravier blanc;	
c) 20 $ le mètre carré pour le remplacement du bardeau sur la toiture;	
d) 60 $ le mètre carré pour le remplacement de la membrane par une membrane élastomère réfléchissante;	
6° salle de bain :	
a) 2 400 $ pour la réfection d'une salle de bain dans un logement;	
b) 1 400 $ pour la réfection d'une salle commune de douches dans une maison de chambres;	
c) 1 200 $ pour la réfection d'une salle commune de toilettes dans une maison de chambres;	
7° cuisine :	
a) 550 $ le mètre linéaire d'armoires pour une réfection complète et 275 $ le mètre linéaire d'armoires pour une réfection partielle, sans dépasser 6 mètres linéaires;	
b) 600 $ pour le remplacement d'un module de cuisine compact d'une largeur minimale de 750 millimètres dans une chambre d'une maison de chambres;	
c) 800 $ pour l'installation d'un module de cuisine compact d'une largeur minimale de 750 millimètres, avec des armoires hautes et une hotte, dans une chambre d'une maison de chambres;	
8° panneau électrique : 300 $;	
9° chauffage et isolation :	
a) pour le remplacement d'un appareil producteur de chaleur relié à un système de distribution :	
i) 1 600 $, pour les premiers 150 m² de superficie de plancher desservie;	
ii) en sus du montant de base prévu au sous-paragraphe i), 200 $ pour chaque tranche de 45 m² de superficie de plancher desservie en excédent de 150 m², jusqu'à 1 500 m²;	
iii) en sus des montants prévus aux sous-paragraphes i) et ii), 60 $ pour chaque tranche de 45 m² de superficie de plancher desservie en excédent de 1 500 m²;	
b) 110 $ l'appareil, pour l'installation d'un système complet de chauffage électrique au moyen d'appareils individuels;	
c) 12 $ le mètre carré pour l'isolation d'un vide sanitaire;	
10° ventilation mécanique et drainage :	
a) 200 $ par ventilateur pour la construction d'un puits avec évacuation au toit;	
b) 170 $ par étage pour l'ajout d'une colonne d'évacuation pluviale;	
11° aménagement du sous-sol du logement du rez-de-chaussée :	
a) 100 $ par mètre carré de plancher habitable;	
b) 1 000 $ pour l'aménagement d'une salle d'eau ou 2 000 $ pour l'aménagement d'une salle de bain complète;	
c) 640 $ pour l'aménagement d'une buanderie;	

	12° aménagement de la cour arrière ou, en l'absence de celle-ci, d'une cour clôturée servant aux loisirs du ménage occupant :	
	a) 16 $ par mètre carré pour remplacer une surface asphaltée par une surface végétale;	
	b) 100 $ par mètre carré pour remplacer une dalle de béton sur sol par une surface végétale;	
	c) 40 $ par mètre linéaire pour construire une clôture d'au moins 1 200 mm de haut;	
	d) pour la démolition d'un bâtiment accessoire de 14 mètres carrés de plancher et plus, attaché ou détaché du bâtiment principal, autre qu'un bâtiment accessoire sinistré :	
	i) 2 100 $ pour un bâtiment accessoire d'un étage;	
	ii) 2 500 $ pour un bâtiment accessoire de deux étages;	
	iii) 3 300 $ pour un bâtiment accessoire de trois étages et plus;	
	13° pose d'un clapet : 200 $;	
	La subvention calculée conformément au présent article est majorée de :	
	1° 87,5 % dans le cas d'une maison de chambres;	
	2° 87,5 % dans le cas d'un bâtiment résidentiel d'une catégorie visée à l'un des paragraphes 2° à 5° du premier alinéa de l'article 2 dont l'un des logements est occupé, au moment du versement de la subvention, par le propriétaire-bailleur-occupant;	
	3° 87,5 % dans le cas où le propriétaire du bâtiment résidentiel ou mixte est un OBNL.	

8	Le droit à la subvention prévue au présent règlement est conditionnel à ce que la subvention calculée conformément à l'article 7 totalise au moins :	
	1° 2 000 $ en moyenne par logement;	
	2° 3 750 $ en moyenne par logement lorsqu'il s'agit d'un bâtiment résidentiel de 2 à 5 logements dont l'un des logements est occupé, au moment du versement de la subvention, par le propriétaire;	
	3° 3 750 $ en moyenne par logement lorsque le propriétaire est un OBNL;	
	4° 450 $ en moyenne par chambre d'une maison de chambres.	
	Les montants octroyés pour la partie non résidentielle d'un bâtiment mixte, la toiture et pour l'aménagement de la cour arrière ou, en l'absence de celle-ci, d'une cour clôturée servant aux loisirs du ménage occupant, ne sont pas comptabilisés pour établir les minimums fixés au premier alinéa.	

9	Le montant maximal que la subvention peut atteindre pour l'ensemble des travaux admissibles est de :	
	1° 6 000 $ en moyenne par logement, sans toutefois dépasser 150 000 $ par bâtiment résidentiel ou mixte;	
	2° 11 250 $ en moyenne par logement lorsqu'il s'agit d'un bâtiment résidentiel d'une catégorie visée à l'un des paragraphes 2° à 5° du premier alinéa de l'article 2 dont l'un des logements est occupé, au moment du versement de la subvention, par le propriétaire-bailleur-occupant;	
	3° 11 250 $ en moyenne par logement lorsque le propriétaire est un OBNL, sans toutefois dépasser 275 000 $ par bâtiment résidentiel ou mixte;	
	4° 2 750 $ en moyenne par chambre d'une maison de chambres, sans toutefois dépasser 275 000 $ par bâtiment résidentiel ou mixte.	
	Lorsque les travaux admissibles sont réalisés en plusieurs étapes, le montant maximal de subvention prévu au premier alinéa est réduit en proportion du montant de subvention octroyé à chaque étape.	

10	Le montant maximal que la subvention peut atteindre pour un même bâtiment est d'au plus égal à :	
	1° 50 % de la valeur des travaux admissibles et des frais inhérents pour un bâtiment résidentiel ou mixte;	
	2° 66 % de la valeur des travaux admissibles et des frais inhérents lorsqu'il s'agit d'un bâtiment résidentiel d'une catégorie visée à l'un des paragraphes 2° à 5° du premier alinéa de l'article 2 dont l'un des logements est occupé, au moment du versement de la subvention, par le propriétaire-bailleur-occupant;	
	3° 75 % de la valeur des travaux admissibles et des frais inhérents pour un bâtiment résidentiel ou mixte dont le propriétaire est un OBNL.	

SOUS-SECTION 3
APPROBATION DE LA SUBVENTION

11	Lorsque les formalités de la demande de subvention sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir que le requérant et le projet de rénovation répondent aux exigences des règlements, la demande est approuvée; dans le cas contraire, elle est refusée.	
	Le directeur informe le requérant de cette approbation ou de ce refus, au moyen d'un avis par écrit. Si la demande est approuvée, l'avis doit indiquer la date de cette approbation et le montant provisoire de la subvention prévue.	

12	Le propriétaire du bâtiment pour lequel une demande de subvention est approuvée en vertu de l'article 11 doit, par écrit, aviser les locataires concernés de la nature des travaux à exécuter, de leur coût, du montant de la subvention accordée et du fait que le montant de la subvention sera déduit du coût des travaux qui pourra être pris en compte dans la fixation du loyer après la réalisation des travaux.	

SOUS-SECTION 4
EXÉCUTION DES TRAVAUX

13	Les travaux qui font l'objet d'une subvention prévue au présent règlement doivent être complétés dans les 6 mois de la date d'approbation indiquée dans l'avis prévu à l'article 11.	
	À la demande du propriétaire, le directeur peut accorder un délai supplémentaire d'une durée maximale de 6 mois. Le directeur doit confirmer par écrit la période de prolongation qu'il autorise et indiquer la date à laquelle les travaux devront avoir été complétés.	

14	Dans le cas où un avis de non-conformité a été donné au requérant relativement à une défectuosité constituant une menace pour la sécurité des occupants du bâtiment visé par la subvention, les travaux nécessaires pour corriger cette défectuosité doivent être complétés dans le délai prévu à l'article 13.	

SOUS-SECTION 5
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

15	Le versement de la subvention s'effectue aux conditions suivantes :	
	1º le permis requis pour l'exécution des travaux doit avoir été délivré par la Ville;	
	2º le requérant doit fournir au directeur une preuve que les travaux ont été exécutés par un ou plusieurs entrepreneurs détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;	
	3º l'avis visé à l'article 12 doit avoir été transmis aux locataires;	
	4º les travaux, y compris ceux visés à l'article 14, sont complétés dans le délai prescrit et conformément au Code de construction et aux exigences réglementaires applicables;	
	5° le requérant doit fournir une copie de la facture finale conformément au document intitulé « l'attestation de fin de travaux »;	
	6° le requérant doit fournir une copie d'au moins un bail en vigueur lorsqu'il s'agit d'un bâtiment résidentiel d'une catégorie visée à l'un des paragraphes 2° à 5° du premier alinéa de l'article 2 dont l'un des logements est occupé, au moment du versement de la subvention, par le propriétaire-bailleur-occupant.	

SECTION V
CONDITIONS PARTICULIÈRES

16	Dans le cas où le versement de la subvention ne peut être fait parce que l'une des conditions du versement de la subvention prévues à l'article 15 n'est pas respectée, la demande de subvention et son approbation sont annulées.	

17	Lorsqu'un bâtiment pour lequel une subvention est approuvée en vertu du présent règlement change de propriétaire avant que cette subvention ne soit versée, le nouveau propriétaire peut succéder aux droits du propriétaire antérieur relatifs à cette subvention s'il assume les mêmes obligations découlant du	

	présent règlement.	
	Avant de réaliser tout transfert de propriété, le propriétaire doit en aviser le directeur par écrit et lui indiquer le nom et l'adresse de l'acquéreur éventuel.	

17.1	Le directeur peut retenir le versement de la subvention tant que n'ont pas été complétés, conformément à la réglementation, tous travaux exigés à l'égard du bâtiment en vertu du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096).	

SECTION VI
ORDONNANCES

18	Le comité exécutif peut par ordonnance :	
	1° modifier les montants maximaux de valeur foncière prévus au premier alinéa de l'article 2;	
	2° modifier le montant des subventions des travaux admissibles de l'article 7;	
	3° ajouter des travaux admissibles en conformité des catégories de travaux énoncées à l'article 4;	
	4° établir des quotas de logements ou de chambres à subventionner, ou de montants pouvant être octroyés eu égard :	
	a) aux différentes catégories d'immeubles admissibles énoncées au premier alinéa de l'article 2;	
	b) aux différents types de travaux admissibles énoncés à l'article 4;	
	5° limiter le montant global de subvention qui peut être octroyé à l'égard de l'ensemble ou d'une partie du territoire de la Ville, de certains travaux admissibles ou d'une ou plusieurs catégories de bâtiments résidentiels ou mixtes, qu'il détermine;	
	6° exiger que les demandes de subvention soient accompagnées de tout autre document non prévu à la section IV;	
	7° établir des priorités eu égard aux catégories prévues à l'article 2, à l'âge ou à l'état des bâtiments;	
	8° prolonger les délais prévus à l'article 13;	
	9° rajouter ou éliminer les secteurs désignés tel qu'il est défini à l'article 1 ou modifier les limites de ces secteurs en fonction, notamment, des paramètres suivants :	
	a) la proportion importante de logements qui nécessitent des travaux de rénovation;	
	b) la proportion importante de ménages locataires;	
	c) la proportion importante de bâtiments résidentiels qui ont une valeur foncière en dessous de la valeur médiane selon leur typologie;	
	d) la proportion importante de personnes à faible revenu selon la définition de Statistique Canada;	
	10° prévoir que peuvent, ou ne peuvent pas, faire l'objet de la subvention prévue au présent règlement, les bâtiments d'une catégorie visée à l'article 2, selon qu'ils soient situés à l'extérieur ou à l'intérieur d'un secteur désigné;	
	11° modifier, rajouter ou éliminer toute catégorie de bâtiment visée à l'article 2.	

SECTION VII
DURÉE DU PROGRAMME DE SUBVENTION

19	Le programme de subvention établi par le présent règlement demeure en vigueur jusqu'à épuisement des fonds disponibles affectés à ce programme.	

SECTION VIII
DISPOSITION FINALE

20	Les dispositions du présent règlement s'appliquent, au choix du requérant, à toute subvention dont la demande n'est pas encore approuvée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1140196001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir le document suivant: Règlement modificateur 03-006 (6 mars) final.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX CIBLÉS (03-006)

Vu les articles 82, 85, 86 et 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 2 du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) est modifié par :

1° le remplacement du cinquième alinéa par le texte suivant :

« Le premier et le quatrième alinéa ne s'appliquent pas aux bâtiments de 1, 2 et 3 logements, dont le propriétaire a bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le propriétaire a au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date. Pour l'application du présent alinéa, la demande de subvention doit avoir été soumise dans les 5 ans suivant la date d'achat du bâtiment. »;

2° l'insertion après le sixième alinéa de l'alinéa suivant :

« Le premier alinéa ne s'applique pas aux bâtiments de 1, 2 et 3 logements lorsque le propriétaire-occupant a au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date. ».

2. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 6° Dans le cas d'une demande effectuée en vertu des cinquième et septième alinéas de l'article 2, une copie du certificat de naissance d'un enfant ou un document émis par un médecin indiquant la date prévue d'accouchement ainsi qu'un document permettant d'établir la garde légale de l'enfant. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1140196001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1140196001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (03-006) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- d'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour la réalisation des travaux ciblés (03-006), afin de poursuivre la mise en oeuvre du Plan de fidélisation des familles.

Le présent dossier fait suite à l'adoption du Plan de fidélisation par le comité exécutif le 21 août 2013 (CE13 1289). Tel qu'approuvé et indiqué au sommaire décisionnel 1130631001, la mise en oeuvre du Plan de fidélisation comporte un montage financier sur la base d'une «enveloppe fermée et autofinancée pour la période 2014-2017. Les réaménagements budgétaires requis ont été apportés au budget 2014 de la Direction de l'habitation et ce, sans incidence au cadre financier de la Ville.

L'accès élargi aux programmes de rénovation sera financé à parts égales avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du programme Rénovation Québec (PRQ). Le budget 2014 dédié aux divers volets du programme est de 23,0 M$ et est réparti selon les priorités et les besoins de la Ville. La Direction de l'habitation affirme que l'élargissement de l'admissibilité aux programmes ne devrait se faire au détriment des autres objectifs municipaux en regard du PRQ (stabilisation des fondations, accession à la propriété, Habitations urbaines pour familles, bonification du logement social).

Dans l'éventualité que le succès du Plan de fidélisation dépasse largement les attentes et que des crédits supplémentaires soient nécessaires, la Direction de l'habitation devra présenter un nouveau montage financier à être approuvé par l'Administration.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières C/E
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry
Tél : 514 872-0226

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-14

Sylvain LESSARD
Chef de division
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry

Tél : 514 872-1985
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.10

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1140196002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

Il est recommandé :
d'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielle (03-013), afin de poursuivre la mise en oeuvre du Plan de fidélisation des familles.

Signé par Danielle CÉCILE **Le** 2014-04-08 11:22

Signataire : Danielle CÉCILE

Directrice - habitation
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140196002**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

CONTENU

CONTEXTE

En août 2013, le Comité exécutif a adopté le *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* afin de soutenir les familles qui désirent demeurer à Montréal. Il comprend 4 axes :

· Axe 1 – Influencer le choix d'un plus grand nombre d'acheteurs
· Axe 2 – Stimuler la construction de produits répondant aux besoins des familles
· Axe 3 – Aménager des quartiers où il fait bon vivre et grandir
· Axe 4 – Promouvoir Montréal : vivre et grandir à Montréal

Afin de mettre en oeuvre ce plan, le programme *Habitations urbaines pour familles* a été relancé en septembre 2013. Dans la continuité de cette mise en oeuvre, la Direction de l'habitation propose maintenant de modifier le programme *Rénovation résidentielle majeure* .

Le présent sommaire décisionnel est présenté en même temps que les dossiers 1140196001 et 1146705001, sur les programmes *Rénovation à la carte* et *Accession à la propriété,* également dans le cadre du Plan de fidélisation. Au cours des quatre prochaines années, d'autres mesures pourront être soumises aux instances municipales, dont une stratégie de communication à l'automne 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1314 – 21 août 2013. Relance du programme *Habitations urbaines pour familles* afin de répondre aux orientations du Plan de fidélisation des familles (1133227001);
CE13 1289 – 21 août 2013. Approbation du *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* (1130631001);

CM12 0896 – 22 octobre 2012. Déclaration du conseil municipal pour le renforcement et l'instauration de mesures visant la fidélisation des familles à Montréal;

CM10 0802 – 26 octobre 2010. Introduction de la mesure d'accès facilité au programme *Rénovation résidentielle majeure* pour les familles bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* (1100196001);

CM03 0128 – 24 février 2003. Adoption du *Règlement sur les subventions à la rénovation majeure et à la démolition-reconstruction* (03-013) (1020602013).

DESCRIPTION

Les modifications proposées au *Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles* sont les suivantes. À noter que ce règlement se traduit par un programme appelé *Rénovation résidentielle majeure* .
Élargir la typologie des bâtiments admissibles : ajouter la maison unifamiliale aux types d'immeubles déjà admissibles au programme *Rénovation résidentielle majeure,* ce qui permettra aux familles bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* qui achètent ce type de propriété de bénéficier d'un accès facilité à l'aide aux rénovations. Rappelons que les bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* (volet Existant) sont admissibles au programme *Rénovation résidentielle majeure* partout sur le territoire de la Ville de Montréal sans égard à la valeur foncière de leur bâtiment. Par ailleurs, l'aide financière pour la rénovation d'une maison unifamiliale est bonifiée par la majoration du taux d'aide. Actuellement fixé à 40 % du coût des travaux admissibles, il est relevé à 50% et est ainsi harmonisé avec le taux d'aide prévu à cet égard au programme *Rénovation à la carte.*

Allonger la période d'admissibilité à l'accès facilité au programme *Rénovation résidentielle majeure* pour les familles bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* en faisant passer la période pour bénéficier de cet accès facilité de 3 à 5 ans après l'achat.

Élargir la clientèle admissible à l'accès facilité au programme *Rénovation résidentielle majeure* en permettant aux familles avec enfant(s) de moins de 18 ans, propriétaires-occupants d'une maison unifamiliale, d'un duplex ou d'un triplex situé à l'intérieur d'un secteur désigné, d'être admissibles. Cette mesure s'applique quels que soient la valeur foncière et le statut des propriétaires occupants (1er acheteur, acheteur expérimenté, déjà propriétaire au moment de l'entrée en vigueur des changements).

Accès facilité pour les familles au programme *Rénovation résidentielle majeure*
Les modalités modifiées sont identifiées en gras .

	Modalités actuelles	**Modalités proposées**
Pour les familles ayant bénéficié du programme *Accession à la propriété* (volet Existant)	À l'intérieur ou à l'extérieur d'un secteur désigné : • Sans égard à la valeur foncière du bâtiment. • Dépôt de la demande au plus tard trois ans suivant l'achat. • Duplex et triplex	À l'intérieur ou à l'extérieur d'un secteur désigné : • Sans égard à la valeur foncière du bâtiment. • Dépôt de la demande au plus tard **cinq** ans suivant l'achat ***(si le bâtiment est situé à l'intérieur d'un secteur désigné, cette période peut être allongée tant qu'il y a un enfant de moins de 18 ans).*** • **Maison unifamiliale**, duplex et triplex.

Pour les familles n'ayant pas bénéficié du programme *Accession à la propriété* (volet Existant)	À l'intérieur d'un secteur désigné : • En tenant compte de la valeur foncière pour les catégories de bâtiment.	À l'intérieur d'un secteur désigné : • **Sans égard à la valeur foncière du bâtiment pour les maisons unifamiliales, duplex et triplex tant qu'il y a un enfant de moins de 18 ans.** • En tenant compte de la valeur foncière pour les autres catégories de bâtiment.

JUSTIFICATION

Les sondages effectués auprès des ménages montréalais depuis 2007 font ressortir plusieurs préoccupations en lien avec les coûts associés à l'achat d'une propriété existante, au premier chef les coûts associés à la rénovation du bâtiment, mais aussi le désir d'acquérir une maison unifamiliale.

Élargir la typologie des bâtiments admissibles : ajout de l'unifamiliale

L'unifamiliale demeure une option privilégiée par de nombreux acheteurs ou futurs acheteurs. L'introduction de ce type de bâtiment résidentiel dans les catégories de bâtiments admissibles pour des rénovations, en cohérence avec l'ajout de cette catégorie de bâtiment au programme *Accession à la propriété* , permet de reconnaître cette préférence et de faciliter l'achat et la rénovation à Montréal d'une telle propriété.

Allonger la période d'admissibilité pour les bénéficiaires du programme *Accession à la propriété*

Il n'est pas toujours aisé pour un ménage qui en est à son premier achat d'investir rapidement dans des rénovations, notamment par manque d'argent. L'augmentation du délai de 3 à 5 ans après l'achat pour bénéficier de l'accès facilité au programme de rénovation majeure permettra donc aux bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* d'être admissibles plus longtemps à une aide financière, et ce, partout sur le territoire.

Élargissement de la clientèle admissible sans limite de valeur foncière dans les secteurs désignés

En assouplissant encore davantage l'accès facilité pour les familles à l'intérieur des secteurs désignés, la Direction de l'habitation souhaite aussi intervenir sur la qualité du milieu de vie (Axe 3 du Plan de fidélisation) en stimulant l'amélioration du cadre bâti dans les secteurs de la ville où les besoins sont les plus pressants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'accès élargi aux programmes de rénovation sera financé dans le cadre du programme *Rénovation Québec* (PRQ) auquel contribuent à parts égales la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ).

L'enveloppe pour la phase X (dix) du programme qui s'est terminée le 31 mars 2014 était de 17,8 M $ alors que les budgets 2011-2012 et 2012-2013 ont été chacun de 24 M$. Les échanges avec la SHQ laissent croire que le programme devrait se poursuivre pour les prochaines années et des représentations seront faites pour que le budget d'engagement alloué soit à nouveau de 24 M$, tel que prévu au budget 2014 de la Ville (budget de 23 M $

de déboursés). Les engagements peuvent être déboursés sur plusieurs années. L'enveloppe budgétaire globale est répartie entre les différents volets du programme selon les priorités et les besoins de la Ville. L'élargissement de l'admissibilité aux programmes ne se fera pas au détriment des autres objectifs municipaux en regard du PRQ (stabilisation des fondations, accession à la propriété, *Habitations urbaines pour familles* , bonification du logement social).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les mesures proposées respectent les actions #12 (Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique) et #13 (Aménager des quartiers durables par le biais, entre autres, du programme de financement *Quartiers 21* et en poursuivant les interventions pour améliorer le cadre de vie et la qualité résidentielle) du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'objectif du *Plan de fidélisation des familles* est de favoriser la rétention des familles tout au long de leur parcours résidentiel par des mesures incitatives correspondant aux besoins et souhaits exprimés par les ménages montréalais ayant au moins un enfant de moins de 18 ans ou souhaitant fonder une famille. En élargissant les clientèles et les produits admissibles à une aide financière à la rénovation, ces mesures contribuent à positionner Montréal comme un choix résidentiel attractif pour les familles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Bien que les modifications soient faites en conformité avec les modalités du programme Rénovation Québec (PRQ) de la SHQ, la convention signée avec la SHQ exige que les modifications soient également approuvées par celle-ci. La Société a déjà donné son approbation préliminaire aux modifications proposées.
Une campagne de publicité destinée à faire connaître aux familles les programmes disponibles est prévue pour l'automne 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (François BERGERON)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin ALAIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3454
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-06

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514-872-8237
Télécop. : 514 872-3883

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1140196002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.



Détail des modifications RepSHQ_prelim.pdf



03-013 annoté (version finale).doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin ALAIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3454
Télécop. : 514-872-3883

----- Transféré par Martin ALAIN/MONTREAL le 2014-04-14 08:53 -----

De : "Nicole Bouchard" <nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca>
A : <martin.alain@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2014-04-07 09:19
Objet : RE: Rép. : Modifications aux programmes de la Ville

Bonjour monsieur Alain,

Faisant suite à notre analyse des versions des projets de règlements qui ont été soumis à la SHQ pour approbation (03-006, 03-013, 03-168), nous pouvons dire que les modifications telles que proposées sont conformes au programme cadre Rénovation Québec de la SHQ.
Nous confirmerons leur approbation dès lors que nous recevrons les résolutions et les versions finales.
Je souhaite ces informations à votre satisfaction.

Cordiales salutations.

Nicole Bouchard
Conseillère en gestion
Direction de l'amélioration de l'habitat
418 643-4035-2 poste 1263
Sans frais : 1 800 463-4315-2 # 1263
Télécopieur : (418) 528-0718
nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca

Règlement 03-013

	RÈGLEMENT ACTUEL	MODIFICATIONS PROPOSÉES
SECTION I DÉFINITIONS		
1	Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :	
	« bâtiment accessoire » : un bâtiment relié ou non à un bâtiment principal, dont il constitue une dépendance, tel un hangar, un garage ou un bâtiment dérogatoire érigé sur le même lot qu'un bâtiment principal et situé à l'arrière de ce bâtiment; toutefois, une galerie fermée, une armoire de rangement sur une galerie et une remise à jardin ne constituent pas des bâtiments accessoires;	
	« bâtiment mixte » : un bâtiment comportant un ou plusieurs logements ou une maison de chambres, ou une combinaison de ces deux types d'habitation, ainsi que des usages autres que résidentiels;	
	« bâtiment résidentiel » :	
	1° un bâtiment comportant au moins un logement;	
	2° un bâtiment comportant une maison de chambres;	
	3° un bâtiment comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection par un organisme visé au paragraphe 3° de la définition d'« organisme à but non lucratif ».	
	« chambre d'une maison de chambres » : une pièce louée ou offerte en location dans une maison de chambres, servant ou destinée à servir de domicile et comportant au plus deux des trois équipements suivants : un WC, une baignoire ou une douche, une cuisinette;	
	« Code de construction » : le chapitre I du Code de construction (R.R.Q., 1981, chapitre B-1.1, r.0.01.01) tel que modifié par le décret numéro 872-1005, du 21 septembre 2005;	
	« conciergerie » : un bâtiment de quatre niveaux habités ou moins, sans ascenseur, avec une porte commune, construit entre 1950 et 1980 et qui peut comporter en plus de l'usage résidentiel un autre usage;	
	« coopérative d'habitation » : une coopérative régie par la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle elle doit offrir en location des logements ou des chambres à prix modéré à des personnes à faible revenu ou à des personnes handicapées, et une clause selon laquelle aucune ristourne ne peut être versée aux membres;	
	« coût réel des travaux » : le coût réel des travaux équivaut au moindre des deux montants suivants :	
	1° le prix payé;	
	2° leur juste valeur marchande reconnue par le directeur.	
	« directeur » : le directeur de la Direction de l'habitation;	
	« ensemble immobilier » : un regroupement de bâtiments de type « conciergerie » faisant partie de la même unité d'évaluation foncière et totalisant au moins 90 logements;	
	« frais inhérents » : l'ensemble des frais rendus nécessaires par l'exécution des travaux, à savoir, la juste valeur marchande reconnue par le directeur, des frais professionnels pour la préparation des plans et devis, les indemnités versées pour le déplacement des personnes à reloger et pour l'interruption des services d'utilité publique dans des lieux loués, les honoraires pour la préparation de l'acte authentique prévu à l'article 19, le coût du permis et les frais d'étude de la demande de subvention;	
	« logement » : une pièce ou une suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine;	
	« loyer avant travaux » :	
	1° le montant du loyer fixé au bail ou dans une déclaration de loyer signée par le propriétaire et le locataire;	
	2° à défaut de bail ou d'une telle déclaration, de même que dans le cas d'un loyer de faveur, le montant établi sur la base du loyer d'un logement ou d'une chambre comparable dans le même	

bâtiment;	
3° dans le cas d'un bâtiment entièrement vacant, d'un logement vacant, d'une chambre vacante, de nouveaux logements ou de nouvelles chambres qui résultent d'un agrandissement ou de la transformation d'une partie non résidentielle du bâtiment, pour lesquels il n'existe aucun comparable dans l'immeuble, le montant établi sur la base de 75% du loyer moyen fixé pour le secteur où est localisé le bâtiment selon les statistiques publiées annuellement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.	
« loyer de faveur » : loyer qui est inférieur au loyer habituellement payé d'un logement ou d'une chambre comparable dans le même bâtiment dans l'une des situations décrites au Règlement sur les critères de fixation de loyer de la Régie du logement (R.R.Q., 1981 chapitre R-8.1, r.1.01);	
« loyer net » : le loyer dont est soustrait le coût, établi conformément à l'ordonnance prévue au paragraphe 5° de l'article 44, des services fournis par le propriétaire conformément au bail ou à une déclaration signée par le propriétaire et le locataire, notamment l'électricité, le chauffage, l'eau chaude ou l'usage d'appareils ménagers et de meubles;	
« maison de chambres » : un immeuble ou une partie d'immeuble où on loue au moins 4 chambres et où des services peuvent être fournis aux personnes qui y ont domicile, tels les repas, l'entretien, la surveillance;	
« organisme à but non lucratif » ci-après nommé OBNL :	
1° une coopérative d'habitation;	
2° un organisme régi par la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) et dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle l'organisme doit offrir en location des logements ou des chambres à prix modéré, à des personnes à faible revenu ou à des personnes handicapées ainsi qu'une clause à l'effet qu'aucun membre du conseil d'administration ne peut être rémunéré à ce titre;	
3° un organisme à but non lucratif dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle l'organisme doit offrir de l'hébergement temporaire à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection et une clause à l'effet qu'aucun membre du conseil d'administration ne peut être rémunéré à ce titre;	
4° une société paramunicipale;	
5° la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).	
« propriétaire-bailleur-occupant » : un propriétaire habitant un bâtiment résidentiel dans lequel un ou des logements ou des chambres d'une maison de chambres sont loués ou offerts en location;	
« ressource intermédiaire » : toute ressource liée à un établissement public de santé et de services sociaux aux fins d'offrir de l'hébergement, notamment un établissement privé conventionné ou une ressource intermédiaire au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);	
« secteur désigné » : un territoire de la Ville qui regroupe des aires de diffusion, comme définis par Statistique Canada délimité aux plans de l'annexe A et identifié sous le nom de :	
- Cartierville; - Côte-des-Neiges; - Mountain-Sights; - Upper-Lachine; - Chemin du Canal; - Provost; - Saint-Pierre; - Vieux-Lachine; - Les Oblats; - Village-des-Rapides; - Hochelaga-Maisonneuve; - Montréal-Nord – zone est; - Montréal-Nord – zone ouest; - Iberville; - Petite-Patrie; - Saint-Laurent; - Côte-Saint-Paul / Ville-Émard; - Pointe-Saint-Charles; - Saint-Henri;	

	- Verdun-Centre / Crawford; - Centre-Sud; - Parc-Extension; - René-Goupil; - Saint-Michel nord; - Saint-Michel sud; - Villeray.	
	« taux de rendement » : le taux fixé par ordonnance en vertu du paragraphe 6° de l'article 44.	

SECTION II
APPLICATION

2	Peuvent seuls faire l'objet de la subvention prévue au présent règlement :	
	1° un bâtiment visé à l'une des catégories suivantes, situé dans un secteur désigné, sauf s'il s'agit d'un bâtiment visé au sous-paragraphe j) ou k), et dont la valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur à la date de la demande de subvention n'excède pas, pour le bâtiment et le terrain, le montant indiqué ci-après	
	a) bâtiment résidentiel d'un logement : 350 000 $;	
	b) bâtiment résidentiel de 2 logements : 207 000 $ par logement;	
	c) bâtiment résidentiel de 3 logements : 159 000 $ par logement;	
	d) bâtiment résidentiel de 4 logements : 136 000 $ par logement;	
	e) bâtiment résidentiel de 5 logements : 122 000 $ par logement;	
	f) bâtiment résidentiel de 6 à 8 logements : 97 000 $ par logement;	
	g) bâtiment résidentiel de 9 logements et plus en excluant les conciergeries ainsi qu'un bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 92 000 $ par logement;	
	h) bâtiment mixte comportant 1 à 8 logements : 97 000 $ par logement;	
	i) bâtiment mixte comportant 9 logements et plus en excluant les conciergeries ainsi qu'un bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 92 000 $ par logement;	
	j) une conciergerie de 12 logements et plus : 69 000 $ par logement;	
	k) bâtiment faisant partie d'un ensemble immobilier : 73 000 $ par logement;	
	1.1° *[supprimé];*	
	1.2° une maison de chambres;	
	2° un bâtiment visé à l'une des catégories identifiée aux paragraphes 1° et 1.2° du présent alinéa, sans égard à sa localisation ou non dans un secteur désigné, s'il répond à chacune des conditions suivantes :	
	a) il est entièrement vacant;	
	b) il nécessite, pour rendre les logements conformes à la réglementation et aux conditions du marché, des travaux dont le coût réel excède le coût réel maximal pris en compte pour le calcul de la subvention selon l'article 10;	
	c) sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur à la date de la demande de subvention ne dépasse pas de plus de 15% le montant indiqué au paragraphe 1° du présent alinéa pour cette catégorie;	
	3° un bâtiment mixte situé dans un secteur désigné dont la partie qui comporte un usage décrit à la définition de « bâtiment mixte situé dans un secteur désigné » est vacante depuis au moins un an avant la demande de subvention, et qui nécessite une remise en état complète et une mise aux normes en conformité aux règlements dont le coût réel est supérieur à 75% du coût réel maximal pris en compte pour le calcul de la subvention selon l'article 10;	
	3.1° un bâtiment résidentiel de 2 ou de 3 logements sans égard à sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière et à sa localisation ou non dans un secteur désigné, dont le ou les propriétaires ont bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété 03-168, à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le ou les propriétaires ont au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de la demande de subvention ou 6 mois après cette date, en autant, dans tous les cas, que la demande de subvention soit soumise dans les 3 ans suivant la date d'achat du bâtiment;	3.1° un bâtiment résidentiel de **1,** 2 ou de 3 logements sans égard à sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière et à sa localisation ou non dans un secteur désigné, dont le ou les propriétaires ont bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété 03-168, à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le ou les propriétaires ont au moins un enfant âgé de moins de 18 ans **habitant au moins 40% du temps à cette adresse** à la date de la demande de subvention ou **9** mois après cette date, en autant, dans tous les cas, que la demande de subvention soit soumise dans les **5** ans

		suivant la date d'achat du bâtiment;[1]
		3.2° un bâtiment de 1, 2 ou 3 logements situé dans un secteur désigné mais sans égard à sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière lorsque le ou les propriétaires-occupant ont au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date.[2]
	4° *[supprimé];*	
	Pour l'application des sous-paragraphes a) à e) du paragraphe 1° du premier alinéa, les logements situés sous le rez-de-chaussée ne sont pas pris en compte dans le calcul du nombre de logements. À cette fin, un bâtiment résidentiel ne comportant que 5 logements en rez-de-chaussée ou au-dessus du rez-de-chaussée appartient à la catégorie visée au paragraphe e), quel que soit le nombre de logements qu'il peut comporter sous le rez-de-chaussée.	
	Pour l'application des sous-paragraphes h) à k) du paragraphe 1° du premier alinéa, la valeur foncière attribuable à un usage autre que résidentiel n'est pas prise en compte dans le calcul de la valeur foncière du bâtiment et du terrain. À cette fin, une proportion est établie sur la base de la superficie occupée par l'usage résidentiel par rapport à celle occupée par tous autres usages.	
	Un bâtiment qui n'est pas entièrement vacant et dont la superficie de plancher représente au plus la moitié de celle d'un ensemble de bâtiments dont il fait partie est réputé conforme au paragraphe 2° du premier alinéa si :	
	1° les autres bâtiments de ce même ensemble satisfont aux conditions de ce paragraphe;	
	2° tous les bâtiments de cet ensemble appartiennent au même propriétaire;	
	3° tous ces bâtiments font l'objet d'une même demande de subvention en vertu du présent règlement.	
	Dans tous les cas, il doit s'agir d'un bâtiment dont au moins une des composantes essentielles suivantes présente des défectuosités suffisamment importantes pour nécessiter une rénovation substantielle :	
	1° la structure;	
	2° les fondations;	
	3° le système de plomberie;	
	4° *[supprimé];*	
	5° le système électrique;	
	6° les portes et fenêtres;	
	7° le parement de maçonnerie;	
	8° *[supprimé];*	
	9° un revêtement extérieur, autre que la maçonnerie, s'il doit être entièrement remplacé.	

3	Le présent règlement ne s'applique pas à :	
	1° un bâtiment situé sur un terrain sur lequel une réserve à des fins publiques est établie;	
	2° un bâtiment ou une partie d'un bâtiment qui fait l'objet d'une aide financière continue en vertu d'un programme gouvernemental d'habitation sociale, sauf s'il s'agit du programme de supplément au loyer;	
	3° *[supprimé];*	
	4° un bâtiment qui a déjà fait l'objet d'une subvention visant une remise en état complète dans le cadre du volet rénovation résidentielle du Programme Rénovation Québec (PRQ), du Programme de revitalisation des vieux quartiers (PRVQ) ou du Programme de rénovation d'immeubles locatifs (PRIL) au cours des :	
	a) 20 dernières années pour un usage résidentiel autre qu'une maison de chambres;	
	b) 15 dernières années pour une maison de chambres;	
	5° un bâtiment construit ou transformé en bâtiment résidentiel depuis moins de 20 ans à la date du dépôt de la demande de subvention;	

[1] Dans le cadre du Plan de fidélisation des familles, allongement de la période d'admissibilité facilitée au programme (de 3 à 5 ans), ajout de l'unifamiliale et concordance avec le programme Accession à la propriété pour une naissance après l'acquisition de la propriété (9 mois au lieu de 6).
[2] Dans le cadre du Plan de fidélisation des familles, retrait du critère de la valeur foncière du bâtiment pour les familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans propriétaires-occupants d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur désigné.

	6° un bâtiment à caractère exclusivement institutionnel, notamment un presbytère, un séminaire, un noviciat, un couvent, un établissement de détention ou une résidence étudiante;	
	7° un bâtiment à caractère exclusivement commercial desservant ou destiné à desservir une clientèle de passage, notamment un hôtel, un motel ou une maison de touristes;	
	8° un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires, ou à la Couronne du chef du Québec ou à l'un de ses mandataires;	
	9° un bâtiment occupé ou destiné à être occupé exclusivement par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);	
	10° une ressource intermédiaire;	
	11° un bâtiment qui a fait l'objet d'une demande de subvention approuvée en vertu du présent règlement, mais annulée en raison du défaut du requérant de respecter l'une des conditions de l'octroi de la subvention, sauf si plus de 12 mois se sont écoulés depuis cette annulation ou s'il s'agit d'une demande faite par un nouveau propriétaire n'ayant aucun lien avec l'ancien;	
	12° un bâtiment situé dans une zone inondable de grand courant (inondation de 20 ans), sauf si des travaux visant à le prémunir contre les risques d'inondation ont été effectués ou si de tels travaux sont exécutés simultanément aux travaux faisant l'objet de la demande de subvention.	
	Aux fins de l'application du paragraphe 4°, le nombre d'années se calcule à partir de la date du versement finale de la subvention jusqu'à la date de la nouvelle demande de subvention.	

SECTION III
TRAVAUX ADMISSIBLES

4	Sont exclusivement admissibles à la subvention prévue au présent règlement les travaux de rénovation suivants :	
	1° la remise en état complète du bâtiment, incluant la correction de toutes les défectuosités des composantes essentielles mentionnées à l'article 2 et sa mise aux normes complète en conformité aux règlements;	
	2° l'agrandissement du bâtiment en hauteur ou en aire de bâtiment en vue d'y ajouter des logements ou des chambres, s'il se fait dans le cadre des travaux visés au paragraphe 1°;	
	3° l'aménagement d'un logement ou d'une maison de chambres dans la partie du bâtiment qui ne comporte aucun des usages décrits à la définition de « bâtiment résidentiel », si la partie qui comporte au moins un de ces usages fait l'objet des travaux visés au paragraphe 1°;	
	4° l'amélioration de la qualité de l'habitation, notamment par la modification du nombre de logements, un agencement plus fonctionnel des pièces, un agrandissement, la modernisation des cuisines et des salles de bains et l'amélioration de l'isolation acoustique ou thermique, si elle se fait dans le cadre des travaux visés au paragraphe 1°;	
	5° l'amélioration de la structure, de l'enveloppe, des compartiments résistant au feu et des systèmes mécaniques dans la partie du bâtiment qui ne comporte aucun des usages décrits à la définition de « bâtiment résidentiel », si cette partie représente, avant les travaux de rénovation, moins de 50 % de la superficie totale de plancher du bâtiment et si la partie qui comporte au moins un de ces usages fait l'objet des travaux visés au paragraphe 1°;	
	6° l'aménagement d'un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection, s'il se fait dans le cadre de travaux visés au paragraphe 1° ;	
	7° *[supprimé]*	
	Les travaux d'agrandissement visés au paragraphe 2° du premier alinéa sont admissibles à la subvention jusqu'à concurrence d'une superficie de plancher équivalant à 50 % de celle du bâtiment existant.	
	Les travaux visés par la subvention, lorsqu'ils donnent lieu à la réalisation d'un projet dont les logements seront mis en vente par le requérant, doivent faire l'objet d'un plan de garantie offert par l'un des organismes suivants :	
	1° Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ);	
	2° Association de la construction du Québec (ACQ);	
	3° La garantie des Maîtres Bâtisseurs.	
	Les travaux de transformation de logements en chambres d'une maison de chambres ne sont pas des travaux admissibles au sens du premier alinéa.	

5	Sont exclusivement admissibles à la subvention prévue au présent règlement les travaux de démolition-reconstruction qui consistent en la reconstruction d'un bâtiment résidentiel à la suite de la démolition d'un bâtiment visé au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 2 en autant que :	
	1° le bâtiment est entièrement vacant depuis au moins un an au moment de la demande de subvention;	
	2° le coût réel des travaux et des frais inhérents pour sa remise en état complète et sa mise aux normes en conformité aux règlements est supérieur à 25% du coût réel maximal pris en compte pour le calcul de la subvention selon l'article 10;	
	3° malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, un bâtiment qui est vacant au moment ou il fait l'objet d'un ordre de démolition émis par la Ville est admissible à une subvention, malgré le fait qu'il ne soit pas vacant depuis au moins 1 an.	
	Les travaux de construction visés au premier alinéa sont admissibles à la subvention jusqu'à concurrence d'une superficie de plancher équivalant à deux fois la superficie du bâtiment démoli.	
	Une partie non résidentielle du bâtiment reconstruit est admissible à la subvention si elle représente moins de 50 % de la superficie totale de plancher de ce bâtiment.	

6	Le droit à la subvention prévue au présent règlement est conditionnel à ce que le coût réel des travaux visés au paragraphe 1° de l'article 4 et des frais inhérents totalisent au moins :	
	1° 3 500 $ en moyenne par chambre d'une maison de chambres;	
	2° 15 000 $ en moyenne par logement..	

SECTION IV
SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
DEMANDE DE SUBVENTION

7	La demande de subvention est faite sur place dans un bureau d'arrondissement ou à la Direction de l'habitation. Après la vérification de l'admissibilité de cette demande, le requérant doit déposer auprès du directeur les documents suivants :	
	1° un document établissant que le requérant est le dernier propriétaire du bâtiment visé par la demande, selon l'inscription au registre foncier, ou une offre d'achat acceptée;	
	2° un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom du propriétaire requérant, le cas échéant;	
	3° la preuve du paiement de la moitié du montant exigible fixé au règlement annuel sur les tarifs pour l'étude de la demande de subvention;	
	4° Dans le cas des travaux visés par la majoration des coûts réels prévue à l'article 11.1 :	
	a) un rapport signé et scellé par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec comportant notamment :	
	i) un relevé des niveaux, une description des dommages au bâtiment et une opinion sur les causes des désordres en relation avec la nature du sol;	
	ii) l'identification des parties des fondations jugées instables et nécessitant des travaux de stabilisation ainsi qu'une opinion sur les parties des fondations jugées stables et pour lesquelles une intervention n'est pas considérée comme étant nécessaire;	
	iii) des recommandations sur la méthode de stabilisation préconisée et sur la portée des travaux nécessaires pour assurer la stabilité des fondations;	
	b) les plans et devis signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec décrivant les travaux de stabilisation à effectuer selon les conclusions du rapport prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 4° du présent article.	
		5° Dans le cas d'une demande effectuée en vertu des paragraphes 3.1° et 3.2° de l'article 2, une copie du certificat de naissance d'un enfant ou un document

		émis par un médecin indiquant la date prévue d'accouchement ainsi qu'un document permettant d'établir la garde légale de l'enfant.[3]

8	Préalablement à l'approbation de la subvention, le requérant doit avoir :	
	1° payé le solde du montant mentionné au paragraphe 3° de l'article 7;	
	2° déposé auprès du directeur :	
	a) une copie de chacun des baux ou une déclaration au même effet signée par le propriétaire et le locataire pour chaque unité louée, et le cas échéant, une déclaration signée par le propriétaire attestant que l'unité est vacante;	
	b) une copie des plans de relevé du bâtiment visé par la demande;	
	c) une copie des plans finaux du projet. Lorsque prévu par la loi, dans tous les cas de démolition reconstruction ou lorsque le mode d'occupation du projet est autre que locatif, ces plans doivent être signés et scellés par un ingénieur et par un architecte;	
	d) une acceptation par le propriétaire de la liste des travaux admissibles visant le bâtiment qui fait l'objet de la demande de subvention;	
	e) trois soumissions pour l'exécution des travaux produites par un entrepreneur général détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec, accompagnée d'une copie de sa licence;	
	f) les pièces justifiant les frais inhérents;	
	g) lorsque les travaux de rénovation doivent entraîner la diminution des services normalement offerts ou disponibles dans le bâtiment, l'interruption des services d'utilité publique dans un logement ou le déplacement des occupants, un plan indiquant la durée prévue des travaux et du déplacement, le montant des indemnités aux occupants à reloger et le moment de leur versement;	
	h) une preuve de sa capacité financière d'exécuter la partie non subventionnée des travaux ou confirmation du financement nécessaire;	
	i) lorsque le propriétaire est un organisme à but non lucratif autre qu'une coopérative d'habitation et autre qu'une société paramunicipale, trois documents démontrant que l'organisme et le projet ont l'appui d'organismes socio-communautaires établis du secteur;	
	j) le cas échéant, une déclaration signée à l'effet que le propriétaire-bailleur-occupant s'engage à le demeurer pour une période de 3 ans suivant le versement de la subvention;	
	k) dans tous les cas où les travaux visés par la subvention donnent lieu à la réalisation d'un projet dont les logements seront mis en vente par le requérant, une copie du mandat en vertu duquel l'ingénieur et l'architecte sont chargés du suivi et de la surveillance des travaux;	
	l) le cas échéant, la preuve qu'une demande d'enregistrement à un plan de garantie a été déposée;	
	m) dans le cas d'une maison de chambres avec une clientèle spécifique, la preuve que l'établissement est inscrit à tout registre requis par l'Agence de santé et des services sociaux.	
	Le programme prévu au sous-paragraphe g) du paragraphe 2° du premier alinéa doit être produit sur le formulaire fourni par la Ville et être signé par le propriétaire pour attester son engagement à le respecter.	

SOUS-SECTION 2
CALCUL DE LA SUBVENTION

9	Aux fins du calcul de la subvention, seul le coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents est pris en compte.	

10	Le coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents pris en compte aux fins du calcul de la subvention est, en moyenne, d'au plus :	
	1° 22 500 $ pour une chambre d'une maison de chambres ou pour une place de lit d'un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection;	
	2° 30 000 $ pour un studio;	

[3] Dans la foulée de l'ouverture aux propriétaires-occupants en secteur désigné sans égard à la valeur foncière du bâtiment.

	3° 40 000 $ pour un logement de 3 pièces;	
	4° 50 000 $ pour un logement de 4 pièces;	
	5° 56 250 $ pour un logement de 5 pièces;	
	6° 63 500 $ pour un logement de 6 pièces;	
	7° 456 $ le mètre carré pour les travaux visant la partie du bâtiment qui ne comporte aucun des usages décrits à la définition de « bâtiment résidentiel ».	
	Aux fins du premier alinéa :	
	1° un logement de 46,5 m^2 et moins constitue un studio;	
	2° un logement de 46,6 m^2 à 65 m^2 constitue un 3 pièces;	
	3° un logement de 65,1 m^2 à 84 m^2 constitue un 4 pièces;	
	4° un logement de 84,1 m^2 à 102 m^2 constitue un 5 pièces;	
	5° un logement de 102,1 m^2 ou plus constitue un 6 pièces.	
	La superficie mentionnée au deuxième alinéa est une superficie brute de plancher, mesurée à partir du centre des murs formant le périmètre du logement en excluant les parties communes.	
	Le coût reconnu des frais inhérents est pris en compte dans une proportion d'au plus 15 % du coût réel des travaux admissibles.	
	Si la subvention vise un immeuble comportant plus d'un bâtiment, la moyenne prévue au premier alinéa est établie pour l'ensemble des bâtiments.	

11	Lorsque le projet de rénovation inclut la démolition de bâtiments accessoires, le coût réel maximal admissible pour le bâtiment selon l'article 10 est majoré du coût réel de ces travaux de démolition, jusqu'à concurrence de 14 000 $.	

11.1	Lorsque le projet de rénovation inclut des travaux de stabilisation des fondations par l'installation d'éléments de fondation profonde ou le remplacement de ces fondations, le coût réel maximal admissible pour le bâtiment selon l'article 10 est majoré du coût réel de ces travaux, jusqu'à concurrence de 14 000 $.	
	Peut seule faire l'objet de la majoration prévue au présent article, une subvention relative à un bâtiment résidentiel ou un bâtiment mixte, dont au moins un mur des fondations présente des signes d'instabilité et a subi un affaissement différentiel de plus de 2,5 cm à la suite d'un tassement du sol. Les travaux doivent, selon l'expertise d'un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, être nécessaires et être suffisants pour assurer la stabilisation de toutes les parties du bâtiment jugées instables.	
	La majoration prévue au présent article ne s'applique pas à une partie du bâtiment qui a déjà fait l'objet d'une subvention dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires-occupants de maisons lézardées ou d'une subvention municipale aux mêmes fins.	

11.2	Lorsque le projet de rénovation d'un bâtiment visé aux sous-paragraphes j) et k) du paragraphe 1° de l'article 2 ainsi qu'au paragraphe 1.2° de l'article 2 inclut des travaux d'amélioration de la sécurité, le coût réel maximal admissible pour le bâtiment selon l'article 10 est majoré des montants suivants :	
	1° pour une subvention relative aux bâtiments visés aux sous paragraphes j) et k) du paragraphe 1° de l'article 2 : 3 000 $ par logement;	
	2° pour une subvention relative aux bâtiments visés au paragraphe 1.2° de l'article 2 : 2 000 $ par chambre.	
	Les travaux admissibles à l'octroi de la majoration du coût réel des travaux sont ceux nécessaires pour rendre un bâtiment visé au premier alinéa conforme aux exigences des sections I et II du chapitre X.1 du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096), sous réserve de l'article 18.1 de ce règlement.	

12	Lorsque le mode d'occupation des unités subventionnées est locatif, le montant de la subvention est égal au pourcentage fixé ci-après du coût réel des travaux et des frais inhérents établi conformément aux articles 9 à 11 :	
	1° 75 % dans le cas où le propriétaire est un organisme à but non lucratif;	
	2° 75 % s'il s'agit d'un organisme visé aux paragraphes 2° et 3° de la définition d'« organisme à but non lucratif » à l'article 1 qui détient à titre de locataire un bail dont le terme est d'au moins 5 ans à compter de la date du dernier versement de la subvention;	

	2.1° 50 % s'il s'agit d'une maison de chambres pour personnes âgées et 75 % pour les autres maisons de chambres, ces pourcentages étant toutefois réduits, le cas échéant, de manière à ce que le propriétaire n'assume pas une part inférieure au tiers du coût réel des travaux et des frais inhérents visant l'ensemble du bâtiment;	
	3° 75 % dans le cas d'un propriétaire-bailleur-occupant eu égard au logement qu'il occupera après les travaux et à une part proportionnelle des parties communes du bâtiment, sauf que ce pourcentage est réduit, le cas échéant, jusqu'à ce que le propriétaire assume au moins le tiers du coût réel des travaux et des frais inhérents visant l'ensemble du bâtiment;	
	4° 60 % dans le cas d'un bâtiment dont la somme des loyers avant travaux est inférieure à 95 % de la somme obtenue en additionnant pour chacun des logements, le loyer moyen du marché pour un logement de taille comparable, selon les statistiques publiées annuellement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour le secteur où est localisé le bâtiment;	
	5° 50 % dans les autres cas.	

13	Lorsque le mode d'occupation des unités subventionnées n'est pas locatif ou lorsqu'il s'agit d'un bâtiment d'un logement au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 2, le montant de la subvention est égal au pourcentage fixé ci-après du coût réel des travaux et des frais inhérents établi conformément aux articles 9 à 11 :	
	1° pour des travaux visés à l'article 4 :	
	a) 60 % dans le cas de la rénovation d'un bâtiment vacant réalisée par ou pour un OBNL en vue de favoriser l'accession à la propriété et dont le prix de vente des logements n'excède pas, selon leur typologie, le montant indiqué ci-après :	
	i) 200 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 3 pièces comprenant au moins 1 chambre à coucher;	
	ii) 265 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 4 pièces comprenant au moins 2 chambres à coucher;	
	iii) 310 000 $ toutes taxes incluses pour un logement de 5 pièces et plus comprenant au moins 3 chambres à coucher;	
	b) 40 % dans le cas d'un bâtiment d'un logement au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 2;	b) **50 %** dans le cas d'un bâtiment d'un logement au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 2;[4]
	c) 0 % dans les autres cas;	
	2° pour des travaux visés à l'article 5 :	
	a) 50 % lorsque les travaux sont réalisés par ou pour un OBNL en vue de favoriser l'accession à la propriété et dont le prix de vente des logements n'excède pas, selon leur typologie, le montant indiqué ci-après :	
	i) 200 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 3 pièces comprenant au moins 1 chambre à coucher;	
	ii) 265 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 4 pièces comprenant au moins 2 chambres à coucher;	
	iii) 310 000 $ toutes taxes incluses pour un logement de 5 pièces et plus comprenant au moins 3 chambres à coucher;	
	b) 0 % dans le cas d'un bâtiment d'un logement au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 2;	
	c) 0 % dans les autres cas.	

14	Les subventions d'autres sources visant les mêmes travaux doivent être déduites du montant de la subvention calculé conformément à la présente sous-section, sauf s'il s'agit d'une aide visant la promotion de l'efficacité énergétique du bâtiment, la remise en état d'un système de chauffage ou son remplacement.	

15	Lorsqu'un bâtiment a subi un sinistre, avant ou pendant l'exécution des travaux, le montant de toute indemnité versée ou à être versée en rapport avec ce sinistre en vertu d'un contrat d'assurance ou, en l'absence d'un tel contrat, le coût de la perte, doit être déduit du coût réel des travaux admissibles et des	

[4] Ajustement du taux d'aide pour les maisons unifamiliales pour l'harmoniser avec celui du programme Rénovation à la carte.

	frais inhérents pris en compte dans le calcul de la subvention.	
	Le premier alinéa ne s'applique pas si le requérant de la subvention n'était pas propriétaire du bâtiment au moment du sinistre et s'il déclare, par écrit, qu'il n'a aucun lien de parenté ou d'affaires avec l'ancien propriétaire.	

16	Le montant maximal de subvention qui peut être versé par bâtiment est de :	
	1° pour les travaux admissibles visés à l'article 4 :	
	a) 750 000 $ dans le cas d'un organisme sans but lucratif ou d'une maison de chambres;	
	b) 500 000 $ dans les autres cas;	
	2° 6 000 000 $ pour les travaux admissibles visés à l'article 5.	

SOUS-SECTION 3
APPROBATION

17	Le directeur approuve toute demande de subvention conforme aux articles 7 et 8 lorsque toutes les conditions prévues au présent règlement sont respectées. Il doit aviser le requérant, par écrit, de l'approbation ou du refus de sa demande. Dans le cas où la demande est approuvée, l'avis doit indiquer la date d'approbation et le montant provisoire de la subvention prévue.	

SOUS-SECTION 4
EXÉCUTION DES TRAVAUX

18	L'approbation signifiée en application de l'article 17 est nulle et sans effet si les travaux visés par la demande de subvention, sous réserve de l'article 19, n'ont pas débuté dans les 3 mois de la date de cette approbation ou ne sont pas terminés, en conformité des règlements et du Code de construction du Québec, dans les 12 mois de cette même date.	
	À la demande du propriétaire, le directeur peut accorder une prolongation de ces délais pour une période maximale de 12 mois. Le directeur doit confirmer par écrit la période de prolongation qu'il autorise et indiquer la date à laquelle les travaux devront commencer ou être complétés.	
	À la demande du propriétaire, dans le cas des projets de grande taille, soit ceux comprenant plus de 200 logements, le directeur peut accorder une prolongation supplémentaire aux délais prévus au premier et deuxième alinéa pour une période maximale de 12 mois. Le directeur doit confirmer par écrit la période de prolongation qu'il autorise et indiquer la date à laquelle les travaux devront commencer ou être complétés.	
	Si les délais prévus au présent article ne sont pas respectés, la subvention consentie n'est pas remise ou toute partie déjà versée doit être remboursée à la Ville sur demande.	

19	Le requérant doit, avant de commencer les travaux, obtenir le permis pour les travaux visés par la subvention, avoir reçu l'autorisation écrite du directeur à l'effet qu'il peut débuter les travaux et fournir :	
	1° le formulaire d'entente signé par la majorité des locataires touchés par les travaux de rénovation et faisant état de la nature des travaux, de la période d'évacuation s'il en est, des indemnités prévues, de leur mode de versement et de l'augmentation de loyer prévue après ces travaux;	
	2° la preuve que le premier versement des indemnités aux locataires a été effectué;	
	3° dans le cas des locataires n'ayant pas signé d'entente, la preuve que la procédure d'avis pour travaux majeurs prescrite par le Code civil du Québec a été respectée et complétée;	
	4° la preuve que les travaux seront exécutés par et sous la responsabilité d'un entrepreneur général détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;	
	5° l'engagement relatif au respect du programme de travail ou du devis et des plans approuvés;	
	6° le formulaire fourni par la Ville, intitulé « Déclaration de travaux », rempli et signé par le requérant et l'entrepreneur général;	
	7° une copie d'un acte authentique établissant les conditions prévues aux articles 27 à 32 et à la section VI et la preuve de son inscription au registre de la publicité des droits, conformément à	

	l'article 89 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);	
	8° dans le cas des travaux ciblés par la majoration prévue à l'article 11.1, la preuve que les travaux sont supervisés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.	
	Aux fins de l'application du paragraphe 4° du premier alinéa, une licence de « constructeur propriétaire » n'est pas admissible.	
	Le requérant qui ne s'est pas conformé au premier alinéa est déchu de son droit à la subvention et aucun versement à ce titre ne peut lui être fait.	

20	Les travaux exécutés avant que le requérant se soit conformé à l'article 19 ne sont pas pris en compte dans le calcul de la subvention et entraînent l'annulation de la subvention s'ils dépassent 10 % du coût réel des travaux pris en comptent pour le calcul de la subvention.	
	Le premier alinéa n'a pas pour objet de limiter l'application d'autres dispositions réglementaires en vertu desquelles des travaux doivent être exécutés sans délai lorsqu'un bâtiment présente une condition dangereuse pour la sécurité des occupants ou du public ou pour la conservation du bâtiment. Le requérant doit toutefois attendre une autorisation écrite du directeur, décrivant les conditions et l'ampleur des travaux requis, avant d'entreprendre les travaux. Toutefois, lorsque de tels travaux sont entrepris, l'autorisation de les exécuter n'emporte pas approbation de la subvention afférente à ces travaux.	

21	*[abrogé].*	

SOUS-SECTION 5
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

22	Un premier versement équivalant à 25 % de la subvention est fait lorsque le degré d'avancement des travaux est d'au moins 25 % et que :	
	1° une copie du certificat d'arpentage montrant l'implantation et les niveaux requis pour s'assurer de la conformité aux plans approuvés, dans tous les cas de démolition-reconstruction, a été déposée au plus tard 10 jours après la coulée des fondations;	
	2° lorsque l'enregistrement à un plan de garantie est requis, la copie du certificat d'enregistrement à ce plan doit être fournie;	
	3° les travaux visés par les ordres de changements ou de corrections émis en vertu de cette portion des travaux, sont tous complétés.	
	Un deuxième versement équivalent à 25 % de la subvention est fait lorsque le degré d'avancement des travaux est d'au moins 50 % et que :	
	1° les travaux visés par les ordres de changements ou de corrections émis en regard de cette portion des travaux sont tous complétés;	
	2° un certificat de localisation du nouveau bâtiment préparé par un arpenteur-géomètre indiquant notamment la hauteur du plancher du rez-de-chaussée dès sa mise en place a été soumis lorsque requis par la réglementation applicable;	
	3° toute autre exigence réglementaire applicable, le cas échéant, est complétée.	
	Un troisième versement équivalant à 25 % de la subvention est fait lorsque le degré d'avancement des travaux est d'au moins 75 % et que les travaux visés par les ordres de changements ou de corrections émis en vertu de cette portion des travaux, sont tous complétés.	

23	Après les trois versements prévus à l'article 22, le solde de la subvention est versé lorsque les conditions suivantes sont respectées :	
	1° les travaux sont terminés;	
	2° les travaux sont conformes aux règlements et au Code de construction;	
	3° le propriétaire s'est conformé à toutes les exigences du présent règlement;	
	4° le propriétaire a fourni à la Ville une preuve que les travaux ont été exécutés par et sous la responsabilité d'un entrepreneur général détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;	
	5° le propriétaire a fourni à la Ville une preuve que le solde des indemnités aux locataires prévues au	

	programme exigé en vertu du sous-paragraphe g) du paragraphe 2° de l'article 8 ont été versées aux locataires;	
	6° les loyers sont conformes aux dispositions de la section VI;	
	7° le formulaire fourni par la Ville, intitulé « Attestation de suivi » est rempli et signé par l'ingénieur et l'architecte, lorsqu'un mandat de surveillance est requis en vertu du sous-paragraphe k) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 8;	
	8° le propriétaire a fourni une attestation de fin de travaux signée par l'entrepreneur général;	
	9° le propriétaire a fourni une copie de la facture finale conformément au document intitulé « l'attestation de fin de travaux »;	
	10° le requérant a fourni au directeur une attestation de l'ingénieur visé au sous-paragraphe b) du paragraphe 4° de l'article 7 à l'effet que les travaux ont été exécutés conformément aux plans et devis signés et scellés par lui.	

24	Malgré le paragraphe 1° de l'article 23, lorsque certains travaux ne peuvent être réalisés en raison de la période hivernale, une part proportionnelle de la subvention est retenue jusqu'à ce que ces travaux soient complétés. Toutefois, le paiement ultérieur de ce reliquat n'a pas pour effet de reculer la date du versement, qui demeure celle à laquelle le paiement de la partie la plus importante de la subvention a été effectué.	

25	*[abrogé].*	

SECTION V
CONDITIONS PARTICULIÈRES

26	Lorsqu'un bâtiment pour lequel une subvention a été approuvée en vertu du présent règlement change de propriétaire avant que cette subvention ne soit versée ou entièrement versée, le nouveau propriétaire peut succéder aux droits du propriétaire antérieur relatifs à cette subvention, à condition de se conformer aux exigences du présent règlement.	
	Aux fins du premier alinéa, et sous réserve de toute autre exigence applicable du présent règlement, le nouvel acquéreur doit déclarer le transfert de propriété au directeur et lui fournir une copie authentique du titre opérant ce transfert.	

27	Durant une période de 5 ans à compter de la date du dernier versement de la subvention, un bâtiment ou une partie de bâtiment qui a fait l'objet de cette subvention ne peut changer de destination à moins que le montant de la subvention ne soit remis à la Ville en proportion du nombre de jours de cette période non écoulés à l'époque du changement, compte tenu du nombre de logements ou de chambres touchés par ce changement de destination.	
	Le titulaire de la subvention et toute personne propriétaire du bâtiment à l'époque du changement sont solidairement responsables de cette remise.	
	Le permis ou le certificat requis pour changer la destination d'un bâtiment n'est pas délivré tant que cette remise n'a pas été effectuée.	
	Tout acte d'aliénation de ce bâtiment, en tout ou en partie, doit comporter une clause établissant les obligations découlant du présent article et une copie authentique doit en être fournie à la Ville.	
	Aux fins du présent article :	
	1° constitue un changement de destination :	
	a) la transformation d'un logement ou d'une chambre d'une maison de chambres à des fins autres que résidentielles, notamment tout usage qui correspond à une classification d'usage principale autre que C aux fins du Code national du Bâtiment ainsi qu'une ressource intermédiaire;	
	b) la transformation d'un logement en maison de chambres;	
	c) la transformation d'une maison de chambres en logement;	
	d) la transformation d'un logement locatif en copropriété divise ou indivise;	
	2° *[supprimé].*	

28	Lorsque le titulaire de la subvention prévue au présent règlement est un organisme à but non lucratif, l'aliénation totale ou partielle du bâtiment qui a fait l'objet d'une telle subvention, de même que l'aliénation du contrôle de cet organisme entraîne une remise partielle de la subvention à la Ville si elle survient dans une période de 5 ans à compter de la date du versement de la subvention.	
	Le montant de cette remise résulte de la différence entre les taux de subvention applicables et de la tranche de la subvention située au-delà des montants maximaux prévus à l'article 16, en proportion du nombre de jours non écoulés à l'époque de l'aliénation.	
	Le premier alinéa ne s'applique pas si l'aliénation s'effectue entre deux organismes à but non lucratif.	
	Le premier alinéa ne s'applique pas, non plus, s'il s'agit de l'aliénation de logements qui ont été réalisés pour favoriser l'accession à la propriété et dont le prix de vente des logements ne doit pas excéder, selon leur typologie, le montant indiqué ci-après :	
	1° 200 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 3 pièces comprenant au moins 1 chambre à coucher;	
	2° 265 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 4 pièces comprenant au moins 2 chambres à coucher;	
	3° 310 000 $ toutes taxes incluses, pour un logement de 5 pièces et plus comprenant au moins 3 chambres à coucher.	
	Tout acte d'aliénation du bâtiment ou du contrôle de l'organisme doit comporter une clause établissant les obligations découlant du présent article et une copie authentique doit en être fournie à la Ville.	

29	Constitue un changement du mode d'occupation d'un bâtiment le fait pour un propriétaire-bailleur-occupant de cesser d'occuper à titre de résidence principale le logement ayant fait l'objet d'une subvention, de réduire le nombre de logements dans la partie locative du bâtiment afin d'agrandir le logement qu'il occupe ou d'éliminer toute partie locative du bâtiment.	
	Lorsque le changement décrit au premier alinéa survient dans une période de 3 ans à compter de la date du versement de la subvention, le titulaire de la subvention ou le propriétaire-bailleur-occupant subséquent doit remettre à la Ville la partie de la subvention représentant la différence entre les taux et les maximaux de subvention applicables eu égard au mode d'occupation antérieur par rapport au nouveau, et ce en proportion du nombre de jours non écoulés à l'époque du changement.	
	Le deuxième alinéa ne s'applique pas dans le cas où un propriétaire-bailleur-occupant cesse d'occuper son logement par suite de l'aliénation du bâtiment à un nouveau propriétaire-bailleur-occupant.	
	Tout acte d'aliénation du bâtiment par le propriétaire-bailleur-occupant doit comporter une clause établissant les obligations découlant du présent article et une copie authentique doit en être fournie à la Ville.	

30	Le droit à la subvention prévue au présent règlement est conditionnel à ce que le propriétaire du bâtiment visé par cette subvention ne donne à aucun des locataires de ce bâtiment l'avis d'éviction prévu à l'article 1960 du Code civil du Québec, et ce à compter de la date à laquelle la subvention est approuvée selon l'article 17 jusqu'à la date à laquelle prend fin la période de contrôle des loyers établie à la section VI. Dans le cas où le propriétaire ne respecte pas la condition prévue au premier alinéa, il est déchu de son droit à la subvention pour le logement en cause et doit la rembourser en totalité à la Ville.	

31	Dans le cas de nouveaux logements résultant de l'application de l'article 5, dont le mode d'occupation est locatif, le droit à la subvention prévue au présent règlement est conditionnel à ce que le propriétaire du bâtiment visé par cette subvention, durant 5 ans à compter du premier jour du mois qui suit celui du versement de la subvention :	
	1° fixe et perçoive, pour l'ensemble des logements locatifs de l'immeuble visé par la subvention, des loyers ne dépassant pas :	
	a) pour la première période complète de 12 mois, le montant obtenu en additionnant les loyers mensuels maximaux prévus à l'article 36;	
	b) pour les 4 périodes complètes de 12 mois qui suivent la première, le montant obtenu au moyen du calcul prévu au sous-paragraphe a), augmenté selon l'indice de hausse annuelle fixé par la Régie du logement.	

32	Quiconque est propriétaire d'un immeuble visé par une subvention prévue au présent règlement doit, s'il fait défaut de se conformer aux exigences de l'article 31, faire remise de cette subvention à la Ville, proportionnellement au nombre de mois complets de la période limite de 5 ans qui ne sont pas encore écoulés, à compter de la date de ce défaut, et proportionnellement au nombre de logements locatifs pour lequel il est en défaut.	

SECTION VI
FIXATION DES LOYERS

33	Le propriétaire qui a obtenu une subvention en vertu du présent règlement doit, dans le bâtiment visé par la subvention, fixer des loyers respectant les maximaux établis en vertu des articles 34 et 36, pour la période du premier bail d'une durée minimum de 12 mois et, dans le cas d'une maison de chambres, pour la période d'une durée minimum de 12 mois, qui suit la fin des travaux ou qui reflète la pleine augmentation de loyer résultant des travaux.	
34	Le loyer maximal autorisé est égal au loyer net avant travaux de chaque logement ou chambre, majoré du pourcentage obtenu en multipliant le taux de rendement par le coût réel des travaux et des frais inhérents relatifs à la partie résidentielle locative, déduction faite de la subvention correspondante, puis en divisant ce produit par la somme des loyers nets avant travaux.	
	Les indemnités versées au locataire et la subvention correspondante sont retranchées dans le calcul prévu au premier alinéa.	
35	Dans le cas des logements vacants, le propriétaire n'est pas tenu de respecter le loyer maximal autorisé pour chaque logement, mais seulement la somme des loyers maximaux autorisés pour l'ensemble des logements vacants. Toutefois, le propriétaire ne peut fixer un loyer assimilable à un loyer de faveur pour un ou des logements vacants, ayant pour effet d'augmenter de façon disproportionnée les loyers des autres logements vacants.	
	Les loyers maximaux autorisés pour les logements vacants sont applicables dès la fin des travaux.	
36	Dans le cas de nouveaux logements résultant de l'application de l'article 5, dont le mode d'occupation est locatif, le loyer maximal après travaux ne peut dépasser celui fixé pour des unités semblables dans le Règlement sur les subventions à l'aménagement de nouveaux logements locatifs (02-229).	
37	Le loyer exigible par le propriétaire est le moindre de celui qui est autorisé en vertu de la présente section et de celui qui est convenu en vertu de l'entente prévue au paragraphe 2° de l'article 19.	
38	Lorsqu'il y a un ajustement à la subvention, les loyers maximaux autorisés sont corrigés en conséquence.	
	Lorsque l'application de l'article 37 a pour effet de limiter la hausse du loyer maximal, le loyer maximal des logements vacants peut être augmenté d'un montant équivalent.	
39	Lorsque les travaux ne sont pas commencés avant le 31 décembre, le taux maximal d'augmentation des loyers s'appliquera selon les règles établies par la Régie du logement et ne pourra excéder le montant déterminé annuellement sur la base de l'indexation proposée par cette dernière.	
	Lorsque les travaux sont partiellement réalisés au 31 décembre, le propriétaire a le choix entre un loyer maximal établi selon la méthode prévue au premier alinéa ou selon le degré d'avancement des travaux.	
40	Lorsque les loyers dépassent les maximaux autorisés ou ceux convenus en vertu d'une entente, le propriétaire doit remettre à la Ville, sur demande, la part proportionnelle de la subvention reçue eu égard aux logements ou chambres concernés.	
41	Le propriétaire peut éviter, en tout ou en partie, la remise prévue à l'article 40, s'il démontre à la Ville que les locataires ont été remboursés des sommes perçues en trop et que les baux ont été corrigés en	

	conséquence.	

42	Le propriétaire qui a obtenu une subvention doit produire à la Ville, sur demande, une copie conforme du bail prévu à l'article 33.	

43	La présente section ne s'applique pas à un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.	

SECTION VII
ORDONNANCES

44	Le comité exécutif peut, par ordonnance :	
	1° établir des priorités eu égard aux catégories prévues à l'article 2, à l'âge ou à l'état des bâtiments, ainsi qu'aux loyers maximaux prévus après les travaux et aux loyers en vigueur à la date de la demande de subvention;	
	2° exiger que les demandes de subvention soient accompagnées de tout autre document non prévu à la section IV;	
	3° établir des quotas de logements ou de chambres à subventionner, ou de montants pouvant être octroyés eu égard aux divers types de subventions, aux diverses catégories de bénéficiaires et aux différentes catégories de bâtiments résidentiels admissibles énoncées au premier alinéa de l'article 2;	
	4° prolonger les délais prévus à l'article 18;	
	5° déterminer les coûts des services fournis à retenir pour le calcul du loyer net;	
	6° fixer le taux de rendement aux fins de la fixation des loyers, sur la base des pourcentages déterminés annuellement par la Régie du logement et applicables aux dépenses d'immobilisation et d'exploitation aux fins du Règlement sur les critères de fixation de loyer (R.R.Q., 1981, chapitre. R-8.1, r.1.01);	
	7° modifier ou établir des montants maximaux de valeur foncière aux fins de l'application de l'article 2;	
	8° modifier, selon la catégorie de bâtiments résidentiels, le nombre d'années prescrit au paragraphe 4° de l'article 3 devant s'écouler entre le versement d'une subvention et le dépôt d'une nouvelle demande d'aide financière;	
	9° modifier les taux de subvention établis aux articles 12 et 13 ainsi que la part du coût réel des travaux et des frais inhérents que doivent assumer le propriétaire;	
	10° modifier les montants maximums que peut atteindre la subvention énoncée à l'article 16;	
	11° modifier les prix de vente maximums énoncés aux articles 13 et 28;	
	12° rajouter ou éliminer les secteurs désignés tels qu'ils sont définis à l'article 1 ou modifier les limites de ces secteurs en fonction, notamment, des paramètres suivants :	
	a) la proportion importante de logements qui nécessitent des travaux de rénovation;	
	b) la proportion importante de ménages locataires;	
	c) la proportion importante de bâtiments résidentiels qui ont une valeur foncière en dessous de la valeur médiane selon leur typologie;	
	d) la proportion importante de personnes à faible revenu selon la définition de Statistique Canada;	
	13° prévoir que peuvent, ou ne peuvent pas, faire l'objet de la subvention prévue au présent règlement, les bâtiments d'une catégorie visée à l'article 2, selon qu'ils soient situés à l'extérieur ou à l'intérieur d'un secteur désigné;	
	14° modifier, rajouter ou éliminer toute catégorie de bâtiment visée à l'article 2;	
	15° modifier les coûts réels des travaux admissibles prévus à l'article 10;	
	16° modifier les majorations du coût réel des travaux admissibles prévues aux articles 11, 11.1 et 11.2.	

SECTION VIII
DURÉE DU PROGRAMME

45	Le programme de subvention établi au présent règlement prend fin lorsque les fonds qui y sont affectés sont épuisés.	

SECTION IX
DISPOSITION FINALE

46	Les dispositions du présent règlement s'appliquent, au choix du requérant, à toute subvention dont la demande n'est pas encore approuvée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou de tout règlement ou ordonnance le modifiant.	

47	*[abrogé].* *.*	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1140196002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir le document suivant: RÈGLEMENT 03-013 finalv2.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉNOVATION ET À LA DÉMOLITION-RECONSTRUCTION RÉSIDENTIELLES (03-013)

Vu les articles 82, 85, 86 et 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 2 du Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) est modifié par :

1° Le remplacement du paragraphe 3.1° du 1er alinéa par le suivant :

«3.1° un bâtiment résidentiel de 1, 2 ou 3 logements, sans égard à sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière et à sa localisation ou non dans un secteur désigné, dont le ou les propriétaires ont bénéficié d'une subvention octroyée dans le cadre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété 03-168, à titre de ménage avec enfant ou à tout autre titre, lorsque dans ce dernier cas, le ou les propriétaires ont au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date, en autant, dans tous les cas, que la demande de subvention soit soumise dans les 5 ans suivant la date d'achat du bâtiment»;

2° L'insertion après le paragraphe 3.1 du paragraphe suivant :

« 3.2° un bâtiment de 1, 2 ou 3 logements situé dans un secteur désigné mais sans égard à sa valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière, lorsque le ou les propriétaires-occupant ont au moins un enfant âgé de moins de 18 ans habitant au moins 40% du temps à cette adresse à la date de la demande de subvention ou 9 mois après cette date. ».

2. Le premier alinéa de l'article 7 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° Dans le cas d'une demande effectuée en vertu des paragraphes 3.1° et 3.2° de l'article 2, une copie du certificat de naissance d'un enfant ou un document émis par un médecin indiquant la date prévue d'accouchement ainsi qu'un document permettant d'établir la garde légale de l'enfant. ».

3. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 1° de l'article 13 est modifié par le remplacement de « 40% » par « 50% ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

DD : 1140196002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1140196002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- d'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielle (03-013), afin de poursuivre la mise en oeuvre du Plan de fidélisation des familles.

Le présent dossier fait suite à l'adoption du Plan de fidélisation par le comité exécutif le 21 août 2013 (CE13 1289). Tel qu'approuvé et indiqué au sommaire décisionnel 1130631001, la mise en oeuvre du Plan de fidélisation comporte un montage financier sur la base d'une «enveloppe fermée et autofinancée» pour la période 2014-2017. Les réaménagements budgétaires requis ont été apportés au budget 2014 de la Direction de l'habitation et ce, sans incidence au cadre financier de la Ville.

L'accès élargi aux programmes de rénovation sera financé à parts égales avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du programme Rénovation Québec (PRQ). Le budget 2014 dédié aux divers volets du programme est de 23,0 M$ et est réparti selon les priorités et les besoins de la Ville. La Direction de l'habitation affirme que l'élargissement de l'admissibilité aux programmes ne devrait se faire au détriment des autres objectifs municipaux en regard du PRQ (stabilisation des fondations, accession à la propriété, Habitations urbaines pour familles, bonification du logement social).

Dans l'éventualité que le succès du Plan de fidélisation dépasse largement les attentes et que des crédits supplémentaires soient nécessaires, la Direction de l'habitation devra présenter un nouveau montage financier à être approuvé par l'Administration.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières C/E
Direction Opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry
Tél : 514 872-0226

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-14

Sylvain LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-1985
Division : Direction Opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.11

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1146705001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

Il est recommandé :
d'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), afin de poursuivre la mise en oeuvre du Plan de fidélisation des familles.

Signé par Danielle CÉCILE **Le** 2014-04-08 11:21

Signataire : Danielle CÉCILE

Directrice - habitation
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1146705001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

CONTENU

CONTEXTE

En août 2013, le Comité exécutif a adopté le *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* afin de soutenir les familles qui désirent demeurer à Montréal. Il comprend 4 axes :

· Axe 1 – Influencer le choix d'un plus grand nombre d'acheteurs
· Axe 2 – Stimuler la construction de produits répondant aux besoins des familles
· Axe 3 – Aménager des quartiers où il fait bon vivre et grandir
· Axe 4 – Promouvoir Montréal : vivre et grandir à Montréal

Afin de mettre en oeuvre ce plan, le programme *Habitations urbaines pour familles* a été relancé en septembre 2013. Dans la continuité de cette mise en oeuvre, la Direction de l'habitation propose maintenant de modifier le programme *Accession à la propriété* pour élargir les clientèles et les produits résidentiels admissibles.

Le présent sommaire décisionnel est présenté en même temps que les dossiers 1140196001 et 1140196002, sur les programmes *Rénovation à la carte* et *Rénovation résidentielle majeure,* également dans le cadre du Plan de fidélisation. Au cours des quatre prochaines années, d'autres mesures pourront être soumises aux instances municipales, dont une stratégie de communication à l'automne 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1314 – 21 août 2013. Relance du programme *Habitations urbaines pour familles* afin de répondre aux orientations du Plan de fidélisation des familles (1133227001);
CE13 1289 – 21 août 2013. Approbation du *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* (1130631001);

CM13 0350 – 23 avril 2013. Ajustement de certains paramètres du programme *Accession à la propriété* (1130196003);

CE13 0273 – 6 mars 2013. Modification du prix d'achat maximum de certaines catégories du programme *Accession à la propriété* (1130196002);

CM12 0896 – 22 octobre 2012. Déclaration du conseil municipal pour le renforcement et

l'instauration de mesures visant la fidélisation des familles à Montréal;

CE12 0561 – 18 avril 2012. Modification du prix d'achat maximum de certaines catégories du programme *Accession à la propriété* (1120196001);

CE10 1581 – 6 octobre 2010. Modification du prix d'achat maximum de certaines catégories du programme *Accession à la propriété* (1100196002);

CM10 0351 – 19 avril 2010. Relance du programme *Accession à la propriété* (1093227001);

CM03 0923 – 24 novembre 2003. Adoption du *Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété* (1033227001).

DESCRIPTION

Il est proposé d'introduire les modifications suivantes au règlement sur la subvention à l'accession à la propriété :
Élargir la clientèle admissible : permettre aux ménages avec enfant (s) de moins de 18 ans qui sont déjà propriétaires ou l'ont été dans les cinq dernières années (appelés «acheteurs expérimentés») de bénéficier du remboursement des droits de mutation lors de l'achat d'une unité résidentielle neuve de trois chambres à coucher qu'ils prévoient occuper, et dont le prix n'excède pas 360 000 $.

Le tableau suivant situe cet ajout au volet «unités neuves» du règlement :

Unités résidentielles neuves ***(Les ajouts sont indiqués en gras)***					
Type de ménage	Ménage sans enfant/ 1 seul acheteur	Ménage sans enfant/ Plusieurs acheteurs	Ménage avec au moins un enfant de moins de 18 ans		
	1er acheteur		1er acheteur		***Acheteur expérimenté***
			Moins de 3 chambres à coucher	Au moins 3 chambres à coucher	**Au moins 3 chambres à coucher**
Prix maximum admissible	200 000 $	250 000 $	280 000 $	360 000 $	***360 000 $***
Aide financière					
Montant forfaitaire	4 500 $	4 500 $	10 000 $	10 000 $* ou 12 500 $**	-
Remboursement des droits de mutation	-	-	100 %	100 %	***100 %***

* Si logement de 3 chambres à coucher de moins de 96m²
** Si logement de 3 chambres à coucher de 96m² et plus

Élargir la typologie des bâtiments existants admissibles : ajouter les maisons unifamiliales dans la liste des bâtiments admissibles, dans le cas d'une propriété dont le prix n'excède pas 400 000 $, et ce, pour un premier achat par un ménage avec enfant(s) de moins de 18 ans.

Le tableau suivant décrit les ajouts effectués au règlement en ce qui concerne les bâtiments

existants.

Bâtiments existants 1er acheteur Ménage avec au moins un enfant de moins de 18 ans ***(Les ajouts sont indiqués en gras)***	
Type de bâtiment admissible	Aide financière = remboursement des droits de mutation
- 1 logement hors sol (400 000 $ max)	***100 %***
- 2 logements hors sol (450 000 $ max)	100 %
- 3 logements hors sol (490 000 $ max)	100 %

Changer le nom du règlement en remplaçant « Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété » par « Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété » qui permet de prendre acte de l'introduction de la catégorie d'acheteur expérimenté.

Une correction ponctuelle est également apportée pour préciser les modalités du dépôt d'une demande d'aide financière sur la base d'une offre d'achat.

Le détail des modifications est joint au présent sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

L'arrivée d'un premier enfant ou d'un deuxième, voire d'un troisième, a une incidence directe sur les besoins résidentiels des familles, notamment en ce qui a trait à l'espace et au nombre de chambres à coucher nécessaires. À cet égard, les familles déjà propriétaires, comme les premiers acheteurs font face aux mêmes défis.
Soutien de la demande pour les unités neuves de 3 chambres à coucher
Sur le marché de la construction, la production de logements de trois chambres à coucher est très limitée. L'augmentation de l'offre de logements neufs répondant à ces besoins est un enjeu identifié dans le Plan de fidélisation, qui y répond notamment par le programme *Habitations urbaines pour familles* .
Par ailleurs, il demeure nécessaire d'appuyer les familles qui souhaitent demeurer à Montréal. Le remboursement des droits de mutation pour l'acquisition d'une unité neuve de trois chambres à coucher par une famille déjà propriétaire agit en ce sens. Le prix maximum d'acquisition retenu pour les acheteurs expérimentés est le même que pour les premiers acheteurs soit 360 000 $**.** Ce prix maximum fera l'objet, comme pour les autres catégories, d'un suivi régulier.

Ajout des maisons unifamiliales de 400 000 $ et moins dans le volet Existant

Les sondages effectués depuis 2007 démontrent que l'unifamiliale est une option privilégiée par de nombreux acheteurs ou futurs acheteurs. L'introduction de ce type de bâtiment résidentiel dans les catégories de bâtiments admissibles vise à reconnaître cette possibilité pour les familles accédant à la propriété (premiers acheteurs).

Le prix maximum d'acquisition de 400 000 $ a été retenu sur la base de calculs tenant compte des prix de vente médians de 2013, ainsi que des inscriptions sur le marché de la revente en janvier 2014. Il permet qu'environ 48 % des maisons unifamiliales inscrites à la vente sur l'ensemble du territoire montréalais soient admissibles. Il s'agit d'un prix d'acquisition accessible pour les ménages dont le revenu correspond au revenu médian de

l'agglomération. Ce montant fera l'objet d'un suivi régulier.

Accès facilité aux programmes de rénovation

Par ailleurs, les bénéficiaires du programme *Accession à la propriété* peuvent profiter d'un accès facilité aux programmes *Rénovation à la carte* et *Rénovation résidentielle majeure,* à l'intérieur comme à l'extérieur des secteurs désignés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le remboursement des droits de mutation pour une clientèle élargie représentera sur une base annuelle une dépense supplémentaire estimée à 2,2 M $. La Direction de l'habitation prévoit recevoir 350 demandes par année provenant d'acheteurs d'unités neuves de 3 chambres à coucher, et environ 400 demandes d'acheteurs de maisons unifamiliales.
Le budget 2014 de la Direction pour les remboursements de droits de mutation est de 3 200 000 $. Cette somme tient compte des déboursés du programme et de l'impact prévu des mesures proposées. Les remboursements de droits de mutation sont entièrement financés par la Ville (compétence locale).

La réalisation du *Plan de fidélisation des familles 2014-2017* a requis pour 2014 un réaménagement des enveloppes budgétaires accordées à la Direction de l'habitation pour les dépenses de subvention et de fonctionnement. Ceci a été fait toutefois sans une augmentation par rapport aux dépenses de 2013. Pour les années subséquentes, certains ajustements pourront être requis mais demeureront relativement limités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant l'admissibilité des familles, les mesures proposées respectent l'action #12 (Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique) du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'objectif du *Plan de fidélisation des familles* est de favoriser la rétention des familles par des mesures modelées aux besoins et souhaits exprimés par les ménages montréalais ayant au moins un enfant de moins de 18 ans ou souhaitant fonder une famille. L'élargissement des clientèles et des produits admissibles à un remboursement des droits de mutation est un élément important de la stratégie poursuivie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Bien que les modifications soient faites en conformité avec les modalités du programme *Rénovation Québec* (PRQ) de la SHQ, la convention signée avec la SHQ exige que les modifications soient également approuvées par celle-ci. La Société a déjà donné son approbation préliminaire aux modifications proposées.
Une campagne de publicité destinée à faire connaître aux familles les programmes disponibles est prévue pour l'automne 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (François BERGERON)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile POIRIER
Conseiller en développement - habitation

Tél : 514-872-8910
Télécop. : 517-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-06

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514-872-8237
Télécop. : 514 872-3883

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1146705001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

RepSHQ_prelim.pdfDétails des modifications

03-168 annoté (version finale).doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile POIRIER
Conseiller en développement - habitation

Tél : 514-872-8910
Télécop. : 517-872-3883

----- Transféré par Martin ALAIN/MONTREAL le 2014-04-14 08:53 -----

De : "Nicole Bouchard" <nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca>
A : <martin.alain@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2014-04-07 09:19
Objet : RE: Rép. : Modifications aux programmes de la Ville

Bonjour monsieur Alain,

Faisant suite à notre analyse des versions des projets de règlements qui ont été soumis à la SHQ pour approbation (03-006, 03-013, 03-168), nous pouvons dire que les modifications telles que proposées sont conformes au programme cadre Rénovation Québec de la SHQ.
Nous confirmerons leur approbation dès lors que nous recevrons les résolutions et les versions finales.
Je souhaite ces informations à votre satisfaction.

Cordiales salutations.

Nicole Bouchard
Conseillère en gestion
Direction de l'amélioration de l'habitat
418 643-4035-2 poste 1263
Sans frais : 1 800 463-4315-2 # 1263
Télécopieur : (418) 528-0718
nicole.bouchard@shq.gouv.qc.ca

Règlement 03-168

	RÈGLEMENT ACTUEL	MODIFICATIONS PROPOSÉES
SECTION I DÉFINITIONS		
1	Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :	
	« auto-constructeur » : une personne physique qui construit une unité résidentielle neuve pour son propre usage, celui de son conjoint ou celui d'un membre de sa famille immédiate, soit ses enfants, ses père et mère et ses frères et sœurs;	
	« bâtiment résidentiel » : un bâtiment résidentiel existant comportant 2 ou 3 logements hors sol, dont au moins un est offert en location au moment du paiement de la subvention et ne comportant aucun autre usage principal;	« bâtiment résidentiel » : un bâtiment résidentiel existant comportant **1**, 2 ou 3 logements hors sol, dont au moins un **logement, pour ce qui est des bâtiments de 2 ou 3 logements hors sol**, est offert en location au moment du paiement de la subvention, et ne comportant aucun autre usage principal[1];
	« bénéficiaire » : une personne physique détenant ou en voie de détenir le droit de propriété d'une unité admissible et qui l'occupera à titre de propriétaire-occupant;	
	« chambre à coucher » : un espace fermé doté d'une fenêtre et constituant une pièce d'un logement ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher;	
	« Code de construction » : le chapitre I du Code de construction (R.R.Q., 1981, chapitre B-1.1, r.0.01.01) tel que modifié par le décret numéro 872-1005, du 21 septembre 2005;	
	« date d'acquisition » : date d'inscription de la transaction au Registre foncier;	
	« directeur » : le directeur de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire;	
	« logement » : une pièce ou une suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine;	
	« logement pour familles » : une unité résidentielle neuve comprenant au moins 5 pièces, dont au moins 3 chambres à coucher;	
	« Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) » : le système nord-américain d'évaluation et de certification de bâtiments à haute qualité environnementale administré par le Conseil du bâtiment durable du Canada;	
	« programme d'efficacité énergétique Novoclimat » : programme de normes et de certification du Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques du ministère des Ressources naturelles;	
	« propriétaire » : une personne physique qui est un propriétaire au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);	
	« propriétaire-occupant » : une personne physique qui occupe le logement dont il est propriétaire, à titre de résidence principale;	
	« requérant » : une personne physique, détenant ou en voie de détenir, le droit de propriété d'une unité admissible;	
	« unité résidentielle neuve » : une habitation neuve qui constitue une nouvelle unité d'évaluation au rôle d'évaluation foncière, y compris une unité résidentielle résultant de la transformation d'un bâtiment qui, avant cette transformation, était utilisé à une autre fin que l'habitation;	
	« unité admissible » : une unité résidentielle neuve, un bâtiment résidentiel;	
	« superficie intérieure habitable » : superficie du logement, excluant les parties communes, telle qu'elle apparaît au certificat de localisation.	

[1] Révision de la définition de bâtiment résidentiel pour inclure la catégorie « maison unifamiliale », sans l'assujettir à une quelconque exigence de location puisqu'il s'agit d'un seul logement.

SECTION II
APPLICATION

2	Le programme de subvention à l'accession à la propriété prévu au présent règlement s'applique à :	Le programme de subvention **à l'acquisition d'une** propriété s'applique à : [2]
	1° l'acquisition d'une unité résidentielle neuve par un propriétaire-occupant;	
	2° l'acquisition d'un bâtiment résidentiel par un propriétaire-occupant.	

3	Ce programme ne s'applique pas à l'acquisition :	
	1° d'un immeuble situé dans une zone inondable de grand courant (inondation de 20 ans), sauf si des travaux visant à le prémunir contre les risques d'inondation ont été effectués;	
	2° d'un immeuble sur lequel une réserve à des fins publiques est établie;	
	3° d'une unité admissible ayant bénéficié d'une subvention en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (Nouveau programme) (02-102) ou du Règlement sur les subventions à l'aménagement de nouveaux logements locatifs (02-229);	
	4° d'une unité résidentielle neuve construite par un auto-constructeur.	
	5° d'une unité résidentielle neuve qui fait l'objet d'une subvention en vertu du Règlement sur les subventions à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (03-013), sauf si cette unité résulte de travaux visés à l'article 5 de ce règlement.	

SECTION III
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

SOUS-SECTION 1
UNITÉ RÉSIDENTIELLE NEUVE

4	La subvention pour l'acquisition d'une unité résidentielle neuve est assujettie aux conditions suivantes :	
	1° chacun des requérants de la subvention doit démontrer qu'il n'a pas, au cours des 5 dernières années, été propriétaire d'un logement ou d'un bâtiment comportant au moins un logement, situé au Québec;	1° **à l'exception du cas visé au sous-paragraphe d) du paragraphe 4° du premier alinéa du présent article,** chacun des requérants de la subvention doit démontrer qu'il n'a pas, au cours des 5 dernières années, été propriétaire d'un logement ou d'un bâtiment comportant au moins un logement, situé au Québec.[3]
	2° chacun des requérants de la subvention doit être premier acquéreur de l'unité résidentielle neuve;	
	3° chacun des requérants doit avoir signé, au moment du dépôt de sa demande d'aide financière :	
	a) une offre d'achat sur l'unité résidentielle neuve, acceptée par le vendeur; ou	
	b) à titre d'acquéreur, l'acte de vente de cette unité;	
	4° le prix d'acquisition de l'unité résidentielle neuve ne doit pas dépasser :	
	a) 200 000 $, toutes taxes incluses, pour un bénéficiaire sans enfant;	
	b) 280 000 $, toutes taxes incluses, pour un ou des bénéficiaires ayant au moins un enfant de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date;	
	c) 250 000 $, toutes taxes incluses, pour des bénéficiaires sans enfant qui l'acquièrent conjointement;	
	d) 360 000 $, toutes taxes incluses, pour un ou des bénéficiaires ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date, si l'unité acquise est un logement pour familles;	
	4.1° le prix d'acquisition maximum prévu au paragraphe 4° sera majoré d'un montant de 2 500 $ si l'unité résidentielle neuve est certifiée conforme au programme d'efficacité énergétique Novoclimat;	
	4.2° le prix d'acquisition maximum prévu au paragraphe 4° sera majoré d'un montant de 5 000 $ si l'unité résidentielle neuve fait partie d'un bâtiment qui fait l'objet d'une certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED);	
	4.3° Le prix d'acquisition maximum prévu au paragraphe 4°, s'il inclut sur le même acte de vente un	

[2] Le programme est renommé pour rendre compte de l'ouverture de la catégorie « logement pour familles » aux acheteurs expérimentés.
[3] L'exception est ajoutée pour inclure la catégorie d'acheteur expérimenté dans le cas de logements pour familles.

	espace de stationnement, sera diminué de la valeur, telle que déclarée par le promoteur, de cet espace de stationnement.	
	La valeur de l'espace de stationnement ne doit pas dépasser la juste valeur marchande d'un espace de stationnement.	
	5° l'unité résidentielle neuve ne doit pas avoir été occupée avant son acquisition, sauf par un ou plusieurs requérants de cette unité et pour une période d'au plus 12 mois précédant l'acquisition;	
	6° l'unité résidentielle neuve doit être enregistrée à un programme de garantie des maisons neuves ou, dans le cas d'une unité résidentielle résultant de la transformation d'un bâtiment qui était utilisé avant cette transformation à une autre fin que l'habitation, à un programme de garantie de rénovation, offert par un organisme reconnu.	
	Malgré le paragraphe 6° du premier alinéa, est admissible à la subvention une unité résidentielle neuve non enregistrée à un programme de garantie en raison de la faillite du constructeur, si cette unité résidentielle fait partie d'un projet dont les unités résidentielles complétées avant la faillite du constructeur sont enregistrées à un programme de garantie de maisons neuves.	

SOUS-SECTION 2
BÂTIMENT RÉSIDENTIEL

5	La subvention pour l'acquisition d'un bâtiment résidentiel est assujettie aux conditions suivantes :	
	1° *[supprimé]*;	
	2° chacun des requérants doit démontrer qu'il n'a pas, au cours des 5 dernières années, été propriétaire d'un logement ou d'un bâtiment comportant au moins un logement, situé au Québec;	
	3° chacun des requérants doit avoir signé, au moment du dépôt de sa demande d'aide financière :	
	a) une offre d'achat sur le bâtiment résidentiel, acceptée par le vendeur; ou	
	b) à titre d'acquéreur, l'acte de vente de ce bâtiment;	
	4° *[supprimé]*;	
	5° le bâtiment doit avoir été construit ou transformé en bâtiment résidentiel depuis plus de 10 ans;	
	6° le bâtiment ne doit pas être détenu en copropriété divise au moment de l'acquisition;	6° le bâtiment ne doit pas être détenu en copropriété divise au moment de l'acquisition **sauf s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel d'un seul logement hors sol**;[4]
	7° le prix d'acquisition du bâtiment résidentiel ne doit pas dépasser :	
	a) 450 000 $ pour un bâtiment résidentiel de 2 logements hors sol;	
	b) 490 000 $ pour un bâtiment résidentiel de 3 logements hors sol.	
		c) 400 000 $ pour un bâtiment résidentiel de 1 logement hors sol.[5]

SOUS-SECTION 3

6	*[abrogé].*	

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION

7	Chacun des requérants d'une subvention prévue à l'article 2 doit en faire la demande en remplissant le formulaire fourni par la Ville à cette fin et y joindre les documents prévus ci-après :	
	1° une copie de l'offre d'achat acceptée ou de l'acte de vente de l'unité admissible dont il s'est porté acquéreur;	
	1.1° pour la subvention visée à l'article 4, le plan de l'unité résidentielle neuve montrant la disposition des pièces telle que fournie par le promoteur au moment de l'offre d'achat;	
	2° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;	

[4] Pour rendre admissible, dans la catégorie des maisons unifamiliales, celles détenues en copropriétés horizontales (maisons en rangées en copropriété partageant certaines parties communes, comme un stationnement).
[5] Ajout de la catégorie « maison unifamiliale ».

	3° s'il entend bénéficier d'un montant de subvention conditionnel à l'existence d'un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date, une copie du certificat de naissance d'un enfant ou un document émis par un médecin indiquant la date prévue d'accouchement;	
	4° *[supprimé]*;	
	5° pour la subvention visée à l'article 4 ou 5, un document permettant d'établir qu'il n'était pas propriétaire de son domicile durant les 5 ans précédant l'acquisition, tel qu'un bail;	5° pour la subvention visée à l'article 4 ou 5, un document permettant d'établir qu'il n'était pas propriétaire de son domicile durant les 5 ans précédant l'acquisition, tel qu'un bail, **si le requérant doit faire cette démonstration.**[6]
	6° *[supprimé]*;	
	7° une copie d'un acte authentique établissant la condition prévue au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa de l'article 15 et la preuve de son inscription au registre de la publicité des droits, conformément à l'article 89 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4).	
	8° un document de l'institution financière justifiant la présence d'un ou de plusieurs endosseurs sur l'acte de vente, le cas échéant;	

8	Dans le cas où la subvention est demandée après la signature d'un acte de vente, la demande doit, pour être recevable, être présentée dans les 6 mois suivant la signature de cet acte.	
	Dans le cas où la subvention est demandée après l'acceptation d'une offre d'achat, la demande doit, pour être recevable, être présentée tout au plus 18 mois avant la date d'acquisition prévue de l'unité admissible.	
	Dans tous les cas, aucune demande de subvention n'est recevable après la date de fin du programme ou du volet visé par la demande.	

SECTION V
MONTANT DE LA SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
VOLET AIDE FORFAITAIRE - UNITÉ RÉSIDENTIELLE NEUVE

9	Le montant de la subvention est de :	
	1° 4 500 $ pour l'acquisition d'une unité résidentielle neuve par un ménage sans enfant;	
	2° 10 000 $ pour l'acquisition d'une unité résidentielle neuve, autre qu'un logement pour famille, par un ménage ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date;	
	3° 12 500 $ pour l'acquisition d'un « logement pour familles » d'une superficie intérieure habitable d'au moins 96 m^2 par un ménage ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date.	
	4° 10 000 $ pour l'acquisition d'un « logement pour familles » d'une superficie intérieure habitable de moins de 96 m^2 par un ménage ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date.	
		L'aide financière prévue aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa ne s'applique qu'aux requérants qui n'ont pas été propriétaires d'un logement ou d'un bâtiment comportant au moins un logement situé au Québec au cours des 5 dernières années.[7]

SOUS-SECTION 2
VOLET REMBOURSEMENT DE DROITS DE MUTATION - UNITÉ RÉSIDENTIELLE NEUVE

9.1	Le montant de la subvention équivaut :	
	1° *[supprimé]*;	
	2° pour l'acquisition d'une unité résidentielle neuve par un ménage ayant au moins un enfant âgé de	

[6] Dans la foulée de la possibilité pour un acheteur ayant été propriétaire (acheteur expérimenté) au cours des 5 dernières années, cet ajout permet e retirer cette exigence.
[7] Pour réserver l'aide forfaitaire aux accédants à la propriété (premiers acheteurs).

	moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date, à 100 % du droit de mutation exigible pour le transfert de cette unité résidentielle.	

SOUS-SECTION 3
VOLET REMBOURSEMENT DE DROITS DE MUTATION – BÂTIMENT RÉSIDENTIEL

9.2	Le montant de la subvention équivaut :	
	1° *[supprimé]*;	
	2° pour l'acquisition d'un bâtiment résidentiel par un ménage ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date, à 100 % du droit de mutation exigible pour le transfert de ce bâtiment, le montant de la subvention ne peut toutefois pas dépasser le montant des droits de mutation associés à un bâtiment ayant une valeur correspondant aux prix d'acquisition maximaux prévus à l'article 5 pour des bâtiments résidentiels de 2 ou 3 logements hors sol.	2° pour l'acquisition d'un bâtiment résidentiel par un ménage ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date, à 100 % du droit de mutation exigible pour le transfert de ce bâtiment, le montant de la subvention ne peut toutefois pas dépasser le montant des droits de mutation associés à un bâtiment ayant une valeur correspondant aux prix d'acquisition maximaux prévus à l'article 5 pour des bâtiments résidentiels de **1**, 2 ou 3 logements hors sol.[8]

SECTION VI
APPROBATION DE LA SUBVENTION

10	Lorsque les formalités prévues à la section IV sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir que le requérant et l'acquisition de l'unité admissible visée par la demande satisfont aux exigences du présent règlement, le directeur approuve la demande de subvention; dans le cas contraire, la demande est refusée.	
	Le directeur informe le requérant, par écrit, de l'approbation ou du refus de sa demande. Si la demande est approuvée, cet avis indique la date de l'approbation et le montant de subvention prévu.	

11	L'approbation signifiée en vertu de l'article 10 est nulle et sans effet dans les cas suivants :	
	1° l'acquisition de l'unité admissible visée par la demande de subvention ainsi approuvée n'est pas complétée dans les 18 mois de la date d'acceptation de l'offre d'achat prévue à l'article 7;	1° l'acquisition de l'unité admissible visée par la demande de subvention ainsi approuvée n'est pas complétée dans les 18 mois de la date **de dépôt de la demande d'aide financière**;[9]
	2° l'approbation a été donnée sur la base d'une offre d'achat et :	
	a) le prix de vente ne respecte plus les exigences de l'article 4 ou 5; ou	
	b) un nouvel acquéreur qui n'apparaissait pas à l'offre d'achat ne remplit pas les conditions prévues au présent règlement.	

12	L'approbation signifiée en vertu de l'article 10 est nulle et sans effet si le versement de la subvention ne peut être fait en raison du défaut du requérant de se conformer à l'article 13 dans les 6 mois de la date d'approbation, dans le cas où la demande a été déposée après la signature d'un acte de vente et dans les 6 mois de l'acte de vente dans les autres cas.	
	Dans le cas prévu au premier alinéa, le requérant d'une subvention prévue au présent règlement ne peut alors présenter une nouvelle demande de subvention pour l'unité résidentielle visée par la nullité de l'approbation.	

SECTION VII
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

13	Le montant de la subvention auquel a droit le requérant en vertu de la section V lui est versé dès qu'il a fourni au directeur :	
	1° l'acte de vente de l'unité admissible dont il s'est porté acquéreur et tous les documents requis en vertu des paragraphes 1.1° à 7° de l'article 7;	
	2° une preuve que les bénéficiaires occupent le logement qui fait l'objet de la subvention;	

[8] Ajout de la catégorie « maison unifamiliale »
[9] Pour corriger cet élément du règlement en lien avec des changements apportés en avril 2013 (assouplissement des modalités de dépôt sur la base d'une offre d'achat).

	3° *[supprimé]*	
	4° s'il s'agit d'une subvention visée à l'article 4, une preuve que l'unité résidentielle neuve est enregistrée à un programme de garantie;	
	5° le certificat de naissance de son enfant, ou de l'un de ses enfants, démontrant que celui-ci était âgé de moins de 18 ans à la date de l'acquisition ou 9 mois après cette date;	
	6° s'il s'agit d'une subvention visée aux sous para graphes a) et b) du paragraphe 7° de l'article 5, un bail en vigueur pour un logement du bâtiment résidentiel visé par la subvention.	

13.1	Pour que l'aide financière prévue aux articles 9.1 et 9.2 puisse être versée, les requérants doivent avoir payé en entier les droits de mutation exigés au plus tard 12 mois après l'émission du compte.	

14	*abrogé.*	

SECTION VIII
CONDITIONS PARTICULIÈRES

15	Pour que le droit à la subvention soit conservé :	
	0.1° Si l'unité admissible qui a fait l'objet de la subvention est vendue dans les 3 ans suivant la date d'acquisition, le bénéficiaire ou au moins l'un des bénéficiaires de la subvention doit avoir acquis une autre propriété sur le territoire de la Ville de Montréal et l'occuper à titre de résidence principale jusqu'à la fin de cette période;	
	La date d'acquisition de la nouvelle propriété ne doit pas être plus d'un mois après la vente de l'unité admissible qui a fait l'objet de la subvention.	
	1° le bénéficiaire ou au moins l'un des bénéficiaires de la subvention doit demeurer propriétaire-occupant de l'unité admissible qui a fait l'objet de la subvention pendant 3 années consécutives, à compter de la date d'acquisition, et l'occuper à titre de résidence principale;	
	2° dans le cas d'une subvention à l'acquisition d'un bâtiment résidentiel, le bâtiment ne doit pas faire l'objet d'une conversion en copropriété divise dans les 3 ans qui suivent l'octroi de la subvention;	
	3° le bénéficiaire d'une subvention doit, si l'unité admissible est devenue inhabitable par suite d'un sinistre, en aviser la Ville et entreprendre les travaux de réfection ou de reconstruction dans les 12 mois suivant le sinistre.	
	Le défaut de se conformer au premier alinéa constitue un changement dans le mode d'occupation de l'unité admissible entraînant la perte totale ou partielle de la subvention, selon les modalités prévues à l'article 16, le cas échéant.	

16	Lorsqu'il y a changement du mode d'occupation de l'unité admissible, le ou les bénéficiaires de la subvention prévue aux articles 9, 9.1 et 9.2, selon le cas, doivent remettre le montant de cette subvention à la Ville, en proportion du nombre de jours non écoulés de la période de 3 ans requise, calculés depuis la date du changement.	
	Si le changement du mode d'occupation survient avant le versement de la subvention, le montant à verser sera réduit en proportion du nombre de jours non écoulés de la période de 3 ans requise calculé depuis la date du changement.	

17	*[abrogé].*	

SECTION IX
ORDONNANCES

18	Le comité exécutif peut, par ordonnance :	
	0.1° modifier la définition de logement pour familles prévue à l'article 1;	
	1° modifier les prix maximaux d'acquisition prévus aux paragraphes 4°, 4.1° et 4.2° de l'article 4;	

	1.1° reconnaître des normes de certification en matière de performance environnementale en plus de celles prévues aux paragraphes 4.1° et 4.2° de l'article 4;	
	2° modifier les prix maximaux prévus au paragraphe 7° de l'article 5;	
	3° modifier les montants de subvention prévus à la Section V;	
	4° limiter le montant global de subvention qui peut être octroyé eu égard à :	
	a) l'ensemble ou une partie qu'il détermine du territoire de la ville;	
	b) l'une ou plusieurs catégories énumérées à l'article 2, qu'il détermine;	
	5° modifier le délai prévu au paragraphe 1 de l'article 11;	
	6° désigner des secteurs du territoire de la ville comme prioritaires aux fins de l'application du présent règlement;	
	7° exiger, aux fins de la demande de subvention, la fourniture de documents non prévus au présent règlement;	
	8° fixer la date de fin du programme ou d'un de ses volets identifiés à la Section V;	
	9° *[supprimé]*.	
	10° modifier les montants maximums de remboursement des droits de mutation prévus aux sous-sections 2 et 3 de la section V;	
	11° modifier la superficie d'un « logement pour famille » tel qu'il est précisé aux paragraphes 3° et 4° de l'article 9.	

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

19	Le programme de subvention ou l'un de ses volets prend fin lorsque les fonds qui y sont affectés sont épuisés ou à la date fixée par ordonnance du comité exécutif.	

SECTION XI
DISPOSITIONS FINALES

20	*[abrogé].*	

21	*[abrogé].*	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1146705001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir le document suivant: Règlement modificateur 03-168_final.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ (03-168)

Vu les articles 82, 85, 86 et 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) est remplacé par le titre suivant « Règlement sur la subvention à l'acquisition d'une propriété ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de la définition du mot « bâtiment résidentiel » par la définition suivante :

> « un bâtiment résidentiel existant comportant 1, 2 ou 3 logements hors sol, dont au moins un logement, pour ce qui est des bâtiments de 2 ou 3 logements hors sol, est offert en location au moment du paiement de la subvention, et ne comportant aucun autre usage principal; »;

3. Le premier alinéa de l'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Le programme de subvention à l'accession à la propriété prévu au présent règlement s'applique à » par les mots « Le programme de subvention à l'acquisition d'une propriété s'applique à ».

4. L'article 4 de ce règlement est modifié par l'insertion au paragraphe 1° avant le mot « chacun » des mots suivants :

> « à l'exception du cas visé au sous-paragraphe d) du paragraphe 4° du premier alinéa du présent article, »;

5. L'article 5 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 6°, après le mot « acquisition » des mots suivants :

« sauf s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel d'un seul logement hors sol »;

2° l'insertion, après le sous-paragraphe b) du paragraphe 7°, du sous-paragraphe suivant :

« c) 400 000 $ pour un bâtiment résidentiel de 1 logement hors sol. »;

6. L'article 7 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 5°, après le mot « bail » des mots « , si le requérant doit faire cette démonstration ».

7. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

> « L'aide financière prévue aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa ne s'applique qu'aux requérants qui n'ont pas été propriétaires d'un logement ou d'un bâtiment comportant au moins un logement situé au Québec au cours des 5 dernières années. »;

8. Le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 9.2 de ce règlement est modifié par l'ajout de « 1, » entre les mots « bâtiment résidentiel de » et le nombre « 2 »;

9. Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'acceptation de l'offre d'achat prévue à l'article 7 » par les mots « de dépôt de la demande d'aide financière ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1146705001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146705001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168) afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan de fidélisation des familles.

Le présent dossier fait suite à l'adoption du Plan de fidélisation par le comité exécutif le 21 août 2013 (CE13 1289). Tel qu'approuvé et indiqué au sommaire décisionnel 1130631001, la mise en oeuvre du Plan de fidélisation comporte un montage financier sur la base d'une «enveloppe fermée et autofinancée» pour la période 2014-2017.

Les réaménagements budgétaires requis ont été apportés au budget 2014 de la Direction de l'habitation et ce, sans incidence au cadre financier de la Ville.En effet une majoration a été apportée au budget dédié au remboursement des droits de mutation de 2,0 M$ en 2013 à 3,2 M$ au budget 2014. Cet ajustement des crédits a été possible par le biais d'une réduction de 1,2 M$ des crédits (net) affectés au PRQ.

Cette réduction du budget dédié au PRQ à hauteur de 23,0 M$ en 2014 s'est traduite par un réaménagement des divers volets du programme et a été répartie selon les priorités et les besoins de la Ville. La Direction de l'habitation affirme que l'élargissement de l'admissibilité aux programmes ne devrait se faire au détriment des autres objectifs municipaux en regard du PRQ (stabilisation des fondations, accession à la propriété, Habitations urbaines pour familles, bonification du logement social).

Dans l'éventualité que le succès du Plan de fidélisation dépasse largement les attentes et que des crédits supplémentaires soient nécessaires, la Direction de l'habitation devra présenter un nouveau montage financier devra être approuvé par l'Administration.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières C/E
Direction Opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry
Tél : 514 872-0226

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-14

Sylvain LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-1985
Division : Direction Opérations budgétaires et comptables
PS Chaussegros-de-Léry

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.12

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1143200004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Respect de la règlementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M. chapitre V-1)

D'adopter le Règlement modifiant le règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M. chapitre V-1)

Signé par Alain DUFORT **Le** 2014-04-10 14:09

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1143200004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Respect de la règlementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M. chapitre V-1)

CONTENU

CONTEXTE

Suite à des plaintes citoyennes concernant les cessions des permis d'exploitation des calèches qui ont pour effet de limiter l'accessibilité à cette industrie et ce, sans bien que ça soit interdit par le règlement actuel, un comité multidisciplinaire a été mis en place par l'arrondissement Ville-Marie afin d'enquêter les allégations communiquées. Après plusieurs investigations, l'arrondissement a pu confirmer une autorisation avait émise par le passé à cet effet permettant ainsi les dites cessions des permis. Cependant, le règlement n'avait pas été révisé en conséquence.
Dans ce contexte, l'arrondissement de Ville-Marie a amorcé une analyse du *Règlement sur les véhicules hippomobiles* (R.R.V.M., c V-1) et du *Règlement concernant les taxes spéciales sur les commerces, occupations et actvités* (R.R.V.M., c. T-3) afin d'encadrer cette pratique existante ainsi que de préciser plusieurs aspects du règlement actuel occasionnant des contestations récurrentes au tribunal, un projet de règlement incluant les modifications requises a été établi par le comité multidisciplinaire impliquant l'ensemble des intervenants, en utilisant l'expertise de chacun.

Rappelons que selon le paragraphe 1° de l'article 4.1 du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02-002), le conseil de la Ville délègue, en regard des véhicules hippomobiles à l'arrondissement de Ville -Marie pour l'ensemble du territoire de la ville, l'application de toute disposition d'un règlement relatif à cette matière.

Toutefois, c'est le conseil municipal qui a compétence pour modifier le *Règlement sur les véhicules hippomobiles* (R.R.V.M., c. V-1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE11 2107 - 14 décembre 2011 - Ordonnance numéro 64, édicter en vertu de l'article 22 du *Règlement sur les véhicules hippomobiles* (R.R.V.M., chapitre V-1), relative au nombre de permis de propriétaires exploitants.

DESCRIPTION

D'adopter un règlement modifiant le règlement sur Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., chapitre V-1).
Les éléments visés par une modification ou un ajout dans ce règlement sont les suivants:

- des précisions sont apportées aux définitions;

- une disposition est ajoutée permettant, à certaines conditions, la cession du permis d'exploitant, et ce, malgré les articles 15 et 17 du *Règlement concernant les taxes spéciales sur les commerces, occupations et activités* (R.R.V.M., c. T-3);

- des précisions sont apportées aux responsabilités des exploitants;

- un encadrement des cas de cruauté envers les chevaux est ajouté;

- les heures d'exploitation des chevaux ont été modifiés selon les recommandations des vétérinaires de la Ville;

- des précisions sont apportées quant aux limites de températures permises pour laisser un cheval attelé à une voiture;

- le requérant d'un permis d'exploitant et de conducteur ne doit pas avoir été reconnu coupable de cruauté envers les chevaux durant les 3 dernières années.

Article (avant)	**Article (après)**	**Explication de la modification**
Article 1. « exploitant » : quiconque exerce le commerce du transport des personnes au moyen d'un véhicule hippomobile, autrement que comme conducteur d'un tel véhicule;	Article 3. « exploitant » : quiconque exerce le commerce du transport des personnes au moyen d'un véhicule hippomobile, autrement que comme conducteur d'un tel véhicule **et détient un permis d'exploitant de véhicules hippomobiles délivré par la Ville;**	Ajout de : « et détient un permis d'exploitant de véhicules hippomobiles délivré par la Ville; ». Des précisions sont apportées aux définitions
	Article 1. « conducteur » : quiconque conduit un véhicule hippomobile et détient un permis de conducteur délivré par la Ville;	Ajout de la définition de conducteur. Précisions sont apportées aux définitions
	2.1. Malgré les articles 15 et 17 du Règlement concernant les taxes spéciales sur les commerces, occupations et activités (R.R.V.M. chapitre T-3), un permis d'exploitant peut être cédé de son détenteur à une autre personne aux conditions suivantes : 1º le détenteur doit en faire la demande par écrit à la Ville; 2º l'acquéreur ne doit pas détenir plus de deux	Ajout de l'article 2.1. Un avis juridique daté du 20 décembre 2013, confirme que la cession du permis, d'une personne à une autre, n'est pas conforme à la réglementation en vigueur. Cet article vise à régulariser la pratique en vigueur depuis 2002 et fait suite à une rencontre avec des représentants du service du contrôleur et de celui des affaires juridiques.

	permis d'exploitant; 3º l'acquéreur doit se conformer aux dispositions de la section I du chapitre II du présent règlement.	
	Article 3. 7º l'exploitant ne doit pas avoir été reconnu coupable, au cours des 3 années précédentes, d'une infraction de cruauté envers les chevaux.	Ajout du paragraphe 7º. Précisions sont apportées aux responsabilités des exploitants
Article 7. 2° être majeur et de bonnes moeurs;	Article 7 2° être majeur;	Suppression de : « et de bonnes mœurs ».
Article 7	Article 7 6º ne pas avoir été reconnu coupable, au cours des 3 années précédentes, d'une infraction de cruauté envers les chevaux.	Ajout du paragraphe 6º : ajout d'un encadrement des cas de cruauté envers les animaux.
Article 13 1° être convenablement nourri et bénéficier chaque jour d'un temps de repos **raisonnable;**	Article 13 1° être convenablement nourri et bénéficier chaque jour d'un temps de repos **minimal de six heures;**	Ajout d'un encadrement visant à garantir le bien-être des animaux
Article 13 4° être attelé pour un maximum de 9 heures **par période de 24 heures;**	Article 13 4° être attelé pour un maximum de 9 heures **à compter de l'heure de sortie de l'animal;**	Ajout d'un encadrement visant à garantir le bien-être des animaux
Article 13 Le propriétaire exploitant ne peut laisser un cheval être attelé à une voiture entre 9 h et 18 h lorsque la température extérieure, enregistrée par Environnement Canada au Bureau de météorologie de Dorval, atteint ou excède 30 0C.	Article 13 Le propriétaire exploitant ne peut laisser un cheval être attelé à une voiture lorsque la température extérieure, enregistrée par Environnement Canada au Bureau de météorologie de Dorval, atteint ou excède 30^{0}C **ou est inférieure à -20^{0} C**.	La suppression, au deuxième alinéa, des mots « entre 9 h et 18 h » et l'ajout : « ou est inférieure à -20^{0} C ». Ajout d'un encadrement visant à garantir le bien-être des animaux : précisions sont apportées quant aux limites de températures permises pour laisser un cheval attelé à une voiture
Article 13	Article 13 Un cheval ne peut être attelé à plus d'une voiture par jour.	Ajout de l'alinéa.
	21.2.1. Commet une infraction l'exploitant de véhicules hippomobiles qui	Ajout de l'article 21.2.1.

	laisse conduire ce véhicule par un conducteur faisant l'objet d'une contravention à une règle de conduite mentionnée à la section II du présent règlement.	

JUSTIFICATION

Selon, l'Ordonnance générale sur les véhicules hippomobiles (numéro 32), telle que modifié par le l'ordonnance numéro 64 adoptée par le comité exécutif le 14 décembre 2011, le nombre de permis pouvant être émis est limité à 24. Depuis l'adoption de cette ordonnance, une pratique s'est établie, par laquelle les permis relatifs aux véhicules hippomobiles font l'objet de cession entre particuliers moyennant contrepartie.
Toutefois, le *Règlement concernant les taxes spéciales sur les commerces, occupations et activités* (R.R.V.M., c. T-3) prévoit que le permis n'est valide que pour la personne au nom de laquelle il est délivré et qu'il ne peut être cédé de son détenteur à une autre personne.

Dans ce contexte, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite régulariser cette situation et préciser plusieurs aspects du règlement actuel occasionnant des contestations récurrentes au tribunal

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une lettre sera envoyée à chacun des détenteurs de permis les informant des modifications et des ajouts au *Règlement sur les véhicules hippomobiles* (R.R.V.M., chapitre V-1) .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Guy CHARBONNEAU
Directeur

Tél : 514-872-0100
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1143200004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Respect de la règlementation
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M. chapitre V-1)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

1143220004_Règlement modifiant le règlement sur les véhicules hippomobiles_V1.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : (514) 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Véronique BELPAIRE
Avocate, chef de division
Tél : (514) 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES VÉHICULES HIPPOMOBILES (R.R.V.M., CHAPITRE V-1)

Vu l'article 68 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2014, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les véhicules hippomobiles (R.R.V.M., chapitre V-1) est modifié :

1º par l'ajout, à la fin de la définition du mot « exploitant », des mots « et détient un permis d'exploitant de véhicules hippomobiles délivré par la Ville; »;

2º par l'insertion, après la définition du mot « exploitant », de la définition suivante :

« « conducteur » : quiconque conduit un véhicule hippomobile et détient un permis de conducteur délivré par la Ville; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 2, de l'article suivant :

« **2.1.** Malgré les articles 15 et 17 du Règlement concernant les taxes spéciales sur les commerces, occupations et activités (R.R.V.M. chapitre T-3), un permis d'exploitant peut être cédé de son détenteur à une autre personne aux conditions suivantes :

1º le détenteur doit en faire la demande par écrit à la Ville;

2º l'acquéreur ne doit pas détenir plus de deux permis d'exploitant;

3º l'acquéreur doit se conformer aux dispositions de la section I du chapitre II du présent règlement.

3. Le premier alinéa de l'article 3 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6º, du paragraphe suivant :

« 7º l'exploitant ne doit pas avoir été reconnu coupable, au cours des 3 années précédentes, d'une infraction de cruauté envers les chevaux. ».

4. L'article 7 de ce règlement est modifié :

1º par la suppression, au paragraphe 2º, des mots « et de bonnes mœurs »;

2º par l'ajout du paragraphe suivant :

« 6º ne pas avoir été reconnu coupable, au cours des 3 années précédentes, d'une infraction de cruauté envers les chevaux. ».

5. L'article 13 de ce règlement est modifié :

1º par le remplacement, au paragraphe 1º du premier alinéa, du mot « raisonnable » par les mots « minimal de six heures »;

2º par le remplacement, au paragraphe 4º du premier alinéa, des mots « par période de 24 heures » par les mots « à compter de l'heure de sortie de l'animal »;

3º par la suppression, au deuxième alinéa, des mots « entre 9 h et 18 h »;

4º par l'ajout, au deuxième alinéa, après les mots « 30^0 C », des mots « ou est inférieure à -20^0 C ».

5º par l'ajout, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Un cheval ne peut être attelé à plus d'une voiture par jour. ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 21.2, de l'article suivant :

« **21.2.1.** Commet une infraction l'exploitant de véhicules hippomobiles qui laisse conduire ce véhicule par un conducteur contrevenant à une règle de conduite mentionnée à la section II du présent règlement. ».

GDD 1143200004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.13

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1143709001

Unité administrative responsable :	Ombudsman , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur l'ombudsman (02-146) » afin d'abroger l'article 5 et modifier les articles 6, 14 et 22 en vue d'abolir le poste d'adjoint à l'ombudsman de Montréal

Il est recommandé au conseil municipal :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur l'Ombudsman (02-146) » afin d'abroger l'article 5 et modifier les articles 6, 14 et 22 en vue d'abolir le poste d'adjoint à l'ombudsman de Montréal

Signé par Johanne M SAVARD **Le** 2014-04-15 08:55

Signataire : Johanne M SAVARD

Ombudsman
Ombudsman , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143709001**
Unité administrative responsable :	Ombudsman , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur l'ombudsman (02-146) » afin d'abroger l'article 5 et modifier les articles 6, 14 et 22 en vue d'abolir le poste d'adjoint à l'ombudsman de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le poste d'ombudsman de Montréal a été créé par règlement (02-146) et le premier titulaire du poste est en fonction depuis novembre 2003. Le *Règlement sur l'ombudsman* prévoit qu'un adjoint à l'ombudsman sera nommé par le conseil de ville, sur recommandation de l'ombudsman. Dans les circonstances actuelles, un poste d'adjoint à l'ombudsman n'est plus justifié dans la structure organisationnelle. Cette conclusion est confirmée par le fait que l'année dernière, alors que l'adjoint à l'ombudsman n'a pas été présente au bureau pour la période du 2013-02-07 au 2014-01-09, le bureau n'a pas souffert d'une manque de gestionnaire. Le constat observé est que ce poste d'adjoint n'est plus requis aujourd'hui, surtout que le bureau bénéficie du support des équipes de la dotation, des finances, du soutien conseil en RH incluant pour la composition de l'équipe de travail, etc.).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM05 0390 - 30 mai 2005 - nomination permanente de Marjolaine Therrien à titre d'adjoint à l'ombudsman.
DG041574054 - 27 mai 2004 - création du poste permanent d'adjoint à l'ombudsman.
CM04 0521 - 21 juin 2004 - nomination temporaire de Marjolaine Therrien à titre d'adjoint à l'ombusman.
CM02 0663 - 19 août 2002 - adopter le règlement intitulé «Règlement sur l'ombudsman»

DESCRIPTION

Devant ce constat, nous recommandons préalablement d'abroger l'article 5 du règlement sur l'ombudsman et d'en modifier les articles 6, 14 et 22 comme indiqué ci-après. Lorsque l'ombudsman devra s'absenter temporairement, elle pourra déléguer ses fonctions conformément à l'article 25 de l'Annexe de la Charte de la ville de Montréal.
1. L'article 5 du Règlement sur l'ombudsman (02-146) est abrogé.

2. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « son adjoint » par les mots « une personne qu'il désigne ».

3. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « son adjoint » par les mots « une personne qu'il désigne ».

4. L'article 22 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « , son adjoint ».

Une fois, les modifications apportées au règlement, nous procéderons à l'abolition du poste permanent # 59916 d'adjoint à l'ombusdman.

JUSTIFICATION

Au 1er janvier 2014, les effectifs du bureau de l'ombudsman étaient comme indiqué dans le tableau suivant. :

Titre emploi	**Cadre direction**	**Cadre administratif**	**Juriste**	**Professionnel**	**Col blanc**	**Total**
OMBUD.	1					1
ADJ.OMBUDSMAN		1				1
AVOCAT 1			2			2
CONS.OMBUDSMAN				2		2
SEC.DIR.- DIR.PREM.NIV.					1	1
SEC.UNITE ADMINISTRATIVE					1	1
TECH.RECH.ET ENQU.					vacant	0
Total	1	1	2	2	2	**8**

La Ville revoit actuellement ses structures internes dans le but de diminuer le nombre de cadres et d'optimiser les structures. Les ratios d'encadrement visés dans les unités d'affaires de la ville sont d'environ un gestionnaire pour treize employés ou plus (1/13) dans les services corporatifs et de un gestionnaire pour 11 employés (1/11) dans les arrondissements.

À la lecture du tableau précédent, force est de constater que le taux d'encadrement est anormalement élevé au bureau de l'ombudsman; actuellement 2 gestionnaires pour 6 employés soit un ratio de 1/3. Cette structure à deux gestionnaires remonte à la création du bureau, en 2003. Au moment où l'administration revoit sa façon de faire en vue d'optimiser les structures existantes, il apparaît que le bureau de l'ombudsman n'a pas besoin de deux gestionnaires pour répondre à ses besoins opérationnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Véronique BELPAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frantz CESAR
Conseiller en ressources humaines
Service du capital humain et des communications
Direction des relations de travail et soutien conseil à la gestion

Tél : (514) 280-4323
Télécop. : (514) 872-9164

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-14

Danny BOUDREAULT
Directeur

Tél : 514-872-4655
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143709001

Unité administrative responsable :	Ombudsman , Direction
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur l'ombudsman (02-146) » afin d'abroger l'article 5 et modifier les articles 6, 14 et 22 en vue d'abolir le poste d'adjoint à l'ombudsman de Montréal

02-146 Règlement sur l ombudsman.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frantz CESAR
Conseiller en ressources humaines
Service du capital humain et des communications
Direction des relations de travail et soutien conseil à la gestion

Tél : (514) 280-4323
Télécop. : (514) 872-9164

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-146 (Codification administrative)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

RÈGLEMENT SUR L'OMBUDSMAN

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 10 NOVEMBRE 2008
(02-146 modifié par 02-146-1)

ATTENDU QUE l'administration de la nouvelle Ville de Montréal s'est engagée à mettre en place un Bureau de l'ombudsman, indépendant et nommé par le conseil municipal;

ATTENDU QUE la création d'un Bureau de l'ombudsman indépendant a fait l'objet d'un consensus au Sommet de Montréal;

VU le premier paragraphe de l'article 410 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

À l'assemblée du 19 août 2002, le conseil de la ville décrète:

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

«associé» : une personne liée avec d'autres par des intérêts financiers, commerciaux ou professionnels communs;

«société contrôlée par la ville» : une personne morale dont la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% des parts ou actions votantes en circulation ou nomme plus de 50% des membres du conseil d'administration;

«société paramunicipale» : un organisme visé aux articles 218 à 231 de l'annexe C de la Charte de la ville de Montréal (L.R.Q. c. C-11.4).

_____
02-146, a. 1.

SECTION II
NOMINATION ET REMPLACEMENT

2. Le conseil de la ville nomme une personne appelée ombudsman et fixe son traitement. Ce dernier relève du conseil municipal.

_____
02-146, a. 2.

2.1. La nomination de l'ombudsman se fait par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil de la ville.

_____
02-146-1, a. 1.

3. L'ombudsman est nommé pour un mandat de 4 ans. Il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

_____
02-146, a. 3; 02-146-1, a. 2.

4 L'ombudsman peut en tout temps démissionner en donnant un avis écrit au conseil de la ville.

Il ne peut être destitué que par une décision du conseil de la ville adoptée aux deux tiers des voix de ses membres.

_____
02-146, a. 4; 02-146-1, a. 3.

5. Le conseil de la ville nomme un adjoint à l'ombudsman sur recommandation de ce dernier.

_____
02-146, a. 5.

6. Lorsque l'ombudsman est empêché d'agir temporairement, il est remplacé par son adjoint.

Lorsque l'ombudsman cesse de remplir ses fonctions, le conseil de la ville en nomme un nouveau, conformément à l'article 3.

_____

02-146, a. 6.

7. Ne peut agir comme ombudsman:

1° un membre du conseil de la ville, d'un conseil d'arrondissement ou un conseiller politique de ceux-ci;

2° l'associé d'un membre visé au paragraphe 1°;

3° une personne qui a, par elle-même ou son associé, un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la ville, une société paramunicipale ou une société contrôlée par la ville.

_____

02-146, a. 7.

SECTION III
RESPONSABILITÉS

8. Pour la gestion des ressources humaines, matérielles et financières affectées à ses fonctions**,** l'ombudsman applique les politiques et normes de la ville.

_____

02-146, a. 8.

9. Chaque année, l'ombudsman doit soumettre au conseil de la ville un rapport écrit portant sur l'accomplissement de ses fonctions. Ce rapport est public.

_____

02-146, a. 9.

SECTION IV
POUVOIRS D'ENQUÊTE

10. L'ombudsman intervient chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être. Il intervient de sa propre initiative ou à la demande d'une personne. L'ombudsman donne priorité aux interventions initiées à la demande d'une personne.

Il peut faire enquête sur toute affaire concernant une décision, une recommandation, un acte ou une omission de la ville, d'une société paramunicipale ou d'une société contrôlée par la ville ou de leurs fonctionnaires ou employés.

Il peut également intervenir ou faire enquête sur toute affaire concernant un acte ou une omission de la part d'une personne effectuant des tâches pour le compte de la ville.

Il intervient également à la demande du conseil municipal, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement.

_____

02-146, a. 10.

11. L'ombudsman ne peut faire enquête sur les décisions, recommandations, actes ou omissions de quelque nature que ce soit :

1° du conseil de la ville ou de l'un de ses comités ou l'une de ses commissions, du comité exécutif ou de l'un de ses comités, ou d'un conseil d'arrondissement ou de l'un de ses comités ou l'une de ses commissions;

2° de toute personne dans le cadre de relations de travail avec la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par l'intervention;

3° d'un élu ou de toute personne membre du cabinet des élus municipaux;

4° d'un agent de la paix du Service de police de la ville de Montréal;

5° de la Société de transport de Montréal ou de l'un de ses employés.

Il ne peut également faire enquête sur un différend privé entre citoyens ou sur une décision prise par un tribunal ou par un organisme exerçant des fonctions de nature judiciaire.

_____

02-146, a. 11.

12. L'ombudsman peut refuser d'intervenir ou de faire enquête, il peut également interrompre une intervention ou une enquête, lorsqu'il est d'avis que la plainte est frivole, vexatoire ou qu'elle n'a pas été faite de bonne foi ou qu'un recours légal est susceptible de corriger la situation préjudiciable.

Lorsqu'il décide de ne pas intervenir ou enquêter ou d'interrompre une intervention ou une enquête, l'ombudsman doit faire part de sa décision au plaignant par écrit. Cette décision doit être motivée.

_____

02-146, a. 12.

13. L'ombudsman ne peut intervenir ou faire enquête lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis que la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par cette intervention ou cette enquête a eu connaissance des faits qui la fondent, à moins que cette personne ou ce groupe ne démontre, à la satisfaction de l'ombudsman, des circonstances exceptionnelles justifiant ce délai. Il doit aviser par écrit le plaignant de son refus, le cas échéant.

_____

02-146, a. 13.

14. L'ombudsman doit refuser d'intervenir ou de faire enquête à l'égard de toute plainte susceptible de le placer en conflit d'intérêt, il est remplacé par son adjoint, le cas échéant.

_____

02-146, a. 14.

15. Lorsqu'il décide d'intervenir ou d'enquêter, l'ombudsman doit aviser le directeur général de la ville et, selon le cas, le directeur du service de la ville, le directeur de l'arrondissement, le dirigeant de la société paramunicipale ou de la société contrôlée par la ville ou la personne visée au troisième alinéa de l'article 10.

Il doit inviter l'auteur de l'acte ou de l'omission ou la personne mentionnée au premier alinéa à se faire entendre et lui permettre, s'il le juge opportun, de remédier à la situation. Toutes les interventions de l'ombudsman sont conduites en privé.

_____

02-146, a. 15.

16. Quiconque demande l'intervention de l'ombudsman doit :

1° fournir ses nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et ceux de chacune des personnes visées par sa demande, s'il les connaît;

2° exposer les faits qui justifient sa demande;

3° fournir à l'ombudsman tout autre renseignement ou document dont celui-ci juge avoir besoin pour le traitement de la demande.

_____

02-146, a. 16.

17. Lors de l'intervention ou de l'enquête, l'ombudsman ou l'employé de son bureau qu'il désigne par écrit à cette fin a le droit de prendre connaissance et de faire des copies de tous les dossiers et registres et de tout autre document qu'il juge pertinent. Il a le droit d'exiger les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires dans l'accomplissement de ses fonctions.

_____

02-146, a. 17.

18. Au terme de son intervention ou de son enquête, l'ombudsman doit faire rapport, par écrit, des résultats au plaignant. Il doit également faire rapport aux personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 15.

_____

02-146, a. 18.

19. À la suite d'une intervention ou d'une enquête, l'ombudsman peut recommander toute mesure qu'il juge appropriée.

_____

02-146, a. 19.

20. Lorsqu'il fait une recommandation, l'ombudsman peut exiger d'une des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 15 qu'elle lui fasse rapport dans un délai donné sur les mesures prises ou qu'elle propose de prendre afin de donner suite à la recommandation.

À défaut d'obtenir une réponse favorable dans le délai fixé, l'ombudsman pourra faire rapport, selon le cas, au conseil de la ville, au comité exécutif ou au conseil d'arrondissement. Il pourra également exposer la situation dans un rapport spécial ou dans son rapport annuel.

_____

02-146, a. 20.

21. Lorsqu'il le juge d'intérêt public, l'ombudsman peut commenter publiquement un rapport qu'il a soumis ou une intervention qu'il a faite. Il peut également commenter publiquement une intervention déjà faite ou une intervention en cours lorsqu'il juge que l'intérêt de la personne ou du groupe en cause l'exige.

_____

02-146, a. 21.

SECTION V
CONFIDENTIALITÉ

22. L'ombudsman, son adjoint et ses employés doivent respecter la nature confidentielle de tout renseignement porté à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

_____
02-146, a. 22.

SECTION VI
DISPOSITION FINALE

23. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____
02-146, a. 23.

_____

Cette codification du Règlement sur l'ombudsman contient les modifications apportées par le règlement suivant :

- *02-146-1 Règlement modifiant le Règlement sur l'ombudsman, adopté le 27 octobre 2008.*

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1143709001

Unité administrative responsable :	Ombudsman , Direction
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur l'ombudsman (02-146) » afin d'abroger l'article 5 et modifier les articles 6, 14 et 22 en vue d'abolir le poste d'adjoint à l'ombudsman de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement: Règlement modifiant 02-146_Ombudsman adjoint.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Véronique BELPAIRE
Avocate chef de division
Tél : (514) 872-3832

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Philippe GAGNIER
Avocate, chef de division
Tél : (514) 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'OMBUDSMAN (02-146)

Vu l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 5 du Règlement sur l'ombudsman (02-146) est abrogé.

2. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « son adjoint » par les mots « une personne qu'il désigne ».

3. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « son adjoint » par les mots « une personne qu'il désigne ».

4. L'article 22 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « , son adjoint ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX

GDD : 1143709001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1134521021

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

La Direction de la culture et du patrimoine recommande de:

- nommer **«place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles»** la nouvelle place publique commémorative située dans l'emprise du boulevard Saint-Jean-Baptiste, entre la rue Notre-Dame Est et la rue Bellerive, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Cette place publique est située sur le lot numéro 1 092 972 et une partie du lot numéro 1 093 657 du Cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint au dossier. Par ailleurs, la voie carrossable qui traverse la place publique conserve le nom de boulevard Saint-Jean-Baptiste.

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-28 11:44

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1134521021**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite des travaux d'aménagement d'une nouvelle place publique située dans l'emprise du boulevard Saint-Jean-Baptiste, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles désire qu'un nouveau toponyme soit attribué pour identifier le nouvel espace de convivialité créé dans le cadre du PPU du Vieux-Pointe-aux-Trembles adopté par l'arrondissement en mars 2009 et du Plan directeur pour la revitalisation du Vieux-Pointe-aux-Trembles adopté en septembre 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 30 02 0038 - 4 février 2014: Modification - Proposition - Nouveau nom - Place publique - Secteur du Vieux-Pointe-aux-Trembles - Demande d'amendement - Résolution
CA13 3010 0417 - Remplacement - Nom proposé - «place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles» (dossier 1135270006).
CA13 30 10 0417 - 1er octobre 2013: Dénomination - Nouvelle place publique - secteur-Vieux-Pointe-aux-Trembles (dossier 1135270006).
CA12 30 09 0272 - 4 septembre 2012: Adoption - Plan directeur pour la revitalisation du Vieux-Pointe-aux-Trembles. (dossier 1120443005).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à :

- nommer **«place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles»** la nouvelle place publique commémorative située dans l'emprise du boulevard Saint-Jean-Baptiste, entre la rue Notre-Dame Est et la rue Bellerive, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Cette place publique est située sur le lot numéro 1 092 972 et une partie du lot numéro 1 093 657 du Cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint au dossier. Par ailleurs, la voie carrossable qui traverse la place publique conserve le nom de boulevard Saint-Jean-Baptiste.

JUSTIFICATION

Place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles

- La référence au village de Pointe-aux-Trembles vise à rappeler que la nouvelle place est située au coeur de l'espace qui constituait le noyau villageois de la pointe aux Trembles.
- Dès 1667, les colons s'installent sur les terres des côtes Saint-Jean et Sainte-Anne. Concédées par les seigneurs de l'île de Montréal (les sulpiciens), ces terres font front sur le fleuve Saint-Laurent. En 1674, le fort de la pointe aux Trembles est érigé. Il fait partie d'un système défensif beaucoup plus vaste sur l'île de Montréal. Ce fort donne naissance au noyau villageois primitif, composé de l'église, du presbytère et du cimetière, créant ainsi l'un des premiers villages de l'île.
- La municipalité de la paroisse de Saint-Enfant-Jésus-de-la-Pointe-aux-Trembles a été fondée en 1845. La Cité de la Pointe-aux-Trembles a été annexée à Montréal en 1982.
- Des fouilles archéologiques réalisées sur le site ont révélé qu'une partie de la palissade de l'ancien fort de la pointe aux Trembles étaient érigées dans cet emplacement.
- Ce nom constitue un complément toponymique au nom du parc voisin, le parc du Fort -de-Pointe-aux-Trembles, nommé en 1997.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal s'est prononcé en faveur de l'adoption de ce toponyme lors de la séance du 23 avril 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'amélioration de la qualité de vie car il vise à mettre en valeur un nouvel espace public en faisant référence à l'histoire du quartier de Pointe-aux-Trembles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte de cette place publique a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'adoption d'une résolution par le Conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services d'utilité publique ainsi qu'à la Commission de toponymie du Québec.

- Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'affichage toponymique pourra être complété par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

- Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Daniel DESHAIES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Isabelle DUMAS
Chef de division

Tél : 514 872-3953
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134521021

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Nommer la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Plan et photos montrant l'emplacement de la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles:

Plan_place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles_1134521021.pdf

Photos_place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles_1134521021.pdf

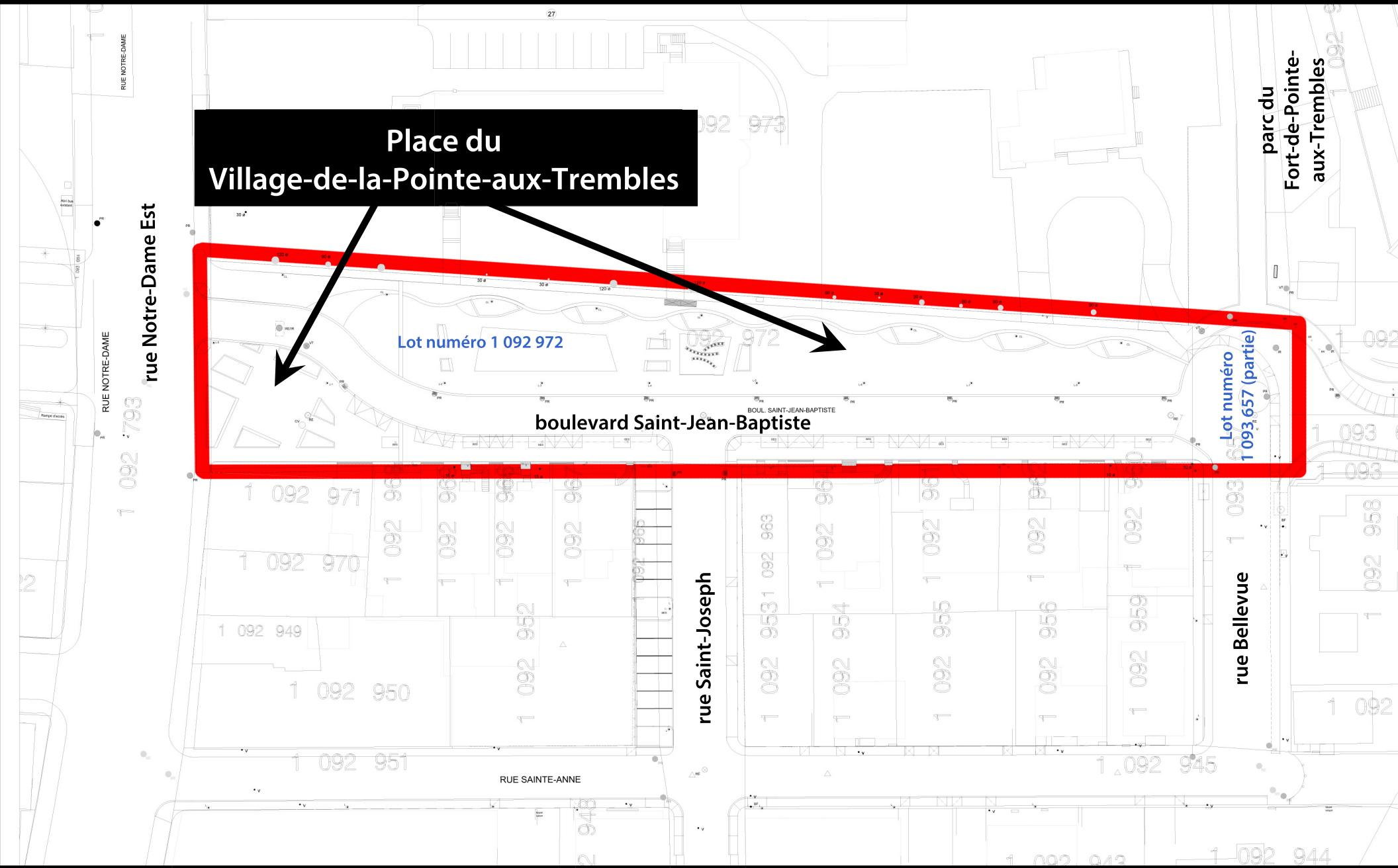
RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

Nommer la place du Village-de-la-Pointe-aux-Trembles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Dossier numéro 1134521021







Église Saint-Enfant-Jésus



Intersection de la rue Notre-Dame E et du boulevard Saint-Jean-Baptiste



Site de la place publique projetée

Place publique projetée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.02

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1144521003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le prolongement de la rue Rose et le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Nommer le prolongement de la rue Rose, situé sur le lot numéro 3 903 070 du Cadastre du Québec,

- Confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants situé sur le lot numéro 3 903 071 du Cadastre du Québec,
- Nommer le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds situé sur les lots numéros 3 903 072 et 2 580 997 du Cadastre du Québec,

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-25 15:25

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

_____

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1144521003**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le prolongement de la rue Rose et le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro a procédé à un réaménagement des espaces situés à proximité du port de plaisance de Pierrefonds, au nord du boulevard Lalande. Afin d'assurer un repérage efficace, il convient de confirmer la dénomination de ces espaces au moyen d'une résolution du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à:

- Nommer le prolongement de la rue Rose située sur le lot numéro 3 903 070 du Cadastre du Québec,
- Confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants situé sur le lot numéro 3 903 071 du Cadastre du Québec,
- Nommer le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds situé sur les lots numéros 3 903 072 et 2 580 997 du Cadastre du Québec,

tels qu'illustrés sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Rue Rose

- La rue Rose a été nommée en 1959 et son nom réfère à celui d'un propriétaire de ce quartier de Pierrefonds.
- Son prolongement dans sa partie nord-ouest a scindé le parc des Anciens-Combattants en deux parties distinctes et a conduit à des changements dans la toponymie du secteur.

Parc des Anciens-Combattants

- Attribué en 2005, ce nom a été donné pour souligner le 60e anniversaire (1945-2005) de la victoire des anciens combattants de la Seconde guerre mondiale.
- Le toponyme reste associé à la partie du parc située au sud du prolongement de la rue Rose.

Parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds

- Officialisé par la Commission de toponymie du Québec en 1999, le port de plaisance de Pierrefonds est un aménagement portuaire qui a été conçu pour recevoir les embarcations destinées à l'agrément, sur la rive sud de la rivière des Prairies.
- L'arrondissement souhaitait que le nom de la partie du parc située au nord de la rue Rose intègre le toponyme «port de plaisance de Pierrefonds».
- Tel que le prévoient les règles d'écriture des toponymes édictées par la Commission de toponymie du Québec, le nouveau toponyme prend la forme de «parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds».

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal s'est prononcé en faveur de l'adoption de ces toponymes lors de la séance du 23 avril 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'amélioration de la qualité de vie car il vise à mettre en valeur de nouveaux espaces publics en les nommant.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte de ces places publiques a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'adoption d'une résolution par le Conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services d'utilité publique ainsi qu'à la Commission de toponymie du Québec.

- Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'affichage toponymique pourra être complété par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Anne CASTONGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Isabelle DUMAS
Chef de division

Tél : 514 872-3953
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144521003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Nommer le prolongement de la rue Rose et le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Plan montrant le prolongement de la rue Rose, le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et le parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

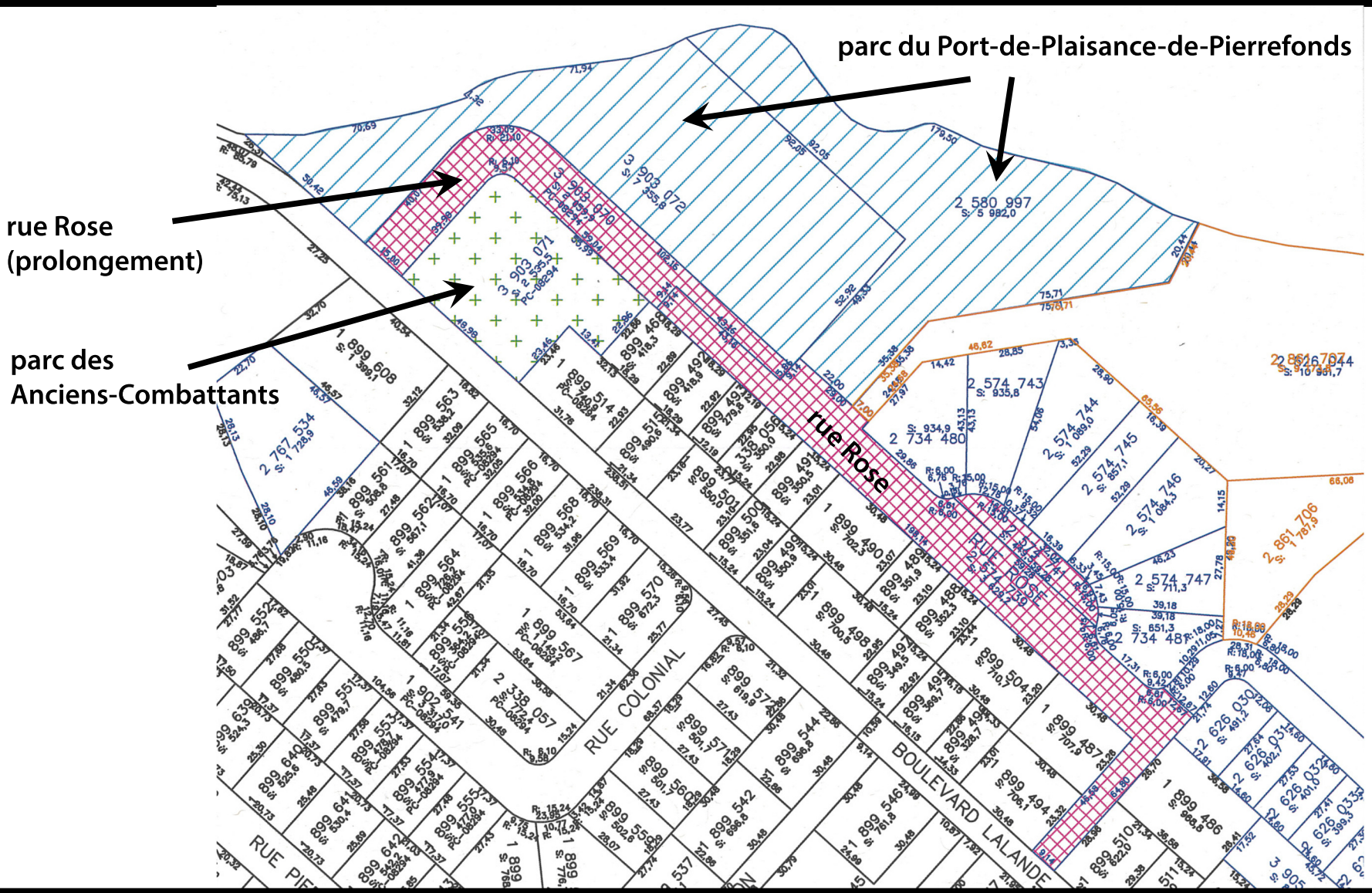
plan rue Rose et parcs_1144521003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

Nommer le prolongement de la rue Rose et le parc du Port-de-Plaisance-de-Pierrefonds et confirmer la reconfiguration du parc des Anciens-Combattants dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.
Dossier numéro 1144521003



Division du patrimoine - Direction de la culture et du patrimoine - Ville de Montréal
24 avril 2014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.03

2014/05/26
14:00

(1)

Dossier # : 1144521002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Raymond-Lagacé dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Nommer «parc Raymond-Lagacé» le parc composé de deux lots distincts situés entre les rues Jean-Gascon et Vittorio-Fiorucci, de part et d'autre de la rue des Outardes. Ce parc est situé sur les lots numéros 4 861 425 et 4 861 424 du Cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint au dossier.

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-25 15:31

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

_____

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1144521002**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Raymond-Lagacé dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

Un nouveau parc de l'arrondissement de Saint-Laurent n'ayant jamais été nommé, il convient de procéder à sa dénomination au moyen d'une résolution du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à:

- Nommer «parc Raymond-Lagacé» le parc composé de deux lots distincts situés entre les rues Jean-Gascon et Vittorio-Fiorucci, de part et d'autre de la rue des Outardes. Ce parc est situé sur les lots numéros 4 861 425 et 4 861 424 du Cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Parc Raymond-Lagacé

- Raymond Lagacé (1928-2005). Natif de l'Abord-à-Plouffe en 1928, Raymond Lagacé est un des grands bâtisseurs du hockey québécois contemporain. Dès 1949, on le retrouve à la tête d'une équipe de la Ligue provinciale senior B. Quatre ans plus tard, il supporte financièrement la Ligue Laurentienne junior B et prend la tête du club junior Frontenac de Saint-Laurent qui remporte le championnat provincial. En 1954, il met sur pied avec Sam Pollock la Ligue Métropolitaine junior, ancêtre de l'actuelle Ligue de hockey junior majeur du Québec. Propriétaire de deux franchises de cette ligue, les Jets de Saint-Laurent et les Alouettes de Saint-Jérôme, il a la joie de voir ses deux équipes s'affronter en finale en 1957 -1958.
- Ce toponyme s'inscrit dans la volonté de l'arrondissement de poursuivre la thématique associée aux Laurentiens ayant oeuvré dans le sport.
  Le comité de toponymie de la Ville de Montréal s'est prononcé en faveur de l'adoption de ce toponyme lors de la séance du 23 avril 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'amélioration de la qualité de vie car il vise à mettre en valeur un nouvel espace public en faisant référence à un Laurentien ayant oeuvré dans le sport.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte de cette place publique a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- L'adoption d'une résolution par le Conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services d'utilité publique ainsi qu'à la Commission de toponymie du Québec.
- Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'affichage toponymique pourra être complété par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Éric PAQUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Isabelle DUMAS
Chef de division

Tél : 514 872-3953
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144521002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Nommer le parc Raymond-Lagacé dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Plan montrant l'emplacement du parc Raymond-Lagacé:

Plan parc Raymond-Lagacé_1144521002.pdf

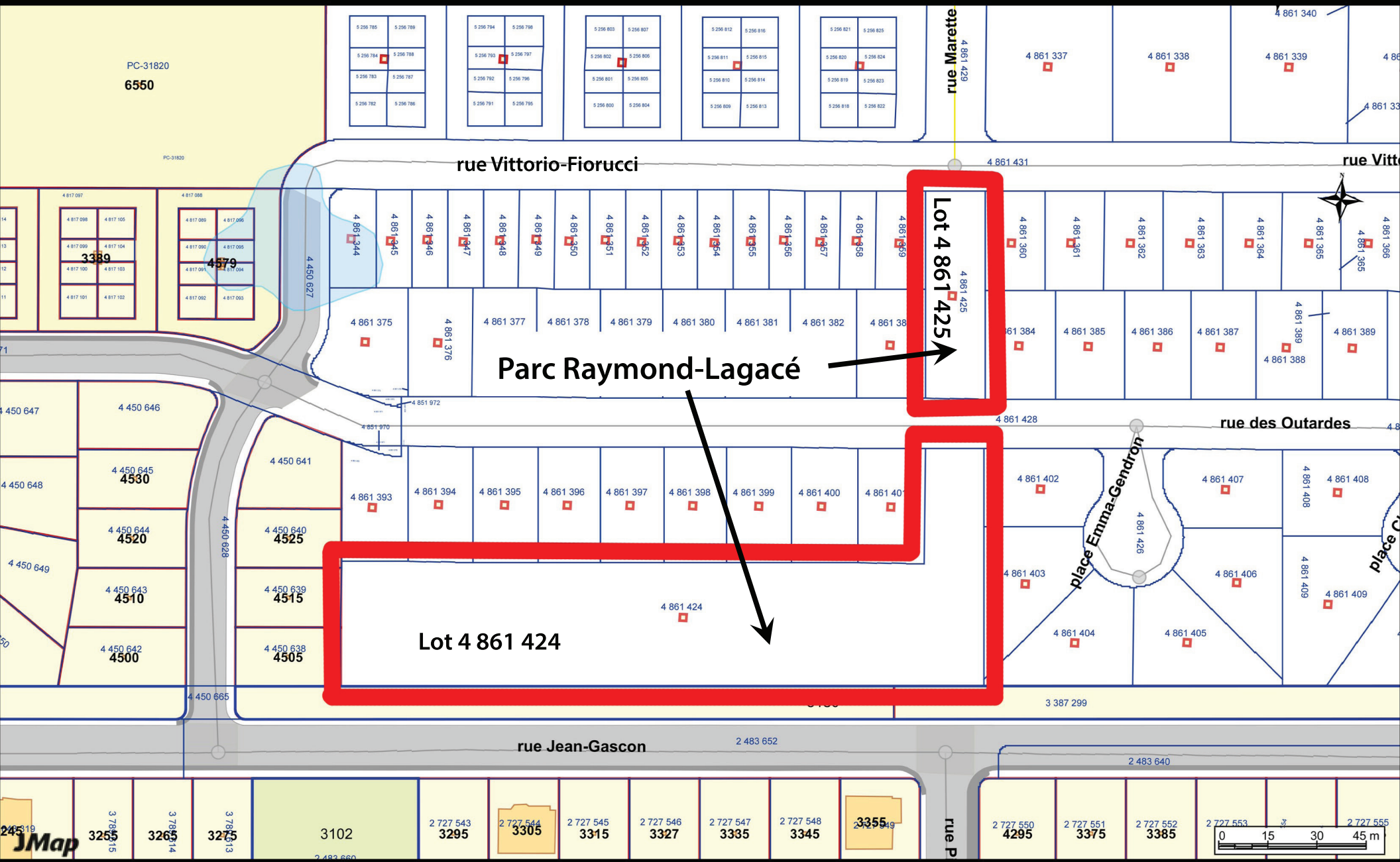
RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

Nommer le parc Raymond-Lagacé dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Dossier numéro 1144521002



Division du patrimoine - Direction de la culture et du patrimoine - Ville de Montréal

24 avril 2014

Article 51.01

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

Aucun document ne sera livré.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.01

Motion concernant l'application de la Loi 1 aux contrats de fourniture de matériaux de construction et de services professionnels

Attendu que la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP) a été sanctionnée le 7 décembre 2012;

Attendu que cette loi a notamment modifié la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) en y ajoutant le Chapitre V.2 « Autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public ou d'un sous-contrat public »;

Attendu qu'en vertu de l'article 21.17 dudit Chapitre V.2, une entreprise qui souhaite conclure avec un organisme public tout contrat comportant une dépense égale ou supérieure au montant déterminé par le gouvernement ou qui souhaite conclure tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat et comportant aussi une dépense égale ou supérieure à ce montant doit obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers;

Attendu qu'en vertu de l'article 573.3.3.3 de la loi sur les cités et villes (LCV), l'article 21.17 de la Loi sur les contrats des organismes publics s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard de tout contrat d'une municipalité, qui comporte une dépense égale ou supérieure au montant déterminé par le gouvernement en vertu de l'article 21.17 de cette loi et qui concerne l'exécution de travaux ou la fourniture d'assurance, de matériel, de matériaux ou de services et que, pour l'application de ces articles, tout contrat ainsi visé est réputé être un contrat public, tout sous-contrat qui comporte une dépense égale ou supérieure au montant déterminé par le gouvernement en vertu de l'article 21.17 de cette loi et qui est rattaché directement ou indirectement à un tel contrat est réputé être un sous-contrat public et toute municipalité est réputée être un organisme public;

Attendu qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 87 de la LIMCP, le gouvernement peut, aux fins de l'application du premier alinéa de cet article, viser des contrats ou des sous-contrats ou des groupes de contrats ou de sous-contrats qu'ils soient ou non d'une même catégorie et même si ceux-ci comportent une dépense inférieure au montant déterminé en application de l'article 85 de cette loi ou de l'article 21.17 de la Loi sur les contrats des organismes publics;

Attendu qu'en vertu du Décret 1049-2013, adopté par le Gouvernement du Québec le 23 octobre 2013, le chapitre V.2 de la LCIMP s'applique aux contrats de travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout de la Ville de Montréal qui comportent une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et aux sous-contrats de même nature qui sont rattachés directement ou indirectement à ces contrats et qui comportent une dépense égale ou supérieure à 25 000 $;

Attendu que les contrats de fourniture des matériaux de construction et des services professionnels pour la conception et la surveillance de ces travaux ont indéniablement un impact important sur le coût et la qualité des travaux effectués;

Attendu qu'il est incohérent qu'une entreprise jugée inapte à effectuer des travaux de construction pour un organisme municipal soit jugée apte à effectuer la conception ou la surveillance de ces travaux ou à fournir les matériaux de construction utilisés lors de leur réalisation;

Il est proposé par Richard Bergeron, conseiller de Saint-Jacques, et appuyé par Marc-André Gadoury, conseiller d'Étienne-Desmarteau :

Que le Conseil municipal demande au Gouvernement du Québec d'adopter un décret afin que le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique aux contrats de services professionnels pour la conception ou la surveillance de travaux de construction ainsi qu'aux contrats de fournitures de matériaux de construction octroyés par la Ville de Montréal, et comportant une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ ainsi qu'aux sous-contrats de même nature qui sont rattachés directement ou indirectement à ces contrats et qui comportent une dépense égale ou supérieure à 25 000 $.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du Conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.02

Motion pour la mise en place de « Cyclovia » à Montréal le dimanche

Attendu que la Ville de Montréal a adopté, en 2008, un Plan de transport dont deux des objectifs principaux sont d'améliorer la qualité de l'environnement et de favoriser les déplacements actifs;

Attendu que la Ville de Montréal a fait le pari de devenir, au cours des années à venir, la ville cyclable par excellence, un modèle d'inspiration par la mise en place de mesures audacieuses et à l'avant-garde;

Attendu que la Ville de Montréal étudie déjà la possibilité d'aménager d'une façon permanente des vélo-rues sur son territoire en 2015;

Attendu que l'une des initiatives de transition les plus intéressantes avant l'implantation de vélo-rues est la mise en place de « Cyclovia ». La Ville de Bogota ferme le dimanche, depuis 1976, des rues de 7h du matin à 14h pour les dédier aux cyclistes, aux piétons et aux coureurs;

Attendu que des dizaines de villes à travers le monde ont repris le concept de « Cyclovia » dont les villes canadiennes d'Halifax, de Winnipeg, de Vancouver, de Calgary, d'Hamilton et d'Ottawa;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté un cadre d'intervention global en matière d'activités sportives, « Montréal physiquement active », et a adhéré aux principes directeurs de la Charte de Toronto pour l'activité physique afin d'implanter durablement les conditions favorisant un mode actif pour tous;

Il est proposé par Peter McQueen, conseiller de Notre-Dame-de-Grâce, appuyé par Laurence Lavigne-Lalonde, conseillère de Maisonneuve-Longue-Pointe :

Que le conseil municipal demande à la Direction des transports de la Ville de Montréal de mettre en place un projet-pilote de « Cyclovia » le dimanche.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.03

Motion pour un anneau de patinage 4 saisons au parc Angrignon

Attendu le nombre significatif de mémoires en faveur de l'activité physique qui ont été présentés dans le cadre de la consultation publique *Montréal physiquement active* (oct. 2012 à janv. 2013);

Attendu les mémoires présentés par le Comité de vigilance citoyenne Saint-Paul–Émard et l'Association régionale de patinage de vitesse de Montréal faisant la promotion du projet proposé;

Attendu qu'une pétition de près de 1 500 signatures a été déposée le 16 décembre 2013 au conseil municipal;

Attendu que le Comité pour un anneau longue piste 4 saisons au parc Angrignon a présenté le projet lors d'une rencontre avec : M. Réal Ménard, élu responsable du développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts au comité exécutif; M. Benoit Dorais, maire de l'arrondissement Le Sud-Ouest; et M. Mario Masson, chef de section de la Direction des grands parcs et du verdissement qui s'est tenue le 27 janvier 2014 et que le projet a suscité de l'engouement;

Attendu que le projet jouit d'un solide appui de la population du Sud-Ouest et au-delà (citoyens de tous âges, fédérations et associations sportives pour le patin de vitesse, à roues alignées et autres, commissions scolaires, élus des instances fédérale, provinciale et municipale);

Attendu que le projet contribuerait grandement à la revitalisation du parc Angrignon et ainsi, à la valorisation et à la promotion de l'arrondissement du Sud-Ouest, et donc, à la rétention des familles sur l'île de Montréal;

Attendu le manque d'infrastructures sportives dans l'arrondissement du Sud-Ouest ;

Attendu que le site proposé est le troisième parc en importance sur l'île de Montréal et qu'il a déjà été ciblé pour des investissements visant sa relance;

Attendu que le site proposé est situé à proximité d'une station de métro et offrirait ainsi un accès privilégié pour plusieurs clientèles;

Attendu que les adeptes pourraient pratiquer le patin sur glace pendant plusieurs mois continus (novembre à début avril – période optimale en relation avec les coûts d'opération) ainsi que le patin à roues alignées et le vélo le reste de l'année (infrastructure de béton);

Attendu que le projet s'adresse à une vaste gamme de clientèles telles : scolaire, grand public (enfants, adultes, aînés, nouveaux arrivants), écoles de patinage, groupes « fitness », patineurs de vitesse, etc.;

Attendu que le projet favoriserait la participation à une activité physique saine, populaire, accessible à toute catégorie d'âge et à tout milieu socio-économique;

Attendu qu'en son centre, l'anneau de 400 mètres peut aussi offrir un large éventail d'activités, telles : cours d'éducation physique, défi « cubes énergie » (Grand Défi Pierre Lavoie), entraînement cardiovasculaire (vs. patinoire régulière), compétitions, défis sportifs caritatifs, marathons sur glace, pentathlon des neiges, sentiers glacés, hockey, soccer, football, escalade, spectacles, etc.;

Attendu que le site proposé possède déjà des infrastructures (bâtiments) qui pourraient potentiellement servir de pavillon d'accueil, tant pour les utilisateurs de l'anneau que pour les adeptes des autres sports pouvant être pratiqués dans le parc Angrignon (location patins (courtes lames, longues lames, à roues alignées), raquettes, skis de fond, vélos, vestiaires, aires de repos, toilettes et services de restauration), etc.;

Attendu qu'un anneau de 400 mètres permet de l'entraînement et des compétitions de patinage de vitesse longue piste à plusieurs niveaux (régional, national et international);

Attendu que près de 80 % de la relève québécoise en patinage de vitesse se trouve dans le sud du Québec et de l'Ontario;

Attendu que le projet positionnerait Montréal comme chef de file dans la pratique de patinage de vitesse longue piste (avec Québec, Calgary et Halifax);

Attendu que la décision de la Ville de Halifax de pérenniser l'anneau longue piste réfrigéré installé de façon temporaire pour les Jeux du Canada en 2011 a suscité l'intérêt du milieu des affaires et engendré des partenariats fructueux avec le secteur privé (Emera a investi 500 000 $ et Molson, 400 000 $);

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin, conseillère de ville de Saint-Paul–Émard, et appuyé par Craig Sauvé, conseiller de Saint-Henri–Petite-Bourgogne–Pointe-Saint-Charles :

Que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater la Direction des grands parcs et du verdissement afin d'effectuer, en collaboration avec la Direction des sports et de l'activité physique, une étude de faisabilité du projet proposé menant à différentes propositions d'implantation et d'aménagement, ainsi qu'à un échéancier de réalisation;

Que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater le Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles, en collaboration avec le Service des finances, afin d'effectuer une analyse du projet proposé en termes de son financement (budget de 44 millions $ pour le projet de centre animalier et réaménagement du parc Angrignon, 2014-2022; possibilité de partenariat public-privé).

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.04

Motion pour permettre la capitalisation des arbres plantés sur le domaine public

Attendu que le Ville de Montréal accuse déjà un retard important dans le Plan d'action canopée lequel prévoit la plantation de 300 000 arbres sur 10 ans;

Attendu que l'agrile du frêne représente une menace réelle pour la forêt urbaine de Montréal, laquelle comprend plus de 200 000 frênes sur le domaine public, incluant plus de 50 000 sur rue;

Attendu que les arbres sur rue apportent une contribution directe à la valeur foncière du parc immobilier et que la taxe foncière représente près des trois quarts des sources de revenus de la Ville de Montréal;

Attendu que les arbres sur rue ont également un impact direct sur les îlots de chaleur, la température ambiante en ville, les dépenses des ménages en climatisation, la qualité de l'air et la santé publique;

Attendu que les règles comptables de la Ville de Montréal rendent présentement impossible la capitalisation des dépenses d'un projet relié exclusivement aux arbres;

Attendu que les arbres et la forêt urbaine constituent une infrastructure qui, contrairement aux autres infrastructures, voit sa valeur augmenter au fil des années;

Attendu que la Commission sur les finances et l'administration, dans son rapport 2014, a déposé une recommandation unanime à cet effet;

Il est proposé par Guillaume Lavoie, conseiller de Marie-Victorin, et appuyé par Sylvain Ouellet, conseiller de François-Perrault :

Que le conseil municipal révise sa politique de capitalisation des actifs pour permettre la capitalisation des arbres plantés sur le domaine public.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.05

Motion pour effectuer un bilan des modifications du règlement P-6

Attendu qu'il y a maintenant deux ans, le conseil municipal de Montréal adoptait les modifications au Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité publique, et de l'ordre public, et sur l'utilisation du domaine public, R.R.V.M., Chapitre P-6;

Attendu que les modifications au règlement P-6 ont été adoptées en pleine période de crise sociale lors de la grève étudiante au printemps 2012;

Attendu que, depuis l'adoption des modifications au règlement P-6, le SPVM a procédé à des centaines d'arrestations en vertu des nouvelles dispositions sur le dévoilement de l'itinéraire et le port du masque;

Attendu qu'il est sain pour les administrations publiques d'évaluer périodiquement les modifications règlementaires et les politiques publiques, tout particulièrement lorsqu'elles ont un impact sur les droits et libertés de la personne;

Il est proposé par François Limoges, conseiller de Saint-Édouard, et appuyé par Valérie Plante, conseillère de Sainte-Marie :

Que la Ville de Montréal fasse le bilan de l'application des modifications du Règlement P-6 au cours des deux dernières années;

Qu'elle reçoive les bilans et les avis des groupes de la société civile, du SPVM ou de toutes personnes concernées;

Qu'elle tienne une séance publique où elle déposera le bilan.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du Conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.06

Motion pour redonner à la Direction des grands parcs le mandat de négocier l'acquisition et l'aménagement des milieux naturels

Attendu l'importance que jouent les milieux naturels pour la préservation de la biodiversité et l'amélioration de la qualité de vie de nos citoyens;

Attendu qu'en 2004 la Ville a adopté sa *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*;

Attendu que cette politique avait comme principal objectif d'atteindre 8% de protection de son territoire, tel qu'établi dans la Stratégie québécoise sur les aires protégées;

Attendu que la cible de 8% représente à peu près ce qu'il reste d'espaces verts sur l'île de Montréal, tous types confondus, et qu'il y a donc urgence d'agir afin de protéger les derniers espaces verts et milieux naturels qui ne le sont pas encore;

Attendu que les négociations liées au programme d'acquisition et d'aménagement des milieux naturels ont été transférées de la Direction des grands parcs à la Direction des stratégies et transactions immobilières en 2012;

Attendu que la Direction des grands parcs a investi 36 M$, de 2004 à 2011, pour acquérir ou aménager des espaces naturels, une moyenne annuelle de plus de 5,0 M$, tandis que la Direction des stratégies et transactions immobilières a investi seulement 2,2 M$, de 2012 à 2013, une moyenne annuelle de seulement 1,1 M$ sur un budget proposé par les élus de 12 M$ annuellement;

Attendu que plusieurs espaces verts, tel le golf de Meadowbrook ou le boisé Angel, sont actuellement menacés, faute de la volonté ferme de la part de la Ville ou de l'Agglomération de les protéger ou de les acquérir;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller du district François-Perrault, et appuyé par Craig Sauvé, conseiller du district Saint-Henri-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles :

Que le conseil municipal redonne le mandat à la Direction des grands parcs de négocier l'acquisition et l'aménagement des milieux naturels.

Montréal
Cabinet de la 2e opposition

Article 65.07

Motion demandant la reconnaissance du génocide arménien

Attendu que depuis 1997, le conseil municipal reconnaît par des déclarations le 24 avril comme la « Journée commémorative du génocide arménien » et condamne par le fait même le massacre d'un million cinq cent mille hommes, femmes et enfants, et la déportation des survivants de leurs territoires historiques;

Attendu que lors de l'assemblée du 28 avril 2014, le conseil municipal a marqué le 99e anniversaire du génocide arménien survenu le 24 avril 1915, appelant les Montréalais à affirmer leur solidarité avec le peuple arménien et exprimant l'espoir que les connaissances accumulées sur le génocide pourront briser le cycle de la violence;

Attendu que la négation du génocide est largement reconnue comme étant l'étape finale du génocide, consacrant l'impunité pour les auteurs de génocide, et ouvrant la voie à de futurs génocides;

Attendu que les gouvernements turcs qui ont succédé à l'empire ottoman n'ont jamais reconnu le génocide perpétré contre les Arméniens ainsi que contre d'autres minorités chrétiennes de l'empire ottoman;

Attendu que 2015 représentera le 100e anniversaire du génocide contre les Arméniens et d'autres minorités chrétiennes dans l'ancien empire ottoman;

Il est propose par Marvin Rotrand

Et appuyé par Benoit Dorais

Que le conseil de ville invite le gouvernement du Canada à demander au gouvernement de la Turquie de reconnaître le génocide perpétré contre les Arméniens et d'autres minorités chrétiennes dans l'ancien empire ottoman, de présenter des excuses officielles et à prendre des mesures rapides et significatives vers la restitution;

Que le conseil de ville mandate le comité exécutif de demander que la Fédération canadienne des municipalités inscrive une motion similaire à l'ordre du jour de sa session plénière, lors de son Congrès 2015;

Que des copies de cette motion soient partagées avec toutes les villes membres du Caucus des maires des grandes villes.

Montréal
Cabinet de la 2e opposition

Article 65.08

Motion demandant de rendre disponibles les informations quant au convoi par rail de matières dangereuses

Attendu que le conseil de ville de Toronto, à son assemblée du 2 avril 2014, a adopté une motion intitulée « Protéger nos quartiers: la sécurité, la responsabilité et la transparence sur les rails de Toronto »;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Montréal d'adopter une motion semblable exhortant le gouvernement du Canada d'exiger que les opérateurs ferroviaires informent les municipalités de la nature, du volume et de la fréquence des matières dangereuses qui traversent leur territoire;

Attendu que la Fédération canadienne des municipalités a mené des discussions avec le gouvernement du Canada, le Canadien National et le Canadien Pacifique, qui ont permis la diffusion de certaines informations concernant les matières dangereuses aux services d'urgence municipaux et régionaux, mais que ces informations ne sont pas rendues publiques;

Attendu que la Coalition municipale transfrontalière pour la sécurité ferroviaire, mise sur pied par l'Union des municipalités du Québec, demande que les municipalités traversées par des convois ferroviaires aient accès en temps réel aux informations sur les contenus des convois;

Attendu l'annonce par la ministre des Transports, Mme Lisa Raitt, de la création d'un groupe de travail composé notamment de représentants des municipalités et des compagnies ferroviaires;

Attendu que Transports Canada a donné l'ordre de retirer ou de moderniser les wagons-citernes DOT-111 au cours des trois prochaines années;

Attendu qu'après la tragédie de Lac-Mégantic, les citoyens sont davantage inquiets du transport de matières dangereuses par convois ferroviaires et réclament que les informations soient accessibles au public;

Attendu la motion adoptée à l'unanimité par le conseil municipal le 26 août 2013, demandant au gouvernement fédéral d'exiger des transporteurs ferroviaires qu'ils communiquent au Centre de sécurité civile les matières dangereuses contenues dans les convois ferroviaires qui traversent son territoire, les voies utilisées et la fréquence des convois;

Attendu que le réseau ferroviaire traverse la ville et l'agglomération de Montréal à de nombreux endroits, dont plusieurs sont densément peuplés; et que la sécurité des infrastructures de rails ou la vitesse du train a conduit à deux déraillements depuis quatre ans, seulement dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

Il est proposé par Benoit Dorais
Appuyé par Marvin Rotrand

Que le conseil municipal demande au gouvernement du Canada d'exiger des transporteurs ferroviaires qu'ils avisent en temps réel les municipalités de la nature, du volume et de la fréquence des matières dangereuses qui traversent leur territoire, ainsi que des tronçons exacts de voies ferrées qui sont utilisées pour ce transport;

Que le Conseil municipal demande au gouvernement du Canada de lancer un processus d'information auprès du public sur la nature des matières transportées et les mesures mises en place pour assurer la sécurité, ainsi que de mettre en place un guichet unique pour le traitement des plaintes liées à la sécurité;

Que le Conseil municipal demande au gouvernement du Canada de reconnaître les municipalités comme des partenaires de première ligne pour l'amélioration de la sécurité du transport ferroviaire.

Montréal
Cabinet de la 2e opposition

Article 65.09

Motion demandant un plan de conversion de la flotte de taxis vers des véhicules hybrides et/ou des véhicules écologiques

Attendu que le conseil de ville a adopté en 2008 le Plan de transport, qui priorise le transport collectif, et dans lequel l'utilisation du taxi est considérée comme une stratégie pour favoriser des modes de transport urbain durables;

Attendu que l'agglomération de Montréal a adopté l'objectif de réduire ses émissions de GES de 30% par rapport au seuil de 1990 d'ici 2020;

Attendu que le gouvernement du Québec a créé un programme qui offre un rabais allant jusqu'à 8 000$ à l'achat ou à la location d'un véhicule électrique ou hybride, y compris pour son utilisation comme taxi;

Attendu qu'une stratégie mise en place dans plusieurs grandes villes nord-américaines pour réduire les émissions de GES a été d'adopter un plan visant à convertir la flotte de taxis vers des véhicules hybrides ou écologiques;

Attendu que la Ville de Montréal est significativement en retard par rapport aux autres grandes villes nord-américaines dans la conversion de sa flotte de taxis vers des véhicules hybrides;

Attendu qu'à Toronto, dès le 1er juin 2014, tous les taxis seront convertis pour des véhicules hybrides ou alimentés par des carburants de remplacement à la date de changement du véhicule, et que la liste des véhicules approuvés n'inclura que des véhicules hybrides ou à carburants de remplacement;

Attendu que Vancouver est devenue la première ville nord-américaine à mettre en service un taxi hybride, en 2000, et que la majeure partie des taxis en utilisation dans cette ville sont hybrides;

Attendu que de 50 à 60 % des 13 687 taxis de New York sont des véhicules hybrides ou écoénergétiques et que la Ville planifie à long terme de convertir l'entièreté de la flotte;

Attendu que la ville de Chicago dispose de 6 700 taxis, desquels 40 % sont considérés verts, incluant des hydrides et des véhicules fonctionnant au gaz naturel; et attendu que le maire de Chicago, M. Rahm Emmanuel, a lancé l'initiative « Sustainable Chicago 2015 » et a fixé comme objectif d'avoir 75 à 80 % de la flotte composée de voitures hybrides ou fonctionnant au gaz naturel d' ici 2016;

Attendu que la ville de San Francisco, surnommée « *the greenest taxi city in America* », a déjà atteint ses objectifs de réduire ses émissions de GES de 20 %, et que depuis 2008, les taxis ont consommé annuellement 11 millions de litres d'essence en moins, et ont réduit de 35 000 tonnes métriques leurs émissions de GES en se convertissant aux taxis hybrides;

Attendu que Montréal compte 4 431 taxis, et que le nombre de véhicules hybrides ou écologiques n'est pas disponible;

Attendu le mandat donné par le comité exécutif à la société paramunicipale du taxi en octobre 2011 de réviser le programme existant au *Règlement sur le transport par taxi* (RCG 10-009), afin que l'agglomération de Montréal se dote d'ici 2020 d'un nouveau programme obligatoire de véhicules taxis écologiques (CM11 0785);

Attendu que le Bureau du taxi n'a pas de projet officiel en matière d'électrification ou de véhicules hybrides en ce moment, mais appuie le projet conjoint du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi et de l'Association des limousines du Québec;

Attendu que la Stratégie d'électrification des transports, présentée par le gouvernement du Québec en novembre 2013, prévoit un projet de démonstration de taxis électriques permettant l'implantation, à la grandeur du Québec, de 200 taxis électriques, et comprenant des incitatifs financiers ainsi que la mise en place d'une infrastructure de recharge exclusivement dédiée aux taxis;

Il est proposé Marvin Rotrand

Appuyé par Benoit Dorais

Que le conseil de ville affirme son désir que la flotte de taxis montréalais comprenne une majorité de voitures hybrides et/ou écologiques;

Que le conseil de ville demande au comité exécutif de mandater le Bureau du taxi de présenter, d'ici la fin de l'année 2014, un plan qui décrira comment la conversion de la flotte de taxis vers des véhicules hybrides et/ou écologiques s'effectuera, ainsi qu'un calendrier de réalisation;

Que le conseil de ville demande au comité exécutif de mandater le Bureau du taxi d'examiner l'évolution du marché des véhicules électriques et écologiques.

Motion de la troisième opposition
Séance du Conseil municipal du 26 mai 2014

Article 65.10

Motion pour permettre le libre accès aux contrats proposés et octroyés par la Ville de Montréal afin de lutter contre la corruption, la collusion et le favoritisme

Attendu qu'il est fondamental de restaurer la confiance des Montréalaises et des Montréalais envers l'administration municipale;

Attendu qu'il est une priorité pour les Montréalaises et les Montréalais que la Ville empêche les pratiques de corruption, de collusion et de favoritisme;

Attendu qu'obtenir l'information sur les pratiques de l'administration est complexe et que le fardeau en revient aux Montréalaises et aux Montréalais;

Attendu que la Ville doit porter la responsabilité du fardeau de rendre public toute l'information qu'elle détient;

Attendu que la transparence de la Ville de Montréal est l'ultime façon de restaurer la confiance des Montréalais envers l'administration municipale;

Attendu que l'administration en place a affirmé sa volonté de mettre sur pied des mesures propres à une ville intelligente;

Attendu que le poste de directeur de l'information numérique a été créé par l'administration;

Il est proposé par Justine McIntyre, conseillère du Bois-de-Liesse, et appuyé par Steve Shanahan, conseiller de Peter-McGill :

Que tous les contrats proposés et octroyés par la Ville soient rendus publics et accessibles, incluant ceux de 25000$ et moins;

Que ce soit une priorité pour le directeur de l'information numérique de mettre en place une plateforme qui rendrait facilement accessible au public tous les contrats de la Ville de Montréal.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1145135001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

Il est recommandé:
D'approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est.;

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-13 10:12

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1145135001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de réalisation du Train de l'Est, l'AMT implantera une gare dans le secteur de Pointe-aux-Trembles, à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la voie ferrée, aux abords du Parc-nature de La Pointe-aux-Prairies. L'AMT pourra débuter les travaux de construction de la gare aussitôt qu'elle obtiendra la certification d'autorisation délivrée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). L'AMT souhaite débuter les travaux en mai 2014 pour une période de 9 mois. La mise en service du train est toujours prévue pour l'automne 2014.
Les travaux de construction de l'édicule et du quai d'embarquement seront réalisés à l'intérieur du Parc-nature de La Pointe-aux-Prairies, secteur du Bois-de-l'Héritage. Le protocole d'entente adopté au conseil d'agglomération le 26 septembre 2013 prévoit les mesures nécessaires pour s'assurer que l'AMT procédera à la protection et à la réhabilitation environnementale de la zone du parc-nature qui sera touchée par les travaux de l'AMT. Une zone de travaux est illustrée en pièce jointe du protocole afin de limiter l'empiètement dans le parc-nature (circulation de la machinerie et des véhicules, ainsi que pour les aires d'entreposage des matériaux). Cette limite a été discutée et convenue entre les représentants de la Ville et de l'AMT.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0406 - 26 septembre 2013 - Approuver une entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est.

CA13 30 05 0172 - 7 mai 2013 - D'autoriser l'Agence Métropolitaine des Transports (AMT) à procéder aux travaux initiaux de la future gare Pointe-aux-Trembles sur les terrains appartenant à la Ville de Montréal dans le secteur de la gare Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sous réserve qu'elle obtienne toutes les autorisations et les certificats de conformité à l'égard des règlements applicables sur le territoire de la Ville de Montréal et dont la juridiction d'adoption et/ou d'application

relève du comité exécutif, du conseil de la Ville, du conseil d'agglomération ou du conseil d'arrondissement.

CA12 30 02 0025 - 7 février 2012 - Adopter le règlement numéro RCA09-Z01 intitulé « Règlement modifiant le règlement de zonage de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (RCA09-Z01) » suite à l'adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) ».

CM12 0065 - 23 janvier 2012 - Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » dans le but de permettre la diversification des usages et la densification de l'urbanisation aux abords de la gare de train de banlieue de Pointe-aux-Trembles dans le district de La Pointe-aux-Prairies.

CE10 1135 - 7 juillet 2010 - Appuyer la réalisation des travaux requis pour la mise en service du Train de l'Est, sur le tronçon montréalais, tel que proposé par l'AMT;

CE10 0936 - 16 juin 2010 - Autoriser le Bureau de gestion des grands projets à compléter les études requises à la mise en valeur des terrains situés à proximité de la future gare de Pointe-aux-Trembles, afin que s'y construise un quartier axé sur le transport collectif, et à la réalisation du tronçon 1B du projet de mise en valeur de la rue Sherbrooke Est, situé entre la rue de la Rousselière et la rue Réal-Benoît.

CG 0362 - 19 juin 2008 - Adoption du Plan de transport

CE06-0715 - 17 mai 2006 - Accord de principe sur le projet de Train de l'Est de l'AMT, mandatant le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, en collaboration avec le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE), la Société de transport de Montréal et les arrondissements concernés, à procéder à l'analyse de l'insertion urbaine des gares et mandatant le SITE pour coordonner le dossier auprès de l'AMT et assurer l'intégration des enjeux municipaux.

DESCRIPTION

L'AMT demande à la Ville de revoir la zone des travaux telle qu'illustrée au protocole d'entente. Pour faciliter la circulation de la machinerie lors de la construction de la gare, l'AMT demande un tourne-bride plus à l'ouest au bout du futur quai d'embarquement ainsi qu'un agrandissement de la zone autour de l'édicule. Une visite terrain a été réalisée avec les représentants de la Ville et de l'AMT afin de bien comprendre les besoins de l'AMT. La révision du protocole d'entente comprend les modalités dont l'AMT devra tenir compte suite à l'agrandissement de la zone des travaux ainsi que les figures illustrant ces nouvelles zones. La révision consiste à l'ajout des articles 9.3 à 9.8 ainsi que la mise à jour des figures de l'annexe D. Les articles 9.3 à 9.8 font mention de la superficie maximale de la zone des travaux (telle qu'illustrée à l'annexe D), que l'AMT doit tenir compte que la zone d'agrandissement est sur un ancien site de disposition de déchets, que l'AMT devra relocaliser la clôture d'exclusion des couleuvres brunes et que la membrane géotextile attachée à la clôture devra être enfouie dans une tranchée de 10 à 15 cm de profondeur ou jusqu'à l'atteinte du dessus de la couche d'argile déposée à la surface du site de déchets. Il est mentionné également que l'AMT devra protéger la zone centrale du tournebride.

JUSTIFICATION

L'amendement au protocole d'entente facilite la construction de la gare de Pointe-aux-Trembles et permet ainsi à l'AMT de rencontrer ses délais de construction. Rappelons que cette nouvelle gare favorisera le développement d'un quartier résidentiel sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun partage financier n'est traité à l'intérieur du protocole d'entente. Chaque partie assume les coûts liés à ses propres travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* s'appuie sur le Plan de transport pour favoriser les projets structurants réduisant les émissions de GES et réduisant également la dépendance à l'automobile en offrant des solutions de remplacement en transport durable tel que le Train de l'Est.
L'entente permet à l'AMT de faire les travaux de construction de la gare tout en respectant certaines exigences dont la protection des milieux sensibles dans les limites de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et dans le parc nature de la Pointe-aux-Prairies. L'AMT devra également minimiser les interventions de l'entrepreneur dans la mesure du possible et procéder à la remise en état de ces mêmes milieux, dans la mesure où ils auront été affectés par les travaux.

L'agrandissement de la zone des travaux dans le secteur de l'édicule: une zone de friche arbustive de 315 m.ca pourrait être à restaurer (référence articles 9 et 10 de l'entente)
L'agrandissement de la zone des travaux visant la création d'un tourne bride: une zone de friche herbacée entre 1890 m.ca et 2490 m.ca pourrait être à restaurer (référence articles 9 et 10 de l'entente). De plus, l'emplacement du tournebride nécessite de franchir un fossé existant, l'AMT devra appliquer les directives prévues au certificat d'autorisation délivré par le MDDEFP et voir à maintenir ce lien hydrique fonctionnel tout au long de la réalisation des travaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'agrandissement de la zone des travaux demandée par l'AMT est importante pour la réalisation de la gare de Pointe-aux-Trembles. Bien que l'AMT puisse débuter les travaux dans la zone illustrée au protocole d'entente déjà adopté, elle sera rapidement limitée pour la construction du quai d'embarquement. La construction du quai est la première étape de réalisation et pourrait engendrer un retard important sur le reste du projet dans cette même zone.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'AMT s'engage à diffuser en collaboration avec la Ville au moins quinze (15) jours ouvrables avant le début des travaux de l'information au public et aux usagers du parc-nature sur la portée des travaux liés au Projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Amendement de l'entente Ville-AMT: mai 2014
Autorisation du MDDEFP: mai 2014
Début des travaux de construction: mai 2014
Mise en service du Train de l'Est: automne 2014
Fin des travaux: février 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Mario MASSON)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Sylvie DESJARDINS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Jovette MÉTIVIER)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Sabin TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement (Marianne DORLOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mélanie MICHAUD
INGÉNIEUR

Tél : 514 872-5654
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-23

Jean BERTRAND
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude CARETTE
Directeur des transports
Tél : 514-872-6855
Approuvé le : 2014-05-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Dossier # : 1145135001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'amendement à l'entente prévu dans ce sommaire vise à modifier la zone de travaux au nord de la voie ferrée illustrée au protocole. Les nouveaux travaux à être réalisés par l'AMT sont uniquement des travaux temporaires permettant la construction de l'édicule et du quai. Étant donné que ces derniers auront lieu sur un terrain du domaine public de la Ville situé dans l'écoterritoire et qui ne sera pas vendu à l'AMT, la DSTI n'aura pas à revoir l'autorisation de travaux faisant l'objet du sommaire 1134435011.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie DESJARDINS
Chef de division
Tél : 514 872-5493

préparé par: Sylvie Allen

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Michel NADEAU
Directeur
Tél : 514 872-5844

Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement

Dossier # : 1145135001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'entente conclue entre la Ville et l'AMT comporte des obligations en matière de protection des sols et de réhabilitation des terrains. Une permission de construire sur un lieu d'élimination désaffecté doit être obtenue du ministère de l'environnement avant de débuter les travaux et une tranchée d'interception des biogaz doit être construite en périphérie du stationnement incitatif.
L'amendement apporté à l'entente touche un secteur des travaux qui n'est pas assujetti à la permission de construire que l'AMT doit obtenir et ne modifie pas les obligations de l'AMT envers la réhabilitation du terrain.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marianne DORLOT
Ingénieure
Tél : 514 872-3927

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Annick LE FLOCH
Chef de Division
Tél : 514 280-4368
Division : Divison de la planification et du suivi environnemental

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

Dossier # : 1145135001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) responsable du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, voisin de la future gare de train de Pointe-aux-Trembles, a été appelée à participer à l'élaboration du projet devant mener à l'aménagement et à la construction d'un édicule pour le projet de la gare Pointe-aux-Trembles sur un terrain situé du côté ouest de la rue Sherbrooke Est, au nord de la voie ferrée. Il importe de mentionner que, outre ce terrain, l'ensemble du projet se situe dans l'écoterritoire de la trame verte de l'est et, de ce fait, doit prévoir des mesures de protection et de réhabilitation environnementale.
Les travaux de construction de l'édicule et du quai d'embarquement faisant partie du projet de l'AMT étant réalisés en partie à l'intérieur du parc-nature auront des impacts sur le milieu et nécessiteront que des actions soient prises pour réhabiliter une bande riveraine, le lit d'un ruisseau, des friches arbustive et herbacée, un marécage arbustif et des fossés de drainage.

L'amendement à l'entente entre la Ville et l'AMT concerne essentiellement l'ajout d'un tournebride à la zone des travaux. Les mêmes mesures de protection et de réhabilitation environnementale s'appliqueront.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario MASSON
Chef de section, planification et contrôle
Tél : 514-872-8689

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Daniel GROULX
Chef de division
Tél : (514) 872-6762
Division : Bureau de projets d'aménagement - grands parcs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1145135001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division du développement des transports
Objet :	Approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Protocole entente révisé_Gare PAT_Final.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jovette MÉTIVIER
Avocate
Tél : 514-872-1176

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Marie-Andrée SIMARD
Notaire- Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 AVR. 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

ENTENTE (version modifiée)

OBJET : Aménagement de la gare de trains Pointe-aux-Trembles à Montréal, dans le cadre de la mise en service du projet du train de l'Est

ENTENTE INTERVENUE ENTRE

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport* (RLRQ, chapitre A-7.02), représentée par **Nicolas Girard**, président-directeur général, dûment autorisé

ci-après appelée l'« **AMT** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

ci-après appelée la « **Ville** »

L'AMT et la Ville sont collectivement désignées comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'AMT projette d'aménager la gare Pointe-aux-Trembles sur la rue Sherbrooke Est, à Montréal, incluant un stationnement incitatif, un terminus d'autobus ainsi que des quais et les infrastructures ferroviaires nécessaires au service du train de l'Est (« **Projet AMT** »);

ATTENDU QUE la gare Pointe-aux-Trembles sera construite à proximité de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et du parc nature de La Pointe-aux-Prairies, secteur du Bois-de-l'Héritage, et que des mesures particulières de protection de ces habitats sont contenues à la présente entente;

ATTENDU QUE la Ville désire, dans un avenir rapproché, développer un nouveau quartier résidentiel au sud de la gare (« **Quartier de la gare** »), ce qui implique que certains travaux d'infrastructures sont prévus en marge du Projet AMT;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec (ministère des Transports) est disposé à autoriser la mise en œuvre du Projet AMT par cette dernière;

ATTENDU QUE les engagements des parties en vertu de la présente entente sont conditionnels au versement, par le ministère des Transports à l'AMT, d'une subvention en vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;

ATTENDU QUE la Ville, est favorable au Projet AMT et compte réaliser des travaux en marge dudit Projet AMT que l'on nommera « **Projet Ville** »;

ATTENDU QUE les parties reconnaissent la nécessité d'une coordination entre le Projet AMT et le Projet Ville, en plus de la nécessité d'établir une répartition des responsabilités et des coûts dans le cadre du Projet AMT et du Projet Ville;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à l'AMT.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Les termes ci-après ont, à moins que le contexte ne l'indique autrement, le sens suivant :

1.1.1 **Projet AMT** : désigne l'aménagement d'un site de gare ferroviaire comprenant, sans s'y limiter, les travaux suivants tels que montrés au plan d'aménagement d'ensemble préparé par Séguin/Claulac/AXOR, version du 9 août 2013, joint à l'annexe A, « émis pour soumission » :

- l'aménagement d'un édicule de gare avec ascenseur et passerelle pour permettre l'accès aux infrastructures situées à l'intérieur de l'emprise ferroviaire;
- l'aménagement d'un stationnement incitatif d'environ trois cent soixante-dix (370) cases avec un espace pour un dépose-minute;
- l'aménagement d'un débarcadère d'autobus avec quai pour le transport régulier et quai pour le transport adapté à l'intérieur des limites du stationnement incitatif;
- l'aménagement d'un quai ferroviaire permanent et d'un quai ferroviaire d'urgence avec les infrastructures et équipements nécessaires au confort de la clientèle;
- l'aménagement d'un chemin d'accès pour la sortie d'urgence des piétons à partir de la passerelle;
- l'aménagement paysager du site;
- l'aménagement d'une tranchée de captation des biogaz à la limite du terrain de l'AMT (stationnement incitatif);

1.1.2 **Projet Ville** : désigne les travaux suivants devant être réalisés par la Ville, à ses frais, dans le cadre de ce projet :

- les aménagements nécessaires sur la rue Sherbrooke (élargissement de chaussées, trottoirs, piste cyclable et signalisation), ainsi que l'aménagement de quais pendulaires pour autobus et d'un dépose-minute en rive de la rue Sherbrooke près de l'édicule de la gare;
- l'aménagement de feux de circulation à l'intersection de la rue du Quartier de la gare et de la rue Sherbrooke, la mise aux normes des feux de circulation à l'intersection de la rue Réal-Benoît et Sherbrooke et le déplacement d'un feu à l'intersection de la 53e Avenue et de la rue Sherbrooke;
- l'aménagement de l'éclairage de rue sur la rue Sherbrooke;
- la construction d'une voie d'accès menant au futur stationnement incitatif de la gare de trains ainsi qu'au futur développement résidentiel du Quartier de la gare. Cette construction comprend la fondation, la chaussée, l'éclairage et les aménagements paysagers.

1.1.3 **Entrepreneur** : désigne toute entreprise ou toute société privée mandatée pour réaliser les travaux du Projet AMT ou du Projet Ville.

1.2 Préambule et annexes

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

2. OBJET

2.1 La présente entente a pour objet d'établir les droits et obligations des parties, dans le cadre de la réalisation du Projet AMT et du Projet Ville.

3. DURÉE

3.1 La présente entente entre en vigueur au moment de sa dernière signature par les parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées, étant entendu que ce délai ne peut excéder dix (10) ans.

3.2 L'AMT s'engage à prendre toutes les mesures raisonnables pour réaliser le Projet AMT avant la mise en service du train de l'Est prévue pour 2014. À défaut de respecter cet échéancier, l'AMT s'engage à aviser la Ville dans les meilleurs délais et à convenir d'un nouvel échéancier.

3.3 La Ville s'engage à prendre toutes les mesures raisonnables pour réaliser le Projet Ville, avant la mise en service du train

de l'Est prévue pour 2014. À défaut de respecter cet échéancier, la Ville s'engage à aviser l'AMT dans les meilleurs délais et à convenir d'un nouvel échéancier.

4. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations de l'AMT

L'AMT s'engage à :

4.1.1 réaliser les travaux du Projet AMT sous sa responsabilité, en vertu de l'annexe B, en régie ou en sous-traitance, conformément aux exigences de la présente entente;

4.1.2 procéder, le cas échéant, à la sélection des entrepreneurs requis pour la réalisation de sa partie des travaux du Projet AMT, en vertu de l'annexe B, suivant les règles d'adjudication de contrat qui lui sont propres;

4.1.3 payer les entrepreneurs qu'elle a retenus pour tous les biens et services rendus pour la réalisation des travaux du Projet AMT en vertu de l'annexe B;

4.1.4 transmettre à la Ville, pour information seulement, les documents de l'appel d'offres du Projet AMT;

4.1.5 aviser la Ville, par écrit, de la date de début des travaux du Projet AMT, et ce, quarante-cinq (45) jours ouvrables avant cette date;

4.1.6 aviser un représentant des services techniques de la Direction des transports, cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux du Projet AMT;

4.1.7 désigner un responsable de l'application des mesures relatives à l'environnement et à communiquer ses coordonnées à la Direction des transports et à la Direction des grands parcs et du verdissement («**DGPV**») de la Ville, cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux;

4.1.8 informer la Ville, cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux du Projet AMT, du choix de l'entrepreneur responsable de tels travaux;

4.1.9 donner à la Ville, par l'entremise du maître d'œuvre uniquement, une autorisation d'accéder au chantier pour toute la durée des travaux du Projet AMT, à la condition que la Ville respecte les normes et procédures en vigueur en raison de la spécificité du projet ferroviaire;

4.1.10 diffuser en collaboration avec la Ville, au moins quinze (15) jours ouvrables avant le début des travaux du Projet AMT, de l'information au public et aux usagers du parc nature sur la portée de tels travaux;

4.1.11 prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour protéger le public de tout incident et à prendre toutes les précautions nécessaires dans l'exécution de tous les travaux du Projet AMT à proximité du parc nature de la Pointe-aux-Prairies, et ce, conformément au « *Code de sécurité des travaux de construction* » le plus récent de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

4.2 Obligations de la Ville

La Ville s'engage à :

4.2.1 réaliser les travaux du Projet Ville qui sont sous sa responsabilité en vertu de l'annexe B, en régie ou en sous-traitance, conformément aux exigences de la présente entente;

4.2.2 procéder, le cas échéant, à la sélection des entrepreneurs requis pour la réalisation des travaux du Projet Ville suivant les règles d'adjudication qui lui sont propres;

4.2.3 payer les entrepreneurs qu'elle a retenus pour tous les biens et services rendus pour la réalisation des travaux du Projet Ville, en vertu de l'annexe B;

4.2.4 aviser l'AMT par écrit, quarante-cinq (45) jours ouvrables avant la date du début des travaux du Projet Ville;

4.2.5 informer l'AMT, cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux du Projet Ville, du choix de l'entrepreneur responsable de tels travaux;

4.2.6 diffuser en collaboration avec l'AMT, au moins quinze (15) jours ouvrables avant le début de tous travaux, de l'information au public et aux usagers du parc nature sur la portée des travaux liés au Projet AMT ou au Projet Ville;

4.2.7 prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour protéger le public de tout incident et prendre toutes les précautions nécessaires dans l'exécution des travaux pour le Projet Ville.

5. COMITÉ DE COORDINATION

5.1 L'AMT et la Ville conviennent de créer un comité de coordination qui sera composé d'un représentant de l'AMT, d'un représentant de la Direction des transports et d'un représentant de la DGPV, nommé par les Parties respectives, chaque représentant ayant un pouvoir de décision administratif au sein de son entité et, sinon, étant en mesure d'obtenir les décisions administratives requises dans un délai de cinq (5) jours ouvrables. Le représentant de la Direction des transports pourra obtenir l'aval de toutes les personnes requises à la Ville, avant de communiquer sa décision à l'AMT, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.

Il est convenu, par les parties, que les fascicules normalisés de la Ville devront être interprétés en tenant compte des adaptations nécessaires, puisque les processus et documents d'appel d'offres de l'AMT ne sont pas les mêmes et que les fascicules de la Ville qui ont été préparés pour l'exécution de travaux municipaux.

Les parties s'entendent pour que l'esprit de ces fascicules soit respecté. En cas de problématiques, le comité de coordination aura compétence pour statuer sur ces questions.

6. RESPECT DES LOIS, DES RÈGLEMENTS ET DES POLITIQUES

6.1 L'AMT doit se conformer, à ses frais, aux lois et règlements des gouvernements provincial et fédéral et de toute autorité gouvernementale exerçant une juridiction dans la zone des travaux du Projet AMT.

Il est entendu que le Projet AMT doit se réaliser conformément à toutes les lois, tous les règlements et toutes les politiques sur l'environnement en vigueur.

Il est entendu que l'AMT doit obtenir, relativement au Projet AMT, un certificat d'autorisation du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs en vertu des articles 22, 32 et 65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et fournir aux autorités concernées une attestation de conformité environnementale. À cet effet, la Ville s'engage à collaborer et à fournir tous documents requis afin de permettre à l'AMT d'obtenir, dans les meilleurs délais, les autorisations requises. L'AMT convient qu'elle se conformera à toutes les exigences du ministre et à celles de la présente entente et, en aucun cas, elle ne tiendra la Ville responsable des inconvénients que ces exigences pourraient lui causer.

7. MODALITÉS FINANCIÈRES

7.1 L'AMT assumera la totalité des coûts liés au Projet AMT, ceux-ci étant de sa responsabilité en vertu de l'annexe B.

7.2 La Ville assumera la totalité des coûts liés aux travaux du Projet Ville, ceux-ci étant sous sa responsabilité en vertu de l'annexe B.

8. ENTRETIEN DES OUVRAGES ET DES INSTALLATIONS

8.1 Au terme de la réalisation des travaux du Projet AMT, l'AMT sera responsable de l'entretien de ses ouvrages et de ses installations réalisées dans le cadre du Projet AMT.

8.2 Dans le cadre des opérations de déglaçage des ouvrages et des installations, l'AMT s'engage, autant que possible, à réduire les impacts environnementaux lors de ces opérations.

9. OCCUPATION DES TERRAINS

9.1 L'AMT doit limiter l'occupation des terrains à la zone des travaux du Projet AMT indiquée aux plans schématiques de l'annexe D et installer, avant le début de tels travaux, des clôtures de protection au périmètre de cette zone et à les maintenir en place jusqu'à la fin des travaux.

9.2 L'AMT doit limiter l'accès au chantier, la circulation de la machinerie et des véhicules, ainsi que les aires d'entreposage des matériaux à la zone identifiée aux plans joints à titre d'annexe D.

9.3 Il est entendu que l'AMT pourra, au besoin, procéder à l'implantation d'un tournebride temporaire afin de faciliter la circulation de la machinerie et des véhicules à l'intérieur de la zone des travaux, dans les limites indiquées aux plans schématiques de l'annexe D. La zone affectée au tournebride doit avoir une superficie maximale de 4 450 mètres carrés. L'AMT pourra déplacer la zone du tournebride vers l'ouest afin de faciliter l'implantation de celui-ci selon la topographie existante. Aucun empiètement dans les zones humides ne sera toléré.

9.4 Advenant la mise en place d'un tournebride temporaire, l'AMT doit s'assurer que les chemins d'accès ont une fondation adéquate pour supporter la circulation de la machinerie et des véhicules du chantier ou procéder à une solidification de ceux-ci par une méthode approuvée par la Ville.

9.5 L'AMT doit considérer que la zone d'implantation prévue pour le tournebride temporaire est située au-dessus d'un ancien site de disposition de déchets.

9.6 L'implantation d'un tournebride temporaire implique que l'AMT doive relocaliser une portion de la clôture d'exclusion pour les couleuvres brunes et en implanter de nouvelles, tel qu'illustré aux plans schématiques de l'annexe D et conformément aux exigences prévues à l'article 10.5.

9.7 Lorsque des clôtures doivent être déplacées et installées, les membranes géotextiles attachées à la clôture d'exclusion pour les couleuvres brunes doivent être enfouies dans le sol au moyen d'une tranchée de 10 à 15 centimètres de profondeur maximum ou jusqu'à l'atteinte du dessus de la couche d'argile déposée à la surface de l'ancien site de disposition de déchets. L'AMT doit veiller à ce que cette couche protectrice d'argile ne soit pas altérée de quelque manière que ce soit.

9.8 Il est entendu que l'AMT doit protéger la zone centrale du tournebride avec des moyens approuvés par la Ville et remettre en état la zone de la friche herbacée selon les dispositions prévues à l'article 10.4.

9.9 L'AMT doit prendre les mesures nécessaires pour limiter l'orniérage et la compaction des sols dans la zone des travaux du Projet AMT, selon les techniques disponibles en fonction des appels d'offres en cours à l'AMT ou une technique équivalente approuvée par les Parties via le comité de coordination.

9.10 Il est entendu que tous les sols densément compactés par l'exécution du Projet AMT, dans la zone des travaux du Projet AMT, devront faire l'objet d'opérations de décompactage, le cas échéant. L'AMT n'aura pas à décompacter les sols compactés préalablement au Projet AMT.

9.11 À proximité des milieux humides, l'AMT doit utiliser des équipements et des techniques de travail adaptées et conformes aux exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

9.12 Avant le début des travaux du Projet AMT, l'AMT doit installer des mesures de protection approuvées par la Ville autour des arbres identifiés par les Parties, susceptibles d'être affectés par le Projet AMT et maintenir ces protections en place jusqu'à la fin du chantier. À cet effet, la Ville doit confirmer à l'AMT, dans un délai de cinq (5) jours, que les mesures de protection suggérées par l'AMT sont satisfaisantes ou non. L'AMT doit s'assurer qu'il n'y ait aucune circulation et aucun entreposage de matériaux à l'intérieur des zones de protection des arbres.

9.13 Advenant l'abattage ou des dommages causés aux arbres existants par l'AMT, l'AMT doit immédiatement prévenir la DGPV et procéder au remplacement de ceux-ci selon les exigences de l'annexe C.

10. PROTECTION ET RÉHABILITATION DU MILIEU ENVIRONNEMENTAL

Dans le cours des travaux du Projet AMT, l'AMT s'engage à protéger les milieux sensibles dans les limites de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et dans le parc nature de la Pointe-aux-Prairies et à y minimiser les interventions de l'entrepreneur dans la mesure du possible. L'AMT s'engage également à procéder à la remise en état de ces mêmes milieux, dans la mesure où ils auront été affectés par ces travaux.

L'AMT doit se référer aux plans schématiques de l'annexe D précisant les types d'interventions et les aménagements paysagers à être réalisés par l'AMT, à titre de mesures de réhabilitation liées au Projet AMT.

10.1 Rétablissement de la zone des travaux

10.1.1 L'AMT s'engage à remettre en état la zone des travaux du Projet AMT pour qu'elle reprenne les caractéristiques floristiques actuelles, dans le but d'assurer la continuité des milieux existants, à savoir ceux des bandes riveraines, des marais à quenouilles, des prairies humides, des friches herbacées, des arbustives et arborescentes ainsi

que les massifs boisés de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est.

10.2 Restauration des bandes riveraines et du lit du ruisseau (secteur édicule) et rétablissement du petit marais à quenouilles et de la prairie humide

10.2.1 L'AMT doit restaurer les bandes riveraines et le lit du ruisseau dans le secteur de l'édicule (à l'intérieur de la zone des travaux du Projet AMT) et rétablir les milieux du petit marais à quenouilles et de la prairie humide du parc nature de la Pointe-aux-Prairies, selon les exigences du certificat d'autorisation délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, en vertu des articles 22 et 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et selon les orientations identifiées par la Ville aux plans schématiques joints à titre d'annexe D, visant la protection et la réhabilitation du milieu environnemental.

10.3 Rétablissement des liens hydriques entre les écosystèmes

10.3.1 L'AMT s'engage à rétablir et reconstruire les liens hydriques perdus entre les écosystèmes de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est, lors de la réalisation des travaux du Projet AMT, selon les plans schématiques joints à titre d'annexe D.

10.3.2 Il est entendu que l'AMT s'engage à valider les critères dimensionnels à respecter avec la Ville préalablement aux travaux du Projet AMT, afin de ne pas drainer de manière excessive les eaux des marais à quenouilles et de la prairie humide du parc nature de la Pointe-aux-Prairies.

10.4 Restauration la friche herbacée, de la friche arbustive et de la friche arborescente et du secteur boisé

10.4.1 L'AMT doit restaurer les superficies de la friche herbacée, de la friche arbustive et de la friche arborescente, ainsi que celle du secteur boisé pour des superficies équivalentes à celles perdues dans l'écoterritoire de la trame verte de l'Est lors de la réalisation des travaux du Projet AMT, selon les plans schématiques joints à titre d'annexe D.

10.5 Protection des couleuvres brunes

10.5.1 L'AMT est responsable de défrayer les coûts liés à la capture et à la relocalisation des couleuvres brunes occupant le terrain visé par le Projet AMT tel qu'illustré aux plans schématiques joints à titre d'annexe D, et ce, en étroite collaboration et coordination avec les responsables de la Ville.

10.5.2 L'AMT s'engage à prendre toutes les mesures raisonnables pour assurer la réalisation et la coordination de l'opération de capture et de

relocalisation des couleuvres brunes en retenant les services d'une firme spécialisée en ce domaine.

10.5.3 L'AMT doit installer des clôtures d'exclusion ou toute autre clôture pour les couleuvres brunes, au plus tard le 15 octobre 2013, tel qu'illustré aux plans schématiques joints à titre d'annexe D. L'AMT doit installer, sur ces clôtures, des membranes en géotextile attachées à celles-ci, sur une hauteur d'au moins soixante (60) centimètres. Les membranes doivent être enfouies dans le sol au moyen d'une tranchée de 30 à 50 centimètres de profondeur, afin d'empêcher les couleuvres brunes du parc d'accéder à l'aire des travaux. L'AMT s'engage à laisser en place les clôtures d'exclusion pour les couleuvres brunes pour toute la durée des travaux du Projet AMT.

10.5.4 L'AMT doit procéder à une opération de vidage du terrain visé, au plus tard le 15 octobre 2013, pour une durée minimale de dix (10) jours, excluant les jours consacrés aux opérations de suivi.

10.5.5 L'AMT s'engage à aviser la Ville, dans les meilleurs délais, pour convenir d'un échéancier de déplacement des couleuvres brunes pour maximiser le taux de survie de l'espèce.

10.5.6 La Ville est en accord pour accueillir les couleuvres brunes présentes sur le site du futur stationnement incitatif AMT situé à proximité de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et dans le parc nature de la Pointe-aux-Prairies, secteur du Bois-de-l'Héritage. Les couleuvres seront déplacées à l'endroit indiqué aux plans schématiques joints à titre d'annexe D.

11. EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

11.1 Chacune des parties sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du Projet Ville ou du Projet AMT, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement aux termes de la présente entente.

12. CONFLITS D'INTÉRÊTS

12.1 Les parties acceptent d'éviter toute situation qui mettrait en conflit leurs intérêts personnels. Si une telle situation se présente, la partie qui en a connaissance doit immédiatement en informer les autres parties qui pourront, à leur discrétion, produire une directive indiquant à la partie concernée comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

12.2 Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir quant à l'interprétation ou à l'application de la présente entente.

13. CESSION DE L'ENTENTE

13.1 Les droits et les obligations contenus dans la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de l'autre partie.

14. RÉSILIATION

14.1 L'AMT ou la Ville peut, antérieurement à l'attribution du contrat de travaux de construction pour le Projet AMT ou pour le Projet Ville, résilier la présente entente dans le cas où elle constate que les coûts de réalisation des travaux deviennent une charge financière qu'elle juge trop lourde. La partie désirant résilier doit alors adresser à l'autre partie un avis à cet effet accompagné d'une copie conforme de la résolution relative à la résiliation.

15. MODIFICATION

15.1 Toute modification du contenu de la présente entente doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les parties et faire l'objet d'un avenant, lequel en fait alors partie intégrante.

16. COMMUNICATIONS ET REPRÉSENTANTS

16.1 Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu de la présente entente doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit au représentant identifié, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courriel, ou remis en mains propres ou par huissier aux coordonnées suivantes :

Avis à l'AMT :
Agence métropolitaine de transport
700, de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3M 5M2
Télécopieur : 514 287-2460

À l'attention de son représentant, monsieur Michel Fortier, secrétaire général et vice-président, affaires corporatives et juridiques

Avis à la Ville :
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

À l'attention de sa représentante, madame Colette Fraser, greffière adjointe

16.2 Si une des parties change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ DE LA FAÇON SUIVANTE, EN DOUBLE EXEMPLAIRE

À MONTRÉAL, le _____ jour du mois d _____de l'an deux mille quatorze (2014)

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

_____

Par : Nicolas Girard
Président-directeur général

À MONTRÉAL, le _____ jour du mois d _____de l'an deux mille quatorze (2014)

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Colette Fraser
Greffière adjointe

ANNEXE A

Plan d'ensemble gare AMT - AMT

ANNEXE B

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

ITEM	RÉALISATION	COÛTS	ENTRETIEN
Chemin d'accès à la gare comprenant les fondations, la chaussée, les trottoirs, l'éclairage et les aménagements paysagers	Ville	Ville	Ville
Aménagement de feux de circulation à l'intersection de la rue du Quartier de la Gare et de la rue Sherbrooke. Mise aux normes des feux de circulation à l'intersection de la rue Réal-Benoît et Sherbrooke et déplacement d'un feu à l'intersection de la 53e Avenue et la rue Sherbrooke	Ville	Ville	Ville
Aménagements sur la rue Sherbrooke (élargissement de chaussée, trottoirs, quais en rive, piste cyclable et éclairage)	Ville	Ville	Ville
Tranchée de captation des biogaz sur tout le long de la limite du terrain de l'AMT	AMT	AMT	AMT
Mesures de protection et de réhabilitation environnementale	AMT	AMT	AMT (lié à la garantie article 3 de l'Annexe C)
Relocalisation des couleuvres brunes	AMT (approbation / surveillance Ville nécessaire)	AMT	N/A

ANNEXE C

AMÉNAGEMENTS DES OUVRAGES, REMISE EN ÉTAT ET GARANTIE
CLAUSES TECHNIQUES

1 AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES

La Ville a remis à l'AMT les plans schématiques visant la protection et la réhabilitation du milieu environnemental et précisant les types d'interventions liés au Projet AMT.

1.1 Apports de matériaux de remblai

Advenant la nécessité d'apport de matériaux de remblai dans la zone touchée par les travaux du Projet AMT, l'AMT doit identifier la provenance des matériaux d'emprunt, fournir des échantillons de terre et leurs analyses chimiques pour fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par la DGPV.

1.2 Apports de terre de culture

Advenant la nécessité d'apport de terre de culture dans la zone touchée par les travaux du Projet AMT, l'AMT doit identifier les sources d'approvisionnement des terres de culture, fournir des échantillons et les analyses chimiques de la terre de culture no 1 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbres et ensemencement) et de la terre de culture no 2 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbustes et des plantes herbacées) aux fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par la DGPV.

1.3 Travaux d'ensemencement

Advenant la nécessité de travaux d'ensemencement dans la zone touchée par les travaux du Projet AMT, l'AMT doit exécuter les travaux d'ensemencement avec des mélanges de plantes indigènes adaptées aux conditions locales de chaque site et approuvées, dans les cinq (5) jours, par la DGPV.

1.4 Fourniture de végétaux et travaux de plantation

L'AMT doit réaliser des plantations avec des espèces indigènes, adaptées aux conditions locales de chaque site. Il est entendu que les sources d'approvisionnement des végétaux et la qualité ce ceux-ci doivent être approuvées, dans les cinq (5) jours, par la DGPV.

Il est entendu que la Ville identifiera les zones de plantation et fournira à l'AMT les types, les quantités et le calibre des végétaux en fonction de l'inventaire réalisé conjointement avant le début des travaux.

Il est entendu que la densité de plantation des végétaux est fixée à une distance de 1 à 1,5 mètre du centre d'un plant au centre de l'autre plant et que des mesures de protection doivent être installées pour éviter que les cerfs endommagent les nouvelles plantations.

2. REMISE EN ÉTAT

2.1 L'AMT doit remettre à leur état d'origine toutes les zones d'accès au chantier, la zone du tournebride, les aires de circulation du chantier et les aires d'entreposage des matériaux de même que toutes les zones résiduelles situées à l'intérieur de la zone des travaux, mais sans ouvrage de génie ou d'installation lié au Projet AMT.

2.2 Il est entendu que les opérations de remise en état incluent l'enlèvement des membranes ou autres matériaux de protection, l'enlèvement des fondations granulaires, l'enlèvement des pierres de grandes et moyennes dimensions, les opérations de décompactage des sols et les exigences reliées à l'article 1 de la présente annexe s'il y a lieu.

3. GARANTIE

3.1 L'AMT doit garantir les végétaux pour une période minimale d'un (1) an après la réception définitive des travaux.

3.2 Il est entendu que l'AMT doit procéder au remplacement des végétaux n'ayant pas survécus à l'intérieur de la période de garantie.

ANNEXE D

- Annexe D – Plans schématiques d'ensemble
- Annexe D_1 de 4
- Annexe D_2 de 4
- Annexe D_3 de 4
- Annexe D_4 de 4



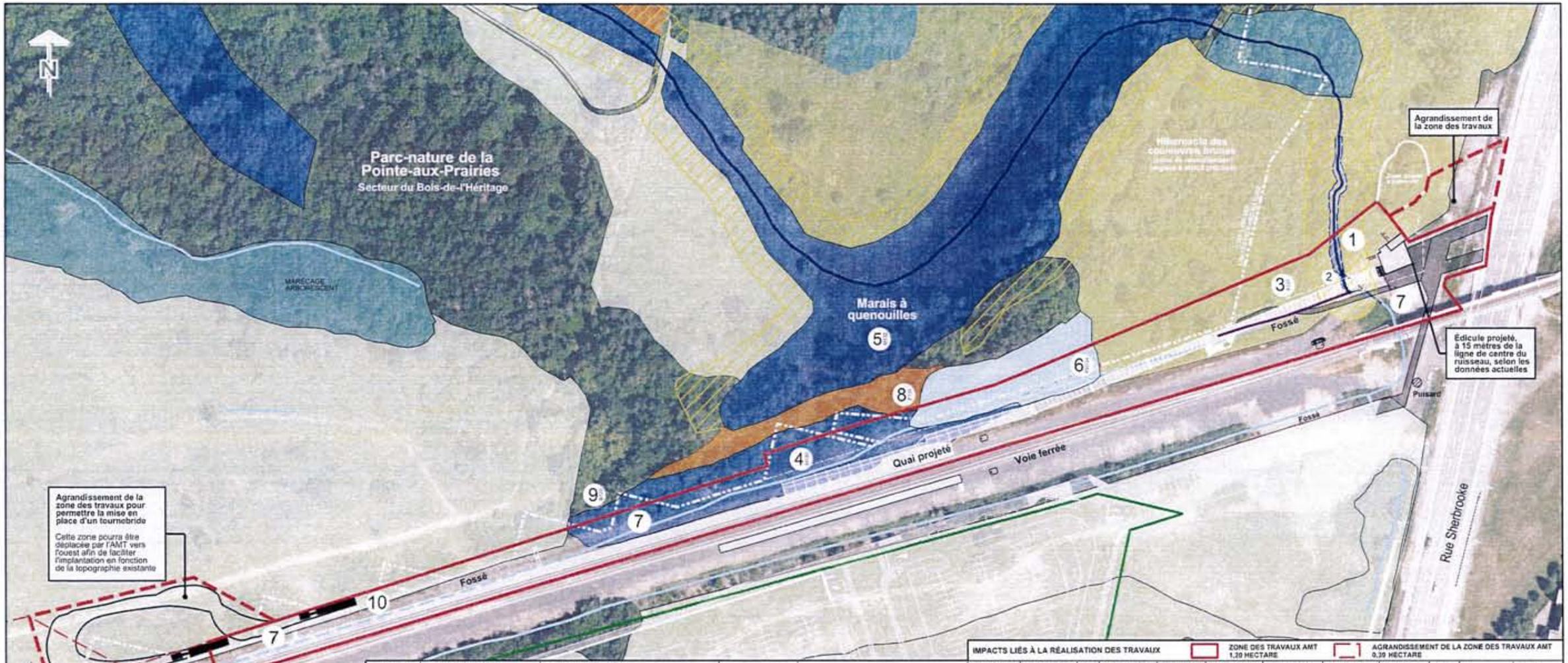
Montréal

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Division - Bureau de projets d'aménagement - grands parcs
Chef de section - Planification et contrôle : M. Mario Masson

Nom du projet:
PARC-NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES
Gare de train Pointe-aux-Trembles

Titre du plan:
PLAN DE LOCALISATION

Plan RÉVISÉ :		Dessin: R. LESSARD	No.
No de l'index: 9562		Responsable du projet:	01 / 04
Échelle: Aucune	Date: 13/05/2013	Roxanne Lessard, architecte paysagiste, M. Env.	



IMPACTS LIÉS À LA RÉALISATION DES TRAVAUX — ZONE DES TRAVAUX AMT 1,20 HECTARE — AGRANDISSEMENT DE LA ZONE DES TRAVAUX AMT 0,39 HECTARE

Codes	Type de milieu	Espèces végétales Arbres	Arbustes	Plantes herbacées	Superficie des milieux	Superficie affectée AMT	%	Superficie à réhabiliter AMT	Intégrité milieu adjacent	Contiguité spatiale	Richesse Nbr espèces	Plantes envahissantes	Hydro connectivité	Eau	P saturation	Valeur écologique
1	BANDE RIVERAINE	Non caractérisé	Non caractérisé	Non caractérisé	0,3118 ha	0,0659 ha	21%	0,0659 ha	Non qualifiée	Non désignée	Non caractérisé	Non caractérisé	NON	n.d.	n.d	Non attribuée
2	LIT DU RUISSEAU	Frêne de Pennsylvanie, Peuplier deltoïde (jeune)	Cornus stolonifera, parthenocissus quin	Lentille bleue ng, Amomine du Canada, Amphicarpe bractéolée, Impatiente du Cap, Laîche d'amérique et un Aster, Salicaire, Phalaris roseau, Verveine hastée, Verge-d'or/ca, Bident feuillé	0,0198 ha	0,0013 ha	7%	0,0013 ha	Non qualifiée	Non désignée	Non caractérisé	Non caractérisé	NON	n.a.	n.d	Non attribuée
3	FRICHE ARBUSTIVE	Érable rouge, Frêne de Pennsylvanie, Orme d'Amérique, Peuplier deltoïde, Aubépine sp., Nerprun, Sumac vinaigrier	Framboisier sauvage, Saule sp.	Amphicarpe bractéolée, Aralie du Canada, Benoîte d'Alep, Carotte sauvage, Graminées, Laîche des chutes, Phalaris roseau, Prêle des prés, Verge d'or, Vesce jargeau	1,9841 ha	0,2663 ha	13%	0,2668 ha	Non qualifiée	Non désignée	22	1 %	NON	n.a.	NON	MOYENNE
4	PETIT MARAIS À QUENOUILLES	Érable à Giguère et argentée, Frêne Pennsylvanie, Peuplier deltoïde, Saule blanc, Sumac de Virginie (+), Nerprun	Cornouiller stolonifère, Saule discolore & pédalé	Aleurie pourpier d'eau, Amphicarpe bractéolée, Bidens sp., Carex spp (+), Echinocystis lobé (+), Eupatoire perfoliée (+), Phalaris roseau, Quenouilles et feuilles émaillé et saigné	0,2954 ha	0,2127 ha	72%	0,2127 ha	55 %	Complexe	28 (Milieu riche)	24 %	OUI	50 %	OUI	MOYENNE
5	MARAIS À QUENOUILLES	Frêne de Pennsylvanie	Cornouiller stolonifère	Quenouilles à feuilles étroites, Linaigrette des marais, Lycope d'Amérique, Vesce jargeau et salicaire pourpre	1,1223 ha	0	0%	0	100 %	Mosaïque	7	15 %	OUI	92,5 %	NON	FORTE
6	PRAIRIE HUMIDE	Frêne de Pennsylvanie	Non répertorié	Vigne des rivages, Aconit puetton d'eau (+), Bident feuille, Cornus canadensis et Phalaris roseau	0,1575 ha	0,0819 ha	52%	0,0819 ha	65 %	Complexe	7	0 %	OUI	0,1 %	NON	MOYENNE
7	FOSSÉ EXISTANT FOSSÉ DISPARU	Non caractérisé	Non caractérisé	Non caractérisé	0,35 km 0,75 km	0,35 km 0,75 km	95%	0,75 km/longueur 0,75 km/longueur	Non qualifiée	Non désignée	Non caractérisé	Non caractérisé	OUI	n.d	OUI	Non attribuée
8	FRICHE ARBORESCENTE	Érable à Giguère, Peuplier deltoïde, Nerprun, Sumac vinaigrier	Chèvrefeuille du Canada, Saules petiolé	Vigne des rivages, Amphicarpe bractéolée, Anémone du Canada, Aralie, Benoîte musquée (+), Chicorée sauvage (+), Garlet palustre (+), Phlorin, Prêles, Roseau, Verge d'or	0,0996 ha	0,0035 ha	0,5%	0,0035 ha	Non qualifiée	Non désignée	21	2 %	NON	n.a	OUI	MOYENNE
9	SAULAIE (Saule arbre)	Érable à Giguère, Peuplier deltoïde, Bouleau gris, Nerprun, Sumac vinaigrier	Chèvrefeuille du Canada	Vigne des rivages, Baldiane musquée (+), Carotte sauvage, Phlorin sp., Prêlerie des prés, Renoncule, Verge d'or du Canada et Verge d'or des steppe	0,2479 ha	0	0%	0	Non qualifiée	Non désignée	16	2 %	NON	n.a.	NON	Non attribuée
10	FRICHE HERBACÉE	Non caractérisé	Non caractérisé	Non caractérisé	6,4792 ha	0,5268 ha	8,1 %	0,5268 ha	Non qualifiée	Non désignée	Non caractérisé	Non caractérisé	NON	n.a.	OUI	Non attribuée

Sources : Étude sur la caractérisation des milieux humides et de la végétation des milieux terrestres et inventaire des poissons pour le Site de la Gare de l'Est et de la coulée Grou. AECOM, Mars 2010 et données de la Ville de Montréal

Montréal

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Division - Bureau de projets d'aménagement - grands parcs
Chef de section - Planification et contrôle : M. Mario Masson

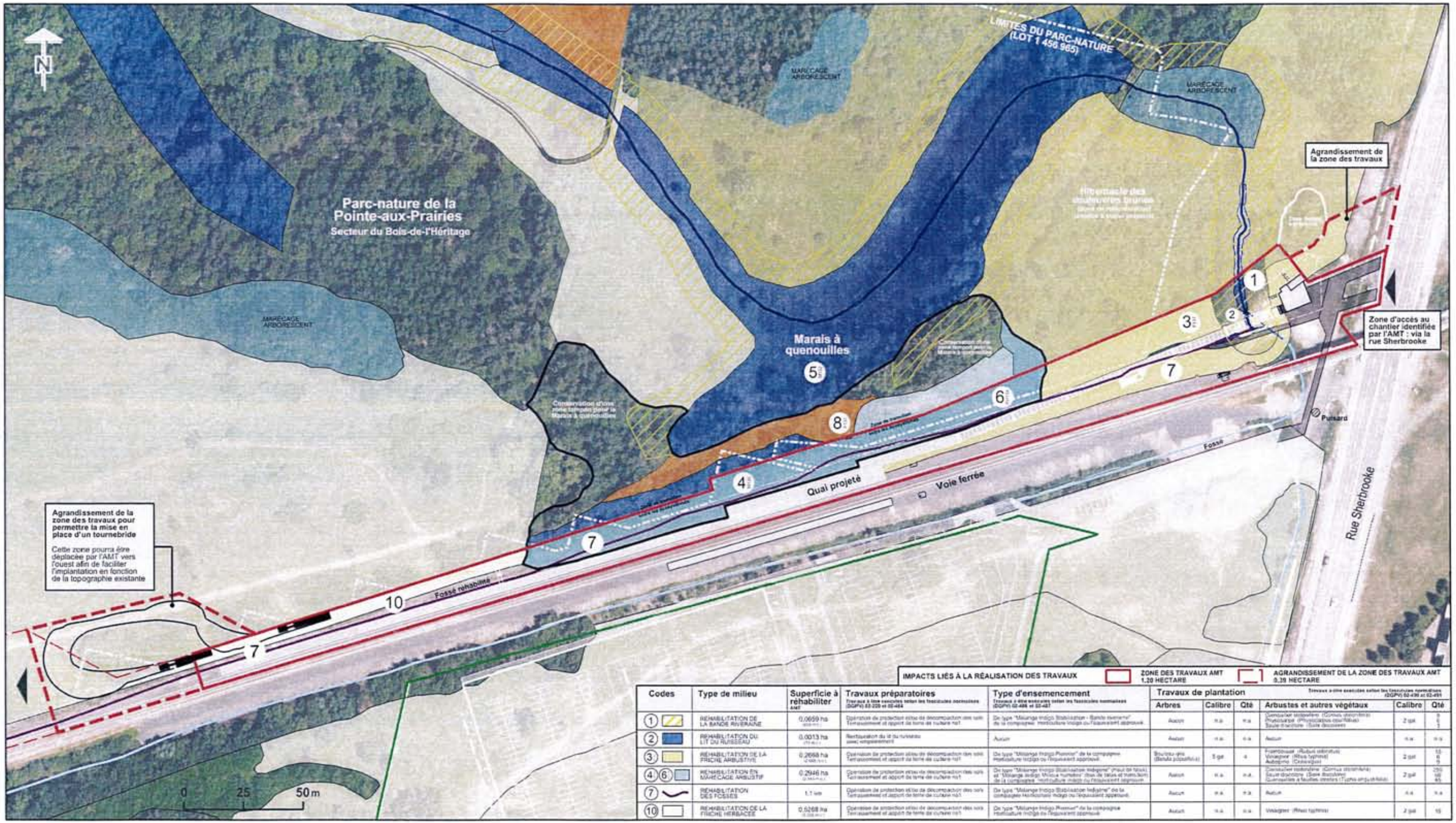
Nom du projet:
PARC-NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES
Gare de train Pointe-aux-Trembles

Titre du plan:
PLAN SCHÉMATIQUE
Identification des impacts sur le milieu environnemental

Plan RÉVISÉ :
No de l'index: 9562
Échelle: 1 : 1500
Date: 22/04/2014

Dessin: R. LESSARD
Responsable du projet:
Roxanne Lessard, architecte paysagiste, M. Env.

No. 02/04



IMPACTS LIÉS À LA RÉALISATION DES TRAVAUX — ZONE DES TRAVAUX AMT 1,20 HECTARE — AGRANDISSEMENT DE LA ZONE DES TRAVAUX AMT 0,39 HECTARE

Codes	Type de milieu	Superficie à réhabiliter AMT	Travaux préparatoires Travaux à être exécutés selon les fascicules normalisés (DGPV) 03-320 et 02-464	Type d'ensemencement Travaux à être exécutés selon les fascicules normalisés (DGPV) 02-486 et 02-487	Travaux de plantation Travaux à être exécutés selon les fascicules normalisés (DGPV) 02-430 et 02-491				
					Arbres	Calibre	Qté	Arbustes et autres végétaux	Calibre	Qté
1	RÉHABILITATION DE LA BANDE RIVERAINE	0,0659 ha	Opération de protection et/ou de décompaction des sols, l'ensemencement et apport de terre de culture noir	De type "Mélange Indigo Stabilisation - Bande riveraine" de la compagnie Horticulture Indigo ou l'équivalent approuvé.	Aucun	n.a.	n.a.	Cornouiller stolonifère (Cornus stolonifera) Physocarpe (Physocarpus opulifolius) Saule discolore (Salix discolor)	2 gal	5 5 5
2	RÉHABILITATION DU LIT DU RUISSEAU	0,0013 ha	Nettoyage du lit du ruisseau avec remplacement	Aucun	Aucun	n.a.	n.a.	Aucun	n.a.	n.a.
3	RÉHABILITATION DE LA FRICHE ARBUSTIVE	0,2668 ha	Opération de protection et/ou de décompaction des sols, l'ensemencement et apport de terre de culture noir	De type "Mélange Indigo Prairies" de la compagnie Horticulture Indigo ou l'équivalent approuvé.	Bouleau gris (Betula populifolia)	5 gal	4	Framboisier (Rubus idaeus) Viorne (Viburnum) Aubépine (Crataegus)	2 gal	10 6 3
4 6	RÉHABILITATION EN MARÉCAGE ARBUSTIF	0,2946 ha	Opération de protection et/ou de décompaction des sols, l'ensemencement et apport de terre de culture noir	De type "Mélange Indigo Stabilisation Indigène" (Haut de talus) et "Mélange Indigo Milieux humides" (Bas de talus et humide) de la compagnie Horticulture Indigo ou l'équivalent approuvé	Aucun	n.a.	n.a.	Cornouiller stolonifère (Cornus stolonifera) Saule discolore (Salix discolor) Quenouilles à feuilles étroites (Typha angustifolia)	2 gal	250 100 65
7	RÉHABILITATION DES FOSSÉS	1,1 km	Opération de protection et/ou de décompaction des sols, l'ensemencement et apport de terre de culture noir	De type "Mélange Indigo Stabilisation Indigène" de la compagnie Horticulture Indigo ou l'équivalent approuvé.	Aucun	n.a.	n.a.	Aucun	n.a.	n.a.
10	RÉHABILITATION DE LA FRICHE HERBACÉE	0,5268 ha	Opération de protection et/ou de décompaction des sols, l'ensemencement et apport de terre de culture noir	De type "Mélange Indigo Prairies" de la compagnie Horticulture Indigo ou l'équivalent approuvé	Aucun	n.a.	n.a.	Virgilier (Rhus typhina)	2 gal	10

Montréal

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Division - Bureau de projets d'aménagement - grands parcs
Chef de section - Planification et contrôle : M. Mario Masson

Nom du projet:
PARC-NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES
Gare de train Pointe-aux-Trembles

Titre du plan:
PLAN SCHÉMATIQUE
Protection et réhabilitation du milieu environnemental

Plan RÉVISÉ :
No de l'index: 9562
Échelle: 1 : 1500
Date: 22/04/2014

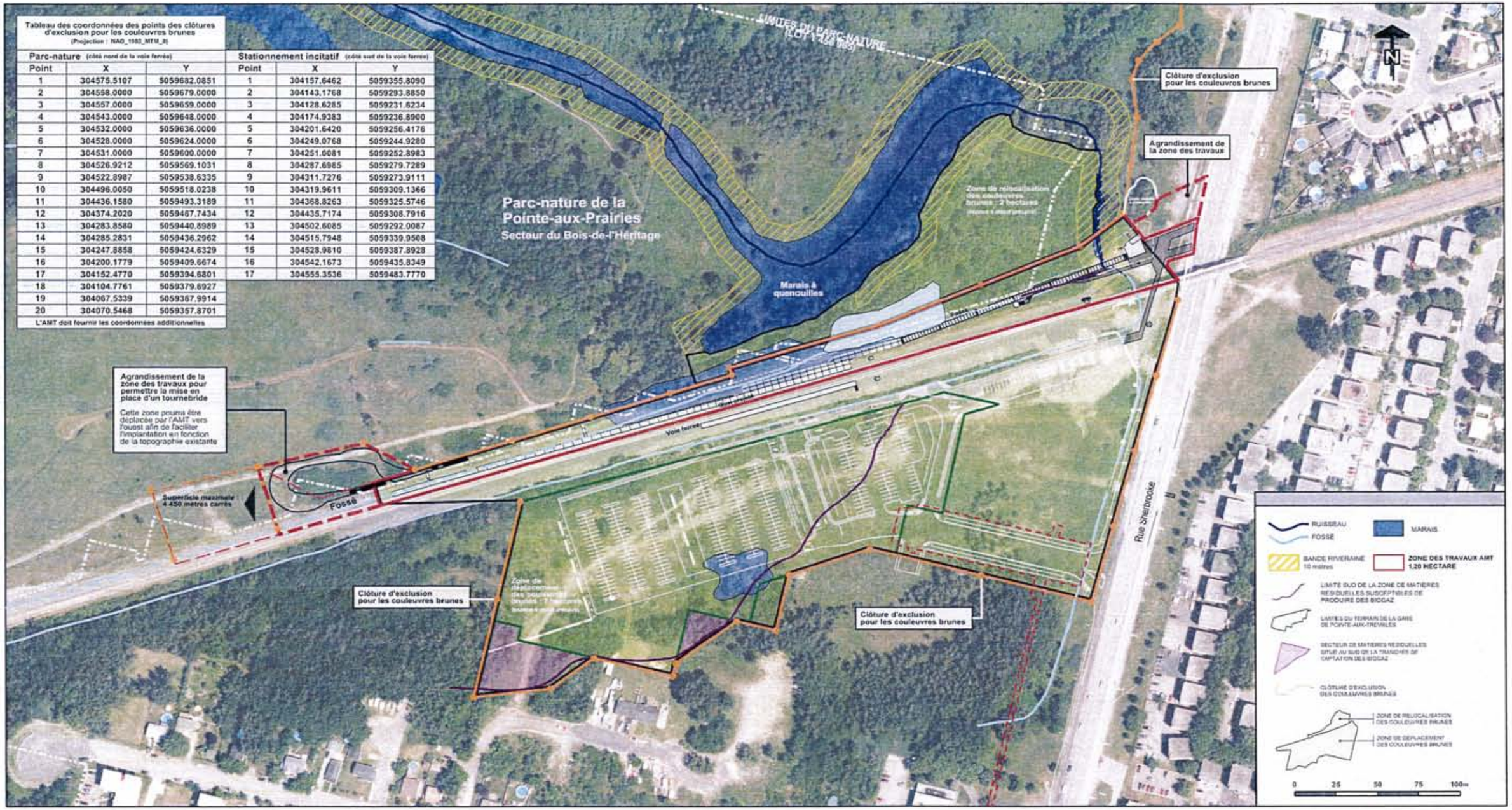
Dessin: R. LESSARD
Responsable du projet:
Roxanne Lessard, architecte paysagiste, M. Env.

No. 03/04

Tableau des coordonnées des points des clôtures d'exclusion pour les couleuvres brunes
(Projection : NAD_1983_MTM_8)

Parc-nature (côté nord de la voie ferrée)			Stationnement incitatif (côté sud de la voie ferrée)		
Point	X	Y	Point	X	Y
1	304575.5107	5059682.0851	1	304157.6462	5059355.8090
2	304558.0000	5059679.0000	2	304143.1768	5059293.8850
3	304557.0000	5059659.0000	3	304128.6285	5059231.6234
4	304543.0000	5059648.0000	4	304174.9383	5059236.8900
5	304532.0000	5059636.0000	5	304201.6420	5059256.4176
6	304528.0000	5059624.0000	6	304249.0768	5059244.9280
7	304531.0000	5059600.0000	7	304251.0081	5059252.8983
8	304526.9212	5059569.1031	8	304287.6985	5059279.7289
9	304522.8987	5059538.6335	9	304311.7276	5059273.9111
10	304496.0050	5059518.0238	10	304319.9611	5059309.1366
11	304436.1580	5059493.3189	11	304368.8263	5059325.5746
12	304374.2020	5059467.7434	12	304435.7174	5059308.7916
13	304283.8580	5059440.8989	13	304502.6085	5059292.0087
14	304285.2831	5059436.2962	14	304515.7948	5059339.9508
15	304247.8858	5059424.6329	15	304528.9810	5059387.8928
16	304200.1779	5059409.6674	16	304542.1673	5059435.8349
17	304152.4770	5059394.6801	17	304555.3536	5059483.7770
18	304104.7761	5059379.6927			
19	304067.5339	5059367.9914			
20	304070.5468	5059357.8701			

L'AMT doit fournir les coordonnées additionnelles



Montréal

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Division - Bureau de projets d'aménagement - grands parcs
Chef de section - Planification et contrôle : M. Mario Masson

Nom du projet:
PARC-NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES
Gare de train Pointe-aux-Trembles

Titre du plan:
PLAN SCHÉMATIQUE
Mesures de protection pour les couleuvres brunes

Plan RÉVISÉ :		Dessin: R. LESSARD	No.
No de l'index: 9562		Responsable du projet:	04
Échelle: Aucune	Date: 22/04/2014	Roxanne Lessard, architecte paysagiste, M. Env.	04

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

Il est recommandé:

1. d'accorder à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de vingt-trois véhicules de marque Ford, modèle Police Interceptor Berline, année 2014, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13539 et au tableau des prix reçus joint au rapport du Directeur;
2. d'autoriser le paiement d'un montant de 59 648,20 $ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg.
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc PARENT **Le** 2014-04-11 10:41

Signataire : Marc PARENT

Directeur
Police , Direction principale

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1144472002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de remplacer vingt-cinq véhicules (vingt-quatre identifiés et un banalisé) qui seront mis au rancart pour cause de désuétude, l'appel d'offres public 14-13539 s'est tenu du 3 au 19 mars 2014, soit pour une période de dix-sept jours de calendrier, donc deux jours supplémentaires au délai exigé par la Loi sur les cités et villes.
L'appel d'offres public 14-13539 a été publié, durant la même période, dans le Système électronique d'appels d'offres (SÉAO) et sur le site Internet de la Ville de Montréal. Il a également été publié dans le journal La Presse la journée du 3 mars 2014.

L'appel d'offres public 14-13539 concernait la fourniture de vingt-cinq véhicules Ford 2014, soit vingt-trois Police Interceptor Berline, un Transit Connect et un autre véhicule qui deviendra un véhicule banalisé. L'attribution du contrat s'est faite par article au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles. Le plus bas soumissionnaire conforme pour l'article 1, soit le Police Interceptor Berline, est "LaSalle Ford inc.".

Le présent sommaire décisionnel concerne uniquement l'acquisition des vingt-trois Police Interceptor Berline 2014 étant donné que le coût s'élève à plus de 100 000 $ taxes incluses. Un dossier délégué sera donc rédigé pour octroyer par article, au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, le contrat pour la fourniture des deux autres véhicules dont le coût d'acquisition est inférieur à 100 000 $ taxes incluses.

Le délai de validité des soumissions est de cent vingts jours de calendrier suite à l'ouverture

des soumissions. Donc, dans le présent cas, le délai de validité a débuté le 19 mars 2014 et se terminera le 17 juillet 2014. Dès présentation, et approbation, du dossier décisionnel par le conseil d'agglomération, le bon de commande sera transmis à l'adjudicataire, soit à la mi-juin 2014. Le délai de validité sera donc respecté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Voici des décisions antérieures concernant l'acquisition de véhicules d'urgence identifiés.
CE13 1705 - 20 novembre 2013 - Accorder à "Jacques Olivier Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de douze véhicules Ford Police Interceptor 2014, au montant de 362 336,81 $, taxes incluses.

CG13 0311 - 29 août 2013 - Accorder à "Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle)", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de quatre-vingt-trois véhicules de marque Dodge, modèle Charger, année 2014, au montant de 2 317 002,64 $, taxes incluses.

CE13 1267 - 21 août 2013 - Autoriser une dépense de 472 524,35 $, taxes incluses, pour l'acquisition de dix-sept véhicules Dodge Grand Caravan 2014, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, conformément à l'entente-cadre 693411 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370).

CE13 0524 - 24 avril 2013 - Autoriser une dépense de 222 457,01 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit véhicules Dodge Grand Caravan 2013, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, conformément à l'entente-cadre 693411 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370).

CE12 1852 - 7 novembre 2012 - Autoriser une dépense de 415 148,10 $, taxes incluses, pour l'acquisition de quinze véhicules Dodge Grand Caravan 2013, pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente-cadre 693411 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370).

CG12 0272 - 23 août 2012 - Accorder à "*Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc.* ", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de cent quarante-cinq véhicules de marque Dodge, modèle Charger, année 2013 au montant de 3 994 294,74 $ taxes incluses.

CE12 1145 - 4 juillet 2012 - Autoriser une dépense de 475 214,42 $ pour l'acquisition de dix-huit véhicules Dodge Grand Caravan 2012, pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente d'achat contractuelle 693411 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370).

DESCRIPTION

Accorder à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

L'acquisition de ces véhicules est justifiée afin de remplacer vingt-trois véhicules identifiés qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Soumissions conformes	Coût de base	Autres	Total
1. LaSalle Ford inc.	688 706,11 $	0,00 $	688 706,11 $
2. Jacques Olivier Ford inc.	694 478,89 $	0,00 $	694 478,89 $
3. Le Circuit Ford Lincoln ltée	703 417,05 $	0,00 $	703 417,05 $

4. Chartrand Ford (Ventes) inc.	717 696,95 $	0,00 $	717 696,95 $
Dernière estimation réalisée ($) *(Section du parc automobile du SPVM)*	764 617,09 $	0,00 $	764 617,09 $
Coût moyen des soumissions reçues			701 074,75 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			1,8 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			28 990,84 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			4,2 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($)			- 75 910,98 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)			- 9,9 %
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($)			5 772,78 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%)			0,8 %

Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un d'approvisionnement en biens, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi car non visé par cette loi. De ce fait, l'entreprise "LaSalle Ford inc." n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat.

"LaSalle Ford inc." étant une entreprise auprès de laquelle la Ville de Montréal peut s'approvisionner tant en biens qu'en services autres que professionnels, il est peu probable que celle-ci détienne une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget du Programme triennal d'immobilisations du Service de police de la Ville de Montréal. Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention du Service des ressources financières du SPVM. Autoriser le paiement d'un montant de 59 648,20 $ correspondant à la TVQ (applicable aux véhicules seulement) payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg. Il est à noter que depuis le 1er janvier 2014, les municipalités ont droit à un remboursement partiel de 62,8 % de la TVQ payée sur leurs achats liés à un service municipal exonéré.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les vingt-trois véhicules que le Service de police de la Ville de Montréal souhaite acquérir par le présent sommaire décisionnel, étant des véhicules dits "spécialisés", ne sont pas visés par le Fonds véhicules verts de la Ville de Montréal. Toutefois, le SPVM demeure sensible et préoccupé par la question environnementale et plus particulièrement par les émissions de gaz à effet de serre de ses véhicules. Des efforts corporatifs sont mis en oeuvre pour répondre à l'objectif "*Réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990* " de l'orientation "*Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre* " du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.
En effet, le SPVM possède 1 237 voitures et mini-fourgonnettes (sont exclus les camions et motos): 87,3 % de ces véhicules sont de 4 et 6 cylindres et 2,8 % sont hybrides.

Voitures et mini-fourgonnettes *(sont exclus les camions et motos)*				
Véhicules	**4 cylindres**	**6 cylindres**	**8 cylindres**	**Électriques**
Identifiés	0,4 %	34,5 %	11,8 %	0,9 %
Banalisés	36,9 %	15,5 %	---	---

Les vingt-trois véhicules que le Service de police de la Ville de Montréal souhaite acquérir par le présent dossier décisionnel, étant des "Police Pack", sont de six cylindres. Il est important de noter que le véhicule Ford Police Interceptor Berline, qui est venu remplacer le Crown Victoria (qui était un huit cylindres), consomme 20% de moins de carburant que ce dernier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au Service de police de la Ville de Montréal, un véhicule identifié est mis au rancart pour cause de désuétude s'il répond à **deux des trois conditions suivantes**: avoir atteint 48 mois d'âge; avoir atteint 160 000 kilomètres au compteur; avoir atteint, en entretien et réparations (excluant les coûts reliés à l'achat de pneus et aux accidents), le coût d'acquisition du véhicule avant aménagement.
Le SPVM possède 575 véhicules d'urgence identifiés. En date de ce jour, 84 de ces véhicules (14,6 %) répondent à deux des trois conditions énumérées plus haut, soit plus de 48 mois d'âge et plus de 25 000 $ en entretien et réparations.

Une des conséquences constatée est de compter plus de véhicules "non disponibles pour cause d'entretien et de réparations" que prévu. De plus, les délais d'immobilisation au garage sont de plus en plus longs et les coûts de plus en plus élevés. Durant ce temps, ces véhicules ne sont pas disponibles pour offrir le service aux citoyens.

Les vingt-trois véhicules que le SPVM souhaite acquérir par le présent dossier décisionnel viendront remplacer autant de véhicules devant être mis au rancart pour cause de désuétude. Certains de ceux-ci seront des véhicules de huit cylindres. Les véhicules ainsi retirés de la circulation ne causeront donc plus de dépenses en entretien et réparations à la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence médiatique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2014: dossier décisionnel présenté au comité exécutif.
Mai 2014: dossier décisionnel présenté au conseil d'agglomération.
Juin 2014: transmission du bon de commande à l'adjudicataire.
Octobre 2014: réception des véhicules à la Section du parc automobile.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction du matériel roulant et des ateliers municipaux (Lucie MC CUTCHEON)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Réginald CINEAS)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Renée VEILLETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LONGPRE
Chef de la Section parc automobile

Tél : 514 280-3238
Télécop. : 514 280-3258

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-28

Didier DERAMOND
Directeur adjoint
Direction des opérations - Activités de soutien

Tél : 514-280-2003
Télécop. : 514-280-2008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction du matériel roulant et des ateliers municipaux

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

FONDS VÉHICULES VERTS
Selon les informations inscrites au sommaire décisionnel, ce dossier concerne l'acquisition de 23 véhicules spécialisés lesquels ne sont pas visés par le Fonds véhicules verts.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie MC CUTCHEON
Agente de recherche
Tél : 514-868-3620

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-31

Alain SAVARD
Ingénieur - Chef d'équipe
Tél : 514-872-1096
Division : Gestion de parc de véhicules

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles - Direction de l'approvisionnement

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public no 14-13539

Titre: ACQUISITION DE VÉHICULES DE MARQUE FORD, MODÈLES INTERCEPTOR, TRANSIT CONNECT ET EDGE

Date de lancement : 3 mars 2014

Date d'ouverture : 19 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (5) : LaSalle Ford inc.

Jacques Olivier Ford inc.
Chartrand Ford (Ventes) inc.
Le Circuit Ford Lincoln ltée
P.E. Boisvert Auto ltée

Soumissionnaires (4): LaSalle Ford inc.

Jacques Olivier Ford inc.
Chartrand Ford (Ventes) inc.
Le Circuit Ford Lincoln ltée

Le processus d'appel d'offres public est conforme aux encadrements administratifs suivants :

· Politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
· La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
· L'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats»

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres incluait les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors des vérifications administratives des soumissions reçues, nous constatons que la proposition de la firme LaSalle Ford inc. ne possède pas d'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA, ni sur celle du DGEQ, et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant êtres déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle. Ces vérifications ont été effectuées le 20 mars 2014.

Les propositions qui ont franchi avec succès la conformité administrative ont été transmises pour l'analyse de la conformité technique en fonction des critères de spécifications techniques selon le principe de l'analyse de la soumission la plus basse. La conformité technique a été effectuée par le Service de Police de la Ville de Montréal.

Par ailleurs, pour s'assurer d'obtenir une concurrence entre concessionnaires et de s'assurer d'obtenir le meilleur prix possible, nous avons ajusté la stratégie d'approvisionnement en prévoyant un octroi en trois articles distincts.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi de ce contrat à la firme LaSalle Ford inc. pour **l'article 1,** au prix de sa soumission.

Tableau des prix reçus : 13539-tcp.pdf

Montant unitaire de l'offre (article no 1) :
599 005,10 $ + 29 950,26 $ TPS (5 %) + 59 7580,76 $ TVQ (9,975 %) = 688 706,11 $

Adjudicataire recommandé :

D'accorder à LaSalle Ford inc. le contrat au montant total de **688 706,11 $ incluant les taxes**, pour la fourniture de véhicules Ford, le tout conformément aux spécifications de

l'appel d'offres public no 14-13539.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-01

Denis LECLERC
chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Approvisionnement en biens et services

Service de la concertation des arrondissements
et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal

Tableau de prix

Soumission publique

ford

TITRE: ACQUISITION DE VÉHICULES DE MARQUES FORD, MODÈLES INTERCEPTOR, TRANSIT CONNECT ET EDGE	Ouverture des soumissions jour: 19 — mois: 3 — année: 2014	No soumission: 14-13539

		LaSalle Ford inc. # 11011 # 11015 # 11016		Jacques Olivier Ford inc. # 11012 # 11017 # 11018		Chartrand Ford (Ventes) inc. # 11013 # 11019 # 11020		Le Circuit Ford Lincoln ltée # 11014 # 11021 # 11022	
Article	**Article 1**	**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Fourniture de véhicule Ford police Interceptor, selon les caractéristiques décrites aux spécifications ci-jointes.	23	26 043,70 $	599 005,10 $	26 262,00 $	604 026,00 $	27 140,00 $	624 220,00 $	26 600,00 $	611 800,00 $
	TOTAL AVANT TAXES :			599 005,10 $		604 026,00 $		624 220,00 $		611 800,00 $
	T.P.S. 5 % :			29 950,26 $		30 201,30 $		31 211,00 $		30 590,00 $
	T.V.Q. 9,975 % :			59 750,76 $		60 251,59 $		62 265,95 $		61 027,05 $
	MONTANT TOTAL :			688 706,11 $		694 478,89 $		717 696,95 $		703 417,05 $

Article	**Article 2**	**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
2	Fourniture de véhicule Ford Transit Connect, selon les caractéristiques décrites aux spécifications ci-jointes.	1	25 799,00 $	25 799,00 $	25 794,00 $	25 794,00 $	26 180,00 $	26 180,00 $	25 940,00 $	25 940,00 $
	TOTAL AVANT TAXES :			25 799,00 $		25 794,00 $		26 180,00 $		25 940,00 $
	T.P.S. 5 % :			1 289,95 $		1 289,70 $		1 309,00 $		1 297,00 $
	T.V.Q. 9,975 % :			2 573,45 $		2 572,95 $		2 611,46 $		2 587,52 $
	MONTANT TOTAL :			29 662,40 $		29 656,65 $		30 100,46 $		29 824,52 $

Article	**Groupe 3**	**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
3	Fourniture de véhicule Ford Edge, selon les caractéristiques décrites aux spécifications ci-jointes.	1	30 761,00 $	30 761,00 $	31 299,52 $	31 299,52 $	31 092,00 $	31 092,00 $	31 284,52 $	31 284,52 $
	TOTAL AVANT TAXES :			30 761,00 $		31 299,52 $		31 092,00 $		31 284,52 $
	T.P.S. 5 % :			1 538,05 $		1 564,98 $		1 554,60 $		1 564,23 $
	T.V.Q. 9,975 % :			3 068,41 $		3 122,13 $		3 101,43 $		3 120,63 $
	MONTANT TOTAL :			35 367,46 $		35 986,62 $		35 748,03 $		35 969,38 $

		LaSalle Ford inc. # 11011 # 11015 # 11016	Jacques Olivier Ford inc. # 11012 # 11017 # 11018	Chartrand Ford (Ventes) inc. # 11013 # 11019 # 11020	Le Circuit Ford Lincoln ltée # 11014 # 11021 # 11022
CONDITION DE PAIEMENT :		Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours
DÉLAI DE LIVRAISON :		120 jours	90 à 150 jours	90 à 150 jours	90 à 140
SIGNATURE :		Oui	Oui	Oui	Oui
GARANTIE DE SOUMISSION :		Non Requis	Non Requis	Non Requis	Non Requis
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO		Oui	Oui	Oui	Oui
VÉRIFICATIONS - AMF - RENA- REQ - DGEQ - LNPC - le: 20		Oui	Oui	Oui	Oui

Remarque :

Correction au bordereau

Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par:	Renée Veillette/ml		**Jour**	**Mois**	**Année**		Renée Veillette
			27	3	2014		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- D'autoriser une dépense de 688 706,11 $, taxes incluses pour la fourniture de vingt-trois véhicules de marque Ford, modèle Police Interceptor Berline, année 2014.

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	**Dépenses**
5001.5011029.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	621 232,41 $	688 706,11 $
Total	**621 232,41 $**	**688 706,11 $**

Un engagement de gestion **no CC44472002** au montant de **621 232,38 $** a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	**Dépenses**
5001.5011029.803300.02101.57401.000000. 0000.147896.000000.32010.00000 AI - Général - Agglomération- RCG 11-029 Achat de	621 232,41 $	688 706,11 $

véhicules et leurs équipements CG11 0473-PTI - Police-Activités policières-Achats de biens capitalisés-Général-véhicules **identifiés**-Véhicules légers (D.V.5 ans)		
Total	**621 232,41 $**	**688 706,11 $**

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-04

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 872-5832
Division : Direction opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Police , Direction des opérations - Activités de soutien

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Il est recommandé d'accorder un contrat à *"LaSalle Ford inc* .", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois **véhicules identifiés** Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de **688 706,11 $, taxes incluses.**

L'achat est prévu au Programme triennal d'immobilisation 2014 - 2016 du SPVM au sous-projet INVESTI **1471076101 - Véhicules identifiés.** Les crédits tiennent comptent des ristournes pour la TPS de 100 % et pour la TVQ de 62,80 %.

Il est aussi recommandé d'autoriser le paiement d'un montant de 59 648,20 $ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg. En tenant compte de la ristourne de la TVQ, les crédits nécessaires sont de 22 189,13 $.

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Depuis le 1er avril 2011, la Ville doit publier la liste de tous les contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 $ conformément à l'article 477.5 de la Loi des cités et villes. Puisque le contrat découlant de cet appel d'offres répond aux critères de l'article 477.5, il sera rendu public par l'entremise du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

· **Adjudication des contrats et délégation de pouvoir**

En vertu de la loi sur les cités et villes portant sur l'adjudication des contrats, tout contrat, de plus de 500 000 $ *(taxes incluses),* ne peut être adjugé qu'à la suite d'un appel d'offres public et devra être approuvé par le conseil d'agglomération.

Le présent dossier respecte ces deux conditions, par conséquent il est conforme à la loi sur les cités et villes.

· **Imputation comptable**

Provenance

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	**Dépenses**
5001.5011029.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	621 232,41 $	688 706,11 $
Total	**621 232,41 $**	**688 706,11 $**

Imputation

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	**Dépenses**
5001.5011029.803300.02101.57401.000000. 0000.147896.000000.32010.00000 AI - Général - Agglomération- RCG 11-029 Achat de véhicules et leurs équipements CG11 0473-PTI - Police-Activités policières-Achats de biens capitalisés-Général-véhicules **identifiés**-Véhicules légers (D.V.5 ans)	621 232,41 $	688 706,11 $
Total	**621 232,41 $**	**688 706,11 $**

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Réginald CINEAS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : (514) 280-8531

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-03

Manon LANDRY
Chef de Service
Service des ressources financières
Tél : (514) 280-2518
Division :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144472002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Parc automobile
Objet :	Accorder un contrat à "LaSalle Ford inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 - 4 soumissionnaires - Achat de véhicules identifiés

Plus basse soumission conforme: LaSalle Ford inc.

14-13539 - Soumission de LaSalle Ford inc.CE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LONGPRE
Chef de la Section parc automobile

Tél : 514 280-3238
Télécop. : 514 280-3258

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	APPEL D'OFFRES PUBLIC BIENS ET SERVICES GÉNÉRAUX N° 14-13539

Émission :	Fermeture :	À :
3 mars 2014	19 mars 2014	14 h

Acquisition de véhicules de marque Ford, modèles Interceptor, Transit Connect et Edge

Cette soumission devra être reçue à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 14 h le 19 mars 2014**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de ville.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission	Montant ARTICLE 1	Montant ARTICLE 2	Montant ARTICLE 3
Fourniture de divers véhicules Ford avec équipements et accessoires, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, ainsi que les spécifications ci-annexées.			
Montant total avant taxes :	599 005.10 $	25 799.00 $	29 401.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	29 950.26 $	1 289.95 $	1 470.05 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % au concessionnaire :	182.58 $	1.50 $	44.89 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % à la SAAQ :	59 648.36 $	257.95 $	3 323.56 $
Montant total :	688 786.30 $	29 662.40 $	35 289.70 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1162759352 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés, LaSalle Ford Inc.
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.
7227 Newman, LaSalle, QC, H8N 1K3
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-368-7801
Marjorie Lessard Directrice Parc-Auto	Télécopieur : 514-368-7889
Signature :	Courriel : mlessard@toyotalasalle.com
	Jour : 18 Mois : 03 Année : 2014

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

19 MAR. 2014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1140206002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Les Systèmes d'information Héra évolution Inc, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, le contrat pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialiste de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13385.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc PARENT **Le** 2014-04-30 13:42

Signataire : Marc PARENT

Directeur
Police , Direction principale

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140206002**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

La base de données Integrated Data Management Systems (IDMS) est utilisée par plusieurs applications critiques du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) telles que la Gestion des activités administratives décentralisées (GAAD) et le Système intégré de gestion des effectifs policiers (SIGEP) sur l'ordinateur central. La base de données IDMS est conçue par la Compagnie CA du Canada.

Le SPVM depuis plusieurs années renouvelle annuellement les services de techniciens, spécialistes de la base de données afin de réaliser divers travaux de maintenance techniques et opérationnels selon les besoins. Jusqu'à l'année 2011 la valeur des travaux étaient inférieure à 25 000 $.

Le 14 mai 2012, suite à un appel d'offres sur invitation (12-12104), un contrat a été accordé à la firme Les systèmes d'information HÉRA évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada pour le SPVM pour la période d'un an, soit du 28 août 2012 au 31 mai 2013. Dépense totale de 27 594 (taxes incluses). DA122748001 - 28 août 2012.

Le 31 juillet 2013, le contrat a été renouvelé et une dépense additionnelle de 27 594 $,

taxes incluses, a été accordé à la même firme Les systèmes d'information HÉRA évolution Inc., pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada, pour un maximum de 200 heures, majorant ainsi le montant total du contrat de 27 594 $ à 55 188 $ (taxes incluses). La période du contrat débutait le 31 juillet 2013 et est prévu se terminer le 30 juillet 2014. Le nombre d'interventions et de travaux urgents a été important au cours de l'année 2013.

Le 3 février 2014 le SPVM a lancé un nouvel appel d'offres public 14-13385. Il y a eu onze (11) preneurs de cahier des charges, mais un seul soumissionnaire. L'appel d'offres public a été publié dans La Presse et sur SEAO. Le délai accordé pour le dépôt des offres des soumissionnaires a été de 17 jours. La date de la fin de validité sera le 19 juin 2014.

Au cours des trois (3) prochaines années, des travaux importants sont planifiés pour assurer le fonctionnement des systèmes et pour faire les modifications demandées dans le contexte de l'évolution des applications; pour mettre à jour des rustines *(patchs)* et procéder à des tests de relève. Considérant les nombreux travaux nécessaires pour le bon fonctionnement des systèmes, le nombre d'heures est augmenté à 700 heures maximum sur une base annuelle.

Le contrat d'une durée de 36 mois est de 289 737 $ (taxes incluses), correspondant approximativement à 96 579 $ annuellement. En 2013, une dépense de 27 594 $ était demandée majorant ainsi le contrat à 55 188 $ (taxes incluses). Un supplément de ± 60 000 $ est requis annuellement pour les 3 prochaines années afin d'avoir une base de données entièrement fonctionnelle.

Le présent dossier a pour but d'octroyer un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737,00$, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1051 - 31 juillet 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 27 594 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System de la Compagnie CA du Canada, pour une période d'un an, à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 200 heures, majorant ainsi le montant total du contrat de 27 594 $ à 55 188 $ (taxes incluses); DA122748001 - 28 août 2012 - Approuver un projet de convention par lequel la firme soumissionnaire Héra Évolution Inc., s'engage à fournir à la Ville les services de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada pour la période d'un an, soit à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 200 heures pour une somme maximale de 27 594,00$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 12-12104 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Au cours des trois (3) prochaines années, des travaux importants sont planifiés pour assurer le fonctionnement des systèmes et pour faire les modifications demandées au système de gestion de la base de données IDMS dans le contexte de l'évolution des applications; pour mettre à jour des rustines *(patchs)* et procéder à des tests de relève. Considérant les nombreux travaux nécessaires pour le bon fonctionnement des systèmes, le nombre d'heures est évalué à 700 heures par année. Considérant que certains travaux s'échelonneront sur plusieurs années et considérant que la connaissance acquise par le fournisseur de services techniques est un gage de succès dans la réalisation des travaux, le

SPVM a procédé à un appel d'offres pour les trois prochaines années. Le taux horaire soumissionné est le même que celui de 2013 et ce, pour les trois (3) prochaines années. La Section du développement des technologies du SPVM ainsi que le Service des technologies de l'information (STI) ne disposent pas d'une ressource connaissant suffisamment la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada et ils souhaitent s'adjoindre les services d'une firme de spécialistes dont le mandat sera de réaliser divers travaux de maintenance techniques et opérationnels sur plusieurs applications critiques du SPVM tels que le GAAD et le SIGEP, et ce, pour une durée de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année. Suite à une entente écrite entre les deux (2) parties, le présent contrat pourra être prolongé d'un an, et ce pour un maximum de 2 prolongations.

JUSTIFICATION

Les services mentionnés dans le présent document sont requis afin de réaliser divers travaux de maintenance techniques et opérationnels selon les besoins du SPVM. Le taux horaire proposé est uniforme, peu importe les travaux requis et le taux horaire demeure le même par rapport au contrat précédent.
Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un de services autres que professionnels, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi, car non visé par cette loi. De ce fait, la compagnie Les systèmes d'information Héra évolution Inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat. La firme Les systèmes d'information Héra évolution Inc. n'est pas inscrite au registre de l'Autorité des marchés financiers.

Le prix de base pour 2014 est basé sur le taux horaire du contrat de 2013 soit 120.00 $. La dernière estimation réalisée prévoit une majoration de 3 % par année. Donc pour 2014 : 700 heures au taux horaire de 120,00 $ pour un montant de 96 579.00 $, taxes incluses; pour l'année 2015, une majoration de 3 % a été appliquée au montant estimé pour 2014, pour une somme maximale de 99 476,37 $, taxes incluses; pour l'année 2016, une majoration de 3 % a été appliquée au montant estimé pour 2015, pour une somme maximale de 102 460,66 $, taxes incluses. Le prix pour la dernière estimation réalisée s'élève à 298 516,03 $, taxes incluses.

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Soumissions conformes	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Soumissionnaire 1 Les systèmes d'information Héra évolution Inc.	289 737,00 $		289 737,00 $
Dernière estimation réalisée	298 516,03 $		298 516,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 8 779,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation x 100)*			- 2.94 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada, pour le SPVM, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention du Service des ressources financières du Service de police de la Ville de Montréal.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien d'une telle ressource est indispensable au bon fonctionnement des applications critiques du SPVM telles que le GAAD et le SIGEP. Un refus compromettrait la bonne marche de la base de données IDMS de la Compagnie CA du Canada.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier global du projet se résume comme suit :

- Octroi du contrat : juin 2014 ;
- Période d'entretien : juin 2014 à mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Sylvain LABRANCHE)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Johanne LANGLOIS)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Line DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane CHARRON
Chef de section, Développement des technologies

Tél : 514-280-9276
Télécop. : 514-280-3451

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-03

Didier DERAMOND
Directeur adjoint - Activités de soutien aux opérations

Tél : 514 280-2003
Télécop. : 514-280-2008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Police , Direction des opérations - Activités de soutien

Dossier # : 1140206002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Objet :	Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Il est recommandé d'accorder tel que demandé un contrat pour une somme maximale de 289 737$ (taxes incluses) à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures de services par année qui représentent une somme annuelle de 96 579$ (taxes incluses). Ces services de techniciens spécialistes sont requis pour les travaux de maintenance pour la base de données utilisée par les applications (GAAD et SIIP) du SPVM. Les crédits totaux requis au montant de 261 350.96$ pour ce dossier sont disponibles au budget de fonctionnement de la Division des ressources informationnelles-section du développement des technologies du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et la dépense sera imputée au compte suivant au fur et à mesure que les services seront rendus :

1001.0010000.107192.02101.55404.000000.0000.000000.061700
AF-Général-Agglomération/ Budget régulier/ Section du développement des technologies/ Activités policières/ Entr.rép.-Ameublement, équip. de bureau et informatique/ Général/ Exclusif

En vertu de *l'article 573 de la loi sur les cités et villes* portant sur *l'* ***adjudication des contrats***, tout contrat, *qui comporte une dépense de 100 000 $ (taxes incluses) ou plus,* ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques faite par voie d'annonce dans un journal.

Dans le présent dossier, onze (11) firmes se sont procuré le document d'appel d'offres et seulement un soumissionnaire conforme y a répondu. Celui-ci a donc été retenu pour un contrat de *289 737$ taxes incluses* et doit être approuvé par le conseil d'agglomération considérant qu'il n'y a qu'un soumissionnaire.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la

sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Depuis le 1er avril 2011, la Ville doit publier la liste de tous les contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 $ conformément à l'article 477.5 de la Loi des cités et villes. Puisque le contrat découlant de cet appel d'offres répond aux critères de l'article 477.5, il sera rendu public par l'entremise du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Il est de la responsabilité de l'unité requérante de transmettre à la Section Approvisionnement l'information nécessaire, le résultat de la dépense totale par contrat, et s'il y a lieu expliquer les écarts monétaires suite à la réalisation complète des livrables visés par ce contrat.

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-2192

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Mathieu PERRIER
Conseiller en gestion des ressources financières-Chef d'équipe
Tél : 514-242-3789
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Technologies de l'information , Direction

Dossier # : 1140206002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Objet :	Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Afin d'être en mesure d'effectuer ces travaux en régie interne par le Service des technologies de l'information (STI) avec le niveau de services attendu par le SPVM, ce type de travail hautement spécialisé et technique nécessiterait l'embauche de personnel estimé à 2 personnes/année. Comme seulement le SPVM a ce type de besoin à la Ville et que la tâche n'excède pas une demi personne/année (700 heures maximum), le STI est favorable à la recommandation d'accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain LABRANCHE
Chef de section informatique
Tél : 514 872-4951

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-08

Gervais THIBAULT
Chef de division
Tél : 514 280-3567
Division : Technologies

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1140206002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Objet :	Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution Inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Direction de l'approvisionnement
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)
Appel d'offres public no 14-13385

Titre: Service Technique de DBA-CA-IDMS

Date de lancement : 3 février 2014

Date d'ouverture : 19 février 2014

Addenda (1) :

Addenda 1 : 18 février : -Réponses aux questions

Liste des preneurs de cahier de charges (11) :

Ca Technologies	Noverka Conseil
Acceo Solutions inc.	Renaps Technology Canada inc.
Cofomo inc.	Serti Informatique inc.
Société Telus Communications	IBM Canada ltée.
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	
Systematix Technologies de l'Information inc.	
Les systèmes d'information Héra évolution inc.	

Soumissions (1) : Les systèmes d'information Héra évolution inc.

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Le présent dossier respecte la politique de gestion contractuelle, la politique d'approvisionnement ainsi que les encadrements (gestion des estimations des contrats).

Lors de l'analyse de la soumission reçue, nous constatons que la soumission de la firme Les systèmes d'information Héra évolution inc.. est conforme au devis et aux conditions du cahier des charges 14-13385.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi de ce contrat, au prix de sa soumission, conformément à la clause 5 des clauses administratives particulières : « Le contrat sera octroyé au plus bas soumissionnaire conforme ».

Grille soumissionnaire unique :



13385 Grille Avis de désistement.pdf

Tableau des prix recus :



14-13385 Tableau des prix.pdf

Remarque :
Montant de l'offre originale :
252 000.00 & + TPS (5%) 12 600.00 $ + TVQ (9,5%) 25 137.00 $ = **289 737.00 $**

Adjudicataire recommandé :
Octroyer à la firme **Les systèmes d'information Héra évolution inc.,** le contrat pour Service technique de DBA-CA-IDMS**,** le tout conformément au processus d'octroi décrit aux divers documents de l'appel d'offres 14-13385.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne LANGLOIS
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-868-5957

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514-872-1027
Division : Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

GRILLE D'ANALYSE

Avis de désistement

Appel d'offres public n° 14-13385

Titre : SERVICE TECHNIQUE DE DBA-CA-IDMS

Nombre de preneurs du cahier des charges :	ONZE	**11**

1	Ca Technologies	**7**	Noverka Conseil
2	Acceo Solutions inc	**8**	Renaps Technology Canda inc.
3	Cofomo inc.	**9**	SERTI-INFORMATIQUE inc
4	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc	**10**	Société TELUS Communications
5	IBM Canada ltée	**11**	Systematix Technologies de l'Information Inc.
6	Les systèmes d'information Héra évolution Inc.		

Motifs des désistements		**COMMENTAIRE**
Cahier des charges		11) L,offre est res interessante mais dépasse notre offre de services conseils. Il nous fera plaisir de répondreà nouveau pour les demandes dans notre domaine d'affaire. 2)
Le devis est spécialisé	**11 2**	
Délai de soumission et d'octroi		
Les délais de la soumission sont insuffisants		
La période de soumission ne convient pas à la compagnie		
Longs délais d'octroi de la part de la Ville		
Produit ou service		1) Ressource francophone
Produit ou service non offert		
Spécifications demandées non rencontrées	**1**	
Délai de livraison		
Délais de livraison hors d'atteinte		
Les manufacturiers ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu		
Carnet de commandes		4) Nos ressources correspondant aux profils tels que presentés dans l'appel d'offres sont déjà affectés dans des projets à court et moyen terme.
Le carnet des commandes de la firme est complet présentement	**7, 4**	
Autres: N.a pas transmis l'avis de désistement	**10, 5, 8,**	
Raisons de l'écart du prix estimé par rapport au prix soumis		
Estimé		
Est-il récent?		
Autres	**9, 3**	**9**) Implication dans d'autres projets. **3)** nombres d'heures insuffisantes

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	14-13385	Titre de l'appel d'offres:	Service Technique de DBA-CA-IDMS	
Bernard Boucher		**Les systèmes d'information Héra évolution Inc.**			

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	DBA CA-IDMS Technique (Année 1)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
2	DBA CA-IDMS Applicatif (Année 1)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
3	DBA CA-IDMS Technique (Année 2)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
4	DBA CA-IDMS Applicatif (Année 2)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
5	DBA CA-IDMS Technique (Année 3)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
6	DBA CA-IDMS Applicatif (Année 3)	1	350	120,00 $	42 000,00 $				
				Total	252 000,00 $	**Total**		**Total**	
				TPS	12 600,00 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ	25 137,00 $	**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	289 737,00 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total

Les systèmes d'information Héra évolution Inc.	252 000,00 $	+ TPS	12 600,00 $	+ TVQ	25 137,00 $	=	**289 737,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

1. d'autoriser une dépense de 1 614 635,45 $, taxes incluses, pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à 9045-6823 Québec inc.(les paysagistes Damiano), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 530 635,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-13-015;
3. d'imputer cette dépense après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2014-05-06 15:05

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1146140002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat notamment d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Sur la base de différentes analyses et inspection télévisée et considérant leurs âges avancés, la conduite d'égout unitaire (installée en 1868) et la conduite d'eau secondaire (installée en 1925) dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, ont été diagnostiquées en mauvais état structural et identifiées comme prioritaires quant à leur remplacement

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié le 22 novembre 2013 sur le site électronique d'appel d'offres SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir et les soumissions ont été ouvertes le 16 décembre 2013 après 3 semaines de publication, ce qui est conforme au délai minimal requis par la loi sur les cités et les villes. La soumission est valide pendant les cent vingt **(120)** jours qui suivent sa date d'ouverture. La validité de soumission a été prolongée de 90 jour jusqu'au 14 juillet 2014, à la suite de l'accord du plus bas soumissionnaire conforme.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a mandaté la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent GDD.

Trois addenda ont été émis afin d'aviser les preneurs du cahiers des charges des modifications faites au documents d'appel d'offres:
- Addenda N° 1 émis le 6 décembre 2013: Modification à la formule de soumission afin de modifier la page résumé du bordereau de soumission;

- Addenda N°2 émis le 11 décembre 2013: Modification de l'article 20 des Clauses administratives générales «DISPOSITIONS VISANT À FAVORISER L'INTÉGRITÉ EN MATIÈRE DE CONTRATS» ;

- Addenda N° 3 émis le 12 décembre 2013: Modification de l'article 24 (Option 2) des Prescriptions techniques particulières «REVÊTEMENT EN PAVÉS DE GRANIT RÉCUPÉRÉS».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 0224 - 22 février 2012 - Autoriser le lancement des appels d'offres publics pour réaliser des travaux sur les conduites secondaires d'égout et d'aqueduc sur le territoire de la Ville de Montréal, et fournir, lorsque requis, les services professionnels s'y rattachant, tel que mentionné au dossier décisionnel (1114467006).

DESCRIPTION

L'appel d'offres pour ce contrat a été lancé pour deux options:
Option 1:
- Reconstruction de conduite d'égout unitaire combiné, 157 mètres (145 mètre diamètre 375 mm et 12 mètre 600 mm de diamètre),
- Reconstruction de conduite d'eau secondaire 157 mètres de 200 mm de diamètre
- Reconstruction de chaussée avec revêtement bitumineux,
- Reconstruction de trottoirs en agrégats exposées et bordures en granit.

Option 2 :
- Reconstruction de conduite d'égout unitaire combiné, 157 mètres (145 mètre diamètre 375 mm et 12 mètre 600 mm de diamètre),
- Reconstruction de conduite d'eau secondaire 157 mètres de 200 mm de diamètre
- Reconstruction de chaussée avec revêtement en pavé recyclé,
- Reconstruction de trottoirs en agrégats exposées et bordures en granit.

Conformément aux exigences de la Direction de la culture et du patrimoine et selon le plan directeur du Vieux Montréal, l'option 2 a été retenue .

Le processus d'appel d'offres public # 697416 s'est déroulé du 22 novembre au 16 décembre 2013. Sur vingt trois (23) preneurs de cahier de charge dont la liste complète se retrouve en pièce jointe, neuf (9) ont déposé une soumission et quatorze (14) se sont désistés, soit une proportion respective de 39% et 61%.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée selon l'option 1 ou l'option 2 et représente 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.
Les dépenses incidentes peuvent comprendre des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de marquage et signalisation, archéologie ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols contaminés. Le détail des montants des incidences applicables au présent projet apparaît au document incidences et ristourne en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La justification d'octroi du contrat se retrouve dans l'intervention de l'unité requérante ci-jointe.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi (taxes incluses)

L'estimation de l'arrondissement est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Paysagistes Damiano	1 391 486,77 $	139 148,68 $	1 530 635,45 $
Entreprises Michaudville	1 473 510.29 $	147 351.03 $	1 620 861.32 $
Catalogna et frères	1 506 446,47 $	150 644.65 $	1 657 091,12 $
Excavation Gilbert Thèorêt	1 760 566,18 $	176 056,62 $	1 936 622,80 $
Excavation Loiselle inc.	1 916 999,92 $	191 699,99 $	2 108 699,91 $
Entreprise Claude Chagnon	2 040 940,30 $	204 094,03 $	2 245 034,33 $
L.A.Hébert LTEE	2 067 263,32 $	206 726,33 $	2 273 989,65 $
Pavages Chenail inc.	2 573 033,49 $	257 303,35 $	2 830 336,84 $
Construction S. Forget	2 682 336,85 $	268 233,69 $	2 950 570,54 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	1 617 307.34 $	161 730,73 $	1 779 038,07 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 025 408,93 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			32%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			1 419 935,09 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			93%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(248 402,62) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-14%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			90 225,87 $
			6%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1). Le plus bas soumissionnaire la compagnie 9045-6823 Québec inc (les Paysagistes Damiano) a obtenu son attestation de l'Autorité des marchés financiers le 22 août 2013 (Décision: 2013-CPSM-0182), une copie est jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé 9045-6823 Québec inc (les Paysagistes Damiano) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ont été faites.

Par ailleurs, aucune soumission n'a été rejetée.

L'estimation des professionnels à l'interne, a été établie selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main-d'oeuvre réelle du marché actuel. L'écart entre la plus basse conforme et l'estimation est de moins 248 384,62$ (moins 14 %). Cet écart se traduit par la différence dans les prix unitaires de quelques articles du bordereau de soumission du plus bas soumissionnaire conforme par rapport aux autres soumissionnaires ainsi que l'estimation des professionnels à titre d'exemple le mètre linéaire de conduites d'égout en béton armé diamètre 375 mm 694$ pour le plus bas soumissionnaire, 900$ pour l'estimation des professionnels et de 800$ à 2 000$ pour les autres soumissionnaires.

Il est à préciser que plusieurs facteurs peuvent expliquer la différence entre les prix des soumissions soit les escomptes sur achats, la productivité et les coûts de production, les taux de transport en vrac, les frais indirects ainsi que les pourcentages de profits et d'administrations appliqués aux coûts du projet et la stratégie propre à chaque soumissionnaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 530 635,45 $ (taxes incluses) incluant un montant de 121 025,16 $ (sans taxes) pour les travaux contingents. Aussi, les sols contaminés sont payés à même le bordereau des prix ou directement au site d'enfouissement.

La dépense maximale est donc de 1 614 635,45 $ (taxes incluses), le montant requis pour couvrir entre autres les dépenses incidentes en matière de marquage, utilités publiques, archéologie, marquage et signalisation ainsi que les frais du laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux est de 84 000,00 $ (taxes incluses). Cette dépense est assumée à 58,77% par la Direction de la Culture et du patrimoine et de 41,23% par la DGSRE et représente un coût net de 1 456 446,82 $ lorsque diminuée des ristournes.

La répartition des coûts pour les incidences est présentée en pièce jointe au dossier, pour les informations financières voir les interventions au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des conduites d'eau et d'égouts secondaires vise à diminuer le nombre de fuites d'eau potable et à assurer l'étanchéité des réseaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des conduites existantes. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

Les principes de gestion de la circulation sont présentés en pièces jointes. L'exécution des travaux du présent contrat sera planifiée en collaboration avec la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division de la communication de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Septembre 2014
Fin des travaux : Décembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Alain DUFRESNE)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Guy CHARBONNEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Philippe LEMIRE)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Stéphane BROSSAULT)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (France LABRECQUE)

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Gilles DUFORT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
Ingenieure

Tél : 514 868 4347
Télécop. : 514 868 3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-31

Andrés BOTERO
C/d etudes techniques <<arr.>60000>>

Tél : 514 868 5895
Télécop. : 514 868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 665 634,20 $ taxes incluses soit un coût net de 600 420,86 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 480 336,69 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). L'emprunt net de 120 084,17 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	600
Subvention: part Ville de Montréal	480
Emprunt net	120

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation agglo :

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1351201411 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst EG
Sous-projet SIMON : 143839
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
334	0	0	0	334

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1351201440 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst AQ
Sous-projet SIMON : 143835
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
247	0	0	0	247

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1351201460 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Serv Prof AQ
Sous-projet SIMON : 143838
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
8	0	0	0	8

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1351201461 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Serv Prof EG
Sous-projet SIMON : 143840
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
11	0	0	0	11

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance
5030.5009008.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation
Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst EG
5030.5009008.802705.04161.57201.000000.0000.143839.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	143839	1351201411	334 596,11 $	355 937,50 $	370 937,50 $

Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst AQ
5030.5009008.802705.04121.57201.000000.0000.143835.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	143835	1351201440	246 882,16 $	264 696,70 $	273 696,70 $

Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame – Serv Prof AQ
5030.5009008.802705.04121.54301.000000.0000.143838. 070003.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
55120	143838	1351201460	8 118,25 $	0 $	9 000,00 $

Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame – Serv Prof EG
5030.5009008.802705.04161.54301.000000.0000.143840. 070003.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contrôle Qualitatif
55120	143840	1351201461	10 824,34 $	0 $	12 000,00 $

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	600 420,86 $	620 634,20 $	665 634,20 $

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6736

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financieres - C/E
Tél : 514 872-6538
Division : Administration, Service de l'eau

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts pour les travaux sont assumés à 41.23 % par le budget de la DGSRE. Cette dépense sera assumée par l'agglomération et est admissible au programme de subvention de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). Elle est prévue au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

St-Gabriel, St-Paul à Notre-Dame

La conduite d'égout de la rue St-Gabriel, de la rue St-Paul à la rue Notre-Dame est en briques et a été installée en 1868. Elle a une cote de condition structurale CIS 5 avec des briques manquantes, plusieurs réparations ponctuelles, plusieurs changements de forme, plusieurs conduites traversant la conduite d'égout ainsi que des déformations importantes.

La conduite d'aqueduc secondaire est en fonte grise et a été installées en 1925. Cette conduite a atteint sa durée de vie utile et elles possèdent des joints et des entrées de services en plomb et a un taux de bris de 1.25 bris/km/année sur une base de 5 ans. La conduite d'aqueduc est dans la même tranchée de la conduite d'égout.

L'âge et l'état structural des conduites d'aqueduc et d'égout justifient leur remplacement.

Égout

Conduite existante en brique : 600 mm x 900 mm de diamètre; 148 m de longueur
Conduite existante en béton armé : 600 mm de diamètre; 9m de longueur

Conduite proposée en Béton armé : 375 mm de diamètre; 145 m de longueur
Conduite proposée en Béton armé : 600 mm de diamètre; 12 m de longueur

Aqueduc

Conduite existante en fonte grise : 200 mm de diamètre; 154 m de longueur

Conduite proposée en fonte ductile : 200 mm de diamètre; 154 m de longueur

Ces travaux seront réalisés en 2014. L'arrondissement Ville-Marie, agissant en tant qu'exécutant du projet, devra tenir la DGSRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'arrondissement Ville-Marie devra également transmettre les décomptes progressifs au fur et à mesure de l'exécution des travaux**.** À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

Code des travaux: aqREMPL, egREMPL

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphane BROSSAULT
Chef de division

Tél : (514) 872-4791

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-04

Dominique DEVEAU
Directrice - gestion stratégique des reseaux d'eau
Tél : (514) 872-4023
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les éléments suivants de la recommandation

- d'autoriser une dépense de 1 614 635,45 $, taxes et frais incidents inclus, pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame,
- d'accorder à Les paysagistes Damiano, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 530 635,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-13-015;

Informations budgétaires *(en milliers de dollars)*

Il s'agit d'un contrat à coûts partagés entre la Direction de la culture et du patrimoine qui assume 58.77% de la dépense totale tandis que la balance à savoir 41.23% est imputée à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE).

I. SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE

La part des coûts assumée par le Service de la qualité de vie s'élève à 949 001.26 $ soit un coût net de 856 025,96 $ lorsque diminué des ristournes TPS-TVQ.

Cependant, les travaux reliés à l'aménagement du domaine public sont financés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal en vertu des recommandations de crédits **:**

09-1.2.2.4-617 : Le Ministère de la culture et des communications assume à 100 % un montant 75 962.14 $.

10-1.2.2.4-622 Un montant de 193 903.18 $ est imputé au Ministère de la culture et des

communications.

Ainsi, le coût net à la charge des citoyens de l'agglomération est de 586 160.64 $ (soit 856 025.96 $ **moins** les deux subventions du Ministère de la culture et des communications).

Le budget requis pour donner suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 du Service de la Qualité de vie au projet ***36200- Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal*** après avoir effectué le virement budgétaire **entre projets et entre compétences** suivant :

Virement budgétaire

PROVENANCE CORPO

Projet Investi: **36610 - Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques**
Sous-projet Investi: 0836610 001 Programme RAC - Bibliothèques en développement
Projet Simon : **120543**

Requérant : 3504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	586	-	-	586
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	-	-	-	-
NET	**586**	**-**	**-**	**586**

IMPUTATION AGGLO

Projet Investi: **36200 - Aménagement du domaine public - Vieux- Montréal**
Sous-projet Investi: 1436200 005 Rue Saint - Gabriel
Projet Simon : **152651**

Requérant : 3504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	586	-	-	586
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	-	-	-	-
NET	**586**	**-**	**-**	**586**

Imputation (Suite au virement)

Imputation agglo (100%)
Projet Investi: **36200 - Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal**
Sous-projet Investi: 1436200 002 Réaménagement de la rue St-Gabriel de St-Paul à Notre -Dame - VMP-13-015
Projet Simon : **152639**

Requérant : 3504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	745	-	-	745
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	194	-	-	194
NET	**551**	**-**	**-**	**551**

Imputation agglo (100%)
Projet Investi: **36200 - Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal**
Sous-projet Investi: 1436200 004 Réaménagement de la rue St-Gabriel de St-Paul à Notre -Dame - VMP-13-015
Projet Simon : **152644**

Requérant : 3504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	76	-	-	76
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	76	-	-	76
NET	**0**	**-**	**-**	**0**

Imputation agglo (100%)
Projet Investi: **36200 - Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal**
Sous-projet Investi: 1436200 003 Réaménag.St-Gabriel de St-Paul à Notre-Dame - Serv. profess.VPM-13-015
Projet Simon : **152641**

Requérant : 3504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	35	-	-	35
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	-	-	-	-
NET	**35**	**-**	**-**	**35**

TOTAL IMPUTATION Projet 36200

	2014	2015	2016	Total
BRUT	856	-	-	856
SUB-C	-	-	-	-
SUB-D	270	-	-	270
NET	**586**	**-**	**-**	**586**

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur de biens, sites et d'arrondissements reconnus par la Loi sur les biens culturels.

II. LA DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU (DGSRE)

La dépense de 665 634,20 $ taxes incluses soit un coût net de 600 420,86 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la

Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 480 336,69 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). L'emprunt net de 120 084,17 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	Total
Investissements nets	600
Subvention: part Ville de Montréal	480
Emprunt net	120

Informations comptables *(en dollars)*

Provenance agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG11-010 Entente dév.culturel 2008-2012 amén Mont-Royal	856 025,96$	949 001,26$

Provenance agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5030.5009008.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 09-008 «Mise à niveau des infrastructures et des équipements StationJ.R.Marcotte et du système de distribution d'eau...»	600 420.86$	665 634.20$
TOTAL PROVENANCE	**1 456 446,82 $**	**1 614 635,46$**

Un engagement de gestion no **CC46140002** au montant de **1 456 446.82 $** est inscrit aux comptes de provenances.

I. SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE

Imputation agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03103.57201.000000. 0000.152639.000000.17025.00000 Réaménagement de la rue St-Gabriel de St-Paul à Notre-Dame - VMP-13-015	744 884,72$	825 788,67$

Imputation agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03103.57201.000000. 0000.152644.000000.17025.00000 Réaménagement de la rue St-Gabriel de St-Paul à Notre-Dame - VMP-13-015 RC 09-1.2.2.4-617	75 962,14$	84 212,59 $

Imputation agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03103.54301.000000. 0000.152641.000000.17025.00000 Réaménag.St-Gabriel de St-Paul à Notre-Dame - Serv. profess.VPM-13-015	35 179,10$	39 000,00$

TOTAL IMPUTATION QV	**856 025,96$**	**949 001,26$**

II. LA DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU (DGSRE)

Imputation agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5030.5009008.802705.04161.57201.000000. 0000.143839.000000.12010.00000 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst EG	334 596,11 $	370 937,50 $
	Crédits	Dépenses
5030.5009008.802705.04121.57201.000000. 0000.143835.000000.13020.00000 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame - Reconst AQ	246 882,16 $	273 696,70 $
	Crédits	Dépenses
5030.5009008.802705.04121.54301.000000. 0000.143838. 070003.13020.00000 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame – Serv Prof AQ	8 118,25 $	9 000,00 $
	Crédits	Dépenses
5030.5009008.802705.04161.54301.000000. 0000.143840. 070003.12010.00000 Saint-Gabriel de Saint-Paul à Notre-Dame – Serv Prof EG	10 824,34 $	12 000,00 $

TOTAL IMPUTATION DGSRE	**600 420,86 $**	**665 634,20 $**

GRAND TOTAL imputation	**1 456 446,82$**	**1 614 635,46$**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-04-15

Brigitte LALIBERTÉ
Agent comptable analyste - PS-Brennan 2
868-4439

Co-signataire
Odette Ntakarutimana - Prépoasée au budget
Direction des opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan 2
Tél : 868-5979

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières C/E

Tél : 872-0985
Division : Direction des opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division des études techniques recommande d'accorder un contrat à Les Paysagistes Damiano inc. de 1 530 635, 45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et d'autoriser une dépense maximale de 1 614 635, 45 $ taxes incluses.
Aspect financier :

Ce projet n'engendre aucun impact financier pour l'arrondissement de Ville-Marie car la dépense totale sera financée à 58,77 % par la Direction de la Culture et du patrimoine et à 41,23 % par la
Direction de la Gestion Stratégique des Réseaux d'Eau (DGSRE).

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Philippe LEMIRE
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-08

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe
Tél : 514-872-9857
Division : Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'Attestation de Revenu Québec de Paysagistes Damiano inc. a été inclus dans les pièces jointes.
La liste des preneurs de soumissions d'appel d'offres est dans les pièces jointes du dossier décisionnel.
Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises à l'effet que Paysagistes Damiano inc. recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites le 3 avril 2014.

Les validations requises à l'effet que Paysagistes Damiano inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ont été faites le 3 avril 2014.

Les validations requises à l'effet qu'aucun administrateur, dirigeant ou actionnaire ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 3 avril 2014.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

France LABRECQUE
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-1597

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-03

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les travaux d'infrastructures projetés sont l'occasion de réaliser un aménagement distinctif du domaine public conforme aux interventions déjà réalisées dans le site patrimonial du Vieux-Montréal, au Plan directeur des traitements de sol élaboré pour le Vieux-Montréal et aux objectifs du *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* . La rue Saint-Gabriel sera donc réaménagée avec un revêtement de pavés recyclés et des trottoirs en agrégats exposés et bordures de granit.
Le volet du projet relié à l'aménagement du domaine public est financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal et du PTI de la Direction de la culture et du patrimoine sous le numéro 36200 Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal.

R.C.Saint-Gabriel.pdfR.C. Rue St-Gabriel-1.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles DUFORT
Coordination du Vieux-Montréal et réaménagement du domaine public
Tél : 514 872-1863

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Jean-Robert CHOQUET
Directeur

Tél : 514 872-2371
Division :

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 10-1.2.2.4-622

OBJET: **Réfection de la rue Saint-Gabriel entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul**

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en valeur le patrimoine, entre autres en réaménageant le domaine public du Vieux-Montréal ;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 920 000 $ pour la réfection de la chaussée en pavés recyclés et des trottoirs en agrégat exposé avec bordure de granit de la rue Saint-Gabriel entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

ATTENDU QU' une somme de 75 962,14 $ est réservée par la recommandation de crédits 09-1.2.2.4-617;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 844 037,86 $ à cette fin, représentant 193 903,18 $ pour le Ministère et 650 134,68 $ pour la Ville.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 25 oct. 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 25 février 2014

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 09-1.2.2.4-617

OBJET: **Réfection de la rue Saint-Gabriel entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul**

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en valeur le patrimoine, entre autres en réaménageant le domaine public du Vieux-Montréal ;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 920 000 $ pour la réfection de la chaussée en pavés recyclés et des trottoirs en agrégat exposé avec bordure de granit de la rue Saint-Gabriel entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

ATTENDU QU' une somme de 844 037,86 $ est réservée par la recommandation de crédits 10-1.2.2.4-622;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 75 962,14 $ à cette fin, assumée à 100% par le Ministère.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 24 oct. 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 25 fév. 2014

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1146140002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc.(les Paysagistes Damiano) de 1 530 635,45 $ pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaires sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 614 635,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soumissionnaires).

Attestation AMF- Damiano.pdf

VMP-13-015 Reconstruction égout et aqueduc - Rue Saint-Gabriel - PV signé.pdf

Liste des commandes-2013-12-17.pdfincidents égout+aqueduc-VMP-13-015.xls

Prolongement de cautionnement de soumission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
Ingenieure

Tél : 514 868 4347
Télécop. : 514 868 3293

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0182

Québec, le 22 août 2013

9045-6823 Québec inc.
À l'attention de : Monsieur Tonino Damiano
11560 boul. de la Rivière-des-Prairies
Montréal (Québec) H1C 1P9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à 9045-6823 Québec inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0182 n° d'identification de l'Autorité : 2700027379

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES PAYSAGISTES DAMIANO, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). 9045-6823 Québec inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 août 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

Reconstruction d'un égout unitaire (combiné) et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame

VMP-13-015

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 16 décembre 2013, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 22 novembre 2013 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, et en présence de madame Karima Aribia, ingénieure, et de madame Nathalie Deret, agente de recherche.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Option 1	Option 2
Les Paysagistes Damiano inc.	1 208 672,51 $	1 530 635,45 $
Les Entreprises Michaudville inc.	1 228 222,10 $	1 620 861,32 $
Les Entreprises Claude Chagnon inc.	1 370 438,43 $	2 245 034,33 $
Catalogna et Frères Ltée	1 406 201,56 $	1 657 091,12 $
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1 480 057,08 $	1 936 622,80 $
Excavation Loiselle inc.	1 533 541,11 $	2 108 699,91 $

L.A. Hebert Ltée	1 624 848,04 $	2 273 989,65 $
Construction S.Forget inc.	1 854 096,53 $	2 950 570,54 $
Les Pavages Chenail inc.	1 800 586,95 $	2 830 336,84 $

Karima Arabia — 2013/12/16 — date
Ingénieure

Nathalie Déret — 13-12-16 — date
Agente de recherche

Domenico Zambito — 2013/12/16 — date
Secrétaire d'arrondissement

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-13-015
Numéro de référence : 697416
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Reconstruction d'un égout unitaire (combiné) et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (713822)** 2013-11-26 9 h 51 **Transmission :** 2013-11-26 10 h 13	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 52 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 35 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Asphalte Desjardins Inc.. 3030 rue Anderson Terrebonne, QC, J6Y 1W1	Monsieur Dany Gagné Téléphone : 450 430-7160 Télécopieur : 450 430-5977	**Commande : (713618)** 2013-11-25 15 h 43 **Transmission :** 2013-11-25 16 h 52	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 21 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 35 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Normand Lachine Montréal, QC, H8S 1B1	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (716253)** 2013-12-03 9 h 51 **Transmission :** 2013-12-03 10 h 14	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 36 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h 31 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Cyvex Inc 300, rue Longpré, bureau 310 Saint-Jérôme, QC, J7Y 3B9 http://cyvex@bellnet.ca	Madame Caroline Bigras Téléphone : 450 431-3332 Télécopieur : 450 431-3747	**Commande : (714195)** 2013-11-27 8 h 59 **Transmission :** 2013-11-27 9 h 01	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 20 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Marguerite Fluet Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (713324)** 2013-11-25 11 h 02 **Transmission :** 2013-11-25 11 h 02	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 21 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction S. Forget inc 3304 avenue Francis Hughes, suite 200 Laval, QC, H7L5A7	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 933-3050 Télécopieur : 450 933-3886	**Commande : (712859)** 2013-11-22 11 h 56 **Transmission :** 2013-11-22 15 h 30	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 15 h 59 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-12 9 h 01 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-13 10 h 27 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.holcim.ca	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (713348)** 2013-11-25 11 h 21 **Transmission :** 2013-11-25 13 h 22	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 58 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3

				2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Entreprises Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (713053)** 2013-11-22 17 h 17 **Transmission :** 2013-11-25 8 h 20	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 21 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 34 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Entreprises C.R. Ménard Inc. 2711 rue Papineau Longueuil, QC, J4K 3M6	Monsieur François Courville Téléphone : 450 679-3131 Télécopieur : 450 679-0421	**Commande : (713965)** 2013-11-26 13 h 15 **Transmission :** 2013-11-26 13 h 23	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 53 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-12 9 h 01 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	EXCAVA-TECH INC. 20, rue Paiement L'Ile-Bizard Montréal, QC, H9C 2H8	Monsieur Marc Blanchet Téléphone : 514 624-2496 Télécopieur :	**Commande : (713528)** 2013-11-25 14 h 26 **Transmission :** 2013-11-25 15 h 35	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 20 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (713817)** 2013-11-26 9 h 42 **Transmission :** 2013-11-26 9 h 42	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 20 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel

				2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Hexagone, s.e.c.. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5	Madame Line Proulx Téléphone : 450 781-3510 Télécopieur : 450 781-3567	**Commande : (713403)** 2013-11-25 11 h 57 **Transmission :** 2013-11-25 13 h 59	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 14 h 23 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-12 9 h 01 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (712842)** 2013-11-22 11 h 29 **Transmission :** 2013-11-22 11 h 29	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 21 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 56 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (713249)** 2013-11-25 10 h 06 **Transmission :** 2013-11-25 10 h 06	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 14 h 06 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514	**Commande : (713048)** 2013-11-22 17 h **Transmission :**	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 -

		327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	2013-11-23 4 h 41	Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 56 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (713649)** 2013-11-25 16 h 18 **Transmission :** 2013-11-25 17 h 12	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 20 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (712998)** 2013-11-22 15 h 13 **Transmission :** 2013-11-22 22 h 27	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 20 - Courriel 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 33 - Courriel 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 17 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-2601	**Commande : (715901)** 2013-12-02 11 h 31 **Transmission :** 2013-12-02 11 h 31	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 35 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman	Madame Viviana Mejia	**Commande : (717175)** 2013-12-05 9 h 01	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1

	Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Transmission :** 2013-12-05 9 h 30	2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 34 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Paysagistes Damiano Inc. 11560 boul de la Rivière-Des-Prairies Montréal, QC, H1C 1P9	Monsieur Tony Damiano Téléphone : 514 881-7702 Télécopieur : 514 881-7939	**Commande : (715171)** 2013-11-29 6 h 47 **Transmission :** 2013-11-29 9 h 54	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 21 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 14 h - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (713465)** 2013-11-25 13 h 31 **Transmission :** 2013-11-25 13 h 31	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 13 h 35 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	T.G.A. Montreal 9850 rue la Martinière Montréal, QC, H1C 1V2	Monsieur Joseph Piazza Téléphone : 514 494-5666 Télécopieur : 514 494-5111	**Commande : (714369)** 2013-11-27 11 h 54 **Transmission :** 2013-11-27 14 h 43	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-06 13 h 22 - Télécopie 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 14 h 01 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) :

				Messagerie (Purolator)
☐	ZS TRAVAUX ET GERANCE INC. 5605 Chemin St-François Montréal, QC, H4S 1W6	Monsieur SAID HAFID Téléphone : 514 357-1922 Télécopieur : 514 354-2618	**Commande : (718709)** 2013-12-10 10 h 16 **Transmission :** 2013-12-10 10 h 53	2273998 - VMP-13-015-Addenda 1 2013-12-10 10 h 16 - Téléchargement 2274885 - VMP-13-015-Addenda 2 2013-12-11 14 h 06 - Télécopie 2275310 - VMP-13-015-Addenda 3 2013-12-12 18 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2013 Tous droits réservés

SOMMAIRE DES SOUS-PROJETS (PROJETS SIM		SOUMISSION:	VMP-13-015	DATE:
#GDD:	11461004002	GROUPE:		2014/03/26
RESPONSABLE	Yasmina Abdelhak, ing.			
INTITULÉ:	Remplacement d'une conduite d'eau potable et d'une d'égout dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame			

PROJET INVESTI: | Desc et client-payeur: DGSRE Unité Centre et MCCE

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences
1351201411	143839	345,420.45 $	355,937.50 $	27,000.00 $	28,143.47 $
1351201440	143835	255,000.41 $	264,696.70 $	18,000.00 $	20,929.19 $
		856,025.96 $	910,001.26 $	39,000.00 $	71,952.50 $
		0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
		0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
SOUS-TOTAL		**1,456,446.82 $**	**1,530,635.45 $**	**84,000.00 $**	**121,025.16 $**

TOTAL	1,456,446.82 $	1,530,635.45 $	84,000.00 $	121,025.16 $

		1,456,446.82 $	1,530,635.45 $	84,000.00 $	121,025.16 $
TOTAL DES DÉPENSES :			1,614,635.45 $		

Ville-Marie
Montréal

NUMERO DE SOUS-PROJET:	**1351201411**	**SOUMISSION**	**VMP-13-015**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143839**	**GROUPE:**		**2014/03/26**

INTITULÉ: **Remplacement d'une conduite d'eau potable et d'une d'égout dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame**

ENTREPRENEUR ▸ **Les Paysagistes Damiano**

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			355,937.50 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	28,143.47 $		
DÉPENSES INCIDENTES :			
Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts		9,000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		12,000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Trottoirs		0.00 $	
Chloration		0.00 $	
Gestion des sols contaminés		5,000.00 $	
Archéologie		1,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	27,000.00 $	27,000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			382,937.50 $
Imputation (crédits)			345,420.45 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS	TVQ
à payer avant ristourne (100%)	16,653.08	33,222.89
ristourne	37,517.05	0.00

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸ **Yasmina Abdelhak, ing.**

Ville-Marie Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMERO DE SOUS-PROJET:	**1351201440**	**OUMISSION: VMP-13-015**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143835**	**GROUPE:**	**2014/03/26**

INTITULÉ: **Remplacement d'une conduite d'eau potable et d'une d'égout dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame**

ENTREPRENEUR ▸ **Les Paysagistes Damiano**

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			264,696.70 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	20,929.19 $		
DÉPENSES INCIDENTES :			
Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts		6,000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		9,000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Horticulture et arboriculture		0.00 $	
Chloration		0.00 $	
Gestion des sols contaminés		3,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	18,000.00 $	18,000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			282,696.70 $
Imputation (crédits)			255,000.41 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS	TVQ
à payer avant ristourne (100%)	12,293.83	24,526.20
ristourne	27,696.29	0.00

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸ **Yasmina Abdelhak, ing.**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMERO DE SOUS-PROJET:	OUMISSION: VMP-13-015	DATE:
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	GROUPE:	2014/03/26

INTITULÉ: **Remplacement d'une conduite d'eau potable et d'une d'égout dans la rue Saint-Gabriel entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame**

ENTREPRENEUR ▸ **Les paysagiste Damiano**

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			910,001.26 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	71,952.50 $		
DÉPENSES INCIDENTES :			
Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts		5,000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		28,000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5,000.00 $	
Horticulture et arboriculture		0.00 $	
Chloration		0.00 $	
Gestion des sols contaminés		0.00 $	
Archéologie		1,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	39,000.00 $	39,000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			949,001.26 $
Imputation (crédits)			856,025.96 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS	TVQ
à payer avant ristourne (100%)	41,269.90	82,333.44
ristourne	92,975.30	0.00

PLAN NUMÉRO:	CALCULÉ PAR ▸ **Yasmina Abdelhak, ing.**

	Contrat (dépense)	Incidences
Égout+archéologie	355,937.50 $	27,000.00 $
Aqueduc	264,696.70 $	18,000.00 $
Surface	910,001.26 $	39,000.00 $
	1,530,635.45 $	84,000.00 $

DGSRE	665,634.20 $	41.23%
Direction de la Culture	949,001.26 $	58.77%
Total contrat et incidences	1,614,635.45 $	100.00%

Québec (siège social) - Montréal - Mississauga - Calgary
www.lunique.qc.ca

L'Unique
Assurances générales

No : AVENANT 1

Cet avenant fait partie intégrante du Cautionnement de soumission no: 7342-36

BÉNÉFICIAIRE : VILLE DE MONTRÉAL

DESCRIPTION DES TRAVAUX : SOUMISSION : VMP-13-015 - RECONSTRUCTION D'UN ÉGOUT UNITAIRE (COMBINÉ) ET D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE SUR LA RUE SAINT-GABRIEL, DE LA RUE SAINT-PAUL À LA RUE NOTRE-DAME

ÉMIS AU NOM DE : (entrepreneur) : 9045-6823 QUÉBEC INC. F.A.S.R.S LES PAYSAGISTES DAMIANO

CAUTION: L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC.

Il est par la présente, entendu et convenu que :

Sur la lettre d'engagement et sur le cautionnement de soumission, la période de validité de la soumission est prolongée de quatre-vingt-dix (90) jours additionnels.

L'entrepreneur et la Caution acceptant le(s) changement(s) mentionné(s) ci-haut. Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Daté ce 26 mars 2014

PAYSAGISTES DAMIANO

9045-6823 QUÉBEC INC. F.A.S.R.S LES

Par: _____
Entrepreneur

L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC.

Par: _____
Melissa Young, Mandataire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 2 762 213,66$, taxes incluses, pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 615 687,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 258205 ;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-02 11:16

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1144822029**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de transport de la Ville de Montréal adopté en 2008, il est prévu de doubler le réseau cyclable sur l'ensemble de l'agglomération de Montréal le portant à 800 km en 2015. Les projets de voies cyclables contenus dans le Plan de transport ont été identifiés en concertation avec les arrondissements et les villes liées qui sont également impliqués dans la phase de réalisation. Dans le but de poursuivre cet objectif, des travaux de construction doivent être entrepris chaque année afin de procéder à la mise en oeuvre de ces projets.
La Direction des transports a mandaté la Direction des Infrastructures afin de préparer les documents de soumission aux fins de lancer les appels d'offres requis à la réalisation de cette programmation.

Le projet ne s'inscrit pas dans un projet plus large. Pour l'instant, aucune phase subséquente n'est prévue.

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 17 mars au 9 avril 2014. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 7 août 2014.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 24 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Aucun addenda ne fut publié dans le cadre de cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0870 - Le 16 septembre 2013 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (1132662002).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et travaux de planage et revêtement bitumineux, là où requis , dans divers endroits de la Ville de Montréal, afin de rendre l'utilisation des pistes cyclables plus sécuritaire. Plus précisément, les rues concernées sont:
Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
· Rue Dudemaine, de la rue Filion à la rue Letellier
· Rue Filion de la rue Dudemaine à la rue Louisbourg
· Rue de Louisbourg, à l'intersection avec la rue Michel-Sarrazin
· Rue Prieur, entre le boulevard Grande-Allée rue St-Denis
· Rue Prieur, entre la rue Péloquin et la rue Chambord
· Boulevard Gouin E, à l'intersection de l'avenue Christophe-Colomb
· Avenue Christophe Colomb, entre la rue de Louvain Est et la rue de Port-Royal Est

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
· Boulevard de Maisonneuve O. de l'avenue Benny à l'avenue Montclair

Arrondissement de Saint-Laurent
· Boulevard Thimens, du chemin de Bois-Franc au boulevard Cavendish
· Rue Saint-Louis, du boulevard Alexis Nihon à la rue Ouimet

Arrondissement du Sud-Ouest
· Rue Rose-de-Lima à l'intersection avec l'avenue Lionel Groulx
· Rue Saint-Charles, à l'intersection de la rue D'Argenson
· Rue Grand Trunk, à l'intersection de la rue Ropery

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
· Avenue Henri-Julien, de la rue Faillon E. à la rue de Liège E.
· Rue Boyer, entre la rue Gounod et la rue Villeray
· Rue Saint-Dominique, de la rue Bélanger à la rue Dante

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 237 789,79 $ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols contaminés ainsi que les coûts relatifs à la plantations d'arbres. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 258205 s'est déroulé du 17 mars au 9 avril 2014. Sur six (6) preneurs de cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission et quatre (4) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 33% et 67%. En ce qui concerne les motifs de désistement, une firme n'a pas reçu son attestation de l'AMF et les trois autres fournisseurs n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs des cahiers de charges et des motifs de désistement se trouve en pièce jointe.

Le présent appel d'offres intègre des travaux ayant fait l'objet de plusieurs appels d'offres depuis 2012, qui ont dû être annulés en raison d'un écart défavorable important ou parce qu'aucune soumission n'a été reçue. Conséquemment, la stratégie retenue pour le présent appel d'offres a été d'y regrouper plusieurs projets contenus dans les soumissions annulées, dans la mesure où leur localisation géographique assurait une facilité de déplacement pour l'entrepreneur ainsi que pour l'équipe de la surveillance. Soucieux d'obtenir les meilleurs prix possibles, les travaux de revêtement bitumineux ont également été ajoutés et la possibilité de choisir entre la technique de planage et de fraisage à chaud a été laissé à la discrétion des soumissionnaires. Les résultats des appels d'offres annulés se retrouvent en pièces jointes.

JUSTIFICATION

La justification d'octroi du contrat se retrouve dans l'intervention de l'unité requérante ci-jointe.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION	*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1 Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	2 377 897,87 $	237 789,79 $	2 615 687,66 $
2 Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	2 417 706,37 $	241 770,64 $	2 659 477,01 $
Estimation des professionnels internes ($)	2 421 575,33 $	242 157,54 $	**2 663 732,87 $**
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**		**($)** **(%)**	**2 637 582,34 $** **0,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)** **(%)**	**43 789,35 $** **1,7%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)** **(%)**	**-48 045,21 $** **-1,8%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)** **(%)**	**43 789,35 $** **1,7%**

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projet et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DGPEC, est de -48 045,21$ (-1,8%). L'explication de cet écart, le cas échéant, se retrouve dans l'intervention de la DGPEC.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les Constructions et Pavage Jeskar inc., détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 16 décembre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 25 février 2014 par Revenu Québec fut déposée avec sa

soumission, laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du contrat.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Les Constructions et Pavage Jeskar inc., est le suivant: 8006-8455-97.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 2 615 687,66 $ (taxes incluses) incluant un montant de 2 377 897,87 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 237 789,79 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de **2 762 213,66** $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de **146 526,00** $ (taxes incluses). Le réseau cyclable identifié au Plan de transport étant de compétence d'agglomération, cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération et représente un coût net de 2 491 594,80 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est prévue au budget triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Direction des transports.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des Finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux d'amélioration du réseau cyclable ce qui permet de réduire la dépendance à l’automobile par une offre de solutions de remplacement en transport durable avec la réalisation de projets structurants du Plan de transport le tout en conformité avec l’action 2 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 7 août 2014, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés. L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Juin 2014
Fin des travaux : Septembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Katie TREMBLAY)

Avis favorable :
Saint-Laurent , Direction des travaux publics (François LAPALME)

Avis favorable :
Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire (Gilles CÔTÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Thi Xuan Mai NHAN)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Richard CÔTÉ)

Avis favorable :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics (Michel JOBIN)

Avis favorable :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement (Stephane P PLANTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lakhdar KHADIR
Ingénieur

Tél : 514-872-4924
Télécop. : 514-872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2014-05-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

- D'accorder à la compagnie " Les Constructions et Pavage Jeskar inc", un contrat d'un montant de 2 615 687,66 $, taxes incluses, pour les travaux mentionnés en titre.
- D'autoriser pour cette fin, une dépense de 2 762 213,66 $ incluant taxes et incidences.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le budget requis pour faire suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction du transport du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement. Toutefois, le présent dossier nécessite un virement budgétaire entre projets et entre compétences tel que suit :

Provenance - Corpo

Projet Investi: 46006 Programme de réfection des structures routières, en collaboration avec MTQ
Sous-projet Investi: 1446006-899 Programme de réfection routière avec MTQ- Travaux - CORPO
Projet Simon : 146876
Requérant : Direction des Infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
2 491				2 491

Imputation - Agglo

Projet Investi: 45000 Développement du réseau cyclable
Sous -projet Investi: 1345000-010 Reconst.saillies,trottoirs,mails centraux pour pistes cyclables-S258205
Projet Simon : 145778
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
2 359				2 359

Projet Investi: 45000 Développement du réseau cyclable
Sous -projet Investi: 1345000-018 Reconst.saillies,trot.mails pour pistes cyclables-Serv.techn-S258205
Projet Simon : 145786
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
76				76

Projet Investi: 45000 Développement du réseau cyclable
Sous -projet Investi: 1345000-019 Reconst.saillies,trot.mails pour pistes cyclables-Serv.prof.-S258205
Projet Simon : 145787
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
56				56

Total Imputation Agglo

2 491				2 491

Selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous:

Information comptable (en dollars)

Provenance - Agglo

	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Règlement **RCG 11-030** Aménagement et construction pistes cyclables	2 491 594,80 $	2 762 213,66 $

Un engagement de gestion no **CC44822029** au montant de **2 491 594.80 $** est inscrit aux comptes de provenance.

Imputation - Agglo

	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802711.03107.57201.000000.0000.145778.000000.15050.00000	2 359 424,20 $	2 615 687,66 $

Reconst.saillies,trottoirs,mails centraux pour pistes cyclables-S258205		
	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802711.03107.54590.000000.0000.145786.000000.15050.00000 Reconst.saillies,trot.mails pour pistes cyclables-Serv.techn-S258205	76 483,88 $	84 791,00 $
	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802711.03107.54301.000000.0000.145787.000000.15050.00000 Reconst.saillies,trot.mails pour pistes cyclables-Serv.prof.-S258205	55 686,72 $	61 735,00 $
Total imputation agglo	**2 491 594,80 $**	**2 762 213,66 $**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération car, elle concerne le réseau cyclable qui est de compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Xuan Mai NHAN

Préparée par Doris Sadou, agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8308

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Aminata SEYDI
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres

Tél : (514) 872- 6205

Division : Opérations.budg.et Comptables - PS- Brennan 1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le contrat recommandé est en lien avec le développement et la mise à niveau du réseau cyclable de l'agglomération identifié au plan de transport adopté en 2008. Ces travaux permettront l'aménagement et la mise à niveau de voies cyclables sécuritaires et confortables pour les cyclistes. Nous sommes en accord avec la réalisation de ces travaux tels que recommandés par la DI. La dépense est prévue au PTI de la Direction des transports.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Katie TREMBLAY
Ingénieure, chef-d'équipe
Tél : 514-872-4402

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-16

Serge LEFEBVRE
Chef de Division
Tél : 514-872-7264
Division : Division des transports actifs et collectifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Délégation de pouvoir de Marc Ricard, chef de division, division de la gestion de projets et économie de la construction:

Remplacement du chef de division gestion de projets et économie.pdf

La Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a pris connaissance du dossier. Compte tenu que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est inférieur à 10% et qu'il est favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renu MATHEW
ingénieure
Tél : (514) 872-5629

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-22

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division
Tél : (514) 872-7816
Division : Division de la conception des travaux

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Il important de s'assurer que la signalisation des chemins de détour soit adéquate durant toute la durée des travaux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p.i
Tél : (514) 872-3673

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Erick SANTANA
Directeur d,arrondissement
Tél : (514) 872-8315
Division :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144822029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., pour la construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, pour le développement des pistes cyclables. Dépense totale de 2 762 213,66 $ (contrat: 2 615 687,66 $ + incidences: 146 526,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 258205 - 2 soumissionnaires

Budget requis Incidences et ristournes

BR1144822029.xls.pdf Incidences et Ristournes 1144822029.pdf

Principes de gestion de la circulation Attestation de l'Autorité des marchés financiers

Résumé circulation_Soumission 258205.pdf Pavage Jeskar inc._NEQ 1145922051.pdf

Liste des preneurs du cahier des charges et motifs de désistement

Ann14-08_258205_Preneurs des documents et motifs de désistement.pdf

Résultats d'ouverture des soumissions annulées

Résultats 214001.pdfRésultats 258201.pdfRésultats 258204.pdfRésultats 258202.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lakhdar KHADIR
Ingénieur

Tél : 514-872-4924
Télécop. : 514-872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DES INFRASTRUCTURE TRANSPORT ET ENVIRONNEMENT

Dossier n°	
114	4822029

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: **258205**

PROJET : 45000
INTITULE : **Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal**

Sous-projet : ***1345000010***	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	2 359			2 359

PROJET :
INTITULE :

Sous-projet :	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0				0

PROJET :
INTITULE :

Sous-projet :	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0				0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Lakhdar Khadir	514-872-4924	14 avr. 2014	1

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DES INFRASTRUCTURE TRANSPORT ET ENVIRONNEMENT

Dossier n°	
114	4822029

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 45000

INTITULE : **Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal**

Sous-projet : 1345000018	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
Incidences - services techniques					
REQUIS EMPRUNT NET	0	76			76

PROJET : 45000

INTITULE : **Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal**

Serv. Professionnels - contrôle qualitatif					
Sous-projet : 1345000019	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	56			56

PROJET :

INTITULE :

Sous-projet :	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0				0

INTITULE : **Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal**

	2013	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
TOTAUX	0	2491			2 491

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Lakhdar Khadir	514-872-4924	14 avr. 2014	2

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	258205	DATE:
#GDD:	1144822029	DRM:	2582	2014-04-14
RESPONSABLE:	Lakhdar Khadir	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Divsion du transport actif et collectifs (pistes cyclables)**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1345000010	145778	2 359 424,21 $	2 615 687,66 $	0,00 $	237 789,79 $	
1345000018	145786	76 483,88 $	0,00 $	84 791,00 $	0,00 $	
1345000019	145787	55 686,72 $	0,00 $	61 735,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**2 491 594,80 $**	**2 615 687,66 $**	**146 526,00 $**	**237 789,79 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**2 491 594,80 $**	**2 615 687,66 $**	**146 526,00 $**	**237 789,79 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**2 762 213,66 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 258205	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**2014-04-14**
INTITULÉ DU PROJET:	**Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal**		

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 615 687,66 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	237 789,79 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		52 313,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		39 235,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0,00 $	
Communication		24 478,00 $	
Gestion des impacts		0,00 $	
Gestion des sols d'excavation		22 500,00 $	
Horticulture (fourniture de 8 arbres)		8 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	146 526,00	146 526,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			2 762 213,66 $
Imputation (crédits)			2 491 594,80 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	120 122,36	239 644,11
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	270 618,86	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Lakhdar Khadir

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000010**	**SOUMISSION:**	**258205**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**145778**	**GROUPE:**	**0**	**2014-04-14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et planage et revêtement bitumineux dans divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR	**Les Constructions et Pavage Jeskar inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 615 687,66 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	237 789,79 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
TOTAL À REPORTER		0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			2 615 687,66 $
Imputation (crédits)			2 359 424,21 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)	113 750,28	226 931,81
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	256 263,45	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Lakhdar Khadir

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000018**	**SOUMISSION:**	**258205**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**145786**	**GROUPE:**	**0**	**2014-04-14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et planage et revêtement bitumineux dans divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR	**Incidences techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		52 313,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication		24 478,00 $	
Gestion des impacts			
Horticulture (fourniture de 8 arbres)		8 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	84 791,00	84 791,00 $
Dépenses totales à autoriser			84 791,00 $
Imputation (crédits)			76 483,88 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	3 687,37	7 356,30
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	8 307,12	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Lakhdar Khadir

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000019**	**SOUMISSION:**	**258205**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**145787**	**GROUPE:**	**0**	**2014-04-14**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et planage et revêtement bitumineux dans divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR	**Incidences services professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		39 235,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
Gestion des sols d'excavation		22 500,00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	61 735,00	61 735,00 $
Dépenses totales à autoriser			61 735,00 $
Imputation (crédits)			55 686,72 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 684,71	5 356,00
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		6 048,28	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Lakhdar Khadir

258205 – Plusieurs rues sur l'île de Montréal

Travaux de voirie à divers endroits de la Ville de Montréal.

Secteurs	Mesures de mitigation
Boulevard Thimens, du chemin de Bois-Franc au boulevard Cavendish **Rue Saint-Louis,** du boulevard Alexis Nihon à l'avenue Sainte-Croix **Rue Dudemaine,** de la rue Filion à la rue Letellier **Rue Fillion,** à l'intersection avec la rue Dudemaine : **Rue de Louisbourg,** à l'intersection avec la rue Michel-Sarrazin **Rue Prieur,** entre le boulevard Grande-Allée et la rue St-Denis et entre la rue Péloquin et la rue Chambord **Boulevard Gouin E**, à l'intersection de l'avenue Christophe-Colomb **Avenue Christophe Colomb,** entre la rue de Louvain Est et la rue de Port-Royal Est **Avenue Henri-Julien,** de la rue Faillon E. à la rue de Liège E. **Rue Boyer,** entre la rue Gounod et la rue Villeray **Rue Saint-Dominique,** de la rue Bélanger à la rue Dante **Boulevard de Maisonneuve O.** de l'avenue Benny à l'avenue Montclair **Rue Rose-de-Lima à** l'intersection avec la rue Lionel Groulx **Rue Saint-Charles,** à l'intersection de la rue D'Argenson **Rue Grand Trunk,** à l'intersection de la rue Ropery	- L'entrepreneur doit maintenir les trottoirs et les passages piétonniers libres de tout obstacle. Toutefois, si un trottoir ou passage piéton est entravé, l'entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit maintenir les accès aux résidences, entreprises et commerces dans tous les secteurs de travaux. L'entrepreneur doit également prévoir la mise en place de rampes d'accès pour piétons et de baissières et tout autre aménagement temporaire pour automobilistes, le cas échéant; - L'entrepreneur doit assurer, en tout temps, la présence d'au minimum un (1) signaleur pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent à la zone des travaux. Au besoin, des signaleurs additionnels pourraient être exigés par la Ville de Montréal; - L'entrepreneur ne peut entraver les liens cyclables existants qu'en dernier recours. Le cas échéant il devra mettre en place la signalisation adéquate pour acheminer les cyclistes. . - Une réduction de la limite de vitesse à 30km/h est requise dans la zone des travaux sur certains tronçons. - L'entrepreneur doit implanter et maintenir les chemins de détour et les itinéraires facultatifs. - L'entrepreneur doit en l'absence des travaux entreposer les dispositifs de signalisation sur le côté de la chaussée, tout en s'assurant de préserver les trottoirs libres de tout obstacle. - L'entrepreneur pourra modifier la signalisation de stationnement sur certains tronçons afin d'accommoder la circulation et installer son aire de travail.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En plus des communications usuelles, des panneaux d'information seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidants seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Gilbert Babacar Niox, ing., PMP.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 16 décembre 2013

LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGE JESKAR INC.
À l'attention de : Monsieur Joseph Carola
5181, RUE D'AMIENS, 202
MONTRÉAL-NORD (QC) H1G 6N9

N° de décision : 2013-CPSM-1030008
N° de client : 2700008381

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGE JESKAR INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Montréal

Service des infrastructure, du transport et de l'environnement
Direction des travaux publics
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE SOUMISSION # 258205

Date d'annonce : 2014-03-17
Date d'ouverture : 2014-04-09

24

GDD: 1144822029

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT: Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délais de la soumission insuffisants	Période de soumission ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécialisations demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	*Autre réponse fournie par le fournisseur (à inscrire)*	AUCUNE RÉPONSE
1	Construction DJL Inc.(Montreal)		**x**						**AMF non reçu**							
2	Construction Soter Inc		**x**													**X**
3	Demix Construction ,une division de Holcim (Canada)Inc.		**x**													**X**
4	Groupe Hexagone,s.e.c.		**x**													**X**
5	Les Construction et Pavage Jeskar Inc.	**x**														
6	Les Entrepreneurs Bucaro Inc	**x**														
		2	4	***4***	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3
		6															
		33%	**67%**	***100%***	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**25%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**75%**
		100%															

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 214001
Numéro de référence : 626528
Statut : Annulé
Titre : Reconst. chaussée, ect..., éclairage ,feux de circ. à l'itersection des avs Papineau et Lecocq et dans différentes rues

Aucune soumission reçue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Reconst. chaussée, ect..., éclairage ,feux de circ. à l'itersection des avs Papineau et Lecocq et dans différentes rues
Date de fermeture de l'avis :	2013-05-22 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2013-05-28 10 h 33
Organisme :	**Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	Contact	Prix soumis

Aucun soumissionaire saisi pour cet avis

© 2003-2014 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 258201
Numéro de référence : 583553
Statut : Annulé (Archivé)
Titre : Constr. et reconstr. de saillies, trottoirs, ect., et trav. de mise aux normes des feux de circulation dans différentes rues de la ville de Montréal.

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Constr. et reconstr. de saillies, trottoirs, ect., et trav. de mise aux normes des feux de circulation dans différentes rues de la ville de Montréal.
Date de fermeture de l'avis :	2012-09-05 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2012-09-11 10 h 35
Organisme :	**Ville de Montréal - SDO - DTP - DGPRA**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Mivela Construction Inc.. 13160 boul Métropolitain Est Montréal, (QC) CAN H1A 4A7		Monsieur Alfonso Polizzi mivela@videotron.ca Téléphone : 514 498-9529 Télécopieur : 514 498-9531	504 194,65 $
Pavage C.S.F. INC.. 11101 Mirabeau Anjou Montréal, (QC) CAN H1J 2S2		Monsieur Domenic Cammalleri dcammalleri@pavagecsf.com Téléphone : 514 352-7430 Télécopieur : 514 352-7180	551 593,08 $
Pavages A.T.G. Inc. 9570 Henri-Bourassa Est Montréal, (QC) CAN H1E 2S4		Monsieur Alex Sciascia alexsciascia@bellnet.ca Téléphone : 514 955-3404 Télécopieur : 514 955-3405	598 940,13 $
BP ASPHALTE INC 7981 17 e Avenue Montréal, (QC) CAN H1Z 3R2		Monsieur Robert Jourdain info@bpasphalte.com Téléphone : 514 376-0024 Télécopieur : 514 722-4764	624 713,80 $

© 2003-2014 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 258204
Numéro de référence : 607753
Statut : Annulé
Titre : Construct. et reconstr. de saillies, trottoirs, bordures, mail central et trav.de mise aux normes des feux , différentes rues : ville de Montréal.

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Construct. et reconstr. de saillies, trottoirs, bordures, mail central et trav.de mise aux normes des feux , différentes rues : ville de Montréal.
Date de fermeture de l'avis :	2013-02-13 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2013-03-01 9 h 29
Organisme :	**Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Pavage C.S.F. INC.. 11101 Mirabeau Anjou Montréal, (QC) CAN H1J 2S2		Monsieur Domenic Cammalleri dcammalleri@pavagecsf.com Téléphone : 514 352-7430 Télécopieur : 514 352-7180	486 879,69 $
Pavages A.T.G. Inc. 9570 Henri-Bourassa Est Montréal, (QC) CAN H1E 2S4		Monsieur Alex Sciascia alexsciascia@bellnet.ca Téléphone : 514 955-3404 Télécopieur : 514 955-3405	504 089,09 $
Entreprises Catcan inc. 6205 BOUL, DES GRANDES PRAIRIES Montréal, (QC) CAN H1P 1A5 http://www.catcan.com		Monsieur René Cournoyer rene@catcan.com Téléphone : 514 322-6211 Télécopieur : 514 322-1354	507 155,30 $
BP ASPHALTE INC 7981 17 e Avenue Montréal, (QC) CAN H1Z 3R2		Monsieur Robert Jourdain info@bpasphalte.com Téléphone : 514 376-0024 Télécopieur : 514 722-4764	508 934,55 $
Mivela Construction Inc.. 13160 boul Métropolitain Est Montréal, (QC) CAN H1A 4A7		Monsieur Alfonso Polizzi mivela@videotron.ca Téléphone : 514 498-9529 Télécopieur : 514 498-9531	513 050,30 $

© 2003-2014 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 258202
Numéro de référence : 653173
Statut : Annulé
Titre : Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mail central et d'une clôture, dans différentes rues de la Ville de Montréal.

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Construction et reconstruction de saillies, de trottoirs, de mail central et d'une clôture, dans différentes rues de la Ville de Montréal.
Date de fermeture de l'avis :	2013-09-04 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2013-09-16 11 h 20
Organisme :	**Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
BP ASPHALTE INC 7981 17 e Avenue Montréal, (QC) CAN H1Z 3R2		Monsieur Robert Jourdain info@bpasphalte.com Téléphone : 514 376-0024 Télécopieur : 514 722-4764	1 631 819,88 $
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, (QC) CAN H1P 1Y1		Monsieur Guy Cormier info@ramcorconstruction.ca Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	1 723 539,58 $
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, (QC) CAN H4C 1V1		Monsieur Gino Ventura info@ventecinc.com Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	2 120 354,58 $

© 2003-2014 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1141035005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 307 303,47 $, taxes incluses, pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'approuver un projet de convention par lequel les firmes soumissionnaires Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés, firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 236 387,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13505 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-28 16:10

Signataire : Michel NADEAU

_____

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1141035005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 75 a été construite en 1911 et est située au 40, avenue Saint-Just dans l'arrondissement Outremont.
La caserne de pompiers n° 75 a été maintenue à un seuil minimal d'entretien et de fonctionnement pour les besoins du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). En 2009, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a mandaté la firme SNC-Lavalin pour faire l'évaluation qualitative des immeubles municipaux. Leur rapport conclut que la caserne de pompiers n° 75 a un indice de vétusté de 62,3 %. Avec un indice aussi élevé, il y a des risques de bris et de perturbation d'activités importants.

Suite à ce constat, un appel d'offres public a été lancé et un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie a été accordé à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés. Leur mandat comportait de produire une étude comparative, les plans et devis pour la reconstruction de la caserne ainsi que la surveillance des travaux et le suivi de chantier.

L'estimation interne du coût des travaux utilisés pour fixer le budget maximal des honoraires à inclure au contrat de services professionnels était de l'ordre de 2 985 401,00 $ (avant taxes et contingences). Le coût des travaux de construction est maintenant de 5 188 637,00 $ (avant taxes et contingences), soit une hausse de 72 %. L'estimation interne des travaux était basée sur le coût de projets similaires réalisés dans les six dernières années, indexé pour l'inflation.

L'augmentation du coût des travaux de construction se répercute sur les honoraires des professionnels qui sont calculés à pourcentage du coût réel des travaux. Conséquemment, la somme maximale du contrat d'honoraires devient insuffisante pour compléter la

prestation des services professionnels initiaux pour ce projet. Le contrat initial d'Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés n'a pu être majoré car, selon le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, l'augmentation était trop importante et modifiait la nature initiale du contrat.

Le montant initial du contrat des services professionnels s'élevait à 423 679,73 $ incluant les taxes. L'impact de l'estimation du coût des travaux faite par les professionnels aurait pour effet d'augmenter de 265 865,12 $, soit une augmentation de 63 %. Le total du contrat aurait alors été porté à 689 544,86 $. Suite à l'avis juridique du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière il a été décidé de ne pas donner suite à cette augmentation de contrat.

Les modifications jugées non accessoires par Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière et qui altèrent les paramètres du projet par rapport aux documents d'appel d'offres sont les suivants:
- La caserne est en milieu urbain dense: Le scénario de la reconstruction choisi, un troisième étage a dû être aménagé pour desservir les besoins des pompiers du à l'étroitesse du site;
- La conservation de la tour à boyaux: L'arrondissement d'Outremont et la Direction de la culture et du patrimoine ont manifesté un intérêt pour la sauvegarde de la tour à boyaux existante. Elle sera préservée, restaurée et intégrée au projet;
- Le développement de l'îlot St-Viateur: La nouvelle caserne se retrouvera à l'extrémité d'un nouveau parc aménagé; le parc de l'arrondissement d'Outremont. Les citoyens auront une vue prenante sur les quatre élévations. Le traitement architectural ainsi que les matériaux sont donc importants;
- La salle mécanique: Une partie doit être située au troisième l'étage suite au choix de scénario de la reconstruction. Les besoins en espace des salles mécaniques augmentent afin d'obtenir un édifice efficace énergiquement;
- La certification LEED: Le niveau argent avait été demandé étant donné qu'à l'étape de l'appel d'offres il y avait deux options possibles. L'option de la reconstruction étant choisie, il est donc justifié d'atteindre le niveau de certification LEED Or afin de maximiser la performance énergétique du bâtiment et de suivre la politique de développement durable de la ville de Montréal.

Le contrat Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés a permis de produire l'étude comparative des coûts de rénovation et de reconstruction, ainsi que les plans et devis qui ont servi à l'appel d'offres public pour les travaux de reconstruction. L'appel d'offres public pour les travaux de construction a été publié en janvier dernier et un contrat a été octroyé (CG14 0195) le 1er mai.

Un nouvel appel d'offres public pour retenir les services professionnels en architecture et en ingénierie a été lancé en vue de réaliser la surveillance et le suivi de chantier des travaux de reconstruction. Cet appel d'offres a été publié dans La presse, sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 20 jours, du 26 février au 19 mars 2014.

Un seul soumissionnaire a déposé son offre pour le contrat de la surveillance et le suivi de chantier des travaux de reconstruction. Il s'est avéré être le même groupe de firmes qui a réalisé l'étude comparative et les plans et devis pour la reconstruction de la caserne, soit Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés.

La durée de validité de la soumission est de 180 jours. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres, il n’y a eu aucune émission d'addenda.

Les ressources internes de la DSTI sont insuffisantes pour faire la surveillance et le suivi de

chantier des travaux, car le projet doit être mis en œuvre avec un échéancier serré.

Historique sommaire :

- 2009, constat de la vétusté de la caserne.
- 17 février 2011 : octroi de contrat à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour produire une étude comparative, les plans et devis pour la reconstruction de la caserne ainsi que la surveillance des travaux et le suivi de chantier.
- 24 novembre 2011 : dépôt de l'étude comparative.
- 8 août 2012 : dépôt de l'énoncé d'intérêt patrimonial.
- 23 août 2012 : cession des ententes-cadres pour les services professionnels conclues avec le Syndic de l'actif de Énergénie inc. en faveur de la firme Génivar inc.
- 19 septembre 2012 : approbation du scénario de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 au comité exécutif.
- 12 décembre 2012 : convention de cession entre Pierre Delisle architecte et Archipel architecture inc.
- février à juin 2013 : discussion avec le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière afin d'élaborer une stratégie pour le contrat de services professionnels.
- juin 2013 à janvier 2014 : production de plan et devis par les services professionnels.
- 8 janvier 2014 : appel d'offres public pour les travaux de reconstruction de la caserne.
- 12 février 2014 : dépôt des soumissions pour les travaux de reconstruction de la caserne.
- 26 février 2014 : appel d'offres public pour retenir les services professionnels en vue de réaliser la surveillance et le suivi de chantier des travaux de reconstruction.
- 19 mars 2014 : dépôt des soumissions pour retenir les services professionnels en vue de réaliser la surveillance et le suivi de chantier des travaux de reconstruction.
- 1er mai 2014 : octroi de contrat pour les travaux de reconstruction au conseil agglomération.

Étapes à venir :

- 29 mai 2014 : octroi de contrat pour les services professionnels en vue de réaliser la surveillance et le suivi de chantier des travaux de reconstruction au conseil agglomération.
- 9 juin 2014 : début des travaux.
- 1er décembre 2015 : fin des travaux.
- 15 décembre 2015 : livraison du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0195 - 1 mai 2014 - d'accorder un contrat à Quadrax & Associés EG pour la réalisation de travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, située au 40 avenue Saint-Just dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 7 415 067,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5699 (10 soum.)
CE12 2036 - 12 décembre 2012 - d’approuver un projet de convention de cession entre Pierre Delisle architecte et Archipel architecture inc., auquel interviennent la Ville de Montréal, SDK et associés inc. et Génivar inc., par lequel Pierre Delisle architecte cède à Archipel architecture inc. tous ses droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels pour la mise aux normes de la caserne 75 (CE11 0173), selon les termes et conditions stipulés audit projet de convention.

CE12 1560 - 19 septembre 2012 - d'approuver le scénario de la déconstruction de la caserne de pompiers n° 75 et la construction d'une nouvelle caserne sur le même site, à la suite à l'étude comparative entre une rénovation majeure et une construction neuve.

CG12 0290 - 23 août 2012 - d'autoriser la cession des ententes-cadres pour les services professionnels conclues avec le Syndic de l'actif de Énergénie inc. en faveur de la firme Génivar inc. et approuver à cette fin le projet de convention de cession auquel intervient M. Pierre Delisle, architecte, SDK et associés inc. et la Ville de Montréal, selon les mêmes termes et conditions pour le reste de l'entente.

CE12 1327 - 8 août 2012 - de prendre acte de l'énoncé d'intérêt patrimonial portant sur le site de la caserne d'Outremont (30-40, avenue Saint-Just, dans l'arrondissement d'Outremont), conformément à l'ordonnance numéro un du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) régissant l'évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu.

CE11 0173 - 17 février 2011 - d'approuver un projet de convention par lequel Pierre Delisle architecte, Énergénie et SDK et associés, firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise à niveau et la mise aux normes de la caserne 75, pour une somme maximale de 423 679,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10-11421, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE09 1027 - 9 juin 2009 - d'approuver la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes suivantes : Archipel architecture inc., pour les services professionnels en architecture et WSP Canada inc. et SDK et associés pour les services d'ingénierie en mécanique, électricité, structure et civil. La responsabilité de la coordination technique des professionnels du présent mandat appartiendra à la firme Archipel architecture inc.
Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

- la surveillance des travaux;
- la coordination des changements en chantier;
- la gestion de la décontamination;
- les suivis durant la période de garantie.

Le présent mandat nécessite le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie, conformément à l'objet de la convention de services professionnels en architecture et génie du bâtiment.

Les professionnels seront rémunérés en fonction des méthodes déterminées à la convention des services professionnels, soit à forfait, à taux horaire ou à pourcentage du coût réel des travaux. Dans le cadre du contrat des services professionnels, l'ensemble des services de base (la surveillance des travaux et le suivi de chantier) ainsi que l'ensemble des services supplémentaires (expertise amiante, surveillance des travaux de toiture en résidence) seront rémunérés selon la modalité du forfait.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de services professionnels pour faire face aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires. Il y a eu sept preneurs du cahier des charges et un seul a déposé son bordereau de soumission. Sur ces sept preneurs du cahier des charges, trois sont des firmes d'ingénierie et ne peuvent déposer d'offres en tant que coordonnateur. Pour plus de renseignements, voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous :

Soumissionnaires conformes	Note Intérim.	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
Archipel architecture inc.	81,00%	5,54	205 554,16 $	30 833,12 $	236 387,28 $
Dernière estimation réalisée (3 mars 2014).			196 404,72 $	29 460,71 $	225 865,43 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					10 521,85 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					4,4 %

Note : les montants incluent les taxes

Les honoraires avaient été évalués à 225 865,43 $ (incluant les taxes et les contingences). On constate que le montant de l'adjudicataire est d'environ 4,4 % supérieur à l'estimation interne. Cette dernière est basée sur la moyenne des pourcentages d'honoraires soumis lors d'appels d'offres publics similaires au cours des dernières années et inclut une indexation pour inflation. L'estimation a également été basée sur les tarifs horaires du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes et par des ingénieurs.

Cet écart s'explique principalement par un prix plus élevé pour les services professionnels en architecture. Cette hausse peut être expliquée par le fait que les professionnels auront à faire une coordination accrue lors de la déconstruction de la caserne actuelle.

Soulignons que tout au long de leur prestation, les firmes seront encadrées par les professionnels internes.

Un budget de contingences d'honoraires professionnels est ajouté pour absorber les changements dans l'envergure de la mission. Ce budget couvre également les services supplémentaires imprévisibles, tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment les services consultatifs en vue de recommandations spécialisées, les services spéciaux à la suite des événements fortuits ne relevant pas de la responsabilité de la firme.

Les firmes Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés ne figurent ni au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Archipel architecture inc. et SDK et associés n’ont pas à obtenir une attestation de l’AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587).
WSP Canada inc. détient une autorisation de l’AMF (voir en pièce jointe).

Pour fin de transparence, la comparaison entre les montants totaux des deux contrats octroyés à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés et l’augmentation du contrat initial a été faite. Tel qu’il est stipulé au tableau du scénario 2, la présente

situation s’avère la plus économique et respecte nos règles d'attribution de contrat.

Scénario 1 (non retenu)

Estimation de majoration du contrat initial avec les coûts réels des travaux	
Contrat initial	423 679,13 $
Majoration pour la surveillance au pourcentage du contrat initial	253 872,44 $
Montant total du contrat	**677 551,57 $**
Augmentation (majoration par rapport au contrat initial)	59,92 %

Note : les montants incluent les taxes

Scénario 2 (retenu)

Octroi de contrat de surveillance des travaux et le suivi de chantier	
Contrat initial	423 679,13 $
Contrat de surveillance des travaux	236 387,28 $
Montant total du contrat	**660 066,41 $**
Augmentation (contrat de surveillance par rapport au contrat initial)	55,79 %

Note : les montants incluent les taxes

Ce dossier respecte la directive nº C-AJ-AJEF-D-12-001 intitulée «Règle selon laquelle une entreprise ne peut soumissionner si elle a participé à l’élaboration des Documents d’appel d’offres public dans les six (6) mois le précédent (DIRECTIVE)». L'ensemble des documents préparés ou produits devant servir à rédiger le cahier des charges sont explicitement mis à la disposition de tout soumissionnaire éventuel, de sorte que la firme qui en est l'auteur ne dispose pas d'informations privilégiées en lien avec le projet. À cet égard, nous sommes persuadés que cette communication de documents permet d'assurer et de maintenir l'égalité des chances aux soumissionnaires potentiels. Cette directive fait en sorte que le présent dossier respecte l'article 23.3 du document de l'appel d'offres 14-13505 « Section I - Instructions au soumissionnaire » et ainsi que l'article 6.1 de la Politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Services de base	
Architecture	103 772,74 $
Ingénierie mécanique - électrique	35 282,73 $
Ingénierie Structure et civil	33 726,14 $
Sous total services de base :	172 781,61 $
Services supplémentaires	
Surveillance de travaux de toiture en résidence	6 000,00 $
Relevés et études supplémentaires au site	inclus
Rencontre de coordination avec l'équipe de conception	inclus
Sous total services supplémentaires :	6 000,00 $
Sous total services de base et supplémentaires :	178 781,61 $
Contingences (15 % des honoraires)	26 817,24 $
Taxes sur les produits et services (TPS) et taxes de vente provinciale (TVQ)	30 788,43 $
Total contrat	236 387,28 $
Montant total du contrat à octroyer :	**236 387,28 $**

Le montant total du contrat à accorder est de 236 387,28 $ incluant les contingences et les taxes.

De plus, un montant de 70 916,19 $ (30,0 %) taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les coûts du contrôle des matériaux, expertises et tests. Des expertises et tests peuvent être demandés en cours de projet. Ils demanderont d'être analysés par des laboratoires et experts-conseils externes à la ville et à l'équipe de professionnelles. À titre d'exemple, l'analyse supplémentaire sur les éléments existants recyclés tels que le bois, la maçonnerie ou l'acier peut-être demandé en cours de chantier.

Le montant à autoriser totalise 307 303,47 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du SIM.

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat des honoraires professionnels, car le contrat de l'entrepreneur prévoit des contingences de 15 % pour faire face aux imprévues de chantier. Les honoraires sont calculés à pourcentage du coût réel des travaux. Conséquemment, le pourcentage des contingences prévues aux honoraires doit être équivalent ou supérieur à celui des travaux afin de prévoir un budget suffisant.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur, car tout chantier comporte son lot d'éléments impondérables. Le présent projet ne fait pas exception, les éléments qui peuvent contenir des impondérables sont notamment : l'excavation (contamination, proximité du niveau du roc, qualité du sol, etc), le forage de puits de géothermie, la démolition de la caserne (bâtiment centenaire), la consolidation de la tour à boyaux, changement et modification au chantier.

La totalité des incidences prévues au dossier 1101035006 a été utilisée afin de réaliser des expertises sur le bâtiment existant et des tests de conductivités pour la géothermie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette caserne vise l'accréditation LEED NC OR pour construction neuve, conformément à la politique de développement durable de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé d'octroyer un contrat de surveillance et de suivi de chantier afin de procéder aux travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75.
Tout retard dans ce dossier pourrait nuire à la mise en œuvre des travaux et cela occasionnera des problèmes d'opération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14034 - Mandat : 17236-2-001

Octroi du contrat au CG :	Mai 2014
Réalisation des travaux :	Mai 2014 à décembre 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Matthieu CROTEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Sécurité incendie de Montréal , Direction (Carole GUÉRIN)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois M MATHIEU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5515
Télécop. : 514 280-3597

Michel Louis Cyr, chef d'équipe en remplacement (du 10 mars au 7 avril 2014) de Danielle Lavigne, chef de section - section administration immobilière - agglomération
Tél.: 514 872-7977
Télécopieur : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514-872-3957
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1141035005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- D'autoriser une dépense de 307 303,47 $, taxes incluses, pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant.

Information comptable *(en dollars)*

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5013013.802600.01909.57201. 000000.0000.115470.000000.98001.00000	277 196,41	307 303,47

Un engagement de gestion **no CC41035005** au montant de **277 196,42 $** a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses

5001.5013013.803200.02208.54301. 000000.0000.152566.000000.21030.00000 *AI-général-agglo – Protection d'immeubles – Règlement d'emprunt RCG13-013 - PTI-Sécurité incendie - Gest. des instal.-Séc. incendie – Hon. prof. scientifiques et de génie – Caserne 75 - Construction - Hon. prof. surveillance et suivi de chantier - Casernes de pompiers-Acquisition (D.V.25 ans)*	277 196,41	307 303,47

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptables analystes
Direction opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 872-5832
Division : Direction opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Sécurité incendie de Montréal , Direction

Dossier # : 1141035005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Intervention - volet immobilier
Le projet de la caserne 75 doit être réalisé selon l'échéancier actuel. Cette caserne a atteint un indice de vétusté dépassant les 60 % et nécessite une intervention rapide.

Intervention - volet ressources financières

Les crédits sont prévus comme suit au PTI 2014-2016 du SIM.

Dépenses et crédits

Contrat (incl. taxes): 236 387,28 $
Incidences (incl. taxes): 70 916,19 $
Total dépense : 307 303,47 $
Ristourne TPS : (13 363,93 $)
Ristourne TVQ: (16 743,13 $)
Total crédits : 277 196,41 $

Information budgétaire *(en milliers de dollars)*
Imputation agglo :

Projet : 62470 - Programme de protection des casernes et des bâtiments administratifs
Sous-projet : 1462470175 - Caserne 75 - Construction - Hon. prof. surveillance et suivi de chantier
Sous-projet Simon : 152566
Requérant : Service de sécurité incendie de Montréal

Année 1 (2014)	Année 2 (2015)	Total

97,0	180,0	277,0

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable *(en dollars)*

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013013-802600-01909-57201-000000-0000-115470-000000-98001	277 196,41	307 303,47

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013013-803200-02208-54301-000000-0000-152566-000000-21030 *AI-général-agglo – Protection d'immeubles – Règlement d'emprunt RCG13-013 - PTI-Sécurité incendie - Gest. des instal.-Séc. incendie – Hon. prof. scientifiques et de génie – Caserne 75 - Construction - Hon. prof. surveillance et suivi de chantier - Casernes de pompiers-Acquisition (D.V.25 ans)*	277 196,41	307 303,47

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carole GUÉRIN
Chef de section
Tél : (514) 872-8196

Guy Aucoin,
Conseiller en ressources financières
(514) 872-4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

Sylvie GIRARD
Chef de division
Tél : (514) 872-4711

Division : Division des ressources financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1141035005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 14-13505

Titre: SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX ET DU SUIVI DE CONTRAT DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA CASERNE DE POMPIERS NO 75

Date de lancement: 26 février 2014

Date d'ouverture : 19 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (7):

9112-4701 Québec inc.	Archipel architecture inc.
Les Architectes Labonté Marcil S.E.N.C.	Beaudoin Hurens
Dessau inc.	Les Consultants S.M. inc.
Rubin & Rotman associés	

Soumissions reçues (1):

Archipel architecture inc.

Analyse des soumissions :

La proposition reçue a été jugée recevable et analysée par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection: 26 mars 2014 à 9h30 au 303 Notre-Dame est salle 3A-10.

Grille d'évaluation:

14-13505 Tableau d analyse - Comité de sélection.pdfGrille un seul soumissionnaire.xls

Résultat d'évaluation:

L'offre évaluée de la firme Archipel architecture inc., ayant obtenu la note de passage de 70%, en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres, est retenue pour recommandation par le comité de sélection.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme **Archipel architecture inc.** (associé aux firmes: WSP Canada inc. et SDK et associés) pour le contrat du projet cité en titre et ce pour une somme maximale de 236 387,28 **$** conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13505.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Richard DAGENAIS
chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : acquisition de biens et services

14-13505 - Services professionnels pour la surveillance des travaux et du suivi de contrat dans le cadre de la reconstruction de la caserne de pompiers no 75

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhendion du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ARCHIPEL ARCHITECTURE INC.	3,67	8,67	19,67	24,33	24,67	81,00	236 387,28 $	**5,54**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	mercredi 26-03-2014
Heure	9 h 30
Lieu	303 Notre-Dame est, salle 3A-10

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Côteau

GRILLE D'ANALYSE

Un seul soumissionnaire

Nombre de preneurs du cahier des charges :	**7**

Motifs des désistements	**OUI/NON**	**COMMENTAIRE**
Cahier des charges		
Le devis est spécialisé	Non	
Délai de soumission et d'octroi		
Les délais de la soumission sont insuffisants	Non	
La période de soumission ne convient pas à la compagnie	Non	
Longs délais d'octroi de la part de la Ville	Non	
Produit ou service		Les firmes n'offrent pas les services de survillance pour les projets dont ils n'ont pas fait la conception
Produit ou service non offert	Oui	
Spécifications demandées non rencontrées	Non	
Délai de livraison		
Délais de livraison hors d'atteinte	Non	
Les manufacturiers ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu	Non	
Carnet de commandes		
Le carnet des commandes de la firme est complet présentement	Non	
Autres:		
Raisons de l'écart du prix estimé par rapport au prix soumis		
Estimé		
Est-il récent?		
Autres		



cas 75 - Convention_architecture et génie bâtiment.pdf

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX ET DU SUIVI DE CHANTIER DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA CASERNE DE POMPIERS N° 75

CONTRAT # 14034
MANDAT # 17236-2-001

RECONSTRUCTION DE LA CASERNE DE POMPIERS N° 75
POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières

Février 2014

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ARCHIPEL ARCHITECTURE INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 24, avenue Mont-Royal Ouest, bureau 804, Montréal, Qc, H2T 2S2, agissant et représentée par Pierre Delisle, architecte et président, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 18 mars 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 838198513RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1217109066TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **WSP,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

N° d'inscription T.P.S. : xxx
N° d'inscription T.V.Q. : xxx

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **SDK ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1751, rue Richardson, bureau 2120, Montréal, Qc, H3K 1G6, agissant et représentée par Stéphane Blais, ingénieur et vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 avril 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 890252398
N° d'inscription T.V.Q. : 1020985581

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du mois de février 2014 est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le 19 mars 2014 par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

La reconstruction de la caserne de pompier n° 75 tel que prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à

la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Comptes rendus de réunion à toutes les personnes présentes	1

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l’avancement des travaux en regard notamment de l’évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour

exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.
Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 90 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de

rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de deux cent trente six mille trois cent quatre vingt sept dollars et vingt cents (236 387,28$), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de 2,00% de 100% de la valeur des travaux pour les services en architecture, de 2,00% de 34% de la valeur des travaux pour les services en mécanique et électricité et 2,60% de 25% de la valeur des travaux en structure et en génie civil, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d’architectes ou d’ingénieurs aux fins de l’application du tarif d’honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l’adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail.

Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si L'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre d'Archipel Architecture inc.. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

PIERRE DELISLE ARCHITECTE

Par : _____
Pierre Delisle, architecte

Le e jour de 20

WSP

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

SDK ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Stéphane Blais, ingénieur

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1141035005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095), incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, pour une dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Estimation des coûts - Architecture et ingénierie :cas 75 - coût honoraire.pdf

Bordereau de soumission : cas 75 - bordereau ARCHIPEL.pdf

Liste de preneurs de cahier de charge : cas 75 - liste preneurs cahier.pdf

Autorisation de l'AMF pour WSP Canada inc. : cas 75 - WSP AMF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois M MATHIEU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5515
Télécop. : 514 280-3597

Michel Louis Cyr, chef d'équipe en remplacement (du 10 mars au 7 avril 2014) de Danielle Lavigne, chef de section - section administration immobilière - agglomération
Tél.: 514 872-7977
Télécopieur : 514 280-3597

Estimation des coûts du contrat

Projet :	**Caserne 75 - Services professionnels en architecture et en ingénierie - surveillance et suivi de chantier**			**Mandat:**	**17236-2-001**		
				Contrat:	**14034**		
Date :	**2013-03-26**						
Étape :	**octroi de contrat**						
			Budget	**TPS 5,0%**		**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**		**$**				
	prix forfaitaire		178 781,61				
	Sous-total :	100,0%	**178 781,61**	**8 939,08**		**17 833,47**	**205 554,16**
	Contingences	15,0%	26 817,24	**1 340,86**		**2 675,02**	**30 833,12**
	Total - Contrat :		**205 598,85**	**10 279,94**		**20 508,49**	**236 387,28**
Incidences :	Laboratoire, expertise et caractérisation environnementale	30,0%	61 679,66	**0,00**		**0,00**	0,00
	Total - Incidences :		**61 679,66**	**3 083,98**		**6 152,54**	**70 916,19**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**267 278,51**	**13 363,93**		**26 661,03**	**307 303,47**
Ristournes :	TPS	100,00%		13 363,93			13 363,93
	TVQ	62,8%				16 743,13	16 743,13
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**267 278,51**	**0,00**		**9 917,90**	**277 196,41**

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 35% en 2014 et à 65% en 2015.

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement **9515, rue Saint-Hubert** **Montréal (Québec) H2M 1Z4**	Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS **N° 14-13505**

Services professionnels pour la surveillance des travaux et du suivi de contrat dans le cadre de la reconstruction de la caserne de pompiers no 75

Description	
Montant de la proposition	178 781.61 $
Contingences 15%	26 817.24 $
SOUS-TOTAL	205 598.85 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	10 279.94 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	20 508.49 $
TOTAL :	236 387.28 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

Archipel Architecture Inc.

Adresse

24, Avenue du Mont-Royal Ouest, suite 804

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H2T 2S2	(514)286-7557	(514)286-2474

Nom de la personne responsable (en majuscules)

M. PIERRE DELISLE, architecte patron

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	19	03	2014

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

ORIGINAL

SERVICES DE BASE

Tableau 1

DISCIPLINE	Pourcentage d'honoraires		Coût estimé des travaux		Honoraires
Surveillance des travaux et du suivi du chantier,					
1. **Architecture,** incluant le rôle du **coordonnateur**	2.00 % (1)	X	(5 188 637.00$ x 100%)	=	103 772.74 $
2. **Ingénierie** (électromécanique)	2.00 % (2)	X	(5 188 637.00$ x 34%)	=	35 282.73 $
3. **Ingénierie** (en charpente et civil)	2.60 % (2)	X	(5 188 637.00$ x 25%)	=	33 726.14 $
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)** (3)				=	172 781.61 $ (3)

(1) Pourcentage appliqué sur le total (100%) du coût des travaux (avant taxes et contingences), à **5 188 637.00** $.

(2) Pourcentage appliqué sur le coût des travaux sous leur responsabilité. Veuillez prendre note que ces pourcentages sont basés sur le bordereau de soumission de Quadrax & Assiciés EG et qu'ils sont à titre indicatif uniquement et pour quantifier l'offre de la firme. L'octroi de contrat de construction est en cours. Il est estimé que les travaux d'ingénierie représentent une portion de l'ensemble des travaux équivalente à environ 34% en électromécanique et environ 25% en charpente et civil.

(3) Montant reporté au bordereau de soumission.

Tableau 2 – Taux horaires

Fournir les taux horaires des salaires réellement versés aux membres de l'équipe présentée de la façon suivante :

Nom du membre de l'équipe	Titre (arch., ing., tech., sr, int., jr)	Nombre d'années d'expérience	Taux horaire du salaire réellement versé
Pierre Delisle	Architecte senior	31	56.61 $
Gabor Dupéré-Richer	Architecte senior	14	32.55 $
Sylvain Charland	Technicien senior	31	28.85 $
Véronique Schmidt	Technicienne junior	4	19.52 $
Stéphan Blais	Ingénieur associé PA LEED	26	87.40 $
Luc-André Taillon	Ingénieur senior	17	55.00 $
Daniel Houle	Ingénieur senior	23	63.45 $
Michal Pawelczak	Ingénieur intermédiaire	3	28.00 $
Guilllaume Levac	Ingénieur intermédiaire	10	28.00 $
Jean-Marie Aubé	Ingénieur senior	29	63.37 $
Simon Richard	Ingénieur intermédiaire	9	36.92 $
Guy Janelle	Ingénieur senior	33	47.30 $
Sylvain Laquerre	Technicien senior	30	34.65 $
Guy Beauregard	Technicien senior	26	32.35 $

SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Tableau 1 – Surveillance des travaux de toiture en résidence

Aux fins du présent appel d'offres, la surveillance des travaux de toiture en résidence n'est pas incluse dans les services de base. Cela fera l'objet de services professionnels supplémentaires comme suit :

Discipline	Méthode de paiement		Honoraires
Surveillance des travaux de toiture en résidence	Forfaitaire	=	6 000.00 $
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)** [1]		=	6 000.00 $ [1]

Note [1] : Montant reporté au bordereau de soumission.

Tableau 2 – Relevés et études supplémentaires au site

Pour les fins du présent appel d'offres, des relevés et des études supplémentaires peuvent être nécessaires, car certains éléments et parties de l'édifice sont conservés. Cette charge de travail n'est pas incluse dans les services de base. Celle-ci fera l'objet de services professionnels supplémentaires en architecture et ingénierie comme suit :

Discipline	Méthode de paiement		Honoraires
Relevés et études supplémentaires au site	Forfaitaire	=	INCLUS
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)** [1]		=	INCLUS [1]

Note [1] : Montant reporté au bordereau de soumission.

Tableau 3 – Rencontres de coordination avec l'équipe de conception

Aux fins du présent appel d'offres, trois (3) rencontres de coordination avec l'équipe de conception ne sont pas incluses dans les services de base. Ces rencontres sont d'une durée de trois (3) heures chaque. Cela fera l'objet de services professionnels supplémentaires comme suit :

Discipline	Méthode de paiement		Honoraires
Rencontre de coordination avec l'équipe de conception	Forfaitaire	=	INCLUS
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)** [1]		=	INCLUS [1]

Note [1] : Montant reporté au bordereau de soumission.

Matthieu Crôteau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Avis du jour Service à la clientèle Aide Recherche avancée Fermer la session

Mon SEAO Mes avis Rapports Profil Commandes English

Organisation Panier

- Mes avis
- **Saisir un avis**
  - Information
  - Description
  - Classification
  - Conditions
  - Documents
  - Résumé
  - Addenda
  - **Liste des commandes**
  - Résultats d'ouverture
  - Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 14-13505

Numéro de référence : 732458

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Services professionnels pour la surveillance des travaux et du suivi de contrat dans le cadre de la reconstruction de la caserne de pompier no 75

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9112-4701 Québec inc. 9880, rue Clark, bureau 205 Montréal, QC, H3L 2R3	Madame Lynda Nadeau Téléphone : 514 481-4669 Télécopieur : 514 481-9899	**Commande : (750866)** 2014-03-03 9 h 02 **Transmission :** 2014-03-03 12 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Archipel Architecture 24 Mont-Royal ouest bureau 804 Montréal, QC, H2T 2S2 http://www.archipel-architecture.ca	Madame Karine Lussier Téléphone : 514 286-7557 Télécopieur : 514 286-2474	**Commande : (751480)** 2014-03-03 15 h 40 **Transmission :** 2014-03-03 15 h 40	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Architectes Labonté Marcil 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5	Monsieur Jean Marcil Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur : 514 722-1093	**Commande : (757063)** 2014-03-12 10 h 32 **Transmission :** 2014-03-12 10 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (749122)** 2014-02-27 9 h 13 **Transmission :** 2014-02-27 9 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Dessau 1060, rue University, bureau 600 Montréal, QC, H3B 4V3 http://dessau.com	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 514 875-9193	**Commande : (749694)** 2014-02-27 15 h 52 **Transmission :** 2014-02-27 15 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. inc. (bureau des offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8	Madame Constance Dupuis Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (755812)** 2014-03-10 15 h 28 **Transmission :** 2014-03-10 15 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Rubin & Rotman associés 270 Prince Stucio 200 Montréal, QC, H3C 2N3	Madame Nadia Cosenza Téléphone : 514 861-5122 Télécopieur : 514 861-5383	**Commande : (751110)** 2014-03-03 11 h 21 **Transmission :** 2014-03-03 22 h 39	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos
- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

© 2003-2014 Tous droits réservés

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **Mardi, 01 avril 2014**

Fiche de l'entreprise

Nom : WSP CANADA INC
Adresse du siège social : 1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, MONTRÉAL, QC, H3H 1P9, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700018263
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148357057

Autres noms d'affaires

- ANDRÉ SIMARD ET ASSOCIÉS
- AQUAPRAXIS
- ASA BIOGAZ
- BRISSETTE, SAMSON
- CELLMAG
- CONSULTANTS SANS-TRANCHÉE WSA
- CONSUMAJ ESTRIE
- CONTRÔLE DES EAUX GESTEAU
- COUTU, LAMOUREUX & ASSOCIÉS
- DDH ENVIRONNEMENT
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- DOUCET & ASSOCIÉS CONSEILS (QUÉBEC)
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- ENVIROTEL 3000
- EXPERTS-CONSEILS STRON
- FORTIER, FRANKLIN, LEGAULT
- G.B.G.M.
- GENIVAR
- GENIVAR GPM
- GENIVAR GROUPE CONSEIL
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE CONSEIL GÉNIVAR
- GROUPE CONSEIL GESCO
- GROUPE CONSEIL GESCO TECHNO-PLANS
- GROUPE CONSEIL ROBERT MALOUIN
- GROUPE CONSEIL SARENHES
- GROUPE CONSEIL SOLIVAR
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE GLD
- GROUPE OPTIVERT
- GROUPE-CONSEIL GÉVESCO
- GROUPE-ENVIRONNEMENT SHOONER
- HYTECH GROUPE CONSEIL
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS DUPUIS, CÔTÉ
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- MARTONI, CYR ET ASSOCIÉS
- MUNICOR
- NAGECO
- NOVE ENVIRONNEMENT
- PROGEMES
- PROGEMES CONSULTANTS
- RAYMOND DESMARAIS & ASSOCIÉS
- STRON CONSULTANT
- TERRA EXPERTS CONSEILS
- VIZSTUDIO
- WSA TRENCHLESS CONSULTANTS

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1134804002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire Ethnoscop inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour des services professionnels en archéologie dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie -, pour une somme maximale de 240 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12995 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2014-04-15 20:39

Signataire : Jean-Robert CHOQUET

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1134804002**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la culture et du patrimoine, en concertation avec la Direction des grands parcs et du verdissement et la Direction des transports, entreprendra prochainement le réaménagement et la mise en valeur de la rue Saint-Paul. Le programme qui s'inscrit au cœur de l'Entente sur le développement culturel intervenue entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCC), correspond aux préoccupations énoncées dans le dernier plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, soit :
- prioriser les déplacements des piétons en améliorant les aménagements publics ;
- privilégier le confort, la sécurité et la qualité des aménagements sur les principaux itinéraires piétons du Vieux-Montréal ;
- valoriser les parcours de mise en valeur du patrimoine.

Jusqu'à ce jour, la rue Saint-Paul a été très peu touchée par des interventions. La mise en œuvre du projet, qui prévoit trois phases de réalisation, suppose une reconstruction complète de la chaussée jusqu'aux bâtiments riverains et, avec elle, la modernisation des infrastructures.

La rue Saint-Paul est en effet une des plus vieilles artères du Vieux Montréal. C'est en 1673 que Dollier de Casson, supérieur des Messieurs de Saint-Sulpice, fait marquer par Bénigne Basset, les bornes pour la rue. Le tracé proposé reprend en fait les limites d'un sentier fréquenté depuis la seconde moitié du 17^{e} siècle. Ce sentier borde alors plusieurs bâtiments, dont l'Hôtel-Dieu érigé vers 1645, la seconde habitation de de Maisonnneuve construite vers 1650 ainsi que la première chapelle consacrée à Notre-Dame du Bon-Secours. Quelques bâtiments de prestige sont également érigés au cours de la période française dont le Palais de l'Intendance (1698), à l'emplacement du Marché Bonsecours et le Château Vaudreuil (1724) au sud de la place Jacques-Cartier. L'architecture actuelle de la

rue Saint-Paul est davantage représentative de la seconde moitié du 19e siècle, période marquée par des commerces, des entrepôts et certaines industries spécialisées.

Au cours des prochains mois sera entreprise la première phase du projet. Les travaux qui s'étendront entre la côte Berri et la place Jacques-Cartier, comprendront également le réaménagement de quelques rues transversales. En conformité avec les plans et politiques, ces travaux requerront plusieurs autorisations et exigences dont un suivi archéologique. L'aire d'étude se trouve en effet à la croisée de plusieurs sites archéologiques. Les zones à explorer dans le cadre de la phase 1 seront les suivantes :

- rue Saint-Paul : entre la rue Saint-Claude et la place Jacques-Cartier ;
- rue du Marché Bonsecours : entre la rue Saint-Paul et la rue de la Commune ;
- rue de Bonsecours : entre la rue Saint-Paul et la rue de la Commune ;
- côte de Berri : entre la rue de la Commune et la rue Champ de Mars ;
- abords du Marché Bonsecours bordant la rue Saint-Paul.

Appel d'offres et octroi du contrat lié au présent dossier

Selon la directive émise par la Direction générale (C-OG-DG-D-12-009), aucune autorisation de lancement d'appel d'offres n'était requise pour le présent dossier puisque le projet est prévu au PTI et que la grille d'évaluation nécessaire à l'évaluation qualitative des soumissions est pré approuvée.

Conformément à cette décision, un appel d'offres public a été publié dans SEAO et le journal La Presse le 10 juin 2013. Après seize (16) jours calendrier alloués pour la période de soumission, le dépôt a été fait le 26 juin 2013. Aucun addenda n'a été émis.

À la suite de l'analyse des soumissions, la firme Ethnoscop a été retenue pour recommandation. L'octroi du contrat a cependant été reporté pour permettre de poursuivre les discussions relatives à la concertation du projet et de préciser le calendrier de mise en oeuvre.

Le calendrier permet maintenant de retenir la firme d'experts en archéologie pour réaliser les interventions archéologiques requises dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la place Jacques-Cartier.

Prévoyant que le délai prévu pour la validité des soumissions (cent-quatre vingt (180) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions) serait échu, la Ville a demandé avant l'échéance, soit le 5 décembre 2013, à la firme retenue, une lettre d'engagement confirmant les tarifs proposés selon les termes du devis et en conformité avec leur offre de service, en tenant compte des changements au calendrier. Un courriel confirmant cet engagement a été acheminé par le consultant le 11 décembre 2013. Une lettre officielle a par la suite été transmise 17 janvier 2014 et puis renouvelée, à la demande de la Ville, le 4 avril 2014

L'embauche d'une firme professionnelle externe est nécessaire afin d'assurer la réalisation du mandat puisque la Ville ne dispose pas des ressources requises pour réaliser ce dernier. L'entente MCC-Ville prévoit que la Ville assure la gestion du choix du consultant, lance l'appel d'offres, procède à l'analyse des soumissions et fait la recommandation d'octroi de contrat conformément aux règles en vigueur.

Étapes en cours de réalisation	Coût	Date de début	Date de fin

Élaboration du concept, plan de géométrie, validations -Phases 1-2-3	N/A (réalisation interne)	Hiver 2014	Début été 2014
Étapes faisant l'objet du présent dossier	Estimation répartition des coûts	Date de début	Date de fin
Travaux préparatoires (bilan et planification des interventions archéologiques à partir des plans et devis)	48 000	Été 2014	Automne 2014
Interventions dans le cadre des travaux de Gaz Métro, Bell Canada, CSEM, égout, aqueduc et revêtements	96 000	Automne 2014	Automne 2016
Analyse des données et production du rapport archéologique	96 000	Automne 2016	Été 2018

Étapes à venir -	Date de début prévue	Date de fin prévue
Plans et devis- phase 1	Été 2014	Automne 2014
Plans et devis- phases 2 et 3	A déterminer	A déterminer

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DG113751003 - 21 septembre 2011 - Autoriser, en vertu de la résolution CE11 1520, une dérogation au gel décrété par le comité exécutif, afin d'accorder un contrat de services professionnels à Atelier B.R.I.C. pour la réalisation d'une étude sur l'évolution et la caractérisation de la rue Saint-Paul, entre les rues McGill et Berri, dans l'arrondissement historique de Montréal, et sur les expériences de piétonnisation en milieu patrimonial, pour un montant de 31 316,84 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à retenir la firme Ethnoscop inc. en vue de services professionnels pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la côte Berri et la place Jacques-Cartier, phase 1.
De façon plus précise, les services demandés consisteront, dans un premier temps, à dresser un bilan des interventions archéologiques réalisées et du potentiel anticipé. Dans un second temps et selon la programmation du projet et les priorités de mise en chantier, le consultant sera amené :

- à proposer un budget et une stratégie d'intervention archéologique pour certains lots de travaux selon les recommandations et les emprises priorisées par l'archéologue de la Ville ;
- à réaliser l'intervention archéologique prescrite ;
- à analyser les données archéologiques recueillies et à rédiger le rapport archéologique conformément aux exigences de la Ville et du MCC.

JUSTIFICATION

Sur deux (2) firmes de consultants preneurs du cahier des charges, une (1) seule offre a été reçue, jugée recevable et analysée. La raison invoquée pour justifier le désistement de l'autre firme mentionne un devis trop contraignant laissant peu de place à l'expérience du consultant. La note de passage de l'évaluation qualitative, le prix et le pointage final sont les suivants :

Firme soumissionnaire conforme	Note intérimaire (%)	Note finale	Total avec taxes (1)
Ethnoscop inc.	85%	421,27	3 204,56$
Estimation interne			3 567,20 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudicataire – estimation)			- 362,64$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			- 10,16%

(1) Le total utilisé comme prix pour l'application de la formule prévue à la Loi représente la somme des taux horaires proposés au bordereau de prix avec un facteur multiplicateur, pour chaque activité et chaque poste.

L'estimation des professionnels a été établie selon les taux horaires les plus bas appliqués à des contrats similaires par la Ville de Montréal au cours des deux dernières années, majorés de 30 %. L'écart entre l'estimation et le prix soumis par Ethnoscop inc. dans son offre de services est légèrement supérieur à 10%, s'explique sans doute par l'expérience de la firme dans des contrats similaires réalisées antérieurement et par sa connaissance du territoire visé. La firme Ethnoscop inc. a obtenu le pointage requis en fonction des critères d'évaluation qualitative préétablis dans l'appel d'offres et elle a été retenue pour recommandation par le comité de sélection le 10 juillet 2013 à l'aide de la formule prévue à cet effet, selon la grille tarifaire soumise dans son offre de services (voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

La valeur maximale du contrat à faire approuver est de 240 000 $, taxes incluses, somme réservée au PTI 2014-2016 de la Direction de la culture et du patrimoine. Les services seront rémunérés à partir de la grille tarifaire soumise dans le cadre de l'appel d'offres et selon les taux horaires, postes et activités proposés pour chaque lot de travaux Les paiements s'effectueront sur une base mensuelle, sur présentation et acceptation de factures et selon les heures réellement travaillées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur de biens, sites et d'arrondissements reconnus par la Loi sur les biens culturels, compétence d'agglomération en vertu du décret 1229-2005.
Le budget nécessaire, 240 000 $ taxes incluses, est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction de la culture et du patrimoine dans le volet relié à l'aménagement du domaine public du Vieux-Montréal. Il est inscrit à la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour lequel le Ministère assumera 50% des coûts, recommandation de crédits: 11-1.2.2.1-058. Conformément au calendrier de réalisation, cette dépense est répartie en pourcentage comme suit:

2014	2015	2016
20 %	40 %	40 %

Le détail de la provenance et de l'imputation du budget est présenté à l'intervention de la fonction finance.

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser l'octroi d'un contrat à Ethnoscop inc. s'élevant à 240 000 $ taxes incluses, selon les taux horaires précisés dans l'offre de services. Précisons que le mandat ne prévoit pas de dépenses contingentes, supplémentaires ni d'incidences.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville a reconnu la culture comme 4e pilier du développement durable. À cet effet, elle a reconnu l'importance de préserver son patrimoine et s'emploie notamment à planifier et intensifier ses interventions en vue d'assurer la protection, la gestion et la mise en valeur du patrimoine archéologique sur son territoire.
Les travaux auxquels seront rattachés les services professionnels en archéologie contribuent également au développement durable puisqu'ils visent de différentes manières à soutenir le développement résidentiel et commercial de la rue Saint-Paul et à assurer une pérennité aux infrastructures publiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier vise à assurer le respect des obligations de la Ville de Montréal en matière de protection du patrimoine archéologique.
Les travaux des lots auxquels seront rattachées les interventions archéologiques nécessiteront la fermeture temporaire de certaines portions de rues. Afin de s'assurer que les mesures adéquates d'atténuation des impacts des travaux sur la circulation soient mises en œuvre, un plan de gestion des impacts sera développé de concert avec les intervenants et directions impliqués.

Il est à noter que les travaux des lots auxquels sont rattachées les interventions archéologiques s'inscrivent également dans le calendrier menant au parachèvement du Projet de réaménagement de la rue Saint-Paul.

Soulignons que les activités et délais nécessaires à la réalisation des interventions archéologiques seront prévus le cas échéant dans les documents d'appel d'offres relatifs aux travaux de construction qui seront proposés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication appropriée sera développée et mise en oeuvre afin d'informer les usagers des travaux de réaménagement, incluant les activités archéologiques, qui seront réalisés.

Le présent mandat prévoit l'intégration d'un guide interprète dans le cadre de certaines interventions archéologiques ainsi que la réalisation de panneaux d'interprétation en prévision des interventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Adjudication du contrat : Fin Mai 2014

· Réalisation des travaux préparatoires : été 2014, automne 2014

· Réalisation des interventions archéologiques dans le cadre des travaux de :

- Gaz Métro : Automne 2014
- Bell Canada et CSEM : Printemps et Automne 2015
- Aménagement surface Berri : Printemps 2015
- Aménagement surface rue Marché Bonsecours : été 2015
- Égout-Aqueduc Saint-Paul : Printemps-Automne 2016
- Aménagement surface rue Bonsecours: Printemps 2016:

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Pierre L'ALLIER)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Andrés BOTERO)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Mathieu DRAPEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude MORIN
Archéologue, conseillère en aménagement

Tél : 514 872-4091
Télécop. : 514 872-2235

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-04

Gilles DUFORT
Coordination du Vieux-Montréal et réaménagement du domaine public

Tél : 514-872-1863
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1134804002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

- d'approuver un projet de convention par lequel la firme Ethnoscop inc., s'engage à fournir à la Ville les services professionnels en archéologie requis dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint - Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier.
- d'accorder pour ce faire, un contrat à la firme Ethnoscop inc. pour une somme maximale de 240 000,00 $, taxes incluses;

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Informations budgétaires *(en milliers de dollars)*

Le budget requis pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014 - 2016 de la Direction de la culture et du patrimoine, du Service de la qualité de vie au projet **36200-Aménagement du domaine public - Vieux - Montréal.**

Ce projet est inscrit à la programmation de l'Entente avec le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine **recommandation de crédits 11-1.2.2.1-058**. Par conséquent, il est subventionné à 50 % avec un impact **net** sur l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération de 108 243.39 $.

IMPUTATION AGGLO

Projet : 36200 - Aménagement du domaine public - Vieux - Montréal
Sous-projet : 1336200 016 - Rue Saint - Paul - Réaménagement - Ethnoscop inc
Projet Simon: **149319**
Requérant : 35-04 - Direction de la Culture et Patrimoine

	2014	2015	2016	Total
BRUT	44	86	86	216
SUB-D	22	43	43	108
NET	22	43	43	108

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur de biens, sites et d'arrondissements reconnus par la Loi sur les biens culturels.

Informations comptables *(en dollars)*

PROVENANCE AGGLO

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 11- 010 - Crédits non affectés	216 486.78 $	240 000,00$

Un engagement de gestion no **CC34804002** au montant de **216 486.78 $** est inscrit au compte de provenance.

IMPUTATION AGGLO

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03107.54301.000000. 0000.149319.000000.17020.00000 Rue Saint - Paul - Réaménagement - Ethnoscop inc	216 486.78 $	240 000,00$

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Préposée au budget - PS-Brennan 2

Tél : 868-5979

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 872-0985

Finances PS-Brennan 2
514-868-4439

Division : Opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

Dossier # : 1134804002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Compte tenu de l'importance touristique du lieu et de sa haute valeur patrimoniale, cité dans le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal - Perspective 2017 et ancré au coeur de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, la rue Saint-Paul se doit d'être réaménagée. Des travaux d'archéologie préalables sont nécessaires à la réalisation du réaménagement de cette première rue montréalaise.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mathieu DRAPEAU
Architecte paysagiste
Tél : 514 872-1461

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-07-24

Jean-François NADON
chef de section - Gestion des projets
Tél : 514 872-5638
Division : Bureau des projets d'aménagement - grands parcs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1134804002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 13-12995
Titre : SERVICES PROFESSIONNELS D'INTERVENTIONS ARCHÉOLOGIQUES DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE SAINT-PAUL, ENTRE LA RUE BERRI ET LA PLACE JACQUES-CARTIER.

Date de lancement : 10 juin 2013

Date d'ouverture : 26 juin 2013

Preneurs du cahier des charges deux (2) :

Arkéos
Ethnoscop inc.

Soumissionnaires un (1) :

Ethnoscop inc.

À noter : L'autre firme s'est désistée, trouvant le devis trop contraignant

Analyse des soumissions :

La proposition reçue, a été jugée recevable et analysée par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection : 10 juillet 2013, 13h30 au 303, Notre-Dame Est

Résultats d'évaluation des soumissions :

13-12995 Tableau.doc



grille comité 13-12995.pdf

Résultat de l'évaluation :

L’offre évaluée, a obtenu le pointage intérimaire nécessaire et le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme Ethnoscop inc. pour le projet mentionné en titre, et ce, selon le prix soumis dans leur offre de service pour une somme de **3 204,56 $** (incluant les taxes) le tout conformément à l'appel d'offres 13-12995.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-07-19

Jean-Marc L'ABBÉ
c/division
Tél : 514-872-0486
Division : Acquisition de biens et services-services professionnels

13-12995 - Services professionnels d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructure et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Méthodologie 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Ethnoscop	4,00	17,00	12,75	8,75	17,25	25,25	85,0	3 204,56 $	421,27	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	**mercredi 10-07-2013**
Heure	**13:30h**
Lieu	**303 Notre-Dame Est, salle 6A-19**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134804002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Accorder un contrat à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier- Phase 1- Arrondissement de Ville-Marie - pour une somme maximale de 240 000,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 seul soumissionnaire conforme /Approuver un projet de convention à cette fin.

Rue St-Paul (r.c. signée).pdf 12995 dao final.pdf lettre d'engagement.pdf Résolution.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude MORIN
Archéologue, conseillère en aménagement

Tél : 514 872-4091
Télécop. : 514 872-2235

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2011-2012

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 11-1.2.2.1-058

OBJET: Réfection de la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et la rue Berri

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en valeur le patrimoine, entre autres en réaménageant le domaine public du Vieux-Montréal;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 1 695 000 $ afin de couvrir le coût des honoraires professionnels pour la conception, l'élaboration des plans et devis, la validation auprès des instances et des riverains et la gestion de l'appel d'offres dans le cadre de la réfection de la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et la rue Berri;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 1 695 000 $ à cette fin, répartie à parts égales entre les partenaires.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet
Jean-Robert Choquet

Date: 24 oct. 2012

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette
Hélène Binette

Date: 16 nov. 2012

ethnoscop

Boucherville, le 4 avril 2014

Madame Marie-Claude Morin, archéologue
Section soutien, recherche et diffusion
Division du patrimoine
Direction de la culture et du patrimoine
Service de la qualité de vie
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Qc), H2Y 3Y8

Objet : Report d'offre de services
Interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la place Jacques-Cartier
Appel d'offres public n° 13-12995

Madame,

Vous nous avez appris au cours d'une réunion le 5 décembre 2013 que le projet d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, pour lequel notre offre de services a été retenue, a été retardé. Dans l'optique du nouveau calendrier de travaux, soit une signature de contrat en juin 2014, nous vous avisons qu'Ethnoscop est disposé à maintenir son offre de services. Plus spécifiquement, les taux horaires soumis sont maintenus. De plus Ethnoscop s'engage à conserver l'équipe proposée dans son offre de services, soit le chargé de projet Paul Girard, l'assistant archéologue préhistorien Mathieu Sévigny, les spécialistes en culture matérielle Christian Gates St-Pierre et Monique Laliberté, ainsi que la cartographe Liliane Carle.

Nous vous remercions de votre confiance et prions d'agréer nos salutations distinguées.

Laurence Johnson
Vice-présidente et secrétaire

SIÈGE SOCIAL
88, De Vaudreuil, local 3
Boucherville (Québec)
J4B 5G4

Tél : (450) 449-1250
Fax : (450) 449-0253

SUCCURSALE MONTRÉAL
2312, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec)
H2E 1V7
Tél : (514) 728-2777

SUCCURSALE QUÉBEC
375, rue Laviolette
Québec (Québec)
G1K 1T4
Tél : (418) 564-7264

Sans frais :
1-877-449-1253

Courriel :
ethnoscop@qc.aira.com

ethnoscop

EXTRAIT DE PROCÈS VERBAL D'UNE RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ETHNOSCOP INC. TENUE À BOUCHERVILLE, LE 1er MARS 2014

RÉSOLUTION

La résolution suivante ci-après signée par les administrateurs d'ETHNOSCOP INC., ci-après appelée « la société », conformément aux dispositions de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, selon laquelle les résolutions écrites et signées par tous les administrateurs habiles à voter lors des réunions du conseil d'administration ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours de ces réunions, est par la présente adoptée à cet effet en date du 1er mars 2014.

SOUMISSIONS ET CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

IL EST RÉSOLU de désigner **Paul Girard et/ou Laurence Johnson** pour représenter et signer au nom de la société, à titre de signataires, toute soumission et tout contrat de services professionnels en archéologie à intervenir entre la société et tout donneur d'ouvrage des secteurs public, para-public ou privé, qu'il soit maître d'ouvrage, entrepreneur, gestionnaire ou autre, et ce à compter du 1er mars 2014.

INSERTION DANS LE LIVRE

IL EST RÉSOLU d'insérer un exemplaire signé de la résolution ci-dessus énoncée dans le livre des procès-verbaux et résolutions de la société, conformément aux dispositions de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Adoptée le 1er mars 2014.

Hugo Comète, administrateur

Mathieu Sévigny, administrateur

Laurence Johnson
Vice-présidente et secrétaire

Paul Girard
Président

SIÈGE SOCIAL
88, De Vaudreuil, local 3
Boucherville (Québec)
J4B 5G4

Tél : (450) 449-1250
Fax : (450) 449-0253

SUCCURSALE MONTRÉAL
2312, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec)
H2E 1V7
Tél : (514) 728-2777

SUCCURSALE QUÉBEC
375, rue Laviolette
Québec (Québec)
G1K 1T4
Tél : (418) 564-7264

Sans frais :
1-877-449-1253

Courriel :
ethnoscop@qc.aira.com

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHÉOLOGIE

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL,personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

ETHNOSCOP INC., firme spécialisée en archéologie ayant sa principale place d'affaires au 88, rue de Vaudreuil, local 3, Boucherville, Québec, J4B 5G4, représentée par Laurence Johnson, vice-présidente et secrétaire, dûment autorisée aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 1 mars 2014;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 101692440 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1001642584 TQ0001

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le Directeur de la Culture et du Patrimoine ou son représentant autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 10 juin 2013 relatifs à la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier - Phase 1;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 26 juin 2013;

1.4 « **Collection archéologique** » : l'ensemble des biens mobiliers prélevés sur un site archéologique comprenant des artefacts (objets fabriqués de divers matériaux), des écofacts (éléments animal, végétal ou minéral transformés par l'utilisation qui en a été faite) et des échantillons de sol, de charbon de bois, de bois, etc., prélevés aux fins d'analyses spécialisées;

1.5 « **Dossier technique** » : l'ensemble des pièces écrites, informatisées, graphiques, iconographiques et photographiques produites au cours des travaux, tels les notes de terrain, les fiches d'enregistrement, les carnets d'arpentage, les plans, les coupes stratigraphiques, les croquis, les négatifs, diapositives et photographies, les répertoires et les fiches d'inventaire des collections;

1.6 « **Frais généraux** » : les frais de location de véhicule, l'essence, le kilométrage, l'usage de son véhicule et le stationnement; les repas; les services de secrétariat et les frais y afférents tels la papeterie, les photocopies, les impressions, les numérisations, l'édition des rapports et documents, les frais de poste, de messagerie et de télécommunication; les frais de services d'administration, soit les frais de direction ou de coordination et de financement; les frais d'achat, de location, d'entretien de matériel; et tous autres frais destinés à rendre les services, à l'exclusion de ce qui est explicitement reconnu comme une dépense remboursable à l'Annexe 1;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes à fournir les services professionnels requis pour des services professionnels en archéologie dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention a une durée effective de quarante-huit (48) mois à compter de sa signature par les deux parties ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude par le Contractant;

5.3 examiner promptement tout document soumis par le Contractant et lui communiquer sa décision le plus tôt possible de façon à ne pas retarder l'exécution des présentes;

5.4 convoquer des rencontres périodiques dont la fréquence sera déterminée par les parties et où le Directeur procédera à l'évaluation des travaux.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes les instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 maintenir pendant toute la durée de la présente convention la composition de l'équipe décrite à l'Annexe 2 et n'effectuer aucun changement à celle-ci sans l'autorisation préalable écrite du Directeur;

6.7 participer à des rencontres périodiques conformément à l'article 5.4 des présentes et transmettre au Directeur, selon les modalités qu'il lui indique, les comptes-rendus de ces rencontres;

6.8 s'assurer que l'archéologue chargé de projet travaillant sous son autorité, possède un permis de recherche archéologique conformément à la *Loi sur les biens culturels* ;

6.9 fournir les rapports et les documents requis par le Directeur en conformité avec les spécifications, les modalités et la fréquence qu'il détermine notamment les rapports faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et prendre à cet effet fait et cause pour la Ville, l'indemniser de toutes dépenses effectuées avant ou après jugement, ainsi que de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle;

6.11 remettre, à ses frais à la Ville, avant le début des travaux prévus à la présente convention, une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile qui doit protéger le Contractant, la Ville et, le cas échéant, le propriétaire du terrain contre toute réclamation résultant de la présente convention, que les travaux soient exécutés par le Contractant ou par ses sous-traitants;

La Ville et le propriétaire du terrain, le cas échéant, doivent apparaître comme coassurés à la police durant toute la durée des travaux et le montant d'indemnité pour les dommages corporels et matériels ne doit en aucun cas être inférieur à deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement. Cette police doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville;

6.12 remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils ont été livrés;

6.13 remettre à la Ville, toutes les collections archéologiques prélevées lors de la réalisation des travaux prévus par la présente convention;

6.14 assumer ses frais généraux, tels que définis à la présente convention;

6.15 réaliser toutes et chacune des obligations de la présente convention pour la somme maximale mentionnée à l'article 8.1;

6.16 soumettre à la Ville, à la fréquence indiquée par le Directeur, une facture détaillée indiquant le nombre d'heures consacrées par chacun des professionnels à l'exécution de chacune des activités visées à la présente convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ. Chaque facture doit présenter un cumulatif des heures consacrées à la réalisation de l'activité pour la période écoulée jusqu'à la date de la dernière facture.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES ET DÉPENSES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage.à lui verser une somme maximale de deux-cent-huit-mille sept-cent- quarante et un dollars
(208 741,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ), couvrant tous les honoraires et les dépenses, le cas échéant,

Cette somme est payable à partir des propositions budgétaires soumises lors des travaux préparatoires et selon les taux horaires, postes et activités du bordereau de prix soumis lors de l'appel d'offres. Les paiements s'effectueront sur une base mensuelle sur présentation et acceptation de factures et selon les heures réellement travaillées.-Une réserve représentant 20% du budget alloué pour le rapport sera toutefois maintenue jusqu'à l'approbation du dépôt final.

8.2 Les dépenses doivent, au préalable, être approuvées par écrit, par le Directeur. Ces dépenses ne font l'objet d'aucune majoration pour administration, profit ou autres considérations.

8.3 La Ville acquitte les factures du Contractant dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur, eu égard à l'avancement des travaux.

8.4 Ces factures doivent être conformes aux directives communiquées par le Directeur et aux exigences de l'article 6.16. Elles doivent de plus être accompagnées des pièces justificatives associées aux dépenses remboursables figurant à l'Annexe 1.

8.5 La Ville n'acquittera pas les honoraires et dépenses du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.6 Ni un rapport sur l'état d'avancement des travaux ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur et renonce à ses droits moraux se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes, plans et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DU DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 VÉRIFICATION

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Contractant et ce dernier doit prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

12.6 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Colette Fraser, greffière adjointe

Le e jour de 20

ETHNOSCOP INC.

Par : _____

Laurence Johnson, vice-présidente et secrétaire

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1143456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 073 074,78 $, taxes incluses, pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'approuver un projet de convention par lequel Rubin et Rothman associés et Dessau inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (14-13442) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-04-30 09:47

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143456001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc immobilier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) compte environ 70 immeubles, dont 67 casernes, et quelques immeubles administratifs. Parmi ces 67 casernes, les deux tiers datent de plus de 50 ans. Certaines propriétés ont été rénovées dans les dernières années, mais plusieurs présentent encore des déficiences importantes et même un état de désuétude avancée. La rétention de services professionnels permettra de mettre en oeuvre des projets de moyennes à grandes envergures de mise aux normes, de mise à niveau et de réfection de plusieurs composantes afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et de protéger l'actif immobilier.
La caserne de pompiers n° 26 a été construite en 1901 et est située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Le bâtiment a été construit initialement comme hôtel de ville de De Lorimier et poste de pompiers. Depuis sa construction, le bâtiment a subi plusieurs interventions, notamment, à la suite d'un incendie en novembre 1999. Des travaux minimum ont alors été réalisés pour permettre le retour des pompiers. Depuis cet événement, des travaux de soutènement temporaire de la dalle de garage ont été faits en 2011 et 2013 afin de maintenir la caserne en activité. Toutefois, selon l'avis des ingénieurs cette solution temporaire pour soutenir la dalle de garage ne devra pas se prolonger au-delà de trois ans. La dalle est inspectée mensuellement afin de s'assurer de la sécurité des usagers.

En 2011, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a mandaté la firme SNC-Lavalin pour faire l'évaluation qualitative des immeubles municipaux. Leur rapport conclut que la caserne de pompiers n° 26 a un indice de vétusté de 95,1 %. Avec un indice aussi élevé, il y a des risques de bris et de perturbation d'activités importants.

Ce bâtiment a une superficie utilisable de 1 109,28 m², répartie sur 3 étages et un sous-sol. La majeure partie du rez-de-chaussée et du 1er étage sont actuellement occupés par la

caserne. Les autres espaces : une partie du rez-de-chaussée et le 2e étage sont actuellement inoccupés en raison de l'état de vétusté du bâtiment et le sous-sol est occupé par les systèmes électromécaniques et les systèmes de télécommunications du bâtiment. Les interventions dans les espaces inoccupés se limiteront au strict minimum. Lorsque les besoins seront déterminés pour ces espaces, ils feront l'objet de travaux ultérieurs.

Le projet principal consiste à réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe, à refaire la dalle de garage, à remplacer les systèmes électromécaniques et à optimiser les espaces du rez-de-chaussée et d'une partie de l'étage de la caserne. Le contrat prévoit également la prestation de services professionnels pour des projets de moindre envergure à déterminer selon les priorités du SIM. Ces projets représentent environ 6 % de la valeur du contrat. Ils visent la réalisation de travaux qui ne peuvent pas être planifiés dans les casernes ou tout autre bâtiment occupé par le SIM. Ce type d'interventions vise notamment le remplacement de composantes dont la durée de vie ne peut être prolongée, de systèmes électromécaniques présentant une usure prématurée ou de réparations requises à la suite d'accidents.

À la suite de l'appel d'offres public numéro 14-13442, le présent dossier recommande de retenir les services d'une équipe de professionnels formée de professionnels en architecture, en mécanique et électricité ainsi qu'en structure et génie civil, en vue d'effectuer la rénovation et la mise à niveau de bâtiments occupés par le SIM, dont fait partie la caserne de pompiers n° 26.

Les mandats comprendront, entre autres, la prestation de services professionnels en architecture et en ingénierie (mécanique, électricité, structure et génie civil) comme prévue à la convention de services professionnels.

L'appel d'offres public a été publié dans « La Presse », sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 22 jours, soit du 24 février au 17 mars 2014. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, deux addenda ont été émis afin de clarifier les services exigés pour ce projet ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires. Ces informations étaient utiles à ces derniers afin qu'ils puissent soumettre le juste prix pour les services demandés. La durée de validité de la soumission est de 180 jours.

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	2014-03-10	Clarification sur l'étendue des travaux et ajout d'un plan de toiture.
2	2013-03-13	Précisions sur les services supplémentaires demandés.

Les ressources internes de la DSTI sont insuffisantes pour faire la conception (esquisse, préliminaire, dossier définitif et d'appel d'offres) et le suivi durant la période de construction (chantier et période de garantie), car les projets doivent être mis en oeuvre avec un échéancier serré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0371 - 28 octobre 2010 - Adoption du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes suivantes : Rubin et Rotman associés et Dessau inc., pour les services professionnels en

architecture et en ingénierie (mécanique et électricité, structure et génie civil).
La responsabilité de la coordination technique des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme d'architectes.

Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :
- les relevés et les études préliminaires;
- l'estimation des coûts des travaux;
- les plans et devis aux différentes étapes de réalisation des projets;
- les documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme et de la demande de permis;
- la surveillance des travaux;
- la gestion de l'amiante;
- les suivis durant la période de garantie.

Le présent contrat nécessite le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie.

L'ensemble des services de base (les plans et devis, l'appel d'offres pour construction, la surveillance des travaux, le suivi de chantier et la gestion des avenants) sera rémunéré selon la méthode du pourcentage du coût réel des travaux. Les services supplémentaires pour la surveillance en résidence des travaux de toiture, les services d'accompagnement LEED, les services professionnels en architecture du paysage, la vérification des installations des réservoirs de carburant pour la génératrice et les services pour la mise en place d'ascenseur seront rémunérés selon la méthode à forfait.

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.
Il y a eu vingt-deux (22) preneurs du cahier des charges, dont neuf (9) firmes d'architectes et treize (13) firmes d'ingénieurs. Neuf (9) firmes ont participé au processus d'appel d'offres. Cinq (5) de ces dernières ont déposé leur bordereau de soumission. La majeure partie des preneurs de cahier des charges se sont avérés être des firmes d'ingénierie. Parmi les preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, plusieurs n'avaient pas l'expertise ou de temps pour réaliser ce projet selon les exigences des documents contractuels. Par conséquent, ils n'ont pas déposé de soumission. Pour plus de renseignements, voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous. Des erreurs de calcul ont été corrigées dans trois cas. Ces corrections n'affectent pas l'ordre des soumissionnaires.

Soumissionnaires conformes	Note Intérim.	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
Rubin et Rothman associés et Dessau inc.	83,70 %	1,40	828 527,10 $	124 279,06 $	952 806,16 $
Tremblay L'Écuyer architectes et WSP Canada inc.	72.30 %	1.35	789 648,30 $	118 447,25 $	908 095,55 $
Beaupré Michaud et associés, CBA experts-conseils et NCK inc.	77,00 %	1,13	978 434,38 $	146 765,16 $	1 125 199,54 $

Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., Ingémel et CPF Groupe conseil	73,40 %	1,09	988 135,39 $	148 220,31$	1 136 355,70 $
Dernière estimation réalisée (3 mars 2014).			1 027 797,17 $	154 169,58 $	1 181 966,74 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					-229 160,58 $ - 19,39 %
Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2ième meilleure note finale ($) Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2ième meilleure note finale (%)					47 566,59 $ 4,99%

Note : les montants incluent les taxes
Les honoraires avaient été évalués à 1 181 966,74 $ (incluant les taxes et les contingences). On constate que le montant de l'adjudicataire est d'environ 19,39 % inférieur à l'estimation interne. Cette dernière est basée sur la moyenne des pourcentages d'honoraires soumis lors d'appels d'offres publics pour des types de projets semblables tels que des projets de réfections d'enveloppe extérieure, de systèmes électromécaniques, de chauffage, d'agrandissement et de construction neuve. Toutefois, si l'on compare l'estimation interne à la moyenne des soumissionnaires, l'écart n'est que de -12,87 %.

L'écart entre l'estimation interne et celui ayant obtenu la note la plus haute s'explique principalement par une diminution des coûts des services professionnels d'ingénierie, les frais d'accompagnement pour obtenir la certification LEED et les frais pour l'implantation d'un ascenseur. La baisse des taux en ingénierie peut être expliquée par une conjoncture favorable du marché auprès des professionnels.

Soulignons que tout au long de leur prestation, les firmes seront encadrées par les professionnels internes.

Un budget de contingences d'honoraires professionnels est ajouté pour tenir compte des changements dans l'envergure des mandats. Ce budget couvre également les services supplémentaires imprévisibles, tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment les services consultatifs en vue de recommandations spécialisées, les services spéciaux à la suite des événements fortuits ne relevant pas de la responsabilité de la firme.

Les firmes Rubin et Rotman associés et Dessau inc. ne figurent ni au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Rubin et Rotman associés n’a pas à obtenir une attestation de l’AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587).

Dessau inc. détient une autorisation de l’AMF (voir en pièce jointe).

Un montant d'incidences de 120 268,62 $ incluant taxes est prévu pour des expertises de laboratoires sur les matériaux en place, des études géotechniques, l'arpentage et d'autres services qui pourraient être requis par des professionnels autres que ceux mandatés, afin de mener à bien les projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires prévus pour ce contrat représentent un montant de 952 806,16 $ (incluant les taxes et les contingences). Ils sont répartis de la façon suivante : 895 637,79 $ (94 %) pour le projet de la caserne n° 26 et 57 168,37 $ (6%) pour d'autres projets.
Les honoraires se répartissent par disciplines selon les services professionnels décrits ci-dessous :

Services de base	
Architecture	246 000,00 $
Ingénierie mécanique - électrique	194 400,00 $
Ingénierie Structure et civil	115 200,00 $
Sous total services de base :	555 600,00 $
Services supplémentaires	
Gestion des avenants	83 340,00 $
Surveillance de travaux de toiture en résidence	4 200,00 $
Accompagnement LEED	44 375,00 $
Architecture du paysage	11 500,00 $
Vérification équipements pétroliers	12 000,00 $
Transport vertical	9 600,00 $
Sous total services supplémentaires :	165 015,00 $
Sous total services de base et supplémentaires :	720 615,00 $
Contingences (15 % des honoraires)	108 092.25 $
Taxes sur les produits et services (TPS) et taxes de vente provinciale (TVQ)	124 098,91 $
Total contrat	952 806,16 $
Montant total du contrat à octroyer :	**952 806,16 $**

Le montant des incidences à approuver pour ce lot est de 120 268,62 $ (incluant les taxes).

Pour les détails financiers, veuillez consulter l'intervention financière du SIM au présent dossier.

Les crédits requis pour donner suite au présent dossier sont prévus au budget du programme triennal d'immobilisations (PTI) du SIM. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la Sécurité publique (SIM) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de la caserne de pompiers n° 26 vise l'accréditation LEED NC argent pour construction neuve, conformément à la politique de développement durable de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi de contrat aux firmes de professionnels en architecture et ingénierie devra être complété dans les meilleurs délais afin de mettre en place les conditions de mise en oeuvre des projets.
Tout retard dans ce processus pourrait entraîner le non-respect de l'échéancier prévu ainsi que mettre en péril l'intégrité du bâtiment et de l'actif immobilier.

En raison de l'état général du bâtiment et plus particulièrement de la dalle de garage de la caserne de pompiers n° 26, tout retard dans l'octroi du contrat de services professionnels pourrait obliger le SIM à retirer son véhicule d'intervention et conséquemment à fermer la caserne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opération de communication.
Une opération de communication sera élaborée par le SIM, lors de l'octroi de contrat pour les travaux de construction. Les citoyens et les usagers seront informés de la portée des travaux et des coûts.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14193 - Mandat : 16065-2-001

Octroi du contrat au CG :	mai 2014
Réalisation des travaux :	juin 2014 à avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Matthieu CROTEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Sécurité incendie de Montréal , Direction (Carole GUÉRIN)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erlend LAMBERT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8634
Télécop. : 514 280-3597

Danielle Lavigne, chef de section
Section administration immobilière - agglomération
Tél. : 514-872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-14

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514-872-3957
Télécop. : 514 280-3597

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1143456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- d'autoriser une dépense de 1 073 074,78 $, taxes incluses, pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant.

Information comptable *(en dollars)*

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5013998.802600.01909.57201. 000000.0000.115470.000000.98001.00000	967 943,78	1 073 074,78

Un engagement de gestion **no CC43456001** au montant de **967 943,78 $** a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5013998.803200.02208.54301. 000000.0000.152752.000000.21035.00000 *AI-général-agglo – RCG 13-019 Protection des immeubles CG13 0421 - PTI-Sécurité*	967 943,78	1 073 074,78

incendie - Gest. des instal.-Séc. incendie – Hon. prof. scientifiques et de génie – Caserne 26 - Rénovation - Honoraires professionnels - Casernes de pompiers-Rénovation (D.V.25 ans)		

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 872-5832
Division : Division des opérations budgétaires et comptables
P.S. Corporatif

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Sécurité incendie de Montréal , Direction

Dossier # : 1143456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Intervention - volet immobilier
Étant donné l'urgence des travaux et le degré de vétusté du bâtiment (95,1 %), le calendrier de réalisation doit être maintenu.

Intervention - volet ressources financières

Les crédits sont prévus comme suit au PTI 2014-2016 du SIM.

Dépenses et crédits

Contrat (incl. taxes): 952 806,16 $
Incidences (incl. taxes): 120 268,62 $
Total dépense : 1 073 074,78 $
Ristourne TPS : (46 665,57 $)
Ristourne TVQ: (58 465,43 $)
Total crédits : 967 943,78 $

Information budgétaire *(en milliers de dollars)*
Imputation agglo :

Projet : 62470 - Programme de protection des casernes et des bâtiments administratifs
Sous-projet : 1462470126 - Caserne 26 - Rénovation - Honoraires professionnels
Sous-projet Simon : 152752
Requérant : Service de sécurité incendie de Montréal

Année 1 (2014)	Année 2 (2015)	Année 3 (2016)	Total
465,0	300,0	203,0	968,0

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable *(en dollars)*

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013998-802600-01909-57201-000000-0000-115470-000000-98001	967 943,78	1 073 074,78

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013998-803200-02208-54301-000000-0000-152752-000000-21035 *AI-général-agglo – RCG 13-019 Protection des immeubles CG13 0421 - PTI-Sécurité incendie - Gest. des instal.-Séc. incendie – Hon. prof. scientifiques et de génie – Caserne 26 - Rénovation - Honoraires professionnels - Casernes de pompiers-Rénovation (D.V.25 ans)*	967 943,78	1 073 074,78

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carole GUÉRIN
Chef de section
Tél : (514) 872-8196

Guy Aucoin
Conseiller en ressources financières
Tél. : (514) 872 4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Sylvie GIRARD
Chef de division
Tél : (514) 872-4711

Division : Division des ressources financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1143456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 14-13442

Titre: SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE ET INGÉNIERIE POUR LA RÉNOVATION DE LA CASERNE 26

Date de lancement: 24 février 2014

Date d'ouverture : 17 mars 2014

Preneurs de cahiers des charges (22):

Aecom Consultants inc.	Les Architectes Labonté Marcil S.E.N.C.
ARI Bureau d'Études inc.	Beaudoin Hurens
Beaupré Michaud et Associés, Architectes	Cardin Ramirez Julien, architectes
CBA Experts-Conseils	Dessau
DMA architectes s.e.n.c.r.l.	Équation Groupe-Conseil inc.
Groupe SNC-Lavallin inc.	Les Services EXP inc.
MLC Associés inc.	Nicolet Chartrand Knoll
Pageau Morel inc.	Parizeau Pawulski Architectes
Pasquin St-Jean et associés	Régis Côté et associés, architectes
Rubin et Rotman associés	Ruccolo + Faubert Architectes inc.
Tremblay L'Écuyer Architectes	WSP Canada inc.

Soumissions reçues (5):

Beaupré Michaud et Associés, Architectes	Les Architectes Labonté Marcil S.E.N.C.
Parizeau Pawulski Architectes	Rubin et Rotman associés
Tremblay L'Écuyer Architectes	

Analyse des soumissions :

Les propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection: 31 mars 2014 à 9h30 au 303 Notre-Dame est, salle 3A-28

Grille d'évaluation:



14-13442 Tableau d'analyse - Comité de sélection.pdf

Résultat d'évaluation:

Des cinq (5) offres évaluées, celle de **Rubin et Rotman associés**, ayant obtenu le plus haut pointage, en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres est retenue pour recommandation par le comité de sélection.

À noter qu'à la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par la firme **Parizeau Pawulski Architectes** a été de 67.60%. Par conséquent, cette firme n'a pu être considérée pour l'établissement du pointage final, puisque seules les soumissions ayant obtenu la note de passage intérimaire d'au moins 70 % sont considérées.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de **Rubin et Rotman associés**, pour le projet cité en titre pour un montant maximal de 952 806.16 $ (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres 14-13442.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-
Division : Acquisition de biens et services

14-13442 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation de la caserne 26

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhendion du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 30%	Expérience et espertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
BEAUPRE MICHAUD ET ASSOCIÉS ARCHITECTES	4,00	7,40	18,80	22,60	24,20	77,00	1 125 199,54 $	**1,13**	**3**
RUBIN ET ROTHMAN ASSOCIÉS	4,40	8,40	21,30	24,20	25,40	83,70	952 806,16 $	**1,40**	**1**
LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL S.E.N.C.	3,60	6,80	17,60	22,40	23,00	73,40	1 136 355,70 $	**1,09**	**4**
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES	3,30	6,20	18,10	18,60	21,40	67,60			**Non conforme**
TREMBLAY L'ÉCUYER ARCHITECTES	3,00	7,00	17,10	22,80	22,40	72,30	908 095,55 $	**1,35**	**2**

Comité	
Date	**lundi 31-03-2014**
Heure	**9 h 30**
Lieu	**303 Notre-Dame est, salle**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Côteau

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT :



C14193 Convention signatures.pdf

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

SERVICES PROFESSIONNELS COMPRENANT LES SERVICES EN EN ARCHITECTURE ET EN INGÉNIERIE
(MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, STRUCTURE ET GÉNIE CIVIL)

CONTRAT # 14193
MANDAT # 16065-2-001
BÂTIMENT # 0079

RÉNOVATION DE LA CASERNE DE POMPIERS N° 26
POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction stratégies et transactions immobilières

Février 2014

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ....., dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu (du Règlement RCE 02-004, article 6 ou de la résolution CM03 0836).et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 270 prince, studio 200, Montréal, Qc agissant et représentée par Stephen Rotman, architecte et associé, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 14 mars 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 877498527RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1023492888TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **DESSAU INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1060, rue University bureau 600, Montréal, Qc, agissant et représentée par Hélène Rheault, ing. – Vice-présidente ingénierie, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 avril 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 104923974
N° d'inscription T.V.Q. : 1001391522

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du 24 février 2014 est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le 17 mars 2014 par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

Rénovation de la caserne 26 tel que prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé

avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux

documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Comptes rendus de réunion à toutes les personnes présentes	1

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.
Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les

coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 90 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de neuf cent cinquante-deux miles huit cent six dollars et seize cents (952 806,16 $), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de 4,1% de 100% de la valeur des travaux pour les services en architecture et de 7,2% de 45% de la valeur des travaux pour les services en mécanique et électricité et 6,4% de 30% de la valeur des travaux en structure et en génie civil, et pour, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si L'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de Rubin et Rotman associés. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en

appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS

Par : _____
Stephen Rotman, architecte et associé

Le e jour de 20

DESSAU INC.

Par : _____
Hélène Rheault, ingénieure et vice-présidente ingénierie

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Comité exécutif ou Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143456001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26 (0079) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Photo de la caserne de pompiers n° 26 : Photo Bâtiment 0079.pdf

Sommaire des coûts - services professionnels : T sommaire des coûts C26 20140424.pdf

Proposition de prix des firmes Rubin et Rothman associés et Dessau inc. :

A014-13442 Bordereau de soumission.pdf

Autorisation de l'AMF pour la firme Dessau inc.: LCOP-Autorisation_AMF_Dessau.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erlend LAMBERT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-8634
Télécop. : 514 280-3597

Danielle Lavigne, chef de section
Section administration immobilière - agglomération
Tél. : 514-872-7977

Montréal

Bâtiment : 0079

Année originale de construction : 1901

Description : Caserne 26

Adresse : 2115, avenue Mont-royal Est,
Arrondissement du Plateau-Mont-Royal



TABLEAU SOMMAIRE DES COÛTS

Projet : Services professionnels en architecture et en ingénierie — Mandat : 16065-2-001
Rénovation et remplacement de la dalle de garage — Contrat : 14193
Caserne 26 (0079), 2151 avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Étape : Octroi du contrat 4 avril 2014

			Budget	Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Honoraires professionnels**	**%**	**$**			
	Honoraires architecture	34,1%	246 000,00			
	Honoraires électrique et mécanique	27,0%	194 400,00			
	Honoraires structure et civil	16,0%	115 200,00			
	Gestion des avenants	11,6%	83 340,00			
	Surveillance de toiture	0,6%	4 200,00			
	Accompagnement LEED	6,2%	44 375,00			
	Architecture du paysage	1,6%	11 500,00			
	Vérification équipements pétroliers	1,7%	12 000,00			
	Transport vertical	1,3%	9 600,00			
	Sous-total :	100,0%	**720 615,00**	**36 030,75**	**71 881,35**	**828 527,10**
	Contingences	15,0%	108 092,25	5 404,61	10 782,20	124 279,06
	Total - Contrat :		**828 707,25**	**41 435,36**	**82 663,55**	**952 806,16**
Incidences :	Dépenses générales	2,0%	16 574,15			
	Total - Incidences :	**12,6%**	**104 604,15**	**5 230,21**	**10 434,26**	**120 268,62**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**933 311,40**	**46 665,57**	**93 097,81**	**1 073 074,78**
Ristournes :	Tps	100,00%		46 665,57		46 665,57
	Tvq	62,8%			58 465,43	58 465,43
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**933 311,40**	**0,00**	**34 632,39**	**967 943,78**

Rythme des déboursés :

Si le contrat de services professionnelles débute au mois de juin 2014, 48% du budget sera dépensé en 2014, 31% en 2015 et 21% en 2016.

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement **9515, rue Saint-Hubert** **Montréal (Québec) H2M 1Z4**	Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS **N°** 14-13442

Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation de la caserne 26

Description	
Montant de la proposition	720 615 $
Contingences 15%	108 092,25 $
SOUS-TOTAL	828 707,25 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	41 435,36 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	82 663,55 $
TOTAL :	952 806,16 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie

Rubin et Rotman associés

Adresse

270 Prince, #200

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H3C 2N3	(514) 861-5122	(514) 861-5383

Nom de la personne responsable (en majuscules)

STEPHEN ROTMAN

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	14	03	2014

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Tableau 1 – Honoraires services de base

DISCIPLINE	Pourcentage d'honoraires		Coût estimé des travaux		Honoraires
1. **Architecture**, incluant le rôle du **coordonnateur**	4,1%(3)	X	(6 000 000$ x 100 %)	=	246 000$
2. **Ingénierie** (en électromécanique)	7,2%(4)	X	(6 000 000$ x 45%)	=	194 400$
3. **Ingénierie** (en charpente et civil)	6,4%(4)	X	(6 000 000$ x 30%)	=	115 200$
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)				=	555 600$(5)

Tableau 2 – Services supplémentaires – Gestion des avenants au contrat de construction

DISCIPLINE	Pourcentage d'honoraires		Coût estimé des Travaux contingents		Honoraires
1. **Architecture**, incluant le rôle du **coordonnateur**	4,1%(6)	X	(900 000$ x 100 %)	=	36 900$
2. **Ingénierie** (en électromécanique)	7,2%(6)	X	(900 000$ x 45%)	=	29 160$
3. **Ingénierie** (en charpente et civil)	6,4%(6)	X	(900 000$ x 30%)	=	17 280$
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)				=	83 340$(5)

Tableau 3 - Services supplémentaires – Surveillance en résidence des travaux en toiture

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	4 200$(5)

Tableau 4 - Services supplémentaires – Accompagnement LEED

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	44 375$(5)

Tableau 5 - Services supplémentaires – Services professionnels en Architecture du paysage

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	11 500$(5)

Tableau 6 - Services supplémentaires – Services professionnels en vérification d'équipements pétroliers

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	12 000$(5)

Tableau 7 - Services supplémentaires – Services professionnels en Transport vertical

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	9 600$(5)

Total des tableaux 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7

Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**(5)	720 615$(5)

3 Pourcentage appliqué sur le total (100%) du cout estimé des travaux tel que mentionné dans le document *Programme général* (avant taxes et contingences), estimé à **6 000 000 $**

4 Pourcentage appliqué sur le coût estimé des travaux sous leur responsabilité. Veuillez prendre note, qu'à titre indicatif uniquement et pour quantifier l'offre de la firme, il est estimé que les travaux d'ingénierie représentent une portion de l'ensemble des travaux équivalente à environ 45% en électromécanique et environ 30% en charpente et civil.

5 Montant reporté à la case total des tableaux.

6 Pourcentage appliqué sur le coût estimé des travaux contingents sous leur responsabilité. Veuillez prendre note que les mêmes pourcentages que ceux indiqués au tableau 1 doivent être utilisés pour ce tableau.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0271

Québec, le 28 novembre 2013

Dessau inc.
À l'attention de : Monsieur Luc Bélanger
1200 boul. Saint-Martin Ouest, bur. 300
Laval (Québec) H7S 2E4

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Dessau inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0271 n° d'identification de l'Autorité : 2700002920

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- BPR/DESSAU-SOPRIN
- COENTREPRISE DESSAU CIMA+
- COENTREPRISE DESSAU/JDA
- COENTREPRISE DESSAU-SOPRIN/JDA
- COENTREPRISE DESSAU-SOPRIN-CIMA+
- CONSORTIUM DESSAU - AMÉNATECH
- Consortium Dessau / Aquapraxis
- Consortium Dessau / Axor
- Consortium Dessau / Cegertec
- Consortium Dessau / Cegertec / LVM
- Consortium Dessau / EXP
- CONSORTIUM DESSAU / GROUPE SM
- CONSORTIUM DESSAU / PMA
- Consortium Dessau / SM / Séguin
- CONSORTIUM DESSAU SOPRIN/TRAFIX/ TECSULT
- CONSORTIUM DESSAU/ TRAFIX/ TECSULT
- CONSORTIUM DESSAU/ACRJ

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

- CONSORTIUM DESSAU/ASF
- CONSORTIUM DESSAU/BOUTHILLETTE PARIZEAU
- CONSORTIUM DESSAU/BPR
- CONSORTIUM DESSAU/CIMA+
- CONSORTIUM DESSAU/CIMA+/GÉNIVAR
- CONSORTIUM DESSAU/CLAULAC
- CONSORTIUM DESSAU/ECOSYSTEM
- CONSORTIUM DESSAU/GEMEC
- CONSORTIUM DESSAU/GÉNIVAR
- CONSORTIUM DESSAU/GROUPE SÉGUIN
- CONSORTIUM DESSAU/HMM
- CONSORTIUM DESSAU/JOE DEOM
- CONSORTIUM DESSAU/LES CONSULTANTS S.M.
- CONSORTIUM DESSAU/PELLEMON
- CONSORTIUM DESSAU/ROCHE
- CONSORTIUM DESSAU/SÉGUIN/CLAULAC
- CONSORTIUM DESSAU/SM/ROCHE
- CONSORTIUM DESSAU/SMI/HMM
- CONSORTIUM DESSAU/SNC-LAVALIN
- CONSORTIUM DESSAU/SNC-LAVALIN CIMA+
- CONSORTIUM DESSAU/STANTEC
- CONSORTIUM DESSAU/TECSULT
- CONSORTIUM DESSAU/TRAFIX/TECSULT
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN - AMÉNATECH
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN / CIMA +
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN / ROCHE
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/ SNC-LAVALIN CIMA +
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/ACRJ
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/ASF
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/BOUTHILLETTE PARIZEAU
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/BPR
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/CLAULAC
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/ECOSYSTEM
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/GEMEC
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/GÉNIVAR
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/GROUPE SÉGUIN
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/JOE DEOM
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/LES CONSULTANTS S.M.

...3

- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/PELLEMON
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/SÉGUIN/ CLAULAC
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/SNC-LAVALIN
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/TECSULT
- CONSORTIUM DESSAU-SOPRIN/TRAFIX/ TECSULT
- CONSORTIUM DESSEAU-SOPRIN/STANTEC
- CONSORTIUM DS-SM-HMM
- CONSORTIUM GÉNIVAR/DESSAU
- CONSORTIUM SIMO/TECSULT/DESSAU
- CONSORTIUM SIMO/TECSULT/DESSAU-SOPRIN
- CONSORTIUM SNC-LAVALIN-DESSAU-TECSULT
- CONSORTIUM TRAVERSÉE DU SAGUENAY
- CR-CUSM
- Dessau / Consultants JNA Nunavik
- Dessau/JNS Nunavik Consulting
- Dessau / Hydrosys
- Dessau / PMA
- DESSAU ADL
- DESSAU ENVIRONNEMENT
- DESSAU INC.
- Dessau Ontario
- DESSAU TÉLÉCOMMUNICATIONS
- DESSAU/GÉNIPUR
- DESSAU-PROGEST
- DESSAU-SOPRIN INC.
- DS-SM-HMM
- ECO TRAIN TEAM
- ÉNERSOLUTIONS
- Énersolutions David Desjardins
- ÉNERSOLUTIONS DAVID DESJARDINS INC.
- ÉQUIPE ÉCO TRAIN
- GROUPEMENT CANAC/DESSAU
- GROUPEMENT CANAC/DESSAU-SOPRIN
- Groupement Dessau - BIP
- Groupement Dessau - Genivar
- Groupement Dessau - GFBH
- Groupement Dessau - SM - Roche
- Groupement Dessau / BPR
- GROUPEMENT DESSAU / CIMA

...4

- GROUPEMENT DESSAU / SNC-LAVALIN
- Groupement Dessau/HMM
- Groupement Dessau/Pluritec
- Groupement Dessau/Roche
- GROUPEMENT DST
- PROGEST
- SERVICE D'ANALYSE DE RISQUE QSAR
- SOPRIN PLUS
- TECHNISOL ENVIRONNEMENT

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Dessau inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 novembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

N° de projet :

Reçu le : - 9 DEC. 2013	VÉRIFICATION	PARAPHE	CLASSEMENT
Destinataire :			
Distribution :			

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 801 027,27 $, taxes incluses, pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel ArchiDATA Inc., s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera assumée à 53,1% par l'agglomération, pour un montant de 425 345,48 $.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-05-06 17:17

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1140115001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a un actif immobilier de plus de 1544 bâtiments et installations. La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a la responsabilité d'en conserver la valeur et d'en assurer la qualité pour les occupations prévues. Ces immeubles aux profils variés soutiennent les services directs à la population (ex : piscines, arénas, centres sportifs) et les activités essentielles de la Ville (ex : casernes, usines d'eau, espaces administratifs, etc.). Certains de ces bâtiments sont patrimoniaux alors que d'autres sont à la fine pointe de la technologie. La gestion immobilière requise est multiple et complexe. Ayant un besoin continu de données précises, la DSTI désire mettre à niveau les données des bâtiments de la Ville à l'aide du progiciel de gestion des plans et données d'inventaire et d'occupation, nommé «Optic En Ligne». Ce progiciel sert de moyen de diffusion de ces données et permet une analyse plus approfondie des plans des bâtiments. Ce progiciel n'est plus à jour depuis 2007 et les données sont incomplètes et mal cataloguées. De plus, une mise à jour du progiciel doit être faite.

Par ailleurs, d'autres services municipaux pourraient profiter d'accès simplifié aux informations du bâtiment, par exemple, le SIM, le SPVM et la Sécurité civile, ce qui est impossible actuellement, autant en termes d'accès au progiciel que de données disponibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Mettre à jour le progiciel de gestion de données d'inventaire et de gestion immobilière «Optic En Ligne», générer les données manquantes sur les plans, intégrer les données de l'audit des immeubles, revoir la gestion documentaire des plans des projets dans les immeubles, et se préparer à fournir les outils d'analyse requis à la diffusion de données ouvertes.
De plus, le progiciel comporte un module de gestion documentaire des plans, permettant la consultation et le partage des plans en cours de projet pour ainsi assurer un meilleur contrôle de la qualité et une coordination entre les diverses spécialités plus efficace.

JUSTIFICATION

Le contrat consiste en la mise à jour des données du progiciel déjà en place et à la création de nouvelles données requises pour soutenir les activités de la DSTI. Cette mise à jour requiert l'installation de la dernière version du progiciel qui avait été achetée et implantée à la Ville en 1999 et pour lequel nous payons des frais d'entretien annuels. De plus, ce progiciel est protégé par un brevet. En conséquence, la transformation des données ne peut pas être effectuée par un tiers. Cette transformation constitue l'essentiel des coûts de mise à jour.
Ce contrat de gré à gré peut s'octroyer en conformité avec l'article 573.3 alinéa 6 b) de la Loi des Cités et Villes puisqu'il s'agit d'un progiciel sous brevet. En d'autres termes, seule ArchiDATA inc. détient les droits de propriété intellectuelle sur le progiciel lui permettant d'y effectuer la mise à jour des données sur les bâtiments de la Ville ainsi que la mise à jour du progiciel comme tel. ArchiDATA inc. a consenti à la Ville une licence d'utilisation du progiciel qui ne lui permet pas de consentir, à son tour, des sous-licences à des tiers. Ainsi, la Ville ne pourrait pas permettre à une autre firme d'effectuer la mise à jour dont elle a besoin.

Dans un souci de nous assurer que le progiciel déjà en place et à mettre à jour corresponde aux besoins d'affaires de la Ville, une analyse exhaustive du marché a été faite. Cette analyse est disponible en pièce jointe. Dans ce document d'analyse, une revue complète du marché a été effectuée et l'offre de service de chaque fournisseur compatible avec nos besoins a été effectuée. De plus, on y retrouve une analyse externe effectuée à l'ETS. La conclusion de cette analyse soutient complètement notre choix de demeurer avec le même fournisseur.

L'implantation de la nouvelle version du progiciel assure la Ville de conserver les données au sein de ses infrastructures informatiques, afin d'en conserver le caractère privé et le contrôle. De plus, l'implantation de ce progiciel permettra à la Ville de Montréal de devenir un leader en gestion intégrée des immeubles.

La qualité et la facilité d'accès des données des bâtiments municipaux permettront de développer plusieurs autres usages de ces données qui seraient utiles à la population comme permettre de "voir" par internet les chemins sans obstacle d'un bâtiment avant même de faire le déplacement (trouver où est la porte accessible, comment accéder aux ascenseurs et aux salles de toilettes et trouver le local requis).

La firme ArchiDATA, basée à Montréal, est déjà fournisseur de services à la Ville de Québec, à l'Université de Montréal et au CUSM. De plus, la revue de littérature place la firme parmi les 10 meilleures firmes au monde en systèmes de gestion immobilière et plusieurs états américains la considèrent comme fournisseur unique dans son champ de compétence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat est de 748 623,62 $ incluant les taxes et il devrait s'échelonner sur 3 ans.
Ce montant inclut une contingence de 5 %, pour un montant de 35 648.65 $ (taxes incluses), au cas où le nombre de bâtiments à traiter augmenterait au cours des 3 années du projet, ou que les estimations de nombre de plans à transformer soient inexactes.

Ce montant inclut également 7 % d'incidences, pour un montant total de 52 403.65 $ (taxes incluses), au cas où des coûts supplémentaires en serveurs et infrastructures informatiques seraient requis par le Service des technologies de l'information.

La dépense totale maximale sera de 801 027,27 $, incluant contingences, incidences et taxes. La dépense nette de taxes est de 722 549,24 $.

	Montant
Coût du projet (hors taxes)	620 112,96 $
Contingences (5% du contrat)	31 005,65 $
Sous-total	**651 118,61 $**
TPS	32 555,93 $
TVQ	64 949,08 $
Total du projet incluant contingences et taxes	**748 623,62 $**
Incidences (7% du projet)	45 578,30 $
TPS	2 278,92 $
TVQ	4 546,44 $
Totales incidences incluant taxes	52 403,65 $
Total projet incluant incidences et taxes	**801 027,27 $**
Ristourne:	78 478,03 $
Dépense nette:	**722 549,24 $**

Voir l'intervention du Service des finances pour les virements budgétaires requis au PTI 2014-2016 de la DSTI.

Les fonds sont disponibles, puisque les projets cités dans l'intervention du Service des finances (Écocentre Sud-Ouest et Centre Claude Robillard) auront des décaissements inférieurs à ceux qui étaient autorisés.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 53.1%. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville, tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la mise à jour des données et, incidemment de la version actuelle du progiciel, il est impossible d'améliorer la performance de la gestion immobilière (en termes de systèmes informatiques). L'analyse des processus actuellement en cours à la DSTI a clairement démontré que le temps de recherche d'informations est long et dysfonctionnel. Des gains de productivité sont à prévoir suite à l'implantation de cette mise à jour, entre autres à cause de la normalisation des données et procédures faisant partie de ce projet, incluant: l'information aux gestionnaires immobiliers disponible en temps réel, le transfert simplifié

pour les consultants et la réduction du temps de recherche et de relevés sur les sites pour tous les intervenants en immobilier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La mise à jour des données dans ce progiciel ne requiert pas d'opération de communication. Toutefois, au cours du projet, il faudra évaluer de concert avec l'administration municipale les données à rendre disponibles au citoyen. Cette décision comprendra une opération de communication qui consistera à informer la population des données qui seront disponibles sur le site internet de la Ville

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat au Conseil municipal mai 2014
Début du mandat juin 2014
Fin du mandat mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Serge OUELLETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Marc DAVIDSON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien CORBEIL
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-7903
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-14

Marie-Josée BONIN
Chef de division

Tél : 514-872-1103
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La présente intervention porte uniquement sur la possibilité, pour la Ville de Montréal, de conclure le contrat de services visé par le présent sommaire décisionnel de gré à gré avec la firme ArchiDATA inc. Le client responsable du présent dossier nous a expliqué que ce contrat de services comprend, d'une part, la modélisation des informations contenues dans le logiciel et propres aux bâtiments de la Ville (ci-après appelés les "Services") et, d'autre part, la mise à jour du logiciel en place fourni par ArchiDATA inc. à la Ville.
Tout d'abord, sur la base des informations qui nous ont été communiquées par le client et considérant notamment la confirmation de la part de ce dernier à l'effet que tous les Services requis de la part d'ArchiDATA inc. impliquent l'utilisation du logiciel dont seule ArchiDATA inc. détient les droits de propriété intellectuelle, nous sommes d'avis que la Ville peut conclure le contrat pour la portion relative aux Services de gré à gré en vertu de l'article 573.3 (6 b) de la *Loi sur les cités et villes* . En effet, il s'agit d'un contrat "dont l'objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel et vise (...) la protection de droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives." La licence d'utilisation du logiciel consentie à la Ville par ArchiDATA inc. ne permet pas à la Ville de concéder une sous-licence d'utilisation à un tiers.

Ensuite, pour ce qui est de la mise à jour du logiciel par ArchiDATA inc., elle peut être incluse dans le contrat conclu de gré à gré avec ArchiDATA inc. puisque cette mise à jour vise, conformément à l'article 573.3 (6 a) de la *Loi sur les cités et villes* , l'utilisation d'un logiciel pour assurer la comptabilité avec le logiciel existant fourni par ArchiDATA inc.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2014-04-29

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Conformément à l'alinéa 6 de l'art. 573.3 de la LCV, il est permis de passer outre à un appel d'offres lorsqu'il s'agit d'accorder un contrat de services professionnels relatif à un système déjà en place à la ville et,
« dont l'objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel et vise:

a) à assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) la protection de droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;»

Le logiciel ArchiDATA est en place à la ville depuis plusieurs années, et comporte des licences d'utilisation exclusives. Notre avis favorable s'appuie sur l'article 6, et considère aussi qu'on ne pourrait confier à une autre entreprise, un travail sur un logiciel spécialisé sans augmenter le niveau de risque quant aux résultats attendus.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge OUELLETTE
Directeur approvisionnement par intérim
Tél : 514-868-4433

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-24

Serge OUELLETTE
Directeur approvisionnement par intérim
Tél : 514-868-4433
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:
· d'autoriser une dépense de 801 027.27 $, taxes incluses, pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant

Le coût maximal de cette acquisition, est de 801 027.27 $, toutes taxes incluses, ou 722 549.24 $ net des ristournes de taxes.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

L'octroi de ce contrat de services professionnels ayant pour but la modélisation de l'information du bâtiment et de la gestion immobilière, se définit comme un rehaussement technologique du Système «Optic en ligne» déjà en place.

La transformation des données des bâtiments de la Ville, au sein de ses infrastructures informatiques, implique la reconfiguration, la programmation et la paramétrisation des données du progiciel en place et la création de nouvelles données. De plus, la mise à niveau de cette plate forme technologique s'inscrit directement dans l'orientation stratégique de la Ville d'emboîter le pas vers la «Ville intelligente».

Pour toutes ces raisons cette dépense est considérée comme étant de nature capitalisable.

Le budget requis pour ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction stratégies et transactions immobilières.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 53.1%. Ce taux représente la part

relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville, tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

1Provenance agglo :

Projet : 66196 Programme de développement-implantation d'écocentres
Sous-projet : 1366190-015 Écocentre SO - Relocalisation hon. prof. et travaux
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
131.0	139.0	114.0		384.0

1Provenance corpo :

Projet : 42290 Rénovation du complexe sportif Claude-Robillard
Sous-projet : 1342290-000 C.Claude-Robillard (0095) Travaux de réfections
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières.

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
115.0	123.0	101.0		339.0

Imputation agglo :

Projet : 66050 Programme d'acquisition d'équipements informatiques
Sous-projet : 1466050-001 ArchiDATA pour modélisation de l'information des bâtiments et gest.immo.
Sous-projet Simon : 152903
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
131.0	139.0	114.0		384.0

Imputation corpo :

Projet : 66050 Programme d'acquisition d'équipements informatiques
Sous-projet : 1466050-000 ArchiDATA pour modélisation de l'information des bâtiments et gest.immo.
Sous-projet Simon : 152335
Requérant : Direction stratégies et transactions immobilières

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
115.0	123.0	101.0		339.0

Information comptable *(en dollars)*

Provenance

Un engagement de gestion **no CC40115001** au montant de **722 549,24** $ a été pris au compte suivant :

6101.7704176.802600.01909.57401.000000.0000.112760.000000.98001.00000
04-176 Achat d'équipements et services professionnels en informatique CM04 0935

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil municipal** aux comptes suivants :

Provenance agglo (53.1%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5011028.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 11-028 acquisition equip et services professionnels informatique CG11 0420	383 673.65 $	425 345.48 $

Provenance corpo (46.9%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7704176.802600.01909.57401.000000. 0000.112760.000000.98001.00000 04-176 Achat d'équipements et services professionnels en informatique CM04 0935	338 875.59 $	375 681.79$

Imputation

Imputation agglo (53.1%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5011028.803403.01819.54304.000000. 0000.152903.000000.40020.00000 PTI-DSTI . Autres - Administration générale . Serv.prof.en informatique . ArchiDATA pour modélisation de l'information des bâtiments et gest.immo . Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	383 673.65 $	425 345.48 $

Imputation corpo (46.9%) :

	Crédits	Dépenses
6101.7704176.803403.01819.54304.000000. 0000.152335.000000.40020.00000 PTI-DSTI . Autres - Administration générale . Serv.prof.en informatique . ArchiDATA pour modélisation de l'information des bâtiments et gest.immo . Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	338 875.59 $	375 681.79 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 872-0946

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS Chausse-Gros-de-Léry
Tél.:514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-06

Sylvain LESSARD
C/D opérations budgétaires et comptables
Tél : 872-1985

Division : Direction opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Technologies de l'information , Direction

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le service des technologies de l'information accompagnera la direction des stratégies et transactions immobilières dans les activités de mise en commun des informations avec les différentes entités de la ville concernées et dans le cadre des données ouvertes pour les citoyens

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc DAVIDSON
Chef de section
Tél : 872-8799

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Georges DION
Chef de division
Tél : 872-4921
Division :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1140115001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de l'expertise technique et assurance qualité immobilière , Section assurance qualité immobilière
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme ArchiDATA Inc. pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, pour une somme maximale de 748 623,62 $, taxes incluses, fournisseur unique et autoriser une dépense totale de 801 027,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

Analyse détaillée du marché et des choix qui ont permis de déclarer le fournisseur unique.

Projet BIM - Analyse détaillée comprenant annexes.pdf

Proposition du fournisseur, incluant les montant détaillés et le calendrier de réalisation.

Offre-de-services-Modelisation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien CORBEIL
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-7903
Télécop. : 514 872-5279

ANALYSE DÉTAILLÉE
Octroi de contrat à ArchiDATA pour la mise à jour d'Optic En Ligne

Résumé

Octroyer un contrat de gré à gré à la firme ArchiDATA, dans le but de mettre à niveau le logiciel de gestion et de diffusion des plans d'occupation «Optic En Ligne» et de convertir les plans des bâtiments municipaux afin de les intégrer à la plus récente version 3D d'Optic En Ligne.

Mise en contexte

La Ville de Montréal, en tant que propriétaire d'un vaste parc immobilier (plus de 1477 bâtiments), doit être en mesure de faire face aux défis qui découlent de la gestion des informations sur son parc. Par ailleurs, la tendance mondiale en gestion immobilière et en construction de bâtiments réoriente la vision du bâtiment en passant d'une gestion de plusieurs plans 2D indépendants à une maquette unique tridimensionnelle qui comprend toutes les composantes d'un bâtiment (fondations, murs, électricité, plomberie, ventilation, occupants, bureaux, etc.). Cette vision 3D, nommée Building Information Modeling (BIM), offre une vue d'ensemble du bâtiment, permet à tous les experts de voir et d'analyser un modèle unique et complet, ce qui aide à prévoir et à corriger les erreurs dans les plans, calculer automatiquement les coûts des interventions et permet la gestion à long terme des changements dans les bâtiments.

La Ville doit gérer de façon structurée les plans de construction, de rénovation, d'aménagement et d'occupation des bâtiments. Elle doit également en assurer la pérennité. De cette gestion, doit découler une capacité d'analyse de l'état actuel des lieux. Les sources des plans sont multiples. Tout d'abord en format papier, ils sont passés en format numérisé. Les plans récents ont été faits avec des outils CAO. Ces plans sont organisés, en fonction de leur nature (architecture, ingénierie, aménagement), dans des structures informatiques en réseau (et classés par projets de rénovation, par exemple) et aucune validation croisée des données n'y est présente. La validation consiste à déterminer quels sont les plans qui correspondent à la réalité d'aujourd'hui. Les plans originaux, dits «tel que construit», sont souvent remplacés en partie, alors que certaines composantes de bâtiment (électricité et plomberie par exemple) sont rénovées. Des plans partiels démontrant une rénovation devraient être «superposés» aux plans originaux. De plus, certains projets sont amorcés, des plans sont faits et les projets ne sont par la suite, jamais réalisés. Ces plans sont conservés et embrouillent le portrait global. Finalement, les projets sont classés selon diverses numérotations et il y a peu de normalisation en termes d'archivage.

À la Ville, les logiciels de diffusion et d'accès aux plans sont vétustes (bases de données et formulaires de recherche sur l'intranet) et souvent, une recherche manuelle devient nécessaire afin de localiser le bon plan. Cette recherche peut prendre quelques jours à un professionnel qui doit en faire l'analyse, sans jamais être certain, en fin de compte, de trouver la bonne information. Il doit alors terminer son analyse par un déplacement sur le site et faire une investigation visuelle de la situation.

Situation actuelle

La Direction des Stratégies et Transactions Immobilières (DSTI) a acquis un logiciel de gestion de ses plans d'occupation des bâtiments en 1999. Ce logiciel, nommé «Optic En Ligne», a été conçu, développé et distribué par ArchiDATA, une compagnie de Montréal, oeuvrant dans le domaine de l'informatique dans le contexte du bâtiment. Le logiciel, prototype conçu à l'époque en partenariat avec la Ville, a permis à la DSTI de développer sa gestion des plans d'occupation, de diffuser sur intranet à sa clientèle (services et arrondissements) les plans d'occupation et a également permis d'offrir une information plus précise pour la facturation immobilière. À cette époque, un choix technique avait été effectué par la Ville et elle avait choisi de ne pas implanter la gestion des locaux dans les plans. Ce choix avait été fait afin de réduire les coûts du projet.

Vers 2007, une modernisation des plans d'occupation (nouveaux traitements d'information et ajout de la notion des locaux), devait être effectuée, puisque tous les nouveaux développements du logiciel «Optic En Ligne» se basaient sur l'existence des locaux dans les plans. La Ville avait alors reporté indéfiniment cette transformation des plans, pour des raisons budgétaires. La conséquence de cette décision est qu'aujourd'hui, bien que le logiciel soit toujours en opération, aucune mise à jour du système n'a pu être faite depuis 2007, puisque le format des plans ne le permet pas.

Par ailleurs, la DSTI doit gérer les données d'audit des immeubles, les données de gestion de la règlementation, des systèmes mécaniques et d'efficacité énergétique, etc. Toutes ces données apportent à la DSTI une source considérable de nouvelles informations (rapports, photos, données, etc.) essentielles pour une bonne gestion du parc immobilier. Aujourd'hui, il devient difficile de conserver un lien repérable de l'emplacement physique d'une donnée avec les outils de gestion en place.

Enjeux

Dans ce contexte, la DSTI désire procéder à la mise à jour de son système «Optic En Ligne» et générer les données manquantes sur les plans, afin de corriger la situation passée (systèmes d'information pas à jour), intégrer de manière intelligente les données de l'audit des immeubles, revoir la gestion documentaire des plans des projets dans les immeubles (obtenir «le bon plan»), devenir un leader en gestion intégrée des immeubles et se préparer afin de

fournir les outils d'analyse requis à la diffusion de données ouvertes (qui doivent être avant tout valides et à jour).

Le logiciel «Optic En Ligne» est protégé par un brevet technologique[1] qui rend impossible pour la Ville de séparer la mise à jour du système en deux étapes distinctes (mise à jour du logiciel et conversion des plans). La mise à jour du système doit donc être traitée en une seule étape. Le choix qui en découle est simple : mettre à jour le système actuel ou chercher une autre solution sur le marché.

Enjeu contractuel

Selon la loi des Cités et Villes, la Ville peut octroyer de gré à gré le contrat de mise à jour du logiciel «Optic En Ligne» puisque l'article article 573.3 stipule :

> *«Les articles 573, 573.1 et 573.3.0.2 ne s'appliquent pas à un contrat :*
>
> *…*
> *6° dont l'objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel et vise:*
>
> *a) à assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;*
>
> *b) la protection de droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;»*

La Ville possède donc le privilège d'octroyer de gré à gré le contrat avec la firme ArchiDATA. Cependant, il demeure judicieux pour la Ville de s'assurer que ce choix technologique demeure le bon. Il pourrait être décidé de faire table rase du système en place et de recommencer de zéro, pourvu que le coût d'acquisition d'une nouvelle solution soit financièrement et technologiquement avantageux pour la Ville. Un choix interne à la DSTI a été fait de ne pas considérer les firmes informatiques qui ne possèdent pas déjà une telle expertise et qui n'ont pas déjà implanté de genre de systèmes. Le risque technologique deviendrait alors trop grand, ce qui se ferait au détriment des activités déjà en place à la Ville.

Avis juridique

Dans le but de baliser l'étendue de recherche d'un fournisseur concurrent et adéquat pour les besoins de la Ville, la DSTI a demandé un avis du Service des affaires juridiques. Une note datée du 13 avril 2012 par Me Isabelle Nantais stipule ceci :

[1] http://patents.ic.gc.ca/opic-cipo/cpd/fra/brevet/2434644/sommaire.html

«Tel que discuté un peu plus tôt ce jour, sous réserve qu'une recherche documentée et sérieuse faite sur l'ensemble des provinces et territoires Canadiens conclue à l'unicité du fournisseur ArchiDATA (ce que je comprends être le cas), je vous confirme que la Ville est autorisée à conclure une entente de gré à gré avec ArchiDATA pour l'acquisition et la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information géographique en 3D ayant été créé dans le cadre d'un programme de recherche entre l'ÉTS. ArchiDATA et la Ville. Si, au contraire, la recherche devait démontrer qu'il existe plus d'un fournisseur au Canada en mesure de fournir un tel système, alors la Ville devra aller en appel d'offres public (coût supérieur à 100 000,00 $)…»

La DSTI devait donc procéder à la recherche de fournisseurs canadiens qui offrent le même type de système informatique et les services professionnels adéquats en gestion intégrée des plans.

La DSTI a donc choisi de procéder à la recherche de fournisseurs canadiens par l'entremise de deux stratégies distinctes. Une recherche interne a été effectuée, en fonction de critères techniques qui constituent les fonctions requises du système. En parallèle, un mandat a été confié au département du Génie de la construction de l'École des technologies supérieures (ci-après ÉTS).

Recherche interne

La DSTI a effectué une recherche des fournisseurs qui pourraient répondre à ses besoins. Une grille exhaustive des fonctionnalités requises et souhaitées a été établie (voir annexe 1). Une recherche complète du Web et de tous les fournisseurs potentiels a été faite. Un maximum d'informations sur les possibilités et fonctionnalités de chaque système a été amassé, compilé et évalué en fonction des attentes de la DSTI. Cinq fournisseurs ont été retenus pour une analyse plus poussée. De ces cinq fournisseurs, un est basé en Espagne et a débuté le processus de faillite pendant notre recherche (Bricsnet). Des quatre autres, deux n'étaient pas conforme selon notre grille de sélection (Archibus et Space Database). Les deux restants étaient FM Systems (États-Unis) et ArchiDATA (Montréal).

Mandat de recherche à l'ÉTS

Dans le but d'obtenir une opinion indépendante des solutions conformes aux besoins de la DSTI, la Ville s'est tournée vers le fonds de recherche du MITACS-Accélération[2]. L'organisation MITACS est sans but lucratif et a pour mission de financer la recherche et l'innovation. Elle est soutenue par le gouvernement fédéral et les universités canadiennes. La DSTI a donc confié à une étudiante en maîtrise à l'ÉTS, sous l'égide de Daniel Forgues, professeur au département de Génie de la construction, le mandat de réviser l'ensemble de nos pratiques et de nos besoins en

[2] http://www.mitacs.ca/fr/acceleration

systèmes d'information, d'effectuer une revue complète des solutions disponibles sur le marché et de nous recommander des fournisseurs capables de satisfaire à l'ensemble de nos besoins (voir annexe 2).

Cette recherche a été effectuée de manière collaborative et l'étudiante qui a effectué cette revue a eu l'occasion de rencontrer l'ensemble des intervenants à la DSTI, de même que quelques gestionnaires immobiliers en arrondissement. Une grille d'évaluation des solutions disponibles en Amérique du Nord a été élaborée et deux fournisseurs sont ressortis comme étant conformes à nos besoins. Il s'agit de FM Systems et ArchiDATA. Cependant, la recommandation du rapport de recherche était d'aller de l'avant avec ArchiDATA, puisque le fournisseur correspondait le mieux à nos besoins.

Table 6: Plateformes sur le marché nord-américain

	Interface WEB	Gestion du portefeuille immobilier	Intégration des données	Gestion des "plans tel que construit"	Gestion des composantes électro-mécaniques	Gestion de l'occupation des espaces	Gestion de projets de construction	Gestion des documents et manuels d'entretien	Moteur de recherche	Visualisation 3D
Archibus	x	x	x		x	x	x		x	x
ArchiDATA	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Ecodomus	x	x	x		x		x			x
FM:Systems	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Onuma	x	x	x	x	x	x	x			x
PenbaySolutions		x	x	x	x	x	x		x	x
Planon		x	x		x	x	x	x		

Extrait du rapport[3]

Choix du fournisseur

FM Systems

La firme FM Systems est basée en Caroline du Nord et n'a pas de bureau au Canada. Elle fait affaire avec un distributeur canadien basé à Toronto. L'expert qui a fait notre recherche interne a contacté FM Systems, puis le distributeur canadien. Il ressort de ces discussions, un problème de langue à tous les niveaux. Le système n'est vendu qu'en anglais et on doit faire affaires avec un fournisseur tiers afin de faire traduire le système. De plus, la formation et le support ne sont également disponibles qu'en anglais. Puisque les utilisateurs prévus du système sont partout au

[3] Dao, Thi Hong Lieu, Rapport présenté à l'ÉTS, Maîtrise en Génie de la construction, Montréal, 26 avril 2013

sein des unités administratives de la Ville (par intranet) et éventuellement disponible sous certaines formes à l'ensemble de la population, ce type d'implantation comporte des risques. Ce fournisseur ne correspond pas, au final, aux termes édictés dans l'avis juridique. Il n'est donc pas retenu.

ArchiDATA

La firme ArchiDATA est la seule firme canadienne qui offre les services informatiques requis, en fonction de nos besoins corporatifs de gestion immobilière. Cette situation est facilement explicable. Cette firme a démarré ses activités et a obtenu son premier mandat avec la Ville de Montréal. Le système a alors été développé en partenariat avec la Ville, en fonction de ses besoins. Par la suite, ArchiDATA est devenu un leader nord-américain[4] dans le domaine de la gestion informatisée des bâtiments. De plus, cette firme est basée à Montréal. Son système est utilisé par de grands propriétaires immobiliers dont le CUSM, la Ville de Québec et l'Université de Montréal.

Opportunité pour la Ville de Montréal

La réalisation de ce projet positionnerait avantageusement la Ville dans le domaine de la gestion immobilière. Afin de demeurer compétitive, Montréal doit investir dans ses données. Un enjeu d'efficacité et de réduction du temps requis en recherche d'informations permettra à la Ville de mieux faire face à ses défis actuels et futurs.

Il faut également souligner que la réalisation de ce projet permettrait à la DSTI de mieux structurer ses données et de répondre à la demande faite par l'administration municipale de publier des données ouvertes émanant de notre solution BIM.

Finalement, ce projet s'inscrit directement dans la récente orientation stratégique de la Ville de faire un pas concret vers la «Ville intelligente». C'est d'utiliser les données de qualité, de les rendre disponibles, de les intégrer graphiquement et visuellement afin de créer de nouvelles données contextuelles, d'économiser du temps de recherche d'informations et d'afficher le résultat du traitement dans un format utilisable pour un non initié, comme dans un Google Maps[5].

[4] Selon une étude de Pike Research, 2 mai 2012, http://www.navigantresearch.com/research/building-information-modeling

[5] © 2014 Google

Recommandation

Par conséquent, la DSTI recommande d'octroyer un contrat à ArchiDATA, selon le cahier de charge élaboré à cet effet, au coût de XXX$ réparti sur 3 années. Une ressource humaine additionnelle (agent technique) est requise afin d'accompagner la firme et faire le lien avec les différentes activités de la DSTI, intégrer les données des autres unités de la Ville comme la Direction des immeubles et assurer la normalisation des processus et données.

Préparé par Sébastien Corbeil
Dernière révision le 11 mars 2014

ANNEXE 1

RECHERCHE INTERNE

4 Pages

Spécification de l'étendue de la recherche

Liste de tous les outils comparables

Comparaison entre les outils (2 pages)

1- Flux des tâches et interrelations des outils à considérer dans la solution

L'ensemble des taches de la gestion immobilière de la Ville de Montréal (VM) oscille presque toujours dans les deux champs d'activités suivants :

- La gestion documentaire
- La gestion CAFM (Computer Assisted Facility Management) y compris le maintien d'actif "

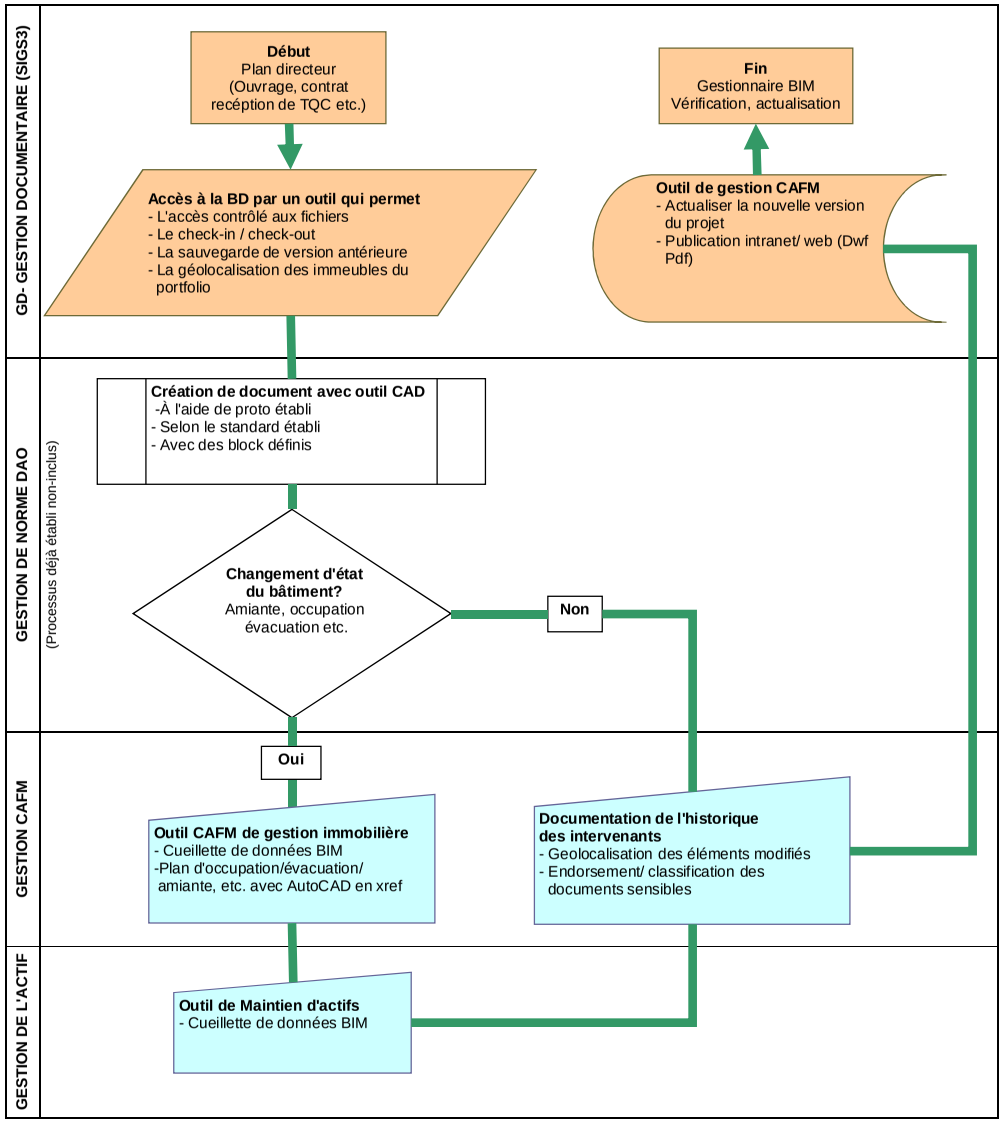
Qu'il s'agisse d'un projet réalisé à l'interne ou par des consultants externes, que ce soit la réception de TQC ou encore la préparation de données pour la gestion immobilière; La Ville de Montréal devra se doter d'un outil qui permettra:

- La gestion documentaire
- La maintenance du protocole établi
- La modification/création des plans d'occupation, d'évacuation etc.
- La mise à jour Web des plans
- La production compilation des rapports...

Le présent document se veut une représentation quantifiable dans :

- La détermination des besoins de la VM
- La compilation des plateformes potentielles
- La recommandation professionnelle pour le choix d'un outil au plus près des critères de sélection de la VM

L'outil idéal devra offrir des solutions dans un même et unique plateforme selon les exigences TI de la VM. Le tableau (Déterminant d'outil potentiel) présente les solutions à étudier.



SIGS3 (SIGI)	environnement visuel pointant vers SIGI
Map Info	Traitement de données de cartographie
Archidata (tiroir à plan)	Intéressant à considérer
IBM Maximo	Produit d'IBM utilisé par Archibus & Tririga comme lien aux produits Autodesk se spécialisant dans du: Asset management, project planning & work dispatching
Mfiles	S'apparente à SIGI
AutoCAD	Processus en planification à l'interne
Revit	Non utilisé encore
FmSystems (GeoMAP)	Système de modules au besoin
Archibus (Maximo)	Système de modules au besoin
Archidata	Intéressant à considérer
Bricsnet Enterprise	Intéressant à considérer
Manhattan IWMS	Remplace Bricsnet
Autodesk REVIT	Intéressant à considérer

Légende

Besoin dont la VM | Besoin essentiel | Début/ fin | Accès aux données | Décision | Processus préétabli | Stockage de données | Entrée mannuelle

OUTIL Adresse & Contact	BESOIN DE LA VILLE-DE-MONTRÉAL			LES POINTS CONSIDÉRÉS		EXPLICATION DE LA DÉCISION	
	GD	CAFM	Déploiement	Avantages	Inconvénients	Oui /Non	
VisionFM	Non	Oui	Non			Non	Outil discontinué. Acheté par FM:Systems
FM Systems 2301 Sugar Bush Road, Suite 500 Raleigh, NC 27612 Phone: (800) 648-8030 Représentant Canadien, Geomap 1440, rue Hocquart, Bureau 220 Saint-Bruno (Québec) -Canada, J3V 6E1 (450) 461-1158	Non	Oui	Non	- Approche client/administrateur - Gestion de restrictions Clients : Créer modifier visualiser les documents Endorsé par Autodesk pour son prix abordable et sa - robustesse	- Déploiement côté langue peut achopper. Puisque quoique ayant des représentants au Qc, il faudra se tourner aux ÉU pour les questions	Oui	
Archibus **Ottawa (siège social canadien)** 135 Michael Cowpland Drive, 4th Floor - Ottawa, ON, Canada K2M 2E9 Tel: 613-796-3366 Fax: 613-769-0033	Non	Oui	Oui	- Très reconnu dans le secteur. Beaucoup d'utilisation aux Etats-Unis et le Canada anglais.	- La BD doit être reprogrammer à chaque nouvelle version Rigidité dans la création de tableaux puisqu'on doit utiliser uniquement ceux qui fournis.	Oui	
Archidata **Montreal (Siège social)** **333 Notre-Dame Street East,** **Suite 108** Montreal, Quebec H2Y 3Z2 (514) 876-1770	Oui	Oui	Oui	- Peut répondre à tous nos besoins immédiats et futurs Produit canadien, québécois à quelque pas de - distance Déjà propriétaire depuis plus de 10 ans - Économie au niveau du logiciel de base -	- La proximité, la satisfaction du produit déjà en main et la fraternisation dû à leur professionalisme de proximité peut être jugé à tort de favoritisme La taille de l'entreprise jugé trop petite -	Oui	
Bricsnet Enterprise	Non	Oui	Oui	- Outil très intéressant embrasse tous les standards et tendances du marché. Semble offrir une solution plus qu'adéquate à l'ensemble des besoins des clients. Compétition farouche à Archidata http://www.youtube.com/watch?v=lTs4j_0Iuzw	- Réside aux Etats-Unis. La langue peut-être sera une barrière à enquêter.	Non	Cet outil quoique impressionant ne peut être considéré puisque discontinuié. Selon Andy Fuhrman (Vice président au développement de produit), l'entreprise originaire de l'Espagne n'a pas pu faire face aux difficultés économiques de cette région; on a ainsi fermé les portes. En réalité, le CEO est en prison pour détournement de fonds et la compagnie est en faillite. Clientèle convergée à Manhattan enterprise.
Manhattan IWMS North America Headquarters: Marlborough Technology Park 200 Nickerson Road Marlborough, MA 01752, USA Tel: 1.508.381.5800 info@manhattansoftware.com	Oui	Oui	Oui	Solution appropriée pour la gestion d'immeuble dans un point de vue opérationnel.	- Réside aux Etats-Unis. On doit vérifier s'il sera disponible en français.	Non	Trop versé dans le (Asset Managent) semble ermétique. À déconseiller.
Maximo Tririga	Non	Oui	Oui			Non	Expérience négative dans le passé. Entrevue téléphonique et documents reçus non convaincants
Space Database Inc. 477 Richmond Street West, Suite 903 - Toronto, On M5V 3E7 Canada Greg Mounsey 647 286-4758 Cell 416 516-8920 x236 Bur.	Oui	Non	Non	- Nil	- Nil	Oui	Produit un peu dépassé. L'accomplissement des tâches semblent laborieux.
Mfiles	Oui	Non	Non	- Nil	- Nil	Non	Produit un peu dépassé. L'accomplissement des tâches semblent laborieux.
GeoMap 1440, rue Hocquart, Bureau 220 Saint-Bruno (Québec) -Canada, J3V 6E1 (450) 461-1158	Non	Oui	Oui	- Utilise AutoCAD MAP (technologie CAD développé par Autodesk). Pourrait être efficace dans les définitions de bloc.	- L'outil Web vs Windows ne sont pas congruants. La mise à jour des plans ne se fait pas automatiquement. On doit publier en DWF puis publier. Peut être problématique si on oublie de publier	Non	
Autodesk Revit	Non	Oui	Oui	- Compatible à AutoCAD Les dessins CAD peuvent être liés dans Revit	- Le standard des dessins de la VM ne permet pas de bien planifier cette avenue en temps et main d'oeuvre	Non	C'est possible mais tout est à définir, il s'agit d'une coquille vide que l'utilisateur doit développer. À déconseiller pour le moment dû au temps de réalisation considérable.

LEGENDE :
Gestion documentaire | CAFM/ Gestion immobilière | Besoins VM | Non inclus/supporté

EXPLICATION DU POINTAGE: D'accord (100%), Peut-être (25%), Inexistant (0)

RÉSUMÉ des solutions par rapport au % des besoins

Solution avantageuse	**Archidata** 84,8	%
Solution moins complète	**Archibus** 41,5	%

		Définition des besoins de la Ville-de-Montréal			FmSystems 2301 Sugar Bush Road, Suite 500 **Raleigh, NC 27612** Phone: (800) 648-8030					Archibus 135 Michael Cowpland Drive, 4th Floor **Ottawa, ON, Canada - K2M 2E9** Tel: 613-796-3366					Space Database 477 Richmond Street West, Suite 903 **Toronto, Ontario M5V 3E7** Canada					Archidata 333 Notre-Dame Street East, **Suite 108, Montreal, Quebec - H2Y 3Z2** (514) 876-1770				
		Obligatoire	Souhaitable	Pondération	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	Pointage	Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	Pointage	Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	Pointage	Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	Pointage	Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.
A-	**Gestion documentaire (SIGI / SIG3)**																							
1	- Permet le rangement rationnel de données (emplacement, terrain, immeuble, gestionnaire etc.)	x		3	x			3	Se démarque des autres en offrant des modules dans plusieurs domaines à moindre coût dont la gestion des biens		x		0,8	Oui cependant les autres outils présentent une solution plus avantageuse.	x			3	Outil simple où tout se fait en-ligne	x			3	L'espace est gérée en fonction de la région, du campus, du centre , du bâtiment, de l'étage, des unités, des locaux jusqu'au profil du gestionnaire responsable
2	- Fonctions de recherche commande requête	x		2		x		0,5	Proposition simpliste	x			2	Se fait avec aisance	x			2	requête simple (annexe page SP4)	x			2	On propose un moteur de recherche capable de gérer des critères avancés
3	- Assignation, approbation de fichiers	x		3	x			3	Se fait avec FM: Interact		x		0,8	Les autres outils préesentent une philosophie plus appropriée à l'utilisateur		x		0,8	Simple processus d'approbation dans Tru-Measure.	x			3	Il existe un module d'approbation
4	- Gestion et contrôle de permission d'accès (gestionaires & usagers)	x		3	x			3			x		0,8			x		0,8		x			3	On peut y créer des mots de passe, un nom d'usager avec accès contôler selon le bâtiment
5	- Supporte le versionage et la récupération de plan	x		4			x					x					x			x			4	
6	- Partage contrôlé de fichier (Check-in/Check-out)		x	1			x			x			1				x					x	0,3	
7	- Permet l'accès, la visualisation, l'impression des documents dans un environnement WEB	x		2	x			2	Se fait avec aisance	x			2		x			2		x			2	DWF, PDF, JPEG, GOOGLE EARTH
8	- Démonstration du Statut d'accomplissement des projets	x		3			x				x		0,8			x		0,8		x			3	
9	- Gestion classification des documents sensibles (TQC, devis, manuel d'entretien, lettres, garanties, spécifications etc)	x		2			x		Non démontré		x		0,5			x		0,5		x			2	Gestion de cartouche
10	- Impression en vrac, transfert sous divers médias CD, DVD ...		x	2		x		0,5	On peut le réaliser à la limite		x	x	0,5	On peut le réaliser à la limite	x			2		x			2	Gestion des imprimeurs, standard .ctb
	Gestion documentaire (SIGI / SIG3)			**25**				**12**					**9**					**12**					**24**	
B-	**CAFM / Gestion immobilière (Occupation)**																							
1	- Création/ modification de rapport, plan directeur, scénarios et templates	x		5	x			5	Très interessant et puissant dans la gestion/création de rapports		x		1,3	Il y a des templates de base à même l'outil mais leur modification entraine des coûts sup. selon les démonstrations d'une expérience antérieure.	x			5	Offre de "Stacking Plans & availability Reports (voir annexe page SP1)	x			5	Avec un module de coordination de documents l'outil permet de créer des rapports avec aisance (Rapport CRYSTAL). Puis on peut sauvegarder sous forme de favoris pour utilisation ultérieure.
2	- Gestion de l'information selon l'immeuble	x		3	x			3	Capable de lire les info de Pline CAD/Revit	x			3	Bien démontré	x			3	Voir SP2, Database Integration	x			3	Module de gestion de l'espace permettant l'information sur l'immeuble.
3	- Gestion des espaces et de leur usage	x		6	x			6		x			6	Si on utilise Revit les infos du BIM pour le Pline seront lus à travers d'une une tierce application MAXIMO	x			6	Création de contenu marketing pour une présentation optimum des immeubles	x			6	Efficacité dans la sélection de lien CAD-Immeuble
4	- Creation de plan d'occupation selon BOMA	x		6	x			6		x			6		x			6	Leur force réside dans le mesurage et la préparation des plans d'occupation BOMA	x			6	Interagit à la surface avec AutoCAD en Xref. Intéressant.
5	- Association des données du bail et des projets		x	2	x			2	L'outil commence par l'immeuble et non l'étage	x			2	La Gestion du patrimoine est une des forces de cet outil		x		0,5	L'aisance de cette activité non démontrée.	x			2	La gestion immobilière est la base (Leasing module, VPR). D'autres outils commence avec la gestion de projet comme base (Tririga)
6	- Regroupement des plans en mode interactif permettant une représentation shématique 3D	x		6			x		Non démontré			x		Il faudra le réaliser avec un outil de modélisation 3D (SketchUp, Revit) à part	x			6	Autre élément de la spécialité de cet outil. Voir 3D (SP2)	x			6	Bldg Dashboard, Google Earth
7	- Accès/Visualisation des plans de mannière contrôlée	x		5	x			5	Avec FM:Interact on peut contrôler l'accès			x		Accomplissement un peu difficile	x			5	Réalisé avec Tru-Measure Hosting Page (voir SP4)	x			5	Avec le Virtual Plan Room (VPR) on y propose un accès par projet
8	- Gestion d'accès (groupe ou individuel)	x		5		x		1,3	On peut aussi le réaliser avec Fm:interact. Cependant reste une proposition peu élaborée		x		1,3				x			x			5	Se fait plus aisément que les autres. On peut y faire la gestion des professionnels, des contracteurs etc.
9	- Création de modification (Markup plan) et de template		x	2		x		0,5	L'environnement est monotonne ne reflecte pas la capacité. Mais le contenu prouve du contraire		x		0,5	Avoir été le pilier dans ce domaine mais se voit dépasser par d'autres propositions.		x		0,5	On propose d'envoyer une requête à réaliser par l'équipe de Space Database. Moins intéressant. Voir SP4	x			2	Peut se faire par le gestionnaire au niveau du (Module de gestion) ou en annotation avec le (Approval Module) dans le VPR
10	- Association aux locaux des identifiants (TAGS) de géolocalisations, permet l'accessibilité par appareils intelligents (Android, iPad, ou Playbook)	x		5	x			5	Étant une solution modulaire, les autres éléments intéressants vont s'ajouter au prix de base.		x		1,3	Non démontré			x			x			5	Tag au niveau local de zone de projet. Nouveau projet BOXEL (en instance de brevet) pour géo-positionner les zones de travaux avec Google Earth.
	CAFM / Gestion immobilière (Occupation)			**45**				**34**					**21**					**32**					**45**	
B1-	**Tendances du marché**																							
2	- Gestion et standardisation (CAD, BIM, IFC, COBIE)		x	1			x		N/A		x		0,3	Nécessite extension d'une tierce partie IBM Maximo pour le support COBIE			x		N/A		x		0,3	Interessant ici on propose l'interopérabilité des normes BIM, CAD etc en lien externe. Avantageux pour les outils/standards futurs.
3	- Gestion des opérations & des actifs (asset mgt)	x		1	x			1	Offre des modules dans plusieurs domaines à moindre coût dont la gestion des biens	x			1	Reconnu pour son approche FM et Asset Management	x			1	On propose une salle de plan. Voir SP4	x			1	Va un peu plus loin en gardant un système ouvert capable d'acquérir et lier l'infos. Module gestion imm. + objets.
4	- Outil de recherche des espaces vacants		x	1	x			1		x			1			x		0,3	Aisance non démontrée	x			1	On peut effectuer par exemple la liste des clients depuis 1995
5	- Géoréférencement des équipements et des travaux		x	2			x					x		Non démontré			x			x			2	Se fait au niveaux des zones avec le Boxel
	Tendances du marché			**5**				**2**					**2,3**					**1,3**					**4,3**	
C-	**Déploiement**																							
2	- Compagnie expérimentée et délai crédible	x		1		x		0,3	Très reconnu aux USA. Avait 10 ans de service quand Autodesk a fait leur acquisition. L'expérience au Canada est limitée.	x			1	Reconnu mondialement		x		0,3	Se spécialise dans un marché de real estate. Certains aspects peuvent peu-etre servir la VM. Ex: La modélisation 3D. Voir SP5 & SP7	x			1	
3	- Coût de souscription annuelle abordable	x		3	x			3	Ne nécessite pas la reprogrammation de la BD			x		Le plus élevé du groupe			x		95$/ Bâtisse/ mois (Selon Greg M. SpaceD)			x		

LEGENDE :

Gestion documentaire | CAFM/ Gestion immobilière | Besoins VM | Non inclus/supporté

EXPLICATION DU POINTAGE: D'accord (100%), Peut-être (25%), Inexistant (0)

RÉSUMÉ des solutions par rapport au % des besoins		
Solution avantageuse	**Archidata** 84,8	%
Solution moins complète	**Archibus** 41,5	%

		Définition des besoins de la Ville-de-Montréal			**FmSystems** 2301 Sugar Bush Road, Suite 500 **Raleigh, NC 27612** Phone: (800) 648-8030					**Archibus** 135 Michael Cowpland Drive, 4th Floor **Ottawa, ON, Canada - K2M 2E9** Tel: 613-796-3366					**Space Database** 477 Richmond Street West, Suite 903 **Toronto, Ontario M5V 3E7** Canada					**Archidata** 333 Notre-Dame Street East, **Suite 108, Montreal, Quebec - H2Y 3Z2** (514) 876-1770				
		Obligatoire	Souhaitable	Pondération	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	**Pointage**	**Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.**	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	**Pointage**	**Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.**	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	**Pointage**	**Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.**	D'accord 100%	Peut-être 25%	Absent 0%	**Pointage**	**Explication du pointage et annexe des documents à l'appui.**
4	- Personnalisation respectée lors des nouvelles versions	x		3	x			3	Affilié à Autodesk			x		On doit reprogrammer la BD pour chaque nouvelle version	x			3	Processus continu			x		
5	- Respect des critères de langue de la VM	x		1	x			1	Tous les outils présentent divers programmes d'enseignement efficaces			x		Le plus élevé du groupe. 1300$ Par individu par niveau pour 3 jours		x		0,3	Outil anglais Toronto avec une certaine proximité au Québec		x		0,3	
6	- Compatible aux produits Autodesk (AutoCAD et Revit)	x		3	x			3	Autodesk le confirme.		x		0,8	Lien Revit ne se fait pas tjrs bien selon la version (voir ARB1)		x		0,8			x		0,8	
7	- La compagnie est accessible au Canada	x		2		x		0,5	Compagnie Américaine avec point de revente au Canada.	x			2	Siège social à Ottawa	x			2	Cie canadienne. Siège social à Toronto	x			2	Produit Québecois résidant à quelque pas de distance. Avantage marqué pour la gestion des imprévus
8	- Résidence du système dans nos propres serveurs	x		1	x			1	L'infrastructure en est ainsi conçu		x		0,3	La BD est hébergé chez le fournisseur.			x		La BD est hébergée par Space Database. (Voir SP0, SP1)	x			1	L'outil peut résider chez le client avec une copie chez le fournisseur pour une protection accrue
9	- Configuration non conflictuelle @ TI SIGI, SIGS et Ultima	x		2		x		0,5	Leur approche de bâtir avec nous attire confiance. Mais si pépin peut être long dû à la distance	x			2	Leur popularité mondiale témoigne de ce fait		x		0,5		x			2	Leur équipe travaille toujours en collaboration et selon les éxigences du TI.
10	- Après la mise en place, la compagnie offre une formation adéquate	x		2		x		0,5	Il existe divers programmes d'enseignement		x		0,5	Oui mais forfait coûteux (1300$ /individus pour 3 jours)		x		0,5	La réalisation se fait par leur propre intervenants. Approche clé en main		x		0,5	Oui offre des forfaits intéressants. Individuel, groupe, formateur etc.
11	- Capable d'utiliser le metadata de la BD de la VM	x		2		x		0,5	Tout indique que oui mais l'ampleur reste à découvrir		x		0,5			x		0,5	Peut utiliser les dessins existants		x		0,5	Peut pointer vers les documents légaux, formels. Alors qu'un autre outil gère la BD.
	Déploiement			**20**				**13**					**7**					**7,8**					**7**	
D-	**Notes particulières**																							
1	- Risques minimes et conséquences prévisibles	x		1			x		Bien qu'expérimentée il faudra faire des acrobaties législatives au niveau de la langue.	x			1	Reconnu mondialement			x		Quoique intéressant, risque d'être coûteux pour la réalisation à l'ensemble du portfolio de la VM.		x		0,3	La solution englobe grandement les besoins de la VM, l'expérience passée est positive, la tendance avangardise des gestionnaires rassure et le partage des solutions développées apporte un plus value.
2	- L'outil comporte des éléments immédiats qui peuvent être utiles à l'avenir et/ou intéresser d'autres secteurs d'activité de la VM	x		2		x		0,5	Étant une solution modulaire, les autres éléments intéressants vont s'ajouter au prix de base.		x		0,5	Plus ou moins, mais le développement inclus des frais cachés	x			2	Peut-être utilisé pour certaine bâtisse exemplaire au point de vue marketing et de publisité.	x			2	Operations, Baux, Ventes, archivage de plans et gestion de documents dans une même solution
3	- l'impression professionnelle en matière de la performance possible de l'outil basée sur une expérience antérieure	x		2			x		Non seulement le coût abordable, l'outil étant ouvert s'ajuste aux nouvelles versions d'AutoCAD ou Revit		x		0,5	Quoique un outil robuste et bien connu, cette plateforme fait face à des compétiteurs farouches qu'il faut tenir compte avant de les considérer.		x		0,5	Intéressant pour référence future.	x			2	
	Notes particulières			**5**				**0,5**					**2**					**2,5**					**4,3**	
	Définition des besoins de la Ville-de-Montréal			**100**	**FmSystems**			**61,3**		**Archibus**			**42**		**Space Database**			**55**		**Archidata**			**85**	

Recommandations:

La solution ArchiDATA est à conseiller non seulement parce qu'elle permet sous une même plateforme de :

- Proposer des outils spécifiques centrés sur la planification; Travailler selon l'habitude des utilisateurs (bâtiment, projet, contrat, édifice); Faciliter la représentation 3D facilitant la visualisation et l'organisation.

Mais parce qu'elle offre une philosophie de partage qui à chaque développement favorise l'ensemble des détenteurs de licence. Et surtout parce que la Ville de Montréal détient déjà une licence prête à être utiliser.

FmSyste Syste Syste Systems | Archibu rchib rchib rchibus | Space Data Data Data Database | Archid chid chid chidata

ANNEXE 2

RAPPORT DE L’ÉTS

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

RAPPORT DE PROJET
PRÉSENTÉ À
L'ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

COMME EXIGENCE PARTIELLE
À L'OBTENTION DE LA
MAITRISE EN GÉNIE DE LA CONSTRUCTION, PROFIL GESTION DE LA CONSTRUCTION

PAR
Thi Hong Lieu DAO

L'OPTIMISATION DE L'UTILISATION D'UNE PLATEFORME BIM DANS LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, LE 26 AVRIL 2013 AU BUREAU DES CYCLES SUPÉRIEURS

 Thi Hong Lieu Dao, 2013

 Cette licence Creative Commons signifie qu'il est permis de diffuser, d'imprimer ou de sauvegarder sur un autre support une partie ou la totalité de cette œuvre à condition de mentionner l'auteur, que ces utilisations soient faites à des fins non commerciales et que le contenu de l'œuvre n'ait pas été modifié.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements s’adressent tout d’abord à mon directeur de projet M. Daniel Forgues pour son soutien et encouragement, pour l'inspiration, l'aide et le temps qu'il m’a consacré. Merci d’avoir cru en moi et de m’avoir offert l’opportunité d’entreprendre un tel projet. Merci au programme MITACS ainsi qu’à la Ville de Montréal d’avoir rendu ce projet possible et pour le soutien financier.

Je remercie également M. Dominique Dubuc et Mme Geneviève Tremblay pour leur expérience, leurs précieux conseils dans le domaine et de m’avoir permis d’approfondir mes connaissances dans un milieu de travail. Merci à M. David Marcel d’avoir été plus qu’indulgent et flexible sur les horaires de travail.

Mes remerciements s’adressent aussi à M. Lafontaine pour m’avoir accompagné tout au long de mon séjour à la Ville de Montréal ainsi qu’à toute l’équipe qui a bien voulu participer aux entrevues. J’exprime ma gratitude à M. Vincent Laberge pour son aide, sa générosité et son temps.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance envers M. Dominic Tremblay qui a eu la gentillesse de lire et corriger ce travail.

Merci à Roberto Pace qui m’a accompagné tout au long de ce séjour avec beaucoup de patience. Il peut maintenant expliquer ce qu’est le BIM.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à ma famille et amis, qui m'ont toujours soutenue et encouragée au cours de la réalisation de ce projet

Merci à tous et à toutes.

L'OPTIMISATION DE L'UTILISATION D'UNE PLATEFORME BIM DANS LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Thi Hong Lieu DAO

RÉSUMÉ

Le succès de l'adoption des technologies associées à la modélisation informatisée du bâtiment dépend de l'intérêt des clients à en exiger l'utilisation pour leur projet. Les clients publics, de par l'envergure de leur portefeuille de projets jouent un rôle prépondérant pour conduire ce mouvement. Cependant, ces derniers ne semblent pas saisir la valeur de l'adoption du BIM pour la gestion de leurs actifs immobiliers. Selon des études américaines et australiennes, piètre gestion de l'information en construction coûte, pour chacun de ces pays, près de 15 milliards US. Les plus fortes pertes (près du deux tiers) se retrouvent chez les propriétaires immobiliers. Le BIM pour la gestion des équipements se concentre plutôt sur le volet technologique et néglige souvent l'aspect de la gestion du changement requis pour migrer des approches traditionnelles de gestion des équipements vers des processus associés aux technologies BIM. Ce projet de recherche explore le volet organisationnel de l'implantation d'une plateforme BIM dans une municipalité. Il analyse, à l'aide de l'information recueillie à partir d'entrevues, de revues de documents et de cartographies des processus, les contraintes et défis dans l'implantation d'une telle plateforme, autant au niveau de l'harmonisation du transfert d'information des technologies en place que des changements exigés dans la culture et la structure organisationnelle.

L'OPTIMISATION DE L'UTILISATION D'UNE PLATEFORME BIM DANS LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Thi Hong Lieu DAO

ABSTRACT

The successful use of the technologies associated to BIM depends on the interest and levels of investment that clients are willing to put into their projects. Public customers By the size of their portfolio of projects, public owners play a key role in leading this movement. However, they do not seem to grasp the value of the adoption of BIM technologies to manage their real estate assets. According to U.S. and Australian studies, the costs of poor information management in construction for each of these countries are nearly U.S. $ 15 billion. The largest losses (almost two thirds) were found among property owners. The implementation of BIM technologies for facility management focuses mostly on the technological aspect and often neglects the change management required to migrate from traditional approaches to asset management processes. This research project explores the organizational aspects of implementing a BIM platform in a municipality. Using information gathered from interviews, document reviews and mapping processes, it analyzes the constraints and challenges with the implementation of such a platform. It investigates the transfer process of information technologies in place as well as changes in the business culture and organizational structure.

TABLE DES MATIÈRES

Page

INTRODUCTION 1

CHAPITRE 1 PRÉSENTATION DU PROJET 3

1.1 PROBLÉMATIQUE 3
1.2 LE POTENTIEL DU RETOUR SUR INVESTISSEMENT DU BIM EN GESTION IMMOBILIÈRE 4
1.3 LE PROJET D'APPLICATION 5

CHAPITRE 2 REVUE DE LITTÉRATURE 9

2.1 LES DIVERSES APPLICATIONS DU BIM EN CONSTRUCITON 9
2.2 UTILISATION DU BIM EN GESTION 12

CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE 17

3.1 MÉTHODOLOGIE 17

CHAPITRE 4 CONTEXTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL 20

4.1 LA STRUCTURE DES DIRECTIONS ET LEUR MISSION 20
4.2 LES PROCESSUS 22
4.3 ANALYSE DES BESOINS ET PROPOSITION D'UNE ARCHITECTURE BIM 30
4.4 PLATEFORMES ET SOLUTIONS SUR LE MARCHÉ 34

CHAPITRE 5 SOLUTIONS ET STRATÉGIES DANS L'IMPLANTATION D'UNE PLATEFORME BIM 39

5.1 LES SOLUTIONS EN-LIGNE D'ARCHIDATA 39
5.2 DISCUSSION 42

CONCLUSION 45

RECOMMANDATIONS 47

LISTE DE RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 49

BIBLIOGRAPHIE 51

LISTE DES TABLEAUX

Page

Table 1: Exemples de l'utilisation du BIM en gestion immobilière et des équipements.14

Table 2: Présentation de la méthodologie……19

Table 3: Plateformes sur le marché nord-américain……..36

LISTE DES FIGURES

Page

Figure 1-1: Coûts d'une interopérabilité inadéquate 4

Figure 2-1: Fluctuation des données graphiques et non-graphiques 12

Figure 4-1: Structure simplifiée de la Ville de Montréal.....20

Figure 4-2: Processus de recherche de plan/information.....23

Figure 4-3: Flux de travail/processus de gestion de projet d'envergure.....25

Figure 4-4: Processus d'archivage.....28

Figure 4-5: Synthèse des tâches et interrelations des données.....29

Figure 4-6: Processus de recherche de plan/information employant une plateforme BIM31

Figure 4-7: Flux de travail/processus de gestion de projet d'envergure.....33

Figure 4-8: Processus de mise à jour d'un « modèle du bâtiment ».....34

Figure 5-1: Types d'utilisateur 41

INTRODUCTION

Le BIM (modélisation des informations du bâtiment) est de plus en plus adopté dans l'industrie de la construction comme un outil prometteur favorisant la collaboration et l'intégration des diverses disciplines impliquées dans le projet de construction des bâtiments ou d'infrastructures. Il est vu comme une nouvelle approche pour la conception, la construction et la gestion des installations, dans lesquelles une représentation numérique du processus de construction est utilisée pour faciliter l'échange et l'interopérabilité de l'information dans un format numérique (Eastman et coll. 2008).

L'industrie canadienne affiche un retard important dans l'intégration des technologies BIM (Forgues et al. 2011) en Amérique du Nord. La source principale de ce problème est le manque d'engagement des propriétaires/donneurs d'ouvrage public canadiens à s'engager dans cette voie; la majorité des agences gouvernementales américaines a commencé à l'exiger depuis 2006. La conséquence est une amélioration notable de la qualité, de la productivité et de la performance dans la réalisation des projets de construction.

Les efforts dans l'intégration du BIM aux États-Unis se sont centrés autour de la conception et de la construction. Cependant, tel que démontré dans le rapport du NIST (Gallaher, Chapman et al. 2004), le plus grand bénéfice du BIM se trouve au niveau de la gestion des équipements. En plus de la gestion du changement, une des problématiques à laquelle font face les grands propriétaires publics américains est de se retrouver avec des modèles BIM très lourds, difficiles à mettre à jour et mal adaptés. De plus, pour la plupart, la majorité du parc immobilier est existant. L'utilisation de la numérisation laser, méthode préconisée par le « US Government Service Administration » est un processus lourd et coûteux (MCGrawHill 2009). Enfin, il existe peu ou pas de recherche à ce jour qui documente ces problématiques. Dans la littérature, plusieurs cadres de travail et modèles d'implantation du BIM dans les projets de construction (de toutes sortes d'envergures et de

complexités) sont proposés. Cependant, la majorité des travaux se concentrent dans le design et la construction de nouveaux bâtiments. Peu de cas sont recensés et étudiés lorsqu'il s'agit de bâtiments existants et surtout concernant la gestion de la maintenance et des opérations du bâtiment livré.

La gestion immobilière et le maintien d'actifs opèrent dans un environnement où l'importance des plans « tels que construits » et des détails de construction est extrêmement grande et la documentation de l'historique des interventions sur les composantes du bâtiment est primordial. Plusieurs autres facettes de la gestion immobilière requièrent également ces données pour la prévention et la planification des travaux futurs. Le BIM pourrait fournir les données complètes sur les équipements (les paramètres de fonctionnement, les données d'utilisation, les données prévisionnelles, l'historique, les prix de remplacement, les liens avec les fournisseurs) sous une représentation 3D facilitant l'organisation et la visualisation des liens entre les différentes composantes et les données. Ainsi, les gestionnaires d'équipements pourraient utiliser le BIM comme un outil pour la cueillette de données d'utilisation, pour la préparation des calendriers de maintenance, pour la gestion des opérations journalières et pour la planification de l'approvisionnement.

CHAPITRE 1

PRÉSENTATION DU PROJET

1.1 Problématique

Le manque de compréhension des outils BIM pour la gestion immobilière dans le domaine municipal est un grand enjeu dans l'implantation d'une plateforme BIM au sein de l'entreprise. En effet, les outils BIM renferment, entre autres, un cadre de travail et de collaboration accrus entre les divers intervenants en gestion immobilière et en gestion des équipements. L'implantation d'une telle plateforme nécessite un grand engagement et un haut niveau de collaboration et de communication de la part de tous les intervenants dans les diverses phases du bâtiment (de la construction à l'exploitation).

Additionnée à cela, la difficulté du propriétaire immobilier à gérer son parc avec des outils traditionnels (tel que les systèmes d'information FM (Facility Management), les systèmes informatisés de gestion de la maintenance (GMAO), les systèmes électroniques de gestion des documents (EDMS), la gestion de l'énergie des systèmes (EMS) et les systèmes d'automatisation du bâtiment (BAS)) fait en sorte que ces données sur le bâtiment sont souvent incompatibles; il est donc difficile d'obtenir une intégration adéquate et une information pertinente et complète.

Le plus grand défi des propriétaires immobilier est la capacité de définir clairement le format des informations « tel que construit » qui alimentera les données nécessaires à l'exploitation et à la maintenance du bâtiment tout au long de son cycle de vie. Cette définition devrait être incluse dans les conditions du contrat de construction et préciserait le transfert d'un modèle de bâtiment virtuel qui aura été mis à jour tout au long du processus de construction. Cette maquette numérique du bâtiment devrait être une représentation exacte en 3D du bâtiment contenant les informations utilisables à l'entretien et aux opérations du bâtiment.

1.2 Le potentiel du retour sur investissement du bim en gestion immobilière

Une étude sur les coûts de l'interopérabilité du NIST (2004) aux États-Unis a démontré que la perte en productivité et en efficacité résulte en une interopérabilité inadéquate et une fragmentation dans l'industrie de la construction. En effet, cette étude a démontré que le coût d'une interopérabilité inadéquate se chiffre à 15.8 milliards de dollars (en 2004) et que les deux tiers de ces coûts se rapportent aux opérations et à la maintenance du bâtiment (voir figure 1). Ces coûts seraient la résultante de :

(1) la nature fragmentée de l'industrie de la construction et du grand nombre de petites firmes tardant à entreprendre un virage technologique;
(2) l'incapacité de gérer les activités en amont dans le processus de conception et de construction
(3) le mauvais transfert des données « tel-que-construit » et de standardisation à l'étape de l'opération du bâtiment
(4) l'inefficience de la gestion du processus d'affaire.

Figure 1-1: Coûts d'une interopérabilité inadéquate
Source: NIST (2004)

Table ES-2. Costs of Inadequate Interoperability by Stakeholder Group, by Life-Cycle Phase (in $Millions)

Stakeholder Group	Planning, Design, and Engineering, Phase	Construction Phase	Operations and Maintenance Phase	Total
Architects and Engineers	1,007.2	147.0	15.7	1,169.8
General Contractors	485.9	1,265.3	50.4	1,801.6
Specialty Fabricators and Suppliers	442.4	1,762.2	—	2,204.6
Owners and Operators	722.8	898.0	9,027.2	10,648.0
Total	**2,658.3**	**4,072.4**	**9,093.3**	**15,824.0**

Source: RTI estimates. Sums may not add to totals due to independent rounding.

Plusieurs milliards de dollars sont perdus annuellement dans le monde à cause des problèmes d'interopérabilité entre les logiciels de conception, de construction et de gestion immobilière. La rénovation, la modernisation, la réhabilitation et la construction des équipements chez les grands propriétaires publics n'y échappent pas. Le BIM semble être un outil prometteur, ayant toutefois ses limites, qui pourrait adresser ce problème tout en répondant aux besoins de toutes les parties prenantes tout au long du cycle de vie de ces équipements (de la conception en passant par la réalisation et la maintenance).

Une gestion plus constante de l'information et une meilleure coordination et collaboration à travers le processus de conception, de réalisation, de planification et de contrôle des projets de construction aide à mieux visualiser les projets, à évaluer les risques et à prendre les décisions. La documentation qui sera générée sera plus pertinente et répondra davantage aux besoins des divers intervenants.

1.3 Le projet d'application

En collaboration avec les entreprises, le gouvernement et les universités, Mitacs-Accélération est le programme de stage de recherche du Canada. Les projets MITACS-ACCÉLÉRATION offrent à des étudiants de cycles supérieurs d'effectuer un stage en entreprise. Ce programme permet aux stagiaires de mettre en pratique leurs connaissances théoriques en situation réelle. Les entreprises pour lesquelles ces stagiaires travaillent bénéficient pour leur part d'un avantage concurrentiel tangible en ayant accès à une expertise en recherche de haut niveau (MITACS 2011).

Le premier partenaire, la Ville de Montréal, gère un important parc immobilier; celui-ci souhaite améliorer sa gestion immobilière et sa gestion des équipements. La plateforme qui a été identifiée comme la plus prometteuse pour adresser les problématiques énoncées précédemment est celle développée par ArchiDATA, le second partenaire au projet. ArchiDATA est une firme québécoise qui innove dans le domaine des plateformes informatiques supportant la gestion des espaces et des équipements. Cette firme a développé

de nouvelles approches d'organisation et de gestion de l'information reliée à la gestion des espaces et des équipements.

Cette étude propose une utilisation des principes et technologies basés sur le BIM pour optimiser les processus en matière de maintenance et d'opération dans le cycle de vie du bâtiment pour, ultimement, améliorer la gestion du parc immobilier de la Ville de Montréal. Ainsi, l'étude contribuera à la Ville de Montréal dans l'amélioration et l'automatisation de la gestion de son parc immobilier, avec comme retombées escomptées une réduction des coûts associée à une meilleure qualité de service et à ArchiDATA en lui fournissant des données indépendantes sur le positionnement de ses technologies ainsi que sur leur intégration dans des cadres administratifs publics, un marché potentiel important pour cette firme.

L'objectif principal du projet est de développer et de proposer un environnement et un flux de travail favorisant l'intégration des données et des processus dans la gestion des immeubles dans une grande municipalité basée sur les principes du BIM en optimisant l'interopérabilité entre les logiciels et les systèmes. Le projet se concentrera sur les opportunités et les obstacles avec l'application du BIM dans la gestion des équipements et des espaces, tout en tenant compte du contexte de l'organisation partenaire et de l'innovation technologique émergente. L'implantation d'une telle technologie peut demander des changements au niveau de l'organisation du travail dans la gestion du parc immobilier et dans sa relation et sa collaboration avec les autres intervenants. L'implantation du BIM peut renfermer une multitude d'obstacles dans une organisation qui présente une résistance envers le changement des manières de procéder.

Cette étude vise à explorer le volet organisationnel de l'implantation d'une plateforme BIM dans une municipalité. Il analyse, à l'aide de l'information recueillie à partir d'entrevues, de revues de documents et de cartographies des processus, les contraintes et défis autant au niveau de l'harmonisation du transfert d'information des technologies en place que des changements exigés dans la culture et la structure organisationnelle.

Tout d’abord, une revue de littérature sera présentée afin de faire un bref survol sur le BIM, le BIM en gestion immobilière et les solutions existantes sur le marché. Ensuite, il est primordial d’évaluer l’état actuel de l’organisation désirant adopter le BIM dans ses opérations. Une méthodologie sera présentée afin d’expliquer les différentes étapes et approches empruntées. La présentation des données et l’analyse des différentes directions en terme de processus seront illustrées. Les besoins en matière de gestion du bâtiment serviront de critères afin d’identifier quelles sont les solutions et stratégies à adopter lors de l’implantation d’une plateforme BIM. Pour terminer, des recommandations en lien avec les pratiques et les processus du 2e partenaire (ArchiDATA) constitueront le but final de la recherche qui est de proposer une approche optimale dans l’utilisation chez un client public des technologies basées sur le BIM.

CHAPITRE 2

REVUE DE LITTÉRATURE

Comme mentionné plus tôt, le BIM est présent durant toutes les phases du cycle de vie du bâtiment. Cependant, les recherches et avancées technologiques se situent principalement en phase de construction. Un survol des diverses applications du BIM tente de mettre l'accent sur les informations et les données produites lors des différentes modélisations et utilisations du BIM à travers les phases de construction. Il est nécessaire pour les propriétaires immobiliers et les donneurs d'ouvrage de bien saisir l'importance de leur implication durant toutes les phases du cycle de vie du bâtiment, tout particulièrement lors de la production des données (en préconception, en conception et en construction) afin de distinguer les données à conserver et à maintenir à jour de celles destinées strictement à une tâche ponctuelle lors de la construction du bâtiment.

2.1 Les diverses applications du bim en construciton

Plusieurs industries comme celles de l'automobile, de l'aéronautique et de la construction navale s'investissent déjà dans l'usage stratégique de la technologie de l'information dans leurs processus d'affaire (Clark et coll. 1999). Ainsi, ceux-ci ont remarqué, entre autres, une réduction des coûts d'opération et une augmentation de la productivité. On peut discerner plusieurs similarités entre ces industries et celle de la construction. De ce fait, le BIM renferme des concepts et des pratiques rappelant celles déjà mises en œuvre dans ces industries. Le BIM « est une représentation numérique des caractéristiques physiques et fonctionnelles d'un établissement » (BuildingSMART, 2012). Le «Building Information Modeling » est le développement et l'utilisation d'un outil de modélisation pour simuler la construction et la gestion des opérations de maintenance d'un bâtiment. Le modèle qui en résulte, le Building Information Model, est riche en données, composé d'objets ayant un lien relationnel entre eux. Pour faire un bref survol des concepts et caractéristiques du BIM, voici quelques points essentiels;

- tout objet dans le modèle possède des propriétés prédéfinies; par exemple le code produit d'un fabricant, le coût, la date du dernier entretien, etc.;
- L'information est intégrée; l'objectif du modèle consiste à détenir toutes les informations pertinentes dans un référentiel unique, d'assurer la cohérence, l'exactitude et l'accessibilité des données;
- La cohérence dans les données : les données sont exactes, les doublons sont éliminés.
- L'intelligence dans le modèle, par exemple :

  (1) les fenêtres sont automatiquement liées aux murs et ne peuvent être situées ailleurs.

  (2) Un tableau de distribution fait partie d'un réseau logique de circuits, est géométriquement décrit et est situé spatialement dans une chambre à un étage précis du bâtiment.

  (3) Une modification de la hauteur d'un mur mettrait à jour automatiquement les relations, les quantités, etc.

Conception, simulation et estimation

Plusieurs recherches et beaucoup d'effort dans les phases de préconception et de conception en construction ont vu le jour durant ces dernières années. Les aspects tels que l'élaboration des codes et des standards de modélisation, l'interopérabilité des logiciels et des systèmes utilisés, la programmation des espaces et l'organisation des données requises pour les divers types de simulations sont les sujets principaux en recherche et développement en BIM (Sanguinetti P. et al., 2012). Ces efforts visent un travail collaboratif accru afin de bien coordonner et de mener à terme le projet de construction. L'usage du BIM à cette étape favorise non seulement une meilleure simulation énergétique du bâtiment mais contribue également à effectuer l'estimation des coûts (reliés aux matériaux et composantes ainsi qu'en consommation d'énergie) et à l'extraction des quantités. Ainsi, le modèle BIM permet à la fois une vision globale du projet, un accès et une visualisation des éléments détaillés et spécifiques du bâtiment et ce, à travers les divers intervenants impliqués durant cette phase.

Planification et gestion de projet

Dans la même veine d'idée qu'en phase de conception; les données accumulées, stockées et organisées préalablement serviront à la planification du projet de construction et à la gestion de son avancement. L'aspect temporel de chaque composante modélisée du bâtiment alimentera la coordination et l'enchainement des tâches, facilitant l'organisation et la productivité du projet de construction. Dans cette phase, le retour en arrière, les addendas et les changements peuvent être suivi et analysé au fur et à mesure que le projet avance. La documentation et les données non-graphiques seront un élément important à incorporer dans le modèle BIM. Si le modèle BIM est entretenu adéquatement durant la phase de construction, celui-ci pourra être utilisé par le propriétaire immobilier pour gérer et exploiter le bâtiment livré (Furneaux, C. et Kivvits R., 2008). Un tel modèle serait également une valeur ajoutée lors de la vente du bâtiment.

Préfabrication

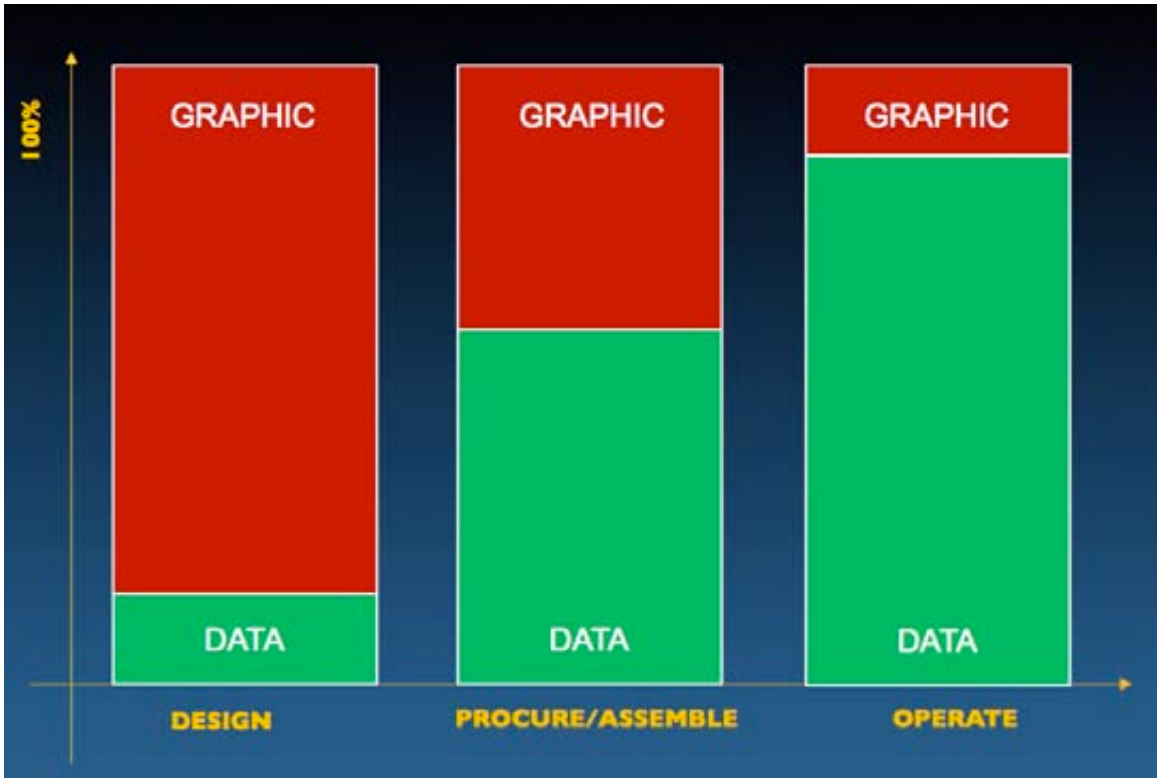
L'usage du BIM en préfabrication des composantes du bâtiment est une méthode semblable à celles mentionnées précédemment (industries navale, aéronautique, automobile). En effet, plusieurs éléments structurels (tels que les colonnes, les poutres et les dalles de plancher) peuvent être modélisés et assemblés en 3D permettant ainsi une meilleure productivité (Kang J., Ganapathi A., 2012). Par exemple, la préfabrication des dalles de plancher en béton précontraint et leur assemblage sont facilités par l'usage d'une technologie du BIM en ce qui a trait à une nouvelle installation et au remplacement de ces composantes (Heilmeir B., Klebl G., 2012). De ce fait, en employant une technologie de l'information de pointe comme celle-ci, les intervenants ont remarqués une meilleure qualité et une réduction de la charge du travail. De plus, en employant la technologie du BIM, deux processus principaux dans l'organisation du travail ont été améliorés dont celui de la conception de l'élément précontraint et la planification de la production.

Comme souligné précédemment, il est important pour les propriétaires immobiliers et les donneurs d'ouvrage de bien saisir l'importance de leur implication durant toutes les phases du cycle de vie du bâtiment : les différentes composantes du bâtiment y sont modélisées et une partie cruciale de l'information non graphique (manuel d'utilisation, lettre de garantie, devis, fiches techniques, etc.) s'y grefferont : ce sont des données qui devront être transférées lors de la livraison du bâtiment et seront consultées massivement lors de son exploitation.

L’une des grandes difficultés rencontrées est de pouvoir passer de beaucoup de données graphiques et peu de données non-graphiques à peu de données graphiques et beaucoup de données non-graphiques (voir figure 2). Par ailleurs, le maintien de l’équilibre entre ces deux types de données ainsi que la capacité de gérer ces types de données parallèlement et de façon intégrée représente un grand défi.

Figure 2-1: Fluctuation des données graphiques et non-graphiques

Source : Partridge R.A. 2012



2.2 Utilisation du bim en gestion

Très peu de cas sont recensés et mis à l’étude pour tester les bénéfices et les retombées de l’utilisation du BIM en gestion de la maintenance et des opérations dans les processus d’affaire d’une entreprise. Ainsi, trois cas ont été étudiés afin d’extraire les difficultés et les facteurs de succès dans l’utilisation du BIM en gestion immobilière et l’exploitation du

bâtiment. Les trois cas comportent des éléments et une complexité similaires à ceux de la Ville de Montréal.

Université de Montréal

Totalisant près de 9 millions de pieds carrés répartis dans 115 bâtiments, le cas de l'Université de Montréal démontre une bonne pratique dans l'intégration et la diffusion des données du bâtiment à travers les divers intervenants. En effet, l'équipe de gestion des immeubles a opté pour une solution intégrée de gestion du bâtiment, de plans et de documents à travers une plateforme BIM basée sur le web. Cette solution suggère de hiérarchiser les informations en extrayant les données directement des plans CAD. Cette pratique a permis, entre autre, de retrouver rapidement un plan « Maître » et de visualiser les différentes composantes du bâtiment (composantes électriques et mécaniques, numéros de portes, équipements informatiques) selon les étages et les locaux. De plus, l'accès aux données s'effectue en-ligne, via le web, et est contrôlé par différents niveaux d'accès selon le type d'intervenant. L'utilisation de la plateforme ne se limite plus à la direction des immeubles de l'Université; celle-ci est désormais déployée jusqu'au service de la prévention et de la sécurité, à la DGTIC, à l'équipe de gestion de projet et même chez les professionnels externes (architectes et ingénieurs) (ArchiDATA, 2013).

Sydney Opera house

Résultat d'une initiative collaborative entre un organisme public, le gouvernement et plusieurs intervenants privés, le cas de l'Opéra de Sydney renferme également plusieurs éléments importants dans la gestion immobilière, des équipements et de la planification des activités basée sur la technologie du BIM. Puisque le bâtiment est complexe et que les informations disponibles, elles, sont en format papier, la conversion des informations en données électroniques a permis d'obtenir une information intégrée des différentes salles de spectacles, d'aires communes et de ses composantes (superficies et types de finis de plancher et de murs, nombre et types de portes et de fenêtres, visualisation 3D). Un calendrier de maintenance et d'entretien a pu être extrait de ces informations tout en tenant compte des différentes plages horaires de représentations et d'événements culturels. Plusieurs scénarios

ont pu être élaborés autant pour l'achalandage des diverses représentations que l'entretien et le nettoyage dans les nombreuses salles ainsi que l'affectation du personnel (CRCCI, 2007).

Table 4: Exemples de l'utilisation du BIM en gestion immobilière et des équipements

	Université de Montréal	**Opéra de Sydney**	**MediaCity UK**
Services	• Direction des immeubles • Prévention et sécurité • DGTIC • Gestion de projet	• Maintenance du bâtiment • Maintenance des actifs • Sécurité • Gestion de projet	• Maintenance des actifs • Sécurité • Gestion de projet • Gestion du personnel
Spécificité des bâtiments	9 000 000 pi2, 115 bâtiments	485 000 pi ^{2}, bâtiment très complexe	1 500 000 pi ^{2}
Logiciel de modélisation	ArchiDATA, Revit, Solibri	Bentley Microstation, ARUP, Archibus, Rambyg, Ryhti	Revit
Type de données	Plans 2D, modèles 3D, documents	Plans 2D, documents et manuels d'utilisation	Modèles 3D, calendrier
Type de gestion recherché	• Gestion de projet, • gestion de la maintenance • l'occupation de l'espace	• Gestion de projet • calendriers d'évènements • occupation de l'espace • performance énergétique • maintien d'actif	• Projet de relocalisation • gestion des processus, • planification des calendriers • inventaires des équipements • occupation des espaces.
Niveau de détails	Ensemble des bâtiments, locaux (noms et vocations), # de portes, zones de couverture sans-fil, amiante, scénarios, mobiliers, éléments électriques, mécanique, documents et dessins techniques	Zones et locaux, composantes du bâtiment, calendriers, éléments électriques, mécaniques, documents et dessins techniques, performance du bâtiment, location des espaces	Zones, espaces fonctionnels, locaux (noms et vocations), places, objets (équipements et mobilier), composantes du bâtiment, chemin pour le transport

MediaCity UK

Contrairement aux deux exemples précédents, le cas du MediaCity UK est un exemple de gestion dans un nouveau bâtiment. Il s'agit ici d'une nouvelle construction de 1,5 millions de pieds carrés destinée à recevoir la faculté des arts et médias de l'Université Salford ainsi que les studios de la BBC. Le défi n'était donc pas de remodéliser le bâtiment mais de planifier et mettre en œuvre le déménagement de la faculté tout en maintenant les activités quotidiennes de celle-ci. L'optimisation des plages horaires et l'allocation d'espace recevant le mobilier, les équipements lourds et spécialisés ainsi que la relocalisation du personnel ont été effectué à l'aide du logiciel de modélisation Revit.

Plusieurs bénéfices de l'utilisation des technologies du BIM en matière de gestion ont été démontrés; entre autre dans l'économie de temps pour la recherche de données et surtout dans l'exactitude des données reliées aux bâtiments et leurs composantes. Cependant, ces solutions requièrent une grande implication et une volonté dans l'organisation et la structure d'une entreprise. Le facteur humain joue un rôle important dans le maintien et le succès d'une telle implantation. La technologie du BIM doit, en premier lieu, faciliter le travail des employés mais également ne pas imposer un changement radical dans les manières initiales de fonctionner de l'entreprise et de ses employés. Ainsi, l'entreprise doit favoriser un alignement stratégique (Henderson et Venkatraman, 1993) qui se doit d'élaborer une structure organisationnelle adaptée pour le support à la mise en œuvre d'une implantation TI.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

3.1 Méthodologie

La méthodologie préconisée est :

A) Celle des études de cas (Yin 2003). Yin définit une méthode rigoureuse pour la conception d'études de cas, qui servira au développement du protocole de recherche ainsi que de méthode de validation des données : triangulation des sources (revue de littérature, observations et entrevues). La revue de littérature aidera à orienter les questions d'entrevues et à cibler les personnes concernées. Ainsi, la revue de littérature portant sur le BIM, plus particulièrement dans les gouvernements et la gestion immobilière a été effectuée plus tôt. Les observations et entrevues seront couvertes dans le prochain chapitre. Cette étude pourra alimenter l'hypothèse que l'implantation du BIM améliore le rendement (processus/workflow) de la gestion immobilière.

B) Les méthodes développées par Walton (1989) seront utilisées pour faire l'analyse du contexte d'affaires; Walton a établi une approche en trois phases pour l'implantation des technologies de l'information (TI) : (1) générer le contexte pour les TI; (2) concevoir le système; (3) mettre le système en pratique. Il identifie trois éléments critiques pour le succès d'une implantation soit (1) l'alignement; (2) l'engagement, le support et l'appropriation par les usagers; (3) la compétence et la maîtrise du système par ces derniers.

Cette approche aidera à faire ressortir une ligne directrice pour l'implantation la plus appropriée aux besoins actuels et futurs du client, ainsi;

- Des questionnaires de types ouverts seront utilisés et plutôt que des sondages
- Les entrevues seront analysées pour la cartographie des processus
- La cartographie des processus actuels et proposés sera réalisée en utilisant les approches de réingénierie (Davenport 1993). Davenport indique que les TI

> peuvent être utilisés pour automatiser les processus existants, mais que l'application des TI comme moteurs pour repenser les processus existants offre des bénéfices beaucoup plus importants (workflow et flux d'information).

Afin de comprendre le contexte d'affaires de la municipalité, une étude de cas se concentrant principalement sur les activités et processus de deux directions au sein du Service de la Concertation des Arrondissements et des ressources matérielles et roulantes de la municipalité ainsi que la Direction des services administratifs et du greffe au sein de deux différents arrondissements a été effectuée.

Une observation d'une durée de 4 mois à concurrence de deux journées par semaine a été effectuée dans les bureaux de la municipalité. Quatre « focus groups » d'une durée de 90 minutes impliquant 2 différents intervenants chaque fois ainsi que 14 entrevues semi-dirigées d'une durée moyenne de 90 minutes ont été conduits. 22 personnes ont participé et trois personnes ont refusé notre invitation. Un questionnaire doté de vingt questions visant à collecter les informations selon divers aspects a permis de comprendre l'environnement de travail actuel. Par exemple:

(1) L'identification du rôle de chaque intervenant;
(2) La connaissance de la mission et des objectifs de chaque direction et arrondissement;
(3) Les besoins;
(4) Les méthodes et systèmes de gestion de données et de l'information;
(5) Les liens entre les divers intervenants internes et externes.

Les documents examinés comprennent les divers répertoires sur le réseau de la municipalité, les différents systèmes mis à disposition des employés, les salles d'archives contenant les plans et devis, les contrats et mandats, les documents d'audit des bâtiments, les différents rapports et études de laboratoire ainsi que les manuels d'entretien.

Table 5: Présentation de la méthodologie

Méthode de recherche	**Entretiens semi-dirigés**	**Étude documentaire**	**Observation sur le site**
Nombre et nature	4 « focus group » et 14 entretiens	Documents internes	Présence dans l'entreprise
Directions et fonctions concernés	-DSTI -DI -2 Arrondissements	-DSTI	-DSTI
Dates et échéances	février à avril 2012	janvier à avril 2012	janvier à avril 2012
Sources des données	- 2 « focus group » avec un gestionnaire immobilier et un technicien en architecture - 2 « focus group » avec un ingénieur chef et un technicien en architecture - 1 entretien avec un architecte spécialisé en sécurité et normes en vigueur du bâtiment - 3 entretiens avec des techniciens en géomatique et en architecture - 3 entretiens avec des gestionnaires immobiliers - 3 entretiens avec des chefs de section en maintenance et entretien - 2 entretiens avec des spécialistes en TI - 2 entretiens avec des officiers de sécurité	- L'Audit du bâtiment - Divers documents sur les procédures et les processus pour les mandats, pour les contrats et les études de projet de construction	- Consultation de la base de données et des répertoires de la DSTI et la DI
Analyse des données	Illustration des flux à l'aide de LucidChart	Mémos et fiches de synthèse	Mémos et fiches de synthèse

CHAPITRE 4

CONTEXTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Cette section vise à comprendre la structure de la Ville de Montréal, les responsabilités et les besoins ainsi que les interactions entre les différentes directions. Trois processus seront illustrés afin de comprendre les flux de travail et de données de la structure actuelle.

4.1 La structure des directions et leur mission

Puisque la municipalité est d'envergure et que son parc immobilier est important, la complexité de la gestion de ce dernier y est accrue. Afin d'illustrer les processus et de comprendre les diverses interactions entres les directions, il est de mise de bien cerner la structure de l'organisation et des différentes missions propres à chaque direction.

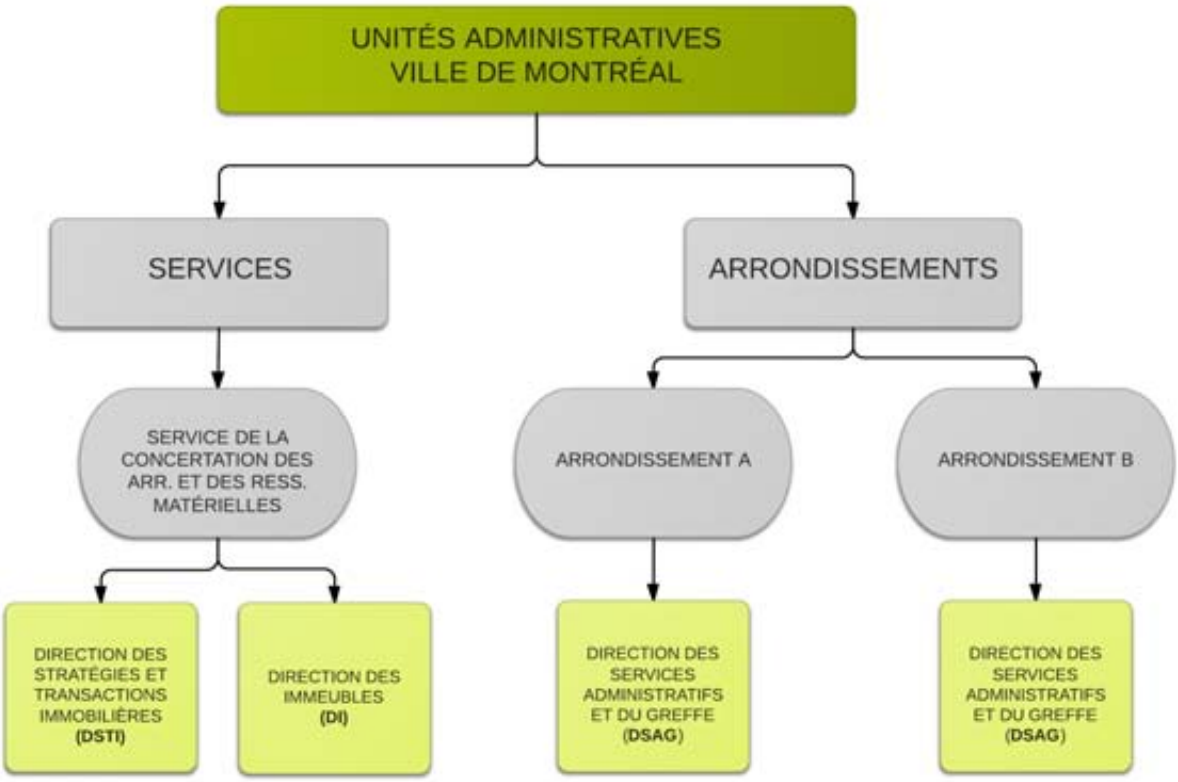


Figure 4-1: Structure simplifiée de la Ville de Montréal

La Direction des Stratégies Immobilières (DSTI) gère les biens immobiliers de la municipalité (1450 bâtiments). Celle-ci agit à titre de propriétaire (propriétaire usager et propriétaire locateur) du parc et s'occupe principalement des projets de construction d'envergure (les rénovations, les améliorations et les agrandissements touchant les bâtiments existants), analyse les propositions de constructions futures et les planifie. De plus, dans plusieurs cas, cette direction agit également à titre de locataire. Ainsi, plusieurs types d'activités sont reliés à la gestion du bien immobilier selon le rôle que cette direction détient envers le bâtiment (propriétaire occupant, propriétaire locateur et locataire).

(1) Propriétaire occupant et propriétaire locateur (de 1450 immeubles):

a) Assurer la santé et sécurité des occupants et des usagers de ses bâtiments et installations;
b) Assurer la qualité et la et sécurité de ses bâtiments, de ses installations et de ses équipements;
c) S'assurer du respect des politiques et objectifs dictés par le Conseil municipal
d) Agir en gestionnaire responsable en appliquant de saines pratiques de gestion
e) Assurer la pérénnité de l'actif immobilier des contribuables.

(2) Locataire (dans 280 immeubles) : Aménage l'espace et assure l'entretien

La mission de la Direction des Stratégies immobilières est de:

a) Rendre disponibles aux services et aux arrondissements de la Ville les immeubles dont ils ont besoin pour remplir leur mission respective, tout en assurant l'administration municipale que ce parc immobilier soit compétitif dans le marché;
b) Fournir à l'administration municipale des recommandations visant une gestion intégrée et optimale du parc immobilier de la Ville;
c) Donner suite aux décisions municipales en matière d'achat, de vente, de location, de rénovation et de construction d'immeubles pour subvenir aux besoins des services et arrondissements;

d) Conseiller les arrondissements en matière de gestion de leur parc immobilier.

La Direction des Immeubles (DI) maintient les bâtiments en exploitation. La mission de celle-ci est de fournir des services immobiliers aux services corporatifs, d'agglomération et aux arrondissements. Elle vise à maintenir et à rehausser la qualité du parc immobilier, à développer et mettre en œuvre des stratégies pour l'entretien, prioriser l'efficacité énergétique, intégrer les pratiques du développement durable et maintenir une expertise spécialisée en exploitation du bâtiment.

La Direction des services administratifs et du greffe (DSAG) regroupe plusieurs activités reliées à la gestion interne de l'Arrondissement. Celle-ci voit à la gestion des documents et à la conservation des archives, à la gestion de l'occupation de l'espace et de son aménagement, s'occupe des projets de construction de petite envergure, planifie et effectue les travaux et l'entretien du bâtiment.

4.2 Les Processus

Plusieurs processus et méthodes de travail touchant la gestion du bâtiment ont été identifiés au sein de chaque direction. D'ailleurs, malgré le fait que ces trois directions opèrent différemment, plusieurs processus semblables ont été identifiés. Cependant, pour les fins d'analyse, trois processus ont été étudiés vu leur présence au sein des directions. Ces processus sont des processus-clé au niveau de la gestion de l'information; l'intention est d'étudier ces processus dans le but de centraliser l'information et rendre graphique les données. Le premier processus illustre le début du projet en terme de recherche de données. Le deuxième processus illustre le projet de construction et le transfert des responsabilités. Enfin le dernier processus illustre l'archivage du projet livré. Ces processus sont des exemples illustrant plusieurs étapes et outils concernant les données du bâtiment ainsi que le flux de travail entre les directions concernées.

Premièrement, on peut noter dans le schéma (voir figure 4.2) que la recherche d'information contient plusieurs étapes superflues afin de trouver une donnée autant générale

(l'emplacement du bâtiment) que spécifique (plan d'étage, plan de local, des études de faisabilité, des tests de sol) touchant le bâtiment. Deuxièmement, l'utilisateur doit passer par plusieurs médiums et outils afin de parvenir à obtenir l'information recherchée. Ainsi, l'usager est soumis à une courbe d'apprentissage s'étalant sur une longue période vu la variété des systèmes présents.

De plus, même si l'information est trouvée, la validation cette information demeure une étape obligatoire. En effet, selon les résultats des entrevues, lorsque l'information nécessaire est enfin trouvée, elle doit obligatoirement être soumise dans un processus de validation car l'information est automatiquement considérée comme n'étant pas mise à jour, donc incomplète et parfois, non pertinente.

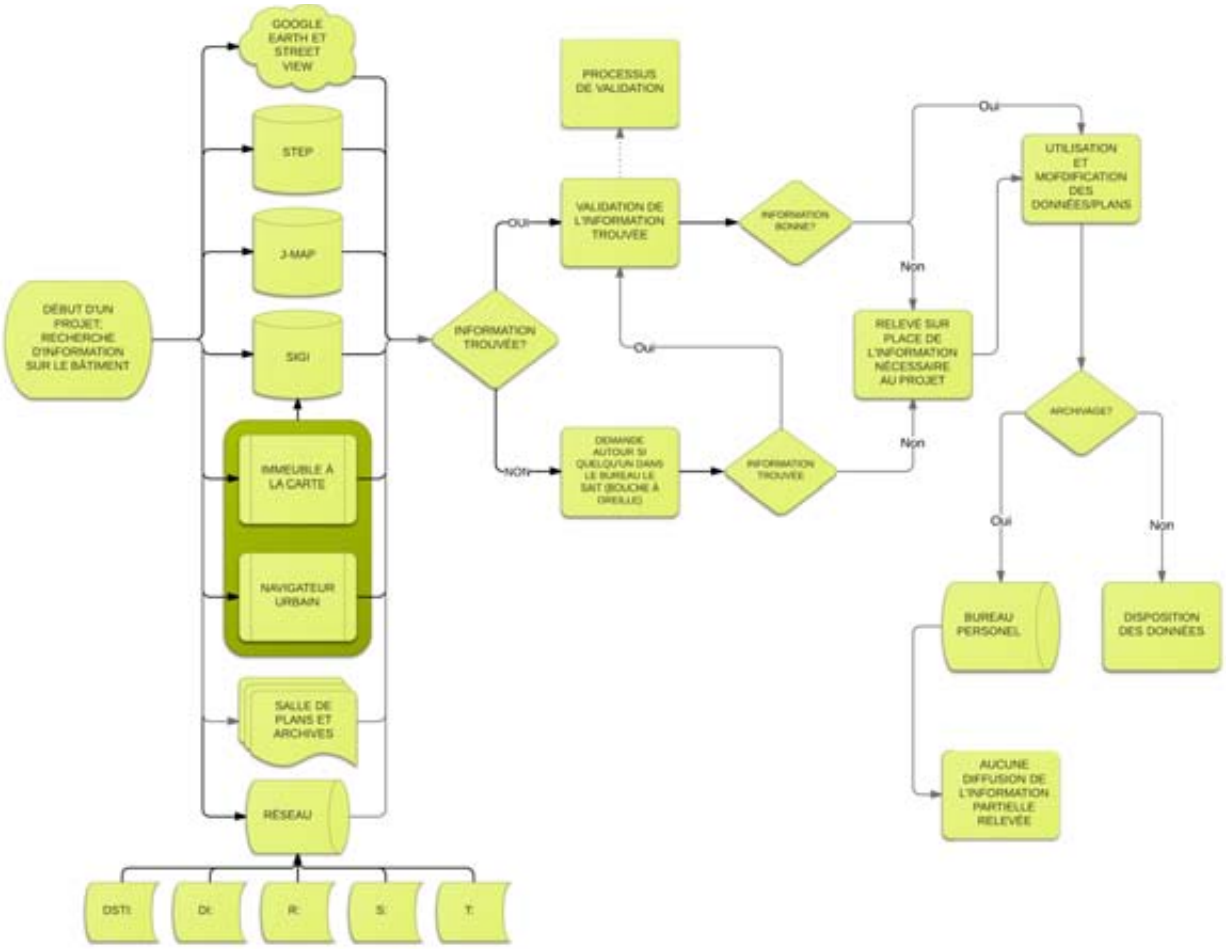


Figure 4-2: Processus de recherche de plan/information

Lorsque l'information est inexistante, l'usager doit effectuer un relevé in situ afin de recueillir les informations du bâtiment nécessaires à son travail. Cependant, il y a une limite concernant le niveau de détails et la nature des informations; les installations mécaniques et électriques (ce qui se trouve derrière les murs) est inaccessible. De plus, lorsque ces relevés sont effectués, ceux-ci ne sont pas systématiquement archivés de manière à ce que cette information soit disponible et connue de tous. Ceci est dû en partie à la structure mise en place où il est difficile, voir quasi impossible d'enrichir les informations déjà présentes.

Par exemple, monsieur X recherche de l'information sur la façade d'une caserne de pompier et sur les derniers travaux apportés à la porte de garage. Il ouvre d'abord l'interface « D'Immeuble à la carte » et effectue la recherche par nom de bâtiment. Il sélectionne le lien qui le dirige vers un dossier du numéro de bâtiment dans un répertoire du réseau (celui de la DSTI) qui contient certains plans d'architecture; il se voit obligé d'ouvrir tous les plans de ce dossier pour trouver l'information recherchée. Ne trouvant pas tout ce qu'il recherche, il décide d'explorer le répertoire de la DI en retenant le numéro de bâtiment obtenu lors de sa première recherche. Il trouve donc des plans (de façades et de fenêtres) et des détails de la porte de garage appartenant au même bâtiment mais à des projets différents. Il décide donc de rechercher des photos actuelles du bâtiment en utilisant Google Earth et Google Street view car il se dit que ces informations seront plus à jour. Cependant, il doit admettre certaines informations obtenues sont exactes mais d'autres ne le sont pas du tout et qu'il sera nécessaire pour lui d'appeler le personnel sur place pour obtenir de l'information ou même se présenter lui-même directement pour y effectuer un relevé. Il est désormais normal de remettre en question l'information trouvée. La situation décrite précédemment n'en est pas une d'exception et constitue plutôt la règle.

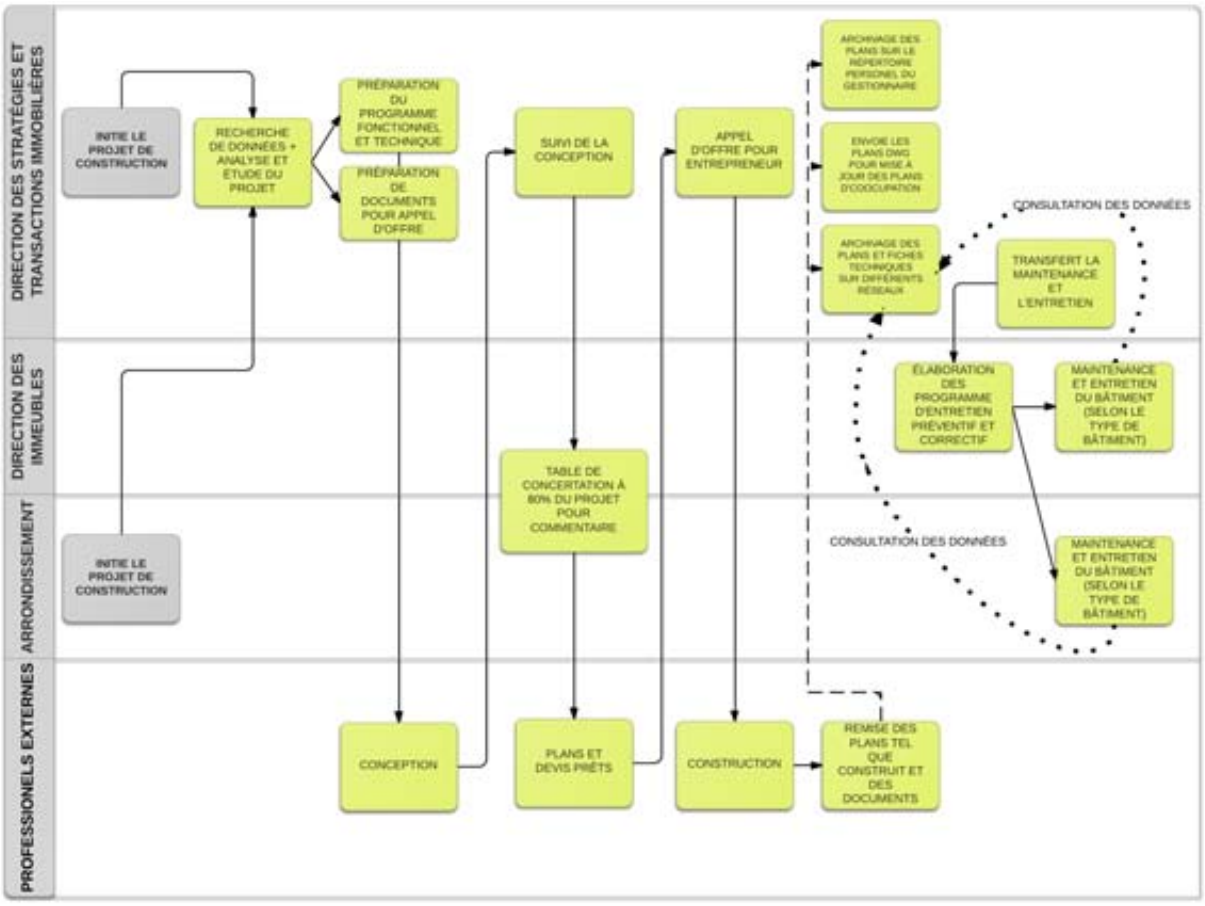


Figure 4-3: Flux de travail/processus de gestion de projet d'envergure

Le processus illustré à la figure 4.3 représente le flux de travail impliquant les directions à l'étude. Les arrondissements peuvent entreprendre leur propre projet de construction ou de rénovation. Cependant lorsque le projet atteint un certain niveau de complexité ou de taille, cela revient à la DSTI de conduire ce projet à terme. À la fin du projet, le professionnel externe (architecte, ingénieur ou entrepreneur général) doit remettre les plans « tel que construit », les devis, les documents de garanties ainsi que les manuels d'entretien (l'archivage de ces documents sera présenté dans le prochain processus). Par la suite, la maintenance et l'entretien du bâtiment sont transférés à la Directions des Immeubles ou à l'arrondissement (selon le type du bâtiment).

Malgré ce qui est stipulé dans les contrats professionnels, la Ville a encore de la difficulté à recevoir les données complètes sur le bâtiment lors de la complétion du travail. De plus, l'archivage lors de la réception de ces documents (à des moments différents pour un même projet) ne se fait pas systématiquement dans le réseau de la Ville. Ainsi, la mise à jour des fonds de plan de l'existant n'est faite que pour les plans d'occupation et non pour les composantes électriques et mécaniques. Il devient donc difficile de consulter l'information sur une composante d'un bâtiment en particulier pour son entretien futur.

Par exemple, un col bleu est appelé à effectuer des réparations électriques dans un bâtiment X et on lui mentionne que le panneau électrique qui le concerne se trouve à un endroit Y. Rendu sur place, il constate qu'il y a un mur à cet endroit et que les couloirs ne concordent pas exactement avec le plan qu'on lui a fourni. Il perd donc du temps à chercher l'emplacement du panneau électrique en question. Vu cette faille, le gestionnaire en place développe son propre système en parallèle afin de maintenir ses données à jour pour effectuer ses planifications et ses tâches quotidiennes. Le système en place pour la gestion de l'information ne permet pas la centralisation de l'information ni de contenir les mises à jour de toutes les disciplines impliquées. De plus, lorsque la personne responsable du système en parallèle quitte, son système devient par le fait même désuet et délaissé. Il n'y a donc pas de continuité et de transfert des connaissances.

Un autre aspect important que l'on remarque dans ce processus est le peu d'implication de la part des directions responsables de l'entretien et de la maintenance du bâtiment en phase de conception du projet. En effet, ceux-ci sont consultés seulement à 80% du projet. Selon les données recueillies durant les entrevues, cette procédure ne favorise pas la collaboration et la vision à long terme en ce qui concerne l'exploitation du bâtiment. Les responsables de l'entretien et de la maintenance doivent se débrouiller par la suite dans leurs opérations usuelles.

Le processus d'archivage illustré à la figure 4.4 tente de démontrer le dédoublement de l'information et le manque d'intégrité des données. En effet, les informations sur le même bâtiment peuvent se trouver à la fois sur un répertoire personnel, sur différents répertoires en réseau et sur les documents-papiers dans les salles d'archives à la DSTI et à la DI. Selon les discussions durant les entrevues, un seul aspect de l'archivage des documents est complété rigoureusement; c'est-à-dire l'archivage sur un répertoire personnel de chacun et dans un « back-up », ce qui ne veut pas dire que c'est la meilleure façon de faire. Deux autres aspects existent selon la disponibilité de chacun et du niveau d'importance du projet. Le premier aspect est l'archivage des plans et devis dans le répertoire commun selon la nature du document (répertoire propre à la DSTI ou à la DI) et le deuxième est l'envoi des documents reçus à l'archiviste. Celui-ci classe les documents reçus selon une procédure prédéterminée mais ignore totalement quels sont les documents principaux à recevoir pour un certain projet. Ainsi, il n'y a pas de contrôle sur l'intégralité de l'information obtenue pour sur chacun des projets.

On note donc que l'aspect de la mise à jour des données est sélective (seuls les plans d'occupation pour la facturation annuelle sont mis à jour). Force est de constater qu'il est primordial de se tenir au courant de tous les projets et filtrer les projets de manière a identifier ceux qui pourraient toucher les différents aspects du travail de chacune des directions.

Il devient donc impossible d'avoir une vision d'ensemble d'un bâtiment et du portefeuille immobilier. Les informations archivées sont disparates et incomplètes car les projets sont en général des projets partiels. De plus, selon les répertoires du réseau, les informations sont parfois classées par numéro de bâtiment, parfois, par nom ou type de bâtiment ou, par numéro de contrat et de mandat.

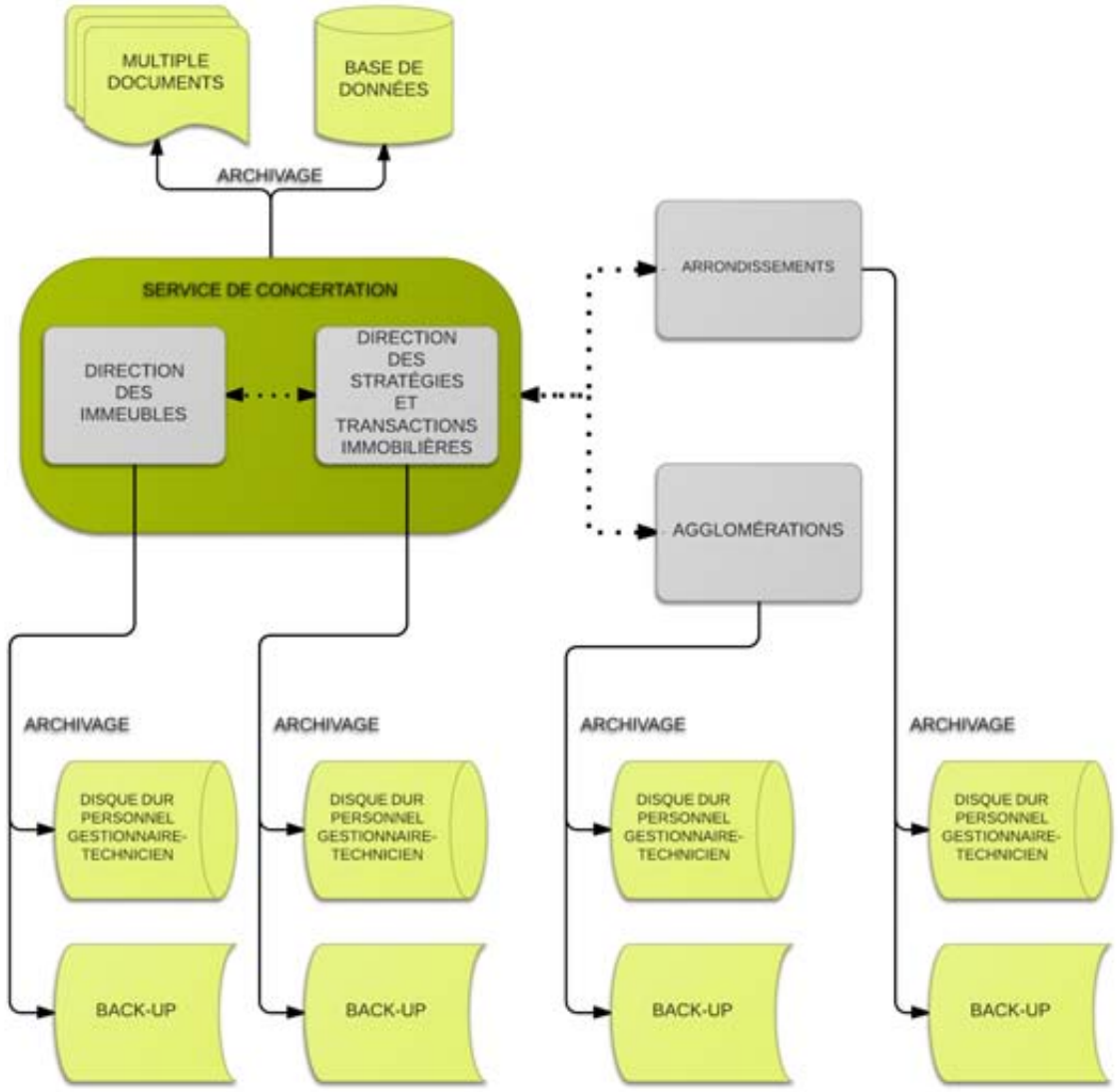


Figure 4-4: Processus d'archivage

La figure 4.5 tente de démontrer l'interrelation qui existe entre les tâches de deux directions. On note que l'une affecte l'autre et vice-versa. Cela renforce l'importance de centraliser l'information. Par exemple, les informations engendrées par la gestion de l'occupation et de la facturation annuelle peuvent fournir des données sur les superficies de plancher à entretenir que la DI peut utiliser dans sa planification des ressources à affecter pour ces types de tâches. Dans cet ordre d'idées, lors de l'entretien ou du remplacement de certaines composantes tels que les gicleurs, plusieurs services sont affectés; surtout celui de

la sécurité-incendie qui se doit de maintenir le bâtiment au niveau des normes actuelles en vigueur.

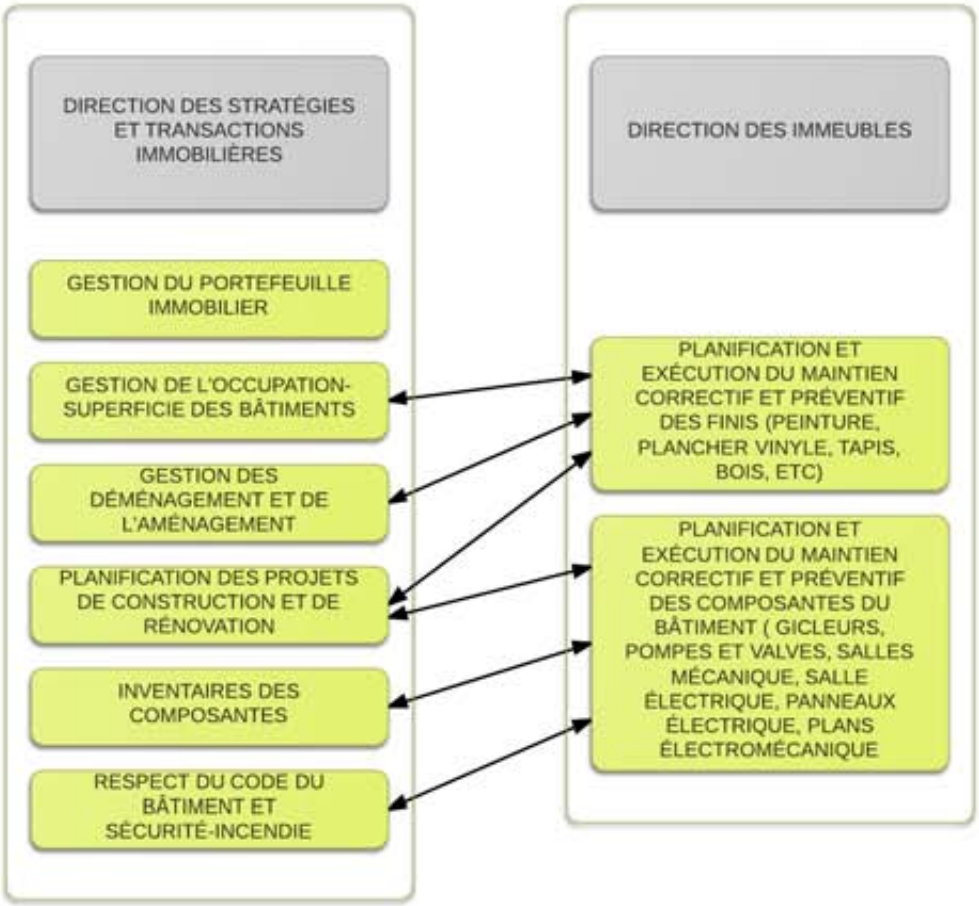


Figure 4-5: Synthèse des tâches et interrelations des données

En somme, plusieurs besoins touchant différents aspects de la gestion immobilière et de la gestion des équipements ont été identifiés dont :

a) un standard de classification et de hiérarchisation (au niveau des sites et de l'ensemble des bâtiments);
b) un standard de nomenclature (des immeubles, des étages, des locaux, des portes et fenêtres);

c) la localisation géo-spatiale des bâtiments et de ses composantes;
d) les plans d'étages et d'immeubles à jour (la fréquence de mise à jour, le format de stockage);
e) les procédures rigoureuses d'archivage en fin de projet (les plans, les documents, les devis, les manuels de maintenance et d'entretien, les plans de planification, les correspondances, les études et les photos);
f) les spécifications au contrat pour la gestion en BIM et le transfert des modèles BIM;
g) les normes de dessin;
h) les niveaux d'accès à l'information selon les intervenants;
i) la traçabilité des données;
j) la conservation et le transfert des connaissances;

Ces besoins sont primordiaux afin de centraliser l'information pour une meilleure gestion des données du bâtiment. Pour adresser cette liste de besoins, le système actuel ne peut fournir une solution adéquate.

4.3 Analyse des besoins et proposition d'une architecture BIM

Cette section tentera de proposer une réingénierie des processus illustrés précédemment en se basant sur les principes du BIM. Tout d'abord, les processus contiennent beaucoup d'étapes et emploient plusieurs outils et systèmes différents pour souvent obtenir le même résultat. Ainsi, les processus sont lourds et redondants à l'intérieur de chaque direction. Les systèmes et les outils employés ne sont pas utilisés à leur pleine capacité et souvent les utilisateurs s'en lassent et entreprennent de nouvelles avenues pour arriver à leurs fins. Conséquemment, le travail produit et l'information trouvée n'est pas diffusée à tous les intervenants, nourrissant ainsi une multiplication des documents et des données existantes. De plus, la multitude de systèmes qui sont employés fait en sorte que les étapes dans les

processus se multiplient. Cela est dû en grande partie à l'incompatibilité des différents formats de l'information produite et de l'information existante.

Deuxièmement, la production de données et les besoins en matière d'information sont similaires pour chaque direction dont l'information est liée au bâtiment. Cependant, chacune des directions suit ses propres normes et archive ses documents selon son besoin (travail en silo); les informations produites concernant le bâtiment ne sont que partielles. Le manque de normalisation dans les processus d'archivage et de dessin, contribue à la difficulté de rassembler et intégrer les informations sur une même base. De ce fait, la lacune de normalisation des méthodes joue un grand rôle dans la mauvaise communication pendant la diffusion de l'information relié au bâtiment et ses composantes.

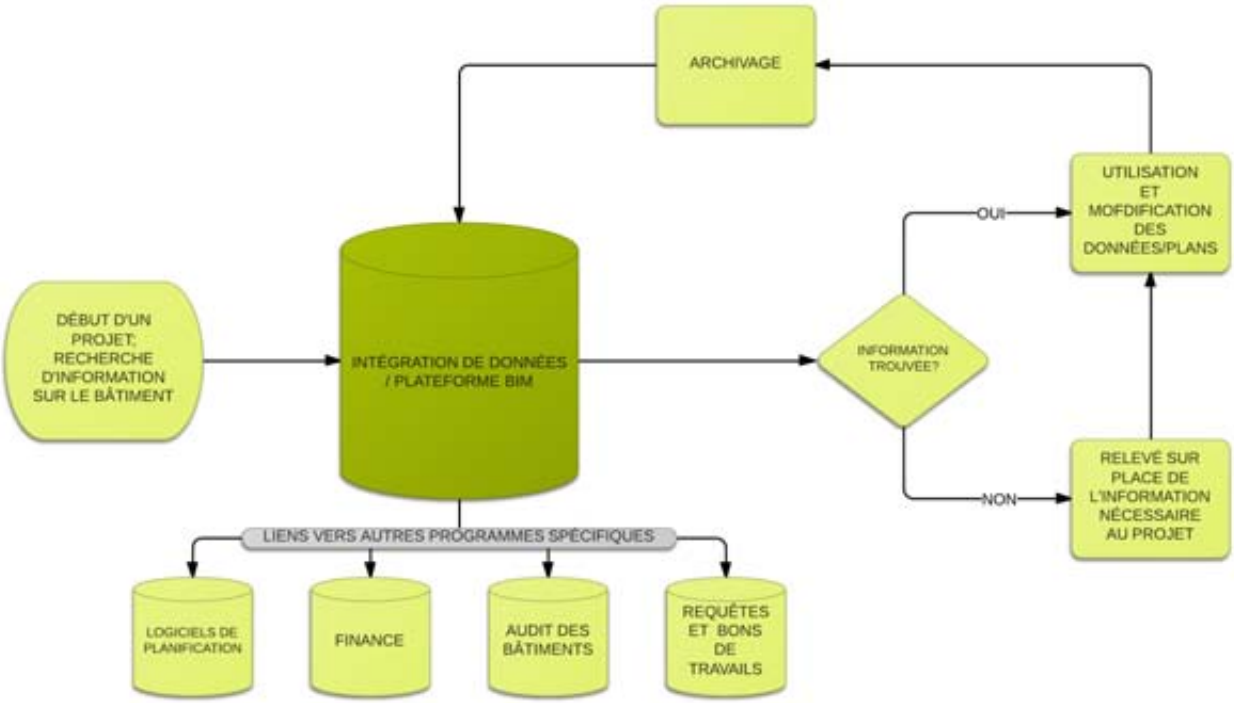


Figure 4-6: Processus de recherche de plan/information employant une plateforme BIM

Comme cité plus tôt, une plateforme basée sur le BIM optimiserait les processus liés à la gestion immobilière et à la gestion des équipements. En effet, la figure 4.6 illustre une diminution des étapes dans la recherche d'information ainsi que la réduction des outils et des systèmes destinés à la classification et la recherche de données. L'étape de la validation

n’existera plus car les données seront fiables et pertinentes. L’archivage sera fait de manière rigoureuse et l’information sera disponible aux personnes concernées et ne sera plus stockée sur les répertoires personnels, mais bien sur une plateforme accessible aux intervenants selon leur rôle et leurs responsabilités. En effet, les informations reliés à chaque bâtiment s’enrichiront au fur et à mesure que les informations partielles de chaque projet s’intègreront sur la plateforme. Les informations ne seront plus morcelées et stockées à divers endroits. Cette centralisation de données pourra offrir des liens vers des logiciels externes spécifiques à certaines tâches de la maintenance des bâtiments. Bien entendu, ce processus nécessitera un suivi rigoureux sur le maintien de ce modèle. Pour mettre en application ce processus, un grand engagement des dirigeants et une équipe de soutien au modèle devra être désignée.

La figure 4.7 propose un modèle BIM de gestion accessible à tous les intervenants selon leurs besoins. Comme expliqué ci-haut, l’archivage sur une plateforme intégrée éliminerait entre autre les doublons et la répétition des tâches. La diffusion de l’information serait aussi facilitée. Cette plateforme devra par contre être entretenue et mise à jour de façon régulière dans le but de maintenir l’information la plus à jour et la plus complète possible. L’information qui se trouve dans le modèle sera fiable, ainsi les équipes d’entretien et de maintenance pourront consulter et alimenter cette plateforme sans remettre systématiquement l’information trouvée en question.

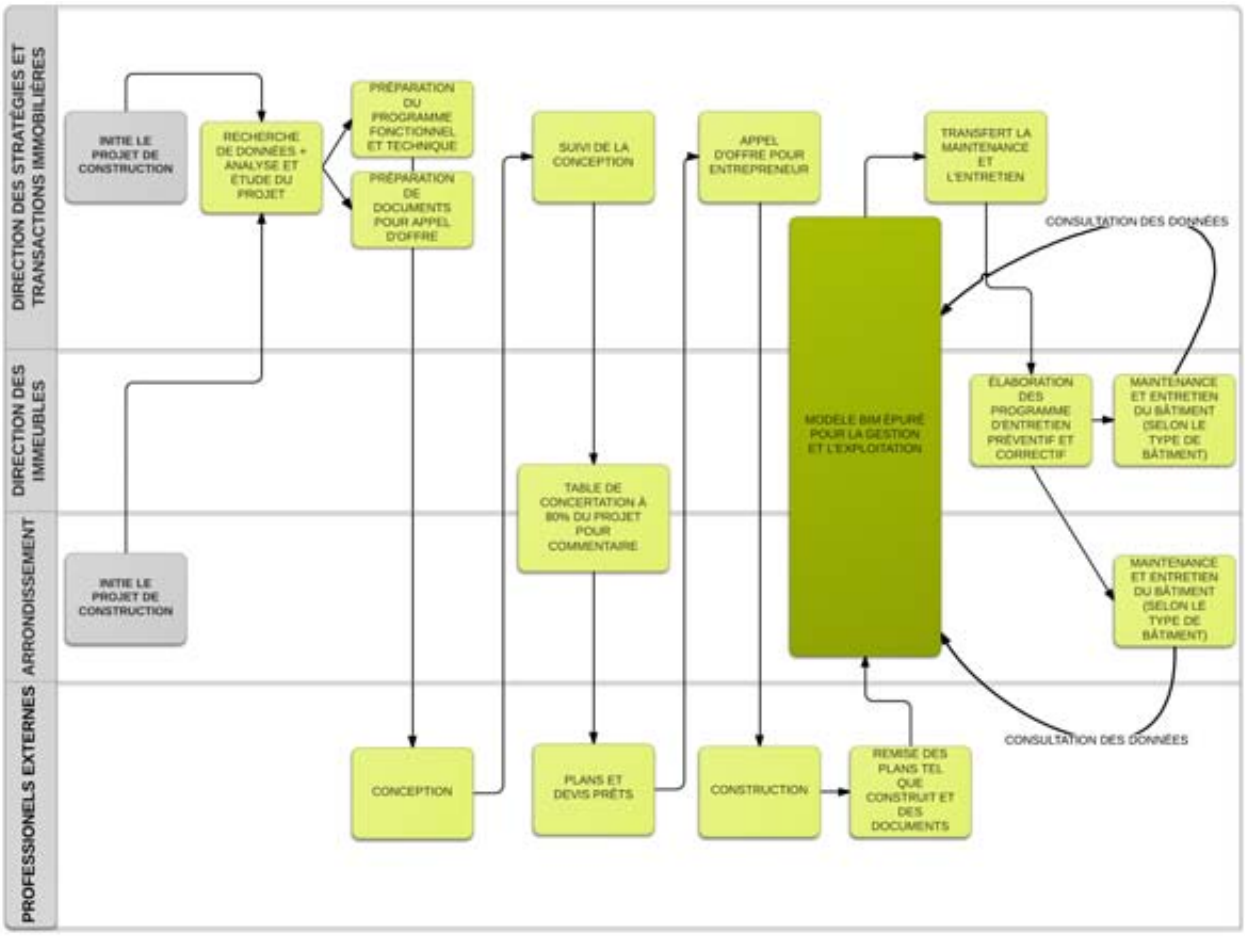


Figure 4-7: Flux de travail/processus de gestion de projet d'envergure

La figure 4.8 suggère un processus de mise à jour d'un modèle BIM entretenu et utilisé en phase d'exploitation du bâtiment. Pour faire suite au processus illustré ci-haut, lorsqu'un changement est effectué sur le bâtiment (construction, maintenance ou rénovation), le modèle ou le plan est systématiquement mis à jour. L'ancienne version changerait de statut et passera en mode « historique ». Le modèle modifié sera celui en vigueur et un avertissement sera transmis à tous les intervenants « inscrits » à ce bâtiment. La diffusion de l'information se trouvera ainsi simplifié et pertinente.

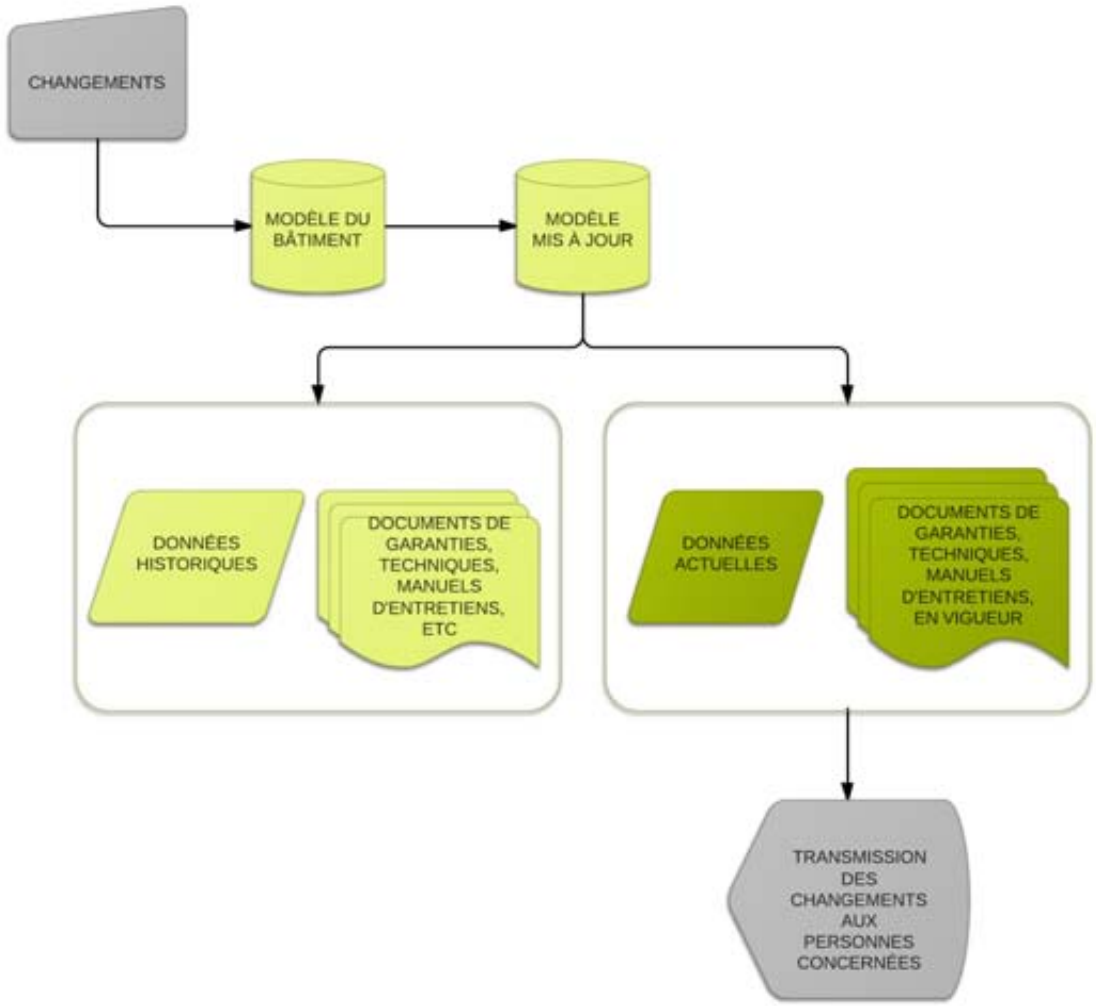


Figure 4-8: Processus de mise à jour d'un « modèle du bâtiment »

4.4 Plateformes et solutions sur le marché

Il existe quelques solutions sur le marché nord-américain en matière de gestion immobilière et de gestion des composantes du bâtiment (voir tableau 3). Les solutions présentes dans ce tableau comportent au moins trois aspects ou plus en matière de gestion du bâtiment; ces aspects sont identifiés à la suite des entretiens effectués à la Ville de Montréal et de la recherche des solutions existant sur le marché. Ceux-ci sont représentés par les critères dans le tableau 2. Il est à noter que chaque critère comporte différents niveaux de

détails et de gammes; par exemple, il est faux d'affirmer que toutes ces plateformes ont les mêmes niveaux et gammes de service en gestion de projet ou le même niveau d'intégration des données.

On dénote également dans ce tableau que certaines plateformes offrent une solution plutôt complète (Archibus, ArchiDATA, FM :Systems) tandis que d'autres offrent des solutions beaucoup plus spécifiques à un aspect particulier du bâtiment (ex: Planon beaucoup plus centré sur la planification et Ecodomus sur les modèles 3D visant la simulation énergétique). Finalement, il y a celles qui requièrent les services d'une tierce partie (PenbaySolutions qui requiert Archibus et Tririga). Il est aussi important de comprendre la manière dont le service est fourni selon la plateforme proposée. Par exemple, FM :Systems est une solution destinée aux professionnels (surtout aux architectes) afin que ceux-ci puissent offrir les services de gestion du bâtiment aux propriétaires immobiliers (Geomap, 2012). ArchiDATA opte pour une approche différente et offre une plateforme aux propriétaire immobiliers; ceux-ci fournissent directement les informations reçues des professionnels afin d'alimenter la plateforme en information du bâtiment.

De plus, au moment de la recherche sur ces plateformes, plusieurs aspects de ces solutions étaient inaccessibles ou manquantes. Il est donc difficile de confirmer si certains critères sont bel et bien remplis et si la solution offre les services mentionnés avec une réelle rigueur. En effet, certaines plateformes mentionnent la « gestion des données pour la maintenance préventive »; ceci ne veut pas nécessairement dire qu'elles gèrent à la fois les plans « tel que construit », les manuels d'entretien des composantes électromécaniques, leur localisation exacte ainsi que les devis qui s'y rattachent. D'ailleurs, les différents sites internet ont été consultés à plusieurs reprises sur une période de 1 an et une évolution a été notée : certaines plateformes n'offraient pas auparavant une interface sur le web; mais la majorité de celles-ci l'offrent en date du 17 avril 2013. Malgré que ce tableau ne démontre pas toutes les forces et faiblesses des plateformes existantes, il jette cependant un premier regard intéressant sur l'offre existante du marché.

Table 6: Plateformes sur le marché nord-américain

	Interface WEB	Gestion du portefeuille immobilier	Intégration des données	Gestion des "plans tel que construit"	Gestion des composantes électro-mécaniques	Gestion de l'occupation des espaces	Gestion de projets de construction	Gestion des documents et manuels d'entretien	Moteur de recherche	Visualisation 3D
Archibus	x	x	x		x	x	x		x	x
ArchiDATA	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Ecodomus	x	x	x		x		x			x
FM:Systems	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Onuma	x	x	x	x	x	x	x			x
PenbaySolutions		x	x	x	x	x	x		x	x
Planon		x	x		x	x	x	x		

La majorité de ces solutions ne répond qu'en partie aux besoins cités plus tôt. En effet, il existe une multitude de plateformes BIM en construction, toutes intégrées et aptes à être utilisées pour des simulations énergétiques, pour la planification, pour extraire des quantités; ces plateformes renferment donc une multitude de données sur le bâtiment. En revanche, ces données doivent être transférées et utilisables dans les phases d'opération et d'exploitation du bâtiment. De plus, celles-ci ne sont applicables qu'aux nouvelles constructions ou rénovations. Dans le cas de la municipalité, la quasi-totalité de son parc immobilier est existant et la majorité des données sur le bâtiment est en 2D. Le bassin de solutions adaptées au contexte de la municipalité est ainsi beaucoup plus restreint.

Des logiciels passerelles comme Codebook peuvent lire des documents BIM; cependant, il serait nécessaire de transformer tout le parc immobilier en 3D avec un logiciel de modélisation BIM. Le temps et les ressources nécessaires pour ce type d'implantation seraient pour l'instant trop coûteux pour un retour sur investissement acceptable. Il existe également les services du « Cloud computing» qui faciliteraient les flux de données dans la municipalité et plusieurs logiciels de gestion documentaire pour gérer les documents en lien avec le bâtiment. Un modèle BIM monté à partir des informations 2D comportant des liens

vers des plans d’archives et de documents sur un « Cloud » serait une solution viable pour les besoins actuels de la municipalité.

Cependant, en ayant un parc immobilier d’envergure, la municipalité se doit de prioriser le type de données à modéliser, à gérer et à mettre à jour en tenant compte de ses capacités actuelles en termes de ressources financières, humaines, de temps et en fonction de sa structure organisationnelle.

CHAPITRE 5

SOLUTIONS ET STRATÉGIES DANS L'IMPLANTATION D'UNE PLATEFORME BIM

Pour terminer, des recommandations en lien avec les pratiques et les processus du 2e partenaire (ArchiDATA) viseront à atteindre le but final de ce projet: une approche optimale dans l'utilisation des technologies basées sur le BIM chez un client public. Tout d'abord, à la lumière des besoins cités au chapitre 4, des solutions en ligne d'ArchiDATA optimiseront le flux des données tout en minimisant l'impact sur l'organisation actuelle du travail à la Ville de Montréal. Ensuite, des recommandations et des pistes de réflexion seront mises de l'avant pour la considération des facteurs humains, de la structure organisationnelle et de la courbe d'apprentissage requise.

5.1 Les solutions en-ligne d'ArchiDATA

Plusieurs besoins touchant différents aspects de la gestion immobilière et la gestion des équipements ont été identifiés. La solution d'ArchiDATA pourra répondre à ces besoins; cependant le support de la direction est nécessaire à une implantation réussie.

Besoin #1 : une norme de classification et de hiérarchisation (au niveau des sites et de l'ensemble des bâtiments);
Besoin #2 : une norme de nomenclature (des immeubles, des étages, des locaux, des portes et fenêtres);
Besoin #3 : la localisation géo Spatiale des bâtiments et de ses composantes;
LE MODULE « INTRANET DU BÂTIMENT »

L'intranet du bâtiment proposé par ArchiDATA regroupe plusieurs modules tels que la gestion des espaces, la gestion du portefeuille immobilier, la gestion de la location ainsi que la gestion des ressources. L'intranet du bâtiment est organisé de sorte que la hiérarchie

des différents espaces est bien définie et que la nomenclature de ces espaces est uniforme à travers le portefeuille immobilier. La visualisation de l'ensemble des bâtiments sur une carte et sur Google Earth sert également à la navigation à travers le site.

L'implantation pourra s'effectuer par type de gestion. En effet, afin d'établir une base adéquate, la gestion des espaces pourra s'effectuer en premier lieu. La priorisation des bâtiments important à implanter sera la première réflexion des gestionnaires à la Ville. Cette étape franchie, d'autres éléments de gestion pourront s'y rattacher; c'est-à-dire la gestion des ressources tels que les locaux et les portes, le personnel et les postes de travail, les composantes électromécaniques ou les objets de télécommunication. Il s'agit ici de construire l'enveloppe afin de garnir l'intérieur du bâtiment.

Besoin #4 : les plans d'étages et d'immeubles à jour (la fréquence de mise à jour, le format de stockage);
Besoin #5 : les procédures rigoureuses d'archivage en fin de projet (les plans, les documents, les devis, les manuels de maintenance et d'entretien, les plans de planification, les correspondances, les études et les photos);
LE MODULE DE LA « SALLE DE PLAN VIRTUELLE »

La salle de plan virtuelle gère l'archivage des plans, des documents, des photos et des devis reliés à divers projets du bâtiment dans le temps. De plus, il identifie les plans les plus récents servant à la gestion des espaces. Ce module est doté d'un moteur de recherche sophistiqué permettant de retrouver un plan à partir d'une information concernant un bâtiment, un étage, un émetteur, une date, une discipline, etc. Il est également relié à l'intranet du bâtiment. Ainsi, l'utilisateur aura au bout de quelques clics de souris une information du bâtiment enrichie qui était impossible d'obtenir auparavant. Un des concepts du BIM est illustré avec ce processus : tous les éléments du bâtiments sont inter-reliés.

Besoin #6 : les spécifications au contrat pour la gestion en BIM et le transfert des modèles BIM;
Besoins #7 : les normes de dessin et de modélisation
Services de consultation professionnelle sur les normes internationales (CAD et BIM, IFC)

Afin de bien classifier et organiser l'information produite par les tiers partis en matière de données du bâtiment, le respect des normes nationales et internationales est de mise. Les solutions qu'offrent ArchiDATA sont organisées et structurées de manière à ce que ces normes soient respectées afin que les différents modules puissent être exploités de manière optimale. Ces normes doivent être stipulés et exigés au contrat de construction. Le donneur d'ouvrage (la Ville) doit être en mesure de renforcer ces exigences et pouvoir récupérer des données complètes et organisées de sorte que les informations puissent être extraites et utilisées après la livraison du projet de construction.

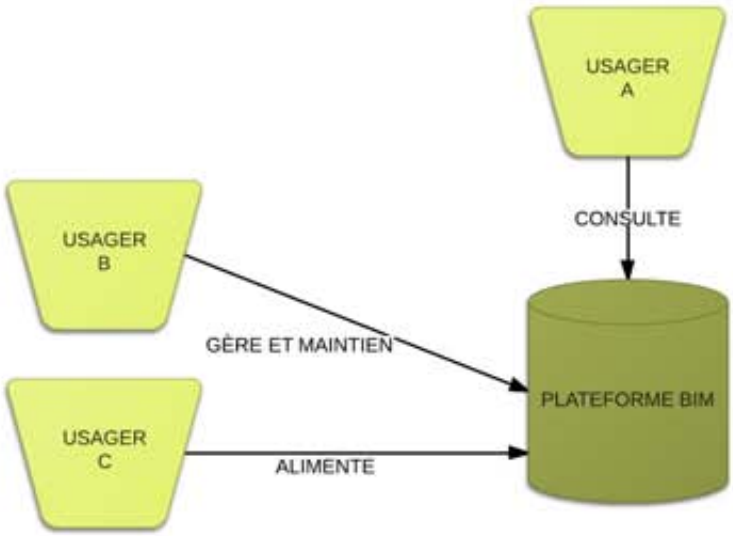


Figure 5-1: Types d'utilisateur

Besoin #8 : les niveaux d'accès à l'information selon les intervenants;
Besoin #9 : la traçabilité des données;
Besoin #10 : la conservation et le transfert des connaissances;
LA PLATEFORME « D'OPTIC-EN-LIGNE »

Puisqu'ArchiDATA est une solution en-ligne et conçue manière à recevoir un nombre illimité d'utilisateurs, celle-ci est aussi dotée d'une fonction de sécurité selon le type d'usagers. Il existe donc 3 grands types d'usagers (figure 5.1); ceux qui gèrent et modifient les données, ceux qui alimentent le système en données et ceux qui consultent l'information. Ainsi, il est possible de retracer les données téléchargées sur le système et ses utilisateurs. D'ailleurs, puisque l'information est centralisée, il n'y a aucune perte d'information lorsque quelqu'un dans l'entreprise quitte.

5.2 Discussion

Il est bien évident que la technologie aide à répondre aux besoins cités dans les derniers chapitres. Cependant, le facteur humain joue un grand rôle dans le succès d'une implantation TI au sein d'une organisation. Tout d'abord, l'alignement stratégique d'une entreprise doit se faire à tous les niveaux de la structure organisationnelle. Le support de la direction doit être également présent à toutes les étapes de l'implantation. Il ne faut donc pas ignorer le niveau d'adaptation et une certaine résistance au changement. La technologie ne pourra pas être déployée efficacement si les gens qui devront l'employer ne veulent pas l'adopter.

Le système que suggère ArchiDATA minimise l'impact sur l'organisation du travail actuel des employés; ceux-ci pourront continuer à chercher les informations selon leurs habitudes (par # de bâtiment, par # de projet, par # de mandat, par numéro de contrat ou même par nom de bâtiment). En effet, toutes ces informations seront intégrées et liées ensemble de manières à garnir le plus possible les données sur le bâtiment. L'interface de l'usager sera simple à comprendre similaire à la navigation sur Internet. La visualisation des

bâtiments se fera sur une couche privée sur Google Earth, un outil déjà largement exploité par la quasi totalité des employés.

Cependant, afin de maintenir cette plateforme, il est nécessaire de désigner une petite équipe chargée d'assurer la coordination autant à l'interne qu'à l'externe. La figure 11 démontre les différents types d'utilisateurs. La Ville doit donc identifier et regrouper ces utilisateurs afin de leur offrir des séances de formation adaptée à leurs besoins (ceux qui consultent les informations et alimentent le système). Il est extrêmement important de désigner une personne ressource qui fera le pont entre ArchiDATA et les utilisateurs à la Ville. Cette personne sera surtout en charge de fournir les plans et les informations pertinentes à archiver et à mettre à jour mais aussi s'assurer de la véracité des données intégrées.

CONCLUSION

De grands enjeux technologiques, organisationnels et procéduraux sont présents dans l'implantation d'une plateforme BIM pour le Service de la Concertation des Arrondissements et des ressources matérielles et roulantes de la municipalité. Premièrement, l'infrastructure des systèmes informatiques actuels doit être en mesure d'accueillir une telle technologie. Un coût est relié à la modernisation ou à une mise à niveau des systèmes en place afin de rendre possible la production, le traitement, la documentation et l'échange de données reliés au modèle BIM. Il est de mise d'établir de manière concise les types de données et de documents qui seront archivés et ceux qui seront mis à jour périodiquement. De plus, la migration et l'intégration des données du système existant vers cette plateforme doivent se faire de manière à ce que l'intégrité des données, l'interopérabilité avec les intervenants externes ainsi que les autres services touchant le bâtiment soient conservés. De ce fait, l'enjeu technologique touche non seulement l'environnement interne, mais aussi celui externe de la municipalité dans l'implantation de la plateforme BIM.

Deuxièmement, la structure organisationnelle actuelle du Service de la Concertation des Arrondissements et des ressources matérielles et roulantes de la municipalité doit être modifiée afin que la plateforme BIM soit intègre et fiable. En effet, cette plateforme comportera plusieurs types d'usagers; ceux qui alimenteront la plateforme en données, ceux qui gèreront et maintiendront la plateforme à jour et finalement, ceux qui consulteront les informations. La nécessité d'une formation adéquate et façonnée selon les tâches et les responsabilités de chaque type d'usager est primordiale dans l'implantation et le déploiement de cette technologie. Le succès d'une implantation dépend grandement de la capacité et l'habileté de chacun des types d'usagers à utiliser et à exploiter la nouvelle plateforme. Ainsi, une équipe de support ayant l'expertise et la compréhension des modèles et de la plateforme BIM doit être mise en place afin d'assurer sa pérennité. Conséquemment, l'organisation du travail devrait se faire de sorte que les procédures et processus soient suivis afin que les bonnes données soient créées, transmises à la bonne personne et stockées aux bons endroits.

Finalement, les flux de travail et de données doivent être révisés afin de supporter et renforcer la modification créée dans la structure du Service de la Concertation des Arrondissements et des ressources matérielles et roulantes. En effet, le déploiement de cette technologie du bâtiment touche plusieurs directions dans le Service; ainsi, les différents processus doivent être revus afin de faciliter le flux de données à l'intérieur d'une direction et entre les directions. De plus, les professionnels à l'externe (les architectes et les ingénieurs) doivent revoir leurs processus en termes de flux de données et travailler avec une plus grande collaboration avec les directions de la municipalité. La remise des modèles et le transfert des informations doivent se faire avec rigueur et ponctualité en fin de projet; le respect des normes doit être spécifié dans les contrats.

Malgré que les plus importants bénéfices du BIM soient en gestion immobilière (Gallaher et coll. 2004), une des grandes problématiques actuelles est l'absence ou le peu d'expertise en construction et en gestion immobilière pour accompagner les gestionnaires et les propriétaires immobiliers, ainsi que les donneurs d'ouvrage à effectuer des choix éclairés comme dans les autres industries (ressources en architecture organisationnelle, analyse d'affaires et architecte de système). « Comme le soulignait Winch (2010), la recherche en génie de la construction ne s'intéresse encore que très peu à la dimension « client », pourtant considérée comme essentielle à l'adoption du BIM par l'industrie » (Eastman et coll. 2008).

Les technologies associées au BIM sont de nature disruptive, c'est-à-dire qu'elles exigent de repenser l'organisation du travail autour de ces nouveaux outils. Contrairement aux autres industries, on ne retrouve pas en construction les disciplines reliées à cette problématique (architecte organisationnel, analyste d'affaires, intégrateur informatique). Il existe un besoin réel de générer de nouvelles connaissances pour combler ce vide dans l'intégration des technologies en construction, particulièrement du côté du client.

RECOMMANDATIONS

Ce projet a permis de mieux comprendre la complexité et la dynamique des changements d'ordre technologique, organisationnel et procédural présentes chez un grand propriétaire public pour l'adoption du BIM. Plusieurs constats d'ordre sociologique, managérial et structurel ont été identifiés. Cependant, ces problématiques vont au-delà de la portée de ce projet et ne pourront être traitées en profondeur dans le cadre de cette analyse. De plus, lors de la période de collecte de données, un remaniement de poste et une restructuration ont été effectués, chose qui n'est pas étrangère à l'organisation. La cartographie des flux de travail et de données reflète le moment où ces données ont été recensées.

La recherche visait à explorer le volet organisationnel de l'implantation d'une plateforme BIM chez un grand donneur public afin de dégager les grandes problématiques auxquelles ces derniers sont confrontés de manière à prendre la décision d'intégrer le BIM à leur modèle d'affaires. Elle a mis en relief l'envergure et la complexité de prendre une telle décision pour ce type d'organisation. Cependant, cette recherche demeure exploratoire. Des travaux de recherche sont encore nécessaires pour mieux comprendre les dimensions non seulement technologiques, mais aussi organisationnelles et procédurales accompagnant l'intégration du BIM dans les pratiques d'affaires. Il faut aussi justifier et prouver les bénéfices potentiels du BIM pour la gestion immobilière. Le développement de normes de dessin et de modélisation ainsi que l'ajustement des documents d'appel d'offres et des modes contractuels sont aussi nécessaires pour faciliter l'arrimage des données avec les fournisseurs, les consultants et les professionnels (architectes et ingénieurs).

LISTE DE RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ArchiDATA, website http://www.archidata.com, visited January 2013

CLARK. Andrew M., ATKIN, Brian L., BETTS, Martin P., SMITH, David A. Benchemarking the use of IT to support supplier mgmt in construction, ITCon Vol. 4 1999

CodeBook, website http://www.codebookinternational.com, visited January 2013

Cooperative Research Centre for Construction Innovation. 2007. *Adopting BIM for Facilities management, Solution for managing the Sydney Opera House.* Cooperative Research Centre for Construction Innovation, Brisbane, Qld, Australia.

Eastman, C., P. Teicholz, Sacks, R., Liston K., 2008. *BIM Handbook: A Guide to Building Information Modeling for Owners, Managers, Designers, Engineers, and Contractors.* John Wiley & Sons, Inc. Hoboken, NJ, USA.

Forgues, D., Staub-French, S. Tahrani, S., Barak, H. (2011). *Improving efficiency and productivity in the construction sector through the use of information technologies (phase 1)*. Montreal, CEFRIO: 112 p.

Furneaux, Craig and Kivvits, Robbie. 2008. *BIM – implications for government*. CRC for Construction Innovation, Brisbane.

Gallaher, M. P., O'Connor, A. C., Dettbarn, J. L. Jr, Gilday, L. T., 2004. *Cost analysis of inadequate interoperability in the US capital facilities industry*. US Dept. of Commerce, Technology Administration, National Institute of Standards and Technology.

Heilmeir B., Klebl G., *New software system for precast element design and production planning*, BFT INTERNATIONAL, Germany, Austria, 2012

Henderson, J.C. and Venkatraman, N. 1999. Strategic alignment: Leveraging information technology for transforming organizations. *IBM Systems Journals*, Vol38, Nos 2&3

Kang J., Ganapathi A., J. Lee & V. Faghihi, BIM to field: Robotic total station and BIM for quality control, *eWork and eBusiness in Architecture, Engineering and Construction – Gudnason & Scherer,* 717-722

Sanguinetti P., Abdelmohsen S., Lee J.M., Lee J.K., Sheward H., Eastman C., General system architecture for BIM: An integrated approach for design and analysis, *Advanced Engineering Informatics,* 26, 2012, 317-333

BIBLIOGRAPHIE

Ashcraft, H. W. 2008. Building Information Modeling: A Framework for Collaboration. The *Construction Lawyer*, 28

Becerik-Gerber, B. et al. 2012. Application Areas and DATA Requirements for BIM-Enabled Facilities Management. *Journal of Construction Engineering and Management*, ASCE, 431-442.

Cooperative Research Centre for Construction Innovation. 2007. *Adopting BIM for Facilities management, Solution for managing the Sydney Opera House.* Cooperative Research Centre for Construction Innovation, Brisbane, Qld, Australia.

CRC for Construction Innovation. 2007. *Business Drivers for BIM*. CRC for Construction Innovation, Brisbane.

Davenport,T.H. 1993. *Process Innovation: Reengineering Work Through Information Technology*, Harvard Business School Press.

Eastman, C., P. Teicholz, et al. 2008. *BIM Handbook: A Guide to Building Information Modeling for Owners, Managers, Designers, Engineers, and Contractors.* John Wiley & Sons, Inc. Hoboken, NJ, USA.

Forgues, D., Staub-French, S. Tahrani, S., Barak, H. (2011). *Improving efficiency and productivity in the construction sector through the use of information technologies (phase 1)*. Montreal, CEFRIO: 112 p.

Furneaux, Craig and Kivvits, Robbie. 2008. *BIM – implications for government*. CRC for Construction Innovation, Brisbane.

Gallaher, M. P., R. E. Chapman, et al. 2004. *Cost analysis of inadequate interoperability in the US capital facilities industry*. US Dept. of Commerce, Technology Administration, National Institute of Standards and Technology.

Gökçe, H.U. et Gökçe, K.U. 2012. Integrated system architecture for optimised building operations. *eWork and eBusiness in Architecture, Engineering and Construction – Gudnason & Scherer* .165-169

GSA, 2011. *GSA BIM Guide for Facility Management,* U.S. General Services Administration, Washington, DC, USA

Heilmeir B., Klebl G., *New software system for precast element design and production planning*, BFT INTERNATIONAL, Germany, Austria, 2012

Henderson, J.C. and Venkatraman, N. 1999. Strategic alignment: Leveraging information technology for transforming organizations. *IBM Systems Journals*, Vol38, Nos 2&3

Jung, Y. et Joo, M. 2011. Building information modeling (BIM) framework for practical implementation, *Automation in Construction*, 20:126–133

Kang J., Ganapathi A., J. Lee & V. Faghihi, BIM to field: Robotic total station and BIM for quality control, *eWork and eBusiness in Architecture, Engineering and Construction – Gudnason & Scherer,* 717-722

Linderoth, H. C. J. 2010. Understanding adoption and use of BIM as the creation of actor networks. *Automation in Construction*, 19, 66-72.

Mäkeläinen, Hyvärinen T. J. & Peura J. 2012. BIM practices and challenges framed – an approach to systemic change management, *eWork and eBusiness in Architecture, Engineering and Construction – Gudnason & Scherer*, 497-504

Mayo, G. Giel, B. and Issa R.R.A. 2012. *BIM Use and Requirements among building owners*, Computing in Civil Engineering, ASCE, 349-356.

McAuley, B. Hore, A.V. et West, R. 2012. Implementing Building Information Modeling in Public Works Projects in Ireland. *9th European Conference on Product and Process Modelling*, Reykjavik, July 25 – 27th 2012

MCGrawHill 2009. *Building Information Modeling (BIM): Transforming Design and Construction to Achieve Greater Industry Productivity*. SmartMarketReport. New York: 48.

Parker, M. M., R. J. Benson, et al. 1988. *Information economics: linking business performance to information technology*, Prentice Hall.

Pramod R. K. 2012. *BIM for Owners and Developers: Making a Business Case for Using BIM on Projects,* John Wiley & Sons, Hoboken, NJ, USA

Sampaio, A.Z. Gomes, A.R. et Santos, J.P. 2012. Management of building supported on virtual interactive models: construction planning and preventive maintenance. *ITcon*, 17:121-134

Sanguinetti P., Abdelmohsen S., Lee J.M., Lee J.K., Sheward H., Eastman C., General system architecture for BIM: An integrated approach for design and analysis, *Advanced Engineering Informatics*, 26, 2012, 317-333

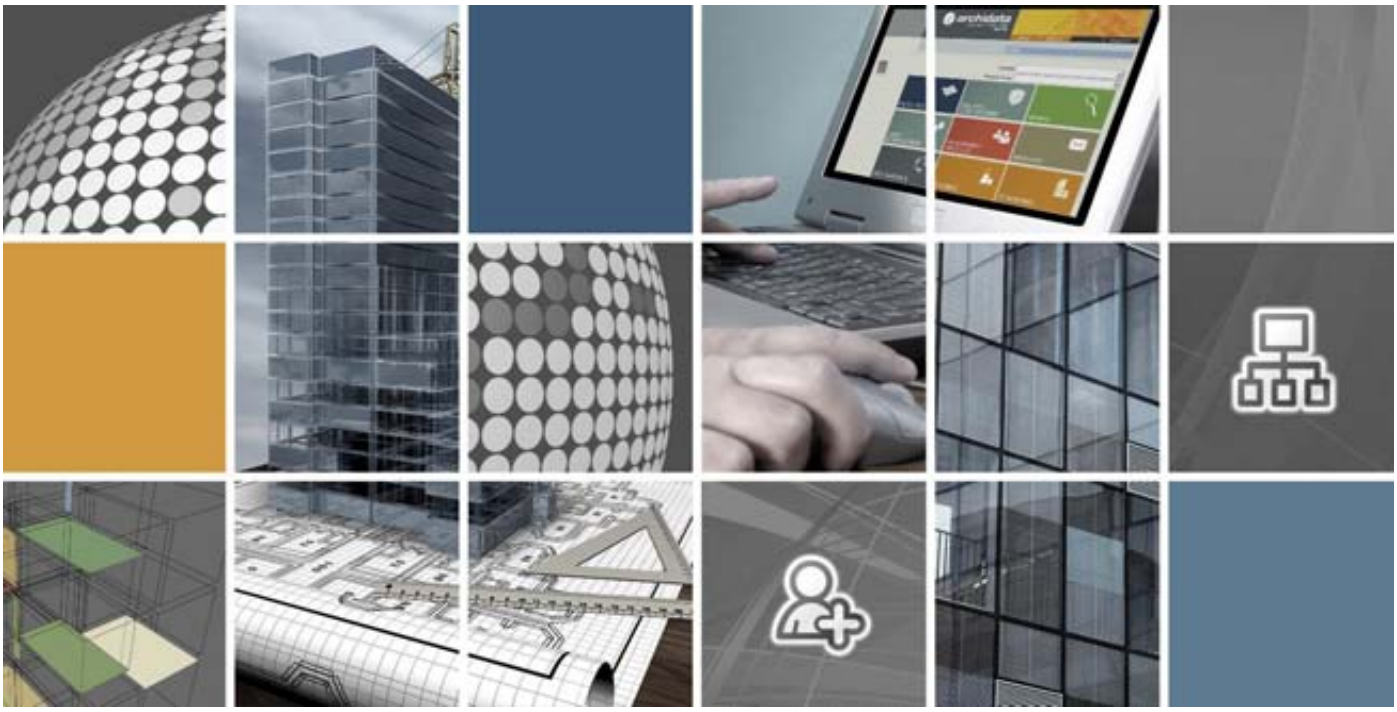
Shen, W. Hao, Q. et al. 2010. Systems integration and collaboration in architecture, engineering, construction, and facilities management: A review. *Advanced Engineering Informatics* 24:196–207.

The Computer Integrated Construction Research Program. 2012. *BIM Planning Guide for Facility Owners*. The Computer Integrated Construction Research Program. The Pennsylvania State University.

Walton, R. E. 1989. *Up and running integrating information technology and the organization.* Boston, Mass., Harvard Business School Press.

Wong, A.K.D. Wong, K.W.F. et Nadeem, A. 2009. *Comparative roles of major stakeholders for the implementation of bim in various countries*. Department of Building and Real Estate, The Hong Kong Polytechnic University Hong Kong.

Yin, R. K. 2003. *Case Study Research - Design and Methods*. London, International Educational and Professional Publisher.



Offre de services professionnels en informatique

Présentée à la
Ville de Montréal – Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières

Modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière

Le vendredi 28 février 2014

ArchiDATA Inc.
333 rue Notre-Dame est, Bureau 108, Montréal, Québec Canada H2Y 3Z2 **T**. (514) 876-1770
330 rue St-Vallier est, Bureau 122, Québec, Québec Canada G1K 9C5 **T**. (418) 266-6080
www.archidata.com

Introduction

Il nous fait plaisir de répondre à votre demande de soumission pour la modélisation de l'information du bâtiment et de la gestion immobilière envoyée le 14 février 2014. Vous trouverez ci-dessous notre offre de services pour la réalisation de ce mandat.

Description du mandat

Voici le résumé des grands objectifs que la Ville désire atteindre avec la réalisation de ce mandat :

1. Mettre en place un cadre normatif pour l'échange de données (CAO et BIM)
2. Regrouper l'information du bâtiment en une maquette qui inclut les éléments suivants :
   - Un plan de site
   - Un plan de toiture
   - Un plan pour chaque façade
3. Faire une gestion des locaux et des numéros (locaux et portes)
4. Intégrer les outils d'analyse pour le PEP
5. Intégrer l'information des baux des espaces loués par la Ville
6. Intégrer les données de l'audit des immeubles
7. Intégrer les outils de gestion de contrat

Afin d'atteindre ces objectifs, ArchiDATA propose de réaliser les étapes suivantes :

1. Gestion du portefeuille immobilier

Voici la liste des étapes qui seront réalisées pour cette partie du mandat :

1.1 Mise en place d'un méta-intranet et réorganisation du serveur-ville par arrondissement
- 1.1.1 Division du logiciel InterZONE par arrondissement
- 1.1.2 Reconfiguration des comptes-serveur par arrondissement
- 1.1.3 Intégration de la notion de terrain/bâtiment
- 1.1.4 Mise en place des robots et de la version InterZONE X

1.2 Intégration des photos de bâtiments via une programmation dans :
- 1.2.1 Le tableau de bord du bâtiment (intranet du bâtiment)
- 1.2.2 Le module de gestion du portefeuille immobilier.

1.3 Liens vers SIGI à partir du tableau de bord du bâtiment
- 1.3.1 Paramétrisation de 10 de WebServices pour connecter le tableau de bord du bâtiment à SIGI

1.4 Paramétrisation de rapports pour la Ville de Montréal
- 1.4.1 Configuration de 10 rapports selon les besoins définis en collaboration avec la Ville de Montréal

1.5 Correction des zonages d'occupation et de poste pour l'identification des locaux
- 1.5.1 Correction par programmation des postes de travail
- 1.5.2 Correction par ArchiDATA des zones d'occupation

1.6 Banque d'heures en consultation pour planifier et organiser la gestion
- 1.6.1 Services professionnels de consultation pour aider à l'organisation de la gestion documentaire à la Ville de Montréal
- 1.6.2 Aide à la paramétrisation du tableau de bord du bâtiment en lien avec la gestion documentaire

1.7 Banque d'heures en consultation générale pour planifier et organiser l'ensemble
- 1.7.1 Services professionnels de consultation liés à la planification et l'organisation globale du projet.

2. Réalisation des maquettes BIM/3D et gestion des locaux

2.1 Positionnement de l'ensemble des actifs
- 2.1.1 Positionnement de pastilles d'informations et d'hyperliens à partir des coordonnées de la géomatique de la Ville de Montréal

2.2 Réalisation des maquettes 3D à partir des bâtiments géopositionnés (Adataworld)
- 2.2.1 Positionnement 3D de 1544 immeubles pour faire le lien entre le positionnement réel (géopositionnement de la Ville de Montréal) et le plan
- 2.2.2 Configuration des fichiers .IFC standard (2x3)

2.3 Polygonisation des locaux et identification des numéros de local (pour un total de 23 676 943 pi2)
- 2.3.1 Identification des locaux à l'aide d'une codification séquentielle ou de celle inscrite sur les plans
- 2.3.2 Zonage de tous les locaux de la Ville de Montréal à l'aide de polylignes

2.4 Gestion des portes et identification des numéros de portes (QR Code) (pour un total de 23 676 943 pi2)
- 2.4.1 Identification des portes (pour la visualisation 3D)
- 2.4.2 Identification des portes à l'aide d'une étiquette numérique (QR Code)

2.5 Identification des bassins de toiture et des terrains pour la gestion des équipements (pour un total de 7 383 590 pi2)
- 2.5.1 Identification et codification des bassins de toiture
- 2.5.2 Identification et codification des terrains

2.6 Identification des façades (pour un total 1782 étages)
- Identification et codification des façades

3. Rédaction de normes pour la Ville de Montréal

3.1 Rédaction d'une norme CAO pour les professionnels externes
- 3.1.1 Rédaction d'une norme CAO pour les professionnels externes afin de faciliter la mise à jour et d'optimiser la salle de plans

3.2 Rédaction d'une norme BIM pour les professionnels externes
- 3.2.1 Rédaction d'une norme BIM pour les professionnels externes afin de faciliter la mise à jour des modèles de gestion de la Ville de Montréal

3.3 Rédaction d'une norme pour les relevés (Audit)
- 3.3.1 Rédaction d'une norme pour les relevés pour les professionnels externes afin de lier facilement les audits aux modèles de gestion de la Ville de Montréal

4. Gestion des équipements et des inspections (maintien d'actif)

4.1 Configuration de la catégorie structure - B10*
- 4.1.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.2 Configuration de la catégorie transport vertical - D10*
- 4.2.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.3 Configuration de la catégorie Plomberie - D20*
- 4.3.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.4 Configuration de la catégorie Chauffage et ventilation - D30*
- 4.4.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.5 Configuration de la catégorie Sécurité incendie - D40*
- 4.5.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal
- 4.5.2 Création de deux gabarits (11"X17" vertical et horizontal) qui contiennent le plan, une légende dynamique, un plan-clé et les directives d'évacuation pour la production de plan d'évacuation incendie
- 4.5.3 Révision de la librairie de symbole (4 orientations possibles en fonction du positionnement du panneau) pour les éléments contenus dans le plan d'évacuation incendie

4.6 Configuration de la catégorie Électricité - D50*
- 4.6.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

* Codification Uniformat 2 – Niveau 2

4.7 Configuration de la catégorie Photographie - E60*
- 4.7.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.8 Configuration de la catégorie Amiante - F30*
- 4.8.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal

4.9 Configuration de la catégorie Audit - F60*
- 4.9.1 Ouverture et configuration de la catégorie en collaboration avec la Ville de Montréal
- 4.9.2 Téléversement de 3000 documents d'Audit dans la gestion documentaire classifiés par bâtiment

5. Archivage des plans - Salle de Plans

5.1 Transfert de la base de données et des plans contenus dans le répertoire S:\\Dessins - Archives (pour un total de 73 000 plans)
- 5.1.1 Transfert de la base de données des plans archivés par la Ville de Montréal vers la Salle de Plans
- 5.1.2 Création des projets
- 5.1.3 Transfert des plans dans la Salle de plans
- 5.1.4 Contrôle de qualité

5.2 Service de mise à jour en continu à partir des plans de projets
- 5.2.1 Analyse de conformité des plans de projets en fonction des normes de la Ville de Montréal
- 5.2.2 Classement et archivage des plans de projets dans la Salle de Plans
- 5.2.3 Identification des zones de projets
- 5.2.4 Service de mise à jour des plans d'architecture et des plans d'équipements à partir des plans de projets

6. Formation

6.1 Formation (pour un total de 20 sessions de formation)
- 6.1.1 Sessions type administrateur (1/2 journée)
- 6.1.2 Sessions type usager standard (1/2 journée)

Échéancier de réalisation

Comme demandé, l'échéancier de réalisation s'échelonne sur trois ans. Il est présenté à l'annexe 1.

	TÂCHES	RESPONSABILITÉ	COMMENTAIRES	Année 2014								Année 2015												Année 2016											
				Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1	**Gestion du portefeuille immobilier**																																		
1.1	Création d'un méta Intranet et mise en place des robots	ArchiDATA																																	
1.2	Transfert des photos de bâtiments vers le tableau de bord du bâtiment et le module Asset	ArchiDATA																																	
1.3	Lien vers SIGI à partir du tableau de bord du bâtiment	ArchiDATA																																	
1.4	Paramétrisation de rapports de gestion pour la VdM (10 rapports)	ArchiDATA																																	
1.5	Correction des zonages d'occupation et de poste pour l'identification des locaux	ArchiDATA																																	
1.6	Banque d'heure en consultation pour planifier et organiser la gestion documentaire de la VdM	ArchiDATA /VdM	À déterminer avec le client																																
1.7	Banque d'heure en consultation générale pour planifier et organiser l'ensemble du projet	ArchiDATA /VdM	À déterminer avec le client																																
2	**Réalisation des maquettes BIM/3D et gestion des locaux**																																		
2.1	Positionnement des actifs à partir des coordonnées géomatiques fourni par la Ville	ArchiDATA/VdM																																	
2.2	Collecte de données (plans) et priorisation des immeubles à implanter	VdM																																	
	Travail de production dans les plans inclut la liste des sous tâches suivantes :		Moyenne de 750,000pi2/mois pour l'année 1 et 2 et moyenne de 725,000pi2/mois pour l'année 3																																
2.2	Réalisation des maquettes 3D à partir des bâtiments géopositionnés (Adataworld)	ArchiDATA																																	
2.3	Polylignes des locaux et identification des numéros de local	ArchiDATA																																	
2.4	Gestion des portes et identification des numéros de portes (QR Code)	ArchiDATA																																	
2.5	Identification des bassins de toiture et des terrains pour la gestion des équipements	ArchiDATA																																	
2.6	Identification des façades	ArchiDATA																																	
	% de réalisation du portefeuille de la Ville			25% du porfeuille complété à la fin de l'année 1								64% du porfeuille complété à la fin de l'année 2												100% du porfeuille complété à la fin de l'année 3											
3	**Rédaction de normes**																																		
3.1	Rédaction d'une norme CAO	ArchiDATA																																	
3.2	Rédaction d'une norme BIM	ArchiDATA																																	
3.3	Rédaction d'une norme pour les relevés (Audit)	ArchiDATA																																	
4	**Gestion des équipements et des inspections (maintien d'Actif)**																																		
4.1	Configuration de la catégorie structure - B10	ArchiDATA																																	
4.2	Configuration de la catégorie transport vertical - D10	ArchiDATA																																	
4.3	Configuration de la catégorie Plomberie - D20	ArchiDATA																																	
4.4	Configuration de la catégorie Chauffage et ventilation - D30	ArchiDATA																																	
4.5	Configuration de la catégorie Sécurité incendie - D40	ArchiDATA																																	
4.5	Création des gabarits et librairie de symboles pour les plans d'évacuation	ArchiDATA /VdM																																	
4.6	Configuration de la catégorie électricité - D50	ArchiDATA																																	
4.7	Configuration de la catégorie Photographie - E60	ArchiDATA																																	
4.8	Configuration de la catégorie Amiante - F30	ArchiDATA																																	
4.9	Configuration de la catégorie Audit - F60	ArchiDATA																																	
4.10	Téléversement des documents d'Audit dans la gestion documentaire	ArchiDATA																																	
5	**Archivage de plans -Salle de Plans**																																		
5.1	Transfert de la base de données et des plans contenu dans le répertoire S:\\Dessins - Archives	ArchiDATA																																	
6	**Formation**																																		
6.1	Formation aux usagers	ArchiDATA																																	

Honoraire

Le sommaire ainsi que le détail des coûts du projet sont présentés l'annexe 2. Une grille d'analyse de coût de mise à jour par projet est également fournie à l'annexe 3 à titre indicatif.

Sommaire des coûts de projet

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
1	Gestion du portefeuille immobilier	$ 43,500.00	$ 17,500.00	$ 3,750.00	**$ 64,750.00**
2	Réalisation des maquettes BIM/3D et gestion des locaux	$ 112,965.74	$ 164,526.55	$ 151,870.67	**$ 429,362.96**
3	Rédaction de normes pour la Ville de Montréal	$ 10,000.00	$ 5,000.00	$ -	**$ 15,000.00**
4	Gestion des équipements et des inspections (maintien d'actif)	$ 25,000.00	$ 3,000.00	$ -	**$ 28,000.00**
5	Archivage des plans - Salle de Plans	$ 51,100.00	$ 21,900.00	$ -	**$ 73,000.00**
6	Formation	$ 4,000.00	$ 4,000.00	$ 2,000.00	**$ 10,000.00**
	GRAND TOTAL (les taxes ne sont pas incluses)	**$ 246,565.74**	**$ 215,926.55**	**$ 157,620.66**	**$ 620,112.96**
	Pourcentage de réalisation par année	*39.8%*	*34.8%*	*25.4%*	*100%*

	Contingence de 5%	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
7	Une contigence de 5% a été prévues au cas où le nombre de bâtiments et/ou le nombre de plans seraient supérieurs au nombre évalué.	$ 12,328.29	$ 10,796.33	$ 7,881.03	$ 31,005.65

Détail des coûts de projet

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
1	**Gestion du portefeuille immobilier**				
1.1	Création d'un méta-Intranet et division du logiciel InterZone par arrondissement -Mise en place des robots *Évalué à 100 heures (taux 100$/heure)*	$ 10,000.00	$ -	$ -	**$ 10,000.00**
1.2	Transfert des photos de bâtiments vers le tableau de bord du bâtiment et le module Asset *Évalué à 35 heures (taux 100$/heure)*	$ 3,500.00	$ -	$ -	**$ 3,500.00**
1.3	Lien vers SIGI à partir du tableau de bord du bâtiment *Évalué à 75 heures (taux 100$/heures)*	$ 7,500.00	$ -	$ -	**$ 7,500.00**
1.4	Paramétrisation de rapports de gestion pour la VdM (10 rapports) *Évalué à 100 heures (taux 100$/heure)*	$ -	$ 10,000.00	$ -	**$ 10,000.00**
1.5	Correction des zonages d'occupation et de poste pour l'identification des locaux *Évalué à 150 heures (taux 100$/heure)*	$ 15,000.00	$ -	$ -	**$ 15,000.00**
1.6	Banque d'heures en consultation pour planifier et organiser la gestion documentaire de la VdM *Évalué à 100 heures (taux 75$/heure)*	$ 3,750.00	$ 3,750.00	$ -	**$ 7,500.00**
1.7	Banque d'heures en consultation générale pour planifier et organiser l'ensemble du projet *Évalué à 150 heures (taux 75$/heure)*	$ 3,750.00	$ 3,750.00	$ 3,750.00	**$ 11,250.00**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 43,500.00	$ 17,500.00	$ 3,750.00	**$ 64,750.00**
	Pourcentage de réalisation par année	*67.2%*	*27.0%*	*5.8%*	*100%*

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
2	**Réalisation des maquettes BIM/3D et gestion des locaux**				
2.1	Positionnement de l'ensemble des actifs à l'aide de pastilles à partir des coordonnées géomatiques fournies par la Ville de Montréal *Évalué à 75 heures (taux 100$/heures)*	$ 7,500.00	$ -	$ -	**$ 7,500.00**
2.2	Réalisation des maquettes 3D à partir des bâtiments géopositionnés (Adataworld) *Évalué à 70$/bâtiment pour 1544 bâtiments*	$ 27,020.00	$ 42,151.20	$ 38,908.80	**$ 108,080.00**
2.3	Polylignes des locaux et identification des numéros de locaux *Évalué à 0.005$/pi2 pour un portefeuille de 23 676 943 pi2*	$ 29,596.18	$ 46,170.03	$ 42,618.49	**$ 118,384.70**
2.4	Gestion des portes et identification des numéros de portes (QR Code) *Évalué à 0.0025$/pi2 pour un portefeuille de 23 676 943 pi2*	$ 14,798.09	$ 23,085.02	$ 21,309.25	**$ 59,192.36**
2.5	Identification des bassins de toiture et des terrains pour la gestion des équipements *Évalué à 0.01$/pi2 pour 7 383 590 pi2 (toiture et terrain à identifier)*	$ 18,458.98	$ 28,796.00	$ 26,580.92	**$ 73,835.90**
2.6	Identification des façades *Évalué à 35$/étage pour 1782 étages*	$ 15,592.50	$ 24,324.30	$ 22,453.20	**$ 62,370.00**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 112,965.74	$ 164,526.55	$ 151,870.67	**$ 429,362.96**
	Pourcentage de réalisation par année	*26.3%*	*38.3%*	*35.4%*	*100%*

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
3	**Rédaction de normes pour la Ville de Montréal**				
3.1	Rédaction d'une norme CAO *Prix forfaitaire 5000$*	$ 5,000.00	$ -	$ -	**$ 5,000.00**
3.2	Rédaction d'une norme BIM *Prix forfaitaire 5000$*	$ -	$ 5,000.00	$ -	**$ 5,000.00**
3.3	Rédaction d'une norme pour les relevés (Audit) *Prix forfaitaire 5000$*	$ 5,000.00	$ -	$ -	**$ 5,000.00**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 10,000.00	$ 5,000.00	$ -	**$ 15,000.00**
	Pourcentage de réalisation par année	*66.7%*	*33.3%*	*0.0%*	*100%*

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
4	**Gestion des équipements et des inspections (maintien d'actif)**				
4.1	Configuration de la catégorie structure - B10 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.2	Configuration de la catégorie transport vertical - D10 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.3	Configuration de la catégorie Plomberie - D20 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.4	Configuration de la catégorie Chauffage et ventilation - D30 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.5	Configuration de la catégorie Sécurité incendie - D40 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.5	Création de deux gabarits et validation du design pour les plans d'évacuation incendie *Évalué à 15 heures (taux 100$/heure)*	$ 1,500.00	$ -	$ -	**$ 1,500.00**
4.5	Révision de la librairie de symbole pour les plans d'évacuation incendie *Évalué à 10 heures (taux 100$/heure)*	$ 1,000.00	$ -	$ -	**$ 1,000.00**
4.6	Configuration de la catégorie électricité - D50 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.7	Configuration de la catégorie Photographie - E60 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.8	Configuration de la catégorie Amiante - F30 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.9	Configuration de la catégorie Audit - F60 *Prix forfaitaire 2500$*	$ 2,500.00	$ -	$ -	**$ 2,500.00**
4.10	Téléversement des documents d'Audit dans la gestion documentaire classifiés par bâtiment *Évalué à 1$/document pour une estimation de 3000 documents*	$ -	$ 3,000.00	$ -	**$ 3,000.00**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 25,000.00	$ 3,000.00	$ -	**$ 28,000.00**
	Pourcentage de réalisation par année	*89.3%*	*10.7%*	*0.0%*	*100%*

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
5	**Archivage des plans - Salle de Plans**				
5.1	Transfert de la base de données et des plans contenu dans le répertoire S:\\Dessins - Archives *Évalué à 1$/plan pour un total de 73 000 plans*	$ 51,100.00	$ 21,900.00	$ -	**$ 73,000.00**
5.2	Archivage et mise à jour des plans maîtres par projets *Voir l'annexe C pour l'évaluation par projet*	$ -	$ -	$ -	**$ -**
5.3	Transfert dans la Salle de Plans des plans non-analysés (aucune base de données) *Évalué à 5$/plan*	$ -	$ -	$ -	**$ -**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 51,100.00	$ 21,900.00	$ -	**$ 73,000.00**
	Pourcentage de réalisation par année	*70.0%*	*30.0%*	*0.0%*	*100%*

	Description de l'activité	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
6	**Formation**				
6.1	Session de formation pour les usagers du système *Évalué à 500$/session pour une estimation de 20 sessions*	$ 4,000.00	$ 4,000.00	$ 2,000.00	**$ 10,000.00**
	Sous-total (les taxes ne sont pas incluses)	$ 4,000.00	$ 4,000.00	$ 2,000.00	**$ 10,000.00**
	Pourcentage de réalisation par année	*40.0%*	*40.0%*	*20.0%*	*100%*

Évaluation de coûts par projet

Le prix peut varier selon la quantité d'information à mettre à jour

Projet:	
Superficie de projet :	
Nombre d'étages:	
Nombre de disciplines :	

Réception des TQC				
Activité	**Frais**	**Nombre**	**Total**	
Ouverture de projet	75$/discipline		$	-
Analyse de conformité	20$/plan		$	-
Archivage des plans	5$/plan		$	-
Archivage des documents	3$/document		$	-
Sous-Total (excluant les taxes)			**$**	**-**

Zone de projet				
Activité	**Frais**	**Nombre**	**Total**	
Identification du projet	50$/discipline		$	-
Sous-Total (excluant les taxes)			**$**	**-**

Gestion des plans-maîtres - Architecture				
Activité	**Frais**	**Nombre**	**Total**	
Mise à jour des plans-maîtres - **Architecture**	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des Plans de **Zonage** Ceci inclut la mise à jour des polylignes d'étages et de locaux	Frais de 0.11$ par m2		$	-
Sous-Total (excluant les taxes)			**$**	**-**

Gestion des plans-maîtres - Équipements				
Activité	**Frais**	**Nombre**	**Total**	
Mise à jour des plans-maîtres - structure - B10	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - transport vertical - D10	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - Plomberie - D20	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - Chauffage et ventilation - D30	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - Sécurité incendie - D40	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - électricité - D50	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - Photographie - E60	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Mise à jour des plans-maîtres - Amiante - F30	100$/par bâtiment/étage pour un projet d'un maximum de 150m2		$	-
	Frais de 25$/tranche de 100m2 additionnelle		$	-
Grand total (excluant les taxes)			**$**	**-**

Coût par m2 :

Convention de services professionnels

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

ArchiDATA, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 333, rue Notre-Dame est, Montréal (Québec), H2Y 3Z2, agissant et représentée par Dominique Dubuc, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 140909706RT
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1018267469

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des stratégies et transactions immobilières ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 2 février 2014 relatifs à ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à la mise à jour de son système de traitement des données d'occupation des bâtiments «Optic En Ligne» et de la conversion de toutes ses données et plans requis afin de rendre compatible et optimales les données des plans de tous les bâtiments de la Ville, tel que dans la soumission du contractant, reçue le 8 février 2012.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 748,623.62$, sept cent quarante-huit mille six cent vingt-trois dollars et soixante-deux, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : selon l'avancement des travaux sur une base mensuelle.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le e jour de 20

ArchiDATA

Par : _____
Dominique Dubuc, président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1141643002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

La Direction de la diversité sociale recommande :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'Île de Montréal, pour l'année 2014, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives locales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015);
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Johanne DEROME **Le** 2014-04-29 17:21

Signataire : Johanne DEROME

Directrice
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1141643002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale d'une durée de trois ans. Le budget de cette Entente fut de 24 M$ soit : 7 M$ pour 2009, 8 M$ pour 2010, 9 M$ pour 2011. Un avenant prolongeant cette entente d'un an, d'une somme de 9 M$, a été signé au début de l'année 2012. À l'automne 2012, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé l'entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité. Le ministère a octroyé à la Ville de Montréal une contribution financière de 18 M$ sur deux années (2013 - 2014 et 2014 - 2015), soit 9 M$ par année.
Les projets financés doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

- Les projets financés s'inscrivent dans les grandes politiques et orientations du gouvernement et doivent soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Les projets et interventions font l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils répondent aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale.

- Les initiatives, projets et interventions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.
- L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes.
- Les organismes admissibles à une aide financière sont les personnes morales et les organismes à but non lucratif.
- Les salaires doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0393 du 28 avril 2014
Accorder un soutien financier de 360 000 $ à Sport et Loisir de l'Île de Montréal, pour l'année 2014, afin de distribuer les chèques aux organismes locaux, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles

CG13 0114 du 25 avril 2013
Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives locales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015)

CG12 0286 23 août 2012
Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du fonds d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M$ sur deux ans, soit 9 M$ en 2013 - 2014 et 9 M$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité

CG12 0016 du 26 janvier 2012
Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M$

CG12 0116 du 19 avril 2012
Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 250 000 $, dont 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal pour le Programme accompagnement en loisir, dans le cadre de l'Entente administrative MESS - Ville, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour l'année 2012

CG11 0171 du 19 mai 2011
Accorder un soutien financier de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir, dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

DESCRIPTION

Le « Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir » s'inspire largement du cadre de gestion du programme provincial. Pour la région de Montréal, c'est l'organisme AlterGo qui est mandaté pour la coordination générale des deux programmes. Il est responsable du processus administratif pour l'acheminement des demandes, des outils pour la sélection et de la répartition budgétaire. L'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) est responsable du processus monétaire dont la distribution des chèques aux organisations pour les deux programmes.

Sport et Loisir de l'île de Montréal
Projet : « Accompagnement en loisir »
Le soutien financier de 50 000 $ permettra d'effectuer le paiement d'accompagnateurs dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir, coordonné par AlterGo.
Montant demandé : 50 000 $

Un dossier décisionnel antérieur (1141643001 - CM14 0393) a recommandé l'octroi d'un montant d'un soutien financier de 360 000 $ à SLIM pour les organisations de la Ville de Montréal et celui d'un contrat de services professionnels d'une somme de 50 000 $ à AlterGo, en fonction du *Programme montréalais d'accompagnement en loisir* et des *Règles administratives régionales 2014-2015 pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir* (en pièces jointes).

Le présent soutien financier de 50 000 $ (Sommaire 114 1643 002) s'ajoute au montant de 410 000 $ (Sommaire 114 1643 001 - CM14 0393) et respecte les mêmes règles d'attribution. La contribution de 50 000$ permettra à SLIM d'émettre les chèques aux organisations de l'île de Montréal demandant les services d'accompagnateurs pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles, tel que recommandé par AlterGo.

C'est donc, un montant total de 460 000$ qui sera octroyé au *Programme montréalais d'accompagnement en loisir* (accessibilité universelle) en deux sommaires décisionnels soit :

	SLIM	**ALTERGO**	**TOTAL**
1141643001 – CM14 0393 Niveau conseil municipal Provenance : Entièrement par la ville centrale, à même le budget de la DDS	360 000 $ Pour les services d'accompagnateurs des organisations de la Ville de Montréal	50 000 $ Pour la gestion du Programme	**410 000 $**
1141643002 – présent dossier Niveau conseil d'agglomération Provenance : Entièrement par l'agglomération via l'entente MESS-Ville pour la compétence de lutte à la pauvreté	50 000 $ Pour les services d'accompagnateurs des organisations de l'île de Montréal	N/A	**50 000 $**

Le soutien financier de 360 000 $ permettra à SLIM d'émettre les chèques aux organisations de la Ville de Montréal, tel que recommandé par AlterGo en fonction du Programme montréalais d'accompagnement en loisir et les règles administratives régionales, aux organismes locaux demandeurs de services d'accompagnateurs pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles.

L'organisme Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) est responsable du processus monétaire dont la distribution des chèques aux organisations pour les deux programmes. La

totalité de la contribution financière à SLIM est redistribuée à des organisations offrant des services d'accompagnement. Le rôle de l'organisme Sport et loisir de l'île-de-Montréal (SLIM) pour la Ville de Montréal est le même rôle que celui pour le Ministère de l'éducation, du loisir et du sport, c'est-à-dire qu'il est mandaté pour émettre les chèques en fonction des critères des programmes (municipal et provincial) et des recommandations de l'organisme AlterGo, gestionnaire des demandes.

Au provincial, le Programme d'accompagnement en loisir est confié aux unités régionales de loisir et de sport (URLS). L'URLS est un organisme autonome de gestion, de concertation et d'harmonisation à l'échelle régionale, accrédité par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour répondre aux besoins des divers acteurs en loisir et en sport de sa région, dans le respect de ses particularités. À Montréal, l'URLS est le SLIM. Afin de faciliter le travail de tous et standardiser le processus de dépôt des demandes, les arrondissements de la Ville de Montréal ont recommandé de prendre le même mandataire que le Gouvernement du Québec soit le SLIM.

JUSTIFICATION

L'accompagnement en loisir permet aux personnes handicapées d'avoir accès aux activités en loisir. Après analyse des résultats antérieurs et du projet, la Direction de la diversité sociale recommande sa reconduction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier demeure non récurrent. Le budget alloué par l'Entente Ville-MESS est entièrement financé par le gouvernement du Québec (le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale). Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des dernières années pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	Projet	Montant accordé		Montant recommandé 2014	Budget du projet	Soutien Ville % budget total projet
		2012	2013			
Sport et loisir de l'île de Montréal	« Accompagnement en loisir »	50 000 $	50 000 $	**50 000 $**	800 339 $	6 %

Les crédits sont réservés par la demande d'achat 329564.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan d'action en accessibilité universelle 2012 - 2014 de la Ville de Montréal est un des divers outils municipaux de planification ou d'intervention mis à contribution pour atteindre les objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. Plus spécifiquement, la réalisation de ces projets va dans le sens de l'Action 13 (aménager des quartiers durables) et de l'action 36 (être équitable, notamment en poursuivant et renforçant des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'accompagnement en loisir permet de répondre à un grand besoin des personnes avec des limitations fonctionnelles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pour l'accompagnement en loisir, il n'y a pas de communication prévue. Les chèques octroyés pour l'accompagnement en loisir sont envoyés directement aux directeurs CSLDS de chacun des arrondissements et des villes liées afin qu'ils puissent effectuer la remise des soutiens financiers aux organismes et effectuer les opérations de communication localement. Advenant une activité de communication corporative, les communications suivront selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique (en pièce jointe).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2014 Présentation au comité exécutif
Mai 2014 Présentation pour approbation au Conseil d'agglomération
Juin 2014 Mise en oeuvre du projet, le cas échéant

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la diversité sociale (Mustapha TRARI)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier BEAUSOLEIL
Conseiller en développement communautaire

Tél : 872-9776
Télécop. : 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514 872-1274
Télécop. : 514 872-9848

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1141643002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

Tableau Suivi budgétaire *-Alliance pour la solidarité /Entente Ville-MESS* de avril 2014

Tableau MESS Avril 2014.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier BEAUSOLEIL
Conseiller en développement communautaire

Tél : 872-9776
Télécop. : 872-9848

Suivi budgétaire 2014
Répartition budgétaire de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la VILLE pour l'année 2014

Suivi Budgétaire au 30 Avril 2014

Description	Budget modifié	Engagement 2014	Dépense Réelles 2014	Total Eng + Dépenses	Soldes Disp 31-03-2014
Arrondissements	5 088 953,68	1 660 737,17	3 041 260,96	4 701 998,13	386 955,55 $
Ville liées	136 984,00	25 813,10	15 400,40	41 213,50	95 770,50 $
Direction D.D.S	23 569,47 $	- $	- $	- $	23 569,47 $
Clientèles Vulnérables	1 655 773,24	674 493,23	296 021,79	970 515,02	685 258,22 $
Fonds de solidarité sociale : Itinérance	385 000,00	877,50	34 122,50	35 000,00	350 000,00 $
Fonds de solidarité sociale : Sécurité alimentaire	565 000,00	565 000,00	-	565 000,00	- $
Fonds d'insertion socioprofessionnelle pour immigrants et jeunes.	638 000,00	148 000,00	490 000,00	638 000,00	- $
Table des quartiers	491 400,00	-	65 520,00	65 520,00	425 880,00 $
Developpement des connaissances et évaluation	425 837,13 $	123 590,76 $	(42 166,14) $	81 424,62 $	344 412,51 $
Ressources humaines et administration	391 838,78 $	38 000,00 $	62 855,53 $	100 855,53 $	290 983,25 $
Total Général	9 802 356,30 $	3 236 511,76 $	3 963 015,04 $	7 199 526,80 $	2 602 829,50 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1141643002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la Direction de la diversité sociale du Service de la Qualité de Vie :

- D'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015).
- D'approuver un projet de convention à cet effet.

Information budgétaire et comptable :

Nom de l'organisme	Imputation	2014
Sport et Loisir de l'île de Montréal	AF-Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Accompagnement en loisir / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Sport et loisir de l'île de Montréal - Programme d'accompagnement en loisir 1001.0014000.111219.05803.61900.016491. 0000.**000934**.000000.00000.00000	50 000,00 $

Les crédits inhérents à ce dossier ont été réservés par la demande d'achat numéro 329564.

Ce soutien financier est non récurrent et la dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budgets PS-Brennan 2

Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 872-0985
Division : Service des Finances - Opérations budgétaires et Comptables PS-Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la diversité sociale

Dossier # : 1141643002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le projet est conforme aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité.(Ville - MESS 2013-2015)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha TRARI
Conseiller en développement communautaire
Tél : 514 872-8052

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-09

Patrice ALLARD
Chef de division
Tél : 5124 872-1274
Division :



Convention alliances 50 000$ SLIM_1141643002.doc



20121218 Politique de gestion contractuelle.pdf

ANNEXE A



Demande_finale_signée_2014-2015_d.j.pdf

ANNEXE B



Protocole de communication.doc

Convention conclue dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (« MESS ») et la Ville de Montréal (2013 - 2015)

Sommaire 114 1643 002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son adresse au 7333, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2R 2E5, agissant et représentée par madame Josée Scott, directrice générale dûment autorisée à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 5 décembre 2013;

N^{o} d'inscription TPS : 870760345RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1022595756
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE la présente convention s'inscrit dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013 – 2015);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la mise en œuvre d'un projet d'intervention à cet égard;

ATTENDU QUE la Ville désire favoriser la réalisation de ce projet d'intervention;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter le projet d'intervention conformément à la présente convention et aux Annexes A et B qui en font partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » : la Directrice de la diversité sociale ou son représentant autorisé;

2.2 « **Annexe A** » : le projet d'intervention préparé par l'Organisme et approuvé par le Directeur tel qu'il appert au formulaire de présentation joint aux présentes;

2.3 « **Annexe B** » : le protocole de communication publique conclu dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013 – 2015).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Réalisation du projet**

Réalise son projet d'intervention en conformité avec les dispositions de la présente convention, des Annexes A et B et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports d'étape et final**

Dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes, le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels, non limitativement, la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

Obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

Se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 Met en évidence le partenariat conclu dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013 – 2015) dans tous les documents, communications, rapports et activités entourant la promotion et la diffusion publique du projet d'intervention;

4.5.2 Respecte les termes et conditions du protocole de communication publique joint aux présentes à titre d'Annexe B, plus particulièrement en ce qui a trait à l'annonce publique du projet d'intervention;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 Tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 Autorise le Directeur du Service des finances de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants à examiner les livres et

registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 Remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de cent mille dollars (100 000,00 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur général de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*;

4.6.4 Remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du projet d'intervention, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

Prend fait et cause pour la Ville et le gouvernement du Québec dans toute poursuite dirigée contre ces derniers par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et les tient indemnes de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 **Attestation**

Fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières, attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.0 **Renouvellement**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et aux annexes A et B, la Ville pourrait renouveler la présente convention pour une durée additionnelle maximale de deux (2) ans, suite à l'approbation, par le Directeur, du rapport d'étape déposé par l'Organisme et sous réserve de l'obtention des autorisations requises par les instances municipales compétentes en temps utile et du versement des crédits nécessaires par le MESS.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes A et B, la Ville

convient de lui verser une somme maximale de CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000$).

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

en un seul versement dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention par les deux parties;

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son projet d'intervention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) Si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ii) Si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par accident ou événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30)

jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont une partie avisera l'autre, conformément au présent article.

Tout avis, qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention, doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 8, **le 31 mars de l’année suivante.**

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2014
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le e jour de 2014

SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Josée Scott, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de Montréal, le e jour de (Résolution).

JOINDRE LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE À JOUR

Ainsi que les Annexes A et B

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Résolution CM12 1146 du conseil municipal le 17 décembre 2012 et
Résolution CG12 0493 du conseil d'agglomération du 20 décembre 2012

CONTEXTE

L'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* oblige les municipalités à se doter d'une politique de gestion contractuelle applicable à tout contrat.

La présente politique a pour objectif de répondre aux obligations de l'article 573.3.1.2 de la loi précitée et elle contient diverses mesures liées aux sept catégories qui y sont prévues.

PORTÉE

Cette politique s'applique à tous les élus, au personnel de cabinet et à l'ensemble des employés et intervenants impliqués dans toute démarche conduisant à la conclusion d'un contrat, notamment, d'acquisition de biens, de services, de services professionnels et d'exécution de travaux lors de leur octroi et pendant leur gestion.

Cette politique doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous les contrats de la Ville, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect. Dans la présente politique « intervenant » comprend :

- les sous-traitants et les consultants;
- les soumissionnaires;
- les adjudicataires de contrats;
- les fournisseurs; ou
- tout autre cocontractant de la Ville.

En tout temps, la Ville peut effectuer des vérifications et demander de l'information complémentaire afin de s'assurer du respect de ladite politique.

PRINCIPES

La présente politique de gestion contractuelle renforce les principes de saine concurrence, d'efficience, d'éthique, de transparence et d'équité.

OBJECTIFS

Par la présente politique de gestion contractuelle, la Ville de Montréal réitère son engagement à :

- acquérir des biens, des services et des travaux de construction de qualité, en temps et lieu désirés, selon les quantités requises, le tout au coût le plus avantageux possible et en conformité avec la loi et les principes d'une saine gestion;
- transiger avec des fournisseurs de biens, de services et de travaux de construction compétents et performants en leur assurant un traitement équitable et respectueux des règles d'éthique;
- prévenir toute situation telle que trafic d'influence, intimidation, corruption, collusion ou conflit d'intérêts susceptible d'entacher ou d'entraver l'efficacité et l'intégrité du processus d'approvisionnement et d'octroi de contrats.
- **MESURES**

1. *Assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission*

1.1. Déclaration des liens personnels ou d'affaires

Tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique qui apprend qu'un des soumissionnaires, une personne qui lui est associée, un membre de son conseil d'administration ou l'un de ses actionnaires lui est apparenté ou entretient avec lui des liens personnels ou d'affaires, doit le déclarer sans délai au secrétaire de ce comité de sélection ou de ce comité technique.

Si une telle situation survient, déclarée ou non, la Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par celle-ci.

1.2. Confidentialité du processus

Chaque membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux dossiers évalués, à la composition des comités, aux délibérations et aux recommandations formulées. Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent déclarer tout conflit d'intérêts et signer le formulaire intitulé *Engagement solennel des membres*.

La Ville considère comme confidentielles les informations concernant la composition de ses comités de sélection et de ses comités techniques, sauf dans le cadre d'un concours de design ou d'architecture.

1.3. Communications des soumissionnaires avec un représentant de la Ville de Montréal

Entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat (ci-après « période de soumission »), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée aux documents d'appel d'offres ou avec le contrôleur si la communication vise le comportement de la personne responsable ou l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

Si une communication visant l'appel d'offres a lieu pendant la période de soumission avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou le contrôleur, ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par telle communication. Si cette soumission est rejetée, ce soumissionnaire, ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée[1] à un moment ou l'autre depuis six (6) mois avant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une année, à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou le contrôleur dans les cas prévus à cet effet ou avec le responsable, mais dans le but de l'influencer, est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre depuis six (6) mois avant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres, pendant une (1) année à compter de cette découverte.

2. *Favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres*

2.1 Confidentialité

La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès*

[1] Pour l'application de la présente Politique, l'expression « personne liée » signifie, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants de même que la personne qui détient une ou des actions de son capital-actions qui lui confère(nt) un droit de vote pouvant être exercé en toutes circonstances rattaché aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés et, le cas échéant, un de ses dirigeants. Sont également des personnes liées, les personnes morales ayant en commun un administrateur ou un autre dirigeant ou un actionnaire détenant une ou des actions du capital-actions de chacune des ces personnes morales, qui lui confère(nt) un droit de vote pouvant être exercé en toutes circonstances rattaché aux actions de ces personnes morales. La même règle s'applique dans le cas de deux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation qui ont en commun un associé ou un dirigeant.

aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

2.2 Infractions passées et admissibilité

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est ou a été liée au soumissionnaire à un moment ou l'autre pendant la période ci-après mentionnée;

n'a, au cours des cinq (5) ans précédant le présent appel d'offres, été déclarée coupable sur le territoire du Québec de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autres actes de même nature, ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat ou n'a admis avoir participé à de tels actes ou contrevenu à la présente politique.

La présente disposition s'applique pendant toute la durée du contrat aux personnes y mentionnées.

Si l'un des actes mentionnés précédemment peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire, toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, à qui tel acte peut être reproché, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si un tel acte est découvert après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat, ainsi que toute autre

personne ci-haut mentionnée, à qui tel acte peut être reproché, sont écartés de tout appel d'offres pendant une période de cinq (5) ans à compter de telle découverte.

2.3 Pot-de-vin

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est ou a été liée au soumissionnaire à un moment ou l'autre pendant la période ci-après mentionnée;

n'a soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet en fonction sur le territoire du Québec dans les cinq (5) ans précédant l'appel d'offres.

S'il est découvert, avant l'octroi du contrat, qu'une admission ou une décision finale d'un tribunal fait état que le soumissionnaire ou toute personne mentionnée au présent article a commis un tel acte, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant commis tel acte, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

Si une telle admission ou une telle décision finale est découverte ou rendue après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée ayant commis un tel acte, sont écartés, pendant cinq (5) ans à compter de la découverte de telle admission ou décision.

3. *Assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi*

3.1 Déclaration relative aux communications d'influence – contrats de gré à gré

La personne qui contracte avec la Ville doit lui déclarer par écrit : 1) que si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention dudit contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme et 2) les noms des personnes par qui et à qui elles ont été faites.

S'il est découvert, après la conclusion du contrat, que la déclaration du cocontractant de la Ville était inexacte, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant, ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la conclusion du contrat sont écartés de tout appel d'offres pendant une année à compter de telle découverte.

3.2 Déclaration relative aux communications d'influence – appels d'offres sur invitation ou publics

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission. Toute affirmation solennelle inexacte entraîne le rejet de sa soumission et ce soumissionnaire ainsi que toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de la date du rejet de celle-ci.

S'il est découvert après l'adjudication du contrat qu'une telle affirmation était inexacte, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier celui-ci, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Ce dernier ainsi que toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de la date de telle découverte.

Dans les deux cas, la Ville transmet les informations en sa possession au Commissaire au lobbyisme.

3.2 a) Tout élu ou employé municipal qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas

contraire, l'élu ou l'employé municipal doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et d'en informer le commissaire au lobbyisme.

3.3 Collaboration aux enquêtes

Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doivent collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

4. Prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption

4.1 Obtention des documents d'appels d'offres

Les soumissionnaires doivent se procurer les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

4.2 Visite des lieux et rencontre d'information

Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous, sous réserve de certains cas d'exception prévus par la loi, le cas échéant.

4.3 Non-collusion

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, que les personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission;

ont établi cette soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou conclu un arrangement avec un concurrent, tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, lié ou non au soumissionnaire, quant aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non

plus quant à la décision de présenter ou non une soumission, ou de présenter une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres.

Si la Ville découvre que cette affirmation est inexacte, la soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant participé à l'un des actes précités, sont écartés de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

De même, si la ville découvre pendant l'exécution du contrat que l'affirmation solennelle du soumissionnaire était inexacte, de l'aveu de l'une des personnes ci-haut mentionnées, ou si telle collusion ou arrangement est reconnu à l'occasion d'une décision par un tribunal, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat visé, sans préjudice quant à ses autres droits et recours contre son cocontractant. Celui-ci et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre dans les six (6) mois précédant le début de la période de soumission, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, ayant participé à l'un des actes précités, sont écartés de tout appel d'offres pendant une période de cinq (5) ans à compter de cette découverte.

5. Prévenir les situations de conflits d'intérêts

5.1 Règles après emploi

La Ville soumet l'ensemble de ses cadres à des règles d'éthique après emploi de telle sorte qu'un cadre ne puisse pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures lors d'une cessation d'emploi.

5.2 Code d'éthique

Tout employé de la Ville de Montréal a le devoir de se comporter conformément aux règles édictées dans le *Code d'éthique et de déontologie des employés (Guide de conduite des employés de la Ville de Montréal).*

De même, tout élu doit se conformer au *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement.*

5.3 Ligne éthique de la Ville de Montréal

Tout élu, tout membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville peut signaler, au moyen de la ligne éthique de la Ville de Montréal, tout acte répréhensible appréhendé ou commis par une personne ou un groupe de

personnes dans sa relation avec la Ville ou une société paramunicipale, notamment ceux dont il est fait mention à la présente politique.

6. *Prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte*

6.1 Interdiction de retenir les services d'une personne ayant participé à l'élaboration des appels d'offres

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire;
- un sous-traitant;
- un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une personne qui est liée au soumissionnaire ou l'a été à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède;

n'a embauché, à quelque fin que ce soit, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres[2] et s'engage à ce qu'aucune d'entre elles ne le fasse pendant les douze (12) mois suivant celui-ci.

Si l'un des actes mentionnés précédemment peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée. De plus, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède, ainsi que toute autre personne ci-haut mentionnée, n'ayant pas respecté la présente disposition, sont écartés de tout appel d'offres pendant trois (3) ans à compter de la date du rejet de cette soumission.

S'il est découvert pendant l'exécution du contrat que l'affirmation solennelle du soumissionnaire était inexacte ou qu'il ne respecte pas les engagements prévus, la Ville se réserve le droit de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Ce dernier et toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre

[2] La participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres se définit comme toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appel d'offres ou à y être intégrés.

pendant la période de soumission et l'année qui la précède, ainsi que toute personne ci-haut mentionnée, n'ayant pas respecté la présente disposition, sont écartés de tout appel d'offres pendant trois (3) ans, à compter de la date de telle découverte.

6.2 Déclaration de liens d'affaires

Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres. En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts. S'il est découvert avant l'octroi du contrat que la déclaration du soumissionnaire est fausse, la Ville se réserve le droit de déclarer sa soumission non-conforme et de la rejeter. Si sa soumission est déclarée non conforme et rejetée, ce soumissionnaire et toute personne qui lui est liée ou lui a été liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant un an à compter de la date du rejet de cette soumission.

S'il devient adjudicataire du contrat, le soumissionnaire s'engage de plus, pendant la durée du contrat, à informer la Ville de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien. Si le cocontractant ne respecte pas cette exigence ou s'il est découvert qu'il a fait une fausse déclaration lors de sa soumission, la Ville se réserve le droit de résilier le contrat visé, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant et toute personne qui lui est ou lui a été liée à un moment ou l'autre depuis le début de la période de soumission sont écartés de tout appel d'offres pendant une (1) année à compter de tel défaut ou découverte.

7. Encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat

7.1 Modification à un contrat

Une modification à un contrat doit être documentée et être approuvée par les instances qui ont approuvé le contrat original. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

7.2 Imprévus à un contrat

Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

7.3 Dépassement des crédits

Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances.

7.4 Cession de contrat ou vente d'entreprise

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement en sus de ce qui est prévu à l'article 2.2, qu'il n'a acquis aucun bien, dans les deux (2) ans précédant le dépôt de sa soumission auprès d'une personne qui est ou lui a été liée pendant cette période de deux (2) ans, et qui, à la suite de la violation de l'une des dispositions de la présente Politique de gestion contractuelle, est écartée de tout appel d'offres; ni qu'il ne détient d'aucune autre manière de tels biens.

Si la Ville découvre que cette affirmation est inexacte, elle se réserve le droit, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission ou, le cas échéant, de résilier le contrat, et ce, sans préjudice de ses autres droits et recours.

RESPONSABILITÉ DE L'APPLICATION

L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

Montréal

Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier

Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2013-2015)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source (s) du financement de l'Entente	**Accompagnement en loisir**
	Accessibilité universelle
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**SLIM - Sport et Loisir de l'île de Montréal**
Titre du projet	**Programme montréalais d'accompagnement en loisir**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**SLIM - Sport et Loisir de l'île de Montréal**		
Adresse	**7333, rue St-Denis**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2R 2E5**
Numéro d'inscription TPS	870760345 RT0001	Numéro d'inscription TVQ	10225995756
Numéro de charité			
Arrondissement — Ville liée	**Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension**		
District électoral municipal	**Villeray (VSP)**		
Circonscription électorale provinciale	**Laurier-Dorion**		
Circonscription électorale fédérale	**Papineau**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Josée Scott**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**(514) 722-7747 *201**	Télécopieur	**(514) 722-2072**
Courriel	**info@urls-montreal.qc.ca**	Site web	**www.urls-montreal.qc.ca**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Sport et Loisir de l'île de Montréal, incorporé depuis le 6 mai 1998, est un organisme régional, autonome et à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine du sport et du loisir. Il rassemble des organisations publiques et privées qui offrent un large éventail de services en matière de sport et loisir. Il agit à partir des convergences qui émanent des activités de concertation qu'il suscite dans le but d'améliorer l'offre de services en sport et loisir, et de contribuer pleinement à l'amélioration de la qualité de vie sur l'île de Montréal.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme montréalais d'accompagnement en loisir**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Josée Scott		
Fonction	**Directrice générale**			
Téléphone	(514) 722-7747 *201	Télécopieur	(514) 722-2072	
Courriel	jscott@urls-montreal.qc.ca			
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Non**	
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction				

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

La Ville de Montréal, consciente des besoins et des enjeux, a accordé un budget pour une première année d'expérimentation en 2004, dédié à l'accompagnement des enfants et des adultes, principalement dans les camps de jour. Le programme montréalais s'est inspiré largement du «Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes handicapées» , programme québécois actuellement sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS). En arrimant l'initiative montréalaise au programme provincial, la mise en place a été grandement facilitée.

On estime que plus de 630 000 Montréalais auraient une limitation fonctionnelle. Depuis 2007, le programme d'accompagnement en loisir permet chaque année, en moyenne, l'accompagnement de près de 1200 de ces personnes. Dans les années à venir, le vieillissement de la population et l'augmentation des diagnostics des personnes ayant un TSA ne feront qu'augmenter le nombre déjà très élevé de demandes d'accompagnement en loisir. Le besoin d'accompagnement se fait sentir dans les camps de jour estivaux, mais aussi dans tout type d'activités de loisir tel le sport, l'art, la culture et le plein air ayant lieu tout au long de l'année.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le programme montréalais s'inscrit dans le même cadre de gestion que le PACL, profitant ainsi d'une expertise reconnue dans le dossier. En effet, le processus pour l'acheminement des demandes, les outils pour la sélection et les critères pour la répartition budgétaire ont été développés tant par le ministère responsable, que par les unités régionales de loisir et de sport (URLS) qui gèrent le programme en collaboration avec les associations régionales de loisirs des personnes ayant des limitations fonctionnelles. Pour la région de Montréal, c'est l'organisme AlterGo qui est mandaté par l'URLS de l'Île de Montréal pour la coordination générale du PACL.

2.4 — Population (s) ciblée (s) *DIRECTEMENT* par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Population en général	**Personnes ayant des limitations fonctionnelles**	**Personnes ayant des limitations fonctionnelles**	567	1082
Cliquer pour menu déroulant	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**		
Cliquer pour menu déroulant	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**		
TOTAL			**567**	**1082**

2.5 — Lieu de déroulement du projet *(champ obligatoire)*

Un seul arrondissement ou ville liée	**Échelle métropolitaine**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Accompagnement en loisir**	
2	**Accessibilité universelle**	
3	**Soutien à la vie communautaire**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser l'accès à l'offre de service en loisir pour les enfants et les adultes ayant des limitations fonctionnelles et nécessitant la présence d'un accompagnateur	

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Favoriser l'intégration sociale des personnes ayant des limitations fonctionnelles en leur offrant une mesure compensatoire d'accès à l'offre de service en loisir;
B	Faciliter la participation des personnes ayant des limitations fonctionnelles, enfants et adultes, à l'offre de service en loisir;
C	Consolider une offre de service en loisir accessible et équitable, répondant aux besoins des citoyens montréalais ayant des limitations fonctionnelles.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Promotion et diffusion du programme
B	Réception des demandes de financement, analyse des dossiers, répartition des sommes entre les organismes
C	Réception des rapports d'évaluation, évaluation de l'utilisation des sommes, production de rapports.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Faciliter la participation des personnes ayant une limitation fonctionelle à des activités de loisir par l'accès à un accompagnateur	**Questionnaire**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation
B	Augmenter la participation des personnes ayant une limitation fonctionelle à des activités de loisir par les subventions	**Questionnaire**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation
C	Augmenter le nombre d'heures d'activités de loisir des personnes ayant une limitation fonctionnelle	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								SLIM	Provincial (MELS)	Ville	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**					50 000,00 $		340 339,00 $	360 000,00 $	750 339,00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
2	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							50 000,00 $	0,00 $	340 339,00 $	360 000,00 $	750 339,00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											0,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation											0,00 $
Photocopies, publicité											0,00 $
Déplacements											0,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet										50 000,00 $	50 000,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							50 000,00 $	0,00 $	340 339,00 $	410 000,00 $	800 339,00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2013-2015)											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	AlterGo - Coordination	**Expertise-conseil**
		Ressources humaines
		Promotion, sensibilisation
2	Les porteurs de dossier des 15 villes liées et des 19 arrondissements - Financement, développement et opération	**Promotion, sensibilisation**
		Participation au comité aviseur,concertation
		Cliquer pour menu déroulant
3	Les services corporatifs - Financement, développement et opération	**Expertise-conseil**
		Soutien administratif
		Promotion, sensibilisation
4	110 organsimes en moyenne participeront au programme en acceuillant les accompagnateurs et les participants.	**Promotion, sensibilisation**
		Prêt de local
		Prêt d'équipement
5		**Cliquer pour menu déroulant**
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2014	avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2014	décembre	31
Date de fin de projet	2015	mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	2015	Avril	31

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
SLIM	Sport et loisir de l'Île de Montréal
MELS	Ministère de l'éducation, du loisir et du sport
Ville	Ville de Montréal

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Josée Scott	**Fonction**	**Directrice générale**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2014	Janvier	13	
Signature						

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013-2014)

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de cette entente.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les projets réalisés dans le cadre de cette entente doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre les parties.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Alliance pour la solidarité conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du projet.
- Les partenaires de l'*Alliance* (Ville de Montréal et gouvernement du Québec).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au gouvernement du Québec et à la Ville de Montréal pour un projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à cette entente (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Alliance pour la solidarité

Logo Ville de Montréal Logo Québec drapeau Logo Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



LOGOS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des projets réalisés par les partenaires de cette entente est effectuée de façon conjointe par la Ville et le ou les ministères ou organismes concernés.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre les parties au moins dix jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Alliance pour la solidarité peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de cette entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville de Montréal est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :
Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le gouvernement et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier la Ville et le ou les ministères concernés à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de *l'Alliance pour la solidarité* n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1141643002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir 2014-2015

Prog Acc loisir 2014-2015 (v6février2014).doc

Règles administratives régionales 2014-2015 pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir

Règles administratives 2014-2015 (v5fevrier2014).doc

Sport et loisir de l'île de Montréal

Demande de soutien financier : Demande_finale_signée_2014-2015_p.j.PDF

Résolution du CA_SLIM.pdf

Documents détenus en version papier par la Direction de la diversité sociale

- Charte de l'organisme/lettres patentes;
- État des renseignements au registre des entreprises;
- Rapports d'activité de la dernière année;
- Rapports financier de la dernière année;
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme, désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville;
- Certificat d'assurance.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier BEAUSOLEIL
Conseiller en développement communautaire

Tél : 872-9776
Télécop. : 872-9848

Ville de Montréal
Année 1er avril 2014 au 31 mars 2015

Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir

Coordination par :

En collaboration avec

Sport et Loisir de l'île de Montréal

Orientations générales

Version rééditée, 3 février 2014

Table des matières

1. Contexte 2
2. Fondements du programme 3
2.1. Notion de bien-être 3
2.2. Notion de droits 3
2.3. Notion de responsabilités partagées 4
3. Objectifs du programme 5
3.1. L'objectif principal 5
3.2. Les autres objectifs 5
3.3. La formation 5
4. Modalités administratives 6
4.1. Personnes admissibles 6
4.2. Organismes admissibles 6
4.3. Exclusions 6
4.4. Services d'accompagnement admissibles 7
5. Prévisions budgétaires pour les deux programmes PMACL et PAFLPH 7
6. Date limite d'inscription 7
7. Présentation des acteurs 8
7.1. AlterGo 8
7.2. Camps de jour et organisations de loisir 9
7.3. Sport et loisir de l'Île de Montréal (SLIM) 9
7.4. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) 10
7.5. Ville de Montréal 10
8. Présentation des comités en lien avec les programmes 11
8.1. Comité de coordination des programmes 11
8.2. Rencontres d'évaluation des demandes 11
9. .Bilan et résultats 12

Ce document tient compte des normes connues d'accessibilité des documents écrits.

1. Contexte

En juin 2002, la Ville de Montréal a organisé le Sommet de Montréal, les partenaires en accessibilité universelle alors rassemblés pour la consultation, ont clairement exprimé un ensemble de recommandations. L'une d'entre elles visait l'accessibilité aux activités de loisir de la Ville de Montréal par un meilleur accompagnement ainsi que la formation spécialisée destinée aux intervenants en loisir.

En fait, le Programme d'accompagnement en loisir (PACL) initié en 1997 par le gouvernement du Québec ne suffisait pas à la demande d'accompagnement et la Ville de Montréal désirait augmenter l'accessibilité aux activités de loisir. Les arrondissements ont reconnu le bien-fondé d'un programme montréalais en accompagnement et ont souhaité assumer pleinement leur compétence dans l'offre de service en loisir, dans la mesure où ils ont la possibilité d'actualiser progressivement cette responsabilité. Avec l'appui du service corporatif, le « Comité municipal sur l'accompagnement en loisir » a été formé en décembre 2003. Il avait pour mandat d'identifier des solutions pour l'accès à l'offre de service en loisir pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles et d'élaborer le programme actuel.

La Ville de Montréal, consciente des besoins et des enjeux, a accordé un budget pour une première année d'expérimentation en 2004, dédié à l'accompagnement des enfants et des adultes, principalement dans les camps de jour. Le programme montréalais s'est inspiré largement du « Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant des incapacités » (PACL), programme québécois initié par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELSQ). En arrimant l'initiative montréalaise au programme provincial, la mise en place a été grandement facilitée.

Depuis ce temps, l'initiative municipale a été améliorée pour donner le « Programme municipal d'accompagnement en loisir » (PMACL) qui a été adopté par le comité exécutif de la Ville de Montréal le 26 avril 2006. En 2007, le programme a reçu une mention du Réseau québécois de villes et villages en santé. Le jury a particulièrement apprécié ce projet car il a contribué concrètement à améliorer la qualité de vie d'un grand nombre de personnes qui ont des limitations fonctionnelles. L'engagement de la Ville, des partenaires et des citoyens a largement contribué au succès de l'initiative. Le présent document définit les orientations générales du « Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir ».

En 2013, à la suite de la révision du Programme, le MELSQ a renommé ce dernier le « Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir » (PAFLPH).

2. Fondements du programme

2.1. Notion de bien-être

La recherche démontre que les loisirs ont un impact positif sur le bien-être physique, l'estime de soi, le développement d'habiletés, la participation à la vie de la collectivité, etc. Pour les enfants et les adultes ayant des limitations fonctionnelles, le loisir représente une occasion privilégiée d'intégration sociale. Afin de favoriser l'inclusion de ces personnes aux activités de loisir, l'accompagnement devient essentiel à leur participation.

En conséquence :
La personne handicapée nécessitant un accompagnateur est au centre de ce programme;

- L'accompagnement est un moyen indispensable de rendre le loisir accessible à un grand nombre de personnes ayant un handicap;
- La formation des accompagnateurs est un aspect essentiel pour assurer la qualité des services à la personne ayant un handicap.

2.2. Notion de droits

L'accès au loisir ne doit aucunement être perçu comme un privilège ! Citoyennes à part entière, les personnes ayant des limitations fonctionnelles ont des droits enchâssés dans plusieurs documents, dont: la Charte mondiale des personnes handicapées (1981), la Charte canadienne des droits et libertés (1982), la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (1975), la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (1978, modifiée en 2004- Loi 56).

La Charte montréalaise des droits et responsabilités, adoptée en 2004, prône la « citoyenneté inclusive», déclare la nécessité de combattre toutes formes de discrimination, dont celle fondée sur « le handicap ». Au chapitre 4, « loisir, activité physique et sport », on y reconnaît que « les citoyennes et les citoyens jouissent de droits en matière de loisir, d'activité physique et de sport » et on confirme des engagements, dont celui de « favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs ». Au chapitre 7, « services municipaux », un autre engagement se lit comme suit : « favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire ainsi qu'aux bâtiments et aux services municipaux en général ».

L'équité passe par une réponse fondée sur les besoins de chaque personne ayant des limitations fonctionnelles, sans égard au lieu et au dispensateur de services.

2.3. Notion de responsabilités partagées

Compte tenu du Programme provincial d'assistance financière et de la volonté de la Ville de Montréal de bonifier l'accès aux activités de son territoire, la responsabilité financière se partage entre trois niveaux structurels soit le Gouvernement du Québec représenté par le Ministère de l'éducation, du sport et du loisir (MELS), la Ville de Montréal (VdM) représentée par le Service de développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle (SDCQMDE) et les arrondissements.

Il faut aussi prendre en compte que les arrondissements ont mis en place diverses stratégies pour rendre les loisirs de plus en plus accessibles : révision des répertoires d'activités afin d'inclure des informations sur l'accessibilité des services et des lieux, évaluation de l'accessibilité universelle des bâtiments ouverts au public, travaux sur ces immeubles, prêt de locaux aux organismes, etc. En ce sens, la Ville est un acteur de premier plan dans l'intégration aux activités de loisir de la personne ayant des limitations fonctionnelles et elle choisit, dans l'application de son programme, de répondre minimalement à chaque demande, le nombre d'heures d'accompagnement rendu possible étant fonction de ses capacités financières.

Finalement, le partenariat entre les différentes organisations est un atout réel dans le développement des services d'accompagnement requis pour l'intégration sociale de la personne handicapée.

3. Objectifs du programme

3.1. L'objectif principal

Favoriser l'accès à l'offre de service en loisir pour les enfants et les adultes ayant des limitations fonctionnelles et nécessitant la présence d'un accompagnateur.

Le programme montréalais s'inscrit dans le même cadre de gestion que le Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir profitant ainsi d'une expertise reconnue dans le dossier. En effet, le processus pour l'acheminement des demandes, les outils pour la sélection et les critères pour la répartition budgétaire ont été développés tant par le ministère responsable, que par les unités régionales de loisir et de sport (URLS) qui gèrent le programme en collaboration avec les associations régionales de loisir des personnes handicapées. Pour la région de Montréal, c'est l'organisme AlterGo qui est mandaté par Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM) pour la coordination générale du PAFLPH.

3.2. Les autres objectifs

- Favoriser l'intégration sociale des personnes ayant des limitations fonctionnelles en leur offrant une mesure compensatoire d'accès à l'offre de service en loisir;
- faciliter la participation des personnes ayant des limitations fonctionnelles, enfants et adultes, à l'offre de service en loisir;
- consolider une offre de service en loisir accessible et équitable, répondant aux besoins des citoyens montréalais ayant des limitations fonctionnelles;
- assurer une récurrence de l'engagement municipal dans l'accompagnement en loisir.

3.3. La formation

Toujours sous la supervision d'AlterGo, des formations sont aussi créées et offertes à tout le personnel du camp de jour par une équipe de formateurs.

Les objectifs de la formation sont de :

- permettre aux participants de se familiariser avec les différents types de troubles et déficiences ;
- mieux intervenir auprès des jeunes handicapés et de faciliter l'adaptation des nombreuses activités des camps de jour en fonction de ces jeunes;
- comprendre que la « dynamique d'intervention » est différente d'un enfant à l'autre, selon le type de trouble ou déficience;
- comprendre et appliquer le concept d'inclusion sociale des jeunes ayant une limitation fonctionelle

4. Modalités administratives [1]

Pour obtenir un service d'accompagnement : la personne désirant s'inscrire au programme doit faire une demande auprès d'un organisme admissible, la responsabilité de remplir et de transmettre le formulaire revient à l'organisme admissible.

4.1. Personnes admissibles

Toute personne handicapée, au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, et ayant besoin d'un accompagnement pour ses loisirs, peut demander ce soutien à un organisme admissible.

4.2. Organismes admissibles

Municipalité ou arrondissement
Une municipalité ou un arrondissement est admissible à présenter une demande lorsque le but est d'offrir un service d'accompagnement à la personne handicapée pour la pratique d'une activité de loisir.

Un organisme à but non lucratif local ou supralocal légalement constitué est admissible s'il a une mission de loisir reconnue comme tel par la Ville de Montréal.

4.3. Exclusions

Les centres d'hébergement et de soins de longue durée, les centres hospitaliers et autres organismes parapublics tels que les centres de réadaptation (ainsi que leurs organismes afférents), les organismes du réseau de l'éducation (tels que les commissions scolaires, les écoles, les cégeps, les universités), les centres de la petite enfance, les centres de répit, les garderies, les organismes privés à but lucratif et les activités de loisir avec hébergement ne sont pas admissibles à ce programme. Sont également exclus un ordre professionnel, une organisation politique, une organisation syndicale ou patronale, une association ou organisme à caractère religieux ou sectaire.

4.4. Services d'accompagnement admissibles

Seuls seront considérés les services d'accompagnement qui ne peuvent être offerts dans le cadre de la mission ou des services réguliers offerts par l'organisme.

Le projet devra comporter un nombre maximal de 240 heures d'accompagnement par personne.

L'assistance financière s'applique à la rémunération de l'accompagnateur.

Le taux horaire maximal est de 3 $ au-dessus du salaire minimum (arrondi au plus près de l'entier).

Les activités doivent avoir lieu à Montréal, entre le 1er avril de l'année en cours et 31 mars de l'année suivante.

5. Prévisions budgétaires pour les deux programmes PMACL et PAFLPH

Pour le territoire île de Montréal

- 340 339 $ est accordé pour le paiement des accompagnateurs par le MELS;
- 21 532 $ est accordé pour la gestion du programme par le MELS;
- 50 000 $ est donné pour le paiement des accompagnateurs par l'Agglomération de Montréal;
- 2 000 $ est octroyé pour l'émission des chèques effectuée par le SLIM;
- Des montants additionnels sont aussi octroyés par les villes liées

Pour le territoire de la Ville de Montréal

- 360 000$ est accordé par la Ville de Montréal pour le paiement des accompagnateurs;
- 40 000 $ est octroyé pour la coordination du Programme réalisée par AlterGo;
- 10 000 $ est donné pour la formation offerte par AlterGo;
- Des montants additionnels sont aussi octroyés par tous les arrondissements.

6. Date limite d'inscription

Le formulaire du Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir, dûment rempli doit être acheminé au plus tard, la dernière semaine du mois de mars au bureau de l'organisme AlterGo pour la Région de Montréal.

7. Présentation des acteurs

La mise en place, le suivi et l'évaluation du programme municipal relèvent de la concertation entre divers partenaires majeurs : le Comité municipal sur l'accompagnement en loisir, le service corporatif responsable du programme municipal, les arrondissements et l'organisme régional mandataire partage les rôles en reposant sur l'expertise et sur les responsabilités de chacune de ces entités.

7.1. AlterGo

L'organisme AlterGo assure la coordination de deux programmes soit le Programme municipal d'accompagnement en loisir (PMACL) et le Programme provincial d'assistance financière (PALFPH) ainsi que la coordination de l'équipe de formateurs.

Programme municipal (PMACL)

- Coordonne le comité montréalais d'accompagnement en loisir;
- assure les liens avec la Direction de la diversité sociale – Ville;
- assure les liens et soutient les porteurs du dossier accompagnement en loisir dans les arrondissements;
- informe les organisations participantes de la Ville de Montréal du programme montréalais d'accompagnement en loisir;
- assure les liens avec SLIM et la Direction de la diversité sociale;
- assure le suivi des comités de sélection pour la répartition de l'enveloppe montréalaise;
- encourage les arrondissements à répondre aux besoins d'accompagnement exprimés par des personnes handicapées ;
- élabore, compile, rédige le bilan du programme montréalais;
- visite des camps de jour.

Formation

- Coordonne la formation dans les camps de jour;
- prépare l'animation et le contenu des formations;
- élabore et produit les documents ;
- recrute les formateurs ;
- recrute des accompagnateurs et assure les liens avec les camps de jour;
- assure les liens avec les formateurs ;
- assure les liens avec les camps de jour pour la formation;
- établit un calendrier des formations;
- rédige le bilan final des formations.

Programme provincial (PAFLPH)

- Fait la promotion du programme auprès des organismes et partenaires;
- soutient les organismes participants;
- assure les liens avec les différents partenaires : CSSS, centres de réadaptation, etc.;
- reçoit les demandes PAFLPH ;
- compile les données;
- forme et coordonne les comités de sélection;
- assure le suivi des comités de sélection;
- transmet les recommandations à l'URLS;
- informe les organisations participantes des réponses et du montant à recevoir;
- compile les données des rapports d'évaluation;
- rédige le bilan final PAFLPH.

7.2. Camps de jour et organisations de loisir

- Accueille et offre aux enfants et adultes ayant une limitation fonctionnelle des activités de loisir;
- complète le formulaire de demande au programme PAFLPH avant l'échéance, à la mi-mars de chaque année;
- embauche les accompagnateurs et faire les suivis nécessaires auprès des parents et des CSSS selon les besoins de l'enfant;
- compléte le rapport d'évaluation du programme;
- fait connaître leurs besoins et solliciter la participation financière des arrondissements;
- participe aux rencontres organisées par les porteurs de dossier de leur arrondissement.

7.3. Sport et loisir de l'Île de Montréal (SLIM)

- Assure la gestion du PAFLPH sur l'île de Montréal;
- confie la coordination du PACL à AlterGo;
- participe au comité de sélection des demandes;
- reçoit les recommandations d'AlterGo pour la répartition financière;
- procède à l'envoi des réponses et des chèques aux organisations participantes;
- reçoit le bilan annuel du PAFLPH d'AlterGo – rapport des statistiques;
- collabore avec la Direction de la diversité sociale et AlterGo pour l'utilisation des données du programme provincial d'assistance financière;
- signe une entente de collaboration avec la Direction de la diversité sociale pour acheminer les fonds de l'enveloppe municipale aux organisations participantes.

7.4. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)

- A la responsabilité du Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir (PAFLPH)
- établit les critères d'évaluation, élabore les outils de gestion et fait la promotion du PAFLPH;
- rend disponible le programme provincial, le formulaire d'inscription et le formulaire d'évaluation;
- dégage et répartit le budget du programme dans les régions du Québec;
- mandate l'URLS de l'île de Montréal pour la gestion du programme dans la région de Montréal;
- reçoit le rapport statistique de SLIM.

7.5. Ville de Montréal

Les arrondissements

- Identifie le porteur du dossier Accompagnement en loisir;
- promeut, auprès des partenaires locaux, l'existence des programmes provincial et municipal d'assistance financière;
- pose des actions pour répondre aux besoins d'accompagnement exprimés par les personnes handicapées;
- assure un suivi auprès des organisations participantes de leur arrondissement;
- assure la participation du porteur du dossier – deux fois par année – à une réunion organisée par AlterGo sur le programme d'assistance financière;
- contribue financièrement et participe au soutien des camps de jour;
- développe, s'il le désire, en collaboration avec AlterGo, des façons de faire pour renforcer les liens avec les organisations;
- informe AlterGo de la contribution de l'arrondissement et de sa répartition.

Direction de la diversité sociale

- Participe à la gestion du programme;
- assure la disponibilité des fonds du programme montréalais;
- établit une entente de partenariat AlterGo;
- développe, en collaboration avec AlterGo, des outils de gestion et d'évaluation;
- participe aux travaux du Comité montréalais sur l'accompagnement en loisir;
- dégage les fonds destinés au programme montréalais et l'entente administrative avec SLIM;
- reçoit d'AlterGo le bilan annuel du PMACL;
- propose à l'administration municipale toutes modifications au Programme;
- transmet les chèques aux arrondissements;
- effectue les représentations nécessaires auprès du gouvernement du Québec, si besoin.

8. Présentation des comités en lien avec les programmes

8.1. Comité de coordination des programmes

- S'assure de l'actualisation du PMACL et propose, au besoin, des modifications aux orientations et aux paramètres de gestion;
- aide au fonctionnement par la mise en place de mécanismes facilitant la mise en œuvre du programme montréalais;
- assume un rôle de vigie quant à la réponse aux besoins des personnes handicapées;
- valide les outils de gestion et d'évaluation développés par la Division du développement social et par AlterGo;
- évalue la mise en place et le fonctionnement du programme;
- promeut le programme et fait connaître ses résultats;
- favorise les échanges sur les bonnes pratiques;
- sensibilise les arrondissements et la Direction de la diversité sociale à participer financièrement au Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir (PAFLPH);
- assure les liens avec les tables des directeurs CSLDS, la Table des chefs de division – Sport et loisir, la Table des chefs de division – concertation et communication en développement social et les porteurs du dossier accompagnement en loisir dans les arrondissements ;
- sensibilise les arrondissements à l'importance de soutenir les organismes participant au programme d'accompagnement en loisir.

Membres du comité montréalais d'accompagnement en loisir :

Christianne Rondeau	Sports et Loisirs - Arrondissement Anjou
Mathieu Lapierre	CLSDS Arrondissement Île-Bizard – Sainte-Geneviève
Lise Roche	AlterGo
Catherine Guérard	AlterGo
Olivier Beausoleil	Direction de la diversité sociale – Ville de Montréal
Marie-Annick Lussier	Arrondissement Lasalle

8.2. Rencontres d'évaluation des demandes

Les personnes présentes lors des rencontres d'évaluation des demandes procèdent à l'analyse et à l'évaluation de certaines demandes acheminées à AlterGo. Il propose la répartition régionale des montants octroyés selon une pondération de critères du programme.

9. Bilan et résultats

Un bilan annuel, déposé à l'administration municipale, permettra de constater les efforts en matière d'accompagnement en loisir et d'ajuster, au besoin, les modalités du programme. Des résultats quantitatifs et qualitatifs nous permettront d'observer l'atteinte des objectifs pour l'année en cours.

Certains indicateurs peuvent d'embler être nommés par grandes catégories, tel que :

Besoins d'accompagnement

- Maintien ou augmentation du nombre de demandes reçues ;
- maintien ou augmentation de la moyenne des heures accordées;
- maintien ou augmentation du nombre d'organismes participants.

Services rendus

- Nombre de personnes rejointes par le programme;
- nombre d'heures de soutien offert;
- nombre d'accompagnateurs financés;
- taux de réponse au besoin.

La gestion du programme

- Maintien ou augmentation du nombre d'arrondissements participants;
- maintien ou augmentation de l'enveloppe budgétaire consacrée au Programme par le gouvernement du Québec (pour le territoire de la Ville de Montréal);
- maintien ou augmentation de l'enveloppe budgétaire consacrée au Programme par la Ville de Montréal (service corporatif et arrondissements).

La formation des accompagnateurs

- Nombre d'accompagnateurs formés;
- nombre d'heures de formation dispensées;
- évaluation de la formation et des outils fournis mesurés par un sondage.

Autres

- Des rapports sont remis annuellement par chaque organisme;
- des visites de vérification sont effectuées au besoin.

Source et demande d'information

Olivier Beausoleil
Responsable corporatif du programme municipal d'accompagnement en loisir
Direction de la diversité sociale
Service de la qualité du milieu de vie
801, rue Brennan, bureau 5151.12
Montréal, Québec
H3C 0G4

514-872-9776
obeausoleil@ville.montreal.qc.ca

Références

Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées, volet Accompagnement en loisir

Ne sont pas admissibles : les centres d'hébergement et de soins de longue durée, les centres hospitaliers et autres organismes parapublics tel que les centres de réadaptation (ainsi que leurs organismes afférents), les organismes du réseau de l'éducation (tels que les commissions scolaires, les écoles, les cégeps, les universités), les centre de la petite enfance, les garderies et les organismes privés à but lucratif.

Organisme régulier : un organisme offrant du loisir à tous les citoyens, sans égard aux limitations ou différences de chacun des individus.

Organisme spécialisé : un organisme offrant du loisir uniquement aux citoyens vivant avec une limitation.

Service de loisir appelé aussi «en régie».

Règles administratives régionales 2014-2015 pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir



Version de 3 février 2014

Programme d'accompagnement loisir

Au fil des ans, des règles administratives ont été élaborées par les membres des comités du Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir.

Les constats suivants ont forcé l'élaboration de ces règles :

- Forte hausse des demandes
- Montants disponibles qui restent les mêmes
- Abandon du programme par certains organismes
- Nouveaux organismes faisant des demandes
- Requête de la part des organismes pour que le financement soit assuré
- Contribution supplémentaire de la Ville de Montréal et de l'Agglomération
- Retour de certains montants par des organismes n'ayant pas pu offrir le service (soldes résiduels)
- Il n'y a pas de limite du nombre de participants dans une demande

Règles administratives régionales :

Montants recommandés

1. Maximum par demande individuelle (3 120$)
2. Montants révisés en fonction du nombre de participants
3. Montants révisés en fonction du nombre d'accompagnateurs
4. Pondération des caractéristiques
5. Minimum par demande individuelle de 800 $
6. Maximum par organisation (20 000$)

Montants proratés

7. Répartition du montant du MELS
8. Répartition du montant de la Ville de Montréal
9. Répartition du montant de l'Agglomération
10. Répartition des résidus

Montants recommandés (Révision des montants demandés)

1. Maximum par demande individuelle (3 120$)

- Montant maximum de 3 120$ accordé par participant (240 heures accordées au taux horaire de 13$/hr)

2. Nombre de participants

Calcul pour les demandes sans jumelages.

Justificatif :

- Plus la demande est petite, plus le pourcentage accordé est élevé.

Formule de calcul

- 1 à 5 accompagnateur se voient attribués 100 % du 3 120$ par participant;
- 6 à 10 accompagnateur se voient attribués 75 % du 3 120$ par participant;
- 11 à 20 accompagnateur se voient attribués 50 % du 3 120$ par participant ;
- 21 accompagnateur et plus, se voient attribués 25 % du 3 120$ par participant.

Exemple 1 : 25 participants x 3120 $ (max permis) = 78 000 $

Moyenne des heures demandées par participants est imposé à tous les participants.

5 participants x 240 h (max.) x 13 $	=	15 600 $	100 %
6-10 participants x 240h x 75 %	=	11 700 $	75 %
11-20 participants x 240h x 50 %	=	15 600 $	50 %
(21 participants et +) 5 x 240h x 25 %	=	3 900 $	25 %
Montant révisé		46 800 $	60 % de la demande

3. Nombre d'accompagnateurs

Calcul pour les demandes avec jumelages.

Justificatif

- Plus la demande de l'organisme est importante en termes financiers, plus la marge de manœuvre est grande (notamment la possibilité de jumelage)
- Plus le nombre d'accompagnateur est élevé plus la marge de manœuvre de l'organisme est grande

Formule de calcul

• De 1 à 10 accompagnateurs	se voient attribués	100 %	du 3 120$
• De 11 à 20 accompagnateurs	se voient attribués	75 %	du 3 120$
• D 21 à 30 accompagnateurs	se voient attribués	50 %	du 3 120$
• De 31 accompagnateurs et plus	se voient attribués	25 %	du 3 120$

Exemple 1 : 35 participants x 3120 $ (max permis) = 109 200 $
Cette formule s'applique pour les demandes de 200 heures et plus par participants.

1-10 participants x 240 h (max.) x 13 $	=	15 600 $	100 %
6-10 participants x 240h x 75 %	=	11 700 $	75 %
11-20 participants x 240h x 50 %	=	15 600 $	50 %
(21 participants et +) 5 x 240h x 25 %	=	3 900 $	25 %
Montant révisé		46 800 $	60 % de la demande

4. Pondération des caractéristiques des participants

- Chaque demande est évaluée à partir d'une grille d'évaluation dans laquelle les points sont accordés pour les caractéristiques des participants (taux d'incapacité)

5. Minimum par demande individuelle (800$)

- Pour qu'une personne bénéficie des bienfaits d'une activité de loisir il faut un minimum d'heure de participation
- Pour ne pas décourager les organismes demandeurs il faut assurer un certain seuil permettant de répondre au besoin

Formule de calcul

- Un minimum de 800 $, sera toujours accordé pour une demande plus élevée
- Dans le cas d'une demande moins élevée que 800 $ le montant demandé sera accordé.

6. Maximum par organisations (20 000$)

- Un montant maximum de 20 000 $ par organisme sera accordé dans le cadre du programme.

Montants proratés (Répartition des montants recommandés)

- De façon à assurer le service instauré une priorité, est accordée aux organismes ayant un historique de trois années – anciens organismes. Il est recommandé de reconduire les demandes similaires ou plus élevées à partir des montants octroyés l'année précédente.

- Les 3 premières années d'une demande, un organisme est considéré comme étant nouveau.

- Un organisme qui cesse de faire des demandes pendant 3 années consécutives devient un nouvel organisme

7. Répartition du montant du MELS

- Le montant de 340 339 $ du MELS est distribué aux anciens organismes de l'île de Montréal

8. Répartition du montant de la Ville de Montréal

- Le montant de 360 000$ de la Ville de Montréal est distribué aux anciens organismes ayant leur siège social, ayant les activités et ayant une clientèle résidente sur le territoire de la Ville de Montréal.

9. Répartition du montant de l'Agglomération

- Un montant de 40 000 $ est distribué aux anciens organismes du territoire de l'île de Montréal
- Un montant de 10 000 $ est réservé pour les nouveaux organismes du territoire de l'île de Montréal.

Advenant le cas où ce montant ne serait pas octroyé en totalité le solde sera additionné au 40 000 $ pour l'ensemble des anciens organismes de l'Île de Montréal. Aussi, le montant octroyé à un nouvel organisme doit être équivalent au montant octroyé l'année précédente pour une demande équivalente.

10. Répartition des montants résiduels
Sont considérés comme des montants résiduels

- Les sommes retournées par les organismes
- Les sommes ayant déjà été allouées à un organisme qui se désiste.
- Les sommes ayant été allouées à un organisme sous condition non respecté.
- Les montants dégagés par les organismes qui font une plus petite demande que l'année de référence.

Formule de calcul

- La répartition des montants du MELS, de la Ville de Montréal et de l'Agglomération ne se fait qu'une seule fois.
- Lorsque la répartition des montants résiduels est terminée les nouveaux soldes résiduels sont transférés à l'année de distribution suivante.
- Les nouveaux soldes résiduels sont distribués à l'ensemble des anciens organismes l'année suivante.
  Ex : Les soldes résiduels de 2013-2014 seront distribués en 2014-2015
- Les sommes retournées par les organismes à la suite d'une demande de remboursement sont investies 2 années après celle en cours.
- Les sommes retournées sont distribuées à l'ensemble des organismes.
  Ex : Les sommes retournées en 2013-2014 à la suite d'une demande de remboursement seront investies en 2015-2016

Lexique PACL

- **Montant demandé** : montant demandé inscrit sur le formulaire par l'organisme

- **Montant recommandé** : montant recommandé suite à l'application des règles administratives régionales

- **Montant proraté** : montant accordé en fonction des sommes disponibles

- **Montant dépensé**: montant réellement dépensé, après analyse des rapports d'évaluation des organismes

Montréal

Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier

Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2013-2015)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source (s) du financement de l'Entente	**Accompagnement en loisir**
	Accessibilité universelle
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**SLIM - Sport et Loisir de l'île de Montréal**
Titre du projet	**Programme montréalais d'accompagnement en loisir**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**SLIM - Sport et Loisir de l'île de Montréal**		
Adresse	**7333, rue St-Denis**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2R 2E5**
Numéro d'inscription TPS	870760345 RT0001	Numéro d'inscription TVQ	10225995756
Numéro de charité			
Arrondissement — Ville liée	**Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension**		
District électoral municipal	**Villeray (VSP)**		
Circonscription électorale provinciale	**Laurier-Dorion**		
Circonscription électorale fédérale	**Papineau**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Josée Scott**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**(514) 722-7747 *201**	Télécopieur	**(514) 722-2072**
Courriel	**info@urls-montreal.qc.ca**	Site web	**www.urls-montreal.qc.ca**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Sport et Loisir de l'île de Montréal, incorporé depuis le 6 mai 1998, est un organisme régional, autonome et à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine du sport et du loisir. Il rassemble des organisations publiques et privées qui offrent un large éventail de services en matière de sport et loisir. Il agit à partir des convergences qui émanent des activités de concertation qu'il suscite dans le but d'améliorer l'offre de services en sport et loisir, et de contribuer pleinement à l'amélioration de la qualité de vie sur l'île de Montréal.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme montréalais d'accompagnement en loisir**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Josée Scott		
Fonction	**Directrice générale**			
Téléphone	(514) 722-7747 *201	Télécopieur	(514) 722-2072	
Courriel	jscott@urls-montreal.qc.ca			
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Non**	
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction				

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

La Ville de Montréal, consciente des besoins et des enjeux, a accordé un budget pour une première année d'expérimentation en 2004, dédié à l'accompagnement des enfants et des adultes, principalement dans les camps de jour. Le programme montréalais s'est inspiré largement du «Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes handicapées» , programme québécois actuellement sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS). En arrimant l'initiative montréalaise au programme provincial, la mise en place a été grandement facilitée.

On estime que plus de 630 000 Montréalais auraient une limitation fonctionnelle. Depuis 2007, le programme d'accompagnement en loisir permet chaque année, en moyenne, l'accompagnement de près de 1200 de ces personnes. Dans les années à venir, le vieillissement de la population et l'augmentation des diagnostics des personnes ayant un TSA ne feront qu'augmenter le nombre déjà très élevé de demandes d'accompagnement en loisir. Le besoin d'accompagnement se fait sentir dans les camps de jour estivaux, mais aussi dans tout type d'activités de loisir tel le sport, l'art, la culture et le plein air ayant lieu tout au long de l'année.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le programme montréalais s'inscrit dans le même cadre de gestion que le PACL, profitant ainsi d'une expertise reconnue dans le dossier. En effet, le processus pour l'acheminement des demandes, les outils pour la sélection et les critères pour la répartition budgétaire ont été développés tant par le ministère responsable, que par les unités régionales de loisir et de sport (URLS) qui gèrent le programme en collaboration avec les associations régionales de loisirs des personnes ayant des limitations fonctionnelles. Pour la région de Montréal, c'est l'organisme AlterGo qui est mandaté par l'URLS de l'Île de Montréal pour la coordination générale du PACL.

2.4 — Population (s) ciblée (s) *DIRECTEMENT* par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Population en général	**Personnes ayant des limitations fonctionnelles**	**Personnes ayant des limitations fonctionnelles**	567	1082
Cliquer pour menu déroulant	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**		
Cliquer pour menu déroulant	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**		
TOTAL			**567**	**1082**

2.5 — Lieu de déroulement du projet *(champ obligatoire)*

Un seul arrondissement ou ville liée	**Échelle métropolitaine**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Accompagnement en loisir**	
2	**Accessibilité universelle**	
3	**Soutien à la vie communautaire**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser l'accès à l'offre de service en loisir pour les enfants et les adultes ayant des limitations fonctionnelles et nécessitant la présence d'un accompagnateur	

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Favoriser l'intégration sociale des personnes ayant des limitations fonctionnelles en leur offrant une mesure compensatoire d'accès à l'offre de service en loisir;
B	Faciliter la participation des personnes ayant des limitations fonctionnelles, enfants et adultes, à l'offre de service en loisir;
C	Consolider une offre de service en loisir accessible et équitable, répondant aux besoins des citoyens montréalais ayant des limitations fonctionnelles.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Promotion et diffusion du programme
B	Réception des demandes de financement, analyse des dossiers, répartition des sommes entre les organismes
C	Réception des rapports d'évaluation, évaluation de l'utilisation des sommes, production de rapports.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Faciliter la participation des personnes ayant une limitation fonctionelle à des activités de loisir par l'accès à un accompagnateur	**Questionnaire**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation
B	Augmenter la participation des personnes ayant une limitation fonctionelle à des activités de loisir par les subventions	**Questionnaire**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation
C	Augmenter le nombre d'heures d'activités de loisir des personnes ayant une limitation fonctionnelle	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Rapport d'évaluation

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								SLIM	Provincial (MELS)	Ville	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									
	$/h.	hrs/ sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total	**50 000,00 $**		340 339,00 $	360 000,00 $	**750 339,00 $**
						0,00 $					
2	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					**0,00 $**
						0,00 $					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					**0,00 $**
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									
	$/h.	h./sem	$ Avant. sociaux/sem	# sem	# Poste	Total					**0,00 $**
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**50 000,00 $**	**0,00 $**	**340 339,00 $**	**360 000,00 $**	**750 339,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation											**0,00 $**
Photocopies, publicité											**0,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet										**50 000,00 $**	**50 000,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**50 000,00 $**	**0,00 $**	**340 339,00 $**	**410 000,00 $**	**800 339,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2013-2015)											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	AlterGo - Coordination	**Expertise-conseil**
		Ressources humaines
		Promotion, sensibilisation
2	Les porteurs de dossier des 15 villes liées et des 19 arrondissements - Financement, développement et opération	**Promotion, sensibilisation**
		Participation au comité aviseur,concertation
		Cliquer pour menu déroulant
3	Les services corporatifs - Financement, développement et opération	**Expertise-conseil**
		Soutien administratif
		Promotion, sensibilisation
4	110 organsimes en moyenne participeront au programme en acceuillant les accompagnateurs et les participants.	**Promotion, sensibilisation**
		Prêt de local
		Prêt d'équipement
5		**Cliquer pour menu déroulant**
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2014	avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2014	décembre	31
Date de fin de projet	2015	mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	2015	Avril	31

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
SLIM	Sport et loisir de l'Île de Montréal
MELS	Ministère de l'éducation, du loisir et du sport
Ville	Ville de Montréal

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Josée Scott	**Fonction**	**Directrice générale**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2014	Janvier	13	
Signature						

7333, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)
H2R 2E5

Téléphone : 514 722-7747
Télécopieur : 514 722-2072
Site Internet : www.urls-montreal.qc.ca

Sport et Loisir de l'île de Montréal

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL TENUE LE 5 DÉCEMBRE 2013

Signature de l'entente pour le Programme montréalais d'accompagnement en loisir

RÉSOLUTION 2013-12-05-05
Guylain Desnoyers, appuyé par Diane Chagnon, propose de mandater la directrice générale, Josée Scott, à signer l'entente avec la Ville de Montréal concernant le Programme montréalais d'accompagnement en loisir pour l'exercice 2014-2015.

Adoptée à l'unanimité

Josée Scott, directrice générale

9 décembre 2013

Soutenu financièrement et reconnu par :
Éducation, Loisir et Sport Québec

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1140206003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du SPVM.

Il est recommandé :
D'autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems Iternational Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les même termes et conditions dans le cadre des services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur du SPVM.

Signé par Marc PARENT **Le** 2014-04-14 10:48

Signataire : Marc PARENT

DIRECTEUR
Police , Direction principale

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140206003**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du SPVM.

CONTENU

CONTEXTE

La firme Northrop Grumman Systems Corporation est le fabricant du logiciel et de la base de données Oracle du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) qui supporte les opérations du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en matière de réponse et de répartition des appels de service en provenance de la population de la Ville de Montréal. Depuis 2005, elle en assure l'entretien et, depuis, ce contrat a été renouvelé à deux reprises, soit pour la période 2009 - 2013 (CG09 0285) et pour celle de 2013 - 2018 (CE CG13 0121),
En mars 2013, Northrop Grumman Systems Corporation est devenue Northrop Grumman International Trading Inc. Le présent dossier a pour but d'obtenir l'approbation de l'entente de cession et de novation (« Assignment and Novation Agreement ») soumise par le fournisseur. Il est entendu que cette dernière respectera toutes les ententes conclues précédemment avec le SPVM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0121 - 25 avril 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 423 675 $ US (1 681 556,89 $ CA approximativement) pour la prolongation du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système RAO et de la base de données Oracle, pour la période du 5 mai 2013 au 4 mai 2018, majorant ainsi le montant total du contrat à Northrop Grumman Systems Corporation de 1 097 502 $ US à 2 521 177 $ US (Approximativement 1 269 715 $

CA à 2 951 271,89 $ CA)
CG13 0455 - 28 novembre 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 254 320 $ USD (264 162,18 $ CAD) pour la fourniture d'un service de techniciens pour le système RAO, pour une période de cinq ans, du 29 novembre 2013 au 28 novembre 2018, dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems Corporation, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 521 177 $ USD (2 618 746,55 $ CAD) à 2 775 497 $ USD (2 882 908,73 $ CAD).

CG09 0285 - 27 août 2009 - Approuver, conformément aux dispositions des paragraphes 2° et 6° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19), un projet de convention de gré à gré avec Northrop Grumman Information Technology inc., pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur du Service de police de la ville de Montréal, pour la période du 5 mai 2009 au 4 mai 2013, pour un montant total approximatif de 1 269 715 $ (1 097 502 $ USD), taxes incluses.

CM05 0441 - 20 juin 2005 - Autoriser une dépense de 1 157 968 $, taxes incluses, pour les services professionnels requis pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur du Service de police de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant/Approuver un projet de convention, de gré à gré, par lequel la firme Northrop Grumman Information Technology Inc. s'engage à fournir les services requis à cette fin, pour la période du 5 mai 2005 au 4 mai 2009, pour une somme maximale de 1 157 968 $, taxes incluses, conformément aux dispositions de l'article 573.3, premier alinéa, paragraphe 9 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19)/Approuver également un projet d'entente concernant les modalités d'utilisation du logiciel Altaris, aux termes et conditions y mentionnés.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la firme Northrop Grumman Systems Corporation à la firme Northrop Grumman International Trading inc. en raison d'un changement de la raison sociale.

JUSTIFICATION

Le SPVM doit recourir aux services de la firme Northrop Grumman International Trading Inc. et ses techniciens pour assurer le bon fonctionnement du système RAO.
Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un de services autres que professionnels, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi, car non visé par cette loi. De ce fait, la compagnie Northrop Grumman International Trading Inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat.

Northrop Grumman International Trading Inc. étant une compagnie auprès de laquelle la Ville de Montréal peut s'approvisionner tant en biens qu'en services autres que professionnels, il est peu probable que celle-ci détienne une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a aucun impact financier dans le présent dossier puisque toutes les ententes conclues entre le SPVM et Northrop Grumman Systems Corporation devenue Northrop Grumman International Trading Inc, seront respectées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le contrat d'entretien et le service des techniciens de la firme Northrop Grumman International Trading Inc., le bon fonctionnement du système RAO ne peut être assuré et les opérations policières pourraient être affectées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Hélène BÉNÉTEAU DE LAPRAIRIE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane CHARRON
Chef de section, Développement des technologies

Tél : 514-280-9276
Télécop. : 514-280-3451

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-26

Didier DERAMOND
Directeur adjoint - Activités de soutien aux opérations

Tél : 514 280-2003
Télécop. : 514-280-2008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Technologies de l'information , Direction

Dossier # : 1140206003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Objet :	Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du SPVM.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le service des technologies de l'information assure la gestion opérationnelle de contrats avec le fournisseur Northrop Grumman.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hélène BÉNÉTEAU DE LAPRAIRIE
Chef de section - Exploitation
Tél : 514-872-8260

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-31

Georges DION
Chef de division
Tél : 514-872-4921
Division : Exploitation et évolution des applications

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1140206003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division Ressources informationnelles-Développement des technologies
Objet :	Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du SPVM.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à la validité et à la forme la convention de cession entre Northrop Grumman Systems Corporation et Northrop Grumman Systems International Trading inc. Afin de se conformer aux dispositions de la *Charte de la langue française,* la convention de cession étant rédigée en anglais, celle-ci devra d'abord être signée par le représentant de la Ville et ensuite par le représentant de Northrop Grumman corporation et Northrop Grumman Systems Trading International dont le siège social est aux Etats-Unis.

Contrat de cession-10 Avril 2011.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncièrre
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-10

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, droit contractuel

Tél : 514-872-8323
Division : Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncière



ASSIGNMENT AGREEMENT

THIS ASSIGNMENTAGREEMENT (this "Agreement") is made and entered into as of this _____day of _____, (Year) by and between Northrop Grumman Systems Corporation ("Transferor"), a Delaware Corporation, and Northrop Grumman International Trading, Inc. ("Transferee"), a Delaware corporation, both wholly owned subsidiaries of Northrop Grumman Overseas Holdings, Inc., and **the City of Montreal** ("Customer").

WHEREAS:

1. Transferor and **the City of Montreal** have previously entered into a contract effective May 5, 2009, whereby Northrop Grumman was to provide software maintenance services for the Customer's computer Aided Dispatch (CAD) System and the parties have previously agreed by amendment to extend the contract until November 28, 2018 (the "Contract"): and

2. Transferor desires to assign to the Transferee its rights, duties and obligations under or pursuant to the Contract.

3. Transferee desires to accept this assignment and transfer from Transferor and to assume all obligations and liabilities of Transferor under the Contract.

4. The Customer desires to accept the Transferee as its sole counterparty with respect the Contract and to recognize the Transferee as the successor party replacing Transferor with respect to the Contract.

5. The Customer desires to release and discharge, as a result and to the extent of the transfer described above, the obligations and liabilities of the Transferor under and in respect of the Contract.

NOW THEREFORE, IN CONSIDERATION OF THE MUTUAL COVENANTS AND PROMISES CONTAINED HEREIN AND OTHER GOOD AND VALUABLE CONSIDERATION, THE RECEIPT OF WHICH IS HEREBY ACKNOWLEDGED, THE PARTIES HERETO AGREE AS FOLLOWS:

1. The Transferee represents and warrants that it is in a position to fully perform all obligations as they may exist under the Contract.

2. It is consistent with the Customer's interest to recognize the Transferee as the successor party to the Contract.

3. The Transferee ratifies all previous actions taken by the Transferor with respect to the Contract with the same force and effect as if the action had been taken by the Transferee. The Transferee agrees to be bound by and to perform the Contract in accordance with the

conditions contained in the respective Contract. The Transferee assumes all obligations and liabilities of and all claims against Transferor under the Contract as if Transferee was the original party to the Contract.

4. The Customer recognizes the Transferee as the Transferor's successor in interest into the Contract. The Transferee by this Agreement becomes entitled to all rights, titles, benefits and interests of the Transferor in the Contract as if the Transferee were the original party to the Purchase Order/Subcontracts.

5. The Customer hereby releases and forever discharges the Transferor, its officers, directors, employees and owners from any and all obligations, claims, demands, damages, actions, suits, liabilities and causes of action heretofore or hereafter arising out of, in connection with, or incidental to the Contract. The Customer agrees to perform its obligations under the Contract in favor of the Transferee and further agrees that the Customer is liable to the Transferee for all its costs, defaults and omissions under or in connection with the Contract. This waiver, relase and discharge by the Customer shall not in anyway affect or limit the entitlement of the Customer to all rights, titles, benefits and interests of the Customer against the transferee in the Contract as otherwise provided for herein.

6. The Transferor waives all its rights, titles and interests in the Contract and hereby releases and forever discharges the Customer, its officers, directors, employees and owners from any and all claims, demands, damages, actions, suits, liabilities and causes of action heretofore or hereafter arising out of, in connection with, or incidental to the Contract. This waiver, release and discharge by the Transferor shall not in any way affect or limit the entitlement of the Transferee to all rights, titles, benefits and interests of the Transferor in the Contract as otherwise provided for herein.

7. The parties hereto agree that they will take those actions reasonably necessary to carry out and give full effect to the matters contemplated by this Agreement or any of its provisions.

8. The Contract shall remain in full force and effect, except as modified by this Agreement.

9. The parties will each pay their own costs and expenses (including legal fees) incurred in connection with this Agreement.

10. This Agreement supersedes all prior understandings or communications between the parties on the subject matter of this Agreement and shall apply in lieu thereof. No amendment, modification or waiver in respect of this Agreement will be effective unless in writing and signed by duly authorized representatives of each of the parties.

11. This Agreement is deemed to be made under and shall be construed in all respects in accordance with the Law of Quebec, Canada.

EXECUTED for the parties as of the date first written by their respective representatives who are duly authorized to execute this AGREEMENT.

Transferor
Northrop Grumman Systems Corporation

_____
(Signature)

_____
(Name – Typed)

_____
Title - Typed

Transferee
Northrop Grumman International Trading, Inc.

_____
(Signature)

_____
(Name – Typed)

_____
Title - Typed

City of Montreal

_____
(Signature)

_____
(Name – Typed)

_____
Title - Typed

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2014/05/29
17:00

(1)

Dossier # : 1141629003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la firme Finlogik inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour une somme maximale de 1 586 350,30 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Sylvain GOUIN **Le** 2014-04-23 17:14

Signataire : Sylvain GOUIN

Directeur - Planification stratégique financière
Finances , Direction Planification stratégique

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1141629003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

En 2006, le Service de finances a fait l'acquisition d'un logiciel dans le cadre du projet de développement d'un système de gestion de la dette et des placements ainsi que des licences de support.
La mise en production finale a été effectuée en 2009 et depuis, le Service des finances est doté du système pour la gestion de la dette et des placements (SGD) de la Ville de Montréal.

La convention de services professionnels actuellement en vigueur, approuvée le 22 juin 2006, avec la firme Finrad inc. (faisant maintenant affaire sous le nom de Finlogik inc) et couvrant le développement et l'exploitation du système arrivera à échéance le 4 mai 2014.

L'objectif du présent dossier concerne l'octroi d'un nouveau contrat pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence et ainsi assurer la continuité des opérations. Compte tenu de la complexité et des particularités des informations nécessaires à la gestion de l'ensemble de la dette et des placements et des modifications législatives, financières ou comptables pouvant survenir pendant la période d'exploitation du système, une contingence de 5 % du coût des licences pour des demandes de changement non spécifiées au contrat est prévue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0073 – 21 mars 2013 :
Autoriser une dépense additionnelle de 119 314,43 $ taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 3

CG11 0252 – 25 août 2011 :
Autoriser une dépense additionnelle de 249 000 $ taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 2

CG09 0312 - 27 août 2009 :
Autoriser une dépense additionnelle de 77 144,15 $ taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 1

CG06 0254 - 22 juin 2006 :
Octroi d'un contrat à la firme Finrad inc. pour l'acquisition d'un logiciel requis dans le cadre du projet de développement d'un système de gestion de la dette et des placements, l'acquisition de licence de support, au prix approximatif de 1 800 197,31$ / Approbation d'un projet de convention

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel concerne les dépenses requises pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019 afin de :

- Maintenir le programme de support et de maintenance du fournisseur du système de gestion de la dette et des placements (SGD)
- Convenir des conditions de licence
- Assurer la mise à jour continue du système

Les processus d'affaires gérés par ce système sont les suivants :

- La gestion des emprunts de la Ville et de ses arrondissements
- La gestion des placements à court et long terme
- La gestion des subventions facturables et à recouvrement
- La gestion des projections (budget) des emprunts, des placements et des subventions
- La comptabilisation des écritures dans SIMON
- La production de rapports financiers de gestion

JUSTIFICATION

Il est primordial de renouveler le programme de support et maintenance ainsi que les conditions de licence du logiciel et d'assurer la continuité des processus d'affaires énumérés à la section Description. Il est également essentiel que la mise à jour du système SGD se poursuive de façon continue afin de s'assurer d'une bonne gestion financière en conformité aux règles en vigueur.
Sur la base des coûts du contrat actuel, le support et la maintenance du logiciel sont de l'ordre de 27 500 $ par licence pour la dernière année du contrat. Les coûts relatifs à ces services dans la nouvelle offre de la firme ont été revisés à la baisse pour s'élever à 23 200 $ par licence pour la première année du contrat. Le taux d'indexation annuel a également été négocié à la baisse passant de 5 % à 4 % par an.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut du contrat à octroyer est de 1 586 350, 30 $, taxes incluses. Les coûts sont répartis comme suit :

Description	2014	2015	2016	2017	2018	2019

Programme de support et maintenance pour 9 licences utilisateurs	139 000$	216 944$	225 620$	234 645$	244 030$	253 795$
Demandes de changement – 5 %	6 950$	10 847$	11 281$	11 732$	12 201$	12 690$
Total avant taxes	145 950$	227 791$	236 901$	246 377$	256 231$	266 485$
Coût du contrat taxes incluses	167 806,00 $	261 902,70 $	272 376,92$	283 271,96$	294 601,59$	306 391,13$

Les crédits pour le programme de support et maintenance et pour les demandes de changements proviennent du budget de fonctionnement 2014 du Service des finances dans le compte des services techniques au chapitre des services professionnels, techniques et autres.

Pour le renouvellement des cinq années additionnelles (2015 à 2019), les crédits seront prévus au budget de fonctionnement de la direction du financement, trésorerie et caisse de retraite du Service des finances dans le même compte comptable. Les coûts pour les demandes de changements éventuelles seront imputés au fur et à mesure de leur réalisation au budget de fonctionnement.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NE S'APPLIQUE PAS.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du programme de support et de maintenance du logiciel est essentiel afin d’assurer la continuité des processus d'affaires couverts par les modules de cette application.
Une décision négative concernant le maintien du programme de support et de maintenance du logiciel aurait pour conséquence d'engendrer des coûts supplémentaires pour chaque demande de support ou avis de changement avec le fournisseur actuel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

NE S'APPLIQUE PAS.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 14 mai 2014 : Adoption par le comité exécutif
- 26 mai 2014 : Adoption par le conseil municipal

- 29 mai 2014 : Adoption par le conseil d'agglomération
- 30 mai 2014 : Émission du bon de commande

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Sandra PALAVICINI)

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Nathalie LALONDE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole VEILLEUX
C/d gest.dette & tresorerie

Tél : 514-872-2725
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-02

Michel Bruce DUBOIS
Directeur par intérim – Direction Financement_trésorerie et caisses de retraite

Tél : 514-872-3155
Télécop. : 514 872-1855

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Technologies de l'information , Direction

Dossier # : 1141629003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Dans sa correspondance du 17 mai 2013, le Service des technologies de l'information (STI) s'engageait auprès du Service des finances à assumer le soutien de l'application Système de gestion de la dette (SGD).
Se situant maintenant dans une phase d'entretien, l'application SGD ainsi que sa gestion contractuelle peuvent être transférées au STI pour être supportées, comme d'autres systèmes financiers, par le biais du Centre d'expertise et de support (CES).

Tel qu'entendu entre les deux services, le budget demeure au Service des finances et ce, basé sur le fait que ce dernier est le seul utilisateur de l'application SGD.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LALONDE
Chef de section informatique
Tél : 872-4847

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-17

Alain TONTHAT
Chef de division réalisation des projets TI
Tél : 872-7542
Division :
Division réalisation de projets Ti

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1141629003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

En vertu de l'article 573.3-6°b) de la Loi sur les cités et villes, il s'agit d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré puisque son objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs (licences).
Le présent contrat doit être approuvé par le conseil d'agglomération.

Contrat de support et de maintenance visé.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncièrre
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-08

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, droit contractuel

Tél : 514-872-8323
Division : Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

_Contrat de support et de maintenance

Numéro de Contrat: VDM-SUPP002

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
07 AVR. 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

Entre :

FINLOGIK INC.
360, rue St-Jacques Ouest, bureau S-120
Montréal (Québec) H2Y 1P5

ci-après désignée la « FIRME »

et :

VILLE DE MONTRÉAL
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

ci-après désigné(e) la « VILLE »

Pour
FINLOGIK

1 GÉNÉRAL

Le présent Contrat énonce les modalités et les conditions en vertu desquelles la FIRME fournira à la VILLE les Services de support et de maintenance tels qu'ils sont plus amplement décrits à la section 3.

2 DÉFINITIONS

Dans le présent Contrat :

« **Contrat de support** » désigne le programme de support et de maintenance entendu par les parties qui engage la FIRME à fournir les services de support et de maintenance sujets aux conditions décrites en détail dans ce contrat qui annule et remplace l'Annexe J de la Convention signée le 22 juin 2006 (la « Convention »);

« **Services de support et de maintenance** » désignent les services qui seront fournis par la FIRME, en vertu des présentes conditions, tels qu'ils sont plus amplement décrits à la section 3;

« **Logiciel** » désigne le Logiciel FinLogic et ses composantes octroyés sous licence par la FIRME tels que décrits en détail dans l'Annexe A – Le Logiciel ;

« **Erreur** » signifie une erreur dans le Logiciel qui dégrade le Logiciel par rapport aux caractéristiques fonctionnelles originales telles que définies dans la documentation créée par la FIRME.

« **Correction** » signifie la réparation ou le remplacement de l'objet ou les versions exécutables de code du Logiciel pour remédier à une Erreur.

« **Produits tiers** » désigne le matériel informatique, les logiciels et les autres produits qui seront acquis d'un tiers, par la VILLE, en vue d'installer et d'exploiter convenablement le Logiciel.

« **Plan de continuité des affaires** » désigne l'infrastructure informatique de la FIRME mise en place, afin de permettre une sauvegarde des bases de données de la VILLE en cas de circonstances exceptionnelles pouvant nuire aux niveaux de services prévus à la section 3.

3 SERVICE DE SUPPORT ET MAINTENANCE

3.1 DESCRIPTION DES SERVICES

Pour la durée complète du Contrat de support et de maintenance, La FIRME accepte de fournir à la VILLE les services suivants pour le Logiciel :

(i) **Correction d'Erreurs.** La FIRME exercera des efforts commercialement raisonnables afin d'apporter une Correction à une Erreur qui est rapportée par la VILLE ou découverte par la FIRME selon le niveau de priorité raisonnablement assigné à une telle Erreur par la VILLE. Le délai de Correction dépendra du niveau de priorité tel que défini à la section 3.2. Malgré toutes autres dispositions à l'effet contraire prévues dans ces conditions, les responsabilités de Service de support de la FIRME ne s'appliqueront pas aux Erreurs dues à ce qui suit : i) abus du Logiciel par la VILLE, ii) modification sans autorisation du Logiciel par la VILLE, iii) manque par la VILLE d'utiliser le matériel ordinateur, serveur et de réseau ainsi que tous les logiciels compatibles pour l'exploitation du Logiciel, iv) interaction avec d'autres logiciels ou progiciels non fournis par La FIRME, ou v) tout changement dans les logiciels d'exploitation, incluant les Produits tiers.

(ii) **Erreurs non provoquées par le Logiciel.** Si la FIRME croit raisonnablement qu'une Erreur signalée par la VILLE peut ne pas être due à un problème du Logiciel, La FIRME doit informer la VILLE. À ce moment-là, la VILLE peut i) demander à la FIRME de poursuivre les recherches afin de déterminer la cause du problème et ce, aux frais de la VILLE tel que prévu ci-dessous, ou ii) aviser la FIRME que la VILLE ne souhaite pas poursuivre les recherches afin de déterminer la cause du problème.

Si la VILLE demande à la FIRME de poursuivre les recherches afin de déterminer la cause du problème à ses propres frais et que la FIRME détermine que le problème n'est pas dû à une Erreur du Logiciel, la FIRME arrêtera immédiatement le travail de

recherche, informera la VILLE et la VILLE paiera la FIRME pour tout le travail de recherche effectué en liaison avec une telle recherche au taux horaire en vigueur de la FIRME. La VILLE ne sera pas responsable des frais encourus par la FIRME sous cette section pour la détermination de problème, ni la Correction s'il a été établi que le problème est dû à une Erreur du Logiciel.

(iii) **Nouvelle version.** La FIRME s'engage à envoyer à la VILLE les nouvelles versions majeures du Logiciel.

3.2 NIVEAUX DE SERVICE

3.2.1 Modules Dette et placements, fonctions de placement à court terme

Priorité 1 Niveau élevé de sévérité - Une erreur système qui rend le Logiciel inopérable ou qui le rend instable, le faisant échouer. Les opérations de la VILLE sont grandement impactées par cette erreur.

Niveau de service Dans un délai n'excédant pas soixante (60) minutes suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, initiera les travaux nécessaires afin de corriger l'Erreur et fournira périodiquement un rapport sur l'avancement des travaux.

La FIRME s'engage à fournir une alternative afin d'éviter l'erreur (« *Workaround* ») ou une résolution (« *Fix* ») dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures ouvrables suivant la réception du signalement.

Priorité 2 Niveau moyen de sévérité – Une erreur système qui affecte substantiellement la performance du logiciel, ou qui restreint son utilisation. La VILLE est impactée par ce problème mais les opérations peuvent progresser et ce, malgré l'erreur.

Niveau de service Dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, initiera les travaux nécessaires afin de corriger l'Erreur et fournira périodiquement un rapport sur l'avancement des travaux.

La FIRME s'engage à fournir une alternative afin d'éviter l'erreur (« *Workaround* ») ou une résolution (« *Fix* ») dans un délai n'excédant pas cinq (5) jours ouvrables suivant la réception du signalement.

Priorité 3 Niveau faible de sévérité – Une erreur système qui cause un impact mineur sur l'utilisation du logiciel. Les opérations de la VILLE ne sont pas impactées par cette erreur.

Niveau de service

Dans un délai n'excédant pas quarante-huit (48) heures suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, afin d'évaluer l'erreur.

La FIRME fera tous les efforts raisonnables en vue de corriger l'Erreur signalée par la VILLE, sans toutefois s'engager à le faire dans un délai prescrit. La FIRME informera la VILLE sur l'avancement des travaux et la date projetée de correction.

3.2.2 Autres modules et fonctions

Priorité 1

Niveau élevé de sévérité - Une erreur système qui rend le Logiciel inopérable ou qui le rend instable, le faisant échouer. Les opérations de la VILLE sont grandement impactées par cette erreur.

Niveau de service

Dans un délai n'excédant pas quatre-vingts dix (90) minutes suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, initiera les travaux nécessaires afin de corriger l'Erreur et fournira périodiquement un rapport sur l'avancement des travaux.

La FIRME s'engage à fournir une alternative afin d'éviter l'erreur (« *Workaround* ») ou une résolution (« *Fix* ») dans un délai n'excédant pas deux (2) jours ouvrables suivant la réception du signalement.

Priorité 2

Niveau moyen de sévérité – Une erreur système qui affecte substantiellement la performance du logiciel, ou qui restreint son utilisation. La VILLE est impactée par ce problème mais les opérations peuvent progresser et ce, malgré l'erreur.

Niveau de service

Dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, initiera les travaux nécessaires afin de corriger l'Erreur et fournira périodiquement un rapport sur l'avancement des travaux.

La FIRME s'engage à fournir une alternative afin d'éviter l'erreur (« *Workaround* ») ou une résolution (« *Fix* ») dans un délai n'excédant pas cinq (5) jours ouvrables suivant la réception du signalement.

Priorité 3 Niveau faible de sévérité – Une erreur système qui cause un impact mineur sur l'utilisation du logiciel. Les opérations de la VILLE ne sont pas impactées par cette erreur.

Niveau de service Dans un délai n'excédant pas quarante-huit (48) heures suivant le signalement de l'erreur, la FIRME assignera un ingénieur de système, afin d'évaluer l'erreur.

La FIRME fera tous les efforts raisonnables en vue de corriger l'Erreur signalée par la VILLE, sans toutefois s'engager à le faire dans un délai prescrit. La FIRME informera la VILLE sur l'avancement des travaux et la date projetée de correction.

3.3 PLAN DE CONTINUITÉ DES AFFAIRES

Les niveaux de services mentionnés ci-dessus devront être ajustés en cas d'activation du Plan de continuité des affaires, tel que décrit dans l'annexe D du contrat. La firme s'engage à aviser la VILLE de la mise en application du Plan de continuité des affaires, le cas échéant.

3.4 EXCLUSIONS

Les services suivants ne sont pas couverts par les services de support et maintenance :

(i) Installation de la Solution;
(ii) Configuration de la Solution;
(iii) Perfectionnement de la Solution;
(iv) Travail d'intégration et d'interface avec le Logiciel;
(v) Formation (fonctionnelle) de plus d'un utilisateur pour l'utilisation, la configuration et l'entretien des nouvelles fonctionnalités du Logiciel; et
(vi) Services consultatifs.

Si la VILLE exige que La FIRME fournisse de tels services, ils seront traités dans une entente distincte.

4 MISE À NIVEAU / NOUVELLE VERSION

La FIRME s'engage à livrer de nouvelles versions du logiciel à la VILLE selon les termes suivants :

(i) La FIRME livrera au plus deux versions du logiciel par année. Chaque nouvelle version sera annoncée au moins quinze (15) jours précédant la livraison accompagnée d'une liste des changements/ajouts;
(ii) La VILLE s'engage à installer au moins une nouvelle version par année et avisera la FIRME de sa décision au moins 15 jours avant la mise en production de celle-ci;
(iii) Suite à une confirmation que la VILLE implantera une nouvelle version, la FIRME s'engage à former un utilisateur sur les changements/ajouts de la nouvelle version du Logiciel;
(iv) La FIRME s'engage à ce qu'au moins une nouvelle version par année soit mise à niveau et que la base de données de la VILLE soit synchronisée avec la version d'Oracle recommandée par le Centre d'expertise et du support (le « CESSTI ») de la VILLE.

Après la mise à niveau, la VILLE ne peut plus se servir du Logiciel lui ayant donné droit à la mise à niveau.

La VILLE ne peut se servir du Logiciel résultant de la mise à niveau que conformément aux modalités de l'annexe B – Conditions de licences.

5 CODE SOURCE DU LOGICIEL

5.1 CONVENTION D'ENTIERCEMENT

Le dépôt se fait auprès d'un notaire de la Ville désignée par cette dernière. La VILLE peut exiger à son unique discrétion, en tout temps pendant la durée des présentes conditions de licence, que la FIRME dépose une copie de son code source auprès d'un notaire de la VILLE qui, sur réception des instructions de la VILLE à la survenance d'une des circonstances énumérées ci-dessous, fournira à la VILLE une copie électronique du code source.

Le dépôt du code source du logiciel sera régi par la Convention d'entiercement signée le 04 octobre 2011, en annexe E – Convention d'entiercement.

5.2 FORMULAIRE DE DÉPÔT DE CODES SOURCES

À chaque dépôt du code source, les parties conviennent de documenter le dépôt en utilisant le formulaire de dépôt en annexe C – Formulaire de dépôt.

6 LICENCES ADDITONNELLES

6.1 LICENCE UTILISATEUR

Nous distinguons trois types d'utilisateurs :

(i) **Utilisateur fonctionnel :** défini comme un utilisateur ayant droits de lecture et écriture dans les modules fonctionnels du Logiciel;

(ii) **Utilisateur consultant :** utilise le Logiciel en mode lecture seulement dans un contexte d'affaires;

(iii) **Utilisateur support :** utilise le Logiciel dans le but de supporter les utilisateurs fonctionnels. En général, ils n'ont qu'un droit de lecture.

6.2 GRILLE TARIFAIRE DE LICENCES ADDITIONNELLES

Utilisateur	Licence perpétuelle	Support annuel
Fonctionnel	15,000$	2,500$
Consultatif	7,500$	1,000$
Support	5,000$	500$

7 SERVICES ADDITIONNELS

7.1 GESTION DES DEMANDES DE CHANGEMENT

Si la VILLE souhaite à n'importe quel moment demander un changement relatif aux services de la FIRME, ou si la VILLE demande que la FIRME fournisse des services professionnels qui ne sont pas visés par ce contrat, la VILLE devra préparer une demande écrite de changement.

La FIRME évaluera au préalable le coût d'évaluation de toute demande de changement et demandera à la VILLE l'autorisation de procéder. Suivant l'approbation, la FIRME évaluera toute demande de changement, y répondra aussi rapidement que ses engagements envers la

VILLE et ses autres clients le permettent et informera la VILLE par écrit de toute incidence que l'éventuel changement aura sur le coût et le calendrier d'exécution des services. Après confirmation, la FIRME procédera au changement au prix et aux conditions convenus.

7.2 GRILLE DES TAUX HORAIRES

Description		Taux horaire ($)
Conseillers fonctionnels	Conseillers	145
	Conseillers séniors	175
Programmeurs	Programmeurs	110
	Programmeurs intermédiaires	125
	Programmeurs séniors & DBA	140
Gestion et assurance qualité de projet		175

7.3 INDEXATION DES TAUX

Les taux inscrits au point 7.2 seront indexés annuellement à raison de 3%.

8 RESPONSABILITÉS

8.1 RESPONSABILITÉS DE LA VILLE

(i) Les demandes de service et suivi de celles-ci seront prises en charge par le CESSTI de la VILLE qui assurera la communication avec les utilisateurs fonctionnels.

(ii) La VILLE doit initier la demande de service via l'Extranet de la FIRME.

(iii) La VILLE doit bien documenter la demande de service (contexte, procédures effectuées, image des écrans, etc.).

(iv) La VILLE doit indiquer la version du logiciel utilisée.

(v) La VILLE doit assigner un niveau de priorité (suggéré).

(vi) La VILLE doit fournir au besoin via un site FTP sécurisé une copie des bases de données du logiciel.

(vii) La VILLE devra aviser la FIRME de toute décision relative à la version d'Oracle recommandée par le CESSTI dans les 30 jours suivants la prise de cette décision.

8.2 RESPONSABILITÉS DE LA FIRME

(i) La FIRME doit assurer qu'au moins un conseiller reçoive toute demande de service de la VILLE.

(ii) La FIRME doit confirmer la demande de service ainsi que le niveau de priorité assigné à celle-ci.

(iii) La FIRME doit apporter le support et les correctifs nécessaires afin de résoudre les Erreurs dans le Logiciel selon les niveaux de service appropriés.

(iv) La FIRME doit fournir les nouvelles versions majeures du Logiciel.

(v) La FIRME s'engage à prévenir la VILLE de la mise en place du Plan de Continuité des affaires dans les vingt-quatre (24) heures de sa mise en application.

9 TERMES ET CONDITIONS

9.1 DURÉE

Le Contrat de support prendra effet, pour une période initiale de 8 mois, à compter du 5 mai 2014 jusqu'au 31 décembre 2014, puis sera renouvelé au 1er Janvier 2015, date alors considérée comme la Date d'anniversaire dudit Contrat d'une durée de cinq (5) années renouvelables, tel que décrit au point 10.13.

9.2 DATE ANNIVERSAIRE

Pour des raisons pratiques, la VILLE souhaite reconduire le présent Contrat de support sur la base d'années calendaires. La date anniversaire du présent Contrat de support sera donc le 1er Janvier de chaque année.

9.3 ANNULATION

Si la VILLE souhaite annuler le Contrat de support et de maintenance, il doit en aviser la FIRME au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la Date d'anniversaire.

9.4 HORAIRE DU SERVICE DE SOUTIEN

La FIRME fournira les Services de support et de maintenance durant les heures normales d'affaire de la FIRME entre 7h30 et 18h00.

9.5 RETARD

Si la réalisation des Services de support et de maintenance est retardée en raison d'un retard important de la VILLE dans l'exécution de ses responsabilités en vertu du présent Contrat ou de la mise en application du Plan de continuité des affaires ou d'un changement substantiel dans la portée des services à fournir, la FIRME ne sera plus requise de respecter les niveaux de services stipulés au Contrat.

9.6 AUTRES CONDITIONS

La FIRME ne s'engage pas à supporter la VILLE si celle-ci n'a effectué aucune mise à jour lors des deux (2) dernières années.

9.7 PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Le montant annualisé initial du Contrat a été établi, pour un total de neuf (9) licences utilisateurs, à deux cent huit mille six cents dollars (208,600$). La FIRME facturera la période initiale sur une base de 8 mois soit cent trente-neuf mille dollars (139,000$). Ce montant couvre l'ensemble des services couverts par le Contrat tels que décrits dans les sections précédentes, incluant les services de support et maintenance et les mises-à-jour.

Le montant annuel sera ajusté en fonction des items suivants :

(i) du nombre de nouveaux utilisateurs ajoutés au cours de l'année;
(ii) des montants de support additionnels prévus aux demandes de changements qui auront été approuvées;
(iii) des montants additionnels liés aux nouveaux modules acquis, le cas échéant;
(iv) de l'augmentation annuelle de 4% en considération de l'inflation et l'enrichissement fonctionnel du Logiciel.

Une facture sera envoyée 30 jours précédant le début de la période, pour paiement anticipé.

10 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10.1 FORCE MAJEURE

Ni l'une ni l'autre des parties ne peut être tenue responsable de tout retard ou de tout défaut d'exécution résultant d'un événement indépendant de la volonté des parties, y compris notamment un cas fortuit, un acte de guerre, un incendie, une inondation, une catastrophe, un acte d'un gouvernement, une grève, un lock-out, une panne d'électricité ou une défaillance des lignes de communication. Nonobstant ce qui précède, si le délai ou force majeure excède 60 jours, la partie dont les obligations sous le présent contrat ne sont pas touchées par l'événement de force majeure peut, sur un préavis de 20 jours à l'autre partie, mettre fin au présent contrat.

10.2 AVIS

Sous réserve des autres dispositions du présent Contrat, toute instruction, toute notification ou à tout autre sujet visé par le présent Contrat est réputé avoir été donné et reçu :

(i) au moment de sa remise en main propre, s'il est remis en main propre;
(ii) le troisième jour ouvrable suivant son envoi, s'il est envoyé par courrier de première classe;
(iii) le jour de sa transmission par courriel, s'il est transmis avant 16 h 00, heure normale de l'Est, ou le jour ouvrable suivant s'il est transmis plus tard;

S'il est adressé

À la VILLE, à l'adresse suivante :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

_____

À l'attention de

À la FIRME, à l'adresse suivante :

FINLOGIK Inc.
360, rue St-Jacques Ouest, bureau S-120
Montréal (Québec) H2Y 1P5

À l'attention de M. Jean-François Sabourin

Ou à toute autre adresse pouvant être fournie ultérieurement par la partie concernée.

10.3 Intégralité de l'entente

Le présent Contrat de support et de maintenance, et les annexes qui y sont jointes, tels qu'ils peuvent être modifiés de temps en temps, remplacent tout contrat ou entente précédent. De plus, ce Contrat de support constituent l'intégralité de l'entente entre les parties aux présentes relativement aux services décrits au présent Contrat de support et visent à constituer l'énoncé complet et exclusif des modalités de ladite entente.

10.4 Modifications

Le présent Contrat ne peut être modifié qu'au moyen d'un écrit signé par les parties, à moins qu'un pouvoir spécifique de modifier les termes des différentes dispositions ne soit énoncé dans le présent Contrat.

10.5 Intitulés

Les intitulés contenus dans le présent Contrat ne visent qu'à en faciliter la lecture; ils ne font aucunement partie du présent Contrat et ne doivent pas servir à l'interpréter.

10.6 Divisibilité

Si une partie du présent Contrat est jugée inapplicable, les autres dispositions demeurent en vigueur et continuent de s'appliquer.

10.7 Exemplaires

Le présent Contrat et toute annexe, tout supplément, toute reformulation ou toute annulation d'une disposition au présent Contrat peuvent être signés en plusieurs exemplaires distincts, chacun desdits exemplaires constituant un original lorsqu'il est signé et délivré; l'ensemble desdits exemplaires ne formant qu'un seul et même contrat.

10.8 Renonciation

Une renonciation à une disposition du présent Contrat ne constitue pas une renonciation à aucune autre disposition (qu'elle soit similaire ou non) ni ne constitue une renonciation définitive, à moins d'indication contraire expresse.

10.9 DIVERS; ABSENCE DE MANDAT

La FIRME et la VILLE sont des cocontractants indépendants. Nulle disposition du présent Contrat ne saurait être interprétée comme créant un partenariat, une co-entreprise ou une relation de mandat entre les parties. Chaque partie sera seule responsable du paiement de toute rémunération due à ses employés ainsi que des impôts et des taxes liés à l'emploi. Chaque partie souscrira et maintiendra en vigueur une assurance contre les accidents de travail et une assurance responsabilité générale adéquates. Chaque partie reconnaît que son personnel doit se conformer à toutes les mesures de sécurité raisonnables lorsqu'il se trouve sur les lieux de l'autre partie.

10.10 LOI APPLICABLE

Le présent contrat doit être interprété en vertu des lois de la province de Québec et des lois du Canada qui y sont applicables.

10.11 CESSION

Aucune partie ne peut céder le présent Contrat sans le consentement écrit et préalable de l'autre partie, lequel consentement ne pourra être refusé sans un motif raisonnable. Nonobstant ce qui précède, la VILLE peut en tout temps céder le présent Contrat à une autre entité du groupe VILLE DE MONTRÉAL, présent ou futur, sans le consentement préalable de la FIRME.

10.12 RÉSILIATION DU CONTRAT DE SUPPORT

Dans l'éventualité où la VILLE déciderait de résilier le Contrat de support personnalisé avant l'échéance prévue de cinq (5) années et huit (8) mois et ce, conformément à la procédure prévue à la section 9.3, la VILLE sera tenue de verser un montant équivalent à deux (2) mois pour chaque année restante jusqu'à échéance du contrat (années restantes au contrat) des frais de support annuels.

La Ville peut résilier le présent contrat, en tout ou en partie, en cas de manquement de Finlogik à ses obligations en vertu des présentes, dans la mesure où il n'est pas remédié audit manquement dans les dix (10) jours suivant l'avis donné par la Ville. Il est entendu par les parties, que la Ville ne sera pas tenue de payer le montant prévu au paragraphe ci-dessus en cas de résiliation par défaut.

10.13 PROLONGEMENT DU CONTRAT DE SUPPORT

La FIRME s'engage à prolonger la durée du contrat de support personnalisé pour une période supplémentaire de cinq (5) années à compter du cinquième anniversaire, soit le 1er janvier 2020.

Le contrat sera automatiquement prolongé à moins que la VILLE remette un avis écrit à la FIRME au moins quatre-vingt (90) jours précédant le cinquième anniversaire.

EN FOI DE QUOI, les parties, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont conclu le présent Contrat à la dernière des dates indiquées ci-dessous.

FINLOGIK INC.	**VILLE DE MONTRÉAL**
Par (en caractères d'imprimerie) : Monsieur Jean-François Sabourin	**Par (en caractères d'imprimerie) :**
Titre : Président et Chef de la direction	**Titre :**
Date :	**Date :**
Signature :	**Signature :**
Par (en caractères d'imprimerie) :	**Par (en caractères d'imprimerie) :**
Titre :	**Titre :**
Date :	**Date :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1141629003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel, pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin

Annexe A-Le Logiciel.pdf

Annexe B Conditions de licences de logiciel.pdf

Annexe C-Formulaire de dépôt du code source.pdfAnnexe D-Plan de continuité.pdf

Annexe E-Convention d'entiercement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole VEILLEUX
C/d gest.dette & tresorerie

Tél : 514-872-2725
Télécop. :

ANNEXE A – LE LOGICIEL

Du Contrat de support et de maintenance
Réf : VDM-SUPP002

1 LOGICIEL PRODUIT

FinlogiK propose un logiciel produit unique composé d'un noyau formé d'une sélection de modules de sa solution FinLogic pour Corporations, auquel on superposera les modules et les modifications nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins exprimés par la Ville de Montréal. FinLogic pour Corporations permettra d'encadrer les opérations financières (émission de la dette, achat de placements, gestion des calendriers, gestion des événements, fixation de taux, etc.) au niveau du FrontOffice, du MiddleOffice et du BackOffice, de normaliser les processus d'affaires, de faire une ségrégation des tâches, de mettre en place des contrôles et un audit complet et finalement de sécuriser les données financières.

FinLogic pour Corporations bénéficie d'un modèle financier de données qui est basé sur une base relationnelle de données.

1.1 MODULES PROPOSÉS

Dans le cadre de la solution pour la Ville de Montréal, nous proposons l'acquisition des modules suivants du logiciel produit FinLogic pour Corporations:

- Gestion du système;
- Gestion des dettes et placements;
- Gestion des dérivés sur taux d'intérêt;
- Gestion des stratégies (Dossier Financement);
- Comptabilité – Dettes et placements;
- Comptabilité – Dérivés sur taux d'intérêt;
- Génération de rapports; et
- Analyse des flux monétaires.

Vous trouverez dans les sections qui suivent une description des fonctionnalités offertes par chacun des modules de FinLogic pour Corporations. Aussi, la sous-annexe A1 plus bas présente une description plus détaillée de différentes fonctions d'affaire.

1.2 Module Gestion du système

Le module Gestion du système est le cœur de FinLogic. Il fournit tous les éléments de base aux différents modules : écran, audit, sécurité, requête, etc. De plus, il incorpore la fonctionnalité du gestionnaire d'événements. Celle-ci donne à l'utilisateur la flexibilité de suivre toutes les informations désirées incluant l'échéance, l'exercice, le paiement, la confirmation, etc.

Plus particulièrement, le module permet de gérer les éléments suivants :

- Définition de la sécurité par rôle;
- Définition des usagers;
- Définition des paramètres du système incluant :
  - Les entités et les contreparties;
  - Les pays et les devises;
  - Les paires de devises;
  - Les indices de fixation;
  - Les portefeuilles et les hiérarchies;
  - Les calendriers;
  - Les individus;
- Définition des préférences des utilisateurs incluant la langue;
- Traitement en lot;
- Historisation des données;
- Audit;
- Gestion des listes d'information et de gestion;
- Monitoring des événements financiers;
- Outil de recherche.

1.3 Module Gestion de la dette et des placements

Le module Gestion de la dette et des placements permet de gérer les emprunts, les placements de gré à gré ou sous forme d'achats et ventes de titres à revenu fixe. Ce module permet de faire le suivi des dettes de la société ou encore des portefeuilles d'investissement.

Plus particulièrement, le module permet de gérer les éléments suivants :

- Gestion intégrée des titres à revenu fixe et du marché monétaire incluant les instruments suivants :
  - Bons du trésor;
  - Dépôts / emprunts journaliers;
  - Dépôts / emprunts portant intérêt;
  - Papier commercial;
  - Certificats de placements garantis (CPG);

- Acceptations bancaires (AB);
- Dettes / placements à taux fixe;
- Dettes / placements à taux variables;
- Obligations;
- Notes amorties;
- Hypothèques.

- Génération des flux monétaires :
  - Tables des flux d'une transaction;
  - Suivi des encaissements / décaissements;
- Gestion dynamique des processus de confirmations / vérifications;
- Suivi simplifié de l'actualisation des taux sur les dettes à taux variables.

1.4 Module Gestion des dérivés sur taux d'intérêt

Le module Gestion des dérivés sur taux d'intérêt permet de gérer tous les produits dérivés qui sont couramment transigés afin de gérer l'exposition aux taux d'intérêt ou pour fins d'investissement. La saisie des transactions est rapide et permet l'accès à toute l'information sur les flux monétaires.

Plus particulièrement, le module permet de gérer les éléments suivants :

- Gestion intégrée des dérivés sur taux d'intérêts qui suivent:
  - Swaps de taux d'intérêt;
  - Swaps de taux d'intérêt et devises;
  - Swaps de base;
  - Contrats à terme sur taux à court terme – gré à gré;
- Génération des événements :
  - Cédules des flux d'une transaction;
  - Cédules des fixations de taux sur les dettes à taux variables.
- Gestion dynamique des processus de confirmations / vérifications;

1.5 Module Gestion des stratégies

Les fonctionnalités de gestion des stratégies permettent à l'usager de mettre en relation différentes transactions et objets financiers. Ces fonctions offrent la flexibilité nécessaire afin d'associer divers instruments qui ont un lien entre eux comme par exemple, pour associer la

matrice d'emprunt à une dette, ou un emprunt à une cédule de réserves. Ce module permet de documenter et/ou d'évaluer la qualité des relations entre les instruments.

Ce module permet aussi de regrouper des positions afin de suivre la performance d'une stratégie d'investissement personnalisée.

Ainsi, les fonctions de gestion de stratégies permettent de :

- Définir des types de regroupements/stratégies;
- Mettre en relation des transactions;
- Ajouter une description afin de commenter la stratégie et/ou la performance recherchée;
- Allouer entièrement ou partiellement la valeur nominale de transactions visées;
- Filtrer dynamiquement à l'écran selon le statut de l'allocation;
- Visualiser à l'écran les cédules de flux individuelles et consolidées;
- Lancer des rapports de gestion connexes.

1.6 Module Analyse des flux monétaires

Le module Analyse des flux monétaires offre toute la flexibilité nécessaire afin de permettre aux gestionnaires de connaître, d'analyser et d'expliquer les variations de l'encaisse.

Le module Analyse des flux monétaires permet de :

- Analyser rapidement les différentes entrées et sorties de fonds par liste personnalisable d'information; ainsi, il est possible visualiser les flux de chaque transaction au sein d'un groupe qu'il a défini. Un code de couleur dans la liste permet d'identifier les transactions en erreur;
- Analyser l'évolution de l'encaisse par dimensions multiples (par transaction, par groupe de transactions, par portefeuille, par entité, par compte, etc.);
- Analyser graphiquement l'évolution de l'encaisse;
- Analyser par intervalle de dates ou à une date spécifique;
- Sélectionner la devise de résultat;
- Calculer la variation de l'encaisse à une date passée.

1.7 Modules Comptabilité (Dette et placements et Dérivés sur taux d'intérêt)

Ces modules permettent de générer les écritures comptables pour chaque type de transaction et d'événement et ce, par produit financier. Il offre donc tous les calculs et opérations requis

pour les traitements comptables (calculs des intérêts courus, coût moyen, prix de base rajusté (PBR), etc.) selon le chapitre 3855 du manuel de l'I.C.C.A.

1.8 Module Génération de rapports

Ce module de génération de rapports permettra de produire des rapports personnalisés s'appuyant sur les règles de gestion (formules) et sur les données calculées spécifiques au domaine d'affaire du client. Ce module permettra de compléter la génération de rapports plus complexes que ceux rendus possibles grâce aux listes évoluées, incluses dans le module Gestion du système.

2 - Logiciel sur mesure et enrichissements

2.1 Introduction

Afin de combler la totalité des besoins de la Ville de Montréal, FinlogiK a développé des modules sur mesure en plus d'effectuer certaines personnalisations dans les modules existants, le tout contenu dans la couche client de FinLogic pour Corporations. Cette couche sera constituée des modules et enrichissements suivants :

Module sur mesure	Description
Gestion des émissions	Élaboration de la matrice d'emprunts, exportation de la matrice sur Microsoft Excel, définition d'un projet d'émission, approbation et émission.
Gestion des subventions et des recouvrements	Définition des subventions, facturations et ajustements (note de crédit) de subventions et recouvrement des subventions non-facturables.
Gestion du fonds d'amortissement	Information sur l'état des réserves accumulées. Titrisation d'un portefeuille, calcul de la valeur liquidative du fond, prix des parts, gestion des achats/ventes de part dans un portefeuille, etc.
Planification et projection de la dette	Définition d'hypothèses de travail (volume et taux), gestion de plusieurs versions de budget de dette et de placements, génération de simulations pour les périodes futures désirées, etc., génération d'écriture comptable budgétaire par centre d'imputation.

2.2 MODULE GESTION DES ÉMISSIONS

- Les centres d'imputation seront associés à des entités légales dans FinLogic, filiale de l'entité légale maître Nouvelle-Ville de Montréal.
- Le gouvernement du Québec (ou tout autre organisme provinciale ou fédéral) sera définie à titre d'entité légale.
- Le fonds général et les fonds d'amortissements seront définis et représentés par des portefeuilles.
- La définition de la matrice des emprunts sera faite par importation d'un fichier Microsoft Excel. Cette étape créera automatiquement les éléments suivants dans le système:
    - Les centres d'imputation (créés comme entités légales) s'ils n'existent pas déjà (le numéro du centre d'imputation sert d'identifiant unique);
    - Les règlements s'ils n'existent pas déjà (le numéro de règlement sert d'identifiant unique);
    - Paramétrage de la durée de l'émission en cours de définition; et
    - Les pourcentages d'allocation par activité pour fins de rapport de gestion.
- La matrice des emprunts pourra être modifiée par des importations subséquentes aussi longtemps qu'aucun acte de gestion n'aura été effectué pour ce dossier de financement (facturation, écriture comptable, etc.).
- Le fichier Microsoft Excel devra permettre d'identifier la nature de l'allocation de chaque règlement au sein de la matrice (financement ou refinancement).
- Un dossier de financement[1] n'aura aucun processus associé.
- Aucune allocation manuelle de financement ou refinancement de règlement à la matrice d'emprunts ne sera possible dans ce module, i.e. la matrice est donc en lecture seule.
- Le système n'offrira aucun écran afin de définir les pourcentages d'allocation utilisés pour fins de rapport ainsi que les activités auxquelles ils sont associés pour fins de rapport.
- Un même règlement peut donner lieu à plusieurs financements (argent neuf) ou à plusieurs refinancements.
- Un dossier de financement devra être classé dans un portefeuille.
- Une seule émission pourra être associée au dossier de financement.
- Plusieurs swaps (*interest rate swap, cross currency swap, basis swap*) pourront être associés à un dossier de financement.
- Plusieurs transactions d'ajustement pourront être associées au dossier de financement.

[1] Le dossier de financement est un regroupement d'information constitué de la matrice des emprunts, de la transaction financière produite lors de l'émission de la dette, du ou des swaps négociés pour couvrir les risque de taux et/ou devises, et des différents frais inhérents à l'émission.

2.3 MODULE GESTION DES EMPRUNTS

- Toutes les émissions seront saisies comme des produits financiers de type gré à gré.
- Les frais d'émissions seront identifiés par un type de flux dédié.
- Les frais d'émissions pourront être ajoutés directement sur la transaction financière d'émission via la cédule de flux libre ou bien via une nouvelle transaction d'ajustement.
- La devise domestique (locale) sera le dollar canadien.
- Chaque flux en devise étrangère aura un champ disponible afin de saisir le taux de change de l'opération pour convertir celle-ci en devise domestique (locale).
- La réserve associée à l'émission sera modélisée comme un portefeuille.
- Chaque contribution de la réserve au fonds d'amortissement sera modélisée comme un achat de part dans ce fonds.

2.4 MODULE SUBVENTION & RECOUVREMENT

- Les subventions facturables et à recouvrement seront modélisées dans le système comme des transactions sur produit financier.
- Les subventions facturables seront créées lors du processus d'importation de la matrice d'emprunt dans un état « En attente » et devront être complétées par les utilisateurs notamment pour le renseignement de la contrepartie (qui devrait être le gouvernement du Québec).
- Une subvention facturable est associée à un règlement. Les financements et refinancements liés à ce règlement n'ont pour seul impact que de faire varier la cédule des flux non encore facturés de la subvention facturable.
- La subvention facturable aura deux cédules de fixation de taux si elle est à taux flottant, une seule sinon.
- La subvention facturable aura deux cédules de fixation de taux de change, si c'est une subvention en devises étrangères (aucune sinon).
- La subvention facturable aura deux cédules de flux: une pour paiement anticipé, une pour ajustement.
- Un lien sera disponible entre la subvention facturable et le règlement subventionné via l'écran de règlement.
- Deux types de subventions facturables seront proposés: l'une à taux fixe (aucun besoin de fixation de taux) et l'autre à taux variable (fixation du taux requis par année); les deux types supporteront la fonctionnalité de correction des taux de change.
- Les ajustements lors de la constatation des taux réels génèreront des flux de paiement d'ajustement.
- La subvention à recouvrement sera modélisée comme une transaction sur produit financier.
- La subvention à recouvrement existera en deux versions: taux fixe et taux variable.

- Le processus de recouvrement sera basé sur l'utilisation du moniteur de paiement de FinLogic associé au changement de statut du flux qui aura été recouvré.
- Le processus de facturation sera basé sur l'utilisation de moniteur de paiement et de fixation de FinLogic associé au changement de statut des flux concernés ainsi qu'à des formulaires de facturation dédiés que voici :
    - Facturation régulière;
    - Facturation périodique - Frais d'émission & frais juridique;
    - Facturation périodique - Charge d'intérêt sur refinancements en cours;
    - Facturation périodique - Ajustement de taux de change;
    - Facturation périodique - Provision pour fluctuation de change de fin d'année;
    - Facturation périodique - Paiement en retard;
    - Note de crédit - Revenus sur les placements au fonds d'amortissement (voir fonds d'amortissement); et
    - Note de crédit - Intérêts sur refinancement devancé.

2.5 MODULE FONDS D'AMORTISSEMENT

- Le calcul de la partie du rendement du fonds d'amortissement due au gouvernement sera fait via un mécanisme de calcul journalier de la valeur liquidative du fonds.
- La contribution des réserves au fonds d'amortissement sera modélisée par un mécanisme d'achat de parts dans le fonds.

2.6 MODULE PLANIFICATION ET PROJECTION (DE LA DETTE)

- Les hypothèses d'intrants de marché pour une projection seront saisies sous la forme suivante:
    - Les taux d'emprunt seront saisis comme une courbe de taux par devise;
    - Les taux de placement à court terme seront saisis comme une courbe de taux par devise;
    - Les taux de placement à long terme seront saisis comme une courbe de taux par devise; et
    - Les taux de change seront saisis comme une courbe de taux de change par paire de devises.

- L'ensemble des transactions financières et des dossiers de financement saisis ou générés par la projection seront classés dans un portefeuille propre à cette projection (ou budget).
- Un dossier de financement sera utilisé pour projeter les émissions et le financement sous-jacent à la projection.
- La saisie des besoins en argent neuf sera faite par l'importation d'une matrice d'emprunts via Microsoft Excel dans l'un des dossiers de financement de la projection.
- Les matrices ci-dessus devront avoir un amortissement minimal de trois ans.
- Les besoins en matière de refinancement et les placements réels pourront être pris en considération par un processus d'allocation lors de projections.
- La saisie des hypothèses de nouvelles subventions sera faite par la saisie de nouvelles transactions de subvention.
- L'ensemble des transactions financières servant d'hypothèses seront saisies dans un portefeuille propre à la projection en cours.

2.7 MODULE COMPTABILITÉ

- Une seule structure de charte de compte pour l'ensemble des entités légales.
- Une seule structure de période comptable pour l'ensemble des entités.

SOUS-ANNEXE A1 – FONCTIONS D'AFFAIRE

A-1 FONCTIONS D'AFFAIRE

Pour les divers modules, FinLogic pour Corporations permet d'effectuer diverses opérations tant du côté « Front Office », « Middle Office » et « Back Office ». Cette section présente l'inventaire des opérations pouvant être effectuées dans ce logiciel produit.

A-1.1 SAISIE DE TRANSACTIONS

Les fonctionnalités de saisie de transactions permettent dans un premier temps de créer des transactions. Par la suite, les différentes listes ainsi que l'outil de recherche permettent d'avoir accès à celles-ci selon des critères flexibles.

De façon plus détaillée, les fonctionnalités de saisie de transactions permettent de:

- Créer facilement et rapidement des transactions;
- Générer automatiquement les flux selon les conventions de marché;
- Visualiser et modifier les flux générés par défaut par les transactions;
- Ajouter divers types de flux au sein d'une transaction;
- Exporter vers Microsoft Excel les cédules de flux créées;
- Gérer dynamiquement les calendriers, les conventions de marché;
- Assigner un statut par transaction;
- Générer le billet (« Ticket ») des transactions lorsque celles-ci sont exécutées;
- Créer des listes de transactions selon des critères de recherche définis par l'utilisateur;
- Visualiser rapidement les résultats des évaluations (valeur marchande, grecques, etc.) à une date donnée selon divers critères de regroupement et de tri;

Exporter vers Microsoft Excel le résultat de visualisation des listes d'analyse de transactions.

A-1.2 ÉVALUATION DE TRANSACTIONS

FinLogic pour Corporations permet d'évaluer les transactions à tout moment. De par la possibilité d'assigner un contexte d'évaluation (« Prix - Source externe ») à une transaction, FinLogic pour Corporations offre la flexibilité requise par les gestionnaires d'évaluer les transactions en important simplement les valeurs marchandes à partir d'un fichier source au format prédéterminé.

A-1.3 ADMINISTRATION DES TRANSACTIONS

Les fonctionnalités d'administration de transactions permettent à l'usager de suivre de façon dynamique et efficace l'évolution d'une transaction à partir du moment où celle-ci est exécutée.

Plus particulièrement, les fonctionnalités d'administration de transactions permettent de :

- Gérer les confirmations :
  - Définition des types de confirmation par produit, par contrepartie, etc.;
  - Saisie du contact de la contrepartie avec qui la transaction a été traitée et confirmée;
  - Rejet d'une confirmation et saisie de la raison du rejet;
  - Modification de la transaction au rejet de la confirmation;
  - Visualisation des transactions avec confirmation en attente.
- Gérer les fixations de taux:
  - Fixation des taux d'intérêt aux dates associées aux transactions sur taux d'intérêt flottant (par transaction ou en lot);
  - Visualisation des transactions pour lesquelles il doit y avoir fixation de taux;
  - Gestion du statut des flux.
- Gérer les exercices d'options:
  - Saisie du taux de change ou du taux d'intérêt aux dates d'exercice;
  - Modification du statut de l'exercice;
  - Visualisation des transactions avec exercices en attente.
- Gérer les paiements :
  - Visualisation des transactions pour lesquelles un paiement est requis;
  - Confirmation du statut des paiements : coupons, dividendes, remboursements, etc.;

A-1.4 GESTION DES TRAITEMENTS PAR LOT

La fonctionnalité de traitement par lot permet à l'usager d'effectuer les traitements requis en lot, tels que les traitements de fin de journée et la génération de certains rapports.

Plus spécifiquement, les fonctionnalités de traitements par lot permettent de:

- Importer en lot des prix / courbes de taux / matrices de volatilité;
- Évaluer en lot des transactions;
- Créer des scénarios de traitements, dans lequel l'usager définit les évaluations / importations à effectuer;
- Générer des traitements à une date passée;
- Générer des rapports.

A-1.5 MONITORING D'ÉVÉNEMENTS FINANCIERS

Les gestionnaires demandent des outils de plus en plus conviviaux qui leur permettent en peu de temps d'avoir une vue d'ensemble des opérations. Les fonctions de monitoring d'événements financiers de FinLogic répondent à ce besoin grandissant.

Les fonctions Monitoring d'événements financiers permettent de :

- Segmenter, si désirée, les responsabilités « Front Office », « Middle Office » et « Back Office »;
- Gérer la configuration d'affichage;
- Créer des vues spécifiques selon des filtres dynamiques;
- Appliquer des indicateurs visuels selon l'état des transactions et d'événements;
- Disposer et modéliser l'apparence des panneaux d'analyse;
- Visualiser les transactions, les confirmations, les fixations de taux d'intérêt, les paiements (notification), etc.;
- Afficher en temps réel l'information importante reliée à la transaction et/ou l'événement;
- Effectuer du forage sur les transactions / événements afin de visualiser la source;
- Définir des paramètres de monitoring et d'envoyer des alertes par courriel (gestion proactive) selon l'état d'événements et de transactions.

A-1.6 GESTION DE LA SÉCURITÉ

La fonctionnalité de sécurité permet de définir les droits et permissions selon le rôle des usagers.

Plus particulièrement, la fonctionnalité « sécurité » permet à l'administrateur de FinLogic pour Corporations d'accorder l'accès en lecture et/ou écriture selon les rôles des usagers au niveau de :

- Données de référence :
    - Permissions de visualisation des données de référence;
    - Permissions de modification et création de données de référence;
    - Données de référence pour lesquelles il y a de la sécurité :
        - Portefeuilles;
        - Entités légales;
        - Calendriers;
        - Usagers;
- Transactions :
    - Permissions de visualisation;
    - Permissions de modification et création;
    - Création de permissions pour :
        - Écran de saisie;

- Écran des flux;
- Écran des fixations;
- Écran des confirmations;

- Traitements :
  - Permissions de visualisation;
  - Permissions de modification et création;
  - Permissions d'exécution;

A-1.7 GESTION DE L'AUDIT

Dans le domaine financier, il est primordial d'avoir la trace de toutes les transactions et opérations réalisées. Que ce soit la création, la modification, la fermeture ou l'annulation de transactions, ou simplement la mise à jour des taux d'intérêts, FinLogic pour Corporations renseigne tout changement important par utilisateur afin de maintenir un registre et d'offrir des informations d'audit complètes.

A-1.8 RAPPORTS COUVERT PAR LA SOLUTION PROPOSÉE

Le tableau suivant liste les rapports personnalisés pour lesquels FinlogiK a posé, en fonction des données fournis par la Ville de Montréal dans le devis technique, l'hypothèse suivante: l'outil standard de rapport de CoreSystem permettra de les créer sans programmation soit dans les modules du logiciel produit ou du logiciel sur mesure.

Description des rapports
Enregistrer et gérer les emprunts émis par la Ville de Montréal (interface avec la matrice des emprunts)
Enregistrer et gérer les emprunts émis par la Ville de Montréal (interface avec la matrice des emprunts)
Enregistrer et gérer les refinancements
Mettre-à-jour l'ensemble des informations requises aux paiements de la dette
S'assurer du paiement aux créanciers dans les délais requis - Avertisseur intégré

Description des rapports
Assurer un suivi des encaissements de subventions et des arrérages de versements
Enregistrer aux registres comptables les paiements relatifs à la dette ainsi que les régularisations de fin d'année
S'assurer de la bonne imputation comptable aux livres
S'assurer de l'encaissement de tous les revenus d'intérêt sur les placements du fonds et du capital des placements échus. Supporter le budget de caisse et la stratégie de placement.
Vérifier les transactions d'achats et ventes de placements - Transmettre un avis d'exécution au fiduciaire
Enregistrer aux livres des transactions d'encaissements, d'achats et ventes de placements et des régularisations de fin d'année
Valider les placements enregistrés à une date donnée avec les données du fiduciaire Enregistrer la valeur marchande des placements calculée par le fiduciaire
Vérifier les transactions constituant un élément
S'assurer de l'encaissement de tous les revenus d'intérêts sur les placements du fonds et du capital des placements échus. Supporter le budget de caisse et la stratégie de placement.
Enregistrer aux livres les transactions d'encaissements, d'achats de placements et des régularisations de fin d'année
Valider les placements enregistrés à une date donnée avec les données du fiduciaire Enregistrer la valeur marchande des placements calculée par le fiduciaire
Vérifier les transactions constituant un élément
Gérer le portefeuille de placements détenus par chaque émetteur - Appliquer la politique de placement concernant les surplus d'encaisse
Enregistrer aux livres les transactions d'encaissements, de subventions et de régularisations de fin d'année
Compiler et récapituler les subventions encaissées durant une période donnée
Valider les montants à recouvrer avec les registres comptables
Calculer les intérêts courus à payer sur la dette à long terme - Enregistrer la dépense de l'exercice et mesures transitoires

Description des rapports
Calculer la provision pour fluctuation de change de fin d'année - Détaillé et consolidé Enregistrer la provision aux livres
Projeter les coûts de refinancement de la dette (Voir planification)
Élaborer le programme d'emprunt et de placements
Recueillir les hypothèses de travail nécessaires pour les éléments non connus
Alimenter le budget de caisse sur les éléments relatifs à la dette

SOUS-ANNEXE A2 – MATÉRIEL REQUIS

A-2 MATÉRIEL REQUIS

A-2.1 POSTE DE TRAVAIL (REQUIS)

Matériel (recommandé)

Processeur	**Intel Core 2 – 2.0 GHz ou plus**
Disque dur	**130 Mo par version (sans compter l'espace nécessaire pour le Framework .Net Framework)**
Mémoire vive	**2Go**
Vidéo	**Requis : 1024x768, 256 couleurs** **Recommandé : 1280x1024, Millions de couleurs**
Réseau	**100 Mb/s**

Logiciel (requis)

Système d'opération	**Windows XP Pro. SP2, Windows 7 (Vista n'est pas supporté)**
.Net Framework	**Microsoft .Net Framework 3.5 SP1**
Outils bureautiques	**Microsoft Office 2003 ou plus récent**

Logiciel (requis) pour Oracle 11.2.0.1.0

Client Oracle 11G Release 2	**Version 11.2.0.1.0 minimum**
Client Oracle ODP NET	**Version 11.2.0.1.0 minimum**

A-2.2 SERVEUR DE DONNÉES

Matériel (recommandé)

Processeur	**Intel Quad Core - 2.6Ghz ou plus**
Disque dur	**10 Go pour les données, plus 10 Go pour le journal des transactions. Temps d'accès inférieur à 9ms**
Mémoire vive	**2 Go ou plus**
Réseau	**100 Mb/s**

Logiciel

Système de gestion de base de données	**Microsoft SQL Server 2005 avec SP1,** **ou Oracle 11.2.0.1.0 Database Server**

A-2.3 SERVEUR DE DÉPLOIEMENT

Le serveur de déploiement sert à déployer automatiquement de nouvelles versions au poste de travail (Client). Ce serveur peut-être un serveur dédié ou un serveur de fichiers partagé, ce qui explique qu'il y a moins de contrainte quant au matériel requis.

Matériel

Disque dur	**130 Mo par version d'espace disponible**

Logiciel

Système d'opération	**Serveur de fichier compatible Microsoft (SMB)**

SOUS-ANNEXE A3 – PRODUITS TIERS

A-3 PRODUITS TIERS

Dans le cadre de la solution proposée, FinlogiK utilise les produits tiers suivants :

Produits tiers	Description	Compagnie
Infragistics	Contrôle des éléments graphiques	Infragistics, Inc. www.infragistics.com
Active Report .NET	Contrôle des rapports	DataDynamics, Ltd. www.datadynamics.com
Dundas Chart for .NET	Contrôle des graphiques	Dundas Software Ltd. www.dundas.com
Xceed Grid for .NET	Contrôle des grilles	Xceed Software Inc. www.xceedsoft.com

« Xceed Grid for .Net » tous droits réservés 1994-2012 est protégée par les lois concernant les droits d'auteur canadiennes, américaines et toutes les autres lois applicables internationalement.

« Dundas Chart for .Net » tous droits réservés 1999-2014 est protégée par les lois concernant les droits d'auteur canadiennes, américaines et toutes les autres lois applicables internationalement.

Tous les titres et droits réservés à Infragistics (incluant, sans limiter, les images, les photos, l'animation, le vidéo, les sons, la musique, le texte et les "applets" incorporés dans Infragistics) ainsi que la documentation imprimée sont détenus par Infragistics, Inc. Infragistics est protégée par les lois sur droits d'auteur des États-Unis et les provisions de traité international. Tous droits réservés internationalement.

ANNEXE B – CONDITIONS DE LICENCE DE LOGICIEL

Du Contrat de support et de maintenance
Réf : VDM-SUPP002

1 DISPOSITIONS

Les présentes Conditions de licence de logiciel lient juridiquement la VILLE et la FIRME. Les présentes Conditions de licence de logiciel régissent l'utilisation du logiciel FinLogic (le « Logiciel ») qui est plus amplement décrit à l'Annexe A du Contrat de support et pour lequel une licence est octroyée par la FIRME. Les présentes Conditions de licence s'appliquent aux mises à jour, aux suppléments et aux composants d'extension du Logiciel que la FIRME fournira à la VILLE.

Les présentes Conditions de licence régissent également les services de soutien technique liés au Logiciel, le cas échéant, sous réserve de ce qui fait l'objet d'une autre entente entre la VILLE et la FIRME.

1.1 CONTENU DU LOGICIEL

Le Logiciel inclura les éléments suivants :

« Logiciel serveur », qui fournit les services ou les fonctionnalités sur le serveur de la VILLE (les ordinateurs qui permettent l'exécution du Logiciel serveur sont des « Serveurs »).

« Logiciel client », qui permet à un ordinateur personnel, à un poste de travail, à un terminal, à un ordinateur de poche, à un assistant numérique personnel ou à un autre dispositif électronique (« Dispositif ») d'avoir accès ou d'utiliser le Logiciel serveur ou d'utiliser certaines fonctionnalités du Logiciel quand le Dispositif n'est pas connecté au Serveur.

« Module » est un composant distinct des fonctionnalités du Logiciel serveur; bien que le Logiciel serveur permette l'installation de tous les modules, chaque module doit faire l'objet d'une licence d'utilisation séparée.

« Guides » réfère à l'ensemble de la documentation livrée avec le Logiciel, incluant, entre autre, le Guide d'utilisation et le Guide d'installation du Logiciel.

« Logiciel incorporé » est un logiciel, du matériel ou tout autre produit licencié à la FIRME par un tiers parti, qui fait partie du Logiciel.

« Logiciel tiers » est un logiciel, du matériel ou tout autre produit qui n'est pas vendu par la FIRME et licencié à la VILLE par un tiers parti pour compléter l'installation ou permettre l'utilisation du Logiciel.

1.2 SOMMAIRE

Le modèle de licence se compose d'une licence de base pour la portion gestionnaire de système (DevLogic) du Logiciel, à laquelle s'ajoutent des Licences de module pour l'utilisation de chaque module et des Licences utilisateur nominatives, ce qui permet au coût total du Logiciel d'augmenter en même temps que l'usage.

1.3 NOUVEAUX MODULES DE LOGICIEL OU AJOUT DE NOUVEAUX UTILISATEURS À DES LICENCES EXISTANTES

À moins d'entente contraire entre les parties, les modalités et les conditions du présent document des Conditions de licence s'appliqueront à tout module futur et à toute modification du nombre autorisé d'utilisateurs des licences ou des modules existants. L'ajout de nouveaux modules, de nouvelles licences ou d'utilisateurs autorisés peut être effectué au moyen d'une annexe aux présentes conditions de licence spécifiant la licence, le module ou le nombre d'utilisateurs additionnels ainsi que les frais associés à ces ajouts, signée par les parties.

2 OCTROI DE LICENCE

À condition que la VILLE respecte toutes les modalités et conditions du présent document de Conditions de licence, la FIRME octroie à la VILLE, relativement au Logiciel, les droits non exclusifs, perpétuels et limités suivants :

2.1 INSTALLATION – LOGICIEL SERVEUR

Sauf disposition contraire d'un supplément au présent document de conditions de licence, le cas échéant, la VILLE doit acheter une copie distincte du Logiciel pour chaque Serveur individuel où le Logiciel serveur sera utilisé (une « Installation ») dans les environnements suivants :

i. Un environnement de production, basé sur un serveur de production;
ii. Un environnement de test, basé sur un serveur de test; et
iii. Un environnement de relève en cas d'urgence, base sur un serveur de relève.

Collectivement, ces environnements représentent une “Installation”.

2.2 INSTALLATION – LOGICIEL CLIENT

La VILLE peut installer le Logiciel client sur des dispositifs multiples au sein de son organisation, sous réserve du nombre de licences d’utilisateur achetées. Le terme « organisation » comprend tous les bureaux régionaux de la VILLE au Canada et toutes les entités liées.

2.3 INSTALLATION – MODULES

La VILLE peut installer un nombre illimité de copies des Modules sur le Serveur de l’Installation de la VILLE où celui-ci a installé le Logiciel serveur; toutefois, la VILLE ne peut accéder qu’aux Modules pour lesquels il a acheté une Licence de module.

3 LICENCE UTILISATEUR

3.1 LICENCE UTILISATEUR

La VILLE doit acheter une licence utilisateur pour chaque utilisateur défini et actif dans le Logiciel. Nulle personne ni nul dispositif ne peuvent accéder au Logiciel ni l’utiliser à moins que ledit accès ou ladite utilisation ne s’effectue pour le compte de la VILLE dans le but d’exploiter son entreprise. Les Licences utilisateur sont fournies de manière à correspondre à une Installation et ne peuvent être utilisées avec différentes Installations ni partagées par différentes Installations.

3.2 LICENCES DE MODULE

L’accès à certaines fonctionnalités du Logiciel et leur utilisation sont réservés aux utilisateurs qui y accèdent en vertu d’une Licence de module. La VILLE ne peut accéder qu’aux fonctionnalités des Modules pour lesquels il a acquis une licence (« Licence de Module ») et n’utiliser que ces fonctionnalités. La VILLE ne doit pas utiliser une fonctionnalité pour laquelle il n’a pas de Licence de Module.

4 DESCRIPTION DES AUTRES DROITS ET RESTRICTIONS

4.1 AUTRES LICENCES

L'utilisation d'applications installées sur le Serveur, auxquelles l'accès s'effectue par le biais du Serveur ou qui fournissent des fonctionnalités de partage d'applications, peut nécessiter des licences additionnelles. Ces licences ne sont pas comprises dans le présent document de conditions de licence.

4.2 DROITS RÉSERVÉS; AUTRES RESTRICTIONS

Le Logiciel est protégé par les lois et les traités en matière de propriété intellectuelle. La FIRME ou ses fournisseurs sont propriétaires du Logiciel et en détiennent les droits de propriété intellectuelle. **Le Logiciel est concédé sous licence; il n'est pas vendu.** La FIRME se réserve tous les droits qui ne sont pas expressément consentis à la VILLE en vertu du présent document de conditions de licence. Nonobstant toute autre disposition du présent document de conditions de licence, ni le présent document de conditions de licence ni aucune Licence utilisateur n'octroient à la VILLE, en vertu d'un droit de propriété intellectuelle de la FIRME, le droit d'implanter une fonctionnalité contenue dans le Logiciel (y compris notamment les protocoles de communication utilisés par le Logiciel) dans un autre logiciel installé sur un Dispositif qui accède au Logiciel ou l'utilise. La VILLE ne peut faire de l'ingénierie inverse, décompiler ni désassembler le Logiciel, sauf dans la mesure de ce qui est expressément permis par le droit applicable, nonobstant la présente restriction. La VILLE ne peut louer à court terme ou à long terme ni prêter le Logiciel (notamment en fournissant des services commerciaux d'hébergement ou en exploitant une entreprise de services informatiques).

4.3 PROTECTION CONTRE LES RÉCLAMATIONS DE TIERS

La FIRME convient de défendre la VILLE à ses frais et dépens, de l'indemniser et de le dégager de toute responsabilité relativement aux pertes, aux frais, aux dommages ou aux dépenses subis ou engagés par la VILLE en raison d'une réclamation d'un tiers portant que le Logiciel (y compris toute modification ou amélioration apportée à celui-ci par la FIRME en vertu des présentes conditions de licence) viole ou contrefait un brevet, un droit d'auteur ou un droit de propriété d'un tiers. Si une injonction permanente empêche la VILLE d'utiliser le Logiciel ou si la FIRME estime qu'il est probable qu'une réclamation pour contrefaçon visant le Logiciel soit accueillie, la FIRME doit, à son choix, procéder comme suit :

i. obtenir en faveur de la VILLE le droit de poursuivre l'utilisation du Logiciel;
ii. modifier le Logiciel afin d'éviter la contrefaçon ou
iii. accorder à la VILLE un remboursement équivalant à la somme totale payée par la VILLE pour la portion du Logiciel qui constitue une contrefaçon.

4.4 PHOTOCOPIES ET SAUVEGARDE

La FIRME accorde à la VILLE le droit de photocopier les manuels d'utilisation standard et de faire des copies de sauvegarde du Logiciel à des fins d'usage interne seulement, à condition que le matériel en résultant soit utilisé conformément aux droits énoncés aux Articles 4.1 et 4.2 ci-dessus.

5 SERVICES DE SOUTIEN TECHNIQUE

5.1 DROITS ET OBLIGATIONS

La FIRME peut accorder à la VILLE des services de soutien technique relatifs au Logiciel. L'utilisation desdits services est régie par les politiques et les programmes de la FIRME. Tout logiciel que la FIRME peut fournir à la VILLE dans le cadre de services de soutien technique est soumis au présent document de conditions de licence, à moins que des modalités distinctes ne soient prévues. Le présent document de conditions de licence n'oblige pas la FIRME à fournir des services de soutien technique ni à assurer un soutien relativement à un logiciel fourni dans le cadre desdits services.

5.2 CONSENTEMENT À L'UTILISATION DES DONNÉES

La VILLE accepte que la FIRME conserve et utilise de l'information technique recueillie dans le cadre des services de soutien fournis à la VILLE, le cas échéant, relativement au Logiciel. La FIRME ne peut utiliser cette information que dans le but d'améliorer les produits ou de fournir des technologies ou des services personnalisés à la VILLE.

6 MISES À NIVEAU

Pour utiliser un Logiciel identifié en tant que mise à niveau, la VILLE doit d'abord détenir une licence pour le Logiciel identifié par la FIRME comme donnant droit à la mise à niveau. Après la mise à niveau, la VILLE ne peut plus se servir du Logiciel lui ayant donné droit à la mise à niveau.

La VILLE ne peut se servir du Logiciel résultant de la mise à niveau que conformément aux modalités du présent document de Conditions de licence.

7 REVENTE DU LOGICIEL INTERDITE

Un logiciel portant la mention « Revente interdite » ("Not for Resale" ou "NFR") ne peut pas être vendu ou autrement transféré contre contrepartie ni être utilisé à toute fin autre que des fins de démonstration, d'essai ou d'évaluation.

8 TRANSFERT DU LOGICIEL

La VILLE peut céder le présent document de conditions de licence à une filiale en propriété exclusive; le cas échéant, la VILLE doit fournir un préavis de trente (30) jours à la FIRME. La VILLE ne peut pas transférer le Logiciel ou les présentes conditions de licence à un tiers.

9 RÉSILIATION

Sans qu'il soit porté atteinte à ses autres droits, la FIRME peut résilier le présent document de Conditions de licence si la VILLE n'en respecte pas les modalités et les conditions. En cas de résiliation, la FIRME doit donner un préavis de trente (30) jours à la VILLE qui, à l'expiration dudit délai, doit détruire toutes les copies du Logiciel et de ses composantes.

10 GARANTIES ET LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

10.1 GARANTIE

La FIRME représente et garantit qu'elle a le pouvoir d'octroyer sous licence les droits dans le Logiciel qui sont consentis en vertu du présent document de Conditions de licence. La FIRME garantit également que le Logiciel fonctionnera de manière sensiblement conforme à ce qui est prévu dans la documentation qui l'accompagne.

10.2 EXCLUSIONS DE GARANTIE

Nonobstant toute disposition contraire du présent document de Conditions de licence, la garantie limitée prévue à l'Article 10.1 ne s'applique pas aux non-conformités, aux erreurs ou aux vices attribuables à l'une des causes suivantes :

i. une mauvaise utilisation du Logiciel sous licence,
ii. une modification du Logiciel sous licence par la VILLE,
iii. le défaut de la VILLE d'utiliser du matériel informatique ou des logiciels compatibles, y compris ceux utilisés pour le réseautage,
iv. l'interaction avec un logiciel ou un micrologiciel qui n'a pas été fourni par la FIRME, ou
v. tout changement relatif au logiciel de système d'exploitation.

10.3 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Sous réserve de l'Article 11.2, toute la responsabilité de la FIRME relativement au Logiciel octroyé sous licence en vertu du présent document de Conditions de licence et l'unique recours de la VILLE relativement au présent document de Conditions de licence se limitent à ce qui suit. La responsabilité de la FIRME pour dommages, quelle qu'en soit la cause et indépendamment de la forme ou de la cause d'action, qu'elle soit contractuelle ou quasi-délictuelle, y compris l'inexécution d'une condition essentielle du présent ou la négligence, est limitée aux dommages directs subis par la VILLE et ne peut aucunement excéder, au total, les sommes payées par la VILLE à la FIRME en vertu de la présente Convention. La FIRME ne sera en aucun cas responsable des dommages punitifs, indirects, accessoires, particuliers ou consécutifs subis par la VILLE ou par toute autre personne, y compris notamment le défaut de réaliser les économies attendues, la perte de revenus, la perte de profit, la perte de données, la perte de temps machine ou une autre perte commerciale ou économique découlant de l'utilisation du Logiciel ou de l'impossibilité de l'utiliser, de la fourniture ou de l'absence de fourniture de services de soutien technique, d'autres services, d'information, de logiciels ou de contenu connexe par le biais du Logiciel ou autrement en vertu ou dans le cadre de toute disposition du présent document de Conditions de licence ou de tout supplément à celui-ci.

11 INDEMNITÉS

11.1 INDEMNITÉ DE LA VILLE

La VILLE indemnisera la FIRME et la dégagera de toute responsabilité relativement à toute réclamation, toute action, tous dommages-intérêts, toute responsabilité, tous frais et toutes dépenses imposés à la FIRME ou formulés contre la FIRME :

(i) découlant de l'utilisation ou de la possession d'un Logiciel Tiers par le client ou par un tiers;
(ii) découlant du respect par la FIRME des instructions ou des spécifications fournies par la VILLE relativement à un Logiciel Tiers;
(iii) découlant de l'utilisation, de la possession ou de la reproduction d'un Logiciel Tiers par un tiers qui l'a acquis directement ou indirectement de la VILLE, ou de toute réclamation formulée par un utilisateur final ou par un client de la VILLE.

11.2 INDEMNITÉ DE LA FIRME

La FIRME indemnisera la VILLE et la dégagera de toute responsabilité relativement à toute décision finale condamnant la VILLE à des dommages-intérêts et dépens à la suite de toute action ou réclamation fondée sur (i) l'absence de droit ou de pouvoir d'octroyer une licence sur un Logiciel Incorporé ou (ii) la contrefaçon d'un droit d'auteur, d'un secret commercial ou d'un brevet à la suite de l'utilisation ou de la distribution d'une copie à jour et non modifiée du Logiciel sous licence à condition toutefois que la FIRME soit avisée immédiatement de ladite action ou réclamation, que la VILLE permette à la FIRME de la contester, de transiger relativement à celle-ci ou de la régler à l'amiable et que la VILLE fournisse à la FIRME toute l'information disponible ainsi qu'une assistance raisonnable pour permettre à la FIRME de ce faire. La présente indemnité exclut toute autre responsabilité et énonce la responsabilité totale de la FIRME à l'égard d'une contrefaçon ou d'une appropriation illicite de droits liée au Logiciel sous licence.

ANNEXE C – FORMULAIRE DE DÉPÔT DU CODE SOURCE

Du Contrat de support et de maintenance
Réf : VDM-SUPP002

ANNEXE C – FORMULAIRE DE DÉPÔT DU CODE SOURCE

Numéro de référence:
VDMLIC-002

À chaque dépôt du code source, les parties conviennent de documenter le dépôt en utilisant le formulaire ci-après.

FORMULAIRE DE DÉPÔT DE LOGICIELS ET DE DOCUMENTS

DE : Concédant :

Logiciel :

Convention d'entiercement datée du :

À : [Nom de la Fiducie ou du service des affaires juridiques, etc.] - adresse postale

Relativement à la Convention d'entiercement de logiciels susmentionnée, le Concédant dépose auprès du [Nom de la Fiducie ou du service des affaires juridiques, etc.]

A. Indiquer la sorte de dépôt :

□ Initial
□ Supplémentaire
□ Remplacement et autorisation de destruction du matériel précédent en vertu de l'article […]

B. Indiquer la description et la version du logiciel : *(utiliser d'autres pages si nécessaire)*

C. Copie de la résolution du Conseil d'administration sur le choix des signataires

À remplir lorsque requis aux termes de la Convention d'entiercement

Énumérer séparément chaque document ou article déposé afin de permettre à [Nom de la Fiducie ou du service des affaires juridiques, etc.] de vérifier visuellement si la liste du Matériel déposé correspond au libellé de l'étiquette apposée sur l'enveloppe contenant le Matériel : *(si nécessaire, utiliser des pages additionnelles)*

ARTICLE	DESCRIPTION

CERTIFICATS DE RÉCEPTION

À titre de représentant du Concédant et en fonction de l'énumération des documents, je certifie que le Matériel décrit ci-dessus et présentement livré correspond à celui qui est prévu à la Convention susmentionnée. Le Concédant reconnaît que les documents fournis permettent à un programmeur ou à un analyste raisonnablement qualifié d'entretenir et de perfectionner ledit Logiciel sans l'aide du Concédant.

CONCÉDANT	REÇU PAR [Nom de la Fiducie ou du service des affaires juridiques]
Nom :	Nom :
Titre :	Titre :
Signature* :	Signature* :
Date :	Date :

Note : Signé en double dont l'original est conservé chez Nom de la Fiducie ou du service de […]. Qui en transmet une copie au (x) Concessionnaire(s), si requis, l'autre étant remise au Concédant.

* *Le signataire doit être autorisé par résolution du Conseil d'administration du Concédant.*

ANNEXE D – PLAN DE CONTINUITÉ

Du Contrat de support et de maintenance
Réf : VDM-SUPP002

1 CONTEXTE

Ce document présente la stratégie de FinlogiK pour assurer le support à la VILLE de Montréal pour le projet SGD. Le document présente le plan d'intervention en cas de problèmes majeurs qui pourraient survenir aux installations physiques et/ou nuagiques de FinlogiK (incendie, inondation, etc...).

2 BESOINS POUR PERMETTRE LE SUPPORT

Afin de nous assurer de fournir le support à la ville de Montréal, voici les éléments dont FinlogiK a besoin:

- Un ordinateur permettant de faire le développement de FinlogiK; qui inclut tous les outils nécessaires pour le développement;
- Un serveur Oracle à la même version que la VILLE. (Actuellement Oracle 11G;)
- Un serveur d'intégration permettant de valider les modifications avec une série de tests. Ce serveur génère aussi les paquets de livraisons;
- Un système de gestion des sources (code) à jour;
- Un site FTP afin de transférer des fichiers volumineux.

3 STRATÉGIE POUR S'ASSURER DE FOURNIR LE SUPPORT

Afin de nous assurer de combler tous nos besoins (Section 2), voici comment nous procédons:

- À tous les jours, les sauvegardes suivantes sont faites :
  a) Sauvegarde du code;
  b) Sauvegarde de toute notre documentation;
  c) Sauvegarde de notre portail de support;

d) Sauvegarde des outils internes pour le développement.

- Par la suite, nous maintenons un poste de développement, un serveur Oracle et un serveur d'intégration situé physiquement dans un autre endroit que notre compagnie.

  En cas de problèmes, nous pourrons alors utiliser nos sauvegardes combinées à nos serveurs distants afin de remettre en place le support pour la VILLE.

4 PROCÉDURE POUR LA REMISE EN PLACE DU SUPPORT

Voici la procédure qui sera effectuée si nécessaire :

- Restaurer toutes les données nécessaires sur nos serveurs distants (code, documentation, etc.);
- Demander une copie de la dernière version de la Base données de la VILLE pour nous permettre de faire le support (via FTP);
- Restaurer cette base de données sur notre serveur oracle distant;
- Faire les corrections demandées par la VILLE;
- Générer un nouveau paquet de livraison;
- Envoyer la nouvelle version à la VILLE (via FTP).

5 CONCLUSION

FinlogiK s'engage donc à fournir du support en prenant en compte toutes les éventualités possibles tel que spécifié dans le Contrat de support et de Maintenance.

ANNEXE E – CONVENTION D'ENTIERCEMENT

Du Contrat de support et de maintenance
Réf : VDM-SUPP002

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
24 AOUT 2011
POUR LA
DIRECTRICE PRINCIPALE
SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

CONVENTION D'ENTIERCEMENT
AUX FINS DE
MISE EN DÉPÔT FIDUCIAIRE

ENTRE : **FINLOGIK INC.,** personne morale légalement constituée par la fusion de FINRAD INC. (1148380604) et de 4328531 CANADA INC. (1163412613), en vertu des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* (L.R.C. c. C-44), suivant les lettres patentes et statuts de modifications émis par le registraire général du Canada, délivrés le trente et un (31) janvier deux mille huit (2008) et enregistrées le même jour au libro 446275-1, folio ----------, ayant son siège au 50, rue Queen, bureau 301, à Montréal (Québec) H3C 2N5, ici représentée par monsieur Jean-François Sabourin, dûment autorisé à agir aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le douze (12) septembre deux mille onze (2011).

La société a été immatriculée le trente et un (31) janvier deux mille huit (2008) (NEQ 1164940851).

Ci-après nommée : FINLOGIK / Le Fournisseur

ET : PATRICK FLUET,---------- notaire, ayant son domicile professionnel au 775, rue Gosford, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 1B9;

Ci-après nommé(e) : Le Dépositaire

Étant collectivement ci-après nommés : Les Parties

PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ATTENDU QUE dans le cadre du projet de développement d'un système de gestion de la dette et des placements, ci-après appelé «SGD», VILLE DE MONTRÉAL, par la résolution CG06 0254 de son conseil d'agglomération du vingt-deux (22) juin deux mille six (2006), a approuvé une convention, ci-après appelée la «*Convention*», par laquelle elle acquiert de FINRAD INC. : a) les logiciels requis pour le SGD; b) les licences de support et d'entretien de ces logiciels ; ainsi que c) les services professionnels requis à cette fin, pour une période de cinq (5) ans, soit jusqu'au cinq (5) mai deux mille quatorze (2014), cinquième anniversaire de la date d'arrimage des deux acceptations finales des premier et deuxième sous-systèmes du logiciel couvert par le programme personnalisé de support conformément à la *Convention*.

ATTENDU QUE par la résolution CG09 0312 du vingt-sept (27) août deux mille neuf (2009) de son conseil d'agglomération, VILLE DE MONTRÉAL approuvait le projet

d'*Addenda N°1* à la *Convention* ci-dessus, relatif à des demandes de changement au SGD.

ATTENDU QUE FINLOGIK INC. est aux droits et obligations de FINRAD INC.

ATTENDU QUE pour se protéger, entre autres, contre la faillite, la liquidation ou la dissolution de FINLOGIK, VILLE DE MONTRÉAL exige le dépôt en mains tierces, auprès du dépositaire désigné aux présentes, du code source des logiciels du SGD développés, des programmes et applications informatiques, principaux ou accessoires, qui en font partie, de la documentation et du matériel accessoire identifié ci-après à l'article 1.1.1 .

ATTENDU QUE «l'entiercement», c'est-à-dire le dépôt en mains tierces auprès d'un dépositaire de divers biens, notamment du code source de logiciels, permet que les traitements effectués à partir de tels logiciels et applications du SGD soient préservés dans le temps et protège VILLE DE MONTRÉAL contre un défaut possible de la part de FINLOGIK.

ATTENDU QUE FINLOGIK, qui a conclu un contrat de licence avec VILLE DE MONTRÉAL, tel que relaté ci-dessus, convient de déposer en mains tierces, soit auprès du dépositaire désigné aux présentes, le code source des logiciels visés par la *Convention* et *l'Addenda N°1* signés avec VILLE DE MONTRÉAL de même que l'ensemble de la documentation et le matériel accessoire identifié ci-après à l'article 1.1.1.

ATTENDU QU'aucuns frais additionnels, en sus des frais annuels de licence de support, d'entretien des logiciels et de services professionnels prévus à la *Convention* et à l'*Addenda N°1*, ne sont facturés à VILLE DE MONTRÉAL par FINLOGIK pour l'exécution de la mise en dépôt fiduciaire établie par les présentes.

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Convention* établit la propriété et les droits de VILLE DE MONTRÉAL et de FINLOGIK à divers égards.

ATTENDU QUE VILLE DE MONTRÉAL demande au dépositaire désigné aux présentes d'agir à ce titre aux fins qui y sont établies.

ATTENDU QUE FINLOGIK accepte que le dépositaire désigné par la VILLE DE MONTRÉAL puisse agir à ce titre.

ATTENDU QUE le dépositaire désigné aux présentes accepte d'agir à ce titre.

EN CONSÉQUENCE des énoncés ci-dessus, les Parties conviennent et s'engagent à ce qui suit, savoir :

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 À moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent, lorsqu'utilisés, prennent la signification suivante :

1.1.1 « *Biens* » et « *Biens déposés* » signifient et comprennent :

- Le Code source des Logiciels ;
- La documentation technique et la documentation des spécifications, y compris celles ayant servi à la conception et à la réalisation des Logiciels ;
- La toute dernière version des Logiciels, c'est-à-dire la version consolidée des Logiciels (logiciels en production), laquelle comprend toutes les modifications et améliorations et les mises à jour apportées à l'ensemble des applications des Logiciels, à la demande du Client, et la documentation technique et de spécifications s'y rapportant ;
- Le «Guide Utilisateur - Spécificités du système SGD de VILLE DE MONTRÉAL » (Document modifié pour VILLE DE MONTRÉAL);
- le «Guide Utilisateur» (User guide Finlogik) du progiciel Finlogik, c'est-à-dire le Guide de base sans les personnalisations;
- Le «Guide d'utilisation»; et
- Le «Guide technique» du logiciel "Setup Logik";
- Le Code source du logiciel "Setup Logik" ainsi que la documentation s'y rattachant, dès que la Ville aura fait l'acquisition de ce logiciel, le cas échéant;
- Les outils conçus par le Fournisseur, le cas échéant, identifiés par ce dernier comme étant nécessaires au développement et à la compilation de la version source des Logiciels ainsi que la documentation s'y rattachant ; et
- La liste des outils utilisés par le Fournisseur et identifiés par ce dernier comme étant nécessaires au développement et la compilation de la version source des Logiciels acquis par VILLE DE MONTRÉAL. Il est entendu que le Fournisseur, qui a lui-même acquis les licences d'utilisations de ces outils (comprenant toute version modifiée ou mise à jour) auprès de tiers, n'est pas en droit d'en déposer de copie. VILLE DE MONTRÉAL pourra, au besoin, choisir d'acquérir les licences nécessaires pour ces outils auprès de tels tiers. Toute entente avec tels tiers ne faisant toutefois pas l'objet de la présente *Convention de dépôt* auprès du *Dépositaire*.

Ces pièces et documents doivent être accompagnés de leur version française.

1.1.2 « *Client* » signifie VILLE DE MONTRÉAL.

1.1.3 « *Code source* » signifie une copie exploitable du code source de chacun des Logiciels sur support de mémoire, apte à être exploité sur le système

informatique pour lequel la *Convention* prévoit qu'il doit être compatible, et dans une forme pouvant être transformée en une impression du code source sur papier et qui, suite à une compilation, produit la version la plus récente des *Logiciels visés*, le tout afin de permettre à un conseiller en système de gestion (analyste-programmeur) de comprendre, d'entretenir et de modifier les *Logiciels visés*.

1.1.4 « *Convention* » signifie la *Convention*, l'*Addenda N°1* relatés ci-devant et tout autre *Addenda* à venir, liant contractuellement FINLOGIK et VILLE DE MONTRÉAL.

1.1.5 « *Convention d'entiercement* », « *Contrat d'entiercement* », « *Convention de dépôt* » ou « *Contrat de dépôt* », « *Entiercement* », « *Aux / Des / Les présentes* » et « *À la / De la / La présente* » signifient le présent contrat prévoyant le dépôt des Biens auprès du *Dépositaire* ainsi que les obligations du *Dépositaire* et du personnel de soutien de ce dernier.

1.1.6 « *Dépositaire* » signifie un tiers indépendant du *Fournisseur* et du *Client* qui assure la conservation des Biens déposés qui sont confiés à sa garde en vertu des présentes.

1.1.7 « *Fournisseur* » signifie FINLOGIK, le concepteur ou détenteur des droits dans les *Logiciels*.

1.1.8 « *Licencié* » signifie le *Client* : VILLE DE MONTRÉAL, utilisateur des *Logiciels* dans le cadre de ses activités, lorsque relaté aux présentes ou référé à l'occasion d'échange entre le *Dépositaire* et le *Fournisseur*.

1.1.9 « *Logiciels en production* » signifie les *Logiciels* en cours d'exploitation pour les opérations journalières aux fins desquelles ils ont été créés.

1.1.10 « *Logiciels* » « *Logiciels visés* » signifie les logiciels, programmes et applications informatiques personnalisés principaux ou accessoires, notamment les logiciels « Finlogik », ceux du système de gestion de la dette et des placements : « le système SGD » et tous les autres logiciels qui seront acquis et feront partie de la *Convention* entre le *Fournisseur* et le *Licencié*, le cas échéant.

1.1.11 « *Panne bloquante* » une panne (ou "temps d'arrêt") occasionnée

– par une erreur dans un ou des Logiciel(s), programme(s) et application(s) informatique(s) principaux ou accessoires, qui les dégradent par rapport aux caractéristiques fonctionnelles originales telles que définies dans la documentation créée par le *Fournisseur*; ou
– par un bogue empêchant le *Client* de se servir, en tout ou en partie, d'un ou des *Logiciels* (bogue dans le Code source)

et pour laquelle panne le *Fournisseur* n'a pas apporté de correction en réparant ou remplaçant l'objet ou les versions exécutables de code du ou des Logiciels pour remédier à cette erreur ou à ce bogue.

1.1.12 « *Propriété intellectuelle* » signifie les droits de propriété intellectuelle de FINLOGIK, le *Fournisseur*, qui a conçu, élaboré et développé les *Logiciels*.

ARTICLE 2 – ENTIERCEMENT DES BIENS DÉPOSÉS

2.1 Le *Fournisseur* convient de remettre les *Biens* en double exemplaire au *Dépositaire* dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la signature des présentes par les Parties et le *Client*, à titre d'Intervenant.

2.2 Le *Dépositaire* n'a aucune obligation de vérifier si les biens qui lui ont été remis constituent la totalité ou une partie des items compris dans la définition de *Biens* ci-dessus qui doivent être déposés entre ses mains en vertu des présentes.

2.3 Le *Fournisseur* convient de remettre au *Dépositaire* une copie de la toute dernière version des *Logiciels*, telle que définie à l'article 1.1.1, pour être versée parmi les *Biens déposés*, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la première des dates de mise en disponibilité ou d'installation de *Logiciels* (ou de la remise de documents) par le *Fournisseur* chez le *Client*, des *Logiciels* en production (ou documents), lorsqu'il y a eu un changement depuis la dernière date de dépôt, notamment à la suite d'une demande de changement ou d'une migration vers une nouvelle version.

2.4 Le *Dépositaire* conserve les dernières versions des *Logiciels* et des *Biens déposés*, tel que défini à l'article 1.1.1, pour couvrir un "historique" d'une année complète et s'engage à détruire ou remettre au *Fournisseur* les éléments remplacés qui excèdent cette période d'une année.

2.5 Les *Biens* doivent être déposés sous forme de DVD ou, le cas échéant, sous toute autre forme de support, mais avec le consentement préalable et écrit du *Client* et du *Fournisseur*.

2.6 Le *Dépositaire* s'engage à donner un avis écrit au *Client* de la réception de tous *Biens déposés*, au fur et à mesure de leur réception ou dans un rapport annuel, selon la situation, s'y cela s'y prête ou le justifie. La fréquence de tels avis pourra être déterminée par le *Client*.

ARTICLE 3 – VÉRIFICATION

3.1 Le *Client* peut en tout temps vérifier tout dépôt effectué par le *Fournisseur* auprès du *Dépositaire* afin notamment de déterminer si les *Biens déposés* constituent la version la plus récente des *Logiciels* et de la documentation, si le *Code source* détenu par le *Dépositaire* est exploitable sur l'ordinateur convenu, s'il est en mesure de compiler le code objet des *Logiciels* et, lorsque compilé, s'il rencontre les critères établis par la documentation.

3.2 Le *Client* doit donner un avis écrit au *Dépositaire* et au *Fournisseur* indiquant la date et l'heure auxquelles la vérification doit avoir lieu. Cette vérification est effectuée à la principale place d'affaires du *Dépositaire* ou à tout autre endroit convenu entre le *Client* et le *Fournisseur*.

3.3 À la date et l'heure indiquées dans tout tel avis du *Client* ou, si le *Fournisseur* n'est pas disponible à ce moment, à toute autre date et heure convenues entre le *Client* et le *Fournisseur* dans les quinze (15) jours ouvrables de la date indiquée à l'avis du *Client*, le *Dépositaire* remet les *Biens déposés* conjointement au *Client* et au *Fournisseur* qui peuvent effectuer la vérification des *Biens déposés* aux fins ci-devant, en leur présence mutuelle.

3.4 Le *Fournisseur* et le *Client* s'engagent à remettre les biens déposés au *Dépositaire* immédiatement suite à la vérification.

ARTICLE 4 – CAS DE DÉFAUT

4.1 Sans être limitatif, le *Fournisseur* est considéré en défaut notamment dans chacun des cas suivants :

4.1.1 s'il existe une *Panne bloquante*;

4.1.2 si le *Fournisseur* fait défaut de se conformer à l'une quelconque des dispositions de la *Convention* ou de la *Convention d'entiercement* envers le *Client*;

4.1.3 si le *Fournisseur* est en liquidation, devient insolvable, en faillite ou s'il fait une proposition concordataire et que celle-ci est retirée, rejetée ou annulée;

4.1.4 si le *Fournisseur* cesse ses affaires ou son commerce.

4.2 Lors de la réalisation d'un cas de défaut du *Fournisseur* aux termes du paragraphe 4.1 des présentes, le *Client* donne un avis écrit (« l'avis de

défaut ») au *Dépositaire* confirmant l'existence d'un cas de défaut et lui demandant la remise des *Biens déposés*.

4.3 Le *Dépositaire* donne immédiatement un avis écrit à cet effet au *Fournisseur*, accompagné d'une copie de l'avis de défaut, et remet les *Biens déposés* au *Client* à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant l'expédition de son avis au *Fournisseur*, à moins que le *Dépositaire* ne reçoive de la part du *Fournisseur*, dans ce délai de quinze (15) jours ouvrables, un avis écrit (« l'avis de contestation ») alléguant que le cas de défaut visé par l'avis de défaut n'a pas eu lieu ou que celui-ci s'est produit et qu'on y a remédié, précisant la date et la manière selon lesquelles on a remédié au défaut.

4.4 Le *Dépositaire* s'engage à donner une copie de l'avis de contestation au *Client*, immédiatement, sur réception. Le *Fournisseur* et le *Client* devront régler la contestation dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date de l'avis de contestation ou plus rapidement si la *Convention* entre le *Fournisseur* et le *Client* prévoit un délai plus court.

4.5 Tout différend ou litige survenant à l'occasion de la présente ou suite à sa signature, de ses annexes ou modifications est tranché définitivement par voie judiciaire, dans le district de Montréal, à moins que le *Fournisseur* et le *Client* n'en conviennent autrement.

4.6 L'*Entiercement* du *Code source* des *Logiciels* et de la documentation auprès du *Dépositaire* n'empêche ni ne restreint le droit du *Fournisseur* d'accorder des garanties à ses créanciers ou de grever de sûretés les droits qu'il détient dans ceux-ci.

ARTICLE 5 – LICENCE D'UTILISATION DES BIENS DÉPOSÉS

5.1 Si le *Dépositaire* remet les *Biens déposés* au *Client* conformément aux dispositions de l'article 4 des présentes, le *Fournisseur* est réputé avoir accordé une licence d'utilisation non exclusive des *Biens déposés* uniquement afin d'entretenir et supporter les *Logiciels visés*. Le *Client* convient de ne pas divulguer le contenu des *Biens déposés* à quiconque à moins d'avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du *Fournisseur*.

ARTICLE 6 – LE DÉPOSITAIRE

6.1 Le *Dépositaire* convient de respecter la confidentialité des *Biens déposés* et de ne pas les utiliser pour quelque fin que ce soit, autre que celles prévues à la présente convention.

6.2 Le personnel de soutien de l'étude du *Dépositaire* est également soumis à la même obligation de confidentialité. Le *Dépositaire* s'engage, auprès du *Fournisseur* et du *Client*, à prendre les mesures nécessaires afin que tous les membres du personnel de soutien de son étude respectent en tout temps les obligations prévues à la *Convention d'entiercement.*

6.3 Le *Dépositaire* peut démissionner et être libéré de toutes ses obligations et responsabilités en vertu des présentes en donnant à cet effet au *Fournisseur* et au *Client* un préavis écrit de trente (30) jours avant la date anniversaire de la signature des présentes.

6.4 Le *Dépositaire* ne peut démissionner en aucun autre temps sans avoir l'accord du *Fournisseur* et du *Client*. Si le *Fournisseur* et le *Client* ne peuvent convenir d'un dépositaire pour remplacer celui ayant démissionné dans ce délai, le *Dépositaire* peut demander à un juge de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal d'en nommer un.

6.5 Le *Fournisseur* et le *Client* ont également le droit de remplacer le *Dépositaire* en tout temps, pourvu qu'ils se soient entendus par écrit sur le choix de son successeur. Sur réception d'instructions écrites signées par le *Fournisseur* et le *Client* ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent désignant le nouveau dépositaire, le *Dépositaire* doit remettre à ce dernier les biens déposés et il est libéré à compter de cette remise de ses obligations et responsabilités en vertu des présentes.

6.6 Le *Dépositaire* ne peut être tenu responsable que de sa fraude ou de sa négligence et n'est en aucun cas tenu responsable des actes posés ou des déclarations faites par le *Fournisseur* ou le *Client*; le seul devoir du *Dépositaire* se limitant à détenir les *Biens déposés* conformément aux dispositions des présentes. Le *Dépositaire* n'a aucune autre obligation ou responsabilité que celles qui sont expressément prévues à la présente *Convention d'entiercement* et n'est lié par aucune autre disposition que celles qui sont contenues aux présentes.

6.7 Dans l'éventualité ou le *Dépositaire* est incertain de ses droits ou obligations en vertu de la présente *Convention d'entiercement* ou dans l'éventualité où il reçoit des instructions, réclamations ou demandes du *Fournisseur*, du *Client* ou de toute tierce partie qui, à son avis, entre en conflit avec les dispositions de la présente *Convention d'entiercement*, le Dépositaire a le droit de s'abstenir de poser quelque acte que ce soit,

autre que de garder en fidéicommis les *Biens déposés* jusqu'à ce que le *Fournisseur* et le *Client* lui aient conjointement donné les instructions écrites d'en disposer ou jusqu'à ce qu'il ait reçu copie d'une décision, ordonnance ou jugement final émanant d'un tribunal compétent lui ordonnant d'en disposer et lui indiquant la façon de faire.

6.8 Le *Dépositaire* peut assumer la validité de toutes les signatures et l'authenticité de tous les documents qui lui sont soumis ou remis en vertu des présentes et s'y fier. Le *Dépositaire* peut toutefois requérir toute preuve raisonnable de la signature, de l'expédition ou de la remise d'un document quelconque par un représentant autorisé du *Fournisseur* et du *Client* avant de poser un geste quelconque.

6.9 Les frais administratifs requis pour la rédaction de la *Convention d'entiercement* par le *Dépositaire* sont assumés par le *Client*. Toutefois, tous les autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, sont à la charge de la partie les ayant initiés.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION

7.1 La présente convention prend fin :

7.1.1 Sur réception par le *Dépositaire* d'un avis écrit de la part du *Fournisseur* et du *Client*, ou de la part du *Client* seul, mais avec avis écrit donné au *Fournisseur* lui confirmant la résiliation ou l'expiration de la présente et lui indiquant à qui remettre les *Biens déposés*; ou

7.1.2 Lors de la remise des *Biens déposés* par le *Dépositaire* au *Client* conformément à l'article 4 des présentes.

ARTICLE 8 – AVIS

8.1 Tout avis ou autre communication qui peut ou doit être donné en vertu des présentes est fait par écrit et livré personnellement ou expédié par courrier recommandé affranchi au *Fournisseur*, au *Client* et au *Dépositaire* aux adresses indiquées aux présentes.

ARTICLE 9 – HONORAIRES

9.1 Il n'y a pas de frais d'ouverture du dossier, de cotisation annuelle et de dépôts facturés par le *Dépositaire* au *Fournisseur* ou au *Client* pour l'exécution des présentes. Toutefois, la préparation des *Biens* à être remis et déposés, sur support DVD ou autre, selon ce qui est indiqué aux

présentes ou convenu entre le *Fournisseur* et le Client, le sont aux frais du *Fournisseur*.

ARTICLE 10 – PORTÉE

10.1 La présente *Convention d'entiercement* au bénéfice du *Client* vise les relations juridiques entre le *Fournisseur* et le *Dépositaire*. Elle ne saurait modifier, de quelque manière, les relations juridiques entre le *Fournisseur* et le *Client*, telles qu'établies aux termes de la *Convention*.

ARTICLE 11 – DURÉE DE LA CONVENTION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 La présente *Convention d'entiercement* demeure en vigueur jusqu'au cinq (5) mai deux mille dix-sept (2017).

11.2 La présente *Convention d'entiercement* peut prendre fin le cinq (5) mai deux mille quatorze (2014), – parce que le *Client* choisit de ne pas se prévaloir de la période de prolongation de trois (3) ans du programme personnalisé de support, ou – parce que le *Client* n'avise pas par écrit le *Fournisseur* au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant le cinq (5) mai deux mille quatorze (2014) qu'il veut se prévaloir de la période de prolongation, stipulée à la soumission VDMSRV052006-05 remise par le *Fournisseur* au *Client* en vue d'en venir à la *Convention*.

11.3 La présente *Convention d'entiercement* peut prendre fin à toute autre date convenue entre le *Fournisseur* et le *Client*.

11.4 Le cas échéant, le *Fournisseur* ou le *Client* donne un avis écrit au *Dépositaire*, avec copie au *Client* ou au *Fournisseur* selon le cas, à l'effet que cette *Convention d'entiercement* prend fin à une autre date que le cinq (5) mai deux mille dix-sept (2017) vu la décision du *Client* de se prévaloir ou non, en tout ou en partie, de la période de prolongation ou vu le paragraphe précédent.

11.5 À l'expiration de la présente *Convention d'entiercement*, le *Dépositaire* conserve les *Biens déposés,* aux conditions stipulées aux présentes et en y faisant les adaptations nécessaires, tant que le *Client* utilise les *Logiciels*, et cela même s'il ne souscrit plus au programme de support et de mise à jour de ceux-ci.

ARTICLE 12 – INTERVENTION DU CLIENT

12.1 Aux présentes intervient **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette FRASER, greffière adjointe,---------- dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et en vertu :

a) du règlement RCE02-004, soit le règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002) ; et

b) de la résolution numéro CE11 1550 , adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt-huit (28) septembre deux mille onze (2011).

Nommée aux présentes : Le Client / L'Intervenant

12.2 Le *Client* intervient aux présentes afin de signifier au *Fournisseur* et au *Dépositaire* son acceptation de la présente *Convention d'entiercement* conclue en sa faveur.

EN FOI DE QUOI, les Parties et l'Intervenant ont signé en cinq exemplaires comme suit :

FINLOGIK, le Fournisseur, signe à Montréal, le douze (12) septembre deux mille onze (2011).
FINLOGIK INC.

Par : _____
Jean-François SABOURIN

Le Dépositaire signe à Montréal, le trois (03) octobre deux mille onze (2011).

_____
Patrick FLUET , notaire

VILLE DE MONTRÉAL, le Client, signe à Montréal, le quatre (04) octobre deux mille onze (2011).
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette FRASER, greffière adjointe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1141246001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay;
2. d'approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Planex Consultants inc. (CG11 0437), majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Mario CICIOLI **Le** 2014-04-17 15:30

Signataire : Mario CICIOLI

Directeur des grands parcs et du verdissement et du bureau du Mont-Royal
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1141246001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de mise en valeur et de protection du parc-nature du Bois-de-Saraguay est attendu par la population depuis de nombreuses années. Le 19 décembre 2011, un contrat de services professionnels est octroyé à la firme Planex Consultants inc. afin d'initier le projet. Le montant du contrat est de 612 344,20 $, taxes incluses, comprenant 583 198,04 $ en honoraires professionnels et 29 146,16 $ en imprévus. Le mandat inclut trois grands livrables : le plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand, le plan de mise en valeur et de conservation du parc-nature du Bois-de-Saraguay et les documents d'exécution pour la première phase d'intervention de travaux d'aménagement. L'échéancier initial annoncé dans le devis descriptif prévoit la réalisation de travaux d'aménagement pour l'automne 2012. Les délais exigés sont extrêmement serrés et ne laissent aucune marge pour juguler les risques potentiels. Dès le début du contrat de services professionnels, des études supplémentaires (étude archéologique, analyse de l'intérêt patrimonial, étude du milieu d'insertion, étude de circulation, etc.) s'avèrent nécessaires et doivent être menées parallèlement au mandat de la firme en vue d'alimenter le plan de mise en valeur et de conservation du parc-nature du Bois-de-Saraguay. Ces étapes additionnelles ont un premier impact sur l'échéancier. Les études ainsi que le travail réalisé dans le cadre du mandat de services professionnels démontrent une réalité complexe attribuable au statut particulier de site patrimonial déclaré et à la présence de milieux humides occupant une superficie importante du parc-nature.

De janvier 2012 à février 2013, Planex Consultants inc. produit avec la collaboration des professionnels de la Ville, du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) plusieurs livrables identifiés sous les rubriques « Phase Planification » et « Phase

Réalisation » de l'annexe 3 jointe à la convention de services professionnels initiale dont :

- l'élaboration des principes directeurs et orientations dictant l'approche spatiale du plan de mise en valeur et de conservation du parc-nature;
- la présentation au Conseil du patrimoine;
- les relevés d'arpentage de base;
- le plan d'aménagement préliminaire de l'ensemble du secteur sud-est du parc-nature.

En cours d'élaboration, des tâches supplémentaires s'ajoutent au mandat initial et occasionnent des délais qui se répercutent à nouveau sur l'échéancier et sur le montant des honoraires professionnels qui sont absorbés à même les imprévus inscrits au mandat (29 146,16 $). La totalité du montant est utilisé pour exécuter les taches suivantes :

- l'exécution de relevés d'arpentage supplémentaires des milieux humides et des espèces menacées et vulnérables en bordure des sentiers (Polo et Paton);
- le développement de sept options d'aménagement supplémentaires comportant plusieurs détails techniques en vue de répondre aux conditions de terrain complexes et nécessitant l'approbation des travaux par plusieurs instances (Conseil du patrimoine, MCC, MDDEFP);
- l'évaluation détaillée de l'état des arbres situés dans les corridors d'intervention des sentiers Polo et Paton (évaluation de l'état de santé, identification des arbres à abattre, etc.);
- le relevé d'arpentage du sentier tertiaire et de l'état des arbres;
- la participation aux rencontres tenues dans le cadre du processus de concertation impliquant la préparation de documents visuels.

L'option retenue en janvier 2013 consiste en deux sentiers (Polo et Paton) qui rejoignent la piste multifonctionnelle projetée le long de l'emprise ferroviaire du CN. Pour l'ensemble des tracés, il est prévu que les sentiers soient recouverts d'un revêtement de poussière de granite noir ceinturé d'une bordure en acier corten d'une hauteur de 300 mm. Plusieurs plans, coupes longitudinales, profils des sentiers, détails techniques et estimations sont développés. Les documents d'exécution préliminaires sont complétés dans une proportion de 64%.

Malgré le travail colossal abattu pour mener concurremment des livrables qui auraient dû normalement se succéder, l'échéancier de réalisation des travaux de la première phase d'intervention glisse une troisième fois suite à la mobilisation d'une dizaine de citoyens impliqués dans le dossier du Bois-de-Saraguay depuis plus de trente ans. Dans une lettre datée du 25 mars 2013, ces derniers expriment leurs inquiétudes et leur mécontentement face aux échanges jugés insuffisants avec la Ville malgré cinq (5) rencontres au cours desquelles des présentations exhaustives sont faites par des spécialistes en histoire, en écologie et en aménagement dans le cadre d'un comité consultatif restreint et informel. Trois rencontres se déroulent en août et en septembre 2011, quelques mois avant de débuter le présent mandat. Deux autres rencontres ont lieu en juin 2012 et en février 2013 afin de présenter les principes directeurs et les premières orientations dictant l'approche spatiale notamment pour le secteur sud-est du parc-nature.

Afin de rétablir l'harmonie au sein du projet, un Comité de suivi permanent est alors mis en place par la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) en mai 2013 suite à une demande de Madame Josée Duplessis, ex-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable des dossiers relatifs au développement durable, à l'environnement, aux grands parcs et aux espaces verts. Le Comité de suivi permanent vise à regrouper des acteurs du milieu et assurer une meilleure représentativité de l'ensemble des organismes locaux, groupes de pression sectoriels, entreprises et institutions. Avec la formation du nouveau Comité de suivi permanent, la DGPV initie un processus de concertation plus rigoureux en collaboration avec les 46 membres et observateurs provenant de groupes du milieu ou des institutions suivantes :

- Madame Josée Duplessis, ex-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, responsable des dossiers relatifs au développement durable, à l'environnement, aux grands parcs et aux espaces verts. M. Réal Ménard, membre du comité exécutif, maire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, responsable des dossiers relatifs au développement durable, à l'environnement, aux grands parcs et aux espaces verts succédera à Madame Duplessis dans le cadre des activités du Comité de suivi permanent projetées en 2014.
- M. Harout Chitilian, vice-président du comité exécutif, conseiller du district Bordeaux-Cartierville, Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

- Comité de mise en valeur du Bois-de-Saraguay
- SOVERDI
- Société d'horticulture et d'écologie du nord de Montréal
- Héritage Montréal
- Regroupement des citoyens de Saraguay
- Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE)
- Conseil local des intervenants communautaires (CLIC de Bordeaux-Cartierville)
- Coalition verte
- GUÊPE
- Ville en vert – Écoquartier Ahuntsic-Cartierville
- Cité Historia
- Corporation de développement économique communautaire (CDEC Ahuntsic-Cartiervielle)
- Vélo-Québec
- Association récréoculturelle Ahuntsic-Cartierville (ARAC)
- Collège Sainte-Marcelline et Résidence l'Amitié

- Ministère de la Culture et des Communications (MCC)
- Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
- Ville de Montréal – Direction des grands parcs et du verdissement
- Ville de Montréal – Direction de la culture et du patrimoine
- Ville de Montréal – Direction des communications
- Ville de Montréal – Direction des transports
- Ville de Montréal – Direction des affaires institutionnelles

- Hydro-Québec

Au cours des cinq derniers mois de l'année 2013 (août à décembre), trois rencontres qui se déroulent dans le cadre d'une démarche de planification participative sont organisées avec les membres du Comité de suivi permanent. Les membres doivent adhérer à une charte de participation comportant des engagements précis. En novembre 2013, des sondages sont également réalisés auprès de citoyens, de résidents et d'étudiants qui fréquentent le YMCA Cartierville, le Collège Sainte-Marcelline et la Résidence l'Amitié.

Lors de la dernière rencontre du Comité de suivi permanent tenue le 10 décembre 2013, l'ensemble des membres approuvent de façon unanime les travaux proposés dans le cadre de la première phase d'intervention. Le consensus ainsi obtenu implique que plusieurs ajustements doivent être apportés à divers livrables de façon à mieux faire correspondre le projet aux aspirations des citoyens et aux recommandations émises lors de la démarche de planification participative.

Le plan de mise en valeur et de conservation du parc-nature du Bois-de-Saraguay et les documents d'exécution de la première phase d'intervention des travaux doivent être ajustés en fonction des commentaires recueillis et des consensus obtenus au sein du Comité de suivi permanent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0437 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat de services professionnels à Planex Consultants inc. pour la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay et l'élaboration du plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand pour une somme maximale de 612 344,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11795 - 2 soumissionnaires.
CE11 1572 - 5 octobre 2011 - Autoriser la Direction de l'approvisionnement à lancer un appel d'offres public pour retenir les services professionnels d'une firme pour la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay, et l'élaboration du plan concept de la coulée verte du ruisseau Bertrand.

CE11 0719 - 11 mai 2011 - 1) Mandater la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) pour élaborer le plan d'aménagement du parc-nature du Bois-de-Saraguay et pour développer un plan d'affaires en vue de la mise en valeur des bâtiments patrimoniaux du parc dans le cadre d'une phase subséquente du projet; 2) Augmenter le budget de fonctionnement de la DGPV d'un montant de 55 000 $, pour 2012, afin de poursuivre les démarches en vue de l'ouverture au public du parc-nature du Bois-de-Saraguay; 3) Augmenter le budget de fonctionnement de la DGPV d'un montant brut de 100 000 $ (65 000 $ au net) pour 2013, et ce, de façon récurrente, pour l'entretien du parc.

CA10 090073 - 6 avril 2010 - Résolution en faveur de la mise en valeur du Bois-de-Saraguay.

CM09 0106 - 23 février 2009 - Adoption du règlement intitulé «Règlement sur la citation de monument historique de la maison Mary-Dorothy-Molson».

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adopter la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels et mandater le Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie pour coordonner son application et déposer au conseil municipal un rapport annuel faisant état de la mise en oeuvre de cette politique.

DESCRIPTION

Bien qu'elle représente une étape importante qui marque l'ouverture du parc-nature au public, la première phase d'intervention des travaux d'aménagement du Bois-de-Saraguay concerne essentiellement la mise en valeur d'un secteur situé au sud-est du site sans toutefois en modifier la fonction ou la vocation. En ce sens, le mandat initial de la firme ne prévoyait pas leur implication dans une démarche de planification participative.
Afin de bien répondre aux questionnements et aux préoccupations des citoyens, la Ville décide d'ajouter, en cours de mandat, ce nouveau volet afin de mieux encadrer l'élaboration du plan de mise en valeur et de conservation du parc-nature du Bois-de-Saraguay et la première phase d'intervention des travaux d'aménagement. La firme Planex Consultants inc. a donc pris part au processus de concertation en élaborant les documents visuels requis pour cette étape, de même qu'en participant aux diverses séances d'information et de consultation.

Lors de la dernière rencontre du Comité de suivi permanent tenue le 10 décembre 2013, les travaux projetés font consensus et comprennent :
- l'aménagement de deux sentiers informels à caractère historique (Paton et Polo) se terminant à l'emprise hydroélectrique;
- une modification importante du traitement des sentiers (Polo et Paton) afin d'éviter la coupe de plusieurs arbres;
- la réalisation de sentiers-passerelles dans les milieux humides sur une longueur approximative de 500 mètres linéaires en remplacement d'un revêtement de poussière de granite et d'une bordure en acier corten de 300 mm de haut;

- l'aménagement d'un troisième sentier permettant de créer un lien entre les sentiers Polo et Paton à la limite nord de l'emprise hydroélectrique;
- l'éradication d'une zone de nerprun d'une superficie approximative de 2 000 m^2 au sud-est du Bois-de-Saraguay en vue d'aménager le sentier tertiaire;
- les deux accès aux sentiers situés au niveau de la rue Jean-Bourdon;
- la signalisation reliée aux sentiers piétonniers projetés.

Les trois sentiers projetés totalisent une longueur approximative de 1 680 mètres linéaires.

Compte tenu des ajustements évoqués précédemment, les frais d'honoraires professionnels supplémentaires demandés dans le cadre du présent addenda totalisent un montant de 70 134, 75 $, taxes incluses, requis pour :
- participer aux rencontres du Comité de suivi permanent projetées au cours de l'année 2014 et à la préparation de présentations;
- ajuster le plan de mise en valeur et de protection du parc-nature du Bois-de-Saraguay;
- produire les détails techniques adaptés à la réalisation de sentiers-passerelles et de ponceaux;
- procéder à l'évaluation structurale des détails de construction des sentiers-passerelles et des deux ponceaux qui enjambent le ruisseau;
- préparer une présentation au Conseil du patrimoine pour la première phase d'intervention des travaux;
- produire de nouveaux documents d'exécution (plans et devis préliminaires) tenant compte de la complexité des sentiers-passerelles et des ponceaux;
- ajuster les documents d'exécution (plans et devis finaux) en fonction de la complexité des sentiers-passerelles et des ponceaux.

L'annexe 3 accompagnant la convention de services professionnels initiale a été révisée et figure en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Les délais encourus suite à la réalisation des études, tâches supplémentaires et à la démarche de planification participative ont inévitablement ralenti puis suspendu la cadence de production de la firme. En effet, pour intégrer aux documents d'exécution de la première phase des travaux les recommandations du Comité de suivi permanent, la firme Planex Consultants inc. a dû retarder ses travaux de conception et devra ajuster les plans et devis d'exécution (préliminaires et finaux) en conséquence.
Les frais d'honoraires supplémentaires engendrés par la production des documents pour la consultation, la participation à la consultation ainsi que la révision des plans, devis et échéanciers de production découlant de la mise en application des recommandations, ne peuvent être absorbés par le contrat initial. Cette dépense additionnelle correspond à environ 11,45 % des frais d'honoraires initiaux attribués à ce projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis au présent dossier décisionnel est évalué à 70 134, 75 $ taxes incluses, et à 63 263,53 $ net de ristournes fédérale et provinciale.
Le budget du présent dossier est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des grands parcs et du verdissement. Un virement entre projets est nécessaire au financement de la dépense. Les crédits proviendront du projet Réaménagement du réseau des grands parcs (34300). Les comptes de provenance et d'imputation sont inscrits à l'intervention de la Direction des opérations budgétaires et comptables du Service des finances.

Cette dépense additionnelle correspond à environ 11,45 % des frais d'honoraires initiaux attribués à ce projet, et à 10,28 % des frais d'honoraires totaux de ce projet, incluant le présent addenda.

Ce contrat ne fera pas l'objet de majoration subséquente.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne des travaux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement du parc-nature du Bois-de-Saraguay doit répondre aux attentes et aux préoccupations des nombreux utilisateurs. La première phase d'intervention projetée vise à préserver le patrimoine naturel et les témoins matériels du secteur sud-est du parc-nature tout en mettant en valeur les milieux humides comme un écosystème précieux participant à la biodiversité.
Les travaux, d'abord planifiés en deux phases d'exécution, seront réalisés en une seule phase afin de minimiser l'impact du retard causé par la démarche de planification participative sur l'échéancier initialement prévu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où l'addenda au contrat de services professionnels ne serait pas octroyé pour la fin du mois de mai 2014, les travaux seraient reportés en 2016. Comme les utilisateurs empruntent déjà les sentiers tracés de façon informelle, les ressources naturelles et culturelles du parc-nature du Bois-de-Saraguay risquent de se détériorer encore davantage. À terme, il y aurait une perte du patrimoine bâti et naturel de la Ville. Comme le projet est attendu depuis 2012, il est souhaitable que la Ville donne suite à ses engagements envers les citoyens afin que la première phase d'intervention des travaux d'aménagement se concrétise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat initial : Décembre 2011
Début du contrat initial : Janvier 2012
Études supplémentaires : Janvier 2012 à juin 2012
Conseil du Patrimoine, 1^{e} rencontre : Novembre 2012
Comité consultatif restreint : Juin 2012 à février 2013
Comité de suivi permanent - 2013 : Août 2013 à décembre 2013

Majoration du contrat initial - CG : Mai 2014
Conseil du Patrimoine, 2^{e} rencontre : Juin 2014
Plans et devis complétés : Août 2014
Autorisation d'appel d'offres - CE : Septembre 2014
Appel d'offres - Travaux : Septembre - octobre 2014
Ouverture des soumissions : Octobre 2014
Octroi du contrat d'exécution - CG : Novembre 2014
Certificat d'autorisation du MDDEFP : Janvier 2015
Début des travaux : Mars 2015
Début de la période de nidification
(arrêt des travaux) : Avril 2015 à août 2015
Fin des travaux : Décembre 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Avis favorable avec commentaires :
Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire (Gilles CÔTÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Benoit CHAGNON PHILOGONE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-France CHARLEBOIS
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-0952
Télécop. : 514 872-1416

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Daniel GROULX
Chef de division

Tél : 514-872-6762
Télécop. : 514 872-1416

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire

Dossier # : 1141246001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Plusieurs membres du *Comité pour la mise en valeur du Bois-de-Saraguay* se sont présentés au conseil d'arrondissement du 14 avril 2014 pour obtenir l'appui des élus de l'arrondissement afin que le parc du Bois-de-Saraguay soit ouvert au public dans les meilleurs délais.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles CÔTÉ
Directeur développement du territoire
Tél : 514 868-4028

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-16

Gilles CÔTÉ
Directeur développement du territoire
Tél : 514 872-8884
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1141246001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les éléments suivants de la recommandation:

- d'autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay;
- d'approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Planex Consultants inc. (CG11 0437), majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses;
- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Le coût maximal de cette dépense additionnelle est de 70 134,75 $ taxes incluses, et à 63 263,53 $ net de ristournes fédérale et provinciale. Les montants des imprévus et incidences à ce projet d'addenda no 1 est de 0$.

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas.

Le budget net requis pour cette dépense additionnelle sera réparti sur l'exercice 2014. Le budget est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des grands parcs et du verdissement.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne des travaux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines

agglomérations. Conséquemment, son financement sera assuré au règlement d'emprunt RCG 09-011 Acquisition Terrains dans les écoterritoires CG09 0136, soit le même règlement d'emprunt que celui utilisé lors de la convention originale approuvée avec la résolution CG11 0437 le 22 décembre 2011.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Provenance – Agglomération (100 %)
Projet : 34300 – Réaménagement du réseau des grands parcs
Sous-projet Investi : 11 34311 005 - Parcs-nature - Travaux mineurs (agglo)
Projet Simon : 133147

2014	2015	2016	2017	Total
63	0	0	0	63

Imputation - Agglomération (100 %)
Projet: 32305 - Programme d'aménagement d'espaces naturels d'envergure
Sous-projet: 11 32305 001 - Bois-de-Saraguay incl. Ruisseau Bertrand -Travaux d'infrastructure - Serv. prof.
Projet SImon: 138242

2014	2015	2016	2017	Total
63	0	0	0	63

Information comptable

Provenance - Agglomération (100 %)

	Crédits	Dépenses
5001.5009011.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Crédits non affectés - RCG 09-011 Aquis. Terr. dans les ecoterritoires CG09 0136	63 263,53 $	70 134,75 $

Un engagement de gestion no **CC41246001** au montant de **63 263,53** $ est inscrit au compte de provenance.

Imputation - Agglomération (100 %)

	Crédits	Dépenses
5001.5009011.802503.07165.54301.000000.0000.138242.000000.15010.00000 Bois-de-Saraguay incl.Ruisseau Bertrand-Travaux d'infrastructure - Serv.prof (soum.11 -11 795)	63 263,53 $	70 134,75 $

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par le conseil d'agglomération.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Agent comptable analyste - PS-Brennan 2

Tél : 514 868-5979

Co-signataire: Céline D'Aoust
Conseillère en analyse et contrôle de gestion
Direction des grands parcs et du verdissement
514 872-4938

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste - Finances
PS-Brennan 2
514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-07

Ghyslain WILSON
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5586

Division : Direction des opérations budgétaires et comptables - PS-Brennan 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière

Dossier # : 1141246001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Convention visée est approuvée quant à sa validité et sa forme

CONVENTION_ADDENDA_visée 17-04-2014.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit CHAGNON PHILOGONE
avocat
Tél : 514-872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-17

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, notaire
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT / ... ET À ... ME
17 AVR. 2014
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Services ... Affaires juridiques

CONVENTION
Modifiant la convention de services professionnels

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*...

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

PLANEX CONSULTANTS INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1 222, avenue Seymour, Montréal, Québec, H3H 2A5, agissant et représentée par Kristopher Parent, président dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 144742319
N° d'inscription T.V.Q. : 1202480523

CI-APRÈS APPELÉE LE " CONTRACTANT "

ATTENDU QUE le 22 décembre 2011, la Ville a approuvé, par la résolution (CG11 0437), la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après, la "Convention initiale") avec le Contractant;

ATTENDU QUE les honoraires du Contractant ne peuvent, en vertu de la Convention initiale, excéder la somme de SIX CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ET VINGT CENTS (612 344,20 $), incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ);

ATTENDU QUE les services professionnels décrits à la Convention doivent être ajustés en raison de i) la tenue de rencontres publiques liées au projet; et de ii) la préparation de documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay;

ATTENDU QUE la Ville souhaite autoriser une dépense additionnelle de SOIXANTE-DIX MILLE CENT TRENTE-QUATRE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (70 134,75 $), afin d'assurer la réalisation complète du projet, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 8.1 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **SIX CENT QUATRE-VINGT –DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS ET QUATRE-VINGT QUINZE CENTS (682 478,95 $)** couvrant tous les services rendus aux

termes des présentes, notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables aux services du Contractant, ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.

2. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de 200

VILLE DE MONTRÉAL

par :

_____

Colette Fraser, greffière adjointe

Le ième jour de 200

PLANEX CONSULTANTS INC.

par :

_____

Kristopher Parent, président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1141246001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 $, taxes incluses, pour ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc.(CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 $ à 682 478,95 $, taxes incluses.

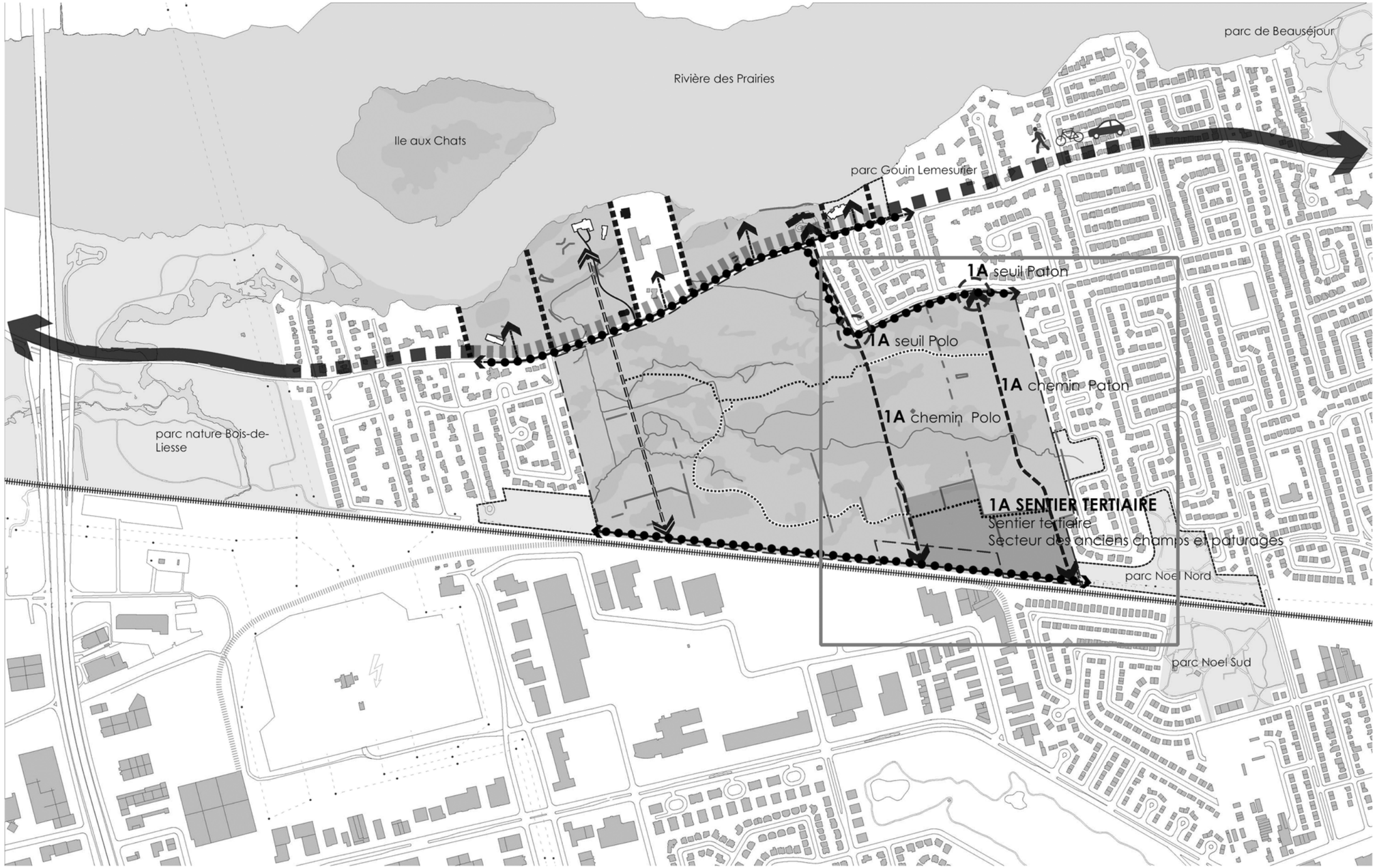

11_11795_GDDAddenda_PJ_PlanLocalisation.pdf 
11_11795_GDDAdenda_PJ_Esquisse.pdf


Annexe_3_révisée.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-France CHARLEBOIS
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-0952
Télécop. : 514 872-1416



légende

- Boul. Gouin
  Chemin dans le boisé
  (artère multifonctionnelle)
- réseau cyclable/piste multifonctionnelle
- sentier PRIMAIRE: réseau piétonnier principal
- sentier SECONDAIRE: réseau existant à consolider (Paton et Polo)
- sentier SECONDAIRE: sentier en devenir (Robert Bélanger)
- sentier TERTIAIRE: sentier de la biodiversité
- sentier TERTIAIRE est-ouest: traitement à préciser
- sentier hivernal
- aire de renaturalisation
- vestiges - témoins matériels
- milieux humides
- parcs
- seuil
- **Zone d'intervention PHASE 1**
- **1A** phases d'intervention préliminaires

AVENUE DU BEAU-BOIS

PARC BEAU-BOIS

CROISSANT-DU BEAU-BOIS

RUISSEAU

SEUIL

ARBRES EXISTANTS CONSERVÉS ET PROTÉGÉS

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

SENTIER PATON

PASSERELLE

VDM

CANADIEN NATIONAL

SENTIER TERTIAIRE

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

MILIEUX HUMIDES

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

SENTIER HIVERNAL BALISÉ

JEAN-BOURDON

SENTIER MULTIFONCTIONNEL (3 MÈTRES)

VDM

TRAVERSE FAUNIQUE

SENTIER POLO

TRAVERSE FAUNIQUE

AGRANDISSEMENT SEUIL (emprise HQ)

AGRANDISSEMENT SEUIL (Jean Bourdon)

AGRANDISSEMENT PASSERELLE

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

MURET DE PIERRE (VESTIGES)

ARBRES EXISTANTS CONSERVÉS ET PROTÉGÉS

SENTIER HIVERNAL BALISÉ

AGRANDISSEMENT SENTIER DE LA BIODIVERSITÉ

MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY

ESQUISSE D'AMÉNAGEMENT DES TRAVAUX PHASE I

05 NOVEMBRE 2013

Toute reproduction ou utilisation de ce dessin est interdite sans autorisation écrite de la Ville de Montréal

ANNEXE 3 RÉVISÉE - 16 AVRIL 2014

PROJET DE MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY ET ÉLABORATION DU PLAN CONCEPT DE LA COULÉE VERTE DU RUISSEAU BERTRAND

	Montants initiaux				Montants additionnels			
	SOUS-TOTAUX	**TPS(5%)**	**TVQ(9,5%)**	**TOTAUX**	**SOUS-TOTAUX**	**TPS(5%)**	**TVQ(9,975%)**	**TOTAUX**
PHASE PLANIFICATION								
Planification - Documents d'orientations								
Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand								
. Plan concept préliminaire, révisé et final, estim. des coûts classe D incluant plan de présent. couleur sur support	45 285,00 $	2 264,25 $	4 517,18 $	52 066,43 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Rapport préliminaire, révisé et final	4 380,00 $	219,00 $	436,91 $	5 035,91 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Plan directeur du parc-nature du Bois-de-Saraguay								
. Charrette de trois (3) jours	14 940,00 $	747,00 $	1 490,27 $	17 177,27 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Lecture et synthèse des documents (annexe 6)	2 150,00 $	107,50 $	214,46 $	2 471,96 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plan préliminaire et final, estim.des coûts classe D incluant plan de présent. couleur sur support	17 005,00 $	850,25 $	1 696,25 $	19 551,50 $	3 000,00 $	150,00 $	299,25 $	3 449,25 $
. Rapport préliminaire et final	12 850,00 $	642,50 $	1 281,79 $	14 774,29 $	3 000,00 $	150,00 $	299,25 $	3 449,25 $
. Stratégies de mise en œuvre préliminaires et finales	7 640,00 $	382,00 $	762,09 $	8 784,09 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Concept d'interprétation et de présentation préliminaire et final, estimation des coûts classe D	18 905,00 $	945,25 $	1 885,77 $	21 736,02 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**123 155,00 $**	**6 157,75 $**	**12 284,71 $**	**141 597,46 $**	**6 000,00 $**	**300,00 $**	**598,50 $**	**6 898,50 $**
Planification - Volet 1								
. Étude hydrographique	32 381,25 $	1 619,06 $	3 230,03 $	37 230,34 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Caractérisation géotechnique et environnementale (coordination)	675,00 $	33,75 $	67,33 $	776,08 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Mesures de protection des ressources archéologiques (coordination)	300,00 $	15,00 $	29,93 $	344,93 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plan d'analyse des caractéristiques du site	41 752,50 $	2 087,63 $	4 164,81 $	48 004,94 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Élaboration du parti pris	5 355,00 $	267,75 $	534,16 $	6 156,91 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Estimation des coûts préliminaires	4 957,50 $	247,88 $	494,51 $	5 699,89 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Calendrier des travaux	1 473,75 $	73,69 $	147,01 $	1 694,44 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**86 895,00 $**	**4 344,75 $**	**8 667,78 $**	**99 907,53 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

ANNEXE 3 RÉVISÉE - 16 AVRIL 2014

PROJET DE MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY ET ÉLABORATION DU PLAN CONCEPT DE LA COULÉE VERTE DU RUISSEAU BERTRAND

	Montants initiaux				Montants additionnels			
	SOUS-TOTAUX	**TPS(5%)**	**TVQ(9,5%)**	**TOTAUX**	**SOUS-TOTAUX**	**TPS(5%)**	**TVQ(9,975%)**	**TOTAUX**
Planification - Volet 2								
. Étude patrimoniale des jardins historiques	35 475,00 $	1 773,75 $	3 538,63 $	40 787,38 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Étude hydrographique	10 793,75 $	539,69 $	1 076,68 $	12 410,11 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Caractérisation géotechnique et environnementale (coordination)	225,00 $	11,25 $	22,44 $	258,69 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Mesures de protection des ressources archéologiques (coordination)	100,00 $	5,00 $	9,98 $	114,98 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plan d'analyse des caractéristiques du site	13 917,50 $	695,88 $	1 388,27 $	16 001,65 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Élaboration du parti pris	1 785,00 $	89,25 $	178,05 $	2 052,30 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Estimation des coûts préliminaires	1 652,50 $	82,63 $	164,84 $	1 899,96 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Calendrier des travaux	491,25 $	24,56 $	49,00 $	564,81 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**64 440,00 $**	**3 222,00 $**	**6 427,89 $**	**74 089,89 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
SOUS-TOTAL - PHASE PLANIFICATION :	**274 490,00 $**	**13 724,50 $**	**27 380,38 $**	**315 594,88 $**	**6 000,00 $**	**300,00 $**	**598,50 $**	**6 898,50 $**
PHASE RÉALISATION								
Production des documents préliminaires - Volet 1								
. Plan des conditions existantes	22 159,50 $	1 107,98 $	2 210,41 $	25 477,89 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Esquisse et estimation des coûts	6 555,75 $	327,79 $	653,94 $	7 537,47 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans d'aménagement préliminaire et final, estimation des coûts	3 810,75 $	190,54 $	380,12 $	4 381,41 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Cahiers des critères de design préliminaire et final	1 815,75 $	90,79 $	181,12 $	2 087,66 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plan de présentation et illustrations	2 918,25 $	145,91 $	291,10 $	3 355,26 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Présentations - Document(s) PowerPoint	1 523,25 $	76,16 $	151,94 $	1 751,36 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Présentations - Prestations	1 050,75 $	52,54 $	104,81 $	1 208,10 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**39 834,00 $**	**1 991,70 $**	**3 973,44 $**	**45 799,14 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

ANNEXE 3 RÉVISÉE - 16 AVRIL 2014

PROJET DE MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY ET ÉLABORATION DU PLAN CONCEPT DE LA COULÉE VERTE DU RUISSEAU BERTRAND

	Montants initiaux				Montants additionnels			
	SOUS-TOTAUX	**TPS(5%)**	**TVQ(9,5%)**	**TOTAUX**	**SOUS-TOTAUX**	**TPS(5%)**	**TVQ(9,975%)**	**TOTAUX**
Production des documents préliminaires - Volet 2								
. Plan des conditions existantes	7 386,50 $	369,33 $	736,80 $	8 492,63 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Esquisse et estimation des coûts	2 185,25 $	109,26 $	217,98 $	2 512,49 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans d'aménagement préliminaire et final, estimation des coûts	1 270,25 $	63,51 $	126,71 $	1 460,47 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Cahiers des critères de design préliminaire et final	605,25 $	30,26 $	60,37 $	695,89 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plan de présentation et illustrations	972,75 $	48,64 $	97,03 $	1 118,42 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Présentations - Document(s) PowerPoint	507,75 $	25,39 $	50,65 $	583,79 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Présentations - Prestations	350,25 $	17,51 $	34,94 $	402,70 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**13 278,00 $**	**663,90 $**	**1 324,48 $**	**15 266,38 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Production des plans et cahiers des charges - Volet 1								
. Plans et cahier des charges préliminaires, estimation des coûts	33 008,25 $	1 650,41 $	3 292,57 $	37 951,24 $	38 000,00 $	1 900,00 $	3 790,50 $	43 690,50 $
. Plans et cahier des charges finaux, estimation des coûts	15 882,00 $	794,10 $	1 584,23 $	18 260,33 $	7 000,00 $	350,00 $	698,25 $	8 048,25 $
SOUS-TOTAL :	**48 890,25 $**	**2 444,51 $**	**4 876,80 $**	**56 211,56 $**	**45 000,00 $**	**2 250,00 $**	**4 488,75 $**	**51 738,75 $**
Production des plans et cahiers des charges - Volet 2								
. Plans et cahier des charges préliminaires, estimation des coûts	11 002,75 $	550,14 $	1 097,52 $	12 650,41 $	7 000,00 $	350,00 $	698,25 $	8 048,25 $
. Plans et cahier des charges finaux, estimation des coûts	5 294,00 $	264,70 $	528,08 $	6 086,78 $	3 000,00 $	150,00 $	299,25 $	3 449,25 $
SOUS-TOTAL :	**16 296,75 $**	**814,84 $**	**1 625,60 $**	**18 737,19 $**	**10 000,00 $**	**500,00 $**	**997,50 $**	**11 497,50 $**
Exécution des travaux - Volet 1								
. Gestion de l'appel d'offres (copies, addenda, vérification)	1 331,25 $	66,56 $	132,79 $	1 530,60 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans et cahier des charges «émis pour construction»	1 125,00 $	56,25 $	112,22 $	1 293,47 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Suivi et surveillance des travaux	72 918,75 $	3 645,94 $	7 273,65 $	83 838,33 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans et cahier des charges «tel que construit»	1 938,75 $	96,94 $	193,39 $	2 229,08 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**77 313,75 $**	**3 865,69 $**	**7 712,05 $**	**88 891,48 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

ANNEXE 3 RÉVISÉE - 16 AVRIL 2014

PROJET DE MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY ET ÉLABORATION DU PLAN CONCEPT DE LA COULÉE VERTE DU RUISSEAU BERTRAND

	Montants initiaux				Montants additionnels			
	SOUS-TOTAUX	**TPS(5%)**	**TVQ(9,5%)**	**TOTAUX**	**SOUS-TOTAUX**	**TPS(5%)**	**TVQ(9,975%)**	**TOTAUX**
Exécution des travaux - Volet 2								
. Gestion de l'appel d'offres (copies, addenda, vérification)	443,75 $	22,19 $	44,26 $	510,20 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans et cahier des charges «émis pour construction»	375,00 $	18,75 $	37,41 $	431,16 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Suivi et surveillance des travaux	24 306,25 $	1 215,31 $	2 424,55 $	27 946,11 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Plans et cahier des charges «tel que construit»	646,25 $	32,31 $	64,46 $	743,03 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL :	**25 771,25 $**	**1 288,56 $**	**2 570,68 $**	**29 630,49 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
SOUS-TOTAL - PHASE RÉALISATION :	**221 384,00 $**	**11 069,20 $**	**22 083,05 $**	**254 536,25 $**	**55 000,00 $**	**2 750,00 $**	**5 486,25 $**	**63 236,25 $**
PROGRAMME DE GESTION DES ÉQUIPEMENTS								
. Programme de gestion des équipements - Volet 1	2 738,25 $	136,91 $	273,14 $	3 148,30 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Programme de gestion des équipements - Volet 2	912,75 $	45,64 $	91,05 $	1 049,43 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL - PROGRAMME DE GESTION :	**3 651,00 $**	**182,55 $**	**364,19 $**	**4 197,74 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
MÉMOIRE DE PROJET								
. Mémoire de projet - Volet 1	2 894,25 $	144,71 $	288,70 $	3 327,66 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Mémoire de projet - Volet 2	964,75 $	48,24 $	96,23 $	1 109,22 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL- MÉMOIRE DE PROJET :	**3 859,00 $**	**192,95 $**	**384,94 $**	**4 436,89 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
DOSSIER DE RECHERCHE ET DE RÉFÉRENCE								
. Dossier de recherche et référence - Documents d'orientation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Dossier de recherche et de référence - Volet 1	2 891,25 $	144,56 $	288,40 $	3 324,21 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Dossier de recherche et de référence - Volet 2	963,75 $	48,19 $	96,13 $	1 108,07 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL - DOSSIER DE RECHERCHE ET DE	**3 855,00 $**	**192,75 $**	**384,54 $**	**4 432,29 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
TOTAL CONTRAT	**507 239,00 $**	**25 361,95 $**	**50 597,09 $**	**583 198,04 $**	**61 000,00 $**	**3 050,00 $**	**6 084,75 $**	**70 134,75 $**

ANNEXE 3 RÉVISÉE - 16 AVRIL 2014

PROJET DE MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DU BOIS-DE-SARAGUAY ET ÉLABORATION DU PLAN CONCEPT DE LA COULÉE VERTE DU RUISSEAU BERTRAND

	Montants initiaux				Montants additionnels			
	SOUS-TOTAUX	**TPS(5%)**	**TVQ(9,5%)**	**TOTAUX**	**SOUS-TOTAUX**	**TPS(5%)**	**TVQ(9,975%)**	**TOTAUX**
IMPRÉVUS :								
. Volet Architecture de paysage	15 000,00 $	750,00 $	1 496,25 $	17 246,25 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
. Volet Génie	10 350,00 $	517,50 $	1 032,41 $	11 899,91 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SOUS-TOTAL - Imprévus	**25 350,00 $**	**1 267,50 $**	**2 528,66 $**	**29 146,16 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
MONTANT MAXIMAL	**532 589,00 $**	**26 629,45 $**	**53 125,75 $**	**612 344,20 $**	**61 000,00 $**	**3 050,00 $**	**6 084,75 $**	**70 134,75 $**
MONTANT MAXIMAL RÉVISÉ								**682 478,95 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2014/05/29
17:00

(2)

Dossier # : 1143334009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré d'une durée de 5 ans à Odotech, pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, soit pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses, conformément à sa proposition 140411 - 01SL de avril 2014;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal MORISSETTE **Le** 2014-04-16 08:25

Signataire : Chantal MORISSETTE

Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1143334009**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

CONTENU

CONTEXTE

Les activités inhérentes à l'opération d'une vaste station d'épuration telle que celle de la Ville de Montréal sont la source de problématiques olfactives touchant les quartiers résidentiels à proximité de la Station.

L'air émanant des bassins d'eaux usées de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) transporte des gaz odorants laissant échapper plusieurs formes de gaz dont le plus nocif, le H_2S. Ce gaz est aussi présent dans les eaux usées sous forme dissoute et est émis à l'atmosphère principalement dans les procédés de la Station qui subissent une aération ou une intense turbulence.

C'est donc dans cette perspective de respect des concitoyens et des réglementations depuis 1999 qu'un programme de gestion des odeurs est en oeuvre. En effet, les gestionnaires de la Station ont pris conscience de la problématique d'émission d'odeurs en 1998 lors du début d'une séquence de températures estivales battant des records de chaleur et de temps sec. Ces conditions étaient alors propices à la génération de mauvaises odeurs et le nombre de plaintes d'odeurs provenant des citoyens habitant à proximité de la Station a augmenté de façon très marquée.

Un plan d'action a alors été amorcé afin de mesurer l'impact des odeurs sur le voisinage de la Station. Ce plan comportait les volets suivants :

· la recherche des différentes sources possibles d'odeurs dans le périmètre de la Station;

· la modification des méthodes d'opération et d'entretien pour diminuer ou empêcher les émissions de mauvaises odeurs;
· la recherche de produits et de technologies de traitement des odeurs;
· la mise en place d'une politique de relation communautaire.

Tous les éléments du plan d'action ont alors été mis en marche. En partenariat avec la firme Odotech, des mesures de niveaux et de types d'odeurs émanant du site de la Station ont été mesurées.

Aujourd'hui, le plan d'action de suivi des plaintes des citoyens et de gestion des odeurs est bien implanté et comprend différents volets :

· la gestion des plaintes et des observations provenant de citoyens : communication avec les citoyens et suivi des plaintes;
· les tournées quotidiennes d'inspection du site de la Station;
· la mise en place, suivi et entretien d'unités de traitement des odeurs;
· le verdissement du site;
· le suivi continu des odeurs par un stagiaire à chaque été, la période la plus problématique.

La présente demande vise à octroyer un contrat de gré à gré à la firme Odotech pour effectuer la mise à jour et la mise en oeuvre du système Odoview ainsi que la mise à niveau de plusieurs équipements de mesure existants fournis par cette compagnie dans les années antérieures ainsi que la maintenance du système pour les cinq prochaines années. La firme Odotech s'est engagée à respecter les prix pour toute la durée du contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande 663757 - 19 août 2011 - émission d'un bon de commande de 17 300 $ (plus les taxes applicables) à la firme Odotech pour l'entretien et la vérification du système OdoWatch® en place;

Bon de commande 522315 - 6 juillet 2010 - émission d'un bon de commande de 38 000 $ (plus les taxes applicables) à la firme Odotech pour l'entretien et la vérification du système OdoWatch® en place;

Bon de commande 356494 - 19 mars 2003 - émission d'un bon de commande de 43 468.81 $ (plus les taxes applicables) à la firme Odotech pour la fourniture et l'installation de 4 nez électroniques.

DESCRIPTION

Le présent contrat inclut:

- la remise en fonctionnement du système de suivi en continu des odeurs OdoWatch ;
- l'intégration de neuf sources fixes de suivi des odeurs afin de générer, avec les données météo, un panache d'odeurs en temps réel;
- l'installation de l'outil Odoview^MC afin de faire la gestion et le suivi des plaintes reliées aux odeurs;
- le changement de l'interface de AERMOD V3 à AERMOD V4 ou CALPUFF;
- le raccordement à la station météo d'Environnement Canada.

et des services de maintenance du système pour les cinq prochaines années :

- la visite mensuelle de vérification;
- la réparation du système;
- la vérification à distance du bon fonctionnement du système;
- les vingt heures d'assistance technique par année;
- l' inspection annuelle du système.

JUSTIFICATION

Les nez électroniques et le système OdoWatch® sont une technologie développée et exclusive à la compagnie Odotech dont elle détient les brevets canadiens. Toute l'infrastructure a été acquise de cette compagnie au cours des années passées et est en opération mais avec une technologie plus ancienne. De plus, le personnel de l'entretien de la Station n'a pas les connaissances adéquates pour assurer la maintenance préventive du système.

Le système mis à jour permettra de produire des rapports sur l'émission des odeurs en intensité et selon la direction des vents. Cette approche permet d'effectuer une analyse plus objective de l'émission d'odeurs de la Station. Or, une approche objective des plaintes met en confiance les citoyens face aux analyses des différentes situations problématiques.

De plus, l'implantation de la nouvelle technologie OdoView^MC permettra une interaction améliorée avec les citoyens puisqu'elle permettra l'implantation de moyens de communication modernes et efficaces, tel que l'accès aux données via une application disponible sur téléphone intelligent ou par internet.

Finalement, puisque le contrôle des nuisances olfactives à la Station a grandement évolué au fil des ans, une mise à niveau est requise afin que le système OdoWatch® de la Station soit adéquat et fonctionnel et que la gestion du programme et le suivi des odeurs puissent continuer.

Après vérification, la firme Odotech n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles (RENA). La firme a, de plus, fourni son attestation de Revenu Québec en date du 3 avril 2014 (annexée en pièces jointes).

L'entreprise n'a pas à obtenir une autorisation de l'AMF dans le cadre de ce contrat. Par ailleurs, cette entreprise ne détient pas une telle autorisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services de mise à jour et de mise en œuvre du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées est de 143 718,75 $, taxes incluses. Cette dépense représente un montant net pour l'agglomération de 129 638,78 $ lorsque diminué des ristournes provinciale et fédérale.

Cette dépense est assumée à 45,6 % par le PTI 2014-2016 et à 54,4 % par le budget de fonctionnement 2015 à 2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

1. **Dépense assumée par le programme triennal d'immobilisations**

La dépense de 65 535,75 $, taxes incluses, soit un coût net de 59 115,10 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	**Total**
Investissements nets	59
Réserve de l'eau de l'agglomération	59
Emprunt net	0

2. **Dépense assumée par le budget de fonctionnement**

Cette portion de dépense sera priorisé aux budgets de fonctionnement 2015 à 2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 78 183,00 $, taxes incluses. Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 70 523,28 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera imputée comme suit :

Division : Entretien
Objet de dépenses : Entretien et réparation - infrastructures municipales / général

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La communication avec les citoyens est un des aspects les plus importants de la gestion des odeurs. En effet, deux rencontres d'information sont organisées chaque année afin de présenter les moyens mis en place à la Station afin de maintenir et même d'améliorer la situation au niveau des odeurs.

Les citoyens font également partie du groupe d'observateurs des odeurs. Une procédure de gestion des odeurs est en place afin de répondre rapidement aux citoyens constatant de mauvaises odeurs pouvant provenir de la Station. Les gestionnaires de la Station doivent donc identifier si la source des mauvaises odeurs est réellement la Station et si tel est le cas, agir à la source afin d'éliminer les mauvaises odeurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Durée des services : juin 2014 à mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de l'épuration des eaux usées (Sophie GASCON)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-13

Richard FONTAINE
Directeur - Direction de l'épuration des eaux usées

Tél : 280-3706
Télécop. : 514-280-4387

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Eau , Direction de l'épuration des eaux usées

Dossier # : 1143334009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le coût pour les services de mise à jour et de mise en œuvre du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées est de 143 718,75 $, taxes incluses. Cette dépense représente un montant net pour l'agglomération de 129 638,78 $ lorsque diminué des ristournes provinciale et fédérale.
Cette dépense est assumée à 45,6 % par le PTI 2014-2016 et à 54,4 % par le budget de fonctionnement 2015 à 2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

1. **Dépense assumée par le programme triennal d'immobilisations**

La dépense de 65 535,75 $, taxes incluses, soit un coût net de 59 115,10 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers $)	**Total**
Investissements nets	59
Réserve de l'eau de l'agglomération	59
Emprunt net	0

Information budgétaire

Imputation agglo :

Projet: 56529 Programme de mise à niveau de l'usine d'épuration des eaux usées
Sous-projet : 14-56529-510 Mise à niveau du système des odeurs
Simon : 152127
Requérant : Direction de l'épuration des eaux usées

2014	2015	2016	Ult.	Total

42	8	9	0	59

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable

Provenance
5030.5009003.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation :
5030.5009003.802707.04141.54590.000000.0000.152127.000000.11010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Contingences	Dépenses
56529	152127	1456529510	59 115,10 $	65 535,75 $		65 535,75 $

Affectation réserve de l'eau

L'affectation de la réserve de l'eau de l'agglomération sera effectuée annuellement en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

2. **Dépense assumée par le budget de fonctionnement**

Information budgétaire

Cette portion de dépense sera priorisé aux budgets de fonctionnement 2015 à 2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 78 183,00 $, taxes incluses. Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 70 523,28 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera imputée comme suit :

Division : Entretien
Objet de dépenses : Entretien et réparation d'infrastructures municipales / général

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

Information comptable

imputation :

	2015	2016	2017	2018
1030.0010000.103065.04141.55402.000000.0000.000000.056001.00000 (AF-Fonds de l'eau-Agglomération / budget régulier / entretien / traitement des eaux usées / entr. Rép. infrastructures municipales / général / secteur soutien)	17 630,82 $	17 630,82 $	17 630,82 $	17 630,82 $
	17 630,82 $	**17 630,82 $**	**17 630,82 $**	**17 630,82 $**

Lorsque le budget 2015 sera adopté par les instances décisionnelles, une demande d'achat sera émise afin de réserver les crédits budgétaires.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sophie GASCON
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-14

Philippe BRILLANT
Assistant - Surintendant Administration

Tél : 514-280-4009
Division : DEEU - Service de l'eau

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1143334009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants :

- Octroi d'un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. -Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant de 143 718,75 $, taxes incluses.

Le financement de ce contrat requiert du budget d'investissement et du budget de fonctionnement. Selon la Direction de l'épuration des eaux usées, cette dépense est assumée à 45,6 % par le PTI 2014-2016 et à 54,4 % par le budget de fonctionnement 2015 à 2018 du Service de l'eau.

Cette dépense représente un montant net pour l'agglomération de 129 638,38 $ qui sera financé comme suit :

1. **Budget d'investissement:**

Information comptable

Un engagement de gestion **no CC43334009** au montant de 59 115.10 $ a été pris au compte suivant :

5030.5009003.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

5030.5009003.802707.04141.54590.000000.0000.152127.000000.11010.00000 59 115.10 $

Information budgétaire

Projet: 56529 Programme de mise à niveau de l’usine d’épuration des eaux usées
Sous-projet : 1456529-510 Mise à niveau du système des odeurs

2014	2015	2016	Ult.	Total
42	8	9	0	59

2. Budget de fonctionnement:

Afin qu'il n'y ait aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal, la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau devra prévoir le budget de fonctionnement requis au montant total de 70 523,28 (net) à compter de 2015 et pour les années subséquentes à même sa dotation budgétaire.

2015	2016	2017	2018	Total
17 630,82	17 630,82	17 630,82	17 630,82	70 523,28

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis RAYMOND
Agent comptable
Tél : 514-872-8533

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-14

Marc LACHANCE
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-5877
Division : Direction des opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1143334009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Selon l'ensemble des informations fournies par le service, il ressort que l'objet du contrat découle de l'utilisation d'un logiciel en lien avec des équipements brevetés par Odotech pour assurer la compatibilité avec les systèmes existants.
Vu les dispositions de la Loi sur les cités et villes (art. 573.3, al.1, par. 6) et considérant que le montant de la dépense nette est supérieur à 100 000$, nous confirmons que l'approbation de ce contrat de gré à gré relève de la compétence du conseil d'agglomération (L.R.Q., c. E-20.001, art. 17, 18 et 19, par. 5; Décret #1229-2005, art. 16; Charte, art. 33 et 34.1, al. 1, par. 1).

La proposition d'Odotech portant le numéro de soumission 140411-01SL –Avril 2014 est donc approuvé quant à sa validité et à sa forme.

D140414 - Soumission_VDM_JMarcotte_Visé.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel





PROPOSITION TECHNIQUE ET FINANCIERE - SYSTEME ODOWATCH® – MISES A JOUR & MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME ODOVIEW^MC

Présentée à

Ville de Montréal
À l'attention de Mme Karine Raby

Site concerné :

Station de traitement des eaux usées de Jean-R. Marcotte

Soumission 140411-01SL - Avril 2014

Rédigée par :	Approuvée par :
S. LEVEQUE	M. GARELLEK

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2
CONTEXTE ET OBJECTIFS 3
REMISE EN FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE SUIVI EN CONTINU DES ODEURS : ODOWATCH® - LES DIFFERENTES MISES À JOUR À METTRE EN ŒUVRE 3
1. NEZ ELECTRONIQUES 3
2. SYSTEME DE COMMUNICATION 3
3. INTEGRATION DE SOURCES FIXES (9 SOURCES) 3
PROPOSITION D'UN OUTIL DE GESTION ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES : ODOVIEW^MC 4
1. PRINCIPE 4
2. FONCTIONNALITES 5
3. AVANTAGES 5
4. ACCES POSSIBLES POUR LE DEPOT DES OBSERVATIONS 5
5. LIVRABLES 5
CHANGEMENT DE L'INTERFACE ODOWATCH® - DE V3 AVEC AERMOD A V4 AVEC CALPUFF 6
1. INTERFACE ODOWATCH® - VERSION 3 6
2. INTERFACE ODOWATCH® - VERSION 4 7
3. CALPUFF ET AERMOD – AVANTAGES / INCONVENIENTS 10
UTILISATION DE LA STATION MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA 11
RESEAUTIQUE 12
SOMMAIRE DE LA PROPOSITION POUR LA MISE A JOUR DU SYSTEME ODOWATCH® ET LA MISE EN PLACE D'ODOVIEW^MC 13
COÛTS 14
CONDITIONS DE PAIEMENT 16
VALIDITE DE L'OFFRE 16
ENGAGEMENTS 16
OBLIGATIONS 17
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE DE MONTREAL 17
OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR 17
RESPONSABILITE ET INDEMNISATION 18
ÉQUIPEMENTS ET METHODES DES DROITS DE PROPRIETE 18
ÉVOLUTIONS - MODIFICATIONS 18
ACCEPTATION DES CONDITIONS 18
LIAISON INTERNET 18
SUPERVISION DES TRAVAUX 18
CONTACTS 19
ANNEXES 20
ANNEXE I – EXEMPLE DE RAPPORT AUTOMATISE DE LA V4 D'ODOWATCH® – RAPPORT DE CONCENTRATION AUX POINTS D'ALERTES 21
ANNEXE II – EXEMPLE DE RAPPORT AUTOMATISE DE LA V4 D'ODOWATCH® – RAPPORT METEOROLOGIQUE 22

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les gestionnaires de la station d'épuration Jean-R. Marcotte de Montréal possèdent un système OdoWatch® de suivi en continu des odeurs constitué à l'initial de 11 nez électroniques. Aujourd'hui, il reste 3 nez électroniques en fin de vie sur la station. Sur ces trois nez, deux peuvent être calibrés et mis à jour (décanteur et biofiltre effluent). Pour sa part, le troisième nez est obsolète et ne sera donc pas utilisé (biofiltre bloc F). Dans le même ordre d'idée, le système de communication en place est également à remplacer car il est aujourd'hui endommagé et obsolète.

De plus, les gestionnaires de la station veulent éventuellement acquérir une station météorologique d'Environnement Canada et souhaiteraient que le système OdoWatch® puisse dans le futur recueillir ces données pour la modélisation de dispersion des odeurs. Également, pour optimiser la gestion des plaintes et comprendre les phénomènes en jeu, la ville de Montréal est intéressée par le module OdoView^{MC}.

Ce document présente les différentes solutions de remise en route du système et d'optimisation ainsi que les termes de la garantie pour le système qui sera mis en place.

REMISE EN FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI EN CONTINU DES ODEURS : ODOWATCH® - LES DIFFÉRENTES MISES À JOUR À METTRE EN ŒUVRE

1. Nez électroniques

Alors que le nez du biofiltre bloc F sera remplacé par une valeur fixe, les 2 autres peuvent être mis à jour. Pour cela, il est nécessaire de changer sur chaque nez : la pompe de prélèvement, la chambre de mesure, la carte WCM et la carte CTCM.

Aussi, au terme de ces changements, les nouveaux nez électroniques devront être calibrés afin d'assurer la configuration du nouveau système en place. Pour y parvenir, Odotech pourra notamment s'appuyer sur les résultats de la campagne de mesures olfactométriques du mandat P13-013-AE qui lui avait été attribué à l'été 2013.

2. Système de communication

Le système actuel qui n'est plus en fonctionnement devra être remplacé par un système de communication 2.4 GHz - spectre par saut de fréquence (2.400 @ 2.4835 GHz). Pour cela, Odotech procédera à l'installation d'un nouveau Wireless Bridge et un répéteur RX adaptés à la modification des cartes de communication WCM sur les 2 nez conservés.

Note importante : Tous les nez devront être accessibles facilement et de façon sécuritaire. Si des équipements, telle qu'une nacelle, s'avèrent nécessaires, les coûts associés seront à la charge du client.

3. Intégration de sources fixes (9 sources)

Les sources d'odeurs qui ne seront pas suivies par nez électronique seront intégrées dans le logiciel de modélisation sous forme de sources à débits odeurs fixes. Ces sources, identifiées et mesurées lors de la campagne 2013 seront intégrées au logiciel. L'avantage de cet ajout est de prendre en compte l'ensemble des sources du site. L'intégration de ces sources permet d'avoir une évaluation globale des émissions d'odeur. En effet, certains évènements malodorants, que les émissions des sorties des procédés de désodorisation n'expliqueront pas, pourront être interprétés uniquement grâce à la visualisation des panaches odorants provenant de sources fixes.

PROPOSITION D'UN OUTIL DE GESTION ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES : ODOVIEW^{MC}

OdoView^{MC} est un outil de réception et d'analyse des observations d'odeurs. En plus de faciliter la communication entre gestionnaire et riverains, il permet à l'exploitant du site de prendre en compte toutes les observations quelqu'en soit l'origine et de les utiliser à son avantage pour progresser dans la maitrise des émissions d'odeur. Ce système permet donc :

- d'éviter toute perte d'information en provenance de la communauté
- l'amélioration des actions sur site tout en collaborant avec le voisinage.

1. Principe

OdoView^{MC} enregistre en continue via une interface simple les observations spontanées et programmées de tout type d'observateur. Il permet aux comités d'observateurs, aux employés et à n'importe quel riverain du site de déposer son observation de manière simple et standardisée.

Les observations sont collectées en continu et analysées par le système afin d'obtenir des informations utiles pour le gestionnaire : fichier complet de données, projection des observations sur une carte satellite, résultats d'analyse selon les conditions météorologiques et rapports de synthèse.

Un grand volume d'information est ainsi valorisé intelligemment, le gestionnaire pouvant dorénavant utiliser les observations à son avantage pour optimiser la gestion de son site.



Synoptique et fonctionnalités possibles du système OdoView

2. Fonctionnalités

- Alerte courriel instantanée dès la notification d'une odeur
- Solution flexible en Cloud (logiciel en ligne via votre navigateur)
- Configuration personnalisée avec l'aide de nos experts odeurs
- Outils de d'extraction de rapport odeur en ligne adaptés à votre contexte

3. Avantages

- Utilise les nez de vos voisins comme détecteurs d'odeurs mobiles
- Favorise la participation dynamique de votre communauté dans vos efforts pour mieux gérer les odeurs
- Permet d'obtenir en instantané l'information des riverains sur leurs perceptions des odeurs
- Centralise automatiquement les observations à travers une interface simple d'utilisation
- Fournit des accès aisés et variés pour tous les observateurs (Smartphone / tablette / ordinateur…)
- Importe des données météorologiques automatiquement
- Constitue un outil complet de traitement et de synthèse des observations pour le gestionnaire
- Sauvegarde d'un maximum d'informations précieuses
- S'intègre à un plan de gestion des odeurs

4. Accès possibles pour le dépôt des observations

- Téléphone intelligent (Android, IPhone et téléphone acceptant le code HTML)
- Tablettes
- Ordinateurs

5. Livrables

- Extraction sous forme de fichier .csv (excel) de l'ensemble des plaintes et paramètres associés
- Projection sur carte des observations / superposition des panaches d'odeurs.

CHANGEMENT DE L'INTERFACE ODOWATCH® - DE V3 AVEC AERMOD À V4 AVEC CALPUFF

1. Interface OdoWatch® - Version 3

Le système actuel est équipé de l'interface 3 d'OdoWatch®. Il se présente sous la forme suivante :



Interface OdoWatch® 3

Cette interface est utilisée par les gestionnaires de la Station de Traitement des Eaux qui connaissent dorénavant les différentes options et fonctionnalités.

2. Interface OdoWatch® - Version 4

L'interface OdoWatch® V4 se présente sous la forme suivante :



Interface OdoWatch® 4

Parmi les nouvelles fonctionnalités de l'interface V4 on peut retrouver :

- Animation de panache : permet de visualiser une vidéo de l'évolution du panache sur les 24 dernières heures ;
- Poste de travail : nouvelles fonctionnalités pour permettre à l'utilisateur d'agencer les différentes fenêtres comme il le souhaite ;
- Extraction de rapports automatisés sur les périodes choisies par l'utilisateur : exportation de données / rapport de concentration aux points d'alerte / rapport des mesures de concentration des sources / rapport des taux d'émissions des sources / rapport météorologique. Ces rapports sont désormais plus complets et peuvent être reçus automatiquement par courriel (exemples de rapport en Annexes 1 & 2) ;
- Affichage continu du statut (état des points d'alerte) : le pictogramme est vert quand aucun seuil n'est franchi aux récepteurs, orange quand le premier niveau de seuil est franchi et rouge quand le deuxième niveau est atteint ;
- Création d'objet : l'utilisateur peut ajouter des points d'alertes ou encore modifier les sources (taille d'une surface émettrice par exemple) ;
- Support de CALPUFF.

Les fonctionnalités comme les créations d'objet par exemple sont réservées aux utilisateurs chevronnés, l'option n'est donc accessible que pour les usagers du plus haut niveau d'accès.

Des corrections de problème de logiciel et des optimisations sur la stabilité ont également été réalisées sur OdoWatch® 4.

Voici quelques exemples illustrant certaines nouvelles fonctionnalités :

Option animation de panache :

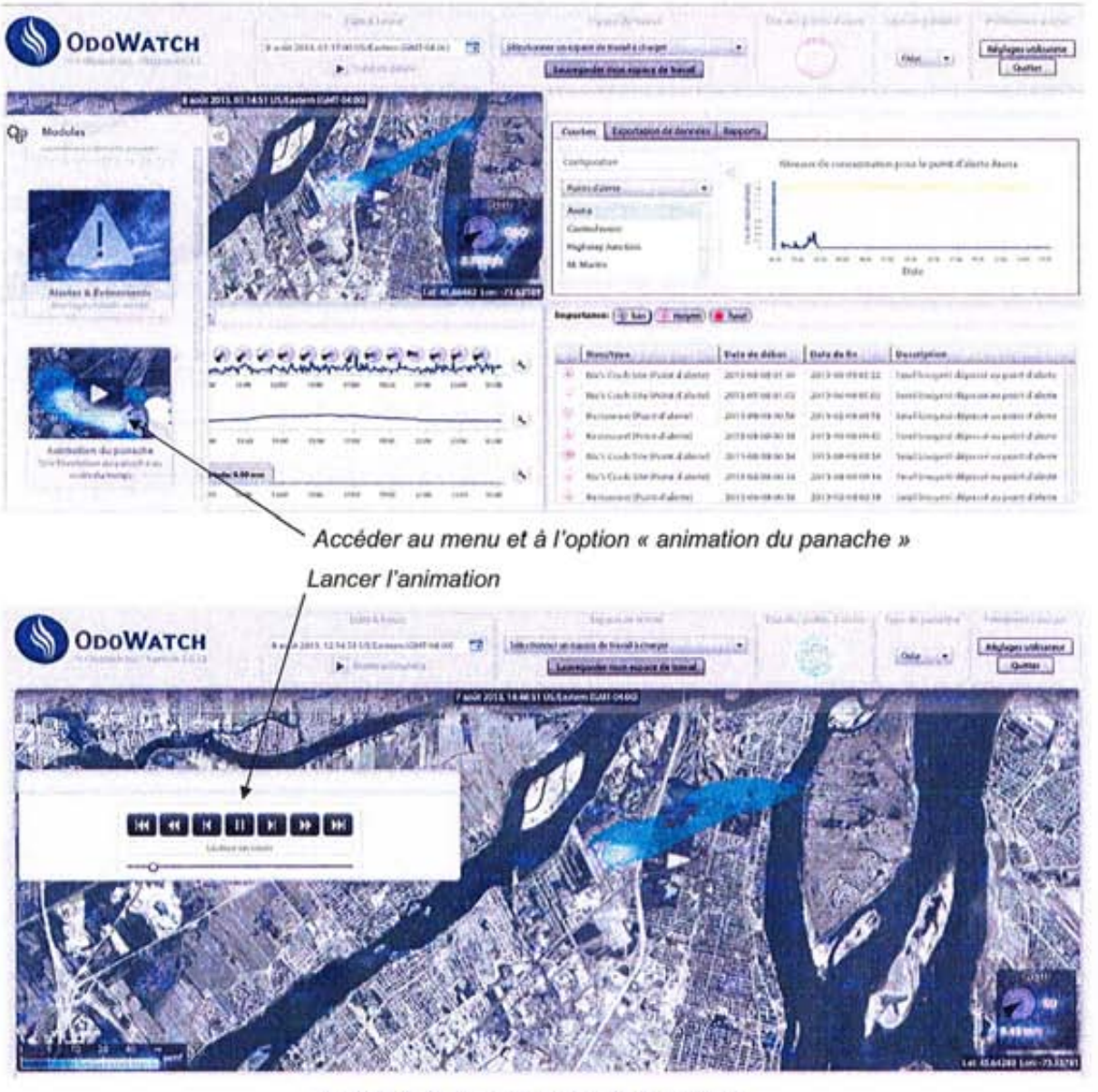


Illustration de l'option - animation du panache

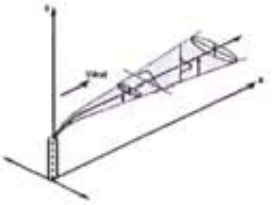
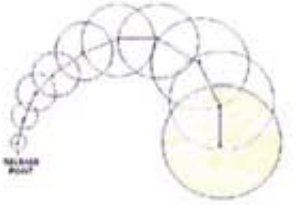
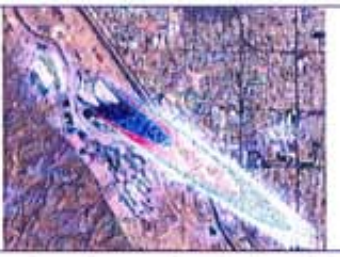
Option modification des sources :



Trois éléments sont particulièrement avantageux pour le client : le support possible de CALPUFF (avantages en page suivante), l'indicateur « état des points d'alerte » et la visualisation du film des dernières 24h qui permet de comprendre les phénomènes en jeu dans la dispersion et l'apparition de plainte.

3. CALPUFF et AERMOD – Avantages / Inconvénients

La présente section décrit les caractéristiques des 2 logiciels de modélisation disponibles sur la version 4 d'OdoWatch®. Le tableau suivant décrit les principales différences entre CALPUFF et AERMOD. Les points abordés sont non exhaustifs.

Points	AERMOD	CALPUFF
Réglementations	Approuvé par l'USEPA *Guideline Models* et recommandé dans le guide de la modélisation (Qc, Leduc, 2005)	Approuvé par l'USEPA *Guideline Models* et recommandé dans le guide de la modélisation (Qc, Leduc, 2005)
Intégration de la topographie	Topographie peu accidentée	Topographie accidentée
Calculs à longue distance	< 50 Km	> 50 Km
Méthode de calcul mathématique	Gaussienne	Lagrangienne
Méthode de calcul - dispersion	AERMOD utilise la valeur à la source une fois pour réaliser tous les calculs dans la grille et dessiner le panache. Un panache calculé à l'instant T suivra cette trajectoire à l'infini et ne changera pas de direction avec la donnée météo suivante.	CALPUFF fonctionne par étapes successives, il reprend la valeur calculée à la 1ère maille pour estimer la deuxième et ainsi de suite. Le modèle a une mémoire de la position précédente du panache.
		
		
Stagnation & vents calmes	Pas de mise en mémoire lors de la stagnation générant des limites sous vents calmes	Calculs optimisés sous vents calmes, mise en mémoire lors des stagnations, donc meilleure intégration des effets d'accumulation.
Intégration des effets de vallée et brises côtières	Non	Oui, module spécifique pour prendre en compte les variations au niveau de la couche limite terrestre
Paramètres géophysiques	AERMOD intègre la typologie du terrain grâce à des moyennes réalisées au préalable par secteur sur la zone d'étude en fonction de la rugosité des albédos et ratio de Bowen.	CALPUFF peut utiliser des cartographies détaillées d'utilisation du sol

UTILISATION DE LA STATION MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

Une station météo d'Environnement Canada sera possiblement installée sur le site de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Il est ainsi envisagé de l'utiliser pour le système OdoWatch® et OdoView^MC. Pour y parvenir, les éléments présentés dans le tableau suivant devront être générés sous forme de fichier *.txt et fournis aux systèmes. La génération et l'envoi des fichiers *.txt sera à la charge de la Ville de Montréal.

Identifiant	Unité	Exemple	Commentaires
Identifiant message	---	100	Valeur instantanée, toujours la même
Année	---	2013	Valeur instantanée
Jour de l'année	---	112	Valeur instantanée
Temps	heure/minute	1300	Valeur instantanée. Format 24h
Identifiant Station	---	2045	Valeur instantanée
Pression	hectopascal	210,6	Moyenne sur 1 minute
Température de l'air	°C	10,6	Moyenne sur 1 minute
Humidité relative	%	60,6	Moyenne sur 1 minute
Vitesse de vent	mètre/seconde	2,5	Moyenne sur 1 minute
Direction du vent	degré	320	Moyenne sur 1 minute
Précipitation	millimètre	1,2	Total sur 1 minute
Radiation solaire	watt/metre²	36,04	Moyenne sur 1 minute

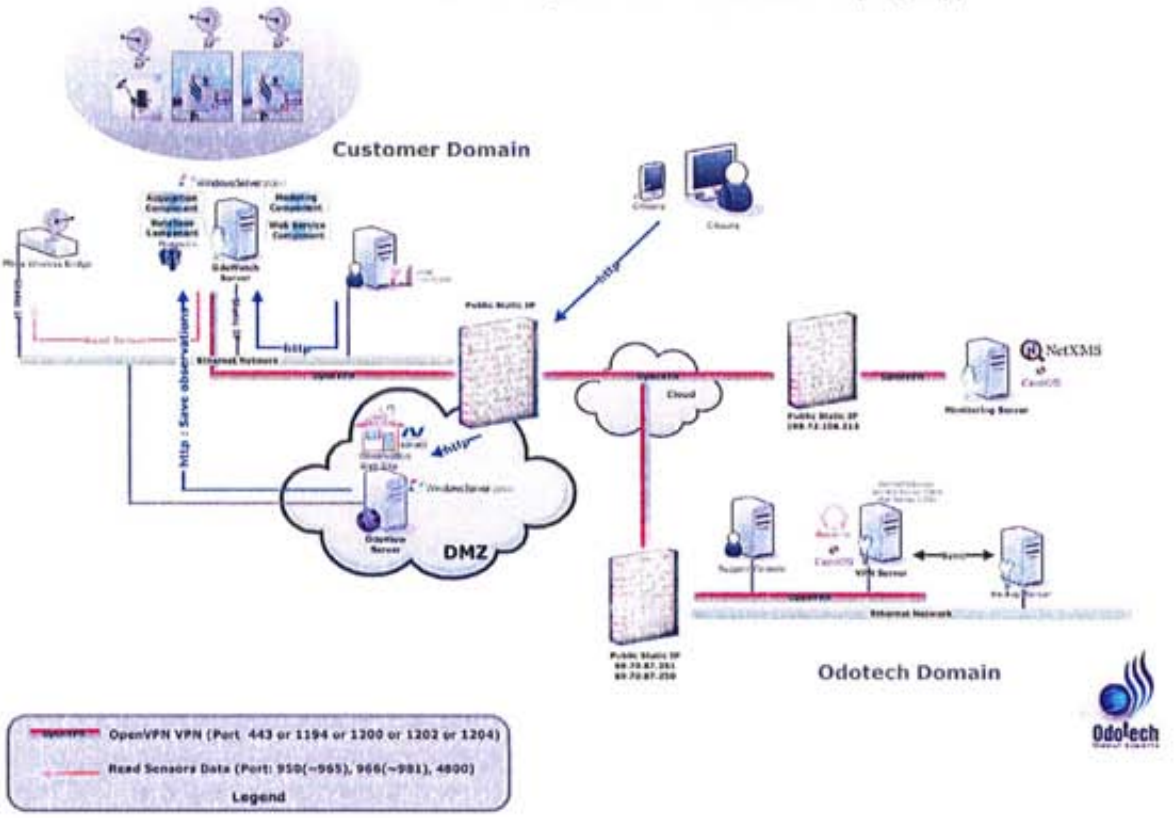
La mise en œuvre (fréquence, type d'envoi, etc.) sera faite en collaboration entre les services informatiques de la Ville de Montréal et l'équipe technique d'Odotech.

RÉSEAUTIQUE

Afin qu'OdoWatch fonctionne correctement et que le module OdoView soit accessibles au comité d'observateurs de la Ville de Montréal, la solution suivante a été retenue.

- Le serveur OdoWatch utilisera Windows 2008R2 comme système d'exploitation (serveur virtuel fourni par la ville), Odotech se réserve le droit de contrôler les applications fonctionnant sur ce serveur incluant les logiciels de type Antivirus ;
- Le serveur OdoView sera dans une DMZ afin qu'il soit accessible depuis l'extérieur à travers un lien internet URL ;
- Le serveur OdoWatch devra avoir accès au Wireless Bridge sur le réseau Ethernet de la ville de Montréal ;
- Le serveur OdoWatch sera accessible par Odotech via OpenVPN ou clé RSA.

OdoWatch/OdoView Architecture (Legacy)



SOMMAIRE DE LA PROPOSITION POUR LA MISE A JOUR DU SYSTÈME ODOWATCH® ET LA MISE EN PLACE D'ODOVIEW^MC

La présente section décrit les termes de la garantie de 5 ans offerte à la Ville de Montréal pour l'ensemble de la mise à jour. Son prix est directement intégré aux prix retrouvés en page 15/22.

L'objectif est d'offrir aux responsables de la Station une garantie pour que ce système de 2 nez électroniques fonctionne de manière optimale pendant un pourcentage élevé du temps, aussi près de 100% que possible. Il faut que la direction technique de la Station de Traitement des Eaux puisse réagir, basé sur les données du système, et ce dès qu'elle reçoit une plainte d'odeur.

À cette fin, nous proposons les éléments suivants au titre d'un contrat de garantie inclut à la vente et pour une durée de 5 ans :

1. Services

- Une visite mensuelle de vérification/entretien du système, par un technicien d'Odotech dûment formé ;
- La prompte réparation / correction des problèmes qui surviennent, compte tenu des conditions de cette section régissant les pièces de rechange et la main d'œuvre nécessaire ;
- Inspection à la fin de chaque année (couvrant 21 points) et 1 rapport d'inspection avec émission d'un certificat. Le rapport détaillera l'état des composantes majeures et critiques du système ainsi que les travaux d'entretien à réaliser par l'adjudicataire ;
- Jusqu'à 20hrs d'assistance technique (incluant formation et appel de services) par année ;
- Vérifications périodique à distance du bon fonctionnement du système ;

2. Pièces de rechange

- Jusqu'à 1 pompe de remplacement par nez électronique/année ;
- Jusqu'à 1 ensemble de filtre de remplacement par nez électronique/année ;
- Jusqu'à 1 ensemble de détecteur de gaz de remplacement par nez électronique/année;
- Jusqu'à 1 carte IO de remplacement par année ;
- Jusqu'à 1 station météo de remplacement pour chaque 2 an d'utilisation (moyen de manutention / nacelle à la charge du client).

Défauts couverts par la garantie

Odotech s'engage à corriger tout défaut de fonctionnement dû à un défaut matériel de conception ou de fabrication dans les limites des dispositions ci-dessus. L'obligation d'Odotech ne s'applique pas si le défaut est dû, soit à la matière fournie par l'acheteur ou à une conception imposée par l'acheteur.

La garantie s'applique pour le remplacement ou la réparation découlant de l'usure normale. Elle ne s'applique pas aux incidents en cas de force majeure (catastrophe naturelle, guerre... etc.), suite à la détérioration ou des accidents dus à la négligence du client, à son incapacité à garder et entretenir l'équipement, ou à son utilisation incorrecte de celui-ci.

Mise en œuvre de la garantie

Le système étant sous garantie, Odotech doit diligemment corriger les défauts à ses propres frais. Odotech se réserve le droit, le cas échéant, de modifier les caractéristiques de l'équipement afin de répondre à ses obligations.

Les travaux résultant de l'obligation de garantie seront assurés par Odotech ou par le personnel d'un représentant dûment mandaté par Odotech. Le coût de transport de matériel ou de pièces réparées ou remplacées sera supporté par Odotech. Les pièces remplacées gratuitement sont remises à Odotech, et deviennent sa propriété.

Disponibilité de pièces

Il est entendu qu'Odotech garantit la disponibilité des pièces pour la période de garantie de 5 ans, en cas de nécessité de renouvellement.

COÛTS

Le tableau suivant résume les coûts hors taxes liés à l'offre d'Odotech pour tous les points listés, garantie incluse :

Coûts ($CAD, hors taxes)							
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	TOTAL
Mise à jour	**Remise en fonctionnement du système de suivi en continu des odeurs OdoWatch®** – Mise à jour de 2 nez électroniques : Changement des cartes de communication WCM, des pompes, des chambres de mesure et des cartes CTCM – Calibration des 2 nez électroniques (sur le site) – Système de communication : Installation d'un Wireless Bridge 2.4 GHz et d'un répéteur RX – Installation sur le site* et Mise en route **Intégration de 9 sources fixes** – Développement IT et Mise en œuvre **Installation de l'outil OdoView^MC** – Développement IT et Mise en œuvre **Changement de l'interface de V3 AERMOD à V4 AERMOD** – Développement IT et Mise en œuvre** **Location Cloud pour l'outil OdoView^MC** **GARANTIE 5 ANS de l'ensemble des équipements selon les termes de la partie sommaire en page 13/22**	41 000 $	17 000 $	17 000 $	17 000 $	17 000 $	
Option	**Installation de CALPUFF en remplacement d'AERMOD** – Fourniture de CALPUFF – Développement IT	8 000 $					
Option	**Raccord du système OdoWatch® à la station météo d'Environnement Canada (qui sera installée éventuellement)** – Configuration associée – Développement IT – Mise en route	8 000 $					
	TOTAL						125 000 $

Les installations électriques et les passages de câbles nécessaires au raccordement des éléments du système seront la responsabilité de la Ville de Montréal. S'il devait s'avérer nécessaire d'utiliser une nacelle pour procéder à l'installation d'un ou plusieurs éléments du système, la Ville de Montréal devra en défrayer le coût.

****l'ordinateur hébergeant le système OdoWatch®, qui centralisera les données, sera fourni par la ville de Montréal (communiquer avec Odotech pour la définition des spécifications techniques)***

CONDITIONS DE PAIEMENT

Dès l'acceptation de cette proposition, les paiements s'échelonneront selon l'échéancier suivant :

- Mises à jour (année 1) et options (année 1 à 5 selon) : payable sur livraison des services et livrables mis en service à la satisfaction de la Ville.
- Paiement du reste des mises à jour des années 2, 3, 4 et 5 incluant le service de garantie versé selon le montant correspondant à l'année indiquée au tableau de l'article Coût et après la mise en service de ladite mise à jour.

Aux prix indiqués s'ajoutent les taxes applicables.

VALIDITE DE L'OFFRE

Le prix des mises à jour et options est garanti à la Ville de Montréal pour 5 ans à compter de la date de réception du premier bon de commande.

ENGAGEMENTS

Odotech reconnaît et confirme que lui-même et les personnes liées à lui ont procédé à leurs propres analyse et examen de l'information pour soumettre la présente proposition et, avant la signature et le commencement du contrat, se sont uniquement fiées à leurs propres conseils professionnels indépendants et analyse indépendante et se sont assurés de l'exactitude, de l'exhaustivité et de l'adaptation aux besoins de l'information pour mener à terme le contrat.

Odotech reconnaît que Ville de Montréal ne donne aucune garantie ni ne fait de promesse de quelque nature que ce soit en ce qui concerne l'information divulguée et, notamment, ne garantit pas que l'information divulguée constitue l'ensemble des renseignements en sa possession ou sous son contrôle.

Odotech s'engage à ne pas présenter à la Ville de Montréal une réclamation sur une base contractuelle ou extracontractuelle, notamment pour dommages-intérêts, pour une prolongation de délai ou pour des paiements supplémentaires aux termes du présent contrat, et Odotech ne peut présenter et doit exiger que les sous-traitants ou personnes liées à Odotech ne présentent une telle réclamation pour l'un des motifs suivants :

(i) un malentendu ou une méprise quant à l'information divulguée ou utilisée dans le cadre de la proposition ou du contrat;

(ii) l'inexactitude, l'insuffisance ou le caractère inadéquat de l'information;

(iii) des renseignements erronés ou insuffisants relatifs à de l'information transmise par une personne, que ce soit la Ville ou non; ou

(iv) une personne que ce soit la Ville ou non a omis de communiquer des renseignements à Odotech ou de lui en donner l'accès ou a omis de mettre à jour l'information ou d'aviser Odotech d'une telle mise à jour.

Par ailleurs, Odotech n'est pas libéré de ses obligations ou de ses responsabilités aux termes du contrat pour l'un des motifs précédemment exposés.

Une personne au moins de l'encadrement de la Station de Traitement des Eaux sera sur place lors de nos déplacements pour nous guider sur le site lors de la mise à jour des équipements.

La proposition d'Odotech, si acceptée par la Ville, constitue un contrat à prix forfaitaire. D'autre part, il est entendu que si des services, prestations, options, pièces ou produits supplémentaires étaient requis par le client, ils feront objets d'un chiffrage séparé.

Enfin, tout honoraire à l'égard de mandats spéciaux, autres que ceux mentionnés préalablement, devront faire l'objet d'une entente écrite avant le début des travaux. Nous sommes aussi en mesure de vous garantir une structure d'honoraires compétitifs pour de telles réalisations.

OBLIGATIONS

Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal

La compagnie Odotech a pris connaissance de la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et s'engage à la respecter.

Obligations de l'acheteur

Afin de se prévaloir de ces dispositions, l'acheteur doit aviser Odotech immédiatement par écrit des prétendus défauts d'équipement et fournir les preuves justifiées. L'acheteur doit faciliter l'accès à Odotech pour que ce dernier soit en mesure de trouver la faille ou un défaut et d'y remédier. L'acheteur doit s'abstenir d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers, sauf s'il a le consentement explicite d'Odotech pour le faire.

Responsabilité et indemnisation

La responsabilité d'Odotech est strictement limitée aux obligations ainsi définies, il est entendu qu'Odotech doit être dégagé de toute responsabilité et ne peut être soumis à des demandes d'indemnisation ou de dommages-intérêt, y compris les dommages immatériels ou indirects ou consécutifs tels que la perte de revenus, perte d'usage ou profit et répercussions liées à la réclamation de tiers.

Équipements et méthodes des droits de propriété

Il est entendu que tous les noms, les documents et les outils élaborés, présentés et utilisés par Odotech dans le cadre de ce projet restent la propriété exclusive d'Odotech et ne peuvent pas être copiées ou reproduites de toute autre manière sans le consentement préalable d'Odotech.

Évolutions - Modifications

La description ci-dessus n'a qu'une valeur indicative. Afin d'améliorer la qualité et la performance de ses équipements, Odotech se réserve le droit d'apporter toute modification jugée utile sans préavis.

Acceptation des conditions

Toute suppression, modification ou complément aux conditions générales de cette offre exclusive de services ne lient les parties que si elles sont confirmées par écrit et signé conjointement par les représentants autorisés du Client et d'Odotech.

Si un ordre d'achat doit être émis par le client, aucune disposition de ce bon de commande en contradiction avec le présent Protocole ne s'appliquent à cette entente, sauf si il y a une autorisation écrite à cet effet signée par un représentant autorisé d'Odotech.

Le client doit retourner à Odotech un exemplaire dûment signé de cette offre exclusive, et un bon de commande précisant le numéro de cette offre exclusive ainsi que l'acceptation de ses dispositions.

Liaison internet

Pour le bon fonctionnement du système, il devra être mis à disposition d'Odotech :

- Une connexion internet stable et à haute vitesse.
- Une adresse IP publique fixe.
- Un accès aux routeurs et à un responsable informatique à des fins de configurations réseaux (pare-feu,...etc.)

Supervision des travaux

Odotech est responsable de la supervision des travaux d'installation à l'exception des travaux liés à l'alimentation électrique et à la réseautique (serveur OdoWatch et internet)

CONTACTS

Veuillez SVP contacter M. Samuel Lévêque ou M. Marvin Garellek pour toute information complémentaire concernant la présente proposition.

Samuel Lévêque

Chargé de Projets

Direct : 514 340 5250 # 204
sleveque@odotech.com

Marvin Garellek

Responsable des ventes

Direct : 514 340 5250 # 502
mgarellek@odotech.com

Odotech
See. Track. Control Odor.
3333 Chemin Queen Mary #301
Montréal (Québec), Canada H3V 1A2
Tél : (514) 340-5250
Fax : (514) 340-5211
www.odotech.com

ANNEXES

Annexe I – Exemple de rapport automatisé de la V4 d'OdoWatch® – Rapport de concentration aux points d'alertes

Rapport OdoWatch pour OdoWatch Demo

Site: OdoWatch Demo **Généré:** 08/08/2013 14:34

Type de Rapport: Rapport de concentration aux points d'alerte

Période du Rapport: 07/08/2013 00:00:00 - 08/08/2013 14:33:29

Odor

ID	Nom du Point d'Alerte	Moyenne sur 1 heure la plus élevée u.o./m3	Valeur maximale sur 4 minutes u.o./m3	Temps Total de dépassement					
				Seuil Bas		Seuil Moyen		Seuil Haut	
				hh:mm	%	hh:mm	%	hh:mm	%
17	School	3	7	2:24	6	0:12	0	0:00	0
18	Arena	3	10	1:40	4	0:32	1	0:08	0
19	Restaurant	9	27	15:52	41	6:00	15	1:32	3
20	M. Martin	0	2	0:00	0	0:00	0	0:00	0
27	Highway Junction	4	12	1:00	2	0:16	0	0:04	0
43	Control room	25	83	10:52	28	4:32	11	2:40	6
138	Nic's Crash Site	8	28	0:16	0	9:24	24	38:28	99

Legende:

ID: Identificateur numérique utilisé par le système OdoWatch pour identifier les points d'alerte.

Nom du Point d'Alerte: Nom associé au point d'alerte

Moyenne sur 1 heure la plus élevée (u.o./m3): Moyenne sur 1 heure la plus élevée pour la période du rapport

Valeur maximale sur 4 minutes (u.o./m3): Valeur maximale sur 4 minutes pour la période du rapport

Temps Total de dépassement (hh:mm): Durée totale pendant laquelle la concentration a dépassée le seuil pour la période spécifiée

Temps Total de dépassement (%): Pourcentage de la durée totale pendant laquelle la concentration a dépassée le seuil pour la période spécifiée

Seuil Bas: Niveau de seuil bas pour les alertes

Seuil Moyen: Niveau de seuil moyen pour les alertes

Seuil Haut: Niveau de seuil haut pour les alertes

Page 1 of 1

Annexe II – Exemple de rapport automatisé de la V4 d'OdoWatch® – Rapport météorologique

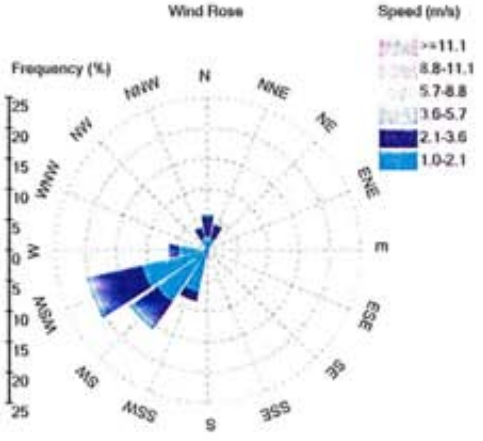
Rapport OdoWatch

ODOWATCH

Site: OdoWatch Demo **Généré:** 8/8/2013 2:34:03 PM

Type de rapport: Rapport météorologique

Période du rapport: 8/7/2013 12:00:00 AM - 8/8/2013 2:33:41 PM



Nombre de données complètes			578
Données manquantes/incomplètes		(%)	1
Vent calme (%)	(<=1.0	m/s)	32
Écart type pour la vitesse du vent	(	m/s)	1.05
Vitesse moyenne	(	m/s)	1.51
Vitesse maximum	(	m/s)	6.71
Vents prédominants			OSO
Température minimum	(	°C)	15.85
Température moyenne	(	°C)	21.17
Température maximum	(	°C)	27.96
Humidité minimum		(%)	47
Humidité moyenne		(%)	67
Humidité maximum		(%)	84

Légende:

Données manquantes/incomplètes: Nombre d'observations enregistrées

Manquantes/Incomplètes (%): Nombre de données incomplètes en pourcents

Écart type pour la vitesse du vent (m/s): Expression de la différence entre valeur observée et valeur moyenne

Légende:

Direction: La direction du vent indique la direction depuis laquelle le vent arrive.

Fréquence: La distribution des occurrences de direction de vents et vitesse de vents est présenté dans un diagramme radial à 16 axes découpés en secteur selon la direction.

Vitesse: La vitesse du vent est découpée en 6 plages de vitesse. Les vitesses de vent inférieures au seuil minimal sont considérées comme calmes et ne sont pas incluses dans la rose des vents.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1143334009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Fournisseur exclusif.

Brevets Odotech



Brevets Odotech.pdf

Attestation de Revenu Québec



Attestation de revenus Odotech.PDF

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Un organisme d'Industrie Canada

Canadian Intellectual Property Office
An Agency of Industry Canada

Canada

Accueil > CPD > Recherche simple > Résultats de la recherche

Base de données sur les brevets canadiens

Résultats de la recherche

2014-03-10 03:35:54

Interrogation: odotech

Recherche

Interrogation soumise: odotech

3 documents sur 2 172 716 répondent à votre interrogation. Pour visualiser les détails d'un document, cliquez sur son numéro.

#	numéro de brevet	titre du brevet	marque
1.	2731162	SYSTEME ET PROCEDE POUR LA REGULATION DYNAMIQUE DE L'EMISSION D'ODEURS	82 %
2.	2816340	PROCEDE D'ECHANTILLONNAGE DESTINE A ETRE UTILISE DANS UNE MESURE D'ODEUR	80 %
3.	2725319	PROCEDES ET APPAREILS POUR DETECTER DES ODEURS	80 %

Dernière mise à jour: 2014-03-06

3 avril 2014

La demande d'attestation a été transmise le 3 avril 2014 à 11 h 43 min 21 s par Joanne Jones. Le numéro de référence est **000309952**.

Une attestation a été délivrée. Vous la trouverez ci-dessous.

Afin de préserver la confidentialité de ses renseignements, l'entreprise doit remettre uniquement son attestation et non pas l'impression du contenu intégral de cette page.

Notez que, si vous quittez le service sans avoir imprimé l'attestation, vous ne pourrez pas la récupérer. Vous devrez faire une nouvelle demande. Notez également que vous ne pouvez pas enregistrer l'attestation.

LEW-700
2013-01

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à

ODOTECH INC.
3333, CH. QUEEN-MARY, PORTE 301
MONTREAL (QUEBEC) H3V 1A2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147585245

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro d'attestation : 721150-FWBC-0151224

Date et heure de délivrance : 03 avril 2014 à 11 h 43 min 30 s

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenuquebec.ca.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

Montréal

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE134822057

Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 29 mai 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. André Allard
Ville de Kirkland

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Jean-François Cloutier
Arrondissement de Lachine

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

Mme Marianne Giguère
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 29 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE134822057, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE134822057
Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires.

À sa séance du 7 mai 2014, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1134822057. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 mai, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE134822057 qui lui avait été confié. Un responsable du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la commission. Il a d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste dans le cadre de la réalisation du train de l'est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Les principales dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 461 986,34 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 17 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 15 % pour

les sous-projets relatifs aux travaux de construction d'une piste cyclable, d'une chaussée flexible et de fourniture et d'installation d'éclairage dû aux risques inhérents reliés à l'élévation du terrain naturel qui aura varié de façon importante entre le moment du relevé sur le terrain et le début des travaux, à la suite, entre autres, des travaux d'égout/aqueduc et des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM). Le pourcentage des contingences pour le sous-projet relatif aux travaux de trottoirs et de bordures est de 20 % car il comporte les mêmes risques que ceux mentionnés précédemment et, comme une partie des travaux est réalisée dans un milieu humide, la Ville devra obtenir l'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques qui imposera certaines mesures de mitigation avant de donner son accord.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols d'excavation, les permis d'accès aux puits de la CSEM, les branchements d'Hydro-Québec et l'horticulture. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristourne» en pièce jointe du dossier décisionnel.

Le processus d'appel d'offres public s'est déroulé du 8 juillet au 7 août 2013. Sur vingt-et-un preneurs de cahier des charges, six firmes ont déposé une soumission. En ce qui concerne les motifs de désistement, quatre firmes sont connues comme sous-traitants, une firme a indiqué que le délai de livraison lui était hors d'atteinte et dix firmes n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

La période de validation de la soumission a été prolongée à trois reprises. Elle est donc valide jusqu'au 30 juin 2014.

Il existe un écart de 20,8 % favorable à la Ville entre le prix de l'adjudicataire proposé et la dernière estimation.

Les membres de la commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier. Ils se sont particulièrement intéressés aux pourcentages fixés pour les contingences dans ce dossier. Ils ont bien compris que la réalisation de travaux dans des milieux humides pouvait comporter des imprévus de diverses natures, mais des contingences prévues à la hauteur de 20 % pour certains travaux les ont surpris.

Ils ont aussi noté que la Ville prévoit aller de l'avant avec l'octroi du contrat avant même de connaître toutes les spécificités exigées du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques. Comme il est fort probable que ces exigences aient un effet sur les dépenses contingentes, certains membres ont fait valoir que la Ville devrait peut-être, dans de telles circonstances, attendre d'avoir tous les renseignements en main avant de lancer les appels d'offres.

Les membres ont néanmoins constaté la conformité du processus d'appel d'offres dans ce dossier. Dans une perspective d'amélioration des processus, ils ont choisi d'ajouter à leur constat deux recommandations relatives au moment opportun du lancement des appels d'offres et au suivi des contingences.

Au terme de leurs délibérations, les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats ont estimé avoir scrupuleusement exercé leur devoir de vigilance à l'égard du dossier présenté.

En conséquence, la commission émet le constat suivant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie le responsable du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour ses interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE134822057 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandations

Considérant l'importance d'assurer le meilleur contrôle possible sur les dépenses contingentes dans l'exécution des contrats;

Considérant l'importance de bien connaître au préalable les contraintes réglementaires ou autres associées à la réalisation des contrats;

R-1
Que l'administration évalue la possibilité d'attendre d'être en possession de l'ensemble des renseignements pertinents et des autorisations requises, nommément les exigences réglementaires ou législatives relatives aux questions environnementales, avant de procéder au lancement des appels d'offres.

Considérant la recommandation R-2 du Bilan de la troisième année d'activité de la Commission permanente sur l'examen des contrats : «Qu'un suivi des contrats étudiés en 2011, 2012 et 2013 soit produit par les unités administratives rencontrées par la

Commission et que ce rapport fasse notamment état des dépassements de coûts, de l'utilisation des contingences et des retards dans la réalisation des contrats»;

R-2
Que la Commission permanente sur l'examen des contrats soit mandatée pour recevoir et analyser le suivi des déboursés et de l'utilisation des contingences dans le présent contrat au stade de l'acceptation provisoire des travaux.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1134822057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

Numéro du mandat
SMCE134822057

Date du mandat
2014-05-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);
VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le montant du contrat de travaux de construction est supérieur à 2M$ et qu'il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation des professionnels internes et la soumission de l'adjudicataire.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1134822057, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2014-05-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2014/05/29
17:00

(2)

Dossier # : 1134822057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 492 051,40 $, taxes incluses, pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste (Réalisation du train de l'est), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Maskimo Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 183 151,40 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 233505 ;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 10,17% par l'agglomération, pour un montant de 355 144,96 $ et à 89,83% par la ville centrale, soit pour une somme de 3 136 906,44 $.

Signé par Chantal AYLWIN **Le** 2014-04-17 12:00

Signataire : Chantal AYLWIN

Directrice infrastructures
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1134822057**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2006, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de promouvoir la réalisation d'une nouvelle ligne de trains de banlieue desservant l'est de Montréal et la couronne nord-est de la région métropolitaine. Ce projet empruntera les lignes ferroviaires existantes sur le territoire de la Ville de Montréal (ligne Deux-Montagnes et ligne du CN/Subdivisions Saint-Laurent et Joliette) et nécessitera la construction d'un nouveau lien ferroviaire entre la voie existante du CN à Repentigny et celle du CP à Mascouche. Elle reliera la Gare centrale à la nouvelle gare terminale de Mascouche. L'Agence métropolitaine de transport (AMT) est responsable de ce projet.
La mise en service du Train de l'Est, prévue à l'origine à l'automne 2012, a été reportée suite à une demande du gouvernement du Québec de réévaluer les coûts avant de poursuivre le projet. Les travaux ferroviaires du CN sont en cours depuis le printemps 2009. Les travaux d'aménagement de certaines gares de Montréal ont également débuté.

La mise en service du Train de l'Est est prévue en 2014 selon le dernier échéancier de l'AMT .

Afin de desservir ces nouvelles gares ou d'en améliorer l'accessibilité, des travaux sont parfois requis sur le réseau routier de la Ville. C'est le cas du boulevard Maurice-Duplessis

qui doit être parachevé aux abords de la future gare Rivière-des-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Ce dossier s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large.

Étapes précédentes	**Coûts**	**Date de début**	**Date de fin**
Travaux de la CSEM , tronçon 1	51 282,74 $	Février 2013	Avril 2013
Travaux de la CSEM , tronçon 2	81 389,06 $	Avril 2013	Mai 2013
Construction d'un égout pluvial et d'une conduite d'eau secondaire dans le boulevard Maurice-Duplessis, tronçon 1 (boul. Saint-Jean-Baptiste à 87e Avenue)	1 765 703,20 $	Mai 2012	Août 2012
Construction d'un égout pluvial, d'un égout sanitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice Duplessis, tronçon 2 (av. Olivier-Lejeune à boul. Saint-Jean-Baptiste)	4 162 108,44 $	Novembre 2012 Octobre 2013	Juin 2013
Pavage (4 voies) , trottoirs,éclairage et piste cyclable dans le boulevard Maurice-Duplessis, tronçon 1	5 042 009,37 $		Juillet 2014
Étape faisant l'objet du présent dossier	**Coûts**	**Date de début**	**Date de fin**
Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste.	3 492 051,40 $	Juillet 2014	Novembre 2014

Étapes à venir	**Date de début**	**Date de fin**
Travaux de la CSEM , tronçon 3 (boul. Rivière-des-Prairies à av. Olivier-Lejeune)	Juin 2014	Juillet 2014
Construction d'un égout pluvial, d'un égout sanitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice Duplessis, tronçon 3	Février 2015	Juin 2015
Pavage (4 voies) , trottoirs, éclairage, feux de circulation et piste cyclable dans le boulevard Maurice-Duplessis, tronçon 3	Juillet 2015	Octobre 2015

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 8 juillet au 7 août 2013. La soumission fut valide pendant les cent vingt (120) jours qui ont suivi sa date d'ouverture, soit jusqu'au 5 décembre 2013. Cependant, à la suite de l'accord du plus bas soumissionnaire conforme, elle fut prolongée dans un premier temps pour une période de 86 jours, soit jusqu'au 28 février 2014, dans un second temps, pour un période additionnelle de 64 jours, jusqu'au 2 mai 2014 et finalement, une troisième demande fut acceptée pour une période de 60 jours.

La soumission est donc valide jusqu'au 30 juin 2014.

Les délais s'expliquent comme suit: lors de la planification du PTI 2014-2016, le montant budgété pour réaliser le projet du Train de l'Est - Maurice Duplessis ne pouvait couvrir l'ensemble des dépenses prévues en 2014. Un réaménagement budgétaire devait alors être fait en début 2014 afin de réaliser les travaux inscrits dans le présent dossier, d'où le virement budgétaire entre projets demandé dans l'intervention de la Fonction Finances.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 31 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Aucun addenda ne fut publié dans le cadre de cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0326 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Routek Construction inc., pour la construction et reconstruction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, d'îlots, de chaussée flexible, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Saint-Jean-Baptiste à la 87e Avenue (Réalisation du train de l'Est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (1134822004);
CG12 0258 - 24 août 2012 - Accorder un contrat à Construction G-Nesis inc. pour la construction d'un égout pluvial, d'un égout sanitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Saint-Jean-Baptiste à la rue Olivier-Lejeune (1120266047);

CM12 0042 - 23 janvier 2012 - Accorder un contrat à Bentech Construction inc. pour la construction d'un égout pluvial et d'une conduite d'eau secondaire dans le prolongement du boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Armand-Chaput au boulevard Saint-Jean-Baptiste (1110266050);

CE11 1605 - 12 octobre 2011 - Autoriser les lancements d'appels d'offres publics pour le parachèvement du boulevard Maurice-Duplessis entre le boulevard Rivière-des-Prairies et les abords de la gare Rivière-des-Prairies (1114021002);

CE10 1135 - 7 juillet 2010 - Appuyer la réalisation des travaux requis pour la mise en service du Train de l'Est, sur le tronçon montréalais, tel que proposé par l'AMT (1104933001);

CG08 0362 - 19 juin 2008 - Adoption du Plan de transport (1081053001);

CE06 0715 - 17 mai 2006 - Accord de principe sur le projet de Train de l'Est de l'AMT, mandatant le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, en collaboration avec le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE), la Société de transport de Montréal et les arrondissements concernés, à procéder à l'analyse de l'insertion urbaine des gares et mandatant le SITE pour coordonner le dossier auprès de l'AMT et assurer l'intégration des enjeux municipaux (1063250001).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste (Réalisation du train de l'est), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe

-aux-Trembles.
Les principales dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard qui se retrouvent à l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009. L'article stipule que pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 461 986,34 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 17,0 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 15% pour les sous-projets relatifs aux travaux de construction d'une piste cyclable (1345000003), d'une chaussée flexible (1375005010) et de fourniture et d'installation d'éclairage (1375005011) dû aux risques inhérents reliés à l'élévation du terrain naturel qui aura varié de façon importante entre le moment du relevé sur le terrain et le début des travaux, à la suite, entre autre, des travaux d'égout/aqueduc et des travaux de la CSEM. Le pourcentage des contingences pour le sous-projet relatif aux travaux de trottoirs et de bordures (1375005009) est de 20% car il comporte les mêmes risques que ceux mentionnés précédemment et comme une partie des travaux est réalisée dans un milieu humide, nous devrons obtenir l'autorisation du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs qui imposera certaines mesures de mitigation avant de donner son accord.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols d'excavation, les permis d'accès aux puits de la CSEM, les branchements d'Hydro-Québec et l'horticulture. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristourne» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 233505 s'est déroulé du 8 juillet au 7 août 2013. Sur vingt et un (21) preneurs de cahier des charges, six (6) firmes ont déposé une soumission et quinze (15) n'en ont pas déposées; soit une proportion respective de 29 % et 71 %. En ce qui concerne les motifs de désistement, quatre (4) firmes (27 %) sont connues comme sous-traitants, une (1) firme (7 %) a indiqué que le délai de livraison lui était hors d'atteinte et dix (10) firmes (67 %) n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs de cahiers de charge et motifs de désistement se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La justification d'octroi du contrat se retrouve dans l'intervention de l'unité requérante ci-jointe.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Maskimo Construction inc.	2 721 165,06 $	461 986,34 $	3 183 151,40 $
2	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	2 841 655,10 $	483 421,83 $	3 325 076,93 $
3	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.	2 866 142,70 $	480 126,14 $	3 346 268,84 $

4	Construction Soter inc.	2 968 072,15 $	498 755,97 $	3 466 828,12 $
Estimation des professionnels internes ($)		3 433 877,49 $	586 574,32 $	**4 020 451,81 $**
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**3 330 331,32 $** **4,6%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)** **(%)**	**283 676,72 $** **8,9%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-837 300,41 $** **-20,8%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)** **(%)**	**141 925,53 $** **4,5%**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

RÉSULTATS DE SOUMISSION	*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
Construction DJL inc.	2 789 684,18 $	460 830,14 $	3 250 514,32 $
Groupe Hexagone s.e.c.	3 442 231,35 $	582 750,21 $	4 024 981,56 $

L'Autorité des marchés financiers nous a informé le 17 septembre 2013 de la réception d'un avis de désistement de l'entrepreneur Construction DJL inc. Par conséquent, sa soumission est déclarée non conforme. De plus, le Groupe Hexagone s.e.c., n'ayant pas manifesté son intérêt à prolonger sa soumission lors de la première demande de prolongation jusqu'au 28 février 2014, est également déclaré non conforme.

L'estimation des professionnels de la Division de l'économie de la construction (DEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DEC, est de -837 300,41 $ (-20,8%). L'explication de cet écart, le cas échéant, se retrouve dans l'intervention de la Division de l'économie de la construction.

Le présent dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat de travaux de construction est supérieur à 2M$ et l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'estimation des professionnels internes et la soumission de l'adjudicataire recommandé.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujeti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret # 414-2013 adopté le 17 avril 2013. L'adjudicataire recommandé, Maskimo Construction inc., détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 30 septembre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire

recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 10 juillet 2013 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du contrat.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Maskimo Construction inc., est le suivant: 8358-2916-01.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 3 183 151,40 $ $ (taxes incluses) incluant un montant de 2 721 165,06 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 461 986,34 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de 3 492 051,40 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 308 900,00 $ (taxes incluses). Cette dépense est assumée à 89,8 % par la Ville centrale et à 10,2 % par l'agglomération pour la construction de la piste cyclable et représente un coût net de 3 149 929,07 $ lorsque diminuée de la ristourne fédérale.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la fonction finances du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'AGGLOMÉRATION - DIRECTION DES TRANSPORTS

La dépense totale est assumée à 10,17 %, soit 355 144,96 $, par le budget d'agglomération de la Direction des transports pour la construction de la piste cyclable prévue au Plan de transport et représente un coût net pour cette dernière de 320 350,79 $ lorsque diminuée de la ristourne fédérale.

Les coûts sont financés par le règlement d'emprunt 11-030. Cette dépense est prévue au budget triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Direction des transports.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIRECTION DES TRANSPORTS

La dépense totale est assumée à 89,83 %, soit 3 136 906,44 $ $, par le budget de la Ville Centrale de la Direction des transports et représente un coût net pour cette dernière de 2 829 578,28 $ lorsque diminuée de la ristourne fédérale.

VIREMENTS BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses pour l'année 2014 ont été revues en fonction du suivi d'avancement des travaux en cours et à venir d'ici la fin de l'année. Cet exercice a permis de constater que certaines divisions ne pourront réaliser tous les travaux qui étaient prévus pour l'année 2014 et donc que certaines sommes d'argent budgétées ne seraient pas utilisées.

Ainsi, un virement budgétaire au montant de 2 829 578,28 $ (net de ristourne) provenant du projet 46006 « Programme de réfection des structures routières, en collaboration avec le MTQ » vers le projet 75006 « Réalisation du train de l'est » et un virement budgétaire au montant de 320 350,79 $ (net de ristourne) provenant du projet 39860 « Réaménagement de la rue Sherbrooke Est - tronçon 1b » vers le projet 45000 « Développement du réseau cyclable » sont requis afin de réaliser les travaux prévus au contrat.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En accord avec la vision de son plan de transport adopté en 2008, la Ville mise sur le transport collectif pour réduire significativement la dépendance à l'automobile. Le projet permet l'accessibilité à la future gare du Train de l'est, à son terminus d'autobus et à son stationnement incitatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du présent contrat fait partie des diverses phases à prévoir pour aménager un accès sécuritaire à la gare au moment de la mise en service du Train de l'Est de l'AMT. Il importe donc de procéder aux travaux faisant l'objet du présent dossier dans de brefs délais afin de permettre la réalisation des autres phases subséquentes et ainsi respecter l'échéancier du projet global de l'AMT.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 30 juin 2014, soit la date d'échéance de la validité des soumissions, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux et de mettre en péril la mise en service du train de l'Est prévue à l'automne 2014.

L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation». L'exécution des travaux du présent contrat sera planifiée en collaboration avec l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: Mai 2014
Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Juillet 2014
Fin des travaux : Novembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des travaux publics (Bernard DONATO)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Yves CHAMBERLAND)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Thi Xuan Mai NHAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert LINTEAU
Ingénieur

Tél : 514 868-4406
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-09-09

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1134822057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

- d'octroyer un contrat de 3 183 151.40 $ taxes incluses à Maskimo Construction inc. pour les travaux mentionné en titre dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste
- d'autoriser pour cette fin, une dépense de 3 492 051.40 $, incluant taxes et incidences.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le budget requis pour faire suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction du transport du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement. Cette dépense est assumée à 10,17% par l'agglomération, pour un montant de 355 144,96 $ et à 89,83% par la ville centrale, soit pour une somme de 3 136 906,44 $.

Toutefois un virement budgétaire entre projets est requis et se présente comme suit :

PROVENANCE CORPO

Projet Investi: 46006 Programme de réfection des structures routières, en collaboration avec MTQ
Sous-projet Investi: 1446006-899 Programme de réfection routière avec MTQ- Travaux - CORPO
Projet Simon : 146876

Requérant : Direction des Infrastructures

2014	2015	2016	utl	Total
2 829				2 829

PROVENANCE AGGLO

Projet investi : 39860 - Réaménagement de la rue Sherbrooke Est - tronçon 1B
Sous projet investi : 1039860-999 Sherbrooke Est - travaux phases ultérieures
Projet Simon: 132538
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	utl	Total
320				320

GRAND TOTAL (CORPO & AGGLO)

2014	2015	2016	utl	Total
3 149				**3 149**

IMPUTATION

Projet 75006 : Réalisation du train de l'est- Maurice Duplessis

Imputation Corpo:
Projet Investi: **75006 Réalisation du train de l'est - Maurice Puplessis**
Sous -projet Investi: 1475006 001 Constr. **TROTTOIR** . Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505
Projet Simon : **152507**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
1 165				1 165

Imputation Corpo:
Projet Investi: **75006 Réalisation du train de l'est - Maurice Duplessis**
Sous -projet Investi: 1475006 002 Constr. **CHAUSSÉE** . Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505
Projet Simon : **152508**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
1 189				1 189

Imputation Corpo:
Projet Investi: **75006 Réalisation du train de l'est - Maurice Duplessis**
Sous -projet Investi: 1475006 003 Fourn. installation **Éclairage** - Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505
Projet Simon : **152509**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
196				196

Imputation Corpo:
Projet Investi: **75006 Réalisation du train de l'est - Maurice Duplessis**
Sous -projet Investi: 1475006 004 Constr. divers - Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - **SERV.TECHNIQUE -** SO 233505
Projet Simon : **152510**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
153				153

Imputation Corpo:
Projet Investi: **75006 Réalisation du train de l'est - Maurice Duplessis**
Sous-projet Investi: 1475006 005 Constr. divers - Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - **SERV.PROF -** SO 233505
Projet Simon : **152511**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
126				126

Total imputation projet 75005

2 829				2 829

Projet 45000 : Développement du réseau cyclable

Imputation Agglo:
Projet Investi: **45000 Développement du réseau cyclable**
Sous-projet Investi: 1345000 003 Const.piste cyclable - Blv. M. DUPLESSIS de Olivier-Lejeune à St-Jean Baptise - MASKIMO - SO 233505
Projet Simon : **146132**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
320				320

GRAND TOTAL

3 149				**3 149**

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas:

Information comptable (en dollars)

Provenance

	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 Règlement **09- 030** Boul. Maurice-Duplessis gare St-Jean-Baptiste et 56e av. gare Pie-IX	2 829 578.28$	3 136 906.44$

	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 Règlement **RCG11- 030** Aménagement et construction pistes cyclables	320 350.79$	355 144.96$
Total provenance	**3 149 929.07$**	**3 492 051.40$**

Un engagement de gestion no **CC34822057** au montant de **3 149 929.07$** est inscrit aux comptes de provenance.

Imputation

Projet 75006 : Réalisation du train de l'est - Maurice Duplessis

	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802711.03107.57201.000000. 0000.152507.000000.17030.00000 Construction trottoir. Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505	1 164 949.52$	1 291 477.84$
	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802711.03107.57201.000000. 0000.152508.000000.17020.00000 Construction CHAUSSÉE . Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505	1 189 541.09$	1 318 740.37$
	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802711.03141.57201.000000. 0000.152509.000000.19010.00000 Fourniture & inst. de l'éclairage Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - MASKIMO - SO 233505	196 451.14$	217 788.23$
	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802711.03107.54590.000000. 0000.152510.000000.17020.00000 Constr. divers - Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - SERV. TECHNIQUE - SO 233502	153 074.20$	169 700.00$
	Crédits	Dépenses
6101.7709030.802711.03107.54301.000000. 0000.152511.000000.17020.00000 Constr. divers - Blv Maurice - Duplessis / Olivier - Lejeune / St-J-Baptiste - SERV.PROFESSIONNEL - SO 233505	125 562.33$	139 200.00$
Total projet 75006	**2 829 578.28$**	**3 136 906.44$**

Projet 45000 : Développement du réseau cyclable

	Crédits	Dépenses
5001.5011030.802711.03107.57201.000000. 0000.146132.000000.15050.00000 Construction **piste cyclable -** M. DUPLESSIS de Olivier-Lejeune à St-Jean Baptise - MASKIMO _SO 233505	320 350.79$	355 144.96$
Total projet 45000	**320 350.79$**	**355 144.96$**

Total imputation	**3 149 929.07$**	**3 492 051.40$**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est assumée à 10.2 % par l'agglomération et concerne le réseau cyclable qui est de compétence agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Xuan Mai NHAN
Préposée au budget - PS-Brennan 1
Tél : 872-2889

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Aminata SEYDI
Conseiller budgétaire
Tél : 872-6502

Division : Opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1134822057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'équipe de la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a analysé les six (6) soumissions reçues. Les prix présentés incluent les taxes et les contingences.

L'analyse de l'ensemble des prix soumis permet de constater que les différences de prix portent principalement sur les travaux présentés plus bas.

Trottoirs, mails centraux et bordures de béton : écart favorable de 177 325$

Les prix soumis par chacun des soumissionnaires sont agressifs et plus bas que ce dont nous avons l'habitude d'observer pour ce genre d'activités.

Fourniture et pose de revêtement bitumineux : écart favorable de 228 185$

Dans tous les articles de revêtement bitumineux, les prix proposés par la DGPEC sont généralement plus élevés que ceux des différents soumissionnaires. Il a été remarqué aussi que les prix du plus bas soumissionnaire sont légèrement plus bas que les moyennes des prix soumis pour ces articles. La méthodologie envisagée par chacun des soumissionnaires leur est propre et peut expliquer cette différence.

Fosses de plantation d'arbres, fosses d'arbre continues et

fosses de plantation continue : écart favorable de 121 161$

Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, les prix utilisés par la DGPEC sont beaucoup trop conservateurs.

Excavation du roc : écart favorable de 91 744$

Étant un article ayant une quantité provisionnelle, la stratégie adopté par chacun des soumissionnaires pour cet article lui est propre et peut faire varier le prix unitaire.

Lampadaires types A, B et C : écart défavorable de 153 636$

Pour ces articles du bordereau, une différence significative est constatée. Les prix unitaires utilisés par la DGPEC sont généralement bas. Il est à noter que le coût de ces articles est dépendant du prix reçu de la part des sous-traitants en éclairage.

Pour l'écart de prix restant, les prix présentés par le plus bas soumissionnaire sont très compétitifs.

Compte tenu de ces éléments, la DGPEC est d'avis que l'écart total de 20.8% est favorable à la Ville.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renu MATHEW
Ingénieure
Tél : (514) 872-5629

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-15

Marc RICARD
Chef de division
Tél : (514) 872-0264
Division : Division de l'économie de la construction

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1134822057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Maskimo Construction inc., pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 3 492 051,40 $ (contrat: 3 183 151,40 $ + incidences: 308 900,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233505 - 6 soumissionnaires

Budget requis Incidences et ristournes Autorisation de l'AMF

BR1134822057.xls.XLS IR1134822057.xls

Maskimo Construction inc._ NEQ 1164900954.pdf

Principes de gestion de la circulation Liste des preneurs du cahier des charges et motifs de désistement

233505- Soumission-Mesures-de-Mitigation-GDD.doc

Ann13-20_233505 - Preneurs des documents et motifs de désistement.xls

Demandes de prolongation de la validité de la soumission

233505_prolongation soumission Maskimo au 30 juin 2014.pdf

233505_prolongation Maskimo au 2 mai 2014.pdf

233505_prolongation soumission Maskimo pdf.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert LINTEAU
Ingénieur

Tél : 514 868-4406

Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DES INFRASTRUCTURE TRANSPORT ET ENVIRONNEMENT

Dossier n°	
113	4822057

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: **233505**

PROJET : 75006
INTITULE : **Construction de trottoirs, bordures, boul. Maurice-Duplessis**

Sous-projet : ***1475006001***	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	1,165			1165

PROJET : 75006
INTITULE : **Construction d'une chaussée flexible, boul. Maurice-Duplessis**

Sous-projet : ***1475006002***	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	1,189			1,189

PROJET : 75006
INTITULE : **Fourniture et installation d'éclairage, boul. Maurice-Duplessis**

Sous-projet : ***1475006003***	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	196			196

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Linteau	514-868 4406	11 avr. 2014	1

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DES INFRASTRUCTURE TRANSPORT ET ENVIRONNEMENT

Dossier n° **113 4822057**

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 75006
INTITULE : **Constr. Divers, boul. Maurice-Duplessis**

Sous-projet : 1475006004	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
Incidences - services techniques					
REQUIS EMPRUNT NET	0	153			153

PROJET : 75006
INTITULE : **Constr. Divers, boul. Maurice-Duplessis**

Serv. Professionnels - contrôle qualitatif

Sous-projet : 1475006005	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	126			126

PROJET : 45000

INTITULE : **Construction d'une piste cyclable, boul. Maurice-Duplessis**

Sous-projet : 1345000003	**2013**	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
REQUIS EMPRUNT NET	0	320			320

INTITULE : **Construction et reconstruction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, d'îlots, de chaussée flexible, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boul. Maurice-Duplessis, de St-Jean-Baptiste à la 87e Avenue**

	2013	**2014**	**2015**	**Ult.**	**Total**
TOTAUX	0	3149			3,149

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Linteau	514-868 4406	11 avr. 2014	2

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	233505	DATE:
#GDD:	1134822057	DRM:	2335-TD-07	2014/04/11
RESPONSABLE:	Robert Linteau	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boul. Maurice-Duplessis, de Olivier-Lejeune à St-Jean-Baptiste.			

PROJET INVESTI: 75006 Desc et client-payeur: **Réalisation du train de l'est - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	*info additionnelle* Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1475006001	152507	1,164,949.52 $	1,291,477.84 $	0.00 $	215,246.31 $	C
1475006002	152508	1,189,541.09 $	1,318,740.37 $	0.00 $	172,009.61 $	C
1475006003	152509	196,451.14 $	217,788.23 $	0.00 $	28,407.16 $	C
1475006004	152510	153,074.20 $	0.00 $	169,700.00 $	0.00 $	C
1475006005	152511	125,562.33 $	0.00 $	139,200.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**2,829,578.28 $**	**2,828,006.44 $**	**308,900.00 $**	**415,663.08 $**	

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Développement du réseau cyclable - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1345000003	146132	320,350.79 $	355,144.96 $	0.00 $	46,323.26 $	A
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**320,350.79 $**	**355,144.96 $**	**0.00 $**	**46,323.26 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**3,149,929.07 $**	**3,183,151.40 $**	**308,900.00 $**	**461,986.34 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**3,492,051.40 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU PROJET:	**Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boul. Maurice-Duplessis, de Olivier-Lejeune à St-Jean-Baptiste.**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				3,183,151.40 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	461,986.34 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			74,200.00 $	
CSEM			3,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			74,200.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			28,500.00 $	
Communication			4,000.00 $	
Horticulture			50,000.00 $	
Hydro-Québec			10,000.00 $	
Gestion des sols d'excavation			65,000.00 $	
		TOTAL À REPORTER	308,900.00	308,900.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL				3,492,051.40 $
Imputation (crédits)				3,149,929.07 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		151,861.34	302,963.36
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		342,122.33	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR ›	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1475006001**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152507**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux et de ponceaux dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard St-Jean-Baptiste**			
ENTREPRENEUR	**Maskimo Construction inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1,291,477.84 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	215,246.31 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1,291,477.84 $
Imputation (crédits)			1,164,949.52 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)	56,163.42	112,046.02
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	126,528.32	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1475006002**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152508**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction d'une chaussée flexible dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard St-Jean-Baptiste**			
ENTREPRENEUR	**Maskimo Construction inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1,318,740.37 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	172,009.61 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1,318,740.37 $
Imputation (crédits)			1,189,541.09 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	57,349.01	114,411.26
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	129,199.28	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1475006003**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152509**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Fourniture et installation d'un système d'éclairage dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard St-Jean-Baptiste**			
ENTREPRENEUR	**Maskimo Construction inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			217,788.23 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	28,407.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			217,788.23 $
Imputation (crédits)			196,451.14 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	9,471.11	18,894.87
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	21,337.09	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1475006004**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152510**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction divers, boulevard Maurice-Duplessis, de l'av. Olivier-Lejeune au boul. St-Jean-Baptiste - serv. tech.**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		74,200.00 $	
CSEM		3,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		28,500.00 $	
Communication		4,000.00 $	
Horticulture		50,000.00 $	
Hydro-Québec		10,000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	169,700.00	169,700.00 $
Dépenses totales à autoriser			169,700.00 $
Imputation (crédits)			153,074.20 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		7,379.87	14,722.83
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		16,625.80	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1475006005**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**152511**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**2014-04-11**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction divers, boulevard Maurice-Duplessis, de l'av. Olivier-Lejeune au boul. St-Jean-Baptiste - hon. pro.**			
ENTREPRENEUR	**Honoraires professionnels - contrôle qualitatif**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		74,200.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Gestion des sols d'excavation		65,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	139,200.00	139,200.00 $
Dépenses totales à autoriser			139,200.00 $
Imputation (crédits)			125,562.33 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		6,053.49	12,076.71
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		13,637.67	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000003**	**SOUMISSION:**	**233505**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146132**	**GROUPE:**	**2335-TD-07**	**27 mars 2014**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction d'une piste cyclable dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard St-Jean-Baptiste**			
ENTREPRENEUR	**Maskimo Construction inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			355,144.96 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	46,323.26 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			355,144.96 $
Imputation (crédits)			320,350.79 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		15,444.44	30,811.66
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		34,794.17	

PLAN NUMÉRO:	C-4403_T, C-4403_P, C-4403_D-C, C-4403_NP, 1502-09_TE_00, P.I.D.T.10188, SP-13-453	CALCULÉ PAR	Robert Linteau

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0211

Québec, le 30 septembre 2013

Maskimo Construction inc.
À l'attention de : Madame Sandra Gauthier
2500, rue Léon-Trépanier
Trois-Rivières (Québec) G9A 5E1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Maskimo Construction inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0211 n° d'identification de l'Autorité : 2700030766

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- MASKIMO CONSTRUCTION INC./DIVISION CARRIÈRES ET SABLIÈRES
- MASKIMO CONSTRUCTION INC./RÉGION GRAND MONTRÉAL

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Maskimo Construction inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 septembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

233505 – Boulevard Maurice-Duplessis

Soumission 233505: Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste. ─Arrondissement : Rivière-des-Prairies ─ Pointe-aux-Trembles. (Réalisation du train de l'est).

Secteur	Mesures de mitigation
Travaux de construction du boulevard Maurice-Duplessis de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste	- Lors des travaux à proximité et à l'intersection Maurice-Duplessis/avenue Olivier-Lejeune, l'entrepreneur doit fermer partiellement l'intersection Maurice-Duplessis/71e avenue tout en maintenant la circulation locale. Au moins une voie de circulation en alternance doit être maintenue à l'intersection Maurice-Duplessis/Olivier-Lejeune avec un signaleur, pour la sécurité des piétons et des automobilistes. - L'entrepreneur doit maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et cyclistes, le cas échéant, aux intersections et aux abords de l'aire de travaux. L'entrepreneur doit enlever les entraves et redonner les voies à la circulation aussitôt que les travaux sont complétés. - L'entrepreneur doit maintenir en tout temps fonctionnels les accès aux propriétés du secteur. Aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux. - L'entrepreneur doit s'assurer d'avoir le permis nécessaire et s'informer auprès du propriétaire du chemin de fer des dispositifs de sécurité à mettre en œuvre lors des travaux proches de l'emprise ferroviaire. - Un chemin alternatif est indiqué pour les automobilistes lors de la fermeture partielle de l'intersection Maurice-Duplessis/71e avenue - L'entrepreneur doit aménager un chemin alternatif via la 71e avenue, la 5e rue et l'avenue Primat Paré.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En plus des communications usuelles, des panneaux d'information seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les riverains touchés par les travaux seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Montréal

Service des infrastructure, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE SOUMISSION # 233505
Annonce no. 20 : 7/8/2013
Date d'ouverture : 8/7/2013

GDD: 1134822057

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT											
				Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délai de l'appel d'offres insuffisant	Période de l'appel d'offres ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécifications demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	AUCUNE RÉPONSE
1	Bruneau Électrique inc.		x	x											
2	Charex		x												x
3	Construction DJL inc.	x													
4	Construction NRC inc.		x												x
5	Construction Soter inc.	x													
6	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.	x													
7	Girad&Girad inc.		x												x
8	Hanson tuyaux et préfabriqués Québec ltée.		x												x
9	Installume inc.		x												x
10	Irebec construction inc.		x												x
11	L'écuyer&Fils Ltée		x	x											
12	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	x													
13	Les Entreprises Catcan inc.		x												x
14	Maskimo Construction inc.	x													
15	Montréal Excavation inc.		x												x
16	Néolect/Le Saux inc.		x	x											
17	Pierre Brossard 1981 Ltée		x	x											
18	Routek Construction inc.		x												x
19	Systémes Urbains inc.		x							x					
20	T.G.A. Montreal		x												x
21	Groupe Hexagone s.e.c	x													
		6	15	4	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	10
		29%	**71%**	**27%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**7%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**67%**
		21		***15***											
		100%		***100%***											

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

Direction des infrastructures
Division gestion des projets et relations d'affaires
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 28 mars 2014

Monsieur Serge Pelletier
Maskimo Construction inc.
865,rang de l'Achigan-Sud
L'Épiphanie (Québec) J5X 3M9
Courriel :serge.pelletier@maskimo.com

Objet : **Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre jusqu'au 30 juin 2014**
Appel d'offres #233505

Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis de l'avenue olivier-Lejeuneau boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies Pointe-aux-Trembles.

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de validité des soumissions est insuffisant, lequel vient à échéance le 2 mai 2014, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 juin 2014. Veuillez vous assurer que votre cautionnement soit prolongé en conséquence.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel ou télécopieur à mon attention avant le 31 mars 2014. Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 28 MARS 2014
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ _____
Signature Date

Véronique Parenteau, CPA, CMA
Conseillère en gestion des ressources financières - chef d'équipe
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca**
Téléphone: 514-872-0276
Télécopieur: 514-872-5774

c.c. M. Yvan Péloquin ing., chef de division Conception des travaux
M. Martin Boulianne ing., chef de division Réalisation des travaux

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

Direction des infrastructures
Division gestion des projets et relations d'affaires
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 17 février 2014

Monsieur Serge Pelletier
Maskimo Construction inc.
865,rang de l'Achigan-Sud
L'Épiphanie (Québec) J5X 3M9
Courriel :serge.pelletier@maskimo.com

Objet : **Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre jusqu'au 02 mai 2014**
Appel d'offres #233505

Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis de l'avenue olivier-Lejeuneau boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies Pointe-aux-Trembles.

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de validité des soumissions est insuffisant, lequel vient à échéance le 28 février 2014, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 02 mai 2014. Veuillez vous assurer que votre cautionnement soit prolongé en conséquence.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel ou télécopieur à mon attention avant le 28 février 2014. Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 20 Février 2014.
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ _____
Signature Date

Véronique Parenteau, CPA, CMA
Conseillère en gestion des ressources financières - chef d'équipe
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca**
Téléphone: 514-872-0276
Télécopieur: 514-872-5774

c.c. M. Yvan Péloquin ing., chef de division Conception des travaux
M. Martin Boulianne ing., chef de division Réalisation des travaux

S:\Realisation de travaux\Tableau de gestion\Conformité des soumissions\Demande de prolongation de la validité d'une soumission.doc

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

Direction des infrastructures
Division gestion des projets et relations d'affaires
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 14 novembre 2013

Monsieur Serge Pelletier
Maskimo Construction inc.
865,rang de l'Achigan-Sud
L'Épiphanie (Québec) J5X 3M9
Courriel :serge.pelletier@maskimo.com

Objet : **Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre**
Appel d'offres #233505

Construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis de l'avenue olivier-Lejeuneau boulevard Saint-Jean-Baptiste. (Réalisation du train de l'est). Arrondissement: Rivière-des-Prairies Pointe-aux-Trembles.

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de 120 jours de validité des soumissions initialement prévu à l'appel d'offres est insuffisant, lequel vient à échéance le 5 décembre 2013, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 28 février 2014 .

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel ou télécopieur à mon attention avant le 5 décembre 2013. Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature SERGE PELLETIER, ing. — 18 NOVEMBRE 2013 Date

Je rèfuse le délai de prolongation : _____ Signature — _____ Date

Véronique Parenteau, CPA, CMA
Conseillère en gestion des ressources financières - chef d'équipe
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca**
Téléphone: 514-872-0276
Télécopieur: 514-872-5774

c.c. M. Yvan Péloquin ing., chef de division Conception des travaux
M. Martin Boulianne ing., chef de division Réalisation des travaux

S:\Realisation de travaux\Tableau de gestion\Conformité des soumissions\Demande de prolongation de la validité d'une soumission.doc

Montréal

Commission permanente sur l’examen des contrats

Rapport d’examen de la conformité du processus d’appel d’offres

Mandat SMCE144822023

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d’aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

Rapport déposé au conseil d’agglomération
Le 29 mai 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. André Allard
Ville de Kirkland

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Jean-François Cloutier
Arrondissement de Lachine

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

Mme Marianne Giguère
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 29 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE144822023, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE144822023
Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

À sa séance du 30 avril 2014, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1144822023. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 14 mai, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE144822023 qui lui avait été confié. Un responsable du Service des infrastructures, de la voirie et des transports a répondu aux questions des membres de la commission. Il a d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en la construction et reconstruction d'une chaussée flexible, de trottoirs, de bordures, de clôtures, de conduites d'égouts, de feux de circulation, d'un système d'éclairage, d'aménagement paysager et d'un sentier piétonnier sur le chemin de ceinture du Mont-Royal, dans le secteur de l'Université de Montréal. Il est à noter que, pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 330 718,98 $, taxes incluses, soit 10% du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de nivellement de cadre et couvercle d'Hydro-Québec et de la

Commission des services électriques de Montréal (CSEM), d'achat de matériel pour feu de circulation, d'achat de mobilier urbain, les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols d'excavations ainsi que des frais pour retenir les service d'un ingénieur forestier et/ou d'un horticulteur. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe du dossier décisionnel.

Le processus d'appel d'offres public s'est déroulé du 3 février au 5 mars 2014. Deux addendas ont été émis, dont l'un a eu pour effet de reporter l'ouverture des soumissions du 26 février au 5 mars 2014. Sur vingt-sept preneurs de cahier des charges, sept firmes ont déposé une soumission et vingt n'en ont pas déposé. En ce qui concerne les motifs de désistement, huit firmes sont connues comme sous-traitants, deux firmes n'avaient pas reçu leur attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) à la date d'ouverture, une firme a indiqué qu'elle manquait de temps pour soumissionner, une autre firme a indiqué que le devis technique était trop spécialisé, une autre a indiqué que la période de soumission ne lui convenait pas, un autre fournisseur a confirmé que son carnet de commandes était complet et six fournisseurs n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

Il y a un écart de 25,2 % entre le prix de l'adjudicataire proposé et celui du deuxième plus bas soumissionnaire.

Les membres de la commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier. Ils ont rapidement convenu de la conformité du processus d'appel d'offres dans ce dossier, mais ont manifesté le souhait que les prochaines présentations de dossiers semblables soient davantage étoffées.

Les membres comprennent que le mandat de la commission est de constater s'il y a conformité du processus d'appel d'offres, mais ils croient que des explications sur la nature des travaux visés devraient aussi pouvoir leur être communiquées sur-le-champ et ainsi contribuer à mieux comprendre la conformité du dossier.

Ainsi, dans le sommaire décisionnel du présent dossier, comme dans l'ensemble des dossiers similaires, il serait souhaitable de retrouver un plan de localisation des zones de travaux. De même, les unités administratives devraient pouvoir répondre à toutes les questions lors des séances et s'assurer que des personnes en mesure de le faire soient présentes.

Par ailleurs, les membres ont constaté que le prix soumis par l'adjudicataire proposé était très proche de l'estimation interne. Ils ont cependant été étonnés de voir que tous les autres soumissionnaires présentaient des prix nettement plus élevés. Les hypothèses expliquant ces écarts ont laissé les membres sur leur faim. Plusieurs ont fait valoir qu'il serait intéressant que la Ville produise et maintienne à jour une consolidation générale des coûts des travaux par objet dans les contrats. Cela permettrait de faire des comparaisons et de mieux comprendre l'évolution des prix soumis par les entreprises.

Au terme de leurs délibérations, les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats ont estimé avoir scrupuleusement exercé leur devoir de vigilance à l'égard du dossier présenté.

En conséquence, la commission émet le constat suivant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie le responsable du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour ses interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE144822023 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

Numéro du mandat
SMCE144822023

Date du mandat
2014-04-30

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat d'exécution de travaux par le dossier décisionnel 1144822023 est supérieur à 2 M$ et qu'il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire recommandé et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1144822023, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2014-05-01

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances et réglementation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2014/05/29
17:00

(2)

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 065 908,57 $, taxes incluses, pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce., comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Les entreprises de construction Ventec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 637 908,57 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 226203 ;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal AYLWIN **Le** 2014-04-04 15:34

Signataire : Chantal AYLWIN

Directrice infrastructures
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1144822023**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du chemin de ceinture, projet majeur de développement, est situé dans le site patrimonial du Mont-Royal. Il s'inscrit dans les grands objectifs du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR), soit assurer la protection et la mise en valeur du Mont-Royal et rendre la montagne accessible et accueillante. Le chemin de ceinture, composé de six tronçons, vise à créer un circuit sécuritaire et continu pour les cyclistes et les piétons. La boucle projetée d'une dizaine de kilomètres, dont plus de la moitié sont déjà accessibles, traverse les territoires du parc du Mont-Royal, du cimetière Notre-Dame-des-Neiges (cimetière NDDN) et de l'Université de Montréal (UdeM).
L'ensemble de ce projet, réparti en quatre phases, a fait l'objet d'une consultation publique en juin 2008. Les deux premières phases ont été réalisées. La troisième est scindée en deux lots d'exécution soient les tronçons 4A et B, dans le secteur de l'UdeM (l'objet du projet actuel) et les tronçons 4C et 5, dans le Parc du Troisième Sommet, dont la construction est complétée. Les travaux de la phase 4 (tronçon 6 - sans la passerelle) ont été entrepris à l'automne dernier et rendront le secteur du bois d'Outremont, situé dans le parc du Mont-Royal, plus accessible. Le Conseil du Patrimoine a émis, le 19 décembre 2012, un avis favorable au projet d'aménagement des tronçons 4A et B.

Le projet du chemin de ceinture s'inscrit dans le cadre de l'Entente de développement culturel qui lie le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal.

Principalement localisé sur la propriété de l'UdeM, entre les façades des pavillons universitaires et la limite du cimetière NDDN, le secteur d'intervention consiste en un long corridor allant de l'intersection Decelles / Queen-Mary jusqu'au Parc du Troisième Sommet, dont la pente est, par endroits, très forte et où la voie véhiculaire domine. Un sentier de 1,2 km destiné aux piétons y sera aménagé en déplaçant une portion de la route vers les bâtiments de l'UdeM, créant ainsi une « bande verte» conviviale pour les promeneurs. Le réseau piétonnier actuel est discontinu et ne permet pas d'envisager une promenade agréable pour accéder au Parc du Troisième Sommet depuis l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Une entente entre l'Université de Montréal / Polytechnique / Centre National de Recherche Canadienne et la Ville est convenue entre les représentants des parties. Elle fera l'objet d'un projet d'acte de servitude soumis au conseil d'agglomération prévu le 29 mai 2014 (dossier 1141246009 préparé par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal).

La description de cette servitude finale sera produite par la ville une fois les travaux complétés.

Par ailleurs, l'acte de servitude de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame signée en faveur de la Ville, suite à l'accord de développement survenu en 2005 (CM05 0256), devra être amendé lorsque les travaux d'aménagement seront terminés pour intégrer les modifications apportées à ces limites.

La Direction des grands parcs et du verdissement a mandaté la Direction des infrastructures afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

	Coûts	**Date de début**	**Date de fin**
<u>Étapes terminées :</u> · Tronçon 1 : Parc du Mont-Royal, secteur Côte-Placide · Tronçons 2 et 3 : de Remembrance à l'entrée Decelles du cimetière NDDN GDD:1091075009) · Tronçons 4C et 5 (GDD: 1113751004) · Tronçons 4A et B : secteur chemin Polytechnique UdeM (GDD 1094560002)	 Intégré au projet de la Côte Placide Services professionnels : 200 000 $ Travaux : 2 900 000 $ Travaux : 3 290 000 $ Services professionnels génie externe : 210 000 $	2006 2008 2011 2012	2008 2010 2013 2013
<u>Étapes en cours de réalisation :</u> · Tronçons 4 et 5 : de Decelles au boulevard Mont-Royal (GDD:1101246007) · Tronçon 6 bois Outremont : (GDD:1131246006)	Services professionnels : 436 000 $ Travaux : 2 053 811,58 $	2010 2013	2014 2015
<u>Étape préalable au présent contrat</u> · Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa		Mai 2014	

Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte. (dossier 1141246009).			
Étape faisant l'objet du présent contrat : · Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal (Tronçons 4A et B)	Travaux : 4 065 908,57 $	Automne 2014	Novembre 2015
Étapes à venir : · Tronçon 6 (passerelle Camilien-Houde) Concours · Tronçon 6 (passerelle Camilien-Houde) Services professionnels · Tronçon 6 (passerelle Camilien-Houde) Travaux		2014 2015 2016	2015 2017 2017

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 3 février au 5 mars 2014. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 3 juillet 2014.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 29 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 19 février 2014: Report de la date d'ouverture, passant du 26 février au 5 mars 2014 afin de préparer l'addenda #2;
- Addenda no 2 émis le 25 février 2014: Modification de l'article «Réhabilitation environnementale» pour « gestion des sols et matériaux excavés», annulation de la garantie de 2 ans supplémentaires pour les arbres, modification de type de clôture de protection des végétaux et la modification de l'épaisseur de la fondation granulaire pour les surfaces en pierres plates

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0393 - 26 septembre 2013 - Accorder un contrat à URBEX construction inc., pour l'exécution des travaux d'aménagement du chemin de ceinture dans le bois d'Outremont - Dépense totale de 2 053 811,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 6435 - (8 soumissionnaires). (1131246006);

CG13 0371 - 17 septembre 2013 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1132662003);.

CE12 2018 - 12 décembre 2012 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la réalisation des travaux d'aménagement du chemin de ceinture dans le bois d'Outremont du parc du Mont-Royal (1121246015);

CG11 0321- 28 septembre 2011 - Accorder un contrat à les Excavations Super inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement des tronçons 4C et 5 du chemin de ceinture du Mont-Royal – Dépense totale de 3 291 110,20 $, taxes incluses – Appel d'offres public 6306 (1113751004);

CE10 1657 - 20 octobre 2010 - Approuver un projet de convention avec Planex Consultants inc. pour préparer les documents pour la réalisation des travaux d'aménagement des tronçons 4 et 5 du chemin de ceinture du mont Royal, pour un montant total de 435 999 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10-11357 (1101246007);

CG10 0200 – 20 mai 2010 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'Université de Montréal, pour une période de 50 ans, à des fins de parc à caractère naturel, un terrain d'une superficie d'environ 13,42 hectares dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, constitué d'une partie des lots 2 177 237, 2 177 240, 2 177 244, 2 177 245 et 2 861 465 du cadastre du Québec, le tout aux termes et conditions stipulés au projet de bail (1094962006);

CG10 0201 – 20 mai 2010 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de La Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, pour une période de 45 ans, à des fins de parc à caractère naturel, un terrain d'une superficie de 97 240,80 mètres carrés, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué du lot 3 617 666 du cadastre du Québec, le tout aux termes et conditions stipulés au projet de bail (1094962007);

CG09 0341 - 27 août 2009 - Conclure des contrats cadres d'une durée maximale de 3 ans avec les firmes suivantes: Génivar (750 000$), Consortiun Axor/Séguin (650 000$) et Le groupe SM (600 000$) relativement à la fourniture de services professionnels pour fins d'études, la préparation de plans et devis et la surveillance pour des projets d'amélioration et de développement du réseau cyclable - appel d'offres 09-10981 (1094560002);

CG09 0169 - 28 mai 2009 - Autoriser une dépense totale de 2 861 418,71 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux d'aménagement des tronçons 2, 3 et l'entrée du tronçon 5 du chemin de ceinture du mont Royal, et octroyer à Construction Morival Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 2 786 418,71$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 6234 (1091075009);

CG09 0130 - 30 avril 2009 - Approuver le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (1091183002);

CM08 0778 - 22 septembre 2008 - Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet d'aménagement du chemin de ceinture et des chemins de traverse dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.(1081079009);

CE08 0807 - 22 mai 2008 - Approuver un projet de convention avec Parent Latreille et Associés pour préparer les documents pour la consultation publique et la réalisation des travaux d'aménagement des tronçons 2 et 3 du chemin de ceinture, pour une somme maximale de 191 996,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 08-10643 (1081231010);

CM05 0256 – 19 avril 2005 - Approuver le projet d'accord de développement à intervenir entre la Ville de Montréal et la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal relativement à la mise en valeur de la propriété du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, pour une période de 20 ans, aux termes et conditions y stipulés; - Approuver un projet d'acte à intervenir entre la Ville de Montréal et La Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal relativement à la création, à titre gratuit et pour une période de 20 ans, d'une servitude réelle de passage à pied et en véhicule de tout genre et de construction aux fins de l'aménagement, la réparation, le maintien, l'entretien et l'exploitation d'un sentier multifonctionnel, y compris les équipements et les accessoires s'y rapportant, permettant les activités de loisirs non bruyantes, telles que le cyclisme, la marche et le ski de fond, et aux termes duquel intervient le Centre funéraire Côte-des-Neiges inc., le tout aux termes et conditions stipulés au projet d'acte. (1041231012).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la construction et reconstruction d'une chaussée flexible, de trottoirs, de bordures, de clôtures, de conduites d'égouts, de feux de circulation, d'un système d'éclairage, d'aménagement paysager et d'un sentier piétonnier (Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal).
Les principales dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard qui se retrouvent à l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009. L'article stipule que pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 330 718,98 $ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux avant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de nivellement de cadre et couvercle d'Hydro-Québec et de la CSEM, d'achat de matériel pour feu de circulation, d'achat de mobilier urbain, les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols d'excavations ainsi que des frais pour retenir les service d'un ingénieur forestier et/ou d'un horticulteur. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 226203 s'est déroulé du 3 février au 5 mars 2014. Sur vingt-sept (27) preneurs de cahier des charges, sept (7) firmes ont déposé une soumission et vingt (20) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 26% et 74%. En ce qui concerne les motifs de désistement, huit (8) firmes sont connues comme sous-traitants, deux (2) firmes n'avaient pas reçu leur attestation de l'AMF à la date d'ouverture, une (1) firme a indiqué qu'elle manquait de temps pour soumissionner, une (1) autre firme a indiqué que le devis technique était trop spécialisé, une (1) autre a indiqué que la période de soumission ne lui convenait pas, un (1) autre fournisseur a confirmé que son carnet de commandes était complet et six (6) fournisseurs n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs de cahier de charges et des motifs de désistement est en pièce jointe.

Il y a lieu de préciser que l'appel d'offres initial portant le numéro 226201 a été publié du 18 mars au 8 mai 2013, conformément au décret 206-2013 du 20 mars 2013. Une (1) seule entreprise a déposé une soumission, soit Les Excavations Super inc., au montant de 3 457 323,14 $. Les résultats d'ouverture de cet appel d'offres se retrouvent en pièces jointes.

À l'échéance de la validité des soumissions le 5 septembre 2013, la Ville étant toujours dans l'attente de l'autorisation du plus bas soumissionnaire, soit Les Excavations Super inc., à conclure des contrats publics par l'AMF et afin de ne pas retarder la réalisation des travaux prévue ce printemps, la Direction des infrastructures a décidé de ne pas prolonger le délai de validité des soumissions de l'appel d'offre 226201 et se conformer au décret #1049-2013 adopté le 23 octobre 2013 dans son nouvel appel d'offres 226203 faisant l'objet du présent dossier.

L'écart de prix du plus bas soumissionnaire entre les appels d'offres 2226201 et 226203 est de 180 585,42$ (5,2%). La modification apportée au projet entre les deux appels d'offres est la réduction du nombre de conduites d'égout du système de rétention, conduites remplacées par une augmentation du diamètre de celles-ci.

JUSTIFICATION

La justification d'octroi du contrat se retrouve dans l'intervention de la Direction de la culture et du patrimoine ci-jointe, l'unité payante dans ce dossier.
Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Les entreprises de construction Ventec Inc.	3 307 189,59 $	330 718,98 $	3 637 908,57 $
2	Charex inc.	4 139 637,85 $	413 963,79 $	4 553 601,64 $
3	Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.	4 263 282,77 $	426 328,28 $	4 689 611,05 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	4 516 363,64 $	451 636,36 $	4 968 000,00 $
5	Excavation Loiselle inc.	4 547 636,05 $	454 763,61 $	5 002 399,66 $
6	Construction S.Forget inc.	4 908 358,64 $	490 835,86 $	5 399 194,50 $
7	Groupe Hexagone, s.e.c	4 984 608,04 $	498 460,81 $	5 483 068,85 $
Estimation des professionnels internes ($)		**3 477 917,39 $**	**347 791,37 $**	**3 825 708,76 $**
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**4 819 112,04 $** **32,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)** **(%)**	**1 845 160,28 $** **50,7%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-187 800,19 $** **-4,9%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)** **(%)**	**915 693,07 $** **25,2%**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main

d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DGPEC, est de -187 800,19 $ (-4,9%). L'explication de cet écart se retrouve dans l'intervention de la DGPEC.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 2 000 000 $ et a un écart de plus de 20% entre l'adjudicataire recommandé et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les entreprises de construction Ventec Inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 22 août 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 13 février 2014 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du contrat.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Les entreprises de construction Ventec Inc., est le suivant: 8210-9299-08.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 3 637 908,57 $ (taxes incluses) incluant un montant de 3 307 189,59 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 330 718,98 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de 4 065 908,57 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 428 000,00 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération et représente un coût net de 3 667 564,46 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est prévue et répartie de la façon suivante entre le PTI 2014-2016 du Service de la qualité de la vie et du Service des Infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE).

- 92,81 % est prévu au budget triennal du Service de la qualité de la vie pour un montant de 3 773 721,74$ (taxes incluses). Cette portion des travaux est financée à même le PTI du projet 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier et subventionnée à 100 % par le Ministère de la Culture et des Communications. Cette partie de la dépense totale du dossier ne présente aucun impact sur l'emprunt à la charge des citoyens de l'agglomération;

- 7,19 % est prévu au budget triennal de la Direction du transport du SITE pour un montant de 292 186,83$ (taxes incluses).

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux d'amélioration du réseau cyclable ce qui permet de réduire la dépendance à l'automobile par une offre de solutions de remplacement en transport durable avec la réalisation de projets structurants du Plan de transport le tout en conformité avec l'action 2 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.
Il vise également à améliorer la qualité de vie des citoyens tout en protégeant et en mettant en valeur des patrimoines naturels et bâtis inestimables. Sa mise en œuvre contribue à :

· favoriser l'usage des transports actifs en procurant aux citoyens un nouveau parcours invitant et sécuritaire pour les piétons;
· rendre accessible un secteur peu connu du site patrimonial du Mont-Royal (le Parc du Troisième Sommet), offrant un milieu dont les caractères naturel et panoramique sont uniques;
· revaloriser un secteur important (accès Decelles) du campus universitaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aménagement du chemin de ceinture dans le secteur du chemin Polytechnique permettra l'accessibilité au Parc du Troisième Sommet qui n'est pas encore ouvert aux citoyens, pour le moment, en raison de son enclavement.
Le secteur d'intervention est un des deux accès véhiculaires au campus universitaire. Malgré les travaux de voirie, la circulation par cet accès sera possible en tout temps.Néanmoins, en raison des travaux majeurs du Service de l'eau réalisés en 2014 et 2015 sur le boulevard Édouard-Montpetit, l'Université de Montréal craint que leurs deux entrées soient trop grandement perturbées à la même période. Étant donné qu'une partie importante des travaux projetés sont sur le terrain de l'UdM (servitude : dossier 1141246009), cette dernière exige, par conséquent, de ne pas entreprendre, en 2014, les travaux qui pourraient perturber l'entrée Decelles, pour la réalisation du Chemin de Ceinture.

Etant donné la période de relâche universitaire et le Grand Prix Cycliste de Montréal - épreuve UCI WorldTour (mi-septembre), les travaux de voirie et d'égout dans le chemin de la Tour et chemin Polytechnique doivent être réalisés entre le 15 mai et le 15 août.

Le présent projet comporte un volet de drainage important, volet assujetti à l'application de la règlementation C-1.1. Le Service de l'eau devra émettre un permis.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 3 juillet 2014, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation». L'exécution des travaux du présent contrat sera planifiée en collaboration avec l'université de Montréal, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et le cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: mai 2014.

Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : automne 2014
Fin des travaux : novembre 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Gilles DUFORT)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Katie TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics (Jean MERCIER)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Thi Xuan Mai NHAN)

Avis favorable avec commentaires :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Claude COMTOIS)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Bureau du Mont-Royal (Céline BOUCHARD)

Avis favorable :
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Daniel GROULX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingénieur

Tél : 514-872-8285

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816

Télécop. : 514 872-2874

Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Une coordination sur l'échéancier des travaux devra être effectué en collaboration avec l'arrondissement dû à la présence de nombreux chantiers.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean MERCIER
Directeur des travaux publics de CDN-NDG
Tél : 514-872-5667

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-20

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement de CDN-NDG
Tél : 514-872-6339
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Conformément aux demandes de permis 3000719148 et 3000726303 et aux avis favorables du comité consultatif d'urbanisme, à sa séance du 17 octobre 2013, du conseil du patrimoine, avis A11-SC-03 du 2 septembre 2011 et de l'autorisation du ministère de la Culture, autorisation SSP-D-2012-2143-06 du 11 avril 2013.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claude COMTOIS
Architecte

Tél : 514 872-9565

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-28

Daniel LAFOND
Directeur, aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Division : Urbanisme

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

- d'octroyer un contrat de 3 637 908.57$ taxes incluses à Les Entreprises de Construction Ventec pour les travaux mentionnés en titre dans le chemin de ceinture du Mont - Royal.
- d'autoriser pour cette fin, une dépense de 4 065 908.57 $, incluant taxes et incidences.

Le coût maximal de ce projet, incluant les contingences et les incidences, est de 4 065 908.57$, toutes taxes incluses, ou 3 667 564.47$, net de taxes. Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Budget d'immobilisation PTI

Les coûts du contrat faisant partie du présent dossier sont partagés entre le Service de la qualité de vie (92.81 %) et le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (7.19%).

1. SERVICE DE QUALITÉ DE VIE

La portion des coûts assumée par le Service de la qualité de vie est financée à même son PTI 2014 - 2016 au projet ***36000 - Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier*** qui est subventionné à 100 % par le MCCQ. Donc il n'y a aucun impact

sur l'emprunt à la charge des citoyens de l'agglomération.

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont - Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-005 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - **Pavage** - SO 226203
Projet Simon : **146464**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	2015	2016	Ult	Total
BRUT	542				542
SUB-D	542				542
NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-006 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - **Bord/trot/pavé/signa**.SO 226203
Projet Simon : **146465**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	2015	2016	Ult	Total
BRUT	190				190
SUB-D	190				190
NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-007 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique -**Const. Égout**-SO 226203
Projet Simon : **146466**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	2015	2016	Ult	Total
BRUT	1 105				1 105
SUB-D	1 105				1 105
NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-008 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique -.**Éclairage** -SO 226203
Projet Simon : **146467**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	2015	2016	Ult	Total
BRUT	155				155
SUB-D	155				155

NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-009 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique- const. **sentier pietonnier** -SO 226203
Simon : **146468**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	**2015**	**2016**	**Ult**	**Total**
BRUT	1 026				1 026
SUB-D	1 026				1 026
NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont - Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-010 Ch. Ceinture - secteur de l'université- **Incidences serv. tech** -SO 226203
Projet Simon : **146469**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	**2015**	**2016**	**Ult**	**Total**
BRUT	205				205
SUB-D	205				205
NET	0				0

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier
Sous-projet Investi: 1336000-011 Ch de Ceinture - secteur de l'université- **Contrôle Qualitatif** -SO 226203
Projet Simon : **146470**
Requérant : Direction de la culture et du patrimoine

	2014	**2015**	**2016**	**Ult**	**Total**
BRUT	181				181
SUB-D	181				181
NET	0				0

TOTAL 36000

	2014	**2015**	**2016**	**Ult**	**Total**
BRUT	**3 404**				**3 404**
SUB-D	**3 404**				**3 404**
NET	**0**				**0**

2. SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Pour le SITE, le budget requis pour donner suite à ce dossier est prévu dans son PTI 2014-2016 au projet ***45000 - Développement du réseau cyclabl*** après avoir effectué le virement budgétaire **entre projets** suivant :

Virement budgétaire

Provenance Agglo (100 %)

Projet Investi: 39860 - Réaménagement de la rue Sherbrooke Est - tronçon 1B
Sous-projet Investi: 1039860-999 Sherbrooke Est - travaux phases ultérieures
Projet Simon : 132538
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
264				264

Imputation agglo 100%

Projet Investi: 45000 Développement du réseau cyclable
Sous-projet Investi: 1345000 005 QueenMary-Decelles-Reconst.Trottoir-Planage-Revêtement-P.Cyclable-SO226203
Projet Simon : **146461**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
233				233

Projet Investi: 45000 Développement du réseau cyclable
Sous-projet Investi: 1345000 006 QueenMary-Decelles-Feux de circulation-Aménagement P.Cyclable-SO226203
Projet Simon : **146462**
Requérant : Direction des Transports

2014	2015	2016	ult.	Total
31				31

TOTAL 45000

264				264

Information comptable (en dollars)

Provenance Agglo

	Crédits	Dépenses
5001.**5011010**.802600.1909.57201.000000. 0000.115470. 000000.98001.000000 RCG **11- 010** finançant la réalisation de projets déterminés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2008-2012	3 404 003.69 $	3 773 721.74 $

Provenance Agglo

	Crédits	Dépenses
5001.5008044.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	263 560.78$	292 186.83$

RCG 08 - 044 Aménagement et construction de pistes cyclables CG08 0666		
TOTAL provenance	**3 667 564.47 $**	**4 065 908.57 $**

Un engagement de gestion no **CC44822023** au montant de **3 667 564.47 $** est inscrit aux comptes de provenances.

1. SERVICE DE QUALITÉ DE VIE

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03107.57201.000000. 0000.146464. 000000.17020.00000 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - **Pavage** - SO 226203	541 814.26 $	600 662.17 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03107.57201.000000. 0000.146465.000000.17030.00000 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - **Bord /trot /pavé/signa**.SO 226203	190 100.16 $	210 747.45 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.04161.57201.000000. 0000.146466. 000000.12030.00000 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - **Const. Égout**-SO 226203	1 104 756.63 $	1 224 747.24 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03141.57201.000000. 0000.146467.000000.19010.00000 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique- Inst.syst.**Éclairage** -SO 226203	155 613.24 $	172 514.81 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses
5001.5011010.802501.03107.57201.000000. 0000.146468. 000000.17020.00000 Chemin de la Tour & chemin Polytechnique - const. **sentier pietonnie**r - SO 226203	1 025 651.30 $	1 137 050.07 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	Dépenses

5001.5011010.802501.04161.54590.000000. 0000.146469.000000.12030.00000 Ch. Ceinture - secteur de l'université - **Incidences Serv. tech.** -SO 226203	204 760.42 $	227 000.00 $

Imputation agglo 100%

	Crédits	**Dépenses**
5001.5011010.802501.04161.54301.000000. 0000.146470. 000000.12030.00000 Ch de Ceinture - secteur de l'université- **Contrôle Qualitatif**- SO 226203	181 307.68 $	201 000.00 $

TOTAL imputation projet 36000	**3 404 003.69 $**	**3 773 721.74 $**

2. SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Imputation Agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5008044.802711.03107.57201.000000. 0000.146461.000000.15050.00000 QueenMary-Decelles-Reconst.Trottoir-Planage-Revêtement-P.Cyclable-SO226203	232 659.45$	257 929.22$
	Crédits	Dépenses
5001.5008044.802711.03163.57201.000000. 0000.146462.000000.15050.00000 QueenMary-Decelles-Feux de circulation-Aménagement P.Cyclable-SO226203	30 901.33$	34 257.61$

TOTAL imputation projet 45000	**263 560.78$**	**292 186.83$**

GRAND TOTAL	**3 667 564.47 $**	**4 065 908.57 $**

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Xuan Mai NHAN
Préposée au budget - PS-Brennan 1

Co-signataires

Odette Ntakarutimana
Préposée au budget - PS- Brennan 2

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-01

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières / CE

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste
Finances PS-Brennan 2
514-868-4439
Tél : 868-5979

Tél : 872-0985
Division : Opérations budgétaires et comptables - Point de Service-Brennan2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a pris connaissance du dossier. Compte tenu que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est inférieur à 10% et qu'il est favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renu MATHEW
Ingénieure
Tél : (514) 872-5629

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-19

Marc RICARD
Chef de division
Tél : (514) 872-0264
Division : Division gestion de projets et économie de la construction

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le projet permettra de relier les aménagements du Mont-Royal aux bandes cyclables prévues sur Decelles qui pourront se réaliser après les travaux. Ces liens sont inscrits au Plan de transport.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Katie TREMBLAY
Ingénieure, chef-d'équipe
Tél : 514-872-4402

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-18

Serge LEFEBVRE
Chef de Division
Tél : 514-872-7264
Division : Division des transports actifs et collectifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La réalisation du tronçon 4a et b permettra de poursuivre l'aménagement du chemin de ceinture, conformément au *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.* Il assurera l'accès au parc du 3e sommet en le reliant au tronçon 4C et 5, dont les travaux sont terminés.
Ce projet est financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (axe 1), Le projet est inscrit au PTI de la Direction de la culture et du patrimoine du Service de la qualité de vie (projet 36000 Mise en valeur du Mont-Royal - Réaménagement du réseau routier), et subventionné à 100 % par le Ministère de la Culture et des Communications.

R.C. Chemin de ceinture Tronçons 4A et B.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles DUFORT
Coordination du Vieux-Montréal et réaménagement du domaine public
Tél : 514 872-1863

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-27

Jean-Robert CHOQUET
Directeur

Tél : 514 872-2371
Division :

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 09-5.2.4-595

OBJET: Travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville ont convenu de réserver des budgets pour la mise en valeur de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, entre autres, pour la réalisation du chemin de ceinture;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 3 696 323,15 $ pour les travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal représentant la portion située dans le secteur du chemin polytechnique de l'Université de Montréal;

ATTENDU QU' une somme de 1 111 667 $ est réservée par la recommandation de crédits 10-5.2.4-596 ;

ATTENDU QU' une somme de 1 965 000 $ est réservée par la recommandation de crédits 11-5.2.4-067 ;

ATTENDU QU' une somme de 167 131,15 $ est réservée par la recommandation de crédits 13-1.2.6.1-084 ;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 452 525 $ à cette fin, assumée à 100 % par le Ministère.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 3 juillet 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 4 juillet 2013

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 10-5.2.4-596

OBJET: Travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville ont convenu de réserver des budgets pour la mise en valeur de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, entre autres, pour la réalisation du chemin de ceinture;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 3 696 323,15 $ pour les travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal représentant la portion située dans le secteur du chemin polytechnique de l'Université de Montréal;

ATTENDU QU' une somme de 452 525 $ est réservée par la recommandation de crédits 09-5.2.4-595 ;

ATTENDU QU' une somme de 1 965 000 $ est réservée par la recommandation de crédits 11-5.2.4-067 ;

ATTENDU QU' une somme de 167 131,15 $ est réservée par la recommandation de crédits 13-1.2.6.1-084 ;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 1 111 667 $ à cette fin, assumée à 100 % par le Ministère.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 3 juillet 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 4 juillet 2013

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2011-2012

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 11-5.2.4-067

OBJET: Travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville ont convenu de réserver des budgets pour la mise en valeur de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, entre autres, pour la réalisation du chemin de ceinture;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 3 696 323,15 $ pour les travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal représentant la portion située dans le secteur du chemin polytechnique de l'Université de Montréal;

ATTENDU QU' une somme de 452 525 $ est réservée par la recommandation de crédits 09-5.2.4-595 ;

ATTENDU QU' une somme de 1 111 667 $ est réservée par la recommandation de crédits 10-5.2.4-596 ;

ATTENDU QU' une somme de 167 131,15 $ est réservée par la recommandation de crédits 13-1.2.6.1-084 ;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 1 965 000 $ à cette fin, assumée à 100 % par le Ministère.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 3 juillet 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 4 juillet 2013

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2012-2015

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 13-1.2.6.1-084

OBJET: Travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville ont convenu de réserver des budgets pour la mise en valeur de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, entre autres, pour la réalisation du chemin de ceinture;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 3 696 323,15 $ pour les travaux d'aménagement des tronçons 4A et B du chemin de ceinture du mont Royal représentant la portion située dans le secteur du chemin polytechnique de l'Université de Montréal;

ATTENDU QU' une somme de 452 525 $ est réservée par la recommandation de crédits 09-5.2.4-595 ;

ATTENDU QU' une somme de 1 111 667 $ est réservée par la recommandation de crédits 10-5.2.4-596 ;

ATTENDU QU' une somme de 1 965 000 $ est réservée par la recommandation de crédits 11-5.2.4-067 ;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 167 131,15 $ à cette fin, assumée à 100% par le Ministère.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 3 juillet 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 4 juillet 2013

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Bureau du Mont-Royal

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La réalisation des troncons 4a et b s'inscrit dans la poursuite de l'aménagement du chemin de ceinture qui respecte les objectifs du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline BOUCHARD
chargée de projets

Tél : 514-872-2315

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-03-24

Mario CICIOLI
directeur des grands parcs et du verdissement et du Bureau du Mont-Royal
Tél : 514-872-1457
Division :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1144822023

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal. Arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 4 065 908,57 $ (contrat: 3 637 908,57 $ + incidences: 428 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 226203 - 7 soumissionnaires

Plan de localisation des travaux

Plan de localisation.pdf

Budget requis Incidences et ristournes

BR1144822023.XLS IR1144822023.XLS

Principes de gestion de la circulation Attestation de l'Autorité des marchés financiers

226203_ Principes de gestion de la circulation.pdf

Les Entreprises Ventec inc._ NEQ1145668878pdf.pdf

Consentement des travaux – Université de Montréal Consentement des travaux – La fabrique de la paroisse Notre-Dame-De-Montréal

20130122_consentement_UdeM_CCMR.pdf 20140220_consentement_LaFabrique.pdf

Autorisation du MCC d'effectuer les travaux

Autorisation du MCC d'effectuer les travaux.pdf

Liste des preneurs du cahier des charges et motifs de désistement

Ann14-03_226203_Preneurs des documents et motifs de désistement.xls

Résultats d'ouverture 226201

Résultats 226201.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingénieur

Tél : 514-872-8285
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Bureau de projets d'aménagement - grands parcs

CHEMIN DE CEINTURE DU MONT-ROYAL, SECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

INDEX:

N° N° DU PLAN TITRE DU PLAN

ARCHITECTE DE PAYSAGE

ARCHITECTURE DE PAYSAGE
0-00 C-4368-TR4AB-00 INDEX ET PLAN DE LOCALISATION

0-01 C-4368-TR4A-CED CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION-CHEMIN DE LA TOUR
0-02 C-4368-TR4B-CED CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

0-03 C-4368-TR4A-DES DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DES SURFACES-CHEMIN DE LA TOUR
0-04 C-4368-TR4B-DES DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DES SURFACES-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

0-05 C-4368-TR4A-NIV NIVELLEMENT ET DRAINAGE-CHEMIN DE LA TOUR
0-06 C-4368-TR4B-NIV NIVELLEMENT ET DRAINAGE-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE
0-07 C-4368-TR4B-NIV COUPES ET DÉTAILS-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

0-06 C-4368-TR4A-DES DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DES SURFACES-CHEMIN DE LA TOUR
0-07 C-4368-TR4B-DES DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DES SURFACES-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

0-08 C-4368-TR4A-PLA PLANTATION-CHEMIN DE LA TOUR
0-09 C-4368-TR4B-PLA PLANTATION-CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

0-10 C-4368-TR3-CF COMPLEXE FUNÉRAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

DÉTAILS
1-11 C-4368-DET1 DÉTAILS DE CONSTRUCTION- GÉNÉRAUX
1-12 C-4368-DET2 DÉTAILS DE CONSTRUCTION- CLÔTURES
1-13 C-4368-DET3 DÉTAILS DE CONSTRUCTION- CLÔTURES DU MAUSOLÉE
1-14 C-4368-DET4 DÉTAILS DE CONSTRUCTION- CLÔTURES DE LA MAISON LACOMBE
1-15 C-4368-DET5 DÉTAILS DE CONSTRUCTION- PLANTATIONS

GENIE CIVIL

VOIRIE ET DRAINAGE
VOIR SÉRIE DE PLANS SÉPARÉ

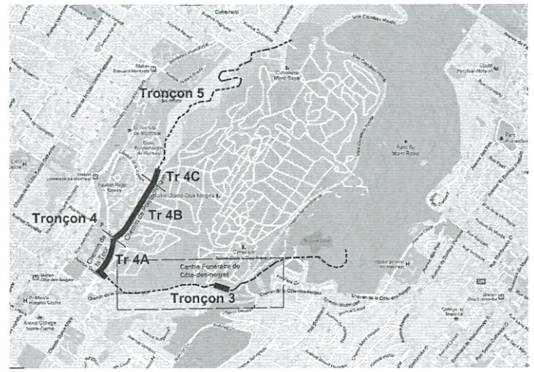
ÉCLAIRAGE:
VOIR SÉRIE DE PLANS SÉPARÉ

FEUX DE CIRCULATION:
VOIR SÉRIE DE PLANS SÉPARÉ

Chaussée à reconstruire

sentier piétonnier à construire

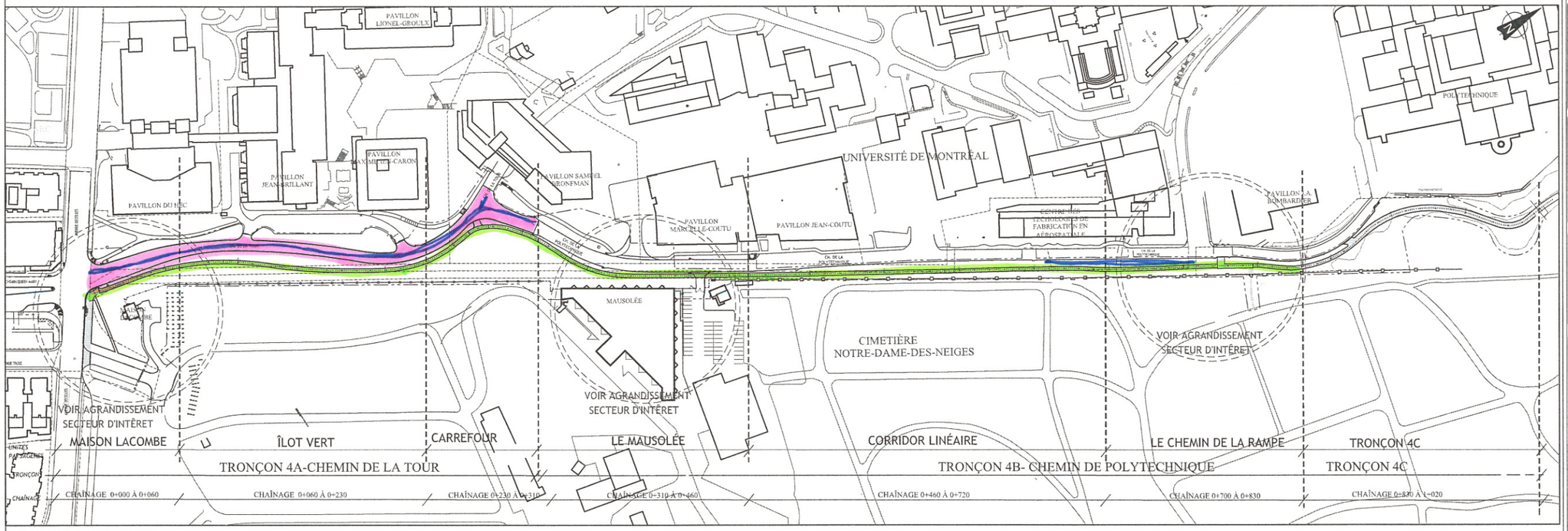
Egout à construire



PLAN DE LOCALISATION



Zoom sur Tronçon 3- CENTRE FUNERAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES.
CHAÎNAGE: 0+870 À 0+930- (voir plan 1+10)



PLAN D'ENSEMBLE
1:1000

Fichier: No de

Légende:

NOTE:
LES PLANS AUTOCAD GÉORÉFÉRENCÉS SERONT TRANSMIS À L'ENTREPRENEUR À L'OCTROI DU CONTRAT.

Consultants
bc2fp planex
Groupe conseil bc2fp inc. / Planex consultants inc.

Consultants
CONSORTIUM AXOR séguin Ingénierie

No	Description	Date	Par
D	ÉMIS POUR SOUMISSION	2013-02-28	K.P.
C	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 95%	2013-02-04	K.P.
B	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 90%	2013-01-18	K.P.
A	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 70%	2012-12-07	K.P.

Révisions

B.M. Élévation:

Échelle: 1:1000
Début de projet: 2011-06-05
Dessin: D. d'Alençon, M. Pratte, J-M. Pominier
Responsable du projet: K. Parent, Arch. pays.
Approbation: F. Hébert, Arch. pays.

Nom du projet:
Chemin de ceinture du Mont-Royal, Secteur de l'Université de Montréal
No remplacé par 226203
No de soumission: 226201 No de contrat: 6635
Titre du plan:
INDEX ET PLAN DE LOCALISATION

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Bureau de projets d'aménagement- grands parcs

Montréal

No du plan: C-4368-TR4AB-00
No de l'index: 1810-014
No 00 15

Montréal

BUDGET REQUIS

SERVICE DES INFRASTRUCTURE TRANSPORT ET ENVIRONNEMENT

Dossier n° **114 4822023**

SERVICE REQUERANT : 35-04 et 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 36000
Soumission: 226203

INTITULE : De la Tour/de Polytechnique: pavage

Sous-projet : 1336000-005	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	542				542
SUBVENTION	542				542
NET	0				0

INTITULE : De la Tour/de Polytechnique: trottoir, pavé, sign.

Sous-projet : 1336000-006	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	190				190
SUBVENTION	190				190
NET	0				0

INTITULE : De la Tour/de Polytechnique: drainage

Sous-projet : 1336000-007	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	1,105				1105
SUBVENTION	1,105				1105
NET	0				0

INTITULE : De la Tour/de Polytechnique: Éclairage

Sous-projet : 1336000-008	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	155				155
SUBVENTION	155				155
NET	0				0

INTITULE : De la Tour/de Polytechnique: Aménagement paysager

Sous-projet : 1336000-009	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	1026				1026
SUBVENTION	1026				1026
NET	0				0

INTITULE : Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal

Sous-projet : 1336000-010	2014	2015	2016	Ult.	Total
Incidences - services techniques					
REQUIS EMPRUNT NET	205				205
SUBVENTION	205				205
NET	0				0

INTITULE : Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal

Sous-projet : 1336000-011	2014	2015	2016	Ult.	Total
Services professionnels: contrôle qualitatif des matériaux					
REQUIS EMPRUNT NET	181				181
SUBVENTION	181				181
NET	0				0

PROJET : *45000*
INTITULE : Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal :

Sous-projet : 1345000-005	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	233				233

INTITULE : Chemin de ceinture du Mont-Royal, secteur de l'Université de Montréal :

Sous-projet : 1345000-006	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	31				31

INTITULE : Reconstruction de chaussée flexible, de trottoirs, de bordures, de mails centraux, d'îlots, d'une clôture de

Sous-projet : TOTAUX	2014	2015	2016	Ult.	Total
REQUIS EMPRUNT NET	3,668				3,668
SUBVENTION	3,404				3,404
NET	264				264

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	CHABANE DJAMEL	514-872 8285	13 mars 2014	1/1

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	226203	DATE:
#GDD:	1144822023	DRM:	2262	2014/03/13
RESPONSABLE:	DJAMEL CHABANE	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal			

PROJET INVESTI: 36000 Desc et client-payeur: Mise en valeur du Mont-Royal – Réaménagement du réseau routier - Culture et patrimoine

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences *info additionnelle*	Agglo (A) /Corpo (C)
1336000-005	146464	541,814.26 $	600,662.17 $	0.00 $	54,605.65 $	A
1336000-006	146465	190,100.16 $	210,747.45 $	0.00 $	19,158.86 $	A
1336000-007	146466	1,104,756.63 $	1,224,747.24 $	0.00 $	111,340.66 $	A
1336000-008	146467	155,613.24 $	172,514.81 $	0.00 $	15,683.16 $	A
1336000-009	146468	1,025,651.30 $	1,137,050.07 $	0.00 $	103,368.19 $	A
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**3,017,935.58 $**	**3,345,721.74 $**	**0.00 $**	**304,156.53 $**	

PROJET INVESTI: 36000 Desc et client-payeur: Mise en valeur du Mont-Royal – Réaménagement du réseau routier - Culture et patrimoine

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1336000-010	146469	204,760.42 $	0.00 $	227,000.00 $	0.00 $	A
1336000-011	146470	181,307.68 $	0.00 $	201,000.00 $	0.00 $	A
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**386,068.10 $**	**0.00 $**	**428,000.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Développement du réseau cyclable – Direction des transport**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1345000-005	146461	232,659.45 $	257,929.22 $	0.00 $	23,448.12 $	A
1345000-006	146462	30,901.33 $	34,257.61 $	0.00 $	3,114.33 $	A
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**263,560.78 $**	**292,186.83 $**	**0.00 $**	**26,562.44 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**3,667,564.46 $**	**3,637,908.57 $**	**428,000.00 $**	**330,718.98 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**4,065,908.57 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 226203	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**41711**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal**		

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			3,637,908.57 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	330,718.98 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		91,000.00 $	
Achat Matériel feu de circulation/programmation contrôleur		14,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		91,000.00 $	
Gestion des sols et matériaux excavés		100,000.00 $	
Communication		7,000.00 $	
Hydro-Québec/ UdM (9k) et Chambre CSEM (6k)		15,000.00 $	
Services d'ingénieur forestier/horticulteur		10,000.00 $	
Achat de mobilier urbain		100,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	428,000.00	428,000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			4,065,908.57 $
Imputation (crédits)			3,667,564.46 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		176,817.07	352,750.06
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		398,344.11	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-005**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146464**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**De la Tour/de Polytechnique: Pavage**			
ENTREPRENEUR ›	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			600,662.17 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	54,605.65 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			600,662.17 $
Imputation (crédits)			541,814.26 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		26,121.43	52,112.24
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		58,847.91	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-006**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146465**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**De la Tour/de Polytechnique: trottoir, pavé, sign.**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			210,747.45 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	19,158.86 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			210,747.45 $
Imputation (crédits)			190,100.16 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	9,164.92	18,284.03
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	20,647.29	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-007**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146466**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**De la Tour/de Polytechnique: drainage**			
ENTREPRENEUR	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1,224,747.24 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	111,340.66 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1,224,747.24 $
Imputation (crédits)			1,104,756.63 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	53,261.46	106,256.61
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	119,990.61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-008**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146467**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**De la Tour/de Polytechnique: éclairage**			
ENTREPRENEUR	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			172,514.81 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,683.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			172,514.81 $
Imputation (crédits)			155,613.24 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		7,502.27	14,967.04
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		16,901.57	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-009**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146468**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**De la Tour/de Polytechnique: aménagement paysager**			
ENTREPRENEUR	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				1,137,050.07 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	103,368.19 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques				
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.				
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation				
Communication				
Gestion des impacts				
XXX				
XXX				
	TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser				1,137,050.07 $
Imputation (crédits)				1,025,651.30 $
Montant de dépôt				

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	49,447.71	98,648.18
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	111,398.77	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-010**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146469**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal**			
ENTREPRENEUR	**Incidences - Services techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		91,000.00 $	
Achat Matériel feu de circulation/programmation contrôleur		14,000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication		7,000.00 $	
Hydro-Québec/ UdM (9k) et Chambre CSEM (6k)		15,000.00 $	
Achat de mobilier urbain		100,000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	227,000.00	227,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			227,000.00 $
Imputation (crédits)			204,760.42 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	9,871.71	19,694.06
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%	22,239.58	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1336000-011**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146470**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal**			
ENTREPRENEUR	**Services profissionnels- Contrôle qualitatif des matériaux**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		91,000.00 $	
Gestion des sols et matériaux excavés		100,000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts			
Services d'ingénieur forestier/horticulteur		10,000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	201,000.00	201,000.00 $
Dépenses totales à autoriser			201,000.00 $
Imputation (crédits)			181,307.68 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		8,741.03	17,438.36
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		19,692.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000-005**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146461**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Carrefour Q-M/Decelles: trottoirs et pavage**			
ENTREPRENEUR	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			257,929.22 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	23,448.12 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			257,929.22 $
Imputation (crédits)			232,659.45 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		11,216.75	22,377.42
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		25,269.77	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1345000-006**	**SOUMISSION:**	**226203**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146462**	**GROUPE:**	**0**	**41711**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Carrefour Q-M/Decelles: feux de circulation**			
ENTREPRENEUR	**LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			34,257.61 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	3,114.33 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			34,257.61 $
Imputation (crédits)			30,901.33 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1,489.79	2,972.12
Ristournes TPS et TVQ à 62,8%		3,356.28	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	DJAMEL CHABANE

PRINCIPES DE GESTION DE LA CIRCULATION

Occupation et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
PHASE 1	
Queen-Mary Nord : entrave de 5 m **Queen-Mary Sud** : entrave de 3,5 m aux heures de pointe et 5 m hors de pointe, 9h30 à 15h30, 7h à 18h dimanche 10h à 18h	– Le stationnement : interdit sur le chemin Queen-Mary entre l'avenue Decelles et la rue Bégin – Détour pour piétons. – Le débarcadère de 15 minutes devrait être temporairement relocalisé.
Decelles Nord : aucune entrave **Decelles Sud** : entraves : 3,5 m durant les heures de pointe et 7,0 m en dehors des heures de pointe (9h30 – 15h30)	– Le raccordement des services à la Maison Lacombe : travaux fin de semaine. – L'entrepreneur devrait présenter un plan de signalisation durant cette entrave.
Chemin de la Tour et Chemin Polytechnique : – 3 m en tout temps – Heures de travail : 24 h sur 24, 7 jours sur 7	– Maintenir deux (2) voies de circulation ou diriger la circulation au moyen de signaleurs. – Maintenir le passage pour piétons parallèle à l'avenue Decelles fonctionnel sauf durant la période de démolition
PHASE 2	
Queen-Mary Nord : aucune entrave **Queen-Mary Sud** : entrave variable 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	**Queen-Mary Sud :** – Deux (2) voies de 3,50 m disponibles en tout temps le jour et une (1) voie de 4,50 m la nuit.
Decelles 3 m en tout temps du côté ouest 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	
Chemin de la Tour et Chemin Polytechnique : 3 m en tout temps Heures de travail : 24 h sur 24, 7 jours sur 7	– Maintenir deux (2) voies de circulation ou diriger la circulation au moyen de signaleurs. – L'entrée et la sortie du stationnement du Pavillon Maximilien-Caron se feront via la sortie existante.
PHASE 3	
Queen-Mary 3 m en dehors des heures de pointe 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	
Decelles 3 m en tout temps 6 m entre 9h30 et 15h30 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	– Accès au cimetière (avenue Troie) disponible en tout temps si possible. Pas d'entrave la fin de semaine.
Chemin de la Tour et Chemin Polytechnique : – 3 m en tout temps – Heures de travail : 24 h sur 24, 7 jours sur 7	– Maintenir deux (2) voies de circulation ou diriger la circulation au moyen de signaleurs.
PHASE 4	
Queen-Mary – 3 m en dehors des heures de pointe – 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	
Decelles 3 m en dehors des heures de pointe – 9h30 à 15h30 7h à 18h, dimanche 10h à 18h	
Chemin de la Tour et Chemin Polytechnique : 3 m en tout temps Heures de travail : 24 h sur 24, 7 jours sur 7	– Maintenir deux (2) voies de circulation ou diriger la circulation au moyen de signaleurs.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0179

Québec, le 22 août 2013

Les entreprises de construction Ventec inc.
À l'attention de : Monsieur Gino Ventura
5600, rue Notre-Dame Ouest, bureau 104
Montréal (Québec) H4C 1V1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les entreprises de construction Ventec inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0179 n° d'identification de l'Autorité : 2700023710

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les entreprises de construction Ventec inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 août 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca)

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

Université de Montréal

Direction des immeubles

Montréal, le 21 janvier 2013

M. Mario Cicioli
Directeur
Direction des grands parcs et du verdissement
Service de la qualité du milieu de vie
Ville de Montréal

801 Brennan, 4e étage
H3C 0G4
mcicioli_2@ville.montreal.qc.ca

Objet : aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal
Tronçons4A-B

Monsieur,

La présente est pour vous confirmer que nous sommes en accord avec les aménagements projetés par la Ville sur notre propriété (tel que plans ci-joints), dans le cadre du projet d'aménagement des tronçons 4A-B du chemin de ceinture du Mont-Royal.

Ces aménagements sont sujets à l'acte de servitude dont un projet a été discuté entre les parties (Université de Montréal et Ville de Montréal) et est actuellement en voie d'être finalisé. La description de l'assiette de la servitude finale se fera lorsque les travaux seront complétés.

Cordiales salutations

Robert Couvrette
Directeur des immeubles
Université de Montréal

c.c. Michel Devoy, chef de division, Ville de Montréal
Lucie Robin, architecte paysagiste, ville de Montréal

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

LA FABRIQUE DE LA PAROISSE
NOTRE-DAME DE MONTRÉAL

Le 20 février 2014

M. Mario Cicioli
Directeur
Direction des grands parcs et du verdissement
Service de la qualité du milieu de vie
Ville de Montréal
801 Brennan, 4e étage
Montréal Qc H3C 0G4

Objet : Aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal
Tronçons 4A-B

Monsieur,

La présente vous confirme que nous sommes en accord avec les aménagements projetés par la Ville sur notre propriété (tel que plans ci-joints), dans le cadre du projet d'aménagement des tronçons 4A-B du chemin de ceinture du Mont-Royal.

Nous avons également discuté avec vos responsables de projet quant aux principes de l'entente qui sera formalisée sous peu. La description de l'assiette de la servitude finale se fera lorsque les travaux seront complétés.

Nous croyons le tout conforme et se des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Nous vous prions d'accepter l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yoland Tremblay
Directeur général

c.c. : Mme Lucie Robin, architecte paysagiste, Ville de Montréal

424, rue Saint-Sulpice, Montréal (Québec) H2Y 2V5
Téléphone : (514) 842-2925 Télécopieur : (514) 842-3370
www.basiliquenotredame.ca

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Direction du patrimoine et des institutions muséales

Le 17 avril 2013

Madame Annie Allard
Ville de Montréal-Direction des grands parcs et du verdissement
801, rue Brennan, Étage 4
Montréal (Québec) H3C 0G4

N/Réf. : 124962 — SSP-D-2012-2143-06

Objet : Demande d'autorisation
Chemin de la Polytechnique
Montréal (Québec)

Madame ,

Veuillez trouver ci-jointe une autorisation dûment signée, relative à la requête que vous avez formulée antérieurement. Le Service des permis de votre municipalité recevra un duplicata de ce document.

Si vous désirez obtenir des renseignements supplémentaires à cet effet, n'hésitez pas à communiquer avec madame Valériane Noël, de la Direction du patrimoine et des institutions muséales au 514 873-4830.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Éliane Mong

Pièce jointe

c. c. Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
Université de Montréal (Propriétaire)

Québec
Édifice Guy-Frégault
225, Grande Allée Est
4e étage, bloc B
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : (418) 380-2352
Télécopieur : (418) 380-2336
www.mcc.gouv.qc.ca

Montréal
480, boulevard Saint-Laurent
3e étage, bureau 301
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
Téléphone : (514) 864-8130
Télécopieur : (514) 864-0221

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Demande : 124962
Bien : 195966
Dossier : SSP-D-2012-2143-06

Autorisation

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis du Conseil du patrimoine culturel du Québec, délivre son autorisation à :

Madame Annie Allard
Direction des grands parcs et du verdissement
801, rue Brennan, Étage 4
Montréal (Québec) H3C 0G4

Description des travaux

SITUÉ DANS UN SITE PATRIMONIAL – SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL

Aménagement du tronçon 4a-b du chemin de ceinture secteur de l'Université de Montréal. L'aménagement d'un chemin piétons, sera effectué selon les plans et devis reçus le 4 mars 2013 et réalisé par la Ville de Montréal.

Lieu des travaux

Chemin de la Polytechnique
Montréal (Québec)

Selon les conditions suivantes :

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu d'une loi ou de règlements.

Délivrée le 11 avril 2013

Le ministre de la Culture et des Communications,

Par _____
Danielle Dubé, directrice
Direction du patrimoine et des institutions muséales

Signée en vertu d'une délégation faite conformément à l'article 78 par. 8 de la Loi sur le patrimoine culturel .

Montréal

Service des infrastructure, du transport et de l'environnement
Direction des travaux publics
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE SOUMISSION # 226203
Annonce no.3: 2/3/2014
Date d'ouverture : 3/5/2014

GDD:1144822023

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT														
				Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délais de la soumission insuffisants	Période de soumission ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécialisations demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	Reçu l'AMF 7 jours après l'ouverture	*Manque de temps*	AUCUNE RÉPONSE
1	Aménagement Sud-Ouest		x												x		
2	Bau-Québec Ltée		x														x
3	Charex	x															
4	Construction DJL Inc (Montréal)		x						**AMF non reçu**								
5	Construction NRC Inc		x	x													
6	Construction S. Forgetinc.	x															
7	Cree Construction		x														x
8	Demix Construction une division de Holcim (Canada inc)	x															
9	Excavation Loiselle Inc	x															
10	Girard & Girard inc		x	x													
11	Groupe Hexagone ,s.e.c	x															
12	Installume inc.		x	x													
13	Laurin et Laurin (1991)inc		x	x													
14	L'écuyer & Fils Ltée		x	x													
15	Les Constructions et Pavages et Jeskar Inc		x													x	
16	Les entreprises Claude Chagnon inc		x														x
17	Les Entreprises Michaudville Inc	x															
18	Les Entreprises Ventec Inc	x															
19	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc		x														x
20	Neolect/Le Saux Inc		x	x													
21	Pavage Chenail		x														x
22	Pierre Brossard 1981 Ltée		x	x													
23	Ramcor Construction Inc		x				x										
24	Roxboro Excavation Inc		x									x					
25	Super Exacavation Inc		x														x
26	Systèmes Urbain Inc		x	x													
27	T.G.A Montréal		x		x												
		7	20	***20***	8	1	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	1	6
		26%	**74%**	***100%***	**40%**	**5%**	**0%**	**5%**	**0%**	**5%**	**0%**	**0%**	**5%**	**0%**	**0%**	**5%**	**5%**	**30%**
		27																
		100%																

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 226201
Numéro de référence : 618486
Statut : Annulé
Titre : Construction du chemin de ceintutre du Mont-Royal , secteur de l'Université de Montréal. Arrondissement: CDN-NDG

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Construction du chemin de ceintutre du Mont-Royal , secteur de l'Université de Montréal. Arrondissement: CDN-NDG
Date de fermeture de l'avis :	2013-05-08 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2013-05-13 12 h 34
Organisme :	**Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	Contact	Prix soumis
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, (QC) CAN H4A 2E9	Monsieur Franco Cappello fcappello@excavationsuper.com Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	3 457 323,14 $

© 2003-2014 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2014/05/29 17:00

(2)

Dossier # : 1141246005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 et mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 $ pour le paiement des services de deux navettes fluviales pour la saison 2014.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 425 628.28 $ pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour la saison 2014, soit une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil et une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, incluant les frais de quaiage les frais de gestion des quais et du contrat;

2. d'approuver une entente intermunicipale couvrant l'année 2014 entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil concernant la gestion d'un contrat d'exploitation de ces deux navettes fluviales reliant les rives des deux villes ainsi que le parc Jean-Drapeau;

3. de mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal afin qu'il puisse représenter la Ville de Montréal auprès de la Ville de Longueuil qui gère le contrat;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-15 11:13

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1141246005**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 et mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 $ pour le paiement des services de deux navettes fluviales pour la saison 2014.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1990, la Ville de Montréal a soutenu jusqu'à quatre différents services de navettes fluviales sur le fleuve Saint-Laurent et le lac Saint-Louis. Ces services relient divers aménagements situés en rive du fleuve Saint-Laurent et des autres plans d'eau qui ceinturent Montréal. Ils mettent en valeur la thématique du fleuve qui procure à Montréal des attraits particuliers parmi les grandes villes du Nord-Est américain. Leur clientèle est principalement composée de cyclistes. Au-delà de la région immédiate, ces derniers ont accès aux réseaux cyclables permettant de rejoindre les tronçons de la Route Verte qui desservent la Montérégie et les autres régions limitrophes.
Une étude réalisée en 2006 a permis de constater que les services de navettes sont ancrés dans les habitudes des citoyens et contribuent à leur appropriation des pistes cyclables, des rives et des plans d'eau. Ils ont acquis avec les années une portée sociale et récréotouristique importante auprès de la population. Ils favorisent l'offre d'une activité de plein air de premier choix aux individus, aux groupes et aux familles.

Les quatre sites qui accueillent les navettes fluviales sur le territoire montréalais, soit le Vieux-Port de Montréal et les parcs Jean-Drapeau, Promenade Bellerive et René-Lévesque, sont exceptionnels par leur emplacement en rive et permettent aux usagers de vivre une expérience très intéressante de contact avec le milieu fluvial.

Les agglomérations de Longueuil et de Montréal se partagent, en vertu d'une entente

intermunicipale renouvelée chaque année, les frais d'exploitation de la navette entre Montréal, le parc Jean-Drapeau et Longueuil. La dernière entente, datée de 2010, couvre les années 2011, 2012 et 2013. Le présent dossier concerne une entente intermunicipale pour l'année 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0289 - 23 août 2012 - Autoriser une dépense de 1 113 515 $ pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour les saisons 2011, 2012 et 2013 / Approuver un projet d'entente avec la Ville de Longueuil concernant le financement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour les années 2011, 2012 et 2013.
CG10 0141 – 22 avril 2010 - Autoriser une dépense de 471 834 $ pour le financement des contrats d'opération de quatre services de navettes fluviales pour la saison 2010 / Approuver un projet d'entente avec la Ville de Longueuil concernant le financement du service de navette entre Montréal et Longueuil pour l'année 2010 / Ajuster la base budgétaire de trois entités administratives et mandater ces dernières pour gérer les navettes fluviales.

CE09 0868 – 27 mai 2009 - Autoriser une dépense de 384 927 $ pour l'opération de trois services de navettes fluviales pour la saison 2009, soit entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau, incluant les travaux préparatifs des quais, et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil; entre le parc de la Promenade Bellerive et le parc national des Îles-de-Boucherville, incluant les travaux préparatifs du quai; et entre le parc René-Lévesque et le parc de la Commune de la Ville de Châteauguay et mandater l'arrondissement de Lachine pour gérer le service de navette entre Lachine et Châteauguay.

CG08 0331 - 19 juin 2008 - Approuver le projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil pour le financement de l'opération du service de navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil.

CE08 0561 - 9 avril 2008 - Autoriser une dépense de 439 246,25 $ (toutes taxes incluses) pour l'opération de trois services de navettes fluviales pour la saison 2008, soit entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau, incluant les travaux préparatifs des quais, et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil; entre le parc de la Promenade Bellerive et le parc national des Îles-de-Boucherville, incluant les travaux préparatifs du quai; et entre le parc René-Lévesque et le parc de la Commune de la Ville de Châteauguay et mandater l'arrondissement de Lachine pour gérer le service de navette entre Lachine et Châteauguay.

DESCRIPTION

Sur le modèle de 2010 et des années antérieures, le présent dossier décisionnel propose une entente intermunicipale permettant d’assurer le service de deux navettes fluviales entre Montréal, le parc Jean-Drapeau et Longueuil en 2014. Ce projet d'entente prévoit notamment ce qui suit :
- La délégation à la Ville de Longueuil de la mise en service et du fonctionnement des navettes entre le Vieux-Port, le parc Jean-Drapeau et Longueuil;
- la description des bateaux requis, ainsi que leurs conditions d'opération;
- le paiement des services par la Ville de Montréal, pour :

    - des coûts d'exploitation de la navette Montréal / parc Jean-Drapeau / Longueuil répartis également entre les deux villes;
    - des coûts d'exploitation de la navette Montréal / parc Jean-Drapeau entièrement à la charge de Montréal;
    - la facturation de frais annuels de gestion de 11 000 $ à Montréal par Longueuil pour

l'administration du contrat de service et la gestion des opérations assurées par cette dernière;

- les montants prévus au présent sommaire décisionnel incluent les frais de quaiage au port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil, au Vieux-Port et au parc Jean-Drapeau;
- Navette 1 : ce service relie le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau, où il fait un arrêt à l'île Sainte-Hélène et poursuit son trajet jusqu'au port de plaisance Réal-Bouvier à Longueuil pour retourner directement au Vieux-Port. Ce service est offert depuis 1990.
- Navette 2 : un deuxième service de navette sans segment vers Longueuil est également assuré entre le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, dans le cadre du même contrat que la navette 1 mentionnée ci-dessus, afin d'assurer un service adéquat pendant certains événements et certaines périodes de pointe. Cette navette est entièrement à la charge de Montréal, puisqu'elle ne dessert pas Longueuil.

JUSTIFICATION

Selon la décision prise en 2012 (CG12 0289), la base budgétaire du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR) a été ajustée à compter de l'année 2013 pour offrir ce service.
En décembre 2013, une rencontre du comité des partenaires de l'entente intermunicipale décida de poursuivre le service pour l'année 2014 seulement, et ce, en vue d'une évaluation à la hausse lors de l'année 2014 des besoins des villes signataires, afin de répondre aux attentes des festivités de 2017, et d'un regroupement des services offerts aux populations respectives dans un objectif de gestion efficiente et d'y inclure de nouveaux services que pourrait offrir le parc national des Îles-de-Boucherville. De plus, la Ville de Longueuil planifie d'aménager une plage, ce qui amènera une augmentation de la clientèle.

Le comité de travail intermunicipal, composé d'un représentant des villes de Longueuil et de Montréal, accompagné de membres externes, soit un représentant de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) et de Sogerive, débutera leur réflexion pour les saisons 2015, 2016 et 2017 dès le mois de juin 2014. Ce groupe de travail se penchera également sur l'augmentation de la programmation des festivités du 375e anniversaire et des événements de la SPJD, tels le Grand Prix et les spectacles d'Evenko.

La Ville de Longueuil a procédé à un appel d'offres public du 17 mars 2013 au 2 avril 2014 afin de trouver un opérateur pour ce service. Le présent dossier a pour but d'approuver le projet d'entente intermunicipale permettant d'offrir le service de la navette fluviale pour 2014, et ce, à partir du printemps 2014 jusqu'à la fête de l'Action de grâce. Le SGPVMR procède aux différentes étapes du cheminement de ce dossier de façon simultanée avec notre partenaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense est évaluée à 425 628,28 $ (toutes taxes incluses), soit 383 928,75 $ net de taxes.
Les comptes de provenance et d'imputation sont inscrits dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le transport collectif des personnes qui est une compétence d'agglomération en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

L'augmentation du coût des services peut s'expliquer du fait que l'entente précédente avait sollicité le marché en 2010 et depuis nous notons une importante augmentation du coût du

pétrole et des frais de quaiage. De plus, cette nouvelle entente offre un nouveau service automnal lors des week-ends entre la Fête du travail et de l'Action de grâce.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services offerts par la navette fluviale entre Longueuil et Montréal rejoignent certaines des actions considérées au plan d'action de développement durable, à savoir par le biais de ce service récréotouristique et social entre les deux rives, les citoyens sont invités à joindre le mouvement en utilisant davantage les transports collectifs et le vélo ce qui permet de favoriser des modes de vie plus actifs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts d'un report risquent de priver les utilisateurs d'un service de navette en période printanière. Cette période est offerte depuis 1990 aux citoyens. Tout retard dans la prise de décision pourrait avoir des conséquences pour le partenaire coordonnateur de ce contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 21 mai 2014
CM 26 mai 2014
CG 29 mai 2014
Signature de l'entente par la Ville de Longueuil
Début du service printemps 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Habib NOUARI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-01

Mario MASSON

Architecte paysagiste

Tél : 514-872-6166
Télécop. :

Chef de section - planification et contrôle des projets- Division Bureau de projets d'aménagement - grands parcs

Tél : 514-872-8689
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514-872-1457
Approuvé le : 2014-05-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1141246005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 et mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 $ pour le paiement des services de deux navettes fluviales pour la saison 2014.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des Finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal ;

1. d'autoriser une dépense de 425 628,28 $ (taxes incluses) pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour la saison 2014, soit une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil et une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, incluant les frais de quaiage les frais de gestion des quais et du contrat;

2. d'approuver une entente intermunicipale couvrant l'année 2014 entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil concernant la gestion d'un contrat d'exploitation de ces deux navettes fluviales reliant les rives des deux villes ainsi que le parc Jean-Drapeau;

3. de mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal afin qu'il puisse représenter la Ville de Montréal auprès de la Ville de Longueuil qui gère le contrat;

Information budgétaire et comptable :

Description	Montant (Avant taxes) ($)	TPS ($)	TVQ ($)	Montant payé au Fournisseur ($)	Ristourne TPS ($)	Ristourne TVQ ($)	Dépense Nette ($)

Exploitation des deux services de navettes fluviales - saison 2014	360 624,73	18 031,24	35 972,31	414 628,28	18 031,24	22 590,61	374 006,43
Frais de gestion du contrat	9 567,30	478,37	954,33	11 000,00	478,37	599,31	9 922,32
Total	370 192,03	18 509,61	36 926,64	425 628,58	18 509,61	23 189,92	383 928,75

Le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal dispose dans son budget 2014 de la somme requise pour assumer la dépense nette au montant de 383 928,75 $.

Information budgétaire et comptable :

Imputation	**2014**
Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal	
AF Général - Agglomération / Budget régulier / DGPV - Agglo / Planification et gestion des parcs et espaces verts / Autres services techniques / Général 1001.0010000.101321.07161.54590.000000. 0000.000000.000000.00000.00000	383 928,75 $

Les crédits inhérents à ce dossier ont été réservés par la demande d'achat numéro 334322.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le transport collectif des personnes qui est une compétence d'agglomération en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-1444

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-15

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières , C/E
Opérations budgétaires et comptables, Pt de service Brennan 2
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1141246005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 et mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 $ pour le paiement des services de deux navettes fluviales pour la saison 2014.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Entente intermunicipale - V.F. - 09-05-2014.docx

N/D: 14-00742

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-2363
Division :

ENTENTE INTERMUNICIPALE

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Denis Coderre, maire et Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ET: **VILLE DE LONGUEUIL**, personne morale de droit public, constituée en vertu de l'Annexe III de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, c 56), ayant son hôtel de ville au 4250, chemin de la Savane en la Ville de Longueuil (Québec), J3Y 9G4; agissant aux présentes par Mme Caroline St-Hilaire, mairesse, et Me Annie Bouchard, greffière, toutes deux dûment autorisées aux termes d'une résolution, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes, et en vertu de l'article 48.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Longueuil*.

ATTENDU QUE les signataires souhaitent que le fleuve qui les relie soit au cœur de leur collaboration;

ATTENDU QU'UNE navette fluviale reliant les deux (2) villes durant la saison estivale permet l'accessibilité à un réseau très étendu d'itinéraires intégrant les noyaux urbains, les espaces verts et les pistes cyclables des deux (2) rives du Saint-Laurent;

ATTENDU QUE la *Loi sur les cités et villes* autorise la conclusion d'une entente à cet effet;

ATTENDU QUE la Ville de Longueuil exploite deux (2) services de navettes fluviales reliant les rives des villes de Longueuil et de Montréal;

ATTENDU QUE la présente entente prévoit que la Ville de Longueuil fournisse les services de deux (2) navettes fluviales à la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'entente intermunicipale qui prévoyait l'opération de ces services de navettes fluviales durant les saisons 2011, 2012 et 2013 est expirée;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Ville de Longueuil;

ATTENDU QUE Ville de Longueuil a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Ville de Montréal;

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville de Longueuil s'engage à voir à la mise en opération et au fonctionnement de deux (2) services de navettes fluviales reliant les rives des villes de Longueuil et Montréal ainsi que le parc Jean-Drapeau, à partir de l'Île Ste-Hélène. Les navires requis, les conditions d'opération et le trajet de ceux-ci sont décrits à l'Annexe A de la présente entente.

ARTICLE 3
DURÉE

Cette entente aura une durée d'un (1) an pour permettre l'exploitation des navettes fluviales durant l'année 2014 étant entendu que les services de navettes fluviales fournis par la Ville de Longueuil débutent le 17 mai 2014 et prennent fin le 13 octobre 2014 selon les conditions d'opération plus amplement décrites à l'Annexe A de la présente entente.

ARTICLE 4
COÛT DES SERVICES RENDUS PAR LA VILLE DE LONGUEUIL

En considération des services rendus par la Ville de Longueuil en vertu de la présente entente, la Ville de Montréal s'engage à lui verser les montants suivants :

4.1 La Ville de Montréal verse à la Ville de Longueuil, sur demande, la moitié des frais de gestion des services liés à l'opération et au fonctionnement des deux (2) navettes fluviales, y compris la gestion de contrat de fourniture et d'opération d'un service de navette fluviale qu'elle a octroyé notamment aux fins de la présente entente à Navettes Maritimes du St-Laurent inc. (ci-après « l'Adjudicataire/opérateur ». Le montant maximum payable à ce titre par la Ville de Montréal est de 11 000 $ incluant toutes les taxes applicables. Un rapport de gestion détaillé sera fourni à la Ville de Montréal par la Ville de Longueuil à la fin de l'année d'opération des navettes fluviales;

4.2 La Ville de Montréal verse à la Ville de Longueuil un montant maximum de 414 628,28 $, incluant toutes les taxes applicables, en paiement de tous les services rendus, y compris les coûts d'opération, par la Ville de Longueuil selon les termes et conditions de la présente entente et de son Annexe A, et ce, pour les deux (2) navettes fluviales suivantes :

4.2.1 une navette fluviale (ci-après « navette fluviale 1 ») faisant le trajet entre la Ville de Montréal, le parc Jean-Drapeau et la Ville de Longueuil;

4.2.2 une navette fluviale (ci-après « navette fluviale 2 ») faisant le trajet entre la Ville de Montréal et le parc Jean-Drapeau;

4.3 Le coûts des services et d'opération des deux (2) navettes fluviales dont fait état l'article 4.2 de la présente entente comprennent notamment les frais de quais et des infrastructures (mise en place au printemps, travaux d'entretien annuel et enlèvement à l'automne);

4.5 La Ville de Montréal versera à la Ville de Longueuil le montant prévu en application de l'article 4.2 de la présente entente au plus tard le 1er novembre 2014;

4.6 Les recettes provenant de la tarification aux usagers appartiendront à l'Adjudicataire/opérateur des navires.

ARTICLE 5
COMITÉ INTERMUNICIPAL

5.1 Un comité intermunicipal est constitué pour les fins de l'application de la présente entente. Ce comité intermunicipal sera composé comme suit :

- Un représentant désigné par la Ville de Montréal;
- Un représentant désigné par la Ville de Longueuil.

Un représentant désigné par la Société du parc Jean-Drapeau, un représentant désigné par Sogerive et un représentant désigné par Quais du Vieux-Port seront également invités à collaborer aux travaux du comité intermunicipal à titre d'observateurs et conseillers;

5.2 Ce comité aura notamment pour fonction:

5.2.1 de vérifier la conformité des navires et, en même temps, le respect de toutes les conditions d'opération (Annexe A) de ceux-ci qui prévaudront à défaut de modifications ultérieures selon le processus ci-dessous mentionné;

5.2.2 de se réunir, sur demande écrite de l'un ou l'autre des représentants désignés, dans la saison en cours et au plus tard à la fin de la saison, pour faire le bilan sur les conditions d'opération des navettes fluviales. Toute modification aux conditions d'opération des navettes fluviales devra cependant faire l'objet d'un accord commun des représentants désignés à défaut de quoi le *statu quo* demeurera;

5.2.3 d'approuver le rapport des statistiques de fréquentation, que l'Adjudicataire/opérateur des navires est tenu de remettre à la période de facturation, tel que stipulé au contrat de fourniture et d'opération d'un service de navette fluviale octroyé audit l'Adjudicataire/opérateur;

5.2.4 d'approuver la nature des rapports statistiques des activités ou tous rapports d'évaluation qui pourraient être jugés nécessaires;

5.3 Dans tous les cas, seul le conseil de chacune des deux (2) villes peut autoriser la dépense de deniers.

ARTICLE 6
PARTAGE DE L'INFORMATION

La Ville de Longueuil fournira avec diligence sur demande écrite du représentant de la Ville de Montréal désigné aux fins de l'article 5 (Comité intermunicipal), tous les renseignements, les informations ou les documents y compris les rapports ainsi que tout autre document préparé en lien avec la présente entente, y compris le contrat de fourniture et d'opération d'un service de navette fluviale qu'elle a octroyé à

l'Adjudicataire/opérateur, étant entendu que ceux-ci seront traités de manière confidentielle sous réserve des exigences des lois applicables.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE APPARAISSANT EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Denis Coderre, maire de Montréal

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le e jour de 2014

VILLE DE LONGUEUIL

Par : _____
Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil

Par : _____
Annie Bouchard, greffière de Longueuil

Cette entente a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil le e jour de 2014 (Résolution) et par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le e jour de 2014 (Résolution).

ANNEXE A

CONDITIONS D'OPÉRATION ET CARACTÉRISTIQUES DES NAVETTES FLUVIALES

A. CONDITIONS D'OPÉRATION ET TRAJET

Les conditions d'opération de ce service de navette fluviale sont les suivantes :

Le ou les navires permettra(ont) aux piétons, cyclistes et personnes handicapées de joindre les deux rives du fleuve St-Laurent et l'Île Ste-Hélène du parc Jean-Drapeau.

Les départs s'effectueront du côté de la Ville de Longueuil au Port de plaisance Réal-Bouvier, du côté de la Ville de Montréal au port d'escale du Vieux-Port Montréal et à partir du quai de l'Île Ste-Hélène du parc Jean-Drapeau.

Le service de la navette fluviale 1 comprendra un aller-retour « Montréal, parc Jean-Drapeau, Longueuil », avec un arrêt à l'Île Ste-Hélène effectué pendant le trajet en partance de la Ville de Montréal en direction de la Ville de Longueuil.

Un système d'information sera mis sur pied pour les usagers, au moyen d'une ligne téléphonique commerciale en opération sept (7) jours par semaine entre le 17 mai et le 13 octobre 2014.

Un système de billetterie sera mis en place pour permettre un contrôle adéquat des passagers.

Un système de réservation sera mis en place pour permettre aux usagers de réserver leurs heures de départ et de retour sur la rive de départ.

B. CARACTÉRISTIQUES

La ou les navette(s) fluviale(s) offrira(ont) les caractéristiques suivantes :

Pouvoir accommoder cent cinquante (150) passagers au minimum et pouvant aller jusqu'à deux cents (200) passagers pour les périodes de pointe.

Être en mesure d'offrir le service « Montréal - parc Jean-Drapeau – Longueuil » aller et retour en une (1) heure, incluant le trajet, l'embarquement et le débarquement des passagers.

Être aménagée (s) de façon à recevoir quarante pour cent (40 %) de cyclistes. Ainsi, pour la capacité minimale de cent cinquante (150) passagers, la ou les navette(s) fluviale(s) devra(ont) être en mesure d'accommoder soixante (60) bicyclettes ou, dans le cas d'une capacité de deux cents (200) passagers, quatre-vingts (80) bicyclettes.

Posséder un pont supérieur, pour tout navire ayant une capacité supérieure à cent (150) passagers, qui pourra accueillir au minimum quarante pour cent (40 %) des passagers par trajet aller simple.

Avoir des toilettes propres et convenables à bord qui rencontrent ou dépassent les normes environnementales.

Être muni d'un système de récupération de toutes les eaux usées produites à bord qui ne pourra être vidangé que dans des installations de pompage septique conformes à la réglementation environnementale en vigueur. Le système de récupération devra être vidangé régulièrement pour assurer le service ininterrompu des installations produisant des rejets d'eau usées.

Avoir un système de son et de haut-parleur suffisant pour pouvoir diffuser de façon convenable tout au long de la traversée.

Être compatible avec la capacité d'accueil des installations portuaires prévues tant à la Ville de Longueuil qu'à la Ville de Montréal, y compris au parc Jean-Drapeau.

Permettre d'identifier clairement sur chaque côté du navire une affiche « Navette Montréal - parc Jean-Drapeau - Longueuil».

C. GRILLE HORAIRE

Le service des navettes fluviales 1 et 2 devra respecter les grilles horaires suivantes :

Pour la navette fluviale 1 :

1. Horaire de printemps : du 17 mai à la fête nationale du Québec, inclusivement :

   - Fonctionnement les samedis et dimanches, de 10 h à 19 h;
   - Fonctionnement les jours fériés, de 10 h à 19 h.

2. Horaire d'été: de la fête nationale du Québec à la fête du Travail, exclusivement :

   - Fonctionnement les lundis, mardis, mercredis et jeudis, de 10 h à 19 h;
   - Fonctionnement les vendredis, de 10 h à 22 h;
   - Fonctionnement les samedis et dimanches de 9 h à 22 h, sauf les soirs où se tiendront des feux d'artifice : le service se terminera à 19 h.

3. Horaire d'automne : de la fête du Travail au 13 octobre, inclusivement :

   - Fonctionnement les samedis et dimanches, de 10 h à 19 h;
   - Fonctionnement les jours fériés, de 10 h à 19 h.

Pour la navette fluviale 2 :

4. Horaire de printemps : du 17 mai à la fête nationale du Québec, inclusivement :

   - Fonctionnement les samedis et dimanches, de 10 h à 19 h;
   - Fonctionnement les jours fériés, de 10 h à 19 h.

5. Horaire d'été : de la fête nationale du Québec à la fête du Travail, inclusivement :

   - Fonctionnement les lundis, mardis, mercredis et jeudis, de 10 h à 19 h;
   - Fonctionnement les vendredis, de 10 h à 22 h;

- Fonctionnement les samedis et dimanches de 9 h à 22 h, sauf les soirs où se tiendront des feux d'artifice : le service se termine à 19 h.

D. TARIFICATION

La tarification de base par usager incluant la bicyclette pour un aller simple sera de 7,50 $ taxes incluses pour 2014. L'Adjudicataire/opérateur des navires devra cependant offrir aux usagers la possibilité d'acheter un livret de 8 passages pour un prix de 52,50 $ taxes incluses ou un passage saisonnier pour un prix de 59.90 $, taxes incluses. Chaque adulte pourra être accompagné gratuitement d'au plus deux enfants de 5 ans ou moins.

E. ASSURANCE

L'Adjudicataire/opérateur des navires devra être couvert par une assurance responsabilité civile satisfaisante et les Villes de Longueuil et de Montréal ainsi que la Société du Vieux-Port de Montréal inc. et la Société du parc Jean-Drapeau devront être nommément désignées comme coassurées à l'intérieur de cette police. Une copie de cette police sera remise au représentant de la Ville de Montréal au plus tard lors de la signature de la présente entente. La Ville de Longueuil doit s'assurer que l'Adjudicataire/opérateur des navires détient une telle police valable durant toute la période couverte par la présente entente.

F. DEVIS DE RÉFÉRENCE

La Ville de Longueuil a tenu l'appel d'offres public numéro APP-14-050 et une copie du cahier des charges et du contrat de fourniture et d'opération d'un service de navette fluviale octroyé sera remise au représentant de la Ville de Montréal au plus tard lors de la signature de la présente entente.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2014/05/29 17:00

(2)

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Approuver le projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-13 19:01

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1141246009**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du chemin de ceinture, projet majeur de développement, est situé dans le Site patrimonial du Mont-Royal. Il s'inscrit dans les grands objectifs du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR), soit assurer la protection et la mise en valeur du Mont-Royal et rendre la montagne accessible et accueillante. Le chemin de ceinture, composé de six tronçons, vise à créer un circuit sécuritaire et continu pour les cyclistes et les piétons. La boucle projetée d'une dizaine de kilomètres, dont plus de la moitié sont déjà accessibles, traverse les territoires du parc du Mont-Royal, du cimetière Notre-Dame-des-Neiges (cimetière NDDN), de l'Université de Montréal (UdeM), de l'École polytechnique de Montréal (Polytechnique) et du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). L'ensemble de ce projet, réparti en quatre phases, a fait l'objet d'une consultation publique en juin 2008. Les deux premières phases ont été réalisées. La troisième est scindée en deux lots d'exécution, soient les tronçons 4A et 4B, dans le secteur de l'UdeM (octroi de contrat en cours : 1144822023) et les tronçons 4C et 5, dans le parc du « Troisième Sommet » dont la construction est complétée (CG11 0321). Les travaux de la phase 4 (tronçon 6 - sans la passerelle) ont été entrepris à l'automne dernier (CG13 0393). Ils rendront le secteur du bois d'Outremont, situé dans le parc du Mont-Royal, plus accessible.

L'ensemble du projet du chemin de ceinture s'inscrit dans le cadre de l'Entente de développement culturel qui lie le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal. Le Conseil du patrimoine a émis, le 19 décembre 2012, un avis favorable au projet d'aménagement des tronçons 4A - 4B, dans le secteur de l'UdeM.

Dans la foulée du Pacte patrimonial du Mont-Royal et du PPMVMR, l'UdeM, Polytechnique et le CNRC se sont effectivement engagés à accorder gratuitement à la Ville en temps requis une servitude de passage et de construction pour l'aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal dans le secteur du chemin de la tour et du chemin Polytechnique. En 2010, l'Université de Montréal consentait à la Ville un bail d'une période de 50 ans pour la location d'un terrain situé à l'extrémité est du chemin Polytechnique et utilisé à des fins de parc à caractère naturel, le parc du "Troisième Sommet" (CG10 0200). Ce bail prévoit, dans les attendus à la page 2, que « l'accès aux Lieux Loués, dans la mesure où il s'effectuera en passant sur le résidu de l'immeuble du Locateur, est conditionnel à ce qu'une servitude de passage (« le chemin de ceinture du Mont-Royal ») soit ultérieurement conclue entre le Locateur et le Locataire ».

Dans le cadre de la planification en vue de l'aménagement de cette servitude, les parties se sont entendues sur les termes et conditions apparaissant dans le projet d'acte. Cette servitude sera de la même durée que celle du bail du parc du "Troisième Sommet" (soit jusqu'en 2060). Advenant un renouvellement du bail, la durée de la servitude sera prolongée d'autant. Sa description technique finale sera produite par les arpenteurs de la Ville une fois les travaux complétés.

Par ailleurs, une servitude de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame en faveur de la Ville a été signée en 2008, à la suite de l'accord de développement survenu en 2005 (CM05 0256). Cette servitude devra être amendée lorsque les travaux d'aménagement seront terminés pour intégrer les modifications apportées à ces limites.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0393 - 26 septembre 2013 - Accorder un contrat à URBEX construction inc., pour l'exécution des travaux d'aménagement du chemin de ceinture dans le bois d'Outremont - Dépense totale de 2 053 811,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 6435 - (8 soumissionnaires);
CG11 0321- 28 septembre 2011 - Accorder un contrat à les Excavations Super inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement des tronçons 4C et 5 du chemin de ceinture du Mont-Royal – Dépense totale de 3 291 110,20 $, taxes incluses – Appel d'offres public 6306;

CG10 0201 – 20 mai 2010 Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de La Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, pour une période de 45 ans, à des fins de parc à caractère naturel, un terrain d'une superficie de 97 240,80 mètres carrés, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué du lot 3 617 666 du cadastre du Québec, le tout aux termes et conditions stipulés au projet de bail;

CG10 0200 - 20 mai 2010 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'Université de Montréal, pour une période de 50 ans, à des fins de parc à caractère naturel, un terrain d'une superficie d'environ 13,42 hectares dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, constitué d'une partie des lots 2 177 237, 2 177 240, 2 177 244, 2 177 245 et 2 861 465 du cadastre du Québec, le tout aux termes et conditions stipulés au projet de bail

CG09 0341 - 27 août 2009 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 3 ans avec Génivar, Consortium Axor/Séguin et le groupe SM pour réaliser les études préliminaires, préparer les plans et devis et assurer la surveillance des travaux de projets d'amélioration

et de développement du réseau cyclable - Appel d'offres public 09-10981 (7 soum.)

CG09 0169 - 28 mai 2009 - Autoriser une dépense totale de 2 861 418,71 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux d'aménagement des tronçons 2, 3 et l'entrée du tronçon 5 du chemin de ceinture du mont Royal, et octroyer à Construction Morival Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 2 786 418,71 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 6234;

CG09 0130 - Le 30 avril 2009 - Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Mont -Royal;

CM05 0256 - 19 avril 2005 Projet d'accord de développement entre la Ville de Montréal et la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal pour la mise en valeur de la propriété du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges
Projet d'acte par lequel la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal crée en faveur d'un immeuble appartenant à la Ville u ne servitude réelle de passage et de construction et aux termes duquel intervient le Centre funaire Côte-des Neiges inc. Projet d'acte par lequel la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal crée en faveur d'un immeuble appartenant à la Ville une servitude réelle de passage et de construction et aux termes duquel intervient le Centre funéraire Côte-des-Neiges;

CO96 00836 - Le 18 avril 1996 - Adoption du Règlement 96-066 concernant le Programme de développement de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées, et signature d'une entente cadre d'une durée de 20 ans (1996-2016), concernant le développement de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées

DESCRIPTION

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre du projet du chemin de ceinture du Mont-Royal. Il vise la création d'une servitude réelle de construction et de passage sur les propriétés de l'UdeM, de Polytechnique et du CNRC dans le secteur du chemin de la tour et du chemin polytechnique. Cette servitude est complémentaire au bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'UdeM à des fins de parc à caractère naturel un terrain d'une superficie d'environ 13,42 hectares. La servitude faisant l'objet du présent sommaire décisionnel permettra d'aménager une bande « verte » accessible au public, comprenant un lien piétonnier entre l'intersection des chemins Decelles et Queen-Mary et le parc du « Troisième Sommet ».
Le fonds servant est connu et désigné par une partie des lots appartenant à l'UdeM, à Polytechnique et au CNRC qui figurent à l'annexe 3 du projet d'acte faisant l'objet de ce dossier. Une servitude de construction, dont le périmètre apparaît en annexe 1 du projet d'acte, permettra la réalisation des travaux requis à l'aménagement du chemin de ceinture. L'assiette finale de la servitude, indiquée de façon approximative en annexe 2, sera décrite par les arpenteurs de la Ville lorsque les travaux seront complétés.

Le projet d'aménagement, de même que les termes du projet d'acte de servitude, ont été développés en collaboration avec les représentants de l'Université de Montréal, qui s'occupent de présenter le dossier aux représentants des deux autres institutions impliquées, soient le CNRC et Polytechnique. Une servitude de construction est prévue au projet d'acte pour permettre la réalisation des travaux en définissant le périmètre d'intervention plus largement que celui de la servitude finale. L'assiette de cette dernière se limitera essentiellement à la bande « verte » comprise entre la bordure sud du chemin Polytechnique et la clôture du cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Il a été jugé préférable que l'UdeM assume, à ses frais, l'entretien opérationnel du chemin de ceinture du Mont-Royal, sur la superficie de l'assiette finale, même si la Ville supporte les risques et responsabilités civiles liés au chemin de ceinture, incluant son entretien. Ainsi la Ville verra, à ses frais, au maintien de l'ordre, au respect de la réglementation applicable, à la sécurité

des usagers et à la surveillance du Chemin de ceinture, comme si le Chemin de ceinture constituait un parc public de la Ville.

Le chemin de la Tour, qui sera déplacé pour permettre la création de la bande « verte », n'est pas compris dans l'assiette de la servitude finale.

JUSTIFICATION

Les tronçons 4A - 4B du chemin de ceinture permettra d'améliorer l'accessibilité au mont Royal en créant un nouveau lien entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et le parc du « Troisième Sommet ». De plus, il permettra de mieux desservir l'UdeM et d'assurer la présence d'un accès public à cet endroit. Le principe retenu consiste à assurer l'accessibilité et la sécurité des futurs utilisateurs, tout en respectant les préoccupations des partenaires.
Bien que le dossier ait été entrepris il y a quelques années, les parties ont collaboré de bonne foi à l'avancement de ce projet.

La conclusion de l'acte de servitude permettra à l'UdeM de respecter ses engagements liés au bail du parc du « Troisième sommet », tout en permettant à la Ville de réaliser le lien préconisé au Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (2009). Il est préférable d'obtenir l'approbation du présent dossier avant d'octroyer le contrat de réalisation des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La servitude est consentie à titre gratuit.
Toutefois, les frais d'aménagement du chemin de ceinture sont assumés par la Ville (1144822023) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) dans le cadre de l'Entente de développement culturel. L'UdeM sera responsable, à ses frais, de l'entretien opérationnel de la servitude de passage, tandis que la Ville devra effectuer, à ses frais, l'entretien pour le maintien de l'actif du chemin de ceinture (assiette finale), notamment à l'égard des végétaux et arbres. À cet égard, les frais seront assumés à même les budget dédiés à l'entretien du parc du « Troisième sommet ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À terme, la création des tronçons 4A - 4B du chemin de ceinture permettra aux citoyens de bénéficier d'un accès supplémentaire au mont Royal tout en encourageant la marche et par conséquent, les saines habitudes de vie. Il aura également pour mission de mettre en valeur le patrimoine naturel de la montagne, de même que les vues depuis le flanc nord. Ce futur lien est inclus à l'intérieur du périmètre du Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’aménagement du chemin de ceinture dans le secteur du chemin Polytechnique permettra l’accessibilité au parc du « Troisième Sommet », qui n’est pas encore ouvert aux citoyens en raison de son enclavement.
Les travaux de construction des tronçons 4A - 4B du chemin de ceinture ne peuvent se faire sans l'adoption de la servitude. À défaut, le chemin serait incomplet et par conséquent, l'accès public au parc du « Troisième Sommet » ne serait possible.

Étant donné la période de relâche universitaire et le Grand Prix Cycliste de Montréal - épreuve UCI WorldTour (mi-septembre), les travaux de voirie et d'égout dans le chemin de la Tour et chemin Polytechnique doivent être réalisés entre le 15 mai et le 15 août. Toutefois, des travaux sans entrave majeur pourraient être réalisés à l'extérieur de ces plages en 2014 et en 2015.

Le secteur d’intervention est un des deux accès véhiculaires au campus universitaire. Malgré les travaux de voirie, la circulation par cet accès sera possible en tout temps. Néanmoins, en raison des travaux majeurs du Service de l'eau réalisés en 2014 et 2015 sur Édouard-Montpetit, l'Université de Montréal craint que leurs deux entrées soient trop grandement perturbées à la même période. Elle exige, par conséquent, de ne pas entreprendre, en 2014, les travaux qui pourraient perturbés l'entrée Decelles, pour la réalisation du chemin de ceinture. En 2015, les travaux d'aqueduc à l'intersection d' Édouard Montpetit et de Louis -Collin sont prévus être complétés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les principales étapes subséquentes sont :
Mai 2014 - Signature de l'acte de servitude par les parties ;
Mai 2014 -Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc., pour les travaux du chemin de ceinture du Mont-Royal, tronçons 4A - 4B secteur de l'Université de Montréal;
2014 - 2015 - Réalisation du chemin de ceinture tronçons 4A - 4B;
2015 - Ouverture officielle du parc du « Troisième Sommet »;
2015 - Description technique de la servitude finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Bureau du Mont-Royal (Daniel DESJARDINS)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Gilles DUFORT)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Martin GAUDETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Sylvie DESJARDINS)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Daniel BROUSSEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Avis favorable :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Daniel LAFOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie ROBIN
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1477
Télécop. : 514 872-1416

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Daniel GROULX
Chef de division

Tél : 514-872-6762
Télécop. : 514 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514-872-1457
Approuvé le : 2014-05-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le présent dossier a été négocié et préparé par la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) et traite d'un projet d'acte de servitude créée en faveur de la Ville dans le cadre du Plan de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR). Il s'agit d'une servitude réelle de passage public et de maintien du chemin de ceinture pour l'aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal dans le secteur du chemin de la tour et du chemin Polytechnique, à laquelle est liée une servitude temporaire de construction. Cette servitude de passage est complémentaire au bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'Université de Montréal, à des fins de parc à caractère naturel, un terrain d'une superficie de 13,42 hectares, pour une durée de 50 ans.
La présente servitude est consentie à la Ville par l'Université de Montréal, la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal etSa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil National de Recherches du Canada, le tout sans contrepartie financière, afin de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier.

La description de l'assiette de la servitude finale se fera lorsque les travaux seront complétés. L'acte de servitude sera donc publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal seulement lorsque la description technique de l'assiette sera finalisée.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493

préparé par : Suzie Desmarais

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-02

Michel NADEAU
Directeur, Stratégies et transactions immobilières
Tél : 514 872-5844

Division : Division évaluation et transactions immobilières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les Divisions de la conception et de la réalisation des travaux de la Direction des infrastructures assureront la préparation des documents de soumission et la réalisation du projet du chemin de ceinture (tronçons 4A-4B) tel que décrit dans le présent sommaire décisionnel.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Martin GAUDETTE
Chef de Section
Tél : 2-5622

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division
Tél : 2-7816
Division : De la conception des Travaux

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la géomatique préparera le plan et la description technique de l'assiette finale de la servitude de passage représentant les superficies et dimensions réelles du chemin de ceinture et de l'aménagement de ses abords.

Ce plan et description technique seront préparés suite à la confirmation de la fin des travaux de construction du chemin de ceinture par la direction des grands parcs et du verdissement.

Ce plan et description technique seront préparés, minutés et signés par un arpenteur-géomètre de la Ville et décrira le terrain compris entre la bordure sud-est des chemins de la Tour et de la Polytechnique et le lot 2 172 524 du cadastre du Québec étant la propriété de l'Oeuvre et la Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Montréal, étant connu comme étant le Cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Ce terrain étant une ou des parties des lots 2 177 244, 2 515 712, 2 515 713, 2 767 845, 2 767 846, 2 767 847, 2 767 848, 2 767 849, 2 767 850, 2 767 852 et 2 767 854 du cadastre du Québec.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BROUSSEAU
Chef de section géomatique
Tél : 514-872-4036

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-30

Luc LÉVESQUE
Chef de division géomatique
Tél : 514-872-4659
Division : Division de la Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Bureau du Mont-Royal

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Cette servitude va dans le sens des principales orientations du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, en particulier celle visant l'amélioration de l'accessibilité. En plus de participer à la consolidation du chemin de ceinture reliant diverses sections du Mont-Royal, cette entente permettra aux citoyens de l'arrondissement Côte des Neiges d'avoir accès à un vaste et nouvel espace vert; le parc du Troisième Sommet.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel DESJARDINS
Chef de Division Exploitation et opérations Mont-Royal et pépinière municipale
Tél : 514-872-6167

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Mario CICIOLI
Chef de Division

Tél : Tél: 514-872-6167
Division : Division Exploitation et opérations Mont-Royal et pépinière municipale

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La présente servitude permettra de réaliser le tronçon 4A-B du chemin de ceinture, projet répondant aux objectifs d'accesssibilité du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont -Royal.* Ce tronçon assurera l'accès au parc du 3e sommet en le reliant au tronçon 4C et 5, dont les travaux sont terminés.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles DUFORT
Coordination du Vieux-Montréal et réaménagement du domaine public
Tél : 514 872-1863

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Jean-Robert CHOQUET
Directeur

Tél : 514 872-2371
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint, le projet d'acte de servitude de construction et de passage par l'Université de Montréal («l'Université»), la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et le Conseil national de recherches du Canada et comportant deux volets; une servitude temporaire de construction permettant à la Ville de réaliser ses travaux sur leurs terrains et, une servitude réelle de passage public et de maintien du chemin de ceinture permettant à la Ville d'exploiter le chemin de ceinture jusqu'en 2060, étant le terme fixé pour la location par la Ville du parc du «Troisième Sommet».
Le projet d'acte doit également être soumis à l'approbation des instances décisionnelles des parties cocontractantes. Nous avons reçu une confirmation écrite du conseiller juridique de l'Université à l'effet que la Division des affaires juridiques de l'Université est d'accord avec le projet d'acte ci-joint et qu'il sera présenté sans modification au comité exécutif de l'Université pour approbation. Nous n'avons pas encore reçu une telle confirmation de la part des autres parties cocontractantes. Comme l'Université est le principal interlocuteur dans le dossier, le service-client juge que l'attente de la confirmation des autres parties retarderait le traitement du dossier.

La conclusion du présent acte de servitude relève de la compétence du conseil d'agglomération puisqu'il s'agit d'un acte inhérent ou accessoire à l'exercice de la compétence du conseil d'agglomération relative au parc du Mont-Royal en vertu de l'article 37 et de l'annexe 1 du Décret concernant l'agglomération de Montréal. Précisons que le terrain visé par le présent acte de servitude est compris dans les limites indiquées au plan M-355 St-Antoine conformément à l'article 194 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal et que cette disposition prévoit expressément que «tout immeuble que la Ville y possède ou acquiert fait partie du parc Mont-Royal».

Vu l'absence de désignation des parties de lots grevées de la servitude temporaire de construction contenue au projet d'acte, cette servitude ne sera pas publiée au registre

foncier. Elle sera néanmoins valide et opposable entre les parties. Quant à la servitude de passage public contenue au projet d'acte, elle ne sera publiée au registre foncier qu'à compter de la préparation par un arpenteur-géomètre de la Ville, d'un plan et d'une description technique de l'assiette finale représentant les superficies et dimensions réelles du chemin de ceinture. Ce plan et cette description technique pourront être préparés à la fin des travaux de construction du chemin de ceinture. Le service-client devra donc s'assurer de mandater un arpenteur-géomètre de la Ville afin de produire ce plan et cette description technique dès que les travaux de construction du chemin de ceinture seront complétés.

La Ville assume l'entière responsabilité civile à l'égard du chemin de ceinture. L'Université a accepté d'effectuer à ses frais l'entretien opérationnel du chemin de ceinture dans le cadre de sa relation de bon voisinage et parce que ses employés sont sur place et disposent de l'équipement requis. Cependant, il a été convenu par les parties que l'exécution de ces travaux d'entretien par l'Université n'atténue en rien la responsabilité de la Ville à l'égard du chemin de ceinture, ni n'engage la responsabilité de l'Université.

Une servitude en faveur de Gaz Métro affecte une partie du terrain qui est visé au projet. Le service-client devra obtenir, le cas échéant, les autorisations nécessaires des représentants de Gaz Métro dans le cadre de la réalisation du projet.

Le service-client devra communiquer et faire le suivi des obligations contenues au projet d'acte auprès des intervenants, des mandataires et des entrepreneurs de la Ville, particulièrement en ce qui concerne les obligations relatives aux travaux de construction.

Serv Chemin ceinture 09-05-2014.pdf
N/D: 14-001327

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 872-6853

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-12

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 872-2363
Division : Droit contractuel

Révisée SAJ 09-05-2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
le

DEVANT **M^e^ Patrick FLUET**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette FRASER, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET:

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, personne morale constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation l'Université de Montréal* (10 Geo. V L.Q. 1920, c. 38) sanctionnée le quatorze (14) février mil neuf cent vingt (1920) et de la *Charte de l'Université de Montréal* (15-16 Eliz. II L.Q. 1966-67, c. 129) sanctionnée le douze (12) août mil neuf cent soixante-sept (1967), telle que modifiée par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal* (16 Eliz. II L.Q. 1967-68, c.114) sanctionnée le cinq novembre mil neuf cent soixante-huit (1968), ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4, agissant et représentée par Éric Filteau, son vice-recteur aux finances et aux infrastructures et par Alexandre Chabot son secrétaire-général, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son comité exécutif en date du

deux mille quatorze (2014) et dont une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l' « **Université** »

ET:

CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL, personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation l'école polytechnique* (57 Vict. L.Q. 1894, c. 23) sanctionnée le huit (8) janvier mil huit cent quatre-vingt-quatorze (1894), dont l'existence fut maintenue en vertu de la *Loi refondant la charte de l'École Polytechnique de Montréal* (3-4 Eliz. II L.Q. 1954-55, c. 127) sanctionnée le vingt-deux (22) février mil neuf cent cinquante-cinq (1955), et dont l'existence et la succession ont été maintenues et continuées en vertu de la *Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal* (L.Q. 1987, c. 135) sanctionnée le quatorze (14) décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4, agissant et représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du

une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Polytechnique** »

ET:

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, agissant et représentée par le ministre de l'Industrie, lui-même représenté par le CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA, ayant son siège au 1200, Chemin de Montréal, à Ottawa, province d'Ontario, K1A 0R6, étant lui-même représenté par l'Université, son procureur et mandataire irrévocable en vertu d'une procuration donnée aux termes de l'acte de servitude publié au registre foncier de Montréal sous le numéro 5 396 398 ; l'Université agissant et représentée par

dûment autorisé à agir en vertu de la résolution relatée ci-dessus.

Ci-après nommée le « **CNRC** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES QUI FONT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que l'Université et Polytechnique sont propriétaires et que le CNRC est emphytéote d'immeubles institutionnels utilisés aux fins d'enseignement supérieur et de recherches connus sous les noms d'Université de Montréal, d'École Polytechnique de Montréal et du Conseil National de Recherches du Canada (ci-après désignés le « **Campus** »).

ATTENDU que la Ville a adopté un plan de mise en valeur du mont Royal ayant notamment pour objectif de familiariser les visiteurs avec la diversité des paysages et des secteurs, dont le Campus; et d'améliorer l'accessibilité au mont Royal en adaptant et développant un réseau de circulation douce qui permettra la découverte de tous les secteurs de la montagne.

ATTENDU que la Ville a sollicité la participation de l'Université, de la Polytechnique et du CNRC dans la mise en œuvre de son plan de mise en valeur du mont Royal, lequel prévoit notamment l'aménagement d'un chemin de ceinture du mont Royal.

ATTENDU qu'à l'intérieur du volet relatif à la mise en valeur du mont Royal et du milieu naturel du Campus, l'Université et la Ville se sont engagées à collaborer à la réalisation d'un chemin de ceinture du mont Royal.

ATTENDU que le neuf (9) avril mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996), la Ville a approuvé une entente-cadre (ci-après désignée l'«**Entente-cadre**») relative à la planification et à l'aménagement du Campus et de ses abords en vue de soutenir le développement de ce dernier dans l'arrondissement Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce.

ATTENDU que dans l'Entente-cadre, l'Université s'est engagée à accorder gratuitement à la Ville une servitude de construction pour l'aménagement d'une portion du chemin de ceinture du mont Royal aux limites de sa propriété et de celles du cimetière Notre-Dame-des-Neiges (ci-après désigné le « **Cimetière** ») et une servitude de passage afin d'assurer la continuité de ce chemin de ceinture du mont Royal.

ATTENDU que la construction de trois (3) nouveaux bâtiments et pavillons le long du chemin de Polytechnique a exigé le déplacement d'un tronçon d'environ trois cent quarante mètres (340 m) de ce chemin de Polytechnique vers le sud, aux limites de la propriété de l'Université et celle du Cimetière, de sorte que l'espace pouvant être

utilisé par le chemin de ceinture du mont Royal sur le Campus, lequel comporte de nombreuses courbes, s'en trouve réduit par rapport à l'espace identifié antérieurement, compte tenu de l'étroitesse et de la topographie du site.

ATTENDU que la Ville désire que la portion du chemin de ceinture du mont Royal traversant le Campus soit réalisée à l'intérieur d'une emprise suffisante et, qu'à cette fin, il importe d'établir initialement et temporairement une emprise maximale à l'intérieur de laquelle le tracé de ce chemin de ceinture du mont Royal sera localisé afin de s'assurer de sa faisabilité et de garantir à la Ville l'exercice des servitudes, étant entendu que les parties s'engagent à établir ultérieurement l'assiette finale lorsque le tracé réel et les dimensions réelles du chemin de ceinture du mont Royal seront connus.

ATTENDU que le bail de cinquante (50) ans consenti par l'Université en faveur de la Ville le dix (10) décembre deux mille dix (2010), publié au registre foncier de Montréal, le dix-sept (17) février deux mille onze (2011) sous le numéro 17 914 214 (ci-après désigné le « **Bail** ») pour permettre l'aménagement du Parc du 3e Sommet, stipule, dans ses déclarations préliminaires, que l'accès aux Lieux loués, dans la mesure où il s'effectuera en passant sur le résidu de l'immeuble de l'Université, est conditionnel à ce qu'une servitude de passage soit ultérieurement conclue.

ATTENDU qu'aux termes de l'acte publié au registre foncier de Montréal sous le numéro 5 396 398, le CNRC a mandaté l'Université afin de le représenter aux fins de l'établissement des présentes servitudes.

ATTENDU que l'Université de même que la Polytechnique et le CNRC, dans la mesure où ils sont concernés, acceptent, entre autre, d'accorder gratuitement à la Ville une servitude de construction pour l'aménagement du chemin de ceinture du mont Royal aux limites de leur propriété respective et de celle du Cimetière et une servitude de passage afin d'assurer la continuité du circuit de circulation douce qui fera le tour de la montagne.

ATTENDU qu'en complément du Bail et afin de répondre aux besoins mentionnés ci-dessus, il y a lieu d'établir la responsabilité de chacune des parties de même que les modalités et les conditions d'exercice de ces servitudes de manière à donner à la Ville la flexibilité de procéder à l'aménagement du chemin de ceinture du mont Royal au moment opportun selon les termes et conditions prévus aux présentes.

ATTENDU que les présentes servitudes sont exclues de l'application de la *Loi du ministère des Affaires intergouvernementales* en vertu du décret numéro 831-76 concernant

les corporations municipales du Québec et certaines catégories d'entente avec le gouvernement du Canada en date du dix (10) mars mil neuf cent soixante-seize (1976).

ATTENDU que la Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique aux autres parties.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

2. DÉFINITIONS

Dans le présent acte, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

« **Acceptation finale** » : l'acceptation, par la Ville, des travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture et des travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, suite à l'attestation écrite des professionnels que l'entrepreneur a apporté toutes les corrections aux défectuosités qui lui ont été signifiées lors de l'acceptation provisoire des travaux, s'il en est, et que toutes les obligations ont été remplies. L'Acceptation finale ne peut avoir lieu avant que l'Université ait confirmé par écrit à la Ville qu'elle est satisfaite des travaux et que toutes les déficiences ont été corrigées, tel que prévu au paragraphe 3.4 t).

« **Actif** » : de manière non limitative, tout ce qui sera construit ou installé par la Ville sur le fonds servant de la servitude temporaire de construction, tels : le sentier, les trottoirs, le mobilier implanté le long du parcours et dans les aires de repos (bancs, corbeilles et panneaux de signalisation), les végétaux et les arbres plantés dans le cadre du projet d'aménagement du Chemin de ceinture ainsi que les infrastructures et leurs accessoires qui seront installés ou construits par la Ville, tels les conduites d'égout et de drainage, les regards, les puisards, les ouvrages de rétention des eaux pluviales, les conduits électriques et les lampadaires.

« **Annexe 1** » : signifie le plan intitulé « Servitude de construction » préparé par la Direction des grands parcs et du verdissement, émis en février 2014 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

« **Annexe 2** » : signifie le plan intitulé « Servitude finale approximative » préparé par la Direction des grands parcs et du verdissement, émis en février 2014 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

« **Annexe 3** » : signifie le plan intitulé « Plan des travaux et limites cadastrales » préparé par la Direction des grands parcs et du verdissement, émis en février 2014 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

« **Annexe 4** » : signifie les plans intitulés « Plan de plantation et protection de la végétation – tronçon 4A » et « Plan de plantation et protection de la végétation – tronçon 4B », portant respectivement les numéros C-4368-TR4A-PLA et C-4368-TR4B-PLA, préparés par la Direction des grands parcs et du verdissement, émis en février 2013 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

« **Bail** » : signifie le bail de cinquante (50) ans consenti par l'Université en faveur de la Ville le dix (10) décembre deux mille dix (2010), publié au registre foncier de Montréal, le dix-sept (17) février deux mille onze (2011) sous le numéro 17 914 214 pour permettre l'aménagement du Parc du 3^{e} Sommet.

« **Campus** » signifie les immeubles institutionnels utilisés aux fins d'enseignement supérieur et de recherches connus sous les noms d'Université de Montréal, d'École Polytechnique de Montréal et du Conseil National de Recherches du Canada.

« **Chemin de ceinture** » : signifie la portion du chemin de ceinture du mont Royal traversant le Campus sur le fonds servant (assiette finale) de la servitude de passage public et de maintien du Chemin de ceinture créée aux termes des présentes et comprend notamment le sentier et, le cas échéant, tous les trottoirs, les escaliers, les haltes d'observation, les aménagements paysagers, les équipements, les éléments de signalisation, le mobilier urbain, les systèmes d'éclairage et leurs accessoires, ainsi que les abords et les espaces de dégagement situés de part et d'autre du sentier aux fins d'entretien.

« **Directeur** » : signifie le Directeur du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal ou son représentant autorisé.

« **Entretien pour le maintien de l'actif** » : signifie entretenir, réparer, maintenir en bon état d'utilisation et, si requis, remplacer l'Actif, notamment afin d'assurer sa pérennité et la sécurité des usagers, à l'exclusion de l'Entretien opérationnel. L'Entretien pour le maintien de l'actif inclut le remplacement des végétaux et des arbres morts.

« **Entretien opérationnel** » : signifie l'entretien qui ne nécessite aucune réparation ni remplacement, notamment la tonte du gazon, la destruction des plantes nuisibles, l'entretien des plantes et des arbustes dans le but de favoriser la biodiversité, l'entretien des arbres (après l'expiration de la garantie), l'émondage et les coupes sélectives nécessaires pour maintenir la valeur et assurer les qualités écologiques du Chemin de ceinture, l'enlèvement des détritus, le ramassage des feuilles mortes, le nettoyage des corbeilles et la cueillette des déchets, le nettoyage du sentier et, le cas échéant, des trottoirs, des escaliers, des haltes d'observation et du mobilier urbain ainsi que l'entretien et le nettoyage des infrastructures et leurs accessoires, tels les conduites d'égout et de drainage, les regards, les puisards, les ouvrages de rétention des eaux pluviales, les conduits électriques et les lampadaires, incluant le remplacement des ampoules des lampadaires.

« Parc du 3e Sommet » signifie la partie du Campus appartenant à l'Université qui a été louée par l'Université à la Ville aux termes du Bail, pour l'aménagement d'un parc à caractère naturel.

3. SERVITUDE TEMPORAIRE DE CONSTRUCTION

L'Université, la Polytechnique et le CNRC, à titre de propriétaire, de propriétaire - tréfoncier et d'emphytéote, dans la mesure de leurs intérêts respectifs, créent et établissent, sur le fonds servant ci-après désigné, en faveur du fonds dominant ci-après désigné appartenant à la Ville, une servitude réelle et temporaire accordant à la Ville le droit de réaliser les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture ainsi que le droit de construire, d'ériger et d'aménager, le Chemin de ceinture, le tout aux seuls frais de la Ville.

3.1 DURÉE

La présente servitude prend effet à compter de la signature des présentes et s'éteindra automatiquement à la date de l'Acceptation finale.

3.2 **FONDS SERVANT**

Le fonds servant de la servitude temporaire de construction à l'intérieur duquel pourra être construit et aménagé le Chemin de ceinture, depuis l'avenue Decelles en passant par le chemin de la Tour et le chemin de Polytechnique jusqu'à l'entrée du Parc du 3e Sommet, est illustré et délimité par des tirets sur le plan identifié aux présentes comme Annexe 1 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

3.3 **DROITS DE LA VILLE**

Afin de permettre à la Ville, ses employés, agents, préposés ou entrepreneurs le plein exercice de tous les droits inhérents découlant de cette servitude de construction pour l'établissement du Chemin de ceinture, celle-ci comprend, pour la durée prévue des travaux, entre autres les droits suivants, sujets à l'exécution des obligations ci-après prévues, à savoir :

a) Le droit d'accéder au fonds servant à pied et en véhicules de tout genre, à partir du chemin public et de circuler sur les chemins du Campus qui s'y trouvent, jusqu'au Parc du 3e Sommet.

b) Le droit d'utiliser les chemins du Campus et, si nécessaire, les terrains du Campus pour réaliser les travaux d'arpentage et les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture.

c) Le droit d'occuper le fonds servant et d'utiliser la machinerie appropriée pour permettre les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, et les travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture.

d) Les droits prévus en a), b) et c) sont accordés sous réserve du droit pour l'Université, la Polytechnique et le CNRC, leurs étudiants, professeurs, employés, visiteurs et mandataires d'utiliser les voies de circulation, les trottoirs et autres aménagements dans le cadre des activités qui se déroulent sur le Campus.

3.4 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

La présente servitude est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à respecter, savoir:

a) prendre le fonds servant dans l'état où il se trouve présentement, sans aucune garantie et à ses risques et périls.

b) obtenir l'autorisation du ministre de la Culture et des Communications pour tout ce qui est l'objet des servitudes consenties aux termes des présentes, dans la mesure où une telle autorisation est requise en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* (RLRQ, c. P-9.002), compte tenu que le fonds servant est situé à l'intérieur des limites du site patrimonial déclaré du mont Royal.

c) obtenir, à ses frais et à l'entière exonération de l'Université, de la Polytechnique et du CNRC, tous les permis, droits et autorisations nécessaires requis pour la réalisation du Chemin de ceinture, auprès des organismes et autorités qui les imposent.

d) assumer les frais relatifs à la préparation des plans et devis pour la construction et l'aménagement du Chemin de ceinture.

e) réaliser les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture et, réaliser les travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, le tout tel que montré aux plans émis pour la soumission 226203 de la Ville (comprenant l'aménagement du sentier, des aménagements connexes et des plantations). Ces travaux doivent être exécutés conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les règles de l'art, selon l'échéancier et aux emplacements qui ont été approuvés par l'Université, la Polytechnique et le CNRC (dans la mesure où ils sont concernés) ou, s'ils ne l'ont pas été, qui seront préalablement approuvés par l'Université, la Polytechnique et le CNRC (dans la mesure où ils sont concernés) respectivement représentés par les personnes désignées pour recevoir les avis qui leur seront transmis en vertu de l'article 13 des présentes, laquelle approbation ne pourra être refusée sans motif raisonnable.

f) assumer tous les frais, honoraires, coûts et dépenses afférents aux travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture ainsi que ceux afférents aux travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, le tout à l'entière exonération de l'Université, de la Polytechnique et du CNRC.

g) assumer ou faire assumer par l'entrepreneur retenu pour l'exécution des travaux, les obligations de « maitre d'œuvre » au sens la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) relativement aux travaux qui seront effectués par la Ville ou par son entrepreneur sur le fonds servant de la servitude temporaire de construction. La Ville devra également respecter et faire respecter par ses entrepreneurs toute disposition législative ou réglementaire applicable, relative à la sécurité, aux incendies, à la santé et à l'environnement et s'assurer que ses entrepreneurs obtiennent et maintiennent en vigueur des couvertures d'assurance raisonnables. À

la demande de l'Université, dans la mesure où l'Université devait réaliser des travaux pendant la même période et sur le même site que celui du fonds servant de la servitude temporaire de construction ou si ces travaux sont exécutés sur des sites différents mais que les camions utilisent les mêmes entrées et voies de circulation pour y accéder, la Ville s'engage à se subordonner à l'autorité de l'Université ou à celle de tout entrepreneur que l'Université pourra désigner, en ce qui concerne la santé et sécurité du travail sur le chantier, de façon à ce que l'Université ou l'entrepreneur qu'elle désignera puisse pleinement exercer l'autorité de « maître d'œuvre » durant ladite période où l'Université exécutera ou fera exécuter des travaux. Les modalités de cette subordination seront alors indiquées à la Ville par l'Université. Dans le cas où la Ville devait confier, en tout ou en partie, à un entrepreneur l'exécution des travaux de construction sur le fonds servant de la servitude temporaire de construction, elle devra faire en sorte que ce dernier se subordonne également à l'autorité de l'Université ou au tiers entrepreneur que cette dernière pourrait désigner, suivant les conditions ci-haut énoncées.

h) communiquer par écrit à l'Université, à la Polytechnique et au CNRC la durée prévue des travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture et celle des travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture avant le début de ceux-ci et les aviser, également par écrit, au moins trente (30) jours avant d'entreprendre tous travaux sur le Campus et sur le fonds servant, si ces travaux ne sont pas prévus aux plans émis pour la soumission 226203 de la Ville ou s'ils ne sont pas exécutés à la date prévue selon l'échéancier des travaux préalablement approuvé par l'Université, la Polytechnique et le CNRC (dans la mesure où ils sont concernés).

i) installer et maintenir à ses frais une signalisation adéquate aux abords du chantier pour toute la durée des travaux de construction afin d'assurer la sécurité des lieux. La localisation de cette signalisation est prévue aux plans émis pour la soumission 226203 de la Ville. Au besoin, la Ville pourra installer d'autres éléments de signalisation qui auront été préalablement autorisés par l'Université, la Polytechnique et le CNRC, le cas échéant, respectivement représentés par les personnes désignées pour recevoir les avis qui leur seront transmis en vertu de l'article 13 des présentes, celles-ci s'engageant à répondre à la demande d'approbation de la Ville dans un délai raisonnable, laquelle approbation ne pourra être refusée sans motif raisonnable.

j) débuter les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, et les travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture à la date qui sera convenue entre la Ville et l'Université et,

une fois qu'ils auront débutés, les poursuivre avec diligence et compléter l'ensemble des travaux dans un délai maximal de dix-huit (18) mois, tout en respectant les contraintes suivantes afin de ne pas perturber les activités qui se dérouleront sur le Campus, lesquelles s'ajoutent à toute autre obligation prévue aux présentes, à savoir :

i) les travaux d'infrastructure sur la partie du chemin de la Tour située entre la rue Decelles et l'intersection entre le chemin de la Tour et le chemin de Polytechnique devront être effectués entre le 15 mai et le 15 août de la même année ;

ii) il n'y aura pas de travaux durant l'évènement « Pro-tour » qui se tiendra sur le Campus aux dates qui seront déterminées par l'Université. Durant cet évènement, les chemins du Campus ainsi que leurs abords devront être propres et sécuritaires et permettre l'accueil des visiteurs et des spectateurs ;

iii) l'accès au Campus par le boulevard Édouard-Montpetit et celui par la rue Decelles ne peuvent être perturbés au même moment en raison de travaux effectués par ou à la demande de la Ville. La Ville s'engage à ce que les travaux de réfection des infrastructures et de voirie qu'elle entend effectuer sur le boulevard Édouard-Montpetit, à l'intersection de l'avenue Louis-Colin, ne soient pas exécutés au même moment que les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture. À cette fin, la Ville s'engage à maintenir en tout temps un accès ouvert au Campus et donc, à ne pas fermer ou perturber les deux accès au Campus de façon simultanée. Nonobstant toute disposition à l'effet contraire, l'Université pourra refuser que débutent les travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture ou en demander l'arrêt immédiat dans l'éventualité où, selon l'avis de l'Université, l'accès au Campus par le boulevard Édouard-Montpetit et celui par la rue Decelles sont fermés ou perturbés au même moment en raison des travaux effectués par la Ville ou à la demande de la Ville.

k) exercer les droits accordés aux termes de la présente servitude à l'intérieur des limites indiquées sur le plan identifié aux

présentes comme Annexe 1, aux emplacements qui ont été approuvés par l'Université, la Polytechnique et le CNRC (dans la mesure où ils sont concernés) ou, s'ils ne l'ont pas été, qui seront préalablement approuvés par l'Université, la Polytechnique et le CNRC (dans la mesure où ils sont concernés) respectivement représentés par les personnes désignées pour recevoir les avis qui leur seront transmis en vertu de l'article 13 des présentes.

l) clôturer le chantier selon les règles de l'art de façon à ce que celui-ci ne soit pas accessible au public et ne permette pas l'accès au Campus autrement que par les points d'accès convenus entre les parties pendant la durée des travaux.

m) entreposer et conserver tous les matériaux utilisés par ses entrepreneurs, fournisseurs, sous-traitants et ouvriers pour les travaux de construction et d'aménagement à l'intérieur des limites du chantier ou dans une zone d'entreposage indiquée sur le plan identifié aux présentes comme Annexe 1. Il est entendu que tous les espaces de stationnement qui seront utilisés comme zone d'entreposage pendant la période mentionnée au paragraphe 3.4 j) i) devront être libérés et être remis dans leur état initial au plus tard le 15 août.

n) maintenir la circulation piétonnière ainsi qu'un accès aux véhicules des employés, professeurs, étudiants, chercheurs et visiteurs du Campus, aux véhicules d'urgence, d'entretien et de livraison en tout temps, à l'occasion des travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, et des travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture. À cette fin, la Ville doit s'assurer du contrôle de la poussière pendant toute la durée des travaux et les voies de circulation pour les piétons et les véhicules doivent être nettoyées lorsque requis. Dans l'éventualité où l'exécution des travaux de la Ville nécessite une fermeture temporaire du chemin de la Tour ou du chemin de Polytechnique, la Ville en fera la demande à l'Université, représentée par la personne désignée pour recevoir les avis qui seront transmis à l'Université en vertu de l'article 13 des présentes, laquelle s'engage à y répondre dans un délai raisonnable après avoir consulté la Polytechnique et le CNRC. Le cas échéant, l'Université indiquera à la Ville le moment et la durée de la fermeture autorisée. L'Université, la Polytechnique et le CNRC aviseront la Ville au moins quarante-huit (48) heures à l'avance dans l'éventualité où des véhicules d'une largeur excessive doivent accéder au Campus et circuler ou empiéter sur le fonds servant de la servitude.

o) remettre les lieux où elle est intervenue (incluant le fonds servant) et ceux où elle a circulé sur le Campus aux fins de réaliser le Chemin de ceinture dans un état jugé acceptable par l'Université, aux entiers frais de la Ville, dans les quatre (4) mois suivant la fin des travaux.

p) obtenir la radiation de l'inscription de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre la propriété de l'Université, de la Polytechnique et du CNRC à l'occasion de travaux réalisés à la demande de la Ville dans le cadre de la présente servitude, dans les soixante (60) jours de son inscription au registre foncier, sauf si elle en conteste de bonne foi la validité, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir. Cependant, si le droit hypothécaire exercé est la prise en paiement, dès qu'elle est informée de la signification d'un préavis d'exercice de ce droit à l'Université, à la Polytechnique ou au CNRC, la Ville devra présenter devant le tribunal une requête en radiation ou en substitution de garantie afin d'obtenir la radiation de l'inscription de cette hypothèque. Dans l'éventualité où une requête en délaissement forcée pour prise en paiement est signifiée à l'Université, à la Polytechnique ou au CNRC, l'Université pourra payer immédiatement, à qui de droit, la somme réclamée et obtenir la radiation de l'inscription de cette hypothèque et la Ville devra alors rembourser à l'Université, sur demande de cette dernière, tel paiement en capital, intérêts et frais.

q) fournir à l'Université un plan « tel que construit » du chemin de la Tour et de tous les travaux réalisés dans le cadre du projet, y compris les nouvelles infrastructures.

r) soumettre à l'Université, avant l'acceptation provisoire des travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, et des travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, un projet de liste des déficiences et des travaux à compléter, afin que l'Université formule ses commentaires. La liste des déficiences et des travaux à compléter devra être modifiée conformément aux commentaires de l'Université avant qu'elle ne soit remise à l'entrepreneur. Les manuels d'opération et fiches techniques des équipements nécessitant un entretien, tels les régulateurs de débit, devront être remis à l'Université avant l'acceptation provisoire. L'Université pourra refuser une prise de possession anticipée si elle est d'avis que la nature des déficiences pourrait avoir un impact sur la performance des infrastructures.

s) assumer, à ses frais, l'Entretien opérationnel de l'Actif et l'entretien pour le maintien de l'actif jusqu'à l'Acceptation finale.

t) procéder à l'Acceptation finale seulement après que l'Université, représentée par la personne désignée pour recevoir les avis qui seront transmis à l'Université en vertu de l'article 13 des présentes, ait confirmé par écrit à la Ville qu'elle est satisfaite des travaux et que toutes les déficiences ont été corrigées.

u) immédiatement après l'Acceptation finale, céder à l'Université, avec le consentement préalable de l'entrepreneur, tous les

droits, recours et garanties de la Ville résultant du contrat de construction et du *Code civil du Québec*, relativement aux travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, et remettre à l'Université les manuels d'entretien et de garantie y afférents.

v) tenir l'Université, la Polytechnique et le CNRC indemnes, prendre leur fait et cause et les défendre contre toutes réclamations, actions ou poursuite qui résulteraient ou seraient liés directement ou indirectement aux travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, ou aux travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, tel que prévu aux paragraphes 4.5 e) et f) des présentes, étant entendu que les conventions d'indemnisation et autres obligations à la charge de la Ville prévues auxdits paragraphes 4.5 e) et f) s'appliquent à la présente servitude temporaire de construction pour l'établissement du Chemin de ceinture.

3.5 **OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ, DE LA POLYTECHNIQUE ET DU CNRC**

En contrepartie de l'exécution par la Ville de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente servitude, l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'obligent à ce qui suit :

a) autoriser la Ville à effectuer, aux seuls frais et sous l'entière responsabilité de cette dernière, toute étude nécessaire pour la réalisation du Chemin de ceinture.

b) autoriser la Ville à formuler toutes demandes pour l'obtention des permis, droits et autorisations requis pour la réalisation du Chemin de ceinture, auprès des organismes et autorités qui les imposent.

c) mettre gratuitement à la disposition de la Ville le terrain constituant le fonds servant et les voies de circulation nécessaires aux travaux qui sont l'objet de la présente servitude.

d) autoriser la Ville à procéder, aux seuls frais et sous l'entière responsabilité de la Ville, aux travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, ainsi qu'aux travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, et ce, à l'intérieur des limites indiquées sur le plan identifié comme Annexe 1.

4. SERVITUDE DE PASSAGE PUBLIC ET DE MAINTIEN DU CHEMIN DE CEINTURE

L'Université, la Polytechnique et le CNRC, à titre de propriétaire, de propriétaire - tréfoncier et d'emphytéote, dans la mesure de leurs intérêts respectifs, créent et établissent, sur le fonds servant ci-après désigné, en faveur du fonds dominant ci-après désigné appartenant à la Ville, une servitude réelle de passage public et de maintien du Chemin de ceinture.

4.1 DURÉE

La présente servitude prend effet à la date de l'Acceptation finale et prendra fin à la plus tardive des dates suivantes, savoir:

a) le dix (10) décembre deux mille soixante (2060), soit la date d'expiration du Bail du Parc du 3e Sommet ; et

b) la date d'expiration de toute prolongation ou de tout renouvellement du Bail du Parc du 3e Sommet.

Nonobstant ce qui précède, il est entendu que la durée de la présente servitude doit être la même que celle du Bail du Parc du 3e Sommet. Par conséquent, si le Bail du Parc du 3e Sommet est résilié ou annulé avant les dates susmentionnées, la servitude prendra fin au même moment que le Bail du Parc du 3e Sommet.

4.2 FONDS SERVANT

Le fonds servant de la servitude de passage public et de maintien du Chemin de ceinture à l'intérieur duquel le Chemin de ceinture doit être aménagé, depuis l'avenue Decelles en passant par le chemin de la Tour et le chemin de Polytechnique jusqu'à l'entrée du Parc du 3e Sommet, est illustré et délimité par une trame ombragée sur le plan identifié aux présentes comme Annexe 2 et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

Cette lisière de terrain faisant partie du Campus, située entre le chemin de la Tour et le Cimetière, jusqu'à l'intersection du chemin de la Tour et du chemin de Polytechnique, puis entre le chemin de Polytechnique et le Cimetière, jusqu'à l'intersection du chemin de Polytechnique et du Chemin de la Rampe, puis au sud-est et le long du Chemin des services, jusqu'à la limite du Parc du 3e Sommet, est plus amplement connue et désignée comme suit :

Une PARTIE des lots DEUX MILLIONS CENT

SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (2 177 244 ptie), DEUX MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE SEPT CENT DOUZE (2 515 712 ptie), DEUX MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE SEPT CENT TREIZE (2 515 713 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT QUARANTE-CINQ (2 767 845 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT QUARANTE-SIX (2 767 846 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT QUARANTE-SEPT (2 767 847 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT QUARANTE-HUIT (2 767 848 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT QUARANTE-NEUF (2 767 849 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE (2 767 850 ptie), DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-DEUX (2 767 852 ptie) et DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-QUATRE (2 767 854 ptie), tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

4.3 **ASSIETTE FINALE**

Le fonds servant ci-dessus mentionné correspond aux superficies requises pour l'élaboration et l'établissement du Chemin de ceinture, étant entendu que les parties préciseront ultérieurement ces superficies à la fin des travaux de construction et d'aménagement. Ces nouvelles superficies, qui correspondront au tracé réel et aux dimensions réelles du Chemin de ceinture, formeront l'assiette finale de la présente servitude.

À cette fin, tel que prévu au paragraphe 4.5 j) ci-après, la Ville devra produire, à ses frais, dans l'année suivant la fin des travaux de construction et d'aménagement du Chemin de ceinture, un plan et une description technique de l'assiette finale de la présente servitude.

De plus, les parties s'engagent dès à présent à préciser l'assiette finale de la présente servitude et à signer tout acte requis à cet effet. La Ville pourra alors, à ses frais, publier la présente servitude au registre foncier.

4.4 **DROITS DE LA VILLE**

Cette servitude comprend, entre autres, les droits suivants, sujets à l'exécution des obligations ci-après prévues, à savoir:

a) Le droit pour la Ville d'utiliser le fonds servant (assiette finale de la servitude) à des fins de passage public et de maintien du Chemin de ceinture pour la circulation piétonnière, sous réserve du droit pour l'Université, la Polytechnique et le CNRC, leurs étudiants,

professeurs, employés, visiteurs et mandataires d'utiliser les voies de circulation, les trottoirs et autres aménagements dans le cadre des activités qui se déroulent sur le Campus.

b) Le droit pour le public d'accéder au Chemin de ceinture en tout temps à partir du chemin public et de l'utiliser en tant que sentier piétonnier.

c) Le droit de circuler à pied dans toutes pistes pouvant être aménagées à toutes telles fins sur le fonds servant (assiette finale de la servitude).

d) Le droit de rénover, de réparer, entretenir et remplacer le Chemin de ceinture, tous ses équipements, ses autres ouvrages et les accessoires s'y rapportant aux fins de maintenir l'Actif et, à cette fin, de circuler sur les chemins du Campus avec les véhicules requis et appropriés pour ces travaux.

e) Le droit de dégager le fonds servant (assiette finale) et de retirer tous objets qui pourraient compromettre la sécurité des usagers du Chemin de la ceinture ou nuire à la libre circulation.

4.5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

La présente servitude est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à respecter, savoir:

a) utiliser le fonds servant (assiette finale de la servitude) uniquement pour les fins du Chemin de ceinture avec son sentier piétonnier.

b) installer et maintenir à ses frais une signalisation adéquate destinée à assurer la sécurité des utilisateurs du Chemin de ceinture à l'intérieur du fonds servant (assiette finale de la servitude). Cette signalisation indiquera notamment le parcours, les droits et restrictions selon les secteurs, les heures d'accès, ainsi que toute autre information que les parties conviendront d'un commun accord.

c) effectuer, à ses frais, l'Entretien pour le maintien de l'actif mais seulement à l'égard de l'Actif situé sur ou dans le Chemin de ceinture, notamment à l'égard des végétaux et des arbres ainsi qu'à l'égard des ouvrages réalisés sur le fonds servant (assiette finale) et se rapportant au Chemin de ceinture, afin qu'ils soient en bon état d'entretien et de réparation et sécuritaire pour les usagers, à l'exclusion toutefois des infrastructures et leurs accessoires, installés ou construits par la Ville sur le fonds servant (assiette finale) et qui sont mentionnés au paragraphe 4.6 c) ci-après, lesquels seront entretenus par l'Université. L'obligation de la Ville s'étendra également à la limite de la propriété du Cimetière, située derrière le bâtiment du Mausolée Esther-

Blondin, et adjacente au fonds servant (assiette finale), dans la mesure où le propriétaire du Cimetière y consent.

d) assumer en tout temps, y compris en dehors des périodes d'utilisation et d'accessibilité, toute responsabilité relative au fonds servant (assiette finale) ou découlant de l'aménagement ou de l'usage du Chemin de ceinture par le public, sauf en cas de faute ou de négligence de l'Université, de la Polytechnique ou du CNRC, de leurs employés, préposés, agents, mandataires ou représentants, sous réserve du paragraphe 4.6 b).

e) tenir l'Université, la Polytechnique et le CNRC indemnes, prendre leur fait et cause, les défendre contre toutes réclamations, actions ou poursuites intentées et contre tous jugements et condamnations prononcés contre ces derniers en capital, intérêt et frais et de toutes sommes qu'ils auraient déboursées avant ou après jugement en raison de toutes blessures aux personnes, incluant le décès, de troubles de voisinage, de toutes pertes, de tous dommages causés aux biens privés ou aux biens publics (i) survenus dans les limites du Chemin de ceinture ou (ii) survenus dans les limites du Campus et, dans ce dernier cas, qui résulteraient ou seraient liés directement ou indirectement aux travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, ou aux travaux de construction, d'aménagement ou d'entretien du Chemin de ceinture, sauf si, à l'égard de l'Université, la Polytechnique et le CNRC, individuellement, les blessures, décès, troubles de voisinage ou dommages sont causés par la faute ou la négligence respective de l'Université, de la Polytechnique ou du CNRC, de leurs employés, préposés, agents, mandataires ou représentants, sous réserve du paragraphe 4.6 b). Pour plus de certitude, il est entendu qu'il n'y a pas solidarité entre l'Université, la Polytechnique et le CNRC quant aux obligations de la Ville prévues aux paragraphes e) et f) du présent paragraphe 4.5, c'est-à-dire que la faute ou la négligence commise par l'une ou l'autre des trois institutions n'a pas pour effet de libérer la Ville de son obligation d'indemniser les autres institutions qui n'ont pas commis de faute ou de négligence.

f) se tenir responsable et réparer tous les dommages qu'elle pourrait causer à la propriété ou aux biens appartenant respectivement à l'Université, à la Polytechnique et au CNRC, notamment, mais sans s'y restreindre, aux voies de circulation et à l'aménagement paysager du Campus, et qui résulteraient ou seraient faits à l'occasion des travaux de voirie, de drainage, d'électricité et autres, nécessaires et préalables à la construction du Chemin de ceinture, ou des travaux de construction, d'aménagement, d'entretien, de réparation ou de remplacement du Chemin de ceinture ou de l'utilisation du Chemin de ceinture par la Ville, sauf si, à l'égard de l'Université, la Polytechnique et le CNRC, individuellement, les dommages sont causés par la faute ou la négligence respective de

l'Université, de la Polytechnique ou du CNRC, de leurs employés, préposés, agents, mandataires ou représentants, sous réserve du paragraphe 4.6 b).

g) se tenir responsable et réparer tous les dommages, incluant les graffitis, qui pourraient être causés au Chemin de ceinture par le public qui l'utilise, notamment par vandalisme.

h) aviser sans délai l'Université, la Polytechnique et le CNRC, si elle a connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité du public utilisant le Chemin de ceinture ou si une réclamation ou une action dirigée contre elle est susceptible d'engager leur responsabilité.

i) respecter toutes dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres, applicables à la présente servitude.

j) fournir à l'Université, à la Polytechnique et au CNRC, dans l'année suivant la fin des travaux de construction et d'aménagement, une copie du plan et de la description technique du fonds servant de la servitude (assiette finale) ainsi que deux (2) copies d'un plan des aménagements tels que réalisés, montrant l'emprise du Chemin de ceinture et la localisation du sentier et des principaux aménagements.

k) assumer les frais et honoraires professionnels (arpenteurs géomètres et autres) pour la préparation des plans, descriptions techniques et autres documents requis aux fins de la présente servitude.

l) remettre aux propriétaires du fonds servant, l'emprise du fonds servant (assiette finale) telle qu'aménagée et en bon état d'entretien, compte tenu de l'usure normale, libre de toute charge, hypothèque et baux, soit:

- à la date d'échéance de la présente servitude; ou

- dans les cent quatre-vingts (180) jours suivant l'abandon total ou partiel des droits stipulés à la présente servitude.

Aux fins de l'application de la présente disposition, l'abandon des droits accordés à la Ville, sur une partie seulement de l'emprise du fonds servant (assiette finale), entraînera uniquement la remise de cette même partie du fonds servant, la Ville conservant alors tous ses droits quant à la partie résiduelle du fonds servant jusqu'à la date d'échéance de la présente servitude.

m) prendre à sa charge le cas échéant, toutes les taxes et

impositions foncières, générales et spéciales, qui pourraient être imposées sur le fonds servant (assiette finale) en raison de la constitution de la servitude et des aménagements réalisés.

n) voir, à ses frais, au maintien de l'ordre, au respect de la réglementation applicable, à la sécurité des usagers et à la surveillance du Chemin de ceinture, comme si le Chemin de ceinture constituait un parc public de la Ville.

4.6 OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ, DE LA POLYTECHNIQUE ET DU CNRC

En contrepartie de l'exécution par la Ville de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente servitude, l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'obligent à ce qui suit :

a) l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'engagent à donner libre accès au public au Chemin de ceinture, pour l'utilisation de celui-ci en tant que sentier piétonnier, jusqu'au Parc du 3e Sommet, durant les heures normales d'accessibilité au parc du Mont-Royal. L'Université peut interdire l'accès au Chemin de ceinture pour tout autre usage.

b) l'Université s'engage à effectuer, à ses frais, l'Entretien opérationnel de l'Actif, selon les normes et pratiques usuelles de l'Université, afin que le sentier et les aménagements et autres ouvrages composant le Chemin de ceinture soient maintenus en bon état, propres et sécuritaires. Cette obligation s'étendra également à la limite de la propriété du Cimetière, située derrière le bâtiment du Mausolée Esther-Blondin, et adjacente au fonds servant, dans la mesure où le propriétaire du Cimetière y consent. Cependant, le défaut de l'Université, ses employés, préposés, agents, mandataires ou représentants, de procéder à l'Entretien opérationnel de l'Actif ou une faute commise par l'Université, ses employés, préposés, agents, mandataires ou représentants dans l'exécution de cette obligation, ne peut être invoquée par la Ville pour se soustraire à son obligation de tenir l'Université indemne, de prendre son fait et cause et de la défendre ainsi que réparer les dommages, tel que prévu aux paragraphes 4.5 e) et 4.5 f) des présentes.

c) l'Université s'engage à effectuer, à ses frais, l'Entretien pour le maintien de l'actif, selon les normes et pratiques usuelles de l'Université, mais seulement à l'égard des conduites d'égout et de drainage, des regards, des puisards, des ouvrages de rétention des eaux pluviales, des conduits électriques et des lampadaires installés ou construits par la Ville en vertu des présentes, afin qu'ils soient en bon état d'entretien et de réparation et conformes à la réglementation municipale.

d) l'Université s'engage à maintenir un registre d'entretien régulier du réseau d'égout mentionné au paragraphe qui précède, des régulateurs de débits et de tout autre élément lié à la rétention des eaux pluviales mentionné au paragraphe qui précède, afin de préserver leur fonctionnalité face au risque de colmatage, le tout conformément à la réglementation municipale en vigueur.

e) l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'engagent à ce que le sentier, les trottoirs et les escaliers du Chemin de ceinture, y compris les abords et les espaces de dégagements situés de part et d'autre de ceux-ci, sur le fonds servant (assiette finale de la servitude), ne soient pas utilisés comme lieu de dépôt des feuilles ou de la neige, lors des opérations de nettoyage et de déneigement des voies de circulation du Campus, sauf pour le dépôt de la neige dans les zones de dépôt de neige indiquées sur les plans identifiés aux présentes comme Annexe 4.

f) l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'engagent à aviser sans délai la Ville s'ils ont connaissance d'une situation ou d'un bris susceptible de mettre en péril la sécurité du public utilisant le Chemin de ceinture ou si une réclamation ou une action dirigée contre l'un ou l'autre d'entre eux est susceptible d'engager la responsabilité de la Ville.

g) l'Université, la Polytechnique et le CNRC s'engagent à n'ériger aucune construction, structure ou ouvrage que ce soit sur, au-dessus et au-dessous du fonds servant (assiette finale de la servitude), à ne pas modifier l'élévation actuelle du fonds servant (assiette finale de la servitude) et à ne pas y entreposer des matériaux, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Directeur, lequel ne pourra être refusé sans motif raisonnable.

Dans l'éventualité où le Directeur consent à l'exécution de tels travaux, l'Université, la Polytechnique et le CNRC devront, avant de les entreprendre :

- aviser par écrit le Directeur au moins deux (2) semaines à l'avance et lui fournir une description des travaux ainsi qu'un plan montrant les modifications proposées;

- s'assurer de ne pas interrompre indûment l'utilisation du Chemin de ceinture;

- prévoir une voie de contournement pour la circulation piétonnière pendant les travaux; et

- remettre le fonds servant dans l'état où il se trouvait avant les travaux, à leurs entiers frais et sous leur entière

responsabilité.

Dans l'éventualité où le maintien de telle construction, structure ou ouvrage nécessite la modification des termes et conditions de la présente servitude ou la modification de l'assiette de la servitude, telle modification sera alors sujette à l'approbation des autorités compétentes de la Ville et les frais et honoraires professionnels (arpenteur géomètre, notaire et autres) pour la préparation des plans, descriptions techniques, actes et autres documents requis, seront à la charge de la partie demandant la modification, à l'entière exonération de la Ville.

5. <u>FONDS DOMINANT</u>

Le fonds dominant des servitudes créées aux présentes est composé:

a) Des lots UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE NEUF CENT QUATRE (1 354 904) et UN MILLION TROIS CENT QUARANTE ET UN MILLE DEUX CENT DIX (1 341 210), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels font partie du parc du Mont-Royal; et

b) Des lots DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-DEUX (2 482 352) et DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS (2 482 353), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels font partie de l'avenue Decelles.

6. <u>MODE D'ACQUISITION</u>

L'Université et, le cas échéant, la Polytechnique déclarent que les fonds servants décrits ci-dessus leur appartiennent pour les avoir acquis avec plus grande étendue par bons et valables titres publiés au registre foncier de Montréal.

Le CNRC (au nom de Sa Majesté du Chef du Canada), est, à l'égard d'une partie des fonds servants décrits aux présentes, emphytéote et l'Université propriétaire - tréfoncier, aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Robert CÔTÉ, notaire, le vingt-sept (27) mars deux mille deux (2002) sous le numéro 7 565 de ses minutes, publié le même jour au registre foncier de Montréal sous le numéro 5 333 294.

7. <u>GARANTIE</u>

Tous les droits de servitudes sont consentis par l'Université, la Polytechnique et le CNRC à la Ville, dans la mesure de leurs intérêts respectifs, le tout sans aucune garantie et aux entiers

risques et périls de la Ville.

8. CONDITIONS D'EXERCICE

Nonobstant toute disposition à l'effet contraire, les servitudes constituées aux termes des présentes sont, de manière générale, sujettes aux conditions et restrictions suivantes, savoir:

a) Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés, la Ville ne devra pas nuire aux activités de l'Université de la Polytechnique et du CNRC et elle devra permettre aux étudiants, professeurs, employés, chercheurs, visiteurs et mandataires de l'Université, de la Polytechnique et du CNRC l'usage des voies de circulation, des trottoirs et des autres aménagements du Campus dans le cadre des activités qui s'y déroulent.

b) En cas d'urgence ou encore pour l'exécution de tous travaux qu'elle juge nécessaires, l'Université pourra fermer le Chemin de ceinture et la partie du Parc du 3e Sommet située sur sa propriété, si elle est d'avis que cette fermeture est requise pour assurer la sécurité de son personnel, de ses étudiants ou des usagers du Chemin de ceinture ou du Parc du 3e Sommet.

c) Nonobstant les dispositions du paragraphe 4.6 g) des présentes, aucun avis n'est requis et ne sera donné à la Ville pour l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui seront effectués par l'Université, la Polytechnique et le CNRC dans les limites du fonds servant.

d) La Ville demeurera propriétaire des biens meubles (mobilier urbain) faisant partie de l'Actif qui seront installés par elle sur le fonds servant. L'Université et la Polytechnique seront respectivement propriétaires des biens meubles ou immeubles faisant partie de l'Actif qui seront incorporés ou installés à demeure par la Ville dans ou sur leur propriété respective, notamment les infrastructures et leurs accessoires, dès leur incorporation ou installation et ce, par accession, sujet aux droits de la Ville en vertu de la servitude de passage public et de maintien du Chemin de ceinture et pendant la durée de celle-ci.

e) À la fin de la servitude de passage public et de maintien du Chemin de ceinture, la Ville devra remettre et abandonner à l'Université les biens meubles (mobilier urbain) faisant partie de l'Actif.

9. DÉFAUTS

9.1 Si la Ville néglige, refuse ou est incapable, pour quelque raison que ce soit, d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes des présentes servitudes, l'Université pourra, après avoir

transmis un avis écrit de trente (30) jours à la Ville, soit accorder tout délai supplémentaire qu'elle jugera raisonnable dans les circonstances, soit demander l'annulation des servitudes, soit interdire l'accès au fonds servant des servitudes ou au Chemin de ceinture tant que la Ville n'aura pas remédié au défaut qui lui est reproché ou soit exercer tout autre recours prévu par la loi

9.2 Si l'Université néglige, refuse ou est incapable, pour quelque raison que ce soit, d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes des présentes servitudes, la Ville pourra, après avoir transmis un avis écrit de trente (30) jours à l'Université, soit accorder tout délai supplémentaire qu'elle jugera raisonnable dans les circonstances, soit demander l'annulation des servitudes, soit interdire l'accès au Chemin de ceinture tant que l'Université n'aura pas remédié au défaut qui lui est reproché ou soit exercer tout autre recours prévu par la loi.

10. FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne sera considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si une telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toute autorité gouvernementale et tout fait de guerre (déclarée ou non).

11. CONSIDÉRATION

Les présentes servitudes sont consenties sans contrepartie monétaire, en considération des avantages que le public retirera de l'existence du Chemin de ceinture faisant l'objet des présentes.

12. FRAIS ADMINISTRATIFS

La Ville sera responsable des honoraires du notaire soussigné et des frais administratifs reliés à la préparation du présent acte, des frais de publication au registre foncier ainsi que des copies, dont une pour l'Université, la Polytechnique et le CNRC.

Toutefois, chaque partie sera seule responsable des honoraires de ses conseillers juridiques.

13. ÉLECTION DE DOMICILE

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu de la présente convention devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou par courriel:

Pour l'Université:
Université de Montréal
a/s du Directeur général
de la Direction des Immeubles

Adresse sur le Campus
Pavillon de la Direction des Immeubles
2787 Chemin des services
Montréal, H3T 1J4

Adresse postale
Pavillon de la Direction des Immeubles
C.P. 6128, succursale centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

Pour la Polytechnique:
Corporation de l'École Polytechnique de Montréal
a/s ●
Campus de l'Université de Montréal
2500, chemin de Polytechnique
Montréal (Québec) H3T 1J4

Pour le CNRC:
a/s du Directeur général
de la Direction des Immeubles
de l'Université de Montréal
à l'adresse et aux numéros ci-dessus indiqués
pour l'Université.

Pour la Ville:
Ville de Montréal
a/s du Directeur
Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Les adresses et destinataires ci-dessus indiqués peuvent être modifiés sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser

les autres d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

14. <u>CLAUSES INTERPRÉTATIVES</u>

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal. Elle lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayant droits respectifs, incluant les acquéreurs subséquents.

Les parties confirment que leur intention n'est pas de créer une propriété superficiaire conformément aux dispositions des articles 1110 et suivants du *Code civil du Québec*.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
Par :

CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

_____
Par :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

_____
Par :

_____
M^e^ Patrick FLUET, notaire

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1141246009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le Conseil national de recherches du Canada créent, en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

CCMR plan d'ensemble_GDD.pdf A12-SC-06_tronçons 4a et b.PDF CCMR_tr_4A_B_1.pdf

CCMR_tr_4A_B_2.pdf

CCMR_UdeM_ANNEXE_1_20140325_NB.pdf1025 CCMR_PLANS_45_Annexe2.pdf

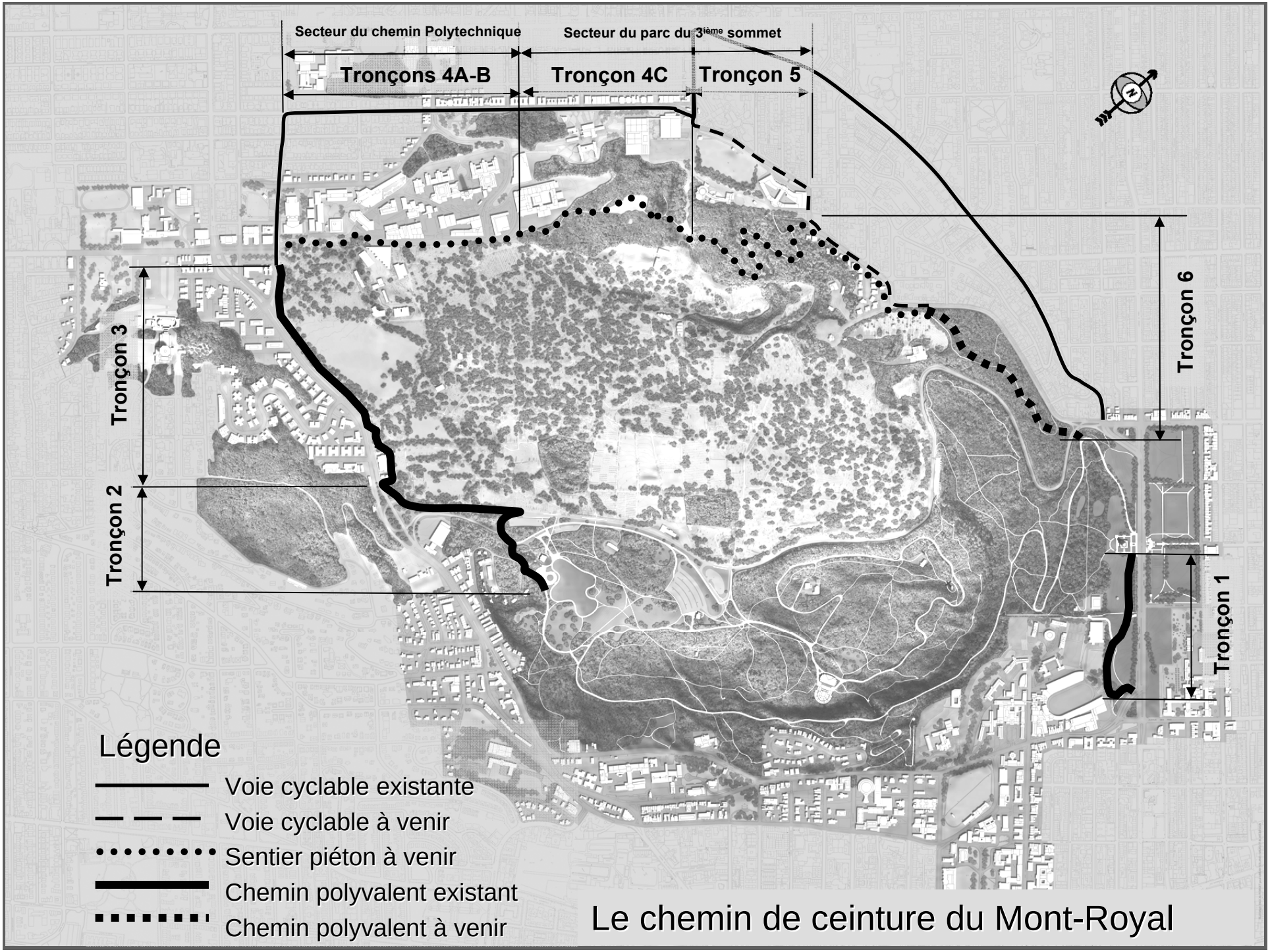
CCMR_UdeM_Annexe_3_140428_NB.pdf1025 CCMR PLANS 45 feuille 09_Annexe 4.pdf

1025 CCMR PLANS 45 feuille 08_Annexe 4.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie ROBIN
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1477
Télécop. : 514 872-1416


Secteur du chemin Polytechnique
Secteur du parc du 3ième sommet
Tronçons 4A-B
Tronçon 4C
Tronçon 5
Tronçon 3
Tronçon 2
Tronçon 6
Tronçon 1
Légende
Voie cyclable existante
Voie cyclable à venir
Sentier piéton à venir
Chemin polyvalent existant
Chemin polyvalent à venir
Le chemin de ceinture du Mont-Royal

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Chemin de ceinture du Mont-Royal – tronçons 4a et b

A12-SC-06

Localisation :	Tronçon du chemin de ceinture compris entre la rue Decelles et l'intersection avec le chemin de la Rampe de l'Université de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Reconnaissance municipale :	Site du patrimoine du Mont-Royal Écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal Chemin de la Côte-des-Neiges : tracé fondateur d'intérêt patrimonial Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, l'Université de Montréal, parc du Mont-Royal, secteur de la montagne : secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré, 2005) (anciennement sous l'appellation d'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal) Maison Simon-Lacombe (immeuble patrimonial classé, 1957)
Reconnaissance fédérale :	Cimetières Notre-Dame-des-Neiges et Mont-Royal : lieux historiques nationaux du Canada

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande de la Direction des grands parcs et du verdissement, le chemin de ceinture du Mont-Royal étant situé dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, dans le site du patrimoine du Mont-Royal et dans l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste à réaliser la seconde étape de la troisième phase de l'aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal, un chemin polyvalent d'une dizaine de kilomètres accessible aux piétons et aux cyclistes. Portant sur les tronçons 4 et 5, cette troisième phase a été divisée en deux étapes distinctes en raison notamment de la grande différence dans la nature des travaux à réaliser sur chacun d'entre eux. Le présent avis porte sur la seconde étape, soit le réaménagement du chemin de Polytechnique de l'Université de Montréal et l'aménagement d'un sentier piéton longeant le chemin de Polytechnique jusqu'à sa jonction avec le chemin de la Rampe de l'Université de Montréal (tronçons 4a et 4b) où un seuil d'accès au cimetière Notre-Dame-des-Neiges est prévu.

*Règlements de la Ville de Montréal 02-136 et 02-136-1

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est, bureau 002
Montréal (Québec) H2L 1L9
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

L'ensemble du projet de chemin de ceinture a été soumis à une consultation publique auprès de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en juin 2008. Le rapport de consultation publique a été déposé le 22 août 2008.

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) doit émettre une autorisation sur le projet de ceinture dans son ensemble et sur les différents projets spécifiques à chacun des tronçons.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet de chemin de ceinture et son tracé sont incorporés dans le *Plan de mise en valeur du mont Royal*[1] de 1992, ainsi que dans le *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*[2] de 2008. La réalisation du chemin de ceinture a débuté en 2007 et s'échelonnera jusqu'en 2014. Le CPM a fait un avis globalement favorable à ce projet en 2008 (avis A08-SC-04). Le premier tronçon, complété en 2007 parallèlement aux travaux de réaménagement du carrefour Parc/Pins, emprunte une partie du chemin Olmsted et prolonge ce dernier vers ce carrefour. Le tronçon 2 est situé en bonne partie dans des emprises existantes, à l'exception d'une section devant traverser le boisé séparant la rue Hill Park Circle du chemin Remembrance. Le tronçon 3 longe le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à proximité du chemin de la Côte-des-Neiges, et se termine à l'intersection des avenues Decelles et Troie. Le CPM a émis en avril 2009 un avis sur les aménagements proposés sur les tronçons 2 et 3 ainsi qu'à l'entrée du bois Saint-Jean-Baptiste, dans le tronçon 5 (avis A09-SC-03). Les tronçons 4 et 5 relieront l'intersection des rues Decelles et Queen-Mary au boulevard du Mont-Royal en traversant la propriété de l'Université de Montréal (en longeant le chemin de Polytechnique) et le parc du Troisième sommet. Ce parc a été créé en 2010 suite à la cession à la Ville de Montréal, par bail de location à des fins de parc, de terrains appartenant à l'Université de Montréal et à la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal. Les tronçons 4 et 5 doivent être aménagés durant la période comprise entre l'automne 2011 et l'été 2013, à la suite de quoi le parc du Troisième sommet sera officiellement ouvert au public. Le dernier tronçon du chemin de ceinture (le tronçon 6) doit quant à lui être complété en 2014.

DOCUMENTS CONSULTÉS

Ville de Montréal. Direction des grands parcs et du verdissement. *Le chemin de ceinture du Mont-Royal. Phase 3 : tronçons 4 et 5. Intervention 2011-2013. Présentation au Conseil du patrimoine de Montréal, 18 avril 2011.* PowerPoint, 162 p.

Groupe conseil bc2fp Inc./Planex consultants Inc. *Ville de Montréal. Chemin de ceinture du Mont-Royal, aménagement des tronçons 4a et 4b. Index et plan de localisation.* 1 p.

[1] Ville de Montréal (1992). *Plan de mise en valeur du mont Royal*. Montréal.
[2] Ville de Montréal (2008). *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal 2008 - Projet*. Montréal.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine s'est penché à différentes reprises sur les tronçons 4 et 5 du chemin de ceinture. Une première présentation par la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) de la Ville a eu lieu le 18 avril 2011. Cette présentation avait pour but d'obtenir les commentaires du CPM quant aux orientations générales retenues pour les deux tronçons et aux principales interventions proposées. Les commentaires du CPM ont été communiqués à la Direction dans une note interne datée du 26 avril 2011, dans l'attente des plans d'exécution des interventions à réaliser sur les tronçons 4c et 5. Ceux-ci ont été transmis au CPM par la Direction en août 2011. L'avis émis par le CPM (A11-SC-03) en date du 2 septembre 2011 faisait suite à l'examen de ces documents. En décembre 2012, la DGPV a transmis au CPM des précisions (plan de localisation et communications verbales) sur les tronçons 4a et b. Le présent avis fait suite à l'obtention de ces informations.

Dans son précédent avis, le CPM résumait ainsi les caractéristiques générales des tronçons 4 et 5 du chemin de ceinture. « Le parcours de trois kilomètres (…) est le seul à accéder à un des trois sommets de la montagne, le Troisième sommet ou Sommet d'Outremont (présentement qualifié de « joyau caché »). Ce parcours est également le seul à être situé exclusivement en territoire institutionnel (…). Il a pour particularité de comporter seulement 2 points de contact avec le domaine public, le premier situé à l'intersection des rues Decelles et Queen-Mary, en lien avec le chemin Polytechnique et à partir duquel est aménagé un 'corridor' menant au parc du Troisième sommet, et le second sur le boulevard du Mont-Royal (…). Ce parcours a été divisé en deux grands secteurs, le secteur du chemin de Polytechnique et le secteur du parc du Troisième Sommet. Ce dernier comporte par ailleurs deux parties, la première située sur la propriété de l'Université de Montréal (et traversant l'ancien dépôt à neige) et la seconde dans le boisé Saint-Jean-Baptiste et appartenant au Cimetière Notre-Dame-des-Neiges[3] ».

Le CPM soulignait également « l'apport positif qu'aura le chemin de ceinture sur le chemin de Polytechnique : actuellement voie de service, ce dernier deviendra une véritable entrée au campus de l'Université de Montréal. La DGPV parcs et du verdissement a entrepris des démarches, avec la Fabrique Notre-Dame, pour intégrer le chemin de ceinture et l'interface avec le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, démarches qu'appuie le CPM[4] ».

Modifications au tracé

Les informations obtenues récemment par le CPM lui ont permis de suivre l'évolution des aménagements proposés aux tronçons 4a et b. Dans ses grandes lignes, le tracé est similaire à celui proposé en 2011 mais il présente néanmoins quelques modifications notables. Le terre-plein central existant à l'entrée du chemin de Polytechnique sera retiré pour diminuer la largeur du chemin et augmenter la superficie allouée au cheminement piéton et à ses abords, au sud du chemin. Quant à la maison Simon-Lacombe[5] (parfois appelée maison Jarry-dit-Henrichon), un immeuble patrimonial classé situé sur la propriété du cimetière, il est proposé de retirer la clôture de fer forgé délimitant actuellement son parterre avant jusqu'à la porte d'entrée du cimetière. La propriété du cimetière serait plutôt fermée

[3] Avis A11-SC-03, p. 3.
[4] Idem, p. 4.
[5] La maison de la Côte-des-Neiges daterait approximativement de 1840. Elle est à l'origine implantée en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges. En 1956, le projet d'élargissement du chemin de la Côte-des-Neiges prévoit l'expropriation de la maison et sa démolition. Bénéficiant de l'intervention de la Commission des monuments historiques, la maison est démantelée et déménagée sur un terrain appartenant au cimetière catholique Notre-Dame-des-Neiges, à son emplacement actuel à l'angle de l'avenue Decelles et du chemin Queen-Mary. L'extérieur est reconstruit en 1957 mais la structure et les intérieurs du bâtiment n'ont pas été conservés. Source : Ville de Montréal. Grand répertoire du patrimoine bâti.

par une clôture qui aboutirait aux deux côtés de la maison. L'accès au stationnement attenant à la maison serait pour sa part déplacé derrière cette clôture et ce faisant, derrière la porte d'entrée du cimetière.

Par ailleurs, le mausolée Esther-Blondin étant situé très près de la limite de propriété du cimetière, une entente entre les deux institutions permet, dans ce secteur, de bifurquer la clôture longeant la propriété et de la raccorder directement à ce bâtiment. L'espace gagné (environ 3 mètres) permet d'aplanir la topographie, la pente étant très forte dans ce secteur, et de réaliser des aménagements paysagers à proximité du mausolée. La courbe située à l'intersection du chemin de Polytechnique et du chemin de la Tour est remplacée par un carrefour giratoire dans l'attente de la reconfiguration du réseau viaire que l'Université de Montréal souhaite réaliser dans le cadre d'un ambitieux projet de réaménagement des espaces et cheminements extérieurs, prévu dans le cadre de son 75e anniversaire en 2017. Un accès au cimetière Notre-Dame-des-Neiges est prévu en créant une porte d'entrée au cimetière vis-à-vis l'intersection du chemin de Polytechnique et du chemin de la Rampe, ce qui permettra de rejoindre le chemin de traverse, un projet qui sera réalisé ultérieurement.

Enfin, la concertation se poursuit entre l'Université de Montréal et la DGPV. D'une part, le projet carbone-neutre[6] sera réalisé par les étudiants de la Faculté de médecine en 2013, dès que les travaux d'aménagement du parcours seront terminés. D'autre part, la Ville et l'Université s'entendent sur la nécessaire cohérence entre les aménagements réalisés par l'une et l'autre sur la montagne. Notamment, le mobilier urbain implanté sur le chemin de Polytechnique sera harmonisé avec celui qui sera utilisé lors des travaux majeurs envisagés par l'Université.

Le CPM appuie la plupart des modifications apportées au tracé depuis la version qui lui a été présentée en avril 2011. Celles-ci, tout en conservant l'esprit général du chemin de ceinture appuyé par le CPM, permettent d'améliorer la qualité du chemin de Polytechnique (son entrée et le cheminement jusqu'au chemin de la Rampe) tout en ménageant un sentier piéton agréable vers le parc du 3e Sommet. Le CPM en profite pour souligner la pertinence de faciliter l'accès aux chemins traversant le cimetière pour les utilisateurs du campus. Il salue également la concertation entre la Ville et la Fabrique de Notre-Dame qui est manifeste dans la réalisation du chemin de ceinture.

Le CPM se questionne toutefois sur deux aspects spécifiques, le premier étant la modification proposée à la clôture avant de la maison Simon-Lacombe et le second la localisation du sentier piéton à l'intersection des chemins de Polytechnique et de la Tour. Le CPM s'interroge sur la pertinence de retirer la clôture basse qui délimite le parterre avant de la maison Simon-Lacombe. Cette clôture contribue à la lecture de la maison patrimoniale en tant que composante du vaste ensemble paysager du cimetière, formé de pavillons disséminés dans la plaine et la montagne et entourés de pelouses arborées et de bois. Même si cette maison a été déménagée, son emplacement actuel, isolé au cœur d'un dégagement arboré bien délimité par sa clôture, contribue à l'image traditionnelle d'une maison rurale que l'on avait recherchée à recréer dans les années cinquante et qui fait partie de sa valeur patrimoniale. Le CPM estime que, bien que l'usage de cette maison lui confère éventuellement une vocation semi-publique, ces éléments caractéristiques doivent demeurer en place. Une simple brèche dans la clôture pourrait assurer l'accès des piétons à la maison. Pour ce qui est du stationnement adjacent à la maison, il pourrait quant à lui demeurer accessible depuis l'intérieur du cimetière, par-delà la porte d'entrée.

Par ailleurs, le CPM s'interroge sur l'intérêt, à l'intersection des chemins de Polytechnique et de la Tour, de localiser le sentier piéton à la proximité immédiate de la voie routière. Comme seuls les piétons vont emprunter ce sentier (les

[6] Ce projet a été élaboré par les étudiants de médecine et avec la collaboration de ceux d'aménagement, et devait être localisé le long du chemin de Polytechnique. Comme les interventions sur ce chemin auraient mis le jardin en péril dès son implantation, l'Université et la Direction des grands parcs et du verdissement se sont concertées pour retenir un nouvel emplacement. La DGPV se charge de localiser et d'aménager les lits de plantation préalablement à la plantation proprement dite qui sera réalisée par les étudiants.

cyclistes étant détournés ailleurs en raison des fortes pentes caractérisant les tronçons 4 et 5), le parcours n'aurait-il pas avantage à s'éloigner de la route chaque fois que des opportunités se présentent pour diversifier la promenade? À cette intersection, le sentier pourrait quitter le chemin et traverser le petit bois, que la DGPV souhaite par ailleurs densifier, et profiter ainsi d'un îlot de fraîcheur ajoutant du dynamisme au parcours.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le CPM émet un avis favorable au projet d'aménagement des tronçons 4a et b du chemin de ceinture du Mont-Royal, assorti des recommandations suivantes :

- conserver la clôture avant de la maison Simon-Lacombe à son emplacement actuel;
- modifier le parcours à l'intersection des chemins de Polytechnique et de la Tour pour qu'il traverse le petit bois adjacent.

Le président,

Original signé

Jacques Lachapelle

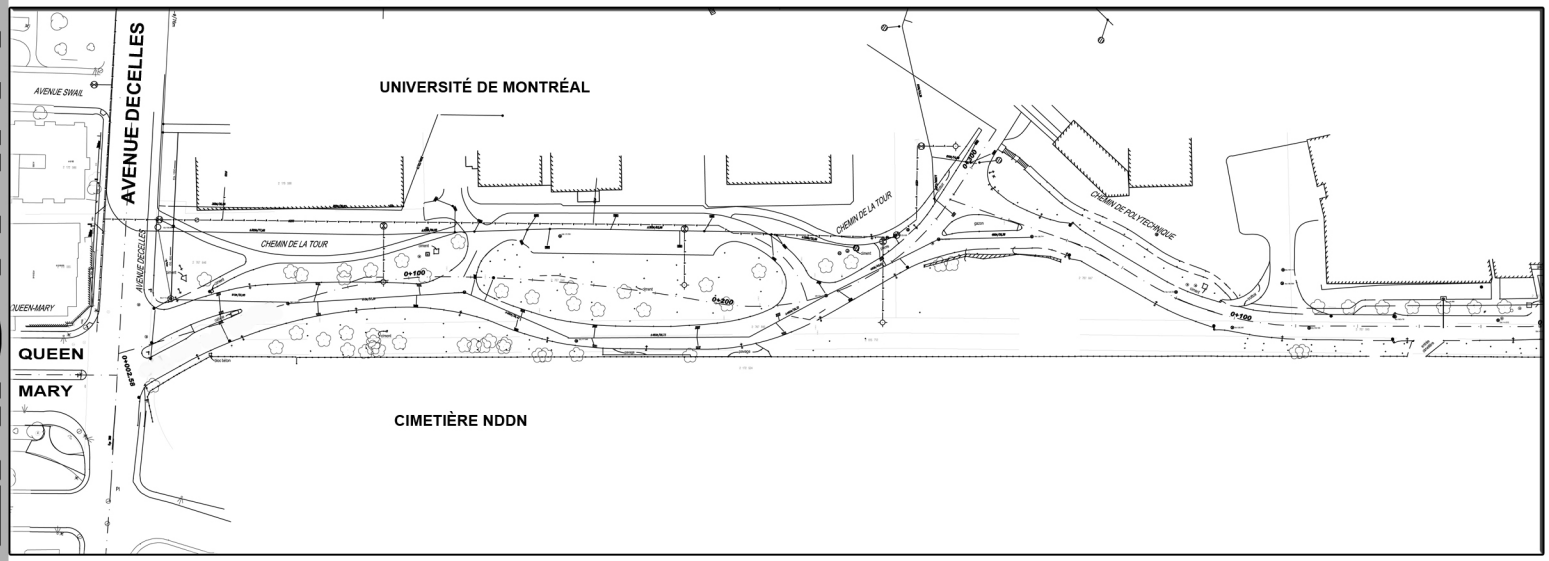
Le 19 décembre 2012.

Montréal

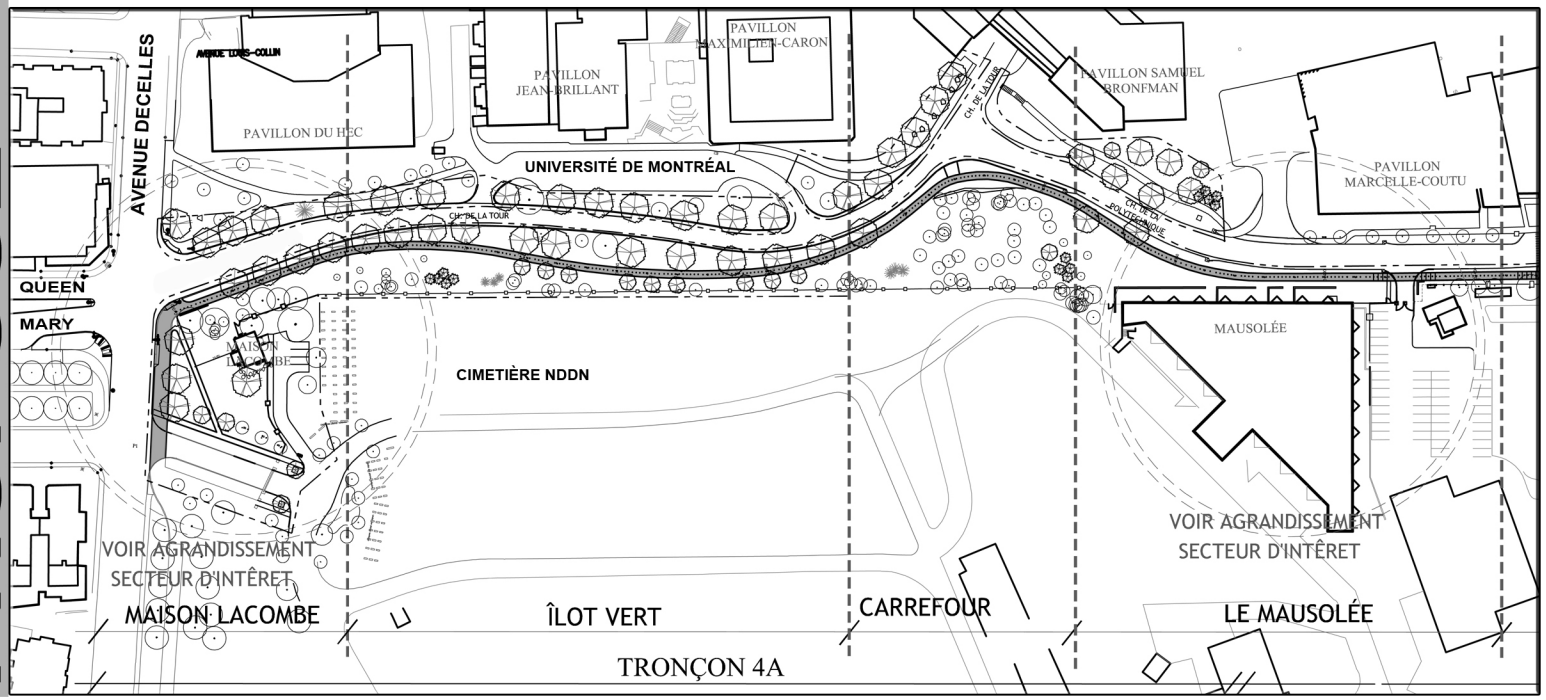
Service du développement des opérations
Direction des grands parcs et du verdissement
Division des projets

CHEMIN DE CEINTURE DU MONT-ROYAL,
AMÉNAGEMENT DES TRONÇONS 4A ET 4B

EXISTANT



PROPOSÉ

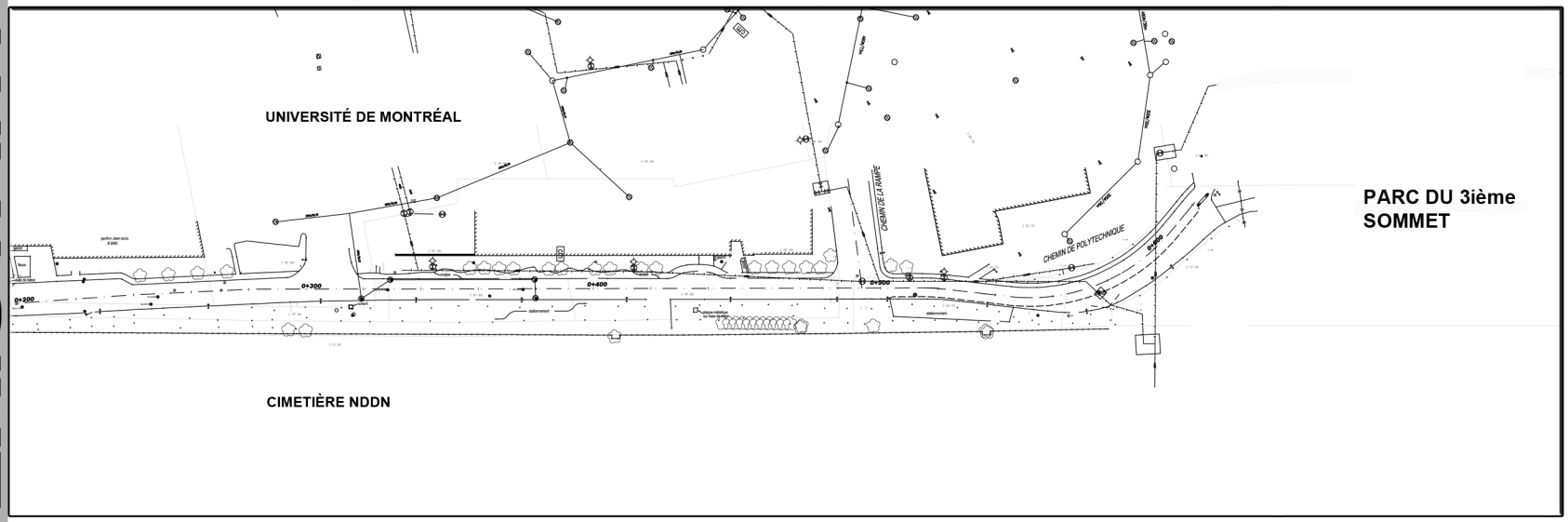


Montréal

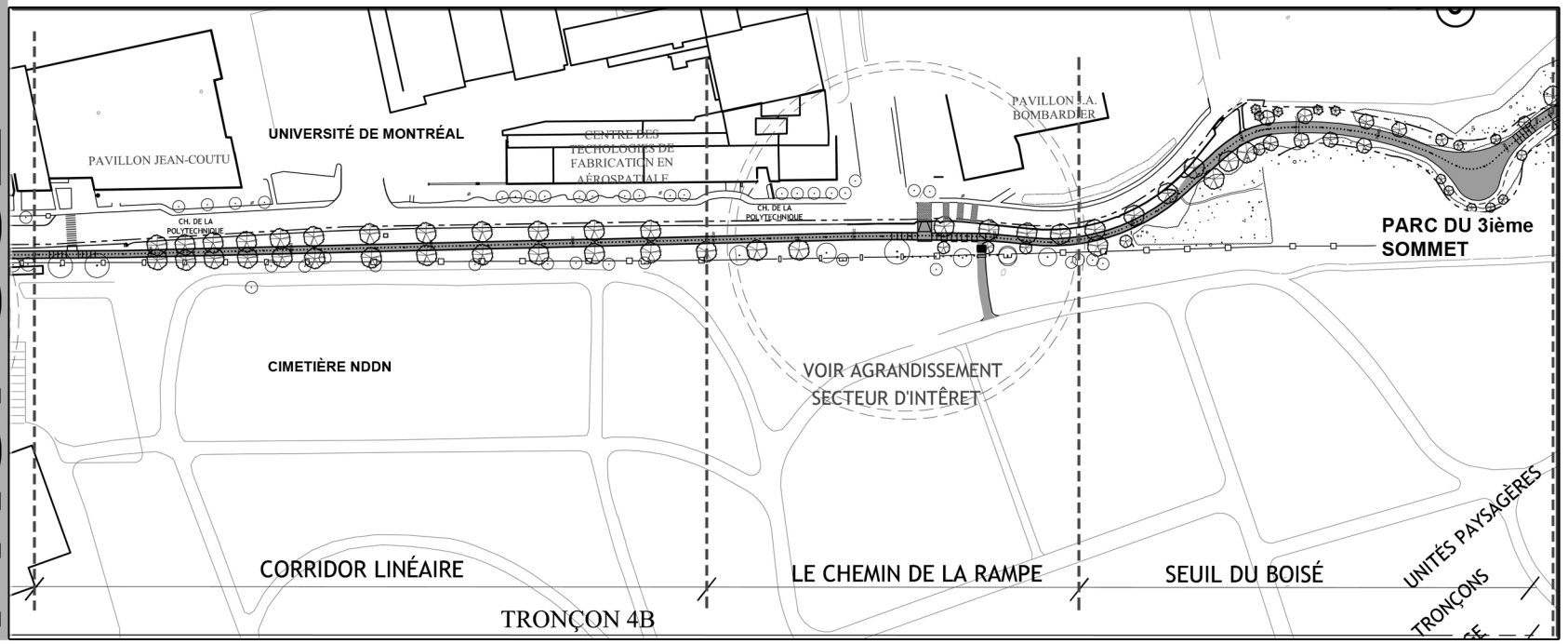
Service du développement des opérations
Direction des grands parcs et du verdissement
Division des projets

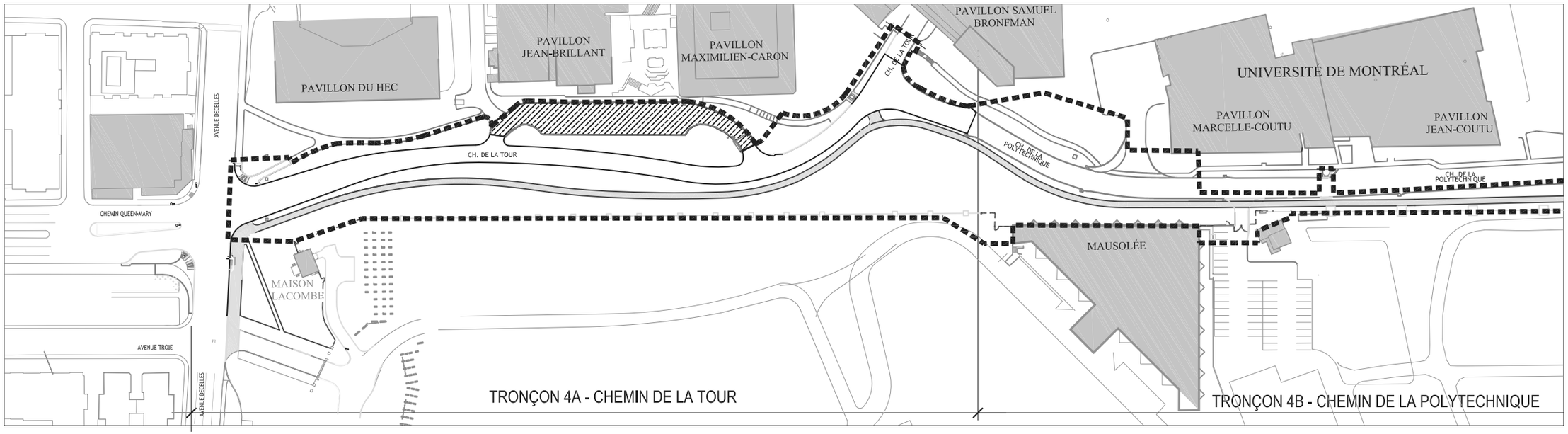
CHEMIN DE CEINTURE DU MONT-ROYAL,
AMÉNAGEMENT DES TRONÇONS 4A ET 4B

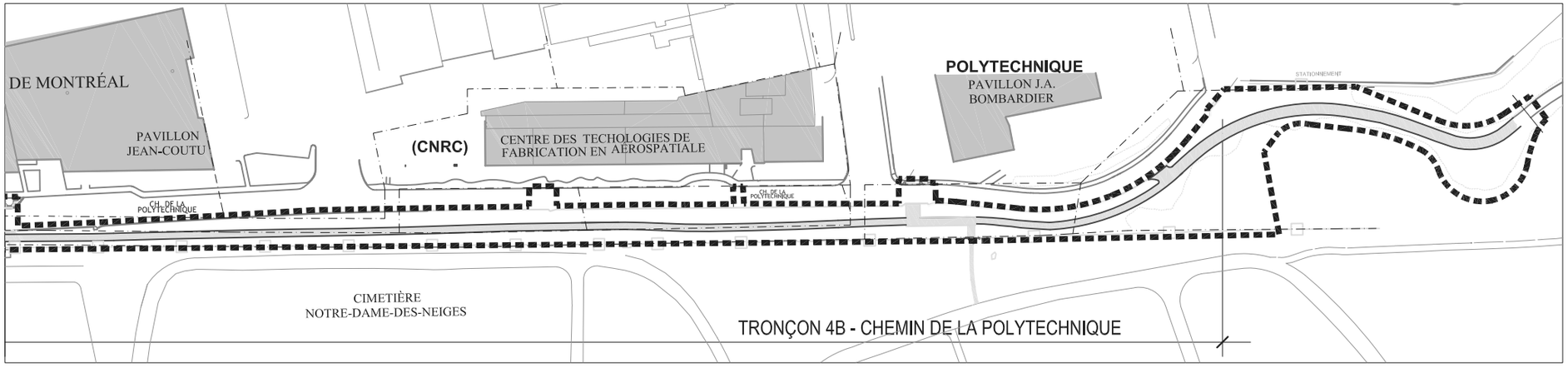
EXISTANT



PROPOSÉ







LIMITE DE CHANTIER

AIRE D'ENTREPOSAGE POTENTIELLE

Direction des grands parcs et du verdissement
Division des projets majeurs

Montréal

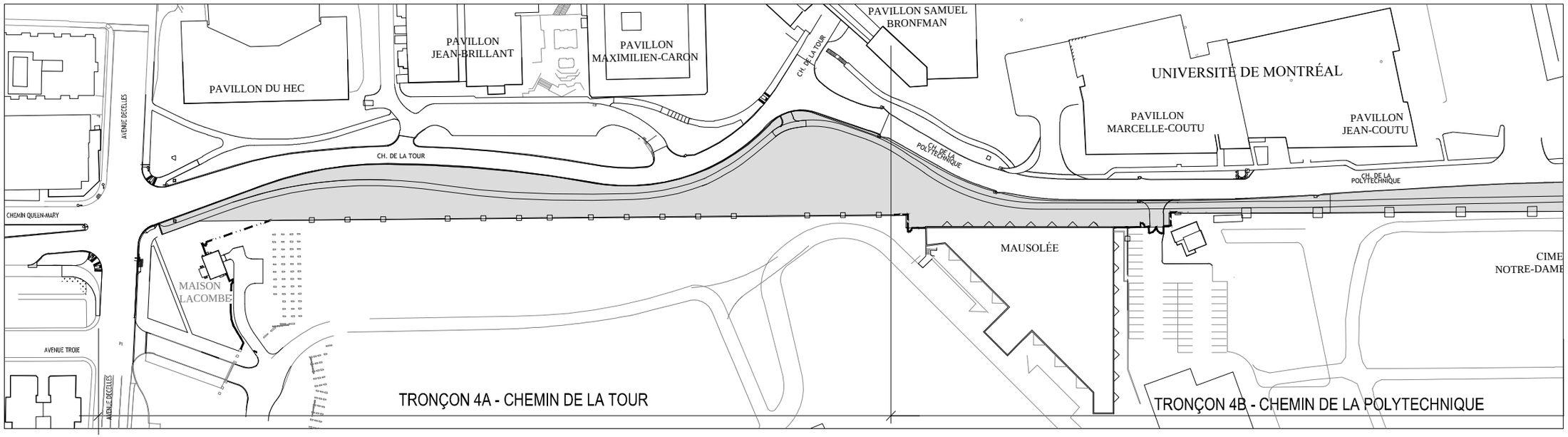
TITRE : Chemin de ceinture du Mont-Royal - Secteur de l'Université de Montréal
ANNEXE 1 - Servitude de construction

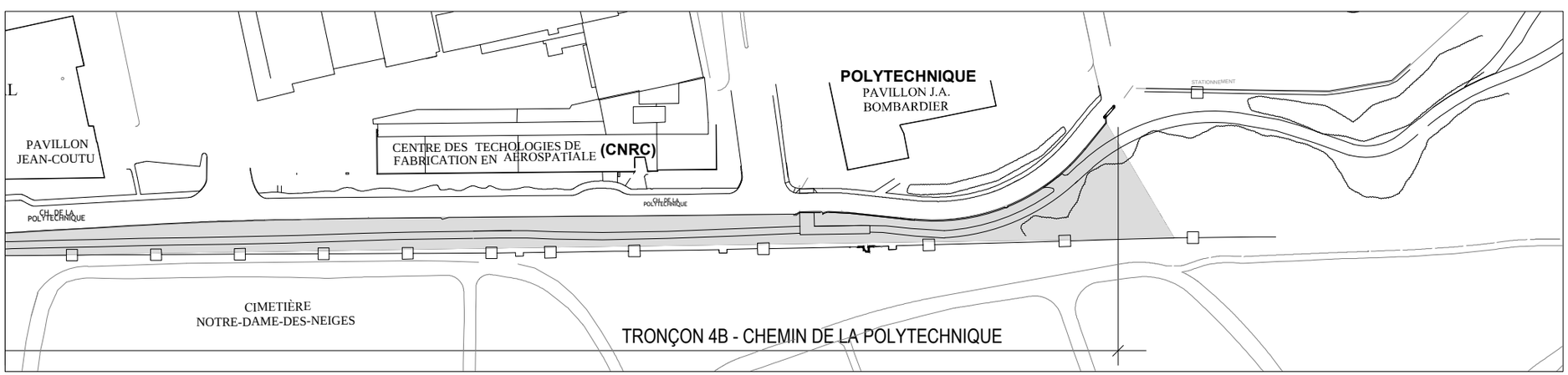
Échelle: 1 : 2000 | Date d'émission: février 2014 | Index: 1810-014

Chargé de Projet	Lucie Robin
Dessin	R. D.
Approbation	

No 1/1

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL





Servitude finale approximative

Direction des grands parcs et du verdissement
Division des projets majeurs

Montréal

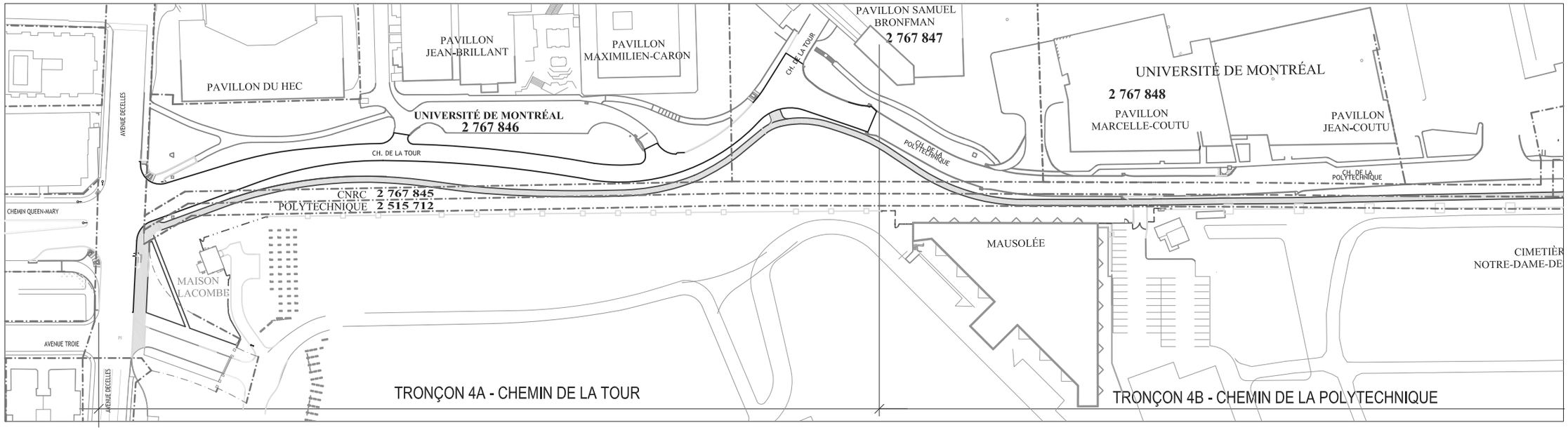
TITRE : Chemin de ceinture du Mont-Royal - Secteur de l'Université de Montréal
ANNEXE 2 - Servitude finale approximative

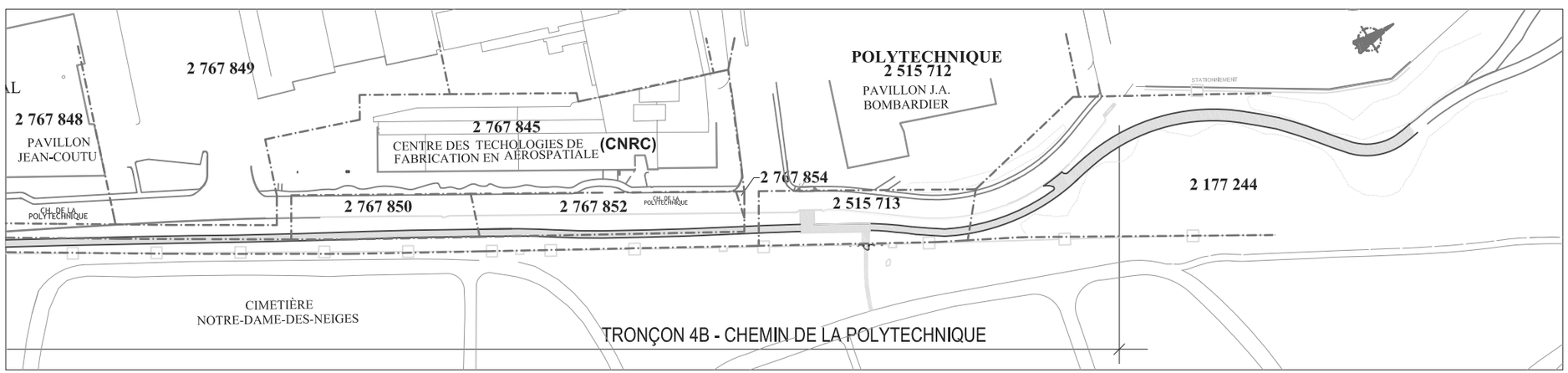
Échelle:	Date d'émission:	Index:
1 : 2000	février 2014	1810-014

Chargé de Projet	Lucie Robin
Dessin	R. D.
Approbation	

No 1 / 1

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL





Propriétaire	Numéro de lot
Polytechnique	**2 515 712**
CNRC	**2 767 845**
Université de Montréal	**2 767 846** **2 767 847** **2 767 848** **2 767 849** **2 767 850** **2 767 852** **2 515 713** **2 767 854** **2 177 244**

Direction des grands parcs et du verdissement
Division des projets majeurs

Montréal

TITRE : Chemin de ceinture du Mont-Royal - Secteur de l'Université de Montréal
ANNEXE 3 - Plan des travaux et limites cadastrales

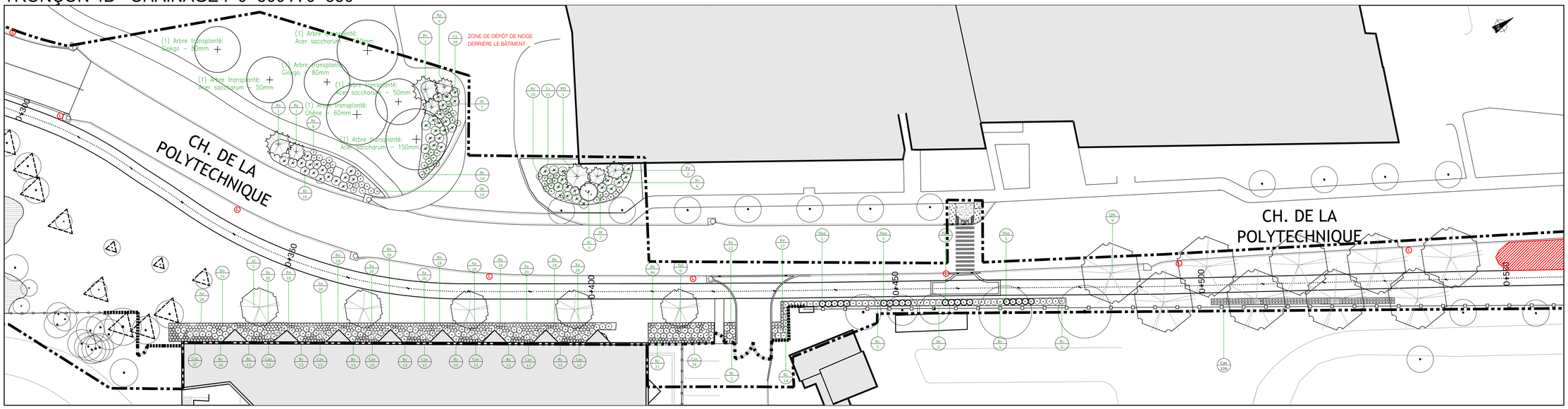
Échelle: 1 : 2000 | Date d'émission: février 2014 | Index: 1810-014

Chargé de Projet	Lucie Robin
Dessin	R. D.
Approbation	

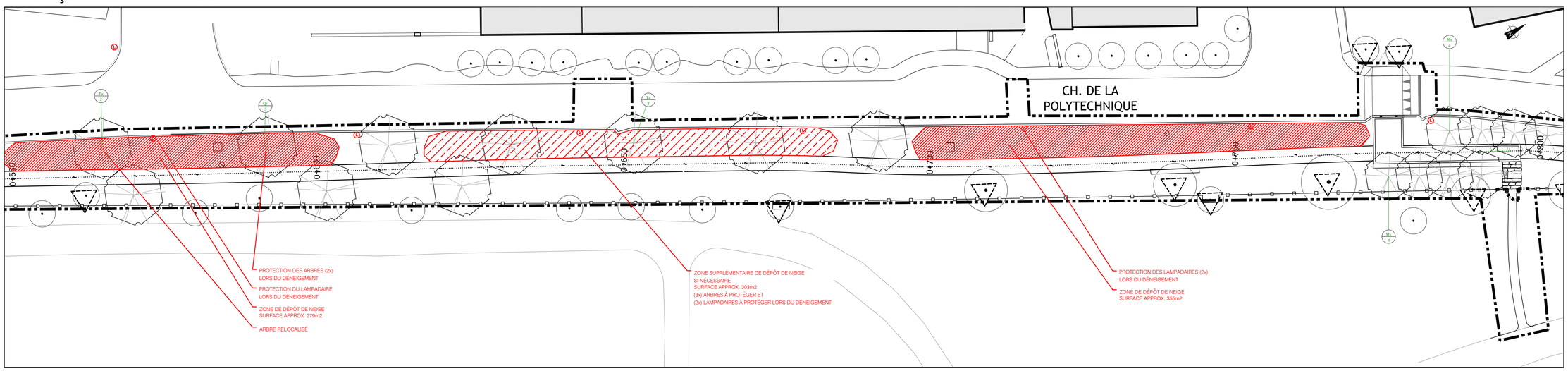
No 1 / 1

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

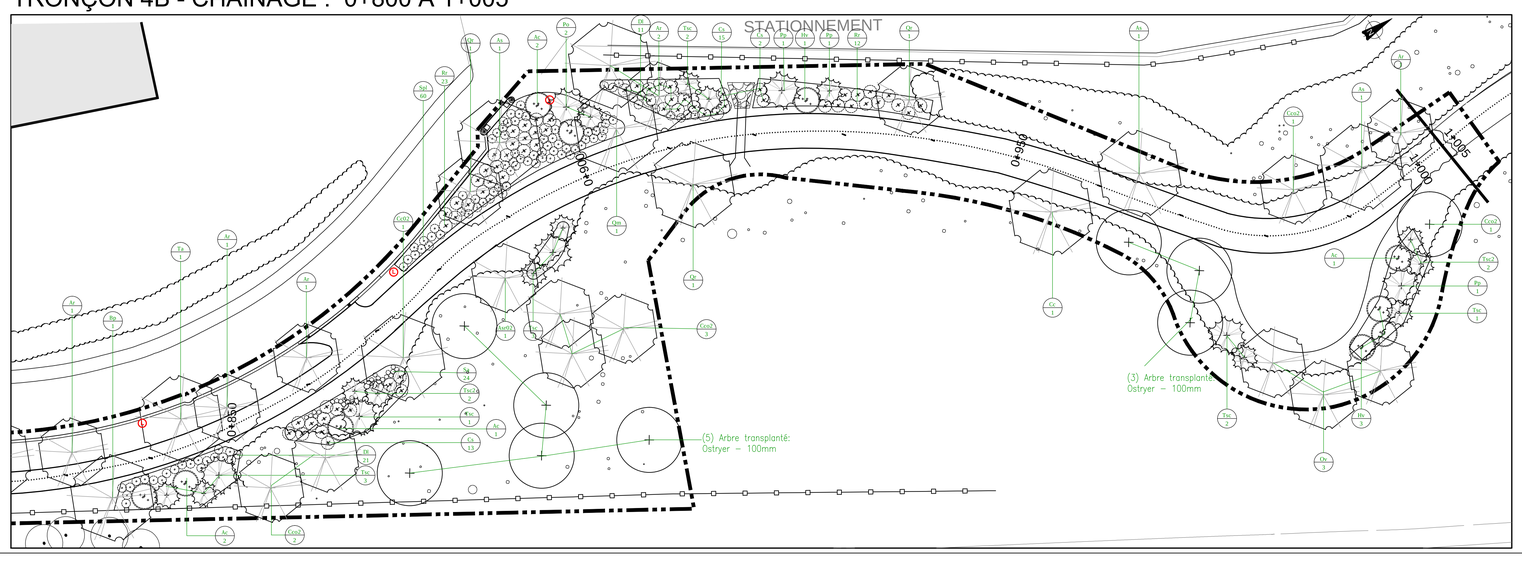
TRONÇON 4B - CHAÎNAGE : 0+300 À 0+550



TRONÇON 4B - CHAÎNAGE : 0+550 À 0+800



TRONÇON 4B - CHAÎNAGE : 0+800 À 1+005



Fichier:

No de

Légende:

EXISTANT	PROPOSÉ	DESCRIPTION	DÉTAIL
		Limite des travaux	
0+000	0+050	Chaînage proposé	
		Bordure de béton	
	Nouvelle: / Relocalisée:	Clôture en fer ornemental Fascicule 02 451–Clôture en métal	
		Limite de boisé	
		Arbres en milieux boisé	
		Protection des arbres Fascicule 02 913 55–Protection des végétaux et travaux d'arboriculture	
		Arbres (Feuillus, conifère) Fascicule 02 484–Fourniture de végétaux Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	SA11 1:10
		Arbres transplantés Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	06 1:10
		Arbustes Fascicule 02 490–Fourniture de végétaux Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	05 1:10
		Clé de plantation	12,100 Cle
		Lit de stabilisation par multicellules Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux Fascicule 02 495–Tonte, fauchage de végétaux et remblayage	04 1:10
		Apport de terre de culture Fascicule 02 484–Apport de terre de culture	05 1:10
		Lit de plantation pour vivaces Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	05 1:10

Consultants

Groupe conseil bc2fp inc. / Planex consultants inc.

architecture de paysage
urbanisme
environnement
loisirs

296 St-Paul O., suite 200
Montréal (Québec) H2Y 2A3
Téléphone: 514 521 3600
www.bc2fp.com
www.planexinc.com

Consultants

CONSORTIUM AXOR / séguin ingénierie

No	Description	Date	Par
D	ÉMIS POUR SOUMISSION	2013-02-28	K.P.
C	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 95%	2013-02-04	K.P.
B	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 90%	2013-01-18	K.P.
A	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 70%	2012-12-07	K.P.

Révisions

B.M.

Élévation:

Échelle: 1:250

Début de projet: 2011-08-05

Dessin: D. d'Alençon, M. Pratte, J-M. Pommier

Responsable du projet: K. Parent, Arch. pays.

Approbation: F. Hébert, Arch. pays.

Nom du projet:

Chemin de ceinture du Mont-Royal, Secteur de l'Université de Montréal

No de soumission: 226201 No de contrat: 6536

Titre du plan:

PLAN DE PLANTATION et PROTECTION DE LA VÉGÉTATION

TRONÇON 4B - CHAÎNAGE : 0+360 À 1+020

Service du infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Bureau de projets d'aménagement- grands parcs

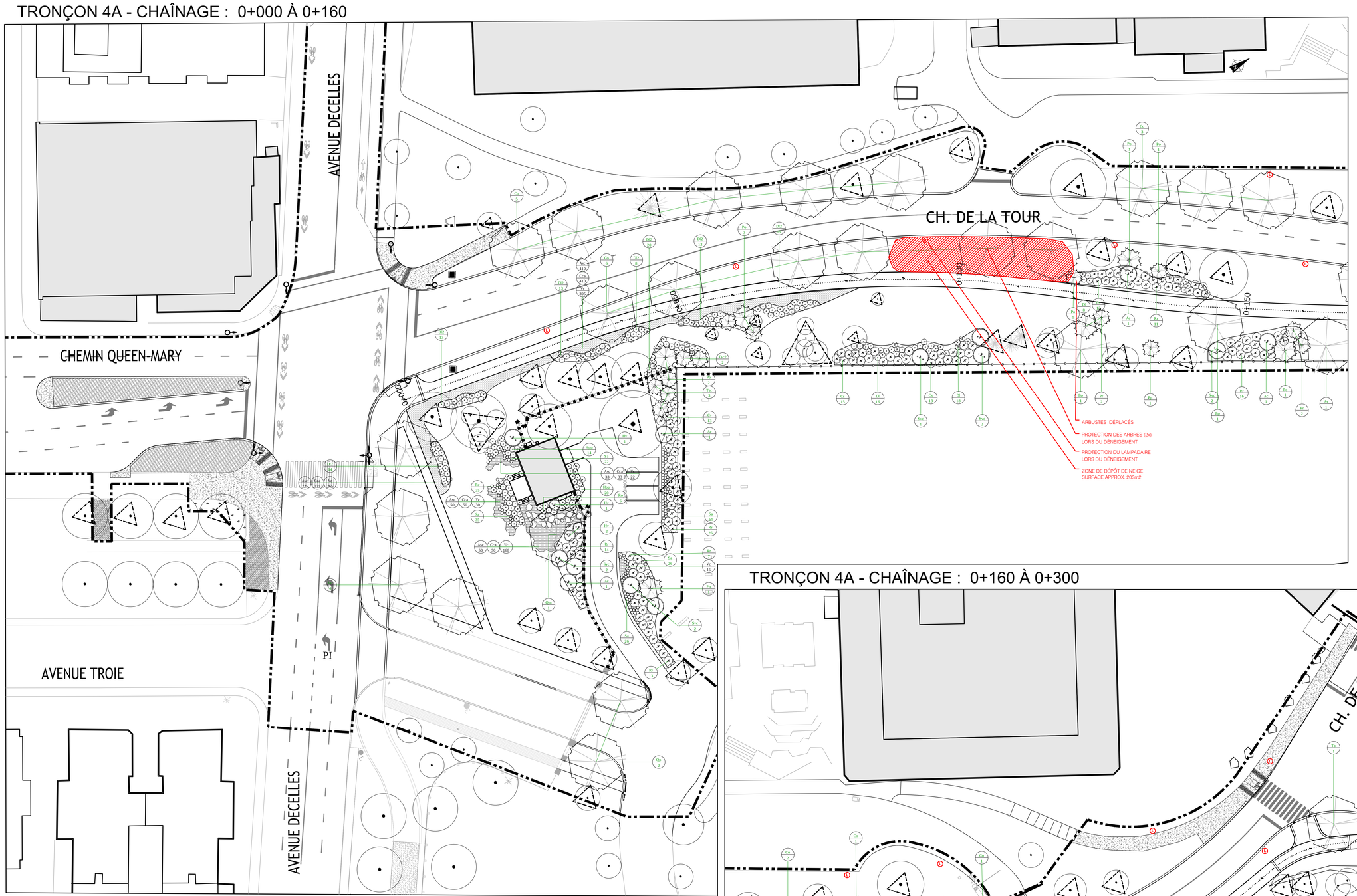
Montréal

No du plan: C-4368-TR4B-PLA

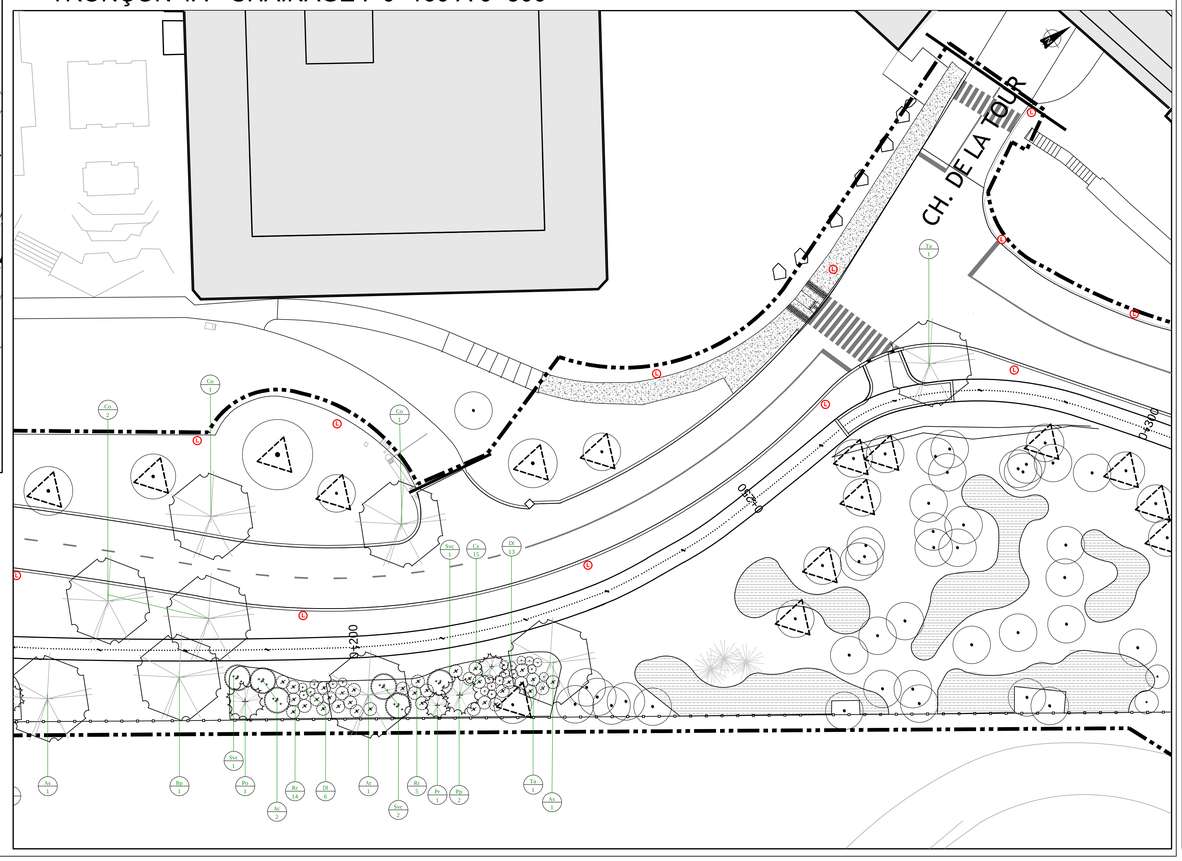
No de l'index : 1810-014

No 09 / 15

TRONÇON 4A - CHAÎNAGE : 0+000 À 0+160



TRONÇON 4A - CHAÎNAGE : 0+160 À 0+300



Fichier:

No de

Légende:

EXISTANT	PROPOSÉ	DESCRIPTION	DÉTAIL
		Limite des travaux	
0+000	0+050	Chaînage proposé	
	Nouvelle: / Relocalisée:	Bordure de béton	
		Clôture en fer ornemental Fascicule 02 491–Clôture en métal	
		Limite de boisé	
		Arbres en milieux boisé	
		Protection des arbres Fascicule 32 93 55–Protection des végétaux et travaux d'arboriculture	
		Arbres (Feuillus, conifère) Fascicule 02 490–Fourniture de végétaux Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	04 / 1:15
		Arbres transplantés Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	06 / 1:15
		Arbustes Fascicule 02 490–Fourniture de végétaux Fascicule 02 491–Plantation de végétaux	05 / 1:15
		Clé de plantation	
		Lit de stabilisation par multicellules Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux Fascicule 02 490–Fourniture de végétaux Fascicule 32 91 22–Stabilisation et remblayage	04 / 1:15
		Apport de terre de culture Fascicule 02 484–Apport de terre de culture	05 / 1:15
		Lit de plantation pour vivaces Fascicule 02 484–Apport de terre de culture Fascicule 02 491–Plantation de végétaux Fascicule 02 490–Fourniture de végétaux et remblayage	

Consultants

bc²fp groupe conseil — planex consultants inc.

Groupe conseil bc2fp inc. / Planex consultants inc.

architecture de paysage
urbanisme
environnement
loisirs

296 St-Paul O., suite 200
Montréal (Québec) H2Y 2A3
Téléphone: 514 877 3600
www.bc2fp.com
www.placonsultants.com

Consultants

CONSORTIUM AXOR / séguin ingénierie

No	Description	Date	Par
D	ÉMIS POUR SOUMISSION	2013-02-28	K.P.
C	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 95%	2013-02-04	K.P.
B	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 90%	2013-01-18	K.P.
A	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE 70%	2012-12-07	K.P.

Révisions

B.M.

Élévation:

Échelle: 1:250	Début de projet: 2011-08-05
Dessin:	D. d'Alençon M. Pratte J-M. Pommier
Responsable du projet:	K. Parent, Arch. pays.
Approbation:	F. Hébert, Arch. pays.

Nom du projet:

Chemin de ceinture du Mont-Royal, Secteur de l'Université de Montréal

No de soumission: 226201 — No de contrat: 6536

Titre du plan:

PLAN DE PLANTATION et PROTECTION DE LA VÉGÉTATION

TRONÇON 4A - CHAÎNAGE : 0+000 À 0+410

Service du infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Service de la qualité de vie
Direction des grands parcs et du verdissement
Bureau de projets d'aménagement- grands parcs

Montréal

No du plan: C-4368-TR4A-PLA

No de l'index : 1810-014

No 08 / 15

Date d'impression : 2013-02-28 - 7:38pm
P:\Tfs 1 Projets\1810\Projet\01 - Plans\Dalleuse Rapid\1810010_Secteur du Chemin de ceinture\01810010_Chemin de ceinture\01810010_DOCUMENTS_TEXTUELS\05 Civil_PLANS_45 MOYEN.dwg

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2014/05/29 17:00

(2)

Dossier # : 1140668001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2008-2011 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 - Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 ;

2. d'accorder un soutien financier spécial, non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal -Ouest prévu à l'été 2014, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel;

3. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Ville de Montréal-Ouest, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-16 13:44

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1140668001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2008-2011 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 - Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

À sa séance du 27 novembre 2008, le conseil d'agglomération a approuvé le projet *d'Entente sur le développement culturel de Montréal* avec la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine pour la période 2008-2011. Parmi les investissements confirmés par cette entente, les partenaires créaient un Fonds pour la conservation et la mise en valeur des immeubles municipaux.
Pour les immeubles municipaux, il avait été convenu que le tiers (1/3) des coûts de restauration admissibles serait assumé par le service, l'arrondissement ou la ville responsable de l'immeuble alors que les deux tiers (2/3) des coûts restants seraient assumés par le Fonds.

Les fonds avaient été répartis en fonction d'une décision antérieure (dossier 1110083003) et ce projet est possible suite à l'annulation du projet de réfection de l'ancien hôtel de ville de Côte-St-Paul pour lequel une contribution de 350 000 $ avait été prévue conformément aux orientations pour la gestion du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux appartenant à la Ville présenté au Comité exécutif à la séance du 11 mai 2011 (résolution CE11 0674).

En août 2013, en fonction des résultats du processus d'appel d'offres réalisé par la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de son hôtel de ville, le conseil d'agglomération approuvait le versement d'une aide financière à la Ville de Montréal-Ouest de 168 581,21 $, correspondant aux deux tiers (2/3) du coût réel net des travaux. Toutefois, en raison des délais d'approbation de cette subvention, le contrat n'a pu être octroyé par la Ville de Montréal-Ouest, si bien qu'elle a dû relancer un nouvel appel d'offres.

Ce nouvel appel d'offres a eu lieu et le coût de la plus basse soumission conforme est de 371 993,56, taxes incluses, ce qui est conforme à l'estimation, d'environ 300 000$, faite par le professionnel en 2012 mais supérieur de 32,7 % par rapport à la plus basse soumission

obtenue lors de l'appel d'offres de 2013. Le présent dossier vise à actualiser le soutien financier, à la lumière de l'évolution des coûts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0598 - 27 novembre 2008 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2008-2011 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal.
CE11 0674 - 11 mai 2011 - Prendre connaissance des orientations pour la gestion du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux appartenant à la Ville dans le cadre de l'Entente de développement culturel de Montréal convenue avec le ministère de la Culture, des communications et de la condition féminine

CE11 0133 - 7 mars 2011 - Octroyer un contrat à Construction MacBec pour les travaux de réfection et de rejointoiement des façades Est, Sud et Nord ainsi que pour la restauration du portique, de la corniche et des coffrets de branchement de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest, pour un montant de 123 152,93 $ / Autoriser une dépense de 128 069,10 $ - (9 soumissions)

CG13 0089 - 21 mars 2013 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 229 950 $ pour contribuer à la restauration d'un immeuble municipal patrimonial de la Ville liée de Montréal-Ouest, dans le cadre du fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011

CG13 0294 - 29 août 2013 Accorder un soutien financier spécial non récurrent de 168 581,21 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest prévu à l'été 2013, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel;

DESCRIPTION

REMPLACEMENT DES PORTES ET FENÊTRES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
Portes et fenêtres :

Les travaux visent le remplacement des portes et fenêtres sur l'ensemble des façades du bâtiment à l'exception des portes du rez-de-chaussée et des fenêtres de la passerelle entre le bâtiment principal et la serre.

· Remplacement de trente-trois fenêtres par des fenêtres à crémone en bois avec carreaux à meneaux traversant qui reprennent la composition des fenêtres originales ;
· Remplacement de cinq fenêtres par des fenêtres à guillotine en bois ;
· Remplacement de deux fenêtres fixes en bois ;
· Remplacement de quatre portes par des portes en bois à panneaux vitrés.
· Les portes et les fenêtres seront recouvertes à l'extérieur d'un fini opaque de couleur crème reprenant la couleur des corniches.

Le tout tel qu'indiqué

· Aux plans A-1 à A-6 émis le 17 mai 2012 et révisés le 22 octobre 2012 par Colin Fraser architectes.
· Soumission de Construction Norexco Inc.

JUSTIFICATION

La Division du patrimoine a évalué et traité cette demande de subvention.
Construit en 1910, l'hôtel de ville de Montréal-Ouest est un immeuble municipal soumis à un PIIA selon le règlement de zonage et dont l'intérêt patrimonial repose principalement sur ses valeurs symboliques, urbaines, historiques et artistiques. Il confère son identité à la ville de Montréal-Ouest et regroupe des fonctions politiques, civiques, culturelles et sociales. Le bâtiment a toujours été utilisé aux fins pour lesquelles il a été construit et possède une bonne intégrité architecturale.

Une première phase de travaux a déjà été réalisée au printemps 2011 pour la réfection de la maçonnerie et le rejointoiement des façades Est, Sud et Nord ainsi que pour la restauration du portique, de la corniche et des coffrets de branchement (dossier 1090601001). Ces travaux ont été financés dans le cadre du fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011. Une dépense de 85 379,40 $ a été assumée par l'agglomération et un montant de 42 689,70 $ a été assumé par la Ville de Montréal-Ouest.

Dans le cadre de la deuxième phase, suite à l'appel d'offre mentionné dans le sommaire décisionnel 1135213001, les délais pour l'approbation de la subvention ont forcé la Ville de Montréal-Ouest à annuler le contrat octroyé au soumissionnaire retenu.
Un nouvel appel d'offres a été lancé et le prix du plus bas soumissionnaire se rapproche de l'évaluation budgétaire originelle faite par le professionnel.
Le présent sommaire décisionnel annule donc la résolution CG13 0294 - 29 août 2013 portant sur le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest.
Les travaux de restauration décrits ci-dessus (remplacement des fenêtres et de portes) ont été jugés admissibles à une subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption du règlement d'emprunt ainsi que la signature des recommandations de crédit pour contribuer à la restauration d'un immeuble municipal patrimonial de la Ville liée de Montréal-Ouest ont été effectuées sous la base de l'évaluation des coûts de 300 000,00 $ avant taxes et contingences réalisée par Colin Fraser architecte le 27 septembre 2012, en plus des honoraires professionnels admissibles.
Le montant maximal prévu de la contribution a été évalué à 229 950,00 $ en vertu des recommandations de crédits numéros 10-1.4.1-533 et 08-1.4.1-532.

À la suite d'un nouvel appel d'offres public le 25 février 2014 jusqu'au 14 mars 2014 (M0-02 -14-01, par la Ville de Montréal-Ouest), des 2 soumissions reçues, le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire conforme Norexco Inc, pour une somme supérieure au montant du contrat accordé l'année dernière, soit 304 900,00$ avant taxes, contingences, ainsi que des frais afférents admissibles. La contribution maintenant requise est de 223 699,14 $.

Le coût net des travaux de remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest est passé de 252 871,81 $ selon l'appel d'offres réalisé en 2013 à 335 548,71 $ selon l'appel d'offres fait en 2014, soit une augmentation de 32,7 %. Cette augmentation pourrait s'expliquer par une sous-estimation de certains travaux de la part du plus bas soumissionnaire en 2013, par rapport aux estimations préliminaires effectuées précédemment. Le coût de certaines fenêtres proposées dans cette soumission étaient

vraisemblablement sous-évaluées.

Suite à ce nouvel appel d'offres, le montant de la contribution a été révisé afin de correspondre aux coûts réels des travaux. Cependant, il n'y a pas de montant supplémentaire à être engagé par la Ville, puisqu'un montant suffisant a été approuvé l'année dernière.

Coût du projet avec taxes, contingences:	371 993,56 $
Coût du projet, montant net de ristourne:	335 548,71 $
Montant assumé par la Ville de Montréal-Ouest	111 849,57 $ / 335 548,71 $ = 1/3
Montant de la contribution financière (MCC/Ville)	223 699,14 $ / 335 548,71 $ = 2/3

Dans le cadre de l'Entente MCC/Ville, une contribution maximale de 223 699,14 $, qui correspond au maximum des deux tiers (2/3) du montant des travaux admissibles, (montant net de ristourne, incluant les frais inhérents) peut être versée pour cette propriété.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La protection du patrimoine est une composante du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux requis visent la conservation et mise en valeur d'un bâtiment civique en restaurant des composantes de l'enveloppe.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucune opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux sont prévus à l'été 2014 et s'échelonneront sur une période de deux semaines.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît FAUCHER
Architecte - planification

Tél : 514 872-7904
Télécop. : 514 872-

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-16

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514-872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514-872-4185
Approuvé le : 2014-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nancy SHOIRY
Directrice
Tél : 514-872-5216
Approuvé le : 2014-05-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1140668001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 - Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des Finances porte sur les éléments suivants de la recommandation :

- Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 ;
- Accorder un soutien financier spécial, non récurrent de 223 699,14$ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest prévu à l'été 2014, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel ;
- Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Ville de Montréal - Ouest, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;
- Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Le coût maximal de ce contrat, incluant les contingences, est de 371 993,56 $, toutes taxes incluses, ou 335 548,71$, net de taxes.

Le présent sommaire décisionnel annule donc la résolution **CG13 0294 - 29 août 2013** portant sur les mêmes travaux.

Informations budgétaires (*en milliers de dollars*)

À la suite d'un nouvel appel d'offres public en 2014, le coût du contrat est supérieur à celui de 2013 et le soutien financier maintenant requis est de 223 699,14 $ soit **2/3** du coût réel. Ainsi le projet est subventionné pour un montant de 63 205,86 $ par le MCCQ avec un impact net sur l'emprunt à charge de l'agglomération de 160 493,28 $.

La dépense ***est non capitalisable*** puisqu'il s'agit d'une contribution à une ville liée, mais comme la subvention du MCC est en remboursement de la dette, cette dépense sera financée par le règlement spécifique voté à cet effet par le Conseil d'agglomération.

Le budget requis pour faire suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 du Service de la mise en valeur du territoire, au projet ***36300 - Mise en valeur des immeubles patrimoniaux*** et sera imputé comme suit :

Imputation agglo (100%):

Projet : 36300 - Mise en valeur des immeubles patrimoniaux
Sous-projet : 0936300-503 - Contribution remplacement portes et fenêtres-hôtel-de-ville de Mtl- Ouest
SIMON: 148736
Requérant : 34-05 Service de la mise en valeur du territoire - Urbanisme et développement économique

BUDGET	2014	2015	2016	Ult.	Total
BRUT	224				224
SUB-D	63				63
NET	161				161

Informations comptables *(en dollars)*

Provenance agglo (100%) :

	Crédits
5001.5013003.802600.01909.57201.000000. 0000.115470. 000000.98001.00000 RCG 13-003 Contribution à la restauration d'un immeuble municipal de Montréal-Ouest dans le cadre de l'entente MCCQ	223 699,14 $

Un engagement de gestion no **CC40668001** au montant de 223 699,14 $ est inscrit au compte de provenance.

Imputation agglo (100%):

	Crédits
5001.5013003.802716.06301.61900.000000. 0000.148736. 000000.99000.00000 Contribution remplacement portes et fenêtres-hôtel-de-ville de Mtl-Ouest	223 699,14 $

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Fin d'année

En fin d'année, il faudra faire l'écriture suivante pour comptabiliser la contribution financière au budget de fonctionnement avec, en contrepartie, un revenu équivalent provenant du financement par emprunt, ce qui laissera un impact nul sur les résultats 2014 du Service.

	Débit	Crédit
1001.0010000.105528.06301.61900.016491.0000. 000000.000000.00000.00000	223 699,14 $	
1001.0010000.105528.41000.75510.000000.0000. 000000.000000.00000.00000		223 699,14 $

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte LALIBERTÉ
Agent comptable analyste - PS -Brennan 2

Tél : 868-4439

Co-signataire:

Odette Ntakarutimana
Préposée au budget - PS-Brennan 2
Tél 514-868-5979

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-15

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 872-0985

Division : Opérations budgétaires et comptables - PS-Brennan2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1140668001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 - Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa forme et sa validité le protocole d'entente.

Protocole d entente approuvé AF 14 mai 2014.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncièrre
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-14

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, droit contractuel

Tél : 514-872-8323
Division : Services des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
14 MAI 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, agissant et représentée par Me Colette Fraser, greffière-adjointe, dûment autorisée en vertu du Règlement CG06-006, art. 96.

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MONTRÉAL-OUEST**, dont l'adresse principale est 50, avenue Westminster sud, Montréal-Ouest, Québec, H4X 1Y7, agissant et représentée par monsieur Gabriel Hudon, Inspecteur-Urbaniste, se déclarant dûment autorisé aux fins de la présente en vertu de la résolution du conseil de la Ville de Montréal-Ouest numéro 20130429-010 *de la séance du 29 avril 2013.*

Ci-après appelée la « **VILLE-LIÉE** »

ATTENDU QUE ce protocole d'entente remplace celui signée entre la Ville et la Ville-liée le 15 mai 2013 concernant la même demande de soutien financier pour le remplacement des portes et fenêtres de l'Hôtel de Ville de Montréal-Ouest sis au 50, avenue Westminster sud, Montréal-Ouest, (ci-après le «Projet»). Le contrat octroyé à Construction Paul Béland inc., par la résolution 20130128-012,a été annulé le 16 décembre 2013 par le Conseil de Ville de Montréal-Ouest par la résolution 20131216-005, en raison des délais pour l'approbation de la subvention ();

ATTENDU QUE suite aux estimations budgétaires initiales le montant maximal prévu de la contribution avait été évalué à 229 950,00 $.

ATTENDU QUE la Ville-liée a réitéré la demande de soutien financier pour le remplacement des portes et fenêtres de l'Hôtel de Ville de Montréal-Ouest sis au 50, avenue Westminster sud, Montréal-Ouest, (ci-après le «Projet») avec un nouvel appel d'offres. Les travaux sont prévus à l'été 2014 et s'échelonneront sur un période de deux semaines ;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de la Culture et des Communications désirent appuyer la Ville-liée, notamment par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à l'article 3, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour la période 2008-2011;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal et la Ville-Liée ont respectivement adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elles se sont mutuellement remis une copie de ladite Politique..

LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente entente.

1.1 **«Directeur»** : le Directeur de la Direction de l'urbanisme, division du patrimoine ou son représentant dûment autorisé;

1.2 **«Annexe A»** : la description du projet, des travaux, de l'échéancier et des coûts admissibles.

INTERPRÉTATION

2. Le préambule et l'annexe A font partie intégrante du présent protocole. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe A qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

3. Sous réserve des approbations requises, la Ville convient d'assurer une participation financière maximale de deux cent vingt-trois mille six cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et

quatorze cents (223 699,14$), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet tel que décrit à l'annexe A de la présente.

4. Cette participation financière sera remise à la Ville-liée en un ou plusieurs versements en fonction du degré d'avancement des travaux aux conditions suivantes :

4.1 Le permis et les autorisations requis ont été délivrés;

4.2 La Ville-liée a fourni au Directeur une preuve à l'effet que les travaux ont été exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.3 La Ville-liée a fourni au Directeur les factures de l'entrepreneur et les preuves de paiement;

4.4 Les travaux ont été complétés en conformité avec l'annexe A, les codes de construction et les règlements applicables, et ce, dans le délai prescrit à l'article 5.

OBLIGATIONS DE LA VILLE-LIÉE

5. En contrepartie de la participation financière offerte par la Ville, la Ville-liée s'engage à :

5.1 réaliser l'ensemble des travaux indiqués à l'Annexe A;

5.2 réaliser le Projet aux dates indiquées au préambule et au plus tard 12 mois suivant la signature du présent protocole;

5.3 assumer toute l'organisation et le financement complet reliés au Projet;

5.4 affecter la participation financière de la Ville exclusivement aux travaux mentionnés à l'Annexe A;

5.5 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure au contenu et à l'échéancier des travaux ainsi qu'au budget prévu à cette fin;

5.6 mettre en évidence la participation de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, dans tous les programmes, publications et annonces relatifs au Projet;

5.7 respecter toutes les dispositions contenues dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal qui pourraient s'appliquer;

5.8 permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution du présent protocole.

5.9 Dans la mesure où la contribution financière est équivalente à au moins 100 000$ par année, soumettre, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* des états financiers vérifiés au vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1) avec une copie au Directeur avant le 31 mars de chaque année.

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

6. La Ville-liée déclare et garantit qu'elle a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci.

7. La Ville-liée reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé le présent protocole et le défaut de la Ville-liée de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que la Ville-liée ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à la Ville-liée à titre de participation financière, devra lui être remise dans les trente (30) jours d'une demande à cet effet.

8. La Ville-liée garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; elle prend fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite contre elle et l'indemnise de tout jugement et de toute condamnation qui pourraient être

prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

DISPOSITIONS FINALES

9. Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

10. Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11. Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Colette Fraser, Greffière-adjointe

Le e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Par : _____
Gabriel Hudon, Inspecteur-Urbaniste

Ce protocole d'entente a été approuvé par le Conseil d'agglomération du

ANNEXE A

DESCRIPTION DU PROJET

REMPLACEMENT DES PORTES ET FENÊTRES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Portes et fenêtres :

Les travaux visent le remplacement des portes et fenêtres sur l'ensemble des façades du bâtiment à l'exception des portes du rez-de-chaussée et des fenêtres de la passerelle entre le bâtiment principal et la serre.

- Remplacement de trente-trois fenêtres par des fenêtres à crémone en bois avec carreaux à meneaux traversants qui reprennent la composition des fenêtres originales ;
- Remplacement de cinq fenêtres par des fenêtres à guillotine en bois ;
- Remplacement de deux fenêtres fixes en bois ;
- Remplacement de quatre portes par des portes en bois à panneaux vitrées.
- Les portes et les fenêtres seront recouvertes à l'extérieur d'un fini opaque de couleur crème reprenant la couleur des corniches.

Le tout tel qu'indiqué

- Aux plans A-1 à A-6 émis le 17 mai 2012 et révisés le 22 octobre 2012 par Colin Fraser architectes.
- Soumission de Norexco Inc.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE

Les travaux sont prévus à l'été 2014 selon les disponibilités de l'entrepreneur et s'échelonneront sur un période de deux semaines.

COÛTS ADMISSIBLES

Soumission de Norexco Inc.						
Numéro	Description	Nombre	Prix unitaire	Prix total	Travaux admissibles	Total admissible
Fenêtres						
1	Fenêtre à crémone avec deux battants de trois carreaux chacun, surmontée d'une imposte	12	6 890,00 $	82 680,00 $	100,00%	82 680,00 $
2	Fenêtre à crémone à deux battants de trois carreaux chacun surmontée d'une imposte	13	6 990,00 $	90 870,00 $	100,00%	90 870,00 $
3	Fenêtre à crémone à deux battants de trois carreaux chacun.	3	6 590,00 $	19 770,00 $	100,00%	19 770,00 $
4	Fenêtre à crémone à deux battants de deux carreaux chacun	3	6 310,00 $	18 930,00 $	100,00%	18 930,00 $
5	Fenêtre à guillotine (un volet ouvrant)	4	6 080,00 $	24 320,00 $	100,00%	24 320,00 $
6	Fenêtre à guillotine (un volet ouvrant)	1	6 180,00 $	6 180,00 $	100,00%	6 180,00 $
7	Fenêtre à crémone à deux battants de deux carreaux surmontés d'une section fixe avec deux carreaux horizontaux elle-même surmontée d'une imposte simple	1	7 215,00 $	7 215,00 $	100,00%	7 215,00 $
8	Fenêtre fixe reprenant la composition d'une fenêtre à crémone avec deux battants de trois carreaux chacun, surmontée d'une imposte. Elle sera dotée d'une quincaillerie identique aux autres fenêtres afin qu'elle puisse éventuellement devenir ouvrante.	1	6 585,00 $	6 585,00 $	100,00%	6 585,00 $$
9	Fenêtre fixe.	2	5 385,00 $	10 770,00 $	0%	0,00 $
	FENÊTRES			267 320,00	SOUS TOTAL	**256 550,00$**

Portes						
10	Portes doubles avec un panneau chacune dans la section inférieure et avec section vitrée barlongue de trois carreaux et surmonté d'une imposte à six carreaux.	1	11 010,00 $	11 010,00 $	100,00%	11 010,00 $
11	Porte simple avec un panneau dans la section inférieure et avec section vitrée barlongue de trois carreaux et surmonté d'une imposte à quatre carreaux.	3	8 856,67 $	26 570,00 $	100,00%	26 570,00 $
	PORTES			**35 580,00 $**	SOUS TOTAL	**35 580,00 $**
						$
					SOUS TOTAL	**294 130,00 $**
	Contingences		10%			29 413,00 $
						$
					SOUS TOTAL	**323 543,00 $**
					TPS	**16 177,15 $**
					TVQ	**32 273,41 $**
					TOTAL	**371 993,56 $**
					Montant net de ristourne	**335 548,71 $**

MONTANT DE LA SUBVENTION (2/3 DU MONTANT NET DE RISTOURNE) : 223 699,14 $

NOTE : Les carreaux devront être des vrais carreaux avec des meneaux traversants et non pas des appliques en surfaces avec des intercalaires. La largeur maximale des petits-bois ne devra pas excéder 1 1/4"' et des dessins d'atelier des portes et des fenêtres devront être présentés et approuvés par la Division du patrimoine avant la fabrication.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1140668001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 $ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux de l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 - Approuver un projet de convention à cette fin.

Documents et Plans:

6. plans.pdf 7. photographies.pdf 4. photos.pdf

1-3. devis administratif et description du projet.pdf

Contrat annulé 2013:

Construction Paul Béland - contrat annulé.pdf

Appels D'offres:

4. formulaire de soumission.pdf Addendas 1 et 2.pdf AffichageAppeld offre&tableau.pdf

8. devis technique - amiante et silice cristalline.pdf 20140314-NorexcoInc.pdf

Résolution_procuration G_Hudon.pdf 5. declaration du soumissionnaire et politique.pdf

Recommandations de crédit et autorisations:

RC-08-1-4-1-532.pdf RC-10-1-4-1-533.pdf Autorisation Mamrot.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît FAUCHER
Architecte - planification

Tél : 514 872-7904
Télécop. : 514 872-

ADDENDA NUMÉRO 1

Appel d'offres public

Ville de Montréal-Ouest

Remplacement de portes et fenêtres
Hôtel de Ville

Dossier : MO-02-14-01 / réf : 732893

Les documents d'appel d'offres publiés le 25 février 2014 sont amendés comme suit :

1- Les pages 4 et 5 du formulaire de soumission sont remplacées par les deux pages annexées au présent addenda.

2- Une lettre d'architecte sur la méthode de retrait des fenêtres existantes est annexée à la fin du présent addenda (une page). Celle-ci ne dispense pas les soumissionnaires d'effectuer leurs propres vérifications sur place, comme le stipule le devis administratif.

3- Pour résumer l'information disponible aux soumissionnaires, et tel que plus amplement expliqué au rapport d'analyses (auquel on doit se référer) faisant partie des documents d'appels d'offres, la présence d'amiante dans le bâtiment a été relevée dans les murs et plafonds composés de plâtre et ciment du rez-de-chaussée, mais non dans le crépi cimentaire recouvrant les murs du rez-de-chaussée, ni dans les murs et plafonds composés de plâtre et ciment des deuxième et troisième étages.

Toutes les autres clauses des documents d'appel d'offres doivent se lire et s'interpréter en conformité avec les dispositions qui précèdent, lesquelles font partie intégrante de celui-ci. Les autres conditions de cet appel d'offres demeurent inchangées.

Tout entrepreneur ayant l'intention de présenter une soumission dans le cadre de cet appel d'offres doit impérativement tenir compte des amendements susmentionnés.

Montréal-Ouest, le 4 mars 2014.

Claude Gilbert, Greffier

FS-3
PRIX VENTILÉS DE LA SOUMISSION
(EXCLUANT LES TAXES)

Note : **Ce document doit obligatoirement être annexé au Formulaire de soumission**.

SOUMISSION VENTILÉE

1	**Fourniture et installation des fenêtres et portes**	
1.1	Fourniture des fenêtres	$
1.2	Mobilisation – démobilisation	$
1.3	Démolition	$
1.4	Charpenterie – menuiserie	$
1.5	Quincaillerie	$
1.6	Teinture	$
1.7	Imperméabilisant	$
1.8	Produits d'étanchéité	$
1.9	Aménagement paysager	$
	TOTAL PARTIEL 1	$

FS-3
PRIX VENTILÉS DE LA SOUMISSION (SUITE)
(EXCLUANT LES TAXES)

2	**Enlèvement d'amiante et silice cristalline**	
2.1	Mobilisation – démobilisation	$
2.2	Démolition et disposition de résidus en condition de silice cristalline	$
2.3	Démolition et disposition de résidus en condition de chantier à risque modéré – amiante	$
	TOTAL PARTIEL 2	$

GRAND TOTAL (EXCLUANT LES TAXES)	$

Par : _____ Date : _____
(Signature)

_____
(Nom du signataire en lettres moulées)

Note : Le montant inscrit à la ligne ci-dessus doit être identique au montant forfaitaire total inscrit à l'article 2 a) du formulaire FS-2 – Offre de prix.

Colin Fraser Architecte
cf.architecte@gmail.com

27 février 2014

Objet : Enlèvement des fenêtres existantes de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest

Pour éviter de perturber les murs intérieurs à cause de la présence d'amiante au rez-de-chaussée, et aussi pour éviter d'avoir à remplacer les moulures intérieurs, il est souhaitable d'enlever les fenêtres existantes de l'extérieur.

Les fenêtres existantes ont remplacées les fenêtres d'origine à une date inconnue. Elles consistent de deux fenêtres d'aluminium d'une seule épaisseur de verre, séparées par un cadre de bois Il semble que l'installation a été effectué sans enlever les moulures intérieurs, parce qu'il reste encore des moulures d'origine. À l'intérieur, la bride de clouage est cachée derrière une petite moulure de ¾ pouce. À l'extérieur, l'espace entre la bride de clouage et la maçonnerie existante est rempli par du calfeutrage.

Donc, parce que les fenêtres existantes sont entièrement à l'intérieur du périmètre d'ouvertures dans la maçonnerie et parce qu'elles ont remplacé les fenêtres d'origine sans endommager les moulures existantes intérieurs, il me semble que c'est très faisable d'enlever les fenêtres de l'extérieur.

Colin Fraser



ADDENDA NUMÉRO 2

Appel d'offres public

Ville de Montréal-Ouest

Remplacement de portes et fenêtres
Hôtel de Ville

Dossier : MO-02-14-01 / réf : 732893

Les documents d'appel d'offres publiés le 25 février 2014 sont amendés comme suit :

1- En complément au résumé d'information donné à l'article 3 de l'Addenda Numéro 1 du présent appel d'offres, la présence d'amiante a également été relevée dans le calfeutrage au pourtour des fenêtres à l'extérieur et doit être considérée pour tous les étages.

2- L'enlèvement de ce matériau devra être exécuté en condition de chantier à risque faible comme le prévoit une note provenant de la firme LVM inc. en date du 4 mars 2014 et complétant sur ce point le devis technique, laquelle est annexée au présent addenda.

3- Le certificat d'analyse complétant sur ce point le rapport d'analyses déjà publié est également annexé au présent addenda.

4- L'avant-dernier paragraphe de l'article 2.8 du devis administratif (pages 7-8) est remplacé par le suivant :

> « Dans le cas visé à l'alinéa b), la soumission doit également être accompagnée de lettres d'engagement de cet assureur à émettre un cautionnement d'exécution du contrat et un cautionnement pour gages, matériaux et services dans les quinze (15) jours de son adjudication par la Ville de Montréal-Ouest, correspondant *chacun* à vingt-cinq pour cent (25%) du montant soumissionné (avant taxes) pour tous les éléments compris dans le formulaire de soumission. »

5- Le dernier paragraphe de l'article 2.8 du devis administratif (page 8) est abrogé.

Toutes les autres clauses des documents d'appel d'offres doivent se lire et s'interpréter en conformité avec les dispositions qui précèdent, lesquelles font partie intégrante de celui-ci. Les autres conditions de cet appel d'offres demeurent inchangées.

Tout entrepreneur ayant l'intention de présenter une soumission dans le cadre de cet appel d'offres doit impérativement tenir compte des amendements susmentionnés.

Le présent addenda comprend trois pages incluant celle-ci.

Montréal-Ouest, le 5 mars 2014.

Claude Gilbert, Greffier

Cet addenda fait partie intégrante des documents de soumission auxquels il se réfère, en les complétant, les modifiant ou en éliminant certains éléments.

1 AJOUT À LA PORTÉE DES TRAVAUX IMPLIQUANT DES MATÉRIAUX CONTENANT L'AMIANTE

.1 L'entrepreneur doit considérer que le calfeutrage (joint d'étanchéité) au pourtour des fenêtres à l'extérieur s'avère contenir entre 1% et 5% d'amiante chrysotile. L'enlèvement de ce matériau devra être exécuté en condition de chantier à risque faible tel qu'édicté à l'article 3.23.2 alinéa 1a du *Code de sécurité pour les travaux de construction.*

Préparé par :



Nicolas Sylvain B.Sc. Géog. Env.
Chargé de projet senior
Hygiène industrielle
LVM

Exova
121 Hymus Boulevard
Pointe-Claire
Quebec
Canada
H9R 1E6

T: +1 (514) 697-3273
F: +1 (514) 697-2090
E: sales@exova.com
W: www.exova.com

Monsieur Mathieu Péladeau
LVM
1080, Beaver Hall, Bureau 300
Montréal (Québec)
H2Z 1S8

CERTIFICAT D'ANALYSE

CERTIFICAT # 14-0465 VERSION 1.0

Client :	LVM – M. Péladeau	**Numéro B.C. :**	258295
Notre Projet :	14-586520	**Votre Projet :**	B-0008157-2 – Hôtel de Ville Montréal-Ouest
Date réception :	Le 28 février 2014	**Date analyse :**	Le 3 mars 2014

CARACTÉRISATION MINÉRALOGIQUE EN MICROSCOPIE POLARISANTE ET DISPERSION DE COULEURS MÉTHODE IRSST 244-3

Un (1) échantillon a été soumis pour fins d'analyse par microscopie polarisante et dispersion de couleurs. L'échantillon a été préparé et observé en respectant la méthode suivante :

Un fragment de chaque échantillon a été isolé. Selon le cas et afin d'extraire les fibres, les échantillons ont subi un léger broyage mécanique. Les particules et les fibres produites ont été transférées sur lames, recouvertes d'une lamelle et baignées dans des liquides d'indice de réfraction appropriés afin d'observer la dispersion de couleurs. Les propriétés optiques orthoscopiques et conoscopiques des échantillons sont également utilisées si elles permettent de compléter la caractérisation. Les résultats se résument comme suit :

HVMO-Mastique-Fen. Ext.-#83 *	
Matériau beige et gris (rigide-inférieur) et matériau beige et gris (souple-supérieur)	
Phase matériau beige et gris (rigide-inférieur)	
Fibres d'amiante CHRYSOTILE	1 – 5 %
Fibres synthétiques	Traces
Fibres organiques naturelles (cellulose)	< 1 %
Particules anguleuses, fragments et autres	> 95 %
Phase matériau beige et gris (souple-supérieur)	
Fibres d'amiante	**Non détectées**
Filaments continus de fibres de verre	< 1 %
Fibres synthétiques	Traces
Fibres organiques naturelles (cellulose)	< 1 %
Particules anguleuses, fragments et autres	> 95 %

* Cet échantillon contient deux (2) phases analysées séparément.

Analysé par : Annie Garand
Annie Garand, Technicienne

Vérifié par : Martin Gravelle
Martin Gravelle, B.Sc. Chimiste

CHIMISTE Martin Gravelle #000-167

Notes : Il est reconnu que l'analyse par MLP ne peut déceler l'amiante dans un faible pourcentage d'échantillons contenant de l'amiante. Donc, un résultat négatif par MLP ne peut pas être garanti. Cette méthode analytique est semi-quantitative. Le domaine d'applicabilité de la méthode varie de <1 % à 100 % (v/v). Exova suggère que certains échantillons reportés comme « non détectées », « traces » ou « <1% » soient analysés par MET. Le présent certificat se rapporte seulement aux échantillons analysés. Ce certificat ne peut être reproduit, sauf en totalité, sans la permission écrite d'Exova. Le laboratoire n'est pas responsable de la précision des résultats lorsqu'une séparation physique des phases est requise. Le laboratoire n'est pas responsable de la représentativité de l'échantillon fourni. Les échantillons seront conservés pour une période de 60 jours ou selon les instructions écrites du client. Modalités & conditions : www.exova.ca/modalites

EXOVA POINTE-CLAIRE PARTICIPE AU PROGRAMME AIHA PAT POUR L'IDENTIFICATION DE L'AMIANTE

Façade est

MONTREAL WEST TOWN HALL

ANNO MCMX

50

14/11/2012 10:03

Façade sud



Façade ouest



Façade nord



Façade est

MONTREAL WEST TOWN HALL

ANNO MCMX

50

14/11/2012 10:03

Façade sud



Façade ouest



Façade nord





1. ÉLÉVATION EST

ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"

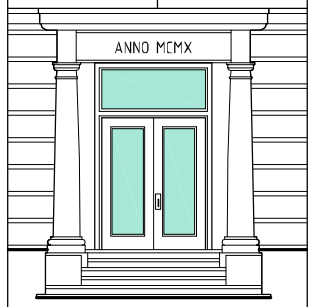
LISTE DES DESSINS

A1	ÉLÉVATION EST
A2	ÉLÉVATION NORD
A3	ÉLÉVATION OUEST
A4	ÉLÉVATION SUD
A5	TABLEAU DES PORTES + FENÊTRES
A6	DÉTAILS

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
	17.05.2011
révision 1	22.10.2012



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac
#102
Montréal, Québec
h2k 2z1
514.444.3874
cf.architecte@gmail.com

élévation est

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	1/8" = 1'-0"

A 1



1. ÉLÉVATION NORD

ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
17.05.2011	
révision 1	22.10.2012



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac
#102
Montréal, Québec
h2k 2z1
514.444.3874
cf.architecte@gmail.com

élévation nord

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	1/8" = 1'-0"

A 2



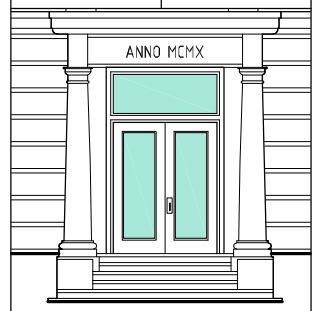
1. ÉLÉVATION OUEST

ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
17.05.2011	
révision 1	22.10.2012



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac
#102
Montréal, Québec
h2k 2z1
514.444.3874
cf.architecte@gmail.com

élévation ouest

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	1/8" = 1'-0"

A 3



1. ÉLÉVATION SUD

ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
17.05.2011	
révision 1	22.10.2012



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac
#102
Montréal, Québec
h2k 2z1
514.444.3874
cf.architecte@gmail.com

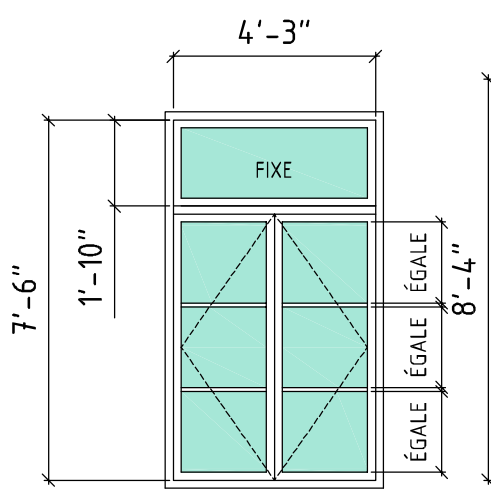
élévation sud

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	1/8" = 1'-0"

A 4

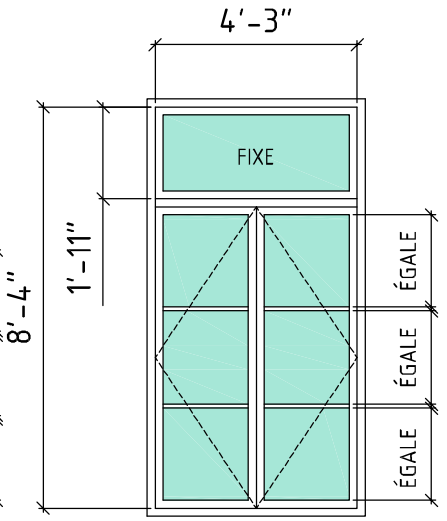
1. TABLEAU DES FENÊTRES

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



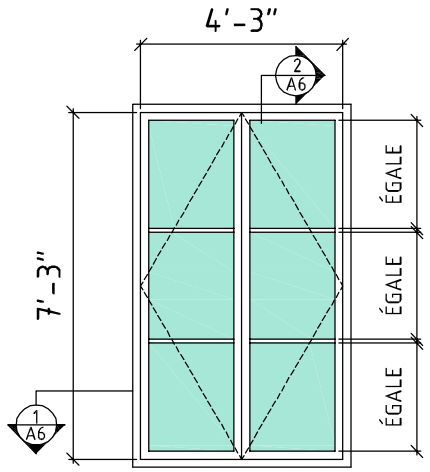
1

TYPE DE FENÊTRE: CRÉMONE
QUANTITÉ: 12
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



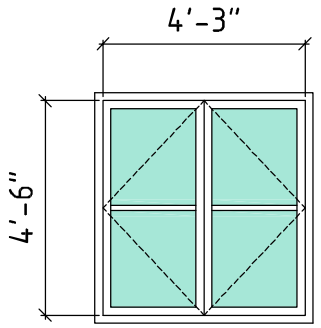
2

TYPE DE FENÊTRE: CRÉMONE AVEC IMPOSTE
QUANTITÉ: 13
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



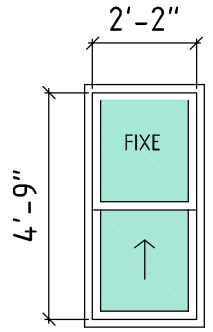
3

TYPE DE FENÊTRE: CRÉMONE
QUANTITÉ: 3
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



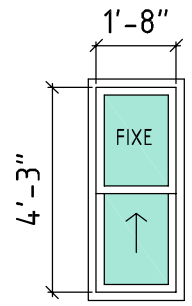
4

TYPE DE FENÊTRE: CRÉMONE
QUANTITÉ: 3
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



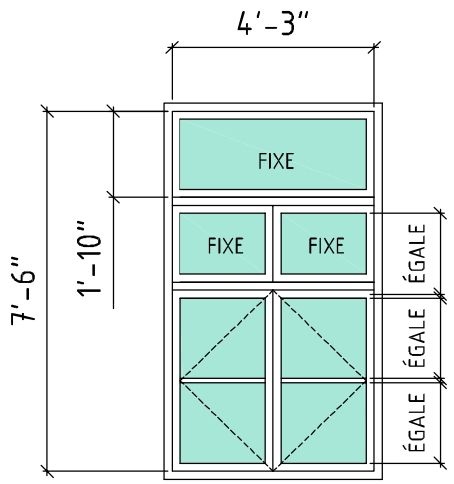
5

TYPE DE FENÊTRE: GUILLOTINE
OUVRANT COMME DESSIN
QUANTITÉ: 4
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



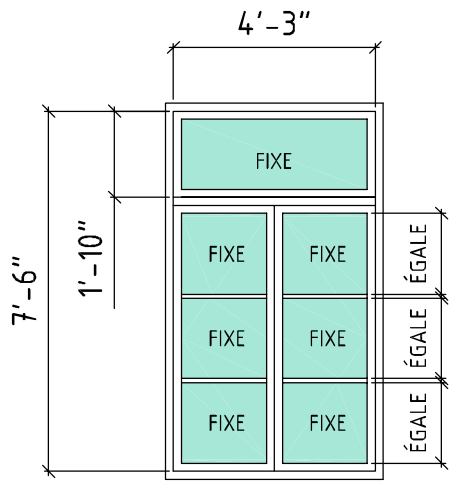
6

TYPE DE FENÊTRE: GUILLOTINE
OUVRANT COMME DESSIN
QUANTITÉ: 1
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
MOUSTIQUAIRE À L'EXTÉRIEUR



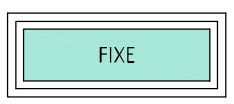
7

TYPE DE FENÊTRE: CRÉMONE
QUANTITÉ: 1
VERRE: 1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON
GRILLAGE EXTÉRIEUR:
REMPLACER LES GRILLAGES EXISTANTS
LATTE EN MÉTAL DÉPLOYÉ GALVANISÉ
OUVERTURE EN FORME DE LOZANGE 1 1/2" x 3"



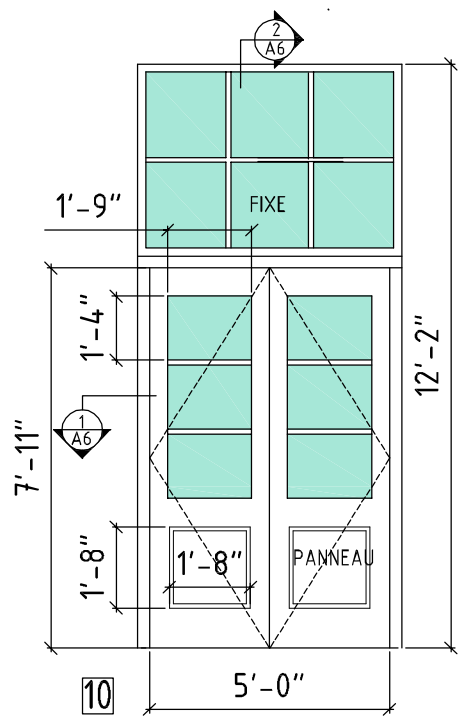
8

TYPE DE FENÊTRE: FIXE
QUANTITÉ: 1
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
GRILLAGE EXTÉRIEUR:
REMPLACER LES GRILLAGES EXISTANTS
LATTE EN MÉTAL DÉPLOYÉ GALVANISÉ
OUVERTURE EN FORME DE LOZANGE 1 1/2" x 3"



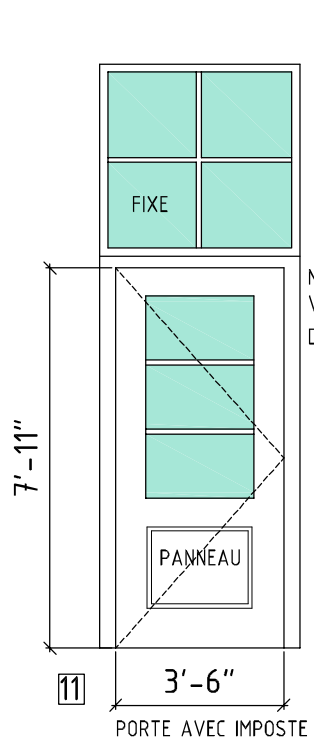
9

TYPE DE FENÊTRE: FIXE
QUANTITÉ: 2
VERRE:
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
VITRAGE: THERMOPANE
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE



10

PORTE DOUBLE AVEC IMPOSTE
OUVRANT VERS L'INTÉRIEUR
QUANTITÉ: 1
VERRE: CLAIR TREMPÉ
VITRAGE: THERMOPANE
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: CRÉMONE + CHARNIÈRES
COULEUR: LAITON



11

PORTE AVEC IMPOSTE
OUVRANT VERS L'EXTÉRIEUR
QUANTITÉ: 3
VERRE: CLAIR TREMPÉ
VITRAGE: THERMOPANE
1 VERRE CLAIR + 1 VERRE LOW-E + ARGON
MATÉRIAUX: ACAJOU D'AMÉRIQUE
QUINCAILLERIE: SERRURERIE POUR PORTES DES SECOURS TEL QUE
ALUMICO MANETTE DE RELÂCHE H20 OU ALUMICO MODÈLE À MORTAISE H34
COULEUR: ANODISÉ BRONZE
HAUTEUR: 36"

NOTE:
VOIR 3/A6 POUR ALIGNEMENT
DES PORTES + FENÊTRES

NOTES PORTES ET FENÊTRES

1. VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET QUANTITÉS SUR PLACE, AINSI QUE LA COMPOSITION DES MURS EXISTANTS

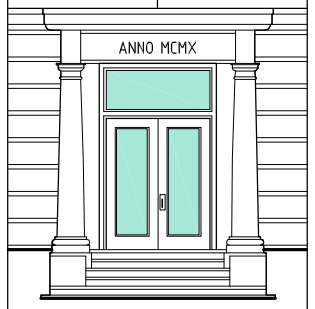
2. TABLEAU DES PORTES

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
17.05.2011	
révision 1	22.10.2012
révision 2	12.12.2012
révision 3	24.02.2014



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

Ordre des architectes du Québec
A217
COLIN FRASER
ARCHITECTE

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac, #102
Montréal, Québec, h2k 2z1
cf.architecte@gmail.com

tableaux des portes + fenêtres

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	1/4" = 1'-0"

A 5

NOTES PORTES ET FENÊTRES

1. VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS
ET QUANTITÉS SUR PLACE, AINSI QUE LA COMPOSITION DES MURS EXISTANTS

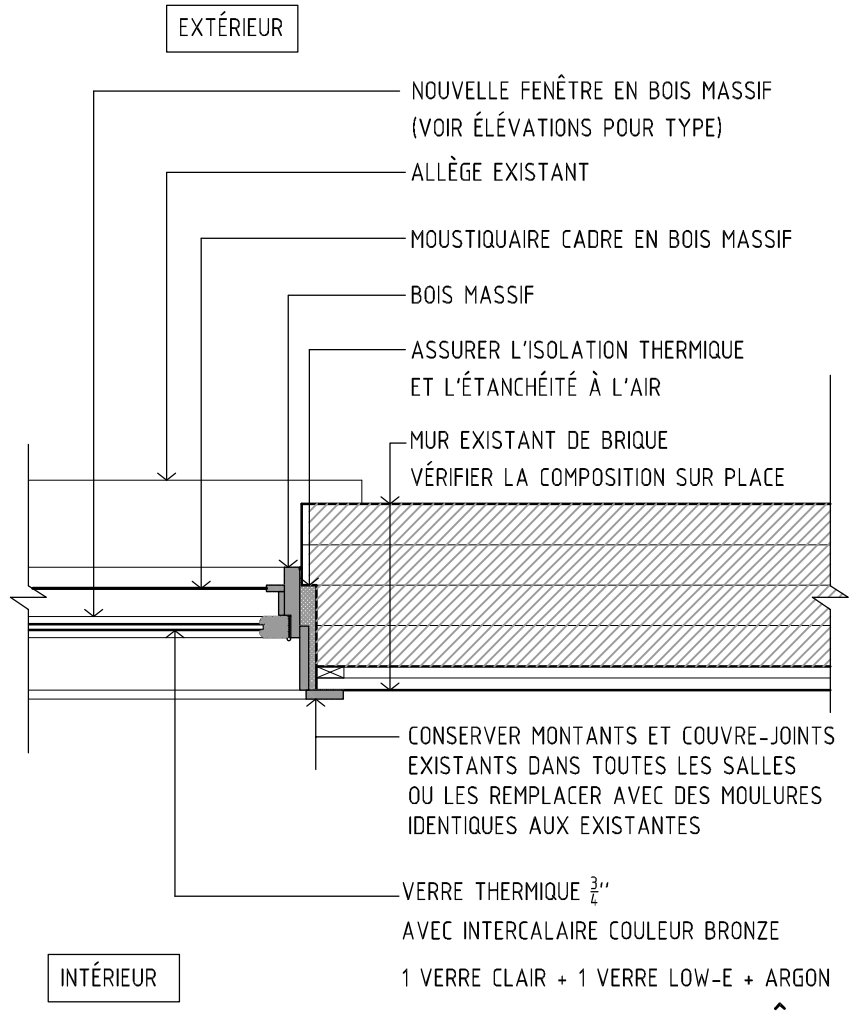
2. FINITION EXTÉRIEURE
TEINTURE OPAQUE COULEUR BLANC CASSÉ APPLIQUÉE EN USINE
TEL QUE CABOT TEINTURE OPAQUE EXTÉRIEUR OU SIKKENS CETOL
COORDONNER COULEUR AVEC COULEUR DE LA CORNICHE
SOUMETTRE ÉCHANTILLON POUR APPROBATION
MÊME FINITION POUR LES MOUSTIQUAIRES
FINITION INTÉRIEURE
TEINTURE TRANSPARENTE À COORDONNER AVEC TEINTURE EXISTANTE DES MOULURES DANS DANS LA SALLE DE MUSIQUE (REZ-DE-CHAUSSÉE) APPLIQUÉE EN USINE
VOIR DEVIS
SOUMETTRE ÉCHANTILLON POUR APPROBATION

3. ASSURER ÉTANCHÉITÉ, RÉSISTANCE À L'EAU ET RÉSISTANCE AUX CHARGES DUES AU VENT CONFORMES À LA NORME CAN/CSA A440-MB

4. ASSURER L'ISOLATION THERMIQUE ET L'ÉTANCHÉITÉ À L'AIR AU POURTOUR DES NOUVELLES FENÊTRES

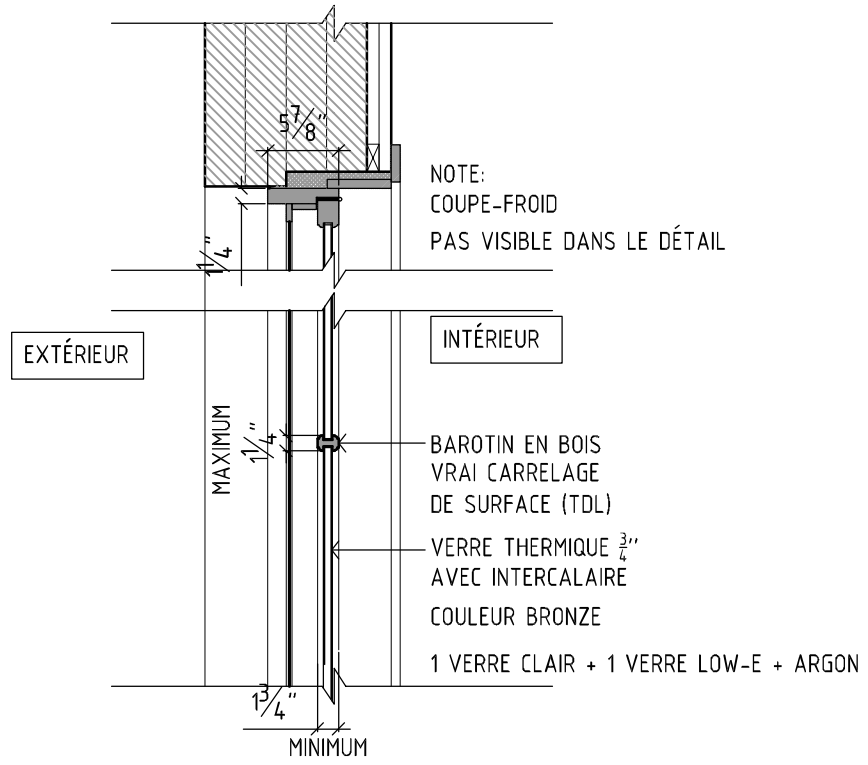
5. MOULURES INTÉRIEURES DES FENÊTRES ET PORTES
CONSERVER LES MOULURES EXISTANTES DANS TOUTES LES SALLES DE REZ-DE-CHAUSSÉE ET 2e ÉTAGE OU LES REMPLACER OU IL N'EST PAS POSSIBLE LES CONSERVER AVEC DES MOULURE QUI SONT IDENTIQUES AUX EXISTANTES

LES PORTES ET FENÊTRES EXTÉRIEURES DEVRONT RESPECTER LES NORMES ET CODES EN VIGUEUR.
VOIR LES ÉLÉVATIONS POUR LE SENS DES OUVERTURES DES PORTES ET FENÊTRES
POUR LA HAUTEUR DES PORTES, VOIR LES PLANS D'ARCHITECTURE.
PRÉVOIR L'AJOUT DE SEUILS SPÉCIAUX AUX PORTES ET CADRES, TEL QUE REQUIS POUR JOINDRE LES DIFFÉRENTS FINIS DE PLANCHERS.



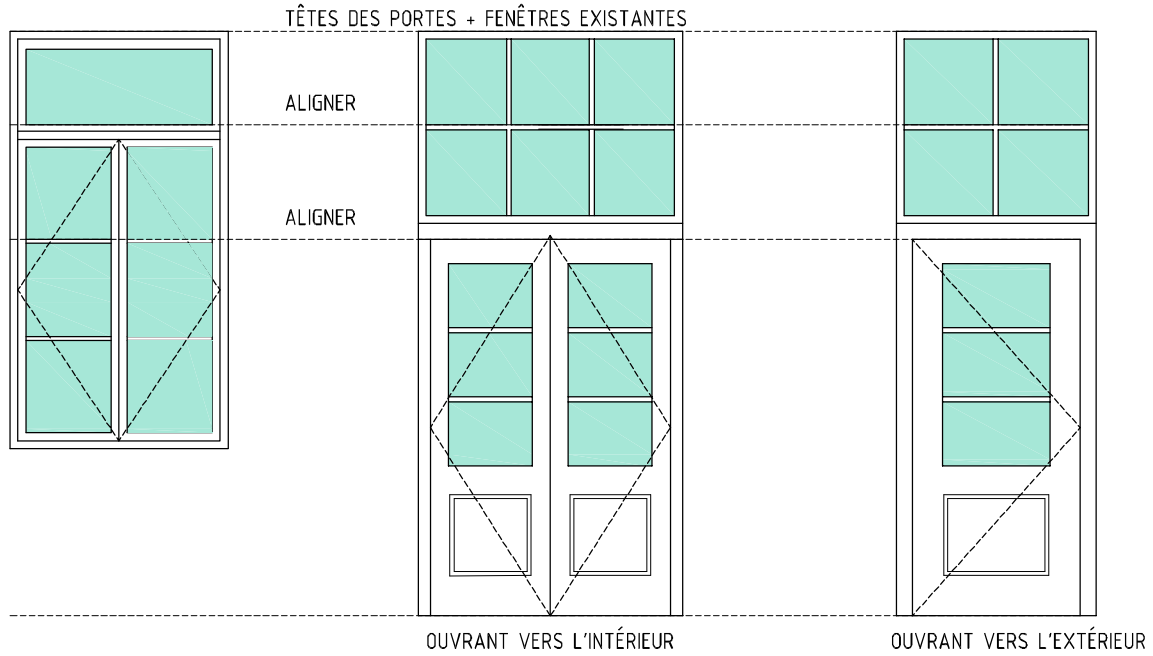
1. JAMBAGE DE FENÊTRE

ÉCHELLE: 3/4" = 1'-0"



2. BAROTIN

ÉCHELLE: 3/4" = 1'-0"



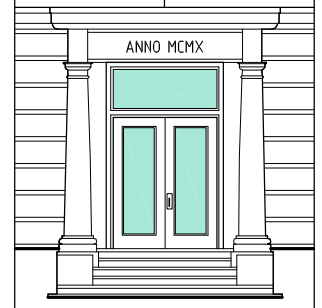
3. ALIGNEMENT DES PORTES + FENÊTRES

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

L'entrepreneur vérifiera sur place toutes les cotes et dimensions et fera part à l'architecte de toute non concordance des dimensions réelles et celles indiquées au dessins.
Il attendra les instructions écrites de l'architecte avant de procéder à ces travaux.

Le droit d'auteur sur le présent document électronique appartient à Colin Fraser architecte.
Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit sous aucune forme imprimé ou électronique que ce soit sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur.

émi	
17.05.2011	
révision 1	22.10.2012
révision 2	12.12.2012
révision 3	24.02.2014



remplacement des fenêtres

hôtel de ville
montréal-ouest, qc

Ordre des architectes du Québec
A 3217
COLIN FRASER
ARCHITECTE

COLIN FRASER
ARCHITECTE
1902, rue frontenac, #102
Montréal, Québec, h2k 2z1
cf.architecte@gmail.com

notes + détails

dessiné par	cf
date	mai 2011
échelle	indiquée

A 6

DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

MUNICIPALITÉ DE LA:	***VILLE DE MONTRÉAL-OUEST***
APPEL D'OFFRES PUBLIC:	***REMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES DE L'HÔTEL DE VILLE***
NUMÉRO:	***MO – 02 – 14 – 01***

Je, *(nom:)* _____, *(titre:)*_____ , signataire dûment mandaté pour la soumission déposée en vertu du présent appel d'offres, au nom de :

_____, ci-après appelé le « **soumissionnaire** »,

déclare ce qui suit :

I. à ma connaissance, le soumissionnaire n'a aucun lien familial, financier ou autre, susceptible de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou plusieurs membres de l'administration municipale;

Dans le cas contraire, je déclare avoir connaissance des liens suivants :

Préciser: _____

_____

_____

_____

II. durant le processus d'appel d'offres, celui-ci n'a pas tenté de communiquer avec les membres de l'administration impliqués dans ce processus, incluant les membres d'un comité de sélection selon le cas, en vue d'influer sur leur évaluation, recommandation ou décision pour l'octroi du contrat ayant fait l'objet de ce processus, si ce n'est dans le cadre indiqué au paragraphe suivant;

III. si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat, elles ont été conformes à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., ch. T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes*, et aux avis du Commissaire au lobbyisme;

IV. la soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ni établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent ou un tiers relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission;

V. le soumissionnaire respecte toutes les exigences prévues dans les lois applicables et la Politique de gestion contractuelle de la Ville;

VI. celui-ci n'a pas été reconnu coupable, dans les deux (2) années précédant l'appel d'offres, d'une infraction à une loi visant à contrer le trucage des offres.

Je reconnais d'autre part :

I. avoir lu et compris le contenu de la présente déclaration;

II. que la soumission ci-jointe sera disqualifiée si ma déclaration est trouvée fausse ou incomplète;

III. que si l'administration municipale découvre que dans le cadre de la préparation de la soumission et malgré la présente déclaration, il y a eu collusion ou, le cas échéant, déclaration de culpabilité en vertu de la *Loi fédérale sur la concurrence*, le contrat qui aurait été accordé au soumissionnaire dans l'ignorance de ce fait pourra être résilié et des poursuites en dommages-intérêts pourront être intentées contre le soumissionnaire et quiconque a été partie à la collusion.

Et j'ai signé:

_____ _____

(signature) (date)

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Section I : Dispositions générales

1. **But –** La Ville de Montréal-Ouest établit par la présente politique des règles en matière de gestion contractuelle afin de favoriser la transparence, l'équité, l'intégrité ainsi que la saine gestion des contrats, et ce, dans les meilleurs intérêts de la collectivité.

Elle favorise également le recours à la concurrence afin d'obtenir les meilleurs prix possible, tout en tenant compte notamment de la qualité des biens et services offerts, des délais de livraison et de la fiabilité des fournisseurs.

2. **Portée –** Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les cités et villes,* cette politique s'applique à l'ensemble des contrats conclus par la Ville qui lui occasionnent une dépense. Elle lie l'administration et ses mandataires ainsi que l'ensemble des soumissionnaires ou co-contractants de la Ville.

3. **Objectifs –** Conformément aux dispositions de la *Loi sur les cites et villes*, la Ville instaure par la présente politique des mesures visant à :

i) Assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but d'influencer, avec un membre du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission; (a. 10, 12, 20, 22, 23, 24)

ii) Favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres; (a. 6, 7, 12, 16, 17, 18, 20, 22, 23, 24)

iii) Assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi; (a. 12, 14, 15, 20, 22, 23, 24)

iv) Prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption; (a. 5, 6, 7, 9, 12, 13, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24)

v) Prévenir les situations de conflits d'intérêts; (a. 5, 8, 9, 11, 12, 13, 20, 22, 23, 24)

vi) Prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demande de soumissions et de gestion du contrat qui en résulte; (a. 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24)

vii) Encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat. (a. 16, 20, 22, 23, 24)

4. **Définitions –** Pour l'application de la présente politique, les termes suivants signifient :

« Administration » : élu municipal, fonctionnaire ou employé de la Ville;

« Élu municipal » : personne qui siège au conseil municipal de la Ville;

« Soumissionnaire » : dirigeant, administrateur, actionnaire ou employé d'une entreprise ainsi que tout autre mandataire de cette entreprise qui participent à un processus d'appel d'offres ;

« Mandataire » : personne (autre qu'un membre de l'administration) à qui la Ville donne le pouvoir de la représenter dans l'accomplissement d'un acte juridique avec un tiers, et qui, par le fait de son acceptation de ce mandat, s'oblige à l'exercer.

Section II : Obligations de l'administration et de ses mandataires

Sous-section I : dispositions applicables à l'administration et à ses mandataires

5. **Éthique –** L'administration et ses mandataires s'engagent envers les soumissionnaires et les co-contractants à :

i) Accorder un traitement équitable à tous;

ii) Assurer la transparence du processus contractuel;

iii) Éviter tout conflit d'intérêts ou toute situation qui pourrait entraîner des avantages personnels;

iv) S'abstenir en tout temps de se servir de leurs fonctions afin de favoriser l'octroi d'un contrat en faveur d'un soumissionnaire en particulier;

v) Faire preuve d'intégrité et d'honnêteté;

vi) Appliquer la présente politique dans les meilleurs intérêts de la Ville.

(3 iv,v,vi)

6. **Confidentialité** – L'administration et ses mandataires doivent, dans le cadre de tout processus d'appel d'offres ou d'attribution d'un contrat de gré à gré, faire preuve d'une discrétion absolue et préserver la confidentialité des informations portées à leur connaissance quant à un tel processus. Ils doivent notamment s'abstenir, en tout temps, de divulguer un renseignement permettant de connaître le nombre et l'identité des personnes qui ont présenté une soumission ou qui ont demandé une copie de la

demande de soumissions, d'un document auquel elle renvoie ou d'un document additionnel qui y est lié, et ce, jusqu'à l'ouverture des soumissions.

Un mandataire de la Ville responsable de rédiger un ou plusieurs documents utiles à un appel d'offres ou qui assiste la Ville dans le cadre d'un tel processus doit aussi garder confidentiels les travaux effectués dans le cadre de son mandat.

(3 ii,iv,vi))

7. **Visite de chantier et rencontre d'information** – Il est interdit d'organiser des visites de chantier ou des rencontres d'informations à l'intention de plus d'un soumissionnaire ou soumissionnaire potentiel à la fois. Si l'une ou l'autre s'avère nécessaire, le responsable organise des visites ou des rencontres d'informations individuelles avec chacun des soumissionnaires, lesquelles se tiennent sur rendez-vous en aménageant l'horaire de façon à éviter que les soumissionnaires se rencontrent.

Les réponses à toute question posée par un soumissionnaire lors d'une visite ou d'une rencontre, lorsqu'elles ont pour conséquence de devoir modifier les exigences ou d'autres termes des documents d'appel d'offres, seront présentées sous forme d'addenda et transmises à l'ensemble des soumissionnaires.

(3ii,iv,vi)

8. **Déclaration –** Lorsqu'un fonctionnaire ou un employé constate qu'il a un lien donnant l'apparence d'un conflit d'intérêts avec un soumissionnaire potentiel dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, d'attribution d'un contrat de gré à gré, ou au cours de l'exécution d'un contrat dans lequel il est impliqué, il doit en informer immédiatement le directeur général.

(3v,vi)

9. **Cadeaux et autres avantages –** L'administration et ses mandataires doivent refuser tout cadeau ou autre avantage offert par une entreprise ou par ses représentants dans le cadre d'un processus d'appel d'offres ou d'attribution d'un contrat de gré à gré.

(3iv,v,vi)

Sous-section II : dispositions applicables aux comités de sélection

10. **Comité de sélection –** Lorsqu'un système de pondération et d'évaluation des offres est utilisé, la constitution du comité de sélection doit être approuvée ou ratifiée par le conseil, avant ou pendant le processus d'appel d'offres ou lorsque le contrat est adjugé.

Le greffier siège d'office à tous les comités de sélection à titre de secrétaire. Il assiste, encadre et voit au bon déroulement des travaux du comité, sans participer ni aux délibérations ni au vote.

Le comité de sélection analyse individuellement, et conformément à la grille de pondération et d'évaluation prévue dans les documents d'appel d'offres, la qualité de chacune des soumissions reçues, et ce, sans en connaître le prix.

(3i)

11. **Déclaration d'un membre –** Un membre d'un comité de sélection ou le secrétaire doit, par écrit, aviser immédiatement le directeur général s'il a un lien donnant une apparence de conflit d'intérêts avec un ou plusieurs des soumissionnaires, que ce lien soit de nature familiale, financière ou autre.

(3v)

Section III : Obligations des soumissionnaires ou co-contractants

12. **Déclaration –** Toute entreprise participant à un processus d'appel d'offres doit signer une déclaration faisant partie intégrante de sa soumission et attestant :

I. Que, lors du dépôt de celle-ci et au meilleur de sa connaissance, ledit soumissionnaire n'a pas de liens familiaux, financiers ou autres susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres de l'administration ;

II. Que, durant le processus d'appel d'offres, il n'a pas communiqué ni tenté de communiquer avec un ou des membres de l'administration impliqués dans ce processus, dont les membres d'un comité de sélection, en vue d'influer sur leur évaluation, recommandation ou décision relativement à l'octroi du contrat visé, si ce n'est dans le cadre indiqué au paragraphe suivant ;

III. Que, si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du commissaire au lobbyisme ;

IV. Que sa soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ni établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent ou un tiers relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission ;

V. Qu'il respecte toutes les exigences prévues dans les lois applicables et la présente politique ;

VI. Qu'il n'a pas été reconnu coupable, dans les deux (2) années précédant l'appel d'offres, d'une infraction à une loi visant à contrer le trucage des appels d'offres.

(3i,ii,iii,iv,v,vi)

13. **Cadeaux et autres avantages –** Il est interdit au soumissionnaire ou co-contractant d'offrir un cadeau ou un autre avantage à un membre de l'administration ou à l'un de ses mandataires dans le cadre d'un processus d'appel d'offres ou d'attribution d'un contrat de gré à gré.

(3iv,v,vi)

14. **Activités de lobbyisme –** Un soumissionnaire ou un co-contractant doit respecter les dispositions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011), dans ses communications avec l'administration ou ses mandataires.

Le fait, pour un lobbyiste, de convenir pour un tiers d'une entrevue avec un membre de l'administration est assimilé à une activité de lobbyisme.

(3iii)

15. **Exceptions –** Ne constituent pas des activités de lobbyisme :

i) Le fait pour un soumissionnaire ou un co-contractant de répondre à une demande d'un membre de l'administration ou de l'un de ses mandataires, y compris les représentations faites dans le cadre d'appels d'offres publics émis sous l'autorité de la Ville;

ii) Les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi.

(3iii)

Section IV : Les contrats

Sous-section I : Dispositions applicables à tous les contrats

16. **Gestion des contrats –** Aucun projet, commande ou besoin ne peut être scindé ou réparti dans le but de privilégier un soumissionnaire ou co-contractant, de se soustraire à une procédure de contrôle ou d'éviter une obligation prévue à la présente politique.

Une modification à un contrat peut être accordée si elle constitue un accessoire au contrat, n'en change pas la nature, et qu'elle n'est pas un élément qui pouvait de manière prévisible être inclus au contrat initial. Cependant, toute modification entraînant une dépense supplémentaire doit faire l'objet d'une recommandation par le responsable du contrat ou la personne qui peut approuver la dépense, et doit être autorisée suivant les règles applicables.

Un élu municipal ne doit intervenir d'aucune manière dans un processus d'octroi de contrat, excepté sous forme de résolution, et ne doit pas partager une information relative à ce contrat, excepté si elle est publique, avec un soumissionnaire actuel ou potentiel, ou avec le co-contractant.

(3ii,vii)

Sous-section II : Dispositions particulières aux contrats de plus de 25 000 $

17. **Appel d'offres –** Pour tout processus d'octroi d'un contrat d'une valeur supérieure à 25 000 $ mais inférieure à 100 000 $, la personne désignée par l'administration procède à la demande de soumissions.

Pour tout processus d'octroi d'un contrat d'une valeur supérieure à 100 000 $ débutant avant le 1er avril 2011, les documents d'appels d'offres peuvent être fournis par la personne désignée par l'administration ou par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO).

Pour tout processus d'octroi d'un contrat d'une valeur supérieure à 100 000 $ débutant le 1er avril 2011 ou après, les documents d'appels d'offres doivent être fournis par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO).

(3ii,iv)

18. **Documents** – Les documents d'appel d'offres doivent être préparés avec un souci d'équité, d'objectivité et de clarté. Tout renseignement disponible concernant un appel d'offres est accessible de manière impartiale et uniforme pour tous les soumissionnaires potentiels.

(3ii,iv)

19. **Achat regroupé –** La Ville favorise, lorsque cela est approprié à la nature du contrat à octroyer, l'utilisation d'un système d'achats regroupés aux fins d'acquisition de biens et de services dans la mesure où un tel système existe ou que la Ville procède en collaboration avec d'autres villes à instaurer un tel système.

(3vi)

Section V : Dispositions administratives

20. **Directeur général –** Le directeur général est responsable de veiller à l'application et au respect de la présente politique.

Il informe les membres de l'administration qui exercent une ou plusieurs fonctions reliées à l'octroi ou à la gestion des contrats municipaux des règles établies par la présente politique.

(3i, ii, iii, iv, v, vi, vii)

21. **Dénonciation –** Tout membre de l'administration a le devoir de signaler au directeur général les situations, comportements ou gestes pouvant compromettre l'intégrité d'un processus d'octroi de contrat.

Toute personne peut également aviser d'une telle situation le coordonnateur au traitement des plaintes du ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire.

(3iv, vi)

22. **Sanctions pour l'administration –** Tout membre de l'administration faisant défaut de respecter les mesures prévues à la présente politique s'expose aux sanctions prévues à la *Loi sur les cités et villes.*

(3i,ii,iii,iv,v,vi,vii)

23. **Sanctions pour le mandataire –** La Ville peut unilatéralement résilier le contrat d'un mandataire qui contrevient à la présente politique, en plus de toute pénalité pouvant être prévue au contrat le liant à la Ville.

(3i, ii, iii, iv, v, vi, vii)

24. **Sanctions pour le soumissionnaire –** Le soumissionnaire qui, directement ou indirectement, contrevient aux obligations qui lui sont imposées par la présente politique peut voir sa soumission automatiquement rejetée ou son contrat résilié, si le manquement reproché est d'une gravité le justifiant.

(3i, ii, iii, iv, v, vi, vii)

Claude Gilbert

De: Système Électronique d'Appel d'Offres <seaonepasrepondre@seao.ca>
Envoyé: Tuesday, February 25, 2014 12:54
À: Claude Gilbert
Objet: SEAO - Votre avis MO-02-14-01 a été publié

Bonjour Monsieur Claude Gilbert,

Le SEAO vous informe que suite à votre demande du 2014-02-25 11:32:38, votre avis portant le titre « **Remplacement de portes et fenêtres - Hôtel de Ville** », le numéro de référence SEAO **732893** et votre numéro d'avis **MO-02-14-01** a été publié le 2014-02-25 12:53:37.

Vous pouvez consulter votre avis à l'adresse suivante:
http://www.seao.ca/OpportunityPublication/avisconsultes.aspx?Itemid=fd180f30-331d-49a3-8a67-4117c6fbe88c

Le service à la clientèle

Pour aller sur le site : www.seao.ca

Pour nous contacter : http://www.seao.ca/Information/serviceclientele.aspx ou par téléphone au 514-856-6600 ou 1-866-669-SEAO

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Consulter un avis

Numéro : MO-02-14-01
Numéro de référence : 732893
Statut : Publié
Titre : Remplacement de portes et fenêtres - Hôtel de Ville

Vous pourriez avoir accès à plusieurs autres renseignements liés à l'avis en devenant un abonné du secteur Constructo.

Information

Délai pour la réception des offres :	17 jours et 1 heure5 minutes
Date de publication :	2014-02-25
Titre de l'avis :	Remplacement de portes et fenêtres - Hôtel de Ville
Type de l'avis :	Avis d'appel d'offres
Nature du contrat :	Travaux de construction
Date limite de réception des offres :	2014-03-14 Au plus tard 14h, Heure du Québec
Région(s) de livraison :	Montréal
Accord(s) applicable(s) :	Accord sur le commerce intérieur, Accord Québec-Ontario, Accord Québec-Nouveau-Brunswick

Information sur l'organisme public

Organisme :	**Ville de Montréal-Ouest**
Adresse :	50 avenue Westminster Sud Montréal-Ouest, QC H4X 1Y7
Contact(s) :	Gabriel Hudon Télécopieur : 514 481-4554 Courriel : ghudon@montreal-west.ca

Classifications et catégorie

Classifications

- 72102602 Pose de fenêtres, de portes ou de luminaires

Catégorie

- C01 Bâtiments

Conditions et critères d'admissibilité

- L'offre doit être présentée par un fournisseur ayant un établissement au Québec.
- Le fournisseur doit déposer avec sa soumission une attestation délivrée par Revenu Québec relative à ses obligations fiscales; celle-ci ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions, ni après ces date et heure.

Description

APPEL D'OFFRES PUBLIC Remplacement de portes et fenêtres Dossier : MO – 02 – 14 – 01 La Ville de Montréal-Ouest demande des soumissions pour la fourniture et les travaux d'installation de portes et fenêtres à l'hôtel de ville, ces travaux incluant l'enlèvement d'amiante et de silice cristalline. Les documents d'appel d'offres sont disponibles à l'adresse électronique suivante : www.seao.ca et leur obtention par les intéressés est sujette aux tarifs appliqués par l'organisme responsable de ce site. Pour être considérée, toute soumission devra être présentée en conformité aux exigences des dits documents, et devra notamment être accompagnée des garanties financières suivantes : 1. un cautionnement de soumission ou un chèque (visé) fait à l'ordre de la Ville de Montréal-Ouest, au montant de 10 % du montant de la soumission et valide pour une période de soixante(60) jours; 2. dans le cas d'un cautionnement de soumission, celui-ci doit être accompagné d'une lettre d'intention de la part d'une compagnie autorisée à se porter caution et s'engageant à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour matériaux, gages et services, équivalents chacun à 25 % du montant du contrat. À moins d'indication contraire, cet appel d'offres est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur, de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario, et de l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick. Les soumissions seront reçues à l'hôtel de ville de Montréal-Ouest, situé au 50 avenue Westminster sud, Montréal-Ouest, Québec, H4X 1Y7, jusqu'à quatorze heures (14h00) le vendredi 14 mars 2014, et seront ensuite ouvertes au même endroit à la même heure. La Ville de Montréal-Ouest ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues. Donné à Montréal-Ouest, le 25 février 2014. Claude Gilbert, greffier

Documents

Titre	Description	Langue	Dimension	Nombre	Visualiser
1-3. devis adminsitratif et description du projet	Devis / Document principal	Français	8 1/2 x 14 po.	10 pages	
4. formulaire de soumission	Devis / Document de support	Français	8 1/2 x 11 po.	10 pages	
5. declaration du soumissionnaire et politique	Devis / Document de support	Français	8 1/2 x 11 po.	8 pages	
6. plans	Plan / Document principal	Français	11 x 17 po.	6 pages	
7. photographies	Plan / Document de support	Français	11 x 17 po.	4 pages	
8. devis technique - amiante et silice cristalline	Devis / Document de support	Français	8 1/2 x 11 po.	8 pages	
9. rapport d'analyses	Devis / Document de support	Français	Mixte (8 1/2 x 11 po. et 11 x 17 po.)	47 pages	

Distribution de documents

Par

SEAO

Tous droits réservés. Sauf pour les fins de réponse à un appel d'offres, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système d'extraction ou transmise sous une forme quelconque par photocopie ou enregistrement, par un moyen électronique, mécanique ou par tout autre moyen sans l'autorisation écrite préalable de CGI, Médias Transcontinental ou, le cas échéant, du donneur d'ouvrage concerné. Ceux-ci n'assument aucune responsabilité à l'égard de toute utilisation qui serait faite de ces données dans un contexte autre que pour les fins d'une réponse à un appel d'offres.

© 2003-2014 Tous droits réservés

CONSTRUCTION

01 - SERVICES PROFESSIONNELS

CHICOUTIMI (02) (731753) Appel d'offres de services professionnels (architecture et mécanique/électrique) pour la construction d'un entrepôt régional

Projet : 3415
Secteur : Public
Description : APPEL D'OFFRES # 3415 Appel d'offres de services professionnels (architecture et mécanique/électrique) pour la construction d'un entrepôt régional pour un service d'approvisionnements centralisé (DST1628) La Direction des services techniques du CSSS de Chicoutimi représentant l'ensemble des établissement de la santé de la région, souhaite sélectionner des firmes de professionnels en architecture et en ingénierie pour être accompagnée dans l'élaboration de cahiers de charge afin de solliciter des propositions d'entrepreneurs généraux pour la construction d'un nouvel entrepôt centralisé de fournitures. 1.0 Description du bâtiment Le nouveau bâtiment sera construit sur un terrain de près de 180 000 pi2 (16 728 m2) appartenant au CSSS de Chicoutimi sur le territoire de Saguenay. Il sera entièrement isolé et comptera 40 000 pi2 (3716 m2) avec une hauteur libre intérieure de 28 pieds (8,5 m). À l'intérieur, environ 6450 pi2 (600 m2) seront aménagés en espaces à bureaux, répartis sur deux niveaux. Le nouveau bâtiment aura aussi les caractéristiques suivantes : · Aucune certification Leed n'est à prévoir, toutefois certaines mesures pourraient être considérées dans un contexte de développement durable. · Entrée électrique de 400 ampères avec éclairage et distribution conforme à l'usage · Système d'alarme incendie et protection par gicleurs automatiques à l'eau conformes aux normes en vigueur · Quatre portes de garage avec quai de réception des marchandises, dont 1 est accessible par une rampe d'accès pour chargement de camions de plus petits gabarits à l'intérieur de l'entrepôt. · Ventilation pour l'aire d'entreposage · Ventilation et climatisation pour l'aire aménagée en bureaux Le terrain sera lui aussi aménagé pour accommoder 45 espaces de stationnement et des accès pavés pour le quai de réception et les portes de garage. Les surfaces excédentaires et le dégagement des marges requises seront en pelouse avec des bordures de béton. Le stationnement sera pavé. (Voir croquis joint). 2.0 Description et portée du mandat à être accordé La sélection de la firme qui accompagnera la Direction des services techniques du CSSS se fera en se basant sur les qualifications de celle-ci pour l'exécution d'un tel mandat. Les éléments suivants seront pris en considération : · Profil et organisation du soumissionnaire (5 %) · Expérience du soumissionnaire et performances réalisées (15 %) · Compréhension du mandat et des particularités du projet et méthodologie et plan de travail (25 %) · Système qualité du soumissionnaire (15 %) · Expérience du chargé de projet (15 %) · Expérience de l'équipe de projet (15 %) · Proximité du lieu de organisera une rencontre d'information le jeudi 27 février 2014, 9 heures. Le point de rencontre est le Service des immeubles et équipements de l'Hôpital de Chicoutimi, situé au 305, rue Saint-Vallier, Chicoutimi. 6.0 Dépôt des appels d'offre de service Les offres de services devront être remises AVANT le mardi 18 mars 2014, 10 heures, heure locale au Service des immeubles et équipements, Hôpital de Chicoutimi situé au 305, St-Vallier, Chicoutimi. Sébastien Tremblay, chef de service de l'approvisionnement par intérim Secteur achats 2014-02-21
Conditions d'admissibilité : L'offre doit être présentée par un fournisseur ayant un établissement au Québec ou dans un des territoires visés par les accords applicables.
Donneur d'ouvrage : Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi, 305, Saint-Vallier, C.P. 5006, Saguenay, QC, G7H 5H6,
Plans & devis : Les documents sont disponibles à l'adresse suivante : www.seao.ca ou en composant le 514 856-6600 pour la région de Montréal ou le 1 866 669-SEAO (1 866 669-7326) pour l'extérieur, au coût établi par le SEAO.
Clôture : 18 mars 2014 à 10h00

ASCOT CORNER (05) (731283) Mise aux normes des infrastructures d'eau potable

Projet : 2014-02-22
Secteur : Public
Description : appel d'offres pour les services professionnels - plans et devis définitifs, procéder à l'appel d'offres pour les travaux de construction ainsi que la surveillance des travaux
Conditions d'admissibilité : L'offre doit être présentée par un fournisseur pour lequel le ministre n'a pas produit, au cours des deux (2) années précédant la date de l'ouverture des offres, un rapport de rendement insatisfaisant relativement à des contrats de même nature.
Donneur d'ouvrage : Municipalité d'Ascot Corner., 5655 Route 112, Ascot Corner, QC, J0B 1A0,
Plans & devis : Les documents sont disponibles à l'adresse suivante : www.seao.ca ou en composant le 514 856-6600 pour la région de Montréal ou le 1 866 669-SEAO (1 866 669-7326) pour l'extérieur, au coût établi par le SEAO.
Clôture : 14 mars 2014 à 14h00

MONTRÉAL (06) (729549) Service professionnels pour la surveillance de travaux et du suivi de chantier dans le cadre de la construction du nouvel écocentre Saint-Laurent

Projet : 14-13490
Secteur : Public
Description : Appel d'offres VILLE DE MONTRÉAL Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour : Catégorie : Services professionnels Appel d'offres : 14-13490 Descriptif : Services professionnels pour la surveillance de travaux et du suivi de chantier dans le cadre de la construction du nouvel Écocentre Saint-Laurent Date d'ouverture : 10 mars 2014 Dépôt de garantie : Aucun Renseignements : Robert Normandeau, agent d'approvisionnement : 514 868-3709 Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 19 février 2014 Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO. Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires. Montréal, le 19

Ville de Montréal-Ouest
50, avenue Westminster Sud
Montréal-Ouest (Québec) H4X 1Y7

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Remplacement de portes et fenêtres
Dossier : MO – 02 – 14 – 01

La Ville de Montréal-Ouest demande des soumissions pour la fourniture et les travaux d'installation de portes et fenêtres à l'hôtel de ville, ces travaux incluant l'enlèvement d'amiante et de silice cristalline.

Les documents d'appel d'offres sont disponibles à l'adresse électronique suivante : www.seao.ca et leur obtention par les intéressés est sujette aux tarifs appliqués par l'organisme responsable de ce site.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée en conformité aux exigences desdits documents, et devra notamment être accompagnée des garanties financières suivantes :

1. un cautionnement de soumission ou un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal-Ouest au montant de 10 % du montant de la soumission et valide pour une période de cent vingt (120) jours;
2. dans le cas d'un cautionnement de soumission, celui-ci doit être accompagné d'une lettre d'intention de la part d'une compagnie autorisée à se porter caution et s'engageant à fournir un cautionnement d'exécution équivalant à 25 % du montant du contrat.

À moins d'indication contraire, cet appel d'offres est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur, de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario, et de l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick.

Les soumissions seront reçues à l'hôtel de ville de Montréal-Ouest, **situé au 50, avenue Westminster Sud, Montréal-Ouest, Québec H4X 1Y7, jusqu'à quatorze heures (14 h) le vendredi 14 mars 2014**, et seront ensuite ouvertes au même endroit à la même heure.

La Ville de Montréal-Ouest ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Donné à Montréal-Ouest, le 25 février 2014.

Claude Gilbert, greffier

Ville de Pointe-Claire
Section des Ressources Matérielles
451, boul. Saint-Jean
Pointe-Claire (Québec) H9R 3J3

APPEL D'OFFRES

La Ville de Pointe-Claire demande des soumissions pour :

Le projet :	**PG140008**
Description :	**Reconstruction des services dans le boul. Hymus entre l'av. Delmar et le boul. Des Sources ainsi que dans les avenues Leacock et Columbus – 09-028**
Informations :	**Jean Fortin** **ingado@ville.pointe-claire.qc.ca** **Toutes demandes d'informations ou questions techniques devront être par écrit, et ce, 5 jours minimum avant l'ouverture des soumissions**
Le projet :	**PG140009**
Description :	**Travaux d'arboriculture à taux horaire et forfaitaire – Années 2014-2015-2016**
Informations :	**Charline Hébert** **514 630-1208** **ingado@ville.pointe-claire.qc.ca**
Le projet :	**PH140003**
Description :	**Entretien horticole et plantation à taux horaire – Années 2014, 2015, 2016 et 2017**
Informations :	**Anne-Marie Mercier** **514 630-1230**

APPEL D'OFFRES PUBLIC
Remplacement de portes et fenêtres
Hôtel de Ville de Montréal-Ouest

SOUMISSIONNAIRES		Norexco Inc.	Hulix Construction	
prix (avant taxes)		304,900.00	378,600.00	
formulaire prescrit		oui (1)	oui	
soumission signée		oui	oui	
calculs vérifiés		oui	oui	
déclaration signée (politique de gestion)		oui	oui	
résolution		oui	oui	
copie de licence		oui	oui	
licence appropriée en vigueur		oui	oui	
cautionnement de soumission		oui (2)	oui	
lettre d'engagement		oui	oui	
attestation fiscale		oui	oui	
échéancier prévu		oui	oui	
liste des réalisations		oui	oui	
présentation technique		oui	oui	
en règle au Registraire des entreprises		oui	oui	
ne figure pas au RENACP		oui	oui	
substantiellement conforme		oui	oui	

1- Page 8 manquante (déclaration sur les prix séparés); le soumissionnaire a néanmoins signé le formulaire aux pages 2, 3, 5, 6, 9, et fourni en pages 4, 5 et 7 une ventilation détaillée des prix qui correspond au total en chiffres et lettres de la page 3. Ce défaut n'ayant pas d'incidence sur le prix, puisqu'aucun ne devait être indiqué à cet endroit, peut être qualifié de mineur et corrigé. **2-** cautionnement et lettre d'engagement établis au nom de la Ville de Montréal; sur demande, le soumissionnaire a fourni sans frais des documents correctement établis.

Claude Gilbert, greffier

21-03-2014
Date

Public Call for Tender
March 14th, 2014, 2:00 P.M.
Tender opening: Caucus Room

TOWN HALL WINDOW REPLACEMENT	BIDDERS	Hylix Construction	Norexco Inc.					
	DATE RECEIVED	14 mars 14	14 mars 14					
	TIME RECEIVED	13h45	13h47					
PRICE:		378 600.00	304 900.00					

Claude Gilbert

Gabriel Hudon

Agata Palarchio

FS-7
FORMULE DE RÉSOLUTION POUR AUTORISER LA SIGNATURE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS QUI Y SONT ANNEXÉS

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de :

Norexco Inc.
Nom de la compagnie

8 avril 2011
Tenue le : (date)

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU QUE

Philippe Charbonneau, Président
Nom et titre

Soit autorisé, par la présente résolution, à signer et à présenter une soumission **et à signer un contrat** le cas échéant pour

Remplacement de portes et fenêtres – Hôtel de Ville (Montréal-Ouest)
Nom du projet

En conformité avec les plans et devis et autres documents de soumission.

ADOPTÉ

Copie certifié conforme

Ce 14 mars 2014
(date)

Signature

Sceau :

DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

MUNICIPALITÉ DE LA:	***VILLE DE MONTRÉAL-OUEST***
APPEL D'OFFRES PUBLIC:	***REMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES DE L'HÔTEL DE VILLE***
NUMÉRO:	***MO – 02 – 14 – 01***

Je, *(nom:)* Philippe Charbonneau, *(titre:)* Président, signataire dûment mandaté pour la soumission déposée en vertu du présent appel d'offres, au nom de :

Norexco Inc., ci-après appelé le « **soumissionnaire** »,
déclare ce qui suit :

I. à ma connaissance, le soumissionnaire n'a aucun lien familial, financier ou autre, susceptible de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou plusieurs membres de l'administration municipale;

Dans le cas contraire, je déclare avoir connaissance des liens suivants :

Préciser: _____

II. durant le processus d'appel d'offres, celui-ci n'a pas tenté de communiquer avec les membres de l'administration impliqués dans ce processus, incluant les membres d'un comité de sélection selon le cas, en vue d'influer sur leur évaluation, recommandation ou décision pour l'octroi du contrat ayant fait l'objet de ce processus, si ce n'est dans le cadre indiqué au paragraphe suivant;

III. si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat, elles ont été conformes à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., ch. T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes*, et aux avis du Commissaire au lobbyisme;

IV. la soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ni établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent ou un tiers relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission;

V. le soumissionnaire respecte toutes les exigences prévues dans les lois applicables et la Politique de gestion contractuelle de la Ville;

VI. celui-ci n'a pas été reconnu coupable, dans les deux (2) années précédant l'appel d'offres, d'une infraction à une loi visant à contrer le trucage des offres.

Je reconnais d'autre part :

I. avoir lu et compris le contenu de la présente déclaration;

II. que la soumission ci-jointe sera disqualifiée si ma déclaration est trouvée fausse ou incomplète;

III. que si l'administration municipale découvre que dans le cadre de la préparation de la soumission et malgré la présente déclaration, il y a eu collusion ou, le cas échéant, déclaration de culpabilité en vertu de la *Loi fédérale sur la concurrence*, le contrat qui aurait été accordé au soumissionnaire dans l'ignorance de ce fait pourra être résilié et des poursuites en dommages-intérêts pourront être intentées contre le soumissionnaire et quiconque a été partie à la collusion.

Et j'ai signé:

_____ 14 mars 2014
(signature) (date)

Norexco
CONSTRUCTION

Liste de réalisation semblable :

-Projet de remplacement des portes et fenêtres pour l'OMH de Montréal

Nom du projet : Habitation Jarry
Adresse : 8087 rue Jarry , Montréal
Coût des travaux : + de 500 000.00$

-Projet de remplacement de portes et fenêtres sur un projet en ancestral

Nom du projet : Bâtiment le Patriote
Adresse : 258 rue St-Venant , Sainte-Agathe-des-Monts
Coût des travaux : - de 100 000.00 $

Norexco
CONSTRUCTION

Projet de remplacement de portes et fenêtres à l'hôtel de ville de Montréal-ouest

Liste des sous-traitants qui seront affectés aux travaux :

1- **Menuiserie Delisle** :

Téléphone : 418-524-5317

Adresse : 1090 18e rue Québec, Québec , Qc, G1J 1Y9

2- **Asbex entrepreneur environnementaux** :

Téléphone : 514-846-2099

Adresse : 6254 Notre-Dame ouest , Montréal, QC,H4C 1 V4

3- **Norexco Inc.**

Téléphone : 819-321-1071

Adresse : 4663, route 117 N Ste-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2Z8

MENUISERIE DELISLE INC.
1090, 18è rue
Québec, Qc. G1J 1Y9
Tél:(418) 524-5317 Fax: (418) 524-8773
courriel: delisle@qc.aira.com
www.menuiseriedelisle.com

Liste de projets comparables

PROJET: **Restauration de fenêtres en bois**

Client et coordonnées: Coopérative Ste-Marie, Rue St-Amable, Québec
M. Gerry Goyette: 418-576-9997

Description des travaux:
Production et installation de portes et fenêtres en bois.
Valeur du projet: 441000.00$

PROJET: Remplacement de fenêtres traditionnelles en bois à la Citadelle de Québec

Client et coordonnées: Défense Canada: M. Patrick Santucci: 418-844-5000 poste 6436

Description des travaux:
Production et installation de fenêtres en bois
Valeur du projet: 225000.00$

PROJET: Remplacement de fenêtres de bois à l'Hôtel Dieu de Québec

Client et coordonnées: CHUQ: M. Marc Drouin, représentant: 418-525-4444 poste 15952

Description des travaux:
Fabrication de fenêtres traditionnelles en bois.
Valeur du projet: 145000.00$

PROJET: Remplacement de fenêtres en bois au Marché Bon Secours, Vieux-Montréal

Client et coordonnées: SHDM: représentant: M. Claude Pronovost: 514-380-2157

Description des travaux:
Fabrication et installation de portes et fenêtres en bois
valeur du projet: 1,330 000.00$

menuiserie DELISLE

MENUISERIE DELISLE INC.
1090, 18e rue
Québec, Qc G1J 1Y9
Tél. : (418) 524-5317 Fax : (418) 524-8773
www.menuiseriedelisle.com

portes et fenêtres
de tous les temps

FICHE TECHNIQUE

ACAJOU AMÉRCAIN

Nom botanique : Switenia macrophylla; diamètre : 80 à 180 cm. Longueur : 12 à 15 m.

Origine : Amérique du Sud tropicale

Poids : 3,4 lb/ p.m.p.

Densité : ,54 à ,64 : vert : 700/800kg/m3 sec : 600/650 kg/m3 : 12%

Grain : fin à moyen

Séchage : facile et rapide

Caractéristiques : durable et stable

Couleur : Brun rouge moyen

Usinage, collage et finition facile.

Usage : Boiseries, menuiserie, meubles, portes et fenêtres, construction navale.

- Les Carreaux sont conformes aux prescriptions de l'article 3.1.

EXTAIT D'UNE RÉSOLUTION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE DE

NOREXCO INC.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée de l'administrateur unique de la Société **NOREXCO INC.**, tenue au siège de la Société le huit avril deux mille onze (8 avril 2011).

IL EST RÉSOLU:

l° Que monsieur Philippe Charbonneau, président/secrétaire/trésorier, soit autorisé, pour le bénéfice de la Société, à exercer tous et chacun des pouvoirs conférés aux directeurs de la Société en vertu des règlements de celle-ci, et particulièrement, sans limiter en aucune manière la généralité des termes qui suivent, savoir:

a) emprunter toutes sommes d'argent et à cette fin, hypothéquer avec clause de dation en paiement, nantir ou autrement affecter les biens meubles et immeubles de la Société, ainsi que les biens que la Société doit acquérir.

b) vendre, échanger, transférer ou subroger, avec ou sans garantie, donner ou accepter en "dation en paiement" ou autrement aliéner les biens et immeubles de la Société, pour telles considérations, charges et conditions, soit au comptant ou à échéance, et d'en donner bonne et valable quittance.

c) consentir et accorder toute quittance, mainlevée ou priorité de tous droits, privilèges et de toutes hypothèques avec ou sans considération.

d) acheter, louer, vendre, échanger ou autrement disposer de tous les biens mobiliers et immobiliers et sans limiter la généralité des termes, tous les terrains, bâtisses ou autres biens de la Société ou tous intérêts dans icelle et généralement trafiquer dans toutes affaires se rapportant à l'entreprise de la Société, le tout pour telles considérations, et suivant tels termes et telles conditions qu'il jugera convenables.

e) Consentir toutes servitudes pour les fins d'utilités publiques ou privées.

f) aux fins ci-dessus, signer tous actes et documents jugés nécessaires et opportuns.

CERTIFICAT

Je, soussigné, Philippe Charbonneau, certifie que la résolution qui précède a été validement adoptée par l'administrateur unique Norexco Inc., le huit avril deux mille onze (8 avril 2011); qu'elle n'a pas été amendée, ni révoquée et qu'elle est toujours en vigueur.

Certifié le 14 mars 2014

Philippe CHARBONNEAU, président/secrétaire

Norexco
CONSTRUCTION
4663, route 117 Nord
Ste-Agathe-des-Monts
(Québec) J8C 2Z8

Vendredi, 14 mars 2014

PROCURATION

Je Philippe Charbonneau président de Norexco Inc. autorise Monsieur Dominic Martin-Beaulieu à déposer cette soumission ainsi que tous les documents nécessaires pour le projet **REMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES – HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL OUEST.**

Recevez, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Philippe Charbonneau
Président
Bureau : (819)321-1071 poste 230
Cellulaire : (819)323-1072
Fax : (819) 321-0555

ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX

PROJET : Remplacement de portes et fenêtres hotel de ville de Montreal Ouest

DESCRIPTION	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	Semaine 5	Semaine 6	Semaine 7	Semaine 8	Semaine 9				
Extraction des ouvertures existante à être changé													
Installation des nouvelles portes et fenêtres													
Nettoyage ou requis suite au travaux													

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8356-8998-08 — **Numéro de validation : 945596**

ÉMISE LE : 2008-04-07

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 6 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Norexco Inc.
4663 117 NORD RTE
Sainte-Agathe-des-Monts QC
Canada J8C 2Z8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.1 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.1.2 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

6 sous-catégorie(s) autorisée(s).

RÉPONDANTS

Philippe Charbonneau
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité

1 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2013-01

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à

NOREXCO INC.
4663, RTE 117
RR 2, SAINTE-AGATHE-NORD (QUEBEC) J8C 2Z8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165000119

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro d'attestation : 816142-KBMC-0146897
Date et heure de délivrance : 13 mars 2014 à 09 h 54 min 40 s

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenuquebec.ca.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

Québec

REZ-130 (2010-10)

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises

J'atteste que

NOREXCO INC.

- est immatriculée depuis le 27 février 2008 .
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.
- n'est pas en voie de dissolution.
- n'est pas radiée.

Numéro de certification : 909572598

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à partir du service en ligne « Vérifier un numéro de certification » du Registraire des entreprises.

Registraire des entreprises Québec

Déposé au registre le 15 juillet 2013 sous le numéro d'entreprise du Québec 1165000119.

011201

Registraire des entreprises

Revenu Québec

ATTESTATION D'ASSURANCE

Date: 7 janvier 2014

GROUPE CYR ET LYRAS 8, rue Ste-Agathe, Ste-Agathe des Monts, Qc J8C 2J4	La présente attestation est émise a des fins d'information uniquement. Elle ne confère aucun droit a son titulaire et n'amende, n'étend ou ne modifie en rien les garanties des polices décrites ci-dessous.

Assuré	COMPAGNIE D'ASSURANCE ACCORDANT LA GARANTIE	
Norexco Inc. 4663 route 117 Nord Ste-Agathe-des-Monts, Qc. J8C 2Z8	Compagnie A	Intact Assurance / Combinée
	Compagnie B	Royal & Sun Alliance / Bris des Machines
	Compagnie C	

Garanties

La présente certifie que la police d'assurance identifiée a été émise éa l'assuré nommé ci-haut pour couvrir la période indiquée, nonobstant toute demande, terme ou condition ou toute autre document relié à la présente police et les termes, exclusions et conditions couverts par cette dernière. Les limites présentées peuvent avoir été réduites par une réclamations payées.

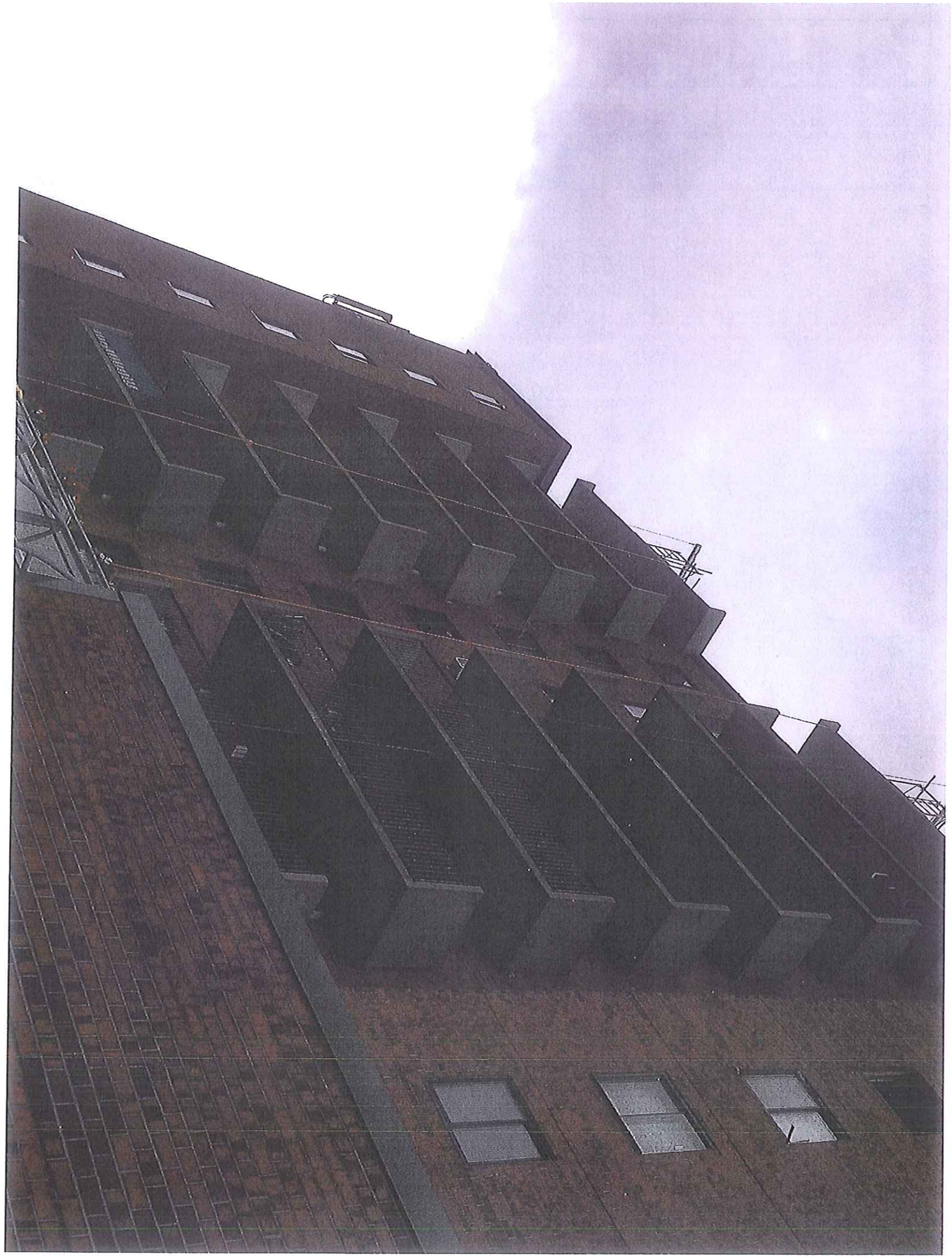
Type d'assurance	No. De police	Échéance	Expiration	Garanties	
Responsabilité civile					
A Responsabilité civile commercial	355-2931	31/12/2013	31/12/2014	Par événement	$ 5,000,000.00
				Montant Globale	$ 5,000,000.00
				Produit-comp	$ 5,000,000.00
				Dom. Personnels	$ 5,000,000.00
				Respons. Locataire	$ 250,000.00
				Frais médi. (par pers)	$ 50,000.00
				Non propriétaire	$5,000,000.00
Automobile FQP #1				Responsabilité	
				blessure corporelle (par pers.)	
				Blessure corporelle (par accident)	
				Dommage matériel	
Responsabilité excédentaire				Par événement	
				Total	
Autres					
A Chantier Global	355-2931	31/12/2013	31/12/2014	Form. Étentue	$ 1,500,000.00
B Bris des machines sur chantier	51013	31/12/2013	31/12/2014	Form. Étentue	$ 1,500,000.00

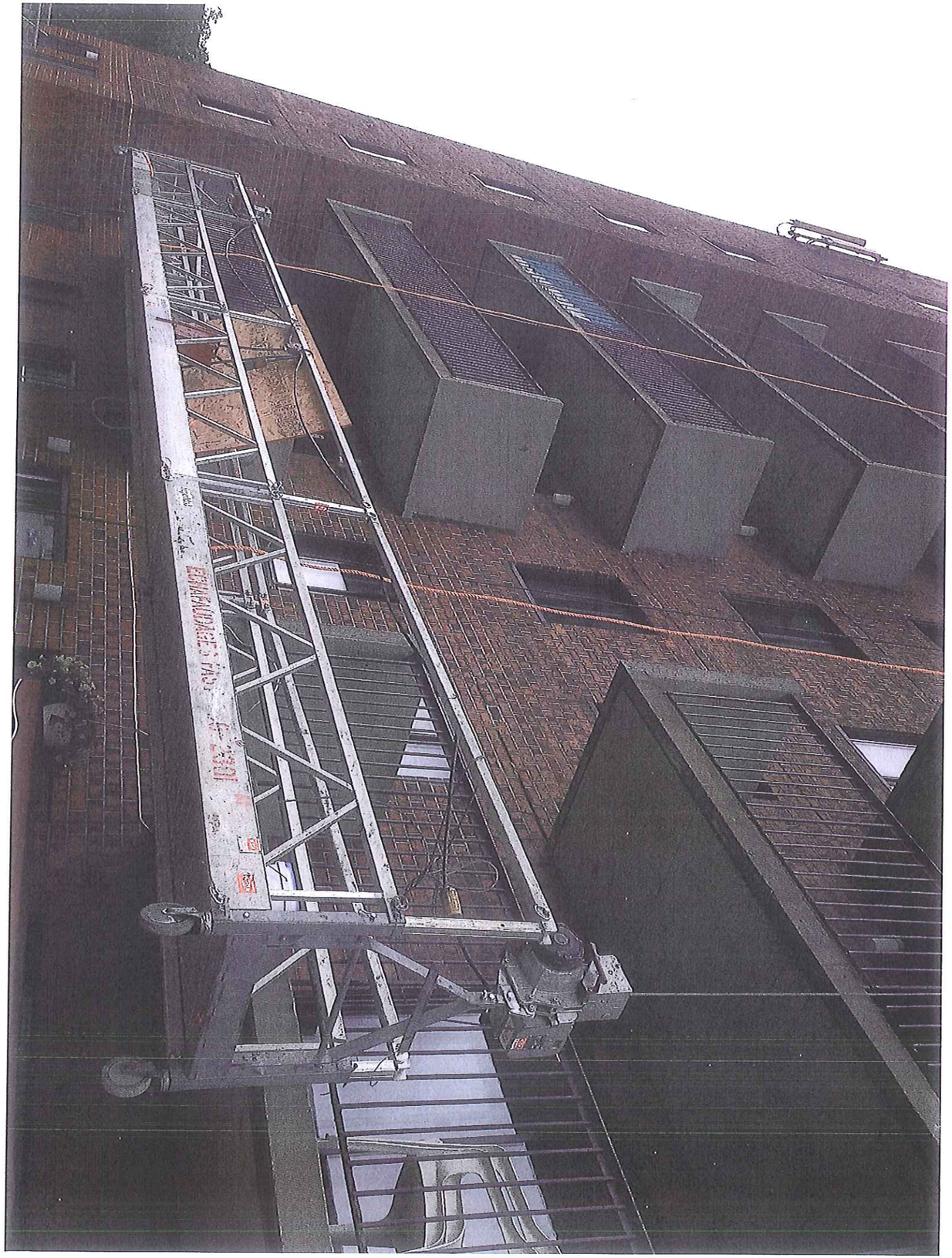
Créancier	**Description des opérations, emplacements, véhicules, items spécifique**
	Entrepreneur en construction
Titulaire	**Résiliation**
A qui de droit	En cas de résiliation de quelconque polices susdites avant la date d'expiration - prévue, la compagnie émettrice s'efforcera d'en aviser le titulaire désigné ci-contre, par courrier, sur préavis de _-30-_ jours, a défaut de qui la dite compagnie, ses agentes et représentants n'encourront toutefois aucune obligation ou responsabilité d'aucune nature
	Représentant autorisé
	Nathalie Dion, Assurance des Entreprises Nathalie Dion

441 POUR HOMME
Boutique
twiks

MODE DESIGN









Montréal

(rev.04-07)

LETTRE D'ENGAGEMENT
(Formulaire 2)

N° 5266-0027

Date d'émission : 13 mars 2014

L'Unique assurances générales inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au 625, rue Saint-Amable, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1 ici représentée par Nathalie Dion, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la "**caution**")

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à Ville de Montréal le 14 mars 2014 et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

Norexco Inc.
(nom de l'entrepreneur)

ayant une place d'affaires au 4663, route 117 Nord, Ste-Agathe-des-Monts QC J8C 2Z8

ici représentée par Philippe Charbonneau dûment autorisé(e);

Remplacement de portes et fenêtres
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire les cautionnements suivants, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

1. Cautionnement d'exécution (formulaire 3) pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres, soit un montant maximum de vingt-cinq pour cent ---------- dollars (----25%---- $) ; et

2. Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, biens et services (formulaire 4) pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres, soit un montant maximum de vingt-cinq pour cent ---------- dollars(---- 25% ---- $).

EN FOI DE QUOI, la caution, par son représentant dûment autorisé, a signé à Québec, Québec,

Le 13 mars 20 14

Par : Nadia Dion
Nom du signataire

Compagnie : L'Unique assurances générales inc.

Titre : Mandataire

Adresse : 625, rue Saint-Amable, C.P. 17050, Québec, Qc G1K 0E1

Montréal

(rev.04-07)

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION
(Formulaire 1)

N° 5266-0027

L'Unique assurances générales inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au 625, rue Saint-Amable, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1 ci représentée par Nathalie Dion, mandataire dûment autorisé(e) ;

(ci-après appelée la "**caution**")

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la "**Ville**") le 14 mars 2014 et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par Norexco Inc.
(nom de l'entrepreneur)

ayant une place d'affaires au : 4663, route 117 Nord, Ste-Agathe-des-Monts QC J8C 2Z8

ici représentée par : Philippe Charbonneau dûment autorisé(e);

(ci-après appelé "**l'entrepreneur**")

pour Remplacement des portes et fenêtres
(description du contrat)

se porte caution de l'**entrepreneur**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par l'**entrepreneur** ou en cas de refus ou de défaut de l'**entrepreneur**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu des documents d'appels d'offres, y compris les polices d'assurances, le cautionnement d'exécution, le cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, biens et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **entrepreneur** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à 10% Dix pour cent du montant de la soumission

---------- dollars (----------N/A---------- $).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission de l'**entrepreneur** est acceptée par la **Ville**.

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et l'**entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

Québec, Québec, le 13 mars 20 14.

L'entrepreneur	L'Unique assurances générales inc. **La caution**
(représentant autorisé)	(représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

Fonctionnaire autorisé

menuiserie DELISLE

Expéditeur : Yves Martineau

Destinataire : Estimateur de projet de l'hôtel de Ville de Montréal Ouest

télécopieur : 1-819-321-0555

Date : 14 mars 2014

Message :

Bonjour

Tel que demandé ci-joint le rapport d'essai des fenêtres installées au Marché Bon secours.
En espérant que cela vous permette de travailler.
Pour plus de détails, n'hésitez pas à contacter Pascal Jalbert ou moi-même.

Merci

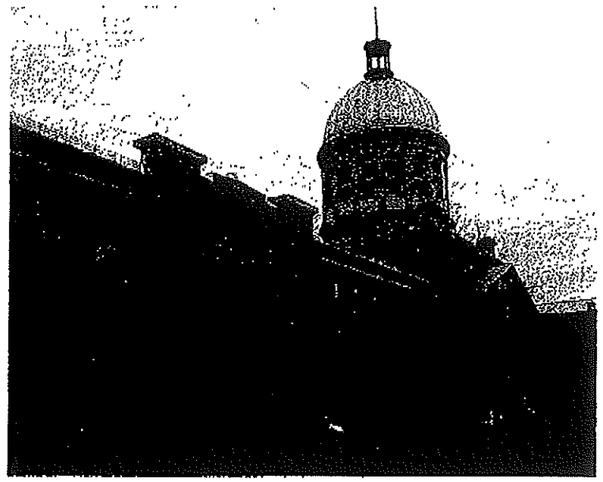
1090 18è rue, Québec, Qc. G1J 1Y9

Mar. 14. 2014 8:26AM N°4941 P. 1

PATENAUDE TREMPE

DES SERVICES À LA HAUTEUR DE VOS BÂTIMENTS
SERVICES TAILORED TO YOUR BUILDING NEEDS

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE IN-SITU / FENÊSTRATION
MARCHÉ BONSECOURS
MONTRÉAL, QUÉBEC



Projet no. : M-2319-A

Préparé pour :
SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL (SHDM)
800, boul. de Maisonneuve Est, bureau 200
Montréal, Québec
H2L 4L8

À l'attention de: M. Georges Dufour

Date : Le 16 février 2010

Montréal
Siège Social / Head Office
Patenaude-Trempe Inc.
1471, boul. Lionel-Boulet, suite 30
Varennes (Québec) J3X 1P7
T. 450-652-2235 F. 450-652-6801
montreal@patenaude-trempe.com

Québec
Bureau de Québec / Quebec City Office
Patenaude-Trempe Inc.
420, boul. Charest Est, suite 300
Québec (Québec) G1K 3H4
T. 418-522-3030 F. 418-522-3916
quebec@patenaude-trempe.com

Boston
Bureau É.U. / U.S. Office
Patenaude-Trempe Corp.
675, Massachusetts avenue
Cambridge, MA, 02139
T. 617-520-9555 F. 617-520-9554
boston@patenaude-trempe.com

Division Thermographie / Thermography Division
Patenaude-Trempe Inc.
1010, 17e Avenue
Laval (Québec) H7R 4P1
T. 450-627-4440 F. 450-627-4923
thermospec@patenaude-trempe.com
THERMOSPEC

WWW.PATENAUDE-TREMPE.COM

Mar. 14. 2014 8:26AM N°4941 P. 2

PATENAUDE TREMPE

TABLE DES MATIÈRES

1.0 **INTRODUCTION** 1
2.0 **BUT DES ESSAIS** 1
2.1 Exigences de performance 1
3.0 **DESCRIPTION DES ESSAIS** 2
3.1 Essais d'étanchéité à l'air 2
3.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau 2
4.0 **CONDITIONS AMBIANTES** 2
5.0 **ÉCHANTILLON NO. 1 (FENÊTRE À BATTANTS À LA FRANÇAISE)** 3
5.1 Essai d'étanchéité à l'air (1er février 2010) 3
5.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau (1er février 2010) 4
6.0 **ÉCHANTILLON NO. 2 (FENÊTRE GUILLOTINE)** 6
6.1 Essais d'étanchéité à l'air (2 février 2010) 6
6.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau (2 février 2010) 7
7.0 **CONCLUSION** 9

PATENAUDE TREMPE

Projet : M-2319-A

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE IN-SITU / FENESTRATION
MARCHÉ BONSECOURS
MONTRÉAL, QUÉBEC

1.0 INTRODUCTION

Patenaude-Trempe inc. a été mandaté par la M. Georges Dufour de la Société d'Habitation et de Développement de Montréal (SHDM) dans le but de procéder à l'évaluation de la performance in-situ d'échantillons de la nouvelle fenestration du projet du Marché Bonsecours à Montréal.

Le présent rapport couvre les essais d'étanchéité à l'air et de résistance à la pénétration d'eau réalisés au niveau de ces échantillons. Ces essais ont été réalisés en date du 1er et du 2 février 2010 par M. Gilles Couture, ing., avec l'aide de M. François Delisle et de M. Marc-Olivier Houde de Patenaude-Trempe Inc. Ces essais ont été réalisés en présence des personnes suivantes, soit en partie ou en totalité ;

• M. Georges Dufour	SHDM
• M. Pierre Raymond	Affleck + de la Riva Architectes
• M. Pascal Jalbert	Menuiserie Delisle
• M. Renaud Laflamme	Menuiserie Delisle

2.0 BUT DES ESSAIS

Les essais visaient à vérifier la conformité de l'ouvrage relativement aux exigences de performance, telles que définies au devis architectural, préparé par Affleck + de la Riva Architectes, et conformément à la norme CAN/CSA A440-00, Fenêtres.

2.1 Exigences de performance

Les exigences de performance, telles que définies à l'intérieur du devis préparé par Affleck + de la Riva Architectes, relatives à la fenestration du projet sont décrites ci-dessous ;

Étanchéité à l'air :	A3
Pénétration d'eau :	B3

À titre informatif, la norme CAN/CSA-A440-00 Fenêtres est accompagnée d'un document s'intitulant CAN/CSA-A440.1 «Guide de l'utilisateur de la norme CAN/CSA-A440-00 Fenêtres». Ce guide permet d'identifier les classes de fenêtres appropriées pour un bâtiment donné en fonction de sa situation géographique (Montréal) et de la hauteur d'installation des fenêtres par rapport au sol. Selon ce guide, les niveaux de performance minimaux recommandés des fenêtres installées pour ce projet seraient :

Étanchéité à l'air :	A3
Pénétration d'eau :	B2 (de 0 à 10 m de hauteur d'installation) B3 (de 11 à 41 m de hauteur d'installation)

Mar. 14. 2014 8:27AM No4941 P. 4

3.0 DESCRIPTION DES ESSAIS

Les sections qui suivent présentent une description des différents essais réalisés au niveau des échantillons du projet en titre.

3.1 Essais d'étanchéité à l'air

Les essais d'étanchéité à l'air ont été réalisés en utilisant une unité d'essai portative. Cette unité est composée d'un ventilateur d'extraction, d'une valve de contrôle, d'un débitmètre, permettant la mesure du débit d'air, d'un manomètre, permettant la mesure du différentiel de pression statique de part et d'autre de l'échantillon, et d'une chambre d'essais fabriquée d'un film de polyvinyle relié au cadre intérieur de l'échantillon.

Les essais d'étanchéité à l'air ont été réalisés conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres et selon la procédure ASTM E-783 intitulé "Standard Test Method for Field Measurement of Air Leakage Through Installed Exterior Windows and Doors". Cet essai consiste à mesurer l'infiltration d'air totale à travers l'échantillon sous un différentiel de pression statique de 75 Pa.

3.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau

Les essais de résistance à la pénétration d'eau ont été réalisés en utilisant une unité d'essai portative. Cette unité est composée d'un ventilateur, d'une valve de contrôle, d'un manomètre, permettant la mesure du différentiel de pression statique de part et d'autre de l'échantillon, et d'une chambre d'essais fabriquée d'un film de polyvinyle relié au cadre intérieur de l'échantillon. De plus, un système de gicleurs calibrés est installé dans le but d'arroser uniformément la surface extérieure de l'échantillon.

Les essais de résistance à la pénétration d'eau ont été réalisés conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres et selon la procédure d'essai ASTM E-1105 intitulé "Standard Test Method for Field Determination of Water Penetration of Installed Exterior Windows, Curtain Walls and Doors by Uniform or Cyclic Static Air Pressure Difference". Cet essai consiste à soumettre l'échantillon à un différentiel de pression statique donné combiné à un jet d'eau appliqué au taux de 205 L/h-m2 (5 gal US/h•pi2). Chaque essai comporte quatre (4) cycles consistant à appliquer la pression pour une période de cinq (5) minutes suivie d'une minute sans pression. Le débit d'eau est maintenu constant durant toute la durée de chacun des essais.

4.0 CONDITIONS AMBIANTES

La section qui suit présente les conditions ambiantes intérieures et extérieures notées lors des essais en date du 1er et du 2 février 2010. Ces lectures ont été prises à l'aide d'une station météorologique située à proximité de l'échantillon, du côté extérieur, et de son panneau de contrôle sans fil situé du côté intérieur.

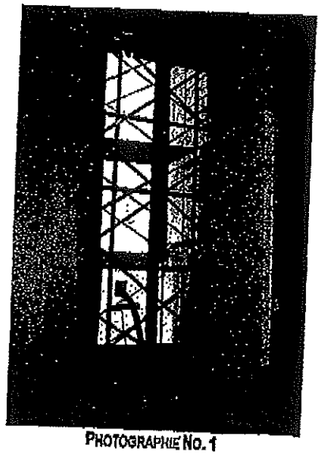
CONDITIONS AMBIANTES INTÉRIEURES		
	1er Février 2010	2 Février 2010
Température	22°C	22°C
Humidité relative	13%	22%

Mar. 14. 2014 8:27AM N°4941 P. 5

CONDITIONS AMBIANTES EXTÉRIEURES		
Condition	Soleil	Soleil
Température	-10°C	-12°C
Humidité relative	31%	47%
Direction du vent	Nord-Est	Nord-Est
Vitesse du vent	0 à 5 km/h	0 à 6 km/h
Pression barométrique	102.4 kPa	102.7 kPa

5.0 ÉCHANTILLON No. 1 (Fenêtre à battants à la française)

L'échantillon mis à l'essai consistait en une fenêtre à battants à la française, fabriquée et installée par Menuiserie Delisle Inc. L'échantillon mesurait approximativement 1 400 mm (55") de largeur par 3 000 mm (118") de hauteur et était situé au rez-de-chaussée. La construction d'une chambre d'essais, du côté intérieur de l'échantillon, a été réalisée afin de créer les différentiels de pression statique requis à travers l'échantillon (Photographie No. 1). Compte tenu des températures extérieures et afin de réaliser les différents essais dans des conditions propices selon les exigences des procédures, un abri chauffé extérieur a été installé du côté extérieur de l'échantillon (Photographie No. 2).



PHOTOGRAPHIE No. 1



PHOTOGRAPHIE No. 2

5.1 Essai d'étanchéité à l'air (1er février 2010)

Le tableau qui suit présente le taux d'infiltration d'air maximum permis, par unité de longueur de fente, pour l'échantillon conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres.

Mar. 14. 2014 8:27AM N°4941 P. 6

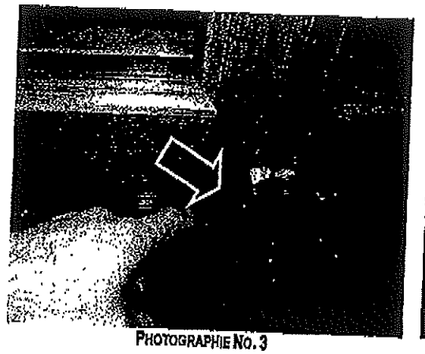
NIVEAU	TAUX D'INFILTRATION MAX. PERMIS PAR UNITÉ DE LONGUEUR DE FENTE ΔP = 75 Pa (1.56 lb/pi²)	
	m³/h•m	pi³/min•pi
A1	2.750	0.500
A2	1.650	0.300
A3	0.550	0.100

Infiltration d'air mesurée (excluant les fuites induites par la chambre d'essai):
0.528 m³/h•m (0.096 pi³/min•pi)

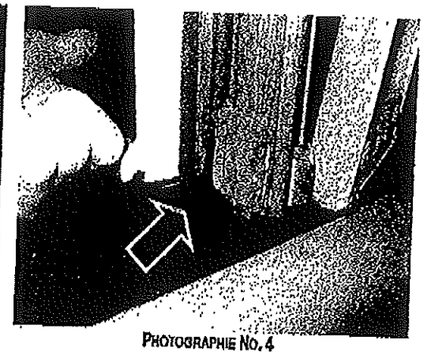
5.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau (1er février 2010)

Un premier essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 200 Pa correspondant au niveau B2 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, de l'infiltration d'eau a été notée au seuil (débordement) à partir de la troisième minute du premier cycle, au bas de la rencontre des deux (2) volets (Photographie No.3).

L'essai a été interrompu à ce stade et suite à l'infiltration d'eau rencontrée, des mesures correctives ont été apportées par Menuiserie Delisle consistant à l'installation d'un nouveau coupe-froid au seuil des volets (Photographie No. 4) ainsi que d'une brosse d'étanchéité au bas de la rencontre des deux (2) volets (Photographie No. 5).

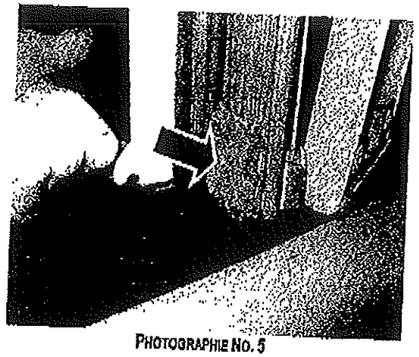


PHOTOGRAPHIE No. 3



PHOTOGRAPHIE No. 4

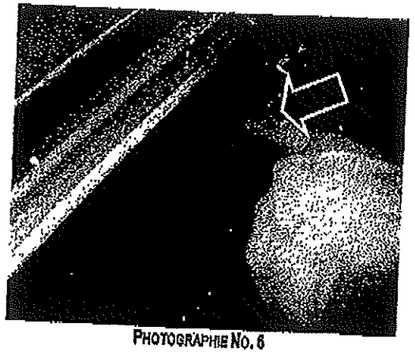
Mar. 14. 2014 8:27AM N°4941 P. 7



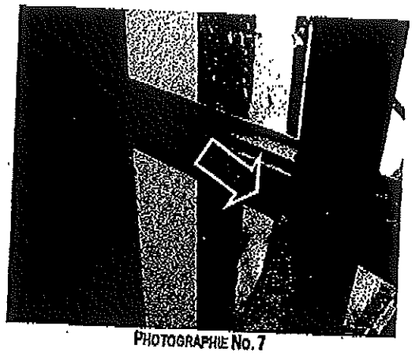
PHOTOGRAPHIE NO. 5

Suite à ces mesures correctrices, l'essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 200 Pa correspondant au niveau B2 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, aucune infiltration d'eau n'a été observée.

Un deuxième essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 300 Pa correspondant au niveau B3 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, de l'infiltration d'eau a été notée au seuil (débordement) à partir de la troisième minute du troisième cycle, au bas de la rencontre des deux (2) volets (Photographie No. 6). Lors de cet essai, de l'infiltration d'eau a également été notée à l'une des unités isolantes de l'échantillon (Photographie No. 7).



PHOTOGRAPHIE NO. 6



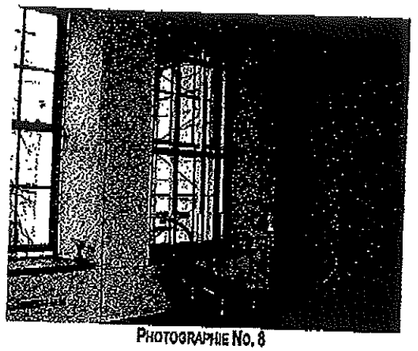
PHOTOGRAPHIE NO. 7

Suite à l'infiltration d'eau rencontrée au seuil (débordement) au bas de la rencontre des deux (2) volets, des mesures additionnelles ont été apportées par Menuiserie Delisle (modification du nouveau coupe-froid au seuil des volets) ne permettant cependant pas d'améliorer la performance de l'échantillon lors d'essais réalisés sous un différentiel de pression statique de 300 Pa correspondant au niveau B3 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres.

Mar. 14. 2014 8:27AM N°4941 P. 8

6.0 ÉCHANTILLON No. 2 (Fenêtre guillotine)

L'échantillon mis à l'essai consistait en une fenêtre guillotine, fabriquée et installée par Menuiserie Delisle. L'échantillon mesurait approximativement 1 442 mm (56 ¾") de largeur par 2 985 mm (117 ½") de hauteur et était situé au deuxième étage. La construction d'une chambre d'essais, du côté intérieur de l'échantillon, a été réalisée afin de créer les différentiels de pression statique requis à travers l'échantillon (Photographie No. 8). Compte tenu des températures extérieures et afin de réaliser les différents essais dans des conditions propices selon les exigences des procédures, un abri chauffé extérieur a été installé du côté extérieur de l'échantillon.



PHOTOGRAPHIE No. 8

6.1 Essais d'étanchéité à l'air (2 février 2010)

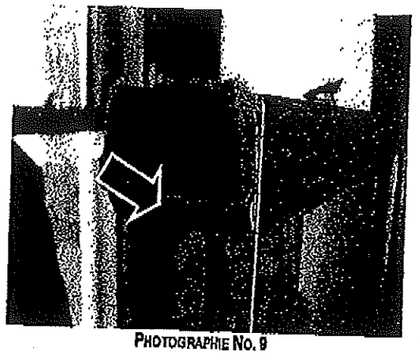
Le tableau qui suit présente le taux d'infiltration d'air maximum permis, par unité de longueur de fente, pour l'échantillon conformément à la norme CAN/CSA A440-00 (Fenêtres).

NIVEAU	TAUX D'INFILTRATION MAX. PERMIS PAR UNITÉ DE LONGUEUR DE FENTE ΔP = 75 Pa (1.56 lb/pi²)	
	m³/h•m	pi³/min•pi
A1	2.750	0.500
A2	1.650	0.300
A3	0.550	0.100

Infiltration d'air mesurée (excluant les fuites induites par la chambre d'essais):
0.941 m³/h•m (0.171 pi³/min•pi)

Suite à l'infiltration d'air excessive mesurée, des mesures correctives ont été entreprises par Menuiserie Delisle consistant à l'installation d'un coupe-froid (Photographie No. 9) ainsi que d'une brosse d'étanchéité (Photographie No. 10) aux jambages du volet inférieur, à la partie supérieure.

Mar. 14. 2014 8:28AM N°4941 P. 9



PHOTOGRAPHIE No. 9



PHOTOGRAPHIE No. 10

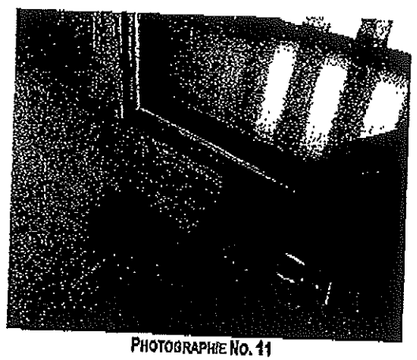
Suite à ces mesures correctives, l'essai d'étanchéité à l'air a été repris :

Infiltration d'air mesurée (excluant les fuites induites par la chambre d'essai):
0.415 m³/h•m (0.075 pi³/min•pi)

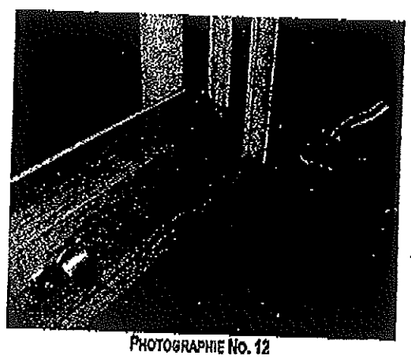
6.2 Essais de résistance à la pénétration d'eau (2 février 2010)

Un premier essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 200 Pa correspondant au niveau B2 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, de l'infiltration d'eau a été notée au périmètre de plusieurs des unités isolantes de l'échantillon (Photographie No.11).

L'essai a été interrompu à ce stade et des mesures correctives ont été apportées par Menuiserie Delisle consistant à l'application de scellant au périmètre des unités isolantes, des côtés intérieur et extérieur (Photographie No. 12). Il est important de noter que, contrairement à l'échantillon No. 1, aucun scellant n'avait été appliqué initialement au périmètre des unités isolantes de cet échantillon.



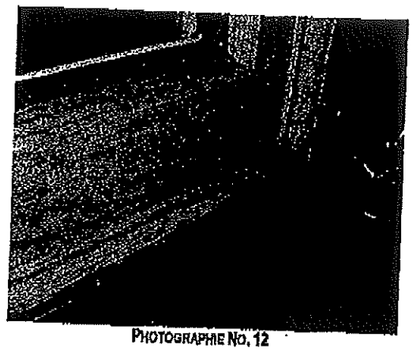
PHOTOGRAPHIE No. 11



PHOTOGRAPHIE No. 12

Mar. 14. 2014 8:28AM N°4941 P. 10

De plus, par mesure préventive, du scellant a également été appliqué à la jonction entre la moulure et le cadre au seuil de l'échantillon (Photographie No. 12). Cette dernière intervention a été réalisée dans le but de simuler des modifications qui seront apportées par Menuiserie Delisle à la production des fenêtres afin de fabriquer le seuil d'une seule pièce et en y incorporant cette moulure.



PHOTOGRAPHIE NO. 12

Suite à ces mesures correctives, l'essai de résistance à la pénétration d'eau a été repris sous un différentiel de pression statique de 200 Pa correspondant au niveau B2 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, aucune infiltration d'eau n'a été notée.

Un deuxième essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 300 Pa correspondant au niveau B3 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, aucune infiltration d'eau n'a été notée.

Finalement, un troisième essai de résistance à la pénétration d'eau a été réalisé sous un différentiel de pression statique de 400 Pa correspondant au niveau B4 de la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Lors de l'essai, de l'infiltration d'eau a été notée au seuil (débordement) de la fenêtre guillotine.

Mar. 14. 2014 8:28AM N°4941 P. 11

7.0 CONCLUSION

Dans un premier temps, l'échantillon No. 1 (fenêtre à battants à la française) mis à l'essai, tel que construit et suite aux mesures correctives apportées, respecte les exigences de performance correspondant au niveau A3 relativement à l'étanchéité à l'air et au niveau B2 relativement à la résistance à la pénétration d'eau, conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres. Cet échantillon ne respecte cependant pas les exigences de performance correspondant au niveau B3 relativement à la résistance à la pénétration d'eau, conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres, telles que spécifiées au devis architectural. À noter les mesures correctives suivantes apportées à l'échantillon lors des essais:

- Installation d'un nouveau coupe-froid au seuil des volets;
- Installation d'une brosse d'étanchéité au bas de la rencontre des deux (2) volets.

En ce qui concerne cet échantillon, des discussions devront être tenues quant à l'acceptation ou non de la performance obtenue relativement à la résistance à la pénétration d'eau. Il est cependant de notre avis que le type de fenêtre, les dimensions ainsi que les contraintes relatives au produit rendu sont autant de critères qui doivent également faire parties de ces discussions. Des essais en laboratoire sur un échantillon de fenêtre à battants à la française typique au projet pourraient être envisagés afin de valider d'autres interventions et/ou modifications dans le but d'en améliorer la performance.

Dans un deuxième temps, l'échantillon No. 2 (fenêtre guillotine) mis à l'essai, tel que construit et suite aux mesures correctives entreprises, respecte les exigences de performance correspondant au niveau A3 relativement à l'étanchéité à l'air et au niveau B3 relativement à la résistance à la pénétration d'eau, conformément à la norme CAN/CSA A440-00 Fenêtres, telles que spécifiées au devis architectural. À noter, les mesures correctives suivantes apportées à l'échantillon lors des essais :

- Installation d'un coupe-froid aux jambages du volet inférieur, à la partie supérieure;
- Installation d'une brosse d'étanchéité aux jambages du volet inférieur, à la partie supérieure;
- Application de scellant au périmètre des unités isolantes, des côtés intérieur et extérieur;
- Application de scellant à la jonction entre la moulure et la cadre au seuil (à être remplacé par un seuil d'une seule pièce).

Pour cet échantillon, il est de notre avis que le scellant au périmètre des unités isolantes, des côtés intérieur et extérieur, est essentiel à la bonne performance relativement à la résistance à la pénétration d'eau. De plus, la modification à être apportée au seuil permettra d'assurer l'étanchéité de cette portion de l'assemblage.

Préparé par :

Gilles Couture, ing.
Associé

Mar. 14. 2014 8:28AM N°4941 P. 12

FS-1
FORMULAIRE DE SOUMISSION

Remplacement de portes et fenêtres – Hôtel de Ville

Projet

Ville de Montréal-Ouest

Nom du Client

Norexco Inc.	14 mars 2014
Nom du soumissionnaire	**Date**

4663, route 117 Nord
Adresse

Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2Z8	819-321-1071
Ville Code Postal	**Téléphone**

Je soussigné,

1. Déclare

a) Avoir pris connaissance des Instructions générales, Clauses administratives et directives aux soumissionnaires, Éléments du projet, Plans, Photographies, Devis technique, Rapport d'analyses, des addendas émis, ainsi que des autres documents de soumission, le cas échéant, concernant le projet en titre;

b) Avoir pris les renseignements nécessaires sur l'état du bâtiment concerné et de l'emplacement des travaux, et évalué avec soin les facilités et difficultés inhérentes à l'exécution de ceux-ci dans le cadre dudit projet;

c) Avoir reçu les addendas suivants :

Numéro	Émis par	Date d'émission
1	Ville de Montréal Ouest	4 mars 2014
2	Ville de Montréal Ouest	5 mars 2014

2. M'engage, en conséquence, si acceptation de ma soumission :

   a) À signer le contrat et à respecter toutes les conditions et spécifications apparaissant aux documents de soumission et à exécuter tous les travaux exigés par ces mêmes documents;

   b) À exécuter tous ces travaux pour le montant forfaitaire inscrit à l'article 2a) de l' « Offre de prix » accompagnée d'une garantie de soumission et, selon le cas, d'une lettre d'intention émise par une institution financière confirmant son engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et services.

3. Certifie que le prix soumis au formulaire « Offre de prix » est valide pour une période de soixante (60) jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

Ci-inclus, le document autorisant la personne désignée à signer la soumission et les documents qui y sont annexés.

Norexco Inc.
Nom de l'entreprise

Signature

Philippe Charbonneau
Nom du signataire en lettres moulées

Signé à : Sainte-Agathe-des-Monts Date : 14 mars 2014

FS-2
OFFRE DE PRIX
Projet : Remplacement de portes et fenêtres – Hôtel de Ville

En mon nom personnel ou au nom du soumissionnaire que je représente :

1. Je déclare être autorisé à signer ce document.
2. Je m'engage
   a) à exécuter tous ces travaux pour le montant forfaitaire de :

      Trois cent quatre mille neuf cents dollars

      304 900.00 $
      en monnaie légale du Canada, **incluant** le coût des permis (à l'exception du permis de construction), licences, primes, redevances, frais et droits de douane et tous autres frais directs et indirects inhérents au contrat **et excluant les taxes applicables en vigueur**;
   b) à compléter tous ces travaux dans les délais prévus après l'autorisation de commencer ces derniers;
   c) à me conformer aux exigences de ce contrat et à fournir les garanties nécessaires;
   d) à fournir au Client la « Liste des noms et prix des sous-traitants et fournisseurs» dûment remplie (voir FS-6).
3. Certifie que le prix soumis est valide pour une période de soixante (60) jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

Ci-inclus une garantie de soumission sous une des formes prévues à l'article 2.8 des Clauses administratives et directives aux soumissionnaires :

10% de la valeur de la soumission excluant les taxes applicables

30 490.00 $

Ci-inclus le document autorisant la personne désignée à signer la soumission et les documents qui y sont annexés.

Norexco Inc.
Nom de l'entreprise

Signature

Philippe Charbonneau
Nom du signataire en lettres moulées

Signé à : Sainte-Agathe-des-Monts Date : 14 mars 2014

FS-3
PRIX VENTILÉS DE LA SOUMISSION
(EXCLUANT LES TAXES)

Note : **Ce document doit obligatoirement être annexé au Formulaire de soumission.**

SOUMISSION VENTILÉE

1	**Fourniture et installation des fenêtres et portes**	
1.1	Fourniture des fenêtres	148 290.00 $
1.2	Mobilisation – démobilisation	10 000.00 $
1.3	Démolition	N/A $
1.4	Charpenterie – menuiserie	58 469.38 $
1.5	Quincaillerie	2 000.00 $
1.6	Teinture	N/A $
1.7	Imperméabilisant	250.00 $
1.8	Produits d'étanchéité	1 500.00 $
1.9	Aménagement paysager	N/A $
	TOTAL PARTIEL 1	220 509.38 $

FS-3
PRIX VENTILÉS DE LA SOUMISSION (SUITE)
(EXCLUANT LES TAXES)

2	**Enlèvement d'amiante et silice cristalline**	
2.1	Mobilisation – démobilisation	1 750.00 $
2.2	Démolition et disposition de résidus en condition de silice cristalline	40 380.30 $
2.3	Démolition et disposition de résidus en condition de chantier à risque modéré – amiante	42 260.32 $
	TOTAL PARTIEL 2	84 390.62 $

GRAND TOTAL (EXCLUANT LES TAXES)	304 900.00 $

Par : _____ Date : 14 mars 2014
(Signature)

Philippe Charbonneau
(Nom du signataire en lettres moulées)

Note : Le montant inscrit à la ligne ci-dessus doit être identique au montant forfaitaire total inscrit à l'article 2 a) du formulaire FS-2 – Offre de prix.

FS-4
DÉCLARATION DES PRIX UNITAIRES
(EXCLUANT LES TAXES)

Les prix unitaires indiqués au contrat doivent couvrir tous les matériaux, main d'œuvre à l'atelier et au chantier, outillage, avantages sociaux, équipements, frais généraux, administration, projets, licences, permis, sauf le permis de construction et autres charges applicables et excluant la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ)

Entrepreneur : Norexco Inc.

Par : _____ Date : 14 mars 2014
Signature

Philippe Charbonneau
(Nom du signataire en lettres moulées)

_____
(Signature)

FS-5
DÉCLARATION DES PRIX SÉPARÉS
(EXCLUANT LES TAXES)

PRIX SÉPARÉS INCLUS AU CONTRAT

Il est entendu que ces montants sont inclus dans le prix forfaitaire de la soumission et qu'ils comprennent les frais d'administration et le profit, et excluent les taxes applicables en vigueur. Si nécessaire en cas de résiliation, il est entendu que le Client pourra retrancher au prix du contrat, l'un et/ou certains des travaux décrits dans ces prix séparés ou dans les prix ventilés, selon les articles correspondants, réduisant d'autant le montant de la soumission, lequel sera alors ajusté en conséquence.

Identification de l'ouverture sur plans	Nombre	Ouverture (approximative)	Prix unitaire par porte ou fenêtre	Prix total soumissionné par type
Fenêtres	1	12	51" x 90"	$ 6 890	$82 680
	2	13	51" x 100"	$ 6 990	$ 90 870
	3	3	51" x 87"	$ 6 590	$ 19 770
	4	3	51" x 54"	$ 6 310	$ 18 930
	5	4	26" x 57"	$ 6 080	$ 24 320
	6	1	20" x 51"	$ 6 180	$ 6 180
	7	1	51" x 90"	$ 7 215	$ 7 215
	8	1	51" x 90"	$ 6 585	$ 6 585
	9	2	*à mesurer*	$ 5 385	$ 10 770
Portes	10	1	60" x 122"	$ 11 010	$ 11 010
	11	3	42" x 122"	$ 8 856.67	$ 26 570

(EXCLUANT LES TAXES) $ 304 900.00

Note : Le montant inscrit à la ligne ci-dessus doit être identique au montant forfaitaire total inscrit à l'article 2a) du formulaire FS-2 – Offre de prix.

FS-6
LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

Projet : Remplacement de portes et fenêtres – Hôtel de Ville (Montréal-Ouest)

INSTRUCTION :

1. Le soumissionnaire complète cette liste et doit la transmettre au Client, pour information, avant l'ouverture des soumissions.
2. Suite à la signature du contrat, l'entrepreneur doit informer, par écrit, le Client de toute modification apportée à cette liste des sous-traitants et fournisseurs.
3. Lorsque le nom d'un sous-traitant ou fournisseur n'est pas connu, indiquer pour la spécialité concernée « nous-mêmes » pour les fins de la soumission.

Spécialité	N° de licence (sous-traitant) ou adresse (fournisseur)	Nom du sous-traitants ou fournisseur
Portes et fenêtres	2547-0816-52	Menuiserie Delisle
Décontamination	8000-7321-50	Asbex LTD
Installateur	8356-8998-08	Norexco Inc.

L'entrepreneur demeure responsable de tout acte ou omission des sous-traitants et fournisseurs et assume l'entière coordination des travaux exécutés par eux. L'entrepreneur s'engage à lier les sous-traitants à toutes les dispositions du contrat ayant trait à leurs travaux et à leurs obligations.

Note : Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux (R.R.Q., c. C-19, r. 3), article 2.

Philippe Charbonneau/ P. Charbonneau
Nom du signataire et signature

Norexco Inc.
Nom du Soumissionnaire

Signé à : Sainte-Agathe-des-Monts

Date : 14 mars 2014

Hôtel de Ville *Town Hall*

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville de Montréal-Ouest, tenue le 29 avril 2013, à 20h00, à l'Hôtel de Ville, 50 avenue Westminster Sud.

Demande de subvention au Fonds du patrimoine culturel québécois – hôtel de ville

Il fut proposé par Julie Tasker-Brown, Conseillère, et secondé par Dino Mazzone, Conseiller, et résolu:

Que la résolution #20121015-004 concernant une demande de subvention aux fins d'un projet de remplacement des fenêtres de l'Hôtel de Ville soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe du dispositif par le suivant :

> « Que l'Inspecteur en bâtiment, M. Gabriel Hudon, soit autorisé à signer tout formulaire ou document requis et à représenter la Ville de Montréal-Ouest dans ce dossier auprès de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications, s'il y a lieu. ».

Adoptée à l'unanimité.
#20130429-010

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le 30 avril 2013

Claude Gilbert, Greffier

50, avenue Westminster sud, Montréal-Ouest (Québec) H4X 1Y7 • Téléphone : (514) 481-8125 • Télécopieur : (514) 481-4554
50 Westminster Avenue South, Montreal West, Quebec H4X 1Y7 • Telephone : (514) 481-8125 • Fax : (514) 481-4554

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL
2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS 08-1.4.1-532

OBJET: **Remplacement des fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest**

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en valeur le patrimoine, entre autres, en réservant un budget pour la conservation et la mise en valeur des biens culturels patrimoniaux appartenant à la Ville;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 229 950 $ pour le remplacement des fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest, soit les deux tiers des coûts de restauration;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

ATTENDU QU' une somme de 211 037 $ est réservée par la recommandation de crédits 10-1.4.1-533;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 18 913 $ à cette fin, assumée à parts égales par les partenaires.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet
Jean-Robert Choquet

Date: 28 nov. 2012

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette
Hélène Binette

Date: 13 déc. 2012

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL
2008-2011

COMITÉ DE DIRECTION
RECOMMANDATION DE CRÉDITS **10-1.4.1-533**

OBJET: **Remplacement des fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest**

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en valeur le patrimoine, entre autres, en réservant un budget pour la conservation et la mise en valeur des biens culturels patrimoniaux appartenant à la Ville;

ATTENDU QUE la Direction de la culture et du patrimoine propose de réserver une somme de 229 950 $ pour le remplacement des fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest, soit les deux tiers des coûts de restauration;

ATTENDU QUE cette dépense est admissible à une contribution de l'Entente;

ATTENDU QU' une somme de 18 913 $ est réservée par la recommandation de crédits 08-1.4.1-532;

IL EST RÉSOLU de recommander aux signataires de l'Entente:

- de réserver, à même le budget en service de la dette, la somme de 211 037 $ à cette fin, représentant 55 390 $ pour le Ministère et 155 647 $ pour la Ville.

VILLE DE MONTRÉAL

Jean-Robert Choquet

Date: 28 nov. 2012

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Hélène Binette

Date: 13 déc. 2012

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Direction générale
des finances municipales

AM 276771

Québec, le 21 mai 2013

Madame Colette Fraser
Greffière adjointe
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau R. 134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame,

Je vous informe que monsieur Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports, a approuvé aujourd'hui le règlement RCG 13-003 du Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, décrétant un emprunt de 229 950 $.

L'approbation de ce règlement ne dispense pas la municipalité d'obtenir, le cas échéant, tout permis, certificat, autorisation, approbation ou avis requis en vertu d'une loi ou d'un règlement.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice du Service de l'information
financière et du financement,

Nancy Klein

/met

Aile Chauveau, 1er étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2007
Télécopieur : 418 646-9165
www.mamrot.gouv.qc.ca

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Direction générale
des finances municipales

AM 277106

Québec, le 21 mai 2013

Madame Colette Fraser
Greffière adjointe
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Greffière adjointe,

Je vous informe que monsieur Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports, a approuvé aujourd'hui le règlement 13-009 de la Ville de Montréal, décrétant un emprunt de 23 700 000 $.

L'approbation de ce règlement ne dispense pas la municipalité d'obtenir, le cas échéant, tout permis, certificat, autorisation, approbation ou avis requis en vertu d'une loi ou d'un règlement.

Veuillez agréer, Madame la Greffière adjointe, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice du Service de l'information
financière et du financement,

Nancy Klein

/hm

Aile Chauveau, 1er étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2007
Télécopieur : 418 646-9165
www.mamrot.gouv.qc.ca

Hôtel de Ville *Town Hall*

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville de Montréal-Ouest, tenue le 16 décembre 2013, à 20h00, à l'Hôtel de Ville, 50 avenue Westminster Sud.

Annulation de contrat – remplacement de portes et fenêtres (Hôtel de Ville)

ATTENDU que par la résolution # 20130128-012, le Conseil a adjugé un contrat pour le remplacement des fenêtres et portes de l'hôtel de ville à Construction Paul Béland;

ATTENDU que cette résolution stipulait que son entrée en vigueur était conditionnelle à la confirmation que ce projet bénéficierait d'une aide financière octroyée en vertu d'un programme de mise en valeur du patrimoine, lequel est géré par la Ville de Montréal;

ATTENDU que cette confirmation n'a été obtenue que plusieurs mois après, et quand la Ville fut informée que l'aide en question serait accordée, l'adjudicataire n'a pu obtenir de son principal fournisseur un engagement ferme lui permettant de débuter les travaux;

ATTENDU que les deux parties conviennent qu'il est préférable de mettre fin au contrat;

EN CONSÉQUENCE:

Il fut proposé par Elizabeth Ulin, Conseillère, et secondé par Colleen Feeney, Conseillère, et résolu:

1) Que le contrat pour le remplacement des fenêtres et portes de l'hôtel de ville soit annulé.

2) Que le cautionnement de soumission soit retourné à Construction Paul Béland.

Adoptée à l'unanimité.
20131216-005

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le 17 décembre 2013

_____
Claude Gilbert, Greffier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1142344001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	1 -d'autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires joint au sommaire décisionnel; 2 -de mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération;

Il est recommandé :
- d'autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les quatre postes du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires joint au dossier décisionnel;

- de mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération.

Signé par Yves SAINDON **Le** 2014-04-30 11:22

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Direction générale , Direction du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1142344001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	1 -d'autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires joint au sommaire décisionnel; 2 -de mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération;

CONTENU

CONTEXTE

La Ville a mené à l'automne 2011, par l'entremise de la Commission permanente du conseil municipal sur le transport, la gestion des infrastructures et l'environnement et de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures, un examen public du dossier de l'industrie du taxi à Montréal. Cet examen a conduit à l'adoption par le conseil d'agglomération de la résolution CG11 0345 en date du 27 octobre 2011 par laquelle le conseil faisait siennes l'ensemble des réponses du comité exécutif aux recommandations des commissions. L'une de ces recommandations portait sur l'opportunité de revoir la gouvernance du Bureau du taxi et du remorquage de la Ville pour en faire une société distincte de type paramunicipale.
Les lettres patentes de la nouvelle société paramunicipale constituée sous le nom du « Bureau du taxi de Montréal » ont été délivrées le 28 novembre 2012, le tout conformément aux articles 220.1 et suivants de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* .

Ces dispositions prévoient la création d'un conseil d'administration de 11 membres composé de 3 élus choisis parmi les membres du conseil de la ville, de 3 personnes représentant les clientèles du transport par taxi, d'une personne représentant l'industrie touristique de l'île de Montréal et de 4 personnes représentant respectivement les chauffeurs de taxi et de limousine, les propriétaires de taxi, les propriétaires de limousine et les intermédiaires en services de transport.

Les membres du conseil d'administration de la société, autres que ceux représentant l'industrie, sont nommés par la Ville. Le président du conseil d'administration est désigné parmi les membres nommés par la Ville. Les autres membres du conseil d'administration représentant l'industrie sont élus par leurs pairs.

Conformément à l'article 5 des lettres patentes, l'élection des 4 représentants de l'industrie du taxi est sous la responsabilité du greffier de la Ville de Montréal qui agit comme président d'élection et établit la procédure de mise en candidature et de vote. Cet article précise toutefois que le mode de votation est par la poste.

L'élection du printemps 2013 a comblé 4 postes pour autant de catégories d'électeurs différentes (plus de 10 000 chauffeurs de taxi et de limousine, environ 4 000 propriétaires de taxi, quelque 160 propriétaires de limousine et une quinzaine d'intermédiaires en services de transport).

La durée du mandat des membres du conseil d'administration ayant été fixée par la loi à deux ans, une nouvelle élection devra être tenue par le greffier au printemps 2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0715 du 22 mai 2013 - Désignation des membres non élus du conseil d'administration.
CE13 0079 du 23 janvier 2013 - Approuver les prévisions budgétaires et les tarifs de rémunération du personnel électoral aux fins de la première élection des 4 représentants de l'industrie du taxi au sein du conseil d'administration de la nouvelle société paramunicipale « Bureau de taxi de Montréal »

CG12 0311 du 23 août 2012 – Constitution d'une société paramunicipale destinée au développement et à l'encadrement de l'industrie du taxi et nomination de sept administrateurs provisoires.

CG11 0345 - 27 octobre 2011- Adopter l'ensemble des réponses aux 20 recommandations de la Commission permanente du conseil municipal sur le transport, la gestion des infrastructures et l'environnement et de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures suite à l'examen public sur l'industrie du taxi.

DESCRIPTION

Dans le cadre des discussions préparatoires à la constitution du nouvel organisme au cours de 2012, le Bureau du taxi et du remorquage a opté pour un mode de votation par la poste et ce, compte tenu des horaires de travail atypiques des travailleurs de l'industrie du taxi. Ce choix nous apparaissait, à l'époque, fort logique.
C'est en conformité des balises fixées par les lettres patentes que les procédures pour l'élection du 24 mai 2013 ont été élaborées et établies. Le vote par correspondance requérant l'établissement d'un certain nombre de mesures de contrôle pour assurer l'intégrité du vote, le greffier s'est largement inspiré des règles édictées par le législateur provincial en la matière. Il est à noter que ce mode de votation a été offert et utilisé par les électeurs non domiciliés lors de l'élection générale de la Ville de Montréal en 2009.

Au terme de la première expérience électorale, le greffier arrive à la conclusion que ce mode de votation n'est pas le plus optimal pour les membres de l'industrie du taxi. Le vote par la poste a comme grand avantage d'éviter à l'électeur de se déplacer. Toutefois, il entraîne une certaine lourdeur administrative pour garantir l'intégrité du processus (l'électeur doit notamment fournir une photocopie d'une pièce d'identité et de son permis).

Il est vrai que les gens de l'industrie du taxi ont des horaires très variables. Ceci dit, ces personnes sont très mobiles et aiment beaucoup le contact des gens. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont préféré se déplacer pour remettre en mains propres leur trousse de votation et discuter avec le personnel du Bureau des élections pour s'assurer qu'ils avaient

justement l’ensemble des documents requis. Dans certains cas, le personnel a même aidé les personnes à faire les photocopies manquantes.

Plusieurs électeurs ont mal lu les directives et ont transmis leur bulletin de vote de façon incomplète. C’est ainsi que le Bureau des élections a décidé de produire du matériel pédagogique supplémentaire. Cependant, tous n'ont pas accès à des espaces de bureau avec photocopieur. Un nombre non négligeable de votes n'ont pu être comptabilisés en raison d'erreurs trop importantes de procédure.

Par ailleurs, bien que beaucoup d’énergie a été déployée pour publiciser l’élection, il est impossible de se déclarer satisfait des taux de participation de l’ordre de 12,95% (chauffeurs) et de 22,33% (propriétaires de taxi).

C'est pourquoi le greffier estime qu’un vote traditionnel (bureau de vote physique) tenu dans un ou plusieurs endroit(s) facile(s) d’accès et connu(s) de tous (espace dans les locaux actuels du Bureau du taxi, par exemple), avec des heures d’ouverture élargies (i.e. matin, après-midi et soir) sur deux jours, serait plus approprié dans les circonstances.

JUSTIFICATION

À l'issue de l'élection de mai 2013, le greffier a déposé au Bureau du taxi de Montréal son bilan et fait des recommandations pour que soit modifié le mode de votation, de façon à faciliter l'exercice du droit de vote des électeurs de l'industrie du taxi. Le conseil d'administration du Bureau du taxi de Montréal a approuvé cette recommandation par résolution lors de son assemblée du 11 mars 2014 (en pièce jointe). .
Pour modifier le mode de votation, un amendement aux lettres patentes de l'organisme est requis. Le présent dossier vise donc à autoriser le greffier à déposer la demande relative à l'octroi de lettres patentes supplémentaires permettant le recours au mode traditionnel de votation. En vertu de l'article 224 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal,* le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires afin de modifier le mode de votation. Vous trouverez en pièces jointes la requête adressée au Lieutenant-gouverneur et le projet de lettres patentes supplémentaires rédigées par le Service des affaires juridiques.

Il serait opportun par la même occasion de retirer toute référence à l'envoi postal des avis publics, pour donner une marge de manoeuvre plus grande au greffier et lui permettre d'utiliser dans le futur d'autres modes de transmission en lien avec les avancées technologiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Précisons que ce mode de votation n’entraînera pas des coûts supplémentaires par rapport au vote par la poste. Par ailleurs, l'augmentation du tarif postal décrété par Postes Canada en date du 31 mars 2014 augmentera considérablement les coûts de l'élection si le mode de votation par la poste est maintenu. En vertu du protocole d'entente entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville, le coût de l'élection est à la charge de la Ville. En 2013, le budget pour la tenue de l'élection était de 180 000 $ et s'est soldé par un surplus de 30 108 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le greffier souhaite par cet amendement aux lettres patentes faciliter le vote des électeurs de l'industrie du taxi et augmenter leur taux de participation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt auprès du MAMROT d'une requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires.
Approbation des prévisions budgétaires et des tarifs de rémunération du personnel électoral aux fins de l'élection 2015 au Bureau de taxi de Montréal (automne 2014)
Tenue de l'élection au Bureau du taxi de Montréal le 28 mai 2015.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Bureau du taxi de Montréal , Direction générale (Benoît JUGAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie AUBIN
Cadre sur mandat

Tél : 514 872-3313
Télécop. : 514 872-4279

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-25

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514-872-6957
Télécop. : 514 872-5655

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1142344001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	1 -d'autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires joint au sommaire décisionnel; 2 -de mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération;

Requête au Lieutenant-gouverneur.pdfProjet de lettres patentes supplementaires.pdf

14-012 Modifications Lettres patentes pt.40.3.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie AUBIN
Cadre sur mandat

Tél : 514 872-3313
Télécop. : 514 872-4279

REQUÊTE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR POUR L'OBTENTION DE LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES SOUS LE GRAND SCEAU DE LA PROVINCE

ATTENDU QUE le Bureau du taxi de Montréal a été constitué le 28 novembre 2012, en vertu des articles 220.1 et 224 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4);

ATTENDU QUE l'article 224 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* prévoit qu'à la requête de la Ville, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal, par résolution de son conseil municipal en date du ___e jour du mois de_____2014, et le Bureau du taxi de Montréal, par résolution de son conseil d'administration en date du ___e jour du mois de _____ 2014, ont approuvé la présente requête pour l'adoption de lettres patentes supplémentaires;

À CES CAUSES, la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal sollicitent l'émission de lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes émises le 28 novembre 2012 afin de modifier le quatrième alinéa de l'article 5 :

1° par la suppression au paragraphe b) des termes « Le mode de votation est par la poste et »;

2° par la suppression au paragraphe c) des termes « par la poste »;

3° par le remplacement au paragraphe f) du terme « 33e » par le terme « 34e »;

4° par le remplacement du paragraphe g) par le suivant :

« g) au plus tard le 20e jour qui précède la date de clôture du scrutin, le greffier transmet à chaque électeur l'avis de scrutin; ».

Montréal, le ___e jour du mois de _____2014

_____
Dagenais Gagnier Biron, avocats s.e.n.c.
Procureurs des requérantes

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Concernant le BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL :

ATTENDU QUE le Bureau du taxi de Montréal a été constitué le 28 novembre 2012, en vertu des articles 220.1 et 224 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4);

ATTENDU QUE l'article 224 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* prévoit qu'à la requête de la Ville, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a présenté une requête demandant l'octroi de lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes du Bureau du taxi de Montréal, délivrées le 28 novembre 2012, afin de modifier certains paragraphes du quatrième alinéa de l'article 5 des lettres patentes;

ATTENDU QU'il est opportun que soient délivrées les lettres patentes supplémentaires requises par la Ville de Montréal;

EN CONSÉQUENCE, conformément au décret numéro _____ adopté le _____ suivant la recommandation du ministre des Affaires municipales et des Régions, il est déclaré et ordonné :

QUE soient délivrées, sous le grand sceau du Québec, des lettres patentes concernant le Bureau du taxi de Montréal comme suit :

en modifiant le quatrième alinéa de l'article 5 :

1° par la suppression au paragraphe b) des termes « Le mode de votation est par la poste et »;

2° par la suppression au paragraphe c) des termes « par la poste »;

3° par le remplacement au paragraphe f) du terme « 33e » par le terme « 34e »;

4° par le remplacement du paragraphe g) par le suivant :

« g) au plus tard le 20e jour qui précède la date de clôture du scrutin, le greffier transmet à chaque électeur l'avis de scrutin; ».

EN FOI DE QUOI, sont délivrées les présentes lettres patentes supplémentaires sous le grand sceau du Québec.

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée des membres du conseil d'administration	
Assemblée ordinaire du mardi 11 mars 2014	Résolution : no 14-012

Il est proposé par M. Benoit Vallée

appuyé par Mme Érika Duchesne

Et résolu :

1. De donner suite à la lettre de Me Yves Saindon portant sur l'amélioration du processus électoral afin de favoriser la participation électorale du plus grand nombre possible de membres de l'industrie du taxi et approuver les deux recommandations suivantes :

   - Faire les représentations au gouvernement du Québec pour modifier le paragraphe b) du 4ième alinéa de l'article 5 des lettres patentes délivrées le 28 novembre 2012 afin que le mode de votation soit traditionnel et non plus par la poste.

   - Modifier le paragraphe f) du 4ième alinéa de l'article 5 des lettres patentes afin que la mise en candidature prenne fin le 34ième jour précédant la date de clôture du scrutin plutôt que le 33ième jour.

Adopté à l'unanimité.
[pt.40.3]

Aref Salem

Président de l'assemblée

Abdelkrim ait abdaim

Secrétaire de l'assemblée

Montréal, le 11 mars 2014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2014/05/29 17:00

(1)

Dossier # : 1143838004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi -Métal inc. (CG12 0079)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 061 249.26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc., CG12 0079;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par François SIM MASSÉ **Le** 2014-04-29 11:00

Signataire : François SIM MASSÉ

Directeur
Sécurité incendie de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1143838004**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi -Métal inc. (CG12 0079)

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) a octroyé un contrat pour la fourniture de 35 camions autopompes au rythme de 7 par année pendant 5 ans, le but étant de maintenir à niveau la flotte de véhicules du SIM. À cet effet, l'acquisition annuelle de 7 autopompes permettra au SIM d'atteindre en 2020 la norme de 15 ans d'âges pour les véhicules de première ligne et de remplacement.
Les trois premières commandes sur cinq ans ont déjà été octroyées, soit les années 2012, 2013 et 2014. La présente commande vise à faire le devancement de 2 camions autopompes de 2015 en 2014, afin de permettre au SIM de maintenir la flotte de véhicules de réserve associée à des réparations majeures découvertes sur nos véhicules actuels en service.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0348 - 29 août 2013
Modifier la clause du taux de change de l'entente-cadre 740593 pour l'acquisition de 7 camions autopompes, pour l'année 2014 et procéder à l'ajustement du bon de commande 864518.

CG13 0180 – 30 mai 2013
Autoriser une dépense de 3 644 027.08$, taxes incluses, pour l'acquisition de sept camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la ville de Montréal et Maxi-Métal Inc. (CG12 0079)

CG12 0079 - 22 mars 2012
Conclure avec Maxi-Métal inc, une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 35 camions autopompes ainsi que des accessoires requis pour le combat d'incendie - Appel d'offres public 11-11601 - (6 soumissionnaires - 4 conformes). Autoriser une dépense de 3 885 495.28 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 7 camions autopompes.

CE11 1179 - 10 août 2011
Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition de 35 camions autopompes, à une fréquence de 7 par année, pour les 5 prochaines années 2012-2016, selon le devis 34712A11.

CG08 0272 - 28 mai 2008
Émettre un avis favorable à l'égard du projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie pour l'agglomération de Montréal, conformément aux recommandations de la Commission de la sécurité publique, incluant notamment le rapport de consultation, le plan de mise en œuvre et les prévisions budgétaires, lequel projet doit être soumis au ministère de la Sécurité publique en vertu de l'article 20 de la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q., chapitre S-3.4) en vue d'obtenir l'attestation de conformité permettant de procéder à l'adoption et à la mise en œuvre dudit schéma.

CG06 0473 - 30 novembre 2006
Projet d'entente-cadre pour la fourniture sur demande de camions échelles (30), camions autopompes (40) et des équipements et accessoires requis pour le combat d'incendie, d'une durée de 5 ans à Emergency One pour un montant total approximatif de 53 360 869.04$ - appel d'offres public 06-10167 (6 soum).

CE05 0476 – 16 mars 2005
Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de camions autopompes, de camions échelles, d'équipements spécialisés et d'accessoires pour les trois prochaines années avec une option de deux années subséquentes.

DESCRIPTION

Les véhicules d'incendie de type autopompe seront affectés aux casernes et répondront aux interventions d'urgence de tout type, incluant les appels médicaux de type premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
Ces véhicules de type autopompe sont de modèle compact, dans le but que ces derniers soient mieux adaptés à la nouvelle réalité des 70 000 appels de type premiers répondants, et ce, pour permettre de réduire les coûts d'entretien, avec des véhicules moins lourds et également d'améliorer le temps de réponse avec des véhicules plus facilement manœuvrable dans des rues parfois étroites.

JUSTIFICATION

Le SIM est dans l'obligation de faire le devancement de l'achat de 2 autopompes afin de nous permettre d'effectuer des réparations majeures sur plusieurs de ceux-ci. Les réparations qui seront effectuées auront comme impact une diminution de la disponibilité de la flotte de véhicule de réserve pour plusieurs mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.
Les crédits requis pour l'acquisition de 2 camions autopompes pour l'année 2014 (devancement de l'année 2015) seront disponibles au programme triennal d'immobilisations 2014-2015-2016 à même le programme de remplacement de véhicules de sécurité

incendie, pour une dépense totale de 1 061 249.26 $, incluant des contingences de 123 743.11 $.

Contingences
Des contingences de 123 743.11 $ sont prévues dont 73 207.43 $ afin de faire face aux modifications non prévues suite à la rencontre de préfabrication et de 50 535.68 $ pour ajuster les prix en fonction de la variation du taux de change. Cet ajustement des prix sera appliqué advenant une variation de plus de 2 % par rapport au taux de change de référence.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces camions permettront de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990, et ceci, en ayant des moteurs :

- Moins puissants dû au modèle d'autopompe compact. Ces moteurs seront plus écologiques dans la consommation de carburant;
- Munis d'une technologie à l'urée qui diminue encore plus les émissions de gaz nocif pour l'environnement;
- Munis de filtre qui empêche l'émission dans l'environnement de particules solides nocives liées aux gaz d'échappement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assurer une fiabilité des équipements;

- Assurer le maintien d'un niveau de service aux citoyens de l'agglomération de Montréal;
- Réduire les coûts d’entretien;
- Réduire les temps d’immobilisation des véhicules;
- Maintenir la flotte de véhicules de remplacement à un niveau rationnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtention de l'autorisation de dépense en juin 2014;

- Émission du bon de commande en juin 2014;
- Inspection chez le manufacturier avant la livraison en décembre 2014;
- Livraison à la mi-décembre 2014 au SIM.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Sécurité incendie de Montréal , Direction (Nadine GIRARD)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel ROBERT
Chef aux operations

Tél : 514-872-8281
Télécop. : 514-872-7443

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Sylvain MIREAULT
Chef de division

Tél : 514-872-4720
Télécop. : 514-872-6894

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

Dossier # : 1143838004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles - Direction de l'approvisionnement
Analyse et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public n° 11-11601

Titre : ENTENTE D'APPROVISIONNEMENT 5 ANS - FOURNITURE D'AUTOPOMPE À INCENDIE D'UNE CAPACITÉ NOMINALE DE 6000 LITRES/MINUTE (QUANTITÉ 35)

Description et usage : L'entente vise à combler les besoins pour la fourniture de véhicules de type autopompe de modèle compact dans le but que ces derniers soient adaptés à la nouvelle réalité des appels de type premiers répondants.

Le processus d'appel d'offres public et le présent dossier sont conformes aux encadrements administratifs suivants :

· Politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
· La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
· L'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats»

Dossier d'octroi n° 1123838001
Résolution n° CG12 0079

Il s'agit d'une consommation sur l'entente n° 740593 conclue avec la firme **Maxi Métal inc.** d'une durée de cinq (5) ans.

Cette acquisition est conforme aux procédures et lois en vigueur à la Ville de Montréal.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

Denis LECLERC
chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Approvisionnement en biens et services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1143838004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- d'autoriser une dépense de 1 061 249.26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc., CG12 0079;

Information comptable *(en dollars)*

Provenance : PTI 2014

	Crédits
5001.5011029.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	957 276.83$

Un engagement de gestion **no CC43838004** au montant de **957 276,83 $** a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** aux comptes suivants :

Imputation : PTI 2014

	Crédits	Contrat

5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 Acquisition camion autopompe - 7 **véhicules**	845 57.05$	937 506.15$
5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 **Contingences** - modifications pré-construction - **7 véhicules**	66 035.17$	73 207.43$
5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 **Contingences** - variation du taux de change - **7 véhicules**	45 584.61$	50 535.68$
Total	**957 276.83$**	**1 061 249.26$**

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et comptables
PS CORPORATIF
Tél : 872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-29

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire - chef d'équipe

Tél : 872-8440
Division : Direction opérations budgétaires et comptables

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Sécurité incendie de Montréal , Direction

Dossier # : 1143838004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Autoriser une dépense de 1 061 249,26 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Pour la commande 2014, 2 camions autopompes supplémentaires seront acquis (devancement de l'année 2015). Cette commande 2014 prévoit des contingences de 123 743.11$.

Le budget requis pour l'acquisition de ces 2 camions autopompes pour l'année 2014 est priorisé au programme triennal d'immobilisations 2014-2015-2016 à même le programme de remplacement de véhicules de la Sécurité incendie.

Budget d'immobilisation (PTI)

Information budgétaire *(en dollars)*

Imputation budgétaire : pour les véhicules et les contingences
Projet Investi : 71080 Programme de remplacement de véhicules
Sous-projet : 1171080100 - Acquisition camion autopompe et échelle

Information comptable *(en dollars)*

Provenance : PTI 2014

	Crédits
5001.5011029.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	957 276.83$

Imputation : PTI 2014

	Crédits	Contrat
5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 Acquisition camion autopompe - 7 **véhicules**	845 657.05$	937 506.15$
5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 **Contingences** - modifications pré-construction - **7 véhicules**	66 035.17$	73 207.43$
5001.5011029.803200.02209.57401.000000.0000.134519.000000.32050.00000 **Contingences** - variation du taux de change - **7 véhicules**	45 584.61$	50 535.68$
Total	**957 276.83$**	**1 061 249.26$**

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nadine GIRARD
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-9782

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-28

Sylvie GIRARD
Chef de division

Tél : (514) 872-4711
Division : Division des ressources financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2014/05/29
17:00

(2)

Dossier # : 1144055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

Signé par Benoit LACROIX **Le** 2014-04-24 14:19

Signataire : Benoit LACROIX

_____

Directeur
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014	Résolution: CA14 14 0165

Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de recommander au conseil d'agglomération :

de désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

Adopté à l'unanimité.

30.07 1144055001

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mai 2014

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1144055001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'entente intervenue en juin 2003 entre la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec concernant les Centres locaux de développement (CLD) et la gestion du développement économique local sur l'île de Montréal, il a été convenu que deux représentants de la Ville et/ou de l'arrondissement siégeraient au conseil d'administration des CLD.
Compte tenu que le mandat CLD a été octroyé à la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord), deux représentants de l'arrondissement siègent donc au conseil d'administration de la CDÉC depuis le début de l'entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0372 - 27 août 2009 : Nommer madame Soraya Martinez, conseillère municipale du district de Saint-Michel et messieurs Benoit Lacroix, Directeur, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (jusqu'au 31 août 2009) et Louis Bénard, commissaire au développement économique (à compter du 1er septembre 2009) à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).
CG11 0054 - 24 février 2011 : Nommer monsieur Frantz Benjamin, conseiller de la Ville, district de Saint-Michel, à titre de représentant de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel –Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

CG12 0306 - 23 août 2012 : Nommer madame Anie Samson, maire d'arrondissement et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de

représentants de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

DESCRIPTION

La nomination de madame Mary Deros, conseillère de la Ville – District de Parc-Extension, est proposée afin d'assurer une représentativité politique et administrative de l'arrondissement au conseil d'administration.
La nomination de madame Deros, en remplacement de madame Anie Samson, qui représentait l'arrondissement depuis le 5 juin 2012, a été décidée en consensus avec les élus de l'arrondissement, ainsi que la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

Monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique, a déjà été nommé à ce poste par la résolution CG09 0372. La présente nomination constitue une reconduction de Monsieur Bénard dans ses fonctions de représentant de l'arrondissement au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord). Monsieur Bénard y représente l'arrondissement depuis le 1er septembre 2009, sans interruption.

JUSTIFICATION

L'entente de gestion liant la Ville et la CDÉC Centre-Nord prévoit que deux représentants de l'arrondissement siégeront au conseil d'administration de l'organisme et qu'au moins un de ces représentants est un élu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication de la composition du conseil par la CDÉC Centre-Nord.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs**.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service du développement économique , Direction (Alain MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain BEAULIEU
Chef de Division

Tél : 514 868 3512
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-24

Benoit LACROIX
Directeur

Tél : 514-868-3450
Télécop. : 514 868-3517

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service du développement économique , Direction

Dossier # : 1144055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les centres locaux de développement (CLD) relèvent de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal (réf. : Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., 2004 ch. 29, art 19, 11°c)).
La Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., c M-30.01) (loi sur le MDEIE) interpelle le conseil d'agglomération de Montréal notamment sur le développement économique local et les CLD. En vertu de la Loi, le conseil d'agglomération désigne les CLD qu'il souhaite voir opérer sur le territoire ainsi que les membres du conseil d'administration de ces organismes.

Le 20 juin 2013, le conseil d'agglomération approuvait le projet de convention entre la Ville de Montréal et la CDEC Centre-Nord (CG13 0243 / GDD 1131176001).

En vertu de l'article 94 de la loi sur le MDEIE, « le conseil d'administration d'un centre local de développement comprend des élus municipaux, des personnes issues notamment du milieu des affaires et de l'économie sociale ainsi que, sans droit de vote, le député de l'Assemblée nationale de toute circonscription sur le territoire de laquelle le centre local de développement a compétence. Le conseil comprend également, sans droit de vote, les personnes suivantes :

1° le responsable du centre local de développement;

2° le directeur d'un centre local d'emploi».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alain MARTEL
Conseiller en planification - Chef d'équipe
Tél : 514 872-8508

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-12

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division
Tél : 514.872.9696
Division : Division du développement économique et des initiatives stratégiques